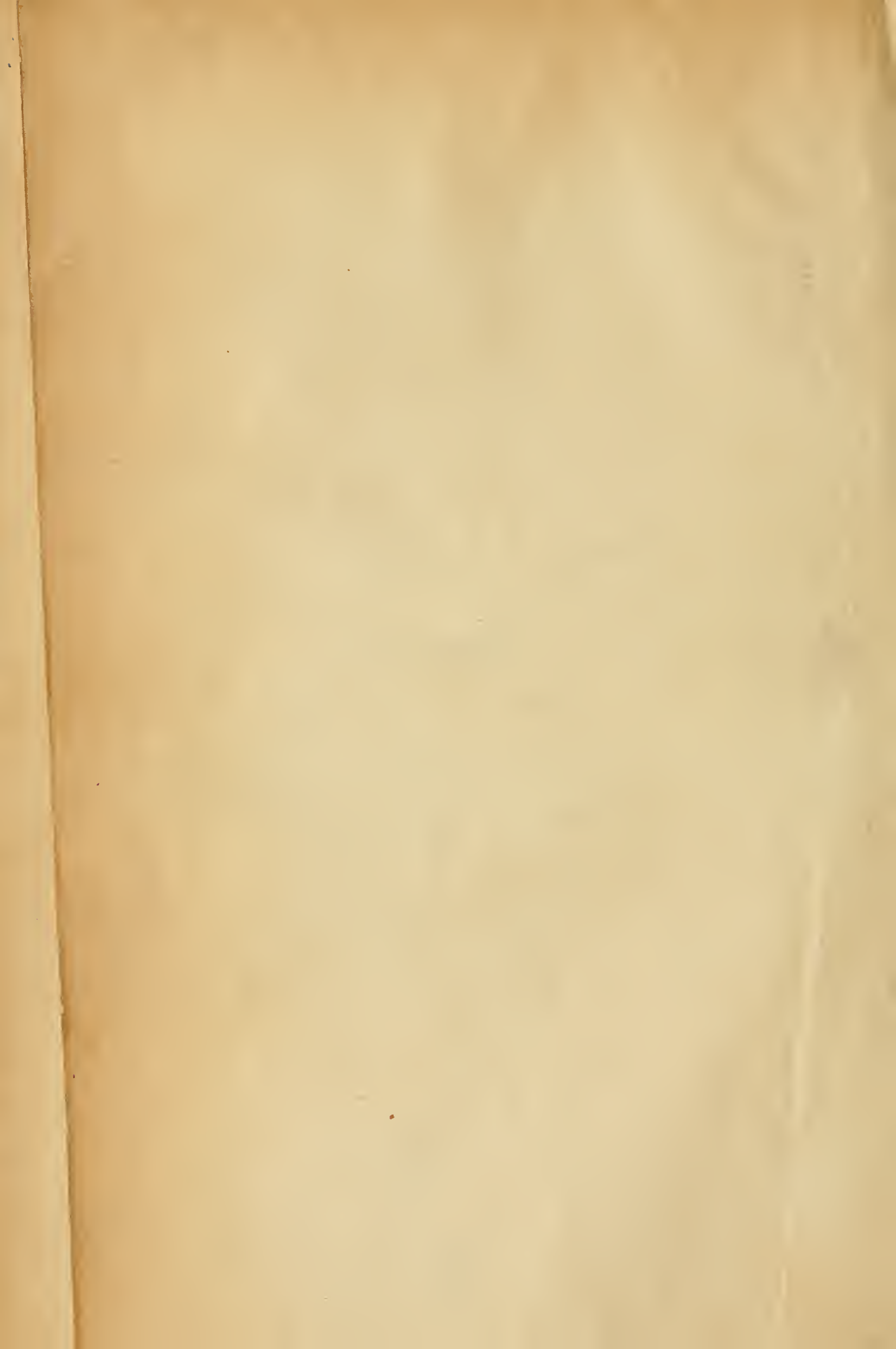






Suess.



ACTENSTÜCKE

ZUR GESCHICHTE DES VERHÄLTNISSES

ZWISCHEN

STAAT UND KIRCHE

IM 19. JAHRHUNDERT.

MIT ANMERKUNGEN

HERAUSGEGEBEN VON

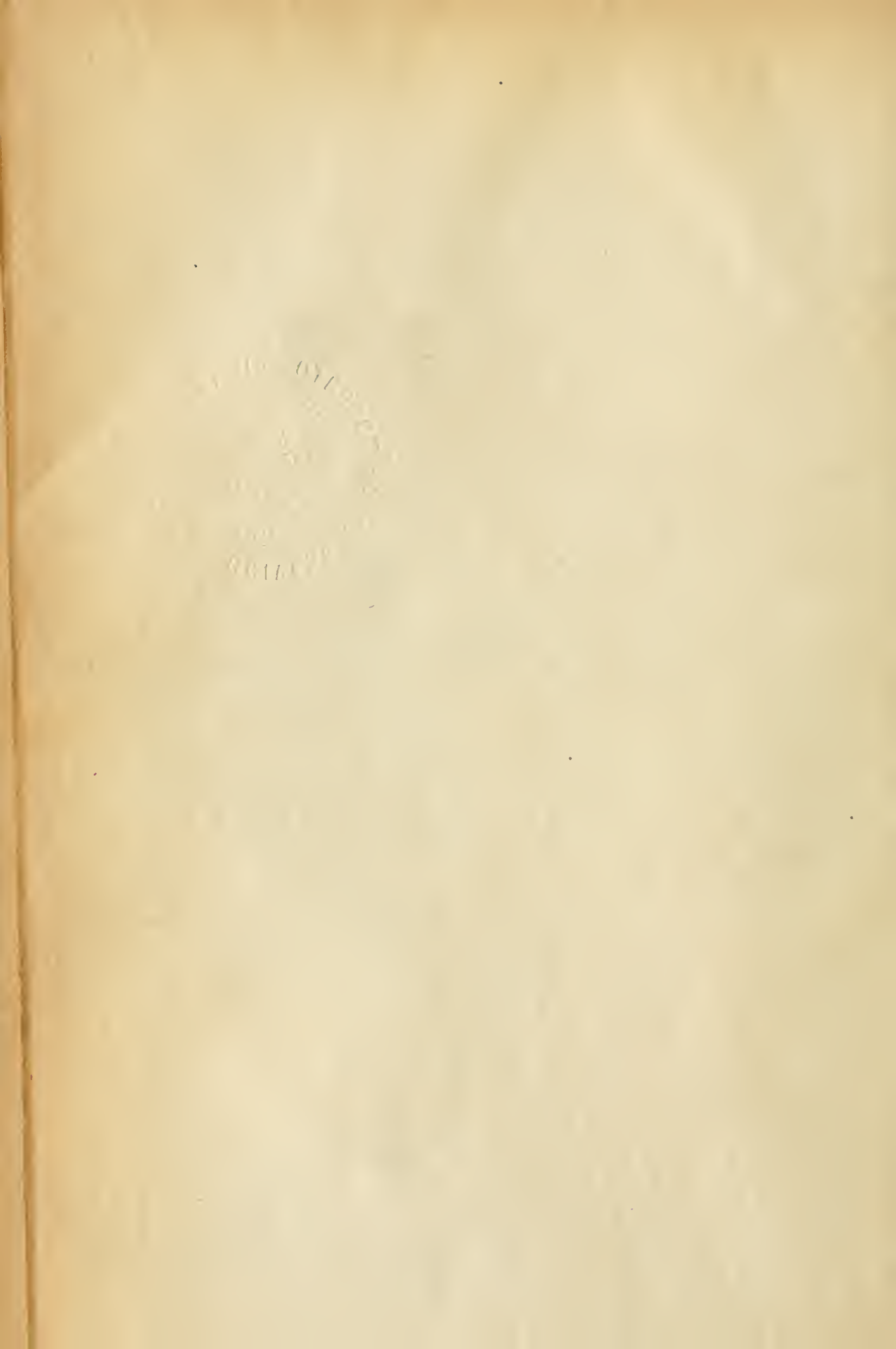
DR. H. VON KREMER-AUENRODE,
PROFESSOR DER RECHTE AN DER WIENER UNIVERSITÄT.

ERSTER THEIL.

DIE ACTENSTÜCKE BIS ZUR ENCYCLICA UND SYLLABUS VOM 8. DEC. 1864 ENTHALTEND.



LEIPZIG,
VERLAG VON DUNCKER & HUMBLOT.
1873.



Nr. 4736. (1.)

FRANKREICH. Die Französischen Kultusgesetze vom 8. April 1802.

A. **Das Concordat.** Abgeschlossen Paris, 15. Juli 1801. Ratificationen ausgewechselt 10. Sept. 1801.

Franz. T. Bulletin des lois Jahrg. 1802 St. Nr. 172. Lat. T. Bullar. M. Rom. Contin. ed. Barbéri Bd. XI 245 ff. Nussi, Conventiones. Mainz 1870 p. 130 ff.

Loi relative à l'organisation des Cultes.

Du 18 germinal an X de la République une et indivisible.

Nr. 4736 (1). Frankreich. 8. April 1802.

Au nom du peuple français, Bonaparte, premier consul, proclame loi de la république le décret suivant, rendu par le Corps législatif le 18 germinal an X, conformement à la proposition faite par le gouvernement du 15 dudit mois, communiquée au Tribunat le même jour.

Décret.

La convention passée à Paris, le 26 messidor an IX, entre le pape et le gouvernement français, et dont les ratifications ont été échangées à Paris le 23 fructidor an IX (10 septembre 1801), ensemble les articles organiques de ladite convention, les articles organiques des cultes protestants, dont la teneur suit, seront promulgués et exécutés comme des lois de la république.

Convention

entre le gouvernement français et Sa Sainteté Pie VII, échangée le 23 fructidor an IX (10 septembre 1801).

Le premier consul de la république française, et Sa Sainteté le souverain pontife Pie VII, ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs: Le premier consul, les citoyens Joseph Bonaparte, conseiller d'État, Cretet, conseiller d'État, et Bernier, docteur en théologie, curé de Saint-Laud d'Angers, munis de pleins pouvoirs. Sa Sainteté, son Éminence monseigneur Hercule Gonsalvi, cardinal

Nr. 4736 (1). Frankreich. 8. April 1802.

de la sainte Église romaine, diacre de Sainte Agathe *ad Suburram*, son secrétaire d'État, Joseph Spina, archevêque de Corinthe, prélat domestique de Sa Sainteté, assistant du trône pontifical, et le Père Caselli, théologien consultant de Sa Sainteté, pareillement munis de pleins pouvoirs en bonne et due forme; || Lesquels, après l'échange des pleins pouvoirs respectifs, ont arrêté la convention suivante:

Convention

entre le gouvernement français et Sa Sainteté Pie VII.

Le gouvernement de la république française reconnaît que la religion catholique, apostolique et romaine, est la religion de la grande majorité des citoyens français. || Sa Sainteté reconnaît également que cette même religion a retiré et attend encore en ce moment le plus grand bien et le plus grand éclat de l'établissement du culte catholique en France, et de la profession particulière qu'en font les consuls de la république. || En conséquence, d'après cette reconnaissance mutuelle, tant pour le bien de la religion que pour le maintien de la tranquillité intérieure, ils sont convenus de ce qui suit: || Art. 1. La religion catholique, apostolique et romaine sera librement exercée en France: son culte sera public, en se conformant aux règlements de police que le gouvernement jugera nécessaires pour la tranquillité publique. || 2. Il sera fait par le Saint-Siége, de concert avec le gouvernement, une nouvelle circonscription des diocèses français. || 3. Sa Sainteté déclarera aux titulaires des évêchés français qu'elle attend d'eux avec une ferme confiance, pour le bien de la paix et de l'unité, toute espèce de sacrifices, même celui de leurs siéges. || D'après cette exhortation, s'ils se refusaient à ce sacrifice commandé par le bien de l'Église (refus néanmoins auquel Sa Sainteté ne s'attend pas), il sera pourvu, par de nouveaux titulaires, au gouvernement des évêchés de la circonscription nouvelle, de la manière suivante. || 4. Le premier consul de la république nommera, dans les trois mois qui suivront la publication de la bulle de Sa Sainteté, aux archevêchés et évêchés de la circonscription nouvelle. Sa Sainteté conférera l'institution canonique suivant les formes établies par rapport à la France avant le changement de gouvernement. || 5. Les nominations aux évêchés qui vaqueront dans la suite seront également faites par le premier consul, et l'institution canonique sera donnée par le Saint-Siége, en conformité de l'article précédent. || 6. Les évêques, avant d'entrer en fonctions, prêteront directement, entre les mains du premier consul, le serment de fidélité qui était en usage avant le changement de gouvernement, exprimé dans les termes suivants: || „Je jure et promets à Dieu, sur „les saints Évangiles, de garder obéissance et fidélité au gouvernement établi par „la constitution de la république française. Je promets aussi de n'avoir aucune „intelligence, de n'assister à aucun conseil, de n'entretenir aucune ligue, soit au „dedans, soit au dehors, qui soit contraire à la tranquillité publique; et si, dans „mon diocèse ou ailleurs, j'apprends qu'il se trame quelque chose au préjudice „de l'État, je le ferai savoir au gouvernement.“ || 7. Les ecclésiastiques de

second ordre prêteront le même serment entre les mains des autorités civiles désignées par le gouvernement. || 8. La formule de prière suivante sera recitée à la fin de l'office divin, dans toutes les églises catholiques de France: *Domine, salvam fac Rempublicam; Domine, salvos fac consules.* || 9. Les évêques feront une nouvelle circonscription des paroisses de leurs diocèses, qui n'aura d'effet que d'après le consentement du gouvernement. || 10. Les évêques nommeront aux cures. || Leur choix ne pourra tomber que sur des personnes agréées par le gouvernement. || 11. Les évêques pourront avoir un chapitre dans leur cathédrale, et un séminaire pour leur diocèse, sans que le gouvernement s'oblige à les doter. || 12. Toutes les églises métropolitaines, cathédrales, paroissiales et autres non aliénées, nécessaires au culte, seront remises à la disposition des évêques. || 13. Sa Sainteté, pour le bien de la paix et l'heureux rétablissement de la religion catholique, déclare que ni elle, ni ses successeurs, ne troubleront en aucune manière les acquéreurs des biens ecclésiastiques aliénés, et qu'en conséquence, la propriété de ces mêmes biens, les droits et revenus y attachés, demeureront incommutables entre leurs mains ou celles de leurs ayant-cause. || 14. Le gouvernement assurera un traitement convenable aux évêques et aux curés dont les diocèses et les paroisses seront compris dans la circonscription nouvelle. || 15. Le gouvernement prendra également des mesures pour que les catholiques français puissent, s'ils le veulent, faire en faveur des églises, des fondations. || 16. Sa Sainteté reconnaît dans le premier consul de la république française, les mêmes droits et prérogatives dont jouissait près d'elle l'ancien gouvernement. || 17. Il est convenu entre les parties contractantes que, dans le cas où quelqu'un des successeurs du premier consul actuel ne serait pas catholique, les droits et prérogatives mentionnés dans l'article ci-dessus, et la nomination aux évêchés, seront réglés, par rapport à lui, par une nouvelle convention. || Les ratifications seront échangées à Paris dans l'espace de quarante jours. || Fait à Paris, le 26 messidor an IX (15 juillet 1801).

Signé Joseph Bonaparte (L. S.), Hercules, cardinalis Gonsalvi (L. S.), Cretet (L. S.), Joseph, archiep. Corinthi (L. S.), Bernier (L. S.), Carolus Caselli (L. S.).

B. **Die organischen Artikel.** Bulletin l. c.

Articles organiques de la convention du 26 messidor an IX.

Titre premier.

Du régime de l'Église catholique dans ses rapports généraux avec les droits et la police de l'État.

Art. 1. Aucune bulle, bref, rescrit, décret, mandat, provision, signature servant de provision, ni autres expéditions de la cour de Rome, même ne concernant que les particuliers, ne pourront être reçus, publiés, imprimés, ni autrement mis à exécution, sans l'autorisation du gouvernement. || Aucun individu se

Nr. 4786 (1). Frankreich. 8. April 1802.

disant nonce, légat, vicaire ou commissaire apostolique, ou se prévalant de toute autre dénomination, ne pourra, sans la même autorisation, exercer sur le sol français, ni ailleurs, aucune fonction relative aux affaires de l'Église gallicane. || 3. Les décrets des synodes étrangers, même ceux des conciles généraux, ne pourront être publiés en France, avant que le gouvernement en ait examiné la forme, leur conformité avec les lois, droits et franchises de la république française, et tout ce qui, dans leur publication, pourrait altérer ou intéresser la tranquillité publique. || 4. Aucun concile national ou métropolitain, aucun synode diocésain, aucune assemblée délibérante, n'aura lieu sans la permission expresse du gouvernement. || 5. Toutes les fonctions ecclésiastiques seront gratuites, sauf les oblations qui seraient autorisées et fixées par les règlements. || 6. Il y aura recours au conseil d'État, dans tous les cas d'abus de la part des supérieurs et autres personnes ecclésiastiques. || Les cas d'abus sont: l'usurpation ou l'excès de pouvoir, la contravention aux lois et règlements de la république, l'infraction des règles consacrées par les canons reçus en France, l'attentat aux libertés, franchises et coutumes de l'Église gallicane, et toute entreprise ou tout procédé qui, dans l'exercice du culte, peut compromettre l'honneur des citoyens, troubler arbitrairement leur conscience, dégénérer contre eux en oppression ou en injure, ou en scandale public. || 7. Il y aura pareillement recours au conseil d'État, s'il est porté atteinte à l'exercice public du culte et à la liberté que les lois et les règlements garantissent à ses ministres. || 8. Le recours compétera à toute personne intéressée. A défaut de plainte particulière, il sera exercé d'office par les préfets. || Le fonctionnaire public, l'ecclésiastique ou la personne qui voudra exercer ce recours, adressera un mémoire détaillé et signé, au conseiller d'État chargé de toutes les affaires concernant les cultes, lequel sera tenu de prendre, dans le plus court délai, tous les renseignements convenables; et, sur son rapport, l'affaire sera suivie et définitivement terminée dans la forme administrative, ou renvoyée, selon l'exigence des cas, aux autorités compétentes.

Titre deuxième.

Des Ministres.

Section I.

Dispositions générales.

9. Le culte catholique sera exercé sous la direction des archevêques et évêques dans leurs diocèses, et sous celle des curés dans leurs paroisses. || 10. Tout privilége portant exemption ou attribution de la jurisdiction épiscopale est aboli. || 11. Les archevêques et évêques pourront, avec l'autorisation du gouvernement, établir dans leurs diocèses des chapitres cathédraux et des séminaires. Tous autres établissements ecclésiastiques sont supprimés. || 12. Il sera libre aux archevêques et évêques d'ajouter à leur nom, le titre de citoyen ou celui de monsieur. Toutes autres qualifications sont interdites.

Section II.

Des Archevêques ou Métropolitains.

13. Les archevêques consacreront et installeront leurs suffragants. En cas d'empêchement ou de refus de leur part, ils seront suppléés par le plus ancien évêque de l'arrondissement métropolitain. || 14. Ils veilleront au maintien de la foi et de la discipline dans les diocèses dépendants de leur métropole. || 15. Ils connaîtront des réclamations et des plaintes portées contre la conduite et les décisions des évêques suffragants.

Section III.

Des Évêques, des Vicaires-généraux et des Séminaires.

16. On ne pourra être nommé évêque avant l'âge de trente ans, et si on n'est originaire français. || 17. Avant l'expédition de l'arrêté de nomination, celui ou ceux qui seront proposés, seront tenus de rapporter une attestation de bonne vie et moeurs, expédiée par l'évêque dans le diocèse duquel ils auront exercé les fonctions du ministère ecclésiastique; et ils seront examinés sur leur doctrine par un évêque et deux prêtres, qui seront commis par le premier consul, lesquels adresseront le résultat de leur examen au conseiller d'État chargé de toutes les affaires concernant les cultes. || 18. Le prêtre nommé par le premier consul fera les diligences pour rapporter l'institution du pape. || Il ne pourra exercer aucune fonction, avant que la bulle portant son institution ait reçu l'attache du gouvernement, et qu'il ait prêté en personne le serment prescrit par la convention passée entre le gouvernement français et le Saint-Siége. || Ce serment sera prêté au premier consul; il en sera dressé procès-verbal par le secrétaire d'État. || 19. Les évêques nommeront et institueront les curés. Néanmoins ils ne manifesteront leur nomination, et ils ne donneront l'institution canonique, qu'après que cette nomination aura été agréée par le premier consul. || 20. Ils seront tenus de résider dans leurs diocèses; ils ne pourront en sortir qu'avec la permission du premier consul. || 21. Chaque évêque pourra nommer deux vicaires-généraux, et chaque archevêque pourra en nommer trois; ils les choisiront parmi les prêtres ayant les qualités requises pour être évêques. || 22. Ils visiteront annuellement et en personne une partie de leur diocèse, et, dans l'espace de cinq ans, le diocèse entier. || En cas d'empêchement légitime, la visite sera faite par un vicaire-général. || 23. Les évêques seront chargés de l'organisation de leurs séminaires, et les règlements de cette organisation seront soumis à l'approbation du premier consul. || 24. Ceux qui seront choisis pour l'enseignement dans les séminaires, souscriront la déclaration faite par le clergé de France en 1682, et publiée par un édit de la même année: ils se soumettront à y enseigner la doctrine qui y est contenue, et les évêques adresseront une expédition en forme de cette soumission au conseiller d'État chargé de toutes les affaires concernant les cultes. || 25. Les évêques enverront, toutes les années, à ce conseiller d'État, le nom des personnes qui étudieront dans les séminaires et qui se destineront à l'état ecclésiastique. || 26. Ils ne pourront ordonner aucun ecclésiastique,

Nr. 4736 (1). Frankreich. 8. April 1802.

s'il ne justifie d'une propriété produisant au moins un revenu annuel de 300 francs, s'il n'a atteint l'âge de vingt-cinq ans, et s'il ne réunit les qualités requises par les canons reçus en France. || Les évêques ne feront aucune ordination avant que le nombre des personnes à ordonner ait été soumis au gouvernement et par lui agréé.

Section IV.

Des Curés.

27. Les curés ne pourront entrer en fonctions qu'après avoir prêté, entre les mains du préfet, le serment prescrit par la convention passée entre le gouvernement et le Saint-Siége. Il sera dressé procès-verbal de cette prestation, par le secrétaire général de la préfecture, et copie collationnée leur en sera délivrée. || 28. Ils seront mis en possession par le curé ou le prêtre que l'évêque désignera. || 29. Ils seront tenus de résider dans leurs paroisses. || 30. Les curés seront immédiatement soumis aux évêques dans l'exercice de leurs fonctions. || 31. Les vicaires et desservants exerceront leur ministère sous la surveillance et la direction des curés. || Ils seront approuvés par l'évêque et révocables par lui. || 32. Aucun étranger ne pourra être employé dans les fonctions du ministère ecclésiastique, sans la permission du gouvernement. || 33. Toute fonction est interdite à tout ecclésiastique, même français, qui n'appartient à aucun diocèse. || 34. Un prêtre ne pourra quitter son diocèse pour aller desservir dans un autre, sans la permission de son évêque.

Section V.

Des Chapitres cathédraux et du Gouvernement des diocèses pendant la vacance du siége.

35. Les archevêques et évêques qui voudront user de la faculté qui leur est donnée d'établir des chapitres, ne pourront le faire sans avoir rapporté l'autorisation du gouvernement, tant pour l'établissement lui-même que pour le nombre et le choix des ecclésiastiques destinés à les former. || 36. Pendant la vacance des siéges, il sera pourvu par le métropolitain, et, à son défaut, par le plus ancien des évêques suffragants, au gouvernement des diocèses. || Les vicaires-généraux de ces diocèses continueront leurs fonctions, même après la mort de l'évêque, jusqu'à son remplacement. || 37. Les métropolitains, les chapitres cathédraux, seront tenus, sans délai, de donner avis au gouvernement de la vacance des sièges, et des mesures qui auront été prises pour le gouvernement des diocèses vacants. || 38. Les vicaires-généraux qui gouverneront pendant la vacance, ainsi que les métropolitains ou capitulaires, ne se permettront aucune innovation dans les usages et coutumes des diocèses.

Titre troisième.

Du Culte.

39. Il n'y aura qu'une liturgie et un cathéchisme pour toutes les églises catholiques de France. || 40. Aucun curé ne pourra ordonner des prières publiques extraordinaires dans sa paroisse, sans la permission spéciale de l'évêque. || 41. Aucune fête, à l'exception du dimanche, ne pourra être établie sans la permission du gouvernement. || 42. Les ecclésiastiques useront, dans les cérémonies religieuses, des habits et ornements convenables à leur titre: ils ne pourront, dans aucun cas ni sous aucun prétexte, prendre la couleur et les marques distinctives réservées aux évêques. || 43. Tous les ecclésiastiques seront habillés à la française et en noir. || Les évêques pourront joindre à ce costume la croix pastorale et les bas violets. || 44. Les chapelles domestiques, les oratoires particuliers ne pourront être établis sans une permission expresse du gouvernement, accordée sur la demande de l'évêque. || 45. Aucune cérémonie religieuse n'aura lieu hors des édifices consacrés au culte catholique, dans les villes où il y a des temples destinés à différents cultes. || 46. Le même temple ne pourra être consacré qu'à un même culte. || 47. Il y aura dans les cathédrales et paroisses, une place distinguée pour les individus catholiques qui remplissent les autorités civiles et militaires. || 48. L'évêque se concertera avec le préfet pour regler la manière d'appeler les fidèles au service divin par le son des cloches. On ne pourra les sonner pour toute autre cause, sans la permission de la police. || 49. Lorsque le gouvernement ordonnera des prières publiques, les évêques se concerteront avec le préfet et le commandant militaire du lieu, pour le jour, l'heure et le mode d'exécution de ces ordonnances. || 50. Les prédications solennelles appelées *sermons*, et celles connues sous le nom de *stations* de l'avent et du carême, ne seront faites que par des prêtres qui en auront obtenu une autorisation spéciale de l'évêque. || 51. Les curés, aux prônes des messes paroissiales, prieront et feront prier pour la prospérité de la République française et pour les consuls. || 52. Ils ne se permettront, dans leurs instructions, aucune inculpation directe ou indirecte, soit contre les personnes, soit contre les autres cultes autorisés dans l'État. || 53. Ils ne feront au prône aucune publication étrangère à l'exercice du culte, si ce n'est celles qui seront ordonnées par le gouvernemeut. || 54. Ils ne donneront la bénédiction nuptiale qu'à ceux qui justifieront, en bonne et due forme, avoir contracté mariage devant l'officier civil. || 55. Les registres tenus par les ministres du culte n'étant et ne pouvant être relatifs qu'à l'administration des sacrements, ne pourront, dans aucun cas, suppléer les registres ordonnés par la loi pour constater l'état civil des Français. || 56. Dans tous les actes ecclésiastiques et religieux, on sera obligé de se servir du calendrier d'équinoxe établi par les lois de la république; on désignera les jours par les noms qu'ils avaient dans le calendrier des solstices. || 57. Le repos des fonctionnaires publics sera fixé au dimanche.

Nr. 4736 (1).
Frankreich.
8. April 1802.

Titre quatrième.

De la Circonscription des Archevêchés, des Évêchés et des Paroisses, des Édifices destinés au culte, et du Traitement des ministres.

Section I.
De la Circonscription des Archevêchés et des Évêchés.

58. Il y aura en France dix archevêchés ou métropoles, et cinquante évêchés. || 59. La circonscription des métropoles et des diocèses sera faite conformément au tableau ci-joint.

Section II.
De la Circonscription des Paroisses.

60. Il y aura au moins une paroisse dans chaque justice de paix. || Il sera en outre établi autant de succursales que le besoin pourra l'exiger. || 61. Chaque évêque, de concert avec le préfet, réglera le nombre et l'étendue de ces succursales. Les plans arrêtés seront soumis au gouvernement, et ne pourront être mis à exécution sans son autorisation. || 62. Aucune partie du territoire français ne pourra être érigée en cure ou en succursale sans l'autorisation expresse du gouvernement. || 63. Les prêtres desservant les succursales sont nommés par les évêques.

Section III.
Du Traitement des Ministres.

64. Le traitement des archevêques sera de 15,000 francs. || 65. Le traitement des évêques sera de 10,000 francs. || 66. Les curés seront distribués en deux classes. || Le traitement des curés de la première classe sera porté à 1500 fr.; celui des curés de la seconde classe, à 1000 fr. || 67. Les pensions dont ils jouissent en exécution des lois de l'Assemblée constituante, seront précomptées sur leur traitement. || Les conseils généraux des grandes communes pourront, sur leurs biens ruraux ou sur leurs octrois, leur accorder une augmentation de traitement, si les circonstances l'exigent. || 68. Les vicaires et desservants seront choisis parmi les ecclésiastiques pensionnés en exécution des lois de l'Assemblée constituante. || Le montant de ces pensions et le produit des oblations formeront leur traitement. || 69. Les évêques rédigeront les projets de règlement relatifs aux oblations que les ministres du culte sont autorisés à recevoir pour l'administration des sacrements. Les projets de règlements rédigés par les évêques ne pourront être publiés, ni autrement mis à exécution, qu'après avoir été approuvés par le gouvernement. || 70. Tout ecclésiastique pensionnaire de l'État sera privé de sa pension, s'il refuse, sans cause légitime, les fonctions qui pourront lui être confiées. || 71. Les conseils généraux de département sont autorisés à procurer aux archevêques et évêques un logement convenable. || 72. Les presbytères et les jardins attenants, non aliénés, seront rendus aux

curés et aux desservants des succursales. A défaut de ces presbytères les conseils généraux des communes sont autorisés à leur procurer un logement et un jardin. || 73. Les fondations qui ont pour objet l'entretien des ministres et l'exercice du culte, ne pourront consister qu'en rentes constituées sur l'État: elles seront acceptées par l'évêque diocésain, et ne pourront être exécutées qu'avec l'autorisation du gouvernement. || 74. Les immeubles, autres que les édifices destinés au logement et les jardins attenants, ne pourront être affectés à des titres ecclésiastiques, ni possédés par les ministres du culte à raison de leurs fonctions.

Section IV.

Des Édifices destinés au Culte.

75. Les édifices anciennement destinés au culte catholique, actuellement dans les mains de la nation, à raison d'un édifice par cure et par succursale, seront mis à la disposition des évêques par arrêtés du préfet du département. || Une expédition de ces arrêtés sera adressée au conseiller d'État chargé de toutes les affaires concernant les cultes. || 76. Il sera établi des fabriques pour veiller à l'entretien et à la conservation des temples, à l'administration des aumônes. || 77. Dans les paroisses où il n'y aura point d'édifice disponible pour le culte, l'évêque se concertera avec le préfet pour la désignation d'un édifice convenable.

[Hier folgt: Tableau de la circonscription des nouveaux Archevêchés et Évêchés de la France, — und dann ohne besondere Nummer: Articles organiques des Cultes protestants.]

Collationné à l'original, par nous président et secrétaires du Corps législatif. A Paris, le 18 germinal, an X de la République. S. Mariorelle, président e. é. t.

Soit la présente loi revêtue du sceau de l'État, insérée au Bulletin des lois, inscrite dans les registres des autorités judiciaires et administratives, et le ministre de la justice chargé d'en surveiller la publication. A Paris, le 28 Germinal an X [18. April 1802] de la République.

Signé Bonaparte, premier Consul. Contre-signé, le secrétaire d'état Hugues B. Maret. — Vu, le ministre de la justice, signé Abrial.

Theiner, Histoire des deux Concordats de la République Française et de la République Cisalpine etc. Paris 1869. — Houssonville, L'Église Romaine et le premier Empire. Paris 1868 fg. — Mémoires du Cardinal Consalvi etc. par Crétineau-Joly. Paris 1864. — Otto Mejer, Zur Geschichte der römisch-deutschen Frage. Rostock 1871. Bd. I. p. 164 ff.

Das Concordat und die organischen Artikel wurden am 7. April 1802 vom Tribunate angenommen mit 78 Stimmen gegen 7, und vom Corps Législatif mit 228 Stimmen gegen 21. Die feierliche Verkündigung beider als ein Ganzes wurde auf den Ostersonntag (18. April) verschoben. — Die Erklärung des französischen Clerus über die Freiheiten der Gallicanischen Kirche, vom 19. März 1682, deren im art. 6 und 24 der Art. org. Erwähnung geschieht, lautet im Wesentlichen: Art. I. Que Saint Pierre et ses successeurs, vicaires de Jésus-Christ, et que toute l'Église même n'ont reçu de puissance de Dieu que sur les choses spirituelles qui concernent le salut, et non point sur les choses temporelles et

Nr. 4736 (1). Frankreich. 8. April 1802.

civiles . . . II. Que la plénitude de la puissance que le Saint-Siége apostolique et les successeurs de Saint Pierre, vicaires de Jésus-Christ, ont sur les choses spirituelles est telle que néanmoins, les décrets du saint concile oecuménique de Constance contenus dans les sessions IV et V, approuvés par le Saint-Siége apostolique, confirmés par la pratique de toute l'Église et des pontifes romains, et observés religieusement dans tous les temps par l'Église gallicane, demeurent dans leur force et vertu . . . III. Qu'ainsi il faut régler l'usage de la puissance apostolique en suivant les canons faits par l'Église de Dieu et consacrés par le respect général de tout le monde; que les règles, les moeurs et les constitutions reçues dans le royaume et dans l'Église gallicane doivent avoir leur force et vertu, et les usages de nos pères demeurer inébranlables . . . IV. Que quoique le Pape ait la principale part dans les questions de foi, et que ses décrets regardent toutes les églises, et chaque église en particulier, son jugement n'est pourtant pas irréformable, à moins que le consentement de l'Église n'intervienne. — Die staatliche Anerkennung erlangten die Gallic. Art. durch ein Edict Ludwig XIV. vom 23. März 1682. Durch die Bulle Inter multiplices verdammt (1690), widerrief sie der französische Clerus (1692), und der König sistirte die Ausführung des Edictes (1693). (Walter, Fontes Jur. Eccl. Bonn 1862. p. 127 ff. Roskovány, Monum. Cath. Fünfkirchen 1846 ff. I. p. 211 ff.) Unter Ludwig XV. trat das Edict dann wieder in Kraft (1766). Napoleon erklärte durch Decret vom 25. Febr. 1810 das Edict für ein loi générale de l'empire. Als Norm des Unterrichts in den Seminarien wurden die Gallicanischen Maximen selbst noch unter der Restauration durch zwei Circularschreiben des Ministers des Innern in den Jahren 1818 und 1824 eingeschärft. Walter, Kirchenrecht p. 280. — Zahlreiche Beispiele der thatsächlichen Anwendung der Org. Art. unter allen Regierungen bis zur Gegenwart in Dufour, Traité Général de droit administratif. Paris 1856. Bd. V 39 ff. Dieselben erlangten dann auch Gültigkeit innerhalb der durch die Friedensschlüsse von Lüneville und Amiens festgestellten Grenzen Frankreichs, also für Belgien, das linke Rheinufer und Theile der Schweiz und Savoyens. — Durch ein Breve Pius IX vom 31. Dec. 1860 wurde, auf den Wunsch Kaiser Napoleon III. die Wirksamkeit des französischen Concordates vom Jahre 1801 auch auf Nizza und Savoyen ausgedehnt. (S. Roskovány, Mon. Cath. l. c. Bd. VII p. 463.)

Nr. 4737. (2.)

FRANKREICH. Proclamation über die Kultusgesetze.

Dat. Paris, 17. April 1802. Bulletin des lois Jhrg. 1802 Nr. 173.

Les Consuls de la République aux Français.

Nr. 4737 (2). Frankreich. 17. April 1802.

Français! Du sein d'une révolution inspirée par l'amour de la patrie, éclatèrent tout à coup au milieu de vous des dissensions religieuses, qui devinrent le fléau de vos familles, l'aliment des factions et l'espoir de vos ennemis. Une politique insensée tenta de les étouffer sous les débris des autels, sous les ruines de la religion même. A sa voix cessèrent ces pieuses solennités où les citoyens s'appelaient du doux nom de frères, et se reconnaissaient tous

égaux sous la main du Dieu qui les avait créés: le mourant, seul avec la douleur, n'entendit plus cette voix consolante qui appelle les Chrétiens à une meilleure vie, et Dieu même sembla exilé de la nature. | Mais la conscience publique, mais le sentiment de l'indépendance des opinions se soulevèrent; et bientôt, égarés par les ennemis du dehors, leur explosion porta le ravage dans nos départements; des Français oublièrent qu'ils étaient Français, et devinrent les instruments d'une haine étrangère. || D'un autre côté, les passions déchaînées, la morale sans appui, le malheur sans espérance dans l'avenir, tout se réunissait pour porter le désordre dans la société. | Pour arrêter ce désordre, il fallait rasseoir la religion sur la base, et on ne pouvait le faire que par des mesures avouées par la religion même. | C'était au souverain Pontife que l'exemple des siècles et la raison commandaient de recourir, pour rapprocher les opinions et réconcilier les coeurs. | Le Chef de l'Église a pesé dans sa sagesse et dans l'intérêt de l'Église, les propositions que l'intérêt de l'État avait dictées; sa voix s'est fait entendre aux pasteurs: ce qu'il approuve, le Gouvernement l'a consenti, et les législateurs en ont fait une loi de la République. | Ainsi disparaissent tous les éléments de discorde; ainsi s'évanouissent tous les scrupules qui pouvaient alarmer les consciences, et tous les obstacles que la malveillance pouvait opposer au retour de la paix intérieure. | Ministres d'une religion de paix, que l'oubli le plus profond couvre vos dissensions, vos malheurs et vos fautes; que cette religion qui vous unit, vous attache tous par les mêmes noeuds, par des noeuds indissolubles, aux intérêts de la patrie. || Déployez pour elle tout ce que votre ministère vous donne de force et d'ascendant sur les esprits; que vos leçons et vos exemples forment les jeunes citoyens à l'amour de nos institutions, au respect et à l'attachement pour les autorités tutélaires qui ont été créées pour les protéger; qu'ils apprennent de vous que le Dieu de la paix est aussi le Dieu des armées, et qu'il combat avec ceux qui défendent l'indépendance et la liberté de la France. Citoyens qui professez les religions protestantes, la loi a également étendu sur vous sa sollicitude. Que cette morale commune à tous les Chrétiens, cette morale si sainte, si pure, si fraternelle, les unisse tous dans le même amour pour la patrie, dans le même respect pour ses lois, dans la même affection pour tous les membres de la grande famille. | Que jamais des combats de doctrine n'altèrent ces sentiments que la religion inspire et commande. || Français, soyons tous unis pour le bonheur de la patrie et pour le bonheur de l'humanité; que cette religion, qui a civilisé l'Europe, soit encore le lien qui en rapproche les habitants et que les vertus qu'elle exige soient toujours associées aux lumières qui nous éclairent. —

Donné à Paris, le 27 germinal an X de la République française. —
Bonaparte (m. p.). Maret (m. p.). Abrial (m. p.).

Nr. 4738. (3.)

RÖMISCHE CURIE. Bulle Pius VII Ecclesia Christi. Confirmation des Concordates.

Dat. Rom, 15. August 1801. Kirchl. Publ. 9. April 1802. Staatl. Publ. 19. April 1802.

Lat. Orig. und Franz. Uebers. Bulletin des lois Jhrg. 1802, St. Nr. 218. Bull. M. R. Cont. XI, 245 ff.

[Auszug.]

Nr. 4738 (3).
Röm. Curie.
15. Aug. 1801.

..... Le ciel a daigné seconder ce pieux dessein. Une convention a été signée à Paris entre le cardinal çi-dessus désigné, notre vénérable frère l'archevêque de Corinthe, notre cher fils Fr. Charles Caselli, ex-général de l'ordre des Servites, de notre part, et de la part du Gouvernement français, par nos chers fils Joseph Bonaparte, Emanuel Cretet, conseillers d'état et Étienne Bernier, prêtre curé de Saint-Laud d'Angers. Cette convention a été mûrement examinée, tant par nous que par nos vénérables frères les cardinaux appelés dans notre conseil. Nous l'avons jugée digne de notre approbation; et afin que son exécution n'éprouve aucun retard, nous allons, par ces présentes, déclarer et notifier à tous ce qui a été respectivement convenu et arrêté pour le bien de la religion, la tranquillité intérieure de la France, et le retour heureux de cette paix, de cette unité salutaire qui va faire la consolation et la joie d'Église. ‖ ... Et comme il importe, tant à cause de la nouvelle circonscription des diocèses, que pour d'autres raisons majeures, d'éloigner tous les obstacles qui nuiraient au succès d'un si glorieux ouvrage, fermement convaincus que tous les titulaires des évêchés français feront à la religion le sacrifice de leurs siéges, plusieurs d'entre eux ayant déjà offert leur démission à notre vénérable prédécesseur Pie VI, dans leur lettre du 3 mai 1791, nous exhorterons ces mêmes titulaires, par un bref plein de zèle et de force, à contribuer au bien de la paix et de l'unité. Nous leur déclarerons que nous attendons avec confiance de leur amour pour la religion les sacrifices dont nous venons de parler sans excepter celui de leurs siéges que le bien de l'Église commande impérieusement. ‖ .... Toutes ces choses ayant été réglées, acceptées et signées à Paris, dans tous leurs points, clauses et articles, savoir de notre part, et au nom du Saint-Siége apostolique, par notre cher fils Hercule Consalvi .....; nous avons jugé nécessaire pour leur plus parfaite exécution, de les munir, par une bulle solennelle, de toute la force et de toute l'autorité que peut avoir la sanction apostolique. ... [folgt das Concordat] ...

Nous ne voulons pas qu'on regarde comme étrangers à notre sollicitude et à notre amour paternel, les ecclésiastiques qui, après la réception des ordres sacrés, ont contracté mariage ou abandonné publiquement leur état. (Nolumus etiam paternae nostrae charitatis non esse participes eos ecclesiasticos viros qui in sacris constituti matrimonia attentarunt, sive qui a proprio instituto

publice desciverunt;) Nous prendrons à leur égard, conformément aux désirs du Gouvernement, les mêmes mesures que prit, en pareil cas, Jules III, notre prédécesseur d'heureuse mémoire, comme nous le leur annonçons, par notre sollicitude pour leur salut, dans un bref donné par nous le même jour que les présentes.—

Donné à Rom, à Sainte Marie-Majeure, l'an de l'incarnation 1801, le 18 des calendes de septembre . . A. card. prodat. R. card. Brachi-Onesti. — Visa de Curia. J. Manassei. — Lieu † du plomb. F. Lavizzari.

Der Cardinal J. B. Caprara, Legatus a latere bei dem ersten Consul, publicirte am 9. April 1802 sowohl diese Bulle wie auch die Bulle Qui Christi Domini (Dat. Rom, 29. Nov. 1801), welche die neue Circumscription der Diöcesen und die Errichtung von zehn Erzbisthümern und fünfzig Bisthümern in Frankreich, statt der 126 Erzbisthümer und Bisthümer, welche vor der Revolution bestanden, anordnet. (Bull. M. R. XI p. 245 ff.) Gleichzeitig damit wurde auch das Breve vom selben Datum publicirt, welches dem Legaten das Recht verleiht die vom ersten Consul nominirten Personen zu instituiren, und das Indult (Dat. Paris, 9. April 1802), welches die Verminderung der kirchlichen Festtage ausspricht. (Bull. M. R. XI p. 249). Durch arrêtés vom 19. April 1802 wurde dann die Eintragung all dieser päpstlichen Erlässe in die Französische Gesetzsammlung mit dem Zusatze angeordnet: sans approbation des divers brefs énoncés dans ladite bulle, ainsi que les chauses, formules ou expressions qu'elle remferme, et qui sont ou pourraient être contraires aux lois de la République, aux libertés, franchises et maximes de l'Église gallicane. (Lat. u. Franz. Bulletin des Lois Nr. 218.)

Nr. 4739. (4.)

RÖMISCHE CURIE. Allocution Pius VII, gehalten im geheimen Consistorium vom 24. Mai 1802. — Ueber das franz. Concordat und die organ. Artikel.

Lat. Orig. Bullar. M. R. XI 335 ff.

[Auszug.]

. . . . Doch sind wir, ehrwürdige Brüder, nicht von einer so innigen Freude erfüllt, dass nichts unseren Augen vorschwebte, was uns nicht Bekümmerniss verursachte und unsere Sorgen (die übrigens zu unserem Amte gehören) wach riefe. Aber wir hoffen mit fester Zuversicht auf Erlösung aus dieser Bekümmerniss und zwar durch die Weisheit und das Rechtsgefühl des ersten Consuls und der französischen Nation, welche nicht nur während so vieler Jahrhunderte sich ungeheuere Verdienste um die katholische Religion erworben hat, sondern auch diese, die jetzt vom neuen in Frankreichs Schooss hergestellt ist, mit solchem Eifer umschliesst. Zwar bemerken wir, dass zugleich mit unserer Convention einige andere uns unbekannte Artikel veröffentlicht worden sind, von denen wir, von den Fussstapfen unserer Vorgänger nicht weichend, wünschen müssen, dass sie zeitgemässe und nothwendige Ab- und Umänderungen erfahren. Wir werden uns wenigstens mit all unserem Pflichteifer beim ersten Consul aufs angelegent-

Nr. 4739 (4). Röm. Curie. 24. Mai 1802.

lichste verwenden, dass sein Rechtsgefühl uns dieses gewähre. Dies hoffen wir zuversichtlich nicht ohne Grund sowol von ihm als auch von der französischen Nation, diesem Muster von Einsicht und Weisheit, zu erreichen. Denn es muss die französische Regierung bei der Wiederherstellung der katholischen Religion, bei der Anerkennung ihrer Heiligkeit und Heilsamkeit, den Willen haben, dass dasjenige, was die hochheilige Anordnung der wiederhergestellten Religion erheischt, durchgeführt werde und dass alles vollkommen harmonire mit jener heilsamen Zucht, welche durch die Kirchengesetze begründet ist. Das verhüte Gott und niemals möge er es zugeben, dass irgend ein Streben nach zeitlichem Vortheil, irgend eine Begierde etwas in Besitz zu nehmen, was der Kirche nicht gehört, entweder uns selbst oder die unserer Macht von Christus untergeordneten Hirten anwandle. Immer wollen wir jenen göttlichen Ausspruch vor Augen haben, der da sagt: „Was des Kaisers ist, gebt dem Kaiser, was Gottes ist, Gott." In diesem Punkte würden wir immer Allen mit gutem Beispiele vorangehen und uns bemühen, dass die Bischöfe und die übrigen, die da gemäss ihrer Berufung im Weinberge des Herrn arbeiten, mit Wort und That zeigen, dass sie ausschliesslich nur den Pflichten der Religion, einzig und allein nur dem Heile der ihrer Obhut anvertrauten Seelen leben und nicht in Dinge sich mischen, die sie nichts angehen und so den Feinden der Religion Veranlassung geben ihre Diener zu tadeln. Wir werden sie aufs eindringlichste ermahnen, dass sie strenge nach den Vorschriften der heiligen Apostel, die ja unsere Lehrmeister sind, sich richten und nicht nur in ihren Predigten, sondern auch durch ihr eigenes Beispiel den schuldigen Gehorsam gegen die weltliche Obrigkeit einprägen, um dessentwillen schon gleich vom Anfange der Kirche an die Christen als Muster der Unterwürfigkeit gegen ihre Vorgesetzten und als Vorbilder der Pflichttreue galten. . . . . .

Im Eingang der Allocution spricht der Papst aus, dass dem ersten Consul gerade aus diesem Werke, aus der Wiederherstellung der katholischen Religion, die unvergängliche Ehre der Nachwelt erwachsen werde, da den ungezählten Tausenden, welche in Frankreich leben, durch ihn die alte Religion ihrer Väter und damit die wahren und sicheren Grundlagen des Glückes zurückgegeben worden. Er schildert dann die Segnungen, welche daraus für die Gläubigen hervorgehen und spricht dann weiter in der oben stehenden Weise über die organischen Artikel. — In einem eigenhändigen Schreiben vom 27. Mai macht Pius VII. dem ersten Consul Mittheilung von dieser Allocution und fährt dann fort: Reconnaissant dans votre sagesse, la sainteté et l'utilité de la religion pour l'avantage non moins spirituel que temporel de la France, sûrement vous ne pouvez pas ne pas vouloir qu'on exécute ce qui exige la très-sainte constitution de la religion qu'on a rétablie, et que tout soit d'accord avec la salutaire discipline qu'ont établie les lois de l'Église. C'est pourquoi nous vous supplions chaleureusement de faire en sorte que les articles organiques, qui nous étaient inconnus, reçoivent les modifications nécessaires. — Notre cardinal-legat vous fera, à ce sujet, connaître plus particulièrement nos désirs, qui nous en avons l'espoir, seront parfaitement satisfaits par vous . . . . — Ueber denselben Gegenstand richtete der Cardinalstaatssecretär Consalvi an den französischen Gesandten in Rom ein Schreiben

Nr. 4739 (4). Röm. Curie. 24. Mai 1802.

(25. Mai) in dem er sagt: Le soussigné veut parler, par ordre de Sa Sainteté, des articles organiques, que à l'insu de Sa Sainteté, on a publiés conjointement avec les 17 articles du Concordat, comme s'ils en faisaient partie, ce que l'on a généralement cru, à cause de la date et de la forme de la publication: ces articles organiques étant présentés, comme la forme et les conditions, avec lesquelles a eu lieu en France le rétablissement de la religion catholique, et divers articles ayant été trouvés par le Saint-Père en opposition avec les règles de l'Église, il ne peut pas, par devoir de son ministère, ne pas désirer qu'ils reçoivent les modifications nécessaires, comme il en prie directement le premier Consul, de la religion et sagesse duquel il a la plus vive confiance de l'obtenir. (Theiner l. c. I 433 ff.) — Erst am 18. August 1803 übergab der Cardinallegat Caprara der französischen Regierung die im angeführten Schreiben des Papstes angekündete Beschwerdeschrift. Dieselbe führt in einer allgemeinen Einleitung Beschwerde über die Organischen Artikel, und hebt dann im Einzelnen von den 77 Artikeln diejenigen hervor, welche die Rechte der Kirche am entschiedensten verletzen. (Art. 1. 2. 3. 6. 9. 10. 11. 14. 15. 17. 22. 24. 26. 35. 36. 74.) Sie schliesst mit den Worten: Diess sind die Bemerkungen, welche ich durch Ihre Vermittlung der französischen Regierung zu machen hatte. Ich erwarte Alles von der Billigkeit, von der Einsicht und von der religiösen Gesinnung, welche den ersten Consul belebt. Frankreich hat ihm seine Rückkehr zum Glauben zu verdanken; er wird sein Werk nicht unvollendet lassen, sondern alles entfernen, was mit den von der Kirche angenommenen Principien und Uebungen nicht im Einklange ist ... (S. diese sehr umfangreiche und interessante Schrift, französisch in Lequeux, Manuale Comp. Jur. Can. Bd. IV. Paris 1841 und in deutscher Uebersetzung Roskovány, Mon. Bd. II. 9 ff.) Eine Erwiederung durch die französische Regierung scheint diese Beschwerdeschrift nicht erhalten zu haben. Während seines Aufenthaltes in Paris (1805) führte Pius VII. abermals Beschwerde gegen einzelne dieser Bestimmungen, doch ohne Erfolg. (S. die Aktenstücke über diese Verhandlungen bei Artaud, Geschichte des Papstes Pius VII., aus dem Französischen. Wien 1838. Bd. II. Thl. I 12—50). — Für unverbindlich und verdammenswerth wurden die Org. Art. durch die römische Curie nie erklärt.

Nr. 4740. (5.)

ITALIEN-RÖMISCHE CURIE. Das Italienische Concordat.

Abgeschlossen Paris, 16. Sept. 1803. Staatl. Publ. Mailand, 26. Januar 1804.

Lat. T. Bullar. M. R. Cont. XII p. 59 ff. Nussi Convent. p. 142.

Nr. 4740 (5). Italien-Röm. Curie. 16. Sept. 1803.

Ueber die Geschichte des Italienischen Concordates s. Memoires du Card. Consalvi, l. c. II 380 f. Theiner, Histoire l. c. II 332 ff. Houssonville, L'église l. c. I 291 ff. O. Mejer, Zur Geschichte l. c. I 196 ff.

Das italienische Concordat wurde abgeschlossen zwischen Pius VIII. und dem Präsidenten der italienischen Republik Napoleon Bonaparte. Römischerseits war dazu der Cardinallegat Caprara bevollmächtigt, italienischerseits der

Nr. 4740 (5).
Italien-
Röm. Curie.
16. Sept. 1803.

bei Napoleon residirende auswärtige Minister der italienischen Republik Ferd. Marescalchi. Im Eingang erklären die Contrahenten, das Concordat gehe aus dem Bestreben hervor, eine feste Ordnung in kirchlichen Dingen zu schaffen und die römisch-katholische Religion in der Republik rein in ihren Dogmen zu erhalten. In manchen Artikeln stimmt es wörtlich mit dem französischen Concordat überein. Wesentlich unterscheidet es sich jedoch dadurch, dass gesagt wird, die katholische Religion sei und bleibe die Religion des Staates, und dass fortlaufend auf das canonische Recht und die vigens Ecclesiae disciplina als Quelle in all den Fällen verwiesen wird, in welchen die Concordatsbestimmungen nicht ausreichen. Die Veränderungen in den Diöcesangrenzen wurden nicht in einer eigenen Circumscriptionsbulle, sondern im zweiten und dritten Artikel in der Form einer päpstlichen Anordnung normirt. — Im Art. 21 wurden alle Gesetze, Anordnungen und Decrete, welche bisher von der Republik über kirchliche Dinge erlassen waren, für abgeschafft erklärt. — Organische Artikel zum Concordat erschienen hier nicht. Doch bald nach dessen Publication erliess der Vicepräsident der italienischen Republik Melzi Decrete, welche die Kirche in der Ausübung ihrer Rechte mannigfach einschränkten. Rom protestirte dagegen (Breve v. 29. Febr. 1804, Theiner II 281 ff.). Napoleon billigte sie nicht formell, half indessen auch nicht ab, und traf nach seiner Krönung zum König von Italien Verfügungen — Abschaffung der Klöster, Verminderung der Pfarreien etc. — welche dem Concordate widersprachen.

Nr. 4741. (6.)

RÖMISCHE CURIE. Breve Pius VII. — Confirmation der Beschlüsse des sogen. Nationalconcils zu Paris vom 5. August 1811.

Savona 20. Sept. 1811. — Lat. Org. Barral Fragments p. 346 fg. u. O. Mejer l. c. I 360 Deutsche Uebers. Roskovány II 57 fg.

Nr. 4741 (6).
Röm. Curie.
5. Aug. 1811.

Pius VII. unsern geliebten Söhnen, den Kardinälen der heil. römischen Kirche, wie unsern ehrwürdigen Brüdern, den zu Paris versammelten Erz- und Bischöfen unsern Gruss und apostolischen Segen. Von dem Augenblicke an, wo ungeachtet der Unzulänglichkeit unserer Verdienste die Vorsehung uns auf den päpstlichen Stuhl erhoben hat, haben wir stets mit väterlicher Sorgfalt den Kirchen, welche das Unglück gehabt hatten, ihre Bischöfe zu verlieren, würdige und gute Hirten zu geben gesucht. Es ging uns nahe und fiel unserm Herzen sehr schwer, in den letzten Zeiten, aus Gründen, deren Ausführung hier überflüssig wäre, unsere Wünsche nicht vollständig erfüllen zu können. Gott hat in seiner Güte zugelassen, dass mit Zustimmung unseres geliebtesten Sohnes Napoleon I., Kaisers der Franzosen und Königs von Italien vier Bischöfe sich zu uns begaben, und uns ehrerbietigst gebeten haben, für die Kirchen Frankreichs und Italiens, welche ihrer Hirten beraubt sind, zu sorgen, und selbst die Art und Weise nebst den Bedingungen, um zum Abschlusse einer so wichtigen An-

gelegenheit zu gelangen, zu bestimmen. Wir haben diese ehrwürdigen Brüder mit dem Wohlwollen und der väterlichen Zuneigung empfangen, welche sie von uns zu erwarten berechtigt waren; wir haben ihnen unsere Gesinnungen zu erkennen gegeben, und sie mit der Hoffnung entlassen, dass sie nach ihrer Rückkehr zu Paris durch Befolgung unserer Instructionen eine allgemeine Vereinbarung würden bewirken können. Demüthig sagen wir Gott dem Allmächtigen Dank, der unsere Gebete erhört, und in seiner Barmherzigkeit die glückliche Erfüllung unserer Wünsche begünstigt hat. Einer neuen Autorisation unseres geliebtesten Sohnes Napoleon I zufolge sind fünf Cardinäle der heiligen römischen Kirche, und unser ehrwürdiger Bruder der Erzbischof von Edessa, unser Almosenier, bei uns eingetroffen. Ausserdem haben drei von euch abgeordnete Erzbischöfe und fünf Bischöfe uns das Schreiben zugestellt, das ihr am 5. August d. J. erlassen habt, und das von vielen Kardinälen der heiligen römischen Kirche, Erzbischöfen und Bischöfen unterzeichnet ist. Sie haben uns einen genauen Bericht über das, was in der am 5. August 1811 zu Paris abgehaltenen allgemeinen Versammlung vorgefallen ist, abgestattet, und uns ehrfurchtsvoll gebeten, unsere Einwilligung dazu zu geben. Nach reiflicher Prüfung haben wir eine wahre Freude empfunden, als wir wahrnahmen, dass ihr im vollkommensten Einverständniss unter einander unsern Gesinnungen und Absichten entsprochen, und was wir früher genehmigt und festgesetzt hatten, in fünf Artikeln abgefasst habt. Nach dem Beispiele so vieler eurer verdienstvollen Vorgänger in dem Episcopat, die es würdig waren euch als Muster zu dienen, habt ihr sowohl in eurer allgemeinen Versammlung, als durch eure Deputirten eure Bitten an uns gerichtet, um uns zu bewegen, Alles auf eine feierliche Weise zu bestätigen. Man kann bei Durchlesung des eben angeführten Briefes an euren guten Gesinnungen nicht zweifeln. Ihr habt euch auf das Umständlichste gegen uns über die ganze Angelegenheit geäussert, und uns dabei mit kindlicher Liebe eure unwandelbare Anhänglichkeit an den Stuhl Petri, und jene ehrfurchtsvolle Ergebenheit zu erkennen gegeben, welche eure ältesten Vorgänger als Erbtheil euch hinterlassen haben. Wir finden es angemessen, jene uns von euch vorgelegten fünf Artikel hier wörtlich aufzunehmen; sie lauten, wie folgt: 1. In Gemässheit des Geistes der Canones, können die Erz- und Bisthümer nicht über ein Jahr lang, als längste Frist, erledigt bleiben; die Ernennung, die Institution und die Consecration müssen binnen dieser Zeit Statt haben. 2. Der Kaiser soll gebeten werden, fortzufahren, in Gemässheit der Concordate zu den erledigten Kirchen zu ernennen und die von dem Kaiser Ernannten sollen sich wegen der canonischen Institution an unsern heiligen Vater, den Papst, wenden. 3. Binnen sechs Monaten, nach der dem Papste auf dem herkömmlichen Wege von der geschehenen Ernennung gemachten Notification, wird der Papst in Gemässheit der Concordate die canonische Institution ertheilen. 4. Wenn diese sechs Monate verflossen sind, ohne dass der Papst die Institution bewilligt hat, soll der Metropolit oder in dessen Ermanglung der älteste Bischof der kirchlichen Provinz zur Institution des ernannten Bischofs schreiten, und wenn es

Nr. 4741 (6). Röm. Curie. 5. Aug. 1811.

Nr. 4741 (6). Röm. Curie. 5. Aug. 1811.

sich von der Institution des Metropoliten handelt, soll der älteste Bischof der Provinz dieselbe ertheilen. 5. Gegenwärtiges Decret soll der Genehmigung unsers heiligen Vaters, des Papstes, vorgelegt, und zu diesem Ende Se. Majestät gebeten werden, zu erlauben, dass eine aus sechs Bischöfen bestehende Deputation sich zu Seiner Heiligkeit begebe, um sie zu bitten, ein Dekret zu bestätigen, das allein den Uebeln, woran die Kirche des französischen Reichs und des Königreichs Italien leiden, ein Ziel setzen kann. || Um nun der Kirche zu Hilfe zu kommen und um, so viel es in unserer Gewalt steht, mit der Hilfe Gottes die schweren Prüfungen, die sie bedrohen, umzuwenden, genehmigen und bestätigen wir nach vorgängiger reiflicher Berathschlagung mit unsern ehrwürdigen Brüdern, den fünf Kardinälen der heiligen römischen Kirche, und mit unserm ehrwürdigen Bruder dem Erzbischof von Edessa, unserm Almosenier und unter Beziehung auf den Inhalt der Concordate, vermöge unserer apostolischen Gewalt, die oben angeführten Artikel, welche, wie wir bereits bemerkt haben, unsern Ansichten und unserm Willen gemäss sind. Im Falle aber, wo nach Abfluss der sechs Monate, und in der Voraussetzung, dass kein canonisches Hinderniss vorhanden ist, der Metropolit oder der älteste Bischof der kirchlichen Provinz dem 4. Artikel zufolge zur Institution zu schreiten hätte, wollen wir, dass gedachter Metropolit oder der älteste Bischof der Provinz die üblichen Untersuchungen anstelle, dass er von demjenigen, der instituirt oder consecrirt werden soll, die Ablegung seines Glaubensbekenntnisses, und überhaupt Alles, was die gewöhnlichen Regeln und die Canones vorschreiben, fordere, dass er endlich ausdrücklich in unserm, oder in des alsdann regierenden Papstes, Namen instituire und dafür Sorge trage, sobald als möglich die authentischen Acten, welche die getreue Beobachtung von allem diesem beurkunden, an den heiligen Stuhl zu übersenden . . . . — Savona, 20. Sept. 1811.

F. A. Melchers. Das Nationalconcilium zu Paris im Jahre 1811. Mit authentischen Aktenstücken. Münster 1814. (Barral) Fragments relatifs à l'histoire ecclésiastique du 19me siècle. Paris 1814. Houssonville l. c. IV. V. Mejer l. c. I. 349 fg.

Seit der Besetzung Ankonas, Benevents und anderer Theile des Kirchenstaates (1806) durch französische Truppen hatte sich Pius VII. geweigert, jenen, welche Napoleon zu Bischöfen in Frankreich ernannt, die kanonische Institution zu geben. Die Unterhandlungen, welche darüber zwischen Paris und Rom geführt wurden, schienen zu einer Versöhnung zu führen, als durch Napoleons Excommunication, welche am Tage der Besitznahme Roms (10. Juni 1809) ausgesprochen wurde, und durch des Papstes Gefangennahme und Wegführung nach Savona (6. Juli) der Streit in ein neues Stadium trat. Der Papst verweigerte seitdem nicht nur jede Bestätigung, sondern verwies auch den vom Kaiser Ernannten die Annahme der Würde, weil Napoleon, als im Banne der Kirche, nicht nominationsberechtigt sei. (S. Aktenstücke bei Roskovány, Mon. II. 52 fg.) Siebenundzwanzig Diöcesen waren bereits ohne Bischöfe. Um dafür einen Ausweg zu finden und den Papst gefügiger zu stimmen, berief Napoleon durch Dekret vom 25. April 1811 ein Nationalconcilium nach Paris. Etwa die Hälfte der Inhaber französischer, italienischer, niederländischer und niederdeutscher Bischofsitze, und darunter auch nur nominirte

Bischöfe, wurden nach der Auswahl Napoleons berufen. Auch der Fürstprimas Dalberg und dessen Weihbischof Kohlborn waren erschienen. Als Hauptaufgabe dieser Versammlung wurde bezeichnet: Einrichtungen zu treffen, welche die Umgehung der kanonischen Bestätigung der Bischöfe durch den Papst möglich machten. Am 17. Juni erfolgte die feierliche Eröffnung. Nachdem dies Concil acht Sitzungen gehalten, in welchen es sich den Wünschen des Kaisers nicht gefügig zeigte, wurde es durch Decret vom 10. Juli aufgelöst und die Häupter der Opposition gefangen genommen. Da aber eben jetzt Berichte über eine nachgiebige Stimmung des Papstes einliefen, berief Napoleon die dreiundachtzig noch in Paris anwesenden Concilsmitglieder zu einer Versammlung, welche dann in der Sitzung vom 5. August ein vom Kaiser ausgegangenes Dekret, gegen eine Minorität von dreizehn Stimmen, annahm. Eine Deputation überbrachte diese Beschlüsse und eine Ergebenheitsadresse (Roskovány II 58) dem Papste nach Savona am 3. September. In der Instruktion, welche Napoleon der Deputation gab, wird gesagt: Si le pape refuse l'approbation pure et simple du décret, vous lui déclarerez que les concordats ne sont plus loix de l'Empire et du Royaume qui rentrent dans le droit commun pour l'institution canonique des évêques, c'est-à-dire, qu'il y sera pourvu par les synodes et par les métropolitains . . . . . . Nous comptons que vous ne montrerez aucune faiblesse et que vous n'accepterez rien que nous n'accepterions pas . . . (Münch, Sammlung aller Konkordate, Leipzig 1831. II. Bd. 48.). — Am 20. September bestätigte Pius VII. die Beschlüsse durch das oben stehende Breve und theilte dies dem Kaiser in einem Schreiben (23. September) mit. (Houssonville V 58 fg.). Das Breve ist so gefasst, als ob die „Pariser Versammlung“ schon vorher vom Papste Beschlossenes nur in die Form der fünf Artikel gebracht und auch ihrerseits beschlossen hätte. — Napoleon lehnte es ab dies Breve anzunehmen: weil in demselben die Pariser Versammlung nicht positiv als Nationalconcil anerkannt; weil darin in unzulässiger Weise vom Gehorsam gegen den Papst die Rede sei; weil nicht zugelassen werden könne, dass in den im Art. 4 angegebenen Fällen die Institution im Namen des Papstes geschehe und weil der Papst sich weigere ausdrücklich anzuerkennen, dass diese Form der Institution auch für die Bischöfe des Kirchenstaates, als Theil des Reiches, gelten solle — womit er auf jene Gebiete verzichtet hätte. (Houssonville V 78 und 105 fg. Note an die Deputation zu Savona, 3. Dec. 1811). Die Verhandlungen mit dem Papste über Modificationen des Breves zogen sich resultatlos durch den Winter hin.

Nr. 4741 (6). Röm. Curie. 5. Aug. 1811

Nr. 4742. (7.)

FRANKREICH-RÖMISCHE CURIE. Das sog. Concordat von Fontainebleau. Fontainebleau 25. Januar 1813. Gesetz vom 13. Februar 1813. —

Bulletin des loix Jahrg. 1813 Nr. 488. Deutsche Uebers. Roskovány, Mon. II 65 fg.

Napoléon par la grâce de Dieu et les constitutions, Empereur des Français etc.

Nr. 4742 (7). Frankreich-Röm. Curie. 25. Jan. 1813.

Le concordat de Fontainebleau, dont la teneur suit, est publié comme loi de l'Empire:

Nr. 4742 (7).
Frankreich-Röm. Curie.
25. Jan. 1813.

Teneur du Concordat.

„Sa Majesté l'Empereur et Roi et Sa Sainteté, voulant mettre un terme aux différends qui se sont élevés entre eux, et pourvoir aux difficultés survenues sur plusieurs affaires de l'Église, sont convenus des articles suivants, comme devant servir de base à un arrangement définitif.

Art. 1. Sa Sainteté exercera le pontificat en France et dans le royaume d'Italie, de la même manière et avec les mêmes formes, que ses prédécesseurs.

Art. 2. Les ambassadeurs, ministres, chargés d'affaires des puissances près le Saint-Père, et les ambassadeurs, ministres ou chargés d'affaires que le Pape pourrait avoir près des puissances étrangères, jouiront des immunités et priviléges dont jouissent les membres du corps diplomatique.

Art. 3. Les domaines que le Saint-Père possédait et qui ne sont pas aliénés, seront exempts de toute espèce d'impôts: ils se sont administrés par ses agens ou chargés d'affaires. Ceux qui seraient aliénés seront remplacés jusqu'à la concurrence de deux millions de francs de revenus.

Art. 4. Dans les six mois qui suivront la notification d'usage de la nomination par l'Empereur aux archevêchés et évêchés de l'Empire et du royaume d'Italie, le Pape donnera l'institution canonique, conformément aux concordats et en vertu du présent indult. L'information préalable sera faite par le métropolitain. Les six mois expirés sans que le Pape ait accordé l'institution, le métropolitain et, à son défaut, ou, s'il s'agit du métropolitain, l'évêque le plus ancien de la province, procédera à l'institution de l'évêque nommé, de manière qu'un siége ne soit jamais vacant plus d'une année.

Art. 5. Le Pape nommera, soit en France, soit dans le royaume d'Italie, à dix évêchés qui seront ultérieurement désignés de concert.

Art. 6. Les six évêchés suburbicaires seront rétablis: ils seront à la nomination du Pape. Les biens actuellement existans seront restitués; et il sera pris des mesures pour les biens vendus. A la mort des évêques d'Anagni et de Rieti, leurs diocèses seront réunis auxdits six évêchés, conformément au concert qui aura lieu entre Sa Majesté et le Saint-Père.

Art. 7. A l'égard des évêques des États romains, absens de leurs diocèses par les circonstances, le Saint-Père pourra exercer en leur faveur son droit de donner des évêchés in partibus. Il leur sera fait une pension égale au revenu dont ils jouissaient; et ils pourront être replacés aux siéges vacans, soit de l'Empire, soit du royaume d'Italie.

Art. 8. Sa Majesté et Sa Sainteté se concerteront en temps opportun, sur la réduction à faire, s'il y a lieu, aux évêchés de la Toscane et du pays de Gênes, ainsi que pour les évêchés à établir en Hollande et dans les départements anséatiques.

Art. 9. La propagande, la pénitencerie, les archives, seront établies dans le lieu du séjour du Saint-Père.

Art. 10. Sa Majesté rend ses bonnes grâces aux cardinaux, évêques, prêtres, laïcs qui ont encouru sa disgrâce par suite des événemens actuels.

Art. 11. Le Saint-Père se porte aux dispositions ci-dessus, en considération de l'état actuel de l'Eglise, et dans la confiance que lui a inspirée Sa Majesté, qu'elle accordera sa puissante protection aux besoins si nombreux qu'a la religion, dans les temps où nous vivons. Fontainebleau, le 25 janvier 1813. Signé Napoléon; Pius P. P. VII. Mandons et ordonnons . . . . le 13. février 1813. (S.) Napoléon.

B. Pacca. Memorie Storiche etc. Rom 1835. Houssonville l. c. V. Bd.

Im Mai 1812 versetzte Napoleon, durch einen aus dem Hauptquartier Dresden datirten Befehl, Pius VII. von Savona nach Fontainebleau. Bald nach der Rückkehr aus dem russischen Feldzug begab sich der Kaiser nach Fontainebleau (18. Mai) und trat hier mit dem Papste persönlich und ausschliesslich in Verhandlungen, welche nach wenig Tagen zum Abschluss des obigen Concordates — oder wie man wohl richtiger sagen muss: des Präliminarvertrages von Fontainebleau — führten. Die Unterzeichnung erfolgte am 25. Januar in Gegenwart von vier Cardinälen. Am selben Tage gab Napoleon dem Papste die Erklärung ab: Votre Sainteté ayant paru craindre, au moment de la signature des articles qui mettent un terme aux divisions qui affligent l'Église, que cela ne comportât une renonciation à la souveraineté de Rome, je me fais un plaisir de la rassurer par la présente . . . . (Houssonville V 530). Die bis dahin gefangenen und internirten Cardinäle wurden freigelassen und ihnen aufgetragen nach Fontainebleau zu gehen. — Durch Decret vom 13. Februar 1813 liess Napoleon dann den Vertrag von Fontainebleau als allgemein verbindliches Staatsgesetz publiciren. Die Concordate von 1801 und 1803 sollten dadurch abgeändert, jedoch nicht aufgehoben werden, was aus der Berufung auf dieselben im Art. 4 hervorgeht. Ein zweites vom 25. März datirtes Decret befiehlt — gleichsam als Antwort auf den Widerruf des Papstes vom 24. März — die Ausführung des Concordates. Art. 1. Le concordat signé à Fontainebleau, qui règle les affaires de l'Église, et qui a été publié comme loi d'État le 13 février 1813, est obligatoire pour nos archévêques, évêques et chapitres, qui seront tenus de s'y conformer. 4. Si la personne nommée était dans le cas de quelque exclusion ecclésiastique, le métropolitain nous le ferait connaître sur-le-champ; et dans le cas où aucun motif d'exclusion ecclésiastique n'existerait, si l'institution n'a pas été donnée par le Pape dans les six mois de la notification de notre nomination, aux termes de l'article 4 du concordat, le métropolitain, assisté des évêques de la province ecclésiastique, sera tenu de donner ladite institution. 5. Nos cours impériales connaîtront de toutes les affaires connues sous le nom d'appels comme d'abus, ainsi que de toutes celles qui résulteraient de la nonexécution des lois des concordats. 6. Notre grand-juge présentera un projet de loi pour être discuté en notre Conseil, qui déterminera la procédure et les peines applicables de ces matières. 7. Nos ministres de France et du royaume d'Italie sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois. Signé: Napoléon. Par l'empereur: signé le Comte Daru. (Bulletin des lois, Jahrg. 1813 Nr. 190.) — Bald hierauf verliess Napoleon Paris. Der deutsche Krieg begann. Die Ereignisse welche nun folgten liessen die Decrete Napoleons nicht zur Ausführung kommen.

Nr. 4743. (8.)

RÖMISCHE CURIE. Schreiben Pius VII. an Napoleon. — Widerruf des Concordates von Fontainebleau und des Breves von Savona.

Pacca l. c. III 95. Deutsche Uebers. Roskovány, Mon. II 72 ff.

Nr. 4743 (8). Röm. Curie. 24. März 1813.

Pius VII. So viel auch unserm Herzen das Bekenntniss, das wir Ew. Majestät zu machen haben, so wie auch der Verdruss, den Sie darüber empfinden könnten, kosten mag, so muss doch die Furcht vor den Gerichten Gottes, die uns wegen unseres vorgerückten Alters und unserer hinfälligen Gesundheit nahe bevorstehen, uns alle anderen Rücksichten und allen Kummer, den wir in diesem Augenblicke erleiden, vergessen machen. Durch unsere Pflicht dazu genöthigt gestehen wir Ew. M. mit jener Aufrichtigkeit und Freimüthigkeit, welche unserer Würde und unserem Charakter geziemet, dass seit dem 25. Januar, an welchem Tage wir die Artikel unterzeichneten, welche zur Basis des definitiven Traktats, dessen darin erwähnt wird, dienen sollten, unsere Seele von den heftigsten Gewissensbissen und der lebhaftesten Reue unaufhörlich gefoltert wird, und weder Frieden noch Ruhe hat. Wir erkannten sogleich den Irrthum — und eine ernstliche und fortgesetzte Betrachtung hat uns diesen täglich immer mehr zu erkennen gegeben — den uns der Wunsch, sobald als möglich die in der Kirche entstandenen Streitigkeiten zu beendigen, und auch derjenige, Ew. M. gefällig zu sein, hatte begehen machen. Eine Betrachtung allein milderte unsern Gram, nämlich: dass dem von uns durch jene Unterschrift der Kirche verursachten Schaden sich bei dem Abschlusse des definitiven Vertrages würde vorbeugen lassen. Aber unser Schmerz wuchs übermässig, als wir mit Erstaunen, ohngeachtet der mit Ew. M. getroffenen Abrede, jene Artikel durch den Druck und unter dem Titel eines Concordats bekannt gemacht sahen, welche nur die Basis eines künftigen Vertrags waren. Indem wir bitter in unserem Herzen das Aergerniss beseufzten, das wir der Kirche gegeben hatten, die durch die Bekanntmachung jener Artikel von ihrem Inhalte unterrichtet worden war, und obgleich von der Nothwendigkeit überzeugt, dieses wieder gut zu machen, so enthielten wir uns doch mit grosser Mühe, unsere Gesinnungen und unsere Einsprüche dagegen sogleich zu erkennen zu geben, aus dem einzigen Grunde, um mit grösserer Vorsicht zu verfahren und um nichts in einer Sache von solcher Wichtigkeit zu übereilen. Da wir wussten, dass das heilige Collegium, welches unser Rath ist, bald um uns versammelt sein würde, so entschlossen wir uns dasselbe zu erwarten, um es um seinen Rath zu fragen, und dann zu entscheiden, nicht über das, was wir thun zu müssen einsahen, um das Geschehene wieder gut zu machen, denn wir rufen Gott zum Zeugen an, dass wir dazu schon vom ersten Augenblicke an entschlossen waren, sondern das beste Mittel zu erwählen, diesen unsern Vorsatz auszuführen. Wir haben geglaubt, keines finden zu

können, das mehr mit der Hochachtung übereinkäme, welche wir für Ew. M. hegen, als dieses, uns geradezu an Ew. M. zu wenden und Ihnen diesen Brief zu schreiben, in welchem wir in Gegenwart Gottes, dem wir bald über die uns von ihm als seinem Stellvertreter zur Regierung der Kirche anvertraute Vollmacht Rechenschaft werden abstatten müssen, mit apostolischer Aufrichtigkeit erklären, dass unser Gewissen uns unbesiegbare Schwierigkeiten für die Ausführung der verschiedenen Artikel jenes Blattes entgegengestellt; da wir zu unserer Beschämung und zu unserm Schmerze nur zu sehr einsehen, dass wir zur Ausführung dessen, was wir darin unvorsichtiger Weise nicht aus wenig redlichen Absichten, wie Gott uns selbst bezeugen kann, sondern aus menschlicher Schwäche, da wir Erde und Staub sind, versprochen haben, uns unserer Vollmacht nicht zur Aufbauung, sondern zur Zerstörung bedienen würden. Von jenem Blatte, ob es gleich von uns unterschrieben worden ist, müssen wir Ew. M. dasselbe sagen, was unser Vorgänger Pasqual II. in einem ähnlichen Falle von einer von ihm unterzeichneten und eine Bewilligung zu Gunsten Heinrichs V. enthaltenden Schrift, worüber sein Gewissen Reue fühlte, gesagt hat, nämlich: „Da wir jene Schrift als nicht recht erkennen, so bekennen wir dieselbe auch als solche, und wünschen mit Hilfe des Herrn, dass sie gänzlich berichtigt werde, damit für die Kirche kein Schaden, und für unsere Seele kein Nachtheil daraus entstehe.“ Wir erkennen an, dass einige dieser erwähnten Artikel anders verfasst, und durch einige Modificationen und Abänderungen berichtigt werden können; aber wir erkennen zu gleicher Zeit auch, dass einige andere an sich selbst schlecht sind, da sie der Gerechtigkeit und der Ordnung der Kirche, die unser Herr Jesus Christus in derselben festgesetzt hat, zuwider, und daher unausführbar sind, und nicht bestehen können. Wie könnten wir zum Beispiel die grosse Ungerechtigkeit begehen, ohne canonischen Grund so viele ehrwürdige Bischöfe ihrer Sitze zu berauben, da sie nichts weiter verschuldet haben, als unsere Vorschriften befolgt; und ebenfalls ohne canonischen Grund die Aufhebung dieser Bisthümer selbst zu erlauben? Ew. M. werden sich gewiss erinnern, welch lautes Murren sich in ganz Europa und in Frankreich selbst erhob, als wir im Jahre 1801 von unserer Gewalt Gebrauch machten, und den alten Bischöfen Frankreichs, nachdem wir dieselben jedoch befragt, und sie um ihre Entsagung ersucht hatten, ihre Bisthümer abnahmen; obgleich jene Handlung eine ausserordentliche und in jenen drangvollen Zeiten als nothwendig und unerlässlich anerkannte Massregel war, um ein trauriges Schisma zu beendigen, und um eine grosse Nation wieder in den Schoss der katholischen Einheit zurückzuführen. Aber welcher von jenen starken Gründen findet jetzt statt, um vor Gott und vor den Menschen die in einem jener Artikel genommene Massregel zu rechtfertigen? Wie können wir ebenfalls eine Verordnung gestatten, welche die göttliche Constitution der Kirche unsers Herrn Jesus Christus umstösst, welcher das Primat des heiligen Petrus und seiner Nachfolger festgesetzt hat; wie es jene sein würde, durch die wir unsere Macht der der Metropolitane unterwerfen, und erlauben, dass diese letzteren den Ernannten die In-

Nr. 4743 (8). Röm. Curie. 4. März 1813.

stitution ertheilen können, wenn der Papst in verschiedenen Fällen und unter verschiedenen Umständen in seiner Weisheit nicht für gut fände, dieselben zu instituiren, und dadurch diejenigen zu Richtern und Reformatoren des Verhaltens des Kirchenoberhauptes zu machen, die demselben nach der Kirchenordnung unterworfen, und ihm Gehorsam schuldig sind? Können wir in der Kirche Gottes diese unerhörte Neuerung, dass der Metropolitan im Widerspruch mit dem Oberhaupte der Kirche die Institution ertheile, einführen? In welchem gut eingerichteten Staate ist es einer geringeren Autorität erlaubt, dasjenige zu thun, was das Haupt der Regierung nicht thun zu können geglaubt hat? Zu wie grossen Unordnungen und zu wie vielen der Kirche sowohl als den Staaten schädlichen Schismen würden wir nicht ferner durch eine solche Bewilligung Gelegenheit geben; indem die römischen Päpste zuweilen genöthigt sein würden, die Gemeinschaft mit denjenigen nominirten Bischöfen aufzuheben, welche der Metropolitan gegen ihre Entscheidung und ihnen zum Trotz instituirt hätte? Können wir endlich den heil. Stuhl eines seiner wichtigsten Rechte berauben, wir, die wir durch die feierlichsten Eide uns verbunden haben, die Vorrechte desselben selbst mit unserm Blute aufrecht zu halten und zu vertheidigen? Ew. M. werden vielleicht hier uns den Einwurf machen, dass eben diese Bewilligung von uns auch in dem in Savona erlassenen Breve obgleich mit einigen Modificationen zugestanden worden sei, welches Breve von Ew. M. verworfen und dessen Verwerfung uns officiell angezeigt worden ist. Unsere Antwort hierauf ist dasselbe offene Bekenntniss unseres Fehltrittes, der von uns bei jener Gelegenheit und in jener Lage rücksichtlich des nämlichen Gegenstandes gemacht wurde, von der Meinung dazu bewogen, durch diese Bewilligung den Uebeln der Kirche eine Grenze zu setzen; indem wir aber nicht in Erwägung zogen, wie wir es hätten thun sollen, dass wir durch die Einführung dieses Systemes noch grössern und beständigen Uebeln die Gelegenheit eröffneten. Da jenes Breve von Ew. M. verworfen wurde, so ist auch jene Bewilligung, welche es enthielt, ohne Folgen geblieben, und wir sehen dies als einen Beweis der göttlichen Vorsehung an, welche über die Regierung ihrer Kirche wacht. Wäre dies aber nicht geschehen, und jenes Breve bestände noch, so würden wir gezwungen sein, es gleichfalls zu widerrufen, da die oben angeführten Gründe nicht weniger dem Breve, als dem Artikel, von welchem wir sprechen, entgegen sind. Wir können ferner gleichfalls nicht verhehlen, dass unser Gewissen uns Vorwürfe macht, in jenen Artikeln keine Erwähnung der Rechte auf die Staaten des heil. Stuhls gethan zu haben, da unser Amt und die bei unserer Erhebung auf den Lehrstuhl des heil. Petrus abgelegten Eide uns verpflichten, dass wir dieselben aufrecht erhalten, zurückfordern und bewahren sollen, was wir wenigstens in dem Text jener Schrift hätten ausdrücken sollen; auch der von Ew. M. an uns geschriebene Brief bietet keine hinlängliche Abhilfe dieser unserer Pflichtversäumung dar. || Aus diesen und anderen wichtigen Gründen, welche die erwähnten und noch andere Artikel, und besonders den fünften des am 25. Januar unterschriebenen Blattes betreffen, und welche wir hier nicht an-

führen, um Ew. M. nicht länger damit aufzuhalten, erlauben uns unsere unerlässlichen Pflichten nicht, dieselben in Ausführung zu bringen. Wir kennen sehr wohl die Kraft und die Verbindlichkeit abgeschlossener Verträge, aber wir wissen eben so gut, dass, wenn diese mit den göttlichen Anordnungen und mit unsern Pflichten im Widerspruch stehen, sie der Kraft der Verpflichtung einer höhern Ordnung, welche ihre Befolgung verbietet und unerlaubt macht, weichen müssen. In demselben Augenblicke aber, in welchem wir unserer unerlässlichen Pflicht Genüge thun, dieses Ew. M. zu erklären, beeifern wir uns auch Derselben anzuzeigen, dass wir bereit sind, ja dass wir es lebhaft wünschen, bald jenen definitiven Vertrag über alle entstandenen Uneinigkeiten mit Ew. M. abzuschliessen, der in eben jenen Artikeln vorbehalten worden ist, jedoch auf einer Grundlage, welche mit unsern Pflichten vereinbar ist. Sobald wir erfahren werden, dass Ew. M. über das mit uns einverstanden sind, was wir Ihnen hier mit väterlichem Vertrauen und apostolischer Freimüthigkeit vorgestellt haben, so wird es uns ein angenehmes Bestreben sein, sogleich die Veranstaltungen zu treffen, um diese neuen Verhandlungen, über den so erwünschten definitiven Tractat, anzufangen. Bei dieser Gelegenheit hoffen wir, dass den so vielen und grossen Uebeln, welche die Kirche leidet, und über welche wir nicht ermangelt haben öfters unsere Vorstellungen an den Thron Ew. M. gelangen zu lassen, abgeholfen werden wird. Auch werden die andern Uneinigkeiten, welche in den letzten Jahren uns so grosse Ursache zu Schmerz und zu gerechten Klagen gegeben haben, geendigt werden. Alles dieses können wir in einem definitiven Vertrage nicht übergehen, ohne die Pflichten unseres Amtes zu verrathen. Wir bitten Ew. M. diese unsere Gesinnungen mit eben der Herzlichkeit aufzunehmen, mit welcher wir dieselben auseinander gesetzt haben. Wir flehen Sie im Namen unsers Herrn Jesus Christus an, unserm Herzen diesen Trost zu gewähren, das nichts so eifrig wünscht, als zu dieser Aussöhnung, welche immer der Gegenstand unseres Verlangens gewesen ist, zu kommen. Wir bitten ferner Ew. M. zu überlegen, welchen Ruhm für sich und welchen Vortheil für ihre Staaten Sie aus der Abschliessung eines Vertrags ziehen werden, welcher der Kirche einen wahren Frieden gibt, und auch von unsern Nachfolgern festgehalten werden kann. Wir richten die heissesten Gebete an Gott, dass er die Fülle seiner himmlischen Segnungen über Ew. M. ausgiesse.

Fontainebleau, den 24. März 1813.

Pacca l. c. I. 324 ff. — Houssonville X l. c. V. 199 fg. —

Im Laufe des Februar war die Mehrzahl der Cardinäle in Fontainebleau eingetroffen. Der Papst forderte sie auf ihm schriftlich ihre Ansichten über das Concordat zu geben. Ein Theil rieth das Concordat bestehen zu lassen, aber auf günstige Aenderungen zu dringen, ein anderer rieth zu schnellem Widerruf. Den Rath der letzteren nahm Pius an, ohne doch, wie er sagt, weitere Verhandlungen zurück zu weisen, und richtete an Napoleon das obne stehende Schreiben. Davon machte der Papst an demselben Tage den Cardinälen in der Form einer geschriebenen Allocution Mittheilung, und erklärt, dass er „das Breve von Savona und das vom 25. Januar unterzeichnete Blatt

Nr. 4743 (8).
Röm. Curie.
24. März 1813.

als nicht vorhanden ansehe" und „dass man dieselben so betrachte, dass man sie nicht mehr für gültig halte." (Pacca III 89. Roskovány im Auszug II 72.) — Der Kaiser befahl in einem Schreiben vom 25. März: Le ministre des cultes gardera le plus grand secret sur la lettre en date du 24 mars, que je veux selon les circonstances pouvoir dire avoir ou n'avoir pas reçue. Und sagt dann weiter: Le concordat de Fontainebleau est désormais une loi de l'Etat. Sa M. la regarde comme un traité plus sacré que tous les autres, ayant été fait par le pape et par lui directement, ayant été signé par eux devant quatre cardinaux, un évêque italien et quatre évêques français. (Houssonville V 532 f.) — Am 9. Mai richtete der Papst eine zweite geschriebene Allocution an die Cardinäle, die sie als Richtschnur für künftige Verhandlungen und als „Document zur Aufrechthaltung der Rechte des apostol. Stuhles" bewahren sollten. Es wird darin die Geschichte des Concordates und des Widerrufes ausführlich wiederholt; die Metropoliten werden gewarnt, sich nicht wider den Papst aufzulehnen, indem sie das Recht der Bestätigung an sich rissen; die so Instituirenden und Instituirten würden von der Gemeinschaft ausgeschlossen und allen Strafen der Kirche verfallen. Bezüglich der Verbindlichkeit des Concordates wird darin gesagt: „Die Unwiderruflichkeit eines Concordates kann noch weniger als Grund angeführt werden, weil das am 25. Januar unterschriebene Blatt kein Concordat ist, wie wir schon bewiesen haben, und weil im Falle es auch ein Concordat wäre, den Metropolitanen nicht unbekannt sein kann, dass alle eingegangenen Verbindlichkeiten jeder Art unausführbar seien, wenn sie den göttlichen Anordnungen zuwider sind, welche deren Beobachtung verbieten und unerlaubt machen; da diese Wahrheit an sich selbst schon bekannt, und in einem ähnlichen Falle in dem angeführten Schreiben Paschals II., unseres Vorgängers, wie auch vom Concilium im Lateran und vielen andern Concilien in Italien, Deutschland, Spanien und Frankreich selbst, vorzüglich in dem zu Vienne in der Dauphiné im Jahre 1112 anerkannt worden ist." (Pacca III. 95. Roskovány, Deutsche Uebers. II 73) — Im December 1813 und auch im Januar 1814, als die Alliirten den Rhein überschritten hatten, liess Napoleon dem Papste den lebhaften Wunsch aussprechen, abermals mit ihm zu verhandeln; doch der Papst weigerte sich nun auf irgend welche Verhandlungen einzugehen, — er müsse erst seine volle Freiheit wieder erlangt haben.

Nr. 4744. (9.)

FRANKREICH-RÖMISCHE CURIE. Das Französische Concordat vom Jahre 1817. — Abgeschlossen zu Rom 11. Juni 1817.

Lat. Orig. Bullar. M. R. XIV p. 365. Nussi, Convent. p. 153 f. Franz. Uebers. Münch, Konkordate II 54.

Concordat. Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

Nr. 4744 (9).
Frankreich-
Röm. Curie.
11. Juni 1817.

Sa Sainteté le souverain pontife Pie VII et Sa Majesté très chrétienne, animés du plus vif désir que les maux qui, depuis tant d'années, affligent l'église cessent entièrement en France, et que la religion recouvre dans ce royaume son ancien éstat, puisque enfin l'heureux retour du petit-fils de Saint Louis sur le

trône de ses aïeux permet que le régime ecclésiastique y soit plus convenablement réglé, ont en conséquence résolu de faire une convention solennelle, se réservant de pourvoir ensuite plus amplement, et d'un commun accord, aux intérêts de la religion catholique. ‖ 1. Le concordat passé entre le souverain pontife Léon X, et le roi de France François I, est rétabli. ‖ 2. En conséquence de l'article précédent, le concordat du 15 juillet 1801 cesse d'avoir son effet. ‖ 3. Les articles dits organiques, qui furent faits à l'insu de Sa Sainteté, et publiés sans son aveu le 8 avril 1802, en même temps que ledit concordat du 15 juillet 1801, sont abrogés en ce qu'ils ont de contraire à la doctrine et aux lois de l'église. ‖ 4. Les siéges qui furent supprimés dans le royaume de France, par la bulle de Sa Sainteté du 29 novembre 1801, seront rétablis en tel nombre qui sera convenu d'un commun accord, comme étant le plus avantageux pour le bien de la religion. ‖ 5. Toutes les églises archiépiscopales et épiscopales du royaume de France érigées par ladite bulle du 20 novembre 1801, sont conservées ainsi que leurs titulaires actuels. ‖ 6. La disposition de l'article précédent, relatif à la conservation des dits titulaires actuels dans les archevêchés et évêchés qui existent maintenant en France, ne pourra empêcher des exceptions particulières, fondées sur des causes graves et légitimes, ni que quelques-uns des dits titulaires actuels ne puissent être transférés à d'autres siéges. ‖ 7. Les diocèses, tant des siéges actuellement existans que de ceux qui seront de nouveau érigés, après avoir demandé le consentement des titulaires actuels et des chapitres des sièges vacans, seront circonscrits de la manière la plus adaptée à leur meilleure administration. ‖ 8. Il sera assuré à tous les dits sièges, tant existans qu'à ériger de nouveau, une dotation convenable en biens fonds et en rentes sur l'état, aussitôt que les circonstances le permettront, et, en attendant, il sera donné à leurs pasteurs un revenu suffisant pour améliorer leur sort. Il sera pourvu également à la dotation des chapitres, des cures et séminaires, tant existans que de ceux à établir. ‖ 9. Sa Sainteté et Sa Majesté très chrétienne connaissent tous les maux qui affligent l'église de France. Elles savent également combien la prompte augmentation du nombre des siéges qui existent maintenant sera utile à la religion. En conséquence, pour ne pas retarder un avantage aussi éminent, Sa Sainteté publiera une bulle pour procéder sans retard à l'érection et à la nouvelle circonscription des diocèses. ‖ 10. Sa Majesté très chrétienne, voulant donner un nouveau témoignage de son zèle pour la religion, emploiera de concert avec le Saint Père, tous les moyens qui sont en son pouvoir, pour faire cesser, le plustôt possible, les désordres et les obstacles qui s'opposent au bien de la religion et à l'exécution des lois de l'église. ‖ 11. Les territoires des anciennes abbayes, dites *nullius*, seront unis aux diocèses dans les limites desquels ils se trouveront enclavés à la nouvelle circonscription. ‖ 12. Le rétablissement du concordat qui a été suivi en France jusqu'en 1789 (stipulé par l'article 1 de la présente convention), n'entraînera pas celui des abbayes, prieurés, et autres bénéfices qui existaient à cette époque. Toutefois, ceux qui pourraient être fondés à l'avenir, seront sujets aux règlement prescrits

Nr. 4744 (9). Frankreich-Röm. Curie. 11. Juni 1817.

dans le dit concordat. | 13. Les ratifications de la présente convention seront échangées dans un mois ou plus tôt, si faire se peut. | 14. Dès que les dites ratifications auront été échangées, Sa Sainteté confirmera par une bulle la présente convention, et elle publiera, aussitôt après, une seconde bulle pour fixer la circonscription des diocèses. | En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Rome 11 juin 1817.

H. — C. Consalvi; Blaccas d'Aulps.

De Pradt. Les quatre concordats. Paris 1818. — Artaud, Geschichte des Papstes Pius VII. (Uebersetzung.) Wien 1838.

Die am 4. Juni 1814 von Ludwig XVIII. erlassene Staatsverfassung bestimmt: Art. 5. Chacun professe sa religion avec une égale liberté, et obtient pour son culte la même protection. Art. 6. Cependant la religion catholique, apostolique et romain est la religion de l'Etat.

Um diesem Principe Genüge zu leisten und — vielleicht noch mehr um das Napoleonische Concordat vom Jahre 1801 umzustossen, dessen Gültigkeit die Legitimisten Frankreichs anzweifelten, verhandelte man seit dem Jahre 1816 mit Rom über ein neues Concordat, das am 11. Juni 1817 von den Bevollmächtigen unterzeichnet wurde. (S. oben.) Der Papst confirmirte dasselbe am 19. Juli 1817 durch die Bulle „Ubi primum" (Bullar. M. R. XIV 365) und nahm durch die Bulle „Commissae divinitus" vom 27. Juli 1817 eine neue Circumscription der Diöcesen Frankreichs vor. (Bullar. M. R. XIV 369). Darnach sollte sich die Zahl der Erzbischöfe auf achtzehn, die der Bischöfe auf vierundsiebenzig belaufen. — Am 22. Nov. 1817 wurden der Kammer der Deputirten all diese Aktenstücke zugleich mit einem Gesetzentwurf vorgelegt, durch den die Stipulationen des Concordates ausgeführt werden sollten. Der erste Artikel desselben spricht aus: der König ernennt allein „kraft des der Krone innewohnenden Rechtes" die Erzbischöfe und Bischöfe. Durch die Art. 6, 7 und 8 wird die Ausübung des Placetum fast in derselben Weise wie in den organischen Artikeln angeordnet. Der Art. 8 bestimmt, dass die im Art. 6 und 7 der Art. organ. angeführten Fälle des appel d'abus von den königl. Gerichten zu entscheiden sind. Und der Art. 10 erklärt, dass die beiden Bullen des Papstes nur in so weit Gültigkeit haben sollen, als ihr Inhalt „nicht den Gesetzen des Königreichs, den Freiheiten, Befreiungen und Grundsätzen der gallicanischen Kirche entgegenstehe oder entgegenstehen könne." (Allg. Zeit. 4. Dec. 1817.) — Der Papst beschwerte sich über dieses Gesetz in einem an den König gerichteten Schreiben (3. Febr. 1818), da dasselbe das Concordat zerstöre. Und in einem Schreiben an den Grafen Marcellus (23. Febr. 1818. S. Beiträge zur Gesch. der kath. K. im 19. Jahrh. Heidelb. 1818. p. 213) spricht der Papst aus: es sei widersinnig, dass das, was über kirchliche Angelegenheiten zwischen dem Papste und dem allerchristlichsten König decretirt worden, erst noch von einer, wenn auch angesehenen, weltlichen Behörde berathen werde. Fast gleichzeitig schreibt Consalvi an Cardinal Talleyrand, dass das Concordat jedenfalls ein endgültiger Abschluss zwischen dem Papste und dem Könige sei, dass es keineswegs der Genehmigung einer Versammlung bedürfe, und dass das Concordat zu bestehen aufgehört habe, wenn es erst noch genehmigt werden sollte. (S. Beiträge l. c. p. 215.) — Der Widerspruch den das Concordat und dessen Durchführung dann auch noch in den Kammern fand,

bestimmte die Regierung Rom zu erklären (23. April), dass sie dieses Concordat nicht ausführen könne In den Verhandlungen, welche sich daran schlossen, liess man die Frage der Durchführung des Concordates thatsächlich fallen und begnügte sich (Sept. 1819) ein Provisorium bezüglich der Diöcesen Frankreichs — die alte Circumscription war aufgehoben und die neue hatte keine Gültigkeit erlangt — festzusetzen. (S. Actenstücke über diese Vorgänge bei Münch, Konkordate, Bd. II 98 ff. und Artaud Bd. II 210 ff.) Ein definitiver Zustand in der Beziehung wurde dann durch die neue Circumscriptionsbulle (Paternae caritatis sollicitudo Bullar. M. R. XVI 577.) vom 6. Oct. 1822 geschaffen, welche die Zahl der Erzbisthümer auf vierzehn, die der Bisthümer auf sechsundsechzig bestimmt. Ueber das Concordat wird gesagt: der Papst sehe zu seinem Schmerze die Ausführung der Convention suspendirt.

Nr. 4745. (10.)

DEUTSCHER BUND. Aus der deutschen Bundesacte. — Gleichstellung der christlichen Religionspartheien.

Art. VII. Wo es auf Annahme oder Abänderung der Grundgesetze, auf organische Bundeseinrichtungen, auf jura singulorum oder Religions-Angelegenheiten ankommt, kann, weder in der engeren Versammlung, noch im Pleno, ein Beschluss durch Stimmenmehrheit gefasst werden. Art. XVI. Die Verschiedenheit der christlichen Religionspartheien kann in den Ländern und Gebieten des deutschen Bundes keinen Unterschied in dem Genusse der bürgerlichen und politischen Rechte begründen.

O. Mejer, Zur Geschichte etc. Bd. I. — Klüber, Uebersicht der diplom. Verhandl. des Wiener Congresses. Erlangen 1817. —

Der Reichsdeputationshauptschluss vom Jahre 1803 zertrümmerte die katholische Reichskirche Deutschlands. Eine Neuordnung derselben — durch den Deputationsschluss versprochen — wurde dadurch nöthig. Die Verhandlungen, welche nun im Namen des Reiches mit Rom über ein Reichsconcordat geführt wurden, blieben jedoch resultatlos. Den gleichen Misserfolg erfuhren die deutschen Einzelstaaten (Baiern, Würtemberg, Baden), welche nach der Auflösung des Reiches mit Rom unterhandelten, — und Napoleon, welcher den Abschluss eines Rheinbundconcordates anstrebte. (S. O. Mejer l. c. p. 137 ff. 201 ff. 233 ff.) — Am Wiener Congresse wurde die deutsche Kirchenfrage neuerdings aufgenommen. Die römische Curie forderte durch Consalvi die Restitutio der Kirche in den status quo ante bellum. Die anderen Vorsprecher der katholischen Kirche verlangten wenigstens völlige Unabhängigkeit der katholischen Kirche in Deutschland vom Staate, und ausdrückliche Anerkennung ihrer „ursprünglichen Rechte und Freiheiten“ in der Bundesacte. Erst die späteren österreichischen und preussischen Entwürfe einer Bundesverfassung berührten diese Frage. Der revidirte preussische vom April schlug vor: §. 9. Die drei christlichen Religionspartheien geniessen in allen deutschen Staaten gleiche Rechte. §. 11. Die katholische Religion in Deutschland wird, unter Garantie des Bundes, eine soviel als möglich gleichförmige, zusammenhängende, und die zur Bestreitung ihrer Bedürfnisse noth-

Nr. 4745 (10). Deutscher Bund. 8. Juni 1815.

wendigen Mittel sichernde Verfassung erhalten. Die Rechte der Evangelischen gehören in jedem Staate zur Landesverfassung; und Erhaltung ihrer auf Friedensschlüssen, Grundgesetzen oder anderen gültigen Verträgen beruhenden Rechte sind dem Schutze des Bundes anvertraut." Der österreichische Gegenentwurf (7. Mai): Art. 17. Die Religionsverschiedenheit der christlichen Glaubensbekenntnisse soll keinen Unterschied im Genusse bürgerlicher und politischer Rechte begründen. Jeder Confession soll die ausschliessliche Verwaltung der Gegenstände ihres Cultus und ihrer Kirchengelder zustehen. Die Angelegenheiten der katholischen Kirche sollen mit dem römischen Hofe auf der Versammlung [i. e. Bundesversammlung] verhandelt werden . . . — Der zweite österreichische Maientwurf, welcher im Einverständniss mit Preussen der allgemeinen Conferenz der deutschen Staaten vorgelegt wurde, nahm im Art. 15 die wesentlichen Bestimmungen des preussischen Aprilentwurfes § 11 in sich auf. Die Conferenz beschloss jedoch schliesslich die Auslassung desselben, und gelangte nur zu einer Feststellung der Toleranz im Art. XVI der B.-A. — (S. O. Mejer l. c. p. 446 ff. und Actenstücke bei Klüber, Acten des Wiener Congresses. Bd. II.)

Nr. 4746. (11.)

BAIERN-RÖMISCHE CURIE. Das Baierische Concordat.

Abgeschlossen zu Rom dat. 5. Juni 1817. Königl. Ratif. 24. Oct. Publicirt als Anhang zu §. 103 des Religionsedictes v. 26. Mai 1818. Päpstl. Conf. 15. Nov. 1817.

Orig. u. Uebers. Gesetzblatt f. d. K. Baiern, Jahrg. 1818. No. XVIII. Bullar. M. R. XIV. 314. Nussi, Conventiones p. 146.

Das die inneren katholischen Kirchen-Angelegenheiten im Königreiche ordnende Concordat mit Sr. päpstl. H. Pius VII.)

Nr. 4746 (11). Baiern-Röm. Curie. 5. Juni 1817.

Wir Maximilian Josef
von Gottes Gnaden König von Baiern
thun andurch Jedermann kund und zu wissen.

Nachdem zwischen dem Staatssecretäre Seiner Päpstlichen Heiligkeit Cardinal Consalvi und Unserm bevollmächtigten Minister, Freiherrn von Häffelin, Bischof von Chersonnes, über die Katholischen Kirchen-Verhältnisse in Unserm Königreiche am 5. des Monats Junius 1817 eine Uebereinkunft abgeschlossen worden ist, folgenden Inhalts:

Uebereinkunft
zwischen
Sr. Heiligkeit Papst Pius VII. und Sr. Majestät Maximilian Josef, König von Baiern.

Im Namen der allerheiligsten Dreieinigkeit.

Seine Heiligkeit Papst Pius VII. und Seine Majestät Maximilian Josef, König von Baiern, von gleichem Verlangen beseelt, die katholischen Kirchen-Verhältnisse im Königreiche Baiern und den dazu gehörigen Landen auf eine

bestimmte und bleibende Weise zu ordnen, haben beschlossen, hierüber eine feierliche Uebereinkunft zu treffen. | Zu diesem Ende haben Seine Heiligkeit Papst Pius VII. zu Ihrem Bevollmächtigten ernannt: Seine Eminenz, den Herrn Herkules Consalvi, der heiligen Römischen Kirche Cardinal-Diaconen zu St. Agatha ad suburram, Ihren Staats-Secretaire; und Seine Majestät, Maximilian Josef, König von Baiern, Seine Exzellenz den Freiherrn von Häffelin, Bischof von Chersonnes, Allerhöchst Ihren bevollmächtigten Minister bei dem heiligen Stuhle, welche nach Auswechslung ihrer beiderseitigen Vollmachten über folgende Artikel übereingekommen sind.

Art. I. Die Römisch-katholische apostolische Religion wird in dem ganzen Umfange des Königreichs Baiern und in den dazu gehörigen Gebieten unversehrt mit jenen Rechten und Prärogativen erhalten werden, welche sie nach göttlicher Anordnung und den canonischen Satzungen zu geniessen hat.

Art. II. Seine päpstliche Heiligkeit werden mit Beobachtung der erforderlichen Rücksichten die Diöcesen des Königreichs Baiern in folgender Art bestimmen: | Der bischöfliche Sitz von Freising wird nach München verlegt, und zum Metropolitansitze erhoben. Sein Sprengel bleibt der dermalige Umfang der Freisinger Diöces, und die Vorsteher dieser Kirche werden den Namen eines Erzbischofs zu München und Freising führen. | Diesem Erzbischofe werden die bischöflichen Kirchen von Augsburg, Passau und Regensburg, letztere mit Aufhebung ihrer Metropolitan-Eigenschaft als Suffragan-Kirchen untergeordnet. Jedoch soll der jetzt lebende Bischof von Passau das Privilegium der Exemtion auf seine Lebensdauer geniessen. || Die bischöfliche Kirche von Bamberg wird zur Metropolitan-Kirche erhoben, und derselben werden die bischöflichen Kirchen von Würzburg, Eichstädt und Speyer als Suffragan-Kirchen zugetheilt. || Das vormals zur Mainzer, gegenwärtig zur Regensburger Diöces gehörige Gebiet von Aschaffenburg und der Antheil der Fuldaer Diöces in Baiern werden mit der Würzburger Diöces vereinigt. || Der in Baiern gelegene Theil der Diöces Konstanz wird nebst dem exemten Bezirke von Kempten der Augsburger Diöces einverleibt. || Auf gleiche Weise wird der baierische Theil der Salzburger Diöces, und das Gebiet der exemten Propstei Berchtesgaden, theils mit der Passauer, theils mit der Münchner Diöces vereinigt werden. || Mit letzterer wird auch der Bezirk des Bisthums Chiemsee, welches ganz aufgehoben wird, verbunden. || Die neuen Grenzen der einzelnen Diöcesen werden, soweit es nöthig befunden wird, noch bestimmter ausgeschieden werden.

Art. III. Die Capitel der Metropolitan-Kirchen bestehen aus zwei Dignitarien, nämlich dem Probste und dem Dechanten, und aus zehn Canonikern. Auch die Capitel der bischöflichen Kirchen werden zwei Dignitarien, nämlich einen Probst und einen Dechant und acht Canoniker haben. Nebst diesen werden bei jedem sowohl Metropolitan- als bischöflichen Capitel wenigstens sechs Präbendirte oder Vicare angestellt werden. Sollten aber in Zukunft die Renten dieser Kirchen durch neue Stiftungen oder sonstige Vermehrung ihres Gutes einen solchen Zuwachs erhalten, dass mehrere Präbenden errichtet werden

Nr. 4746 (11). Baiern-Röm. Curie. 5. Juni 1817.

können; so wird die Zahl der Canoniker und Vicare noch weiter vermehrt werden. Bei jedem Capitel werden die Erzbischöfe und Bischöfe nach Vorschrift des heiligen Conciliums von Trient aus den Canonikern einen als Theologen und einen zweiten als Pönitentiar aufstellen. Alle Dignitarien und Canoniker werden nebst dem Chordienste den Erzbischöfen und Bischöfen in Verwaltung ihrer Diöcese als Räthe dienen. Doch soll es den Erzbischöfen und Bischöfen frei stehen, deren Verwendung zu den einzelnen besonderen Verrichtungen und Geschäften ihres Amtes nach Gutbefinden zu bestimmen. Ebenso werden sie auch den Vicaren ihre Amtsverrichtungen anweisen. Seine Königliche Majestät werden übrigens denjenigen, welche die Stelle eines General-Vicars bekleiden, jährlich 500 fl., jenen aber, welchen das Amt eines bischöflichen Secretairs übertragen ist, 300 fl. auswerfen.

Art. IV. Die Einkünfte zum Unterhalte der Erzbischöfe und Bischöfe werden auf Güter und ständige Fonds gegründet werden, welche der freien Verwaltung der Erzbischöfe und Bischöfe übergeben werden. In gleicher Art werden auch die erzbischöflichen und bischöflichen Capitel, und die bei denselben angestellten Vicare oder Präbendirten ihre Ausstattung mit dem Rechte der Selbstverwaltung erhalten. Der Betrag der jährlichen Einkünfte, nach Abzug der Kosten wird folgender sein: Diöces München. Für den Erzbischof 20,000 fl.; für den Probst 4000 fl.; für den Dechant 4000 fl.; für jeden der fünf älteren Canoniker 2000 fl.; für jeden der fünf jüngern Canoniker 1600 fl.; für jeden der drei ältern Vicare 800 fl.; für jeden der drei jüngern Vicare 600 fl. Diöces Bamberg. Für den Erzbischof 15000 fl.; für den Probst 3500 fl.; für den Dechant 3500 fl.; für jeden der fünf ältern Canoniker 1800 fl.; für jeden der fünf jüngern Canoniker 1400 fl.; für jeden der drei ältern Vicare 800 fl.; für jeden der drei jüngern Vicare 600 fl. Diöcesen Augsburg, Regensburg und Würzburg. Für den Bischof 10,000 fl.; für den Probst 3000 fl.; für den Dechant 3000 fl.; für jeden der vier ältern Canoniker 1600 fl.; für jeden der vier jüngern Canoniker 1400 fl.; für jeden der drei ältern Vicare 800 fl.; für jeden der drei jüngern Vicare 600 fl. Diöcesen Passau, Eichstädt und Speyer. Für den Bischof 8000 fl.; für den Probst 2500 fl.; für den Dechant 2500 fl.; für jeden der vier älteren Canoniker 1600 fl.; für jeden der vier jüngern Canoniker 1400 fl.; für jeden der drei ältern Vicare 800 fl.; für jeden der drei jüngern Vicare 600 fl. Alle diese Einkünfte sollen in ihrem Betrage stets vollständig und ungeschmälert erhalten werden, und die Güter und Fonds weder veräussert, noch in Geld-Besoldungen verwandelt werden können. Zur Zeit der Erledigung eines erzbischöflichen oder bischöflichen Stuhles, der Dignitäten, Canonicate, Präbenden oder Vicariate wird der Betrag der vorerwähnten Einkünfte zum Besten der betreffenden Kirchen erhoben und erhalten. Sowohl den Erzbischöfen und Bischöfen als den Dignitarien, den älteren Canonikern und den älteren Vicaren wird eine ihrer Würde und ihrem Stande entsprechende Wohnung angewiesen werden. Für die erzbischöfliche und bischöfliche Curie, für das Capitel und das Archiv werden

Seine Majestät ein geeignetes Gebäude bestimmen. Zu dem Vollzuge des Geschäfts der Anweisung dieser Einkünfte, Fonds und Güter, welches innerhalb eines Vierteljahres nach Ratification gegenwärtiger Uebereinkunft, wenn es thunlich ist, oder wenigstens innerhalb eines halben Jahres beendigt sein soll, wird jeder der beiden contrahirenden Theile Commissarien ernennen, und Seine Majestät werden von dem förmlichen Acte der vorerwähnten Anweisung drei Exemplare in authentischer Form ausfertigen lassen, eins für das königliche Archiv, das andere für den apostolischen Nuntius, das dritte endlich für die Archive der betreffenden Kirchen. Andere Beneficien werden, wo solche vorhanden sind, erhalten werden. Da für die Diöces Speyer wegen besonderer Verhältnisse gegenwärtig keine Güter und ständigen Fonds angewiesen werden können; so werden Seine Majestät einstweilen und bis eine solche Anweisung möglich sein wird, durch Aussetzung von Jahres-Gehalten Fürsorge treffen, nämlich für den Bischof von 6000 fl., für den Probst 1500 fl., für den Dechant 1500 fl., für jeden der acht Canoniker 1000 fl., für jeden der sechs Vicare 600 fl. Die Fonds, Einkünfte, beweglichen und unbeweglichen Güter der bischöflichen Kirchen und ihrer Fabriken werden erhalten werden, und wenn dieselben zur Unterhaltung der Kirchen, zu den Ausgaben für den Gottesdienst und zu den Gehalten der nöthigen Diener nicht zureichen, so werden Seine Majestät den Abgang decken.

Art. V. In jeder Diöcese sollen die bischöflichen Seminarien erhalten und mit einer hinreichenden Dotation in Gütern und ständigen Fonds versehen werden; in jenen Diöcesen aber, in welchen solche Anstalten nicht vorhanden sind, sollen sie ehestens mit einer Dotation der nämlichen Art hergestellt werden. In die Seminarien werden jene Candidaten aufgenommen und darin nach Vorschrift des heiligen Conciliums von Trient gebildet und unterrichtet, deren Aufnahme die Erzbischöfe und Bischöfe nach dem Bedürfnisse oder Nutzen der Diöcese für gut finden werden. Die innere Einrichtung, der Unterricht, die Leitung und Verwaltung der Seminarien werden nach den canonischen Formen der vollkommen freien Aufsicht der Erzbischöfe und Bischöfe untergeben. Die Vorsteher und Lehrer in diesen Seminarien werden von den Erzbischöfen und Bischöfen ernannt, und, so wie sie es für nöthig oder nützlich erachten sollten, auch wieder entfernt werden. Da den Bischöfen obliegt, über die Glaubens- und Sittenlehre zu wachen, so werden sie in Ausübung dieser Amtspflicht auch in Beziehung auf die öffentlichen Schulen keineswegs gehindert werden.

Art. VI. Seine Majestät werden mit Beirathe der Erzbischöfe und Bischöfe für die Herstellung eines hinlänglich dotirten Hauses sorgen, in welchem kranke und alte wohlverdiente Geistliche Unterstützung und Zuflucht finden können.

Art. VII. Seine Königliche Majestät werden in Anbetracht der Vortheile, welche die religiösen Orden der Kirche und dem Staate gebracht haben, und in der Folge auch noch bringen könnten, und um einen Beweis Allerhöchst Ihrer

Nr. 4746 (11). Baiern-Röm. Curie. 5. Juni 1817.

Bereitwilligkeit gegen den heiligen Stuhl zu geben, einige Klöster der geistlichen Orden beiderlei Geschlechts entweder zum Unterrichte der Jugend in der Religion und den Wissenschaften, oder zur Aushilfe in der Seelsorge, oder zur Krankenpflege, im Benehmen mit dem heiligen Stuhle mit angemessener Dotation herstellen lassen.

Art. VIII. Die Güter der Seminarien, Pfarreien, Beneficien, Kirchen-Fabriken und aller übrigen Kirchen-Stiftungen werden stets und ungeschmälert erhalten, und können weder veräussert noch in Pensionen verwandelt werden. || Die Kirche wird auch das Recht haben, neue Besitzungen zu erwerben, und was sie neu erwirbt, soll ihr Eigenthum und gleicher Rechte mit den älteren Kirchenstiftungen theilhaftig sein, welche so wenig als die künftig zu errichtenden ohne Zustimmung des apostolischen Stuhls jemals eingezogen, oder vereinigt werden können, jedoch mit Vorbehalt der Rechte, welche den Bischöfen nach dem heil. Concil von Trient zustehen.

Art. IX. Seine Heiligkeit werden in Erwägung der aus gegenwärtiger Uebereinkunft für die Angelegenheiten der Kirche und der Religion hervorgehenden Vortheile Seiner Majestät dem Könige Maximilian Josef und Seinen katholischen Nachfolgern durch apostolische Briefe, welche sogleich nach der Ratification dieser Uebereinkunft ausgefertigt werden sollen, auf ewige Zeiten das Indult verleihen, zu den erledigten erzbischöflichen und bischöflichen Stühlen im Königreiche Baiern würdige und taugliche Geistliche zu ernennen, welche die nach den canonischen Satzungen dazu erforderlichen Eigenschaften besitzen. Denselben wird Seine Heiligkeit nach den gewöhnlichen Formen die canonische Einsetzung ertheilen. Ehe sie aber diese erhalten haben, sollen sie sich auf keine Weise in die Leitung oder Verwaltung der Kirchen, zu welchen sie ernannt sind, einmischen können. Die Annaten und Kanzlei-Taxen werden nach dem Maassstabe der jährlichen Einkünfte eines jeden Bischofs von Neuem festgesetzt werden.

Art. X. Die Propsteien, sowohl bei den Metropolitan- als den bischöflichen Kirchen wird Seine Heiligkeit verleihen. Die Ernennung der Dechanten steht Seiner Königlichen Majestät zu, Allerhöchstwelche auch zu den Canonicaten in den sechs apostolischen oder päpstlichen Monaten ernennen werden. Von den übrigen sechs Monaten werden in drei die Erzbischöfe und Bischöfe, in den andern drei die Capitel zu denselben ernennen. || In die Capitel der erzbischöflichen und bischöflichen Kirchen können nur Landeseingeborene aufgenommen werden. || Diese sollen neben den vom heil. Concil zu Trient geforderten Eigenschaften in der Seelsorge und andern Kirchendiensten rühmlich gearbeitet, oder den Erzbischöfen und Bischöfen in der Verwaltung der Diöcese Beihilfe geleistet, oder sich sonst durch Tugend und Wissenschaften Verdienste und Auszeichnung erworben haben. Die Stellen der Vicare an den Metropolitan- und Cathedral-Kirchen werden von den Erzbischöfen und den Bischöfen frei

besetzt. || Jedoch wird für den gegenwärtigen Fall, wo die Capitel noch nicht bestellt sind, folglich die Bestimmungen dieses Artikels noch nicht sämmtlich beobachtet werden können, der apostolische Nuntius im Einverständnisse mit Sr. Majestät und mit Rücksicht auf die einschlägigen Interessen die neuen Capitel einsetzen. Das Nämliche gilt auch von den Vicaren. || Sowie den Dignitarien, Canonikern und allen zur Residenz verpflichteten Beneficiaten der Besitz mehrerer Beneficien für eine Person nach den canonischen Satzungen untersagt ist, so sind sie auch nach der Strenge dieser Vorschriften zur Residenz, unbeschadet jedoch der Autorität des apostolischen Stuhles, durchaus verbunden.

Art. XI. Der König von Baiern wird auf alle Pfarreien, Curat- und einfache Beneficien präsentiren, auf welche Seine Vorfahren die Herzoge und Churfürsten aus giltigem Patronatsrechte, es mag sich dieses nun auf Dotation, Fundation oder Bauführung gründen, präsentirt haben. || Ausserdem werden Seine Majestät zu allen jenen Beneficien präsentiren, zu welchen geistliche Corporationen, die gegenwärtig nicht mehr bestehen, präsentirten. || Die Unterthanen Sr. Majestät, welche sich im rechtmässigen Besitze des Patronatrechts nach obigen Titeln befinden, werden ferner zu den Pfarreien, Curat- und einfachen Beneficien, die unter ihrem Patronatsrechte stehen, präsentiren. || Die Erzbischöfe und Bischöfe aber werden den präsentirten Geistlichen, wenn sie die erforderlichen Eigenschaften besitzen, nach vorgängiger Prüfung über Wissenschaft und Sitten, welche die Bischöfe selbst vorzunehmen haben, wenn es sich um Pfarreien oder Curat-Beneficien handelt, die canonische Einsetzung ertheilen. || Uebrigens muss die Präsentation zu allen diesen Beneficien innerhalb der nach den canonischen Vorschriften bestimmten Zeit geschehen, ausserdem werden sie frei von den Erzbischöfen und Bischöfen vergeben werden. || Alle übrigen Pfarreien, Curat- und einfachen Beneficien, welche die vorigen Bischöfe der nunmehrigen acht Kirchen in Baiern frei besetzt haben, werden von den Erzbischöfen und Bischöfen an Personen, die von Sr. Majestät genehmigt werden, frei vergeben.

Art. XII. In Leitung der Diöcesen sind die Erzbischöfe und Bischöfe befugt, alles dasjenige auszuüben, was ihnen vermöge ihres Hirtenamtes kraft der Erklärung oder Anordnung der canonischen Satzungen nach der gegenwärtigen und vom heil. Stuhle bestätigten Kirchendisciplin zusteht und insbesondere: a) zu Vicaren, Rathgebern und Gehilfen in ihrer Verwaltung Geistliche, welche sie immer hiezu tauglich finden werden, aufzustellen; || b) Alle diejenigen in den geistlichen Stand aufzunehmen, und mit den canonischen Titeln zu den höheren Weihen zu befördern, welche sie für ihre Diöcese nothwendig und nützlich erachten, wenn dieselben vorher die von den Erzbischöfen und Bischöfen selbst oder ihren Vicaren mit Beiziehung der Synodal-Examinatoren vorzunehmende Prüfung bestanden haben, dagegen diejenigen, welche sie

Nr. 4746 (11). Baiern-Röm. Curie 5. Juni 1817.

unwürdig finden, vom Empfange der Weihen auszuschliessen, ohne dass sie hierin unter irgend einem Vorwande gehindert werden können. || c) Geistliche Sachen und insbesondere Ehesachen, welche nach dem Canon 12. Sess. 24 des heil. Conciliums von Trient vor den geistlichen Richter gehören, bei ihrem Gerichte zu verhandeln und zu entscheiden. Ausgenommen davon sind die rein bürgerlichen Angelegenheiten der Geistlichen, z. B. Verträge, Schuld- und Erbschafts-Sachen, worüber den weltlichen Richtern die Verhandlung und Entscheidung zusteht; || d) Gegen Geistliche, welche eine Ahndung verdienen, oder keine ehrbare geistliche, ihrem Stande und ihrer Würde anständige Kleidung tragen, die von dem heil. Concil von Trient bestimmten oder ihnen sonst zweckmässig scheinenden Strafen unter Vorbehalt des canonischen Recurses zu verhängen, und dieselben in die Seminarien oder andere dazu bestimmte Häuser zu versetzen, auch gegen jeden der Gläubigen, welche sich der Uebertretungen der Kirchensatzungen und der heiligen Canonen schuldig machen, kirchliche Censuren anzuwenden; || e) Nach Erforderniss des geistlichen Hirtenamts sich dem Clerus und dem Volke der Diöcese mitzutheilen, und ihren Unterricht und ihre Anordnungen in kirchlichen Gegenständen frei kund zu machen; übrigens bleibt die Communication der Bischöfe, des Clerus und des Volkes mit dem heil. Stuhle in geistlichen Dingen und kirchlichen Angelegenheiten völlig frei; f) Im Einverständnisse mit Sr. Königlichen Majestät, besonders wegen Anweisung angemessener Bezüge, Pfarreien zu errichten, zu theilen und zu vereinigen; g) Oeffentliche Gebete und andere fromme Uebungen vorzuschreiben und anzulegen, wenn dieses das Wohl der Kirche, des Staates, oder des Volkes erheischt, und darauf zu sehen, dass bei den kirchlichen Verrichtungen, besonders aber in der Messe und der Ausspendung der Sacramente die lateinischen Kirchenformeln gebraucht werden.

Art. XIII. Wenn die Erzbischöfe und Bischöfe der Regierung Anzeige erstatten, dass Bücher in dem Königreiche gedruckt oder eingeführt worden seien, deren Inhalt dem Glauben, den guten Sitten oder der Kirchenzucht zuwider ist; so wird dieselbe Sorge tragen, dass deren Verbreitung in der gesetzlichen Weise verhindert werde.

Art. XIV. Seine Majestät werden nicht zugeben, dass die katholische Religion, ihre Gebräuche und Liturgie, durch Worte, Thaten oder Schriften verächtlich gemacht, oder dass die Vorsteher oder Diener der Kirche in Ausübung ihres Amtes, besonders in Wahrung der Glaubens- und Sitten-Lehre und der Kirchenzucht gehindert werden. Da Seine Königliche Majestät ferner wollen, dass den Dienern der Religion die ihnen nach göttlichen Geboten gebührende Achtung bezeigt werde; so werden Allerhöchstdieselben nicht gestatten, dass irgend etwas zu deren Herabwürdigung oder Verachtung geschehe, sondern vielmehr verfügen, dass ihnen von allen Obrigkeiten bei jeder Gelegenheit mit besonderer Achtung, und in der ihrem Stande gebührenden Art begegnet werde.

Art. XV. Die Erzbischöfe und Bischöfe werden in die Hände Sr. Königlichen Majestät den Eid der Treue in folgenden Worten ablegen: „Ich schwöre und gelobe auf Gottes heilige Evangelien Gehorsam und Treue Sr. Majestät dem Könige. Ebenso verspreche ich, keine Communication zu pflegen, an keinem Rathschlage Theil zu nehmen, und keine verdächtige Verbindung weder im Inlande noch auswärts zu unterhalten, welche der öffentlichen Ruhe schädlich sein könnte, und wenn ich von einem Anschlage zum Nachtheile des Staates, sei es in meiner Diöcese, oder sonst irgendwo Kenntniss erhalten sollte, solches Sr. Majestät anzuzeigen.

Art. XVI. Durch gegenwärtige Uebereinkunft werden die bisher in Baiern gegebenen Gesetze, Verordnungen und Verfügungen, insoweit sie derselben entgegen sind, als aufgehoben angesehen werden.

Art. XVII. Alles Uebrige, was kirchliche Gegenstände und Personen betrifft, wovon in diesen Artikeln nicht ausdrückliche Meldung geschehen ist, wird nach der Lehre der Kirche und nach der bestehenden und angenommenen Disciplin derselben behandelt werden. Sollte aber in Zukunft sich ein Anstand ergeben, so behalten Sich Seine Heiligkeit und Seine Königliche Majestät vor, Sich darüber zu benehmen, und die Sache auf freundschaftliche Weise beizulegen.

Art. XVIII. Beide contrahirende Theile versprechen für Sich und Ihre Nachfolger die genaue Beobachtung alles dessen, worüber man in diesen Artikeln gegenseitig übereingekommen ist, und Seine Königliche Majestät werden gegenwärtige Uebereinkunft als Staats-Gesetz erklären. || Ferner versprechen Seine Königliche Majestät für Sich und Ihre Nachfolger, nie aus irgend einem Grunde den Artikeln dieser Uebereinkunft etwas beizufügen, oder daran etwas abzuändern, oder dieselben auszulegen ohne Dazwischenkunft und Mitwirkung des apostolischen Stuhls.

Art. XIX. Die Auswechslung der Ratificationen gegenwärtiger Uebereinkunft soll innerhalb 40 Tagen vom Tage der Unterzeichnung an, oder früher, wenn es geschehen kann, erfolgen.

Gegeben zu Rom, den 5. des Monats Junius im Jahre 1817.

Herkules, Cardinal Consalvi. Casimir Häffelin,
Bischof von Chersones.

So haben Wir vorstehende Uebereinkunft mit allen ihren Artikeln angenommen, ratificirt und bestätigt, und versprechen zugleich fest, dass Wir Alles, worüber sonach übereingekommen worden, genau einhalten und Sorge tragen werden, dass dasselbe von allen Unseren Untergebenen streng beobachtet werde.

Zu dessen Beglaubigung haben Wir gegenwärtige Urkunde Allerhöchsteigenhändig unterzeichnet, und mit Unserem Königlichen Insiegel versehen lassen.

Nr. 4746 (11). Baiern-Röm. Curie. 5. Juni 1817.

Gegeben in Unserem Königlichen Palaste zu München am Vierundzwanzigsten October im Jahre des Herrn Ein Tausend Achthundert und siebenzehn, Unserer Königlichen Regierung im Zwölften.

Maximilian Josef.

(L. S.)

Zur Beglaubigung:

Egid von Kobell,

Königlicher Staatsrath und General-Secretair.

Nr. 4747. (12.)

BAIERN. Aus der Verfassungsurkunde für Baiern. — Stellung der katholischen Kirche.

Gesetzblatt f. d. Königr. Baiern, Jhrg. 1818. Stück VII.

IV. Titel. Von den allgemeinen Rechten und Pflichten.

Nr. 4747 (12). Baiern. 26. Mai 1818.

§. 9. Jedem Einwohner des Reichs wird vollkommene Gewissensfreiheit gesichert; die einfache Hausandacht darf daher Niemanden, zu welcher Religion er sich bekennen mag, untersagt werden. ‖ Die in dem Königreiche bestehenden drei christlichen Kirchengesellschaften geniessen gleiche bürgerliche und politische Rechte. Die nicht christlichen Glaubensgenossen haben zwar vollkommene Gewissensfreiheit; sie erhalten aber an den staatsbürgerlichen Rechten nur in dem Masse einen Antheil, wie ihnen derselbe in den organischen Edicten über ihre Aufnahme in die Staatsgesellschaft zugesichert ist. ‖ Allen Religionstheilen, ohne Ausnahme, ist das Eigenthum der Stiftungen und der Genuss ihrer Renten, nach den ursprünglichen Stiftungsurkunden und dem rechtmässigen Besitze, sie seien für den Cultus, den Unterricht oder die Wohlthätigkeit bestimmt, vollständig gesichert. Die geistliche Gewalt darf in ihrem eigentlichen Wirkungskreise nie gehemmt werden, und die weltliche Regierung darf in rein geistliche Gegenstände der Religionslehre und des Gewissens sich nicht einmischen, als insoweit das obersthoheitliche Schutz- und Aufsichtsrecht eintritt, wonach keine Verordnungen und Gesetze der Kirchengewalt ohne vorgängige Einsicht und das Placet des Königs verkündet und vollzogen werden dürfen. ‖ Die Kirchen und Geistlichen sind in ihren bürgerlichen Handlungen und Beziehungen — wie auch in Ansehung des ihnen zustehenden Vermögens den Gesetzen des Staats und den weltlichen Gerichten untergeben; auch können sie von öffentlichen Staatslasten keine Befreiung ansprechen. ‖ Die übrigen nähern Bestimmungen über die äussern Rechtsverhältnisse der Bewohner des Königreichs in Beziehung auf Religion und kirchliche Gesellschaften sind in dem der gegenwärtigen Verfassungsurkunde beigefügten besondern Edicte enthalten. [Beilage II.]

Nr. 4748. (13.)

BAIERN. — Das Baierische Religionsedict.

Gesetzbl. f. d. Königr. Baiern, Jahrg. 1818. No. IX.

(Edict über die äusseren Rechtsverhältnisse des Königreichs Baiern, in Beziehung auf. Religion und kirchliche Gesellschaften.)

I. Abschnitt.

Allgemeine Bestimmungen über Religionsverhältnisse.

Erstes Kapitel.

Religions- und Gewissens-Freyheit.

Nr. 4748 (13). Baiern. 26. Mai 1818.

§. 1. Jedem Einwohner des Reiches ist durch den 9. §. des IV. Titels der Verfassungsurkunde eine vollkommene Gewissensfreyheit gesichert. ‖ §. 2. Er darf demnach in Gegenständen des Glaubens und Gewissens keinem Zwange unterworfen, auch darf Niemanden, zu welcher Religion er sich bekennen mag, die einfache Hausandacht untersagt werden. ‖ §. 3. Sobald aber mehrere Familien zur Ausübung ihrer Religion sich verbinden wollen, so wird jederzeit hiezu die Königliche ausdrückliche Genehmigung nach den im II. Abschnitt folgenden näheren Bestimmungen erfordert. ‖ §. 4. Alle heimlichen Zusammenkünfte unter dem Vorwande des häuslichen Gottesdienstes sind verboten.

Zweytes Kapitel.

Wahl des Glaubensbekenntnisses.

§. 5. Die Wahl des Glaubensbekenntnisses ist jedem Staatseinwohner nach seiner eigenen freyen Ueberzeugung überlassen. ‖ §. 6. Derselbe muss jedoch das dazu erforderliche Unterscheidungsalter, welches für beide Geschlechter auf die gesetzliche Volljährigkeit bestimmt wird, erreicht haben. ‖ §. 7. Da diese Wahl eine eigene freye Ueberzeugung voraussetzt, so kann sie nur solchen Individuen zustehen, welche in keinem Geistes- oder Gemüthszustande sich befinden, der sie derselben unfähig macht. ‖ §. 8. Keine Parthey darf die Mitglieder der anderen durch Zwang oder List zum Uebergang verleiten. ‖ §. 9. Wenn von denjenigen, welche die Religionserziehung zu leiten haben, eine solche Wahl aus einem der obigen Gründe angefochten wird, so hat die betreffende Regierungsbehörde den Fall zu untersuchen, und an das Königliche Staatsministerium des Innern zu berichten. ‖ §. 10. Der Uebergang von einer Kirche zu einer andern muss allzeit bei dem einschlagenden Pfarrer oder geistlichen Vorstand sowohl der neu gewählten, als der verlassenen Kirche persönlich erklärt werden. ‖ §. 11. Durch die Religionsänderung gehen alle kirchlichen Gesellschaftsrechte der verlassenen Kirche verloren; dieselbe hat aber keinen

Nr.4748 (13). Baiern. 26. Mai 1818.

Einfluss auf die allgemeinen staatsbürgerlichen Rechte, Ehren und Würden; ausgenommen, es geschehe der Uebertritt zu einer Religionspartey, welcher nur eine beschränkte Theilnahme an dem Staatsbürgerrechte gestattet ist.

Drittes Kapitel.

Religionsverhältnisse der Kinder aus gemischten Ehen.

§. 12. Wenn in einem gültigen Ehevertrage zwischen Eltern, die verschiedenen Glaubensbekenntnissen zugethan sind, bestimmt worden ist, in welcher Religion die Kinder erzogen werden sollen, so hat es hiebei sein Bewenden. | §. 13. Die Gültigkeit solcher Eheverträge ist sowohl in Rücksicht ihrer Form, als der Zeit der Errichtung lediglich nach den bürgerlichen Gesetzen zu beurtheilen. || §. 14. Sind keine Ehepacten oder sonstige Verträge hierüber errichtet, oder ist in jenen über die religiöse Erziehung der Kinder nichts verordnet worden, so folgen die Söhne der Religion des Vaters; die Töchter werden in dem Glaubensbekenntnisse der Mutter erzogen. | §. 15. Uebrigens benimmt die Verschiedenheit des kirchlichen Glaubensbekenntnisses keinem der Eltern die ihm sonst wegen der Erziehung zustehenden Rechte. || §. 16. Der Tod der Eltern ändert nichts an den Bestimmungen der §§. 12 und 13 über die religiöse Erziehung der Kinder. §. 17. Die Ehescheidungen, oder alle sonstigen rechtsgültigen Auflösungen der Ehe können auf die Religion der Kinder keinen Einfluss haben. | §. 18. Wenn ein das Religionsverhältniss der Kinder bestimmender Ehevertrag vorhanden ist, so bewirkt der Uebergang der Eltern zu einem andern Glaubensbekenntniss darin in so lange keine Veränderung, als die Ehe noch gemischt bleibt; geht aber ein Ehegatte zur Religion des andern über, und die Ehe hört dadurch auf gemischt zu seyn, so folgen die Kinder der nun gleichen Religion ihrer Eltern, ausgenommen sie waren — dem bestehenden Ehevertrag gemäss — durch die Confirmation oder Communion bereits in die Kirche einer anderen Confession aufgenommen, in welchem Falle sie bis zum erlangten Unterscheidungsjahre darin zu belassen sind. | §. 19. Pflegekinder werden nach jenem Glaubensbekenntnisse erzogen, welchem sie in ihrem vorigen Stande zu folgen hatten. || §. 20. Durch Heirath legitimirte natürliche Kinder werden in Beziehung auf den Religionsunterricht ehelichen Kindern gleich geachtet. || §. 21. Die übrigen natürlichen Kinder, wenn sie von einem Vater anerkannt sind, werden in Ansehung der Religionserziehung gleichfalls wie die ehelichen behandelt, sind sie aber von dem Vater nicht anerkannt, so werden sie nach dem Glaubensbekenntnisse der Mutter erzogen. || §. 22. Findlinge und natürliche Kinder, deren Mutter unbekannt ist, folgen der Religion desjenigen, welcher das Kind aufgenommen hat, soferne er einer der öffentlich eingeführten Kirchen angehört, oder der Religionsparthey des Fremdlingsinstitutes, worin sie erzogen werden. Ausser diesen Fällen richtet sich ihre Religion nach jener der Mehrheit der Einwohner des Findlingsorts. | §. 23. Die geistlichen Obern, die nächsten Verwandten, die Vormünder und Pathen haben das Recht, darüber zu

wachen, dass vorstehende Anordnungen befolgt werden. Sie können zu diesem Behufe die Einsicht der betreffenden Bestimmungen der Eheverträge und der übrigen auf die Religionserziehung sich beziehenden Urkunden fordern.

II. Abschnitt.

Von Religions- und Kirchen-Gesellschaften.

Erstes Kapitel.

Ihre Aufnahme und Bestätigung.

§. 24. Die in dem Königreiche bestehenden drey christlichen Glaubens-Confessionen sind als öffentliche Kirchengesellschaften mit gleichen bürgerlichen und politischen Rechten, nach den unten folgenden näheren Bestimmungen anerkannt. || §. 25. Den nicht christlichen Glaubensgenossen ist zwar nach §§. 1 und 2 eine vollkommene Religions- und Gewissens-Freiheit gestattet; als Religionsgesellschaften und in Beziehung auf Staatsbürgerrecht aber sind sie nach den über ihre bürgerlichen Verhältnisse bestehenden besonderen Gesetzen und Verordnungen zu behandeln. || §. 26. Religions- und Kirchen-Gesellschaften, die nicht zu den bereits gesetzlich aufgenommenen gehören, dürfen ohne ausdrückliche Königliche Genehmigung nicht eingeführt werden. || §. 27. Sie müssen vor der Aufnahme ihre Glaubensformen und innere kirchliche Verfassung zur Einsicht und Prüfung dem Staatsministerium des Innern vorlegen.

Zweytes Kapitel.

Rechte und Befugnisse der aufgenommenen und bestätigten Religions- und Kirchen-Gesellschaften.

§. 28. Die mit ausdrücklicher Königlicher Genehmigung aufgenommenen Kirchengesellschaften geniessen die Rechte öffentlicher Corporationen. || §. 29. Die der Ausübung ihres Gottesdienstes gewidmeten Gebäude sollen, wie andere öffentliche Gebäude, geschützt werden. || §. 30. Die zur Feyer ihres Gottesdienstes und zum Religionsunterrichte bestellten Personen geniessen die Rechte und Achtung öffentlicher Beamten. || §. 31. Ihr Eigenthum steht unter dem besonderen Schutze des Staats. || §. 32. Eine Religionsgesellschaft, welche die Rechte öffentlich aufgenommener Kirchengesellschaften bey ihrer Genehmigung nicht erhalten hat, wird nicht als eine öffentliche Corporation, sondern als eine Privatgesellschaft geachtet. || §. 33. Es ist derselben die freye Ausübung ihres Privatgottesdienstes gestattet. || §. 34. Zu dieser gehört die Anstellung gottesdienstlicher Zusammenkünfte in gewissen dazu bestimmten Gebäuden, und die Ausübung der ihren Religionsgrundsätzen gemässen Gebräuche sowohl in diesen Zusammenkünften, als in den Privatwohnungen der Mitglieder. || §. 35. Den Privat-Kirchengesellschaften ist aber nicht gestattet, sich der Glocken oder sonstiger Auszeichnungen zu bedienen, welche Gesetze oder Gewohnheit den öffentlichen Kirchen angeeignet haben. || §. 36. Die von ihnen zur Feyer ihrer

Nr. 4748 (13). Baiern. 26. Mai 1818.

Religionshandlungen bestellten Personen geniessen als solche keine besonderen Vorzüge. || §. 37. Die ihnen zustehenden weiteren Rechte müssen nach dem Inhalte ihrer Aufnahmsurkunde bemessen werden. || §. 38. Jeder genehmigten Privat- oder öffentlichen Kirchengesellschaft kommt unter der obersten Staatsaufsicht nach den im III. Abschnitte enthaltenen Bestimmungen die Befugniss zu, nach der Formel und der von der Staatsgewalt anerkannten Verfassung ihrer Kirche, alle innern Kirchenangelegenheiten anzuordnen: Dazu gehören die Gegenstände: | a) der Glaubenslehre, || b) der Form und Feyer des Gottesdienstes, || c) der geistlichen Amtsführung, || d) des religiösen Volksunterrichts, | e) der Kirchendisciplin, | f) der Approbation und Ordination der Kirchendiener, g) der Einweihung der zum Gottesdienste gewidmeten Gebäude und der Kirchhöfe, | h) der Ausübung und Gerichtsbarkeit in rein geistlichen Sachen; nämlich des Gewissens oder der Erfüllung der Religions- und Kirchen-Pflichten einer Kirche nach ihren Dogmen, symbolischen Büchern und darauf gegründeten Verfassung. || §. 39. Den kirchlichen Obern, Vorstehern oder ihren Repräsentanten kömmt demnach das allgemeine Recht der Aufsicht mit den daraus hervorgehenden Wirkungen zu, damit die Kirchengesetze befolgt, der Cultus diesen gemäss aufrecht erhalten, der reine Geist der Religion und Sittlichkeit bewahret, und dessen Ausbreitung befördert werde. Der Antheil, welcher jedem Einzelnen an dieser Aufsicht zukommt, wird durch seine Amtsvollmacht bestimmt. §. 40. Die Kirchengewalt übt das rein geistliche Correctionsrecht nach geeigneten Stufen aus. || §. 41. Jedes Mitglied einer Kirchengesellschaft ist schuldig der darin eingeführten Kirchenzucht sich zu unterwerfen. | §. 42. Keine Kirchengewalt ist daher befugt, Glaubensgesetze gegen ihre Mitglieder mit äusserm Zwange geltend zu machen. | §. 43. Wenn einzelne Mitglieder durch öffentliche Handlungen eine Verachtung des Gottesdienstes und der Religionsgebräuche zu erkennen geben, oder andere in ihrer Andacht stören, so ist die Kirchengesellschaft befugt, dergleichen unwürdigen Mitgliedern den Zutritt in ihre Versammlungen zu versagen. || §. 44. Die in dem Königreiche als öffentliche Corporationen aufgenommenen Kirchen sind berechtigt, Eigenthum zu besitzen, und nach den hierüber bestehenden Gesetzen auch künftig zu erwerben. | §. 45. Die Eigenthumsfähigkeit der nicht öffentlichen Kirchengesellschaften wird nach ihrer Aufnahmsurkunde, oder wenn in dieser darüber nichts festgesetzt ist, nach den Rechten der Privatgesellschaften bestimmt. | §. 46. Allen Religionstheilen ohne Ausnahme ist dasjenige, was sie an Eigenthum gesetzmässig besitzen, es sey für den Cultus oder für den Unterricht bestimmt, es bestehe in liegenden Gütern, Rechten, Capitalien, baarem Gelde, Prätiosen, oder sonstigen beweglichen Sachen durch den §. 9 im IV. Titel der Verfassungsurkunde des Reichs garantirt. || §. 47. Das Kirchenvermögen darf unter keinem Vorwande zum Staatsvermögen eingezogen und in der Substanz zum Besten eines andern als des bestimmten Stiftungszweckes ohne Zustimmung des Betheiligten, und soferne es allgemeine Stiftungen betrifft, ohne Zustimmung der Stände nicht veräussert oder verwendet werden. || §. 48. Wenn bey demselben

in einzelnen Gemeinden, nach hinlänglicher Deckung der Local-Kirchenbedürfnisse, Ueberschüsse sich ergeben, so sollen diese zum Besten des nämlichen Religionstheiles nach folgenden Bestimmungen verwendet werden: ‖ a) zur Erhaltung oder Wiederherstellung der Kirchen und geistlichen Gebäude in anderen Gemeinden, die dafür kein hinreichendes eigenes Vermögen besitzen; ‖ b) zur Ergänzung des Unterhalts einzelner Kirchendiener, oder ‖ c) zur Fundation neuer, nothwendiger Pfarrstellen; ‖ d) zur Unterstützung geistlicher Bildungsanstalten; ‖ e) zu Unterhaltungsbeyträgen der durch Alter oder Krankheit zum Kirchendienst unfähig gewordenen geistlichen Personen. ‖ §. 49. In soferne für diese Zwecke vom Kirchenvermögen nach einer vollständigen Erwägung etwas entbehrt werden kann, wird dieser Ueberschuss im Einverständnisse mit der betreffenden geistlichen Oberbehörde vorzüglich zur Ergänzung von Schulanstalten, dann der Armenstiftungen (wohin auch jene der Krankenpflege zu rechnen sind) verwendet werden.

III. Abschnitt.

Verhältnisse der im Staate aufgenommenen Kirchengesellschaften zur Staatsgewalt.

Erstes Kapitel.

In Religions- und Kirchen-Sachen.

§. 50. Seine Majestät der König haben in mehreren Verordnungen Ihren ernstlichen Willen ausgesprochen, dass die geistliche Gewalt in ihrem eigentlichen Wirkungskreise nie gehemmt werden, und die Königliche weltliche Regierung in rein geistliche Gegenstände des Gewissens und der Religionslehre sich nicht einmischen solle, als in soweit das Königliche oberste Schutz- oder Aufsichtsrecht dabey eintritt. Die Königlichen Landesstellen werden wiederholt zur genauen Befolgung derselben angewiesen. ‖ §. 51. So lange demnach die Kirchengewalt die Grenzen ihres eigentlichen Wirkungskreises nicht überschreitet, kann dieselbe gegen jede Verletzung ihrer Rechte und Gesetze den Schutz der Staatsgewalt anrufen, der ihr von den Königlichen einschlägigen Landesstellen nicht versagt werden darf. ‖ §. 52. Es steht aber auch den Genossen einer Kirchengesellschaft, welche durch Handlungen der geistlichen Gewalt gegen die festgesetzte Ordnung beschwert werden, die Befugniss zu, dagegen den Königlichen Landesfürstlichen Schutz anzurufen. ‖ §. 53. Ein solcher Recurs gegen einen Missbrauch der geistlichen Gewalt kann entweder bey der einschlägigen Regierungsbehörde, welche darüber alsbald Bericht an das Königliche Staatsministerium des Innern zu erstatten hat, oder bey Seiner Majestät dem Könige unmittelbar angebracht werden. ‖ §. 54. Die angebrachten Beschwerden wird das Königliche Staatsministerium des Innern untersuchen lassen, und, eilige Fälle ausgenommen, nur nach Vernehmung der betreffenden geistlichen Behörde das Geeignete darauf verfügen. ‖ §. 55. Der Regent kann

Nr. 4748 (13). Baiern. 26. Mai 1818.

bei feyerlichen Anlässen in den verschiedenen Kirchen Seines Staates durch die geistlichen Behörden öffentliche Gebete und Dankfeste anordnen. || §. 56. Auch ist Derselbe befugt, wenn er wahrnimmt, dass bey einer Kirchengesellschaft Spaltungen, Unordnungen oder Missbräuche eingerissen sind, zur Wiederherstellung der Einigkeit und kirchlichen Ordnung unter Seinem Schutze Kirchenversammlungen zu veranlassen, ohne jedoch in Gegenstände der Religionslehre Sich selbst einzumischen. || §. 57. Da die hoheitliche Oberaufsicht über alle innerhalb der Grenzen des Staats vorfallende Handlungen, Ereignisse und Verhältnisse sich erstreckt, so ist die Staatsgewalt berechtigt, von demjenigen, was in den Versammlungen der Kirchengesellschaften gelehrt und verhandelt wird, Kenntniss einzuziehen. || §. 58. Hiernach dürfen keine Gesetze, Verordnungen, oder sonstige Anordnungen der Kirchengewalt nach den hierüber in den Königlichen Landen schon längst bestehenden Generalmandaten ohne Allerhöchste Einsicht und Genehmigung publicirt und vollzogen werden. Die geistlichen Obrigkeiten sind gehalten, nachdem sie die Königliche Genehmigung zur Publication (Placet) erhalten haben, im Eingange der Ausschreibungen ihrer Verordnungen von derselben jederzeit ausdrückliche Erwähnung zu thun. || §. 59. Ausschreiben der geistlichen Behörden, die sich blos auf die ihnen untergeordnete Geistlichkeit beziehen, und aus genehmigten allgemeinen Verordnungen hervorgehen, bedürfen keiner neuen Genehmigung. || §. 60. Die Ausübung der geistlichen Gerichtsbarkeit kömmt zwar nach §. 38 Lit. b der Kirchengewalt zu; die dafür angeordneten Gerichte, so wie ihre Verfassung müssen aber vor ihrer Einführung von dem Könige bestätigt werden. Auch sollen die einschlägigen Königlichen Landesstellen aufmerksam sein, damit die Königlichen Unterthanen von den geistlichen Stellen nicht mit gesetzwidrigen Gebühren beschwert, oder in ihren Angelegenheiten auf eine für sie lästige Art aufgehalten werden. || §. 61. Die vorgeschriebenen Genehmigungen können nur von dem Könige selbst, mittelst des Königlichen Staatsministeriums des Innern ertheilt werden, an welches die zu publicirenden kirchlichen Gesetze und Verordnungen eingesendet, und sonstige Anordnungen ausführlich angezeigt werden müssen.

Zweytes Kapitel.

In ihren bürgerlichen Handlungen und Beziehungen.

§. 62. Die Religions- und Kirchen-Gesellschaften müssen sich in Angelegenheiten, die sie mit andern bürgerlichen Gesellschaften gemein haben, nach den Gesetzen des Staats richten. || §. 63. Diesen Gesetzen sind in ihren bürgerlichen Beziehungen sowohl die Obern der Kirche als einzelne Mitglieder derselben auf gleiche Art unterworfen. || §. 64. Zur Beseitigung aller künftigen Anstände werden nach solchen Beziehungen als weltliche Gegenstände erklärt: a) alle Verträge und letztwillige Dispositionen der Geistlichen; | b) alle Bestimmungen über liegende Güter etc., fahrende Habe, Nutzung, Renten, Rechte der Kirchen und kirchlichen Personen; | c) Verordnungen und Erkenntnisse über

Verbrechen und Strafen der Geistlichen, welche auf ihre bürgerlichen Rechte einen Einfluss haben; d) Ehegesetze, insoferne sie den bürgerlichen Vertrag und dessen Wirkungen betreffen; e) Privilegien, Dispensationen, Immunitäten, Exemtionen, zum Besten ganzer Kirchengesellschaften, einzelner Gemeinden oder Gesellschaftsgenossen, oder der zum Religionsdienste gewidmeten Orte und Güter, insofern sie politische oder bürgerliche Verhältnisse berühren; f) allgemeine Normen über die Verbindlichkeit zur Erbauung und Erhaltung der Kirchen und geistlichen Gebäude; g) Bestimmungen über die Zulassung von Kirchenpfründen; h) Vorschriften über die Einrichtung der Kirchenlisten, als Quellen der Bevölkerungsverzeichnisse, als Register des Civilstandes und über die Legalität der pfarrlichen Documente. §. 65. In allen diesen Gegenständen kommt der Staatsgewalt allein die Gesetzgebung und Gerichtsbarkeit zu. §. 66. Hienach sind alle Geistlichen in bürgerlichen Personalklagsachen, in allen aus bürgerlichen Contracten hervorgehenden Streitsachen, in den Verhandlungen über ihre Verlassenschaften etc. einzig den weltlichen Gerichten untergeben. §. 67. Sie geniessen nach Titel V §. V der Verfassungsurkunde in bürgerlichen und strafrechtlichen Fällen den befreiten Gerichtsstand. §. 68. Bey Sterbfällen der Geistlichen soll darauf Rücksicht genommen werden, dass die geistlichen Verrichtungen, wenn der Verstorbene dergleichen versehen hat, nicht gehemmt werden; alles, was darauf Bezug hat, und zum Gottesdienst gehört, als heilige Gefässe etc., soll von der Sperre ausgenommen, und mittelst Verzeichnisses entweder dem Nachfolger im Beneficium sogleich verabfolgt oder andern sichern Händen einstweilen übergeben werden, wenn nicht zu ihrer Uebernahme ein Abgeordneter der geistlichen Behörde sich einfindet, welche zu diesem Ende von dem weltlichen Richter bey jedem Sterbfalle eines im Beneficium stehenden Geistlichen davon in Kenntniss zu setzen ist. §. 69. Die Criminalgerichtsbarkeit auch über Geistliche kömmt nur den einschlägigen Königlichen weltlichen Gerichten zu. §. 70. Diese sollen aber die einschlägige geistliche Behörde jederzeit von dem Erfolg der Untersuchung in Kenntniss setzen, um auch von ihrer Seite gegen die Person des Verbrechers in Beziehung auf seine geistlichen Verhältnisse das Geeignete darnach verfügen zu können. §. 71. Keinem kirchlichen Zwangsmittel wird irgend ein Einfluss auf das gesellschaftliche Leben und die bürgerlichen Verhältnisse, ohne Einwilligung der Staatsgewalt, im Staate gestattet. §. 72. Das Verfahren der weltlichen Gerichte in Gegenständen, welche nach den obigen Bestimmungen zu ihrer Gerichtsbarkeit gehören, darf durch die Einschreitungen geistlicher Stellen weder unterbrochen noch aufgehoben werden. §. 73. Die Kirchen und Geistlichen können in Ansehung des ihnen zustehenden Vermögens weder von Landes-Unterthänigkeit, weder von Gerichtsbarkeit noch von öffentlichen Staatslasten irgend eine Befreyung ansprechen. §. 74. Alle älteren Befreyungen, die hierüber mögen verliehen worden seyn, werden als nichtig erklärt. §. 75. Die Verwaltung des Kirchenvermögens steht nach den hierüber gegebenen Gesetzen unter dem Königlichen obersten Schutze und Aufsicht.

Drittes Kapitel.

Bey Gegenständen gemischter Natur.

§. 76. Unter Gegenständen gemischter Natur werden diejenigen verstanden, welche zwar geistlich sind, aber die Religion nicht wesentlich betreffen, und zugleich irgend eine Beziehung auf den Staat und das weltliche Wohl der Einwohner desselben haben. || Dahin gehören: || a) alle Anordnungen über den äussern Gottesdienst, dessen Ort, Zeit, Zahl etc. b) Beschränkung oder Aufhebung der nicht zu den wesentlichen Theilen des Cultus gehörigen Feyerlichkeiten, Processionen, Nebenandachten, Ceremonien, Kreuzgänge und Bruderschaften; || c) Errichtung geistlicher Gesellschaften und sonstiger Institute und Bestimmung ihrer Gelübde; || d) organische Bestimmungen über geistliche Bildungs-, Verpflegs- und Straf-Anstalten; || e) Eintheilung der Diöcesen, Dekans- und Pfarr-Sprengel; || f) alle Gegenstände der Gesundheitspolizey, insoweit diese kirchliche Anstalten mit berühren. || §. 77. Bey diesen Gegenständen dürfen von der Kirchengewalt ohne Mitwirkung der weltlichen Obrigkeit keine einseitigen Anordnungen geschehen. || §. 78. Der Staatsgewalt steht die Befugniss zu, nicht nur von allen Anordnungen über diese Gegenstände Einsicht zu nehmen, sondern auch durch eigene Verordnungen dabey alles dasjenige zu hindern, was dem öffentlichen Wohle nachtheilig seyn könnte. || §. 79. Zu ausserordentlichen kirchlichen Feierlichkeiten, besonders wenn dieselben an Werktagen gehalten werden wollen, muss allezeit die specielle Königliche Bewilligung erholt werden.

IV. Abschnitt.

Von dem Verhältnisse verschiedener Religionsgesellschaften gegeneinander.

Erstes Kapitel.

Allgemeine Staatspflichten der Kirchen gegeneinander.

§. 80. Die im Staate bestehenden Religionsgesellschaften sind sich wechselseitig gleiche Achtung schuldig; gegen deren Versagung kann der obrigkeitliche Schutz angerufen werden, der nicht verweigert werden darf; dagegen ist aber auch keiner eine Selbsthülfe erlaubt. || §. 81. Jede Kirche kann für ihre Religionshandlungen von den Gliedern aller übrigen Religionspartheyen vollkommene Sicherheit gegen Störungen aller Art verlangen. || §. 82. Keine Kirchengesellschaft kann verbindlich gemacht werden, an dem äussern Gottesdienste der Andern Antheil zu nehmen. Kein Religionstheil ist demnach schuldig, die besonderen Feiertage des andern zu feyern, sondern es soll ihm frey stehen an solchen Tagen sein Gewerbe und seine Handthierung auszuüben, jedoch ohne Störung des Gottesdienstes des andern Theils, und ohne dass die Achtung dabey verletzt werde, welche nach §. 80 jede Religionsgesellschaft der andern bei Ausübung ihrer religiösen Handlungen und Gebräuche schuldig ist. || §. 83. Der weltlichen Staatspolizey kömmt es zu, in so weit, als die Erhaltung

der öffentlichen Ruhe und Ordnung zwischen verschiedenen Religionspartheyen es fordert, Vorschriften über äussere Handlungen, die nur zufälligen Bezug zum kirchlichen Zwecke haben, zu geben. || §. 84. Religionsverwandte einer öffentlich aufgenommenen Kirche, welche keine eigene Gemeinde bilden, können sich zu einer entfernten Gemeinde ihres Glaubens innerhalb der Grenzen des Reichs halten. || §. 85. Auch ist ihnen freygestellt, von dem Pfarrer oder Prediger einer anderen Confession an ihrem Wohnorte jene Dienste und Amtsfunktionen, nachzusuchen, welche sie mit ihren eigenen Religionsgrundsätzen vereinbarlich glauben, und jene nach ihren Religionsgrundsätzen leisten können. || §. 86. In dergleichen Fällen sollen dem Pfarrer oder Geistlichen der fremden Confession über die geistlichen Dienste die festgesetzten Stolgebühren entrichtet werden. || §. 87. Diesen auf solche Art der Ortspfarrey einverleibten fremden Religionsverwandten darf jedoch nichts aufgelegt werden, was ihrem Gewissen oder der jedem Staatseinwohner garantirten Hausandacht entgegen ist. || §. 88. Den Mitgliedern der öffentlich aufgenommenen Kirchengesellschaften steht die Bildung einer eigenen Gemeinde aller Orten frey, wenn sie das erforderliche Vermögen zum Unterhalt der Kirchendiener, zu den Ausgaben für den Gottesdienst, dann zur Errichtung und Unterhaltung der nöthigen Gebäude besitzen, oder wenn sie die Mittel hiezu auf gesetzlich gestattetem Wege aufzubringen vermögen. || §. 89. Das Verhältniss der Staatseinwohner, welche einer Religion angehören, deren Mitgliedern nur eine Hausandacht oder nur ein Privatgottesdienst gestattet ist, muss aus dem Inhalte der Concessionsurkunde beurtheilt werden. Sie dürfen von den Dienern der Kirchengewalt des Ortes, wo sie wohnen, gegen den Sinn und Zweck der Concession weder beschränkt noch beeinträchtigt werden. Da sie mit der Ortskirche in keiner Verbindung stehen, so können von derselben keine pfarrlichen Rechte gegen sie ausgeübt werden; dagegen haben sie aber auch keinen Antheil an den Rechten und dem Eigenthume der Kirche.

Zweytes Kapitel.

Vom Simultangebrauche der Kirchen.

§. 90. Wenn zwey Gemeinden verschiedener Religionspartheyen zu einer Kirche berechtigt sind, so müssen die Rechte einer jeden hauptsächlich nach den vorhandenen Gesetzen oder Verträgen beurtheilt werden. || §. 91. Mangelt es an solchen Bestimmungen, so wird vermuthet, dass eine jede dieser Gemeinden mit der anderen gleiche Rechte habe. || §. 92. Die Entscheidung der über Ausübung dieser Rechte entstehenden Streitigkeiten, wenn die Betheiligten sie durch gemeinschaftliches Einverständniss beizulegen vermögen, gehört an das Staatsministerium des Innern, welches die Sache nach Verhältniss der Umstände vor den Staatsrath bringen wird. || §. 93. Wird aber darüber gestritten, ob eine oder die andere Gemeinde zu der Kirche wirklich berechtigt sey, so gehört die Entscheidung vor den ordentlichen Richter. || §. 94. Wenn nicht erhellet, dass beide Gemeinden zu der Kirche wirklich berechtigt sind, so wird angenommen, dass diejenige, welche zu dem gegenwärtigen Mitgebrauche am spätesten

Nr. 4748 (13). Baiern. 26. Mai 1818.

gelangt ist, denselben als eine widerrufliche Gefälligkeit erhalten habe. || §. 95. Selbst ein vieljähriger Mitgebrauch kann für sich allein die Erwerbung eines wirklichen Rechtes durch Verjährung künftig nicht begründen. || §. 96. Wenn jedoch ausser diesem Mitgebrauche auch die Unterhaltung der Kirchen von beiden Gemeinden bestritten worden, so begründet diess die Vermuthung, dass auch der später zum Mitgebrauch gekommenen Gemeinde ein wirkliches Recht darauf zustehe. || §. 97. So lange eine Gemeinde den Mitgebrauch nur bittweise hat, muss sie bey jedesmaliger Ausübung einer bisher nicht gewöhnlichen gottesdienstlichen Handlung die Erlaubniss der Vorsteher dazu nachsuchen. || §. 98. Den im Mitgebrauche einer Kirche begriffenen Gemeinden steht es jederzeit frey, durch freiwillige Uebereinkunft denselben aufzuheben, und das gemeinschaftliche Kirchenvermögen unter Königlicher Genehmigung, welche durch das Staatsministerium des Innern eingeholt werden muss, abzutheilen, und für jede eine gesonderte gottesdienstliche Anstalt zu bilden. || §. 99. Auch kann eine solche Abtheilung von der Staatsgewalt aus polizeilichen oder administrativen Erwägungen, oder auf Ansuchen der Betheiligten verfügt werden. || §. 100. Wenn ein Religionstheil keinen eigenen Kirchhof besitzt, oder nicht bey der Theilung des gemeinschaftlichen Kirchenvermögens einen für sich anlegt, so ist der im Orte befindliche als ein gemeinschaftlicher Begräbnissplatz für sämmtliche Einwohner des Orts zu betrachten, zu dessen Anlage und Unterhaltung aber auch sämmtliche Religionsverwandte beytragen müssen. || §. 101. Kein Geistlicher kann gezwungen werden, das Begräbniss eines fremden Religionsverwandten nach den Feierlichkeiten seiner Kirche zu verrichten. || §. 102. Wird derselbe darum ersucht, und er findet keinen Anstand dem Begräbnisse beizuwohnen, so müssen ihm auch die dafür hergebrachten Gebühren entrichtet werden. || §. 103. Der Glocken auf den Kirchhöfen kann jede öffentlich aufgenommene Kirchengemeinde bei ihren Leichenfeierlichkeiten, gegen Bezahlung der Gebühr, sich bedienen.

Dieses allgemeine Staatsgrundgesetz bestimmt, in Ansehung der Religionsverhältnisse der verschiedenen Kirchengesellschaften, ihre Rechte und Verbindlichkeiten gegen den Staat, die unveräusserlichen Majestätsrechte des Regenten, und die jedem Unterthan zugesicherte Gewissensfreiheit und Religionsübung. || In Ansehung der übrigen innern Kirchenangelegenheiten sind die weitern Bestimmungen, in Beziehung auf die katholische Kirche, in dem mit dem Päpstlichen Stuhle abgeschlossenen Concordat vom 5. Junius 1817, und in Beziehung auf die protestantische Kirche in dem hierüber unterm heutigen Tage erlassenen eigenen Edicte enthalten.

München, den 26. May 1818.

(L. S.) Zur Beglaubigung E. v. Kobell.

(Const. Höfler.) Concordat und Constitutionseid der Katholiken in Baiern. Hist.-polit. Denkschrift mit Actenstücken. Augsburg 1847. Scheurl, Beiträge zur Beleuchtung der Schrift „Concordat und Constitutionseid etc.“ Erlangen 1847.

Nr. 4748 (13). Baiern. 26. Mai 1818.

Die Verhandlungen zwischen Baiern und der römischen Curie über ein Concordat begannen im August 1816 und wurden nach dem Sturze des Ministeriums Mongelas rasch zu Ende geführt. Am 5. Juli 1817 erfolgte die Unterzeichnung durch den bairischen Gesandten in Rom, Freiherrn v. Häffelin, Bischof in partibus, und den Card. Consalvi. In München nahm man jedoch Anstand dieses Concordat zu ratificiren. Man warf dem Gesandten Abweichungen von der Instruction und dem Ultimatum vor, und forderte wesentliche Abänderungen. Hierauf erklärte die Curie auf Unterhandlungen über etwaige Modificationen des Concordates nur unter der Bedingung einzugehen, dass man dasselbe als abgeschlossen ansehe. Was man schliesslich erlangte war das Nominationsrecht des Königs, nicht blos für drei, sondern für alle Bischofssitze Baierns. Am 24. Oct. erfolgte, unter dem alten Datum, die Ratification; worauf der Papst am 15. November die Confirmationsbulle „Benedictus Deus" erliess. (Bull. M. R. XIV. 314 ff.) — Die Publication des Concordates wurde bis zur Proclamirung der Verfassungsurkunde des Königreiches (26. Mai 1818) verschoben, der man dasselbe dann unter der Bezeichnung „Das die inneren katholischen Kirchenangelegenheiten im Königreiche ordnende Concordat mit Sr. päpstl. Heil. Pius VII", als Anhang No. 1 zu dem §. 103 der Beilage II — Religionsedict — zu dem Titel IV §. 9 der Verfassungsurkunde anfügte. Gleichzeitig wurde das „Edict über die inneren kirchlichen Angelegenheiten der protestantischen Gesammtgemeinde" als Anhang No. 2 veröffentlicht. — Die Curie sah die Verkündigung des Religionsedictes als Bruch des Concordates an, und weigerte sich nun die vom Könige ernannten Bischöfe zu consecriren. Um Rom zu beruhigen gab der Gesandte, nun Cardinal v. Häffelin, am 27. Nov. 1818 im Namen des Königs die Erklärung ab: . . . . . . dass dieses als Reichsgesetz verkündete Concordat allzeit als solches werde betrachtet und geachtet werden; dass das der Verfassung angehängte Edict, dessen Hauptzweck ist, die Ordnung, die Ruhe und die gute Harmonie unter allen Unterthanen des Reiches handzuhaben, nur für diejenigen, die sich zur kath. Religion nicht bekennen, als Richtschnur dienen soll und werde, während das Concordat bei allen Katholiken als Richtschnur dient und dienen soll; dass der auf die Verfassung zu leistende Eid auf keine Weise weder die Dogmen, noch die Gesetze der Kirche berühren kann, weil bei der Verkündigung der Verfassung der unbedingte Wille und die Absicht des Königs gewesen ist, dass der zu leistende Eid sich auf nichts anderes, als auf die bürgerliche Ordnung beziehe, und dass er diejenigen, die ihn leisteten, niemals zu einer Handlung verbindlich mache, welche den Gesetzen Gottes und der Kirche entgegen sein könnte." (Roskovány, Mon. III 692.) Hierauf machte der Papst diese Erklärung in der Allocution vom 2. Oct. (Roskovány Mon. II p. 108) bekannt, gestattete den Katholiken den Verfassungseid zu leisten, consecrirte die Bischöfe und sandte einen Nuntius nach München. Allein alsbald desavouirte der König und das Ministerium die Erklärung Häffelins.

Nr. 4749. (14.)

BAIERN. Königlicher Erlass an das protest. Oberconsistorium und die königl. Regierungen. — Das Religionsedict für alle Unterthanen verbindlich.

Höfler, Concordat p. 126 f.

Nr. 4749 (14). Baiern. 7. Nov. 1818.

Das unserer Verfassungsurkunde beigefügte Edikt über die äussern Rechtsverhältnisse der Einwohner des Kön. Baiern in Beziehung auf Religion und kirchliche Gesellschaften vom 26. Mai 1818 ist, wie desselben Aufschrift zeigt, und der § 103 ausdrücklich ausspricht, für sämmtliche Einwohner des Reiches, ohne Rücksicht auf die Verschiedenheit ihrer Glaubensbekenntnisse ein allgemein verbindliches Staatsgrundgesetz; wogegen das die inneren katholischen Kirchenangelegenheiten ordnende und mit Sr. Päpstl. Heil. Pius VII. am 5. Juni 1817 abgeschlossene und am 24. Okt. d. J. ratificirte Concordat, sowie das Edikt über die innern kirchlichen Angelegenheiten der protestantischen Gesammtgemeinden in dem Königreiche vom 26. Mai 1818 als besondere, eine jede der genannten beiden Kirchen betreffende Staatsgesetze zu betrachten sind. Die von unserm Gesandten zu Rom am 27. Septbr. 1818 an S. Päpstl. Heil. abgegebene Erklärung, dass das unserer Verfassungsurkunde angehängte Edikt blos für diejenigen, welche sich nicht zur kath. Religion bekennen, gelte, kann demnach nur von dem besonders die protestantisch-kirchlichen Angelegenheiten ordnenden Gesetze, aber nicht von dem oben angeführten allgemeinen, alle Einwohner des Staates ohne Unterschied ihrer besonderen Glaubensbekenntnisse gleich verbindenden Staatsgesetze verstanden werden, welches hiedurch zur Beseitigung aller Missverständnisse und unrichtigen Auslegungen erklärt wird. Wir weisen unsere sämmtlichen Landesstellen bei dieser Veranlassung wiederholt nachdrücklichst an, jedes der angeführten Edikte nach ihren Bestimmungen pünktlich zu befolgen, und zu wachen, damit von keinem unserer Unterthanen dagegen gehandelt werde. Wir haben in der Verfassungsurkunde den in unserm Königreiche bestehenden Kirchengesellschaften die feierliche Versicherung ertheilt, dass die geistliche Gewalt in ihrem eigentlichen Wirkungskreise nie gehemmt werden und die weltliche Regierung in rein geistlichen Gegenständen der Religionslehre und des Gewissens sich nicht einmischen dürfe, als in so weit das oberhoheitliche Schutz- und Aufsichtsrecht dabei eintritt. Wir werden, wie unser Gesandte zu Rom in unserm Namen mehrmal versichert hat, die mit dem heil. Stuhle abgeschlossene Uebereinkunft treu und gewissenhaft vollziehen lassen, dagegen bestehen wir unabänderlich darauf, dass das unser unveräusserliches Majestätsrecht sichernde, und die äussern Rechtsverhältnisse der verschiedenen Kirchengesellschaften bestimmende allgemeine Staatsgrundgesetz von unsern sämmtlichen Unterthanen genau befolgt und der von denselben auf die

Verfassungsurkunde geleistete Eid, da dieser auf Gegenstände der Religionslehre keine Beziehung hat, gewissenhaft werde beobachtet werden.

Nr. 4749 (14). Baiern. 7. Nov. 1818.

München, den 7. Nov. 1818. Max Josef m. p.

[Contrasignirt von allen Ministern.]

Unter demselben Datum richtete der bairische Minister des Aeussern an den Cardinal-Staatssecretär eine Note, worin gesagt wird: . . . Uebrigens ist es Sr. Maj. höchst unangenehm gewesen, zu sehen, dass ihr Minister, indem er den Geist der königl. Verordnung nicht richtig auffasste, dem der Constitution beigegebenen Edicte eine Auslegung gab, welche die katholischen Unterthanen Sr. Maj. verleiten könnte, an der Gültigkeit desselben zu zweifeln und zu glauben, dass sie einem Gesetze nicht unterworfen seien, welches, indem es die Rechte und Pflichten jeder religiösen Gesellschaft darlegt, die Verhältnisse derselben zu dem Könige und dem Staate festsetzt . . .“ (Roskovány Mon. III. 694 f. Daselbst auch die zweite Erklärung Card. Häffelins v. 20. Nov. und die umfangreiche Erwiederung (13. Jan. 1819) des Cardinal-Staatssecretärs auf dieselbe. p. 695 ff.)

Nr. 4750. (15.)

RÖMISCHE CURIE. Breve Pius VII. an den König von Baiern. — Beschwerde über einzelne Artikel der Verfassung und Verbot der unbedingten Eidesleistung auf dieselbe.

Ital. Orig. u Deutsche Uebers. Höfler, l. c. p. 241 u. 139 ff.

Pius P. P. VII. Die Wichtigkeit der Mittheilungen, welche Wir gleichzeitig den Ministern Ew. Maj. machen lassen, verpflichtet uns, sie durch einen directen Brief an Ew: Maj. zu bekräftigen, sowohl um derselben einen weitern Beweis unserer beständigen Zuneigung und Rücksicht zu geben, als auch im Vertrauen, dass unsere eigenen Worte in Ihr Gemüth einen tiefern Eindruck machen werden. Ew. Maj. ist nicht unbekannt, welchen Kummer uns mehrere Bestimmungen über die kath. Religion und Kirche machten, die in der neuen Verfassung Baierns enthalten sind. Wir haben dieses hinlänglich in unserer Allocution im verflossenen Jahre zu erkennen gegeben. Schon hatten wir unsere gerechten Vorstellungen bereit gehalten, als der Card. Häffelin bevollm. Minister Ew. K. Maj. die von ihm am 27. Sept. unterzeichnete Erklärung übergab. Wir waren dadurch zufriedengestellt, ja nahmen sie selbst mit Vergnügen an, weil die daselbst dem Constitutionseid der Katholiken gemachten Zugeständnisse ihn erlaubt machten und zu unserer besonderen Freude die kath. Unterthanen Ew. Maj. in den Stand setzten, die Wünsche der Regierung zu erfüllen. Jetzt haben wir nun zu unserer unbeschreiblichen Ueberraschung und gegen alle Erwartung erfahren, dass Ew. Maj. die uns übergebene Erklärung nur gut heisse, inwiefern sie sich auf eine getreue Ausübung des Concordats beziehe; dass Ew. K. Maj.

Nr. 4750 (15). Röm. Curie. 13. Jan. 1819.

Nr. 4750 (15). Röm. Curie. 13. Jan. 1819.

folglich jene Zugeständnisse nicht annehmen. Somit sehen wir das Gewissen unserer theuersten Söhne der baierischen Katholiken mit äusserstem Schmerze jener Wohlthaten beraubt, welche die Erklärung Ihres königlichen Willens ihnen so günstig zugestanden hatte. || Wir versichern nun Ew. K. Maj., dass die in der Erklärung gegebenen Zugeständnisse zu Gunsten des Constitutionseides absolut nothwendig sind, um den Eid leisten zu können, indem die neue Verfassung, wie wir uns nach einer genauen Prüfung überzeugen mussten, mehrere Artikel enthält, welche demjenigen entgegen sind, was unsere heil. Religion lehrt und vorschreibt. Eben deshalb können die kath. Unterthanen Ew. K. Maj. die Aufrechthaltung und Beobachtung aller der in der Constitution enthaltenen Verfügungen nicht unbedingt beschwören, ohne sich an den Pflichten zu verfehlen, welche ihnen ihre göttliche Religion vorschreibt. | Da nun durch die Zurücknahme der im Namen Ew. Maj. von ihrem Minister abgegebenen Erklärung jene Zugeständnisse aufgehoben sind, die den verlangten Eid erlaubt machten, so finden sich die Gewissen der kath. Unterthanen Ew. Maj. mit Recht beschwert und wir, welche wenn gleich ohne unser Verdienst nach göttlicher Fügung auf dem Stuhle der Wahrheit sitzen und vor jenem Gotte, dessen Stellvertreter wir hier wenn gleich unwürdig sind, die strengste Rechenschaft über das Blut jener Gläubigen ablegen müssen, welche durch unsere Schuld verloren gingen, fühlen uns daher durch unsere heiligsten Pflichten verbunden, sie zu unterrichten, auf dass sie nicht ihrer Ansicht überlassen und in dem Streite der Meinungen bei einer so wichtigen Sache in Schwanken bleiben. Da wir nun unser Gewissen keiner auch noch so bitteren Rücksicht Preis geben, noch die Sache der Religion wegen welch' immer möglichen Folgen verrathen dürfen, so können wir uns auch nicht davon entheben unserm Nuntius bei Ew. K. Maj. aufzutragen, den Katholiken, welche ihn um Rath fragen, zu antworten, dass man den von der Regierung verlangten Constitutionseid nicht einfach und unbedingt leisten dürfe. | Das Vertrauen welches wir auf Ew. K. Maj. Religiösität hegen, schmeichelt uns, ... dass Ew. Maj. von ihren geliebtesten Unterthanen jene Gewissensbeunruhigungen wegnehmen werden, in die sie durch die Zurücknahme der in Ihrem Namen von Ihrem Gesandten abgegebenen Erklärung versetzt wurden; dass Ew. Maj. in der Weisheit, welche Sie auszeichnet, den grossen Uebeln steuern wolle, welche in den Ländern Ew. K. Maj. unserer heil. Religion durch eine Constitution drohen, die nicht nur den Fundamentalgrundsätzen der kath. Kirche entgegen ist, sondern auch dem treuen und buchstäblichen Vollzuge der in dem mit uns abgeschlossenen Concordate eingegangenen Verpflichtungen, wie dieses denn offen erhellt aus der Darlegung, welche wir unsern Nuntius beauftragten Ihrem Minister des Aeussern mitzutheilen. | In dieser Art wird die Gewissenhaftigkeit Ew. K. Maj. uns der Nothwendigkeit entheben, in der wir uns durch die Verpflichtungen unseres apost. Amtes befinden, öffentlich zu erklären, dass, da die Erklärung widerrufen, auf welche wir unser Benehmen gründeten, die Dinge in den Zustand zurückkehren, in welchem sie sich vorher befanden, und da die neue Verfassung mehrere Artikel enthält, welche dem entgegen sind, was die kathol. Religion

lehrt und vorschreibt, so könne nicht unbedingt geschworen werden, ohne Unterschied alle die Verfügungen der Constitution aufrecht zu erhalten und zu beobachten, und dass diejenigen, welche in dieser Art den Eid bereits geleistet haben, schuldig sind, ihn zurückzunehmen. In dem Vertrauen, dass Ew. K. Maj. mit beeilter tröstlicher Antwort uns von einem solchen Schritte entheben werden, zu dem uns unsere heil. Pflichten verbinden müssten, geben wir Ihnen unsern apost. Segen.

Nr. 4750 (15) Röm. Curie. 13. Jan. 1819.

Rom, den 13. Jan. 1819. Pius P. P. VII.

Siehe die oben erwähnte Antwortnote des Cardinal-Staatssecretärs an den bairischen Minister des Aeussern vom 13. Januar, und die eingehende Beschwerdeschrift des päpstlichen Nuntius bei Roskovány, Mon. III. 699 ff. und 704 ff. — Nach diesen Kundgebungen der Curie erklärten die Bischöfe — ausser dem von Regensburg — und manche Geistliche, den Verfassungseid nur mit dem Vorbehalte zu leisten: Unbeschadet der Rechte der katholischen Kirche. Die Regierung nahm diese bedingte Eidesleistung an, weil dieser Vorbehalt ein solcher sei, „welchen katholische Geistliche nach den canonischen Satzungen bei Ablegung eines Eides gewöhnlich denken und denken dürfen und weil unter dieser Voraussetzung der vorgeschriebene Constitutionseid von ihnen im Grunde doch pure et simpliciter geleistet würde.“ Aber die Curie beruhigte sich dabei nicht; sie forderte von der Regierung die principielle Erklärung, dass die Constitution zu nichts verpflichte was gegen die Gesetze der Kirche sei. Die Verhandlungen über diese Angelegenheit zogen sich noch lange hin (Noten der bairischen Regierung und Brief des Königs vom 22. December 1819, 4. Febr. und 19. März 1821; Noten Consalvis vom 8. März 1820, 2. Aug. und 21. Oct. 1821) und erreichten erst durch die königliche Erklärung vom 15. September 1821 ihren Abschluss. (Siehe die Actenstücke bei Höfler l. c. p. 114 ff., 148 ff., 250 f. — Das Recht der Kirche und die Staatsgewalt in Baiern. Schaffhausen 1852. p. 84 ff. 160 ff.)

Nr. 4751. (16.)

BAIERN. Königliche Entschliessung. — Vollziehung des Concordates. Erklärung über Bedeutung des Verfassungseides.

Bairisches Regierungsblatt, Jahrg. 1821. Stück 31.

Maximilian Josef, von Gottes Gnaden König von Baiern.

Nachdem die wichtigsten Anstände, welche bisher den Vollzug der mit dem päpstlichen Stuhle unterm 5. Junius 1817 abgeschlossenen und von Uns unterm 24. Oktober des nemlichen Jahres ratificirten Concordats verzögert haben, nunmehr beseitigt sind, so ist es Unser Willen, dass dasselbe in allen seinen Theilen in volle Ausübung gebracht und dass hiernach der Publikation und Vollziehung der zur Ausführung der Circumscription der neuen Diözesen in unserm Königreiche unterm 1. April 1818 ergangenen Bulle, welche anfängt mit den Worten:

Nr. 4751 (16) Baiern. 15. Sept. 1821.

Nr. 4751 (16). Baiern. 15. Sept. 1821.

„Dei ac Domini nostri Jesu Christi", nebst den darauf sich beziehenden Executions-Decreten des für dieses Geschäft von Seiner päpstlichen Heiligkeit an Unser Hoflager in der Person des Herrn Franz Serra, aus dem herzoglichen Geschlechte Cassano, Erzbischofes von Nizäa, abgeordneten apostolischen Nuntius kein weiteres Hinderniss gesetzt werden soll. Zugleich fügen Wir zur Beseitigung aller Missverständnisse über den Gegenstand und die Beschaffenheit des von Unsern katholischen Unterthanen auf die Constitution abzulegenden Eides die Erklärung bei, dass indem Wir Unsern getreuen Unterthanen die Constitution gegeben haben, unsere Absicht nicht gewesen sei, dem Gewissen derselben im Geringsten einen Zwang anzuthun, dass daher nach den Bestimmungen der Constitution selbst der von Unsern katholischen Unterthanen auf dieselbe abzulegende Eid lediglich auf die bürgerlichen Verhältnisse sich beziehe und dass sie dadurch zu Nichts werden verbindlich gemacht werden, was den göttlichen Gesetzen oder den katholischen Kirchensatzungen entgegen wäre. || Auch erklären Wir neuerdings, dass das Concordat, welches als Staatsgesetz gilt, als solches angesehen und vollzogen werden soll, und dass allen Behörden obliege, sich genau nach seinen Bestimmungen zu achten.

Tegernsee, den 15. September 1821.

Freiherr von Zentner. Maximilian Josef.

Das im Religionsedict normirte Recht blieb auch nach dieser königlichen Erklärung in voller Wirksamkeit. Siehe die Belege dafür bei Döllinger, Sammlung der im Gebiete der inneren Staats-Verwaltung des Königreichs Bayern bestehenden Verordnungen, Bd. VIII und XXIII (Religion und Cultus); die dagegen gerichteten Beschwerden der Bischöfe bei Höfler, Concordat l. c. p. 165 ff. — Die Circumscriptionsbulle für die neuen Diöcesen Baierns dat. Rom, 1. April 1818 (S. Bull. M. R. XV. p. 17 ff. und Weiss, Corpus jur. eccles. Catholicorum etc., Giessen 1833. p. 126—162) wurde nun (dat. München, 8. Sept. 1821) durch den päpstlichen Nuntius bekannt gemacht und in Vollzug gesetzt.

Nr. 4752. (17.)

BAIERN. Schreiben des Ministers des Innern an die k. Regierungspräsidenten, an die Erzbischöfe und Bischöfe. — Mildere Ausübung des Placets.

Döllinger, Sammlung l. c. XXIII. p. 326 f.

Auf Befehl Seiner Majestät des Königs.

Nr. 4752 (17). Baiern. 25. März 1841.

Seine Majestät der König haben die Art, wie die Bestimmung im Art. XII. lit e. des Concordates nach dem allgemeinen Ministerial-Ausschreiben vom 18. April 1830 bisher zum Vollzuge gekommen ist, Allerhöchst in Erwägung

genommen, und in Anbetracht, dass durch eben erwähnte, in dem Concordate gegebene verfassungsmässige Norm die älteren Verordnungen, insbesondere die vom 27. Februar und 26. November 1804, Dispens-Gesuche am päpstlichen Stuhle betr., als gänzlich derogirt zu erachten sind, zu beschliessen geruht, es sei das, auf die gedachten Verordnungen sich stützende Ministerial-Ausschreiben vom 18. April 1830 (Döll. VIII. S. 1014) ausser Wirksamkeit zu setzen, und der Verkehr des baierischen Episkopats mit dem heiligen Stuhle (welcher den des Clerus und des Volkes von selbst mit in sich begreift) in allen geistlichen Dingen und kirchlichen Angelegenheiten ohne Ausnahme von jeder Vermittlung und Controlle der k. Gesandtschaft zu Rom und der übrigen weltlichen Behörden völlig frei zu geben, wie solches der klare Wortlaut des Concordates vorschreibt, wobei jedoch die Befugniss der Herren Erzbischöfe und Bischöfe zur ferneren Beibehaltung des bisherigen Communikationsweges in den ihnen hiefür allenfalls geeignet scheinenden Fällen sich von selbst versteht, und die königl. Stellen und Behörden solchen Falles zur schleunigsten Vermittlung der betreffenden Angelegenheiten nach wie vor verpflichtet sind. || Seine Majestät der König geben sich hiebei dem vollen Vertrauen hin, dass von den Herren Erzbischöfen und Bischöfen die Bestimmung in §. 58 der II. Verfassungsbeilage in genaue Erfüllung werde gebracht, und das landesherrliche Placet bezüglich jener oberhirtlichen Erlasse, welche den eben erwähnten verfassungsmässigen Bestimmungen unterliegen, in der bisherigen Weise erholt werden.

Nr. 4752 (17). Baiern. 25. März 1841.

München, den 25. März 1841. Ministerium des Innern.

Das vorstehende Ministerialschreiben erging in Folge der Concessionen welche die preussische Regierung unterm 1. Januar 1841 bezüglich des Placets gemacht hatte. — Die im Context erwähnte Ministerialverordnung vom 18. April 1830 hatte die Handhabung des Placets wesentlich verschärft.

Nr. 4753. (18.)

PREUSSEN. Aus dem allgem. Landrecht für die preussischen Staaten. — Theil II., Tit. 11. Von den Rechten und Pflichten der Kirchen- und geistlichen Gesellschaften.

Nr. 4753 (18). Preussen. 5. Febr. 1794.

§ 1. Die Begriffe der Einwohner des Staates von Gott und göttlichen Dingen, der Glaube und der innere Gottesdienst können kein Gegenstand von Zwangsgesetzen sein. || § 2. Jedem Einwohner im Staate muss eine vollkommene Glaubens- und Gewissensfreiheit gestattet werden. || §. 3. Niemand ist schuldig, über seine Privatmeinungen in Religionssachen Vorschriften vom Staate anzunehmen. || §. 4. Religionsgesellschaften, welche sich zur öffentlichen Feier des Gottesdienstes verbunden haben, werden Kirchengesellschaften genannt. §. 5. Auch den Staat kann von einem einzelnen Unterthan die Angabe, zu

Nr. 4753 (18). Preussen. 5. Febr. 1794.

welcher Religionsparthei sich derselbe bekennt, nur alsdann fordern, wenn die Kraft und Gültigkeit gewisser bürgerlicher Handlungen davon abhängt. || §. 6. Aber selbst in diesem Falle können mit dem Geständniss abweichende Meinungen nur diejenigen nachtheiligen Folgen für den Gestehenden verbunden werden, welche aus seiner dadurch, vermöge der Gesetze, begründeten Unfähigkeit zu gewissen bürgerlichen Handlungen oder Rechten von selbst fliessen. §. 7. Jeder Hausvater kann seinen häuslichen Gottesdienst nach Gutbefinden anordnen. | §. 9. Heimliche Zusammenkünfte, welche der Ordnung und Sicherheit des Staates gefährlich werden könnten, sollen, auch unter dem Vorwande des häuslichen Gottesdienstes, nicht geduldet werden. | §. 10. Wohl aber können mehrere Einwohner des Staates, unter dessen Genehmigung, zu Religionsübungen sich verbinden.

[Für die beiden vorhergehenden §§. nun das Gesetz vom 11. März 1850 über den Missbrauch des Vereins- und Versammlungsrechtes massgebend.]

§. 11. Religionsgesellschaften, welche sich zur öffentlichen Feier des Gottesdienstes verbunden haben, werden Kirchengesellschaften genannt. | §. 13. Jede Kirchengesellschaft ist verpflichtet ihren Mitgliedern Ehrfurcht gegen die Gottheit, Gehorsam gegen die Gesetze, Treue gegen den Staat und sittlich gute Gesinnungen gegen ihre Mitbürger einzuflössen. || §. 14. Religionsgrundsätze, welche diesem zuwider sind, sollen im Staate nicht gelehrt, und weder mündlich, noch in Volksschriften ausgebreitet werden. || §. 15. Nur der Staat hat das Recht, dergleichen Grundsätze nach angestellter Prüfung, zu verwerfen und deren Ausbreitung zu untersagen. || §. 17. Die vom Staate ausdrücklich aufgenommenen Kirchengesellschaften haben die Rechte privilegirter Corporationen. §. 19. Die bei solchen Kirchengesellschaften zur Feier des Gottesdienstes und zum Religionsunterrichte bestellten Personen, haben mit andern Beamten im Staate gleiche Rechte. §. 27. Sowol öffentlich aufgenommene, als blos geduldete Religions- und Kirchengesellschaften müssen sich, in allen Angelegenheiten, die sie mit andern bürgerlichen Gesellschaften gemein haben, nach den Gesetzen des Staates richten. §. 28. Diesen Gesetzen sind auch die Obern und die einzelnen Mitglieder in allen Vorfällen des bürgerlichen Lebens unterworfen. §. 29. Soll denselben, wegen ihrer Religionsmeinungen, eine Ausnahme von gewissen Gesetzen zu statten kommen, so muss dergleichen Ausnahme vom Staate ausdrücklich zugelassen sein. §. 30. Ist dieses nicht geschehen, so kann zwar der Anhänger einer solchen Religionsmeinung etwas gegen seine Ueberzeugung zu thun nicht gezwungen werden; §. 31. Er muss aber die nachtheiligen Folgen, welche die Gesetze mit ihrer unterlassenen Beobachtung verbinden, sich gefallen lassen. §. 32. Die Privat- und öffentliche Religionsübung einer jeden Kirchengesellschaft ist der Oberaufsicht des Staats unterworfen. §. 33. Der Staat ist berechtigt, von demjenigen, was in den Versammlungen der Kirchengesellschaft gelehrt und verhandelt wird, Kenntniss einzuziehen. §. 34. Die Anordnung öffentlicher Bet-, Dank- und anderer ausserordentlicher Festtage hängt allein vom Staate ab. §. 35. In wiefern die bereits angeordneten Kirchenfeste mit Einstellung aller Handarbeiten und bürgerlichen Gewerbe begangen werden sollen, oder

nicht, kann nur der Staat bestimmen. | §. 40. Jedem Bürger des Staates, welchen die Gesetze fähig erkennen, für sich selbst zu urtheilen, soll die Wahl der Religionspartei, zu welcher er sich halten will, frei stehen. §. 45. Keine Kirchengesellschaft ist befugt, ihren Mitgliedern Glaubensgesetze wider ihre Ueberzeugung aufzudringen. || §. 46. Wegen der äusseren Form und Feier des Gottesdienstes kann jede Kirchengesellschaft dienliche Ordnungen einführen. || §. 47. Dergleichen Anordnungen müssen jedoch dem Staate zur Prüfung, nach dem §. 13 bestimmten Grundsätzen, vorgelegt werden. | §. 49. Sie können aber auch ohne Genehmigung des Staats nicht verändert, noch wieder aufgehoben werden. | §. 50. Jedes Mitglied einer Kirchengesellschaft ist schuldig, sich der darin eingeführten Kirchenzucht zu unterwerfen. §. 51. Dergleichen Kirchenzucht soll bloss zur Abstellung öffentlichen Aergernisses abzielen. || §. 52. Sie darf niemals in Strafen an Leib, Ehre oder Vermögen der Mitglieder ausarten. | §. 53. Sind dergleichen Strafen zur Aufrechthaltung der Ordnung, Ruhe und Sicherheit in der Kirchengesellschaft nothwendig, so muss die Verfügung der vom Staate gesetzten Obrigkeit überlassen werden. §. 54. Wenn einzelne Mitglieder durch öffentliche Handlungen eine Verachtung des Gottesdienstes und der Religionsgebräuche zu erkennen geben, oder andere in ihrer Andacht stören, so ist die Kirchengesellschaft befugt, dergleichen unwürdigen Mitgliedern, so lange sie sich nicht bessern, den Zutritt in ihre Versammlungen zu versagen. | §. 55. Wegen blosser, von dem gemeinen Glaubensbekenntnisse abweichender Meinungen kann kein Mitglied ausgeschlossen werden. | §. 56. Wenn über die Rechtmässigkeit der Ausschliessung Streit entsteht, so gebührt die Entscheidung dem Staate. §. 57. Soweit mit einer solchen Ausschliessung nachtheilige Folgen für die bürgerliche Ehre des Ausgeschlossenen verbunden sind, muss vor deren Veranlassung die Genehmigung des Staats eingeholt werden. | §. 63. Die Befugniss zur Ausübung aller geistlichen Amtsverrichtungen wird durch die Ordination verliehen. §. 64. Landesunterthanen sollen, ohne besondere Erlaubniss, die Ordination zu geistlichen Aemtern bei auswärtigen Behörden nicht nachsuchen, oder annehmen. §. 65. Die Ordination soll Niemanden ertheilt werden, ehe er ein geistliches Amt, welches ihm seinen Unterhalt gewährt, zu übernehmen Gelegenheit hat. | §. 66. Die besonderen Rechte und Pflichten eines katholischen Priesters, in Ansehung seiner geistlichen Amtsverrichtungen sind durch die Vorschriften des Canonischen Rechtes . . . bestimmt. | §. 73. In ihren Amtsvorträgen, und bei dem öffentlichen Unterrichte, müssen sie zum Anstosse der Gemeine nichts einmischen, was den Grundbegriffen ihrer Religionspartei widerspricht. §. 86. Kein Geistlicher darf eigenmächtig irgend ein Mitglied der Gemeine von Beiwohnung des Gottesdienstes, oder von den Sakramenten ausschliessen. §. 87. Findet er Bedenken, Jemanden zuzulassen, so muss er demselben dies Bedenken in Zeiten mit vernünftiger Schonung eröffnen. || §. 88. Besteht derselbe dennoch auf seiner Zulassung: so muss der Geistliche den Vorfall, mit Verschweigung des Namens, seinen geistlichen Obern anzeigen und nach deren Vorbescheidung sich achten. | §. 89. Nur in Fällen, wenn

Nr. 4753 (18). Preussen. 5. Febr. 1794.

Jemand zu einer gottesdienstlichen Handlung in der Trunkenheit, in anstössiger und ärgerlicher Kleidung, oder sonst in einem Zustande sich darstellt, in welchem er, ohne offenbaren Anstoss und grobes Aergerniss der Gemeine, oder seiner Mitgenossen bei dieser Handlung, nicht zugelassen werden kann, mag der Geistliche einen solchen Menschen, bis auf weitere Verfügung der Behörde, zurückweisen. || §. 91. Kein Geistlicher kann ein Mitglied der Gemeine zur Beiwohnung des Gottesdienstes, und zum Gebrauche der Sakramente durch äussern Zwang anhalten. || §. 96. Die Geistlichen der vom Staate privilegirten Kirchengesellschaften sind, als Beamte des Staats, der Regel nach von den persönlichen Lasten und Pflichten des gemeinen Bürgers frei. || §. 98. In den Angelegenheiten des bürgerlichen Lebens werden alle Geistliche, ohne Unterschied der Religion, nach den Gesetzen des Staates beurtheilt. || §. 111. Nur der Staat kann bestimmen, zu welcher der verschiedenen Kirchengemeinen seiner eigenen Religionspartei jeder Einwohner als ein beitragendes Mitglied gerechnet werden soll. || §. 112. Auch ist der Staat berechtigt, jeden Einwohner zur Beobachtung solcher äussern Kirchengebräuche und Einrichtungen derjenigen Religionspartei, zu der er sich bekennt, in so weit anzuhalten, als davon, vermöge der Gesetze, die Bestimmung oder Gewissheit bürgerlicher Rechte abhängt. || §. 113. Die dem Staate über die Kirchengesellschaften nach den Gesetzen zukommenden Rechte werden von dem geistlichen Departement in so fern verwaltet, als sie nicht dem Oberhaupte des Staats ausdrücklich vorbehalten sind. || §. 114. Ausserdem aber stehen die Kirchengesellschaften einer jeden vom Staate aufgenommenen Religionspartei unter der Direction ihrer geistlichen Oberen. || §. 115. Bei den katholischen Glaubensgenossen ist der Bischof der gemeinschaftliche Vorgesetzte aller Kirchengesellschaften des ihm angewiesenen Districts. || §. 116. Ohne ausdrückliche Genehmigung des Staats kann keine Kirchengesellschaft von dieser Unterordnung gegen den Bischof der Diöcese ausgenommen werden. || §. 117. Kein Bischof darf in Religions- und Kirchenangelegenheiten, ohne Erlaubniss des Staats, neue Verordnungen machen, oder dergleichen von fremden geistlichen Obern annehmen. || §. 118. Alle päpstlichen Bullen, Breven und alle Verordnungen auswärtiger Obern der Geistlichkeit müssen, vor ihrer Publication und Vollstreckung dem Staate zur Prüfung und Genehmigung vorgelegt werden. || §. 119. Diejenigen Gerechtsame über die Kirchengesellschaften, welche nach den Gesetzen dem Staate vorbehalten sind, kann der Bischof nur in so fern ausüben, als ihm ein oder die andere derselben von dem Staate ausdrücklich verliehen worden. || §. 120. Ohne Zuthun und Approbation des Bischofs der Diöcese, oder dessen Vicarien, soll Niemand zum Priester aufgenommen, zu einem geistlichen Amte befördert, oder auch nur zum öffentlichen Lehrvortrage in einer Kirchengemeinde zugelassen werden. || §. 121. Dem Bischofe gebührt die Aufsicht über die Amtsführung, Lehre und Wandel der seiner Diöcese unterworfenen Geistlichen. || §. 122. Diese sind ihm Ehrfurcht, und in Angelegenheiten ihres geistlichen Amtes Gehorsam schuldig. || §. 124. Die Rechte der Kirchenzucht gebühren nur dem Bischofe. [Vergl.

§. 946, 947, 1066.] §. 125. Vermöge dieses Rechts kann er die ihm untergeordneten Geistlichen durch geistliche Bussübungen, durch kleine, den Betrag von Zwanzig Thalern nicht übersteigende Geldbussen oder auch durch eine die Dauer von vier Wochen nicht übersteigende Gefängnissstrafe, zum Gehorsame, und zur Beobachtung ihrer Amtspflichten anhalten. || §. 126. Geistliche katholischer Religion, die sich in ihre Amtsführung grober Vergehungen schuldig gemacht haben, müssen nach dem Erkenntnisse des geistlichen Gerichts bestraft werden. §. 127. Langwieriges Gefängniss (§ 125) und andere körperliche Strafen ist weder der Bischof, noch ein geistliches Gericht zu verhängen berechtigt. §. 128. In weltlichen Angelegenheiten der Geistlichen kann sich der Bischof nur insoweit eine Gerichtsbarkeit und ein Erkenntniss anmaassen, als ihm das Recht dazu vom Staate ausdrücklich verliehen worden ist. §. 133. Die Bestellung eines bischöflichen Generalvicarius kann ohne Landesherrliche Genehmigung nicht geschehen. || §. 134. Alle Obern der Geistlichkeit sind dem Staate zur vorzüglichen Treue und Gehorsam verpflichtet. §. 135. Kein auswärtiger Bischof, oder andrer geistlicher Obere, darf sich in Kirchensachen eine gesetzgebende Macht anmassen. || §. 136. Auch darf er irgend einige andere Gewalt, Direction oder Gerichtsbarkeit in solchen Sachen, ohne ausdrückliche Einwilligung des Staats, nicht ausüben. | §. 137. Kein Unterthan des Staats, geistlichen oder weltlichen Standes, kann unter irgend einem Vorwande zu der Gerichtsbarkeit auswärtiger geistlicher Obern gezogen werden. §. 138. Ist dergleichen auswärtigen Obern eine Direction oder Gerichtsbarkeit innerhalb der Grenzen des Staates zugestanden, so müssen sie zu deren Verwaltung, einen vom Staate genehmigten Vicarius innerhalb Landes bestellen. §. 141. Zu Kirchenversammlungen innerhalb Landes darf die Geistlichkeit ohne Vorwissen und Mitwirkung des Staats nicht berufen; viel weniger können die Schlüsse solcher Versammlungen ohne Genehmigung des Staats in Ausübung gebracht werden. | §. 142. Den Einladungen zu auswärtigen Kirchenversammlungen dürfen inländische Geistliche ohne besondere Erlaubniss des Staats nicht Folge leisten. §. 160. Zu dem Vermögen der Kirchengesellschaften gehören die Gebäude, liegende Gründe, Capitalien und alle Einkünfte, welche zur anständigen Unterhaltung des äussern Gottesdienstes für jede Kirchengemeine nach deren Verfassung bestimmt ist. §. 161. Das Kirchenvermögen steht unter der Oberaufsicht und Direction des Staats. || §. 162. Der Staat ist berechtigt, darauf zu sehen, dass die Einkünfte der Kirche zweckmässig verwendet werden. §. 167. Das Kirchenvermögen steht unter der Aufsicht der geistlichen Obern. §. 169. Keinem auswärtigen geistlichen Obern soll erlaubt sein, sich irgend eine Aufsicht oder Direction über das Vermögen inländischer Kirchen unmittelbar anzumassen. | §. 170. Kirchen und andere dahin gehörige Gebäude sind ausschliessend das Eigenthum der Kirchen-Gesellschaft, zu deren Gebrauche, sie bestimmt sind. §. 171. Auch durch Veränderung ihrer Religionsgrundsätze verliert eine Kirchengesellschaft nicht das Eigenthum der ihr gewidmeten Kirchengebäude. || §. 176. Neue Kirchen können nur unter ausdrücklicher Genehmigung

des Staates erbaut werden. || §. 183. Kirchhöfe oder Gottesäcker und Begräbnissplätze, welche zu den einzelnen Kirchen gehören, sind der Regel nach das Eigenthum der Kirchengesellschaften. || §. 188. Ohne Erkenntniss des Staats soll Niemanden das ehrliche Begräbniss auf dem öffentlichen Kirchhofe versagt werden. || §. 189. Auch die im Staate aufgenommenen Kirchengesellschaften der verschiedenen Religionspartheien dürfen einander wechselsweise, in Ermangelung eigener Kirchhöfe, das Begräbniss nicht versagen. || §. 190. Wo der Kirchhof erweislich nicht der Kirchengesellschaft, sondern der Stadt- oder Dorfgemeine gehört, da kann jedes Mitglied der Gemeine, ohne Unterschied der Religion, auch auf das Begräbniss daselbst Anspruch machen. || §. 194. Keine Kirchengesellschaft kann, ohne ausdrückliche Bewilligung des Staats, liegende Gründe an sich bringen. || §. 195. Ohne Vorwissen und besondere Erlaubniss des Oberhauptes im Staate darf, bei Strafe doppelten Ersatzes, keiner ausländischen Kirche etwas verabfolgt werden. || §. 219. Grundstücke und Gerechtigkeiten, die einer Kirche gehören, können ohne ausdrückliche Genehmigung des Staats nicht veräussert werden. || §. 238. Neue Parochien können nur vom Staate, unter Zuziehung der geistlichen Obern, errichtet, und die Grenzen derselben bestimmt werden. || §. 240. Alle dergleichen Streitigkeiten, so wie diejenigen, welche über die Grenzen zwischen zwei oder mehreren Parochien entstehen, müssen von der weltlichen Obrigkeit durch den ordentlichen Weg Rechtens entschieden werden. || §. 306. Die unter Genehmigung des Staats einmal bestehenden Parochien, können ohne dergleichen Genehmigung nicht wieder aufgehoben werden. || §. 309. Wenn zwei Gemeinen verschiedener Religionspartheien zu Einer Kirche berechtigt sind, so müssen die Rechte einer jeden hauptsächlich nach den vorhandenen besondern Gesetzen oder Verträgen beurtheilt werden. || §. 311. Die nähern Maassgaben wegen der Ausübung dieser Rechte müssen, bei entstehendem Streite, nach dem Einverständnisse der beiderseitigen Obern, und wenn dies nicht Statt findet, durch unmittelbare Landesherrliche Entscheidung festgesetzt werden. || §. 532. Hat ein Pfarrer in seinem Amte grobe Exzesse begangen, so müssen die geistlichen Obern ihm die Führung seines Amtes vorläufig untersagen; wegen dessen Wahrnehmung die erforderlichen Anstalten treffen; die nähere Untersuchung verhängen und nach dem Befunde derselben ihm die Entsetzung andeuten. || §. 533. Will sich der Pfarrer dabei nicht beruhigen, so steht ihm frei, auf förmliche gerichtliche Untersuchung und Entscheidung anzutragen.

[Durch Cabinetsordre vom 12. April 1822 trat an Stelle der gerichtlichen Intervention der Rekurs an den Minister der Geistlichen- und Unterrichts-Angelegenheiten.]

§. 535. Bei katholischen Pfarrern gebührt das Erkenntniss dem geistlichen Gerichte. || §. 536. Hat ein Pfarrer sich bürgerlicher Verbrechen, die eine Criminaluntersuchung nach sich ziehen, schuldig gemacht, so müssen die geistlichen Obern ihn suspendiren, und die Sache der ordentlichen Obrigkeit zur weitern Verfügung anzeigen. || §. 946. Geistliche Gesellschaften, [Stifte, Klöster

und Orden] sind berechtigt, ihre Mitglieder durch geistliche Bussübungen zur Erfüllung der Pflichten ihrer Verbindung und zur Vermeidung alles Aergernisses anzuhalten. || §. 947. Körperliche oder Geldstrafen gegen ihre Mitglieder zu verhängen, sind sie nur soweit berechtigt, als ihnen die Befugniss dazu durch besondere Gesetze, oder in ihren vom Staate bestätigten Statuten, ausdrücklich eingeräumt worden. || §. 948. Die Rechte des Staats über solche geistliche Gesellschaften und deren Vermögen sind hauptsächlich nach den von ihm bestätigten Grundverfassungen, nach den vorhandenen Recessen und Verträgen, und nach den die Angelegenheiten derselben betreffenden Friedensschlüssen und andern Tractaten zu beurtheilen. || §. 949. In der Regel kommen dem Staate eben die Rechte über sie zu, wie über die Kirchengesellschaften. || §. 982. Das Wahlgeschäft [der Capitel- oder Convent-Vorsteher] ist der Landesherr durch dazu bestellte Commissarien zu dirigiren berechtigt. || §. 1004. Einen regelmässig Gewählten, welchem die nach §. 980 erforderlichen Eigenschaften [Canonischen Erfordernisse] nicht mangeln, darf der geistliche Obere die Confirmation nicht versagen. || §. 1009. Es darf aber kein Gewählter oder Postulirter [Vorsteher des Capitels oder Convents] die Bestätigung oder Zulassung der geistlichen Obern eher nachsuchen, als bis er dazu die Genehmigung des Landesherrn hat. || §. 1010. Vor dem Erfolge dieser Genehmigung soll die Einweihung nicht Statt finden, noch der Gewählte oder Postulirte zur Ausübung der Funktionen seines Vorsteheramtes, oder zum Besitze und Genusse der damit verbundenen weltlichen Rechte und Einkünfte gelassen werden. || §. 1011. Wenn der Landesherr, aus Gründen des gemeinen Wohls oder der Erhaltung der äussern und innern Ruhe des Staats, das präsentirte Subject verwirft, so muss eine neue Wahl veranlasst werden. || §. 1012. In Fällen, wo das Capitel oder der Convent wegen seiner schuldbaren Saumseligkeit, oder wegen der bei der Wahl oder Postulation vorgefallenen Unregelmässigkeiten, seines Wahlrechts verlustig wird, fällt die Besetzung der Stelle für diesesmal nach Verschiedenheit der Verfassungen in den Provinzen, entweder dem Landesherrn, oder den geistlichen Obern anheim. || §. 1013. Aber auch letztere müssen, bei ihrer Ernennung, die gesetzlichen Vorschriften wegen der Tüchtigkeit des zu bestellenden Subjects beobachten, und dasselbe dem Landesherrn zur Genehmigung vorschlagen. §. 1017. Die Gründe zur Bestellung eines Coadjutors müssen von den unmittelbaren geistlichen Obern des Stifts und von dem Landesherrn geprüft und genehmigt werden. || §. 1051. Wo die Ernennung des Bischofs dem Landesherrn nicht vorbehalten ist, da kommt die Wahl desselben dem Domkapitel zu §. 1068. Ohne Vorwissen und Genehmigung des Staats dürfen sie, [die Klosterobern] keine Mitglieder ausserhalb Landes verschicken, oder in auswärtige Klöster versetzen, oder auswärtige Mitglieder in inländische Klöster aufnehmen. §. 1069. Kloster-Obern, welche diesem zuwider handeln, sollen in ihrem Amte nicht ferner geduldet, und noch ausserdem verhältnissmässig bestraft, auch zur Zurückschaffung des aus dem Lande gebrachten Mitglieds durch rechtliche Zwangsmittel angehalten werden. || §. 1161. Kein Königlicher Unterthan, männ-

Nr. 4753 (18). Preussen. 5. Febr. 1794.

lichen oder weiblichen Geschlechts, soll ohne Vorwissen und Erlaubniss des Staats in ein Kloster aufgenommen werden. || §. 1164. Ein Stift oder Kloster, welches diesen Vorschriften entgegen handelt, soll mit fiskalischer Geldstrafe allenfalls bis zu Hundert Dukaten, belegt; und bei beharrlicher Wiederholung solcher Uebertretungen, bewandten Umständen nach, ganz aufgehoben werden.

Laspeyres, Geschichte und heutige Verfassung der katholischen Kirche Preussens. I. Thl. Halle 1840. O. Mejer, Zur Geschichte l. c. p. 400 ff. G. Phillips, Kirchenrecht. Regensburg 1850. III. Bd. p. 488 ff.

Die Abänderungen, welche einige dieser Bestimmungen des Landrechtes durch die Art. 12—17 der Verfassungsurkunde vom 31. Januar 1850 erfuhren s. w. u.

Nr. 4754. (19.)

PREUSSEN. Königliche Cabinets-Ordre. — Sanction der Circumscriptionsbulle.

Gesetzsammlung f. d. preussischen Staaten Jahrg. 1821. Stück 12.

Nr. 4754 (19). Preussen. 23. Aug. 1821.

Da die Mir von Ihnen vorgelegte päpstliche Bulle, welche mit den Worten: „de salute animarum" anhebt, und aus Rom vom 16. Juli d. J. (XVII. Cal. Aug.) datirt ist, nach ihrem wesentlichen Inhalte mit jener Verabredung zusammenstimmt, die unter dem 25. März d. J. in Betreff der Einrichtung, Ausstattung und Begrenzung der Erzbisthümer und Bisthümer der katholischen Kirche des Staats, und aller darauf Bezug habenden Gegenstände, getroffen, auch von Mir bereits unter dem 9. Juni d. J. genehmigt worden ist; so will Ich, auf Ihren Antrag, auch dem wesentlichen Inhalt dieser Bulle, nämlich dem, was die auf vorerwähnte Gegenstände sich beziehenden sachlichen Verfügungen betrifft, hierdurch Meine Königliche Billigung und Sanction ertheilen, kraft deren diese Verfügungen als bindendes Statut der katholischen Kirche des Staats von allen, die es angeht, zu beobachten sind. Diese Meine Königliche Billigung und Sanction ertheile Ich, vermöge Meiner Majestätsrechte, und diesen Rechten, wie auch allen Meinen Unterthanen evangelischer Religion, und der evangelischen Kirche des Staats, unbeschadet. Demnach ist ein Abdruck dieser Bulle in die Gesetzsammlung aufzunehmen, und für die Ausführung derselben durch das Ministerium der geistlichen Angelegenheiten zu sorgen.

Berlin, den 23. August 1821.

Friedrich Wilhelm.

An

den Staats-Kanzler Herrn Fürsten von Hardenberg.

O. Mejer, Die Propaganda, ihre Provinzen und ihr Recht. Göttingen 1853. Bd. II. p. 444—499. 500—504. Lebensnachrichten über Niebuhr. Gotha 1838. Laspeyres l. c. I. p. 770 ff. 867 ff. B. Gams, Geschichte der Kirche Christi im 19. Jahrh. Innsbruck 1856. Bd. III p. 470 ff.

Nr. 4754 (19). Preussen. 23. Aug. 1821.

Eine Regelung der katholischen Kirchenverhältnisse Preussens war, zumal durch die Erwerbung der Rheinlande und Westphalens, dringend nothwendig geworden. Im Juli 1816 wurde Niebuhr als preussischer Gesandter mit der Bestimmung nach Rom gesandt „über die Einrichtung der katholischen Kirche in den preussischen Staaten zu verhandeln und eine Uebereinkunft abzuschliessen". Die Instructionen zum formellen Beginn dieser Verhandlungen erhielt er jedoch erst nach fast vier Jahren, weil man sich in Berlin lange nicht über das einigen konnte, was von der Curie zu fordern sei. Inzwischen hatte man aus den Berichten des Gesandten, und aus dem Verlaufe den die Verhandlungen anderer Staaten mit der Curie nahmen, die Ueberzeugung gewonnen, dass Erörterungen „über Stipulationen, wodurch der Wirkungskreis der geistlichen Oberen und ihre Stellung zu den weltlichen Behörden des Staates näher bestimmt würden" zu keiner Uebereinstimmung führen können. Man entschloss sich deshalb, kein Concordat sondern nur die Erlassung einer Circumscriptionsbulle zu beantragen, d. h. man gab den Gedanken auf, ein Uebereinkommen über die Kirchenfreiheit und die staatliche Kirchenhoheit zu schliessen, und beschränkte sich darauf, die Reconstruktion des zerfallenen episcopalen Organismus zu vereinbaren. Die Instruktion hiezu, in welcher der Inhalt der Bulle näher bezeichnet war, erhielt Niebuhr Mitte Juli 1820. Er fasste denselben in einer Note an den Cardinal-Staatssecretär zusammen und bat um Erlassung einer päpstlichen Constitution dieses Inhalts. Schon Anfangs August hatte sich Niebuhr und Consalvi im Wesentlichen geeinigt, obwohl in Rom eine „umfassendere Vereinigung" dringend gewünscht wurde. Die officielle Antwortsnote (6. October 1820) sagt die verlangte Bulle im Allgemeinen zu, verlangt aber einzelne Punkte derselben anders gefasst. Ueber diese wurde nun, nach eingeholten Instruktionen, in weiteren Noten verhandelt, und während Hardenbergs Anwesenheit in Rom (25. März) eine vollkommene Uebereinstimmung erreicht. Die nun folgende Redaction der Bulle durch den damit beauftragten Geistlichen, Monsignore Mazio, wurde von Niebuhr Satz für Satz beaufsichtigt. Am 16. Juli 1821 ging die Bulle, mit den Anfangsworten „De salute animarum", aus der päpstlichen Datarie hervor.

Nr. 4755. (20.)

RÖMISCHE CURIE. Die Bulle De salute animarum (Circumscriptionsbulle für Preussen). — Die Einrichtung, Ausstattung und Begrenzung der Erzbisthümer und Bisthümer.

Lat. Orig. Bull. M. R. XV p. 403. Nussi, Conv. p. 188. Deutsche Uebers. Gesetzs. f. d. preuss. St. Jahrg. 1821. St. 12.

Pius Bischof, Knecht der Knechte Gottes, zu ewigem Gedächtniss.

Nr. 4755 (20). Röm. Curie. 16. Juli 1821.

Indem Wir das Heil der Seelen und die Wohlfahrt der katholischen Religion, wie Unser apostolischer Beruf es fordert, eifrig zu Herzen nehmen, trachten Wir beständig, Alles zu bereiten, was irgend zur geistlichen Führung der Christen tauglich und nützlich ist. In solcher Gesinnung hatten Wir längst Unsere Gedanken auf jene Gegenden gerichtet, die der Durchlauchtigste Fürst Friedrich Wilhelm König von Preussen dermalen beherrschet; Wir wünschten

Nr. 4755 (20). Röm. Curie. 16. Juli 1821.

mit Hülfe Seiner Macht und Freigebigkeit die Angelegenheiten der Religion daselbst auf die bestmöglichste Weise zu ordnen. || Denn jener Gegenden jetziger Zustand schwebte Uns vor Augen; und Wir hatten nicht aufgehört die Unfälle zu beweinen, die aus der allgemeinen Zerrüttung hervorgegangen, jene einst so blühenden, so reichen Kirchen von Deutschland, ihres alten Glanzes und Besitzthums beraubt, und sie in das tiefste Elend herabgestürzt hatten; woraus für den katholischen Glauben und seine Bekenner grosses Unheil entstanden ist. || Da nun die Umstände nicht vergönneten, diese Kirchen der ruhmvollen deutschen Nation im vorigen Glanz hergestellt zu sehen, so haben Wir alle Mühe und Fleiss angewandt, Uns wenigstens jene Mittel zu verschaffen, die Wir als nöthig oder diensam erachteten, um in jenen Gegenden den katholischen Glauben zu erhalten und das Seelen-Heil der Christen zu befördern. || Diesem Unseren Verlangen hat der vorbelobte König von Preussen sich überaus günstig erwiesen, dessen geneigten Willen gegen die zahlreichen, seinem Zepter unterworfenen Katholiken, besonders in den Ihm zugetheilten Provinzen am Rhein, Wir mit dankbarem Herzen erkennen. So vermögen Wir denn nun endlich Alles zu einem guten und heilsamen Ausgang zu leiten, nach Lage der Orte und Bequemlichkeit der Inwohnenden einen neuen Zustand der Kirchen des preussischen Reichs, mit neuer Begränzung der Sprengel, einzurichten, und den einzelnen Stühlen, da, wo es daran mangelt, würdige und tüchtige Hirten zu verleihen. || Derohalben, indem Wir als ausdrücklich erwähnt und von Wort zu Wort hier eingeschaltet ansehen alles dasjenige, was die Aufhebung, Umwandelung oder Einrichtung der unten namhaft zu machenden Kirchen und Capitel, wie auch deren besonderer früheren Rechte und Vorrechte, imgleichen die Theilung und Zusammensetzung der Sprengel und die Vernichtung jedes früheren Metropolitanrechts betrifft — indem Wir ferner durchaus ergänzen die Zustimmung aller derer, die irgend zur Sache betheiligt sind — aus sicherer Unserer Erkenntniss, nach reifer Ueberlegung, aus Fülle apostolischer Gewalt und in Vorgang gänzlicher Aufhebung, Erlöschung und Vernichtung, schon jetzt der bischöflichen Kirche von Aachen (deren Domkapitel in ein Kollegiatstift verwandelt werden soll), wie auch der bischöflichen Kirche und des Domkapitels zu Corvei, und der Abtei Neuzell, dereinst aber (nämlich nach dem Abgange des jetzigen Abts, Unsers ehrwürdigen Bruders, Joseph von Hohenzollern, Bischofs von Ermland), auch der Abtei Oliva — willfahrend dem allgemeinen Wunsche von Deutschland, welcher Uns durch die Empfehlung des Königs doppelt werth geworden ist — dem allmächtigen Gott zur Verherrlichung, und zur Ehre des Haupts der Apostel, des heiligen Petrus, setzen Wir hierdurch wieder ein in den Rang einer Metropole, die, jenem Haupt der Apostel geweihte, Kirche zu Cöln, die an Glanz und alterthümlicher Würde keinem andern Stuhle von Deutschland nachgiebt, und verfügen, dass sie zu ewigen Zeiten solcher Ehre geniessen, und ihr die bischöflichen Kirchen von Trier, Münster und Paderborn als Suffragane untergeben seyn sollen. || Die bischöfliche Kirche zu Posen, auf den Namen der seligen Apostel Petrus und Paulus geweiht, erheben Wir gleichfalls zum Range einer

Metropole. Wir vereinigen sie für beständig mit jener andern, dem Namen des seligen Adalbert geweihten, gleichfalls erzbischöflichen, Kirche zu Gnesen, die durch freiwillige, zu Unseren Händen geschehene und von Uns genehmigte Entsagung Unsers ehrwürdigen Bruders Ignatz Raczynski, ihres letzten Erzbischofs dermalen erledigt ist. Die Obhut, Weide und Verwaltung dieser Kirche zu Gnesen übertragen Wir gänzlich Unserm ehrwürdigen Bruder Timotheus Gorzenski, Bischofe zu Posen, welchen Wir hierdurch zum Erzbischofe von Gnesen und Posen bestellen. Wir wollen, dass er für immer Namen und Würde eines Erzbischofs von Gnesen und Posen annehme und führe. Seinem Metropolitanrecht unterordnen Wir die bischöfliche Kirche von Culm. || Anlangend die bischöflichen Kirchen von Breslau und Ermland, so sind und bleiben dieselben Unserm heiligen Stuhle unmittelbar unterworfen. || Diesen Erzbischöfen und Bischöfen allen verleihen und bestätigen Wir den vollen Inhalt jener Gerechtsame, Ehren, Vorzüge und Freiheiten, deren sich andere Erzbischöfe und Bischöfe jener Gegenden rechtmässig erfreuen. || Was anlangt das Capitel der Metropolitankirche zu Cöln, so errichten Wir in demselben zwei Würden, nämlich die Probstei, welche den Rang hat nächst dem Erzbischofe, und zur zweiten Würde die Dechantei, sodann zehn wirkliche und vier Ehren-Canonicate, auch acht Vikarien oder Pfründen. || Das Capitel der erzbischöflichen Kirche zu Gnesen wird künftig nur aus einer Würde bestehen, nämlich der probsteilichen, und aus Canonicaten sechs an der Zahl; dahingegen bilden das Capitel der anderen erzbischöflichen Kirche zu Posen zwei Würden, Probstei und Dechantei, acht wirkliche und vier Ehren-Canonicate, auch acht Vikarien oder Pfründen. || Die Capitel der beiden bischöflichen Kirchen von Trier und Paderborn werden ein jedes bestehen aus zwei Würden, nämlich Probstei und Dechantei, aus acht wirklichen und vier Ehren-Canonicaten, und sechs Vikarien oder Pfründen. || In der bischöflichen Kirche zu Münster werden das Capitel ausmachen zwei Würden nämlich als Erste die Probstei, und als Andere die Dechantei, sodann acht wirkliche und vier Ehren-Canonicate, auch acht Vikarien oder Pfründen. || Das Capitel der bischöflichen Kirche zu Culm wird bestehen aus zwo Würden, Probstei und Dechantei, aus acht wirklichen und vier Ehren-Canonicaten, auch aus sechs Vikarien oder Pfründen. || Das Capitel der bischöflichen Kirche zu Breslau werden bilden zwo Würden, nämlich die Probstei und Dechantei, dann zehn wirkliche Canonicate, deren Erstes die Schulpräbende mit sich führt, und sechs Ehren-Canonicate, auch acht Vikarien oder Pfründen. || Was endlich angeht das Capitel der bischöflichen Kirche von Ermland, so bleibet solches für jetzt in seiner bisherigen Verfassung, jedoch so, dass Uns und Unsern Nachfolgern, den Päpsten zu Rom, vorbehalten sei, dasselbige in Zukunft nach der Weise anderer Capitel des preussischen Reichs umzugestalten. || Ferner soll in allen den vorgenannten erzbischöflichen und bischöflichen Kirchen die Seelsorge über die Pfarrgemeinden zwar ein Recht des Capitels sein; sie soll jedoch einem, eigens dazu bestellten, von dem Erzbischofe oder Bischofe in Vorgang gehöriger Prüfung, nach Vorschrift der canonischen Satzung bestätigtem Mitgliede anver-

Nr. 4755 (20). Röm. Curie. 16. Juli 1821.

traut und von demselben mit Hülfe der Vikarien ausgeübt werden. Auch sollen in jedem der gedachten Capitel von dem Erzbischofe oder Bischofe zwei Chorherren für immer angewiesen werden, deren der Eine des Beichtvateramtes, der Andere hingegen des Amtes eines Gottesgelehrten, welcher an bestimmten Tagen dem Volke die heilige Schrift erkläret, treulich zu warten hat. || . . . [Rechte des Ehren-Canonici] . . . || Zugleich ermächtigen Wir die vorgenannten Domcapitel, so jetzt als künftig, dass sie zu neuer und angemessener Ordnung des Dienstes ihrer Kirchen und des täglichen Stundengebets darin, auch zu heilsamer Leitung, Führung und Verwaltung geistlicher und zeitlicher Angelegenheiten und Gerechtsame . . . . . . Satzungen, Ordnungen, Capitel und Beschlüsse, ehrbaren und erlaubten Inhalts . . . . . . unter Vorsitz und mit Gutheissung ihrer Ordinarien, aufrichten, erklären, auslegen . . . . . . abfassen und ausgehen lassen mögen. | Und nachdem Wir eines jeden Metropolitan- und Domstifts-Würden, Canonicate, Vikarien oder Pfründen der Zahl nach, wie vorstehet, festgestellt, als setzen Wir zu deren jetziger und zukünftiger Einrichtung hierdurch fest, dass, wer immer zu vorgedachten Würden und Canonicaten gelangen will, mit nachstehenden Erfordernissen begabt sein soll; nämlich: dass er die höheren heiligen Weihen empfangen, zum mindesten fünf Jahre lang in dem Haupt- oder Hülfsseelsorgeramte, oder in dem Lehramte der Gottesgelahrtheit und des canonischen Rechtes, oder in eines preussischen Bischofes Verwaltung gestanden und der Kirche mit Nutzen gedient, oder die höchste gelehrte Würde in der Gottesgelahrtheit oder in dem canonischen Rechte gehörig erworben haben müsse. Dieses letzteren Erfordernisses bindende Kraft wird jedoch aus erheblichen Gründen für den Verlauf der nächsten zehn Jahre von diesem Tage ab noch ausgesetzt. Uebrigens sollen Stand und Geburt der Geistlichen in Erlangung der Würden und Canonicate von nun an keinen Unterschied des Rechts weiter begründen. Zugleich verfügen Wir hierdurch, dass in dem Cathedralcapitel zu Münster, wie auch zu Breslau, Ein Canonicat auserlesen werde, um von demjenigen, dem es nach der Monate Wechsel gebühret, je allezeit einem öffentlichen Lehrer an den hohen Schulen gedachter Städte, der jedoch mit den canonischen Erfordernissen begabt sey, verliehen zu werden. Gleichermassen verordnen Wir, dass der jeweilige Probst an der Pfarrkirche der heiligen Hedwig zu Berlin, wie auch der jeweilige Landdechant der Grafschaft Glatz, den Ehren-Canonicis der Domkirche zu Breslau sollen zugezählt werden, also dass sie durchaus mit den übrigen gleiche Rechte geniessen, und ihre Stelle und Ordnung einnehmen nach dem Alter ihrer Ernennung. Ein Jeglicher aber der Ehren-Canonici vorgedachter Kirchen insgemein soll aus der Zahl der Erzpriester genommen sein — derer, die sich in der Seelsorge mit Ehren versucht haben. | Was aber für jetzt die neue Zusammensetzung vorgedachter Capitel betrifft, welche allerbaldest zu bewirken ist, so ertheilen Wir Unserm, unten zu benennenden Vollzieher die Gewalt, solche Würden, Canonicate und Vikarien, als wirklich erledigt sind . . . . . . aus besonderer ihm übertragenen apostolischer Macht und im Namen dieses heiligen Stuhls zu verleihen . . . . . . | Zukünftig

aber, bei sich ereignenden Erledigungen in den gedachten erzbischöflichen und bischöflichen Kirchen, auch in der Kirche zu Aachen werden Wir und Unsere Nachfolger, die Päpste zu Rom, nicht nur die Probstei, welches die erste Würde nächst der bischöflichen ist, sondern auch die in den Monaten Januar, März, Mai, Julius, September und November zur Erledigung gelangenden Canonicate verleihen, und zwar in derselbigen Art und Weise, wie bisher zu Breslau geschehen ist. Was aber die Dechanteien an gedachten Metropolitan- und Cathedralkirchen anbelangt, desgleichen die Canonicate, so daselbst und in dem künftigen Collegiatstifte zu Aachen, in den übrigen Monaten des Jahrs erledigt werden, so fallen solche der Vergebung der betreffenden Erzbischöfe und Bischöfe anheim. Die Vikareyen aber oder Pfründen, in was für einen Monat sie ledig werden mögen, überlassen Wir gänzlich zur Verleihung der betreffenden Erzbischöfe und Bischöfe. Endlich glauben Wir der deutschen Nation etwas Angenehmes und dem vorbelobten Könige von Preussen etwas Wohlgefälliges zu erweisen, wenn Wir das Recht der Wahlen, welches in den überrheinischen Kirchen erhalten und bestätigt, in den diesseits Rheins Belegenen aber, durch apostolische Verfügung vom Jahre 1801 ausser Gang gebracht worden ist, in jenen diesseit Rheins belegenen Sprengeln, die dem Scepter des genannten Königs im Zeitlichen unterworfen sind, wieder herstellen. Daher verordnen und verfügen Wir, in Ansehung der zu Deutschland gehörigen Kirchen von Cöln, Trier, Breslau, Paderborn und Münster, dass mit Aufhebung jeder andern bisher bestandenen Weise und Gewohnheit, auch jedes Unterschiedes von Wahl und Postulation, und des Erfordernisses adlicher Geburt, besagte Capitel (sobald sie auf vorerwähnte Weise eingerichtet und zusammen gesetzt seyn werden) sich solchen Rechts sollen zu erfreuen haben. Es sollen nämlich bei jeder Erledigung jener Stühle, es sey durch Todesfall extra curiam, oder durch Abdankung und Entsagung (mit Ausnahme jedoch der jetzigen Erledigungen von Cöln und Trier) innerhalb der gewöhnlichen Frist von drei Monaten, die Würden und Canonici kapitularisch versammelt und mit Beobachtung der canonischen Vorschriften, aus der gesammten Geistlichkeit des preussischen Reichs sich einen würdigen, und mit den canonischen Erfordernissen begabten Mann zu ihren Vorgesetzten canonisch zu erwählen, ermächtiget seyn. Bei dergleichen Wahlen aber sollen nicht bloss die wirklichen, sondern auch die Ehren-Canonici eine Stimme führen, selbst jene, die über die, in dieser Verordnung festgesetzte Anzahl, auf ihre Lebzeit in den Capiteln beibehalten werden, sollen nicht davon ausgeschlossen seyn. In Ansehung der Capitel der bischöflichen Kirchen von Ermland und Culm, und der erzbischöflichen von Gnesen und Posen (die beständig vereinigt sind), enthalten Wir Uns etwas Neues zu verfügen, ausser, dass die Capitularen von Gnesen und Posen bei der Wahl ihres Erzbischofes gemeinschaftlich verfahren sollen. Was aber die erledigte bischöfliche Kirche von Breslau betrifft, so ertheilen Wir den dermalen in ihr bestehenden fünf Würden, nämlich dem Probste, Dechant, Archidiakon, Scholaster und Custos, wie auch den acht residirenden und den sechs Ehren-Canonicis, die gegenwärtig das Capitel jener

Nr. 4755. (20). Röm. Curie. 16. Juli 1821.

Kirche vorstellen, die besondere Befugniss, dass sie zur canonischen Wahl ihres neuen Bischofs, in der Art und Weise wie vorgemeldet ist, auch für dieses erstemal vorschreiten können. || Es soll jedoch über jede solche Wahl eine in beglaubigter Form abgefasste Urkunde an Unsern heiligen Stuhl eingesendet werden. Wenn dieser dann die Wahl für canonisch vollzogen anerkennet, und Kraft der Untersuchung, die der römische Papst jederzeit einem preussischen Erzbischofe oder Bischofe auftragen, und dieser nach Vorschrift der Dienstanweisung Unseres Vorfahrs Urban's VIII. seeliger Gedächtniss mit allem Fleisse führen wird, sich von des Erwählten Tüchtigkeit überzeugt, so werden Wir und Unsere Nachfolger, die Päpste zu Rom, jede solche Wahl, bestehendem Gebrauche gemäss, durch apostolische Briefe bestätigen. || Es soll überdem in jeder erzbischöflichen und bischöflichen Stadt ein geistliches Seminar erhalten oder neu gegründet werden, damit darin eine solche Anzahl angehender Cleriker unterhalten und nach Vorschrift der Beschlüsse von Trient unterrichtet und gebildet werden möge, als es der Umfang und Bedarf der Sprengel fordern, und der Vollzieher dieses gegenwärtigen Briefes genau anordnen wird . . . . | Indem Wir nun, nach vorgängiger Theilung, Trennung und Veränderung einiger Oerter und Pfarreien, die der Jurisdiction ihrer bisherigen Ordinariate entzogen, und den unten namhaft zu machenden Sprengeln neu hinzugefügt und einverleibet werden sollen; — . . . . so ordnen, setzen und verfügen Wir, damit bei genauer Grenzbestimmung allen Irrungen in Betreff der Ausübung der geistlichen Jurisdiction vorgebeuget werde, wegen deren Vertheilung in nachfolgender Weise: | Der Sprengel der Metropolitankirche von Cöln soll gebildet werden aus sechshundert und achtzig Pfarreien, welche theils am rechten, theils am linken Ufer des Rheins belegen sind. Und zwar . . . . [folgen die Namen der Decanate und Pfarreien] . . . . || Der Sprengel der bischöflichen Kirche von Trier, die Wir allem Metropolitaneinflusse des Erzbischofs von Mecheln entziehen, und der Metropolitankirche zu Cöln überweisen, wird innerhalb der Grenzen des preussischen Reichs aus sechs hundert und vier und dreissig Pfarreien bestehen. Nämlich . . . . [Namen der Pfarreien] . . . . || Den Sprengel der bischöflichen Kirche zu Münster, die der Metropole von Cöln angehört, bilden ihre innerhalb der Grenzen des preussischen Reichs belegenen zwei hundert sieben und achtzig Pfarreien sammt mehreren, ausserhalb dieser Gränzen belegenen, und zu ihrer Diöces gehörigen, über die Wir Uns und Unsern Nachfolgern, den Päpsten zu Rom, die Macht vorbehalten in Zukunft, wie es Uns in dem Herrn wohlgefallen wird, zu verfügen . . . . [Namen der Pfarreien] . . . . Wir fügen ferner hinzu . . . die Gemeinde zu Oldenburg, die wir von der Nordischen Mission ausscheiden lassen, und welche zum Gebiete des Herzoges von Oldenburg gehören. || Der Sprengel der bischöflichen Kirche von Paderborn, deren Metropole ebenfalls die Kirche von Cöln ist, behält seinen bisherigen Umfang. Mit ihm vereinigen Wir den ganzen Sprengel des gegenwärtig aufgehobenen Bisthums Corvey, ausserdem aber noch von dem überrheinischen Gebiet der vormaligen Erzdiöces Cöln . . . . [Namen der Pfarreien] . . . . wie auch die Pfarreien des Grossherzogthums

Weimar; nicht minder die Pfarrei Eppe im Fürstenthume Waldeck, sonst zum cölnischen Sprengel gehörig . . . . | Den Sprengel der beiden erzbischöflichen und für immer zu gleichen Rechten vereinigten Kirchen von Gnesen und Posen werden jene Orte ausmachen, die dazu jetzt, seit der letzten Diöcesanumschreibung des Königreichs Polen, gehören . . . . [Namen der Pfarreien] . . . Der Sprengel der bischöflichen Kirche zu Culm, die Suffragan ist des Erzbischofs von Gnesen und Posen, wird bestehen, aus zweihundert und funfzehn Pfarreien, nämlich . . . . [Namen der Pfarreien] . . . | Der Sprengel der bischöflichen Kirche zu Breslau, welche dem apostolischen Stuhle unmittelbar unterworfen ist, bildet deren dermaliges Gebiet, mit Ausschluss der Decanate Ostrzeszow und Kempen, welche mit der Dióces Posen vereinigt sind . . . . . . [Namen der Pfarreien] . . . Ueberhaupt sechshundert ein und zwanzig Pfarreien innerhalb der Grenzen des preussischen Reichs. Ausserdem behält dieser Sprengel seine auf österreichischem Gebiet belegenen Pfarreien. Endlich unterordnen Wir den Bischöfen zu Breslau für jetzt und künftig die von dem apostolischen Vikariat der nordischen Missionen zu trennenden Pfarreien der Städte Berlin, Potsdam, Spandau, Frankfurt an der Oder, Stettin und Stralsund, welche von dem vorerwähnten Probste zu St. Hedwig in Berlin, als Delegaten des Bischofs von Breslau, verwaltet werden sollen. | Den Sprengel der bischöflichen Kirche von Ermland, welche ebenfalls dem apostolischen Stuhle unmittelbar unterworfen ist, bildet ihr dermaliges Gebiet, nebst den von dem Bisthume Culm getrennten Decanaten Fürstenwerder, Neuteich, Marienburg, Stuhm und Christburg mit ihren Hülfspfarreien und Tochterkirchen, so dass der ganze Sprengel einhundert und neunzehn Pfarreien in sich fasset. | Vorgedachte Städte nun und Kirchen, erzbischöfliche und bischöfliche, sammt Pfarreien und Orten, ihnen zum Sprengel beigelegt, auch Einwohnern beiderlei Geschlechts, sowohl geistlichen als weltlichen Standes, überweisen Wir den Kirchen und deren Hirten zu ewigen Zeiten als Stadt, Sprengel, Dióces, Geistlichkeit und Gemeinde, und unterwerfen sie ihnen im Geistlichen dergestalt und also, dass, nachdem vorerwähnter Bischof Joseph von Ermland diesen Brief gehörig wird vollzogen haben, und einiger, in der Form, dann als nun, getroffene besondere Verfügungen Zeit gekommen seyn wird, sie selbst oder durch andere in ihren Namen, wahren, wesenhaften und wirklichen Besitz der geistlichen Leitung und Verwaltung, und jegliches Diöcesan- und Ordinariatrechts, in gedachten Städten und deren Kirchensprengeln, wie auch Gütern und Einkünften, zu ihrer Ausstattung, wie unten folgt, ausgesetzt, kraft canonisch-apostolischer Einsetzungsbriefe, frei ergreifen, auch in dem ergriffenen Besitze sich erhalten mögen. Daher denn auch, von dem Augenblicke, da sie nach dieser Unserer Verordnung von den einzelnen ihnen beigelegten Sprengeln werden Besitz ergriffen und deren Leitung mit der That angetreten haben, alle Jurisdiction der vorigen Vorgesetzten, gleichviel ob Ordinarien oder Vikarien, aufhört, und alle denselbigen ertheilte Facultäten, in den ihrer Jurisdiction entzogenen Distrikten und Orten sofort ihre Kraft und Gültigkeit verlieren. | Inzwischen werden Unsere ehrwürdigen Brüder, die Erz-

Nr. 4755 (20). Röm. Curie. 16. Juli 1821.

bischöfe von Prag und Ollmütz, wie auch die Bischöfe von Königingrätz und Leitmeritz ihre Jurisdiction, so sie bisher im preussischen Gebiet ausgeübt, auch ferner behalten. Hingegen werden die in dieser Unserer Verordnung nicht mit einbegriffenen und ausserhalb des preussischen Reichs belegenen Tochterkirchen, Pfarreien und Brüche von Pfarreien, von ihren Mutter- und Pfarrkirchen, so innerhalb desselben Reichs belegen sind, hierdurch abgeschieden; und es sollen die nächsten Ordinariate dafür Sorge tragen, dass dieselben mit andern Mutterkirchen und Pfarreien von einerlei Staatsgebiet vereinigt werden; gleichwie Wir es umgekehrt mit den innerhalb des preussischen Reichs belegenen, zu ausländischen Müttern gehörigen Pfarreien, Tochterkirchen und Pfarrbrüchen, eben so gehalten wissen wollen. Und behalten Wir Uns und diesem apostolischen Stuhle vor, was die geistliche Führung anderer Bezirke und Orte angeht, wenn es nöthig ist, besondere Fürsorge zu thun. ‖ In Erwägung aber des grossen Umfangs der Kirchsprengeln des preussischen Reichs . . . . . wollen Wir die weihbischöfliche Würde in denjenigen Sprengeln des preussischen Reichs, in denen sie bereits besteht, nicht allein hierdurch bestätigen, sondern auch in den Sprengeln von Trier und Cöln herstellen und von neuem errichten; demzufolge dann jeder Erzbischof und Bischof an Uns und Unsere Nachfolger, die Päpste zu Rom, die Bitte zu bringen hat, dass ein mit den gehörigen Erfordernissen versehener Mann, geistlichen Standes, zu der weihbischöflichen Würde bestimmt, und in Vorgang des canonischen Processes, auch mit Beachtung hergebrachter Formen, und nach Anweisung eines anständigen Auskommens zu einem Titular-Bisthum in Landen der Ungläubigen erhoben werden möge. Und weil Wir die Herstellung des berühmten, uralten erzbischöflichen Stuhls zu Cöln, der Erhaltung des vor zwanzig Jahren, gleichsam an seiner Statt, errichteten Bisthums Aachen vorgezogen haben, aber auch, in Uebereinstimmung des Durchlauchtigsten Königs von Preussen Wunsch und geneigtem Willen, der Stadt Aachen etwas Angenehmes erweisen wollen: so beschliessen und verfügen Wir, dass die bisherige Cathedrale zur heiligen Jungfrau Maria daselbst in ein Collegiatstift umgewandelt werden soll, bestehend aus der einzigen Würde eines Probstes und aus sechs Cannonicaten, deren Verleihung, was die Probstei betrifft, dem heiligen Stuhle ausschliesslich, was hingegen die Canonicate angeht, ihm in Abwechselung mit dem Erzbischofe zu Cöln, gebühren wird . . . . . . ‖ Zum Vollzieher dieses Unseres Briefes ernennen, wählen, setzen und verordnen Wir Unsern ehrwürdigen Bruder, Joseph Bischof von Ermland, auf dessen Einsicht, Gelehrsamkeit und Rechtlichkeit Wir in dem Herrn ein grosses Zutrauen setzen. Ihm überlassen Wir, alles und jedes Vorbesagte und von Uns Verfügte zum vorgesetzten Ziel zu leiten, und (damit die erledigten Stühle, wie es die Noth erfordert, des baldigsten mit tüchtigen Hirten versehen und die kirchlichen Angelegenheiten in besseren Stand und Ordnung gebracht werden mögen) die Kirchen mit angemessener und fester Ausstattung zu versorgen. Die dazu erforderlichen Mittel wird der vorgepriesene Durchlauchtigste König von Preussen, seiner Huld nach, freigebig bewilligen, als welcher Fürst Uns Gesinnungen der

höchsten Grossmuth und Güte gegen die seinem Scepter unterworfenen Katholiken, zu erkennen gegeben und zu unverzüglicher Herstellung aller Diöcesen seines Reichs folgende Art und Weise der Ausstattung dargeboten hat: Es sollen auf die, namentlich dazu angewiesenen Staatswaldungen so viel Grundzinsen errichtet werden, als auszustattende Sprengel da sind; und zwar zu solchem Betrag, dass die davon jährlich zu erhebenden reinen, von jeglicher Belästigung freien Einkünfte ausreichen, entweder zu gänzlicher Ausstattung der Sprengel, wenn es durchaus daran gebricht, oder zur Ergänzung der Ausstattung, wenn Sprengel einen Theil ihrer Güter noch besitzen, so dass jede Diöces zukünftig ein solches Jahr-Einkommen haben möge, welches die für die erzbischöfliche oder bischöfliche Tafel, für das Domcapitel, für das Seminar und für den Weihbischof ausgesetzten, unten aufzuführenden Einkünfte vollkommen decke; und dass das Eigenthum solcher Grundzinsen durch Urkunden, in bündiger den Gesetzen jenes Reichs entsprechender Form abgefasst und von dem vorgepriesenen Könige selbst vollzogen, einer jeden Kirche übertragen werde. Und weil vorgedachte Waldungen, wie die Staatsgüter überhaupt, aus Anlass der im Kriege gemachten Schulden mit Hypothek belastet sind, denselben daher kein Grundzins auferlegt, auch ihr Einkommen nicht bezogen werden kann, bevor durch Zahlungen, welche die Regierung den Hypothekar-Gläubigern geleistet, der Betrag der Staatsschuld vermindert und ein zureichender Theil der Staatswaldungen von der Hypothek frei geworden ist; ferner, da nach dem Gesetze, wodurch der Durchlauchtigste König den Staats-Gläubigern diese Sicherheit gewährt hat, im Jahre Tausend achthundert dreiunddreissig durch die Behörden sich entscheiden wird, was für Grundstücke von der Hypothek erledigt oder noch damit beschwert bleiben werden, so beschliessen Wir, dass die Eintragung gedachter Grundzinsen in dem erwähnten Jahre Tausend achthundert dreiunddreissig, oder auch theilweise früher, wenn nämlich ein Theil der Waldungen von jener Hypothek befreiet würde, stattfinden soll. Es werden demnach wenigstens vom Jahre Tausend achthundert dreiunddreissig ab, jene Grundzinsen von den einzelnen Diöcesen unmittelbar erhoben; von nun an aber bis zu gedachten Jahre hin, oder bis dahin, da die Errichtung des Grundzinses früher zu Stande käme, soll eine dem Ertrag der Grundzinsen gleichkommende Baarschaft aus den Regierungshauptkassen der Provinz einer jeglichen Diöces ausbezahlt werden. Und um jede Besorgniss zu heben, dass diese Art der Zahlung auch über das Jahr Tausend achthundert dreiunddreissig hinausreichen könne, wenn vielleicht die Behörde der Errichtung gedachter Grundzinsen widerspräche, weil die Staatsschuld noch nicht genugsam vermindert worden sei, so hat der belobte König sich erboten und fest zugesagt und verheissen, wenn wider alle Erwartung sich solches zutragen möchte; dass dann mit baarem Gelde des Staats so viel Grundstücke erkauft und den Kirchen zu eigenthümlichem Besitze übergeben werden sollen, als erforderlich sind, um durch ihr jährliches Einkommen den Betrag jener Grundzinsen zu erreichen. Da nun der Durchlauchtigste König verheissen hat, über dieses Alles bündige, in seinem Reich zu Recht bestehende, von Ihm selbst

Nr. 4755 (20). Röm. Curie. 16. Juli 1821.

zu vollziehende Urkunden zu desto sicherer Vollführung ausstellen zu lassen, so soll gedachter Bischof Joseph verpflichtet sein, jeder Kirche eine dergleichen Urkunde zur Aufbewahrung in ihrem Archiv zu überliefern. || Es haben aber die Einkünfte dieser Art der königlichen Verheissung gemäss, frei von allen Lasten, folgenden Betrag jährlicher Ausstattung zu erreichen, als für den Erzbischof von Cöln, auch für den Erzbischof von Gnesen und Posen Zwölf Tausend preussische Thaler. Für die Bischöfe von Trier, Münster, Paderborn und Culm Acht Tausend Thaler selbiger Währung. Für den Bischof von Breslau Zwölf Tausend Thaler selbiger Währung, ausser seinem Gute Würben im Preussischen und ausser seinen Einkünften aus demjenigen Theil der Diöces, welcher dem Scepter Unseres geliebtesten Sohnes in Christo, des Kaisers von Oesterreich und apostolischen Königs von Hungarn und Böhmen, Franz, unterworfen ist. Anlangend die Ausstattung des bischöflichen Tisches von Ermland, so erklären Wir, dass, da dieser Stuhl Güter und festes Einkommen besitzt, vor der Hand keine Veränderung stattfinden soll. Es wird jedoch zu seiner Zeit eine ähnliche Einrichtung, wie in Ansehung der übrigen Stühle, durch apostolische Autorität getroffen werden . . . . . . [Dotation der Capitel] . . . . . . || Ferner soll gedachter Bischof Joseph von Ermland, zu angemessener sicherer Ausstattung der Seminarien jeder Diöces, diesen Anstalten mit Beibehaltung der Güter, die sie etwa schon haben, jene ganz neue oder ergänzende Ausstattung überweisen, zu welcher der Durchlauchtigste König in seiner Freigebigkeit sich erboten hat. Desgleichen tragen Wir ihm, dem Bischofe Joseph, hierdurch auf, dass er den Erzbischöfen und Bischöfen zu ihrer anständigen Wohnung entweder die alten bischöflichen Residenzen, wenn dieses füglich geschehen kann, oder andere Häuser in den Städten, auch, wo die Umstände es begünstigen, einen Sommeraufenthalt, Alles, wie die Gnade des Königs es verleihen wird, fest bestimme und anweise . . . . | Zu baulicher Unterhaltung der Metropolitan- und Cathedralkirchen (mit Einschluss der als Cathedrale supprimirten, übrigens aber beibehaltenen Kirchen zu Corvei und Aachen) wie auch behufs des Aufwandes für den Gottesdienst und für die Kirchenbedienten, sollen alle jene Güter und Einkünfte auch künftig gewidmet bleiben, welche es gegenwärtig bereits sind, und deren sorgfältigste Erhaltung der Durchlauchtigste König Uns verheissen hat. Im Fall ausserordentlicher Noth vertrauen Wir, dass für dieses Bedürfniss aus dem Vermögen des königlichen Schatzes mit Freigebigkeit werde gesorgt werden. | Dem vorgedachten Bischofe Joseph legen Wir überdies auf, dass er bei jedem Erzbisthum und Bisthum für herkömmlich angemessene Ausstattung der weihbischöflichen Würde sorge; auch den Erzbischöfen und Bischöfen die erforderlichen Einnahmen zur Besoldung des Generalvikars und zum Unterhalte der Behörde, nach der höchst freigebigen und fürsorglichen Verfügung des Königs überweise. Und da der Durchlauchtigste König von Preussen verheissen hat, dass jene Häuser, die zur Versorgung ausgedienter, alter und kranker Priester, wie auch zur Zähmung ungerathener Geistlichen, bereitet sind, nicht eingehen, vielmehr da, wo es noch daran gebricht, deren neue errichtet werden

sollen, so überlassen Wir Ihm, dem Bischofe Joseph, in vorgängiger Erkenntniss dessen, was der vorbelobte König dieserwegen verfügt hat, auch nach eingezogenem Gutachten der betreffenden Ortsordinarien, unter deren Aufsicht dergleichen Häuser bleiben müssen, alles, was zu deren Ausstattung gehört, anzuordnen . . . . || Ferner, mit Rücksicht auf den Betrag des Einkommens, welches den erzbischöflichen und bischöflichen Sitzen des preussischen Reichs dermalen beigelegt worden ist, wollen Wir, dass sie in den Büchern der apostolischen Kammer in Zukunft geschätzt seyn sollen, wie folgt: die Kirche zu Cöln mit Tausend Goldgulden des Kammersatzes; die vereinte Kirche von Gnesen und Posen ebenfalls mit Tausend Gulden; die Kirche zu Breslau mit Tausend Einhundert und Zweidrittel Gulden; die Kirchen von Trier, Münster, Paderborn, Culm und Ermland, jede zu Sechshundert sechs und sechzig und Zweidrittel Gulden. Auf dass aber Alles, was hier verordnet worden, gehörig, gut und bald ins Werk gerichtet werde, ertheilen Wir dem mehrgedachten Bischofe Joseph von Ermland, als angeordneten Vollzieher dieses Briefes, alle und jede Vollmachten, so zu diesem Geschäfte nöthig oder dienlich sind . . . . . . [Folgt die übliche Schlussclausel]. . . . .

Gegeben Rom an der Kirche der heiligen Maria, der Aelteren, im Jahre nach der Menschwerdung des Herrn Eintausend Achthundert Zwanzig und Eins, den sechszehnten Tag des Monats Julius. Unseres Oberhirten Amtes im zwei und zwanzigsten Jahre.

Ausser für Preussen erlangte die Bulle „de Salute“ auch Gültigkeit für Gotha, Homburg (Meisenheim), Lippe, Schwarzburg, Waldeck und Oldenburg, obwohl diese Staaten an den früher erwähnten Verhandlungen keinen Antheil genommen hatten. Uebrigens schloss Oldenburg mit dem päpstlichen Vollzieher der Bulle am 5. Januar 1830 noch eine besondere Convention, durch welche, nebst andern Festsetzungen, die Katholiken des „oldenburgischen Bezirkes“ in dem Officialate zu Vechta eine unmittelbar unter dem Bischofe von Münster stehende geistliche Behörde erhielten. Eine grossherzogliche Kundmachung vom 5. April 1831 ertheilte dann der Bulle „de Salute“ die Genehmigung und erklärte die erwähnte Convention als „Fundamentalstatut der katholischen Kirche in Oldenburg“. (S. Kirchenlexikon von Wetzer und Welte 1848. II. Bd. p. 753 f.). — Die „Pfarreien des Grossherzogthums Weimar“, welche obenstehende Bulle mit Paderborn vereinigte, wurden später (1830) dem Bischof von Fulda untergeordnet, „unter dessen Jurisdiction jenes Land factisch stehe“. — Die in der Bulle in Aussicht gestellten festen Dotationen erfolgten nicht. In den amtlichen Erörterungen des Ministeriums der geistlichen Angelegenheiten zu §. 15 der preussischen Verfassungs-Urkunde wird gesagt: „Es ist bekannt, dass aus finanziellen Gründen die Radicirung der Dotationen der Bisthümer und Capitel auf die Staatswaldungen, beziehentlich die Ausstattung dieser Institute mit Grundbesitz nicht hat erfolgen können. Um so mehr aber ist der Staat zu fortgesetzter Leistung in der bisherigen Weise durch das Recht und seine Ehre verpflichtet.“ (S. Rönne, das Staatsrecht der preussischen Monarchie. 1870. I. Bd. 2. Abth. p. 642 ff.).

Nr. 4756. (21.)

RÖMISCHE CURIE. — Breve Pius VII. — Ueber die Bischofswahlen in Preussen.

Lat. Orig. Nussi, Conv. p. 378 f.

Pius P. P. VII.

Nr. 4756 (21). Röm. Curie. 16. Juli 1821.

Geliebte Söhne, Gruss und apostolischen Segen. Was Wir, um das Heil der in Euerem Lande lebenden Gläubigen äusserst besorgt, so sehr gewünscht und mit allem Eifer betrieben haben, das ist endlich zu unserer Freude glücklich zu Stande gekommen, durch den gütigen Beistand dessen, der Geber des Friedens und Vater jedes Trostes ist. Nach so vielen Schwierigkeiten in unseren höchst traurigen Zeitläuften konnten wir nämlich in diesem Reiche Bischofssitze, welche für so viele Namen werden anempfohlen werden, errichten, und nach der Bequemlichkeit der oberherrlichen Heerde passend vertheilen, nachdem die Angelegenheit vorzugsweise mit Eurem Allergnädigsten Könige vereinbart worden war, der, durch den ihm eigenen erhabenen Edelmuth bei der grossmüthigen Gewährung des Einkommens derselben, Unsern Bemühungen ausnehmend förderlich entgegen gekommen ist. Den ganzen Sachverhalt werdet Ihr wohl genau aus dem apostolischen Schreiben erfahren, das diesen betrifft, und dessen Absendung unter Siegel Wir am heutigen Tage anbefohlen haben; auch zweifeln wir nicht daran, dass Ihr grossen Trost daraus schöpfen werdet, dass Ihr auch mehrere Kirchen eben dieses Landes, welche im Argen gelegen, neu aufgerichtet, wie auch das bedeutungsvolle Vorrecht der Bischofswahl Euch gewahrt sehen werdet; ein Hauptgegenstand ebensowohl Eurer als Deutschlands angelegentlichster Wünsche. Bei diesem Anlass aber wollen Wir ganz besonders an Euch diese briefliche Mahnung richten, um, von Unserer allgemeinen Dankfeier und Benedeiung des Herrn abgesehen, vielmehr bei dem höchst wichtigen Acte der Wahl Euere Frömmigkeit, Weisheit und Ehrenhaftigkeit eindringlichst anzueifern. Haltet Euch (Wir sagen dies mit der grössten Bekümmerniss des Herzens) haltet Euch beständig vor Augen, was die Tridentinische Kirchenversammlung allen denjenigen sehr deutlich vorschreibt, welche zur Beförderung der zukünftigen Vorsteher in irgend welcher Art ihren Beistand gewähren (Sess. 24, Cap. I de Ref. — Sess. 6, Cap. I de Ref.). Es handelt sich um die Ehre des Allmächtigen, um das Wohl der Seelen, auch um Euer ewiges Heil. Kein anderes Ziel darf Euch demnach bei der Stimmabgabe leiten, als die Sorge für die Vortheile der Religion und die Unversehrtheit der Herde . . . . . denn Ihr werdet Gott selbst, der von Eueren Händen das Blut der Lämmer fordern wird, wenn schlechte Leitung der Hirten einige davon umkommen liess, Rechenschaft über Eure Mühe und Stimmenabgabe ablegen. Da aber behufs des Gedeihens der Religion und der förderlicheren Verwaltung des bischöflichen Amtes gar viel daran liegt, dass die wechselseitige Eintracht beider Gewalten gewahrt

werde, indem eben nach dem Zeugniss des Ivo Carnotensis, bei der Ueber- einkunft zwischen Königthum und Priesterthum die Welt gut regiert wird und die Kirche Blüthen und Früchte trägt: so wird es an Euch liegen, jene vorzuschlagen, von denen Ihr wisst, dass sie, neben den sonstigen vom Kirchenrechte festgesetzten Eigenschaften, auch noch durch den Vorzug der Klugheit sich empfehlen, und nicht minder Sr. Maj. dem König genehm sein werden, über welche Umstände Ihr vor dem feierlichen, streng nach den canonischen Regeln vorzunehmenden Wahlacte Euch zu vergewissern trachten werdet. || Obwohl Wir nun, den Wünschen Sr. Majestät nachgebend, in Unserm obenerwähnten Schreiben bestimmt haben, dass die zur Wahl gelangenden Kirchenfürsten Preussens, Eingeborne dieses Reiches sein sollen, so ist es doch nicht Unsere Absicht, dass alle Jene, die ausserhalb des Landes ansässig sind, von Euch ausnahmslos ausgeschlossen werden. Neigen sich nämlich Eure Stimmen einem Priester deutscher Nation zu, den grosse Vorzüge auszeichnen, der aber in ausserpreussischem Gebiet wohnt, so erklären Wir bereitwillig die Gestattung seiner Wahl zum Bischof unter Zustimmung des Königs. || Dies, geliebte Söhne, verlangen wir vertrauensvoll von Eurer getreuen und frommen Umsicht . . . . Zur glücklichen und gewünschten Erfüllung dessen ertheilen Wir Euch von Herzen als Unterpfand göttlichen Beistandes den apostolischen Segen.

Nr. 4756 (21). Röm. Curie. 16. Juli 1821.

Gegeben zu Rom bei Sta. Maria Maggiore am 16. Juli 1821, Unseres Pontificates im 22. Jahre.

Pius P. P. VII.

O. Mejer, Das Veto deutscher protestantischer Staatsregierungen gegen katholische Bischofswahlen. Rostock 1866. Friedr. Schulte, Die Rechts frage des Einflusses der Regierung bei den Bischofswahlen in Preussen. Giessen 1869. Vollständige Literaturangabe in Walter, Kirchenrecht p. 506.

Nr. 4757. (22.)

PREUSSEN. Circularschreiben des Ministers der geistl. Angelegenheiten an die kath. Bischöfe. — Mildere Ausübung des Placets.

Ministerialblatt f. d. innere Verwaltung. Jahrg. 1841. p. 16 f.

Seine Majestät der König, unser Allergnädigster Herr, haben zu beschliessen geruht, dass in allen geistlichen Angelegenheiten, wo das hierarchische Verhältniss zwischen den Bischöfen des Landes und ihrem geistlichen Oberhaupte zu gegenseitigen Mittheilungen Anlass gibt, der diesfällige Verkehr mit dem römischen Stuhle fortan frei von allen Beschränkungen stattfinden könne, und die Vermittlung desselben durch die Königl. Behörden nur in den Fällen einzutreten habe, wo solche von den Bischöfen oder dem römischen Stuhle selbst nach-

Nr. 4757 (22). Preussen. 1. Jan. 1841.

Nr.4757 (22) Preussen. 1. Jan. 1841.

gesucht werden sollte. | Allerhöchstdieselben hegen das volle Vertrauen, dass bei diesem Verkehr die Bischöfe stets ihres, dem Landesherrn geleisteten Eides der Treue und des Gehorsams eingedenk sein, und auch in Absicht der Anwendung oder Ausführung von Erlassen, welche sie von dem römischen Stuhle erhalten, die Vorschriften der bestehenden Gesetze und Verfassung nie unbeachtet lassen werden. Demgemäss erwarten Seine Majestät von ihnen nicht nur die jedesmalige Anzeige von dem Inhalte der Verhandlungen zwischen ihnen und Rom, sondern auch insbesondere, dass sie die an sie gelangenden Schreiben oder Erlasse des päpstlichen Stuhles, welche nicht ausschliesslich die Lehre betreffen, sondern zugleich den Staat und die bürgerlichen Verhältnisse, wenn auch nur mittelbar berühren, ohne die vorangegangene Zustimmung der weltlichen Behörde weder verkündigen, noch sonst irgend in Anwendung bringen. Dagegen wird die weltliche Behörde die Zustimmung überall bereitwillig ertheilen, wo die Bekanntmachung oder Anwendung jener Schreiben und Erlasse weder dem Staate noch den Rechten Einzelner nachtheilig ist. Es gereicht mir zur besondern Freude, Ew. etc. von diesem Königl. Beschluss, dem Ausfluss des grossartigsten Vertrauens, in Kenntniss zu setzen. || Seine Majestät haben keinen aufrichtigern Wunsch, als dass der nun ganz frei gegebene Verkehr ununterbrochen aufrecht erhalten und Allerhöchstdenselben nie durch Missbrauch die Pflicht auferlegt werden möge, zu Massregeln zurückzukehren, welche die Erhaltung der Rechte Ihrer Krone und die landesväterliche Sorge für das Wohl und den Frieden aller ihrer Unterthanen als nothwendig erscheinen lassen könnte.

Berlin, den 1. Januar 1841.

Der Minister der geistlichen, Unterrichts- und Medicinal-Angelegenheiten.
Eichhorn.

Die Veranlassung zur Milderung des Placets lag hauptsächlich in dem Wunsche der preussischen Regierung die „Kölner Irrung“ (1837—1840), welche durch das Vorgehen des Kölner Erzbischof Freiherr Clemens v. Droste gegen die Anhänger der Hermesischen Lehre und dessen Haltung bezüglich der gemischten Ehen herbeigeführt war, auf gütlichem Wege beizulegen. (S. die Actenstücke hierüber: G. T. H. Rheinwald, Acta historico-ecclesiastica seculi XIX. Hamburg 1839 f. Bd. II und III, — worin auch (Bd. III p. 379—455) die officielle Denkschrift der Regierung über ihr Verfahren abgedruckt. Beurtheilung der Thatsachen, durch welche die Massnahmen der preussischen Regierung gegen den Erzbischof von Cöln herbeigeführt worden sind. Frankf. a. M. 1838. Roskovány, de matrimoniis mixtis inter catholicos et protestantes. Fünfkirchen 1842—54. Bd. II und III.) — Die Actenstücke über den Conflict der Regierung mit dem Erzbischof von Posen wegen der gemischten Ehen, der in dieselbe Zeit fällt, siehe theilweise in Rintel, Vertheid. der Erzbischöfe von Gnesen und Posen Martin und Dunin. Würzburg 1839; und auch in den oben angeführten Werken. — Kürzere Darstellungen dieser Ereignisse: (Gieseler) Ueber die Cölnische Angelegenheit, von Irenäus. Leipzig 1838. Herzogs Real-Encyklopädie l. c. Art. Droste, Bd. III, p. 506—518. Friedberg, Grenzen l. c. p. 337 ff. Gams, Geschichte l. c. III p. 487—530.

Nr. 4758. (23.)

HANNOVER. Königliches Patent. — Genehmigung der Circumscriptionsbulle für Hannover.

Gesetzs. f. d. Königr. Hann. Jahrg. 1824. I. Abth. St. Nr. 12.

Nr. 4758 (23). Hannover. 20. Mai 1824.

Georg IV., von Gottes Gnaden, König von Grossbrittannien und Hannover u. s. w. Nachdem wir die von Seiner päpstlichen Heiligkeit am 26. März 1824 zu Rom erlassene Eintheilungsbulle der Diöcesen, welche mit den Worten: Impensa Romanorum Pontificum anfängt, einer umständlichen und sorgfältigen Prüfung unterworfen, und Uns überzeugt haben, dass dieselbe ihrem wesentlichen Inhalte nach mit den Verhandlungen und Verabredungen völlig übereinstimme, welche mit dem päpstlichen Stuhle in Beziehung auf die Errichtung der Bisthümer und Capitel, deren Besetzung und Ausstattung, wie auch der Begrenzung der Diöcesen der katholischen Kirche in Unserem Königreiche Hannover stattgefunden haben, so verordnen Wir, wie folgt: 1) Kraft Unserer Majestätsrechte ertheilen Wir den auf die vorher namhaft gemachten Gegenstände sich beziehenden Verfügungen der erwähnten päpstlichen Bulle Unsere königliche Genehmigung. Es sollen demnach Alle, die es betrifft, jene Verfügungen als ein verbindendes Statut der katholischen Kirche in Unserem Königreiche Hannover zu beobachten und zu befolgen haben. 2) Die Genehmigung vorgedachter Bulle wird, wie sich ohnehin versteht, nicht anders ertheilt, als unbeschadet Unserer Majestätsrechte und der Rechte Unserer Unterthanen evangelischer Religion und der evangelischen Kirche im Königreiche. 3) Ein Abdruck jener päpstlichen Bulle soll in lateinischer Sprache sowohl als in deutscher Sprache diesem Unserem landesherrlichen Genehmigungspatente angehängt, und in die erste Abtheilung der Gesetzsammlung aufgenommen werden.

Gegeben zu Carltonhouse, am 20. Mai 1824.

Georg Rex.
Graf Münster.

O. Mejer, Propaganda l. c. II p. 418—443. Gams, Geschichte l. c. III p. 460—470.

Hannover, welches erst in diesem Jahrhundert im Stifte Osnabrück (1803), dann in Hildesheim und den vormals mainzischen Antheilen des Eichsfeldes (1815), grössere katholische Landestheile erworben hatte, fasste schon im Jahre 1816 den Entschluss, durch eine nach Rom abgeordnete Gesandtschaft, zur Ordnung seiner katholischen Kirchenverhältnisse zu gelangen. Die ausgesprochene Absicht der Regierung ging dabei vom Anfange an auf den Abschluss eines Concordates. Die darüber im Laufe des Jahres 1817 zwischen einem Mitglied der Gesandtschaft und dem päpstlichen Commissär Monsign. Mazio geführten Conferenzen liefen in vorläufigen Punktationen aus, welche den bereits erreichten Consensus und den noch vorhandenen und zwar überwiegenden Dissensus bestimmt formulirten. Da man auf diesem Wege,

Nr. 4758 (23). Hannover. 20. Mai 1824.

auch nach neuen Instructionen, nicht zum Ziele zu gelangen schien, traten der Gesandte v. Ompteda und der Cardinal-Staatssecretär in unmittelbare und geheim gepflogene Verhandlungen. Aus denselben ging ein im Staatssecretariat entworfenes Project hervor (Ende 1818), das von dem Gesandten seiner Regierung empfohlen, von dieser zwar nicht angenommen, aber doch die Basis weiterer Unterhandlungen wurde. Dieselben stockten wiederholt und standen, nachdem inzwischen v. Reden Gesandter geworden, Mitte 1820 so, dass die Regierung ihre Zustimmung zum Concordat von der Einräumung vier bestimmter Punkte — unbedingtes Recusationsrecht der zu erwählenden Bischöfe, der Prediger und Lehrer, Aufsicht über das Kirchengut, Beibehaltung der landesherrlichen Consistorien in causis non mere spiritualibus, Recht der Bestätigung für neue geistliche Stiftungen — abhängig machte, welche die Curie aber entschieden verweigerte. Im September 1820 wurde das hannöverische Ultimatum überreicht; im März erfolgte die ablehnende Antwort. In dieser Lage der Dinge erfuhr man in Hannover dass die Verhandlungen Preussens über eine Circumscriptionsbulle rasch zum Ziele führten. Nun gab man den Concordatsplan auf und sprach gleichfalls (Anfang 1822) den Wunsch nach einer Circumscriptionsbulle aus. So ungern die Curie darauf einging, gab sie doch nach, und im Laufe des Jahres 1822 und den ersten Monaten 1823 wurde ein Conventionsproject ausgearbeitet, das von der hannöverschen Regierung dann im Wesentlichen angenommen, wenige Tage vor dem Ableben des Papstes in Rom eintraf. Die römische Acceptation wurde in einer vom 13. August datirten, am 19. August abgesandten Note Consalvi's ausgesprochen, unter der Voraussetzung einiger redactioneller Aenderungen. Diese geschahen, und Anfang 1824 erfolgte die unbedingte Ratihabition von Seite der Regierung. Nach einem desfalls ergangenen Consistorialdecret erliess Papst Leo XII. am 26. März 1824 das unter seinem Vorgänger diplomatisch sanctionirte Uebereinkommen in der Bulle „Impensa Romanorum Pontificum". Dadurch wurde das Königreich Hannover in zwei geographisch bestimmte Diöcesen getheilt. — Die factische Errichtung des Bisthums Osnabrück, welche in der Bulle in Aussicht gestellt wurde, erfolgte erst durch einen mit dem Bischof von Münster, als Executor der Bulle „Impensa" geschlossenen Vertrag vom 11. Nov. 1856, worauf die Diöcese im Jahre 1858 den ersten eigenen Bischof erhielt. — Die Katholiken des Herzogthums Braunschweig wurden durch ein päpstliches Breve vom Jahre 1834 der Diöcese Hildesheim zugetheilt, ohne dass darüber eine Vereinbarung mit der Landesregierung stattgefunden hätte. (So Gams l. c. III p. 468.) Bis dahin standen dieselben unter dem apostol. Vicariat von Niedersachsen.

Nr. 4759. (24.)

RÖMISCHE CURIE. Die Bulle Impensa Romanorum Pontificum. — Circumscription, Besetzung und Ausstattung der Diöcesen Hannovers.

Lat. Orig. Bull. M. R. XVI p. 32. Nussi, Conv. p. 222. Deutsche Uebers. Gesetzs. f. d. Königr. Hann. Jahrg. 1824. I. Abth. St. Nr. 12.

Leo Bischof, Knecht der Knechte Gottes, zu ewigem Gedächtnisse.

Nr. 4759 (24). Röm. Curie. 26. März 1824.

Die ausgezeichnete Sorgfalt der römischen Päpste, womit sie für das Wohl der gesammten katholischen Kirche wachen, treibt sie an, alles das zu bereiten,

wodurch für das Beste des gläubigen Volks gesorgt werden kann, damit dasselbe nach Verhältniss der Orte und Zeiten desto leichter zur Gottesverehrung und zu Allem dem hingezogen werde, was zur Beförderung des ewigen Seelenheils dienlich zu sein vermag. Daher waren deren eifrigste Bemühungen darauf stets gerichtet, dass der Heerde des Herrn es nie an solchen Hirten fehle, welche sie auf heilsame Weiden führen und auf dem Pfade der Gerechtigkeit erhalten könnten. ‖ Dieses in der That bezweckte insonderheit Unser Vorgänger, Pius der Siebente, glorreichen Andenkens, als er, in Folge der Sorgfalt, welche er zum Besten der Religion, wenn vorzüglich Gefahr für sie zu besorgen war, eifrig anwandte, nach den schrecklichsten Unfällen der vorigen Zeiten für alle bischöflichen Sitze in ganz Deutschland auf passende Weise zu sorgen sich angelegen sein liess und zugleich sein Nachdenken richtete auf zwei, durch Alter und Würde ansgezeichnete Kirchen, die Hildesheimsche und Osnabrücksche, welche ihren Ursprung aus Carls des Grossen Zeiten herleiten und gegenwärtig in den Grenzen des Königreichs Hannover sich befinden. ‖ Nachdem deshalb Unterhandlungen mit dem durchlauchtigsten Fürsten, Georg dem Vierten, Könige des Vereinigten Reichs Grossbrittannien und Irland, wie auch Könige von Hannover und Herzoge von Braunschweig und Lüneburg stattgefunden hatten, war der vorbelobte Papst, nach Anhörung Einiger aus der Mitte Unserer ehrwürdigen Brüder, Cardinäle der heiligen römischen Kirche, der Meinung, es sei über das, bei einer so grossen Umkehrung der Dinge sich darbietende, leichtere Auskunftsmittel zu berathschlagen, einzig und allein in der Absicht, um jene zwei bischöflichen Sitze mit ihren Capiteln auf irgend eine Art zu erhalten und für sie auf die passendste Weise sowohl die Ausstattungen, als Sprengel zu bestimmen. ‖ Da nun Wir, obschon ungleich an Verdiensten, durch die Fügungen der göttlichen Gnade zu dem höchsten Pontificate berufen worden sind, so mussten Wir gleichfalls auf jenen Gegenstand Unsere eifrigen Bemühungen gerichtet sein lassen, damit es nicht den Anschein gewänne, als ob Wir wegen jenes Theiles der katholischen Heerde weniger besorgt wären. Zwar haben Wir sehr wohl eingesehen, dass nicht wenig von der Strenge der heiligen Kirchensatzungen nachgelassen und Vieles der Lage und dem Verhältnisse der Orte, Zeiten und Personen, und andern solchen besondern Umständen habe nachgegeben werden müssen; allein, da es sich besonders ziemet, in der Vorgänger Fussstapfen zu treten und das zu Ende zu bringen, welches Pius der Siebente, den der Tod daran verhinderte, durch die Macht seines apostolischen Amtes nicht mehr zu bekräftigen vermochte: so haben Wir für nothwendig erachtet, in dem Königreiche Hannover eine neue Einrichtung der Kirchen und Capitel und neue Grenzen der Kirchen-Sprengel, nach Vorschrift dessen, was vorbelobter Unser Vorgänger für zulässig gehalten hatte, anzuordnen. ‖ Derohalben, indem Wir als ausdrücklich erwähnt und von Wort zu Wort hier vorgebracht alles dasjenige betrachten, was die früheren Rechte, Privilegien und Vorrechte der vorher namhaft gemachten Kirchen und Capitel betrifft, Wir auch die Zustimmung aller derer, welche bei der Sache betheiligt sind, hiermit ergänzen, beschliessen Wir

Nr. 4759 (24). Röm. Curie. 26. März 1824.

kraft apostolischer Machtvollkommenheit, nach vorgängiger gänzlicher Aufhebung, Erlöschung und Vernichtung des vorigen Bestandes vorbenannter Kirchen und Capitel, dass von jetzt an in Zukunft das Capitel der Domkirche zu Hildesheim nur aus einer einzigen Würde, nämlich der Dechanei, aus sechs Canonicaten und vier Vicarien oder Pfründen bestehen solle. ‖ Die jährlichen Einkünfte des Bischofs sollen viertausend Thaler nach dem Conventionsfusse, deren Erhebungsart nachher wird bestimmt werden, betragen; überdies soll demselben ein Haus zu einer anständigen Wohnung gegeben und, wenn ein solches nicht vorhanden sein sollte, dafür gesorgt werden, dass er eins erhalte. | Als jährliches Einkommen werden angewiesen: dem Dechant des Domcapitels Eintausend fünfhundert Thaler: . . . . [folgen die andern Dotationen] . . . . auf die nachher zu bestimmende Weise zu erheben. Ausserdem sollen der Dechant, jeder Canonicus und die beiden Vicarien, welche der Ordnung nach die ersten sind, Häuser erhalten, die einer jeden Pfründe derselben angewiesen werden. Um nun aber gedachte Einkünfte zu begründen, hat vorerwähnter König Georg das Versprechen ertheilt, binnen vier Jahren, von dem Tage des gegenwärtigen Briefes an gerechnet, dem Bischofe und Capitel an Grundstücken, liegenden Gütern, Zehnten und Grundzinsen, in der jedem Theile gebührenden Menge, so viel überweisen zu wollen, als erforderlich ist, um die nach den obigen Bestimmungen Jedem angewiesenen jährlichen Einkünfte, welche von jeglicher Art der Belästigung gänzlich befreiet verabfolgt werden sollen, vollständig berichtigen zu können. Indess soll die Güterüberweisung zuvor durch den nachher namhaft gemachten Vollstrecker dieses Briefes der Beurtheilung des apostolischen Stuhles unterworfen werden, damit sie, nach angestellter sorgfältiger Prüfung, von demselben die erforderliche Bestätigung erhalte. Inzwischen aber sollen bis dahin, dass die Anweisung der Einkünfte in Grundstücken, liegenden Gütern, Zehnten und Grundzinsen stattfinden wird, dem Bischofe und Capitel die erwähnten Einnahmen jährlich aus dem königlichen Schatze vollständig und frei in baarem Gelde ausbezahlt werden. | Was hingegen die Osnabrücksche Kirche anbetrifft, so soll, da die gegenwärtigen Zeitumstände es nicht erlauben, beide Kirchen auszustatten, eine neue Ausstattung der bischöflichen Tafel, des Capitels und Seminars des Bisthums Osnabrück so lange aufgeschoben bleiben, bis die dazu erforderlichen Mittel vorhanden sind, in welchem Falle jene gleichfalls in Grundstücken, liegenden Gütern, Zehnten und Grundzinsen geschehen soll. Auch soll alsdann der Bischof von Osnabrück, gerade wie der Bischof von Hildesheim, ein jährliches Einkommen von viertausend Thalern in Conventionsmünze aus den vorerwähnten Gütern erhalten; das Capitel, eben sowie das Hildesheimische, aus derselben Anzahl von Canonicis und Vicarien bestehen, und gleiche jährliche Einnahmen sollen denselben angewiesen werden. Das bischöfliche Seminar soll so viele jährliche Einkünfte bekommen, als die Bedürfnisse und der Nutzen des Kirchensprengels erfordern. | . . . . [Dotation des Bischof und Domdechant von Hildesheim für die Verwaltung Osnabrücks] . . . . Damit inzwischen der Osnabrücksche Kirchensprengel, welchem für jetzt aus

den angeführten Gründen kein Bischof gegeben werden kann, einer rechtmässigen geistlichen Regierung nicht beraubt sei, so befehlen Wir, dass der ehrwürdige Bruder Carl von Gruben, Bischof von Paros in den Ländern der Ungläubigen und Suffragan derselben Osnabrückschen Kirche, den Kirchensprengel selbst während seiner Lebenszeit zu regieren fortfahre. Nach dessen Absterben soll sodann der zeitige Bischof von Hildesheim auch den Osnabrückschen Kirchensprengel, kraft der von dem apostolischen Stuhle ihm jedesmal zu dem Ende besonders zu ertheilenden Vollmachten, verwalten und dazu einen Generalvicar für die Spiritualien anstellen, welcher in der Stadt Osnabrück seinen Sitz zu nehmen verpflichtet ist. Auch wird diesem Generalvicar, wenn nur derselbe wirklich würdig und tauglich befunden worden ist, von dem römischen Papste der Titel von irgend einer bischöflichen Kirche in den Ländern der Ungläubigen, nachdem alles Erforderliche deshalb beobachtet worden, in der Absicht verliehen werden, damit er die Pontifical-Handlungen in der Stadt selbst und in dem Osnabrückschen Kirchensprengel ausüben könne und möge. Deshalb soll auch demselben Osnabrückschen Generalvicar für seine und der bischöflichen Curie Ausstattung jährlich eine Summe von dreitausend Thaler in Conventionsmünze, deren Entrichtung von der gütigen Freigebigkeit des vorbelobten durchlauchtigsten Königs zugesichert worden ist, ausgezahlt werden, wovon theils der Unterhalt des Generalvicars selbst, theils die jährliche Belohnung derjenigen Geistlichen, welche demselben bei seiner Amtsführung Beistand leisten, zu bestreiten sein wird. | Bis dahin aber, dass die Umstände die Errichtung eines eigenen Osnabrückschen Seminars gestatten, sollen die Geistlichen dieses Kirchensprengels in dem bischöflichen Seminar zu Hildesheim unterhalten und erzogen werden; weshalb demselben die Güter und Einkünfte, in deren Besitze es sich gegenwärtig befindet, ohne alle Schmälerung verbleiben sollen. Dasselbe gilt gleichfalls von den Gütern und Einkünften, welche in den beiden Bisthümern Hildesheim und Osnabrück zur Erhaltung der Kirchen, Bestreitung der Kosten des Gottesdienstes und Bezahlung der Geistlichen bestimmt sind. So oft nun aber einer der vorbenannten bischöflichen Sitze zu Hildesheim und Osnabrück, welche beide auf alle zukünftigen Zeiten dem apostolischen Stuhle unmittelbar unterworfen sein sollen, erledigt wird, soll das Capitel der erledigten Domkirche dem königlichen Ministerium eine Liste der aus der Geistlichkeit des ganzen Königreichs ausgesuchten Wahlcandidaten binnen Monatsfrist, von dem Tage der entstandenen Erledigung an gerechnet, vorlegen. | Jeder der Wahlcandidaten soll wenigstens das dreissigste Lebensjahr zurückgelegt haben, mit dem Landes-Indignate versehen sein, die Studien in der Theologie und dem canonischen Rechte rühmlich vollendet und entweder die Seelsorge oder das Amt eines Professors in den Seminarien mit Beifall ausgeübt, oder in der Verwaltung kirchlicher Geschäfte sich ausgezeichnet haben, in dem Besitze des besten Rufes sich befinden und seine Lehre und Sitten ohne allen Tadel sein. || Sollte der Regierung dieser oder jener von den auf der Liste sich befindenden Wahlcandidaten weniger angenehm sein, so soll ihn das Capitel auf

Nr. 4759 (24). Röm. Curie. 26. März 1824.

Nr. 4759(24). Röm. Curie. 26. März 1824.

derselben ausstreichen; doch muss noch eine hinreichende Anzahl von Candidaten, aus welcher der neue Bischof erwählt werden kann, übrig bleiben. Alsdann hat aber das Capitel zur canonischen Erwählung eines der auf der Liste übrig gebliebenen Candidaten zum Bischofe, mit Beobachtung der bestehenden Vorschriften, zu schreiten und dafür Sorge zu tragen, dass die Wahl-Urkunde in glaubwürdiger Form, binnen Monatsfrist an den Papst eingesendet werde; die Anstellung des Informativ-Processes über die Eigenschaften der zur Regierung der bischöflichen Kirchen des Königreichs Hannover zu Befördernden soll von dem römischen Papste entweder dem Bischofe des andern nicht erledigten Stuhles, oder einem, mit einer Kirchenwürde bekleideten Geistlichen des Königreichs übertragen und, nach Vorschrift der von dem apostolischen Stuhle in jedem einzelnen Falle zu überschickenden Dienstanweisung, vollzogen werden. || Ersieht der Papst aus den ihm vorgelegten Acten, dass der Erwählte mit den nach der Bestimmung der heiligen Kirchensatzungen bei einem Bischofe erforderlichen Eigenschaften wirklich begabt sei, so wird er ihm die Bestätigung, sobald es irgend thunlich ist, dem bestehenden Gebrauche gemäss, durch einen apostolischen Brief ertheilen. || Sollte hingegen entweder die Wahl keineswegs canonisch vollbracht sein, oder sich ergeben, dass der Erwählte die vorher namhaft gemachten Eigenschaften nicht besitze, so wollen Wir dem Domcapitel aus besonderer Vergünstigung die Befugniss hiermit einräumen, zu einer neuen Wahl auf canonische Weise zu schreiten, wobei auf die vorher vorgeschriebene Art zu verfahren ist. Der neue Bischof soll von dem andern bereits consecrirten Bischof des Königreichs, welcher dazu eine ausdrückliche Vollmacht von dem päpstlichen Stuhle erhalten wird, consecrirt werden, und zwar unter Beistand von zwei andern Bischöfen, welche darum ersucht worden, in deren Ermangelung aber von zwei infulirten Prälaten, oder, wenn auch diese fehlen würden, von zwei mit einer kirchlichen Würde versehenen Priestern aus der Geistlichkeit des Königreichs. || Unter die Anzahl der Capitularen sollen keine Andere aufgenommen werden, als solche, welche das Landes-Indignat und die durch die heiligen Kirchensatzungen vorgeschriebenen Eigenschaften besitzen; ein Alter von wenigstens dreissig Jahren haben, mit der Priesterweihe versehen sind und in der Ausübung der Seelsorge oder in der Verwaltung eines andern Kirchenamtes oder des Professorates in dem bischöflichen Seminar sich auszeichneten. || So oft eine Dechanei oder ein Canonicat oder Vicariat in den Domcapiteln zur Erledigung kommt, sollen abwechselnd der Bischof und das Capitel binnen sechs Wochen, von Zeit der Erledigung an gerechnet, eine Liste von vier Candidaten, welche mit den festgesetzten Eigenschaften begabt sind, dem königlichen Ministerium übergeben. Sollte etwa irgend einer dieser Candidaten der Regierung weniger angenehm oder verdächtig sein, so kann dieses beziehungsweise dem Bischofe oder Capitel, so bald als möglich, in der Absicht angezeigt werden, damit derselbe auf der Liste gestrichen werde. Hierauf aber muss der Bischof zur Verleihung der Dechanei, des Canonicates oder Vicariates, oder beziehungsweise das Capitel binnen vier Wochen zur Ernennung einer von den der Regie-

Nr. 4759 (24). Röm. Curie. 26. März 1824

rung weder unangenehmen noch verdächtigen Personen schreiten, welcher sodann der Bischof die canonische Einsetzung ertheilen wird. || Indem Wir nunmehr übergehen zu einer neuen Grenzbestimmung der Kirchensprengel, sowohl des Bisthums Hildesheim, welches jetzt der ehrwürdige Bruder, Franz Egon von Fürstenberg, dessen gegenwärtiger Bischof, regieret, als des Bisthums Osnabrück, welches, seit mehreren Jahren seines Hirten beraubt, von dem oben erwähnten Carl, Bischof von Paros und Suffragan derselben Osnabrückschen Kirche, vermöge der ihm ertheilten apostolischen Vollmachten, verwaltet wird, so beschliessen Wir, nach vorgängiger Theilung, Veränderung und Trennung aller und jeder Städte, Länder und Pfarreien innerhalb der Grenzen des Königreichs Hannover von der Gerichtsbarkeit, Oberherrschaft und Gewalt aller und jeder Erzbischöfe, Bischöfe oder Ordinarien und apostolischen Vicarien, dass gedachtes Königreich, wie es bereits unser Vorgänger Pius VII. bestimmt hatte, überhaupt in zwei Kirchensprengel, welche der Lauf des Flusses, Weser genannt, begrenzt und abgesondert, getheilt werde, dergestalt, dass die auf der rechten Seite desselben Flusses gelegenen Pfarreien zu der Hildesheimschen Diöcese, die Pfarreien hingegen, welche auf dem linken Ufer der Weser sich befinden, zu der Osnabrückschen Diöcese gerechnet werden sollen, und zwar in nachfolgender Weise: Den Hildesheimschen Kirchensprengel sollen zuvörderst folgende fünf- und fünfzig Parochial-Kirchen, welche bereits zu demselben gehören, bilden . . . [folgen die Namen derselben]; der Osnabrücksche Kirchensprengel soll aus folgenden Dekanaten bestehen, . . . [folgen die Namen], weiter aus dem Erzpresbyterate der Niedergrafschaft Lingen, wozu 12 Pfarreien gehören . . . [folgen die Namen]. Desgleichen aus sieben und zwanzig in dem Kreise Meppen enthaltenen und bis jetzt zu dem Münsterschen Kirchensprengel gehörenden Pfarreien, . . . [folgen die Namen]. || Sämmtliche vorher namhaft gemachten Dekanate, Pfarreien und Orte, welche den Bischöfen von Hildesheim und Osnabrück zum Sprengel beigelegt worden, sammt deren Einwohnern beiderlei Geschlechts, sowohl geistlichen als weltlichen Standes, überweisen wir den Kirchen und deren Hirten zu ewigen Zeiten, als Gebiet, Sprengel, Geistlichkeit und Volk und unterwerfen sie ihnen in Geistlichem vollkommen; daher dann auch, sobald gegenwärtiger Brief seinem ganzen Umfange nach wird zum Vollzuge gebracht worden sein, alle Gerichtsbarkeit der vorigen Erzbischöfe, Ordinarien, apostolischen Vicarien oder Administratoren über die erwähnten Orte, Dekanate und Pfarreien gänzlich aufhören soll, wobei Wir zugleich erklären, dass sämmtliche Vollmachten in den Orten und Theilen, welche ihrer Gerichtsbarkeit entzogen worden sind, fernerhin durchaus von keiner Kraft und Wirksamkeit sein sollen . . . . [Anordnung die alten Kirchendocumente den Canzleien der neuen Kirchensprengel zu übergeben.] Mit Rücksicht auf den Betrag der Einkünfte der bischöflichen Tafel der Hildesheimschen Kirche, wollen Wir, dem Herkommen gemäss, dass dieselbe auf siebenhundert sechs und fünfzig Goldgulden des Kammersatzes geschätzt und diese Taxe in den Büchern Unserer apostolischen Kammer verzeichnet werde. || Was hingegen die bischöfliche Tafel der Kirche

Nr. 4759 (24). Röm. Curie. 26. März 1824.

zu Osnabrück anbetrifft, so soll dieselbe, sobald deren Ausstattung, wie vorher angeführt worden, erfolgt sein wird, herkömmlich auf sechshundert sechs und sechzig zwei drittel Goldgulden geschätzt und gleichfalls diese Taxe in die Bücher der apostolischen Kammer eingetragen werden. || Endlich, damit alle von Uns bisher gemachten Vorschriften gehörig zum Vollzuge gebracht werden, bestimmen Wir den vorerwähnten Franz Egon Bischof von Hildesheim zum Vollzieher dieses apostolischen Briefes mit allen und jeden dazu erforderlichen und dienlichen Vollmachten, damit derselbe, nach vorgängigen, in rechtsgiltiger Form zu vollziehenden Ausstattungen zur neuen Einrichtung einer jeden Kirche, wie auch ihres Capitels, desgleichen zur Grenzbestimmung ihres Sprengels schreiten und überhaupt alles Uebrige, wie vorbeschrieben, frei und erlaubter Weise ausrichten und anordnen könne und möge, als wozu Wir ihm hiermit Unser apostolisches Ansehen verliehen haben wollen .... [Einräumung einen kirchlichen Würdenträger zu subdelegiren.] jedoch mit Beobachtung der Förmlichkeiten des Rechtes, endlich, und mit Verwerfung einer jeden Appellation, zu entscheiden ... [Verpflichtung Abschriften von all diesen Verhandlungen nach Rom zu schicken und die übliche Schlussklausel.]

Gegeben zu Rom an der Kirche der heil. Marie, der Aelteren, im Jahre nach der Menschwerdung des Herrn Eintausend achthundert und Zwanzig Viere, am Sechs und Zwanzigsten Tage des Monats März, im ersten Jahre Unseres Pontificates.

A. G. Prodatarius.
Loco † Plumbi. J. Card. Albanus.

Nr. 4760. (25.)

HANNOVER. Aus dem Staatsgrundgesetze für das Königreich Hannover vom 26. Sept. 1833. — Stellung der katholischen Kirche.

Pölitz, Die europäischen Verfassungen. Leipzig 1833. III. p. 574 ff.

Nr. 4760 (25). Hannover. 26. Sept. 1833.

III. Capitel. *Von den Rechten und Pflichten der Unterthanen im Allgemeinen.* | §. 30. Allen Landeseinwohnern gebührt völlige Glaubens- und Gewissensfreiheit. Daher ist auch Jeder zu Religionsübungen mit den Seinigen in seinem Hause berechtigt. | Die Mitglieder der evangelischen und der römisch-katholischen Kirche geniessen gleiche bürgerliche und politische Rechte im Staate. (Vergl. Cap. 5 §. 57.) Dem Könige gebührt das Recht, auch andere christliche Confessionen und Secten anzuerkennen. Den Anhängern solcher anerkannten christlichen Confessionen und Secten wird der Genuss bürgerlicher Rechte und der Privatgottesdienst gestattet. Ihre politischen Rechte hängen jederzeit von einem besonderen Gesetze ab; zur öffentlichen Religionsübung ist die besondere Bewilligung des Königs erforderlich.

V. Capitel. *Von den Verhältnissen der evangelischen und römisch-katholischen Kirche zum Staate, von den Unterrichtsanstalten, sowie von den zu wohlthätigen Zwecken bestimmten Fonds.* || §. 57. Den Mitgliedern der evan-

gelischen und römisch-katholischen Kirche wird freie öffentliche Religionsübung zugesichert. §. 58. Dem Könige gebührt über beide Kirchen das in der Kirchenhoheit begriffene Schutz- und Oberaufsichtsrecht. | §. 59. Die Anordnung der innern geistlichen Angelegenheiten bleibt der in der Verfassung jeder dieser Kirchen gegründeten Kirchengewalt überlassen. §. 61. Sollte der Fall eintreten, dass der König oder Regent sich nicht zur evangelischen Kirche bekennte; so geht die Ausübung der Rechte der Kirchengewalt einstweilen auf die evangelischen Mitglieder des Gesammtministerii über, und soll zur Sicherstellung des Rechtszustandes der evangelischen Kirche über die Art und Weise der Ausübung der Kirchengewalt in derselben mit Zustimmung der allgemeinen Ständeversammlung das Nöthige verordnet werden. §. 62. In der römisch-katholischen Kirche gebührt den Bischöfen oder Administratoren der Diöcesen Hildesheim und Osnabrück die Ausübung der Rechte der Kirchengewalt gemäss der Verfassung dieser Kirche. | Die Rechte der Kirchenhoheit, zu denen auch die Oberaufsicht über die zunächst unter dem Bischofe oder den Diöcesan-Administratoren stehende, und nach den Bestimmungen des §. 69 auszuübende Verwaltung des Vermögens der römisch-katholischen Kirchen und kirchlichen Stiftungen gehört, werden vom Könige oder dessen Ministerio unmittelbar, oder durch die römisch-katholischen Consistorien ausgeübt. §. 63. Alle allgemeinen Anordnungen der römisch-katholischen Kirchenbehörden bedürfen der Einsicht des Ministerii, und sollen ohne dessen Genehmigung nicht verkündigt oder vollzogen werden. Betreffen sie reine Glaubens- oder kirchliche Lehr- und Disciplinarsachen; so soll deren Bekanntmachung nicht gehindert werden, sobald nur das Ministerium durch genommene Einsicht sich davon überzeugt hat, dass deren Inhalt für den Staat unnachtheilig ist. | §. 64. Alle amtlichen Communicationen mit dem päpstlichen Stuhle, mit auswärtigen Kirchenversammlungen oder Kirchenobern müssen dem Ministerio zur Einsicht vorgelegt werden, und deren Beschlüsse, Erlasse, Bullen, Breven, Rescripte und sonstige Schreiben an die römisch-katholische Kirche im Königreiche, an ganze Gemeinden oder einzelne Landeseinwohner, bedürfen vor ihrer Verkündigung oder Insinuation des landesherrlichen Placet. Dieses soll nicht verweigert werden, wenn sie von der am Schlusse des vorhergehenden Paragraphen angegebenen Beschaffenheit sind. | Ausgenommen von der Bestimmung dieses Paragraphen sind allein die Communicationen in Gewissenssachen einzelner Personen. | §. 65. Das Ministerium ist verpflichtet Missbräuche oder Ueberschreitungen der Kirchengewalt zu verhüten, und dieselben von Amtswegen oder auf an dasselbe eingegangene Recurse abzustellen. Beschwerden gegen untergeordnete Kirchendiener müssen jedoch zunächst an die Kirchenobern im Königreiche gebracht werden, können aber, wenn keine Abhilfe erfolgt, an das Ministerium gelangen. §. 66. Die Prediger und andere höhere Kirchendiener der evangelischen wie der römisch-katholischen Kirche, deren Ernennung vom Könige oder dessen Behörden nicht unmittelbar erfolgt, sondern welche von Dritten ernannt oder präsentirt werden, bedürfen der Bestätigung des Königs oder der dazu bestimmten Behörden desselben, und

Nr. 4760 (25). Hannover. 26. Sept. 1833. können, so lange sie diese nicht erhalten haben, weder die Amtsgeschäfte ausüben, noch haben sie ein Recht auf die Amtseinkünfte. || Die Entscheidung über die canonischen Eigenschaften des zu Bestätigenden gebührt allein der geistlichen Behörde. | Die Bestätigung darf ohne erhebliche Gründe nicht verweigert werden. | Sämmtliche Kirchendiener sind in ihren bürgerlichen Beziehungen und Handlungen, wie auch in Rücksicht ihres Vermögens, den Gesetzen des Staats unterworfen. | Der Staat gewährt ihnen jede zur ordnungsmässigen Verwaltung und Erfüllung ihrer Amtsobliegenheiten erforderliche Unterstützung, und schützt sie in der ihnen zukommenden Amtswürde. || §. 67. Die Entlassung der Kirchendiener von ihrem Amte und die Suspension vom Amte und zugleich vom Gehalte kann im Disciplinarverfahren nur geschehen, nachdem die kirchliche Behörde eine gehörige Untersuchung angestellt und den Kirchendiener mit seiner Vertheidigung hinreichend gehört hat. Sie bedarf in Ansehung der Prediger und übrigen höhern Geistlichkeit der Bestätigung des Ministerii. || §. 68. Das jetzige und künftige Vermögen der einzelnen Kirchen, Kirchenämter, geistlichen und andern milden Stiftungen, Damenstifter und Klöster, Schulen und Armenanstalten, darf unter keinem Vorwande zum Staatsvermögen gezogen oder zu andern, als den gesetz- oder stiftungsmässigen Zwecken verwendet werden. Eine Abänderung der Stiftung kann von der Staatsgewalt nur nach vorgängiger Vernehmung der zur Verwaltung und Aufsicht etwa Berechtigten und nur dann vorgenommen werden, wenn der Zweck der Stiftung auf die vorgeschriebene Weise nicht mehr zu erreichen ist. Indess muss das Vermögen unter thunlichster Berücksichtigung der Wünsche der zur Verwaltung und Aufsicht etwa Berechtigten zu gleichen oder möglichst ähnlichen Zwecken wieder verwandt werden. | §. 69. Insofern die Verwalter des Vermögens der einzelnen Kirchen und der dazu gehörenden Stiftungen und Armenanstalten den bestehenden Einrichtungen gemäss nicht von der Kirchengemeinde gewählt werden, und diese an der Verwaltung einen grössern Antheil nicht gehabt, sollen den Verwaltern dieses Vermögens in jeder Kirchengemeinde, nach den darüber zu erlassenden besondern Verfügungen, einige von der Kirchengemeinde zu erwählende Vorsteher, unter Mitwirkung der Pfarrgeistlichen, zur Seite stehen, welche zu allen wichtigen, auf die Verwaltung sich beziehenden Massregeln bei Veräusserungen einzelner Theile dieses Vermögens, wie auch der zur Dotation der Kirchenämter und der zu Pfarrwittwenthümern gehörenden Grundstücke oder Gerechtsame, ferner bei Werken, die zu kirchlichen oder geistlichen Zwecken unternommen, nicht weniger bei Leistungen, die zu solchen Zwecken ausgeschrieben werden, und endlich zu der Rechnungsablage zugezogen werden müssen. || In denjenigen Fällen, in welchen der Kirchenpatron die Ausgaben ausschliesslich bestreitet, tritt die Bestimmung dieses Paragraphen nicht ein. || §. 70. ... Der Unterricht in den Volksschulen bleibt zunächst der Aufsicht der Prediger anvertraut.

Gegen diese Bestimmungen des Staatsgrundgesetzes richteten, als dasselbe im Entwurfe bekannt geworden war, der Bischof und das Domcapitel von Hildesheim eine Vorstellung an das Ministerium (5. Januar 1832) und die

berathende Ständeversammlung (12. September), in der gesagt wird, man sei bestrebt „nur bei den Punkten um eine Abänderung zu bitten, bei denen eine solche sich tief in der Verfassung der Kirche begründet . .“ Diese Abänderungsanträge gingen dahin: dass §. 58 entweder lauten solle „dem König gebührt vermöge der Landeshoheit das Schutz- und Oberaufsichtsrecht,“ oder „dem König gebührt die für diese Kirchen im Schutz- und Oberaufsichtsrechte bestehende Kirchenhoheit“; im §. 63 wird nach den Worten „katholische Kirchenbehörden“ die Einschaltung des Zusatzes gewünscht „sofern sie nicht rein geistliche Angelegenheiten betreffen“; für den §. 64 wird die Fassung beantragt: „Alle Beschlüsse etc. des päpstlichen Stuhles — an die römisch-katholische Kirche im Königreiche, an ganze Gemeinden oder einzelne Landeseinwohner bedürfen, sofern sie nicht rein geistliche Angelegenheiten betreffen, vor ihrer Verkündigung oder Insinuation des landesherrlichen Placets. Dieses soll nicht verweigert werden, wenn das Ministerium durch genommene Einsicht sich davon überzeugt hat, dass deren Inhalt für den Staat unnachtheilig ist“. (Roskovány, Mon. II p. 510 ff.)

Die Geistlichkeit der Diöcese Osnabrück schloss sich dieser milden Form einer Vorstellung nicht an, und sprach in ihrer Eingabe (Februar 1832) an das Ministerium die Erwartung aus: „dass aus dem neuen Staatsgrundgesetz alles, was die rechtlich erworbene Religions- und Gewissensfreiheit der katholischen Unterthanen der Diöcese Osnabrück beeinträchtigen oder verletzen könnte, und was überhaupt einen gehässigen Verdacht auf die katholische Kirche, ihre Lehren, ihre Hirten, ihre Mitglieder und ihre wechselseitigen Communicationen werfen könnte, völlig entfernt bleibe.“ Und der Generalvicar der Diöcese sagt in dem Einbekleidungsschreiben dieser Eingabe: er habe sich enthalten darüber zu äussern „was dafür zu substituiren sein möchte, weil ich solches für meinen Zweck, nur auf das, was der oft erwähnte Entwurf für die der katholischen Kirche gebührende Freiheit Zerstörendes enthält, aufmerksam zu machen unerforderlich hielt, und weil in einer allgemeinen Rechtsregel dieselbe gehört werden muss, und ohne sie gehört zu haben, Niemand, also auch die Stände nicht befugt sein können, positive Verbindlichkeiten derselben aufzulegen.“ (Roskovány Mon. l. c., II p. 491 ff. u. 496 ff.) — In einem Breve vom 8. November 1834, an den Bischof von Hildesheim, beklagt Papst Gregor XVI die Gefahren welche für die Kirche aus dem neuen hannöverischen Staatsgrundgesetze entstehen, belobt die Geistlichkeit wegen ihrer Vertheidigung der Rechte der Kirche und ermahnt sie darin fortzufahren. (Roskovány, Mon. II. p. 367 f.)

Nr. 4761. (26.)

HANNOVER. Aus dem Landesverfassungsgesetze für das Königreich Hannover vom 6. Aug. 1840. — Stellung der katholischen Kirche.

Zachariae, Verfassungsgesetze p. 215 ff.

II. Capitel. *Von den Rechten und Verbindlichkeiten der Unterthanen im Allgemeinen.* §. 32. [Uebereinstimmend mit §. 30 des Grundgesetzes v. J. 1833.]

Nr. 4761 (26). Hannover. 6. Aug. 1840.

IV. Capitel. *Von den Kirchen, Unterrichtsanstalten und milden Stiftungen.* || §. 63. Der evangelischen und römisch-katholischen Kirche werden freie öffentliche Religionsübung und ihre verfassungsmässigen Rechte zugesichert. || §. 64. Dem Könige gebührt, kraft der ihm zustehenden Staatsgewalt, über beide Kirchen das Oberaufsichts- und Schutzrecht. || §. 65. Die Anordnung der geistlichen Angelegenheiten bleibt unter Oberaufsicht des Königs, der in der Verfassung einer jeden dieser Kirchen gegründeten Kirchengewalt überlassen. || §. 67. [Uebereinstimmend mit § 61 des Grundgesetzes v. J. 1833.] || In der römisch-katholischen Kirche gebührt den Bischöfen oder Administratoren der Diöcesen Hildesheim und Osnabrück die Ausübung der Kirchengewalt in Gemässheit der Verfassung dieser Kirche. || Die im §. 64 namhaft gemachten Rechte der Staatsgewalt werden auch in Hinsicht der Verwaltung des Vermögens der einzelnen römisch-katholischen Kirchen und der kirchlichen und milden Stiftungen vom Könige unmittelbar, oder mittelbar durch die von Ihm dazu bestellten Behörden ausgeübt. || §. 69. Alle allgemeinen Anordnungen der römisch-katholischen Kirchenbehörden, welche nicht rein geistliche Gegenstände betreffen, können nur nach vorher erfolgter ausdrücklicher Königlicher Genehmigung verkündigt und vollzogen werden || Betreffen jene Anordnungen reine Glaubens-, kirchliche Lehr- und Disciplinarsachen, so sind sie vor deren Bekanntmachung behufs Ausübung des Oberaufsichtsrechtes (§. 65), dem Könige zur Einsicht vorzulegen. || §. 70. Alle amtlichen Communicationen mit dem päpstlichen Stuhle und mit auswärtigen Kirchenversammlungen müssen dem Könige zur Einsicht vorgelegt werden. || Die vom päpstlichen Stuhle oder von auswärtigen Kirchenversammlungen an die römisch-katholische Kirche im Königreiche, an ganze Kirchengemeinden oder an einzelne Personen in denselben zu erlassenden Bullen, Breven, Rescripte, Beschlüsse oder sonstige Schreiben bedürfen vor ihrer Verkündigung oder Behändigung des Königlichen Placet, wenn sie nicht rein geistliche Gegenstände betreffen. Wenn dieselben rein geistliche Gegenstände betreffen, so sind sie, behufs Ausübung des Oberaufsichtsrechts (§ 65), dem Könige zur Einsicht vorzulegen. Ausgenommen von den Bestimmungen dieses Paragraphen sind die Communicationen in Gewissenssachen einzelner Personen. §. 71. Beschwerden über Missbrauch der Kirchengewalt können auch bis an den König gebracht werden, welcher nach Anhörung des Staatsrathes darüber entscheiden wird. Sind diese Beschwerden von der Beschaffenheit, dass sie verfassungsmässig an die Kirchen-Obern gelangen können, so sind sie zunächst an diese, und erst alsdann, wenn hier keine Abhilfe erfolgt, an die weltliche Regierungsbehörde, und zuletzt an den König zu bringen. §. 72. Die nicht unmittelbar vom Könige oder dessen Behörden, sondern von Dritten ernannten oder präsentirten Prediger oder Pfarrer und anderen höheren Kirchendiener der evangelischen und römisch-katholischen Kirche bedürfen der Bestätigung des Königs oder der dazu von Ihm bestimmten Behörden, welche jedoch ohne erhebliche Gründe nicht verweigert werden wird. Ueber die canonischen Eigenschaften des zu Bestätigenden entscheidet die geistliche Behörde allein. Vor erfolgter Bestätigung hat der

Ernannte oder Präsentirte kein Recht auf die Ausübung der Amtsgeschäfte und auf den Genuss der Amtseinkünfte. Die einstweilige Besorgung der Geschäfte eines erledigten Kirchenamts hat die geistliche Behörde allein anzuordnen, vorbehaltlich der auch bei einstweiligen Anstellungen von Geistlichen der Regierung zustehenden Bestätigung. | §. 73. Der König gewährt durch seine Behörden sämmtlichen Kirchendienern jede zur ordnungsmässigen Ausübung ihrer Amtsgeschäfte erforderliche gesetzliche Unterstützung und schützt sie in der ihnen zukommenden Amtswürde. || Sämmtliche Kirchendiener sind in Hinsicht ihrer bürgerlichen Verhältnisse und Handlungen, wie auch ihres Vermögens den Gesetzen des Landes unterworfen. §. 74. Die Entlassung der Kirchendiener von ihrem Amte, wie auch deren Suspension vom Amte, verbunden mit der vom Gehalte, kann im Disciplinarverfahren nicht anders stattfinden, als nachdem die Kirchenbehörde eine gehörige Untersuchung angestellt und die Kirchendiener mit ihrer Vertheidigung hinreichend gehört hat. | In Hinsicht der Prediger oder Pfarrer und der übrigen höhern Geistlichen ist in solchen Fällen die Bestätigung des zuständigen Departements-Ministers oder des Königs erforderlich. Blosse Amts-Suspension kann beim Anfange einer wider einen Kirchendiener angestellten Untersuchung sofort von der geistlichen Behörde verfügt werden. | §. 75. [Uebereinstimmend mit §. 68 des Grundges. v. 1833, mit nachfolgendem Zusatze] Dem König gebührt das Oberaufsichtsrecht über alle für kirchliche Zwecke, für den Unterricht oder für andere öffentliche Zwecke bestimmten Stiftungen. Ist durch den Stifter oder durch die dabei betheiligten Personen für die Verwaltung der Stiftung eine Bestimmung getroffen, so berechtigt das Oberaufsichtsrecht nicht zu einer Einmischung in die Verwaltung selbst . . . . | §. 76. [Uebereinstimmend mit §. 69 des Grundges. v. 1833.] | §. 77. Der Unterricht in den Volksschulen bleibt der Aufsicht der Pfarrer und der zuständigen Kirchenbehörde, unter Oberaufsicht des Königs überlassen.

Nr. 4761 (26). Hannover. 6. Aug. 1840.

Dagegen erschien eine Vorstellung des Bischofs und Domcapitels von Hildesheim — in ähnlichem Geiste gehalten wie die unter Nr. (25) angeführte — an die berathende Ständeversammlung (23. Mai 1840). (S. Roskovány, Mon. II. p. 628 ff.)

Nr. 4762. (27.)

WÜRTEMBERG. Aus der Verfassungsurkunde für das Königreich Würtemberg v. 25. Sept. 1819. — Stellung der katholischen Kirche.

Zachariä, Verfassungsgesetze p. 295 ff.

III. Capitel. *Von den allgemeinen Rechtsverhältnissen der Staatsbürger.* | §. 24. Der Staat sichert jedem Bürger Freiheit der Person, Gewissens- und

Nr. 4762 (27) Würtemberg 25. Sept. 1819

Nr.4762 (27). Würtemberg. 25.Sept.1819.

Denkfreiheit, Freiheit des Eigenthums und Auswanderungsfreiheit zu. §. 27. Den vollen Genuss der staatsbürgerlichen Rechte gewähren die drei christlichen Glaubensbekenntnisse. Andere christliche Glaubensgenossen können zur Theilnahme an den bürgerlichen Rechten nur in dem Verhältnisse zugelassen werden, als sie durch die Grundsätze ihrer Religion an der Erfüllung der bürgerlichen Pflichten nicht gehindert werden.

VI. Capitel. *Von dem Verhältnisse der Kirchen zum Staate.* §. 70. Jeder der drei im Königreiche bestehenden christlichen Confessionen wird freie öffentliche Religionsübung und der volle Genuss ihrer Kirchen-, Schul- und Armenfonds zugesichert. §. 71. Die Anordnungen in Betreff der inneren kirchlichen Angelegenheiten bleiben der verfassungsmässigen Autonomie einer jeden Kirche überlassen. §. 72. Dem Könige gebührt das oberstholieitliche Schutz- und Aufsichtsrecht über die Kirchen. Vermöge desselben können die Verordnungen der Kirchengewalt ohne vorgängige Einsicht und Genehmigung des Staatsoberhauptes weder verkündigt noch vollzogen werden. §. 73. Die Kirchendiener sind in Ansehung ihrer bürgerlichen Handlungen und Verhältnisse der weltlichen Obrigkeit unterworfen. §. 74. Kirchen- und Schuldiener, welche durch Altersschwäche oder eine ohne Hoffnung der Wiedergenesung andauernde Kränklichkeit zur Versehung ihres Amtes unfähig werden, haben Anspruch auf einen angemessenen lebenslänglichen Ruhegehalt. §. 76. Sollte in künftigen Zeiten sich der Fall ereignen, dass der König einer anderen als der evangelischen Confession zugethan wäre, so treten alsdann, in Hinsicht auf dessen Episcopalrechte die dahin gehörigen Bestimmungen der früheren Religionsreversalien ein. §. 78. Die Leitung der inneren Angelegenheiten der katholischen Kirche steht dem Landesbischof nebst dem Domcapitel zu. Derselbe wird in dieser Hinsicht mit dem Capitel alle diejenigen Rechte ausüben, welche nach den Grundsätzen des katholischen Kirchenrechtes mit jener Würde wesentlich verbunden sind. §. 79. Die in der Staatsgewalt begriffenen Rechte über die katholische Kirche werden von dem Könige durch eine aus katholischen Mitgliedern bestehende Behörde ausgeübt, welche auch bei Besetzung geistlicher Aemter, die von dem Könige abhängen, jedesmal um ihre Vorschläge vernommen wird. §. 80. Die katholischen Kirchendiener geniessen eben dieselben persönlichen Vorrechte, welche den Dienern der protestantischen Kirche eingeräumt sind. §. 81. Auch wird darauf Rücksicht genommen werden, dass katholische Geistliche, welche sich durch irgend ein Vergehen die Entsetzung vom Amte zugezogen haben, ohne zugleich ihrer geistlichen Würde verlustig geworden zu sein, ihren hinreichenden Unterhalt finden. §. 82. Die katholische Kirche erhält zur Bestreitung derjenigen kirchlichen Bedürfnisse, wozu keine örtlichen Fonds vorhanden sind, oder die vorhandenen nicht zureichen, und besonders für die Kosten der höheren Lehranstalten, einen eigenen, diesen Zwecken ausschliesslich gewidmeten Kirchenfond. Zum Behufe der Ausscheidung desselben vom Staatsgute, und der näheren Bestimmung der künftigen Verwaltungsweise, wird auf gleiche Art, wie oben

(§. 77) bei dem altwürtembergischen Kirchengute festgesetzt ist, eine Commission niedergesetzt werden.

Nr. 4763. (28.)

GROSSHERZOGTHUM HESSEN. — Aus der Verfassungsurkunde für das Grossherzogthum Hessen v. 17. Dec. 1820. — Stellung der katholischen Kirche.

Zachariae, Verfassungsgesetze p. 403 f.

Nr. 4763 (28). Grossherz. Hessen. 17. Dec. 1820.

Titel III. *Von den allgemeinen Rechten und Pflichten der Hessen.* Art. 20. Die Verschiedenheit der in dem Grossherzogthum anerkannten christlichen Confessionen hat keine Verschiedenheit in den politischen oder bürgerlichen Rechten zur Folge. || Art. 21. Den anerkannten christlichen Confessionen ist freie und öffentliche Ausübung ihres Religionscultus gestattet. || Art. 22. Jedem Einwohner des Grossherzogthums wird der Genuss vollkommener Gewissensfreiheit zugesichert. Der Vorwand der Gewissensfreiheit darf jedoch nie ein Mittel werden, um sich irgend einer, nach den Gesetzen obliegenden Verbindlichkeit zu entziehen.

Titel V. *Von den Kirchen, den Unterrichts- und Wohlthätigkeits-Anstalten.* || Art. 39. Die innere Kirchenverfassung geniesst auch den Schutz der politischen. || Art. 40. Verordnungen der Kirchengewalt können ohne vorgängige Einsicht und Genehmigung des Grossherzogs weder verkündet, noch vollzogen werden. || Art. 41. Die Geistlichen sind in ihren bürgerlichen Verhältnissen und bei strafbaren Handlungen, welche nicht blosse Dienstvergehen sind, der weltlichen Obrigkeit unterworfen. || Art. 42. Die Beschwerden über Missbrauch der kirchlichen Gewalt können jederzeit bei der Regierung angebracht werden. || Art. 43. Das Kirchengut, das Vermögen der vom Staate anerkannten Stiftungen, Wohlthätigkeits- sowie der höheren und niederen Unterrichts-Anstalten geniessen des besonderen Schutzes des Staats und können unter keiner Voraussetzung dem Finanzvermögen einverleibt werden. || Art. 44. Die Fonds der milden Stiftungen zur Beförderung der Gottesverehrung, des Unterrichts und der Wohlthätigkeit können nur mit ständischer Einwilligung zu einem fremdartigen Zwecke verwendet werden.

Nr. 4764. (29.)

OBERRHEINISCHE KIRCHENPROVINZ. Reception der Bullen „Provida solersque“ und „Ad dominici gregis custodiam“ — Circumscriptions- und Ergänzungsbulle — in den Staaten der Oberrheinischen Kirchenprovinz.

A. Würtemberg. Königliches Rescript.

Regierungsblatt f. d. Königr. Würtemberg. Jahrg. 1827. St. 25. p. 335.

Wilhelm, von Gottes Gnaden König von Würtemberg.

Nr. 4764. (29). Oberrhein. Kirchenprov. 24. Oct. 1827.

Da die päpstliche Bulle vom 16. August 1821, welche mit den Worten: „Provida solersque“ und diejenige vom 11. April 1827, welche mit den Worten: „Ad Dominici gregis custodiam“ beginnt, insoweit solche die Bildung der oberrheinischen Kirchenprovinz, die Begrenzung, Ausstattung und Einrichtung der dazu gehörigen fünf Bisthümer mit ihren Domcapiteln, sowie die Besetzung der erzbischöflichen und bischöflichen Stühle und der Domstiftischen Präbenden zum Gegenstand haben, von Uns angenommen werden, und Unsere landesherrliche Staats-Genehmigung erhalten, ohne dass jedoch aus denselben auf irgend eine Weise etwas abgeleitet werden könnte, was Unsern Hoheitsrechten schaden oder ihnen Eintrag thun möchte, oder den Landesgesetzen und Regierungs-Verordnungen, den erzbischöflichen und bischöflichen Rechten, oder den Rechten der evangelischen Confession und Kirche entgegen wäre; so wird solches hiermit unter dem Vorbehalte, dass wegen der Vollziehung weitere Anordnungen werden getroffen werden, zur Nachachtung bekannt gemacht.

Stuttgart, den 24. Oktober 1827.

Wilhelm.

Der Minister des Innern:
v. Schmidlin.

Auf Befehl des Königs:
Der Staatssecretär
Vellnagel.

B. Bekanntmachung der Bullen in den übrigen Staaten:

Nassau 9. Oktober, Baden 16. Oktober 1827. Kurhessen 31. August, Grossherzogthum Hessen 16. Oktober 1829. — Hohenzollern und Frankfurt — die gleichfalls der Oberrh. Kirchenprovinz beitraten — nahmen die Bullen zwar an, scheinen sie jedoch nicht publicirt zu haben.

O. Mejer, Propaganda l. c. II. p. 383—417. Longner, Beiträge zur Geschichte der Oberrheinischen Kirchenprovinz. Tübingen 1863. — Ueber die katholische Kirche in diesen Staaten zu Anfang des 19. Jahrh. s. O. Mejer, Zur Geschichte l. c. p. 259—400.

Die Staaten, welche heute zur Oberrheinischen Kirchenprovinz gehören, erhielten durch die Erwerbungen des Jahres 1803 auch einen bedeutenden Zuwachs an katholischen Unterthanen, deren Kirchenverhältnisse noch der

Ordnung bedurften. Um sich hierüber zu verständigen, traten am 24. März 1818 die Abgeordneten dieser Staaten, denen sich vorübergehend auch noch Mecklenburg-Schwerin, die sächsischen Herzogthümer, Oldenburg, Waldeck, Lippe, Lübeck und Bremen anschlossen, in Frankfurt zu Conferenzen zusammen. Das Ergebniss derselben waren die im Geiste des Josefinismus entworfenen „Grundzüge zu einer Vereinbarung über die Verhältnisse der katholischen Kirche in deutschen Bundesstaaten" (S. Münch, Konkordate II 338 ff.), welche aus den Sitzungsprotocollen zusammengestellt wurden. Gleichzeitig verständigte man sich bezüglich der Form in der die „Grundzüge" zur Geltung zu bringen, dahin, ein Staatsgesetz über die Rechtsverhältnisse der kath. Kirche in der Form einer Declaration abzufassen, diese dem Papste einfach zur Annahme vorzulegen und, falls er sie nicht unverändert annähme, dieselbe dann ohne ihn, mit Hülfe der noch in der Kirchenprovinz bestehenden kirchlichen Oberbehörden, durchzuführen. — Nachdem die Zustimmung der Regierungen eingetroffen war, wurde im Juli die „Declaration" abgefasst (S. lat. Orig. und deutsche Uebers. bei Longner l. c. p. 630 ff. — 458 ff.) und hierauf ein organisches Statut entworfen, in das man jene Bestimmungen der „Grundzüge" aufnahm, welche „in die Declaration nicht passen". Durch Vertrag vom 7. Okt. verpflichteten sich die berathenden Staaten nur gemeinsam vorzugehen; die gefassten Beschlüsse in ihren Ländern durchzuführen; und die Kosten einer nach Rom zu entsendenden Gesandtschaft zu tragen. — Am 23. März 1819 übergab die Gesandtschaft die Declaration dem römischen Hofe. Nach langem vergeblichen Warten und im Begriffe ohne Antwort abzureisen, erhielt sie die unter der Bezeichnung „Esposizione dei sentimenti di sua Santita sulla Dichiarazione de Principi etc. bekannte Antwortsnote Consalvis v. 10. Aug. 1819 (S. in deutscher Uebers. bei Münch l. c. II p. 378 ff.), in welcher der Standpunkt der Curie bei Negotiationen mit protestantischen Regierungen eingehend dargelegt ist. Die einzelnen Punkte der Declaration werden darin besprochen, die nothwendigen und zwar sehr einschneidenden Veränderungen bezeichnet und schliesslich der Vorschlag gemacht „einstweilen die bezeichnete neue Begränzung der Diöcesen in Vollzug zu setzen, um hernach im guten Einverständnisse den Kirchen weiter vorzusehen." Die officielle Erwiederung, in der die Gesandten die Bestimmungen der Declaration zu vertheidigen suchen, die sie als „eine Magna charta libertatis ecclesiae catholicae Romanae" bezeichnen, „die keiner Abänderung oder Zugabe, die ihr fremd sein würde, fähig sein könne", erfolgte am 3. Sept. 1819 und eine Verbalnote vom selben Tage ersuchte um nähere Angaben über die vorgeschlagene Circumscription (S. Münch l. c. p. 368 u. 367 f.). Consalvis Antwortnote dat. 24. Sept. spricht die Unmöglichkeit aus die Grundsätze der Declaration zu bestätigen oder gutzuheissen. Eine Verbalnote vom 2. Okt. und deren Beilage (Expositio eorum) giebt die Art und Weise an, wie die beantragten fünf bischöflichen Sitze dotirt und errichtet werden könnten (beide im Auszug bei Longner l. c. p. 493—506 und 507 f.). — Im März 1820 wurden die Frankfurter Berathungen nun wieder eröffnet. Man ging auf den päpstlichen Vorschlag einer blossen Circumscriptions- und Errichtungsbulle „gern" ein, beschloss jedoch gleichzeitig, alle Elemente der Declaration, welche in der Circumscriptionsbulle keinen Platz finden konnten, theils in das organische Statut, welches nun den Namen Kirchenpragmatik erhielt, theils in ein sogen. Fundationsinstrument aufzunehmen (S. beide bei Longner l. c. p. 636 ff. und 651). Die factischen Notizen deren Consalvi zu bedürfen erklärt hatte wurden gesammelt und mit einer Note, in der das eventuelle Anerbieten im

Nr. 4764 (29). Oberrhein. Kirchenprov. 24. Oct. 1827.

Wesentlichen acceptirt ward, im März 1821 nach Rom gesandt. Ohne dass weite Detailverhandlungen über Inhalt und Form der zu erlassenden Bulle stattfanden — wie diess bei Preussen und Hannover geschah — erschien diese selbst (Nr. (30)) am 16. Aug. 1821. Eine begleitende Note Consalvis vom 20. August wies auf die zur Herstellung der Kirchenverfassung noch nöthigen Ergänzungen hin. Die Annahme der Bulle von Seite der Staaten ward im November der Curie angezeigt, nachdem dieselbe vorher von der Frankfurter Conferenz geprüft worden war. — Es liegt unserem Zwecke ferne den weiteren Gang der Verhandlungen, welche über die Durchführung der Bulle, Besetzung der Bisthümer, Zurücknahme der Kirchenpragmatik — die wohl formell, aber nicht ihrem Inhalte nach stattfand — im einzelnen zu verfolgen. Wir heben daraus das Ultimatum der Curie vom 16. Juni 1825 hervor, welches in sechs Artikeln dieselben Bestimmungen enthält wie die spätere Bulle „Ad Dominici gregis“ (S. Nr. (31)). Hierauf erklärte die Frankfurter Conferenz in einer gemeinsamen Note dat. 4. Sept. 1826, den vier ersten Punkten unter der Bedingung zuzustimmen, dass ein päpstliches Breve an die Bischöfe und Domcapitel erlassen werde, welches diese anweist in vorkommenden Fällen nur Personen zu Bischöfen und Domcapitularen zu wählen, „qui aient l'agrément des gouvernements“. Rücksichtlich der Art. V und VI spricht sie aus. . . . Les Princes et États réunis s'étant prononcés aussi franchement sur celle des propositions de la cour de Rome qui ont pour but de completer l'arrangement le plus urgent des affaires ecclésiastiques de l'église catholique de leurs pays, il leur reste à observer à S. Ste. que, posé en principe que la négociation présente doit être reservée dans des limites analogues à ce but, ils regardent la Vme proposition comme étant de nature à être d'autant plus passée tout-à-fait sans silence, que les séminaires se trouvent déjà datés par la liberalité des gouvernements. Cette même observation, ils l'envisagent comme également applicable à la VIme proposition sur la nonadmissibilité de laquelle ils se sont déjà expliqués antérieurement — et ils ne peuvent douter que S. Sté. se contentera des assurances déjà données dans les termes, relativement à la Correspondance avec la Cour de Rome. Si néanmoins S. Sté. en jugeait autrement et trouverait indispensable d'inserer la Vme et VIme proposition dans la bulle supplémentaire, il ne pourrait échapper à Sa sagacité, que les Princes et États réunis se trouveraient par le fait même dans la nécessité, de se reserver les droits inaliénables de leur souveraineté rélativement aux points en question (bei Friedberg, Grenzen l. c. p. 369). — Eine Note des römischen Hofes vom 26. Januar 1827 (nur unvollständig bekannt, Longner l. c. 573) beantwortet die in der gemeinsamen Note vom 4. Sept. 1826 bezüglich der Art. I—IV ausgesprochene Bedingung dahin: der Papst wolle einen weiteren Beweis seiner Hochschätzung geben und ein ähnliches Breve wie für Preussen (S. Nr. (20)) auch an die Bischöfe und Capitel dieser Provinz erlassen, was auch Ende Mai 1827 geschah (S. Nr. (31) Anmerkung). Dadurch wurde jedoch diese Bedingung nur theilweise erfüllt, weil sowohl in dem Breve für Preussen, wie in dem für die Oberrheinische Kirchenprovinz, allein von den zu erwählenden Bischöfen gesagt wird, sie dürften „nec principi minus gratos esse“; von den zu erwählenden Domcapitularen ist in beiden überhaupt gar nicht die Rede. In Beziehung auf den zu Art. V und VI gemachten Vorbehalt wird erwiedert, diese Artikel seien nicht geeignet die legitimen Rechte der Fürsten zu verletzen. Damit waren die Verhandlungen beendet. Am 11. April 1827 erschien die Ergänzungsbulle „Ad Dominici gregis“. — Die staatliche Publication und bedingte Genehmigung der beiden nach-

folgenden Bullen (Nr. (30) und (31)) geschah in den Jahren 1827 und 1829 auf Grund des in der Conferenz vom 8. Oktober 1827 zwischen den Staaten der oberrheinischen Kirchenprovinz erneuten Staatsvertrages. Die gleichverbindliche Beilage desselben enthält a) die Formel, durch welche dann — nur in unwesentlichen Ausdrücken abweichend — die nach ihrer Fassung eine Anerkennung der Art. V und VI ausschliessende Genehmigung erfolgte, und b) den Eid, welchen die Bischöfe dem Landesherrn vor ihrer Einsetzung zu leisten haben (beide, wie auch der kirchliche Eid bei Longner l. c. p. 583 ff.). Ueber die im Jahre 1830 erlassene landesherrliche Verordnung (s. Nr. (32)) einigte man sich in der Conferenz vom 15. November 1827. (S. vergleichende Zusammenstellung der Kirchenpragmatik und Verordnung bei Longner l. c. p. 636 ff.)

Nr. 4764 (29). Oberrhein. Kirchenprov. 24. Oct. 1827.

Nr. 4765. (30)

RÖMISCHE CURIE. Die Bulle Provida Solersque. — Circumscription der Oberrheinischen Kirchenprovinz.

Lat. Orig. Bull. M. R. XV p. 424. Nussi p. 209. Deutsche Uebers. Regierungsblatt f. d. Königr. Würtemberg. Jahrg. 1827. St. 25. p. 436.

Pius, Bischof, Diener der Diener Gottes. Zum immerwährenden Gedächtniss.

Nr. 4765 (30). Röm. Curie 16. Aug. 1821.

Die fürsehende und eifrige Sorgfalt der römischen Päpste in Beilegung und Anordnung alles dessen, was zur bessern Obhut und Pflege der Heerde des Herrn nach der eigenen Beschaffenheit der Zeiten und Orte zweckmässiger erscheint, treibt dieselben an, bald neue bischöfliche Sitze zu errichten, bald einige derselben zu versetzen, um unter dem Segen des Herrn der Ernte für die geistige Wohlfahrt des gläubigen Volkes dadurch geeignetere Schutzwehre zu errichten. Kaum war daher Deutschland die Ruhe wiedergegeben, so verwendeten Wir Unsre Sorgen unausgesetzt auf die Herstellung der kirchlichen Angelegenheiten, die durch das Unheil der vergangenen Zeiten in Verwirrung gekommen waren. Und nachdem wir diese vor vier Jahren in dem Königreich Baiern auf eine zweckmässige Weise geordnet hatten, so wendeten Wir zugleich ohne Verzug Unsere Sorgfalt auf alle jene Verehrer des wahren Glaubens welche gegenwärtig unter der Herrschaft der Durchlauchtigsten Fürsten und Staaten von Deutschland, nämlich des Königs von Würtemberg, des Grossherzogs von Baden, des Kurfürsten von Hessen, des Grossherzogs von Hessen, des Herzogs von Nassau, der freien Stadt Frankfurt, des Grossherzogs von Mecklenburg, der Herzoge von Sachsen, des Herzogs von Oldenburg, des Fürsten von Waldeck und der freien Hansestädte Lübeck und Bremen sich befinden, welche um ihre Bereitwilligkeit an den Tag zu legen, Alles beizutragen, damit durch den apostolischen Stuhl Bisthümer mit schicklicher Ausstattung entweder neu errichtet, oder hergestellt werden möchten, deshalb eine gemeinschaftliche Gesandtschaft nach Rom sendeten. || Da man sich jedoch nicht über alle kirch-

Nr. 4765 (30). Röm. Curie. 16. Aug. 1821.

lichen Gegenstände, wovon es sich handelte, vereinigen konnte, Wir gleichwohl die Hoffnung nicht aufgeben, dass dieses in der Folge, gemäss der Weisheit jener Fürsten und Staaten, noch werde geschehen können, so haben Wir, damit unterdessen die in jenen Gegenden wohnenden Gläubigen, welche Wir in Betreff der geistlichen Verwaltung in die grösste Noth versetzt sehen, nicht länger eigener Hirten entbehren müssen, zur Errichtung einiger bischöflichen Sitze in den vorzüglicheren Städten und Gebieten jener Fürsten und Staaten, und Umschreibung der Diöcesen vorzuschreiten beschlossen, um auf das geschwindeste jene Kirchen mit eigenen Bischöfen versehen zu können, Uns die Sorge vorbehaltend, die katholischen Unterthanen anderer Fürsten mit der Zeit jenen Diöcesen anzuschliessen, die Wir für die bequemsten dazu halten werden. Nach einvernommenem Rathe einiger Unserer ehrwürdigen Brüder, Cardinäle der heiligen römischen Kirche, unterdrücken, zernichten und vertilgen Wir daher mit sicherer Erkenntniss und reifer Ueberlegung und kraft der Fülle der apostolischen Gewalt den Titel, den Namen, die Natur, das Wesen und den ganzen gegenwärtigen Bestand der erledigten sowohl bischöflichen Kirche zu Constanz, als der zu keiner Diöcese gehörigen Probstei zum heiligen Vitus in Ellwangen, sammt ihren Capiteln, in der Absicht, um frei zu der unten zu benennenden neuen Errichtung von Kirchen und Umschreibung der Diöcesen vorschreiten zu können. Ferner verändern Wir den Zustand der bischöflichen Kirchen zu Mainz und Fulda dergestalt, dass jene allem Metropolitanrechte des Erzbischofs von Mecheln entzogen werde.... Mit gleicher Erkenntniss, Ueberlegung und Gewalt, zur Ehre des Allmächtigen Gottes, zur Erhöhung des wahren Glaubens und zur Beförderung der katholischen Religion errichten und bestimmen Wir für alle Zeit Freiburg, die Hauptstadt im Breisgau . . . . zur erzbischöflichen Stadt, und den sehr berühmten Tempel unter dem Titel der Aufnahme der seligen Jungfrau Maria, zur erzbischöflichen Kirche und Pfarrkirche; desgleichen Rottenburg am Neckar . . . . zur bischöflichen Stadt, und den dort befindlichen sehr ansehnlichen Tempel unter Anrufung des heiligen Martin, Bischofs und Beichtigers, zur bischöflichen Kirche; ferner Limburg an der Lahn . . . gleichfalls zur bischöflichen Stadt, und den dort befindlichen Tempel unter Anrufung des heiligen Georgs zur bischöflichen Kirche, mit allen Rechten, Gerichtsbarkeiten, Vorzügen, Ehren und Freiheiten, welche den erzbischöflichen und beziehungsweise den bischöflichen Sitzen gesetzmässig gebühren. Der zuvor genannten Metropolitan-Kirche in Freiburg aber weisen Wir die vier genannten bischöflichen Kirchen zu Mainz, Fulda, Rottenburg und Limburg als Suffragan-Kirchen zu. | Die Capitel der Metropolitan-Kirche zu Freiburg und der Cathedral-Kirchen zu Mainz und Rottenburg werden aus einer Dekanatswürde und sechs Canonicaten; das Capitel zu Fulda aber wird aus einer Dekanatswürde und vier Canonicaten; und das zu Limburg aus einer Dekanatswürde und fünf Canonicaten bestehen. || Um die Zahl der Kirchendiener zu vermehren, werden in Freiburg und Rottenburg noch sechs, in Mainz und Fulda vier, und in Limburg zwei Präbenden oder Caplaneien für eben so viele Präben-

Nr. 4765 (30). Röm. Curie. 16. Aug. 1821.

daten oder Capläne errichtet werden. Jedem von gedachten Capiteln überlassen und ertheilen Wir die Erlaubniss und die Befugniss ... Satzungen, Capitelbeschlüsse und Verfügungen . . . zu verfassen, herauszugeben, und sich überhaupt des Genusses aller Begünstigungen, Auszeichnungen und Freiheiten, dessen sich andere Cathedral-Kirchen in diesen Gegenden gesetzmässig zu erfreuen haben, gleichfalls frei und mit Recht zu erfreuen. . . . . [Auftrag einen Capitel-Pönitenziar und Catecheten zu bestellen.] . . . In jeder der oben benannten erzbischöflichen und bischöflichen Kirchen soll nach Vorschrift der heiligen Kirchenversammlung von Trient zur Erziehung und Unterweisung der Clerisei, unter der freien Leitung und Verwaltung des Bischofs, eine geistliche Bildungsanstalt bestehen, wo eine dem Bedürfnisse und Nutzen der Diöcese angemessene Anzahl von Zöglingen unterhalten werden kann. Da Uns bekannt ist, dass in vier von jenen Diöcesen dergleichen schon bestehen, so befehlen Wir, dass baldmöglichst in der einzigen noch übrigen eine solche zweckmässig errichtet werde. In der Absicht nun, um zu der Umschreibung der oben benannten fünf Diöcesen vorzuschreiten, ... beschliessen und befehlen und bestimmen Wir in der nämlichen Fülle apostolischer Gewalt, nach vorgängiger Losreissung der unten zu benennenden Orte von den Diöcesen und Kirchen, wovon sie gegenwärtig abhängen, Folgendes: Die Metropolitan-Kirche zu Freiburg wird zu ihrem Diöcesan-Sprengel haben das ganze Gebiet des Grossherzogthums Baden, nämlich die Pfarreien, welche innerhalb der Grenzen des Grossherzogthums liegen, ... jene vierzehn Pfarreien die im Fürstenthum Hohenzollern-Hechingen liegen ..., sowie vier und zwanzig Pfarreien im Fürstenthum Hohenzollern-Sigmaringen, . . und noch achtzehn Pfarreien des Dekanats Vöringen, neben siebenzehn Pfarreien des Dekanats Haigerloch, die in eben diesem Fürstenthume liegen und zu eben derselben Diöcese gehören. Die bischöfliche Kirche zu Mainz wird zu ihrem Diöcesan-Sprengel haben das ganze Gebiet des Grossherzogthums Hessen, ... doch so, dass von dem ersten künftigen Bischofe in jenen Orten, die grösstentheils von Nichtkatholiken bewohnt werden, neue Pfarrkirchen für die in beträchtlicher Anzahl dort befindlichen Katholiken gegründet, wo sie sich aber nur in geringer Anzahl befinden, solche den nahe gelegenen katholischen Pfarreien zugetheilt werden. Die bischöfliche Kirche zu Fulda wird zu ihrem künftigen Diöcesan-Sprengel haben das ganze Kurfürstenthum Hessen . . . . . . Mit der nämlichen Fuldaer Diöcese lassen wir noch neun Pfarreien im Grossherzogthum Sachsen-Weimar vereinigt, mit Vorbehalt der freien Gewalt für Uns und Unsere Nachfolger, die römischen Päpste, wenn es nöthig scheinen sollte, anders darüber zu verfügen. Die bischöfliche Kirche zu Rottenburg wird zu ihrem Diöcesan-Sprengel haben das ganze Königreich Würtemberg . . . . . Die bischöfliche Kirche in Limburg wird zu ihrem Diöcesan-Sprengel haben das ganze Herzogthum Nassau, ... und zugleich das Gebiet der freien Stadt Frankfurt . . . . . . Den erwähnten fünf Kirchen weisen Wir die vorgedachten zu erzbischöflichen und bischöflichen erhobenen Städte und Kirchen sammt den als betreffende Diöcesan-Sprengel zugegebenen Orten und Pfarreien, und ihre Einwohner beiderlei Geschlechts,

Nr. 4765 (30). Röm. Curie. 16. Aug. 1821.

geistlichen und weltlichen Standes, als Clerisei und Volk auf immer zu und unterwerfen sie gänzlich der geistlichen Gerichtsbarkeit eines jeden Vorstehers dergestalt, dass denjenigen, welche zur Regierung der erzbischöflichen und bischöflichen Kirchen nach den canonischen Verordnungen würdig und tauglich erachtet und sowohl für dieses erste Mal, als in Zukunft, durch apostolisches Ansehen nach vorläufigem Untersuchungsprocess, welcher von dem römischen Papste, nach der auf Befehl Papst Urban VIII. seligen Andenkens, Unseres Vorfahrens, herausgegebenen Form, für jeden einzelnen Fall aufzutragen ist, aufgestellt sein werden, erlaubt sei, sowie Wir es hiermit befehlen und gebieten, durch sich selbst oder durch andere in ihrem Namen, nachdem jedoch der gegenwärtige Brief gehörig und vollständig vollzogen sein wird, und sie als Vorsteher Briefe der apostolischen Vorsehung werden erhalten haben, einen wahren, wirklichen und körperlichen Besitz von der Regierung, Verwaltung und einem jeglichen Diöcesan-Rechte über benannte Kirchen und Städte und Sprengel, Güter und andere Gefälle, welche zur Ausstattung angewiesen sind, oder noch angewiesen werden, zu ergreifen und den ergriffenen beständig zu behalten. || Unterdessen beschliessen Wir, dass alle und jede oben benannte Orte von den nämlichen Vicarien oder rechtmässig aufgestellten Verwaltern einstweilen forthin verwaltet werden, denen sie gegenwärtig untergeordnet sind. || Damit aber die obigen von Uns getroffenen Bestimmungen insgesammt und einzeln in eine schnelle und glückliche Wirksamkeit treten mögen, so ermächtigen und beauftragen Wir den ehrwürdigen Bruder Johann Baptist von Keller, Bischof von Evara, den Wir zum Vollzieher Unseres gegenwärtigen Briefs ernennen, erwählen und abordnen, dass er zu der, obengedachte Kirchen-Capitel und Seminarien betreffenden Dotation durch ständige Güter und Grundstücke und andere mit Special-Hypotheken versehene Einkünfte, welche späterhin in ständige Güter und Grundstücke verwandelt und von ihnen als Eigenthum besessen und verwaltet werden sollen, in der Art und Form schreite, wie sie von den durchlauchtigsten Fürsten, unter deren Botmässigkeit die einzelnen Diöcesen stehen, dargeboten und in den unten zu erwähnenden, in rechtsgiltiger Form ausgefertigten und Uns übersandten Urkunden ausgedrückt worden ist, welche bei den Acten dieser den Consistorial-Angelegenheiten vorstehenden Congregation aufbewahrt werden, und wovon authentische Abschriften vom vorbesagten Vollzieher den einzelnen Kirchen zur Aufbewahrung in ihren betreffenden Archiven werden übergeben werden. || Er wird nämlich der erzbischöflichen Kirche zu Freiburg im Breisgau die Herrschaft Linz und andere Einkünfte anweisen, welche Güter und Einkünfte im Ganzen einen jährlichen Ertrag von siebenzig fünftausend dreihundert sechzig und vier rheinischen Gulden liefern, wie solches klar und deutlich in der auf Specialbefehl des Grossherzogs von Baden unter dem 23. December 1820 ausgefertigten Urkunde beschrieben wird. || Der besagte Bischof, Johann Baptist, wird aber die Güter dergestalt vertheilen, dass daraus jährlich zukommen: dem erzbischöflichen Tische 13,400 fl., ... [Dotation der Domherrn] . . . . Ausserdem wird er zur Wohnung des Erzbischofs Häuser anweisen. || Der

bischöflichen Kirche zu Mainz wird er zu denjenigen festen Einkünften und Gefällen, deren sie sich bereits zu erfreuen hat, einen jährlichen Betrag von 20,000 rheinischen Gulden zutheilen, welcher aus den Gefällen und Einkünften des . . . Mainzer Rentamtes zu nehmen, und der vorerwähnten Kirche jährlich unter der Bedingung auszuzahlen ist, dass der gedachte Betrag ein Hypothekarrecht der herrschaftlichen Güter, Grundstücke und Gefälle dieses Mainzer Rentamtes erhalte, und solche Bestimmung festständig und unerschütterlich bleibe, bis jener bischöflichen Kirche zu Mainz Güter und Grundstücke, deren Ertrag jährlich 20,000 fl. abwirft, zum vollen rechtlichen Besitz angewiesen werden, wie solches in den auf Specialbefehl des Grossherzogs von Hessen und bei Rhein am 26. August 1820 ausgefertigten Urkunde ausdrücklich zugesagt wird. | Nach Hinzufügung dieses Betrags von jährlichen 20,000 fl. . . . . . . wird der Gesammtbetrag der hieraus sich ergebenden Einkünfte . . . dergestalt zu vertheilen sein, dass dem Bischof 8000 fl. . . . . jährliche reine Einkünfte zu Theil werden. . . . . |

Die bischöfliche Kirche zu Fulda wird Felder, Wiesen und Waldung, dann andere Einkünfte haben, welche einen jährlichen Ertrag von 26,370 rheinischen Gulden liefern, wie es weitläufig in der von vorgedachtem Kurfürsten von Hessen unter dem 14. März 1821 ausgestellten Urkunde beschrieben wird. Diese Ausstattung aber wird vorbesagter Vollzieher dergestalt vertheilen, dass dem Bischof 6000 fl., ... jährlich bezahlt werden. | Die bischöfliche Kirche zu Rottenburg wird die Einkünfte geniessen, welche in der auf besonderen Befehl des vorbesagten Königs von Würtemberg am 10. Nov. 1820 ausgefertigten Urkunde einzeln aufgezählt sind, und welche von dem vorbenannten Vollzieher dergestalt zu vertheilen sein werden, dass dem bischöflichen Tische 10,000 fl., ... jährlich zu gut kommen. | Die bischöfliche Kirche zu Limburg wird Güter, Grundstücke, Zinsen, Zehnten und andere Einkünfte geniessen, welche einen jährlichen Ertrag von 21,600 fl. abwerfen, wie aus der auf Specialbefehl des Herzogs von Nassau am 3. Januar des laufenden Jahres 1821 ausgefertigten Urkunde erhellt, welche Einkünfte vorbesagter Vollzieher dergestalt vertheilen wird, dass jedes Jahr zukommen dem Bischof 6000 fl. . . . . . | Weiter geben Wir dem oben benannten Bischofe Johann Baptist auf, dass er für die Seelsorge in den Metropolitan- und in den Cathedral-Kirchen auf angemessene Weise sorge, und bestimme, von welchen, nach vorgängiger Prüfung in Gemässheit der canonischen Beschlüsse vom betreffenden Ordinarius zu bestätigenden und anzustellenden Priestern, und mit welcher Ausstattung dieselbe in jenen Kirchen sollte ausgeübt werden, und dass er bezeichne, in welches Seminar der Freiburger Kirchen-Provinz die geistlichen der Limburger Diöcese, unter jährlicher Anweisung der oben besagten 1500 fl. aufzunehmen seien, bis ein eigenes Seminar in Limburg errichtet wird; dass er ferner die von den betreffenden Landesherrn beizubringende Summe festsetze, wodurch die Kosten des Gottesdienstes in den aufgehobenen Kirchen, der bischöflichen zu Constanz und der propsteilichen zu Ellwangen, hinlänglich und bleibend gedeckt werden . . . .

Nr. 4765 (30). Röm. Curie. 16. Aug. 1821.

. . . [Angabe der apostolischen Kammertaxen, Freiburg zu $668^1/_3$ fl., Mainz zu $348^1/_6$ fl., Fulda zu 332 fl., Rottenburg zu 490 fl., Limburg zu 332 fl.] . . .

Damit nun alles, was Wir hiemit verordnet haben, genau in Erfüllung gebracht werde, ertheilen Wir dem vorbesagten Johann Baptist, Bischof von Evara, als aufgestelltem Vollzieher dieses Unseres Briefes, alle und jede zu dessen Vollzug erforderlichen und geeigneten Vollmachten . . . . . . || . . . . . . [Uebliche Schlussclausel] . . . .

Gegeben zu Rom, im Jahre Eintausend Achthundert Zwanzig und Eins, den sechszehnten des Monats August.

Nr. 4766. (31.)

RÖMISCHE CURIE. Die Bulle „Ad Dominici gregis custodiam". — Ergänzung der Circumscriptionsbulle.

Lat. Orig. Bull. M. R. XVI p. 32. Nussi p. 239. Deutsche Uebers. Regierungsblatt f. Würtemberg. Jahrg. 1827. St. 25. p. 467.

Nr. 4766 (31). Röm. Curie. 11. April 1827.

Leo, Bischof, Diener der Diener Gottes. Zum immerwährenden Gedächtniss.

Die römischen Päpste haben jederzeit mit grösster und ununterbrochener Anstrengung sich bestrebt, zur Obhut der Heerde des Herrn Hirten aufzustellen, welche dieselbe sowohl durch Verwaltung des Gottesdienstes, als auch durch Verkündigung des göttlichen Wortes auf den Wegen der Gerechtigkeit und des Heils leiten, wohl wissend, dass dieses ihnen nach ihrer Amtspflicht von dem obersten Hirten vorzüglich anbefohlen werde. | In dieser Absicht hat daher Unser Vorfahre Pius VII. seligen Andenkens, mit dem hohen Eifer, der ihn für die Wohlfahrt der Kirche beseelte, sich es zur heiligsten Gewissenspflicht gemacht, eine aufmerksame Sorgfalt auf jene Verehrer des wahren Glaubens zu verwenden, welche von den durchlauchtigsten Fürsten und Städten Deutschlands, nämlich . . . [wie in der vorhergehenden Bulle] . . . beherrscht werden und nachdem derselbe Alles reiflichst überlegt hatte, was der Sache am angemessensten war, hat er dafür Sorge getragen, dass denselben Vorsteher der Kirchen zugetheilt werden. || Deswegen sind durch ein unterm 16. August 1821 ausgefertigtes apostolisches Schreiben, welches mit den Worten anfängt: „Provida solersque etc." der erzbischöfliche Sitz zu Freiburg und dessen vier Suffragan-Sitze, nämlich zu Rottenburg, zu Mainz, zu Limburg und zu Fulda bestimmt worden . . . . Nunmehr sind Wir mit der gütigen Hilfe Gottes, der ein Vater des Lichts und der Urheber alles Trostes ist, bereits an dem, dass Wir diesen Sitzen baldigst ihre Hirten vorsetzen. | Allein es erübrigte noch Einiges, was in gütlicher Vereinigung festzusetzen war, wodurch in alle Zukunft, vorzüglich in Betreff der

Wahl der Vorsteher mit füglicher Rücksicht auf die örtlichen Verhältnisse Vorsorge gethan wäre, damit die Rechte des apostolischen Stuhles über diesen Gegenstand unversehrt bestehen, und Alles, was zu dem Ende daselbst geschehen muss, die allgemeine Zustimmung für sich haben möge. || Diesen Zweck haben wir einzig vor Augen gehabt, und bei diesem höchst wichtigen und schwierigen Geschäfte dies einzig zu Herzen genommen, dass alles dasjenige beseitigt würde, wodurch der grosse Seelengewinn, der durch die Anordnungen der besagten Bulle vorbereitet wurde, noch gehemmt wird, und dass dasjenige, was zum Besten der Religion festgesetzt worden war, endlich das gewünschte Ziel erreichen möge. || Nachdem wir daher alle einschlagenden Verhältnisse einer Prüfung unterworfen, und solche Entschliessungen gefasst hatten, die aus der Natur der Sache und allen ihren Umständen von selbst sich darboten, so haben Wir noch einige von Unsern ehrwürdigen Brüdern, den Cardinälen der heiligen römischen Kirche, einvernommen, und beschliessen und befehlen nach erhaltener zuverlässiger Kenntniss und reiflicher Ueberlegung, und mit der Vollmacht der apostolischen Gewalt, was folgt: || Erstens: So oft der erzbischöfliche oder ein bischöflicher Sitz erledigt sein wird, wird das Capitel der betreffenden Cathedral-Kirche Sorge tragen, dass innerhalb eines Monats, vom Tage der Erledigung an gerechnet, die Landesfürsten des betreffenden Gebietes von den Namen der zum Diöcesan-Clerus gehörigen Candidaten, welche dasselbe nach den canonischen Vorschriften würdig und tauglich erachtet, die erzbischöfliche oder bischöfliche Kirche fromm und weise zu regieren, in Kenntniss gesetzt werden. Wenn aber vielleicht einer von diesen Candidaten selbst dem Landesfürsten minder angenehm sein möchte, so wird das Capitel ihn aus dem Verzeichnisse streichen; nur muss die übrig bleibende Anzahl der Candidaten noch hinreichend sein, dass aus ihr der neue Vorsteher gewählt werden könne; dann aber wird das Capitel zur canonischen Wahl eines aus den noch übrigen Candidaten zum Erzbischofe oder Bischofe nach den gewöhnlichen canonischen Formen vorschreiten und dafür Sorge tragen, dass die Urkunde über die Wahl in authentischer Form innerhalb einer Monatsfrist dem Papste vorgelegt werde. || Zweitens: Die Bewerkstelligung des Informativ-Processes über die Eigenschaften der Promovenden zum erzbischöflichen oder zu dem bischöflichen Stuhle, wird von dem Papste in Gemässheit der Anweisung, welche auf Befehl des Papstes Urban des VIII. seligen Andenkens herausgegeben worden ist, einem der Provinzial-Bischöfe oder einem in Würde stehenden Geistlichen der betreffenden Diöcese übertragen werden; wenn der Papst aus diesem vorgelegten Informativ-Processe ersieht, dass der gewählte diejenigen Eigenschaften besitze, welche die canonischen Vorschriften von einem Bischofe erfordern, so wird er denselben sobald als möglich nach den bestehenden canonischen Formen durch ein apostolisches Schreiben bestätigen. || Drittens: Wenn aber entweder die Wahl nicht nach canonischen Regeln vorgenommen worden, oder der Gewählte nicht mit den vorgedachten Gaben ausgerüstet befunden wird, so wird der Papst dem Capitel aus besonderer Gnade gestatten, dass es, wie früher, zu einer neuen Wahl auf canonische Weise vor-

Nr. 4766 (31). Röm. Curie. 11. April 1827.

schreiten könne. || Viertens: Sowohl das Metropolitan- als die Cathedral-Capitel werden für das erstemal auf folgende Weise gebildet werden: || Nachdem der Erzbischof, oder beziehungsweise der Bischof, durch das Ansehen des heiligen Stuhls eingesetzt sind, so wird sie der Papst ermächtigen, in seinem Namen zur Ernennung des Dekans, der Canonici und der Vicarien des Capitels zu schreiten, und solchen die canonische Einsetzung zu ertheilen. || In der Folge aber, so oft das Dekanat, ein Canonicat oder ein Vicariat erledigt wird, wird abwechselungsweise der Erzbischof und beziehungsweise der Bischof oder das betreffende Capitel, innerhalb sechs Wochen, vom Tage der Erledigung an, dem Landesfürsten vier Candidaten, welche die heilige Weihe erhalten haben, und mit den Eigenschaften begabt sind, welche die canonischen Vorschriften bei den Capitularen erfordern, vorlegen. Wenn aber vielleicht einer von diesen Candidaten dem Landesfürsten minder angenehm sein sollte, so wird der Landesfürst dem Erzbischof oder Bischofe oder beziehungsweise dem Capitel solches eröffnen lassen, damit jener aus dem Verzeichnisse gestrichen werde; dann aber wird der Erzbischof oder Bischof, oder beziehungsweise das Capitel, um das Dekanat, ein Canonicat oder eine Präbende, oder ein Vicariat zu besetzen, zur Ernennung eines der übrigen Candidaten schreiten, welchem der Erzbischof oder Bischof die canonische Einsetzung ertheilen wird. || Fünftens: In dem erzbischöflichen oder bischöflichen Seminarium wird eine der Grösse und dem Bedürfnisse des Sprengels entsprechende, nach dem Ermessen des Bischofs zu bestimmende Anzahl Cleriker unterhalten, und nach der Vorschrift der Decrete des Conciliums von Trient gebildet und erzogen werden. || Sechstens: Der Verkehr mit dem heiligen Stuhl in kirchlichen Geschäften wird frei sein, und der Erzbischof in seiner Diöcese und kirchlichen Provinz, wie auch die Bischöfe, jeder in der eigenen Diöcese, werden mit vollem Rechte die bischöfliche Gerichtsbarkeit ausüben, welche ihnen nach den canonischen Vorschriften und der gegenwärtigen Kirchen-Verfassung zusteht. || Ferner befehlen Wir ernstlich, dass dasjenige, was wir nach dem Inhalte des Gegenwärtigen durch die Kraft der apostolischen Verordnung festsetzen, von den Vorstehern und Capiteln der gedachten Sitze in Allem, was zu ihnen steht, genau und pünktlich befolgt und festgehalten werden soll. || Aber auch von den durchlauchtigsten Fürsten erwarten Wir mit zuverlässiger und freudiger Hoffnung, dass Sie gemäss Ihrer grossen und erhabenen und auf Beförderung der Glückseligkeit Ihrer Völker gerichteten Gesinnungen beherzigen, in welchem Grade Unsere Nachgiebigkeit in diesem ganzen Geschäfte dargethan worden ist, und täglich mehr Sich gegen Ihre katholische Unterthanen wohlwollend erzeigen, welche Sie Sich gewiss zu jeder Zeit durch Treue, Liebe und eifrigen Gehorsam innigst verbunden finden werden......

Gegeben zu Rom bei dem heiligen Petrus, . . . 11. April 1827.

Von den in beiden Bullen angeführten Staaten wurden später Oldenburg, Gotha und Waldeck preussischen Diöcesen, Coburg und Meiningen bairischen Diöcesen, und die Hansestädte, Mecklenburg und Altenburg den für Nord-

deutschland bestehenden apostolischen Vicariaten zugetheilt. Dagegen wurde Hohenzollern mit der Diöcese Freiburg, Homburg mit Mainz, und Weimar später mit der Diöcese Fulda vereinigt. — Die in der Bulle bezüglich der Bischofswahl angegebenen Normen erfuhren durch ein Breve Papst Leo XII. an die Capitel der Kirchenprovinz (Ende Mai 1827) eine Modification zu Gunsten der Fürsten, indem darin gesagt wird: An Euch wird es sein nur solche zu wählen, von denen Ihr vor dem feierlichen Wahlact wisset, dass sie ausser den im Kirchenrecht bestimmten Qualitäten, sich auch noch durch Klugheit empfehlen und dem durchlauchtigsten Fürsten nicht unangenehm sind (nec serenissimo principi minus gratos esse). Das müsst Ihr Euch vor Augen halten, weil Euch sogar, unter den in Unseren Briefen angegebenen Normen, das Recht zustehen wird Eure Collegen zu wählen (Nussi, Conventiones p. 379).

Nr. 4766 (31). Röm. Curie. 11. April 1827.

Nr. 4767. (32.)

OBERRHEINISCHE KIRCHENPROVINZ. Verordnung der bei der Oberrheinischen Kirchenprovinz betheiligten Staaten bezüglich des Schutz- und Aufsichtsrechtes über die katholische Kirche.

A. **Würtemberg.** Königliche Verordnung.

Regierungsblatt Jahrg. 1830. Stück 9.

Wilhelm, von Gottes Gnaden König von Würtemberg.

.... Nachdem nun in Folge der mit dem römischen Hofe getroffenen Uebereinkunft die bischöflichen Stühle und Domcapitel dieser Kirchenprovinz vollständig besetzt, und in die Ausübung der ihnen zukommenden Befugnisse eingewiesen worden sind, so finden Wir Uns zur Wahrung Unseres verfassungsmässigen Schutz- und Aufsichtsrechts über die katholische Landeskirche veranlasst im Einverständnisse mit den übrigen bei der Oberrheinischen Kirchenprovinz mitbetheiligten Regierungen zu verordnen wie folgt: §. 1. Der katholischen Kirche steht das freie Bekenntniss ihres Glaubens und die öffentliche Ausübung ihres Cultus zu, und sie geniesst auch in dieser Hinsicht mit den andern, im Staate öffentlich anerkannten christlichen Kirchengesellschaften gleiche Rechte. §. 2. Der volle Genuss dieser Rechte steht allen katholischen Kirchengemeinden, so wie auch den einzelnen Katholiken zu, welche seither in keinem Diöcesanverbande standen. Es kann in keinem der oben erwähnten Bisthümer irgend eine Art von kirchlicher Exemtion künftig stattfinden. §. 3. Jeder Staat übt die ihm zustehenden unveräusserlichen Majestätsrechte des Schutzes und der Oberaufsicht über die Kirche in ihrem vollen Umfange aus. §. 4. Die von dem Erzbischof, dem Bischof und den übrigen kirchlichen Behörden ausgehenden allgemeinen Anordnungen, Kreisschreiben an die Geistlichen und Diöcesanen, durch welche dieselben zu etwas verbunden werden sollen, so wie auch besondere Verfügungen von Wichtigkeit, unterliegen der

Nr. 4767 (32). Oberrhein. Kirchenprov. 30. Jan. 1830.

Nr. 4767 (32). Oberrhein. Kirchenprov. 30. Jan. 1830.

Genehmigung des Staats und können nur mit der ausdrücklichen Bemerkung der Staatsgenehmigung (Placet) kund gemacht oder erlassen werden. || Auch solche allgemeine kirchliche Anordnungen und öffentliche Erlasse, welche rein geistliche Gegenstände betreffen, sind den Staatsbehörden zur Einsicht vorzulegen, und kann deren Kundmachung erst alsdann erfolgen, wenn dazu die Staatsbewilligung ertheilt worden ist. || §. 5. Alle römischen Bullen, Breven und sonstigen Erlasse müssen, ehe sie kund gemacht und in Anwendung gebracht werden, die landesherrliche Genehmigung erhalten, und selbst für angenommene Bullen dauert ihre verbindende Kraft und ihre Gültigkeit nur so lange, als nicht im Staate durch neue Verordnungen etwas Anderes eingeführt wird. Die Staatsgenehmigung ist aber nicht nur für alle neu erscheinenden päpstlichen Bullen und Constitutionen, sondern auch für alle früheren päpstlichen Anordnungen nothwendig, sobald davon Gebrauch gemacht werden will. || §. 6. Eben so, wie die weltlichen Mitglieder der katholischen Kirche, stehen auch die Geistlichen, als Staatsgenossen, unter den Gesetzen und der Gerichtsbarkeit des Staats. || §. 7. Die Bisthümer Freiburg, Mainz, Fulda, Rottenburg und Limburg stehen in einem Metropolitanverbande und bilden die oberrheinische Kirchenprovinz. Da die erzbischöfliche Würde auf den bischöflichen Stuhl zu Freiburg bleibend übertragen ist, so steht der dortige Bischof der Provinz als Erzbischof vor, und derselbe hat sich, bevor er in seine Amtsverrichtungen eintritt, gegen die Regierungen der vereinten Staaten in der Eigenschaft als Erzbischof eidlich zu verpflichten. || §. 8. Die ihrer Bestimmung gemäss wieder hergestellte Metropolitanverfassung und die Ausübung der dem Erzbischof zukommenden Metropolitanrechte stehen unter dem Gesammtschutze der vereinten Staaten. || §. 9. Provincialsynoden können nur mit Genehmigung der vereinten Staaten, welche denselben Commissäre beiordnen, gehalten werden. Zu den abzuhaltenden Synodalconferenzen wird der Erzbischof, so wie jeder Bischof, mit Genehmigung der Regierungen, einen Bevollmächtigten absenden. || §. 10. In keinem Falle können kirchliche Streitigkeiten der Katholiken ausserhalb der Provinz und vor auswärtigen Richtern verhandelt werden. Es wird daher in dieser Beziehung in der Provinz die nöthige Einrichtung getroffen werden. || §. 11. Die fünf Bisthümer der oberrheinischen Kirchenprovinz sind, in Gemässheit der festgesetzten Regel, gebildet, dass sich die Gränzen der Diöcesen auf die Gränzen der Staaten, für welche Bisthümer errichtet sind, erstrecken. || §. 12. Eine jede Diöcese wird in Dekanatsbezirke eingetheilt, deren Umfang, so viel thunlich, mit jenen der Verwaltungsbezirke übereinstimmen soll. || §. 13. Die Katholiken, welche seither in keinem oder mit einem Geistlichen anderer Confession im Pfarrverbande standen, werden einer der im Bisthum bestehenden Pfarreien zugetheilt. || §. 14. Die bischöflichen Stühle in der Provinz, so wie die Stellen der Domcapitularen, werden sämmtlich durch die nach der vorgeschriebenen Form vorzunehmende Wahl besetzt. || §. 15. Zum Bischof kann nur ein Geistlicher gewählt werden, welcher ein Deutscher von Geburt und Staatsbürger des Staats, worin sich der erledigte Bischofssitz befindet, oder eines der

Staaten ist, welche sich zu dieser Diöcese vereinigt haben. Nebst den vorgeschriebenen canonischen Eigenschaften ist erforderlich, dass derselbe entweder die Seelsorge, ein academisches Lehramt oder sonst eine öffentliche Stelle mit Verdienst und Auszeichnung verwaltet habe, so wie auch der inländischen Staats- und Kirchenverfassung, der Gesetze und Einrichtungen kundig sey. || §. 16. Der Gewählte hat sich alsbald nach der Wahl wegen der Confirmation an das Oberhaupt der Kirche zu wenden. || Vor der Consecration legt derselbe, in der Eigenschaft als Bischof, den Eid der Treue und des Gehorsams in die Hände des Landesherrn ab. || §. 17. Nach erlangter Consecration tritt der Bischof in die volle Ausübung der mit dem Episcopat verbundenen Rechte und Pflichten, und die Regierungen werden nicht zugeben, dass er darin gehindert werde, vielmehr werden sie ihn kräftig dabei schützen. || §. 18. Diöcesansynoden können vom Bischof, wenn sie nöthig erachtet werden, nur mit Genehmigung des Landesherrn zusammen berufen und im Beiseyn landesherrlicher Commissarien gehalten werden. Die darin gefassten Beschlüsse unterliegen der Staatsgenehmigung, nach Massgabe der in den §§. 4 und 5 festgesetzten Bestimmungen. || §. 19. Nur der Erzbischof, Bischof und der Bisthumsverweser stehen in allen, die kirchliche Verwaltung betreffenden Gegenständen in freier Verbindung mit dem Oberhaupte der Kirche, jedoch müssen dieselben die aus dem Metropolitanverbande hervorgehenden Verhältnisse jeder Zeit berücksichtigen. Alle übrigen Diöcesangeistlichen haben sich in allen kirchlichen Angelegenheiten an den Erzbischof (Bischof) zu wenden. || §. 20. Zu Domcapitularstellen können nur Diöcesangeistliche gelangen, welche Priester, dreissig Jahre alt und tadellosen Wandels sind, vorzügliche theologische Kenntnisse besitzen, entweder die Seelsorge, ein academisches Lehramt oder sonst eine öffentliche Stelle mit Auszeichnung verwaltet haben und mit der Landesverfassung genau bekannt sind. || §. 21. Das Domcapitel einer jeden Cathedralkirche tritt in den vollen Wirkungskreis der Presbyterien und bildet unter dem Bischof die oberste Verwaltungsbehörde der Diöcese; die Verwaltungsform ist collegialisch, der Dekan führt die Direction. || §. 22. Taxen oder Abgaben, von welcher Art sie auch seyn und wie sie auch Namen haben mögen, dürfen weder von inländischen noch ausländischen Behörden erhoben werden. || Die Erhebung von Expeditionsgebühren hängt in jedem Staate von der landesherrlichen Bestimmung ab. || §. 23. Die Dekanate werden unter gemeinschaftlichem Einverständnisse der Regierungs- und bischöflichen Behörden mit würdigen Pfarrern, welche auch in Verwaltungsgeschäften geübt sind, besetzt. || §. 24. Die Dekane sind unmittelbare kirchliche Vorgesetzte der in ihren Dekanatsbezirken angestellten Geistlichen. Sie haben über die geeigneten Gegenstände an die Regierungs- und bischöflichen Behörden zu berichten und die ihnen von daher zugehenden Weisungen zu vollziehen. || Eine eigene Instruction zeichnet ihnen den Kreis ihrer Amtswirksamkeit vor.

§. 25. Ein jeder der vereinten Staaten wird, wo dieses nicht bereits stattfindet, für die zweckmässige Bildung der Candidaten des katholischen geistlichen Standes dadurch sorgen, dass entweder eine katholisch-theologische Lehranstalt

Nr. 4767 (32). Oberrhein. Kirchenprov. 30. Jan. 1830.

errichtet und als Facultät mit der Landesuniversität vereinigt werde, oder dass die Candidaten, nöthigenfalls aus dem allgemeinen katholischen Kirchenfonds der Diöcese unterstützt werden, um eine auf diese Art eingerichtete Universität in der Provinz besuchen zu können. || §. 26. Die Candidaten des geistlichen Standes werden, nach vollendeten theologischen Studien ein Jahr im Priesterseminar zum Praktischen der Seelsorge ausgebildet, und zwar in so weit unentgeldlich, als die in den Dotationsurkunden für die Seminarien angesetzten Summen zureichen. || §. 27. In das Seminar werden nur diejenigen Candidaten aufgenommen, welche in einer durch die Staats- und bischöflichen Behörden gemeinschaftlich vorzunehmenden Prüfung gut bestanden und zur Erlangung des landesherrlichen Tischtitels, der ihnen unter obiger Voraussetzung ertheilt wird, würdig befunden worden sind. || §. 28. Der landesherrliche Tischtitel gibt die urkundliche Versicherung, dass im eintretenden Falle der nicht verschuldeten Dienstunfähigkeit der dem geistlichen Stande angemessene Unterhalt, wofür ein Minimum von jährlich 300 bis 400 fl. festgesetzt wird, so wie die besondere Vergütung für Kur- und Pflegekosten, subsidiarisch werde geleistet werden. Von dem Titulaten kann nur dann ein billiger Ersatz gefordert werden, wenn er in bessere Vermögensumstände kommt oder in der Folge eine Pfründe erhält, welche mehr als die Kongrua abwirft. || §. 29. In jeder Diöcese wird jährlich von einer durch die Staats- und bischöflichen Behörden gemeinschaftlich anzuordnenden Commission eine Concursprüfung mit denjenigen Geistlichen vorgenommen, welche zu einer Pfarrei oder sonst einer Kirchenpfründe befördert zu werden wünschen. Zu dieser Prüfung werden nur Geistliche zugelassen, welche wenigstens zwei Jahre lang in der Seelsorge als Hülfspriester angestellt waren und gute Zeugnisse ihrer Vorgesetzten über ihren Wandel vorlegen. || §. 30. Die in Folge dieser Prüfung sich ergebende Classification wird bei künftigen Beförderungen des Geprüften berücksichtigt. || §. 31. Eben so wird eine Classeneintheilung der Pfarreien und sonstigen Kirchenpfründen, nach dem Grade ihrer Wichtigkeit und ihres Ertrags gefertigt, damit auch die Patronen, welche nur Diöcesangeistliche präsentiren können, ihre Auswahl hiernach einzurichten vermögen. || §. 32. Kein Geistlicher kann zu gleicher Zeit zwei Kirchenpfründen, deren eine jede die Kongrua erträgt, besitzen, von welcher Art sie auch seyen, und unter welchem Vorwande es auch geschehen wolle. Ein jeder muss an dem Sitze seiner Pfründe wohnen und kann sich nur mit Erlaubniss auf einige Zeit von derselben entfernen. || §. 33. Kein Geistlicher kann, ohne Einwilligung seines Landesherrn, Würden, Pension, Orden oder Ehrentitel von Auswärtigen annehmen. || §. 34. Jeder Geistliche wird, bevor er die kirchliche Institution erhält, dem Oberhaupte des Staats den Eid der Treue ablegen, dem Bischof aber den canonischen Gehorsam geloben. || §. 35. Der Staat gewährt den Geistlichen jede zur Erfüllung ihrer Berufsgeschäfte erforderliche gesetzliche Unterstützung und schützt sie in dem Genusse der ihrer Amtswürde gebührenden Achtung und Auszeichnung. || §. 36. Den Geistlichen, so wie den Weltlichen, bleibt, wo immer ein Missbrauch der geistlichen Gewalt gegen sie stattfindet, der Rekurs an die

Landesbehörden. || §. 37. Die Verwaltungsweise der für den bischöflichen Tisch, das Domcapitel und Seminar angewiesenen Dotationen, so wie des dem Erzbischof bestimmten Beitrags, wird jeder Staat nach seiner Verfassung und den hierüber bestehenden Vorschriften anordnen. || §. 38. Die Güter der katholischen Kirchenpfründen, so wie alle allgemeinen und besonderen kirchlichen Fonds werden unter Mitaufsicht des Bischofs, in ihrer Vollständigkeit erhalten und können auf keine Weise zu andern als katholischen kirchlichen Zwecken verwendet werden. Die Kongrua der Pfarrpfründen soll, wo diese weniger als 600 Gulden ertragen, nach und nach auf diese Summe erhöht werden. Die Verwaltung der niedern Kirchenpfründen wird in den Händen der Nutzniesser, welche sich hierbei nach den in jedem Staate bestehenden Vorschriften zu richten haben, gelassen. || §. 39. In jedem der vereinten Staaten wird, sobald es thunlich ist, ein allgemeiner katholischer Kirchenfonds gebildet, aus welchem solche katholisch-kirchliche Bedürfnisse aushülfsweise zu bestreiten sind, zu deren Befriedigung Niemand eine gesetzliche Verbindlichkeit hat oder keine Mittel vorhanden sind.

Nr. 4767 (32). Oberrhein. Kirchenprov. 30. Jan. 1830.

Nach vorstehenden Bestimmungen haben sich die Staats- und Kirchenbehörden Unseres Königreiches gebührend zu achten.

Stuttgart, 30. Januar 1830.

Wilhelm.

B. **Bekanntmachung der gleichlautenden Verordnung**
in den übrigen Staaten der Kirchenprovinz am 30. Januar 1830; in Frankfurt am 25. März 1830.

Longner, Darstellung der Rechtsverhältnisse der Bischöfe in der oberrheinischen Kirchenprovinz. Tübingen 1840. Friedberg, Grenzen l. c. p. 371 ff.

Fast in allen Staaten der oberrheinischen Kirchenprovinz erschienen ausser dieser landesherrlichen Verordnung auch noch eine Reihe anderer Verfügungen bezüglich der katholischen Kirche. Würtemberg: Ueber die Vollziehung der beiden Bullen, Einsetzung des Bischofs und Capitels von Rottenburg etc. vom 21. Mai 1828, über die bischöfliche Disciplinargewalt über Geistliche vom 12. Juli 1844 (Friedberg l. c. p. 373) u. a. S. Lang, Sammlung der würtembergischen Kirchengesetze (Bd. X der Reischerschen Ges.-Samml.) Tübingen 1836. — Kurhessen: Ueber die Besetzung der Kirchenämter vom 30. August 1829, die bischöfliche Gewalt in Strafsachen und an den Unterrichtsanstalten vom 31. August 1829, die Errichtung des Bisthums Fulda vom 18. Sept. 1829. S. Walter Fontes p. 350 ff. — Hessen-Darmstadt: Ueber die Besetzung der Kirchenämter vom 8. Febr. 1830. S Grossh. Hess. Reg.-Bl. 1830 Nr. 30, auch Weiss l. c. p. 323 ff. — Baden: Ueber die bischöfliche Disciplinargewalt über Geistliche vom 23. Mai 1839. S. Longner, Darstellung des Rechtsverhältnisses l. c. p. 397 f. — Nassau: Ueber die Dotation der katholischen Kirche vom 11. Oct. 1827. Verordnungsblatt des Herzogth. Nassau 1827 Nr. 15, auch Weiss l. c. p. 356 ff. — Sachsen-Weimar: Gesetz über die Verhältnisse der katho-

Nr. 4767 (32). Oberrhein. Kirchenprov. 30. Jan. 1830.

lischen Kirche vom 7. Oct. 1823 — schränkt die Kirchenfreiheit am meisten ein. — S. Grossherz. Sachsen-Weimar. Reg.-Bl. 1823, Nr. 16, auch Weiss l. c. p. 328 ff.

Nr. 4768. (33.)

RÖMISCHE CURIE. Breve Pius VIII. an die Bischöfe der oberrheinischen Kirchenprovinz. — Verdammung der landesherrlichen Verordnung.

Lat. Orig. Roskovány, Mon. II p. 292.

Pius P. P. VIII. Ehrwürdige Brüder. Gruss etc.

Nr. 4768 (33). Röm. Curie. 30. Juni 1830.

Vor nicht gar langer Zeit war zu Unseren Ohren die betrübende Kunde gelangt, dass die Feinde der katholischen Kirche gegen die gesunde Lehre, ja selbst gegen die Kirchenverfassung gar manche Neuerungen in schlauem und nicht erfolglosem Bemühen in den genannten Gegenden der rheinischen Provinz herbeizuführen suchen. Solchen bis dahin unsicheren Gerüchten Glauben zu schenken, konnten Wir Uns anfangs vornehmlich darum nicht bestimmt finden, weil Uns durch Euch nichts gemeldet worden, deren ganz besondere Aufgabe es gewesen wäre, Uns von so hochbedeutsamen Thatsachen zu berichten, geschweige denn über das Heil Euerer Diöcesen eifrig zu wachen, und nicht nur Irrthümer, sondern auch jegliche Gefahr und selbst Vermuthung eines Irrthums zu verhüten. Doch zu tiefem Schmerze und zu gewiss nicht geringerer Verwunderung über Euer Verfahren, ist durch den wahren Sachverhalt, das Vergebliche Unserer Hoffnung klargelegt. Denn die Privatberichte werden nun auch durch öffentliche Mittheilungen, und zwar auf Grund sehr gewichtiger, zweifelloser Zeugnisse bestätiget, so dass sich in Uns die unabweisliche Ueberzeugung geltend machte, es könnten die dort eingeführten, auf falschen und irrlehrerischen Grundlagen beruhenden Neuerungen, als der Lehre und den Geboten der Kirche Christi entgegen und offenbar auf das Verderben der Seelen berechnet, in eben dieser Kirche nicht geduldet werden. || Frei durch göttliche Bestimmung und keiner irdischen Herrschaft unterworfen ist die makellose Braut des unbefleckten Lammes Jesu Christi. Aber durch jene profanen Neuerungen wird sie schimpflicher und elendster Knechtschaft überantwortet, da der Laiengewalt die unumschränkte Vollmacht gegeben wird Diöcesansynoden zu bestätigen oder zu verwerfen; die Diöcesen einzutheilen; die Candidaten des geistlichen Standes und der geistlichen Aemter zu prüfen und aufzunehmen; ihr wird überdies die Leitung der religiösen wie der moralischen Zucht und Unterweisung zugetheilt; ja selbst die Seminarien und andere derartige in was immer für einer Beziehung zur geistlichen Herrschaft der Kirche stehende Anstalten, werden dem Gutdünken der Laien überliefert, während die Gläubigen am freien Verkehre mit dem Oberhaupte der Kirche gehindert sind, da doch dieser Verkehr etwas dem Wesen der

katholischen Kirchenverfassung selbst Eigenthümliches ist und nicht gehemmt werden kann, ohne dass die Gläubigen des ihrer Seele nützlichen und nothwendigen Beistandes beraubt in eine offenbare Gefahr für ihr ewiges Heil gestürzt werden. || Aber hätten Wir doch den Trost gehabt, dass von Euch, kraft der Verpflichtung Eueres hochwichtigen Amtes, alle Sorgfalt darauf verwandt worden, die Euerer Obhut anvertrauten Gläubigen über die offenbaren Irrthümer jener Grundsätze zu belehren und vor den Ränken zu warnen, welche durch die Fassung derartiger Beschlüsse und Vorhaben bereitet wurden. Denn Euere Pflicht war es vornehmlich, eifrigst das zu bekräftigen, was der Apostel Paulus seinem Schüler Timotheus und in seiner Person allen Bischöfen so nachdrücklich einprägt . . . . Euere Pflicht war es die Hirtenstimme zu erheben, so dass die Strafe der Irrgehenden zugleich zur Zügelung und zur Abschreckung der Schwankenden geworden wäre, nach den Worten desselben Apostels: Ueberführe die Sündigen vor der Menge, auf dass auch die Andern Furcht erfülle. Endlich war es Euere Pflicht, dem Vorbilde der Apostel nachzustreben, welche denen, die ihnen Schweigen geboten, mit evangelischem Freimuthe erwiederten: Man muss Gott mehr gehorchen als den Menschen. || Dagegen darf es nicht verhehlt bleiben, Ehrwürdige Brüder, wie schwere Besorgniss Unser Herz auch darum drückt, weil Wir vernommen haben, dass Einer aus Euerer Zahl weit entfernt, die katholische Kirche und ihre Lehre dadurch zu vertheidigen, dass er sich den Neuerungen und Irrthümern widersetzt und die seiner Sorge anvertrauten Gläubigen durch Ermahnungen und heilsame Vorschriften befestiget hätte, sogar diesen Neuerungen und den falschen und irrigen Grundsätzen durch Beifall und Beihülfe Ansehen und Kraft zu verleihen kein Bedenken getragen habe. Die Grösse der Sünde bewegt uns die Anschuldigung für falsch zu halten, denn zu sehr sträubt sich das Gemüth vor solch ehrenrührigem Verdachte über Euch, als dass Wir glauben könnten irgend wer von Euch habe die Sache der Kirche Jesu Christi preisgeben können in so wichtigen Dingen wie die, in welchen die Kraft und Wesenheit ihrer Verfassung liegt . . . . . . || . . . . Schon die Güte und Gerechtigkeit der Sache und die Sorge um die Euerer Hut anvertrauten Schafe müssen Euch den Muth verleihen, mit welchem Ihr die dem guten Hirten eigene Entschlossenheit für deren Heil zeigen sollt; doch kommt zu Euerer Bestärkung auch noch das hinzu, dass die Sache, welche Ihr vertheidigt, auf Vereinbarungen beruht, welche zwischen dem heiligen Stuhle und den Fürsten selbst eingegangen wurden, denn diese haben sich durch Ihr öffentlich gegebenes Wort verpflichtet, dass sie in ihren Gebieten der katholischen Kirche die volle Freiheit gewähren würden, sowohl in Betreff des Verkehrs der Gläubigen mit dem höchsten Oberhaupt der Kirche in kirchlichen Angelegenheiten, als auch in Betreff des vollen Rechtes des Erzbischofs und der Bischöfe alle bischöfliche Jurisdiction nach den Vorschriften der geltenden Canones und nach den Satzungen der gegenwärtigen Kirchendisciplin auszuüben || Diess, hoffen Wir, werde genügen zur Erreichung des Zweckes, dass Ihr, wo immer in so gewichtigen Dingen Verwerfliches gutgeheissen worden, für sofortigen Widerruf

Nr.4768 (33). Röm. Curie. 30. Juni 1830. Sorge traget . . . || Um den Zustand besagter Kirchen nach dem so viel Aergerniss bereitenden Umschwung äusserst besorgt, erwarten Wir von Euch möglichst schleunige Antwort, sei es, zur Tröstung für unseren Schmerz, eine mit unseren Wünschen übereinstimmende, sei es, was Gott verhüte, eine ungünstige, damit Wir jene Entschliessungen fassen können, welche die Pflicht des Apostolischen Amtes von Uns unbedingt fordert. In dem gerechten Vertrauen auf Eueren Eifer in der Ausführung der im Herrn Euch gewordenen Rathschläge ertheilen Wir Euch . . . .

Gegeben zu Rom bei Sta. Maria Magg. am 30. Juni 1830. Unseres Pontificates im II. Jahre.

H. Brück, Die oberrheinische Kirchenprovinz. Mainz 1868. Katholische Zustände in Baden. Regensburg 1841. Nebenius, Katholische Zustände in Baden. Karlsruhe 1842.

Die erste Anregung zu diesem Breve scheint von dem Erzbischof Bernhard Boll von Freiburg ausgegangen zu sein, der in einem Schreiben (dat. 17. Febr. 1830) an den Luzerner Canonicus, F. Geiger, Beschwerde über die landesherrliche Verordnung führt und diesen unter Anschluss derselben ersucht dem päpstlichen Hofe davon Mittheilung zu machen (Roskovány, Mon. III p. 809). — Als dann das Breve erschienen war, kam jedoch der päpstlichen Aufforderung „für sofortigen Widerruf“ der kirchenfeindlichen Gesetze Sorge zu tragen, nur der Bischof von Fulda, und zwar nur insofern nach, als er und sein Capitel in einer Eingabe an das kurhessische Ministerium vom 30. Aug. 1830 erklärten . . . Wir verkennen das mancherlei Gute nicht, welches in jener Verordnung (30. Januar 1830) enthalten ist, und danken dafür im Namen der Katholiken, deren Wohl dabei beabsichtigt wird; aber es kommen, wie wir gezeigt haben, mehrere Verfügungen darin vor [§. 4, 5 und 19], die sich mit der Glaubenslehre, mit der allgemeinen Disciplin, mit der natürlichen und gesetzmässigen Freiheit, ja mit dem Fortbestand der katholischen Kirche in der oberrheinischen Kirchenprovinz nicht vereinigen lassen . . . . Gegen die einzelnen Verfügungen dieser Art, . . . müssen wir förmlich und feierlich protestiren, ... und um Abänderung solcher Verfügungen die Gerechtigkeit und Milde des Staatsoberhauptes anflehen“ (Roskovány, Mon. II p. 206 ff.). Der früher erwähnten kurhessischen Verordnungen v. J. 1829 geschieht darin keine Erwähnung, obwohl dieselben gar manche Verfügung enthalten, welche man gegenwärtig als die Rechte der katholischen Kirche schwer verletzend ansehen würde. — Die übrigen Bischöfe der Kirchenprovinz schwiegen oder bestärkten sogar, wie z. B. der von Mainz, die Regierungen in ihrer Haltung. Dagegen stellte ein Laie, der Freiherr v. Hornstein, in der würtembergischen Kammer den Antrag (17. April 1830) die landesherrliche Verordnung mit ihren Verletzungen aufzuheben (Roskovány, Mon. II p. 332 ff.). Die Kammer und der ständische Ausschuss, welche sich mehrfach damit beschäftigten, verwarfen den Antrag; ja selbst der Bischof von Rottenburg schloss sich demselben als Mitglied der Kammer nicht an und erklärte nachher im Landtage von 1833, er habe sich „ . . bei Erscheinen der landesherrlichen Verordnung, die allerdings nicht ohne Gefahr einer Verletzung der Autonomie der Kirche zu sein scheint, um so weniger zu gewaltthätigen Schritten veranlasst gesehen, als diese herrlichen Institutionen [die neu geschaffenen kirchlichen Einrich-

tungen] erst im Aufkeimen begriffen waren. Sollte auch wohl diese zarte Pflanze durch herbeigeführte Stürme schon in ihrem Aufkeimen erdrückt oder zerknickt werden? Nein . . . ." (S. Verhandlungen der würtembergischen Ständekammer und Rechenschaftsbericht des ständischen Ausschusses vom Jahre 1830—36. Longner, Darstellung l. c. p. 55 ff.). — Der geringe Erfolg des Breves bestimmte die römische Curie ihre Beschwerden direct an die Regierungen zu richten. In einer Note vom 5. Oct. 1833 protestirte der Cardinal-Staatssecretär im Namen des Papstes Gregor XVI. gegen alle nach der Circumscriptionsbulle erlassenen Verordnungen (S. Nr. 35), und in einem gleichzeitig an die Bischöfe der Kirchenprovinz gerichteten Breve (4. Okt. d. J.) tadelt der Papst dieselben in ernsten Worten, dass sie das Schreiben seines Vorgängers noch nicht beantwortet, für die Rechte der Kirche Nichts gethan hätten, und fordert sie dann mit Nachdruck zur gewissenhaften Erfüllung ihrer Hirtenpflichten auf (S. Roskovány, Mon. II p. 340 ff.). Auch hierauf schwiegen die Bischöfe. Die Regierungen beantworteten am 4. Dec. 1836 die Note vom 5. Oct. 1833 dahin, dass die betreffenden Verordnungen als Consequenz des in ihrer Depesche vom 4/7. Sept. 1826 ausgesprochenen Vorbehaltes anzusehen seien (s. Nr. 36). — Nach dem für die katholische Kirche so siegreichen Ausgang der Kölner Wirren änderte auch die katholische Kirche dieser Länder ihre Haltung gegenüber den Regierungen. Während bis dahin selbst die eifrigsten Katholiken nur bemüht waren der übermässigen Ausdehnung staatlicher Hoheitsrechte über die Kirche entgegen zu treten, diese aber principiell anerkannten, forderte man von da an die völlige Autonomie für die Kirche. Diesen Zweck verfolgten die Anträge, welche der Bischof Keller von Rottenburg (1841) in der würtembergischen Ständekammer, Freiherr v. Andlaw (1837, dann zurückgezogen, und 1846) in der ersten und Dr. Buss (1846) in der zweiten badischen Kammer stellten. — Ueber die Motion des Bischof ging die würtembergische Ständekammer, auf Antrag seines Domdecans, zur Tagesordnung über; dagegen beschloss die Kammer der Standesherrn mit 25 Stimmen gegen 14 eine Adresse an den König, in der sie bat: „allergnädigst geruhen zu wollen, Anordnungen treffen zu lassen, um die katholischen Kirchenangelegenheiten und die Stellung der Kirche zur Staatsgewalt auf geeignetem Wege bestimmter zu ordnen und festzustellen." Hieran schlossen sich dann Verhandlungen zwischen Bischof, Domcapitel und Regierung, welche zu keinem Resultate führten. (S. actenmässige Darstellung der Verhandlungen der würtemb. Kammer der Abgeordneten über die Angelegenheit der katholischen Kirche in Würtemberg. Stuttgart 1842. Abdruck der Actenstücke aus den Verhandlungen der Kammer der Standesherrn in der kath. Kirchen-Angelegenheit. Stuttgart 1842. Die Breve durch welche der Bischof wegen seines Verhaltens belobt wird, bei Roskovány, Mon. II p. 435 ff.) — Die in der badischen Kammer gestellten Anträge blieben resultatlos. (S. dieselben im Katholik, Jahrg. 1846.)

Nr. 4768 (33). Röm. Curie. 30. Juni 1830.

Nr. 4769. (34.)

KURHESSEN. Aus der Verfassungsurkunde für das Kurfürstenthum Hessen. — Stellung der katholischen Kirche.

Pölitz l. c. I p. 573 ff.

III. Abschnitt. *Von den allgemeinen Rechten und Pflichten der Unterthanen.* || §. 29. Die Verschiedenheit des christlichen Glaubensbekenntnisses hat auf den Genuss der bürgerlichen und staatsbürgerlichen Rechte keinen Einfluss. || §. 30. Jedem Einwohner steht vollkommene Freiheit des Gewissens und der Religionsübung zu. Jedoch darf die Religion nie als Vorwand gebraucht werden, um sich irgend einer gesetzlichen Verbindlichkeit zu entziehen.

X. Abschnitt. *Von den Kirchen, den Unterrichts-Anstalten und den milden Stiftungen.* || §. 132. Alle im Staate anerkannten Kirchen geniessen gleichen Schutz desselben. Ihren verfassungsmässigen Beschlüssen bleiben die Sachen des Glaubens und der Liturgie überlassen. || §. 133. Die Staatsregierung übt die unveräusserlichen hoheitlichen Rechte des Schutzes und der Oberaufsicht über die Kirchen in ihrem vollen Umfange aus. || §. 134. Die unmittelbare und mittelbare Ausübung der Kirchengewalt über die evangelischen Glaubenspartheien verbleibt, wie bisher, dem Landesherrn. Doch muss bei dem Uebertritte desselben zu einer anderen als evangelischen Kirche, die alsdann zur Beruhigung der Gewissen gereichende Beschränkung dieser Gewalt mit den Landständen ohne Aufschub näher festgestellt werden. || §. 135. Für das besondere Verhältniss der katholischen Kirche zu der Staatsgewalt dienen folgende Bestimmungen zur Richtschnur: || a) In Ansehung des kirchlichen Censur- und Strafrechts, sowie des bischöflichen Amts-Einflusses auf die Unterrichts-Anstalten bleibt das (mit dem vormaligen bischöflichen Generalvicariat zu Fulda verabredete) Regulativ vom 31. August 1829 ferner in Kraft. || b) die von dem Bischof und den übrigen katholischen Kirchenbehörden ausgehenden allgemeinen Anordnungen, Kreisschreiben und dergleichen allgemeinen Erlasse an die Geistlichkeit und Diöcesanen, welche nicht reine Glaubens- und kirchliche Lehrsachen betreffen, oder durch welche dieselben zu etwas verbunden werden sollen, was nicht ganz in dem eigenthümlichen Wirkungskreise der Kirche liegt, bedürfen der Genehmigung des Staates, und können nur mit solcher kund gemacht und in Ausführung gebracht werden. || c) Solche allgemeine Erlasse der Kirchenbehörde, welche rein geistliche Gegenstände betreffen, sind der einschlägigen Staatsbehörde zur Einsicht vorzulegen und diese wird die Bekanntmachung nicht hindern, wenn der Inhalt keinen Nachtheil dem Staate bringen würde. || d) Von allen bischöflichen, unmittelbaren oder mittelbaren Communicationen mit dem päpstlichen Stuhle, welche nicht etwa lediglich in Beziehung auf einzelne Fälle der eigentlichen Seelsorge oder auf gewöhnliche, der römischen Curie unstreitig zukommende Dispensationen beabsichtigt werden möchten, noch blos in Glück-

wünschungs-, Danksagungs- und anderen dergleichen Ceremonialschreiben bestehen, wird die Staatsregierung durch den landesherrlichen Bevollmächtigten bei dem Bisthum nach wie vor Einsicht nehmen lassen. || e) In allen Fällen, wo ein Missbrauch der geistlichen Gewalt stattfindet, bleibt die Beschwerde oder der Recurs an die Landesbehörde offen, jedoch was das geistliche Personal in seinem Berufe angeht, erst alsdann, wenn ein bei der zuständigen oberen Kirchenbehörde geschehener Versuch zur gebührenden Abhülfe als erfolglos dargethan, oder insofern etwa Gefahr bei dem Verzuge sein würde. || §. 136. Der Staat gewährt den Geistlichen jede, zur Erfüllung ihrer Berufsgeschäfte erforderliche gesetzliche Unterstützung, und schützt sie in dem Genusse der Achtung und Auszeichnung, welche ihrer vom Staate anerkannten Amtswürde gebühret. Hinsichtlich ihrer bürgerlichen Handlungen sind dieselben der weltlichen Obrigkeit unterworfen. || §. 137. Für den öffentlichen Unterricht, sonach die Erhaltung und Vervollkommnung der niederen und höheren Bildungsanstalten, und namentlich der Landes-Universität, sowie der Landschullehrer-Seminare, ist zu allen Zeiten nach Kräften zu sorgen. || §. 138. Alle Stiftungen ohne Ausnahme, sie mögen für den Cultus, den Unterricht oder die Wohlthätigkeit bestimmt sein, stehen unter dem besonderen Schutze des Staats, und das Vermögen oder Einkommen derselben darf unter keinem Vorwande zum Staatsvermögen eingezogen oder für andere, als die stiftungsmässigen Zwecke verwendet werden. || Nur in dem Falle, wo der stiftungsmässige Zweck nicht mehr zu erreichen steht, darf eine Verwendung zu anderen ähnlichen Zwecken mit Zustimmung der Betheiligten und, sofern öffentliche Anstalten in Betracht kommen, mit Bewilligung der Landstände erfolgen.

Nr. 4769 (34). Kurhessen. 5. Jan. 1831.

Gegen diese Bestimmungen, und insbesondere gegen §. 135, legten Bischof und Capitel von Fulda wiederholt Verwahrung ein bei der Ständeversammlung (2. 8. Januar, 4. Febr. 1831) und dem Ministerium (8. Januar d. J.). Sie erklärten darin den Eid auf die Verfassung nicht leisten zu können, wenn „jene unnützen und harten Beschränkungen" nicht aufgehoben würden, die ebenso sehr „der in Gemässheit der Vereinbarung der Fürsten der oberrh. Prov. mit dem römischen Stuhle ergangenen Bulle „ad dominici gregis" entgegen", wie auch „den allgemein angenommenen Grundsätzen zuwider, nach denen keines Bürgers Freiheit, wenn er nicht über Unrecht klagen soll, über die Gebühr beschränkt werden darf". Die Stände erwiderten (3. Januar) „dass wir die fraglichen Bestimmungen als zum Schutze der bürgerlichen Freiheit der katholischen Unterthanen wesentlich nöthig erachtet haben, und dass wir bei deren Annahme um so weniger ein Bedenken haben konnten, als jene Bestimmungen sowohl den Beschlüssen der oberrheinischen Kirchenprovinz, wie auch den besonderen Vereinbarungen der kurfürstlichen Staatsregierung mit der geistlichen Behörde von Fulda vom 31. August 1829 vollkommen entsprechen, und wir überhaupt nicht glauben können, dass damit dem reinen Wirken einer hohen Geistlichkeit ein Hinderniss in den Weg gelegt werde." Und in einer zweiten Erwiederung (27. Januar) drohten die Stände mit der Temporaliensperre für den Fall des Ungehorsames „da im Staate keine Behörde sich im offenen Streite mit der Grundverfassung des Landes befinden darf". — Den Protesten des Bischofes schloss sich auch der

No. 4769 (34). Kurhessen 5. Jan. 1831.

Magistrat von Fulda in mehreren Eingaben an. (S. all diese Actenstücke Roskovány, Mon. II p. 441—473 — daselbst auch der Protest des Bischofs und der Stadt Fulda vom 1. Juli 1831 gegen die beabsichtigte Gründung einer katholisch-theologischen Facultät an der Universität Marburg.)

Nr. 4770. (35.)

RÖMISCHE CURIE. Note des Cardinal-Staatssecretärs an den Staatsminister Badens. — Protest gegen die landesherrlichen Verordnungen.

Friedberg, Grenzen l. c. p. 873 f.

Eccellenza.

Nr. 4770 (35). Röm. Curie. 5. Oct. 1833.

..... Il risultamento di tali transazioni fu fedelmente espresso nella Bolla „*Ad dominici-gregis custodiam*“ pubblicata dalla Sa. Me. del Sommo Pontefice Leone XII. in data dell' 11. Aprile 1827., e Sua Altezza Reale ne garanti la esatta osservanza tanto per la Sua Altezza Reale, quanto per quella degli altri Principi et Stati Contraenti. Quantumque la natura stessa delle Convenzioni, le quali costituiscono un patto sinallagmatico, e la inviolabilità delle assicurazioni ricevute rendessere certo il Supremo Capo della Chiesa della fedele osservanza delle cose stabilite, non potè non recargli gravissima amarezza l'Editto del 30. Gennajo 1830. pubblicato a Carlsruhe, ed adottato da tutti i Principi e Stati Protestanti riuniti della Confederazione. Infatti mentre era si convenuto che la communicazione in affari Ecclesiastici con la Santa Sede sarebbe stata pienamente libera, fu disposto in quell' Editto che „il solo Arci„vescovo, o i Vescovi, o i Vicarj del Vescovato fossero in libera communicazione „col Capo Supremo della Chiesa in tutti gli oggetti riguardanti l'Ecclesiastica „Amministrazione dovendo pero i medesimi avere guardo alle relazioni risultanti „dal territorio Metropolitano; e che tutti gli altri Ecclesiastici Diocesani dove„sero rivolgersi all' Arcivescovo, o ai Vescovi in tutti gli affari Ecclesiastici.“ Dal che Vostra Eccellenza facilmente comprende essere stata ristretta la communicazione diretta con la Santa Sede al solo Arcivescovo, ai Vescovi e loro Vicarj, e tolta implicitamente, ad ogni altro, contro lo spirito e la lettera della Convenzione. || Erasi convenuto che l'Arcivescovo nella Sua Diocese e Provincia Ecclesiastica, ed ogni Vescovo nella propria Diocesi dovessero pleno jure esercitare la giurisdizione Vescovile a norma dei Canoni ora vigenti, e della presente disciplina della Chiesa, e nell' articolo No. 4. del citato Editto fu stabilito che „le disposizioni generali, le lettere Circolari dell' Arcivescovo, dei Vescovi e „delle altre Autorità Ecclesiastiche dirette al Clero ed ai Diocesani, colle quali „vengono essi obligati ad alcuna cosa, come anchi i Regolamenti particolari d'im„portanza soggiaciano al consenso dello stato, e soltanto con l'espressa menzione „del consenso dello Stato possano essere pubblicati e rilasciati. In simile guisa

„nell' Art. 9 del citato Editto fu disposto che i Concilj Provinciali possano „essere tenuti soltanto col consenso degli Stati riuniti, i quali vi destineranno „dei Commissari, e che l'Arcivescovo e ciascun Vescovo deleghi col concenso „delli Governi un Plenipotenziario alle Conferenze che si terrano nel Sinodo." Nè difformi dalle sopra esposte sono le disposizioni degli Articoli 10. 13. 21. e 36. del citato Editto. Per le quali ordinazioni la giurisdizione Vescovile, il pieno e libero esercizio della quale fu stabilito e garantito nelle convenzioni fatte con la Santa Sede, viene ad essere inceppata, ed assoggettata alla volontà del Governo temporale. || La Santa Sede informata che i Vescovi della Provincia Ecclesiastica Renana, ed in particolare l'Archivescovo di Friburgo, conformemente all' Impulso da Essa ricevuto ne aveva presentato le convenienti rimostranze a Sua Altezza Reale il Gran Duca di Baden, ne attenderà l'effetto, nella lusinga, si non sapia rinunziare, che i ricorsi di quel sacro Pastore non sarebbero stati portati invano alla lealta ed alla giustizia del Governo Gran ducale. Una trista esperienza però ha dimostrato che la lusinga in cui era la Santa Sede è tornata a vuota; che la longanimità del Sommo Pontefice Pio VIII. di Sa. Me. a nulla ha giovato: e che per opera di quegli spiriti tenebrosi che il defonto Granduca Ludovico di Baden defini con pari verita e forza per *nemici eterni di ogni ordine publico e religioso* si vuole assoggettare la Chiesa Cattolica ad una durissima servitù. || Il santo Patre profondamente afflitto alla vista di tanti mali che lungi dal diminuire divengono ogni di sempre maggiori; ed altamente commosso dalle continue istanze che riceve dai Cattolici suddetti dei Principi e Stati Protestanti della Confederazione germanica, i quali nelle loro angustie, e spirituali necessità implorano il suo efficace soccorso sente il dovere di non più lungamente tacere per porre efficacemente un termine a tanto male, e perchè i nemici della religione, e dell' ordine non possano trarre dal suo silenzio argomento di connivenza per parte della santa Sede ad ordinanze si perniciose alla Chiesa, e si apertamente contrarie alle fatte Convenzioni: Trovasi perciò il Santo Patre obbligato dalla sua coscienza, e dai doveri che l'Apostolico Suo Ministero gl'impone a protestare come ora fa per mezzo del Sottoscritto Suo Cardinale Segretario di stato contro tutte le disposizioni che o coll' Editto del 30. Gennajo 1830. pubblicato a Carlsruhe, o con altri Atti di simile natura fatti dagli altri Governi dè Principi e Stati protestanti riuniti della Confederazione Germanica, si è finora attentato in pregiudizio dei venerandi diritti della Chiesa Cattolica, ed a domandarne la pronta ed assoluta revoca, e la piena osservanza delle stipolate Convenzioni. || Sua Santità non può dubitare che Sua Altezza Reale il Gran Duca di Baden, e gli altri Principi e Stati Protestanti riuniti della Confederazione nella giustizia e nella lealtà che li distingue, non siano per apprezzare la ragionevolezza e la necessità delle sopra espresse dichiarazioni e domande della Santa Sede, e non siano per aderirvi pienamento. Confida poi inparticolar modo la Santità Sua che Sua Altezza Reale il Gran Duca di Baden non solamente vorrà per la Sua parte far ragione alle sopraespresse domande, ma che vorrà eziandio prendere allo stesso fine il più vivo e deciso interessa-

Nr. 4770 (35). Röm. Curie. 5. Oct. 1833.

mento presso gli altri Principi e Stati sudetti dè quali il Gran Duca Ludovico suo glorioso Predecessore garanti alla Sa. Me. di Leone XII. *le buone intenzioni, non meno che la risoluzione di fare eseguire fedelmente l'accomodamento concluso.* || Che se Sua Santità contro ogni Sua espettazione dovesse essere riserbata alla dolozosissima condizione di vedere questi suoi reclami non sortire quel desiderato effeto che la gravezza e l'urgenza del male richiede, si troverebbe in tale ipotesi, suo malgrado costretta a far conoscere ai Cattolici della Confederazione con la pubblicazione di quanto concerne questo si grave affare, che il deplorabile Stato in cui trovansi le cose Ecclesiastiche nei domini soggetti ai Principi e Stati Protestanti riuniti della Confederazione Germanica non è da ripetersi dall' abbandono della Santa Sede o dalla debole parte da lei presa in sostenere gl'interessi dèlla Religione cattolica in codesti Paesi, ma dalla inosservanza delle stipolate Convenzioni, e dal non avere i reclami avanzati dalla Santità Sua ottenuto quell' effetto che il Santo Padre era in diritto di attendere. || Il sottoscritto Cardinale Segretario di Stato mentre in adempimento degli ordini di Sua Santità ha l'onore di fare all' Eccellenza Vostra la presente communicazione, e di pregarla che Le piaccia elevarla alla cognizione del di Lei augusto Sovrano, si prega di rinnovarle le assicurazioni della Sua distintissima considerazione.

Roma 5. Ottobre 1833.

(sig.) J. Card. Bernetti.

Nr. 4771. (36.)

OBERRHEINISCHE KIRCHENPROVINZ. Note des badischen Staatsministers (im Auftrage der übrigen Staaten) an den Cardinal-Staatssecretär. — Zurückweisung des Protestes.

Friedberg, Grenzen l. c. p. 879 ff.

Nr. 4771 (36). Oberrhein. Kirchenprov. (Baden). 4. Sept. 1834.

Le soussigné ayant eu l'honneur de recevoir, en son tems, la note que Son Eminence Monseigneur le Cardinal Bernetti, Secrétaire d'État de Sa Sainteté lui a adressée en date du 5. Octobre de l'année dernière relativement à l'édit publié le 30 janvier 1830 dans le Grand-Duché de Bade ainsi que dans les autres états participans à la Province archi-épiscopale du Haut-Rhin, s'est empressé d'appeler sur son contenu toute l'attention du Gouvernement Grand-Ducal et d'en donner en même tems communication aux autres Gouvernemens de la confédération qui s'y trouvent également intéressés. || Le tems strictement nécessaire pour ces communications ainsi que l'examen mûr consciencieux auquel on a particulièrement tenu à soumettre une affaire d'une si haute importance ne lui

ont pas permis, à son grand regret, de faire plutôt une réponse explicite sur tous les points dont il est question dans la note de Son Eminence. || Le soussigné doit commencer par exprimer toute la peine que les gouvernemens de la Province archiépiscopale ont dû éprouver en voyant que l'état actuel de l'église catholique dans cette Province a été représenté à la Cour de Rome sous un aspect entièrement faux et qu'Elle a puisé dans des renseignemens inexactes qui ont pu Lui être adressés des motifs pour porter plainte contre l'édit susmentionné, en supposant que des stipulations solennelles auraient été violées et que par suite la religion catholique dans la Province se trouverait dans une situation déplorable. || Pour démontrer combien peu est fondé le reproche de stipulations violées, basé sur ce que les conséquences qu'il a plu à Son Eminence de tirer des deux bulles constitutives de la Province archiépiscopale, se trouvent plus ou moins en opposition avec l'édit du 30 janvier, il suffira de jeter un coup d'oeil sur les négociations antérieures et de rappeler que les gouvernemens ont déclarées avec une entière franchise à la Cour de Rome, par une note du 7 septembre 1826 qu'ils ne pourraient accéder aux articles 5 et 6 de la bulle *„ad dominici gregis custodiam“*, dont Monseigneur le Cardinal Somaglia leur avait adressé le projet par sa note du 16 juin 1825 et qu'en cas que le St. Siège ne croirait pas pouvoir supprimer ces articles, ils se verraient forcés de leur opposer expressément la reservation de leurs droits respectifs. || Cependant la Cour de Rome ayant jugé à propos de faire insérer, malgré cette déclaration, ces deux articles du projet dans la susdite bulle, il ne restait aux gouvernemens que de rendre également publique leur réservation à cet égard que les Evêques de la Province n'ont pu ignorer puisqu'elle se trouve annexée à la publication officielle des bulles de Sa Sainteté qui eut lieu en 1827. || L'édit du 30 janvier 1830 ne forme que la suite et le développement de cette réservation et on ne pourra donc pas reprocher aux gouvernemens réunis d'avoir enfreint une convention puisqu'il n'en éxiste point dans le sens indiqué par la note de Son Eminence et qu'en outre les gouvernemens auraient dû renoncer par une pareille convention à des droits dont il ne pourront jamais se départir, bien que leur exercice puisse être modifié selon les circonstances. || Les gouvernemens, dans leur propre intérêt, se croyent obligés de soutenir l'église catholique par tous les moyens que la Providence a mis entre leurs mains et de contribuer, de leur mieux, à la prospérité et au maintien de sa constitution et de ses dogmes; ils désirent sincèrement d'écarter autant que possible tout ce qui pourrait compromettre l'harmonie entre l'Etat et l'Eglise; ils croient en avoir donné des preuves irrécusables par le zèle désinteressé avec lequel ils ont négocié auprès du St. Siège pour amener un arrangement définitif sur les rélations ecclésiastiques de leurs sujets catholiques par la dotation plus que suffisante des évêchés et par la sollicitude qu'ils n'ont cessé de vouer à l'église catholique pendant la durée prolongée de l'état provisoire si peu favorable qui a précédé l'érection des sièges épiscopaux; aussi sont ils persuadés que leurs intentions bienveillantes sont appréciées avec gratitude par la grande majorité des catholiques dans la

Nr. 4771 (36). Oberrhein. Kirchenprov. (Baden.) 4. Sept. 1834.

Province et principalement par ceux d'entre eux qui sont doués d'assez d'intelligence et d'impartialité pour porter un jugement sur ce qui peut servir au véritable salut de l'église. || Les gouvernemens n'ont jamais démenti ces intentions et si Son Altesse Royale feu le Grand-Duc Louis a fait des promesses dans ce sens — qui au reste n'ont pu être faites que sous les restrictions ci-dessus mentionnées, — elles ont été remplies scrupuleusement et le sont encore en ce moment dans toute leur étendue. || En passant à l'édit de 1830 et aux dispositions que Son Eminence a combattues dans Sa note du 5 octobre, le soussigné a l'honneur de faire observer d'abord que le bût de cet édit, énoncé dans le préambule, n'est autre que de maintenir les droits de protection et de surveillance des souverains, tels qu'ils ont été établis dans le cours des négociations et de faire connaître d'une manière uniforme dans toute la Province les principes d'après lesquels les gouvernemens entendent exercer ces droits. L'édit ne contient outre cela rien qui ne soit pas déjà adopté depuis longtems tant en doctrine qu'en pratique dans tous les états de l'Allemagne catholiques ou protestants et surtout en Autriche et en Prusse. || Cette considération générale semblerait déjà ne pas devoir admettre sur les effets de l'édit de 1830 des appréhensions que l'examen de ses dispositions particulières ne peut marquer de faire cesser entièrement. En ce qui concerne, specialement la plainte portée contre l'article 19 qui restreint la correspondance avec la cour de Rome sur les chefs de l'église d'après l'ordre hiérarchique, il est superflu d'observer que les gouvernemens n'ont pas eu l'intention de priver le St. Siège, par cette ordonnance, des moyens s'informer de l'étât de l'église dans la Province; ils voulaient plutôt s'assurer par cette disposition que les renseignemens parvinrent à Sa Sainteté par une voie légale et non par l'organe de personnes dont les facultés intellectuelles et la position politique ne permettent pas qu'ils envisagent et qu'ils jugent avec connaissance de cause et impartialité, les affaires écclésiastiques. || Souvent aussi de pareils individus ont des desseins impurs et les gouvernemens seraient en droit et même dans l'obligation de les poursuivre devant la justice à cause de leurs tentatives criminelles contre la tranquillité de l'état et la paix de l'église. || La correspondance privée avec la cour de Rome ne devait être, d'après l'intention des gouvernemens, ni entravée ni interdite par cet article. || Quant à l'article 4 de l'édit il a toujours été d'usage dans tous les états de l'Europe et notamment dans la monarchie autrichienne que les ordonnances générales et circulaires des évêques ne pouvaient être publiées sans autorisation préalable du gouvernement. || Il est impossible que les gouvernemens abandonnent ce principe dont l'application d'ailleurs ne saurait motiver des appréhensions a cet égard, puisqu'il n'y a pas eu un seul cas depuis l'érection des évêches où cette autorisation eut été refusée. || Les synodes aussi bien que les conciles n'ont jamais eu lieu qu'avec l'agrément des gouvernemens réspectifs et depuis les tems des premiers Empereurs chrétiens, les souverains se faisaient représenter par leurs envoyés dans ces assemblées s'ils ne préféraient pas y assister en personne. || L'édit ne defend ni à l'archévêque ni aux évêques de con-

voquer une synode dans leur diocèse; ce n'est que le consentement aux synodes provinciaux et l'envoi des commissaires qu'il reserve au gouvernement, parceque ces assemblées exercent une influence trop puissante sur le bien-être et sur la direction morale des sujets pour que les états puissent renoncer au droit de prendre connaissance de ce qui s'y passe et d'examiner surtout si le moment est bien choisi pour une pareille convocation. Au reste, les Gouvernemens n'ont pas voulu exprimer par cet article l'intention de se mêler de la discipline de l'église, quoiqu'ils se reservent de prendre dans tous les cas les mesures convenables pour que l'intérêt de l'état n'y coure pas de danger. || Les articles 10, 13, 21 et 36 de l'édit que la note de Son Eminence mentionne en général sans y faire des objections particulières, ne contiennent rien qui ne soit pas conforme aux principes du droit public et ecclésiastique, reconnus dans toute l'Allemagne. Quant aux dispositions de l'article 10 sur les „judices in partibus“ elles réspondent parfaitement à ce qui a été arrêtés sur cette matière dans les conciles de Constance, de Bâle et de Trente et à ce qui se trouve specialement déclaré dans la capitulation de l'Empereur Leopold II. comme principe du droit public de l'Allemagne. || L'article 13 qui préscrit que les sujets catholiques qui n'appartiennent à aucune paroisse et ceux qui sont liés à une telle d'une autre confession seront agrégés à une paroisse catholique, est conforme à la bulle „provida solersque“ et il ne sera jamais exécuté que de concert avec l'autorité épiscopale competente. La nature des choses demande d'ailleurs que dans des causes où l'église catholique est simultanément intéressée avec l'église protestante, ce qui ne peut pas manquer d'arriver souvent dans des pays de différentes confessions, aucune des deux parties ne puisse procéder à son gré et que par conséquent le gouvernement prenne les mesures convenables s'il est question de changer des institutions légalement subsistantes. || La bulle susmentionnée désigne le Chapitre comme collège consultant de l'évêque (Presbyterium) et l'article 21 de l'édit, qui en fait mention ne parle que du rang et des attributions que les loix de l'église assignent aux Chapitres et ne fait donc que reconnaître à cet égard ce qui existait déjà avant l'édit. || Ce qui est enfin préscrit par l'art. 36 répose sur un ancien principe du droit public en usage depuis longtems dans les états catholiques; les gouvernemens ne l'exécuteront cependant qu'en observant la discipline écclésiastique et ne procéderont qu'en cas d'abus manifeste et toujours dans les voies convenables. || Le soussigné se flatte d'avoir suffisamment prouvé par cet exposé que l'édit du 30 janvier 1830 ne contient aucune disposition qui n'ait déjà existée pendant une longue serie d'années dans d'autres états et si la Cour de Rome ne croit pas pouvoir accéder à ces principes, Elle avouera du moins qu'une discussion prolongée sur cette matière ne profiterait à personne et qu'elle serait d'autant plus inutile qu'il est de fait que l'édit a toujours et sans aucune exception été exécuté avec une circonspection et une modération qui n'auront jamais été surpassées dans aucun pays se trouvant dans une position analogue au Grand-Duché. || Si, dans un mémoire présenté à Son Altesse Royale le Grand-Duc, l'archevêque de Fribourg a pu

Nr. 4771 (36). Oberrhein. Kirchenprov. (Baden). 4. Sept. 1834.

méconnaître ce fait et se laisser entrainer à des plaintes vagues et mal fondées sur l'état de l'église, quoique sa connaissance particulière et le jugement de la partie saine du public eussent dû l'en empêcher, on ne peut que déplorer une pareille démarche et l'attribuer à des insinuations malveillantes. || C'est encore avec plus de peine que le gouvernement Grand-Ducal a cru apercevoir l'effet de ces insinuations dans un bref adressé aux évêques de la Province, et il a dû être surtout étonné de ce que ce document rempli de reproches contre les gouvernemens ait été répandu avec une grande activité et même avant qu'il fût parvenu aux évêques, par les feuilles publiques et par des distributions particulières. Le gouvernement Grand-Ducal fut en oûtre instruit par le mémoire de l'archevêque que les réponses des évêques de la Province au bref susmentionné ne s'accordaient guère entre elles et qu'il y en avait même dans un sens tout opposé à celui du mémoire. Il y eut donc lieu d'espérer que la Cour de Rome, en prenant de nouveau cet objet en considération, pourrait être amenée à l'envisager d'une manière différente, et c'est aussi par cette raison qu'on a jugé convenable de ne pas encore faire de réponse au mémoire de l'archevêque. || Son Eminence voudra bien se convaincre que, dans cet état de choses rien ne motiverait une déclaration telle qu'elle est annoncée dans Sa note du 5 octobre pour le cas que les dispositions indiquées de l'édit du 30 janvier 1830 ne seraient pas rapportées et par laquelle la Cour de Rome déclinerait toute résponsabilité par rapport à la situation prétendue mauvaise de l'église catholique dans la Province. || Les gouvernemens pourraient attendre avec calme une pareille déclaration dont la réfutation leur serait d'autant plus facile que l'opinion publique témoigne trop hautement la satisfaction générale des sujets catholiques sur l'état bien organisé de leurs rélations ecclésiastiques et qu'il est evident que l'assertion du contraire part de quelques personnes toujours mécontentes. || Qu'il soit permis au soussigné d'ajouter, en terminant, l'observation qu'une telle polémique entre la Cour de Rome et les gouvernemens de la Province archiépiscopale ne pourrait jamais avoir de suites salutaires, soit pour l'état soit pour l'église et que les ennemis de l'autorité du chef suprême de l'église catholique s'en empareraient avidement pour étendre, aussi sur l'Allemagne, leur projets subversifs de cette autorité. || C'est avec empressement que le soussigné saisit cette occasion pour réitérer à Son Eminence l'expression de sa haute considération.

Carlsruhe le 4 septembre 1834.

(signé) Bo. de Turckheim.

Nr. 4772. (37.)

SACHSEN. Mandat, die Ausübung der katholisch-geistlichen Gerichtsbarkeit in den hiesigen Kreislanden, und die Grundsätze zur Regelung der gegenseitigen Verhältnisse der katholischen und evangelischen Glaubensgenossen betreffend.

Gesetzsammlung, Jahrg. 1827. p. 13 ff.

Nr. 4772 (37). Sachsen. 19. Feb. 1827.

Wir Friedrich August, von Gottes Gnaden, König von Sachsen u. s. w. thun kund und zu wissen.

Nachdem durch Unser Mandat vom 16. Febr. 1807 bekannt gemacht worden, dass hinfüro in Unserem gesammten Königreiche Sachsen die Ausübung des römisch-katholischen Gottesdienstes der Ausübung des Gottesdienstes der augsburgischen Confessionsverwandten gänzlich gleichgestellt werden, und die Unterthanen beider Confessionen gleiche bürgerliche und politische Rechte ohne Einschränkung geniessen sollen, diese Gleichstellung auch durch den 16. Artikel der deutschen Bundes-Acte vom 8. Juni 1815 in allen Bundeslanden festgesetzt worden ist; so finden Wir für nöthig, über die Ausübung der katholisch-geistlichen Gerichtsbarkeit in den hiesigen Kreislanden und zu Regulirung der gegenseitigen Verhältnisse der katholischen und evangelischen Glaubensgenossen folgende, die gegenseitigen Grenzen bestimmende, gesetzliche Vorschrift zu ertheilen:

§. 1. Das apostolische Vicariat allhier ist die oberste geistliche Behörde für die römisch-katholischen Glaubensgenossen in den vier Kreisen, und hat nebst dem ihm untergeordneten katholischen Consistorium, die geistlichen Angelegenheiten und die geistliche Gerichtsbarkeit in Beziehung auf sie eben so zu verwalten, wie solches von dem evangelischen Kirchenrathe, respective in Subordination den evangelischen wirklichen Geheimenräthen, und den unter denselben stehenden Consistorien hinsichtlich der Evangelischen geschieht. §. 2. Der jedesmalige apostolische Vicar hat, nach vorheriger Vorlegung des die ihm beschehene Delegation enthaltenden päpstlichen Schreibens, den Unterthanen- und Diensteid in Unsere Hände abzuleisten, und dabei zu Beobachtung der Landesgesetze bei der ihm aufgetragenen Verwaltung sich zu verpflichten. || §. 3. Die Bekanntmachung allgemeiner, entweder vom römischen Stuhle ausgehender, oder sonst vom Vicariate für nöthig zu befindender Anordnungen durch den Druck oder öffentlichen Anschlag soll ohne Unser landesherrliches Vorwissen, und, nach Befinden, beigefügtes Placet nicht geschehen. — Auch behalten Wir Uns vor, in etwa vorkommenden Fällen, welche auf Unsere landesherrliche Gerechtsame Einfluss haben können, und bei Beschwerden über Missbrauch der von dem Vicariate auszuübenden geistlichen Gewalt, Selbst in geeigneter Maasse zu entscheiden. — Zum Behuf solcher Entscheidungen soll jedesmal über den in Frage befangenen Gegenstand von Unserem Geheimen Rathe mit dem apostolischen

Nr. 4772 (37). Sachsen. 19. Feb. 1827.

Vicar sich zuvor communicando vernommen, und in dessen Folge räthliches Gutachten darüber von Ersterem Uns eröffnet werden. || §. 4. Zur Ausübung der katholisch-geistlichen Gerichtsbarkeit in der untern Instanz wird ein katholisch-geistliches Consistorium niedergesetzt, welches mit drei geistlichen und zwei zur Verwaltung von Justizstellen nach der desfallsigen gesetzlichen Vorschrift qualificirten, weltlichen Beisitzern besetzt, bei dessen Expedition auch, ausser den sonst nöthigen Expedienten, ein zu Actuariatsverrichtungen legitimirter Secretarius angestellt seyn soll. || §. 5. Die als geistliche oder weltliche Mitglieder bei genanntem Collegio anzustellenden Personen hat Uns der apostolische Vicar, zu deren Anstellung, bei nicht vorhandenem Bedenken, vorhero zu ertheilenden landesherrlichen Bestätigung jedesmal in Vorschlag zu bringen. || §. 6. Die sämmtlichen, sowohl geistlichen als weltlichen Beisitzer dieser Behörde, auch die bei ihr anzustellenden Subalternen, werden bei ihrer Einführung und Annahme mit dem Subjections- und dem Diensteide belegt, haben auch, hinsichtlich der ihnen zukommenden Geschäftsführung, zur Beobachtung der Landesgesetze sich zu verpflichten. || §. 11. In Verfassungssachen und in den bei denselben zu verhandelnden rein geistlichen Sachen, so wie in den von der Cognition der weltlichen Gerichtshöfe zu eximirenden Personal-Rechtssachen der katholischen Geistlichen, ist es [das Consistorium] ausschliesslich dem apostolischen Vicariat subordinirt. || §. 12. Dem Vicariate steht jedoch rücksichtlich der Verfassungssachen das Recht der Entscheidung nur in sofern zu, als diese die innere Verfassung des Collegii angehen. Angelegenheiten, die auf die äussere Verfassung desselben gegen andere Collegia und Behörden Bezug haben, sind, nach vorhero beim Geheimen Rathe, mit Zuziehung des apostolischen Vicars, über sie angestellter Erwägung, mittelst unterthänigsten Vortrags des Ersteren, den der Vicar mit zu unterschreiben hat, zu Unserer eigenen Decision zu stellen. || §. 13. Gegen die Erkenntnisse und Bescheide des Consistorii in denjenigen Rechtssachen, über welche der Vicarius apostolicus nach §. 11 in letzter Instanz zu entscheiden hat, mag zuerst die Läuterung stattfinden. Bei der Entschliessung darüber und dem dem Consistorio nachzulassenden Vorspruche derselben sollen, ausser den ordentlichen Mitgliedern des Collegii noch zwei hierzu zu bestellende ausserordentliche Beisitzer, ein geistlicher und ein rechtserfahrener weltlicher, zugezogen werden. || §. 14. Zur Formirung der höchsten Appellations-Instanz in diesen Sachen wird ein Vicariats-Gericht niedergesetzt, welches, unter dem Vorsitze des Vicarii apostolici, aus zwei geistlichen Vicariatsräthen und drei weltlichen Räthen, Einem aus der Landesregierung, Einem aus dem Appellationsgerichte und Einem dazu besonders zu bestellenden weltlichen katholischen Vicariatsrathe bestehen soll. || §. 15. In diesem Gerichte steht dem Vicario apostolico ein votum decisivum zu. || §. 16. Von den Vicariatsräthen gilt, was die landesherrliche Bestätigung derselben, auch deren Vereidung und Gerichtsstand betrifft, das nämliche, was wegen dieser Gegenstände in Ansehung der Consistorialbeisitzer oben (§. 6 und 7) festgesetzt worden ist. Sie sollen den Rang unmittelbar nach den Ober-Consistorial-Räthen haben. || §. 17. In allen

anderen, als den §. 11 genannten, bei dem katholischen Consistorio anhängig werdenden Rechtssachen, hat dasselbe auf eingewandte Appellationen, nach Verschiedenheit der in dem Mandate vom 13. März 1822 §. 12 und fg., angegebenen Fälle, respective zur Landesregierung oder zum Appellationsgerichte zu berichten und die von daher erfolgenden Entscheidungen zu befolgen. || §. 18. Die mit den höchsten Landescollegien wegen geistlicher und kirchlicher Angelegenheiten nöthigen Communicationen sind, wie bei den Protestanten durch deren Kirchenrath, so in katholischen Sachen durch das Vicariat zu pflegen, an welches das katholische Consistorium desfalls zu berichten hat. Mit untergeordneten Collegiis soll das katholisch-geistliche Consistorium in statu communicationis stehen. || §. 19. In den, nach der Anordnung des §. 11 und 12 ausschliesslich zur Entscheidung des katholischen Vicariats gehörenden Sachen sind die weltlichen Unterobrigkeiten sowohl von Seiten des Consistorii, als von dem Vicar selbst, nur per modum requisitionis zur Erzeigung der nöthigen Rechtshülfe zu veranlassen, und es werden Unsere Beamten und die Patrimonial-Gerichts-Obrigkeiten zu gebührender Befolgung dieser Requisitionen hierdurch angewiesen. In Ansehung aller übrigen zur Competenz des katholisch-geistlichen Consistorii gehörigen Sachen haben Wir dem Vicario apostolico und dem ihm untergebenen geistlichen Consistorio die Befugniss beigelegt, vorgedachten Unterbehörden Verordnungen und Aufträge zu ertheilen, und es sind ihnen daher letztere in dieser Beziehung subordinirt. Auch mag sich von dem Vicariate und dem Consistorio der Kreis- und Amtshauptleute zu Auftragsertheilungen in gleicher Weise, wie den protestantischen geistlichen Oberbehörden gestattet ist, bedient werden. || §. 20. In Fällen, wo die katholisch-geistliche Behörde dem von ihr beauftragten weltlichen Commissario einen geistlichen Consistorial-Beisitzer als Vicariatsrath beigegeben hat, mag die weltliche Behörde das Directorium actorum, der geistliche Mit-Commissair aber das Directorium commissionis führen. Wenn aber der geistliche Mit-Commissair ein anderer als ein Consistorial-Beisitzer oder Vicariatsrath ist, oder der weltliche Commissair einen höheren Rang hat als der geistliche, so ist dem weltlichen auch das Directorium commissionis zu überlassen. || §. 21. Vorladungen und Auflagen erlässt das katholisch-geistliche Consistorium, in Gemässheit der §. 19 gegebenen Bestimmungen, unmittelbar sowohl an die seiner Gerichtsbarkeit überhaupt unterworfenen geistlichen, als auch an weltliche Personen, welche seine Competenz bloss wegen der zu verhandelnden geistlichen Sachen anzuerkennen haben. Jedoch hat es wegen der Insinuation an mittelbare Unterthanen, wie bei den protestantischen Consistorien geschieht, die Patrimonial-Gerichte zu requiriren. || §. 22. Dem katholisch-geistlichen Consistorium wird die Betreibung der in der Anlage angegebenen Geschäfte übertragen. Es hat, wie die protestantischen, alle Gerechtsame eines öffentlich constituirten Gerichtshofes, z. B. das Recht bona vacantia einzuziehen, Geldstrafen und andere Gerichtsnutzungen, auch Gerichtssporteln, die letzteren nach einer noch besonders bekannt zu machenden Taxe, zu erheben, u. s. w. || §. 23. Dasselbe [das katholische Consistorium] hat bei seinen

Nr. 4772 (37) Sachsen. 19. Feb. 1827

Beschlüssen, Verordnungen und Entscheidungen, so wie in Absicht auf die Form des bei ihm stattfindenden Verfahrens, lediglich nach den Vorschriften der Landesgesetze sich zu achten, in soweit nicht entweder in Ehesachen die Dogmen der katholischen Kirche entgegenstehen, oder bei der Bestrafung kirchlicher Verbrechen der katholischen Geistlichen oder solcher Vergehungen katholischer Glaubensgenossen, welche mit Kirchenstrafen geahndet werden, die Vorschriften des canonischen Rechtes zugleich von ihm in Obacht zu nehmen sind. || §. 24. Die Einholung rechtlicher Erkenntnisse in den Fällen, wo es nicht selbst entscheiden will, ist ihm nur bei inländischen Dicasterien nachgelassen. || §. 26. In Ansehung der auf nicht streitige Rechtsangelegenheiten sich beziehenden Gerichtshandlungen wird dem katholisch-geistlichen Consistorio gleiche Berechtigung wie den protestantischen beigelegt, und es ist daher zur Bevormundung kranker, abwesender oder verschwenderischer geistlicher Personen, zur Annahme gerichtlicher Recognitionen von Seiten geistlicher Personen, und zur Regulirung der Verlassenschaften derselben, befugt. | §. 27. Alle zum katholischen Clerus gehörige Personen ohne Unterschied der erhaltenen höheren oder niederen Grade der Weihe haben bei ihrer Anstellung als Geistliche im Lande den Unterthaneneid gegen Uns vor dem geistlichen katholischen Consistorio, zu leisten. Sie sind für ihre Personen alsdann lediglich Gerichtsbarkeit des geistlichen katholischen Consistorii, und respective in höherer Instanz, des apostolischen Vicariats unterworfen. — In den gegen sie vorfallenden Criminalsachen hat das katholische Consistorium in allen Fällen, wo nach den Landesgesetzen eine besetzte Gerichtsbank erforderlich ist, ein königliches Justizamt zur Führung der Untersuchung zu requiriren, und einen geistlichen Commissarius dazu zu delegiren. — Auch auswärtige katholische Geistliche sollen bei ihrem Aufenthalt in hiesigen Landen den, den allhier angestellten katholischen Geistlichen für ihre Person zugetheilten, privilegirten Gerichtsstand zu geniessen haben. | §. 29. Katholische Schullehrer und niedere, bei dem katholischen Cultus angestellte Kirchendiener haben nur in Beziehung auf ihre Amtsverrichtungen; Todtengräber, Hospitalverwalter und Hospitalleute nur in Ansehung der die Disciplin und die Verfassung der Institute angehenden Sachen einen privilegirten persönlichen Gerichtsstand vor dem katholisch-geistlichen Gerichte. | §. 31. Wenn gegen die in Criminal- oder Polizei-Sachen von dem katholischen Consistorio gegen die seiner Gerichtsbarkeit unterworfenen Personen publicirten Urtheile oder Decisa Vorstellungen einkommen, so soll die nöthige anderweitige Entscheidung jedesmal von einem Dicasterio hiesiger Lande eingeholt werden. | §. 32. Alle Glaubens- und Gewissens-Sachen, welche katholische Glaubensgenossen angehen, alle religiöse Handlungen, die zum katholischen Cultus gehören; alle die katholische Kirchendisciplin und den katholischen Religionsunterricht betreffende Sachen, gehören als rein geistliche Sachen ausschliessend zur Competenz des katholisch-geistlichen Consistorii. | §. 33. Die Untersuchung und Bestrafung von Excessen, welche in katholischen Kirchen während der gottesdienstlichen Handlungen vorfallen, sind zwar zur Competenz des katholischen Consistorii zu ziehen; es hat jedoch dieses die Entscheidung

darüber in letzter Instanz, ausgenommen, wenn der Excedent ein katholischer Geistlicher seyn sollte, der landesherrlichen Appellationsbehörde anheimzustellen. §. 34. Katholische Kirchen und Schulgebäude, katholische Gottesäcker und die zur Zeit der Publication gegenwärtigen Mandates vorhandenen katholischen Hospitäler, mit den etwa dazu gehörigen Grundstücken, sollen der Realgerichtsbarkeit des katholisch-geistlichen Consistorii unbedingt unterwiesen seyn. In Ansehung der zu neuen, etwa künftig für Katholiken errichteten, milden Stiftungen gehörenden Grundstücke aber ist die Zuständigkeit der Realgerichtsbarkeit von der jedesmaligen besonderen Verleihung abhängig. §. 35. Auch sind diesem Consistorio alle zu religiösen und milden Zwecken bei den katholischen Gemeinden bestimmte Gegenstände, als: Stiftungen für Kirchen, zu Messen, Schulen und Hospitälern, auch Begräbniss- und Armen-Stiftungen für katholische Glaubensgenossen, und die darauf Bezug habenden Angelegenheiten unterworfen. §. 36. Ein kirchliches Asylrecht findet in hiesigen Landen nicht statt. §. 37. In Ehe- und Sponsalien-Sachen tritt die Competenz des katholisch-geistlichen Consistorii ein, wenn der Beklagte katholisch ist. §. 38—51. [Ueber Sponsalienklagen. Trauung und Aufgebot.] §. 52. Wir tragen Bedenken, durch gesetzliche Bestimmungen über das Religions-Bekenntniss, in welchem Kinder von Personen verschiedenen Glaubensbekenntnisses getauft und erzogen werden sollen, den Eltern oder anderen Personen, die für die Erziehung solcher Kinder zu sorgen verpflichtet sind, einen Zwang aufzulegen. Es bleibt also die Entscheidung hierüber lediglich der Uebereinkunft und Anordnung der Eltern, bei unehelichen Kindern der Mutter allein, die auch nach deren Ableben zu befolgen ist, oder, wenn die Eltern ohne eine solche Uebereinkunft oder Anordnung zu treffen, verstorben seyn sollten, denjenigen überlassen, die überhaupt für die Erziehung dieser Kinder zu sorgen haben. §. 53. Unter keinem Vorwande ist Personen verschiedener Confession, die sich zu ehelichen gesonnen sind, ein Angelöbniss wegen der künftigen religiösen Erziehung der in ihrer Ehe zu erzeugenden Kinder abzufordern. §. 54. Unregelmässigkeiten, welche, vorstehenden Vorschriften zuwider, die Verlobten, oder die sie aufbietenden und trauenden Geistlichen, sich zu Schulden bringen, sind ernstlich zu ahnden. §. 55. Die Taufe der in einer gemischten Ehe erzeugten Kinder steht demjenigen Geistlichen zu, in dessen Confession dieselben, nach der Uebereinkunft der Eltern unterrichtet werden sollen. §. 58. In Betreff des Schulunterrichtes sind an Orten, wo es sowohl katholische als evangelische Schulen gibt, die Kinder katholischer Eltern durchaus an jene, die Kinder evangelischer Eltern aber ebenso an diese zu verweisen. Unter keinem Vorwande dürfen an solchen Orten Kinder katholischer Eltern in die evangelische Schule und die Kinder evangelischer Eltern in katholische Schulen aufgenommen werden. §. 59. Nur in Hinsicht der gelehrten Schulen soll hierin eine Ausnahme Statt finden, und auch den Kindern verschiedener Confession, nach erhaltener Genehmigung der Schulvorsteher, verstattet seyn, als Extraneer an dem Unterrichte in Sprachen und Wissenschaften Theil zu nehmen.

Nr. 4772. (37.) Sachsen. 19. Feb. 1827.

§. 60. An denjenigen Orten, wo keine katholische Schule vorhanden ist, sollen die daselbst lebenden Katholiken ihre Kinder in die protestantische Ortsschule zu schicken zwar nicht verbunden seyn, ihnen jedoch freistehen gegen Entrichtung des Schulgeldes sie an dem darin zu empfangenden Unterrichte, nur den Religionsunterricht ausgenommen, Theil nehmen zu lassen. | §. 61. Wenn bei gemischten Ehen der evangelische Theil gegen seinen katholischen Ehegatten vor dem katholischen Consistorio eine Scheidungsklage angestellt hat, und von dieser Behörde in Fällen, wo, nach den Principien des evangelischen Eherechtes, die gänzliche Scheidung Statt haben konnte, den Grundsätzen der katholischen Kirche gemäss, nur auf lebenslängliche Separation erkannt worden ist; so mag dem in dieser Weise geschiedenen evangelischen Ehegatten die Schliessung einer anderweiten Ehe vor dem evangelischen Bezirks-Consistorio, in sofern dieses seinerseits keinen Anstand dabei findet, gestattet werden. | §. 62. Den katholischen Glaubensgenossen aber ist die Verehelichung mit geschiedenen Ehegatten evangelischen Bekenntnisses, so lange der andere Ehegatte lebt, nicht gestattet, und sie mögen daher weder von katholischen noch von evangelischen Pfarrern in den hiesigen Landen mit einander verlobt, aufgeboten oder copulirt werden. || §. 63. Die Beerdigung verstorbener römisch-katholischer Glaubensgenossen bleibt an den Orten, wo deren Gemeinde einen eigenen Geistlichen und einen eigenen Begräbnissplatz hat, lediglich der Veranstaltung ihrer geistlichen Behörde überlassen. Ausserhalb solcher Orte aber bewendet es bei der unterm 5. Juli 1811 (Cod. Aug. III. Forts. Th. I. S. 146) an die erbländischen geistlichen Behörden erlassenen Generalverordnung, mit der Erläuterung, dass, im Falle des stillen Begräbnisses, keine Stolgebühren, sondern nur die Kosten des Begräbnissplatzes und der Grube zu bezahlen sind. | §. 64. Die Kirchenbücher der römisch-katholischen Gemeinden, worin alle Trauungs-, Tauf- und Beerdigungs-Handlungen aufzuzeichnen sind, haben gleiche rechtsgültige Glaubwürdigkeit, wie die Kirchenbücher der Gemeinden der anderen christlichen Confession, sind aber auch den ergangenen gesetzlichen Vorschriften gemäss einzurichten. | §. 65. Die von der evangelisch-lutherischen Kirche gegen die römisch-katholischen Glaubensgenossen sonst verfassungsmässig ausgeübten Parochial-Zwangsrechte fallen für die Zukunft allenthalben hinweg; jedoch in Hinsicht der auf Grundstücken etwa haftenden Parochial-Lasten bewendet es bei der zeitherigen Verbindlichkeit.

Nach vorstehendem Mandate, welches von den obrigkeitlichen Behörden, in Gemässheit des Generalis vom 13. Juli 1796, und des Mandates vom 9. März 1818 bekannt zu machen ist, haben sich alle geistliche und weltliche Behörden, so wie Alle, welche es angeht, gebührend zu achten, und daran Unseren Willen und Meinung zu vollbringen.

Urkundlich haben Wir dieses Mandat eigenhändig unterschrieben und Unser Königliches Insiegel vordrucken lassen.

So geschehen zu Dresden am 19. Februar 1827.

(L. S.) Friedrich August.

Das Mandat erfuhr durch die Verfassungsurkunde und andere Gesetze und Verordnungen mannigfache Veränderungen, deren wesentlichste die Folgenden sind: Durch Verordnung vom 7. Nov. 1831 wurden alle im §. 57 der Verfassungsurkunde begriffenen Angelegenheiten sämmtlicher Confessionen dem Geschäftskreise des Ministerium des Cultus und Unterrichts zugetheilt. — Das Gesetz über privilegirte Gerichtsstände vom 28. Januar 1835 hob den besonderen Gerichtsstand der katholischen wie evangelischen Geistlichen in allen persönlichen Rechtssachen, sowohl streitigen als auch nicht streitigen, auf, und stellte sie unter die weltlichen Justizbehörden. Auch wurde dadurch die Gerichtsbarkeit der katholisch-geistlichen Behörden in Ehesachen nur auf solche Fälle beschränkt, wo beide Parteien der katholischen Confession zugethan sind, wogegen die Competenz in Ehestreitigkeiten zwischen Personen verschiedener Confession an die Bezirksappellationsgerichte überging. — Durch das Gesetz über die religiöse Erziehung der von Eltern verschiedener Confession erzeugten Kinder vom 1. Nov. 1836 wurde der §. 51 des Mandates aufgehoben und bestimmt, dass die in solchen Ehen erzeugten Kinder in der Regel in der Confession des Vaters — die unehelichen in der der Mutter — zu erziehen sind, doch bleibt es den Eltern gestattet durch freies, formell bei Gericht zu hinterlegendes Uebereinkommen unter sich etwas Anderes festzusetzen. — Durch das Volksschulgesetz vom 6. Juni 1836 (§. 3) wurde das im §. 60 des Mandates ausgesprochene Recht in eine Pflicht verwandelt. S. überhaupt Ed. Schreyer, Codex des im Königreich Sachsen geltenden Kirchen- und Schul-Rechtes. Leipzig 1864. — Gegen die oben angeführten Gesetze richtete die katholische Geistlichkeit Sachsens (8. April 1833) eine eingehende Vorstellung und Verwahrung an die berathende Ständeversammlung (s. Roskovány, Mon. II p. 521 ff.).

Nr. 4772. (37.) Sachsen. 19. Feb. 1827.

Nr. 4773. (38.)

SACHSEN. Aus der Verfassungsurkunde für das Königreich Sachsen. — Stellung der katholischen Kirche.

Zachariae l. c. p. 166 ff.

Nr. 4773. (38.) Sachsen. 4. Sept. 1831.

III *Von den allgemeinen Rechten und Pflichten der Unterthanen.* || §. 32. Jedem Landeseinwohner wird völlige Gewissensfreiheit und, in der bisherigen oder künftig gesetzlich festzustellenden Masse, Schutz in der Gottesverehrung seines Glaubens gewährt. || §. 33. Die Mitglieder der im Königreiche aufgenommenen christlichen Kirchengesellschaften geniessen gleiche bürgerliche und politische Rechte. Alle anderen Glaubensgenossenschaften haben an den staatsbürgerlichen Rechten nur in der Masse einen Antheil, wie ihnen derselbe vermöge besonderer Gesetze zukömmt.

IV. *Von den Staatsdienern.* || §. 41. . . . Auf den Vorstand des Ministerii des Cultus, welcher stets der evangelischen Confession zugethan sein muss, in Gemeinschaft mit wenigstens zwei anderen Mitgliedern des Gesammtministerii

No. 4773. (38.) Sachsen. 4. Sept. 1831.

derselben Confession, geht der bisherige Auftrag in Evangelicis über. Zu seinem Wirkungskreise gehören die §. 57 bezeichneten Angelegenheiten aller Confessionen.

VI. *Von den Kirchen, Unterrichtsanstalten und milden Stiftungen.* || §. 56. Nur den im Königreiche aufgenommenen oder künftig mittelst besondern Gesetzes aufzunehmenden christlichen Confessionen steht die freie öffentliche Religionsübung zu. || Es dürfen weder neue Klöster errichtet, noch Jesuiten oder irgend ein anderer geistlicher Orden jemals im Lande aufgenommen werden. || §. 57. Der König übt die Staatsgewalt über die Kirchen (jus circa sacra), die Aufsicht und das Schutzrecht über dieselben nach den diesfallsigen gesetzlichen Bestimmungen aus, und es sind daher namentlich auch die geistlichen Behörden aller Confessionen der Oberaufsicht des Ministeriums des Cultus untergeordnet. | Die Anordnungen in Betreff der innern kirchlichen Angelegenheiten bleiben der besondern Kirchenverfassung einer jeden Confession überlassen. Insbesondere wird die landesherrliche Kirchengewalt (jus episcopale) über die evangelischen Glaubensgenossen, so lange der König einer andern Confession zugethan ist, von der §. 41 bezeichneten Ministerialbehörde ferner in der zeitherigen Masse ausgeübt. || §. 58. Beschwerden über Missbrauch der kirchlichen Gewalt können auch bis zu der obersten weltlichen Staatsbehörde gebracht werden. || §. 59. Die Kirchen und Schulen und deren Diener sind in ihren bürgerlichen Beziehungen und Handlungen den Gesetzen des Staates unterworfen. || §. 60. Alle Stiftungen ohne Ausnahme, sie mögen für den Cultus, den Unterricht oder die Wohlthätigkeit bestimmt sein, stehen unter dem besonderen Schutz des Staates, und das Vermögen oder Einkommen derselben darf unter keinem Vorwande zum Staatsvermögen eingezogen oder für andere als die stiftungsmässigen Zwecke verwendet werden. Nur in dem Falle, wo der stiftungsmässige Zweck nicht mehr zu erreichen steht, darf eine Verwendung zu anderen ähnlichen Zwecken mit Zustimmung der Betheiligten, und in so fern allgemeine Landesanstalten in Betracht kommen, mit Bewilligung der Stände erfolgen. || §. 139. Der Unterthanen-Eid und der Eid der Civil-Staatsdiener und der Geistlichen aller christlichen Confessionen ist, nächst dem Versprechen der Treue und des Gehorsams gegen den König und die Gesetze des Landes, auch auf die Beobachtung der Landesverfassung zu richten.

4774. (39.)

NIEDERLANDE. Aus der Verfassungsurkunde für das Königreich der Niederlande. — Stellung der katholischen Kirche.

Pölitz l. c. II p. 205 ff.

Zweite Abtheilung. *Von den Rechten der Provinzialstände.*

Nr. 4774 (39). Niederlande. 24. August 1815.

Art. 145. Die Provinzialstände beschäftigen sich mit den Gesetzen über den Schutz der verschiedenen Glaubensformen und deren Ausübung, über den öffentlichen Unterricht, über die Wohlthätigkeitsverwaltungen, über die Mittel der Beförderung des Ackerbaus, des Handels und der Manufacturen, sowie mit allen andern Gesetzen, welche der König ihnen in dieser Beziehung vorlegt.

Vierte Abtheilung. VI. Capitel. *Von dem Gottesdienste.*

Art. 190. Die vollkommene Freiheit aller religiösen Meinungen wird Jedermann garantirt.

Art. 191. Allen religiösen Gemeinschaften, welche in dem Königreiche bestehen, ist gleicher Schutz verliehen.

Art. 192. Alle Unterthanen des Königs, ohne Unterschied ihres religiösen Glaubens, geniessen dieselben bürgerlichen und politischen Rechte, und haben gleichen Anspruch auf alle Würden und Aemter.

Art. 193. Kein Gottesdienst darf in seiner öffentlichen Ausübung verhindert werden, ausser wenn er die Ordnung und öffentliche Ruhe stören könnte.

Art. 194. Alle Gehalte, Pensionen oder andere Einkommen, von welcher Art sie sein mögen, welche die verschiedenen Gottesdienste und ihre Diener gegenwärtig geniessen, sind ihnen garantirt.

Denjenigen Dienern, welche noch keinen Gehalt haben, kann ein solcher verliehen, und andern, deren Gehalt unzureichend ist, derselbe erhöht werden.

Art. 195. Der König wacht darüber, dass die für den Gottesdienst bewilligten Summen, welche aus dem öffentlichen Schatze ausgezahlt werden, zu keinem andern Zwecke verwandt werden, als wofür sie ausdrücklich bestimmt sind.

Art. 196. Der König wacht darüber, dass kein Gottesdienst in der freien Ausübung, die ihm das Grundgesetz zusichert, gestört werde.

Er wacht ferner darüber, dass jeder Gottesdienst sich innerhalb der Grenzen des Gehorsams halte, den er den Gesetzen des Staates schuldig ist.

X. Capitel. *Von dem öffentlichen Unterricht und den Wohlthätigkeits-Anstalten.*

Art. 226. Der öffentliche Unterricht ist ein beständiger Gegenstand der Fürsorge der Regierung. Der König lässt jährlich den Generalstaaten Rechenschaft ablegen über den Zustand der obern, mittlern und untern Schulen.

Nr. 4774 (39). Niederlande. 24. August 1815.

Ergänzende Artikel.

Art. 2. Alle Obrigkeiten bleiben in ihren Stellen und alle Gesetze in Kraft, bis darüber anderweitig verfügt worden ist.

Gerlache, Histoire du royaume des pays-bas depuis 1814 jusqu' en 1830. Bruxelles 1836. Münch, Konkordate l. c. II p. 431—467. Friedberg, Grenzen l. c. p. 615 ff. Gams, Geschichte l. c. III p. 250 ff.

Der Wiener Congress vereinigte die ehedem österreichischen Niederlande, in welchen während der französischen Herrschaft das Concordat vom Jahre 1801 und die Articles organiques Gültigkeit erlangt hatten, mit Holland zum Königreich der vereinigten Niederlande. Von den etwa sechs Millionen Einwohnern des Königreiches waren c. vier Millionen Katholiken. Bei der Besitznahme Belgiens gab der König in der Proclamation v. 18. Juli 1815 das Versprechen, „der katholischen, apostolischen römischen Kirche ihre Rechte, ihre Prärogativen, ihre Hierarchie und im Allgemeinen ihre Vortheile (bevorzugte Stellung)“ zu gewähren. Darauf sich stützend richtete die hohe Geistlichkeit Belgiens (28. Juli 1815) eine Vorstellung und Verwahrung gegen das Verfassungsproject, in der sie sich hauptsächlich über die im Art. 192 u. 193 ausgesprochenen Grundsätze beschwerte. Und die Bischöfe von Gent und Tournay (2. Aug. und 11. Aug.) legten in ihren Hirtenbriefen Verwahrung ein gegen das „finstere Princip“ der Gewissensfreiheit, erklärten die Verfassungsbestimmung dass die Confession kein Hinderniss für die Bekleidung von Staatsämtern abgeben solle, für eine Quelle unheilbarer Uebel, protestirten gegen die Aufnahme dieser Grundsätze in die Verfassung und verboten den Notablen ihrer Diöces „d'y adhérer en aucune manière et sans aucun prétexte quelquonque“ (S. die Aktenstücke über all dieses Gerlache l. c. 308 ff. 310 f. und 303 ff.). Als dann die Verfassungsurkunde, welche die gerügten Grundsätze beibehielt, publicirt war, erliess der Episcopat ein „Jugement doctrinal sur le serment prescrit par la nouvelle Constitution“, worin erklärt wird: . . qu'aucun de nos diocésains respectifs ne peut, sans trahir les plus chers intérêts de sa Religion, sans se rendre coupable d'un grand crime, prêter les différens sermens prescrits par la Constitution, par lesquels on s'engage à observer et à maintenir la nouvelle Loi fondamentale, ou à concourir au maintien et à l'observation de la dite Loi. En effet, on s'oblige par les dits sermens à observer et à maintenir tous les articles de la nouvelle Constitution, et par conséquent ceux qui sont opposés à l'esprit et aux maximes de la Religion Catholique, ou qui tendent évidemment à opprimer et à asservir l'Eglise de Jesus Christ. Or, tels sont les articles suivans: Art. 190. 191. 192. 193. 196. 226. 145. Art. 2. Additionel. . . . . . Il est encore d'autres articles qu'un véritable enfant de l'Eglise ne peut s'engager par serment, à observer et à maintenir, et dont l'urgence des circonstances ne nous permet pas de nous occuper en ce moment; tel est, en particulier, le 227 me, qui autorise la liberté de la presse, et ouvert la porte à une infinité de desordres, à une déluge d'écrits anti-Chrétiens et anti-Catholiques . . . . (Münch Konkordate l. c. II p. 434 ff.). Die Regierung wandte sich klagend über die Haltung der Bischöfe an den Papst, dieser erklärte aber am 19. März 1816: es sei der gleiche Schutz aller Culte den Grundsätzen der katholischen Religion zuwider und die Bischöfe hätten nur nach ihrer Pflicht gehandelt, was Consalvi in einer Note wiederholt. (S. Rabiano, Continuation de l'histoire de l'eglise de Berault-Bercastel. Paris 1836. p. 282. ff. u. Gams l. c. III p. 253 und die Note Consalvis v. 2. Okt. 1816 bei Friedberg Grenzen l. c. p. 620 f.) Hieran schloss

sich ein Notenwechsel zwischen Rom und Brüssel, dessen Ergebniss die Erklärung der Curie war (Breve v. 14. Oct. 1820): der Verfassungseid dürfe geleistet werden, wenn er nur als bürgerlich verbindend, oder unter dem Vorbehalte, unbeschadet der Rechte des Papstes und der katholischen Kirche, abgelegt würde. Damit gab sich die Regierung zufrieden. — Die weiteren Massregeln der Regierung zur Aufrechthaltung und Durchführung der napoleonischen kirchlichen Gesetzgebung in Belgien, welche zu steten Konflicten führten, siehe besonders in Gerlache l. c.

Nr. 4774 (39). Niederlande. 24. August 1815.

Nr. 4775. (40.)

NIEDERLANDE—RÖMISCHE CURIE. Das Niederländische Concordat. Abgeschlossen Rom, 18. Juni 1827. Königl. Bestätigung 25. Juli, Päpstl. 16. Aug. 1827, Staatl. Publication 2. Okt. 1827.

Lat. Org. Nussi, Conv. l. c. p. 223. Münch, Konkordate II. p. 457.

Nr. 4775 (40). Niederlande. Röm. Curie. 18. Juni 1827.

Der Wunsch der niederländischen Regierung für das ganze Königreich ein Concordat zu erlangen, und die für das Nominationsrecht im französischen Concordat v. J. 1801 (art. 17) aufgestellte Bedingung, dass das Staatsoberhaupt katholisch sei, welche hier nicht zutraf, führten schon mit Pius VII. zu Unterhandlungen, welche endlich durch den Grafen Fiacre Ghislain de Celles und den Präfecten der Propaganda Cardinal M. Capellari am 18. Juni 1827 zum Abschluss gelangten. Das Uebereinkommen bestimmt: das französische Concordat v. J. 1801 erlangt auch Gültigkeit für die nördlichen Provinzen des Königreiches; jede Diöcese wird ihr eigenes Capitel und Seminar haben; den Domcapiteln steht das Recht der Bischofswahl zu, sie müssen jedoch vorher die Namen der Candidaten zur Kenntniss des Königs bringen, und diejenigen aus der Liste streichen welche ihm weniger angenehm sind, doch soll die übrig bleibende Zahl noch eine Wahl möglich machen. — Die unbedingte königl. Ratification erfolgte am 25. Juli (Münch, l. c. 457 f.), die päpstl. Confirmation in der Bulle „quod jam diu“ am 16. Aug. 1827, durch welche auch eine Circumscription der Bisthümer — Brügge und Herzogenbusch werden repristinirt, Amsterdam neu gegründet — vorgenommen und zugleich ausgesprochen wurde, der König werde für eine geeignete Dotation derselben Sorge tragen. Ferner bestimmt die Bulle, dass für das erste Mal der Papst die Bischöfe erwählen werde, dass den Bischöfen die freie Ernennung ihrer Generalvicare, die uneingeschränkte Errichtung und Leitung der Seminarien, welche die Regierung zu dotiren verpflichtet sei, zustehen solle u. A. (S. Nussi l. c. 223 ff.) Diese Bulle wurde zwar ebenso wie das Concordat am 2. Oct. 1827 publicirt, doch erstere mit dem Zusatze „ohne Genehmigung der Clauseln, Formeln oder Ausdrücke, welche diese Bulle enthält und welche den Gesetzen des Königreiches entgegen sind, oder sein könnten“ (S. Münch l. c. 460 ff.). — Ungeachtet dieser Publication unterblieb dann die Ausführung des Concordates. Ja schon wenige Tage hierauf (5. Octbr.) richtete der Minister des Innern ein Circulaire confidentielle an die Gouverneure der Provinzen, in dem gesagt wird: „L'exécution de cette bulle sera donc aussi subordonné aux principes

Nr. 4775(40). Niederlande. Röm. Curie. 18. Juni 1827.

que ces lois ont consacrés, restera en harmonie avec eux, et ne pourra de quelque manière que ce soit leur porter atteints. Rien donc à cet égard n'est changé à l'ordre de choses existant . . . De ce que le Roi a placé son espoir de la tranquillité future en ces matières, dans la coopération franche et loyale d'évèques sages et éclairés, suit nécessairement que l'exécution de la convention sera retardée jusqu'à la nomination aux siéges épiscopaux actuellement vacants . . ." — Nach dem Abfalle Belgiens hielt sich die holländische Regierung der Verpflichtungen formell entbunden, welche der König der vereinigten Niederlande im Concordate übernommen hatte. Die Curie behauptete zwar dessen fortdauernde Rechtsbeständigkeit, ging aber, nachdem der katholischen Kirche gewisse Concessionen gemacht waren — Gestattung die apostol. Vicare zu Bischöfen in partibus zu erheben, Duldung gegen die geistlichen Orden (Jesuiten), Errichtung von Knabenseminarien u. A. — dann doch auf ein Uebereinkommen mit König Wilhelm II. ein (1841?), welches die Ausführung des Concordates vertagte. (S. Denkschrift über die Lage der katholischen Kirche in den Niederlanden. Köln 1850.)

Nr. 4776. (41.)

BELGIEN. Aus der Verfassungsurkunde für das Königr. Belgien. — Stellung der katholischen Kirche. —

A. Neut, La Constitution Belge. Gand 1842 p. 13.

Nr. 4776(41). Belgien. 7. Febr. 1831.

Titre II. Des Belges et des leurs droits. Art. 14. La liberté des cultes, celle de leur exercice public, ainsi que la liberté de manifester ses opinions en toute matière sont garanties, sauf la répression des délits commis à l'occasion de l'usage de ces libertés. ‖ Art. 15. Nul ne peut être contraint de concourir d'une manière quelconque aux actes et aux cérémonies d'un culte, ni d'en observer les jours de repos. ‖ Art. 16. L'état n'a le droit d'intervenir ni dans la nomination ni dans l'installation des ministres d'un culte quelconque, ni de defendre à ceux-ci de correspondre avec leurs supérieurs et de publier leurs actes, sauf, en ce dernier cas, la responsabilité ordinaire en matière de presse et de publication. ‖ Le mariage civil devra toujours précéder la bénédiction nuptiale, sauf les exceptions à établir par la loi, s'il y a lieu. ‖ Art. 17. L'enseignement est libre. Toute mesure préventive est interdite. La répression des délits n'est réglée que par la loi. L'instruction publique donnée aux frais de l'État est également réglée par la loi. ‖ Art. 19. Les Belges ont le droit de s'assembler paisiblement et sans armes, en se conformant aux lois qui peuvent régler l'exercice de ce droit, sans néanmoins le soumettre à une autorisation préalable. Cette disposition ne s'applique point aux rassemblemens en plain air, qui restent entièrement soumis aux lois de police. Art. 20. Les Belges ont le droit de s'associer. Ce droit ne peut être soumis à aucune mesure préventive.

Titre IV. Des Finances. Art. 117. Les traitements et pensions des ministres des cultes sont à la charge de l'État. Les sommes nécessaires pour y faire face sont annuellement portées au budget.

Nr. 4776 (41). Belgien. 7. Febr. 1831.

Bartels, Documents historiques sur la révolution belge. Bruxelles 1836. Discussions du Congrès national de Belgique. Bruxelles 1844. A. Neut, La Constitution Belge, expliquée par le congrès national, les chambres etc. Gand 1842. Laurent, L'église et l'état. III. Bruxelles 1860 und die angeführten Werke von Friedberg und Gams.

Die Trennung Belgiens von Holland (1830) war hauptsächlich durch eine eigenthümliche Verbindung der clericalen und liberalen Partei zu Stande gekommen. Nicht nur die „liberale Gesinnung" — „liberté en tout et pour tous" wie das Schlagwort lautete — welche in der Verfassung ihren Ausdruck finden sollte, sondern auch die Dankbarkeit und vielleicht noch mehr die Klugheit geboten, der Kirche die schon lange angestrebte Emancipation vom Staate zu gewähren. Die provisorische Regierung beschloss gleich nach ihrem Zusammentritt die Aufhebung alle der Gesetze, welche die Kirchenfreiheit einschränkten oder die Kirchenhoheit des Staates wahrten (16. Oct. 1830). (S. Discussions l. c. I. p. 525 f.). In dem Entwurfe welchen die Verfassungscommission Anfang December dem Nationalcongresse vorlegte, waren diese Grundsätze noch nicht unbedingt anerkannt. Darin wird nur gesagt: „Art. 10. La liberté des cultes et celle des opinions en toute matière sont garanties. Art. 11. L'exercice public d'aucun culte ne peut être empêché qu'en vertu d'une loi et seulement dans le cas où il trouble l'ordre et la tranquillité publique." Auch findet sich darin noch nicht das Recht der Religionsgesellschaften all ihre Diener frei zu ernennen und mit ihren Obern frei zu verkehren. Doch der Nationalcongress verwarf jede Beschränkung und nahm die oben stehenden Bestimmungen mit überwiegender Majorität — so z. B. Art. 14. mit 111 Stimmen gegen 59 — an. Auf diese entgültige Beschlussfassung übte, wie man wohl annehmen muss, ein Schreiben des Metropoliten Belgiens an den Nationalcongress vom 13. Decbr. 1830 — an welchem Tage die Verfassungsberathung begann — den entscheidendsten Einfluss, denn all die Wünsche welche darin im Namen der katholischen Kirche gestellt wurden, fanden, wenn auch in principiell liberaler Formulirung, Aufnahme in die Verfassung. (S. dasselbe in der folgenden Nummer (42)).

Nr. 4777. (42.)

BELGIEN. Schreiben des Erzbischof v. Mecheln an den Nationalcongress. — Forderung der uneingeschränkten Freiheit für die katholische Religion. —

Discussion l. c. I. p. 515. Deutsche Uebers. Roskovány, Mon. II. p. 313.

Messieurs! Je croirais manquer à un des devoirs les plus essentiels de mon ministère si, au moment où vous allez décréter la constitution qui doit régir notre intéressante patrie, je ne m'adressais à vous, messieurs, pour vous engager

Nr. 4777. (42). Belgien. 13. Dec. 1830.

Nr. 4777. (42). Belgien. 13. Dec. 1830.

à garantir à la religion catholique cette pleine et entière liberté, qui seule peut assurer son repos et sa prospérité. || Les divers projets de constitution qui ont été publiés jusqu'à ce jour sont loin d'avoir suffisamment assuré cette liberté. L'expérience d'un demi-siécle a appris aux Belges qu'il ne suffit point de leur donner en général l'assurance qu'ils pourront exercer librement leur culte; en effet, cette assurance leur était donnée dans l'ancienne constitution brabançonne, elle leur était donnée dans le concordat de 1801, elle l'était encore dans la loi fondamentale publiée en 1815; et cependant que d'entraves leur culte n'eut-il pas à subir, que de vexations n'eut-il pas à essuyer sous les différents gouvernements qui se sont succédé pendant cet espace de temps! || J'ai la ferme confiance que le congrès, composé des mandataires d'une nation éminement religieuse, après avoir donné à différentes reprises des preuves non équivoques de son respect pour la religion, saura empêcher à jamais le retour de ces maux, qui doivent d'ailleurs être écartés avec d'autant plus de soin, qu'ils ne manquent jamais d'amener des crises dans l'État. || Les catholiques forment la presque totalité de la nation que vous êtes appelés, messieurs, à représenter et à rendre heureuse; ils se sont constamment distingués par un dévouement sincère au bonheur de leur patrie, et c'est à ce double titre que je réclame en leur faveur la protection et la bienveillance de votre assemblée. En vous exposant leurs besoins et leurs droits, je n'entends demander pour eux aucun privilége; une parfaite liberté avec toutes ses conséquences, tel est l'unique objet de leurs voeux, tel est l'avantage qu'ils veulent partager avec tous leurs concitoyens. || Bien que, par ses deux arrêtés du 16. octobre dernier, le gouvernement provisoire ait affranchi le culte catholique de toutes les entraves mises à son exercice et lui ait accordé cette liberté dans toute son étendue, il est cependant indispensable de la consacrer de nouveau dans la constitution, afin d'en assurer aux catholiques la paisible et perpétuelle jouissance.

Les stipulations qui devraient y être consigneés à cet effet me paraissent pouvoir se réduire aux suivantes. || D'abord il est nécessaire d'y établir que l'exercice public du culte catholique ne pourra jamais être empêché ni restreint. Faute de cette stipulation on ferma, sous le gouvernement précédent, des églises et des chapelles, où l'exercice public du culte était nécessaire, et où certes il n'entraînait ni inconvénient ni danger pour la tranquillité publique. Si, à l'occasion ou au moyen du culte, des abus se commettent, les tribunaux doivent en poursuivre les auteurs; mais il serait injuste d'interdire le culte même, puisque la peine rejaillirait toujours sur des innocents et bien souvent n'atteindrait pas les coupables. || Mais la condition essentielle et vitale, sans laquelle la liberté du culte catholique ne serait qu'illusoire, c'est qu'il soit parfaitement libre et indépendant dans son régime, et particulièrement dans la nomination et l'installation de ses ministres, ainsi que dans la correspondance avec le Saint-Siége. Rien n'est plus juste; car il est absurde de dire qu'une société quelconque est libre, si elle ne peut se régir à son gré, ni choisir et établir librement ceux qui doivent la diriger; et quel plus dur esclavage peut-on imposer à un culte que de le

contraindre à n'avoir pour chefs que des personnes agréables à ceux qui peuvent même être ses plus cruels ennemis? C'est évidemment fournir à ceux-ci un moyen sûr de l'affaiblir et de le détruire, en écartant les capacités, ou en privant les fidèles de pasteurs pendant un long espace de temps, comme l'expérience ne l'a que trop prouvé. C'est sans doute pour ces motifs que le gouvernement provisoire a si sagement aboli, par l'Art. 4 de son arrêté du 16. octobre dernier, toute institution, toute magistrature créée par le pouvoir pour soumettre les associations religieuses et les cultes à l'action ou à l'influence de l'autorité. J'ose espérer que le congrès consacrera ce principe dans l'acte constitutionnel en établissant que toute intervention de l'autorité dans les affaires des cultes est interdite, qu'ils peuvent établir leurs ministres et se régir avec une entière indépendance. || La religion a une connexion si intime et si nécessaire avec l'enseignement, qu'elle ne saurait être libre si l'enseignement ne l'est aussi. Le congrès consacrera donc, je n'en doute pas, la liberté pleine et entière de l'enseignement; il écartera à cet effet toute mesure préventive et il confiera aux tribunaux le soin de poursuivre les délits des instituteurs; mais j'ose le prier de stipuler spécialement que les établissements consacrés à l'instruction et à l'éducation des jeunes gens destinés au service des autels, seront placés exclusivement sous la direction et la surveillance des supérieurs ecclésiastiques. Cette disposition pourra d'abord paraître inutile, parce qu'elle n'est qu'une conséquence immédiate et nécessaire de la liberté du culte; mais les catholiques ont été si injustement entravés, si cruellement vexés à ce sujet sous les gouvernements précédents, qu'ils ne sauraient se rassurer contre le retour de ces oppressions, si cette stipulation ne se trouve dans le nouveau pacte, et ils croient pouvoir l'espérer avec d'autant plus de fondement, que pour faire droit à nos justes réclamations, le gouvernement précédent avait consacré une semblable disposition par son arrêté du 2. octobre 1829 et par l'Art. 12 de celui du 27. mai dernier. || Les obstacles que les gouvernements précédents ont mis au droit qu'ont les hommes de s'associer pour opérer le bien, et qui pesaient particulièrement sur les associations religieuses et de bienfaisance des catholiques, font généralement désirer à ceux-ci que la liberté de s'associer, déjà rétablie par le gouvernement provisoire, soit confirmée dans la constitution, et qu'il soit assuré aux associations des facilités pour acquérir ce qui est nécessaire à leur existence. || Enfin les traitements ecclésiastiques sont un dernier objet que je prends la confiance de recommander à la sollicitude du congrès. || L'État ne s'est approprié les biens du clergé qu'à charge de pourvoir convenablement aux frais du culte et à l'entretien de ses ministres; l'Art. 1er de la loi française du 2. novembre 1789 l'atteste. Le Saint-Siége de son côté n'en a ratifié l'aliénation pour le bien de la paix, que sous la stipulation expresse que le gouvernement se chargeait d'accorder un traitement convenable aux ministres du culte, comme les Art. 13 et 14 du concordat de 1801, ainsi que les bulles y relatives en font foi. En assurant donc les traitements ecclésiastiques et les autres avantages dont l'Église a joui sous le gouvernement précédent, le congrès fera un acte de justice et raffermira la paix publique. Afin de pré-

Nr. 4777. (42). Belgien. 13. Dec. 1830.

venir d'injustes préférences et d'empêcher surtout que du chef de ces traitements aucun agent du pouvoir exécutif ne puisse gêner le libre exercice du culte, en exerçant une influence illégale sur les opinions et la conduite des ecclésiastiques, ce dont il existe des exemples très-récents, il faudrait que la répartition de ces secours fût fixée par la loi.

Telles sont, messieurs, les dispositions qu'il est nécessaire de consigner dans la constitution belgique pour assurer aux catholiques le libre exercice de leur culte et les mettre à l'abri des vexations qu'une longue et triste expérience leur fait craindre. La confiance que j'ai dans vos lumières et dans la pureté de vos intentions me fait espérer fermement que vous les adopterez d'un commun accord. Vous me procurerez ainsi une consolation dont j'ai été privé depuis longtemps, vous remplirez tous les coeurs de joie, vous acquerrez des titres incontestables à l'éternelle reconnaissance de vos concitoyens, et vous aurez la satisfaction d'avoir rempli le principal mandat qu'ils vous ont confié, parce que vous aurez consolidé la liberté à laquelle ils attachent le plus de prix, celle de pouvoir pratiquer librement la religion de leurs ancêtres. | Je vous prie, messieurs, d'agréer l'assurance de ma plus haute considération.

Malines, le 13. décembre 1830.

François-Antoine,
Prince de Méan, archevêque de Malines.

Nr. 4778. (43.)

RÖMISCHE CURIE. Die Bulle Beati Petri apostolorum. — Circumscriptions-Bulle für Sardinien. —

Lat. Org. Bull. M. R. XIV p. 344. Nussi, Conv. p. 155.

H. Reuchlin, Geschichte Italiens etc. Band III. Leipzig 1859 f. E. Ruth, Geschichte von Italien vom J. 1815—1850. Band I. Heidelberg 1867. Leo, Geschichte der italienischen Staaten. Band. V. Hamb. 1830. Friedberg, Grenzen l. c. p. 704 ff.

Nr. 4778. (43). Röm. Curie. 17. Juli 1817.

Mit dem Untergang der französischen Herrschaft in Italien erloschen auch die napoleonischen Concordate und Gesetze über die kirchlichen Verhältnisse. Die Restauration brachte den Zustand zurück welcher unmittelbar vor dieser Zeit bestanden hatte. — In Sardinien erlangte das Concordat v. J. 1742 wieder volle Gültigkeit (S. Nussi Conv. p. 98 ff.). Doch wurde in Folge eines Uebereinkommens zwischen dem König Victor Emanuel und dem Papst Pius VII. eine neue Circumscription der Diöcesen durch die Bulle Beati Petri apostolorum principis vom 17. Juli 1817 vorgenommen, die auch Bestimmungen über die Einrichtung und Rechte der Capitel, über Seminare u. A. enthält. Eine Modification erfuhr das Concordat v. J. 1742 dann durch ein Uebereın-

kommen zwischen Karl Albert und Gregor XVI. v. 27. März 1841 über den geistlichen Gerichtsstand der Cleriker (S. Nussi, Conv. p. 266 ff.): „Mit Rücksicht auf die Zeitverhältnisse u. s. w. wird der heilige Stuhl keine Schwierigkeit machen, dass die weltlichen Gerichte über Cleriker, welche ein Verbrechen begangen, nach den in Sardinien geltenden Gesetzen richten.“ Wenn das Gericht ein Todesurtheil ausspricht, sind die Akten vor dessen Vollzug dem betreffenden Bischofe wegen der Degradation des Verurtheilten vorzulegen. Findet er darin gewichtige Gründe zu Gunsten des Verurtheilten, so hat er darüber dem Könige zu berichten, der dieselben durch eine aus drei Bischöfen bestehende Commission prüfen lassen wird. Ausserdem sollten die geistlichen Verbrecher auch besondere Strafbegünstigungen geniessen. — Diese kirchlichen Verhältnisse bestanden bis zum Jahre 1850.

Nr. 4778 (43). Röm. Curie. 17. Juli 1817.

Nr. 4779. (44.)

NEAPEL-RÖMISCHE CURIE. Das Concordat für das Königr. beider Sicilien. — Abgeschlossen 16. Febr. 1818. Königl. Bestätigung 25. Februar, Päpstl. 7. März. Staatl. Public. 21. März 1818. — Lat. Text Bull. M. R. XV p. 7. Nussi, Conv. p. 178. Ital. Org. Liberatore della Polizia Eccles. nel Regno d. d. Sicilie. Napoli 1842.

Ranke, historische Zeitschrift Bd. I p. 615 u. d. oben angeführten Werke.

Nr. 4779 (44). Neapel. Röm. Curie. 16. Febr. 1818.

Neapel verhandelte seit 1815 über ein Concordat, welches sowohl die Schäden der französischen Zeit heilen als auch die Differenzen beseitigen sollte, welche seit Abschluss des Concordates v. J. 1741 (Nussi, Conv. p. 72 ff.) zwischen Staat und Kirche entstanden waren. Von Seite des Papstes Pius VII. wurde deshalb durch den Cardinalstaatssecretär Consalvi, von Seite des Königs beider Sicilien Ferdinand I. durch den Minister L. di Medici verhandelt und zu Terracina am 16. Febr. 1818 eine italienisch abgefasste Convention in 35 Artikeln abgeschlossen. Die päpstliche Publication erfolgte am 5. März in der Bulle In supremo apostolicae, die staatliche als Landesgesetz am 21. März 1818 in der ursprünglichen Gestalt des Staatsvertrages. Dasselbe trat jedoch, wegen der im Königreich inzwischen ausgebrochenen revolutionären Bewegung, erst im Jahre 1821 in Wirksamkeit. — Das Concordat enthält folgende Hauptbestimmungen: die katholische Religion ist die alleinige Religion des Königreiches und sie wird darin stets in all ihren Rechten und Prärogativen geschützt werden; alle Unterrichtsanstalten (Universitäten, Collegien und Schulen) werden im Geiste der katholischen Religion eingerichtet; eine neue Circumscription und Dotation der Bisthümer, wie auch die Errichtung und Dotation eines Capitels und Seminars bei jedem Bisthum, wird angeordnet; die Besetzung aller Canonicate freier Verleihung wird zwischen dem päpstl. Stuhl und den Bischöfen getheilt; die Verleihung der Pfarreien erfolgt durch die Bischöfe; alle noch nicht veräusserten Kirchengüter werden der Kirche zurückgegeben, wogegen diese die während der Fremdherrschaft vorgenommenen Veräusserungen nicht anfechten will; der Kirche wird das Recht eingeräumt

Nr. 4779 (44). Neapel. Röm. Curie. 16. Febr. 1818.

neue Güter zu erwerben, und die Unverletzlichkeit ihres Eigenthums zugesichert; die Aufhebung oder Vereinigung von kirchlichen Stiftungen wird nur unter Mitwirkung des Papstes geschehen; den Geistlichen wird eine Erleichterung in der Besteuerung versprochen „da die schweren Zeitumstände" eine gänzliche Befreiung nicht zulassen; die Bischöfe werden in der Ausübung ihres Hirtenamtes volle Freiheit geniessen, ihnen wird das Recht zustehen alle kirchlichen Sachen durch ihr Gericht entscheiden zu lassen, wie dies das Concil v. Trient fordert, mit Ausnahme der Civilsachen der Geistlichen, ferner das Recht, Diöcesansynoden frei zu berufen, mit ihren Diöcesanen völlig frei zu verkehren u. A.; die Appellation und der Verkehr der Bischöfe, der Geistlichen und Laien in allen geistlichen und kirchlichen Angelegenheiten mit dem heiligen Stuhle wird nicht gehindert werden; der bischöflichen Büchercensur wird die Unterstützung des weltlichen Armes unbedingt zugesichert; dem Könige wird „wegen der Vortheile welche aus dieser Convention für die Religion und Kirche entspringen" das Nominationsrecht zu allen Erzbisthümern und Bisthümern des Reiches, vorbehaltlich der päpstlichen Institution, verliehen; die Erzbischöfe und Bischöfe werden dem König den Eid der Treue leisten. Alle andern kirchlichen Angelegenheiten deren in diesem Concordat keine Erwähnung geschieht, sollen nach der bestehenden Disciplin der Kirche entschieden werden; diese Vereinbarung soll an die Stelle aller bisher im Königreiche erlassenen Gesetze über kirchliche Angelegenheiten treten. Die Durchführung soll zwei Bevollmächtigten übertragen werden, deren einer vom Papste der andere vom Könige ernannt wird. — Auch dieses Concordat wurde nicht so durchgeführt wie es vereinbart war. Schon am 5. April desselben Jahres erliess der König ein Decret welches ausspricht: „Durch den Artikel XXII — liberum erit ad S. Sedem appellare — sind die rechtmässigen und canonischen Privilegien des Tribunales der sicilianischen Monarchie nicht aufgehoben, welche in der Bulle P. Benedict XIII in der Beziehung enthalten sind." (S. Münch, Konkordate II p. 729 und die Bulle ebenda p. 730 ff.). Ebenso wurde auch der freie Verkehr der Bischöfe mannigfach eingeschränkt und das Concordat ohne Zuziehung des päpstlichen Commissars nach dem Ermessen der Regierung durchgeführt. (S. Collezione degli atti emanati dopo la publicazione del Concordato dell' anno 1818. Napoli 1818 ff.). — Durch ein Decret des sardinischen Statthalters vom 17. Febr. 1866 wurde das Concordat für aufgehoben erklärt.

Nr. 4780. (45.)

DEUTSCHLAND. Aus den Grundrechten der Deutschen Nationalversammlung. Stellung der Kirche.

Roth und Merk, Quellensammlung etc. II p. 105 ff.

Nr. 4780 (45). Deutschland. 27. Dec. 1848.

Art. 5 §. 14. Jeder Deutsche hat volle Glaubens- und Gewissensfreiheit. || Niemand ist verpflichtet, seine religiöse Ueberzeugung zu offenbaren. §. 15. Jeder Deutsche ist unbeschränkt in der gemeinsamen häuslichen und öffentlichen Uebung seiner Religion. || Verbrechen und Vergehen, welche bei Ausübung dieser Freiheit begangen werden, sind nach dem Gesetze zu bestrafen. || §. 16. Durch das

religiöse Bekenntniss wird der Genuss der bürgerlichen und staatsbürgerlichen Rechte weder bedingt noch beschränkt. Den staatsbürgerlichen Pflichten darf dasselbe keinen Abbruch thun. || §. 17. Jede Religionsgesellschaft ordnet und verwaltet ihre Angelegenheiten selbständig, bleibt aber, wie jede andere Gesellschaft im Staate, den allgemeinen Staatsgesetzen unterworfen. || §. 18. Keine Religionsgesellschaft geniesst vor andern Vorrechte durch den Staat; es besteht fernerhin keine Staatskirche. || Neue Religionsgesellschaften dürfen sich bilden; einer Anerkennung ihres Bekenntnisses durch den Staat bedarf es nicht. || §. 18. Niemand soll zu einer kirchlichen Handlung oder Feierlichkeit gezwungen werden. || §. 19. Die Formel des Eides soll künftig lauten: „So wahr mir Gott helfe.“ || §. 20. Die bürgerliche Giltigkeit der Ehe ist nur von der Vollziehung des Civilactes abhängig; die kirchliche Trauung kann nur nach der Vollziehung des Civilactes stattfinden. || Die Religionsverschiedenheit ist kein bürgerliches Ehehinderniss. || §. 21. Die Standesbücher werden von den bürgerlichen Behörden geführt. || Art. 6. §. 22. Die Wissenschaft und ihre Lehre ist frei. || §. 23. Das Unterrichts- und Erziehungswesen steht unter der Oberaufsicht des Staates, und ist, abgesehen vom Religionsunterricht, der Beaufsichtigung der Geistlichkeit als solcher enthoben. || §. 24. Unterrichts- und Erziehungsanstalten zu gründen, zu leiten und an solchen Unterricht zu ertheilen, steht jedem Deutschen frei, wenn er seine Befähigung der betreffenden Staatsbehörde nachgewiesen hat. || Der häusliche Unterricht unterliegt keiner Beschränkung. || §. 25. Für die Bildung der deutschen Jugend soll durch öffentliche Schulen überall genügend gesorgt werden. || Eltern oder deren Stellvertreter dürfen ihre Kinder oder Pflegebefohlenen nicht ohne den Unterricht lassen, welcher für die unteren Volksschulen vorgeschrieben ist. || §. 26. Die öffentlichen Lehrer haben das Recht der Staatsdiener. || Der Staat stellt unter gesetzlich geordneter Betheiligung der Gemeinden aus der Zahl der Geprüften die Lehrer der Volksschulen an. || §. 27. Für den Unterricht in Volksschulen und niederen Gewerbeschulen wird kein Schulgeld bezahlt. || Unbemittelten soll auf allen öffentlichen Unterrichtsanstalten freier Unterricht gewährt werden. || §. 28. Es steht einem Jeden frei, seinen Beruf zu wählen und sich für denselben auszubilden, wie und wo er will. || Art. 7. §. 30. Die Deutschen haben das Recht Vereine zu bilden. Dieses Recht soll durch keine vorbeugende Massregel beschränkt werden. || [Bei der ersten Lesung hatte dieser § noch den Zusatz: Der Orden der Jesuiten, Liguorianer und Redemptoristen ist für alle Zeiten aus dem Gebiete des deutschen Reiches verbannt.]

Wigard, Stenograph. Bericht über d. Verhandlungen d. deutschen constit. Nationalversammlung. Leipzig 1848—50 III p. 1632 ff. G. Droysen, Verhandlungen des Verfassungsausschusses der deutschen Nationalversammlung. Leipzig 1849.

Am 21. August begannen im Frankfurter Parlament die grossen auf das Verhältniss zwischen Staat und Kirche sich beziehenden Grundrechtdebatten. Die zweite Lesung der Grundrechte erfolgte Anfang December und deren Verkündigung als Gesetz durch die Reichsgewalt am 27. December 1848. In dem dazu erlassenen Einführungsgesetze wird jedoch gesagt Art. 2 „In Be-

Nr. 4780 (45). Deutschland. 27. Dec. 1848.

ziehung auf den im Paragraphen 17 ausgesprochenen Grundsatz der Selbstständigkeit der Religionsgesellschaften sollen die organischen Einrichtungen und Gesetze, welche für die bestehenden Kirchen zur Durchführung dieses Princips erforderlich sind, in den Einzelstaaten möglichst bald getroffen und erlassen werden". — Durch Bundesbeschluss vom 23. Aug. 1851 wurden die Grundrechte für jene Staaten als aufgehoben erklärt, in denen sie Gültigkeit erlangt hatten. (S. Zachariae, Verfassungsgesetze p. 50.)

Nr. 4781. (46.)

DEUTSCHLAND. Promemoria des Erzbischofs von Köln an die Bischöfe Deutschlands. — Die Lage der Kirche. Nothwendigkeit einer synodalen Versammlung.

Vering, Archiv für Kirchenrecht 1869, N. F. XV p. 129—150.

[Auszug.]

Nr. 4781 (46). Deutschland. 25. Sept. 1848.

Die vielgestaltige Bewegung, welche schon seit Jahren die Geister in steigende Spannung versetzte, ist mit der diesjährigen Februar- und März-Revolution zum Ausbruche gekommen, und hat sich mit wachsender Schnelligkeit über die mitteleuropäischen, namentlich die deutschen Länder ausgebreitet. Die Bewegung ist tiefgehend und allgemein, wie seit der Völkerwanderung, oder wenigstens seit den Zeiten Karl's des Grossen, keine zweite statt fand. . . . Bereits ist der Staat bis in seine tiefsten seitherigen Grundfesten erschüttert. Alte politische Einrichtungen sind schon für immer beseitigt, und neue an ihre Stelle getreten. Dabei geht die tiefgreifende Umgestaltung der staatlichen Ordnung auf einer neuen Grundlage mit der unsere Zeit charakterisirenden Sturmeseile vorwärts, und es hat nicht den Anschein, als sei es irgend einer Macht der Erde gegeben, sie aufzuhalten, und noch weniger, sie in das alte Mass zurückzuführen. || Bei dieser Erschütterung der staatlichen Ordnung kann aber die Kirche unmöglich unberührt bleiben. Die Bewegung auf dem politischen Boden ist zu gross und zu heftig, als dass nicht auch ihre Schwingungen bis in ihr eigenes Gebiet hinüber sich erstrecken sollten. Seither war sie mehr oder weniger mit dem Staate verbunden und in seine Einrichtungen verwachsen; und es kann daher nicht fehlen, dass auch sie von den Geschicken, welche diesen Genossen treffen, zugleich mit erreicht werde. Auch ihr stehen ähnliche Umgestaltungen bevor, deren Hereinbrechen nicht abzuhalten sein wird. Die neuesten Staatsgründer haben bereits auch den Umbau der Kirche in Aussicht genommen, und dabei eine grosse Lust zum Niederreissen kund gegeben. In einzelnen Theilen haben sie schon Hand an das Gebäude der Kirche gelegt, und dass sie auch noch an andere kommen werden, ist kaum zu bezweifeln. Damit ist aber auch für die Kirche die Pflicht gegeben, zuzusehen, was ihr bei der grossen Katastrophe bevorstehe. Sie muss

sich vorsehen, wenn sie nicht grosse Gefahr leiden will; und soll sie nicht zu Grunde gehen, oder wenigstens ihr künftiges Loos von Andern, sogar ihren Feinden, sich zumessen lassen, so muss sie selber ihr Geschick in die Hand nehmen. Ihre berufenen Wächter, die Bischöfe, müssen wachsam sein — und da die Bewegung nicht blos auf einzelne Diöcesen sich beschränkt, sondern fast gleichmässig über alle sich ausdehnt, so fordert die Lage der Dinge ein vereintes Begegnen, ein gemeinsames Handeln. Letzteres aber kann nur durch eine gegemeinsame Verständigung Statt finden, da nur diese in gemeinsamer Berathung die richtigen Mittel aufzufinden vermag, der ausserordentlichen Gestaltung der Dinge, die da kommen sollen, entgegenzutreten. Eine gemeinsame Berathung und Verständigung kann aber selbstredend nur durch eine synodale Versammlung oder Conferenz der deutschen Bischöfe erzielt werden. || Fasst man aber die jetzigen politischen und religiösen Zustände in Deutschland nicht blos im Allgemeinen, sondern auch nach einzelnen besondern Richtungen näher ins Auge, so stellt sich eine solche Conferenz der Bischöfe nicht nur als erwünscht, sondern auch als nothwendig heraus. || I. Sie ist erwünscht. — Die alte Herrlichkeit der deutschen Nation, welche ehemals an der Spitze der Völker glänzte, aber seit Jahrhunderten in Spaltungen erbleichte, ist, wie bekannt, mit dem sterbenden Reiche im Jahre 1806 zu Grabe gegangen. Die Nation brach mit dem untergehenden Reiche auseinander, und löste sich in gesonderte unabhängige Staats- und Stammgebiete auf. Gegenwärtig soll nun aber die alte gute Zeit wieder zurückgeführt werden. Die deutsche Nation will wieder auferstehen, und strebt zur politischen Einheit..... Das deutsche Volk will nicht länger in Staats- und Stammgebiete zersplittert, sondern eine einige grosse, im Innern freie und glückliche und nach Aussen starke und geachtete Nation sein. — || Ein Gleiches, wie das ehemalige deutsche Reich, erlitt auch in Deutschland die katholische Kirche, deren Glanz und Ansehen so ausgezeichnet war; denn von dem Tage an, wo es kein deutsches Reich mehr gab, gab es auch keine deutsche Kirche mehr. Wenn sie auch in ihrer innern Verfassung dieselbe blieb, so lösten sich doch ihre äussern Verhältnisse; ihr äusserer, vormals so grossartiger Verband brach auseinander, und sie blieb nur noch an das abgelöste Staats- und Stammgebiet gebunden, in welchem sie bestand, und von dessen Gebieter fortan ihr Geschick mehr oder weniger bestimmt wurde. . . . Eine Art geistlicher Hörigkeit an der Landes- und Staatsscholle! Daher ist es denn gekommen, dass, während in Frankreich, Spanien, Ungarn und selbst in dem unterdrückten Irland, ja sogar in dem jungen Amerika die katholische Kirche als eine nationale dasteht, und der dortige Episcopat im enggeschlossenen Verbande mit hohem Ansehen und Nachdruck in der ganzen Kraft der Einheit auftritt, in Deutschand dagegen eine Nationalkirche gar nicht gekannt ist und der zersplitterte Episcopat nirgendwo als ein Ganzes erscheint, und deswegen eines allgemeinen Ansehens und daraus hervorgehenden Wirkens sich nicht zu erfreuen hat. — Wie sehr es aber zu wünschen wäre, den seitherigen Zustand der Zersplitterung der Diöcesen dadurch zu heben, dass die Bischöfe durch engeres Aneinanderschliessen auch äusserlich

Nr.4781(46). Deutschland. 25.Sept.1848. als eine grosse, geschlossene und imposante Körperschaft auftreten, bedarf keiner weitern Darlegung. Es gilt die Aufgabe, die deutsche Kirche wieder zu einer Nationalkirche zu erheben und ihr das alte Ansehen und die frühere Würde wieder zurückzugeben. Hiezu wäre aber eine Zusammenkunft der Bischöfe das einzige Mittel. Die Zeitumstände sind dazu ungemein günstig, und alle Vorgänge scheinen sie von selbst anzubahnen und zu erleichtern. Zugleich auch würde eine solche Zusammenkunft des deutschen Gesammt-Episcopats eine ausserordentliche Wirkung auf die öffentliche Meinung hervorbringen. Seit allzu lange schon hat eine solche in Deutschland nicht mehr stattgefunden, und sie müsste daher einen um so tiefern Eindruck machen. Sie würde das erste Lebenszeichen des wiedererwachenden Gefühls der alten Einheit und Grösse der deutschen Kirche für die Gegenwart sein, und zugleich für die Zukunft die Mittel anbahnen, ihr Loos mit Einheit und Kraft zu gestalten und gemeinsam zu fördern. ‖ II. Eine synodale Zusammenkunft der deutschen Bischöfe ist aber nicht blos aus dem angeführten allgemeinen Grunde erwünscht, sondern auch unter dem besondern zweifachen Gesichtspunkte der Wahrung und Förderung der Wohlfahrt der Kirche nach Aussen und nach Innen nothwendig. ‖ A. Nach Aussen. . . . . . . ‖ 1. Zum Staate. — Die seitherige Stellung der Kirche zum Staate war seit Beginn dieses Jahrhunderts, und in einigen deutschen Ländern, wie Oesterreich, schon früher das der Unterordnung und der mehr oder minder strengen Unterwürfigkeit. Als die deutsche Kirche und ihre Würdenträger im Jahre 1803 das Loos der Säcularisation traf, bemächtigte sich überall der Staat ihres weltlichen Besitzes. Er begnügte sich aber nicht damit, der Kirche das bis dahin von ihr geführte Schwert — welches sie sich schwerlich zurückwünschen dürfte — abzunehmen, sondern legte die Hand auch an den Stab. Unter dem Titel des Erwerbes der geistlichen Güter masste er sich auch die Patronatsrechte der Stifter an, und unter dem Vorwande der obersten Staatsaufsicht gab er Verordnungen, welche tief in's Innere der Kirche, z. B. Erziehung der Cleriker, Pfarr-Concursexamen, Verwaltung der Stiftungen, Disciplinarverfahren u. s. w., eingriffen. Zwar wurden später, als die Verwirrung übergross geworden war, zu deren Regulirung Concordate mit dem apostolischen Stuhle abgeschlossen. Allein man weiss, wie überall der Staat hintennach diese Concordate wieder durch nachträgliche Verordnungen zu beschränken oder ganz aufzuheben wusste. Die französischen organischen Artikel, das bayerische Religionsedict, die oberrheinischen Artikel und die einschlagenden preussischen Cabinets-Ordres sind bekannt. Die Büreaucraten und Hofcanonisten stritten um die Wette, überall die Kirche bis in ihre innerste Lebensthätigkeit einzuschnüren. Nicht selten waren die servilsten Beamten gründlich liberal, sobald es gegen die Kirche galt. Es war ja nicht schwer, die Rittersporen der Aufklärung an der Wehrlosen sich zu verdienen. So bis in die neueste Zeit. Gegenwärtig ist nun aber ein Wendepunkt eingetreten. Das alte Bureaucraten-Regiment will nicht länger mehr vorhalten. Es ist allenthalben verhasst geworden, und überall hat das freie Selbstregiment in freien Vereinen und in freiem Gemeindeleben den Kampf mit ihm begonnen. Noch ist dieser

Kampf nicht entschieden. Aber wie auch die Loose fallen mögen, die Kirche darf dabei in Zeiten sich vorsehen. Würde der alte Polizeistaat und seine Büreaucratie siegen (was kaum mehr möglich ist), so muss die Kirche von dieser Seite auf eine viel grössere Missachtung und Knechtung sich gefasst machen, als sie vordem je von daher erfahren hat. Mehrere Redner in der Paulskirche zu Frankfurt haben das verständlich genug angedeutet, und insbesondere hat der Minister Beisler mehr als den Zipfel des Schleiers jener Zukunft gelüftet, welche unter solchen Weishaupt'schen Illuminaten-Spätlingen die Kirche erwartet*). Siegt aber die Democratie, so steht die Kirche fortan einer Todfeindin gegenüber welche mit ihrem Fanatismus der Freiheit nur Freiheit für sich will, zur Noth, wenn es nicht anders sein kann, auch Andern, nur aber niemals und unter keiner Bedingung der katholischen Kirche gewährt, und welche auch nicht ruhen wird, bis die letzte Schranke der einzigen noch übrigen Autorität, der katholischen Kirche, niedergeworfen ist. Wie aber auch der Kampf ausgehe, in beiden Fällen wird das Ergebniss des Sieges die Omnipotenz des Staates sein, die sich nur in entgegengesetzten Formen geltend machen wird, und in beiden hat die Kirche, dieser Omnipotenz gegenüber, nur Knechtschaft oder einen Vertilgungskrieg zu erwarten. Auf das Eine oder das Andere muss sie daher in Zeiten gerüstet sein. Selbst im dritten, günstigeren Falle, wenn, wie Viele dieses hoffen und verlangen, der neue Staat von der Kirche sich zurückzieht, sie ganz aufgiebt und sie sich selbst überlässt, tritt diese in eine neue Stellung: sie wird schutzlos von Seiten des Staates. Dann muss sie sich selber helfen zu Schutz und Trutz. Das Wie aber muss sie in Zeiten vorbedenken und vorbereiten. Bereits hat man im Frankfurter Parlament über die Kirche die Loose geworfen. Die Abstimmung über die Kirchenfrage ist dort ungünstig ausgefallen, und es steht zu fürchten, dass auch die Schulfrage ein noch ungünstigeres Geschick erfahren werde. Auch in Berlin ist in beiden Beziehungen ein Besseres nicht zu hoffen; während man in Oesterreich, Bayern, Württemberg, Baden, Hannover u. s. w. die alten Hand- und Fussschellen der Kirche beibehält. Darum muss die Kirche ihre neue Stellung zu dem jetzigen und künftigen Staate in's Auge fassen, um zu wissen, wie sie sich jetzt und fortan zu ihm zu verhalten habe. Für die Bischöfe ist es dringende Pflicht, die seitherigen Ein- und Uebergriffe der Bureaucraten in das ganze Kirchenwesen mit dem Geiste der Gegenwart und den Bedürfnissen der Zukunft zusammen zu halten und das Geeignete vorzukehren. Die bisherigen Anmassungen des Polizeistaates, wie solche in verschiedenen Ländern bezüglich der Ausübung des Staatspatronates bei Kirchenämtern — des freien Verkehrs der Bischöfe und

---

*) In der angeführten Rede sagte der bayerische Cultusminister v. Beisler: „Wenn Sie die Verfassung der Kirche lassen wie sie ist, und die Kirche vom Staate trennen; wenn Sie, was ebenfalls verlangt wird, ein Wahlgesetz auf breitester demokratischer Basis bis in die unterste Stufe des Volkes hinab beifügen; wenn Sie noch das freie Associationsrecht und das Einkammersystem geben: ... dann haben Sie die Priesterherrschaft fertig gemacht; Sie werden dem Christenthum eine Wunde geschlagen haben, wie sie ihm seit achtzehn Jahrhunderten nicht geschlagen worden ist“. (Wigard, l. c. p. 1662 ff.)

Nr. 4781 (46). Deutschland. 25. Sept. 1848. anderer Geistlichen mit Rom — der Placetirung päpstlicher und bischöflich Erlasse und Hirtenbriefe — des kirchlichen Disciplinarverfahrens gegen Gei liche und Laien — der appellatio tanquam ab abusu — des Unterrichts in d Volksschulen und an den Gymnasien — der Berufung und Beaufsichtigung d Lehrer der Theologie an den Lyceen, Academien, Universitäten — der Bildu junger Geistlichen in den Knaben- und Clerikal-Seminarien — des Concur examens zu den heiligen Weihen und Pfarrstellen — der Verwaltung des Kirche vermögens — der gemischten Ehen u. s. w. — mehr oder minder bestanden hab und noch bestehen, werden gründlich zu erörtern, und dabei reiflich zu erwäge sein, welche kirchliche Massnahmen in Betracht aller dieser Punkte, dem jetzig und künftigen Staate gegenüber, nach den verschiedenen Commissen mögen ge troffen werden. Eine bestimmte und feste Ausscheidung des Weltlichen vo Geistlichen, des Staatlichen vom Kirchlichen und die categorische Zurückweisun jedes Uebergriffes in das letztere ist ein gebieterisches Zeitbedürfniss. Au werden die weitere Möglichkeit und Wahrscheinlichkeit des baldigen Wegfalle aller Advocatie von Seiten des Staates und die damit wegfallende Anrufung d brachium saeculare zur Durchführung kirchlicher Massnahmen schon jetzt in Auge gefasst und die Mittel der alsdann nothwendig werdenden kirchliche Selbsthülfe erwogen werden müssen. — 2. Stellung zu den Protestante und neuen Secten . . . . . [Nothwendig gegen diese eine neue Stellung einzu nehmen, weil der Staat in Folge des Principes der politischen Gleichheit alle Religionen und Secten den auf ältere Verträge gegründeten Schutz nicht meh leisten wird.] . . . . . B. Eine synodale Zusammenkunft der Bischöfe ist abe auch ferner noch nothwendig zur Wahrung und Förderung der Wohlfahrt de Kirche nach Innen . . . . 1. Die Lage der Laien . . . . . [Die Bischöf „müssen aus ihrer abgeschlossenen autoritativen Schweigsamkeit heraustreten von ihrer erhabenen Stellung herab ein festes und klares Wort in die Bewegun reden — und dieses Wort muss eine öffentliche, in synodaler Zusammenkunf abgegebene, feste, feierliche Erklärung aller deutschen Bischöfe über die Lag und Bedürfnisse, Wünsche und Forderungen, Rechte und Freiheiten der Kirch sein."] . . . . 2. Die Stellung der Geistlichen . . . . . . [Nothwendi Dioecesansynoden abzuhalten, weil sie von der Geistlichkeit dringend gewünsch werden und die Bischöfe dadurch „das sichere Mittel erhalten, den verschiedenen Richtungen der Bewegung" — unter den Geistlichen — „Mass und Ziel zu geben . . die wühlerischen Umwälzungsgelüste nachdrucksam niederzuhalten, dagegen die wohlgesinnten Bestrebungen zu leiten und zu fördern." . . . 3. Die Stellung der Bischöfe . . . . . . [Die Stellung der Bischöfe in Deutschland litt an manchen Mängeln, deren Hauptquelle in der grossen Vereinzelung und fast gänzlicher Diöcesan-Abgeschlossenheit mancher derselben zu suchen. In den kleineren Staaten zumal stand „der Ordinarius seiner Regierung und ihren besonderen staatlichen, günstigen oder ungünstigen Anordnungen, als nur Einer und allein gegenüber . . . . unberathen und ununterstützt von seinen Mitbischöfen." Aus der Vereinzelung ergab sich „nicht selten in der Lösung wichtiger Fragen und Be-

handlung allgemeiner Angelegenheiten eine Verschiedenheit, welche besser vermieden würde." . .] ..... Ausserdem hat die Vereinzelung der Bischöfe auch noch die schlimme Folge, dass der alleinstehende Ordinarius eine geringere Kraft besitzt, den allenfalls in seiner Diöcese auftauchenden Neuerungen und Umsturzgelüsten mit Erfolg entgegenzutreten, als wenn er mit dem Gesammtepiscopate in enger Verbindung hiezu erstarkt ist. Es ist kaum zu bezweifeln, dass es in der einen oder andern Diöcese den Anstrengungen ihres eifrigen Oberhirten schon lange gelungen wäre, die anarchischen Grundsätze der geistlichen Neologen und das freche Treiben der Wühler gründlich und nachhaltig niederzudrücken, wenn ihm die Berathung und Billigung des Episcopates in einem grösseren Theile oder in seiner Gesammtheit zur Seite gestanden hätte. Schon die Kenntniss allein, dass der Ordinarius in seinen Anordnungen nicht vereinzelt steht, sondern auch sich des Einverständnisses seiner Mitbischöfe erfreut, ist geeignet, die Neuerungen im Entstehen zu ersticken und die Pläne der Wühler zu vereiteln. — Dieses Einverständniss in Zukunft möglichst zu erzielen und die Vereinzelung möglichst zu beseitigen, wäre eine synodale Zusammenkunft der deutschen Bischöfe das sichere Mittel. [illegible]

Nr. 4781 (46). Deutschland. 25. Sept. 1848.

anderer Geistlichen mit Rom — der Placetirung päpstlicher und bischöflicher Erlasse und Hirtenbriefe — des kirchlichen Disciplinarverfahrens gegen Geistliche und Laien — der appellatio tanquam ab abusu — des Unterrichts in den Volksschulen und an den Gymnasien — der Berufung und Beaufsichtigung der Lehrer der Theologie an den Lyceen, Academien, Universitäten — der Bildung junger Geistlichen in den Knaben- und Clerikal-Seminarien — des Concursexamens zu den heiligen Weihen und Pfarrstellen — der Verwaltung des Kirchenvermögens — der gemischten Ehen u. s. w. — mehr oder minder bestanden haben und noch bestehen, werden gründlich zu erörtern, und dabei reiflich zu erwägen sein, welche kirchliche Massnahmen in Betracht aller dieser Punkte, dem jetzigen und künftigen Staate gegenüber, nach den verschiedenen Commissen mögen getroffen werden. Eine bestimmte und feste Ausscheidung des Weltlichen vom Geistlichen, des Staatlichen vom Kirchlichen und die categorische Zurückweisung jedes Uebergriffes in das letztere ist ein gebieterisches Zeitbedürfniss. Auch werden die weitere Möglichkeit und Wahrscheinlichkeit des baldigen Wegfallens aller Advocatie von Seiten des Staates und die damit wegfallende Anrufung des brachium saeculare zur Durchführung kirchlicher Massnahmen schon jetzt in's Auge gefasst und die Mittel der alsdann nothwendig werdenden kirchlichen Selbsthülfe erwogen werden müssen. — 2. Stellung zu den Protestanten und neuen Secten . . . . . [Nothwendig gegen diese eine neue Stellung einzunehmen, weil der Staat in Folge des Principes der politischen Gleichheit aller Religionen und Secten den auf ältere Verträge gegründeten Schutz nicht mehr leisten wird.] . . . . . . B. Eine synodale Zusammenkunft der Bischöfe ist aber auch ferner noch nothwendig zur Wahrung und Förderung der Wohlfahrt der Kirche nach Innen . . . . 1. Die Lage der Laien . . . . . [Die Bischöfe „müssen aus ihrer abgeschlossenen autoritativen Schweigsamkeit heraustretend, von ihrer erhabenen Stellung herab ein festes und klares Wort in die Bewegung reden — und dieses Wort muss eine öffentliche, in synodaler Zusammenkunft abgegebene, feste, feierliche Erklärung aller deutschen Bischöfe über die Lage und Bedürfnisse, Wünsche und Forderungen, Rechte und Freiheiten der Kirche sein."] . . . . 2. Die Stellung der Geistlichen . . . . . . [Nothwendig Diöcesansynoden abzuhalten, weil sie von der Geistlichkeit dringend gewünscht werden und die Bischöfe dadurch „das sichere Mittel erhalten, den verschiedenen Richtungen der Bewegung" — unter den Geistlichen — „Mass und Ziel zu geben . . . die wühlerischen Umwälzungsgelüste nachdrucksam niederzuhalten, dagegen die wohlgesinnten Bestrebungen zu leiten und zu fördern."] . . . ‖ 3. Die Stellung der Bischöfe . . . . . . [Die Stellung der Bischöfe in Deutschland litt an manchen Mängeln, deren Hauptquelle in der grossen Vereinzelung und fast gänzlichen Diöcesan-Abgeschlossenheit mancher derselben zu suchen. In den kleineren Staaten zumal stand „der Ordinarius seiner Regierung und ihren besonderen staatlichen, günstigen oder ungünstigen Anordnungen, als nur Einer und allein gegenüber . . . . unberathen und ununterstützt von seinen Mitbischöfen." Aus der Vereinzelung ergab sich „nicht selten in der Lösung wichtiger Fragen und Be-

handlung allgemeiner Angelegenheiten eine Verschiedenheit, welche besser vermieden würde." . .] . . . . . || Ausserdem hat die Vereinzelung der Bischöfe auch noch die schlimme Folge, dass der alleinstehende Ordinarius eine geringere Kraft besitzt, den allenfalls in seiner Diöcese auftauchenden Neuerungs- und Umsturzgelüsten mit Erfolg entgegenzutreten, als wenn er mit dem Gesammtepiscopate in enger Verbindung hiezu erstarkt ist. Es ist kaum zu bezweifeln, dass es in der einen oder andern Diöcese den Anstrengungen ihres eifrigen Oberhirten schon lange gelungen wäre, die anarchischen Grundsätze der geistlichen Neologen und das freche Treiben der Wühler gründlich und nachhaltig niederzudrücken, wenn ihm die Berathung und Billigung des Episcopates in seinem grösseren Theile oder in seiner Gesammtheit zur Seite gestanden hätte. Schon die Kenntniss allein, dass der Ordinarius in seinen Anordnungen nicht vereinzelt steht, sondern auch sich des Einverständnisses seiner Mitbischöfe erfreut, ist geeignet, die Neuerungen im Entstehen zu ersticken und die Pläne der Wühler zu vereiteln. — Dieses Einverständniss in Zukunft möglichst zu erzielen und die Vereinzelung möglichst zu beseitigen, wäre eine synodale Zusammenkunft der deutschen Bischöfe das sichere Mittel. Bei der dadurch wieder angeknüpften näheren Verbindung könnten dann nicht blos die bisher bestehenden Verschiedenheiten zu allgemeinen Vorschriften gemeinsam ausgeglichen, sondern auch die Mittel und Wege festgestellt werden, wie fortan ein möglichst enger Verkehr aller Bischöfe unter sich, etwa durch amtliche Mittheilung der wichtigeren Verordnungen, der Hirtenbriefe u. s. w. immer mehr könnte angebahnt und unterhalten werden. Zugleich dürfte auch die Stellung der Bischöfe zum apostolischen Stuhle noch einen besondern Beweggrund zu einer synodalen Zusammenkunft derselben abgeben. Man weiss, wie gerade in unsern Tagen der Römische Stuhl die Zielscheibe neuer Angriffe geworden ist. Man gebraucht dabei die alten Waffen, nur mit neuem Griffe. Was man ehemals Papistisch, später Römling nannte, heisst jetzt Ultramontan, und ultramontan heisst Alles, was katholisch ist. In allen Tagesblättern verkündet man, dass für die Freiheit kein Heil sei, so lange ein ausländischer Herrscher die Gewissen knechte, und von der Tribüne predigt man, dass jetzt die Zeit gekommen, den Verband mit dem verhassten Rom zu sprengen. Hierdurch ist aber eben der katholischen Kirche in Deutschland eine Aufforderung gegeben, ihre Verbindung mit dem apostolischen Stuhle neuerdings in einer möglichst offenen und grossartigen Weise zu documentiren. Abgesehen auch davon, dass in der jetzigen Zeit mehr als je dem vorausblickenden Geiste sich die Gewissheit aufdrängt, dass nur Rom es ist, welches allein noch durch treue Bewahrung des Christenglaubens die künftige Staatsgesellschaft von der pantheistischen Auflösung bewahren und zum zweiten Male die Welt von der hereinbrechenden Barbarei des modernen Heidenthums retten kann; so ist auch das katholische Bewusstsein lebhafter als je vordem, dass die katholische Kirche in Deutschland, wie überall, wenn sie von ihrem Mittelpunkte zu Rom, der Mutter und Lehrerin aller Kirchen, gelöst ist, dem sichern Untergange naturnothwendig entgegengeht. Sie steht und fällt, einzig nur in ihrer Verbindung mit Rom.

Nr. 4781 (46). Deutschland. 25. Sept. 1848.

Diesem Bewusstsein, den erneuerten Angriffen gegenüber, Worte zu geben und die feste und unlösbare Verbindung der katholischen Kirche in Deutschland und ihres Episcopates mit dem Römischen Stuhle in einer angemessenen Weise feierlich zu erklären, wird eine würdige Aufgabe synodaler Thätigkeit sein, welche den tiefsten Eindruck, zur Abweisung der Feinde und zur Befestigung der Katholiken, hervorzubringen nicht verfehlen wird. Auch wird dabei die Zweckmässigkeit erkannt werden, diese Verbindung mit Rom nur noch inniger und lebendiger zu machen. In diesem Gesichtspunkte wird man auf Mittel denken, wie die deutschen Bischöfe, welche bisher oft nur in geringerer und vereinzelter Berührung mit Rom stehen, in lebendigeren und gemeinsameren Verkehr mit dem Apostolischen Stuhle gebracht werden könnten, was vielleicht durch eine gemeinsame Vertretung der Interessen, sowohl der einzelnen Diöcesen, als der deutschen Gesammtkirche vermittelst eigens in Rom aufgestellter Repräsentanten, welche mit den deutschen Zuständen durchaus vertraut sind, statt der bisherigen einzelnen, mit Deutschland ganz unbekannten Römischen Agenten, zu erzielen wäre . || . . . Eine neue Zeit will beginnen, und wer kann sagen, was sie bringen wird? Ihre Zeichen deuten auf grosse Gefahren, welche der Kirche bevorstehen. Aber der Herr wird mit ihr sein und sein heiliger Geist. Ihre berufenen Hüter werden wachsam sein, dass die Rettung nicht „zu spät" komme. Das katholische Deutschland sieht auf seine Bischöfe. Die Bischöfe aber werden handeln mit Gott für seine Kirche.

Köln, am 25. September 1848.

Das Jahr 1848 bildet einen bedeutungsvollen Wendepunkt in der Geschichte der katholischen Kirche. Die Ohnmacht welche der Staat in den Wirren jener Zeit gezeigt, legte der Kirche die Nothwendigkeit nahe sich auf die eigenen Füsse zu stellen, und machte es ihr leicht, begünstigt durch die damals herrschenden Theorien, die staatlichen Fesseln abzuschütteln. —

Schon Anfang Mai berief der Erzbischof von Köln Joh. v. Geissel seine Suffragane, um mit ihnen über die Haltung zu berathen, welche man gegenüber der Bewegung einnehmen solle. Man einigte sich dahin, vorerst das Ergebniss der Verfassungsberathung zu Frankfurt und Berlin abzuwarten, und sodann nach Umständen den Zusammentritt einer deutschen Nationalsynode zu veranlassen. Einstweilen verständigte man sich über die Forderungen, welche man eventuell stellen wolle. In diesen liegt schon der Kern aller später vom deutschen Episcopat gefassten Beschlüsse. (S. Uebersicht dieser Verhandlungen Vering, Archiv für kath. Kirchenrecht, N. F. Bd. XV. p. 117 ff.) — Das Ergebniss der Frankfurter und Berliner Berathungen befriedigte nicht. Die Führer der katholischen Partei des Frankfurter Parlaments und einige Bischöfe hielten ein rasches und einmüthiges Vorgehen der deutschen Bischöfe für dringend geboten und wirksam. Desshalb berief der Erzbischof von Köln den gesammten deutschen Episcopat zu einer freiwilligen Synodalen - Berathung für den 22. Oktober nach Würzburg. Dem Einladungsschreiben dd° 1. Oktober lag das obenstehende Promemoria dd° 25. September bei, das den Berathungen als Grundlage diente. Fünfundzwanzig Bischöfe — darunter zwanzig persönlich und fünf durch Stellvertreter — folgten der Einladung. Ausserdem nahmen auch vierzehn Theologen an den Berathungen Theil. Die Beiziehung hervorragender Laien, welche ursprünglich beabsichtigt war, verwarf die Versammlung.

Nr. 4782. (47.)

DEUTSCHLAND. Die Beschlüsse der in Würzburg versammelten deutschen Bischöfe.

Archiv f. kath. Kirchenr. N. F. XV. p. 150—169. 207—290 XVI. p. 214—303. 373—474.

1. Das Patronatsrecht, welches aus Dankbarkeit der Kirche gegen die frommen Stifter hervorging, und die Förderung ihres Wohles bezweckte, ist im Verlaufe der Zeit für sie vielfach hemmend und nachtheilig geworden. Es ist daher wünschenswerth, dass die Kirche davon befreit werde. Dessenungeachtet erkennen die versammelten deutschen Bischöfe dasselbe an, wo es kirchenrechtlich begründet ist. | 2. Da ferner nach gem. canonischem Rechte dieses Recht an einen Laienpatron ohne Zustimmung des Bischofs nicht übergehen kann, so müssen die eventuell versuchten Uebertragungen an die Gemeinden ohne Zustimmung des Bischofs als unzulässig und ungültig behandelt werden. | 3. Jede staatliche Placetirung zu Kirchenämtern jeder Art ist eine Beeinträchtigung der Kirchenfreiheit und ein Hemmniss der freien bischöflichen Wirksamkeit. | 4. Die staatliche Placetirung soll, wo sie sich auf Concordate oder rechtsgültige Verträge stützt, einstweilen geachtet werden. | 5. Die Versammlung erkennt die Nützlichkeit und Nothwendigkeit an, die Abschaffung auch solcher Placetirungen auf gesetzlichem Wege zu erstreben. | 6. Die versammelten Bischöfe sprechen hierbei die Hoffnung aus, dass bei der neuen Gestaltung der staatlichen Verhältnisse die Kirche vollständig freigegeben, und damit jegliche Placetirung von selbst wegfallen werde. | 7. Die versammelten deutschen Bischöfe behaupten das unveräusserliche Recht mit dem apostolischen Stuhle, dem Clerus und dem Volke frei zu verkehren, sowie auch alle päpstlichen und bischöflichen Verordnungen und Hirtenbriefe ohne landesherrliches Placet zu veröffentlichen. | 8. Die Lehre von der sogenannten appellatio tanquam ab abusu steht mit dem unveräusserlichen Rechte der katholischen Kirche auf selbstständige Gesetzgebung und Gerichtsbarkeit in kirchlichen Angelegenheiten wesentlich im Widerspruch. | 9. Kein Diener der Kirche kann mit gutem Gewissen und ohne Uebertretung der von ihm feierlich übernommenen reverentia und obedientia canonica zu einer solchen appellatio schreiten. | 10. Die Versammlung beschliesst, über den recursus ad principem von Seite der Laien sich vor der Hand nicht auszusprechen, dagegen diesem Missstande durch geeignete Mittel, z. B. schnelle und gründliche Abhilfe gegründeter Beschwerden, Belehrung und dergl. entgegenzuwirken. | 11. Eine Trennung der Kirche vom Staate selbst herbeizuführen, wurde nicht als die Aufgabe der Kirche erkannt; sollte aber der Staat sich von ihr lossagen, so würde sie, ohne es zu billigen, geschehen lassen, was sie nicht hindern kann; jedoch die von ihr selbst und in wechselseitigem Einverständnisse geknüpften Fäden des Zusammenhangs ihrerseits nicht trennen, wo nicht etwa die Pflicht der Selbsterhaltung dieses gebiete. Zur Durchführung ihrer göttlichen Sendung

Nr. 4782 (47). Deutschland. Okt. u. Nov. 1848.

nimmt die katholische Kirche, wie auch immer die öffentliche Ordnung der Staaten gestaltet sein mag, nur die vollste Freiheit und Selbstständigkeit in Anspruch. — Sollte die Stellung der Kirche im Staate nicht ferner die einer öffentlichen, um ihrer höhern Mission willen bevorzugten Corporation sein, sollte ihr blos die Stellung eines nur privatrechtlich gesicherten Vereines bleiben, so muss und wird sie ungescheut zu ihrem ursprünglichen Princip, dem der vollen Freiheit und Selbstständigkeit in Ordnung und Verwaltung ihrer Angelegenheiten zurückkehren. || 12. Die Bischöfe erkennen es als ihre Pflicht, durch Anwendung aller gesetzlich zulässigen Mittel dahin zu wirken, die den Katholiken gehörenden Schulen als solche gegen jedes Verderbniss zu bewahren, alle für katholische Schulen bestimmte Fonds und Einkünfte für die katholischen Schulen festzuhalten und nöthigen Falls dort, wo sie den Katholiken bisher entzogen oder vorenthalten sind, zurückzufordern. || 13. Lässt sich dieses nicht erreichen, so müssen um so mehr wenigstens jene Fonds festgehalten werden, welche rein kirchlicher Natur sind und woran Lehrer und Küster participiren, z. B. Küster- und Organisten-Fonds. || 14. Werden auch diese Fonds der Kirche entzogen, oder reichen sie nicht aus, so haben alsdann die Bischöfe, wenn die vorhandenen Schulen eine antireligiöse der Kirche feindliche Richtung nehmen, andere Vorsorge durch möglichste Gründung neuer Volksschulen und Beschaffung anderer hiezu erforderlicher Fonds, z. B. durch überschüssige Kirchenintraden (Revenüen), durch Stiftung von Unterrichtsvikarien und Unterrichtsinstituten, durch eine mit Einwilligung der betreffenden Interessenten geschehende Veräusserung entbehrlicher Kirchengeräthe zu treffen. || 15. Die auf vorbemerkte Art gebildeten Fonds sind alsdann insbesondere auch zur Gründung von Schullehrerseminarien zu verwenden. || 16. Ueberhaupt sollen die Bischöfe nach den Lokalverhältnissen alle möglichen gesetzlich zulässigen Mittel anwenden, um Fonds für die Schulen zu gewinnen. || 17. Auch werden die deutschen Bischöfe schon jetzt dahin streben, ihren jungen Clerus so zu bilden, dass er im Stande und geneigt ist, selbst Schule zu halten und mit Erfolg die Schule zu beaufsichtigen. || 18. Zur Vermeidung verschiedener Inconsequenzen haben dabei die Bischöfe dahin zu streben, dass diejenigen Candidaten des geistlichen Standes, welche für die Schule Anlage und Vorliebe beweisen, das erforderliche Schulexamen schon vor dem Eintritte in das Clerikalseminar und vor dem Empfange der heiligen Weihen ablegen. || 19. Die Bischöfe werden die katholischen Gemeinden eindringlich ermahnen, keinen neuen Lehrer anzunehmen, der nicht als zur religiösen Erziehung qualificirt kirchlich beglaubigt ist. || 20. Sie werden auch die katholischen Gemeinden eindringlich ermahnen, die Aufsicht über die Schulen so zu reguliren dass dadurch die religiöse Erziehung der Jugend gesichert ist. || 21. Die kathol. Lehrer sind zu verpflichten, sich in der Erziehung der Jugend ganz nach den Vorschriften der kirchlichen Obern zu richten. || 22. Die deutschen Bischöfe erklären, dass Niemand an irgend einer Unterrichtsanstalt katholischen Unterricht ertheilen kann, dem nicht hiezu die Befugniss durch kirchliche Sendung übertragen ist. || 23. Die deutschen Bischöfe erklären, dass sie gemäss der ihnen durch

ihr Amt auferlegten und durch die Kirchensatzungen eingeschärften Verpflichtung dem Rechte nicht entsagen können, alle Religionslehrbücher in ihren Diöcesen auszuwählen und zu bestimmen. || 24. Den Bischöfen steht das Recht zu und obliegt die Verpflichtung, den Religionsunterricht an allen öffentlichen Unterrichtsanstalten, wo Religionsunterricht ertheilt wird, zu leiten und zu visitiren. || 25. Für den Fall, dass die höhern Lehranstalten ganz dem christlichen Einfluss entzogen werden sollten, ist nach Massgabe der bezüglich der Volksschulen in der vorigen Sitzung beschlossenen (drei ersten) Sätze insoweit diese anwendbar sind, zu verfahren. || 26. Die Kirche, begründet durch die Kraft des Wortes unter dreihundertjähriger blutiger Verfolgung, nimmt jetzt, wie früher, die Freiheit der Lehre und des Unterrichtes, sowie die Errichtung und Leitung eigener Erziehungs- und Unterrichts-Anstalten im ausgedehntesten Sinne als dasjenige Mittel in Anspruch, ohne welches sie ihre göttliche Sendung wahrhaft und in vollem Umfange zu erfüllen ausser Stande sein würde, und müsste sie (die Kirche) jede einengende Massregel auf diesem Gebiete als nicht vereinbar mit den gerechten Ansprüchen der Katholiken deutscher Nation ansehen. || 27. Zu den öffentlichen Lehrern der Theologie haben die deutschen Bischöfe das Vertrauen und die Zuversicht, dass sie nicht nur als Priester, sondern auch als Lehrer der heiligen Wissenschaften sich stets als von der heiligen Kirche gesendete und bevollmächtigte Lehrer betrachten, und eben deshalb auch der Verantwortlichkeit, welcher die Führung ihres Lehramtes der durch die Kirche getragenen Autorität der Kirche gegenüber nach göttlichem und kirchlichem Rechte unterliegt, immerdar eingedenk sein werden. || 28. Die Bischöfe, die wesentliche Pflicht erkennend, den Clerus durch Unterricht und Erziehung heranzubilden, nehmen zu diesem Zweck das unveräusserliche Recht in Anspruch, nach canonischen Vorschriften alle jene Anstalten und Seminarien zur Erziehung und Bildung des Clerus, welche den Bischöfen für ihre Diöcese nothwendig und nützlich erscheinen, frei und ungehindert zu errichten, die bestehenden zu leiten, das Vermögen derselben zu verwalten, und die Vorstände, Lehrer und Zöglinge zu ernennen, aufzunehmen und zu entlassen. || 29. Die Bischöfe, welche als Nachfolger der Apostel von dem Herrn Jesus Christus allein die Vollmacht empfangen haben, Arbeiter in seinen Weinberg zu berufen, damit das Evangelium allerwärts verkündigt, und die Geheimnisse des Heils den Gläubigen gespendet werden, sind in gewissenhafter Wahrnehmung dieses göttlichen Auftrages verpflichtet, nur jene als Lehrer und Priester zu erwählen, zu weihen und zu senden, welche sie nach ihrem sittlichen Wandel zum heiligen Lehr- und Priesteramte für würdig und nach ihren Kenntnissen für fähig halten. || 30. Ihnen steht demnach allein das Recht zu, die Berufenen zum geistlichen Stande über ihren Wandel und über ihre Wissenschaft zu prüfen, und die Seminarien zur Vorbereitung auf die heiligen Weihen und die evangelische Sendung aufzunehmen, und nachdem sie ihren Eifer im Dienste der Seelsorge oder im Lehramte, sowie ihre Würdigkeit nach canonischer Prüfung bewährt haben, zur Verwaltung des Predigt- und Pfarramtes für tüchtig zu erkennen. || 31. Der deutsche Episcopat erklärt daher, dass sowohl die Mit-

Nr. 4782 (47). Deutschland. Okt. u. Nov. 1848.

betheiligung des Staates an den Prüfungen der in den geistlichen Stand Tretenden zur Aufnahme in die Seminarien, als auch dessen Mitwirkung zu den Pfarr-Concurs-Prüfungen eine wesentliche Beschränkung der kirchlichen Freiheit und eine Beeinträchtigung der bischöflichen Rechte enthalte. ‖ 32. Die versammelten Bischöfe erklären, dass sie freie Verwaltung des gesammten Kirchenvermögens nach canonischer Vorschrift für die Kirche verlangen. ‖ 33. Der deutsche Episcopat beschliesst, auch ferner wie bisher, auf das Recht der Kirche nicht freiwillig zu verzichten, und da, wo es die Umstände erfordern, den Arm der weltlichen Macht wie bisher, in Anspruch zu nehmen. ‖ 34. Gegen jeden von der Kirche abfallenden Geistlichen soll im canonischen Verfahren vorgeschritten und eine sententia judicis erlassen werden, es bleibt aber jedem Bischof überlassen, ob diese sententia judicis bekannt zu machen sei oder nicht. ‖ 35. Die Rehabilitation der abgefallenen und zur Kirche zurückkehrenden Priester soll nur nach strenger Prüfung ihrer reumüthigen Gesinnung und nach angemessener Busse erfolgen. ‖ 36. Da die Taufen der neuen sich Deutsch-Katholiken, Rongeaner, Lichtfreunde nennenden Sekten, theils offenbar ungiltig sind, theils gegen deren Giltigkeit ein gegründeter Zweifel obwaltet, so sind die von solchen Secten Getauften, welche in die katholische Kirche aufgenommen werden wollen, im ersteren Falle unbedingt, im letzteren bedingungsweise auf's Neue zu taufen. Sollte dennoch in einem besonderen Falle ein Pfarrer Gründe für die Giltigkeit einer von solchen Sectirern ertheilten Taufe zu haben glauben, so hat er unter Darlegung des Sachverhaltes deshalb vorher an sein Ordinariat zu berichten. ‖ 37. Auf das katholische Kirchenvermögen haben die von der Kirche abgefallenen Sectirer keinen Anspruch, sei es, dass einzelne Individuen oder auch ganze Gemeinden abfallen. Simultanen mit diesen Secten sind durchaus unzulässig. ‖ 38. Die in Würzburg versammelten Erzbischöfe und Bischöfe werden, in Erwägung der gegenwärtigen Verhältnisse, die Diöcesan-Synoden, nach Vorschrift des Conciliums von Trient (Sess. XXIV. c. 2 de ref.) die bisher nicht eingehalten werden konnten, mit sorgfältiger Rücksicht auf das Beste der einzelnen Diöcesen, sobald als möglich, nach gehöriger Vorbereitung und in canonischer Form abhalten. ‖ 39. Der Zweck der Diöcesan-Synoden ist, den Geist der Frömmigkeit und Gottesfurcht im Clerus und Volk neu zu beleben, die etwa verfallene Kirchenzucht wieder herzustellen, zu dem Ende heilsame Gesetze, sowol zur Abschaffung von Missbräuchen, als auch zur Hebung des christlichen Lebens, entweder, wo solche schon vorhanden waren, zu erneuern oder, wo die Verhältnisse es nothwendig machen, neue zu erlassen, ferner den Clerus auf die zweckmässigste Art über wichtige, zeitgemässe Gegenstände und schwierige Verhältnisse des priesterlichen und seelsorglichen Amtes zu belehren, endlich päpstliche Constitutionen und Beschlüsse der National- und Provinzialconcilien bekannt zu machen. ‖ 40. Kraft der Verfassung der katholischen Kirche steht auf der Diöcesan-Synode dem Bischofe allein das Recht der Entscheidung zu. ‖ 41. Jeder der hier versammelten Erzbischöfe und Bischöfe wird, sobald er eine Diöcesan-Synode abzuhalten in der Lage ist, die von ihm beobachtete Art und Weise der Abhaltung, sowie deren Ergebnisse allen übrigen

hier versammelten Erzbischöfen und Bischöfen mittheilen. Die Bischöfe werden dies durch ihre Metropoliten thun. ‖ 42. Die Berufung Aller, welche auf der Synode zu erscheinen haben, zu dieser Synode, geschieht durch den Bischof so, dass dieser hierbei zugleich die ihm durch seine Pflicht gebotene Rücksicht auf die Seelsorgs- und anderen geistlichen Bedürfnisse seiner Diöcese zu nehmen hat. ‖ 43. Ebenso werden die versammelten Erzbischöfe und Bischöfe die vom Concil von Trient (Sess. XXIV. c. 2. de Reform.) vorgeschriebenen Provinzial-Synoden nach Möglichkeit abhalten. ‖ 44. Der Episcopat erklärt, dass die Volksmissionen nützlich und in gegenwärtiger Zeit höchst wünschenswerth sind, um das erschlaffte kirchliche Leben wieder zu erwecken. ‖ 45. Die in Würzburg versammelten Erzbischöfe und Bischöfe sind in Anbetracht der eingetretenen Lage der Dinge in Deutschland von dem lebhaften Wunsche beseelt, dass sobald es geschehen kann, ein deutsches National-Concil abgehalten werden möge. ‖ 46. Dieselben beschliessen zu diesem Ende, die Bewilligung des heiligen Stuhles zur Abhaltung eines solchen National-Concils sofort zu erbitten. ‖ 47. Sie beschliessen ferner, die übrigen hier nicht anwesenden, zu Deutschland gehörigen Metropoliten hiervon ungesäumt in Kenntniss zu setzen. ‖ 48. In Betreff der näheren Bestimmungen hinsichtlich der Abhaltung werden die persönlich hier anwesenden fünf Metropoliten ersucht, sich, sobald die Verhältnisse es gestatten, an den heiligen Stuhl zu wenden, um auf canonischem Wege das National-Concil zu Stande zu bringen. ‖ 49. Die definitive Ausführung des Institutes einer gemeinsamen Agentur für die deutschen Bisthümer in Rom soll auf der nächsten National-Synode geschehen; bis dahin sollen die persönlich gegenwärtigen Metropoliten die Sache unter sich vorbereiten. ‖ 50. Ein Deutscher, entweder in Deutschland befindlicher, oder auch in Rom weilender Geistlicher wird als Agent oder Geschäftsträger der deutschen Bischöfe in Rom aufgestellt. ‖ 51. Demselben werden alsdann einer oder mehrere Gehilfen beizugeben sein. ‖ 52. Bei der künftigen Ausführung wird dem heiligen Vater Nachricht zu geben, dessen Genehmigung nachzusuchen und die Bitte zu stellen sein, dass des Papstes Heiligkeit dem Agenten des deutschen Episcopates den Rang eines römischen Prälaten verleihen möge.

Vering, Die Verhandlungen der deutschen Erzbischöfe und Bischöfe zu Würzburg, im Okt. und Nov. 1848. Archiv für katholisches Kirchenrecht. N. F. XV. p. 150—169, 207—290. XVI. p. 214—303, 373—474. Die Originalprotocolle der Versammlung wurden nicht veröffentlicht. Einen Auszug aus denselben, der nur die Beschlüsse und Absprachen enthält, theilte der Ersbischof von Köln den deutschen Bischöfen bald hierauf in lithographischen Abzügen mit. Vering, der ausser diesem auch noch ausführliche Aufzeichnungen von Theilnehmern der Versammlung benutzte, theilt den Kern der Verhandlungen und die Voten der einzelnen Bischöfe mit.

Das Hauptergebniss der Würzburger Berathungen (vom 22. Oktober bis 16. Nov.) waren die obenstehenden — aus den Protocollen zusammengestellten — Beschlüsse (Declarationen), welche für die Bischöfe Deutschlands eine bindende Directive bilden sollten. Die meisten derselben wurden einstimmig oder doch mit überwiegender Majorität gefasst, wenn auch einzelne erst nach langen und lebhaften Erörterungen (z. B. 8 f. 44). Ausserdem verständigten sich die

Nr. 4782 (47). Deutschland. Okt. u. Nov. 1848.

Bischöfe auch noch über eine Reihe anderer Fragen — Beerdigung der Protestanten, Vollstreckung kirchlicher Massnahmen und Aufbringung der Kirchenbedürfnisse falls sich der Staat von der Kirche zurückziehen sollte, Unterstützung katholischer Zeitschriften, Civilehe u. A. — die man jedoch „nur als Absprachen", die nicht zu veröffentlichen seien, bezeichnete. — Als Ausdruck der Gesinnung dieser Versammlung sind ferner die folgenden Aktenstücke anzusehen: 1. Denkschrift an die deutschen Regierungen (entworfen von Dr. M. Lieber, S. Nr. 48); 2. Hirtenwort an die Gläubigen der deutschen Diöcesen, abgefasst von Domcapitular Förster aus Breslau (S. Ginzel, Archiv f. Kirchengeschichte und Kirchenrecht. Regensburg 1851. 2. Heft p. 38 f.); 3. Pastoralschreiben an den Clerus der deutschen Diöcesen, entworfen von Prof. Fessler aus Brixen (S. Ginzel l. c. 2. Heft p. 58 ff.); 4. Bericht über die Versammlung der Bischöfe an den Papst; 5. Schreiben an den Papst mit dem Ersuchen ein deutsches Nationalconcil abhalten zu dürfen. — Die beiden letzten Aktenstücke — bisher nicht veröffentlicht — beantwortete Papst Pius IX. durch ein Breve aus Gaëta vom 17. Mai 1849, worin im Allgemeinen die Gesinnung und der Eifer der Bischöfe belobt, ihnen aber auch mitgetheilt wird, der gegenwärtige Zeitpunkt sei für eine „feierliche Versammlung aller Bischöfe Deutschlands" nicht günstig, man müsse dafür ruhigere Zeiten abwarten (S. Ginzel l. c. 2. Heft p. 72 ff.).

Nr. 4783. (48.)

DEUTSCHLAND. Denkschrift der in Würzburg versammelten Bischöfe Deutschlands an die Regierungen.

Archiv für katholisches Kirchenrecht. N. F. XV. p. 108 ff.

Nr. 4783 (48). Deutschland. 14. Nov. 1848.

Als in den Märzstürmen dieses Jahres das auf dem Wiener Congresse im Frühling 1815 von den deutschen Fürsten und ihren Staatsmännern errichtete Gebäude der politischen Gestaltung Deutschlands in seinem Grunde erbebte, und die Fürsten dem durch alle Gauen des Vaterlandes erschallenden Rufe nach Freiheit Rechnung tragen zu wollen sich geneigt erklärten; da erkannten es die katholischen Bischöfe, dass, wie entschieden und streng auch die Kirche anarchische Bestrebungen jeglicher Art verabscheue und verwerfe, doch auch sie ein lebendiges Interesse habe an der Sicherung alles desjenigen, was der allgemeine Ruf nach Freiheit von administrativer Bevormundung und Controle Wahres enthalte. Sie erkannten, dass die Kirche an den Zusagen, welche Deutschlands Fürsten ihren Völkern gegeben, den ihr gebührenden Antheil in Anspruch zu nehmen um so weniger versäumen dürfe, als die vielfach laut gewordenen ungestümen Aeusserungen falsch verstandener Freiheitsbegriffe in der Kirche nur den einen Wunsch, das eine sehnliche Verlangen erweckten, in dem drohenden Kampfe der rohen Gewalt und Willkühr gegen Throne und Verfassungen der ihr gewordenen Mission, die Hüterin zu sein des Glaubens und der nur in ihm wurzelnden Sitte, ihre

volle Thätigkeit widmen und in freier selbstständiger Wirksamkeit ungehindert entwickeln zu können.

Die Bischöfe glaubten der erleuchteten Einsicht der deutschen Regierungen vertrauen zu sollen, dass da, wo dieselben den Entschluss verkündeten, unter Mitwirkung und Vereinbarung mit ihren Völkern ein neues Verfassungsgebäude aufzurichten, in welchem es den Bewohnern deutscher Lande so wohl werden sollte, den Genuss und die naturgemässe Entwicklung aller zuständigen Rechte sich gesichert zu wissen, — sie in ihrer Weisheit auch der Kirche für die segensvolle Entwicklung und Durchführung ihrer hohen Aufgabe das volle Mass zuständiger Freiheit nicht würden versagen wollen. Und als nun mit der Forderung auch die Zusage einer uneingeschränkten Glaubens- und Religionsfreiheit, die Zusage, dass jede Kirchengesellschaft ihre Angelegenheiten frei und selbstständig solle zu ordnen haben, durch alle Gauen des Vaterlandes sich verbreitete, da glaubten die katholischen Bischöfe Deutschlands dem gehegten Vertrauen um so zuversichtlicher sich hingeben zu sollen, als ihrer Kirche ein achtzehnhundertjähriges Zeugniss ihrer Wirksamkeit zur Seite steht. Achtzehn Jahrhunderte bezeugen, dass die Kirche es gewesen, welche in sturmbewegten Zeiten — wo die Wogen entfesselter Leidenschaften in wilder Brandung tobten, Nationen gegen Nationen im Kampfe um Sein oder Nichtsein sich erhoben und die Grundfesten aller bürgerlichen und staatlichen Ordnung wankten — fest ruhend auf dem Felsen, den keiner Stürme Gewalt überwindet, und im klaren Aufblicke zu dem, der ihr Haupt- und Eckstein, ihr Führer und Erleuchter sein will bis an's Ende der Zeiten — die Völker gesittigt und erzogen, Künste und Wissenschaften gepflegt und veredelt, aller Orten der öffentlichen und Privat-Noth die nie versiegenden Quellen der christlichen Charitas in ihren mannigfaltigen, alle geistigen und leiblichen Werke der Barmherzigkeit umfassenden Corporationen geöffnet, Fürsten und Völker in der Gerechtigkeit zu vereinbaren gesucht, und so Ordnung und Freiheit in allen Verhältnissen des öffentlichen und bürgerlichen Lebens auf dem einzig wahren Fundamente des Glaubens zu gründen gewusst hat. Ausgehend von der Ueberzeugung, dass dieser Beruf der Kirche zu allen Zeiten derselbe sei, sind daher die unterzeichneten Bischöfe Deutschlands zusammengetreten, um vereint die Stellung zu bezeichnen und auszusprechen, welche die Kirche nach ihrer uralten überlieferten Verfassung auch der neuen Ordnung der Dinge im öffentlichen Leben gegenüber einzuhalten habe, und zwar die Grundzüge der Stellung der Kirche zum Staate und zu andern Religionsgesellschaften, und die Grundlinien der Rechte der Kirche hinsichtlich der Ordnung ihrer Angelegenheiten, des Kirchenregiments.

Die Sitte, das im Leben sich ausprägende Gewissen des Menschen, wird vom Glauben regiert, welchen die Kirche lehrt. Die Kirche ist darum die Hüterin der Sitte, wie der Staat in Wahrung des Friedens und Spendung der Gerechtigkeit der Hüter der nationalen Einheit ist. Staat und Kirche berühren sich naturnothwendig in ihren Wirkungskreisen, und deshalb erkennt der Episcopat und spricht es aus:

Nr. 4783 (48). Deutschland. 14. Nov. 1848.

Eine Trennung herbeizuführen vom Staate, d. h. von der öffentlichen, nothwendig auf sittlicher und religiöser Grundlage ruhenden Ordnung, liegt nicht im Willen der Kirche. Wenn auch der Staat sich von ihr trennt, so wird die Kirche, ohne es zu billigen, geschehen lassen, was sie nicht hindern kann, sie wird jedoch die von ihr selbst und im wechselseitigen Einverständniss geknüpften Zusammenhangsfäden ihrerseits nicht trennen, wo nicht etwa die Pflicht der Selbsterhaltung dies geböte.

Die Kirche, betraut mit der heilig-ernsten Mission: wie Mich der Vater gesandt hat, so sende Ich Euch, nimmt für die Aus- und Durchführung dieser ihrer Sendung — wie immer die öffentliche Ordnung der Staaten gestaltet sein mag — nur die vollste Freiheit und Selbstständigkeit in Anspruch. Ihre heiligen Päpste, Bischöfe und Bekenner haben dieser unveräusserlichen Freiheit zu allen Zeiten Blut und Leben gerne und muthig geopfert. Die Bischöfe erkennen deshalb und sprechen es aus:

Wo das Verhältniss der freien Lebensäusserung der Kirche zu der öffentlichen Ordnung des Staates durch Concordate oder ähnliche Verträge mit dem heiligen Stuhl normirt und die unverkümmert getreue Erfüllung dieser Verträge gesichert ist, da werden die Bischöfe dieselben heilig achten. — Wo jedoch im Einzelnen und Besondern die Bestimmungen solcher Verträge sich als Hemmnisse des kirchlichen Lebens und der freien episcopalen Wirksamkeit bereits erwiesen haben, wie dies z. B. vielfach mit dem s. g. Staatspatronatsrechte, mit der Placetirung zu Kirchenämtern u. a. der Fall ist, oder wo eintretende Aenderungen in der öffentlichen Ordnung der Dinge Modificationen oder Abrufung der Verträge bedingen, da werden die Bischöfe nicht säumen, die Weisheit des heiligen Stuhles um seine Vermittlung zur Abwendung alles Hemmenden anzugehen. Wo weder Verträge noch Bestimmungen des Kirchenrechts einem Präsentations- oder Bestätigungsrechte zu Kirchenämtern das Wort reden, da fühlen sich die Bischöfe verpflichtet, die Freiheit der Kirche zu behaupten. Sollte die Stellung der Kirche im Staate nicht ferner die einer öffentlichen, um ihrer höhern Mission willen bevorzugten Corporation sein; sollte ihr nur die Stellung eines blos noch privatrechtlich gesicherten Vereines verbleiben; so muss und wird dieselbe ungescheut zu ihrem ursprünglichen Princip, dem der vollen Freiheit und Selbstständigkeit in Ordnung und Verwaltung ihrer Angelegenheiten zurückkehren.

Den Bekennern anderer Glaubenslehren gegenüber galt und gilt der Kirche als leitende Norm stets der Grundsatz, dass sie allen Menschen aller Zonen und Zungen als nach dem Ebenbilde Gottes Erschaffene und der Erlösung Bedürftige mit gleicher Liebe umfasst; — dass sie für die Aus- und Durchführung ihrer die Welt erlösenden Mission nur die vollste Freiheit und Selbstständigkeit in Anspruch nimmt; — und dass sie gegen die Personen Aller, die zu ihrer Lehre, Verfassung und Disciplin sich nicht bekennen und halten, allerwege jenes gleiche Vollmass der Liebe und Gerechtigkeit beobachtet, welches den bürgerlichen Frieden zwischen Anhängern verschiedener Glaubensbekenntnisse sichert, ohne einen allen Bekenntnissen gleich verderblichen Indifferentismus und eine ihren

Satzungen widerstreitende communicatio in sacris zu begünstigen. — Die Bischöfe erkennen und sprechen es aus, dass sie an diesem Princip fest, und in allen Beziehungen zu Andersgläubigen, ihren, durch dies Princip normirten, kirchlichen Standpunkt inne halten werden.

Unter den Rechten der Kirche steht obenan das göttliche Recht der Lehre und Erziehung. — Sie kann nimmer sich trennen von dem Bewusstsein des ihr gegebenen Auftrages: Gehet hin und lehret alle Völker, taufet sie im Namen des Vaters und des Sohnes und des heiligen Geistes und lehret sie halten Alles, was Ich Euch gesagt habe. Sie kann eben so wenig sich trennen von dem Bewusstsein der Freiheit in Erfüllung dieser Mission. Alle Jahrhunderte und alle Welttheile geben der Kirche das Zeugniss, dass die Träger und Werkzeuge ihrer grossen Erziehungsmission für die freie Ausübung des von ihrem göttlichen Stifter ihr ertheilten Auftrags zu lehren und zu erziehen, weder Mühen und Gefahren, noch Leiden und Tod gescheut haben. Mochte Besitzthum und Glanz und Ehre, mochte Alles ihr genommen werden: das Recht, das von Gott Empfangene zu lehren, zu erziehen, zu sittigen die Völker des Erdkreises, hat die Kirchen nimmer preis gegeben. — Und indem sie den Menschen erfasst, um ihn lehrend und erziehend seiner höhern Bestimmung zuzuführen, erfasst sie denselben vom zartesten Alter an, erfasst und begleitet ihn in der Entwicklung aller seiner geistigen Kräfte, auf dass diese durch einen alle Zweige des Wissens umfassenden Unterricht zur vollen Durchbildung gelangen im Geiste ihrer, auf die höhere, ewige Bestimmung des Menschen gerichteten Mission. — Wie der Mensch nicht getrennt gedacht werden kann in einen für seine irdischen Bedürfnisse arbeitenden Leib und einen seine höhere Bestimmung anstrebenden Geist, so weiss auch die Kirche, dass der menschliche Geist nimmer zerspaltet werden kann in zwei gesonderte Richtungen. Und eben darin beurkundet sie ihr göttliches Recht zur Erziehung des Menschengeschlechtes, dass sie den Geist des Menschen in der Totalität aller seiner Kräfte und Thätigkeiten erfasst und entwickelt und durchbildet zu der höhern ewigen Bestimmung der Menschheit. — Und es ist wiederum die Geschichte, welche der Kirche das Zeugniss gibt, dass sie im Bewusstsein des göttlichen Rechtes, der göttlichen Freiheit die Menschheit zu lehren, zu erziehen, zu sittigen in allen Zweigen des Wissens und der Künste das Herrlichste geleistet hat von der Errichtung der stillen Klosterschule und Werkstätte bis zur Gründung ihrer Hochschulen und ihrer Riesendome, die alle sich erhoben auf dem Fundamente der Einen allumfassenden Durchbildung des menschlichen Geistes zu seiner höhern Bestimmung.

Dies Anrecht an die Menschheit kann die Kirche nimmer aufgeben, ohne sich selbst aufzugeben, — und es ist nur eine naturnothwendige Folge dieses ihres Rechtes, dass sie alle zur Ausübung desselben erforderlichen Mittel die zum Lehren und Erziehen bestimmten Individuen oder Corporationen sowohl, als die Lehrbücher frei zu wählen und zu bestimmen, — dass sie insbesondere in der Heranbildung und Reiferklärung der Träger und Sendboten ihres grossen Erziehungswerkes, sowie in deren Verwendung, Ueberwachung, Correction, oder,

 wo es nöthig, Beseitigung, gänzlich und vollkommen freie Hand haben, — und dass ebenso die Bestimmung darüber, welche Vereine und Corporationen etwa hiefür zu erhalten oder zu errichten, und welche nicht mehr nützlich oder zulässig sind, der Kirche allein zustehen muss, soll anders dieselbe als die Hüterin der, im Glauben wurzelnden, und die Sicherung aller öffentlichen Ordnung und Gesetzlichkeit bedingenden Sitte in dem Vollgenusse der ihr zuständigen Freiheit gedacht werden können. — Die versammelten Bischöfe erkennen deshalb und sprechen es aus:

Die Kirche, durch die Kraft des Wortes unter dreihundertjähriger blutiger Verfolgung begründet, nimmt jetzt, wie früher, die unbeschränkte Freiheit der Lehre und des Unterrichtes, sowie die Errichtung und Leitung eigner Erziehungs- und Unterrichtsanstalten im ausgedehntesten Sinne als dasjenige Mittel in Anspruch, ohne welches sie ihre göttliche Sendung wahrhaft und in vollem Umfange zu erfüllen ausser Stande sein würde; und sie muss jede einengende Massregel auf diesem Gebiete als nicht vereinbar mit den gerechten Ansprüchen der Katholiken deutscher Nation ansehen.

Die Bischöfe erkennen es als ihre Pflicht, durch Anwendung aller gesetzlich zulässigen Mittel dahin zu streben, die den Katholiken gehörenden Schulen als solche gegen jedes Verderbniss zu bewahren, alle für katholische Schulen bestimmten Fonds und Einkünfte für die katholischen Schulen festzuhalten und nöthigenfalls dort, wo sie den Katholiken bisher entzogen oder vorenthalten worden sind, zurückzufordern.

Insbesondere erklären die Bischöfe, dass sie gemäss der ihnen durch ihr Amt auferlegten und durch die Kirchensatzungen eingeschärften Verpflichtungen dem Rechte nicht entsagen können, alle Religionslehrbücher in ihren Diöcesen auszuwählen und zu bestimmen.

Sie sprechen es aus, dass den Bischöfen das Recht zusteht und die Verpflichtung obliegt, den Religionsunterricht an allen öffentlichen Unterrichtsanstalten, wo katholischer Religionsunterricht ertheilt wird, zu leiten und zu visitiren; sowie auch in der Sphäre der höhern theologischen Wissenschaften die Verantwortlichkeit zu wahren, welche mit der göttlichen Vollmacht zu senden ihnen geworden ist.

Die Bischöfe, die wesentliche Pflicht erkennend den Clerus durch Unterricht und durch Erziehung heranzubilden, nehmen zu diesem Zweck das unveräusserliche Recht in Anspruch, nach canonischen Vorschriften alle jene Anstalten und Seminarien zur Erziehung und Bildung des Clerus, welche den Bischöfen für ihre Diöcesen nothwendig und nützlich erscheinen, frei und ungehindert zu errichten, die bestehenden zu leiten, das Vermögen derselben zu verwalten, und die Vorstände, Lehrer und Zöglinge zu ernennen, aufzunehmen und zu entlassen.

Die katholischen Bischöfe als Nachfolger der Apostel, allein mit der Vollmacht ausgerüstet, Arbeiter in den Weinberg des Herrn zu berufen, damit das Evangelium allerwärts verkündigt und die Geheimnisse des Heils den Gläubigen gespendet werden, sind in gewissenhafter Wahrnehmung dieses göttlichen Auf-

trages verpflichtet, nur jene als Lehrer und Priester zu wählen, zu weihen und zu senden, welche sie ihrem sittlichen Wandel nach zum heiligen Lehr- und Priesteramte für würdig und ihren Kenntnissen nach für fähig halten. Ihnen steht demnach allein das Recht zu, die zum geistlichen Stande Berufenen über Wandel und Wissenschaft zu prüfen; zur Vorbereitung auf die heiligen Weihen und die evangelische Sendung in die Seminarien aufzunehmen, und denselben, nachdem sie ihren Eifer im Lehr- oder Seelsorgeramte, sowie ihre Würdigkeit nach canonischer Prüfung bewährt haben, das Zeugniss der Tüchtigkeit zur Verwaltung des Predigt- und Pfarramts zu ertheilen.

Die Bischöfe erklären daher, dass sowohl die Mitbetheiligung des Staates an den Prüfungen der in den geistlichen Stand Tretenden zur Aufnahme in die Seminarien, als auch dessen Mitwirkung zu Pfarr-Concursprüfungen eine wesentliche Beschränkung der kirchlichen Freiheit und eine Beeinträchtigung der bischöflichen Rechte enthalte.

So wenig die Kirche jemals sich trennen kann von dem Bewusstsein ihres Rechtes zu selbstständiger Vollführung ihrer Erziehungsmission; ebensowenig darf dieselbe zu irgend einer Zeit verzichten auf das mit dieser Mission allerwege Hand in Hand gehende Recht, nach dem Vorbilde ihres göttlichen Stifters auch die leibliche Wohlthäterin der Völker zu sein, deren geistige Pflege ihr anvertraut ist. Was die liebende Mutter ihren Kindern, das war die Kirche, — die im Einsammeln und Austheilen ihrer Gaben frei und selbstständig schaltende Kirche — zu aller Zeit den Armen und Nothleidenden. Zähle, wer es vermag, die aus ihrem Schoosse in so reicher Fülle und Mannigfaltigkeit hervorgegangenen milden Stiftungen; das geheimnissvolle Walten des göttlichen Geistes und Segens über dem Scherflein auch des Armen, das, zugleich mit der Gabe des Reichen vertrauensvoll in die mütterliche Hand der Kirche gelegt, oft einer weit entfernten Noth beizuspringen geeilt, das wird der menschliche Calcül nimmer durch seiner Zahlen Stellungen zu ergründen vermögen. — Ob die Kirche auch bei aller Opferwilligkeit frommer Vereine und ihrer Bereitwilligkeit sich zum Bettler zu machen an der Thüre des Reichen, um die Gaben seiner Mildthätigkeit in den Schooss der Armuth zu schütten, der Noth der heutigen socialen Zustände die Hand mit Erfolg zu reichen im Stande sein möge: dies wird wesentlich bedingt sein durch das Mass freier selbstständiger Bewegung, welches auch auf diesem Gebiete ihr zu vindiciren die Bischöfe als ihre Pflicht erkennen.

Ein anderes, aus dem Begriff ihrer Mission mit unabweisbarer Nothwendigkeit folgende Recht der Kirche ist das göttlich freie Recht, ihren Cultus und die Art und Weise, wie derselbe zu feiern, die Spendung ihrer Sacramente und die Einrichtung alles dessen, was auf den Gottesdienst sich bezieht, Gebete und öffentliche Andachtsübungen, ohne alle Dazwischenkunft oder hemmendes Eingreifen der weltlichen Gewalt ungehindert und selbstständig zu ordnen. — Ihr Cultus ist eben der in den verschiedenen Formen des Gottesdienstes sich ausprägende Glaube der Kirche, ihre Gnadenmittel, Gebete u. s. w., die fortwährende Vermittlung des Menschen mit seiner höhern und ewigen Bestimmung. Hier

Nr. 4784. (49.)

HANNOVER. Aus dem Gesetz, verschiedene Aenderungen des Landesverfassungs-Gesetzes betreffend, vom 5. September 1848. — Stellung der katholischen Kirche. —

Zachariae, Verfassungsgesetze p. 236 ff.

Nr. 4784 (49). Hannover. 5. Sept. 1848.

§. 24 zu §. 70. Der erste Absatz dieses §. (die amtlichen Communicationen mit dem päpstlichen Stuhle betreffend) wird aufgehoben. || §. 25 zu §. 71. Der erste Absatz des §. wird durch folgende Bestimmung ersetzt: Beschwerden über Missbrauch der Kirchengewalt können zur Entscheidung auch bis an den König gebracht werden. || §. 26 zu §. 72. Dem Absatze 1 (die Bestätigung der Prediger etc. betreffend) wird hinzu gesetzt: Die Gründe sollen jederzeit mitgetheilt werden. || §. 27 zu §. 75. Der sechste Absatz des §. (Berufungen wider Entscheidungen über Abänderung von Stiftungen etc. betreffend) fällt weg. || §. 28 zu §. 76. Der §. wird durch folgende Bestimmung ersetzt: Es sollen Kirchenvorstände gebildet werden, welche aus den Predigern und von den Gemeinden gewählten Mitgliedern derselben bestehen. Die Kirchenvorstände sollen die unmittelbare Verwaltung des Vermögens der einzelnen Kirchen und der dazu gehörenden Stiftungen und Armen-Anstalten führen. Das Nähere darüber wird unter Berücksichtigung der Rechte der Patrone gesetzlich bestimmt werden. || §. 29 zu §. 77. Der §. wird durch folgende Bestimmung ersetzt: Zum Zwecke der Theilnahme an der Aufsicht über den Unterricht in den Volksschulen soll in der Regel in jeder Schulgemeinde ein Vorstand bestehen, die oberste Aufsicht aber unter dem Ministerium von anzuordnenden Schulbehörden geführt werden.

Vergleiche Nr. 25 f. — Durch die Einführung der preussischen Verfassung in dem (1866) der Preussischen Monarchie einverleibten Königreiche Hannover erlangte die katholische Kirche dieses Landes eine geänderte und den Verhältnissen in den übrigen Theilen der Monarchie im Wesentlichen conforme Stellung. Ein vom Ober-Präsidenten der Provinz Hannover auf Veranlassung des Ministers der geistlichen Angelegenheiten an die Bischöfe von Hildesheim und Osnabrück ergangener Erlass vom 19. December 1868 spricht aus „. . . dass durch die Einführung der Preussischen Verfassung in dem vormaligen Königreiche Hannover im Allgemeinen die vom Standpunkte und in Kraft des sog. landesherrlichen jus circa sacra bisher in Anspruch genommenen staatlichen Zuständigkeiten insofern als aufhörend zu erachten seien, wie sie, ohne gerade durch eine ausdrückliche Verfassungs-Bestimmung beseitigt zu sein, mit der durch den Artikel 15 der Verfassungs-Urkunde den Kirchen gewährten Selbständigkeit in der Leitung ihrer Angelegenheiten nicht vereinbar erscheinen“. Bezüglich der kirchlichen Vermögensverwaltung wird ferner ausgesprochen, dass solche von den Königl. Consistorien auf die bischöflichen Behörden übergehe. (S. Rönne, Staatsrecht l. c. I 2. Abth. p. 650.)

Nr. 4785. (50.)

PREUSSEN. Aus der Verfassungs-Urkunde für den Preussischen Staat vom 5. Dec. 1848. — Stellung der katholischen Kirche. —

Rauch, Parlamentarisches Taschenbuch. Erlangen 1849 2. Lief. p. 69 ff.

Nr. 4785 (50). Preussen. 5. Dec. 1848.

II. Titel. *Von den Rechten der Preussen.* Art. 11. Die Freiheit des religiösen Bekenntnisses, der Vereinigung zu Religionsgesellschaften (Art. 28 und 29) und der gemeinsamen öffentlichen Religionsübung wird gewährleistet. Der Genuss der bürgerlichen und staatsbürgerlichen Rechte ist unabhängig von dem religiösen Bekenntnisse und der Theilnahme an irgend einer Religionsgesellschaft, den bürgerlichen und staatsbürgerlichen Pflichten darf durch die Ausübung der Religionsfreiheit kein Abbruch geschehen. ‖ Art. 12. Die evangelische und römisch-katholische Kirche, sowie jede andere Religionsgesellschaft, ordnet und verwaltet ihre Angelegenheiten selbstständig und bleibt im Besitz und Genuss der für ihre Cultus-, Unterrichts- und Wohlthätigkeitszwecke bestimmten Anstalten, Stiftungen und Fonds. ‖ Art. 13. Der Verkehr der Religionsgesellschaft mit ihren Obern ist ungehindert. Die Bekanntmachung ihrer Anordnungen ist nur denjenigen Beschränkungen unterworfen, welchen alle übrigen Veröffentlichungen unterliegen. ‖ Art. 14. Ueber das Kirchenpatronat und die Bedingungen, unter welchen dasselbe aufzuheben, wird ein besonderes Gesetz ergehen. ‖ Art. 15. Das dem Staate zustehende Vorschlags-, Wahl oder Bestätigungsrecht bei Besetzung kirchlicher Stellen ist aufgehoben. ‖ Art. 16. Die bürgerliche Giltigkeit der Ehe wird durch deren Abschliessung vor den dazu bestimmten Civilstandsbeamten bedingt. Die kirchliche Trauung kann nur nach der Vollziehung des Civilactes stattfinden. ‖ Art. 17. Die Wissenschaft und ihre Lehre ist frei. ‖ Art. 18. Der preussischen Jugend wird durch genügende öffentliche Anstalten das Recht auf allgemeine Volksbildung gewährleistet. ‖ Aeltern und Vormünder sind verpflichtet, ihren Kindern oder Pflegbefohlenen den zur allgemeinen Volksbildung erforderlichen Unterricht ertheilen zu lassen, und müssen sich in dieser Beziehung den Bestimmungen unterwerfen, welche das Unterrichtsgesetz aufstellen wird. ‖ Art. 19. Unterricht zu ertheilen und Unterrichtsanstalten zu gründen, steht Jedem frei, wenn er seine sittliche, wissenschaftliche und technische Befähigung den betreffenden Staatsbehörden nachgewiesen hat. ‖ Art. 20. Die öffentlichen Volksschulen, sowie alle übrigen Erziehungs- und Unterrichtsanstalten stehen unter der Aufsicht eigener, vom Staate ernannter Behörden. ‖ Die öffentlichen Lehrer haben die Rechte der Staatsdiener. ‖ Art. 21. Die Leitung der äusseren Angelegenheiten der Volksschule und die Wahl der Lehrer, welche ihre sittliche und technische Befähigung den betreffenden Staatsbehörden gegenüber zuvor nachgewiesen haben müssen, stehen der Gemeinde zu. ‖ Den religiösen Unterricht in der Volksschule besorgen und überwachen die betreffenden Religionsgesellschaften. ‖ Art. 22. Die Mittel zur Errichtung, Unterhaltung und Erweiterung der öffentlichen Volksschule werden

Nr.4785 (50). Preussen. 5. Dec. 1848.

von den Gemeinden und im Falle des nachgewiesenen Unvermögens ergänzungsweise vom Staate aufgebracht. Die auf besonderen Rechtstiteln beruhenden Verpflichtungen Dritter bleiben bestehen. || In der öffentlichen Volksschule wird der Unterricht unentgeltlich ertheilt. || Art. 23. Ein besonderes Gesetz regelt das gesammte Unterrichtswesen. Der Staat gewährleistet den Volksschullehrern ein bestimmtes auskömmliches Gehalt. || Art. 28. Alle Preussen haben das Recht, sich zu solchen Zwecken, welche den Strafgesetzen nicht zuwiderlaufen, in Gesellschaften zu vereinigen. || Art. 29. Die Bedingungen, unter welchen Corporationsrechte ertheilt oder verweigert werden, bestimmt das Gesetz.

Nr. 4786. (51.)

PREUSSEN. Aus der Verfassungs-Urkunde für den Preussischen Staat vom 31. Jan. 1850. — Stellung der katholischen Kirche. —

Zachariae, Verfassungsgesetze p. 76 ff.

Nr.4786 (51). Preussen. 31. Jan. 1850.

II. Titel. *Von den Rechten der Preussen.* || Art. 12. [Gleichlautend mit Art. 11 der Verfassungs-Urkunde vom 5. Dec. 1848.] || Art. 13. Die Religionsgesellschaften, sowie die geistlichen Gesellschaften, welche keine Corporationsrechte haben, können diese Rechte nur durch besondere Gesetze erlangen. || Art. 14. Die christliche Religion wird bei denjenigen Einrichtungen des Staats, welche mit der Religionsübung im Zusammenhang stehen, unbeschadet der im Art. 12 gewährleisteten Religionsfreiheit, zum Grunde gelegt. || Art. 15, 16, 17. [Gleichlautend mit Art. 12, 13, 14 der Verfassungs-Urkunde vom Jahre 1848.] || Art. 18. Das Ernennungs-, Vorschlags-, Wahl- und Bestätigungsrecht bei Besetzung kirchlicher Stellen ist, soweit es dem Staate zusteht und nicht auf dem Patronat oder besonderen Rechtstiteln beruht, aufgehoben. || Auf die Anstellung von Geistlichen beim Militär und an öffentlichen Anstalten findet diese Bestimmung keine Anwendung. || Art. 19. Die Einführung der Civil-Ehe erfolgt nach Massgabe eines besonderen Gesetzes, was auch die Führung der Civilstandsregister regelt. || Art. 20. [Gleichlautend mit Art. 17 der Verfassungs-Urkunde vom Jahre 1848.] || Art. 21. Für die Bildung der Jugend soll durch öffentliche Schulen genügend gesorgt werden. || Eltern und deren Stellvertreter dürfen ihre Kinder oder Pflegbefohlenen nicht ohne den Unterricht lassen, welcher für die öffentlichen Volksschulen vorgeschrieben ist. || Art. 22. [Gleichlautend mit Art. 19 der Verfassungs-Urkunde vom Jahre 1848.] || Art. 23. Alle öffentlichen und Privat-, Unterrichts- und Erziehungs-Anstalten stehen unter der Aufsicht vom Staate ernannter Behörden. || Die öffentlichen Lehrer haben die Rechte und Pflichten den Staatsdiener. || Art. 24. Bei der Einrichtung der öffentlichen Volksschulen sind die confessionellen Verhältnisse möglichst zu berücksichtigen. || Den religiösen Unterricht in der Volksschule leiten die betreffenden Religionsgesell-

schaften. | Die Leitung der äusseren Angelegenheiten der Volksschule steht der Gemeinde zu. Der Staat stellt, unter gesetzlich geordneter Betheiligung der Gemeinden, aus der Zahl der Befähigten die Lehrer der öffentlichen Volksschulen an. | Art. 25 und 26. [Gleichlautend mit Art. 22 und 23 der Verfassungs-Urkunde vom Jahre 1848.] Art. 28. Vergehen, welche durch Wort, Schrift, Druck oder bildliche Darstellung begangen werden, sind nach den allgemeinen Strafgesetzen zu bestrafen. || Art. 29. Alle Preussen sind berechtigt, sich ohne vorgängige obrigkeitliche Erlaubniss friedlich und ohne Waffen in geschlossenen Räumen zu versammeln. | Diese Bestimmung bezieht sich nicht auf Versammlungen unter freiem Himmel, welche auch in Bezug auf vorgängige obrigkeitliche Erlaubniss der Verfügung des Gesetzes unterworfen sind. || Art. 30. [Der erste Absatz gleichlautend mit Art. 28 der Verfassungs-Urkunde vom Jahre 1848.] Das Gesetz regelt, insbesondere zur Aufrechthaltung der öffentlichen Sicherheit, die Ausübung des in diesem und in dem vorstehenden Artikel (29) gewährleisteten Rechts. | Politische Vereine können Beschränkungen und vorübergehenden Verboten im Wege der Gesetzgebung unterworfen werden. || Art. 31. [Gleichlautend mit Art. 29 der Verfassungs-Urkunde vom Jahre 1848.]

L. v. Rönne, Das Staats-Recht der Preussischen Monarchie. Leipzig 1870. I. Bd. 2. Abth. p. 167 ff. 624 ff. Richter, Die Entwicklung des Verhältnisses zwischen dem Staate und der katholischen Kirche in Preussen seit der Verf. Urk. vom 5. Dec. 1848 in Dove's Zeitschrift für Kirchenrecht I. Band (1861) p. 100 ff. Das verfassungsmässige Recht der Kirchen in Preussen. Von einem Preussischen Juristen. Mainz 1864, auch in Moys Archiv für kath. Kirchenrecht, XI. Band Januar-Heft. Beiträge zum Preussischen Kirchenrechte. Paderborn 1854 — giebt eine Zusammenstellung der wichtigsten officiellen Erlasse.

Die preussische Verfassungsurkunde, sowohl die octroirte vom 5. Dec. 1848 wie die revidirte vom 31. Jan. 1850, veränderte die Stellung der Kirche zum Staate in der umfassendsten Weise. Einzelne der oben angeführten Bestimmungen traten ihrer Natur und Fassung nach sogleich in Wirksamkeit, während andere, die nur ein neues Princip aussprachen, erst noch der Durchführung im Wege der Gesetzgebung oder der Verwaltung bedurften. Man wählte den letzteren, und wollte im Einvernehmen und Hand in Hand mit der geistlichen Gewalt die Dinge in den neuen Zustand hinüberführen. Ein Circular-Erlass des Ministers der geistlichen Angelegenheiten an die Oberpräsidenten vom 6. Januar 1849 erklärt in der Beziehung: „Die in den Art. 11—16 der Verf.-Urk. enthaltenen Bestimmungen über das künftige Verhältniss der verschiedenen Religionsgesellschaften machen, soviel die katholische Kirche betrifft, eine umfassende Auseinandersetzung zwischen derselben und der Staatsbehörde über die künftige Ausübung derjenigen Berechtigungen und Attributionen erforderlich, welche bisher entweder der Staatsgewalt allein zuständig waren, oder seitens derselben in Verbindung mit den kirchlichen Oberen ausgeübt wurden . . . . . So lange indess die gedachte Auseinandersetzung im Einvernehmen mit den Herrn Bischöfen und den inländischen Stellvertretern ausländischer Bischöfe nicht erfolgt ist, erscheint es im allseitigen Interesse des Staates sowohl, als der katholischen Kirche angemessen und nothwendig, dass vorläufige Vorkehrung getroffen werde, wie es in der Zwischenzeit zur Ab-

Nr. 4786 (51).
Preussen.
31. Jan. 1850.

wendung bedenklicher Geschäftsstockungen mit der Ausübung der vorhin bezeichneten Attributionen zu halten ist." In dieser Hinsicht wird bemerkt, dass „fortan das vom Staate und dessen Behörden bisher geübte Aufsichtsrecht aufzuhören und in die Hände der Bischöfe überzugehen" habe; dass „bei einzelnen Fonds eine Ueberweisung derselben an die bischöflichen Behörden zur Selbstverwaltung eintreten" müsse, während für Andere, schon wegen des Mangels dafür geeigneter bischöflicher Organe, „die bisherige Geschäftsverfassung einstweilen und bis zur erfolgten Auseinandersetzung zwischen Staat und Kirche ohne Aenderung bestehen bleibe" (wurden später auch den geistlichen Behörden überwiesen. S. Rönne St. R. I 2. Abth. p. 647 ff.); die „noch bestandenen nicht erheblichen Beschränkungen des Verkehres . . . . mit auswärtigen kirchlichen Vorgesetzten, insbesondere mit dem päpstlichen Stuhle, fallen, sowie auch das bisherige Placet für kirchliche Verfügungen, in Gemässheit des Art. 13 der Verfassungs-Urkunde fortan hinweg", ebenso „hören gleichfalls von jetzt an auf, alle diejenigen Massregeln und Verfügungen, welche bisher, der katholischen Kirche gegenüber aus dem Standpunkte und in Kraft des landesherrl. jus circa sacra eingeführt waren" (Bestätigung der bischöflichen Pfarrcollationen, Genehmigung der Anstellung von Erzpriestern, Dechanten u. s. w.), hingegen könne bezüglich des landesherrlichen Patronates und des auf Vertrag oder speciellem Rechtstitel beruhenden Rechtes der Einwirkung auf die Besetzung geistlicher Stellen keine Veränderung eintreten, weil darüber eine gesetzliche Bestimmung (Art. 14) ergehen und eine Vereinbarung mit den kirchl. Oberen stattfinden müsse. — Diese Erklärung wiederholte dann der Minister in einem Circular-Erlasse an sämmtliche katholische Bischöfe vom 1. März 1849 mit dem Ersuchen „die Anträge zu denen Dieselben sich in Folge der Bestimmungen der Verfassungs-Urkunde vom 5. Dec. 1848 veranlasst sehen werden" an die Oberpräsidenten gelangen zu lassen (S. beide Erlasse in Beiträge l. c. Heft I p. 14 ff. und 22 ff.). Doch die Bischöfe liessen diesen Ministerialerlass unerwiedert und erklärten in ihrer Denkschrift (S. N. 52), welche dem Minister Ende August gedruckt übergeben wurde, „die der katholischen Kirche freigegebenen Befugnisse in ihrem ganzen ungeschmälerten Umfange ohne Verzug in Besitz zu nehmen und sie sofort zur Ausübung zu bringen"; gleichzeitig legten sie „gegen jeden Versuch, die in der Verfassung gewährten Befugnisse durch angebliche Erläuterungen wieder einzugrenzen, feierliche Verwahrung ein". Trotz dieser kategorischen Zurückweisung der gewünschten „Auseinandersetzungen" richtete der Minister am 15. Dec. 1848 abermals einen Erlass an sämmtliche Bischöfe in dem gesagt wird: „ . . Diesem nach unterlasse ich nicht, die Herren Erzbischöfe und Bischöfe wiederholt ergebenst zu ersuchen, nach erfolgter Publication der revidirten Verfassungsurkunde mit Berücksichtigung der vorstehenden Bemerkungen meiner früheren Einladung, so bald es geschehen kann, Folge zu geben; . . . . . Sollte es in einzelnen Fällen zur Abkürzung der Sache gereichen, auf frühere Verhandlungen oder auf einzelne in der „Denkschrift" enthaltene Ausführungen Bezug zu nehmen, so finde ich auch hiergegen nichts zu erinnern". (S. Beiträge l. c. I. Heft p. 33 ff.). Auch dieser Einladung wurde keine Folge gegeben. Somit blieb der Regierung zur Durchführung der Verfassung auf diesem Gebiete nur der Weg einseitigen Vorgehens übrig und die Neuordnung der staatskirchlichen Verhältnisse erfolgte dann auch, abgesehen von einigen Punkten, durch Rescripte des Ministers und Regulative der Regierungspräsidenten.

Nr. 4787. (52.)

PREUSSEN. Denkschrift der Bischöfe Preussens über die Verfassungsurkunde vom 5. Dec. 1848.

Ginzel, Archiv l. c. 2. Heft, p. 125—157.

[Auszug.]

Nr. 4787 (52). Preussen. Juli 1849.

Durch die von des Königs Majestät unter dem 5. Dec. v. J. dem Lande verliehene Staatsverfassung ist die katholische Kirche in Preussen bezüglich ihrer äusseren Verhältnisse zum Staate in eine neue, wesentlich veränderte Stellung eingetreten. Die dadurch herbeigeführte neue Gestaltung der Dinge berührt zu wichtige Interessen und greift unmittelbar oder mittelbar zu tief in das Leben der katholischen Kirche ein, als dass sie nicht die lebhafteste Theilnahme aller ihrer Bekenner in Preussen hätte erregen sollen. Insbesondere aber musste sie die ungetheilte Aufmerksamkeit der unterzeichneten katholischen Bischöfe in hohem Grade in Anspruch nehmen. Ihre zweifache Stellung, sowohl zum Staate, wie als Würdenträger der katholischen Kirche, machte es ihnen zur unabweislichen Pflicht, die neuen, die religiösen Angelegenheiten ordnenden Verfassungsartikel eben so gewissenhaft, wie unbefangen in's Auge zu fassen, deren Bestimmungen in ihrem Inhalte und ihrer praktischen Anwendung sich vollkommen klar zu stellen, und ihre Verfahrungsweise sofort danach zu bemessen. Eine desfallsige gründliche Prüfung führte alsbald zu dem Ergebnisse, dass den gerechten Forderungen der katholischen Kirche nicht in allen Richtungen beruhigende Rechnung getragen sei. Auf der einen Seite sind nämlich durch das neue Staatsgrundgesetz wesentliche Freiheiten und Rechte der katholischen Kirche, welche ihr seit langer Zeit in der drückendsten Weise verkümmert waren, wieder zur Anerkennung gebracht worden. Diese Anerkennung haben daher die katholischen Bischöfe mit dem katholischen Theile der Nation in der neuen Verfassung mit dankbarer Freude begrüsst und es zugleich für ihre heilige Pflicht erachtet, die der katholischen Kirche freigegebenen Befugnisse in ihrem ganzen ungeschmälerten Umfange ohne Verzug in Besitz zu nehmen und sie sofort zur Ausübung zu bringen. Auf der andern Seite aber sahen sie ihre gerechten Hoffnungen keineswegs erfüllt, indem die neue Verfassung in einigen ihrer Bestimmungen die unveräusserlichen Rechte der katholischen Kirche schwer beeinträchtigt. Hiezu kam überdies noch der Umstand, dass alsbald nach der Veröffentlichung des neuen Staatsgrundgesetzes in ganz unerwarteter Weise Deutungen kund wurden, welche dahin zielen, die in demselben auf das Klarste und Bestimmteste festgestellten kirchlichen Rechte und Freiheiten wieder zu schmälern und zu beschränken. — Alles dieses muss die katholischen Bischöfe mit Besorgniss erfüllen, da sie sich nicht verhehlen können, dass darin nur eine Quelle zahlloser Verwickelungen und beklagenswerther Kämpfe gegeben sei, deren end-

Nr. 4787 (52). Preussen. Juli 1849.

liche Ausgleichung sie nach dem langen, weder dem Staate noch der Kirche erspriesslichen Zwiespalte so lebhaft ersehnt haben, und deren bedauerlicher, aber nach Lage der Dinge unausbleiblicher Fortsetzung sie sich um so weniger entziehen könnten, als ihnen mit dem Bewusstsein ihrer schweren Amtspflicht, die Rechte ihrer Kirche wahren zu müssen, auch die Zuversicht auf jene Verheissung einwohnt, mit welcher der göttliche Stifter der Kirche bis an's Ende der Zeiten mit ihr zu sein versprochen hat. Die katholischen Bischöfe dürfen und können nicht zugeben, dass die ihrer Kirche kraft ihrer Stiftung von Gott angebornen und darum unveräusserlichen Rechte und Freiheiten in irgend einer Weise ihr vorenthalten oder geschmälert werden. Indem sie daher öffentlich erklären, dass sie die in der neuen Staatsverfassung wieder zur Anerkennung gebrachten Rechte und Freiheiten der katholischen Kirche annehmen und sie in ihrem ganzen Umfange festhalten, legen sie zugleich gegen jede in das Staatsgrundgesetz aufgenommene, jene Rechte und Freiheiten gefährdende Bestimmung, sowie gegen jeden Versuch, die darin gewährten Befugnisse durch angebliche Erläuterungen wieder einzugrenzen, feierliche Verwahrung ein. Sie sind sich dabei bewusst, dass sie hierin für ihre Kirche nichts verlangen, als was ihr zur vollen Sicherung und Förderung ihres naturgemässen Lebens und Wirkens gebührt. In einem verfassungsmässig freien Staate kann und darf die katholische Kirche nicht verfassungsmässig unfrei sein; sie muss vielmehr das Vollmass ihrer Freiheit und Selbstständigkeit staatsgrundgesetzlich in Anspruch nehmen, und sie wird ihre hohe Sendung zur Wohlfahrt des Staates nur um so segensreicher erfüllen, je mehr ihr derselbe in der unbeschränkten Gewährung ihrer naturgemässen freien Wirksamkeit gerecht wird. Von diesem Gesichtspunkte ausgehend, haben daher die katholischen Bischöfe das neue Staatsgrundgesetz in seinen die Kirche berührenden Bestimmungen in's Auge gefasst, und fühlen sich gedrungen, als Ergebniss ihrer Prüfung folgende, vor allen übrigen in Betracht kommende Hauptpunkte aufzustellen. . . . . [Dank für den in der Verfassung anerkannten „unveränderten, seit vielen Jahrhunderten behaupteten Bestand der römisch-katholischen Kirche als moralischer Person und all ihrer damit zusammenhängenden Rechte und Befugnisse.“] . . . Das andere, nicht minder wichtige, der Kirche freigegebene Recht, ihre Angelegenheiten — die äusseren wie die inneren — ohne bevormundende Ueberwachung und ohne Hemmung durch fremde Einmischung, selbstständig und mit freier Selbstbestimmung nach den eigenen Zwecken der Entsündigung und Heiligung der Welt schaffend, einrichtend und leitend, zu ordnen und zu verwalten, begrüssten die Bischöfe mit besonderer Freudigkeit und nahmen davon um so rascher Besitz, als ihr die übelberathene Politik der letzten Jahrhunderte vielfach solche, stets enger sich schliessende Schranken gezogen hatte, deren bedauerlicher Druck nicht selten für das kirchliche Wirken und Gedeihen eben so hemmend wie zerstörend geworden war. Mit der Beseitigung jener Schranken und dem Wegfall des so fruchtbar und ohne Grenzen dehnbar gewordenen Placets umfasst nun diese der Kirche wieder zurückgegebene Selbstständigkeit in der Richtung nach Innen die freie Anordnung aller gottesdienst-

lichen Handlungen und Andachtsübungen, der katholischen Feste, der Fast- und Abstinenztage, die Errichtung neuer kirchlicher Aemter, sowie die Beibehaltung und Aufnahme kirchlicher Congregationen, je nach dem kirchlichen Bedürfnisse und im Einklange mit den canonischen Satzungen, ferner die ungehinderte Bekanntmachung aller oberhirtlichen Erlasse, der päpstlichen sowohl, als der bischöflichen, und eben so die freie Besetzung aller kirchlichen Aemter — sohin die freie Wahl der Bischöfe und Weihbischöfe, die freie Besetzung der Dom- und Stiftsstellen und die freie Ernennung der bischöflichen Generalvicare, Offiziale, Räthe, Dechanten und sonstiger bischöflichen Verwaltungsbeamten, sowie der Pfarrer und anderer Seelsorgsgeistlichen, zu welchen bisher die staatliche Genehmigung oder Bestätigung ist gefordert worden. || Diese freie Aemterbesetzung nehmen aber die katholischen Bischöfe, der Staatsgewalt gegenüber, auch mit Wegfall des Präsentations- und des Ernennungsrechtes auf den Grund der nämlichen, der Kirche zugesprochenen Selbstständigkeit, und der in den Artikeln 14 und 15 der neuen Staatsverfassung enthaltenen Bestimmungen, sowohl ihrem Geiste, als ihrem klaren Wortlaute nach, in Anspruch, wie sich dieses durch eine nähere Darlegung des eigentlichen Sachverhaltes als vollkommen begründet darthut. || Es sind nämlich bezüglich der bisheran von dem Staate bei der Besetzung kirchlicher Aemter, namentlich Pfarr- und anderer Seelsorgstellen, ausgeübten Betheiligung zweierlei fiscalische Präsentations- und Ernennungsrechte wohl zu unterscheiden: das eine, welches der Staat in Folge der Säcularisation der Bisthümer, Stifter, Klöster und Abteien in Anspruch nahm, und das andere, welches auf einem jedesmaligen besonderen canonischen Titel durch Fundation beruht . . . [Durch die Säcularisation konnte, so wird gesagt, die Staatsgewalt kein Patronats- und Präsentationsrecht erlangen, weil dies Recht den aufgehobenen Anstalten (Klöstern, Abteien etc.) nur als solchen zustand, es war „ein kirchliches Patronatrecht, sohin immer nur ein persönliches, nicht ein reales, . . . und konnte daher nur von einer kirchlichen Person als solcher . . . ausgeübt werden"] . . . . Die Behauptung und Ausübung dieses Patronatrechtes von Seiten des Staates trug daher von Anfang an keine innere Rechtfertigung in sich, sondern war zu der eben vorausgegangenen gewaltsamen Säcularisation eine neue Gewaltthat des Stärkern gegen den Schwächern, die in und mit dem Verlaufe der Zeit keinen Rechtstitel gewinnen und zu wahrer Rechtsbeständigkeit nicht gelangen konnte. Sie war und blieb niemals etwas Anderes, als eine factische Usurpation. || Statt jener aufgehobenen kirchlichen Anstalten haben nun zwar die Fürsten die Kirche verschiedentlich, mehr oder minder angemessen, dotirt; allein diese Dotation ist keine solche, welche nach den canonischen Grundbedingungen und rechtlich ein Patronat begründen könnte. Ihr geht vorerst das Eine Grunderforderniss, dass die Dotation ein Ausfluss der Liberalität gegen die Kirche . . . sein muss, durchaus ab, da sie nur die Erfüllung einer mit jenen Gütern überkommenen und ihnen anhaftenden Rechtsverpflichtung war . . . . . || Es ist daher nur eine natürliche Pflicht der Kirche und ihrer Bischöfe, der ferneren Ausübung des fiscalischen Präsentationsrechtes als einer ungerechten Dienstbarkeit (servitus) entschieden

Nr. 4787 (52). Preussen. Juli 1849.

entgegenzutreten, und sie namentlich jetzt für immer abzuwehren, wo nach ihrer Ueberzeugung auch das rechtlich begründete Präsentations- und Ernennungsrecht des Staates durch die neue Verfassung vollständig und ausdrücklich aufgehoben ist. || Zu dieser Ueberzeugung sehen sich aber die katholischen Bischöfe in Preussen sowohl durch den Wortlaut des Art. 15, in seiner natürlichen und wahren Bedeutung aufgefasst, als auch durch den Geist in welchem er, in innerstem Zusammenhange mit dem Art. 14 bei seinem Entstehen gedacht und aufgenommen worden ist, vollkommen berechtigt . . . . [Dies gehe namentlich auch aus dem Berichte des zur Berathung einer Verfassungsurkunde eingesetzten Centralausschusses hervor] . . . . || Mit der der katholischen Kirche durch die neue Verfassung zugesprochenen selbstständigen Anordnung und Verwaltung ihrer Angelegenheiten ist denn auch ferner derselben, mehr nach aussen gerichtet, die selbstständige Vermögensverwaltung der einzelnen Kirchen und kirchlichen Institute, mit Ausschliessung der bevormundenden Aufsicht und Einmischung des Staates, nicht erst „verheissen", sondern wirklich schon gewährt — da unstreitig die neue Verfassung keineswegs nur als eine blosse „Verheissung" künftiger Rechte, sondern als die thatsächliche Gewährung bereits wirklicher Befugnisse gelten muss — und, wie es dem natürlichen Rechte entspricht und Jahrhunderte hindurch hergebracht war, in die Hände der Bischöfe zu freier und nur durch die canonischen Vorschriften beschränkten und geregelten Führung und Leitung zurückgelegt. . . . . || Diesem nach verbleiben der katholischen Kirche alle ihre Rechte und Ansprüche, wie sie, um Einzelnes anzudeuten, durch das Concordat vom 15. Juli 1801 und die damit zusammenhängenden besonderen Bestimmungen, den Reichsdeputationshauptschluss von 1803, die Bulle „de salute animarum" und andere Gesetze zur Dotation und Unterhaltung der erzbischöflichen und bischöflichen Stühle, der Dom- und Stiftscapitel, der Clerikalseminarien, theologischen Fakultäten und Convicte, der Emeriten- und Demeritenanstalten, der Pfarreien und anderer geistlichen Stellen, festgestellt sind — welche Rechte und Ansprüche die unterzeichneten Bischöfe alle in ihrer ganzen Ausdehnung und Ausführung für jetzt und künftig festzuhalten die strenge Pflicht haben — unverändert zugesichert. Eben so ist auch keine Aenderung an dem Bestande des für den Gottesdienst bestimmten Vermögens eingetreten. . . . . || In den Kreis der für katholische Unterrichtszwecke bestimmten Anstalten, Stiftungen und Fonds, deren selbstständige Anordnung und Verwaltung das Staatsgrundgesetz der katholischen Kirche zurückgegeben hat, gehören nicht allein die Clerikalseminarien, die für Theologie Studirende an den Universitäten errichteten Convicte, die an den königlichen Universitäten und Academien bestehenden theologischen Facultäten und die für den Unterricht noch beibehaltenen Klöster mit ihren Fonds, da alle diese Anstalten ganz besonders für die Kirche und ihre Zwecke gestiftet und bestimmt sind, sondern auch in weiterer Abgliederung die für die Bildung der katholischen Jugend errichteten und erhaltenen Gymnasien und andere Anstalten dieser Art, sowie namentlich auch die vorhandenen katholischen Volksschulen, als con-

fessionelle, für die katholische Jugenderziehung in den einzelnen Gemeinden und Pfarreien bestimmten Anstalten, mit den zur Ausbildung der Lehrer für diese Schulen bestimmten katholischen Schullehrerseminarien. Insbesondere sehen sich in Beziehung auf diese Volksschulen die katholischen Bischöfe durch ihren Beruf gegenüber den ihrer oberhirtlichen Obsorge anvertrauten Katholiken aufgefordert und durch ihre heilige Amtspflicht gedrungen, gegen die öfter genannten ministeriellen Erläuterungen eine doppelte Verwahrung einzulegen und dieselbe mit offener Entschiedenheit auszusprechen. || . . . [Die katholischen Volksschulen waren nie und sind nicht Staatsanstalten. Der westphälische Friede und der Reichsdeputationshauptschluss haben „das Verhältniss der Kirche zur Schule in ihrer nächsten Betheiligung durch unmittelbare und oberste Leitung und Aufsicht nach ihren und des christlichen Volkes heiligsten Pflichten und Rechten, ohne dabei die Mitbetheiligung des Staates je nach seinen, mit jenen des Volkes vereinbarten und aus ihnen selbst hervorgegangenen Pflichten und Rechten auszuschliessen,... durch feierliche Völkerverträge bis auf den heutigen Tag ungeschwächt und ungeändert rechtlich gesichert, und es ist an diesen Verträgen und Grundgesetzen durch das später blos als subsidiarisches Sonderrecht eingeführte Preussische Landrecht nichts geändert worden, wie durch dasselbe daran auch nichts geändert werden konnte.“]. . . . . . | Diese durch Jahrhunderte übererbten und mit der heiligsten Pflicht der Aeltern und der gesammten katholischen Kirche innig verwachsenen Rechte können und dürfen daher die katholischen Bischöfe sich selbst und den Betheiligten unmöglich jetzt entziehen und schmälern lassen, wo der Kirchengesellschaft freiere Selbstständigkeit in Verwaltung ihrer Angelegenheiten eben gewährleistet worden ist. Diese Pflicht aber besteht in der religiösen Erziehung, welche die Eltern ihren Kindern zu geben schuldig und die sie in der Grundlage von der Kirche zu fordern berechtigt sind, deren gewissenhafte Erfüllung hinwiederum auch die Kirche von den Aeltern fordern muss, und wozu sie sich selbst durch göttliche Sendung angewiesen erkennt. Durch blossen Unterricht in den Religionslehren wird aber diese Erziehung nicht erzielt; sie ist durch dieses einseitige Mittel allein unerreichbar. Der gesammte Unterricht muss sie, in Verbindung mit allen Erziehungsmitteln, als sein Ziel verfolgen. Zwar sind nicht alle Lehrgegenstände an sich erziehlicher Art, allein die Weise, in welcher sie behandelt werden, wenn sie sich auch nur auf Vermeidung des für zartsittliche und fromme Herzen Anstössigen beschränkt, ist es immer, und die meisten können und müssen so behandelt werden, dass die Herzen der Jugend für das Edle, Gute und Heilige aufgeschlossen und empfänglich erhalten werden. Nicht eine blosse Entwickelung des Denkvermögens zum Erwerbe einer gewissen Anstelligkeit und Fertigkeit im bürgerlichen Leben und zur Erleichterung in Gewinnung des künftigen Lebensunterhaltes ist die Aufgabe der Schule, sondern eine naturgemässe Entwickelung des ganzen geistigen Wesens in dem Kinde, namentlich seiner höheren Anlagen, aller seiner Geistes- und Seelenkräfte, durch die es ein Glied der übersinnlichen Welt und das Ebenbild Gottes ist, sowie die Reinigung seines Herzens von der natürlichen Verkehrtheit und die Heiligung

Nr. 4787. (52) Preussen. Juli 1849.

seines Gemüthes, dass es gegen die Gefahren in der Welt kräftig ankämpfen und sich ein seliges Dasein über die Grenzen des Vergänglichen hinaus sichern kann. Diese Aufgabe kann und darf nicht bei unsern Schulen aufgegeben werden — und sie werden die katholischen Bischöfe auch niemals aufgeben. . . . . Die katholischen Bischöfe legen daher, gestützt auf ihr Recht und ihre Pflicht, gegen die in dem neuen Staatsgrundgesetze ausgesprochene Beschränkung der Kirche auf den blossen Religionsunterricht offene und laute Verwahrung ein. . . . Wenn nun ferner noch, was jedoch kaum zu glauben sein dürfte, ... jene Bestimmungen in der Verfassungsurkunde, welche die Freiheit, Unterricht zu ertheilen und Unterrichtsanstalten zu gründen, durch die Nachweise der Befähigung vor den Staatsbehörden bedingen, und nicht allein die öffentlichen Volksschulen, sondern auch alle übrigen Erziehungs- und Unterrichtsanstalten unter die Aufsicht eigener vom Staate ernannter Behörden stellen, vielleicht dahin geltend gemacht werden wollten, dass auch jene oben bezeichneten kirchlichen Anstalten denselben Beschränkungen unterworfen werden sollten; so würden die katholischen Bischöfe sich gedrungen sehen, um einer solchen bis dahin noch unerhörten Unfreiheit zu begegnen, schon jetzt hiemit auf das Bündigste und Kräftigste dagegen Verwahrung einzulegen. Vermöge der gewährten Kirchenfreiheit nehmen dieselben nicht allein die durchaus unbeschränkte Befugniss zur Einrichtung, Führung und Verwaltung der genannten Anstalten, sowie zur Anstellung und Entfernung der Lehrer in denselben, sondern insbesondere auch die freie Auswahl dieser Lehrer, ohne Beschränkung durch irgend welche Bedingungen oder Prüfungen von Seite der Staatsbehörden und die ausschliessliche Aufsicht und Leitung über dieselben und ihren Unterricht, sowie zugleich die unbedingt freie Befugniss der Errichtung neuer Anstalten jener Art, wo und wie sie solche als nothwendig und erspriesslich erachten, auf das Entschiedenste in Anspruch. Sie behaupten nicht minder auch die Unzulässigkeit einer solchen Prüfung für die Lehrer der bestehenden katholischen Pfarrschulen, sowie aller Schulen welche kirchlicher Seits errichtet werden möchten, weil sie dem Rechte der Lehrfreiheit und der Selbstständigkeit der katholischen Kirchengemeinde in ihren Angelegenheiten widerstreitet, und als Präventivmassregel mit dem Geiste der Verfassung unvereinbar ist. Zu den für die katholischen Wohlthätigkeitszwecke bestimmten Anstalten, Stiftungen und Fonds sind zunächst die männlichen und weiblichen Klosterinstitute zu rechnen, welche die Pflege der Kranken als specielle, durch Gelübde geheiligte Standespflicht übernommen haben, und dadurch, wie gleichzeitig durch ihr inneres Wesen, durch ihre Einrichtung und Verfassung, recht eigentlich kirchliche Anstalten im engeren Sinne, und der Kirchengewalt unmittelbar unterworfen sind. Die Bischöfe nehmen daher die unbeschränkte obere Leitung dieser Anstalten, in ihren äusseren wie inneren Angelegenheiten, allseitig und vollständig nach den canonischen Bestimmungen, insbesondere mit Ausschliessung des ihnen aufgedrungenen und ihnen fremdartigen Einflusses rein weltlicher Aufsicht in Anspruch. — Als solche Anstalten aber, welche der katholischen Gesammtgemeinschaft angehören und deren eigenen Verwaltung zufallen,

müssen alle bestehenden, vermöge ihrer ursprünglichen Stiftung für Katholiken bestimmten Waisenhäuser, Spitäler und Armenstiftungen angesehen werden, wie sie in einzelnen Kirchen oder Kirchengemeinden, oder sonst noch vorhanden sind, und deren Verwaltung durch die Staatsbehörden mehr oder weniger unfrei und unselbstständig gemacht worden ist. || Zuletzt können die katholischen Bischöfe nicht unerörtert lassen, wie in dem neuen Staatsgrundgesetze der eben zuvor noch (Art. 11) gewährleisteten Freiheit des religiösen Bekenntnisses und der öffentlichen Religionsübung einerseits und der selbstständigen kirchlichen Thätigkeit andrerseits (Art. 12) sofort auch schon in dem nämlichen Staatsgrundgesetze selbst wieder mit nicht zu rechtfertigender Inconsequenz und unter willkührlichen Voraussetzungen eine tiefe Verletzung durch den Zwang beigebracht ist, die kirchliche Trauung erst nach dem Civilacte vornehmen zu dürfen (Art. 16). Das Verbot lautet zwar noch insofern unbestimmt, als nicht angegeben ist, gegen wen es gerichtet ist und wen, im Falle die Uebertretung desselben mit einer Strafe belegt werden sollte, diese Strafe treffen soll, ob zunächst den Diener der Kirche, oder aber nur die Brautleute selbst. || Allein mag dasselbe in dem einen oder in dem andern Sinn aufgefasst werden, so enthält es immer eine die religiöse Freiheit verletzende und die Gewissen beunruhigende Massregel, die sich durch ihre inneren Beziehungen nicht als eine gerechte darstellt, und die dem Standpunkte einer in ihrer inneren Grundlage gerechten, milden und freisinnigen Gesetzgebung nicht entspricht. || . . . . . . Es ist nicht die Absicht, das Interesse der Staatsgewalt bei den Ehen überhaupt, so wie hinsichtlich ihrer äusseren Rechtsgiltigkeit innerhalb der Sphäre des weltlichen Rechtes insbesondere, in Abrede zu stellen; allein dieses Interesse der Staatsgewalt rechtfertigt nur eine an sich angemessene und gerechte Massregel auf ihrem Gebiete, nicht aber den Uebergriff auf ein fremdes Gebiet, nicht die Verletzung anderer unveräusserlicher Rechte und am allerwenigsten das Verbot gegen Dritte, die hierin ausser ihrer Machtsphäre stehen. . . . .

Cöln, Trier, Paderborn, Münster, Olmütz, Frauenberg, Breslau,
Im Monat Juli 1849.

Johannes, Erzbischof von Cöln. *Wilhelm*, Bischof von Trier. *Franz*, Bischof von Paderborn. *Johann Georg*, Bischof von Münster. *Maximilian Joseph*, Bischof von Olmütz. *Joseph Ambrosius*, Bischof von Ermland. *Melchior*, Fürstbischof von Breslau.

Vergl. damit die weiter unten folgende Adresse der österreichischen Bischöfe an die kaiserliche Regierung. — In einer besonderen Erklärung trat der Bischof von Culm der Denkschrift bei, und der Bischof von Ermland begleitete sie noch mit nachträglichen Bemerkungen, welche sich auf die bisherige Stellung der Kirche in seiner Diöcese bezogen. (S. beide Aktenstücke Ginzel l. c. p. 157 f. 159 ff.). — Die Bischöfe der Kirchenprovinz Cöln richteten bezüglich der Eidesleistung auf die Verfassung an die Geistlichkeit ihrer Diöcesen einen Erlass (18. April 1850), in dem gesagt wird: „ . . . Wenn daher die

Nr. 4787 (52). Preussen. Juli 1849.

angedeuteten Umstände einerseits nicht der Art sind, dass Wir die Aufnahme eines Vorbehaltes in die Eidesformel selbst verlangen müssen, so veranlassen sie Uns doch andererseits, zu verordnen, dass kein Geistlicher ohne vorausgegangene und angenommene Kundmachung der bezeichneten kirchlichen Verwahrung hinfort den Eid ablege. Diese soll daher der betreffenden Staatsbehörde schriftlich in folgender Weise zugefertigt werden: Euer . . . zeige ich ergebenst an, dass ich bereit bin, den von mir verlangten Eid auf die Verfassung zu leisten, halte mich aber für verpflichtet, mich zuvor, was hiermit geschieht, über die Willensmeinung auszusprechen, in welcher ich diese heilige Handlung vornehme. Diese Willensmeinung besteht darin, dass der neue Eid die Rechte der Kirche und meine Verpflichtungen gegen dieselbe nicht beeinträchtigen, folglich auch meine Stellung in nichts ändern kann.“ (Ginzel l. c. 2. Heft p. 169 ff.)

Nr. 4788. (53.)

BAIERN[1]). Denkschrift des baierischen Episcopates über die Stellung der katholischen Kirche.

Ginzel, Archiv 2. Heft p. 173—225.

Nr. 4788 (53). Baiern. 20. Oct. 1850.

Ueber Aufforderung des päpstlichen Stuhles versammelten sich die Bischöfe Baierns in Freisingen (1—20. Oct.) und formulirten ihre Bedenken und Wünsche in Beziehung auf das geltende Recht in der an den König gerichteten umfangreichen Denkschrift vom 20. October 1850. Sie sprechen darin aus „Wäre damals“ nach dem Erscheinen des Religionsedictes „König Maximilian I. durch die denkwürdige Erklärung vom 15. Sept. 1821 nicht wiederum begütigend in die Mitte getreten, der Bruch mit der Kirche würde ein offener geworden sein. Aber der Same der Zwietracht war einmal gesäet, und so gern es die allerunterthänigst Unterzeichneten anerkennen, dass die Staatsregierung im Gefühle der im Religionsedict enthaltenen Widersprüche gegen das Concordat ersterem oft eine mildere Anwendung gab, und dass auch die wohlwollendsten Träger der Staatsgewalt einmal *vorhandene Zustände nicht gewaltsam ändern können*, so haben doch die durch ein volles Menschenalter hindurch geführten Streitigkeiten die Kirche so fühlbar in ihrem Innern angegriffen und in das Verhältniss zwischen ihr und dem Staate so manche Missstimmung gebracht, dass die Forderung vollkommen billig erscheint, es möge *durch verfassungsmässige Beseitigung des Religionsedictes* der Kirche ihr volles Recht gegeben und so die Ursache aller Missverständnisse entfernt werden. Der Episcopat Baierns muss daher vor Allem Euer Königl. Majestät die gehorsamste Erklärung zu Füssen legen, dass der Papst, die Bischöfe und die gesammte katholische Kirche Baierns die zweite Verfassungsbeilage, in so ferne sie in directem Widerspruche mit dem Concordate ist, niemals anerkannt haben oder anerkennen werden . . . . Auch verwahrt sich der Episcopat gegen jede einseitige und nicht in Uebereinkunft mit dem Kirchenoberhaupte angenommene Interpretation des Concordates.“ Es werden hierauf „die vorzüglichsten jener zwischen Concordat und Religionsedict bestehenden Wider-

[1]) Vergl. Nr. 11—17.

sprüche“ im Einzelnen bezeichnet — so Tit. IV §. 9 der Verf. Urk., ferner die §§. 6, 51—54, 57—61, 64 g., 76—79 des Religionsedictes — und weitläufig ausgeführt „wie die gebührende Freiheit der Kirche 1. in ihrer Regierung und Verwaltung, 2. in ihrem Cultus und religiösem Leben, 3. in der Erziehung des Clerus, 4. in ihrem Einfluss auf Erziehung und Unterricht im Allgemeinen, 5. in der Verwaltung ihres zeitlichen Gutes herzustellen sey, und wie 6. die Kirche durch die bürgerliche Gleichstellung der Confessionen in ihrer inneren kirchlichen Thätigkeit nicht behindert werden darf.“ Die Beseitigung dieser Widersprüche wird gefordert und um Erfüllung der bisher unausgeführt gebliebenen Punkte des Concordates gebeten. — Die Regierung beantwortete die Denkschrift durch die nachfolgende königl. Entschliessung, welche im Verordnungswege nicht unwesentliche Abänderungen des Religionsedictes verfügte. (S. das Breve Papst Pius IX., worin die Bischöfe wegen der Denkschrift belobt werden, und die in der zweiten Kammer bezüglich derselben gestellten Interpellationen, wie auch die Antwort des Ministeriums, bei Ginzel l. c. 2. Heft p. 227 ff.).

Nr. 4788 (53). Baiern. 20. Oct. 1850.

Nr. 4789. (54.)

BAIERN. Königliche Entschliessung (Verordnung) den Vollzug des Concordates betreffend. — Abänderung des Religionsedictes. —

Döllinger's Verordnungssammlung. Forts. XXIII p. 90 ff.

Nr. 4789 (54). Baiern. 30. März 1852.

Se. Majestät der König hat auf die von den Herren Erzbischöfen und Bischöfen des Königreichs unter dem 2. November 1850 an Allerhöchstdieselben unmittelbar gerichtete Denkschrift, den Vollzug des mit dem päpstl. Stuhl am 5. Juni 1817 abgeschlossenen Concordats und die Anwendung der Beilage II. zur Verfassungsurkunde auf die Verhältnisse der katholischen Kirche betreffend, unter dem 30. v. M. allergnädigst zu beschliessen geruht was folgt:

1) Bei Auslegung und Anwendung mehrdeutiger und zweifelhafter Stellen der zweiten Verfassungsbeilage ist jene Interpretation anzunehmen, welche mit den Bestimmungen des Concordates übereinstimmend ist, oder sich denselben annähert.

2) Das oberhoheitliche Schutz- und Aufsichtsrecht des Königs besteht fort. Das in §. 50 des Religionsedicts vorbehaltene Schutz- oder Oberaufsichtsrecht soll jedoch niemals so ausgeübt werden, dass die Bischöfe in der ihnen vermöge ihres Amtes zustehenden Verwaltung rein kirchlicher Angelegenheiten behindert werden, insofern hierbei nicht bestehende verfassungsmässige Bestimmungen zu beobachten kommen. Ebenso soll die im §. 57 reservirte hoheitliche Oberaufsicht nicht so gehandhabt werden, dass die freie Berathung kirchlicher Gerichts- oder Synodalversammlungen gestört werde.

3) Für die von dem Oberhaupte der Kirche oder von den Bischöfen ausgehenden Jubiläums- und Ablassverkündigungen, dann für die Fastenpatente

Nr. 4789. (54.) Baiern. 30. März 1852.

wird hiermit das Placet bis auf Weiteres im Voraus ertheilt. Bei allen anderen Erlassen und Ausschreibungen der geistlichen Behörden, auf welche nicht die Bestimmung des §. 59 des Religionsedicts Anwendung findet, sondern bei welchen gemäss Titel IV. § 9 der Verfassungsurkunde und §. 58 der Beilage II die vorherige Einholung der königl. Genehmigung bisher erforderlich gewesen, ist die Einholung dieser Genehmigung auch fernerhin nothwendig, und ist das Sr. Maj. als katholischem König zustehende Oberaufsichts- und Schutzrecht in seinem ganzen Umfange unangetastet aufrecht zu erhalten.

4) Nur die Einführung der geistlichen Gerichte, nicht die Ernennung der Personen, welche von den Bischöfen als Gerichtsmitglieder, Vicare oder Gehülfen berufen werden, bedürfen fortan der königl. Bestätigung. Ebenso soll nur die Bildung der Dekanatsbezirke, nicht die Wahl der Landdekane, insolang diese blos eine kirchliche Bedeutsamkeit besitzen, der königl. Bestätigung vorbehalten, dagegen die Capitularen in ihrem hergebrachten Wahlrecht beschützt sein. Die Bischöfe haben jedoch den weltlichen Behörden von der Anstellung solcher Personen Nachricht zu ertheilen.

5) Erkenntnisse der geistlichen Gerichte bedürfen der königl. Bestätigung nicht. Der §. 71 des Religionsedicts ist dahin zu interpretiren, dass derlei Erkenntnisse nur dann einen Einfluss auf die staatsbürgerlichen Beziehungen und bürgerlichen Rechtsverhältnisse äussern, wenn die Einwilligung der Staatsgewalt erholt ist. Uebrigens ist in Fällen, wo ein Priester suspendirt oder entlassen wird, der Kreisregierung und dem Tischtitelgeber Mittheilung zu machen.

6) Jedem Kirchenmitgliede steht gemäss §. 52 des Religionsedicts die Befugniss zu, wegen Handlungen der geistlichen Gewalt gegen die festgesetzte Ordnung jederzeit den landesfürstlichen Schutz anzurufen. Als Handlungen gegen die festgesetzte Ordnung sind aber vornehmlich zu betrachten: a) Wenn die Kirchenbehörde, ihren geistlichen Wirkungskreis überschreitend, über bürgerliche Verhältnisse urtheilt und in die Rechtssphäre des Staats eingreift; b) wenn dieselbe ein positives Staatsgesetz verletzt; c) wenn selbe behufs des Vollzugs ihrer Erkenntnisse sich äusserer Zwangsmittel bedient; d) wenn sie die Bescheidung in geistlichen Sachen anhängiger Beschwerden verzögert, den Instanzenzug behindert oder abändernde Erkenntnisse höherer Instanzen nicht in Vollzug bringt.

7) Findet kein Recurs wegen Missbrauch der geistlichen Gewalt statt, so bleibt der geistlichen Behörde, insofern sie die Gränzen ihrer Wirksamkeit nicht überschritten hat, der Schutz des weltlichen Armes hinsichtlich der Vollstreckung ihrer Disciplinarerkenntnisse gesichert.

8) Bedingungen zu Kirchen- und namentlich Pfarrpfründen sollen blos sein: das Indigenat, bürgerlich und politisch tadelloser Wandel, die von dem Bischofe zu erprobende theologische und seelsorgerliche Befähigung, sodann Kenntnisse im baierischen Verfassungs- und Verwaltungsrechte, im Schul-, Stiftungs- und Armenwesen. Wegen der dessfallsigen aus Staats- und Kirchendienern zusammenzusetzenden gemeinschaftlichen Prüfungsbehörde ist Benehmen mit den Bischöfen vorbehalten. Ebenso bleibt die Ertheilung des landesherrlichen Tisch-

titels und die Festsetzung der Bedingungen zur Erlangung desselben der allerhöchsten Beschlussfassung vorbehalten.

9) Die Verleihung kirchlicher Pfründen Seitens der Bischöfe setzt die königl. Genehmigung voraus. Geistlichen, welche von Sr. Majestät dem König als Allerhöchstdenselben nicht genehm bezeichnet werden, kann eine kirchliche Pfründe nicht verliehen werden. Die Vergewisserung über die Genehmhaltung der Person erscheint demnach als eine Vorbedingung der bischöflichen Uebertragung des Kirchenamts, deren Vollberechtigung, wenn diese Bedingung gegeben, in keiner Weise zu beanstanden ist. Bei dem Acte der Einweisung soll jedoch ausgesprochen werden, dass von dem König die Verleihung der Temporalien herrührt.

10) Die Resignationen kirchlicher Pfründen sollen in die Hände der Bischöfe geschehen. In unbedingter Weise können sie von denselben indessen nur dann angenommen werden, wenn durch Resignation derselben das Staatsärar nicht belastet wird. Bezüglich der Feststellung der Vicariatsgehalte soll von den bischöflichen Stellen immer gutachtliche Aeusserung eingeholt werden.

11) Auch bei Verleihung königlicher Patronatspfarreien sollen die Bischöfe vorher mit ihrem Gutachten vernommen werden, ohne dass jedoch hierdurch Sr. Majestät der König in dem freien Besetzungsrecht beschränkt sein sollen.

12) Das in den §§. 76 und 77 der zweiten Verfassungsbeilage für die unter §. 76 lit. a. und b. fallenden Anordnungen vorbehaltene Mitwirkungsrecht der weltlichen Obrigkeit soll nur in einer das kirchliche Leben nicht beengenden Weise gehandhabt werden. Bezüglich der Anordnung ausserordentlicher kirchlicher Feierlichkeiten und Andachten, dann bezüglich der Handhabung des §. 79 des Religionsedicts ist bereits unterm 29. Juni v. J. allerhöchste Entschliessung erfolgt. Auch die Wahl der Geistlichen zu Missionen etc. soll den Bischöfen anheimgestellt bleiben; nur wenn diese Wahl auf Ausländer fällt, ist jedesmal wenigstens drei Wochen vorher Bericht zu erstatten und behalten sich Se. Maj. der König die Entscheidung vor.

13) Die Verordnungen wegen Feier der Sonn- und Festtage, Beschränkungen der Tanzmusiken, über das Arbeiten an abgewürdigten Feiertagen sollen auf das genaueste vollzogen werden.

14) Bei Wahl der Klosterobern wird von der Absendung von Commissarien Umgang genommen. Die Ablegung feierlicher lebenslänglicher Gelübde in den Nonnenklöstern soll an das vollendete 33ste Lebensjahr, jene der einfachen zeitlichen an das vollendete 21ste, wie durch königl. Entschliessung vom 9. Juli 1831 bestimmt worden ist, gebunden sein, und die Abordnung von Commissarien nur für den Fall, dass die Betheiligten selbst oder deren Aeltern, Vormünder oder Verwandte selbe verlangen oder dass eine dessfallsige Beschwerde zur Kenntniss der Staatsregierung kommt, bei Ablegung der lebenslänglichen Gelübde vorbehalten werden.

15) Die Aufnahme in den geistlichen Stand, resp. in das Clerikalseminar, bleibt dem freien Ermessen der Bischöfe überlassen. || Da jedoch der König als

Nr. 4789. (54.) Baiern. 30. März 1852.

Schutzherr der Kirche den Tischtitel den zu Weihenden aus Gnade verleiht, so ist um diese Gnade vor der Ordination geziemend zu bitten.

16) Von förmlicher Bestätigung der Vorstände und Lehrer an den bischöflichen Clerikal- und an den bisher bestehenden Knabenseminarien wird Umgang genommen, und soll die blosse Anzeige genügen, wenn nicht in der einschlägigen Stiftungs- und Dotationsurkunde ein besonderes landesherrliches Recht vorbehalten ist.

17) Hinsichtlich der Erweiterung der bischöflichen Seminarien im Sinne des Art. 5 des Concordats wird auf nachträglich zu erstattende billige Anträge eingegangen werden.

18) Bei Besetzung der Lehrstellen an den Lyceen wird auf die Wünsche der Bischöfe Rücksicht genommen.

19) Bei Anstellung der Professoren der Theologie an Universitäten soll neben dem Gutachten der theologischen Facultät und des Universitätsenates auch ein Gutachten des Diöcesanbischofs über den dogmatischen Standpunkt und den sittlichen Wandel der Bittsteller erholt werden. || Ebenso hat der Aufstellung der Religionslehrer an den anderen öffentlichen Unterrichts- und Erziehungsanstalten die gutachtliche Einvernahme der einschlägigen bischöflichen Stelle voranzugehen. || Auch über Genehmigung der Aufstellung von Religionslehrern in Privatinstituten soll die bischöfliche Stelle vernommen werden.

20) Die Religionswahrheiten sollen stets rein und lauter und in einer Weise vorgetragen werden, dass sie in das Leben der Jugend eindringen und dass die Achtung vor denselben, sowie das Gefühl für Sitte und Recht nicht untergraben werden. || In dieser Beziehung sollen demnach die weltlichen Behörden ein wachsames Auge haben und den darauf bezüglichen Bemerkungen der geistlichen Behörden geeignete Würdigung zuwenden.

21) Den Bischöfen ist durch §. 39 der II. Verfassungsbeilage das Aufsichtsrecht auf die Religions- und Sittenlehre und das religiöse Leben an den Unterrichts- und Erziehungsanstalten gewährleistet. Einrichtungen bezüglich des sittlichen und religiösen Lebens, welche auf die Hausordnung an Studienanstalten und Schullehrerseminarien störenden Einfluss haben könnten, sind jedoch erst nach gepflogenem Benehmen der Bischöfe mit den weltlichen Behörden und nur in deren gegenseitigem Einverständnisse zu treffen. || Bei Fragen über die Bildung der Schullehrer sollen die Wünsche der Bischöfe und hinsichtlich der Anordnung des Religionsunterrichtes an den Gymnasien und Latein-, sowie Landwirthschafts- und Gewerbeschulen die Vorschläge der Bischöfe von den weltlichen Behörden nach Thunlichkeit berücksichtigt werden.

22) Dem Pfarrclerus beibt nach Massgabe des organischen Edicts vom 14. September 1808 (Regierungsblatt S. 2493 ff.) und der Normativentschliessung vom 24. Juli 1833 die nächste Beaufsichtigung und Leitung des Unterrichts- und Erziehungswesens an den deutschen Schulen überlassen. || Bei Bestellung der Districtsschulinspectoren und der Inspectoren an den Schullehrerseminarien sollen die Bischöfe gutachtlich vernommen werden, und versieht sich die Staatsregierung

zu dem Clerus, dass er die seiner Aufsicht anvertraute wichtigste Schule der Volksbildung — die Elementarschule — mit Sorgfalt und Liebe pflege.

23) Vor Erlassung wichtiger Verfügungen über das Schulwesen, soweit es sich um Unterricht in Religion und Sitte und um Förderung religiös-sittlicher Gesinnungs- und Handlungsweise handelt, sollen die Bischöfe gleichfalls gehört werden. Die Lehrbücher über Religionsunterricht bleiben ihrer Approbation unterworfen.

24) Das Eigenthumsrecht der katholischen Kirche an dem Gesammtcultusvermögen ist und war niemals in Zweifel gezogen. Bezüglich der Kirchenverwaltung bleibt es vorbehalten, das noch räthlich Scheinende anzuordnen.

25) Bei dem königlichen Oberaufsichtsrechte auf die Verwaltung des Kirchenvermögens (§. 75 der Beil. 2 der Verfassungsurkunde) hat es sein Verbleiben.

26) Die Kreisconcurrenzkasse für die Rentenüberschüsse vermöglicher Cultusstiftungen soll nach den Diöcesen ausgeschieden und von den Kreisregierungen hierüber gesonderte Rechnung geführt werden. Das Mass der Concurrenzleistung ist im Benehmen mit den Bischöfen festzustellen und in Hinsicht auf Verwendung der Concurrenzgelder den bischöflichen Anträgen möglichst zu entsprechen.

27) In Vornahme kirchlicher Bauten sollen die Kirchenbehörden nicht behindert sein: sie haben sich jedoch sachverständiger Techniker zu bedienen und die staatspolizeilichen Anordnungen einzuhalten. Nur kirchliche Bauten, bei welchen das Staatsärar in Concurrenz tritt, oder bei denen wegen streitiger Baupflicht die Thätigkeit der weltlichen Behörden ausgesprochen wird, haben sich nach den seitherigen Normen zu richten. Ebenso bleiben die bisherigen Anordnungen über Vorlage der Bauplätze zur allerhöchsten Genehmigung Seiner Majestät des Königs in voller Kraft.

Indem der Königlichen Regierung, Kammer des Innern, die vorstehenden allerhöchsten Bestimmungen mit dem Anfügen eröffnet werden, dass Se. Majestät der König der genauesten Darnachachtung — insolange als Allerhöchstdieselben nicht anders verfügen werden — sich versehen, ist nunmehr das Weitergeeignete zu verfügen.

München, den 8. April 1852.

gez. Dr. Ringelmann.

Diesen Erlass beantworteten die Bischöfe durch ein Schreiben an den König in dem sie „den Ausdruck des innigsten Dankes für jene huldvolle Gesinnung und für die in der genannten Instruktion gewährte mehrfache Berücksichtigung der Anträge der Denkschrift des Episcopates vom 20. Oct. 1850 ehrerbietigst“ darbringen, aber gleichzeitig „sofern dieselben [Erlass—Instruktion] die Rechte der katholischen Kirche noch nicht genügend anerkennen, die Verwahrung dieser Rechte vor Eur. Königl. Majestät ehrfurchtsvoll aussprechen. . .“ (Vering, Archiv l. c. N. F. II p. 401). In einer ausführlichen Denkschrift an den König vom 15. Mai 1852 werden die getroffenen Massnahmen einer Kritik unterworfen und die in der ersten Denkschrift ausgesprochenen Forderungen und Bitten wiederholt. (Vering, Archiv l. c. N. F. II p. 403—421). Die Regierung unterwarf dann wieder ihrerseits in einem den

Nr. 4789. (54). Baiern. 30. März 1852.

Kreisregierungen mitgetheilten Schreiben an die Bischöfe vom 9. Oct. 1854, diese Eingabe einer Kritik und wies die gestellten Forderungen thatsächlich, wenn auch in milder Form, zurück. Nur bezüglich der Pfarrconcursprüfungen gab sie den Wünschen der Bischöfe in der königl. Verordnung vom 28. Sept. 1854 nach. (S. diese wie auch das angeführte beachtenswerthe Schreiben der Regierung und andere auf die katholische Kirchenfrage in Baiern (1852—58) bezügliche Aktenstücke bei Vering, Archiv l. c. N. F. II p. 422 ff). — Abermals bot sich den Bischöfen eine Gelegenheit für die Wahrung der im Concordat anerkannten Rechte der Kirche einzutreten, als die Regierung dem Landtage ein Gesetz über das Volksschulwesen vorlegte (Oct. 1867), das auf dem Principe der Trennung der Schule von der Kirche beruhte. (S. diese Denkschriften und das Anerkennungsschreiben des Papstes Roskovány, Mon. VIII p. 360—424.)

Nr. 4790. (55.)

OBERRHEINISCHE KIRCHENPROVINZ[1]. Denkschrift des Episcopates der Oberrheinischen Kirchenprovinz an die betreffenden Regierungen. — Forderung der vollen Freiheit für die katholische Kirche. —

Ginzel, Archiv l. c. 2. Heft p. 250—274.

Nr. 4790 (55). Oberrhein. Kirchenprov. März 1851.

Brück, Die oberrheinische Kirchenprovinz etc. Mainz 1868 p. 293 ff. W. E. v. Ketteler, Das Recht und der Rechtsschutz der katholischen Kirche in Deutschland. Mainz 1854. (v. Linde), Deutsche Vierteljahrsschrift von Cotta. Jahrg. 1854. Lieber, In Sachen der Oberrheinischen Kirchenprovinz. Freiburg 1853. Friedberg, Grenzen l. c. p. 440 ff. Warnkönig, Ueber den Conflikt des Episcopats in der oberrheinischen Kirchenprovinz mit den Landesregierungen. Erlangen 1853. Derselbe in Schletters Jahrbüchern d. deutsch. Rechtswissenschaft. I p. 238 ff. (Bericht über etwa 30 denselben Gegenstand betreffende Schriften.)

Der Episcopat der oberrh. Kirchenprovinz richtete, da die Regierungen trotz mehrfach in den Kammern gestellter Motionen keine Neigung zeigten eine Aenderung in der Stellung der katholischen Kirche eintreten zu lassen, im März 1851 eine zu Freiburg gemeinsam beschlossene Denkschrift an die betreffenden Regierungen. Darin wird ausgesprochen: die Bischöfe hätten bei Gründung der oberrheinischen Kirchenprovinz „die so überaus bedeutende Minderung ihrer wichtigsten Rechte mit einer Geduld ertragen, wozu die frühere Kirchengeschichte wohl kaum ein Beispiel aufweisen dürfte. Sie gingen dabei unstreitig von der Ueberzeugung aus, dass nicht Mangel an Gerechtigkeitsliebe auf Seite der höchsten Staatsoberhäupter es sei, wodurch der Kirche ihre gebührende Stellung vorenthalten werde, sondern dass vielmehr die Zeitverhältnisse selbst eine Einsetzung der Kirchenvorsteher in den vollen Besitz ihrer geistlichen Amtsgewalt sehr erschwerten, und sie hielten es darum für gerathen, vor der Hand lieber das Unvermeidliche zu erdulden, als durch Schritte, welche die Einen beleidigen, den Anderen als unzeitig und allzuge-

[1]) Vergl. Nr. 4762—71 (27—36).

Nr. 4790 (55). Oberrhein. Kirchenprov. März 1851.

wagt erscheinen konnten, die Lage der Kirche nur noch zu verschlimmern, und dadurch mittelbar das Heil vieler Seelen noch mehr zu gefährden. Unterdessen hat aber der unaufhaltsame Gang der Ereignisse den Bischöfen dringend eine andere Handelnsweise vorgeschrieben. Es hat sich nämlich, und in letzterer Zeit sehr schnell und unverkennbar herausgestellt, dass unter dem Einflusse der bisher bestehenden Verhältnisse die katholische Kirche in Deutschland einen nicht zu berechnenden Schaden genommen hat, so zwar, dass, seitdem die Kirche die ihr als einer göttlichen, ihre Befugnisse aus göttlicher Vollmacht herleitenden Anstalt zukommenden Rechte entbehrt, die unter den Eindrücken einer solchen Wahrnehmung heranwachsende Generation allmählich auch den Glauben an die Kirche als göttlicher Anstalt verliert und zum Theile schon verloren hat. Es sind Erscheinungen zu Tage getreten, die nur zu sehr geeignet sind, auch den letzten Zweifel darüber zu zerstreuen, dass bei uns die katholische Kirche in ihrer dermaligen ihrem eigenen Begriffe und Wesen nicht entsprechenden äusseren Erscheinung, unter den Hemmungen, deren Beseitigung die Unterzeichneten in vorliegender Eingabe zu beantragen die Ehre haben werden, auf ihre Angehörigen im Grossen und Ganzen diejenige Einwirkung nicht bethätigen könne, welche nicht nur das wohlverstandene Interesse der bürgerlichen Ordnung selbst, sondern auch die Sicherung ihres eigenen dauernden Fortbestandes nothwendig erheischen . . . .“ „. . . . die allerh. und höchsten Regierungen werden es nicht verkennen, dass die kath. Kirche, ruhend auf dem in der Denkschrift hervorgehobenen unwandelbaren Fundamente göttlicher Mission, ruhend auf dem festen unerschütterlichen Bewusstsein, die Grundsätze ihrer Verfassung nicht minder als ihre Glaubens- und Sittenlehre durch göttliche Offenbarung empfangen zu haben, ihre Grundsätze, eben weil sie göttlichen Anordnungen entsprossen, niemals nach der Zeiten und Ereignisse Wechsel zu ändern im Stande ist, und dass daher die rechtlich wohlbegründete Existenz der katholischen Kirche im Staate einmal vorausgesetzt, jede Verständigung über ihre Beziehungen zu demselben nothwendig von der Anerkennung jener Gesetze der Kirche auszugehen habe.“ Die Wünsche und Forderungen welche die Bischöfe, unter steter Berufung auf die Beschlüsse der Würzburger Versammlung von 1848 aussprechen, werden in den Satz zusammengefasst „die vereinigten Bischöfe der oberrh. Kirchenprovinz fühlen sich durch die Verhältnisse wie durch ihre Pflicht gedrängt zu der ehrfurchtsvoll ausgesprochenen Anforderung, dass es den allerhöchsten und höchsten Regierungen gefallen wolle, diese Grundprincipien [i. e. der katholischen Kirche] als solche anzuerkennen, und unter Abrufung aller seit der Saecularisation des Jahres 1803 erlassenen, dieselben vielfach beeinträchtigenden Gesetze, vor Allem des Edictes vom 30. Januar 1830 solche gesetzliche Bestimmungen zu treffen, welche das Recht der katholischen Kirche nach göttlichen Anordnungen ihres Gründers zu bestehen und frei zu wirken, gehörig berücksichtigend, hemmenden Einwirkungen in die bisher entwickelten Grundlinien der Rechte der Kirche in Ordnung und Verwaltung ihrer Angelegenheiten fürder keinen Raum lassen.“ Sie erklären dann weiter „dass der christliche Staat neben der Pflicht, Hindernisse, welche die katholische Kirche in der Ausübung ihrer Rechte stören könnten, zu beseitigen, auch die andere habe, ihr diejenigen Mittel zu gewähren, welche zur Erreichung ihrer Zwecke wesentlich nöthig seien . . .“, und beanspruchen unter Berufung auf die im §. 35 des Reichs-Dep.-Haupts. verheissene feste und sichere Ausstattung aus den Gütern der eingezogenen Stifter, Abteien und Klöster „. . . die freie selbstständige Verwaltung dieses auszuscheidenden Dotationsfondes, sowie überhaupt alles kath.

Nr. 4790 (55). Oberrhein. Kirchenprov. März 1851.

Kirchen- und Stiftungsvermögens . . .". — Gegenüber diesem gemeinsamen Schritte des Episcopates beschlossen die Regierungen der Kirchenprovinz auch ihrerseits gemeinsam vorzugehen. Doch erst im Februar 1852 traten ihre Gesandten zu Vorbesprechungen in Carlsruhe zusammen. Preussen, wegen der Hohenzollern'schen Lande gleichfalls aufgefordert, lehnte jede Betheiligung ab. Gleichzeitig damit versammelten sich die Bischöfe abermals in Freiburg und erklärten in einem Memorandum (Nr. (56)) unerschütterlich an ihren Forderungen festzuhalten. — Gegen Ende des Jahres wurden die Besprechungen in Carlsruhe wieder aufgenommen. Man verständigte sich nun über ein Antwortschreiben an die Bischöfe, (S. Nr. (57)) und beschloss die Erlassung einer landesherrlichen Verordnung (S. Nr. (58)), welche die vom 30. Januar 1830 in einigen wenigen Punkten modificirte.

Nr. 4791. (56.)

OBERRHEINISCHE KIRCHENPROVINZ. Memorandum des Episcopates an die betreffenden Regierungen. — Erneute Versicherung an den ausgesprochenen Forderungen unerschütterlich festzuhalten. —

Roskovány, Mon. IV p. 796 ff.

Nr. 4791 (56). Oberrhein. Kirchenprov. 10. Feb. 1852.

Bald sind zwölf Monate verflossen, seit die Unterzeichneten sich erlaubt haben, mittelst einer ausführlichen Collectiv-Denkschrift vom Monat März v. J. die Aufmerksamkeit der allerhöchsten und höchsten Regierungen der zur oberrh. Kirchenprovinz vereinigten deutschen Bundesstaaten auf die dringende Nothwendigkeit der Herstellung der der Kirche nach dem Willen ihres göttlichen Stifters zukommenden und für die volle Entfaltung ihrer segensreichen Lebensthätigkeit schlechterdings erforderlichen Selbstständigkeit hinzulenken und die hierbei in Betracht kommenden wichtigeren Punkte mit pflichtmässigem Freimuthe zu bezeichnen. Mit lebhaftestem Verlangen haben dieselben während dieser ganzen langen Zeit einer sie zufriedenstellenden Eröffnung der Regierungen entgegengeharrt. Allein diese Erwartung ging bis jetzt nicht in Erfüllung. Ihr Schmerz darüber musste um so grösser sein, je inniger sie überzeugt waren und sind, nichts beantragt zu haben, was nicht von dem göttlich gegebenen Standpunkte der Kirche aus als consequente Folgerungen aus dem Wesen und dem Zwecke ihrer Mission, nach den Normen des öffentlichen Rechtes als vollkommen verbürgte Reclamationen und für die Erwägungen einer wahrhaft einsichtsvollen Politik, als im wohlverstandenen Interesse des Staates selbst liegende Postulate anzuerkennen eine unbefangene Würdigung sich gedrungen fühlen dürfte . . . . . Demgemäss sind die Unterzeichneten hier zu gemeinsamer Besprechung und Amtshandlung zusammengetreten. Sie haben die erhebende Genugthuung gehabt, sich sofort in der einmüthigen Gesinnung zu begegnen, wie von ihnen Alles aufzubieten, Nichts zu scheuen sei, um eine endliche gründliche Verbesserung des

Nr. 4791 (56). Oberrhein. Kirchenprov. 10. Feb. 1852.

mehr oder minder unbefriedigenden Verhältnisses zu erzielen, in welches sie mit schmerzlichstem Bedauern die Kirche hinsichtlich ihrer Beziehungen zum Staate in den die oberrheinische Kirchenprovinz bildenden Ländern noch immer gesetzlich gebannt finden. Sie haben aber auch zu ihrer aufrichtigen Freude eben so in der Ansicht übereingestimmt, dass die Hoffnung auf die Erlangung einer geneigten Würdigung ihrer Reclamationen und Anträge, einer die beiderseitigen ohnehin auf Ein und Dasselbe Endziel hingewiesenen Rechte und Interessen befriedigenden einverständlichen Erledigung der eingereichten Denkschrift, welche die Unterzeichneten und alle mit der Kirche und dem Staate es ungeheuchelt Wohlmeinenden so sehnlich wünschen, noch nicht ganz aufgegeben und also auch nicht unter dieser höchst betrübenden Voraussetzung das fernere Benehmen des Episcopates der Oberrheinischen Kirchenprovinz berathen und bemessen werden müsse. In dieser Ansicht haben die Unterzeichneten sich gern durch den, wie sie nun vernommen, gerade jetzt stattfindenden Zusammentritt der Regierungen zu gemeinschaftlicher commissarischer Berathschlagung über die unterbreitete Denkschrift vom März v. J. bestärken lassen. Eben dieser Zusammentritt veranlasst denn auch die Unterzeichneten, sich nochmals vertrauensvoll an die Regierungen zu wenden und mit all der Loyalität, welche getreuen Unterthanen, aber auch mit all dem Freimuthe, welcher Nachfolgern der Apostel geziemt, um die endliche Gewährung der nachgesuchten gesetzlichen Verbesserung der Lage der Kirche in den Punkten zu bitten, welche sie in ihrer Denkschrift zu bezeichnen die Ehre gehabt hatten. Sie erkennen nämlich einerseits dankbar an, dass eine vorgängige kommissarische Benehmung der Regierungen eine zweckfördernde Massnahme sei; sie fühlen sich aber auch anderseits zu der rückhaltlosen Erklärung gedrungen, dass sie dies nur in dem Falle sein wird, wenn dieselbe wirklich in Bälde zu einer der göttlichen Autonomie der Kirche vollkommen Rechnung tragenden, die seitherigen auf länger schlechterdings nicht mehr erträglichen Uebelstände in der einschlägigen Staatsgesetzgebung principiell und faktisch gänzlich beseitigenden Abhilfe führen wird. Die Unterzeichneten erlauben sich, hieran die Erinnerung zu schliessen, dass es sich nicht um die Hebung von einzelnen Misslichkeiten, wie sie auch bei conkordatsmässiger Regelung des Verhältnisses zwischen Kirche und Staat hier und da sich finden können, sondern um die Abschaffung eines ganzen principienhaft aufgestellten Systemes handelt, dessen reelle und consequente Handhabung den vollständigen Ruin der Kirche in der Provinz herbeiführen müsste und würde; dessen gesetzlicher Bestand auch für jene Bisthümer, welche sich eines milden Vollzugs desselben zu erfreuen haben, eine fortwährende höchst drohende Gefährdung ist; dessen Beseitigung daher auch vom Standpunkte der Unterzeichneten aus nicht als ein reines, wenn auch noch so wichtiges Verfassungsinteresse der Kirche, sondern eben so sehr als eine Pflicht der Fürsorge für die Erhaltung des katholischen Glaubens erscheinen muss. Um so mehr dürften die Regierungen bei ihrer Entschliessung die Ueberzeugung mitbestimmend werden lassen, dass die Unterzeichneten nichts Anderes suchen, als einer heiligen Gewissenspflicht nachzukommen, deren Ver-

nachlässigung, wie sie durch nichts entschuldigt werden könnte, so den Verlust ihres ewigen Seelenheiles nach sich ziehen müsste, an deren treue Erfüllung bis zum letzten Lebenshauche sie also auch Alles entschieden und nachhaltig zu setzen entschlossen sind, ohne Rücksicht auf widerstrebende noch so theuere Gefühle, ohne Bangen vor den beweinenswerthen Folgen eines tiefgreifenden Zwiespaltes zwischen der Kirchen- und Staatsgewalt, Folgen, unter welchen zwar die Kirche, wie Vieles, sehr Hartes zu leiden haben kann, die aber, wie dieselben von ihrem Herrn und Meister in untrüglicher Verheissung versichert sind, zuletzt doch, sei es auch lange nach ihrem Ableben, zum Heile der Sache Gottes ausschlagen müssen. Die Unterzeichneten mögen sich übrigens dem quälenden Gedanken einer solchen Gestaltung der Dinge, um deren Fernhaltung sie täglich zu Gott beten werden, die aber eintreten müsste, wenn wider Erwarten ihren gerechten Reclamationen nicht baldigst genügend entsprochen würde, nicht weiter zuwenden; sie wissen, dass die Regierungen keinen Grund haben, ihnen nicht bereitwillig eine ungehemmte freudige Erfüllung ihrer schweren Amtspflichten nach deren vollem Umfange zu gönnen und zu ermöglichen; sie halten sich überzeugt, dass sie nicht vergeblich ihre bittende Stimme erheben, nicht vergeblich den den Regierungen mit ihnen gemeinsamen Glauben an die göttliche Majestät des Stifters der Kirche, den unermesslichen noch heute nicht erschöpften Segen der so viele Jahrhunderte hindurch entfalteten Wirksamkeit derselben, ihr uraltes erst in neuerer Zeit aus Liebe zu Theorien, deren Verfehltes, ja Verderbliches von allen Denkenden der Gegenwart erkannt und beklagt wird, in bedauerlichster Täuschung verkümmertes heiliges Recht, den ruhm- und lohnreichen Vorgang der beiden grössten Deutschen Staaten in der erspriesslichen Regelung der in Frage begriffenen Verhältnisse, von welchen Staaten der eine, das Königreich Preussen, nunmehr zu den bei der oberrheinischen Kirchenprovinz Betheiligten zählt, die gerechten Erwartungen des heiligen Stuhles und die unzweideutigen heissen Wünsche so vieler Tausende treugesinnter katholischer Unterthanen, und endlich das unvergängliche Verdienst einer willfährigen Entschliessung für die göttliche Sache anrufen und in Erinnerung bringen, welche zu vertreten sie unter der aufmunternden Zustimmung der Regierungen seiner Zeit die verantwortungsvolle Aufgabe erhalten und übernommen haben. . . . .

Freiburg, den 10. Februar 1852.

Hermann, Erzbischof von Freiburg. — *Peter Josef*, Bischof von Limburg. — *Josef*, Bischof von Rottenburg. — *Christoph Florentius*, Bischof von Fulda. — *Wilhelm Emanuel*, Bischof von Mainz. —

Nr. 4792. (57.)

OBERRHEINISCHE KIRCHENPROVINZ. Schreiben der Regierungen an die betreffenden Bischöfe der Kirchenprovinz. — Beantwortung der bischöflichen Eingaben. —

Roskovány, Mon. IV p. 815 f.

[Auszug.]

Nr. 4792 (57). Oberrhein. Kirchenprov. 5. März 1853. (Baden.)

Eine Entschliessung auf die von dem Herrn Erzbischof und den Herren Bischöfen der Oberrheinischen Kirchenprovinz an sämmtliche Regierungen der zur Errichtung dieser Kirchenprovinz vereinten Staaten gerichtete Denkschrift vom März 1851 konnte bisher aus dem Grunde nicht erfolgen, weil derselben nothwendig Verhandlungen unter den Regierungen der genannten Staaten über die von den Herren Bischöfen gestellten Anträge vorausgehen mussten. Die diesfallsige Berathung und Verständigung unter den betheiligten Regierungen hat sich gegen den Wunsch der grossherzogl. Regierung verzögert, und sie bedauert, erst jetzt in der Lage zu sein, eine den ganzen Umfang der Denkschrift umfassende Antwort ertheilen zu können. Wenn bei den Beschlussnahmen der betheiligten Regierungen das Bestreben leitend war, den von den Herren Bischöfen kundgegebenen Wünschen nach einer freiern Bewegung der Kirche in ihrem Gebiete möglichst entgegenzukommen, und dieser eine grössere Selbstständigkeit in der Ordnung und Verwaltung ihrer Angelegenheiten, welche von ihr in Anspruch genommen wird, um nach jeder Seite hin ungehindert für die Pflege des religiösen und sittlichen Lebens im Volke wirken und sonach ihre Sendung erfüllen zu können, zu gewähren: so durfte auf der andern Seite nicht ausser Acht gelassen werden, dass auch die Lenker der Staaten Rechte und Pflichten haben, die aus ihrer ebenfalls auf göttlicher Anordnung beruhenden Mission sich ergeben, und vermöge welcher dieselben da ihrer Einwirkung nicht entsagen können, wo die Kirche in staatliche oder bürgerliche Verhältnisse eingreift, sich demnach nicht blos auf dem ihr eigenthümlichen Gebiete bewegt. Unvermeidlich aber ist es, dass die Kirche in ihren äussern Erscheinungen in dem staatlichen und bürgerlichen Leben auftreten muss, und auf dieses Leben Einfluss übt, gleichwie auch sie dem Einflusse des staatlichen und bürgerlichen Lebens ausgesetzt ist; eben darum müssen die gegenseitigen Beziehungen zwischen Staat und Kirche, über welche zunächst die Regierungen zu wachen haben, in einer Weise geordnet werden, die nicht nur der Würde des Staates wie der Kirche entspricht, sondern auch dem Staate keine Hemmnisse in der Förderung des allgemeinen Besten und der öffentlichen Wohlfahrt bereitet. Dass die Staats- und Kirchengewalt zur Erreichung der von ihnen gemeinsam angestrebten höhern Zwecke Hand in Hand gehen möchten, wird aufrichtig gewünscht; nie kann dies jedoch in Erfüllung gehen, wenn für alle Gebiete des kirchlichen Lebens eine

Nr. 4792 (57). Oberrhein. Kirchenprov. 5. März 1853. (Baden).

völlige Unabhängigkeit von der staatlichen Gewalt verlangt wird, wesshalb jede Regierung wie berechtigt, so verpflichtet erachtet werden muss, den darauf zielenden Anforderungen entschieden entgegenzutreten. Von den angedeuteten Gesichtspunkten, welche die grossherzogliche Regierung niemals aufgeben kann und wird, ausgehend, ertheilen wir mit allerh. Ermächtigung vom 1. März l. J. Ew. Exc. auf die in der bischöflichen Denkschrift enthaltenen Anträge nachstehende Entschliessungen, wobei wir von einer Entgegnung auf die in der Einleitung der Denkschrift aufgestellten Behauptungen, deren Richtigkeit wir in ihrer Allgemeinheit nicht anzuerkennen vermögen, absehen. . . . [Hierauf werden die Forderungen der Bischöfe im Einzelnen besprochen und angegeben, welche derselben erfüllt, welche zurückgewiesen werden müssten]. . . .

Karlsruhe, den 5. März 1853.

Der Minister für Kirchen- und Schulangelegenheiten.

Die Antwortschreiben stimmten in allen wesentlichen Punkten mit einander überein. (S. das Würtembergische in der Augsburger Allgemeinen Zeitung Jahrgang 1853 Nr. 69.)

Nr. 4793. (58.)

OBERRHEINISCHE KIRCHENPROVINZ. Verordnung der bei der Oberrheinischen Kirchenprovinz betheiligten Staaten bezüglich des Schutz- und Aufsichtsrechtes über die kath. Kirche.

A. **Würtemberg.** Königliche Verordnung.

Regierungsblatt Jahrg. 1853 p. 49 ff.

Wilhelm, von Gottes Gnaden König von Würtemberg.

Nr. 4793 (58). Oberrhein. Kirchenprov. 1. März 1853.

Nachdem wir Unsere Verordnung vom 30. Januar 1830 in Betreff der Ausübung des oberhoheitlichen Schutz- und Aufsichtsrechtes über die katholische Kirche einer Revision unterworfen und in Folge dessen beschlossen haben, einige Bestimmungen derselben abzuändern, so verordnen Wir hiermit, im Einverständniss mit den übrigen bei der oberrheinischen Kirchenprovinz betheiligten Regierungen, nach Anhörung Unseres Geheimen Rathes wie folgt:

§. 1. An die Stelle der §§. 4, 5, 9, 18, 19, 25 und 27 der Verordnung vom 30. Januar 1830 treten nachstehende Bestimmungen. || §. 2 (anstatt §. 4). Die von dem Erzbischof, dem Bischof und den übrigen kirchlichen Behörden ausgehenden allgemeinen Anordnungen und Kreisschreiben an die Geistlichkeit und Diöcesanen, wodurch dieselben zu etwas verbunden werden sollen, was nicht ganz in dem eigenthümlichen Wirkungskreise der Kirche liegt, so wie

auch sonstige Erlasse, welche in staatliche oder bürgerliche Verhältnisse eingreifen, unterliegen der Genehmigung des Staates. Solche allgemeine kirchliche Anordnungen und öffentliche Erlasse, welche rein geistliche Gegenstände betreffen, sind der Staatsbehörde gleichzeitig mit der Verkündigung zur Einsicht mitzutheilen. | §. 3 (anstatt §. 5). Alle päpstlichen Bullen, Breven und sonstigen Erlasse dürfen nur von dem Bischof und nur unter den Voraussetzungen des §. 2 verkündet und angewendet werden. | §. 4 (anstatt §. 9). Provinzialsynoden, auf welchen Gegenstände, die des landesherrlichen Placet bedürfen, zur Beschlussfassung gebracht werden sollen, können nur nach vorheriger Anzeige an die Regierungen der vereinten Staaten, welche denselben Commissäre beizuordnen sich vorbehalten, stattfinden. | Die gefassten Beschlüsse unterliegen den obigen Bestimmungen hinsichtlich des landesherrlichen Placet. §. 5 (anstatt §. 18). Diöcesansynoden, auf welchen Gegenstände, die des landesherrlichen Placet bedürfen, zur Berathung oder Beschlussfassung gebracht werden sollen, können von dem Bischof nur nach vorheriger Anzeige an die Landesregierung, welche sich vorbehält, landesherrliche Commissäre dazu abzuordnen, zusammenberufen werden. | Die gefassten Beschlüsse unterliegen den obigen Bestimmungen hinsichtlich des landesherrlichen Placet. || §. 6 (anstatt §. 19). Der Verkehr der Angehörigen der katholischen Kirche mit dem Kirchenoberhaupte ist ungehindert; jedoch sind bei allen, die kirchliche Verwaltung betreffenden Gegenständen die aus dem Diöcesan- und Metropolitanverbande hervorgehenden Verhältnisse jederzeit zu berücksichtigen. | §. 7 (anstatt §. 25). In jedem der vereinten Staaten wird die Einrichtung getroffen werden, dass die Candidaten des katholischen geistlichen Standes entweder ihre theologische Bildung an einer mit der Landesuniversität zu vereinigenden katholisch-theologischen Fakultät, in Verbindung mit einer Anstalt für die gemeinsame Verpflegung und Erziehung der Zöglinge, erhalten, oder durch Stipendien in den Stand gesetzt werden, eine Universität in der Kirchenprovinz zu besuchen. | So lange dieses in einzelnen Staaten nicht ausführbar ist, wird daselbst für die zweckmässige Bildung der Candidaten in anderer angemessener Weise Fürsorge getroffen werden. || §. 8 (anstatt §. 27). Vor der Aufnahme in das Priesterseminar müssen die Candidaten in einer von der bischöflichen Behörde anzuordnenden und zu leitenden Prüfung gut bestanden sein. | Dieser Prüfung wohnt ein landesherrlicher Commissar bei, welcher sich die Ueberzeugung zu verschaffen hat, dass die Candidaten den Gesetzen und Vorschriften des Staats Genüge geleistet haben, und nach Betragen und Kenntnisse des Aufnahme würdig sind. | Die Aufnahme geschieht durch die bischöfliche Behörde. Sie darf nach etwa erhobener Einsprache des landerherrlichen Commissars in so lange, als dieselbe nicht durch die zuständige Staatsbehörde beseitigt ist, nicht erfolgen. Den Aufgenommenen wird der landesh. Tischtitel ertheilt.

Stuttgart, 1. März 1853.

Wilhelm.

Wächter-Spittler. Maucler.

Nr. 4793 (58). Oberrhein. Kirchenprov. 1. März 1853.

B. Bekanntmachung der gleichlautenden Verordnung in Baden, Hessen-Darmstadt u. Nassau im März 1853.

Churhessen, das an den späteren Conferenzen nicht mehr theilnahm, unterliess auch die Publication der Verordnung. Dem Oberrheinischen Episcopat genügten die gemachten Concessionen in keiner Weise. Schon unter dem 12. April 1853 übergaben desshalb die Bischöfe ihren Regierungen den nachfolgenden, gemeinsam beschlossenen Protest.

Nr. 4794. (59.)

OBERRHEINISCHE KIRCHENPROVINZ. Protest der Bischöfe gegen die landesherrliche Verordnung. — Ankündigung des thatsächlichen Vorgehens. —

Roskovány, Mon. IV p. 811 f.

Nr. 4794 (59). Oberrhein. Kirchenprov. 12. April 1853.

Die unterzeichneten Erzbischöfe und Bischöfe der Oberrheinischen Kirchenprovinz beehren sich, den allerhöchsten und höchsten Regierungen, welche ihnen auf die vor etwas über zwei Jahre eingereichte Denkschrift unterm 5. v. M. eine Entschliessung ertheilt haben, die ehrerbietige Anzeige zu machen, dass sie unterm 6. d. M. zu einer heute beendigten Berathung in Betreff der erhaltenen Eröffnung zusammengetreten sind. Die Bischöfe konnten keinen Augenblick zweifelhaft sein, welche Handlungsweise ihnen für die Zukunft obliege; das Resultat ihrer vorjährigen Conferenz gab ihnen desshalb Maass und Ziel: sie finden sich nunmehr auf den Standpunkt unausweichlich hingetrieben, wo sie, wie bereits der unterzeichnete Erzbischof seiner allerhöchsten Regierung erklärt hat, ihr Verhalten nach dem apostolischen Ausspruche zu bestimmen haben: Man muss Gott mehr als den Menschen gehorchen! Die Bischöfe erachten es aber für geboten, nicht blos das Princip zu bezeichnen, von welchem sie fortan bei Ausübung ihres heiligen Amtes sich werden leiten lassen; sondern auch ausführlich die Gründe zu entwickeln, aus welchen sie sich, wie berechtigt, so verpflichtet erkennen, inskünftig nur mehr das Dogma und das darauf beruhende Verfassungsrecht ihrer heiligen Kirche als normirend für ihre Amtsverwaltung zu betrachten; den Vorschriften und Anordnungen aber, welche die allerhöchsten und höchsten Regierungen in Bezug auf die katholische Kirche bisher geltend gemacht und auch fernerhin geltend zu machen beschlossen haben, auf das Entschiedenste entgegen zu treten; — Vorschriften und Anordnungen, die auf einem Systeme beruhen, welches wiederholt von dem Oberhaupte der Kirche als ein ganz und gar widerkatholisches und widerrechtliches nachdrücklichst und feier-

Nr. 4794 (59). Oberrhein. Kirchenprov. 12. April 1853.

lichst verworfen worden ist, und welches eben darum als ein schlechthin unstatthaftes betrachtet werden muss. || Die Bischöfe hoffen in einigen Wochen die erforderlichen Ausarbeitungen vollendet zu haben, alsdann den allerhöchsten und höchsten Regierungen eine weitere geziemendste Vorlage zu machen. Wie sie schon jetzt für dieselbe eine wohlwollende und unbefangene Würdigung erbitten: so verwahren sie sich auch im Voraus gegen alle und jede Verantwortlichkeit für die Folgen, welche sich aus dem tiefeingreifenden Gegensatze zwischen den von den allerhöchsten und höchsten Regierungen ausgesprochenen und den von den Bischöfen zu befolgenden Grundsätzen ergeben dürften. | Die Unterzeichneten schliessen diese ihre vorläufige Erklärung mit der ehrerbietigen Versicherung, dass sie unter allen Umständen die ihren allerhöchsten und höchsten Souverains schuldige Unterthanentreue mit derselben unerschütterlichen Standhaftigkeit bewähren werden, mit welcher sie ihre bischöflichen Pflichten in Ansehung der Vertheidigung des Glaubens und der Verfassung ihrer heiligen Kirche bis zum letzten Athemzuge zu erfüllen hoffen. — So haben sie es Gott dem Allmächtigen gelobt und in seinem Namen werden sie ihre Hilfe finden.“

Freiburg, 12. April 1853.

[Die Unterschrift der Bischöfe.]

Dieser Protest wurde von Seite der Regierungen in energischer Weise zurückgewiesen. In dem Schreiben des Würtembergischen Ministeriums an den Bischof von Rottenburg vom 19. April 1853 wird ausgesprochen „und zwar ist das Princip — von welchem die Bischöfe bei Führung ihres Amtes sich von nun an werden leiten lassen — nach Wortlaut und Geist der erwähnten Eingabe, kein anderes, als das des entschiedensten Widerstandes gegen Normen, deren Rechtsbestand nicht nur in der inneren Natur der Verhältnisse von Staaten mit confessionell gemischter Bevölkerung, sondern auch in Deutschland im Allgemeinen, so wie in Würtemberg im Besonderen, in Gesetz und langjährigem Herkommen begründet ist. . . . . . Seine Majestät wissen eine Ankündigung der Nichtachtung der Staatsgesetze, wie sie jene Eingabe unverhüllt an den Tage lege, mit der am Schlusse derselben beigefügten Versicherung unerschütterlicher Standhaftigkeit in der schuldigen Unterthanentreue nicht in Einklang zu bringen. Jedenfalls aber fühlen sich Höchstdieselben gedrungen, hierauf Ihrerseits unumwunden zu erklären, dass wenn von irgend wem der Versuch gemacht werden sollte, Grundsätzen thatsächliche Folge zu geben, welche mit den, von dem Herrn Bischofe ausdrücklich beschworenen Staatsgesetzen und der Landesverfassung im schneidendsten Widerspruch stehen, Höchst Sie von der Ihnen von Gott verliehenen Gewalt den Gebrauch machen, welchen die Erfüllung ihrer Regentenpflichten erheische.“ (Friedberg, Grenzen l. c. Beilage XI).

Nr. 4795. (60.)

OBERRHEINISCHE KIRCHENPROVINZ. Aus der Denkschrift des Episcopates an die betreffenden Regierungen. — Begründung des Protestes gegen die landesherrliche Verordnung. —

Roskovány, Mon. IV p. 812—838.

Nr. 4795 (60). Oberrhein. Kirchenprov. 18. Juni 1853.

In dem Bisherigen haben wir nun die Rechte, Interessen und Forderungen der Kirche mit pflichtmässigem Freimuthe erörtert. Es wird daraus zur vollen Genüge hervorgehen, dass die Bischöfe bei ihren Forderungen lediglich bestimmte, positiv begründete Rechte und diese nur insoweit geltend machen, als sie dazu durch strengste Pflicht verbunden sind. Diesen ihren Ansprüchen steht weder ein wahres Interesse, noch ein wirkliches Recht der Staaten und der Regenten im Wege; sondern nur ein administratives System, welches in den Zeiten der Auflösung des Reiches unter dem Einflusse unkirchlicher Meinungen entstanden allmälig in der Praxis und auch in einer Reihe von Regierungsverordnungen, namentlich in der Verordnung vom 30. Januar 1830 sich Geltung verschaffte. Wenn sonach in mehreren Ländern der oberrhein. Kirchenprovinz ein tiefgreifender Zwiespalt zwischen dem Staate und der Kirche besteht, so tragen nicht die Bischöfe die Schuld dieses traurigen Zustandes. Er ist vielmehr offenbar die bittere Frucht jener verderblichen Maximen, welche es zulässig erscheinen liessen, dass durch einseitige Regierungsverordnungen den Bischöfen in dieser Provinz Grundsätze und Vorschriften aufgenöthigt wurden, die das Oberhaupt der Kirche beharrlich als ganz unkatholisch verworfen hatte, und deren Verwirklichung eben darum die landesväterliche Absicht der allerh. Souveräns, ihre neugewonnenen katholischen Unterthanen durch eine befriedigende Ordnung ihrer kirchlichen Verhältnisse zu bleibendem Danke zu verpflichten, nothwendig beeinträchtigen musste. || Die Bischöfe suchen und wünschen noch heute wie von Anfang den Frieden und glauben in den vorausgegangenen Erklärungen auf's Neue bekundet zu haben, wie sehr ihnen eine friedliche Lösung der obschwebenden Differenzen am Herzen liegt. Sie sind jedoch ausser Stand, ihrer Liebe zu einem einträchtigen Verhältnisse mit den Regierungsbehörden die von ihnen dargelegten Ueberzeugungen und Grundsätze irgendwie zum Opfer zu bringen. Sie sind katholische Bischöfe, und als solche müssen sie sich eben so an die Lehre und Verfassung der katholischen Kirche halten, wie sie sich als Unterthanen an die Gesetze und Verfassung der Staaten, denen sie angehören, zu halten haben und gerne halten. Diese ihre doppelte Stellung ist zu evident gegeben, als dass sie hätte verkannt oder gar bestritten werden dürfen. Die Bischöfe haben nie vergessen und werden nie vergessen, dass sie ihren allergn. Souveräns Treue und den Staatsgesetzen den allgemeinen staatsbürgerlichen Gehorsam geschworen haben: aber diesem Eide konnten und können sie niemals eine Verbindlichkeit über jene selbstverständlichen Grenzen hinaus zugestehen,

welche ihm das Gebot Gottes und der heilige Schwur zieht, mit dem die Unterzeichneten als Bischöfe, ja schon als Christen dem allgemeinen Vater der Christenheit und den unantastbaren Gesetzen ihrer Kirche zur Treue und zum Gehorsam verpflichtet sind. Die menschlichen Gesetze müssen nach den göttlichen bemessen, nie aber dürfen jene über diese gestellt werden. Wer das gegentheilige Princip statuiren wollte, der würde nicht mehr auf dem Boden der christlichen Religion stehen. Die Bischöfe mögen nicht glauben, dass sie etwas der Art von Seiten ihrer Regierungen zu befürchten haben sollten. Sie können darum auch nicht denken, dass man ihrem Gewissen in unerhörter Weise Gewalt anthun und sie nöthigen wolle, das Heil ihrer unsterblichen Seele um desswillen dahin zu geben, weil man in ihren Territorien das nicht als vereinbar mit den Rechten des Staates leiden will, wessen die Kirche gemäss der Lehre und den Anordnungen des Sohnes Gottes zu ihrem eigenthümlichen Bestande schlechterdings bedarf; was sie in Deutschland früher unbestritten gehabt hat; was die vertragsmässigen Bullen „Provida solersque“ und „Ad Dominici gregis custodiam“ unzweideutig stipuliren; was ihr fast ganz, selbst in einem Staate der oberrheinischen Kirchenprovinz eingeräumt ist; und was eine solche Fülle innerer Wahrheit und Berechtigung in sich trägt, dass es auf die Dauer unmöglich bestritten und vorenthalten werden kann.

Wie immer übrigens die fernere Entwicklung der Sache sich gestalten möge: die Bischöfe werden der Stimme ihres Gewissens unerschrocken folgen, die Zuversicht auf Gott, das Vertrauen auf die Weisheit und Gerechtigkeitsliebe ihrer Souveräns unerschütterlich festhalten, und in dem Bewusstsein, eine unabweisbare heilige Pflicht nach bester Erkenntniss erfüllt zu haben, ihre Beruhigung und Zufriedenheit finden. Von selbst versteht es sich, dass die Bischöfe sich bereitwilligst allen Vorschriften und Anordnungen des heiligen Vaters unterwerfen werden, falls es die Regierungen für gut finden sollten, dergleichen zu veranlassen. Der heilige Vater möge in seiner Weisheit beschliessen, was er als recht und nothwendig erkennt, die Bischöfe werden zu gehorchen wissen, und sich aufrichtig freuen, wenn durch ein glückliches Einvernehmen zwischen dem apostolischen Stuhle und den Regierungen Differenzen zur Lösung gebracht würden, deren längere Fortdauer weder im Interesse der Kirche noch des Staates liegen kann. . . . . .

Freiburg, 18. Juni 1853.

Hermann, Erzbischof von Freiburg. — *Peter Josef*, Bischof von Limburg. — *Josef*, Bischof von Rottenburg. — *Christoph Florentius*, Bischof von Fulda. — *Wilhelm Emanuel*, Bischof von Mainz.

In der Denkschrift vom 18. Juni 1853, aus welcher der charakteristische Schluss oben mitgetheilt wurde, geben die Bischöfe zuerst eine Uebersicht der Geschichte der katholischen Kirche in der oberrhein. Kirchenprovinz und reclamiren dann die in der ersten Denkschrift gestellten Forderungen als schon bestehende und durch die geltenden Rechtsquellen gewährleistete

Nr. 4795 (60). Oberrhein. Kirchenprov. 18. Juni 1853.

Rechte der Kirche. „Dieser Rechtsbestand" beruhe, wie weitläufig ausgeführt wird, a) „auf einem unvordenklichen Besitzstand", b) „auf der ausdrücklichen Anerkennung der deutschen Reichsgesetze, insbesondere des westphälischen Friedens und Reichsdeputationshauptschlusses", c) auf der Bulle Provida solersque und ad Dominici gregis, welche ihrem vollen Inhalte nach als geltend angenommen werden. —

Durch diese Denkschriften war den Staaten eine Art Ultimatum gestellt, dessen Nichtannahme einen Konflict zur unmittelbaren Folge haben musste. In Würtemberg ward dieser nur dadurch vermieden, dass die Regierung den bisher festgehaltenen Standpunkt nach kurzem Zögern aufgab und mit dem Bischof von Rottenburg in Verhandlungen trat, welche zum Abschlusse einer Convention 12./16. Januar 1854 führten (S. Archiv für katholisches Kirchenrecht Bd. VI p. 471 ff.). Diese behielt jedoch einen blos präliminaren Charakter, weil Rom, das den Abschluss eines Concordates mit den Staaten der oberrheinisehen Kirchenprovinz wünschte, die Bestätigung verweigerte. Daran schlossen sich dann Verhandlungen mit der Curie, deren Resultat der Abschluss eines förmlichen Concordates (8. April 1857) gewesen ist. In Baden, wo der Erzbischof von Freiburg, von der Annahme ausgehend, seine Forderungen beständen schon als wirkliches Recht, thatsächlich vorging, während anderseits die Regierung an der bisherigen Ordnung der Dinge als einer zu Recht bestehenden festhielt, kam der Konflict am vollständigsten zum Ausbruch. Es liegt unserem Zwecke ferne im Einzelnen den Verlauf desselben zu schildern, in welchem es auf der einen Seite zu polizeilichen und gerichtlichen Zwangshandlungen, auf der andern Seite zu Excommunikationen gegen den katholischen Oberkirchenrath und andere Beamte kam, welche in pflichtgemässem Gehorsame die Anordnungen der Staatsgewalt ausführten. Schon nach wenig Monaten des Kampfes verliess auch hier die Regierung den bisher behaupteten Standpunkt und suchte auf dem Wege der Verhandlungen erst mit dem Erzbischof dann mit dem römischen Stuhle (Mai 1854) wenigstens einen vorläufigen Friedensstand zu erreichen. (S. Denkschrift der Regierung Friedberg, Grenzen l. c. Beilage XV, und die Antwortnote Antonellis bei Brück l. c. p. 395 ff.). Als dieser vereinbart war (Septbr. 1854), glaubte die Regierung auch die definitive Ordnung der Verhältnisse auf demselben Wege bewirken zu sollen. Diese Verhandlungen begannen Mitte 1855 und führten am 28. Juni 1859 zum Abschluss des Concordates. (Die ausführlichste, doch einseitige und befangene Darstellung des badischen Konflictes giebt Brück l. c. p. 320—360. 391—425. Vgl. namentlich auch Friedberg Grenzen l. c. p. 454 ff. und Ueber den badischen Kirchenstreit Karlsruhe 1869). — Die Hessen-Darmstädtische Regierung, welche einen Konflict durch sehr milde Handhabung der bestehenden Verordnungen und durch hinhaltende Versprechungen zu vermeiden wusste, schloss am 23. August 1854 mit dem Bischof von Mainz ein Uebereinkommen, welches, obgleich in keiner Weise publicirt, doch als provisorische Norm gelten sollte. (S. dasselbe bei Walter Fontes p. 359 ff.) Dagegen erhob die zweite Kammer zu wiederholten Malen Beschwerden, denen die Regierung dadurch zu begegnen suchte, dass sie einen Gesetzentwurf vorlegte 1862/1863, der eine definitive Regelung der staatskirchlichen Verhältnisse gewähren sollte. Da jedoch eine Einigung der Kammern nicht erreicht wurde, so fiel dies Gesetz. (S. den Entwurf und die von den Kammern vorgeschlagenen Modificationen in vergleichender Zusammenstellung bei Brühl l. c. p. 554 ff.). Im Jahre 1866 wurde die Convention, welche übrigens nie die Bestätigung der Curie erhielt, in Folge der Verzichtleistung des Bischofes

vom 20. September (S. dieselbe Brück l. c. p. 563 ff.) und der Bekanntmachung der Regierung vom 6. Okt. für aufgehoben erklärt. — In Nassau, wo der Bischof von Limburg sich ebenfalls in den faktischen Besitz der von dem Episcopat beanspruchten Rechte zu setzen suchte, kam der Konflikt gleichfalls zum Ausbruch. Um diesen beizulegen trat die Regierung mit Rom in Unterhandlungen (S. Denkschrift der Regierung und Antwortnote der Curie bei Friedberg l. c. Beilage XVIII und V), die jedoch zu keinem Ergebniss führten, weil man sich in Nassau weder zu dem Abschlusse einer förmlichen Convention mit dem Bischofe noch zu dem eines Concordates entschliessen konnte. Eine provisorische Regelung der Verhältnisse der katholischen Kirche erfolgte dann durch die „einstweilige Instruction“ vom 25. Mai 1861, über welche man sich vorher mit dem Bischofe verständigt hatte und die auch nachträglich die Genehmigung der Stände erhielt. (S. dieselbe Walter Fontes p. 440 ff.). Gegenwärtig gelten hier wie in allen anderen der Preussischen Monarchie im Jahre 1866 einverleibten Ländern die Bestimmungen der Preussischen Verfassungsurkunde, welche der Kirche ausgedehntere Rechte einräumt als sie in der oberrheinischen Kirchenprovinz jemals besessen hat. (S. Friedberg, Die evangelische und katholische Kirche der neu einverleibten Länder etc. Halle, 1867.)

Nr. 4795 (60). Oberrhein. Kirchenprov. 13. Juni 1853.

Nr. 4796. (61.)

OESTERREICH. Aus dem Verfassungs-Patent vom 4. März 1849. — Stellung der katholischen Kirche. —

Reichsgesetzblatt für das Kaiserthum Oesterreich. Jahrg. 1849 Nr. 151 p. 165.

Nr. 4796 (61) Oesterreich. 4. März 1849.

Wir Franz Joseph I. von Gottes Gnaden Kaiser von Oesterreich etc. Verordnen für die nachbenannten Kronländer des österreichischen Kaiserreiches[1]), ... in Anerkennung und zum Schutze der den Bewohnern dieser Länder durch die von Uns angenommene konstitutionelle Staatsform gewährleisteten politischen Rechte über Antrag unseres Ministerrathes, wie folgt: §. 1. Die volle Glaubensfreiheit und das Recht der häuslichen Ausübung des Religionsbekenntnisses ist Jedermann gewährleistet. Der Genuss der bürgerlichen und

---

[1]) Diess Patent wie auch die nachfolgenden Verordnungen erlangten Gültigkeit für die deutsch-slavischen Erbländer, i. e. für alle Kronländer ausser den italienischen Besitzungen und den Ländern der Ungar. Krone. — Das Verfassungspatent vom 4. März 1849 wurde durch das kaiserl. Patent vom 31. December 1851 für aufgehoben erklärt, bezüglich der der Kirche gewährten Rechte wird jedoch gesagt „Wir erklären durch gegenwärtiges Patent ausdrücklich, dass Wir jede in den Eingangs erwähnten Kronländern gesetzlich anerkannte Kirche und Religionsgesellschaft in dem Rechte der gemeinsamen öffentlichen Religionsübung, dann in der selbstständigen Verwaltung ihrer Angelegenheiten, ferner im Besitze und Genusse der für ihre Cultus- Unterrichts- und Wohlthätigkeits-Anstalten, Stiftungen und Fonds erhalten und schützen wollen, wobei dieselben den allgemeinen Staatsgesetzen unterworfen bleiben.“ (R. G. B. Jahrg. 1852 Nr. 3, p. 27).

Nr. 4796 (61). Oesterreich. 4. März 1849.

politischen Rechte ist von dem Religionsbekenntnisse unabhängig, doch darf den staatsbürgerlichen Pflichten durch das Religionsbekenntniss kein Abbruch geschehen. | §. 2. Jede gesetzlich anerkannte Kirche und Religionsgesellschaft hat das Recht der gemeinsamen öffentlichen Religionsübung, ordnet und verwaltet ihre Angelegenheiten selbstständig, bleibt im Besitze und Genusse der für ihre Cultus-, Unterrichts- und Wohlthätigkeitszwecke bestimmten Anstalten, Stiftungen und Fonds, ist aber wie jede Gesellschaft den allgemeinen Staatsgesetzen unterworfen. | §. 3. Die Wissenschaft und ihre Lehre ist frei. Unterrichts- und Erziehungsanstalten zu gründen und an solchen Unterricht zu ertheilen, ist jeder Staatsbürger berechtigt, der seine Befähigung hierzu in gesetzlicher Weise nachgewiesen hat. Der häusliche Unterricht unterliegt keiner solchen Beschränkung. | §. 4. Für allgemeine Volksbildung soll durch öffentliche Anstalten und zwar in den Landestheilen, in denen eine gemischte Bevölkerung wohnt, der Art gesorgt werden, dass auch die Volksstämme, welche die Minderheit ausmachen, die erforderlichen Mittel zur Pflege ihrer Sprache und zur Ausbildung in derselben erhalten. Der Religionsunterricht in den Volksschulen wird von der betreffenden Kirche oder Religionsgesellschaft besorgt. Der Staat führt über das Unterrichts- und Erziehungswesen die Oberaufsicht. || §. 13. Unser Ministerrath wird beauftragt, die zur Durchführung dieser Bestimmungen bis zu dem Zustandekommen organischer Gesetze provisorisch zu erlassenden Verordnungen zu entwerfen und Uns zur Sanction vorzulegen.

Gegeben in Unserer Königl. Hauptstadt Olmütz den 4. März 1849.

Franz Joseph.

Schwarzenberg. Stadion. Krauss. Bach. Cordon. Bruck. Thienfeld. Kulmer.

Beidtel, Untersuchungen über die kirchlichen Zustände in den k. österr. Staaten. Wien 1849. Buss, Oesterreichs Umbau im Verhältniss des Reichs zur Kirche. Wien 1862. Rieder, Handbuch der k. k. Verordnungen über geistl. Angelegenheiten etc. Wien 1847. Friedberg, Grenzen l. c. p. 110 ff. 304 ff. 404 ff. Herrmann, Art. Concordate in Bluntschlis Deutschem Staats-Wörterbuch. Bd. V.

Die Verhältnisse der katholischen Kirche in Oesterreich erfuhren durch die Säcularisationen und politischen Umgestaltungen im Beginne unseres Jahrhunderts keine so wesentlichen Veränderungen, dass eine Neuordnung der Kirchenverhältnisse geboten war. — Die bischöflichen Stühle mit ihren Capiteln und sonstigen Diöcesaninstituten bestanden hier zum grossen Theile fort, ihre im ganzen reichen Dotationen waren unangetastet, und wenn auch in einzelnen neu oder wieder erworbenen Grenzlanden (Illyrien, Tyrol, Salzburg) Diöcesen neu zu organisiren waren — was durch verschiedene vereinbarte Organisationsbullen geschah (S. Brühl, Acta eccl. p. 182 ff.) — so stand dies doch in keinem Verhältnisse zu dem, was bestehen blieb. Umfassende Verhandlungen mit Rom, die zu principiellen Erörterungen über das Verhältniss zwischen Staat und Kirche führen mussten und fast für alle Staaten die Quelle langwährender Konflicte wurden, konnten in Oesterreich vermieden werden. — Ebenso ruhten auch noch die kirchenhoheitlichen Einrichtungen des Staates — das kaiserlich

österreichische Kirchenrecht — auf dem unter der Kaiserin Maria Theresia und Josef II. geschaffenen Systeme, welches eine Verordnung vom 19. Decbr. 1781 dahin charakterisirt „dass die Kirche nur über das, was die Seelen und den Glauben betreffe, zu entscheiden habe, alles Andere aber der landesherrlichen Gewalt zustehe; dass es dieser letzteren zukomme, Alles zu verändern, was in der Kirche nicht von göttlicher, sondern von einer menschlichen Erfindung und Einsetzung ist, und dass es insbesondere der landesherrlichen Gewalt gestattet sei, den Bischöfen die Ausübung der ihnen ursprünglich zugestandenen Rechte aufzutragen.“ Die Staatsgewalt nahm, vermöge des ihr nach der Theorie zustehenden jus cavendi, das Recht in Anspruch, mit allen ihr zu Gebot stehenden Mitteln präventiv dahin zu wirken, dass aus der Thätigkeit der Kirche nichts erwachse, was dem Staatswohle widerstreite, und falls diess doch geschehe, verbietend einzuschreiten. Solche Massregeln waren die Placetirung aller kirchlichen Erlasse, die Aufstellung gewisser Bedingungen für die Ertheilung von Weihen und Kirchenämtern, Untersagung besonderer Andachten, Wallfahrten u. A. Sie nahm ferner das Recht einer positiven Einflussnahme auf die Verwaltung der Kirche in Anspruch (jus advocatiae oder jus tuendi) und entschied von ihrem Standpunkte aus über das was das Wohl der Kirche erheische. So ordnete sie den Religionsunterricht an allen Schulen, und selbst den theologischen Unterricht, erliess Normen über den öffentlichen Gottesdienst, die Verwendung der geistlichen Orden in der Seelsorge und der Geistlichen zu mannigfachen staatlichen Geschäften, die Handhabung der Kirchenzucht, die Umgrenzung der Bisthümer und Pfarreien, die Verfügung über das kirchliche Vermögen zu gemeinnützigen Zwecken u. A. Daran schloss sich das Recht der obersten Aufsicht, vermöge dessen sie von der Geistlichkeit aller Stufen Berichterstattungen forderte, sie zur Rechtfertigung zog, kirchliche Visitationen durch ihre Organe vornehmen liess und das sogenannte dominium eminens über das Kirchenvermögen ausübte. Ebenso entzog die Regierung der Kirche und Geistlichkeit all die Rechte, welche aus deren Autonomie und Selbstständigkeit stammen, so nahm sie der Geistlichkeit die Personal-, Real- und Localimmunität, hob die geistliche Gerichtsbarkeit über Ehe-, Patronats-, Eides- und Zehentsachen auf u. A. — Diess System, seit dem Ende des vorigen Jahrhunderts in unangefochtener Uebung, war so sehr in Fleisch und Blut des Volkes wie der Geistlichkeit übergegangen, dass für den Staat aus dem Festhalten an demselben keine Schwierigkeiten entstanden und der päpstliche Unwille über den Josefinismus, im Stillen fortdauernd, damals noch keinen thätigen Bundesgenossen in Oesterreich fand. Die Regierung hielt an ihm fest, nicht nur weil es das Hergebrachte war, sondern weil es auch ihrer Auffassung von der für Oesterreich nöthigen Staatsomnipotenz entsprach. Das naiv gläubige Volk sah in ihm kein Hinderniss für seine Frömmigkeit und hielt dogmatischen Fanatismus für eine lächerliche Ueberspanntheit. Die zahlreiche Klostergeistlichkeit, welche in reich dotirten Stiften ein ruhig behagliches Dasein führte, wies Alles zurück was sie darin zu stören drohte. Der Kuratclerus, meist auf Staatsanstalten gebildet, in materieller Beziehung mannigfach von dem unter staatlicher Verwaltung stehenden Religionfonds oder von Magistraten und Wirthschaftsämtern, abhängig, zum Theile auf den Betrieb der Landwirthschaft angewiesen, in seiner Stellung und in seinen Interessen durch den Staat kräftig geschützt, war unempfänglich und unzugänglich für die Bestrebungen einer universellen Kirche. Der hohe Klerus, überwiegend von der Krone ernannt und ihr für die Schonung

Nr. 4796 (61). Oesterreich. 4. März 1849.

des Kirchenvermögens wie für die hohe Stellung die sie ihm einräumte auf das engste verpflichtet, war nicht geneigt die päpstlichen Angriffe gegen das österreichische System kräftig zu unterstützen, da die katholische Religion thatsächlich die Staatsreligion war und der Kirche immerhin ein überwiegender Einfluss auf manche Zweige der öffentlichen Angelegenheiten, z. B. die Schule, gesichert war. Was die Curie unter solchen Umständen nach wiederholtem Andrängen von der Regierung allein erlangte, waren Einleitungen — so bestellte man im Anfange der vierziger Jahre ein Comité zur Revision der landesfürstlichen Gesetzgebung in Kirchensachen — die ohne Erfolg blieben. (Siehe Brühl, Acta p. 209 ff.) Erst die gemeinsame Gefahr der Umwälzung des Jahres 1848 trieb auch den österreichischen Episcopat, und mit ihm die Geistlichkeit, auf die Seite des Papstes, und bestimmte die Regierung zu dem Versuche eines totalen Bruches mit dem bisherigen Kirchenstaatsrecht. — Anknüpfend an die in den Verfassungsversuchen von 1848 (Verfassung vom 25. April 1848 und Verfassungsentwurf des Kremsierer Reichstages) ausgesprochene Grundsätze der Freiheit der Religionsgenossenschaften, wendeten sich viele österreichische Bischöfe theils vereinigt theils einzeln mit Denkschriften und Anträgen an die Organe der Staatsgewalt (S. Brühl l. c. p. 57 ff. und Roskovány, Mon. IV. p. 2 ff) in welchen sie die Aufhebung der die Kirchenregierung beengenden Schranken anstrebten, die nur so lange erträglich und ungefährlich erschienen, als der Episcopat sich an eine feste, von dem Getriebe politischer Parteien unberührte, und die katholischen Traditionen unverrückt bewahrende Staatsregierung anschliessen konnte, worauf damals nicht zu rechnen war. Auch die gleichartigen Bestrebungen des deutschen Episcopates, welchen durch Theilnahme österreichischer Bischöfe an der Würzburger Versammlung ein Entgegenkommen gezeigt wurde, übten hierauf Einfluss. — Aus Anlass der Zusagen, welche das Verfassungspatent vom 4. März 1849 (S. oben) über die Freiheit der Kirche gemacht hatte, berief die Regierung die Bischöfe Oesterreichs im Frühjahr 1849 nach Wien, um deren Anträge über die Neuordnung der Kirchenverhältnisse zu vernehmen. Die bischöfliche Versammlung, welche vom 30. April bis 17. Juni 1849 tagte, richtete an die Regierung eine Reihe von Erklärungen und Anträgen, in welchen in ausführlicher Begründung die Rechte dargelegt waren, welche man nun für die Kirche reklamiren zu müssen glaubte. (S. die allgemeine Erklärung Nr. 62.) Die Regierung acceptirte den Standpunkt der Bischöfe und empfahl dem Kaiser in zwei Vorträgen des Ministers für Cultus und Unterricht vom 7. April und 13. April 1850 (S. Nr. 63 und 65) da „Alle welche an der katholischen Kirche lebhaften Antheil nehmen: mit Ungeduld einer baldigen Verwirklichung der in dem Patente vom 4. März enthaltenen Zusagen“ harren, „dass ohne weiteren Verzug vorläufig all diejenigen von der bischöflichen Versammlung angeregten Fragen erledigt werden sollen, deren Erledigung bereits möglich ist, hinsichtlich der übrigen aber die Verhandlungen mit dem Ausschusse der Bischöfe fortgesetzt und die nöthigen Vorbereitungen für ein Concordat mit dem päpstlichen Stuhle, in so weit ein solches erforderlich ist, getroffen werden.“ Nachdem diese Vorträge die kaiserliche Genehmigung erhalten hatten, erschienen die zwei kaiserlichen Verordnungen vom 18. und 23. April 1850 (S. Nr. 64 und 66), welche das josefinische System von Grund aus veränderten.

Nr. 4797. (62.)

ÖSTERREICH. Denkschrift des österreichischen Episcopates an die Regierung. (Einleitende Erklärung). — Die der katholischen Kirche zu gewährenden Rechte. —

Aktenstücke, die bischöfl. Versammlung zu Wien betreffend. Wien 1850 p. 1 ff.

Nr. 4797 (62). Oesterreich. 30. Mai 1849.

Hohes Ministerium des Innern! Während die Staaten nothgedrungen zu den Waffen greifen, um die gesellige Ordnung vor dem Zerfalle zu retten, und die europäische Gesittung wider den Andrang einer neuen unerhörten Barbarei zu beschützen, widmen die versammelten Bischöfe ihre angestrengte Thätigkeit einem Werke, welches zuvörderst unter Gottes segenreichem Beistande die Kraft des Glaubens und der Liebe in den Herzen der Katholiken verjüngen, aber eben dadurch auch die Lebensbedingungen des Staates erneuern soll. Der wachsende Drang eines Kampfes, welcher das Schicksal der europäischen Gesellschaft entscheiden muss, hat ihre Bestrebungen nicht gestört: denn im Vertrauen auf Den, ohne dessen Willen kein Haar vom Haupte des Menschen fällt, sehen sie ruhig der Zukunft entgegen; doch fühlen sie dadurch sich doppelt aufgefordert, nach Möglichkeit den Augenblick zu beschleunigen, in welchem die katholische Kirche des Kaiserthumes, von mannigfachen Hemmnissen befreit, ihre volle Wirksamkeit heilbringend wird entfalten können. ‖ Sie halten es für ihre Pflicht, sich gegen das hohe Ministerium zuvörderst über die gesetzlichen Bestimmungen zu erklären, welche den vom Staate anerkannten Rechten der Kirche zur Grundlage dienen sollen. Durch §. 2 wird jeder gesetzlich anerkannten Kirche und Religionsgesellschaft zugesichert: 1. Das Recht der gemeinsamen öffentlichen Religionsübung. 2. Das Recht, ihre Angelegenheiten selbständig zu ordnen und zu verwalten. 3. Der Besitz und Genuss der für ihre Cultus- Unterrichts- und Wohlthätigkeitszwecke bestimmten Anstalten, Stiftungen und Fonde. Die versammelten Bischöfe erkennen mit Dank, dass der katholischen Kirche dadurch die frohe Aussicht auf eine wohlthätige Veränderung ihrer Stellung eröffnet wird; doch können sie nicht umhin, ihr Bedauern auszudrücken, dass die Regierung Seiner Majestät es nicht für räthlich fand, jener Berücksichtigung, welche sie der katholischen Kirche zu zollen ohne Zweifel geneigt ist, auch einen gesetzlichen Ausdruck zu leihen. In den Ländern, für welche die in Rede stehende Kundmachung erlassen, kommen 56 Katholiken auf Einen Protestanten, und 46 Katholiken auf Einen nicht katholischen Griechen. Wenn in Folge des Rechtes der Mehrheit Eine Stimme über die Hälfte in Fragen entscheidet, von deren Lösung das Schicksal des Vaterlandes abhängt, so kann wohl den religiösen Interessen einer vier und zwanzigfachen Mehrheit der Anspruch auf besondere Beachtung nicht versagt werden. In Preussen, wo die Katholiken ungefähr $^5/_{12}$ der Gesammtbevölkerung betragen, macht der 12. Artikel der Verfassung

Nr. 4797 (62). Oesterreich. 30. Mai 1849.

vom 5. Dezember 1848, indem er die Rechte der Religionsgesellschaften ausspricht, wie die evangelische, so auch die katholische Kirche namhaft, und die in Druck gelegten Erläuterungen, welche das preussische Ministerium über die Verfassung gab, versichern, diese ausführliche Erwähnung sei geschehen, „um darzuthun, dass diese Gemeinschaften in der ihnen zustehenden, feierlich verbrieften Stellung nicht beeinträchtigt werden sollen.“ Die versammelten Bischöfe sind überzeugt, dass die Regierung Seiner Majestät von demselben Grundsatze der Gerechtigkeit ausgeht, und während sie andern Religionsgesellschaften neue Rechte verleihet, die alten, wohlerworbenen Rechte der katholischen Kirche anerkennt und zu beschützen bereit ist. | Wir können jedoch nicht verhehlen, dass die Selbstständigkeit, welche das Gesetz in Betreff der Verwaltung der kirchlichen Angelegenheiten verheisset, zur Wirklichkeit nicht werden könnte, wofern die hinzugefügte Beschränkung in einem der Kirche feindlichen Sinne aufgefasst und durchgeführt würde. §. 2 sagt von den Religionsgesellschaften, sie seyen wie jede andere Gesellschaft den allgemeinen Staatsgesetzen unterworfen. Die katholische Kirche ehret in der Staatsgewalt die Vorbedingung der Rechtsordnung und die Fügung der göttlichen Fürsehung. auf das Wort Gottes hinweisend verkündet sie den Gehorsam gegen die rechtmässige Obrigkeit, und gibt demselben in der Gewissenspflicht eine feste Stütze Sie erfüllet die Bürgerpflicht, zu deren Heilighaltung sie den Einzelnen anweiset, auch als Gesellschaft, und wo es sich um Dinge handelt, welche mit der ihr gewordenen göttlichen Sendung vereinbar sind, nimmt sie vor keiner andern Gesellschaft ein Vorrecht in Anspruch, sondern verlangt nur, dass der Staat sie nicht minder, als jede andere Gesellschaft in dem Besitze und der Uebung ihrer Rechte beschütze. Allein die katholische Kirche kann ihr Recht nach Gottes Anordnung zu bestehen und für die ewige Bestimmung des Menschengeschlechts zu wirken, nicht von dem Ermessen der Staatsgewalt abhängen lassen; sie muss sich wider eine Auffassung verwahren, kraft welcher ihr Bestehen und ihre Gesetzgebung den Verfügungen der weltlichen Macht im selben Sinne unterworfen wäre, wie diess mit dem Fortbestande und den Statuten industrieller Gesellschaften der Fall ist. Ohne Zweifel ist diese Auffassung nicht die des hohen Ministeriums, welches dadurch vielmehr nur ausdrücken wollte, dass die katholischen Kirchengemeinden des Kaiserthums nicht minder als andere Gesellschaften zu Beobachtung der allgemeinen Staatsgesetze verpflichtet seyen, und dabei von der Voraussetzung ausging, dass das Staatsgesetz niemals die ihm eigenthümlichen Grenzen überschreiten, niemals in den Bereich der Kirchengewalt störend eingreifen werde. Aber der Augenblick, in welchem wir unsere Stimme erheben, ist ernst und entscheidungsvoll, und da die obschwebenden Verhandlungen vielleicht für eine lange Reihe von Jahren auf die Stellung der Kirche in Oesterreich gebieterisch einwirken, so ist es unsere Pflicht, jeder Missdeutung, welche im Laufe der wechselnden Jahre auftauchen könnte, durch Erläuterung und Verwahrung zu begegnen. || Wir glauben ferner, die Grundsätze andeuten zu müssen, welche uns im bisherigen Laufe

der Verhandlungen leiteten, und immerdar leiten werden. Wir würden den Vorwurf der Pflichtverletzung auf uns laden, wenn wir die Selbstständigkeit in Verwaltung der Kirchenangelegenheiten, welcher die Gerechtigkeit und Weisheit des Monarchen gesetzliche Anerkennung gezollt hat, nicht zur Wahrheit machen wollten. Darum fühlten wir uns gedrungen, manche Gegenstände, welche die frühere österreichische Gesetzgebung in ihren Bereich gezogen hatte, für die Kirchengewalt in Anspruch zu nehmen. Doch machen wir es uns zur Richtschnur, an dem Bestehenden nichts ohne vollgiltigen Grund zu ändern. Wir verkennen nicht, dass viele der Anordnungen, welche die Staatsgewalt mit Ueberschreitung ihres Wirkungskreises erlassen hat, an sich zweckmässig und heilsam sind, und stellen es uns zur Aufgabe, solche Anordnungen auf das kirchliche Gebiet zu verpflanzen, und ihnen den kirchlichen Geist einzuhauchen, durch welchen allein sie volle Frucht tragen können. Wir stehen unserer Pflicht gemäss für die Rechte der Kirche ein, sowohl für jene, welche ihr als solcher und in Folge ihrer göttlichen Sendung zustehen, als auch für jene, welche sie in Oesterreich kraft besonderer Rechtsgründe erworben hat. Wir ehren aber auch alle Rechte, welche die Staatsgewalt der Kirche gegenüber ansprechen kann, sowohl jene, welche aus der Natur der Staatsgewalt hervorgehen, als auch jene, welche der Monarch kraft besonderer Rechtsgründe erworben hat. || Um den Beginn der Verständigung und Vereinbarung, zu welcher das hohe Ministerium uns eingeladen hat, nicht bis zum Abschlusse der Verhandlungen aufschieben zu müssen, legen wir hiermit die wichtige Frage der Eheangelegenheiten, über welche wir unsere Berathungen bereits geschlossen haben, zu wohlwollender Beachtung und gerechter Würdigung vor.

Nr. 4797 (62) Oesterreich. 30. Mai 1849.

Wien, den 30. Mai 1849.

Folgen die Unterschriften sämmtlicher versammelten Bischöfe.

Die Specialeingaben der Bischöfe an die Regierung, und die Antwort des C. U. M. hierauf s. Aktenstücke, die bischöfliche Versammlung betreffend. Wien 1850. Ihr wesentlicher Inhalt ist aus dem nachfolgenden Vortrage zu entnehmen.

Nr. 4798. (63.)

ÖSTERREICH. Vortrag des Cultus- und Unterrichtsministers an den Kaiser. — Ergebniss der mit den katholischen Bischöfen wegen Regelung der kirchlichen Angelegenheiten gepflogenen Verhandlungen. —

Beilage-Heft zum Reichsgesetzblatt. Jahrg. 1850 p. 103—113.

[Auszug.]

Allergnädigster Herr! Unter den vielen wichtigen Fragen, deren Lösung bei der Neugestaltung Oesterreichs — der schweren aber erhabenen Aufgabe der Regierung Euerer Majestät — nicht umgangen werden kann, ist die Frage

Nr. 4798 (63). Oesterreich. 7. April 1850.

Nr.4798 (63). Oesterreich. 7. April 1850.

von dem Verhältnisse des Staates zur Kirche eine der allerwichtigsten, denn sie berührt die religiösen Ueberzeugungen, das unantastbare Heiligthum des Einzelnen, und zugleich die gewaltigste und nachhaltigste von allen Mächten, welche den Entwickelungsgang von Völkern und Staaten bestimmen. Einem Zustande innerer Auflösung gehen Völker und Staaten entgegen, wo die religiösen Ueberzeugungen ihre Macht auf die Gemüther verloren haben. So lange sie aber Macht üben, wirken die kirchlichen Angelegenheiten vielfach eingreifend und unabweislich zurück auf das bürgerliche Leben. Staat und Kirche haben es mit denselben Menschen zu thun. Die Kirche bestrebt sich, durch den Einfluss der Religion dem Gewissen eine Richtschnur zu geben. Die Staatsgewalt hat das ernste Amt empfangen, die Rechtsordnung nöthigen Falls durch Anwendung äusseren Zwanges zu schirmen. Doch wenn das Pflichtgefühl ihren Anordnungen nicht zur Stütze dient, so ist ihre Macht gelähmt. Anderer Seits bedarf die Kirche auch äusserer Hilfsmittel ihrer Thätigkeit, und spricht bei Erwerbung und Bewahrung derselben den Schutz der Staatsgewalt an. Von allen Seiten her kommen daher Staat und Kirche mit einander in Berührung. Eben desshalb muss jede grosse Bewegung, welche auf dem Gebiete des einen Theiles vor sich geht, ihre Rückwirkung in den Bereich des andern erstrecken, und in der Stellung, welche sie zu einander einnehmen, Aenderungen hervorbringen. Auch von der Bewegung, welche Oesterreich ergriffen hat, konnte das Verhältniss des Staates zur Kirche nicht unberührt bleiben. In den Tagen der Gährung wurden von verschiedenen Seiten her Stimmen laut, welche in völlig entgegengesetzter Absicht Trennung des Staates von der Kirche forderten, und sie sind noch nicht ganz verstummt. Allein die Regierung Eurer Majestät, welche in dem grossen Augenblicke, als sie Oesterreichs neue Verfassung ins Leben rief, alle die mannigfachen Wünsche und Bestrebungen mit ruhiger Umsicht zu wägen verpflichtet war, durfte nicht daran denken, auf eine Gestaltung einzugehen, welche in einem durchgebildeten Staatsleben niemals und nirgends zur Wahrheit geworden ist. Wohl gibt es Länder, wo eine regelmässige Verbindung nur zwischen der Kirche und den Gemeinden, nicht aber zwischen der Kirche und der Regierung besteht, wo vielmehr jede Berührung zwischen diesen beiden sorgfältig vermieden wird, und es fehlt nicht an Vertheidigern dieser Einrichtung, ob sie gleich die Probe der nach Jahrhunderten rechnenden Geschichte noch nirgend bestanden hat. Mit der geschichtlichen Entwicklung und den gegebenen Zuständen Oesterreichs steht sie aber jedenfalls in einem Widerspruche, welcher ihre Durchführung zur Unmöglichkeit macht. Die Beziehungen der Regierung zur Kirche in Oesterreich könnten nur scheinbar für aufgehoben erklärt werden, aber keine Macht der Erde wäre im Stande, diese Aufhebung in Wahrheit zu verwirklichen. Wohl aber würde schon eine solche Erklärung einerseits die religiösen Angelegenheiten der Völker Oesterreichs namenloser Verwirrung Preis geben, während sie andererseits unvereinbar wäre mit der Aufrechthaltung wohlerworbener Rechte seiner Regenten, auf welche zu verzichten die Regierung

Euerer Majestät niemals rathen könnte. Das begründete Verlangen, dass die freiere Bewegung, die auf allen Gebieten zu gewähren, Bedürfniss und Nothwendigkeit war, auch der Kirche nicht versagt werde, musste daher beobachtet werden, ohne doch vorschnell mit der Vergangenheit zu brechen und Unausführbares zu verheissen. Das Patent vom 4. März 1849 verbürgte durch §. 2 jeder gesetzlich anerkannten Kirche und Religionsgesellschaft das Recht, ihre Angelegenheiten selbstständig zu ordnen und zu verwalten, sowie das Recht der gemeinsamen öffentlichen Religionsübung, und das Vereinsgesetz entband die Versammlungen, welche die Ausübung eines gesetzlich gestatteten Cultus zum ausschliesslichen Gegenstande haben, von den Beschränkungen, welche für Volksversammlungen aufgestellt wurden, aber derselbe §. 2 des obigen Patents sprach zugleich aus, dass jede Kirche im Besitze und Genusse der für ihre Cultus-, Unterrichts- und Wohlthätigkeitszwecke bestimmten Anstalten, Stiftungen und Fonde verbleibe, und wie jede Gesellschaft den allgemeinen Staatsgesetzen unterworfen sei. Dadurch war gesetzlich festgestellt, dass die Staatsregierung die Kirchen und die Religionsgesellschaften als solche anerkenne und schützen werde. Es ist die Entwickelung der kirchlichen Verhältnisse auf Grundlage ihres factischen Bestandes und ihrer rechtlichen Beziehungen zur Staatskirche gewahrt. || Nachdem aber Euere Majestät durch den §. 13 des erwähnten Patentes vom 4. März 1849 Allerhöchst Ihren treugehorsamsten Ministerrath beauftragten zur Durchführung der Bestimmungen desselben bis zum Zustandekommen organischer Gesetze, provisorische Verordnungen zu entwerfen und Euerer Majestät zur Sanction vorzulegen, so handelte es sich darum, diesem Allerhöchsten Auftrage auch hinsichtlich der im §. 2 enthaltenen Zusicherungen nachzukommen. Der treugehorsame Ministerrath erkannte die Nothwendigkeit, dabei vor Allem seine Aufmerksamkeit auf die Angelegenheiten der katholischen Kirche zu lenken, welche die grosse Mehrzahl der österreichischen Staatsbürger zu ihren Bekennern zählt, und im ganzen Reiche für die sittliche Grundlage des Volkslebens von der höchsten Bedeutung ist. Die kirchlichen und politischen Beziehungen waren durch die frühere Gesetzgebung vielfach in einander verschmolzen; sollten nicht bedenkliche Störungen eintreten, so mussten die durch §. 2 aufgestellten Grundsätze auf das Einzelne der dadurch berührten Verhältnisse mit sorgsamer Umsicht angewandt werden. Ueberdiess war durch die Stellung, in welcher die katholische Kirche kraft §. 2 anerkannt ist, die Nothwendigkeit gegeben, die Neugestaltung ihres Verhältnisses zum Staate im Wege der Vereinbarung durchzuführen. Die Regierung Euerer Majestät glaubte daher den Auftrag, welcher ihr durch §. 13 des Allerhöchsten Patents vom 4. März geworden ist, hinsichtlich der katholischen Kirchenangelegenheiten nicht erfüllen zu können, bevor sie sich nicht mit den gesetzmässigen Vertretern der katholischen Kirche darüber ins Einvernehmen gesetzt habe, und erliess am 31. März v. J. an die Bischöfe der Länder, für welche die am 4. März gewährten allgemeinen Bürgerrechte kund gemacht wurden, die Einladung sich nach Wien zu begeben, damit das Ministerium zur Be-

Nr. 4798 (63) Oesterreich. 7. April 1850.

rathung der Stellung, welche die katholische Kirche auf Grundlage jener gesetzlichen Bestimmungen künftig im Reiche einnehmen werde, mit denselben in unmittelbaren Verkehr treten könne. Es wurde der Einladung mit Bereitwilligkeit entsprochen, und die versammelten Bischöfe hielten vom 30. April bis 17. Juni Berathungen, deren Resultat sie dem Ministerium unter dem 30. Mai und dem 6., 13., 15. und 16. Juni mittheilten. Bevor sie die Versammlung schlossen, erwählten sie ein Comité, welches aus dem Cardinal und Fürst-Erzbischof von Salzburg, den Fürstbischöfen von Seckau und Laibach, dem Feldbischofe und dem Bischofe von Brünn besteht, und laut der am 17. Juni gemachten Mittheilung die Bestimmung hat, über die von der Versammlung behandelten Gegenstände mit der Regierung Euerer Majestät zu verkehren. Die schriftlichen Aeusserungen, welche die Versammlung dem Ministerium vorlegte, haben zum Gegenstande: 1. Eine einleitende Erklärung. 2. Die Regierung und Verwaltung der Kirche, die geistlichen Aemter und Pfründen, das Patronatsrecht, die Pfarr-Concursprüfung und den Gottesdienst. 3. Die geistliche Gerichtsbarkeit. 4. Den Unterricht. 5. Das Klosterwesen. 6. Die Ehefrage. 7. Den Religions-, Studien- und Schulfond. 8. Das Pfründen- und Gotteshaus-Vermögen. Schon aus diesen Andeutungen erhellt, wie reichhaltig der Inhalt ist, und wie viele und wichtige Verhältnisse derselbe berührt. Die bischöfliche Versammlung hat, während sie die Ansprüche der Kirche mit Eifer vertrat, in anerkennenswerther Weise das Streben beurkundet, die Geltendmachung der kirchlichen Rechte mit den wesentlichen Interessen des Staates in Einklang zu setzen. Demungeachtet unterliegt die Erledigung ihrer Eingaben manchen Schwierigkeiten. Die Angelegenheit der Religionsstudien und Schulfonde bedarf umständlicher Erhebungen, welche noch im Zuge sind; die neue Regelung der Verwaltung des Kirchenvermögens und der Patronatsverhältnisse ist durch die auf andern Gebieten vor sich gehenden Reformen bedingt. Das Klosterwesen wünschen die Bischöfe in einer den Bedürfnissen der Zeit entsprechenden Weise seiner kirchlichen Bestimmung gemäss zu beleben und zu ordnen, und die Uebelstände, welche daraus erwachsen, dass aus vielen Orden der Geist ihres Institutes entwichen ist, können jenes Bestreben nur wünschenswerth erscheinen lassen. Die voraussichtlichen nächsten Wirkungen desselben, und die Schwierigkeiten, welche sich daraus ergeben dürften, machen es jedoch nothwendig, diese Angelegenheit noch weiterer Verhandlung vorzubehalten. Hinsichtlich der Ehefrage werden von den katholischen Bischöfen nicht ohne Grund Aenderungen in der bisherigen Gesetzgebung in Anspruch genommen. Auch die Superintendenten und evangelischen Vertrauensmänner, welche die Regierung Euerer Majestät gleichfalls zu einer Berathung über die Angelegenheiten ihrer Glaubensgenossen eingeladen hat, haben in ihren vorliegenden Eingaben Wünsche ausgesprochen, welche sorgfältige Berücksichtigung erheischen. Die Regierung Euerer Majestät hat die dadurch angeregten wichtigen Fragen, die einer gemeinsamen Erledigung bedürfen, bereits einer gründlichen Prüfung unterzogen. Sie behält sich vor, darüber mit dem Ausschusse

der Bischöfe demnächst in nähere Verhandlung zu treten, welche ihrem Abschlusse jedoch nicht ohne ein Einvernehmen mit dem päpstlichen Stuhle zugeführt werden kann. Auch noch in andern Beziehungen stellt sich die Nothwendigkeit eines solchen dar. ‖ Die Statt gehabte Versammlung war keine kirchliche Synode, und konnte daher nicht ihren Mitgliedern und noch weniger den Nachfolgern derselben eine Rechtsverbindlichkeit zur Beobachtung der gefassten Beschlüsse auflegen. Hinsichtlich derjenigen Angelegenheiten, deren zweckmässige Neugestaltung durch Zusicherungen von kirchlicher Seite bedingt ist, und wo auch von der bischöflichen Versammlung entsprechende Zusicherungen gegeben worden sind, wird daher gleichwohl die Bürgschaft vermisst, dass die gefassten Beschlüsse überall und dauernd zur Richtschnur der bischöflichen Verfügungen dienen werden. Diese Bürgschaft wird nur durch ein Einvernehmen mit dem päpstlichen Stuhle erzielt werden können, abgesehen davon, dass einige Fragen eine unmittelbare Verhandlung mit demselben erfordern. ‖ Mehrfache Rücksichten missrathen jedoch jede Erledigung in der kirchlichen Angelegenheit so lange zu vertagen, bis für alle darin begriffenen Gegenstände die Vorbedingungen definitiver Entscheidung erfüllt sind. Alle, welche an der katholischen Kirche lebhaften Antheil nehmen, harren mit Ungeduld einer baldigen Verwirklichung der in dem Patente vom 4. März enthaltenen Zusagen, und so sehr der eingetretene Aufschub durch die Sachlage gerechtfertigt wird, so müsste doch eine längere Verzögerung das Vertrauen in die Absichten der Regierung beeinträchtigen. Zudem wirkt der Umstand von Unentschiedenheit lähmend auf das innere Leben der Kirche, dessen kräftigere Entwicklung ein immer allgemeiner gefühltes Bedürfniss ist, während es den Staatsbehörden überall, wo die alte Ordnung mit den neuen Principien nicht im Einklange steht, und durch deren Verkündung erschüttert ist, an festen Regeln für ihr Benehmen in Betreff kirchlicher Angelegenheiten gebricht. ‖ Der treugehorsamste Ministerrath ist daher nach reiflicher Erwägung der Sachlage der Ansicht, dass ohne weiteren Verzug vorläufig alle diejenigen von der bischöflichen Versammlung angeregten Fragen erledigt werden sollen, deren Erledigung bereits möglich ist, hinsichtlich der übrigen aber die Verhandlungen mit dem Ausschusse der Bischöfe fortgesetzt und die nöthigen Vorbereitungen für ein Concordat mit dem päpstlichen Stuhle, in so weit ein solches erforderlich ist, getroffen werden und erbittet sich hierzu in tiefster Ehrfurcht die Ermächtigung Euerer Majestät. ‖ Die versammelten Bischöfe haben in ihrer einleitenden Erklärung vom 30. Mai v. J. sich zuvörderst im Allgemeinen über die Stellung ausgesprochen, welche die katholische Kirche in Anspruch nimmt, und die Ueberzeugung ausgedrückt, dass die Regierung Euerer Majestät, während sie andern Religionsgesellschaften neue Rechte verleiht, die alten wohlerworbenen Rechte der katholischen Kirche anerkenne und zu schützen bereit sei. ‖ Euere Majestät dürften den treugehorsamsten Minister des Cultus und Unterrichts zu der Erklärung ermächtigen, dass die Bischöfe sich in diesem Vertrauen nicht täuschen. Die Regierung Euerer Majestät ist von dem Grundsatze aus-

Nr. 4798 (63). Oesterreich. 7. April 1850.

gegangen, dass die Ueberzeugungen, welche den Menschen mit einer höhern Welt verknüpfen, dem heiligsten Bereiche der Freiheit angehören, und enthielt sich auf dieselben auch nur mittelbar einzuwirken, unter der Voraussetzung, dass es sich um wahrhaft religiöse Ueberzeugungen, also um solche handle, welche den Pflichten, ohne deren Heilighaltung ein wohlgeordnetes Staatsleben unmöglich ist, zur festen Stütze dienen. Desswegen wurden die bürgerlichen und politischen Rechte von dem Religionsbekenntnisse unabhängig gemacht, und hinsichtlich der Rechte, welche §. 2 des mehrerwähnten Patentes vom 4. März zusichert, alle gesetzlich anerkannten Kirchen und Religionsgesellschaften einander gleichgestellt. Dadurch sind aber die besonderen Rechtsverhältnisse, welche sich zwischen Oesterreichs Herrschern und der katholischen Kirche seit Jahrhunderten entwickelt haben, weder aufgehoben, noch in Frage gestellt. Auch muss die Regierung Euerer Majestät sich aufgefordert fühlen, während sie jeder Religionsgesellschaft die gesetzlich zugesicherte Freiheit gewährt, der Kirche, von welcher eine so grosse Mehrzahl der Staatsbürger für so wichtige geistige Interessen Befriedigung erwartet, stets besondere Berücksichtigung zuzuwenden. || Die versammelten Bischöfe haben ferner den Zusatz, jenes §. 2, dass die Kirchen und Religionsgesellschaften, wie jede Gesellschaft den allgemeinen Staatsgesetzen unterworfen seien, zum Gegenstande einer Erläuterung gemacht, und sie beziehen ihn ganz im Sinne des Gesetzgebers auf die Erfüllung jener allgemeinen Bürgerpflichten, welche den Wirkungskreis der Kirche nicht beeinträchtigen, sondern vielmehr durch das Sittengesetz, welches sie verkündigt, geheiliget werden. Die katholische Kirche ruht übrigens auf dem festen Grunde der Ueberzeugung, dass sie nicht nur ihre Glaubens- und Sittenlehre, sondern auch die Grundzüge ihrer Verfassung durch göttliche Offenbarung empfangen habe, sie kann daher nicht wie andere Gesellschaften ihre eigenen Gesetze willkührlich ändern. Jede Staatsgewalt, die eine Verständigung über ihre Beziehungen zur katholischen Kirche wünscht, muss demnach jene Gesetze anerkennen und die Regierung Euerer Majestät hat diese Nothwendigkeit niemals verkannt. || Bei den in den weiteren Eingaben der bischöflichen Versammlung angeregten Fragen handelt es sich zunächst darum, diejenigen bisher giltigen Gesetze und Vorschriften, welche der Verwirklichung der im §. 2 des Allerhöchsten Patentes vom 4. März 1849 der Kirche angewiesenen Stellung entgegenstehen, zu beseitigen, und durch neue Bestimmungen zu ersetzen. || Der treugehorsamste Ministerrath erlaubt sich zu dem Ende die beiliegende Verordnung der Allerhöchsten Genehmigung Euerer Majestät ehrfurchtsvoll zu unterbreiten. || Zur Erläuterung und Begründung ihres Inhaltes geruhen Euere Majestät dem ehrerbietigst Unterzeichneten nachstehende Bemerkungen zu gestatten: Der Verkehr mit dem päpstlichen Stuhle war durch die bisherige Gesetzgebung mit gehäuften Vorsichtsmassregeln umstellt. . . . . || Die Fortdauer der bisher bestandenen Beschränkungen ist, nach dem Erachten des treugehorsamsten Ministerrathes, in der That nicht länger zulässig. Sie sind Bestandtheile einer Gesetzgebung, die in den Verhältnissen der Zeiten, in

welchen sie sich entwickelte, ihre Erklärung findet, aber unvereinbar ist mit den wesentlich geänderten Zuständen der Gegenwart, jene Gesetzgebung war bestimmt, durch eine consequente Bevormundung auf allen Gebieten des geistigen Lebens jedem Missbrauche freier Selbstthätigkeit vorzubeugen. Ihre Wirksamkeit beruhte eben auf ihrer Allseitigkeit. Es war folgerecht sie auch der Kirche gegenüber in Anwendung zu bringen. Aber die der Kirche gesetzten Schranken allein hätten nie staatsgefährlichen Missbrauch zu verhüten vermocht, und sie haben sich immer ohnmächtig erwiesen, wo die Träger der Kirchengewalt sie missbrauchen wollten, und die politischen Ereignisse dazu Gelegenheit boten, während sie unter andern Verhältnissen zu nutzlosen Förmlichkeiten herabsanken. Immer lähmten sie aber auch die heilsame Selbstständigkeit, die überall nur aus dem Gefühle selbstständiger Verantwortlichkeit entspringt, und nährten jenen Geist des Misstrauens und Argwohnes, der der Kirche wie dem Staate Nachtheil bringt. Diesen unerfreulichen Geist haben Euere Maj. aus der österreichischen Gesetzgebung verbannt. Ihn nur der Kirche gegenüber festzuhalten, wäre der Regierung Euerer Majestät eben so unwürdig als unvereinbar mit den im §. 2 des Allerhöchsten Patentes vom 4. März 1849 verbürgten Rechten. || Dagegen verlangt es die innige Verbindung, welche zwischen dem österreichischen Staate und der katholischen Kirche besteht, und welche auch die Bischöfe nicht gelöst zu sehen wünschen, dass sie auch fernerhin im Einvernehmen mit der Regierung handeln, und dass daher jene bischöflichen Erlässe, welche äussere Wirkungen nach sich ziehen, oder öffentlich kund gemacht werden sollen, gleichzeitig den betreffenden Regierungsbehörden mitgetheilt werden. Wenn übrigens die Bischöfe nicht mehr gezwungen werden, sich im Verkehr mit dem päpstlichen Stuhle, ausschliesslich des k. k. Agenten in Rom zu bedienen, so ist es doch sehr wünschenswerth, dass sie sich seiner in Parteisachen aus eigener Wahl auch künftighin bedienen, um dadurch die Unzukömmlichkeiten zu vermeiden, welche mit der Benützung gewinnsüchtiger Privat-Agenten häufig verbunden sind. || . . . [Der Abhaltung der Provinzial- und Diöcesan-Synoden steht kein Hinderniss im Wege, doch erwartet die Regierung, dass ihr die Einberufungsbestimmungen wie auch die gefassten Beschlüsse mitgetheilt werden.] . . . . . || Die geistliche Gerichtsbarkeit erfuhr in Oesterreich Hemmungen, in Folge deren sie thatsächlich beinahe aufgehoben wurde. Die Gränzlinie ihrer Zulässigkeit wurde in der Unterscheidung rein geistlicher Angelegenheiten im Gegensatze zu rein bürgerlichen oder gemischten gesucht. || Da aber alle Gegenstände kirchlicher Gesetzgebung in dem Masse ihrer Wichtigkeit auch eine Rückwirkung auf das Staatsleben äussern, so musste durch jene Unterscheidung die Competenz der geistlichen Gerichte fast gänzlich verschwinden. So wurde die Disciplinargewalt über die Diener der Kirche fast ganz der gemeinschaftlichen Amtshandlung weltlicher und geistlicher Behörden zugewiesen. || Mit den Kirchenstrafen verband die ältere Gesetzgebung bürgerliche Nachtheile. Hievon nahm man Veranlassung, die Verhängung von Kirchenstrafen von dem Ermessen der Staatsbehörden abhängig

Nr.4798 (63). Oesterreich. 7. April 1850.

zu machen, und an dieser Beschränkung wurde auch dann festgehalten, als die Gesetze, welche mit den Kirchenstrafen bürgerliche Folgen verknüpften, ausser Kraft gesetzt waren.....|| Der treugehorsamste Ministerrath ist des ehrfurchtsvollen Erachtens, dass auch in diesen Beziehungen die bisherige Gesetzgebung nicht länger haltbar sei. Wohl ist es sehr wünschenswerth, dass die Kirche und die Staatsgewalt in ihrer Amtshandlung nie die Untrennbarkeit ihrer beiderseitigen Interessen unbeachtet lassen. Auch im Familienleben begibt sich aber Vieles, was auf den Staat mittelbar einen mächtigen Einfluss übt, und was er doch seiner Entscheidung nicht vorbehalten kann, ohne sowohl alle Freiheit zu vernichten, als auch etwas schlechthin Unmögliches anzustreben. Dasselbe gilt von der Kirche. Ohne mit dem §. 2 des Allerhöchsten Patentes in Widerspruch zu gerathen, kann der Kirche nicht länger verwehrt werden, sich selbstständig der Strafgewalt zu bedienen, die sie aus der ihr inwohnenden Macht zu schöpfen, und ohne Anwendung äusseren Zwanges zu üben vermag. Wenn sie aber ihre Erkenntnisse durch äussere Zwangsmittel vollzogen wissen will, so darf die Staatsgewalt ihr den weltlichen Arm nicht leihen, ohne Bürgschaft zu haben für den gerechten Vorgang der geistlichen Gerichte. Die versammelten Bischöfe bemerken hierüber: „Da bei dem gerichtlichen Verfahren auf die Gewohnheiten und Bedürfnisse der christlichen Länder Rücksicht zu nehmen, in ihren Diöcesen aber die Entwickelung des diessfälligen Gewohnheitsrechtes durch die vieljährige Unterbrechung der geistlichen Gerichte gehemmt worden sei, so würden alle Einleitungen getroffen werden, um auf gesetzlichem Wege die nöthigen Näherbestimmungen zu erzielen.“ Die Regierung Euerer Majestät muss wünschen, dass diese Einleitungen, so sehr als es die Verhältnisse gestatten, beschleunigt und die Ergebnisse ihr mitgetheilt werden. Vorläufig muss sie sich aber vorbehalten, wofern die geistliche Behörde eine Unterstützung von Seite der Staatsgewalt anspricht, in die Untersuchungs-Akten Einsicht zu nehmen, und sich die Ueberzeugung zu verschaffen, dass der Vorgang den Kirchengesetzen, auf welche es dabei allein ankömmt, vollkommen entsprechend sei..... || Die versammelten Bischöfe haben im Geiste der Kirche, welche sie vertreten, es ausgesprochen, dass geistlicher Aemter und Pfründen nur Solche würdig seien, welche geeignet sind, wie in jeder christlichen Tugend, so auch in Erfüllung der Pflichten gegen die bürgerliche Obrigkeit der christlichen Gemeinde mit Wort und Beispiel vorzuleuchten. Die Regierung Euerer Majestät glaubt darauf vertrauen zu dürfen, dass die Vorsteher der katholischen Kirche diesen Grundsatz sowohl bei Candidaten von geistlichen Aemtern als auch bei schon angestellten Geistlichen durchführen, und jeder Zeit die Hand bieten werden, um Geistliche, welche ihren heiligen Wirkungskreis auf eine dem Staate gefährliche Weise missbrauchen, unschädlich zu machen. Unter dieser Voraussetzung glaubt sie es durch die der katholischen Kirche schuldige Achtung geboten, dass, wenn solche traurige Fälle sich ereignen, stets zunächst im Einverständnisse mit dem betreffenden Bischofe, oder beziehungsweise mit dem päpstlichen Stuhle gegen die Pflicht-

vergessenen vorgegangen werde. || Geruhen Euere Majestät demgemäss Allergnädigst anzuordnen, dass, wenn ein Geistlicher seine Stellung und die ihm in derselben für kirchliche Zwecke zustehenden Befugnisse zu andern Zwecken in der Art missbraucht, dass seine Entfernung vom Amte sich der Regierung als nothwendig darstellt, die weltlichen Behörden sich desshalb vorerst mit seinem kirchlichen Vorgesetzten in's Einvernehmen zu setzen haben. || Die bischöfliche Versammlung hat es mit Recht für angemessen erkannt, dass wenn ein Geistlicher von den weltlichen Gerichten wegen Verbrechen oder Vergehen verurtheilt wird, der Bischof in die Möglichkeit versetzt werde, bevor er eine geistliche Strafe verhängt, den Grad der Schuld, welche der Verurtheilte der Kirche gegenüber auf sich geladen, selbstständig zu beurtheilen. Dass er zu dem Ende vor Vollzug der Strafe von der Verurtheilung in Kenntniss gesetzt werde, ist bereits durch die bestehenden Gesetze angeordnet. Die versammelten Bischöfe haben den Wunsch ausgedrückt, dass auch die Mittheilung der Verhandlungs-Akten, wenn sie verlangt wird, nicht verweigert werde. Euere Majestät dürften sich bewogen finden, Allergnädigst zu genehmigen, dass diese Mittheilung der Akten, obgleich sie auch bisher nicht verweigert wurde, den Gerichten ausdrücklich zur Pflicht gemacht werde. || Die Gegenstände, welche ihre gemeinsame Erledigung in der anliegenden Verordnung finden, sind insgesammt solche, hinsichtlich welcher es sich nur um Beseitigung der durch die bisherige Gesetzgebung aufgerichteten Schranken handelt. || Die andern gegenwärtig zu erledigenden Punkte der bischöflichen Eingaben verlangen abgesondert behandelt zu werden. Der ehrfurchtsvoll Unterzeichnete erlaubt sich die Unterrichtsfrage einem eigenen Allerunterthänigsten Vortrage vorzubehalten, über die übrigen Gegenstände aber Nachstehendes zu bemerken:

. . . . [Rücksichtlich der kirchlichen Aemter soll das kaiserliche Ernennungsrecht fortbestehen, doch soll, wie die Bischöfe wünschen, der Rath der Bischöfe der betreffenden Kirchenprovinz eingeholt werden; auch sollen für die Besetzung der Canonicate, die von den Bischöfen beantragten kirchlichen Garantien gegeben werden.] . . . . Das Kirchengesetz verordnet, dass zur Besetzung erledigter Pfarren ein Concurs ausgeschrieben, und die Befähigung der Bewerber durch dazu bestellte Examinatoren geprüft werde. Diese zweckmässige Massregel ward in Oesterreich von der politischen Gesetzgebung gänzlich in ihren Bereich gezogen. || . . . . [Jede Einflussnahme des Staates auf die Pfarr-Concursprüfung soll und kann wegfallen, da die bischöflichen Beschlüsse hierüber „jedem Interesse genügen, welches der Staat an der Einrichtung dieser Prüfung haben kann."] . . .

Von der Ansicht ausgehend, dass Alles, was auf den Staat Einfluss nehmen könne, der Verfügung des Staates unterstehe, erliess die österreichische Gesetzgebung über den Gottesdienst der katholischen Kirche die genauesten Anordnungen, deren viele jedoch längst in Vergessenheit gerathen sind. Dagegen erklären die versammelten Bischöfe mit Berufung auf § 2 der Grund-

Nr. 4798 (63). Oesterreich. 7. April 1850. rechte, dass sie fernerhin den Gottesdienst, und alles darauf bezügliche innerhalb der Gränzen der allgemeinen Staatsgesetze selbstständig anordnen, und nur den Geist und die Gesetze der katholischen Kirche dabei zur Richtschnur nehmen werden. Der treugehorsamste Ministerrath muss den von den Bischöfen erhobenen Anspruch als begründet anerkennen.

. . . [Jedem Bischofe soll es frei stehen, den Gottesdienst seiner Diöcese zu ordnen und zu leiten, da für die Regierung in der obigen Erklärung der Bischöfe eine genügende Garantie liege.] . . .

Die versammelten Bischöfe haben endlich auch die Bitte gestellt: „Dass die Regierung Euerer Majestät der Feier des Sonntages und der wenigen katholischen Feiertage ihren Schutz nicht entziehe, und wie bisher Alles, was die Heiligung dieser Tage stört, ferne halte."

. . . . [Die Behörden sollen angewiesen werden „darüber zu wachen, dass an Orten, wo die katholische Bevölkerung die Mehrzahl bildet, die Feier der Sonn- und Festtage nicht durch geräuschvolle Arbeiten oder durch öffentlichen Handelsbetrieb gestört werde."] Geruhen Euere Majestät den gestellten Anträgen die Allerhöchste Genehmigung zu ertheilen, und den ehrfurchtsvoll Unterzeichneten zu ermächtigen, die Eingaben der bischöflichen Versammlung in Gemässheit der in diesem allerunterthänigsten Vortrage entwickelten Ansichten zu erledigen.

Wien, am 7. April 1850. Thun m. p.

Nr. 4799. (64.)

ÖSTERREICH. Kaiserliche Verordnung und Resolution. — Feststellung des Verhältnisses der katholischen Kirche zum Staate. —

Verordnung S. R. G. B. Jahrg. 1850 Nr. 156 p. 826.

Nr. 4799 (64). Oesterreich. 18. April 1850. Zum Vollzug der durch §. 2 des Patentes vom 4. März 1849 der kath. Kirche verbürgten Rechte, genehmige Ich über Antrag Meines Ministers des Cultus und Unterrichtes und auf Einrathen Meines Ministerrathes für alle Kronländer Meines Reiches, für welche jenes Patent erflossen ist, nachstehende Bestimmungen: §. 1. Sowol den Bischöfen, als den ihnen unterstehenden Gläubigen steht es frei, sich in geistlichen Angelegenheiten an den Papst zu wenden, und die Entscheidungen und Anordnungen des Papstes zu empfangen, ohne dabei an eine vorläufige Zustimmung der weltlichen Behörden gebunden zu sein. §. 2. Den katholischen Bischöfen steht es frei, über Gegenstände ihrer Amtsgewalt und innerhalb der Grenzen derselben an ihren Klerus und ihre Gemeinde ohne vorläufige Genehmigung der Staatsbehörde Ermahnungen

und Anordnungen zu erlassen; sie haben jedoch von ihren Erlässen, in so ferne sie äussere Wirkungen nach sich ziehen, oder öffentlich kundgemacht werden sollen, gleichzeitig den Regierungsbehörden, in deren Bereich die Kundmachung erfolgen, oder die Anwendung geschehen soll, Abschriften mitzutheilen. || §. 3. Die Verordnungen, durch welche die Kirchengewalt bisher gehindert war, Kirchenstrafen, die auf bürgerliche Rechte keine Rückwirkung üben, zu verhängen, werden ausser Kraft gesetzt. || §. 4. Der geistlichen Gewalt steht das Recht zu Jene, welche die Kirchenämter nicht der übernommenen Verpflichtung gemäss verwalten, in der durch das Kirchengesetz bestimmten Form zu suspendiren oder abzusetzen, und sie der mit dem Amte verbundenen Einkünfte verlustig zu erklären. || §. 5. Zur Durchführung des Erkenntnisses kann die Mitwirkung der Staatsbehörden in Anspruch genommen werden, wenn denselben der ordnungsmässige Vorgang der geistlichen Behörde durch Mittheilung der Untersuchungsacten nachgewiesen ist. || §. 6. Mit der Durchführung dieser Bestimmungen ist Mein Minister des Cultus und Unterrichtes beauftragt.

(Kaiserliche Resolution.) Meine Behörden sind anzuweisen, dass wenn ein katholischer Geistlicher seine Stellung und die ihm in derselben für kirchliche Zwecke zustehende Befugnisse zu anderen Zwecken in der Art missbraucht, dass seine Entfernung vom Amte für nothwendig anerkannt wird, sie sich deshalb vorerst mit seinen kirchlichen Vorgesetzten ins Einvernehmen setzen. Den Gerichtsbehörden ist zu verordnen, dass, wenn ein katholischer Geistlicher wegen Verbrechen oder Vergehen verurtheilt wird, dem Bischofe die Verhandlungsacten auf sein Verlangen mitgetheilt werden. In der Mir zustehenden Ernennung der Bischöfe erkenne ich ein von Meinen erlauchten Vorfahren überkommenes Recht, welches Ich gewissenhaft zum Heile und zum Frommen der Kirche und des Reiches anszuüben gedenke. Um bei der Auswahl der Person das Beste der Kirche zu wahren, werde Ich stets geneigt sein, bei Besetzung von Bisthümern, wie diess auch bisher in Uebung war, den Rath von Bischöfen, und namentlich von Bischöfen der Kirchenprovinz, in welcher das Bisthum erledigt ist, zu hören. Ueber die bei Ausübung der landesfürstlichen Rechte in Betreff der Besetzung geistlicher Aemter und Pfründen zu beobachtende Form hat Mein Minister des Cultus und Unterrichtes Mir die geeigneten Anträge zu erstatten. Zur Durchführung der von der Versammlung der Bischöfe in Betreff der Bedingung zur Erlangung von Domherrnstellen, der Domicellar-Canonicate, dann in Betreff der Wahlkapitel zu Olmütz und Salzburg beschlossenen Massregeln sind die Bischöfe, in so weit Meine Regierung dazu mitzuwirken berufen ist, kräftigst zu unterstützen. Die vollständige Durchführung der von der Versammlung der Bischöfe über die Pfarrconcursprüfung getroffenen Bestimmungen soll unter dem Vorbehalte, dass dieselben nicht ohne mit der Regierung gepflogenen Rücksprache abgeändert werden, kein Hinderniss finden, jedoch soll dort, wo, und in so weit, als jene Beschlüsse nicht zur Richtschnur genommen werden, bei der Pfarrconcurs-

Nr. 4799 (64). Oesterreich. 18. April 1850.

prüfung nach den bisherigen Anordnungen vorgegangen werden. Ich genehmige, dass es jedem Bischofe frei stehen soll, den Gottesdienst in seiner Diöcese im Sinne der von der Versammlung der Bischöfe gefassten Beschlüsse zu ordnen und zu leiten. Meine Behörden sind anzuweisen, auf Grundlage der bestehenden Gesetze darüber zu wachen, dass an Orten, wo die katholische Bevölkerung die Mehrzahl bildet, die Feier der Sonn- und katholischen Festtage nicht durch geräuschvolle Arbeiten oder durch öffentlichen Handelsbetrieb gestört werde. Im Uebrigen nehme Ich den Inhalt der Mir vorgelegten Eingaben der Versammlung der Bischöfe zur Kenntniss, und ermächtige Meinen Minister des Cultus und Unterrichtes, solche in Gemässheit der in diesem Vortrage entwickelten Ansichten zu erledigen. Ueber die noch unerledigten Fragen sind Mir die geeigneten Anträge mit thunlicher Beschleunigung zu erstatten, und insoferne ein Einvernehmen mit dem päpstlichen Stuhle nothwendig ist, sind hiezu die nöthigen Vorbereitungen und Einleitungen zu treffen. Dieses Einvernehmen wird sich auch auf die Regelung des Einflusses zu erstrecken haben, der Meiner Regierung gewahrt werden muss, um von geistlichen Aemtern und Pfründen im Allgemeinen Männer fern zu halten, welche die bürgerliche Ordnung gefährden könnten.

Wien, am 18. April 1850.

Franz Josef.

Zur Durchführung dieser kaiserl. Verordnung und Resolution — letztere wurde nicht veröffentlicht — erliess der Cultus- und Unterrichtsminister nachfolgende Verordnungen: Ueber Straf- und Disciplinar-Amtshandlungen gegen katholische Geistliche und über den Wirkungskreis der Regierungsbehörden in Angelegenheiten des Gottesdienstes und der Pfarrconcursprüfungen (15. Juli 1850 R.-G.-B. Nr. 320 p. 1325); über die Feier der Sonn- und Feiertage (22. Juni 1850 R.-G.-B. Nr. 265 p. 1167); der Justizminister eine Verordnung über die Mittheilung der Verhandlungsacten an den Bischof, wenn ein Geistlicher wegen Verbrechen oder Vergehen verurtheilt wurde. (3. September 1850 R.-G.-B. Nr. 342 p. 1554.)

Nr. 4800. (65.)

ÖSTERREICH. Aus dem Vortrage des Cultus- und Unterrichtsministers an den Kaiser. — Die Beziehungen der katholischen Kirche zum öffentlichen Unterricht. —

Beilage-Blatt vom R.-G.-Bl. Jahrg. 1850 p. 114—124.

Nr. 4800 (65). Oesterreich. 13. April 1850.

Die katholische Kirche kann nie und nirgends dem Anspruche entsagen, einen entscheidenden Einfluss auf den Religionsunterricht zu nehmen, und der §. 2 des Allerhöchsten Patentes vom 4. März 1849 verbürgt den Trägern der kirchlichen Autorität unzweifelhaft das Recht, den der Kirche gebührenden

Einfluss selbstständig geltend zu machen. || Die Kirche wird immer verlangen, dass sie auch ihre eigenen Unterrichtsanstalten habe, ein Recht, welches nach §. 3 des Allerhöchsten Patentes gar nicht in Frage gestellt werden kann, und die Bischöfe werden in der Leitung der kirchlichen Unterrichtsanstalten vom Staate nicht beirrt werden dürfen. | Hingegen kann auch die Regierung auf die selbstständige Leitung derjenigen Anstalten, die sie gründet, und für deren Zustand sie verantwortlich ist, niemals verzichten. Zugleich wird aber der kirchliche Unterricht nicht den Staat, und der Unterricht in den Staatsanstalten nicht die Kirche ignoriren dürfen. || Um heilsam und erfolgreich wirken zu können, wird vielmehr die Kirche in ihren Anstalten im Einvernehmen mit der Regierung, und die Regierung in den Staatsanstalten im Einvernehmen mit der Kirche vorgehen, und beide werden einander, um ihre eigenen Zwecke zu fördern, einen angemessenen Einfluss gewähren müssen. Ein solches Einvernehmen beruht seiner Natur nach auf gegenseitigem Vertrauen. | Es kann nicht durch Gesetze erzwungen werden. Wohl aber muss es ermöglicht werden, durch gesetzliche Vorschriften, welche jedem Theile das verbürgen, was er als ein Recht ansprechen kann. Dem Staate muss derjenige Einfluss auf die kirchlichen Anstalten, der ihn gegen gefährlichen Missbrauch und verderbliche Richtungen schützt, gesetzlich gewahrt sein, der Kirche jener Einfluss auf die Anstalten des Staates, der geeignet ist, darüber zu beruhigen, dass der Religionsunterricht nicht vernachlässigt, oder gar der Glauben untergraben werde. Namentlich kann die Beurtheilung, ob der Unterricht, welcher in der katholischen Religion, oder in den theologischen Wissenschaften ertheilt wird, wirklich sei, was er heisst, nur der kirchlichen Autorität zustehen. Der Staat, der überhaupt die Selbstständigkeit der Kirche achten will, muss sie auch in die Lage setzen, dieses Urtheil selbstständig zu fällen. | Er darf daher an den öffentlichen Anstalten Niemanden als Lehrer der kath. Religion oder der Theologie wirken lassen, der nicht hiezu von der Kirche befugt ist. Nur auf solchen Grundlagen kann in der Angelegenheit des öffentlichen Unterrichts zwischen dem Staate und der Kirche Vertrauen herrschen, und jenes Einvernehmen bestehen, welches nothwendig ist, um den Zweck beider zu fördern. Von diesen Ansichten geleitet, erlaubt sich der in tiefster Ehrfurcht Unterzeichnete zur Beleuchtung der speciellen Anträge und Wünsche der Bischöfe überzugehen. || . . . . [Ueber die Heranbildung der Candidaten des geistlichen Standes; über den Religionsunterricht in Mittelschulen; über den Einfluss der Kirche auf die Volksschule.] . . . . || — Das Recht, den Religionsunterricht in den katholischen Volksschulen zu besorgen, ist der Kirche durch §. 4 des Allerhöchsten Patentes vom 4. März 1849 verbürgt worden. Die Regierung Eurer Majestät ist von der Ueberzeugung durchdrungen, dass auch auf der untersten Bildungsstufe dieser Unterricht, um wirksam zu sein, und den daselbst ganz besonders vorherrschenden Zweck der Erziehung zu fördern, nicht von dem anderweitigen Unterrichte getrennt, und dass die Volksschule am allerwenigsten zum Kampfplatze entgegengesetzter

Nr. 4800 (65). Oesterreich. 13. April 1850.

Lebensanschauungen werden darf. ‖ Dagegen erkennen die Bischöfe das Recht und das Interesse an, welches auch der Staat hat, leitend und überwachend auf die Volksschulen einzuwirken, und sie finden die Ansprüche, welche Kirche und Staat auf die Schulen machen, in der bisherigen Schulverfassung billig berücksichtiget. ‖ Der treugehorsamste Minister des Cultus und Unterrichts fühlt die Verpflichtung, auch auf dem Gebiete der Volksschule Verbesserungen anzustreben. Der innige Zusammenhang, in welchem das Volksschulwesen mit anderen Institutionen steht, die in gänzlicher Umgestaltung begriffen sind, macht es jedoch nothwendig, die Regelung dieses Gegenstandes, in so fern es sich um theilweise Aenderung der bestehenden Einrichtungen handelt, noch der weiteren Verhandlung vorzubehalten, wobei übrigens keineswegs beabsichtiget wird, den Einfluss, welchen die Kirche auf die Volksschule bisher geübt hat, zu beschränken oder zu beeinträchtigen. ‖ Im Hinblicke auf die in diesem Allerunterthänigsten Vortrage entwickelten Ansichten, erlaubt sich der ehrfurchtsvoll Unterzeichnete im Namen des treugehorsamsten Ministerrathes zur Regelung der Beziehungen der katholischen Kirche zum öffentlichen Unterrichte den beiliegenden Resolutions-Entwurf der Allerhöchsten Genehmigung zu unterbreiten, und den weiteren ehrerbietigen Antrag zu stellen: Euere Majestät geruhen zu genehmigen: ‖ 1. Dass die vollständige Durchführung der Beschlüsse, welche von der Versammlung der Bischöfe über die Einrichtung der theologischen Diöcesan- und Kloster-Lehranstalten gefasst worden sind, kein Hinderniss finde, unter dem Vorbehalte, dass keine Abänderung ohne mit der Regierung gepflogene Rücksprache werde verfügt werden, dass aber dort, wo und in so weit als Diöcesan- und Kloster-Lehranstalten diese Beschlüsse nicht zur Richtschnur nehmen, nach den bisherigen Bestimmungen vorgegangen werde; ‖ 2. dass da, wo in Zukunft eine theologische Fakultät bestehen wird, zugleich eine Diöcesan-Anstalt eingerichtet werde; 3. dass bei der Anstellung von Religionslehrern an Staatsgymnasien und anderen Mittelschulen in der oben beantragten Weise vorgegangen werde; 4. dass an Universitäten, an welchen es noch nicht der Fall ist, Prediger angestellt werden, und deren Auswahl den Bischöfen überlassen werde. ‖ Geruhen Euere Maj. endlich: ‖ 5. zu genehmigen, dass es von den an den philosophischen Fakultäten systemisirt gewesenen Professuren der Religionswissenschaft abkomme, dagegen den treugehorsamsten Minister des Cultus und Unterrichts zu ermächtigen, Männern, welche vorzüglich befähigt sind, die christliche Ueberzeugung an den philosophischen Fakultäten wissenschaftlich zu vertreten, wenn solche von den Bischöfen bezeichnet werden, einen angemessenen Gehalt anzuweisen.

Wien, am 13. April 1850.

Thun.

Nr. 4801. (66.)

ÖSTERREICH. Kaiserliche Verordnung und Resolution. — Regelung der Beziehungen der katholischen Kirche zum Unterricht. —

Verordnung im R.-G.-Bl. Jahrg. 1850. Nr. 157 p. 827.

Nr. 4801 (66). Oesterreich. 23. April 1850.

In Erwägung der §§. 2, 3 und 4 des Patentes vom 4. März 1849, genehmige Ich, nach dem Antrage Meines Ministers des Cultus und Unterrichtes und über Einrathen Meines Ministerrathes, für alle Kronländer, für welche jenes Patent erflossen ist, nachstehende Bestimmungen: §. 1. Niemand kann an niedern oder höhern öffentlichen Lehranstalten als katholischer Religionslehrer oder Professor der Theologie wirken, ohne die Ermächtigung hiezu von dem Bischofe erhalten zu haben, in dessen Diöcese sich die Anstalt befindet. §. 2. Der Bischof kann die Jemanden ertheilte Ermächtigung jederzeit wieder entziehen; die blosse Entziehung dieser Ermächtigung macht jedoch einen von der Regierung angestellten Lehrer nicht des ihm gesetzlich zustehenden Anspruches auf einen Ruhegehalt verlustig. §. 3. Es bleibt Sache der Regierung, Männer, welche vom Bischofe die Ermächtigung zum Vortrage der Theologie erhalten haben, an den theologischen Fakultäten zu Professoren zu ernennen, oder als Privatdozenten zuzulassen, und diese verwalten ihr Amt nach Massgabe der akademischen Gesetze. §. 4. Dem Bischofe steht es frei, seinen Alumnen die Vorträge, welche sie an der Universität zu besuchen haben und deren Reihenfolge vorzuzeichnen, und sie darüber in seinem Seminarium prüfen zu lassen. §. 5. Zu den strengen Prüfungen der Candidaten der theologischen Doctorwürde ernennt der Bischof die Hälfte der Prüfungskommissare aus Männern, welche selbst den theologischen Doctorgrad erlangt haben. §. 6. Es kann Niemand die theologische Doctorwürde erlangen, der nicht vor dem Bischofe, oder dem von ihm dazu Beauftragten, das Tridentinische Glaubensbekenntniss abgelegt hat. Mit der Durchführung dieser Bestimmungen ist Mein Minister des Cultus und Unterrichtes beauftragt.

(Kaiserliche Resolution.) Ich genehmige ferner die übrigen in diesem Vortrage gestellten Anträge und ermächtige Meinen Minister des Cultus und Unterrichtes zu deren Durchführung.

Wien, am 23. April 1850.

Franz Josef.

Im Anschluss an diese kaiserl. Verordnung und Resolution erliess der Minister für Cultus und Unterricht, in Uebereinstimmung mit den bischöflichen Beschlüssen, Verordnungen über die Stellung der katholischen Religionslehrer an den Gymnasien und andern Mittelschulen (28. Juni 1850 R.-G.Bl. Nr. 265 p. 1167), und über die Einrichtung der katholisch-theologischen Diöcesan- und Klosterlehranstalten und Fakultäten (15. Juli 1850 R.-G.-Bl. Nr. 319 p. 1325.)

Nr. 4802. (67.)

ÖSTERREICH. Adresse des österreichischen Episcopates an den Kaiser. — Dank für die der katholischen Kirche wieder gegebene Freiheit. —

Roskovány, Mon. VII p. 623 ff.

Nr. 4802 (67). Oesterreich. 19. Mai 1850.

Euere kaiserl. apost königl. Majestät etc. Ein Jahr ist verflossen, seit wir in der Haupststadt des Reiches uns zu den Berathungen vereinigten, welche die Regierung Eurer Majestät durch die an uns gerichtete Einladung beschleunigt und erleichtert hatte. Schon die Thatsache der Versammlung gab ein grossartiges Zeugniss für den Geist der echten Weisheit und höhern Lebensauffassung, welcher auf Oesterreichs Throne waltete, und dieser Geist hat nun seiner Würdiges vollbracht. Der 18. und 23. April sind Tage, welche die Geschichte in ihre Tafeln einzeichnen wird. Das Schlachtfeld, wo unter dem Rollen des irdischen Donners die Geschicke von Völkern entschieden werden, zieht alle Blicke gebieterisch auf sich und glänzend ist der Lorbeer, welcher das Haupt des Siegers bekränzt. Stilleren Schrittes gehen die Thaten der Gesetzgebung ihre Bahn; aber wenn sie tief in die Lebensrichtung der Völker eingreifen, so bringen sie grössere Entscheidungen als das Schwert zu erkämpfen vermag, und wenn sie ihre Macht zum Heile üben, so gebührt ihnen eine Palme, welche den Lorbeer überstrahlt. Solche Thaten haben Euere Maj. am 18. und 23. April vollbracht. Die Gerechtigkeit und die Ehrfurcht vor dem Heiligthume waren die Führerinnen, welche Euere Majestät wählten; aber Allerhöchstdieselben erfassten zugleich die Bedingungen eines kraftvollen Staatslebens mit tieferem Blicke, und so wurde die Kirche in Oesterreich von Hemmnissen befreit, welche ihrem regeren Aufschwunge vielfach entgegentraten. Euere Majestät haben eine Staatsweisheit von sich gewiesen, welche für die Kirche entweder nur Regungen des Misstrauens hatte, oder sie als ein dienendes Werkzeug zu nützen strebte; Allerhöchstdieselben werden dafür bei dem grossen Werke, zu welchem der Herr Sie auserkor, in der Kirche eine treue und mächtige Bundesgenossin finden. Euere Majestät wollen der wahren Freiheit eine Heimath gründen, in welcher jedes edle, heilbringende Streben ungehindert die Schwingen rege, und jedes frevelhafte Gelüste vor dem Flammenschwerte des Gesetzes zittere. Dieser segensreiche Bau muss die Rechtsordnung zur starken Grundfeste haben, Treue und Vaterlandsliebe muss an seinen Pforten Wache halten und sittliches Zartgefühl die Ordnerin in seinen Hallen sein. Darum bedarf er, dass ihn die Religion mit ihrem hohen Dome umwölbe. Die Kirche aber ist die Hüterin und Pflegerin der Ueberzeugungen, durch welche der Himmel sich in die Menschenbrust nieder neigt. Wenn die Träger der Kirchengewalt nun inner ihrem Bereiche frei ihr Amt zu üben vermögen, so werden sie doch niemals der Stellung vergessen, welche in der von Gott gewollten Ordnung der Welt dem Staate und der

Kirche angewiesen ist. Staat und Kirche sollen in freiem und freundlichem Zusammenwirken die Pfade der Völker bahnen, lenken, behüten, und der Vulkan der Revolution kann sich nicht schliessen, bevor dies Zusammenwirken mit der Kraft inniger Ueberzeugung erneuert wird. Indem wir dazu die Hand bieten, erfüllen wir eine Pflicht gegen die Kirche wie gegen den Staat, gegen Gott wie gegen die Menschheit. Die Anerkennung wird uns bei allen Angelegenheiten, deren Natur eine Verständigung zwischen den Vertretern des Staates und der Kirche fordert, als unwandelbare Richtschnur leiten. Vollkommen würdigen wir auch die besonderen Pflichten, welche die Verhältnisse der Gegenwart uns auferlegen. Die Ruhe, welche in den äusseren Zuständen waltet, ist in die Gemüther noch nicht vollkommen eingekehrt. Die Spannung und Reizbarkeit, welche von der gewaltigen Aufregung zurückblieb, zeigt ihre Einflüsse auch auf dem Gebiete der Vorurtheile, welche die Kehrseite der modernen Bildung sind. Wir würden an unserem heiligen Amte und an der Menschheit freveln, wenn wir bei Verjüngung der kirchlichen Thätigkeit die Vorurtheile des Tages zur Richtschnur nehmen wollten; aber als Jünger des Lehrers der Geduld und Sanftmuth werden wir nicht nur die berechtigten Forderungen der Zeit im Auge behalten, sondern auch ihre Stimmungen und vorgefassten Meinungen mit schonender vorsichtiger Hand berühren. Mit Vertrauen und Ehrfurcht empfehlen wir die noch obschwebenden Verhandlungen Euerer Majestät huldreichem Schutze. In grossem Sinne hat das Werk begonnen, in grossem Sinne wird es vollendet werden, und die Erneuerung im Glauben und sittlicher Kraft besiegeln. Indem wir die Huldigung unserer Dankbarkeit an den Stufen des Thrones niederlegen, bitten wir den König der Könige, dass er an Euere Majestät und dem Ihrer Obhut vertrauten Vaterlande seine Gnade verherrlichen wolle. Unter Eurer Majestät ruhmvollem Scepter sei das verjüngte Oesterreich Europa's Vorbild und der Hort des Glaubens, der Sitte, des Friedens.

Im Namen aller zu Wien im Jahre 1849 versammelten Bischöfe.

Salzburg, den 19. Mai 1850.

Friedrich, Cardinal F. Schwarzenberg,
Erzbischof zu Salzburg.

Die Allocution des Papstes vom 20. Mai 1850, worin die Hoffnung ausgesprochen wird: der Kaiser werde das in grossartigem Geiste begonnene Werk, die Freiheit der katholischen Kirche in Oesterreich wieder herzustellen, auch vollenden, s. Roskovány, Mon. IV p. 234. — Alle Bischöfe Oesterreichs erliessen, veranlasst durch die veränderte Stellung der Kirche, Hirtenbriefe, in welchen sie das Gerechte und Heilbringende dieser Veränderung nachzuweisen und die dadurch geschaffenen Besorgnisse zu zerstreuen suchen. Der Erzbischof von Wien (V. E. Milde) sagt darüber: „Aus dem Gesagten werdet Ihr, meine Lieben, erkennen, dass das Geschrei, man wolle das finstere Mittelalter zurückrufen, den Aberglauben verbreiten, despotische Willkühr herrschend machen, ganz grundlos ist. Weder der Staats-

Nr. 4802 (67). Oesterreich. 19. Mai 1850.

regierung noch den Bischöfen kann ein so thörichter Gedanke in den Sinn kommen. Ich kenne den grossen Unterschied zwischen der inneren Religiosität und den äusseren oft heuchlerischen Formen derselben. Ich weiss, dass die erstere nicht durch Furcht und Zwang begründet werden kann. Den innern Sinn der Gottesfurcht und Frömmigkeit unter den Menschen zu wecken, die wahre Sittlichkeit herzustellen, ist mein Wunsch und wird mein Bestreben und mein Gebet in den wenigen Tagen sein, die Gott mir auf dieser Erde zu wandeln noch geben wird. — Ich wünsche und bitte Gott, dass ich nie durch meine ohnediess schwere Pflicht in die Nothwendigkeit versetzt werde, irgend eine Kirchenstrafe aussprechen zu müssen." (S. die Hirtenbriefe Brühl l. c. p. 100 ff. und Roskovány, Mon VII p. 625 ff. — daselbst auch p. 631 ff. der höchst beachtenswerthe des damaligen Bischof von Seckau J. O. v. Rauscher.)

Nr. 4803. (68.)

ÖSTERREICH. Kaiserliches Patent[1]). — Kundmachung des Concordates.

Reichsgesetzblatt Jahrg. 1855 Nr. 195 p. 635 ff.

Nr. 4803 (68). Oesterreich. 5. Nov. 1855.

Wir Franz Joseph der Erste, von G. G. Kaiser von Oesterreich etc.

Seit Wir, durch die Fügung des Allerhöchsten, den Thron Unserer Ahnen bestiegen haben, war Unsere unablässige Bemühung darauf gerichtet, die sittlichen Grundlagen der geselligen Ordnung und des Glückes Unserer Völker zu erneuern und zu befestigen. Um so mehr haben Wir es für eine heilige Pflicht erachtet, die Beziehungen des Staates zu der katholischen Kirche mit dem Gesetze Gottes und dem wohlverstandenen Vortheile Unseres Reiches in Einklang zu setzen. Zu diesem Ende haben Wir für einen grossen Theil Unseres Reiches, nach Einvernehmung der Bischöfe jener Länder, Unsere Verordnungen vom 18. und 23. April 1850 erlassen, und durch dieselben mehreren dringenden Bedürfnissen des kirchlichen Lebens entsprochen. Um das segensreiche Werk zu vollenden, haben Wir Uns hierauf mit dem heiligen Stuhle ins Einvernehmen gesetzt, und am 18. August l. J. mit dem Oberhaupte der Kirche eine umfassende Vereinbarung geschlossen. Indem Wir dieselbe hiermit Unseren Völkern kundmachen, verordnen Wir, nach Vernehmung Unserer Minister und nach Anhörung Unseres Reichstages, wie folgt: I. Wir werden das Nöthige verfügen, um die Leitung des katholischen Schulwesens in jenen Kronländern, wo sie dem achten Artikel nicht entspricht, mit den Bestimmungen desselben in Einklang zu setzen. Bis dahin ist nach den bestehenden Verordnungen vorzugehen. II. Es ist Unser Wille, dass die bischöflichen Ehegerichte auch in jenen Ländern, wo dieselben nicht bestehen, sobald als mög-

[1]) Wirksam für den ganzen Umfang des Reiches.

lich in Wirksamkeit treten, um über die Eheangelegenheiten Unserer kathol. Unterthanen gemäss Artikel X des Concordates zu erkennen. Die Zeit, zu welcher sie ihre Wirksamkeit zu beginnen haben, werden Wir, nach Einvernehmung der Bischöfe, bekannt geben lassen. Inzwischen werden auch die nöthigen Aenderungen der bürgerlichen Gesetze über Eheangelegenheiten kundgemacht werden. Bis dahin bleiben die bestehenden Gesetze für die Ehen Unserer katholischen Unterthanen in Kraft, und Unsere Gerichte haben nach denselben über die bürgerliche Geltung dieser Ehen und die daraus hervorgehenden Rechtswirkungen zu entscheiden. || III. Im Uebrigen haben die Bestimmungen, welche in dem, von Uns mit dem päptlichen Stuhle abgeschlossenen Uebereinkommen enthalten sind, in dem ganzen Umfange Unseres Reiches, von dem Zeitpunkte der Kundmachung dieses Patentes an in volle Gesetzkraft zu treten. | Mit der Durchführung dieser Bestimmungen ist Unser Minister des Cultus und Unterrichtes, im Vernehmen mit den übrigen betheiligten Ministern und Unserem Armee-Ober-Commando, beauftragt. | Gegeben in Unserer kaiserlichen Haupt- und Residenzstadt Wien, den fünften des Monates November im Eintausend achthundert fünfundfünfzigsten, Unserer Reiche im siebenten Jahre.

Nr. 4803 (68). Oesterreich. 4. Nov. 1855.

Franz Joseph m. p.
(L. S.)

Graf Buol-Schauenstein m. p. Graf Thun m. p.

Auf Allerhöchste Anordnung
Ransonnet m. p.

Nr. 4804. (69.)

ÖSTERREICH - RÖMISCHE CURIE. Das Oesterreichische Concordat. — Abgeschlossen zu Wien 18. Aug. 1855. Ratificationen ausgewechselt 25. September. Staatl. Publication 5. Nov. und kirchliche durch die Bulle „Deus humanae salutis auctor“ 3. Nov. 1855. —

Lat. Orig. und Deutsche Uebersetzung R.-G.-Bl. Jahrg. 1855 Nr. 195 p. 637. Die Bulle s. Beiträge zum Preussischen und Deutschen Kirchenrecht 3. Heft p. 25 ff.

Wir Franz Josef, von G. G. Kaiser von Oesterreich etc.

thun Allen und Jeden, die es angeht, durch Gegenwärtiges zu wissen: Nachdem zwischen dem Bevollmächtigten Sr. Heiligkeit und dem Unsern zur Herbeiführung einer festen und dauernden Ordnung der Angelegenheiten und der Verhältnisse der katholischen Kirche in Unserm Reiche eine feierliche Vereinbarung am 18. August des laufenden Jahres abgeschlossen und unterzeichnet ist des folgenden Inhaltes[1]:

Nr. 4804. (69. Oesterreich-Röm. Curie. 18. Aug. 1855.

[1]) Die Ratificationsclausel ist im R.-G.-Bl. lateinisch.

Nr. 4804 (69). Oesterreich.- Röm. Curie. 18. Aug. 1855.

Vereinbarung zwischen Seiner Heiligkeit Papst Pius IX. und Seiner kaiserlich-königlichen Apostolischen Majestät Franz Josef I., Kaiser von Oesterreich.

Im Namen der allerheiligsten und untheilbaren Dreifaltigkeit. || Seine Heiligkeit Papst Pius IX. und Seine kaiserlich-königliche Apostolische Maj. Franz Joseph I., Kaiser von Oesterreich, deren einmüthiges Streben darauf gerichtet ist, dass Glaube, Frömmigkeit und sittliche Kraft im Kaiserthume Oesterreich bewahrt und gemehrt werde, haben beschlossen, über die Stellung der katholischen Kirche in demselben Kaiserthume einen feierlichen Vertrag zu errichten. Demnach hat zu Seinem Bevollmächtigten ernannt: der heilige Vater Seine Eminenz Herrn Michael der heiligen römischen Kirche Cardinal-Priester Viale-Prelà, Dieser Seiner Heiligkeit und des heiligen Stuhles Pronuntius bei vorgedachter Apostolischer Majestät; und Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich Seine fürstlichen Gnaden Herrn Josef Othmar von Rauscher, Fürsten-Erzbischof von Wien, päpstlichen Thron-Assistenten, Prälaten und Grosskreuz des kaiserlich-österreichischen Leopold-Ordens, wie auch Derselben kaiserlichen Majestät wirklichen geheimen Rath. | Und dieselben sind, nachdem sie ihre Bevollmächtigungs-Urkunden ausgewechselt und richtig befunden haben, über Nachstehendes übereingekommen:

Art. I. Die heilige römisch-katholische Religion wird mit allen Befugnissen und Vorrechten, deren dieselbe nach der Anordnung Gottes und den Bestimmungen der Kirchengesetze geniessen soll, im ganzen Kaiserthume Oesterreich und allen Ländern, aus welchen dasselbe besteht, immerdar aufrecht erhalten werden. | Art. II. Da der römische Papst den Primat der Ehre wie der Gerichtsbarkeit in der ganzen Kirche, so weit sie reicht, nach göttlichem Gesetze inne hat, so wird der Wechselverkehr zwischen den Bischöfen, der Geistlichkeit, dem Volke und dem heiligen Stuhle in geistlichen Dingen und kirchlichen Angelegenheiten einer Nothwendigkeit, die landesfürstliche Bewilligung nachzusuchen, nicht unterliegen, sondern vollkommen frei sein. || Art. III. Erzbischöfe, Bischöfe und alle Ordinarien werden mit der Geistlichkeit und dem Volke ihrer Kirchensprengel zu dem Zwecke, um ihres Hirtenamtes zu walten, frei verkehren, frei werden sie auch Belehrungen und Verordnungen über kirchliche Angelegenheiten kundmachen. || Art. IV. Eben so werden Erzbischöfe und Bischöfe die Freiheit haben, Alles zu üben, was denselben zu Regierung ihrer Kirchensprengel, laut Erklärung oder Verfügung der heiligen Kirchengesetze, nach der gegenwärtigen, vom heiligen Stuhle gutgeheissenen Disciplin der Kirche gebührt, und insbesondere: a) Als Stellvertreter, Räthe und Gehilfen ihrer Verwaltung alle jene Geistlichen zu bestellen, welche sie zu besagten Aemtern als tauglich erachten. b) Diejenigen, welche sie als ihren Kirchensprengeln nothwendig oder nützlich erachten, in den geistlichen Stand aufzunehmen und zu den heiligen Weihen nach Vorschrift der Kirchengesetze zu befördern, und im Gegentheile die, welche sie für unwürdig halten, von Empfang der Weihen auszuschliessen. c) Kleinere Pfründen

zu errichten, und nachdem sie mit Seiner Kaiserlichen Majestät vorzüglich wegen entsprechender Anweisung der Einkünfte sich einverstanden haben, Pfarren zu gründen, zu theilen oder zu vereinigen. d) Oeffentliche Gebete und andere fromme Werke zu verordnen, wenn es das Wohl der Kirche, des Staates oder des Volkes erfordert, ingleichen Bittgänge und Wallfahrten auszuschreiben, die Leichenbegängnisse und alle anderen geistlichen Handlungen ganz nach Vorschrift der Kirchengesetze zu ordnen. e) Provinzialconcilien und Diöcesansynoden in Gemässheit der heiligen Kirchengesetze zu berufen und zu halten, und die Verhandlungen derselben kundzumachen. || Art. V. Der ganze Unterricht der katholischen Jugend wird in allen sowohl öffentlichen als nicht öffentlichen Schulen der Lehre der katholischen Religion angemessen sein; die Bischöfe aber werden kraft des ihnen eigenen Hirtenamtes die religiöse Erziehung der Jugend in allen öffentlichen und nicht öffentlichen Lehranstalten leiten und sorgsam darüber wachen, dass bei keinem Lehrgegenstande Etwas vorkomme, was dem katholischen Glauben und der sittlichen Reinheit zuwiderläuft. || Art. VI. Niemand wird die heilige Theologie, die Katechetik oder die Religionslehre in was immer für einer öffentlichen oder nicht öffentlichen Anstalt vortragen, wenn er dazu nicht von dem Bischofe des betreffenden Kirchensprengels die Sendung und Ermächtigung empfangen hat, welche derselbe, wenn er es für zweckmässig hält, zu widerrufen berechtiget ist. Die öffentlichen Professoren der Theologie und Lehrer der Katechetik werden, nachdem der Bischof über den Glauben, die Wissenschaft und Frömmigkeit der Bewerber sich ausgesprochen hat, aus Jenen ernannt werden, welchen er die Sendung und Vollmacht des Lehramtes zu ertheilen bereit ist. Wo aber einige Professoren der theologischen Fakultät von dem Bischofe verwendet zu werden pflegen, um die Zöglinge des bischöflichen Seminares in der Theologie zu unterrichten, werden zu solchen Professoren immerdar Männer bestellt werden, welche der Bischof zu Verwaltung gedachten Amtes für vorzugsweise tauglich hält. Bei Prüfung Derjenigen, welche sich für das Doctorat der Theologie oder des canonischen Rechtes befähigen wollen, wird der Bischof die Hälfte der Prüfenden aus Doctoren der Theologie oder beziehungsweise des canonischen Rechtes bestellen. || Art. VII. In den für die katholische Jugend bestimmten Gymnasien und mittleren Schulen überhaupt werden nur Katholiken zu Professoren oder Lehrern ernannt werden, und der ganze Unterricht wird nach Massgabe des Gegenstandes dazu geeignet sein, das Gesetz des christlichen Lebens dem Herzen einzuprägen. Welche Lehrbücher in gedachten Schulen bei dem Vortrage der Religion zu gebrauchen seien, werden die Bischöfe kraft einer mit einander gepflogenen Berathung festsetzen. Hinsichtlich der Bestellung von Religionslehrern für Gymnasien und mittlere Schulen werden die heilsamen darüber erflossenen Verordnungen in Kraft verbleiben. || Art. VIII. Alle Lehrer der für Katholiken bestimmten Volksschulen werden der kirchlichen Beaufsichtigung unterstehen. Den Schul-Oberaufseher des Kirchensprengels wird Seine Majestät aus den vom Bischofe vorgeschlagenen

Nr. 1804 (69). Oesterreich-Röm. Curie. 18. Aug. 1855.

Männern ernennen. Falls in gedachten Schulen für den Religionsunterricht nicht hinlänglich gesorgt wäre, steht es dem Bischofe frei, einen Geistlichen zu bestimmen, um den Schülern die Anfangsgründe des Glaubens vorzutragen. Der Glaube und die Sittlichkeit des zum Schullehrer zu Bestellenden muss makellos sein. Wer vom rechten Pfade abirrt, wird von seiner Stelle entfernt werden. ‖ Art. IX. Erzbischöfe, Bischöfe und alle Ordinarien werden die denselben eigene Macht mit vollkommener Freiheit üben, um Bücher, welche der Religion und Sittlichkeit verderblich sind, als verwerflich zu bezeichnen und die Gläubigen von Lesung derselben abzuhalten. Doch auch die Regierung wird durch jedes dem Zwecke entsprechende Mittel verhüten, dass derlei Bücher im Kaiserthume verbreitet werden. Art. X. Da alle kirchlichen Rechtsfälle und insbesondere jene, welche den Glauben, die Sacramente, die geistlichen Verrichtungen und die mit dem geistlichen Amte verbundenen Pflichten und Rechte betreffen, einzig und allein vor das kirchliche Gericht gehören, so wird über dieselben der kirchliche Richter erkennen, und es hat somit dieser auch über die Ehesachen nach Vorschrift der heiligen Kirchengesetze und namentlich der Verordnungen von Trient zu urtheilen und nur die bürgerlichen Wirkungen der Ehe an den weltlichen Richter zu verweisen. Was die Eheverlöbnisse betrifft, so wird die Kirchengewalt über deren Vorhandensein und ihren Einfluss auf die Begründung von Ehehindernissen entscheiden und sich dabei an die Bestimmungen halten, welche dasselbe Concilium von Trient und das apostolische Schreiben, welches mit „auctorem fidei" beginnt, erlassen hat. Art. XI. Den Bischöfen wird es frei stehen, wider Geistliche, welche keine anständige geistliche, ihrer Stellung und Würde entsprechende Kleidung tragen oder aus was immer für einer Ursache der Ahndung würdig sind, die von den heiligen Kirchengesetzen ausgesprochenen Strafen oder auch andere, welche die Bischöfe für angemessen halten, zu verhängen und sie in Klöstern, Seminarien oder diesem Zwecke zu widmenden Häusern unter Aufsicht zu halten. Ingleichen sollen dieselben durchaus nicht gehindert sein, wider alle Gläubigen, welche die kirchlichen Anordnungen und Gesetze übertreten, mit kirchlichen Strafen einzuschreiten. ‖ Art. XII. Ueber das Patronatsrecht wird das kirchliche Gericht entscheiden; doch giebt der heilige Stuhl seine Einwilligung, dass, wenn es sich um ein weltliches Patronatsrecht handelt, die weltlichen Gerichte über die Nachfolge in demselben sprechen können, der Streit möge zwischen den wahren und angeblichen Patronen oder zwischen Geistlichen, welche von diesen Patronen für die Pfründe bezeichnet wurden, geführt werden. ‖ Art. XIII. Mit Rücksicht auf die Zeitverhältnisse giebt der heilige Stuhl seine Zustimmung, dass die bloss weltlichen Rechtssachen der Geistlichen, wie Verträge über das Eigenthumsrecht, Schulden, Erbschaften, von dem weltlichen Gerichte untersucht und entschieden werden. ‖ Art XIV. Aus eben diesem Grunde hindert der heilige Stuhl nicht, dass die Geistlichen wegen Verbrechen oder anderen Vergehungen, wider welche die Strafgesetze des Kaiserthums gerichtet sind, vor das weltliche Gericht gestellt

werden; doch liegt es demselben ob, hiervon den Bischof ohne Verzug in Kenntniss zu setzen. Bei Verhaftung und Festhaltung des Schuldigen wird man jene Rücksichten beobachten, welche die dem geistlichen Stande gebührende Achtung erheischt. Wenn das wider einen Geistlichen gefällte Urtheil auf Tod oder auf Kerker von mehr als fünf Jahren lautet, so wird man jederzeit dem Bischofe die Gerichtsverhandlungen mittheilen und ihm möglich machen, den Schuldigen in so weit zu verhören, als es nothwendig ist, damit er über die zu verhängende Kirchenstrafe entscheiden könne. Dasselbe wird auf Verlangen des Bischofes auch dann geschehen, wenn auf eine geringere Strafe erkannt worden ist. Geistliche werden die Kerkerstrafe stets an Orten erleiden, wo sie von Weltlichen abgesondert sind. Im Falle einer Verurtheilung wegen Vergehen oder Uebertretungen werden sie in ein Kloster oder ein anderes geistliches Haus eingeschlossen werden. || In den Verfügungen dieses Artikels sind jene Rechtsfälle, (causae majores), über welche das Concilium von Trient in der vierundzwanzigsten Sitzung (c. 5. de ref.) verordnet hat, keineswegs einbegriffen. Für Behandlung derselben werden der heilige Vater und Seine kaiserliche Majestät, so es nöthig sein sollte, Vorsorge treffen[1]). || Art. XV. Damit dem Hause Gottes, welcher der König der Könige und der Herrscher der Herrschenden ist, die schuldige Ehrerbietung bezeigt werde, soll die Immunität der Kirchen in soweit beobachtet werden, als die öffentliche Sicherheit und die Forderungen der Gerechtigkeit es verstatten. || Art. XVI. Seine Majestät der Kaiser wird nicht dulden, dass die katholische Kirche und ihr Glaube, ihr Gottesdienst, ihre Einrichtungen, sei es durch Wort oder That und Schrift, der Verachtung preisgegeben, oder den Vorstehern und Dienern der Kirchen in Uebung ihres Amtes, vorzüglich, wo es sich um Wahrung des Glaubens, des Sittengesetzes und der kirchlichen Ordnung handelt, Hindernisse gelegt werden. Zudem wird Er nöthigenfalls wirksame Hilfe leisten damit die Urtheile, welche der Bischof wider pflichtvergessene Geistliche fällt, in Vollstreckung kommen. Da es überdiess Sein Wille ist, dass den Dienern des Heiligthums die ihnen nach göttlichem Gesetze gebührende Ehre bezeigt werde, so wird Er nicht zugeben, dass Etwas geschehe, was dieselben herabsetzen oder verächtlich machen könnte, vielmehr wird Er verordnen, dass alle Behörden des Reiches sowohl den Erzbischöfen oder Bischöfen selbst, als auch

---

[1]) Die oben angezogene Stelle des Tridentinums handelt von den „causae criminales" der Bischöfe. Zu diesem Artikel besteht eine geheime Vereinbarung, welche Vering, Archiv l. c. N. F. p. 324 mittheilt.

„Wiewohl Seine Majestät das Vertrauen hege, kein Bischof werde an Anschlägen, die der öffentlichen Ruhe Gefahr brächten, sich jemals betheiligen, so müsse der Kaiser sich doch vorbehalten, wenn, was Gott abwenden wolle, ein Bischof sich des Hochverraths oder der Majestätsbeleidigung schuldig machen sollte, auch bevor er mit dem heiligen Stuhl wegen des gerichtlichen Einschreitens Rücksprache pflegen (consilia conferre) könnte, vorläufig dasjenige zu verfügen, was nach Massgabe des Falles erforderlich sei, um den Vollbestand (integritatem) und die Ruhe des Reiches sicher zu stellen, jedoch stets unbeschadet der Festsetzungen des 14. Artikels."

Nr. 4804 (69). Oesterreich-Röm. Curie. 18. Aug. 1855.

der Geistlichkeit bei jeder Gelegenheit die ihrer Stellung gebührende Achtung und Ehrenbezeigung erweisen. ‖ Art. XVII. Die bischöflichen Seminare werden aufrecht erhalten, und wo ihr Einkommen für den Zweck, welchem sie im Sinne des heiligen Conciliums von Trient dienen sollen, nicht vollkommen genügt, wird für dessen Vermehrung in angemessener Weise gesorgt werden. Die Bischöfe werden dieselben nach Richtschnur der heiligen Kirchengesetze mit vollem und freiem Rechte leiten und verwalten. Daher werden sie die Vorsteher und Professoren oder Lehrer gedachter Seminare ernennen und wann immer sie es für nothwendig oder nützlich halten, wieder entfernen, auch Jünglinge und Knaben zur Heranbildung in dieselben aufnehmen, so wie sie zum Frommen ihrer Kirchensprengel im Herrn es für dienlich erachten. Diejenigen, welche ihren Unterricht in diesen Seminaren empfangen haben, werden nach vorausgegangener Prüfung ihrer Befähigung in all' und jede andere Lehranstalt eintreten und mit Beobachtung der betreffenden Vorschriften um jede Lehrkanzel ausser dem Seminare sich bewerben können. ‖ Art. XVIII. Der heilige Stuhl wird kraft des ihm zustehenden Rechtes Kirchensprengel neu errichten oder neue Gränzbeschreibungen derselben vornehmen, wenn das geistliche Wohl der Gläubigen es erfordert. Doch wird er in einem solchen Falle mit der kaiserlichen Regierung ins Einvernehmen treten. ‖ Art. XIX. Seine Majestät wird bei Auswahl der Bischöfe, welche er kraft eines apostolischen, von Seinen Allerdurchlauchtigsten Vorfahren überkommenen Vorrechtes dem heiligen Stuhle zur canonischen Einsetzung vorschlägt oder benennt, auch in Zukunft des Rathes von Bischöfen, vorzüglich derselben Kirchenprovinz, Sich bedienen. ‖ Art. XX. Die Metropoliten und Bischöfe werden, bevor sie die Leitung ihrer Kirchen übernehmen, vor Seiner kaiserlichen Majestät den Eid der Treue in folgenden Worten ablegen: „Ich schwöre und gelobe auf Gottes heiliges Evangelium, wie es einem Bischofe geziemt, Eurer kaiserlich-königlichen Apostolischen Majestät und Allerhöchstihren Nachfolgern Gehorsam und Treue. Ingleichen schwöre und gelobe ich, an keinem Verkehre oder Anschlage, welcher die öffentliche Ruhe gefährdet, theilzunehmen und weder inner noch ausser den Gränzen des Reiches irgend eine verdächtige Verbindung zu unterhalten; sollte ich aber in Erfahrung bringen, dass dem Staate irgend eine Gefahr drohe, zu Abwendung derselben nichts zu unterlassen." ‖ Art. XXI. In allen Theilen des Reiches wird es Erzbischöfen, Bischöfen und sämmtlichen Geistlichen frei stehen, über das, was sie zur Zeit ihres Todes hinterlassen, nach den heiligen Kirchengesetzen zu verfügen, deren Bestimmungen auch von den gesetzlichen Erben, welche den Nachlass derselben ohne letztwillige Anordnung antreten, genau zu beobachten sind. In beiden Fällen werden bei Bischöfen, welche einen Kirchensprengel leiten, die bischöflichen Abzeichen und Kirchengewande ausgenommen sein; denn diese sind als zum bischöflichen Tafelgute gehörig anzusehen und gehen auf die Nachfolger im Bisthume über. Dasselbe wird von den Büchern dort, wo es in Uebung ist, beobachtet werden. ‖ Art. XXII. An sämmtlichen Metropolitan- oder erzbischöflichen und Suffragan-

Kirchen vergibt Seine Heiligkeit die erste Würde, ausser wenn dieselbe einem weltlichen Privat-Patronate unterliegt, in welchem Falle die zweite an deren Stelle treten wird. Für die übrigen Dignitäten und Domherrenpfründen wird Seine Majestät zu ernennen fortfahren, während diejenigen ausgenommen bleiben, welche zur freien bischöflichen Verleihung gehören oder einem rechtmässigen Patronatsrechte unterstehen. Zu Domherren können nur Priester bestellt werden, welche sowohl die von den Kirchengesetzen allgemein vorgeschriebenen Eigenschaften besitzen, als auch in der Seelsorge, bei kirchlichen Geschäften oder im kirchlichen Lehramte sich mit Auszeichnung verwendet haben. Zudem ist die Nothwendigkeit adeliger Geburt oder adeliger Titel aufgehoben, jedoch unbeschadet jener Bedingungen, welche als in der Stiftung beigesetzt erwiesen sind. Die löbliche Gewohnheit aber, die Domherrenstellen in Folge öffentlicher Bewerbung zu vergeben, wird, wo sie besteht, sorgsam in Kraft erhalten werden. || Art. XXIII. An den Metropolitan- und bischöflichen Kirchen werden, wo sie fehlen, der Canonicus Pönitentiarius und der Theologalis, an den Collegiatkirchen aber der Canonicus Theologalis in der durch das heilige Concilium von Trient in der fünften Sitzung (c. 1. de reform.) und in der vierundzwanzigsten Sitzung (c. 8. de reform.) vorgezeichneten Weise, sobald es möglich sein wird, eingeführt, und diese Pfründen von den Bischöfen nach den Beschlüssen desselben Conciliums und beziehungsweise den päpstlichen Anordnungen vergeben werden. || Art. XXIV. Alle Pfarren sind in Folge einer öffentlich ausgeschriebenen Bewerbung und mit Beobachtung der Vorschriften des Conciliums von Trient zu vergeben. Bei Pfarreien, welche dem geistlichen Patronatsrechte unterliegen, werden die Patrone Einen aus dreien präsentiren, welche der Bischof in der oben bezeichneten Weise vorschlägt. || Art. XXV. Um Seiner des Kaisers und Königs Franz Josef Apostolischen Majestät einen Beweis besonderen Wohlwollens zu geben, verleihen Seine Heiligkeit Demselben und Seinen katholischen Nachfolgern im Kaiserthume die Ermächtigung, für alle Canonicate und Pfarreien zu präsentiren, welche einem auf dem Religions- oder Studienfonde beruhenden Patronatsrechte unterstehen, jedoch so, dass Einer aus den dreien gewählt werde, welche der Bischof nach vorausgegangener öffentlicher Bewerbung für würdiger als die übrigen erachtet. || Art. XXVI. Die Ausstattung der Pfarren, welche keine nach den Verhältnissen der Zeit und des Ortes genügende Congrua haben, wird, sobald es möglich ist, vermehrt, und für die katholischen Pfarrer des orientalischen Ritus in derselben Weise, wie für die des lateinischen gesorgt werden. Doch erstreckt sich diess keineswegs auf die Pfarren, welche unter einem rechtmässig erworbenen geistlichen oder weltlichen Patronate stehen; denn bei diesen ist die Last von den betreffenden Patronen zu tragen. Wenn die Patrone den durch das Kirchengesetz ihnen auferlegten Verbindlichkeiten nicht vollkommen genügen und insbesondere, wenn der Pfarrer seinen Gehalt aus dem Religionsfonde bezieht, so wird mit Rücksicht auf Alles, was nach der Sachlage zu berücksichtigen ist, Vorsorge getroffen werden. || Art. XXVII.

Nr. 4804 (69). Oesterreich-Röm. Curie. 18. Aug. 1855.

Da das Recht auf den Genuss der Kirchengüter aus der kirchlichen Einsetzung entspringt, so werden Alle, welche für eine wie immer beschaffene grössere oder kleinere Pfründe benannt oder präsentirt worden sind, die Verwaltung der zeitlichen, zu selber gehörigen Güter nicht anders als in Kraft der kirchlichen Einsetzung übernehmen können. Ueberdiess werden bei Besitzergreifung der Domkirchen und der damit verbundenen Güter alle Vorschriften der kirchlichen Satzungen und insbesondere die des römischen Pontificales und Ceremoniales genau beobachtet und alle gegentheiligen Bräuche und Gewohnheiten beseitigt werden. | Art. XXVIII. Jene Ordenspersonen, welche laut der Satzungen ihres Ordens Generaloberen, die bei dem heiligen Stuhle ihren Wohnsitz haben, unterstehen, werden von denselben in Gemässheit der gedachten Satzungen geleitet werden, jedoch ohne Beeinträchtigung der Rechte, welche nach Bestimmung der Kirchengesetze und insbesondere des Conciliums von Trient den Bischöfen zukommen. Daher werden vorbenannte Generaloberen mit ihren Untergebenen in allen zu ihrem Amte gehörigen Dingen frei verkehren und die Visitation derselben frei vornehmen. Ferner werden alle Ordenspersonen ohne Hinderniss die Regel des Ordens, des Institutes, der Congregation, welcher sie angehören, beobachten und in Gemässheit der Vorschriften des heiligen Stuhles die darum Ansuchenden in's Noviziat und zur Gelübdeablegung zulassen. Diess Alles hat auch von den weiblichen Orden in soweit zu gelten, als es auf dieselben Anwendung leidet. || Den Erzbischöfen und Bischöfen wird es frei stehen, in ihre Kirchensprengel geistliche Orden und Congregationen beiderlei Geschlechtes nach den heiligen Kirchengesetzen einzuführen. Doch werden sie sich hierüber mit der kaiserlichen Regierung ins Einvernehmen setzen. || Art. XXIX. Die Kirche wird berechtigt sein, neue Besitzungen auf jede gesetzliche Weise frei zu erwerben und ihr Eigenthum wird hinsichtlich alles Dessen, was sie gegenwärtig besitzt oder in Zukunft erwirbt, unverletzlich verbleiben. Daher werden weder ältere noch neuere kirchliche Stiftungen ohne Ermächtigung von Seite des heiligen Stuhles aufgehoben oder vereiniget werden, jedoch unbeschadet der Vollmachten, welche das heilige Concilium von Trient den Bischöfen verliehen hat. | Art. XXX. Die Verwaltung der Kirchengüter wird von Denjenigen geführt werden, welchen sie nach den Kirchengesetzen obliegt. Allein in Anbetracht der Unterstützung, welche Seine Majestät zu Bestreitung der kirchlichen Bedürfnisse aus dem öffentlichen Schatze huldreich leistet und leisten wird, sollen diese Güter weder verkauft noch mit einer beträchtlichen Last beschwert werden, ohne dass sowohl der heilige Stuhl als auch Seine Majestät der Kaiser oder Jene, welche Dieselben hiemit zu beauftragen finden, dazu ihre Einwilligung gegeben haben. | Art. XXXI. Die Güter, aus welchen der Religions- und Studienfond besteht, sind kraft ihres Ursprunges Eigenthum der Kirche und werden im Namen der Kirche verwaltet werden, während die Bischöfe die ihnen gebührende Aufsicht nach den Bestimmungen üben, über welche der heilige Stuhl mit Seiner kaiserlichen Majestät übereinkommen wird. Die Ein-

künfte des Religionsfondes werden, bis dieser Fond durch ein Einvernehmen zwischen dem apostolischen Stuhle und der kaiserlichen Regierung in bleibende und kirchliche Ausstattungen getheilt wird, für Gottesdienst, Kirchenbaulichkeiten, Seminare und Alles, was die kirchliche Amtsführung betrifft, verausgabt werden. Zu Ergänzung des Fehlenden wird Seine Majestät in derselben Weise wie bisher auch künftighin gnädig Hilfe leisten; ja, woferne die Zeitverhältnisse es gestatten, sogar grössere Unterstützungen gewähren. Ingleichen wird das Einkommen des Studienfondes einzig allein auf den katholischen Unterricht und nach dem frommen Willen der Stifter verwendet werden. Art. XXXII. Das Erträgniss der erledigten Pfründen wird, in soweit es bisher üblich war, dem Religionsfonde zufallen, und Seine Majestät überweiset demselben aus eigener Bewegung das Einkommen der erledigten Bisthümer und weltgeistlichen Abteien in Ungarn und den vormals dazu gehörigen Ländern, in dessen ruhigem Besitze Allerhöchstihre Vorgänger im Königreiche Ungarn sich während einer langen Reihe von Jahrhunderten befunden haben. In jenen Theilen des Kaiserthums, wo kein Religionsfond besteht, wird für jeden Kirchensprengel eine gemischte Kommission bestellt werden und die Güter des Bisthums, sowie aller Pfründen zur Zeit der Erledigung nach Bestimmungen verwalten, über welche der heilige Vater und Seine Majestät Sich einzuverstehen gedenken. || Art. XXXIII. Da zur Zeit der vorübergegangenen Erschütterungen an sehr vielen Orten des österreichischen Gebietes der kirchliche Zehent durch ein Staatsgesetz aufgehoben wurde, und es in Anbetracht der besonderen Verhältnisse nicht möglich ist, die Leistung desselben im ganzen Kaiserthume wieder herzustellen, so gestattet und bestimmt Seine Heiligkeit auf Verlangen Seiner Majestät und in Ansehung der öffentlichen Ruhe, welche für die Religion von höchster Wichtigkeit ist, dass unbeschadet des Rechtes, den Zehent dort einzufordern, wo er noch wirklich besteht, an den übrigen Orten statt des gedachten Zehents und als Entschädigung für denselben von der kaiserlichen Regierung Bezüge aus liegenden Gütern oder versichert auf die Staatsschuld angewiesen, und Allen und Jedem ausgefolgt werden, welche das Recht, den Zehent einzufordern, besassen. Zugleich erklärt Seine Majestät, dass diese Bezüge, ganz so wie sie angewiesen sind, kraft eines entgeltlichen Titels und mit demselben Rechte, wie die Zehente, an deren Stelle sie treten, empfangen und besessen werden sollen. || Art. XXXIV. Das übrige die kirchlichen Personen und Sachen Betreffende, wovon in diesen Artikeln keine Meldung gemacht ist, wird sämmtlich nach der Lehre der Kirche und ihrer in Kraft stehenden, von dem heiligen Stuhle gut geheissenen Disciplin geleitet und verwaltet werden. || Art. XXXV. Alle im Kaiserthume Oesterreich und den einzelnen Ländern, aus welchen dasselbe besteht, bis gegenwärtig in was immer für einer Weise und Gestalt erlassenen Gesetze, Anordnungen und Verfügungen sind, in soweit sie diesem feierlichen Vertrage widerstreiten, für durch denselben aufgehoben anzusehen, und der Vertrag selbst wird in denselben Ländern von nun an immerdar die Geltung eines Staatsge-

Nr. 4804 (69). Oesterreich-Röm. Curie. 18. Aug. 1855.

setzes haben. Desshalb verheissen beide vertragschliessenden Theile, dass Sie und Ihre Nachfolger Alles und Jedes, worüber man sich vereinbart hat, gewissenhaft beobachten werden. Woferne sich aber in Zukunft eine Schwierigkeit ergeben sollte, werden Seine Heiligkeit und Seine kaiserliche Majestät Sich zu freundschaftlicher Beilegung der Sache ins Einvernehmen setzen. || Art. XXXVI. Die Auswechslung der Ratificationen dieses Vertrages wird binnen zwei Monaten, von dem diesen Artikeln beigesetzten Tage an gerechnet, oder wenn es möglich ist, auch früher stattfinden. || Zu dessen Beglaubigung haben die vorgenannten Bevollmächtigten diese Uebereinkunft unterzeichnet und Beide ihr Siegel beigedrückt. || Gegeben zu Wien am achtzehnten August im Jahre des Heiles tausend achthundert fünfundfünfzig.

Mich. Card. Viala-Prelà m. p.	Jos. Othm. v. Rauscher m. p.
(L. S.)	Erzbischof von Wien. (L. S.)

So bekennen und erklären Wir hiermit nach Einsicht und Erwägung der Artikel dieser Vereinbarung, dass Wir dieselben im Ganzen und Einzelnen genehmigen und bestätigen, und Wir versprechen mit Unserm Kaiserl. Königl. Wort für Uns und Unsere Nachfolger, dass Wir Alles, was in ihnen enthalten, getreu vollziehen lassen und in keiner Art ihnen entgegen zu handeln gestatten werden. Zu dessen Beglaubigung und mehrerer Bekräftigung haben Wir das gegenwärtige Ratihabitions-Instrument eigenhändig unterzeichnet und mit Unserm Kaiserl. Königl. Siegel versehen lassen. || Gegeben in Ischl am 23. September im Jahre des Herrn 1855, Unserer Regierung im Siebenten.

Franz Josef.	Graf von Buol-Schauenstein.
(L. S.)	Otto Freiherr von Meysenbug.

Auf eigenen Befehl S. K. K. apost. Majestät.

(Fessler) Studien über das österreichische Concordat. Wien 1856. Buss, Oesterreichs Umbau l. c. p. 217 ff. Genesis des Concordates zwischen dem Kaiserthum Oesterreich und dem päpstlichen Stuhl. Leipzig 1856. (Phillips) Historisch-politische Blätter. München, besonders Jahrg. 1856. Schulte, Kirchenrecht. Giessen, 1860 Bd. I. p. 495 ff. wo auch ausführliche Literaturangaben. Auch die Sammlung: Hirtenbriefe, Predigten, Anreden von J. Othm. Cardinal Rauscher. Wien 1858; giebt manchen beachtenswerthen Aufschluss. — Jacobson, Ueber das österreichische Concordat etc. Leipzig, 1856. Friedberg, Grenzen l. c. p. 411 ff. W. Rogge, Oesterreich von Világos bis zur Gegenwart. Leipzig, 1872. Bd. I p. 356 ff. Dove, Der Art. XIV des österr. Concordates. Zeitschr. f. K. R. Bd. VIII p. 421.

Verordnung d. C. U. M. vom 20. Juni und d. J. M. vom 13. Juli 1860 (R.-G.-Bl. Nr. 162 p. 278, Nr. 175 p. 295) ad Art. XXX. — die Erfordernisse bei Veräusserung und Belastung des Vermögens kath. Kirchen, Pfründen und geistlichen Institute.

Das österreichische Concordat erfuhr wesentliche Ergänzungen und Erläuterungen a) durch die Noten welche der kaiserliche und der päpstliche Bevollmächtigte, in Anfrage der hohen Contrahenten, vor Abschluss des Uebereinkommens wechselten; b) durch das Breve des Papstes an den österreichischen Episcopat vom 5. November 1855; c) durch das kaiserliche Ehepatent vom 8. Okt. 1856 sammt dessen Anhang I, dem Gesetze

über die Ehen der Katholiken, und II der Anweisung für die geistlichen Gerichte in Ehesachen. (S. vollständige Sammlung all dieser Aktenstücke im Archiv für katholisches Kirchenrecht von Moy und Vering Bd. I. p. 11. CXXXV. N. F. Bd. VIII p. 93 ff. Bd. XII p. 449—456.) Von diesen Aktenstücken wurden nur die unter c angeführten im Reichsgesetzblatte publicirt. Von den Uebrigen wurde noch das päpstliche Breve und das Schreiben des Fürsterzbischof J. O. v. Rauscher an den Cardinal Viale-Prelà vom 18. August 1855, welches mit dem Worten „ecclesia catholica" beginnt (S. Nr. 70), durch den Cultus- und Unterrichtsminister und den Justizminister, den Politischen- und Justizbehörden in Abschriften zur Darnachachtung mitgetheilt. Der Erlass des Justizministers vom 9. Februar 1856 (bisher nicht veröffentlicht) sagt über die Bedeutung derselben „Dieses Schreiben, welches mit den Worten „ecclesia catholica" beginnt, enthält in 20 Punkten Erklärungen, welche theils die von der kaiserl. Regierung dem apostolischen Stuhle ertheilten Zusicherungen vervollständigen, theils als Erläuterungen der in der Concordatsurkunde enthaltenen Artikel zu betrachten sind. Mit mehreren Punkten dieser von dem Fürsterzbischofe auf Grund der von Sr. Majestät erhaltenen Vollmacht abgegebenen und daher für die kaiserl. Regierung bindenden Erklärungen stehen die Bestimmungen, welche Se. Heiligkeit der Papst in das an die Erzbischöfe und Bischöfe des Reiches aus Anlass des Concordates erlassene Breve vom 5. Nov. 1855 erlassen hat, in nothwendigem Zusammenhang." Damit übereinstimmend der Cultus- und Unterrichts-Minister in dem Rundschreiben an die Länderchefs (S. Nr. 73). Dem Civil- und Militärgouverneur von Ungarn und dem Generalgouverneur des lomb. venet. Königreiches wurde ausserdem auch noch der „articulus secretus" mit der Bemerkung mitgetheilt: Das Concordat „findet zunächst seine weitere Ergänzung in einem besonderen über den Artikel XIV vereinbarten geheimen Artikel, worin über die Bedeutung des darin enthaltenen Ausdruckes „causae majores" sich näher ausgesprochen und Sr. K. K. Ap. Majestät das Recht vorbehalten wird, in dem vorkommenden Falle einer solchen causa major gegen die Schuldigen vorzugehen."

Den Standpunkt welchen die kaiserl. Regierung bei Durchführung des Concordates einzunehmen beabsichtigte, charakterisiren die beiden Schreiben des Cultus- und Unterrichtsministers vom 25. Januar 1856 (S. Nr. 72 und 73) an die Erzbischöfe und Bischöfe und an die Länderchefs der Monarchie. Die darin zu einzelnen Artikeln des Concordates gemachten „Bemerkungen", welche zum Theile positive Anordnungen enthalten — so z. B. die zu Art. XXVIII — beruhen auf Vereinbarungen der Bevollmächtigten. — Entsprechend diesem Standpunkte ersuchte die Regierung die Bischöfe sich in Wien zu versammeln um über eine gleichmässige Ausführung des Concordates Beschlüsse zu fassen und die darauf abzielenden Vorschläge der Regierung in „Erwägung" zu ziehen. „Diese Ausführung — wird darin gesagt — ist in den wesentlichen Punkten die eigene Angelegenheit der Kirche und liegt zunächst in den Händen der Bischöfe." Zu demselben Zwecke erliess der Papst an den Cardinal Viale Prelá ein Schreiben vom 17. März 1856 worin er diesem den Vorsitz bei den Berathungen überträgt, so oft derselbe als sein Mandatar dabei erscheint. Die Versammlung welche vom 7. April bis 11. Juni tagte, faste das Ergebniss ihrer Berathung in achtzig kurz formulirte Artikel, welche in ausführlichen Zuschriften an den Minister weiter begründet und von einzelnen Gesetzesvorschlägen begleitet wurden. (Die Protocolle und sämmtliche auf diese Versammlung bezüglichen Aktenstücke sind als Manuscript gedruckt, werden jedoch geheim gehalten.) In

Nr. 4804(69). Oesterreich-Röm. Curie. 18. Aug. 1855.

Uebereinstimmung mit diesen Beschlüssen erliess die Regierung zur Durchführung des Concordates das Ehepatent, sammt Anhang (S. R.-G.-Bl. Jahrg. 1856 Nr. 185) und ferner eine Reihe von Anordnungen, aus welchen wir die Nachfolgenden hervorheben: Erlass d. C. U. M. an die Bischöfe und Statthaltereien Ungarns und dessen Nebenländer vom 3. April 1856 Z. 417 (S. Archiv f. Kirchenrecht N. F. VIII p. 108) ad. Art. XXXIII — Anweisung einer jährlichen Dotation von 25000 Fl. als Entschädigung für die durch Verzichtleistung der Ungar. Kroat. Erzbischöfe und Bischöfe seit 1848 thatsächlich entfallenen Zehentrechte, „um dem Grundsatze, dass der kirchliche Zehent nicht ohne Entschädigung aufgehoben werden darf, jede mögliche Anerkennung zu zollen"; Verordnung d. C. U. M. vom 21. Mai 1856 Z. 774 ad. Art. XXXIV — für Akatholiken sind eigene Friedhöfe zu errichten und bis diess geschehen soll deren Beerdigung auf einem besonders ausgeschiedenen Raum des katholischen Friedhofes stattfinden; Verordnung d. C. U. M. vom 29. März 1858 (R.-G.-Bl. Nr. 50 p. 279) ad Art. VI und XVII — die theologischen Studien sind nach den von den Bischöfen auf der Versammlung von 1856 vereinbarten Normen zu regeln; Verordnung d. C. U. M. und J. M. vom 13. Juni 1858 (R.-G.-Bl. Nr. 95 p. 393) ad Art. XXVIII und XXIX — Angabe der Erfordernisse zu dem gesetzlichen Bestande Geistlicher Orden und Congregationen, dann der bei Abschluss von Rechtsgeschäften für dieselben zu beobachtenden Bedingungen; Präsidialerinnerung d. C. U. M. vom 15. Okt. 1858 Z. 1282 ad Art. XXX — die Verwaltung des Pfründen- und Gotteshausvermögens ist nach den von den Bischöfen auf der Versammlung von 1856 vereinbarten Vorschriften auszuführen, „jedoch unter der Bedingung, dass sowohl das landesfürstliche, die Bewahrung des Kirchenvermögens betreffende Recht [die Oberaufsicht], als auch die Einflussnahme der Patrone, in soweit dieselbe mit dem Kirchengesetze vereinbart ist, gesichert bleibe." Die Uebergabe der Verwaltung in die Hände der Geistlichkeit erfolgte dann auch im Laufe der folgenden Jahre. Nur für Böhmen wurde die Ausführung dieser Massregel in Folge einer Interpellation (Protestes) böhmischer Patrone im Herrenhause (11. Febr. 1863) vom Ministerium Schmerling sistirt. — Verordnung d. C. U. M. vom 20. Juni und d. J. M. vom 13. Juli 1860 (R.-G.-Bl. Nr. 162 p. 278, Nr. 175 p. 295) ad Art. XXX — die Erfordernisse bei Veräusserung und Belastung des Vermögens katholischer Kirchen, Pfründen und geistlicher Institute.

Aus dem oben angeführten Notenwechsel des kaiserl. u. päpstl. Bevollmächtigten verdient das Schreiben des Fürsterzbischofs v. Rauscher an den Cardinal Viale Prelà vom 6. Aug. 1855 (Archiv l. c. N. F. XII. p. 449) besonders hervorgehoben zu werden, weil darin Erklärungen über die die künftige Stellung der Altkatholiken in Oesterreich abgegeben werden, deren sonst in keinem der angeführten Aktenstücke Erwähnung geschieht. Dieselben gehen dahin: in Beziehung auf den Uebertritt von einer christlichen Confession zur andern und der religiösen Erziehung der Kinder aus gemischter Ehe werden die darüber bestehenden Gesetze in Geltung bleiben. Die kaiserl. Regierung wird Sorge tragen, dass die Akatholiken eigene Friedhöfe erhalten oder, wo dies nicht möglich; ein besonderer Raum des katholischen Friedhofes diesen angewiesen wird. Es wird ferner erklärt: Gubernium Austriacum nil unquam intentatum reliquit, ut acatholicarum coetus a Tirolensium regionibus arceret . . . . Augustissimus autem Imperator pro eo, quo agitur, religionis studio omnia ita disponet, ut in regno Lombardo-Veneto publicum religionis excercitium Ecclesiae catholicae eo, quo hacusque factum est, modo exclusive reservetur.

Nr. 4805. (70.)

OESTERREICH. Schreiben des kaiserlichen Bevollmächtigten Fürsterzbischof v. Rauscher an den päpstlichen Cardinal Viale Prelà. — Die s. g. Separat-Artikel des Concordates. —

Lat. Org. und deutsche Uebers. Beiträge l. c. 3. Heft p. 45 ff.

Nr. 4805 (70). Oesterreich. 18. Aug. 1855.

Euere Eminenz. Die katholische Kirche ist stets die Arche, zu welcher Alle ihre Zuflucht nehmen, welche gerettet werden zum ewigen Leben. In unserer Zeit aber hat der Herr die Welt, welche die Verheissungen Christi vergessen hatte, durch die deutlichsten Beweise belehrt, dass auch den Gütern des zeitlichen Lebens das schlimmste Verderben drohe, wenn nicht der heilsame Einfluss der Kirche die Grundlagen der bürgerlichen Gesellschaft befestiget. Umgekehrt haben auch die Stürme, durch welche wir erschüttert wurden, unverkennbar gezeigt, wie wichtig es für die Kirche Gottes ist, dass die weltliche Gewalt die zügellose Ausgelassenheit der Leidenschaften mit starker Hand niederhalte. Denn heut zu Tage hat die Kirche mit einer Partei zu kämpfen, welche nicht bloss den von Gott eingegossenen Glauben, sondern auch den natürlichen Sinn für Religion von Grund aus zu zerstören sucht. Sie stützt sich dabei auf falsche Lehren, welche in arger Tücke so gleissend hingestellt sind, dass sie auf ein Gemüth, das nur seinen Eigennutz sucht, mächtigen Eindruck machen. Wo die Verkünder der Schlechtigkeit freie Hand haben, Alles zur Bethörung des Volkes ins Werk zu richten, wird es nie an Leuten fehlen, welche trotz alles Sträubens der gesunden Vernunft auf das Wort ihrer Meister schwören, und es wird der Gräuel der Verwüstung erneuert, welcher vor einigen Jahren sogar an dem Heiligthum, an dem Sitze des Apostelfürsten selbst, zu erscheinen begann. || Unter diesen Verhältnissen ist es mehr als je zu wünschen, dass die weltliche Macht mit dem Priesterthume zur Sicherung des Reiches Gottes treu zusammengehe. Der erhabene Kaiser von Oesterreich, von ererbter Frömmigkeit geleitet, hatte keinen sehnlicheren Wunsch, als die Eintracht zwischen der heiligen und weltlichen Gewalt in den weiten, seinem Scepter unterworfenen Ländern unversehrt und unerschütterlich festzustellen. Der Herrscher über Alle, Gott, gab gütig dem, was zu seines Namens Heiligung begonnen worden, das Gedeihen und man kam über die Artikel überein, deren Ratificirung, sowohl von Seite des heiligen Vaters, als Sr. Majestät des Kaisers, kaum einem Zweifel unterliegen kann. Da aber bei einem so umfassenden und schwierigen Werke noch Einiges erübrigt, des eingedenk zu sein von Nutzen ist, so hat mir Se. Majestät der Kaiser den Auftrag ertheilt, Ew. Eminenz Nachstehendes mitzutheilen. | 1 Seiner Majestät liegt durchaus am Herzen, dass an den Universitäten der Glaube blühe und die Frömmigkeit. Der vielfache Nutzen, welchen die menschliche Wissenschaft mit sich bringt, ist besonders seit dem

Nr. 4805 (70). Oesterreich. 18. Aug. 1855.

achtzehnten Jahrhunderte mit vielfachen Irrthümern wie mit Wolken überzogen; und es ist für die menschliche Gesellschaft von grösster Wichtigkeit, dass dieselben durch das Licht der Wahrheit zerstreut werden. Es ist der Wille Sr. Majestät, dass dieser so wichtige Punkt bei der Regelung der allgemeinen Studien auf's Sorgfältigste berücksichtiget werde. Es gibt viele Gründe, welche es als gut erscheinen lassen, dass die Bischöfe die Erzkanzler- oder Kanzlerstelle an den Universitäten bekleiden; sofern Hindernisse im Wege stehen, werden sie doch auf die theologische Facultät, wo sie vorhanden ist, von Amts wegen, mit Ausschluss des Kanzlers, einen besondern Einfluss ausüben. || 2. Zur Prüfung der Candidaten für den theologischen oder kirchenrechtlichen Doctorgrad werden in Oesterreich allzeit ausschliesslich katholische Männer beigezogen werden. || 3. Sollte es gut sein, dass einigen Bischöfen durch apostolische Auctorität die Vollmacht zur Ertheilung der theologischen Grade verliehen werde, so wird Se. Majestät der Kaiser gerne seine Zustimmung ertheilen; doch soll die Sache durch Unterhandlung zwischen dem heil. Stuhle und der kaiserlichen Regierung bereinigt werden. || 4. Es steht den Bischöfen frei, eine katholische Universität unter ihrer Abhängigkeit zu gründen. Da es aber nothwendig ist, in Betreff der staatlichen Verhältnisse und der an eine solche Anstalt zu übertragenden bürgerlichen Rechte, nach der Verschiedenheit der Umstände und der Orte, Sicherstellung zu machen, so ist die Angelegenheit vorher mit der kaiserlichen Regierung zu berathen. || 5. Bevor ein Professor der juridischen Facultät zum Vortrage des Kirchenrechtes bestellt wird, wird das Urtheil des Diöcesanbischofs über dessen Glauben und Lehre eingeholt werden. || 6. Die Universität von Pesth verdankt ihren Ursprung einer kirchlichen Stiftung, welche unter der Regierung der Kaiserin Maria Theresia durch kirchliche Güter erhöht worden ist. Nichtsdestoweniger ist es seit dem Ende des verflossenen Jahrhunderts in einigen sehr seltenen Fällen geschehen, dass Akatholiken zum Vortrage profaner Wissenschaften an der genannten Universität zugelassen wurden. Se. Maj. erkennen aber als billig an, dass zu Professoren an dieser Anstalt nur Katholiken zugelassen werden, ohne jedoch zu beabsichtigen, dass den Rechten akatholischer Männer, welche schon zum Lehramte daselbst angestellt sind, Eintrag geschehe. || 7. Die Studirenden der Theologie, wenn sie von dem Bischofe als Zöglinge seines Seminars aufgenommen oder mit dem Ordenskleide angethan sind, wie auch die Novizen der von der Kirche approbirten Klöster werden in allen Theilen des Reiches von dem Militärdienste befreit sein. || 8. Nach den in Oesterreich bestehenden Gesetzen werden für die von der weltlichen Gewalt errichteten Gymnasien und Mittelschulen die Religionslehrer in der Art ausgewählt, dass der Diöcesanbischof einen Concurs abhält und den, welchen er für den würdigsten erachtet, unter Beilage der Concursacten der Regierung bezeichnet. Dieser wird auch in der Regel zu der erledigten Lehrerstelle ernannt. Sollte er wegen besonderer Umstände abgelehnt werden, so wird niemals ein Mann ernannt werden, den nicht der

Bischof als für jenes Amt geeignet erklärt hätte. || 9. Bei der Unterdrückung der für die Religion und die sittliche Ehrbarkeit verderblichen Bücher ist die Sache der Kirche und des Staates eine gemeinsame, und Se. Maj. der Kaiser wird nichts unversucht lassen, um solche Bücher, so sehr als möglich, von seinem Reiche auszuschliessen. Er wird daher Sorge tragen, dass zur Zügelung der schriftstellerischen Vermessenheit die Gesetze, für welche es an strengen Sicherungsmitteln nicht gebricht, mit gebührendem Nachdrucke in Vollzug gesetzt, und den Wünschen, welche die Bischöfe in dieser Angelegenheit äussern, auf's sorgfältigste Rechnung getragen werde. Es bedarf indessen, der Natur der Sache gemäss, vieler Vorsicht, damit nichts Schlimmeres eintrete. In den meisten Ländern Europa's leiden die Classen, welche sich einer höheren Geistesbildung und Wissenschaft rühmen, an einer tiefinneren Krankheit, die man wie ein weiser Arzt behandeln muss. Bis zum Jahre 1848 wurde in Oesterreich die Präventivcensur, und zwar in ihrer vollen Strenge, geübt. Die sich gerne für liberal angesehen wissen wollten, klagten, dass der von der Regierung der katholischen Kirche gewährte Schutz alle Grenzen des Rechtes und der Billigkeit überschreite. In der That war aber die Censur, wie sie damals bestand, gänzlich unfähig dem Uebel zuvorzukommen oder es zu unterdrücken. Allzu ausgedehnt sind die Grenzen Oesterreichs und zahllose Mittel stehen zu Gebote, um die von der Polizei geübte Aufsicht zu umgehen. Den Buchhändlern fehlte daher nie die Gelegenheit, verbotene Bücher einzuführen; und je strenger sie verboten waren, desto gieriger wurden sie gesucht und gelesen, und desto theurer wurden sie verkauft, so dass diejenigen, welche sich mit solcher Waare befassten, leicht die Strafgelder bezahlen konnten, zu deren Erlag sie im Betretungsfalle verurtheilt wurden, und die ausländischen Buchhändler froh waren, wenn ein in ihrem Verlag erschienenes Werk in Oesterreich verboten wurde. Indessen bestehen nicht in allen Ländern des Kaiserthumes dieselben Verhältnisse. In dem lombardisch-venetianischen Gebiete ist es viel leichter, verderbliche Bücher fern zu halten, als in den deutschen Provinzen, denen so viele protestantische Länder nahe liegen, oder in Ungarn und Siebenbürgen, wo sich eine so grosse Zahl akatholischer Einwohner befindet. Ueberdies ist in Italien Vieles, was, weil schon unzählige Male wiederholt, in Deutschland schon Ekel erregt, noch neu und übt deshalb einen mehr verführerischen Einfluss. || 10. Wenn ein Geistlicher von einem weltlichen Richter wegen eines auf die Religion bezüglichen Verbrechens oder Vergehens, das die Strafgesetze des Reiches ahnden, vor Gericht gefordert wird, so erhebt Se. Majestät keine Schwierigkeit dagegen, dass von dem weltlichen Gerichte erster Instanz, bevor es zur Fällung des Urtheils schreitet, dem Bischofe die Acten ausgehändigt werden, damit er den Beklagten verhöre und Alles thue, was zur canonischen Aburtheilung der Sache gehört. Nachdem der Bischof in seinem Forum das Urtheil gefällt, wird er es dem weltlichen Richter mittheilen, welcher dann über die Verletzung des bürgerlichen Gesetzes nach Massgabe des Civilrechtes

Nr. 1805. (70) Oesterreich. 18. Aug. 1855.

Nr. 4805 (70). Oesterreich. 18. Aug. 1855.

urtheilen wird. ‖ 11. Uebrigens beziehen sich die im 14. Artikel des Concordats getroffenen Bestimmungen über die Rechtsfälle der Kleriker lediglich auf diejenigen, welche von den ordentlichen Gerichten verurtheilt werden. Ausnahmen müssen eintreten, wo es sich um ein Verbrechen handelt, gegen welches auf gewisse Zeit das ausserordentliche Verfahren des Standrechtes verfügt wurde. Ueberdies erwartet Se. Majestät, dass die Bischöfe zur Verwahrung von Geistlichen, welche etwa von dem weltlichen Richter wegen eines Verbrechens oder Vergehens verurtheilt werden sollten, ein geeignetes Haus auswählen, welches der Regierung nicht missfällig ist. In wie fern Solche, welche wegen eines Verbrechens als schuldig erkannt worden sind, in ein geistliches Haus zur Verwahrung abgeliefert werden können, hängt von der Natur der Sache und der Gnade des Kaisers ab. ‖ 12. In der Provinz, welche den Namen Militärgrenze führt, besteht eine ganz eigenthümliche Verwaltungsweise, indem ein und derselbe Mann die militärische, richterliche und Civilgewalt in sich vereinigt. Die ordentlichen Richter, an welche die Civilsachen der Kleriker durch Verordnung vom 7. August 1852 verwiesen worden sind, führen daher auch das Militärcommando. Da aber in mehreren Gegenden der Militärgrenze die Akatholiken bei weitem die Mehrzahl bilden, so muss es geschehen, dass jene Behörden bisweilen aus Männern bestehen, welche der katholischen Kirche fremd sind. Daher hat Se. Majestät für den katholischen Klerus, der von den ordentlichen Richtern der einzelnen Districte exemt ist, zu Agram wo der Gouverneur des Civil- und Militärwesens für Croatien und Slavonien seinen Sitz hat, ein besonders delegirtes Forum errichtet. In gleicher Weise wird auch in den übrigen Ländern der Militärgrenze Vorsorge getroffen werden. ‖ 13. Se. Majestät der Kaiser wünscht, dass die kirchliche Disciplin in ihrer Kraft erhalten werde, und hat sich daher immer bereit gezeigt und wird sich auch ferner bereit zeigen, zum Vollzuge der von den Bischöfen wider die ihnen untergebenen Kleriker gefällten Urtheile die Hülfe des weltlichen Armes zu leihen. Er erwartet aber, dass die Bischöfe, indem sie den weltlichen Arm anrufen, geeignete Erläuterungen, falls man sie von ihnen begehrt, vorlegen; in welchem Falle der Kaiser sich des Rathes einer Commission bedienen wird, die aus Bischöfen oder anderen Geistlichen unter dem Vorsitze eines Bischofs zusammengesetzt ist. ‖ 14. Die österreichischen Gesetze stellen die Regel auf, dass die Zeugen, deren Wohnort von dem Sitze des die Untersuchung führenden Gerichtes mehr als zwei Meilen entfernt ist, vor dem Richter des Districtes, in dem sie wohnen, Zeugniss ablegen sollen. Es ist zudem dem Inhalte der Gesetze und dem Willen Sr. Majestät ganz angemessen, dass bei der Zeugnissabgabe von Priestern, soweit die Natur der Sache es gestattet, Sorge getragen werde, dass die Ausübung der h. Amtspflichten keine Hinderung erfahre. Sollte es geschehen, dass irgend ein Richter etwa rücksichtslos handelt, so sollen die Bischöfe sich an den Kaiser wenden, welcher dafür sorgen wird, dass die Angelegenheit nach seinem Willen und nach dem Geiste des Gesetzes

bereiniget werde. || 15. Da im Jahre 1849 den politischen Gemeinden die Obsorge für Unterbringung der Truppen in den Häusern übertragen wurde, so geschah es nicht selten, dass Pfarrer, welche weder eine geräumige Wohnung, noch ein die Congrua übersteigendes Einkommen hatten, gezwungen wurden, Kriegsleute in ihr Haus aufzunehmen. Wie unbillig dies sei, haben die Bischöfe mehrmals auseinandergesetzt, und es ist des Kaisers Wille, Abhilfe zu schaffen. Da nun eben jetzt eine Reform des ganzen Truppeneinquartierungswesens im Werke ist, so hat er befohlen, dass bei dem Entwurfe der Anordnungen der Clerus in gebührender Weise berücksichtigt werde. || 16. Was die Genehmhaltung der zu kirchlichen Pfründen beförderten Personen betrifft, so ist der Kaiser gesonnen, Alles in dem gegenwärtigen Stand zu belassen; und er hofft, dass niemals ein Fall eintreten wird, welcher die Nothwendigkeit auferlegte, eine derartige Sicherung in höherem Masse, als bisher, in Anspruch zu nehmen. || 17. Die österreichischen Kaiser haben des Patronatsrechtes, das sie im Namen der Krone oder der öffentlichen Fonds übten, sich stets so bedient, dass sie in wohlwollender Weise die wirksamere Pflege der Seelsorge im Auge hatten und Se Majestät hat das, was hierüber von Seinen Vorfahren bestimmt worden ist, nach dem Antriebe seiner Frömmigkeit und Weisheit bestätigt. Es ist sein Wille, dass das Nämliche, unbeschadet der im Art. 25 des Concordats getroffenen Bestimmung, auch für die Zukunft in Kraft bleibe; denn er wünscht, dass zur pfarrlichen Seelsorge die tüchtigsten Männer bestimmt werden, und er weiss sehr wohl, wie hoch bei der Auswahl der Priester, die Anderen an Würdigkeit voranstehen, das Urtheil des Bischofes anzuschlagen ist. || 18. Sollte es etwa geschehen, dass eine kirchliche Corporation rechtsgemäss aufgehoben würde, so werden die Pfründen, auf welche sie präsentirte, der freien Vergebung des Bischofs anheimfallen, so weit dies die canonischen Bestimmungen vorschreiben. || 19. Se. Majestät will in keiner Weise ein Hinderniss legen, dass Brüderschaften oder Vereine, welche die Kirche gutheisst und empfiehlt, errichtet werden und den Werken der Frömmigkeit mit vereinten Kräften obliegen. Doch ist die Gefahr zu verhüten, dass nicht unter dem Namen frommer Verbindungen Umtriebe verdeckt werden, welche zum Schaden des Staates und der Kirche gereichen. Es müssen daher einige Gewährsmittel angewendet werden; indessen wird das Urtheil des Diöcesanbischofs über die Errichtung einer Sodalität hochgeachtet werden. || 20. Die Erzbischöfe und Bischöfe werden nicht im Mindesten gehindert werden, bei den frommen Anstalten Alles, was die Religion und die Lauterkeit des christlichen Lebens anbelangt, kraft ihres Hirtenamtes zu bestellen. Wie sehr aber Se. Majestät wünscht, dass bei den sämmtlichen frommen Anstalten jeder Art Alles recht und der Frömmigkeit gemäss bestellt sei, geht daraus klar hervor, dass in neuester Zeit selbst die Strafgefangenen grossentheils der Obsorge religiöser Genossenschaften anvertraut worden sind. Wien, 18. August 1855. Joseph Othmar von Rauscher, Fürsterzbischof von Wien.

Nr. 4806. (71.)

RÖMISCHE CURIE. Breve Pius IX. an das Episcopat Oesterreichs. — Erläuterung des Concordates. —

Lat. Orig. und deutsche Uebers. Beiträge l. c. 3. Heft p. 37 ff.

Pius P. P. IX. Geliebte Söhne und ehrwürdige Brüder! Gruss und apostolischen Segen!

Nr. 4806 (71). Röm. Curie. 5. Nov. 1855.

Es ist Euch wohl bekannt, dass Unser geliebtester Sohn in Christo, der Kaiser von Oesterreich und apostolische König Franz Joseph, der sich um Uns und diesen h. Stuhl fürwahr auf vorzügliche Weise vielfach verdient gemacht hat, gemäss seiner Religiosität und Frömmigkeit und seinem ausgezeichneten Eifer für die katholische Sache schon am Anfange seiner Regierung Unseren gerechtesten Wünschen bereitwilligst nachgekommen ist und nichts mehr sich zur Herzensangelegenheit gemacht hat, als seine Sorgfalt und seine Gedanken der Festigung der Freiheit der katholischen Kirche in seinen weiten Gebieten zuzuwenden, und dass er an dieses heilsame Werk Hand anlegte, indem er zu seines Namens höchstem Ruhme und zur grössten Freude und Bewunderung aller Guten das Decret vom 18. April 1850 erliess. Später hat derselbe ausgezeichnet gottesfürchtige Kaiser und König, mit wahrhaft kindlicher Pietät unserm Ansuchen immer mehr Folge leistend, und wohl erkennend, wie sehr die katholische Kirche und ihre heilvolle Lehre zur Förderung des wahren Glückes und der Ruhe der Völker beiträgt, an Uns die dringende Bitte gestellt, dass Wir eine Vereinbarung mit ihm schliessen möchten, durch welche Wir die kirchlichen Angelegenheiten seines ganzen Reiches und aller Gebiete, aus welchen dasselbe besteht, kraft Unserer apostolischen Autorität gebührend und gedeihlich ordnen könnten. Zu nicht geringer Freude Unseres Herzens haben Wir daher den frommen Wünschen jenes Fürsten sehr gerne entsprochen und eine Vereinbarung mit ihm zu schliessen für gut erachtet. Wir haben auch in der That einen wundervollen Trost empfunden, da Wir durch jenen Vertrag, unter Gottes Hülfe, die Freiheit der katholischen Kirche und ihre ehrwürdigen Rechte aufs Beste zu schützen und zu sichern, und viele sehr wichtige kirchliche Dinge in den weiten Landen jenes Reiches zu regeln vermochten. Indem Wir nun Unserem in Christo geliebtesten Sohne aus vollstem Herzen Unsere Freude hierüber aussprechen und ihm das verdiente höchste Lob ausdrücken, weil er es sich zum Ruhme rechnet, Unsere heiligste Religion mit so grossem Eifer zu bekennen und zu ehren, und Uns und diesem Stuhle des h. Petrus die gleiche ergebene Gesinnung und Ehrerbietung zu bezeigen; richten Wir an Euch, geliebte Söhne und ehrwürdige Brüder! dieses Schreiben, durch welches Wir Eueren ausgezeichneten und allbekannten frommen Sinn und Euere Hirten-

sorgfalt kräftigst ermuntern, damit Ihr aus jener grösseren Freiheit, welche die katholische Kirche in allen Gebieten der österreichischen Herrschaft, der getroffenen Vereinbarung zufolge, geniessen und besitzen soll, allen Nutzen ziehet und mit der höchsten Sorgfalt, Aufmerksamkeit und Beflissenheit alle Pflichten Eueres Amtes zum Wachsthume, zur Ehre und zum Gedeihen der Kirche und zum Heile der Seelen eifrigst zu erfüllen strebet. || Denn nun, geliebte Söhne und ehrwürdige Brüder! ist es Eure Sache, in gemeinsamem Einverständnisse sorgfältigst zu wachen, dass in Eueren Bisthümern die Hinterlage des heiligen katholischen Glaubens ganz und unversehrt erhalten werde; mit stets regerem Eifer und, mit aller Wachsamkeit für den guten Unterricht der Kleriker Sorge zu tragen, die Disciplin des Klerus zu wahren und wo sie Schaden gelitten, wiederherzustellen, das pfarrliche Amt, sowie andere kirchliche Pfründen nur würdigen und achtbaren Geistlichen zu übertragen, eine heilsame Erziehung der Jugend herbeizuführen, die Euerer Obhut anvertraute Heerde durch Verkündigung des göttlichen Wortes, durch heilsame Ermahnungen und angemessene Schriften zu weiden und zu nähren, und sowohl Provinzial- als Diöcesansynoden zu veranstalten, damit Ihr für das grössere Wohl Euerer Gläubigen täglich mehr zu wirken vermöget. || Indessen haben Wir Euch Einiges mittheilen wollen, was sich insbesondere auf gewisse Artikel des Concordates bezieht, und Wir von Euch gethan und in Vollzug gesetzt wünschen, damit die erfreuliche Eintracht zwischen jenem katholischem Reiche und der Kirche und diesem apostolischen Stuhle immer mehr gefördert werde, weil aus ihr stets die höchsten Güter für das christliche und bürgerliche Gemeinwesen erwachsen. || Für's Erste ermahnen Wir Euch, dass Ihr zur nämlichen Zeit, da Ihr Euere Hirtenbriefe und andere Erlasse herausgeben wollet, ein Exemplar derselben der Regierung Sr. kais. und apostol. Majestät, lediglich zur Kenntnissnahme, zusendet; sowie auch, dass Ihr der nämlichen Regierung Anzeige erstattet, wann Ihr Synoden halten wollet, und derselben aus dem nämlichen Grunde ein Exemplar der Synodalacten, wenn sie veröffentlicht werden, und zur Zeit, da sie zur allgemeinen Kunde gelangen sollen, zukommen lasset. || Was die Diöcesansynoden anbelangt, so haben Wir erfahren, dass Mehrere aus Euerer bischöflichen Genossenschaft den sehnlichen Wunsch tragen, dass sie mit derselben Vollmacht versehen werden, welche von Uns dem Bischofe von Lüttich durch Rescript vom 4. Mai 1851 ertheilt worden ist. Wir sind gesonnen, den dessfallsigen Wünschen Derer zu willfahren, welche dies von Uns verlangen und zugleich die besonderen Zustände ihres Bisthums Uns sorgfältig darlegen, damit Wir jene Beschlüsse fassen, welche Wir für jedes Bisthum als die geeigneten erkennen werden. || Da Wir für gewiss erachten, dass der katholischen Regierung des Kaiserreiches nichts ernster angelegen sein wird, als die Gottesfurcht und Frömmigkeit mit allem Eifer täglich mehr zu erwecken und zu fördern; so wird, wenn die Regierung Euch Etwas als ihren Wunsch zu erkennen gibt, was die Form und Methode betrifft, in welcher die auf Religion bezüglichen und zum

Nr. 4806. (71). Röm. Curie. 5. Nov. 1855.

Schulgebrauche dienenden Bücher geschrieben sind, diesen Wünschen von Euch Rechnung getragen werden, unbeschadet jedoch immer Eueres Urtheiles und Eueres Rechtes in Betreff der Lehre, welche in jenen Büchern enthalten ist Alle Sorge aber wendet an, dass in den untersten oder Elementarschulen zur Ertheilung des Religionsunterrichtes solche Bücher gebraucht werden, aus welchen die Jugend eine und die nämliche katholische Lehre schöpfen kann, und dass in Bezug auf eben diese Bücher niemals, ausser im Falle einer wichtigen Ursache und stets nur nach gemeinsamer Berathung, eine Veränderung vorgenommen werde. ‖ Und da es Euch bekannt und ausgemacht ist, wie viel der Kirche und dem Staate daran gelegen sein muss, dass besonders die jungen Kleriker schon vom zarten Alter an zur Frömmigkeit, zu aller Tugend und im kirchlichen Geiste reiflich erzogen und in der Literatur und Wissenschaft, namentlich in den heiligen Fächern, fern von jeder Gefahr irgend eines Irrthumes, sorgfältig unterrichtet und gebildet werden; so traget nach gemeinsamer Berathung mit allem Fleisse Vorsorge, dass in Eueren Seminarien genau die rechte Weise der kirchlichen Erziehung walte und jene Methode in den vorzüglichsten Studien zur Anwendung komme, welche, in Erwägung der Dinge, der Zeit und des Ortes, sowohl den grösseren Nutzen der Kirche herbeiführen kann, als auch zugleich bewirkt, dass der Klerus durch heilsame und gediegene Wissenschaft und Gelehrsamkeit hervorleuchte. ‖ In der Auswahl der Professoren oder Lehrer übet einen besonderen Fleiss und besondere Wachsamkeit, und übertraget das wichtige Lehrgeschäft allezeit nur Männern, welche durch Gottesfurcht, Frömmigkeit, Reinheit des Wandels und Sittenernst hervorragen und das Lob gesunder Lehre daraus geniessen. Da aber wegen der äusserst traurigen und allbekannten Zeitereignisse vielleicht einer oder der andere Geistliche sich finden könnte, der Sr. kaiserl. und apostol. Majestät nicht angenehm wäre, so werdet Ihr bei der Verleihung der Pfarreien und anderen kirchlichen Pfründen Sorge tragen, dass dazu keine Geistlichen gewählt werden, welche Sr. kaiserl. und apostol. Majestät minder gefallen. Dieses aber vermöget Ihr zu erkennen sowohl aus dem Charakter und der Beschaffenheit des Geistlichen, als auch aus früheren Handlungen der Regierung, oder auch durch andere geeignete Mittel. Ueberdies ist es wegen des nämlichen Grundes nothwendig, dass Ihr vor der Wahl der Professoren und Lehrer in den Seminarien sorgfältigst Euch erkundiget und Euch Gewissheit verschaffet, ob Se. kaiserl. und apostol. Majestät in Bezug auf die politischen Fragen etwas wider sie habe. Endlich soll es Euch fortwährend aufs Höchste am Herzen liegen, darüber zu wachen, dass bei den kirchlichen Verrichtungen und besonders bei dem hochheiligen Opfer der Messe und der Ausspendung der Sacramente die von diesem apost. Stuhle schon gutgeheissenen Formeln in der Sprache eines jeden Ritus sorgsam, fromm und gewissenhaft angewendet werden. Unterlasset auch nicht, mit allem Eifer zu sorgen, dass inskünftig keine Prälaten, die einen niedrigeren Rang als die Bischöfe haben, die heiligen

Verrichtungen nach Art der Bischöfe vollziehen, wenn sie hierfür nicht ein besonderes Privilegium von dem h. Stuhle erhalten haben, und unter der Bedingung, dass Jene, welche ein solches Privilegium erlangt haben, Alles sorgfältigst beobachten, was im Decrete unseres Vorfahren Alexander VII. vom 27. September 1659 und in dem apost. Schreiben Pius VII., gleichfalls Unseres Vorgängers, welches mit den Worten: „Decet romanos pontifices" beginnt und vom 4. Juli 1823 datirt ist, vorgeschrieben wurde. ‖ Hier habet Ihr nun, geliebte Söhne und ehrwürdige Brüder! was Wir Euch gegenwärtig mittheilen zu sollen glaubten, und Wir zweifeln durchaus nicht, dass Ihr bei Eurer ausgezeichneten Frömmigkeit und bei Euerer besonderen und bekannten Ergebenheit gegen Uns und diesen apostolischen Stuhl diesen Unseren Mahnungen bereitwilliges Gehör schenken und Sorge tragen werdet, dass Alles, wovon Wir gesprochen haben, auf's Genaueste zum Vollzuge und zur Ausführung komme. Unterdessen unterlassen Wir nicht, Gott den Allerhöchsten demüthig und dringend anzuflehen, dass er die reichsten Gaben seiner Güte allzeit gnädig über Euch ausschütte, und Eueren Hirtensorgen, Berathungen und Arbeiten seinen Segen schenke, damit unsere heiligste Religion und ihre Lehre in Eueren Diöcesen von Tag zu Tag mehr wachse, und gedeihlich und glücklich überall herrsche und blühe. Als Unterpfand aller himmlischen Gaben und als Zeugniss für Unsere glühendste Liebe zu Euch ertheilen Wir Euch, allen Klerikern Euerer Kirche und den gläubigen Laien, welche Euerer Sorge anvertraut sind, gerne den apostolischen Segen. Gegeben zu Rom bei St. Peter, am 5. Nov. 1855, im 10. Jahre Unseres Papstthums.

Nr. 4806 (71). Röm. Curie. 5. Nov. 1855.

Pius P. P. IX.

Nr. 4807. (72.)

OESTERREICH. Schreiben des Cultus- und Unterrichtsministers Leo Grafen v. Thun an die katholischen Erzbischöfe und Bischöfe. — Bemerkungen über das Concordat.

C. U. M. Z. 1371 ex 1855. Moy, Archiv f. kath. K.-R. Bd. I p. XXIX ff.

Nr. 4807 (72). Oesterreich. 25. Jan. 1856.

Die hocherfreuliche Thatsache, dass die Verhandlungen, welche Seine k. k. apost. Majestät mit dem apost. Stuhle haben pflegen lassen, um den Beziehungen Ihres Reiches zur katholischen Kirche wieder eine feste und in jeder Hinsicht befriedigende Grundlage zu geben, zu einem erfolgreichen Abschlusse gediehen sind, so wie der Wortlaut der hierüber ausgefertigten feierlichen Urkunde ist E . . . bereits durch die von Seite der kais. Regierung sowohl als des heil. Stuhles erfolgte Kundmachung bekannt geworden. | Inzwischen ist an E . . . auch das Breve gelangt, welches der heil. Vater mit Beziehung auf das Konkordat erlassen und worin er sich über den Geist, in welchem er aufzufassen ist, so wie über die Ausführung mancher Artikel ausgesprochen hat. Andere von den hohen vertragschliessenden Theilen im

Nr. 4807 (72). Oesterreich. 25. Jan. 1856.

Laufe der Verhandlungen gegenseitig abgegebene Erklärungen, welche theils zur Vervollständigung, theils zur Erläuterung des getroffenen Uebereinkommens dienen, sind, da es nicht angemessen erschien, sie in den Text der Konkordatsurkunde aufzunehmen, in den zwischen den Bevollmächtigten gewechselten Noten niedergelegt worden. ‖ Ich habe die Ehre E . . . im Anschlusse einige Abdrücke sowohl der Konkordatsurkunde als des vom Fürsterzbischofe von Wien unterm 18. August v. J. an den Pronuntius Kardinal Viale Prelà gerichteten Schreibens, welches eine Reihe solcher Erklärungen enthält, zu übersenden. ‖ So wie der Inhalt dieser Urkunden den augenscheinlichen Beweis liefert, wie ernstlich Seine Majestät darnach gestrebt haben, ein aufrichtiges Einvernehmen mit der Kirche herzustellen, ebenso ist es der angelegentliche Wunsch und Willen Seiner Majestät, dass das abgeschlossene Konkordat nunmehr seinem ganzen Inhalte nach sobald als möglich ausgeführt werde, um seine Wirksamkeit segensreich entwickeln zu können. Diese Ausführung ist in den wesentlichen Punkten die eigene Angelegenheit der Kirche und liegt zunächst in den Händen der Bischöfe. Den kirchlichen Interessen wird es aber nicht weniger entsprechen, als es in politischer Beziehung von Wichtigkeit ist, dass bei der Durchführung in allen Diöcesen des Reiches nach gleichen Grundsätzen vorgegangen und dass demnach den Bischöfen des Reiches Gelegenheit zu gemeinsamer Berathung geboten werde. Hiedurch wird es zugleich der Regierung Seiner Majestät ermöglicht werden, hinsichtlich jener Punkte, deren Ausführung ein genaueres Einvernehmen der kirchlichen und weltlichen Behörden erfordern dürfte, dieses Einvernehmen sofort mit der Gesammtheit der h. w. Bischöfe herzustellen, oder — insofern sich Schwierigkeiten ergeben sollten, die zu deren Lösung gemäss Art. XXXV des Konkordates mit dem heil. Stuhle zu pflegende Verhandlung vorzubereiten. ‖ Seine k. k. apost. Majestät haben mich daher a. g. beauftragt, E . . . so wie alle übrigen h. w. Erzbischöfe und Bischöfe zur Theilnahme an gemeinsamen Konferenzen einzuladen, welche in der Hauptstadt des Reiches stattfinden und am 2. Sonntage nach Ostern eröffnet werden sollen. ‖ Seine k. k. apost. Majestät erwarten von dieser Versammlung zunächst die bereits in dem a. h. Patente vom 5. November 1855, R.-G.-B. Z. 195 als nothwendig bezeichnete Aeusserung der h. w. Bischöfe, mit welchem Zeitpunkte die kirchlichen Ehegerichte in jenen Gebieten des Reiches, in welchen sie dermalen nicht bestehen, in Wirksamkeit zu setzen sein dürften. ‖ Im Uebrigen wird es die Aufgabe dieser Versammlung sein, sich überhaupt mit allen jenen das Konkordat und dessen Ausführung berührenden oder dadurch angeregten Fragen zu beschäftigen, welche ihrer allgemeinen Bedeutung wegen gemeinschaftlich erwogen zu werden verdienen. Eben deshalb erwarten Seine Majestät, dass die h. w. Bischöfe des Reiches es für zweckmässig erachten werden, den Berathungen jener Versammlung nicht durch vorschnelle Massregeln in den einzelnen Diöcesen vorzugreifen. Welche Fragen in obigem Sinne einen Gegenstand der Berathungen zu bilden haben werden, wird zunächst das h. w.

Episcopat selbst zu beurtheilen haben; Seine Majestät behalten sich jedoch vor, nach Umständen auch ihrerseits solche Fragen der Erwägung der Versammlung zu empfehlen, und werden dem h. w. Herrn Kardinal-Fürsterzbischofe von Wien, welcher als A. H. Ihr gewesener Bevollmächtigter für die Konkordatsverhandlungen ohnehin berufen ist, über dieselben die etwa erforderlichen nähern Aufschlüsse zu geben, in dieser Beziehung die geeigneten Aufträge zu ertheilen geruhen. || Den Verhandlungen der bevorstehenden Versammlung entgegensehend habe ich gegenwärtig nur über einige wenige Punkte des Konkordates nachstehende Bemerkungen beizufügen: || 1) Der Art. VII des Konkordates billigt und bestätigt in seinem Schlusssatze die heilsamen Vorschriften, welche in Oesterreich hinsichtlich der Anstellung von Religionslehrern an den öffentlichen Gymnasien und Realschulen bestehen. Welche Vorschriften hiermit gemeint sind, ist in der Note „Ecclesia“ sub VIII bestimmt ausgesprochen. Diese Vorschriften, welche bisher (und zwar mit der Verordnung vom 28. Juni 1850, R.-G.-B. Nr. 265, §. 6) nur für jene Kronländer gesetzlich publizirt waren, deren h. w. Bischöfe sich im J. 1849 in Wien versammelt hatten, werden demnach fortan für den ganzen Umfang des Kaiserreiches als bleibende Norm zu gelten haben. || 2) Da das päpstliche Breve mit Beziehung auf den Art. VIII des Konkordates ausspricht, dass von Seite der h. w. Bischöfe Bestimmungen über die Wahl oder Aenderung der Religionslehrbücher für Elementarschulen nur nach gemeinsamer Berathung und reiflicher Erwägung zu treffen seien, so habe ich die Länderchefs, denen es obliegt, dem Schulwesen ihre volle Aufmerksamkeit zuzuwenden, hievon in Kenntniss gesetzt. || 3) Sub Nr. IX der oberwähnten Note „Ecclesia“ werden die Gründe hervorgehoben, welche erheischen, dass von Repressiv-Massregeln gegen Druckschriften ein vorsichtiger Gebrauch gemacht werde. Die kaiserliche Regierung glaubt darauf rechnen zu dürfen, dass auch die h. w. Bischöfe diese Erwägungen als massgebend betrachten werden, und gründet hierauf die Hoffnung, auch auf diesem Gebiete ein gemeinsames Zusammenwirken ermöglicht zu sehen. || 4) Mit dem Art. XIV steht der Punkt XI der Note „Ecclesia“ in Verbindung, worin gesagt wird, dass für den Fall, als Geistliche wegen Vergehen oder Uebertretungen von den weltlichen Gerichten abgeurtheilt wurden, die h. w. Bischöfe diesfalls nur solche geistliche Detentionshäuser wählen werden, welche auch der kais. Regierung genehm sind. In dieser Beziehung wollen E . . . sich stets mit den betreffenden Länderchefs, an welche unter Einem die analoge Weisung ergeht, in das Einvernehmen setzen. || 5) In dem Art. XXII ist die Verleihung der ersten Dignitäten an allen Metropolitan- oder Suffragan Kirchen, insofern nicht besondere Stiftungsverhältnisse entgegenstehen, in diesem Falle aber die Verleihung der zweiten Dignitäten Sr. päpstl. Heiligkeit vorbehalten. Nachdem jedoch Se. päpstl. Heiligkeit die Zusicherung haben ertheilen lassen, dass Sie bei Verleihung dieser Dignitäten auf die von Sr. k. k. apost. Majestät nach Einvernehmung des Diöcesan-Bischofes an den heil. Stuhl zu richtende Empfehlung Rücksicht

zu nehmen beabsichtigen, so werden die Vorschläge zur Besetzung dieser Dignitäten in der bisher üblichen Weise an Seine k. k. apost. Majestät zu erstatten sein. 6) In dem an E . . . bereits gelangten päpstlichen Breve wird besonders hervorgehoben, wie wichtig es sei, dass bei Verleihung geistlicher Benefizien und theologischer Professuren nur auf solche Männer Rücksicht genommen werde, gegen welche Seine Majestät in politischer Hinsicht Nichts einzuwenden haben. E . . . wollen daher vor der Besetzung solcher Stellen die Kandidaten, die Sie hierfür im Auge haben, dem Landeschef namhaft machen, und dem Ausspruche desselben über die Zulässigkeit oder Unzulässigkeit der Anstellung entgegensehen. Hinsichtlich der Besetzung geistlicher Benefizien ist jedoch in der Note „Ecclesia“ sub XVI die Versicherung ausgesprochen, dass Seine Majestät Alles in dem dermaligen Zustande zu belassen beabsichtigen, in der Voraussetzung, dass keine Nothwendigkeit eintreten werde, von der Vorsichtsmassregel eines Vorbehaltes der vorläufig einzuholenden Zustimmung der weltlichen Behörde einen ausgedehnteren als den bisher eingeführten Gebrauch zu machen. Es wird sich demnach in dieser Beziehung auch fernerhin zu benehmen sein wie bisher. 7) Gemäss dem Art. XXV in Verbindung mit dem Punkte XVII in der Note „Ecclesia“ wird hinsichtlich der Besetzungen von landesfürstlichen oder Fonds-Patronats-Pfründen, die bisherige Uebung, welcher zu Folge von den Landesbehörden nur der in bischöflicher Terna primo loco Vorgeschlagene zu wählen, im widrigen Falle aber die höhere Entscheidung einzuholen ist, aufrecht erhalten bleiben. 8) Der Art. XXVIII handelt von den inneren Angelegenheiten der geistlichen Orden. In dieser Hinsicht sind bei den Verhandlungen über das Konkordat noch zwei Punkte zur Sprache gekommen, welche in obigem Artikel nicht ersichtlich sind. Der eine Punkt betrifft die Bestimmung, dass zur Ablegung der feierlichen Gelübde in den österreichischen Männer- und Frauenklöstern nur jene zugelassen werden, welche entweder das 24. Lebensjahr zurückgelegt, oder zwar erst das 21. Lebensjahr vollendet, jedoch bereits 3 Jahre in einem Kloster des Ordens, für welchen sie Profess ablegen wollen, zugebracht haben. In Betreff dieses Punktes wird einer besondern diese Bestimmung enthaltenden Weisung des apostol. Stuhles entgegengesehen. Inzwischen wolle es den h. w. Erzbischöfen und Bischöfen gefällig sein, für die Aufrechthaltung dieser zweckmässigen Bestimmung in ihren Diöcesen Sorge zu tragen. Nebstdem wurde auch der Umstand zur Sprache gebracht, dass in mehreren Provinzen Oesterreichs die Mendikanten eine Unterstützung aus dem Religionsfonde unter der Bedingung beziehen, dass sie sich des Almosensammelns enthalten, und in der Seelsorge Aushilfe leisten, und dass daher jene Unterstützung aufhören müsste, wenn die Bedingungen, an welche sie geknüpft ist, nicht mehr eingehalten würden. In jenen Ländern, auf welche diese Bemerkung Anwendung findet, wolle daher über die Aufrechthaltung dieses Verhältnisses gewacht werden. 9) Durch den Art. XXIX sind die Hemmnisse hinweggefallen, welche bisher der Kirche die Berechtigung, Eigen-

thum zu erwerben, schmälerten. Durch den Art. XXX ist jedoch angeordnet worden, dass Kirchengüter weder verkauft noch mit beträchtlichen Lasten beschwert werden dürfen, ohne dass hiezu die Einwilligung Seiner k. k. apost. Majestät eben sowohl wie die des päpstlichen Stuhles eingeholt werde. Die Durchführung dieser Bestimmung erfordert, dass die kaiserl. Regierung in fortgesetzter Uebersicht dessen, was Kirchengut ist, bleibe. Die Art und Weise, in welcher diese Uebersicht herzustellen sei, wird ebenfalls Gegenstand weiterer Berathung sein. Da aber die bisher bestandene Nothwendigkeit, eine Bewilligung der Regierung zu neuen Erwerbungen anzusuchen, sofort entfällt, so tritt einstweilen doch die Nothwendigkeit an ihre Stelle, dass den politischen Landesbehörden bis zur neuen Regelung dieser Angelegenheit von neuen Erwerbungen Anzeige erstattet werde, und ich habe die Ehre E . . . zu ersuchen, in dieser Beziehung die entsprechenden Weisungen zu erlassen. Was die in der Note „Ecclesia“ sub VII, X, XI, XII, XIII, XIV und XV enthaltenen Zusicherungen anbelangt, so sind die zu ihrer Erfüllung erforderlichen Einleitungen getroffen worden. (Für die lomb.-venet. Bischöfe: Die in dem Art. XVII angedeutete Ergänzung der Dotation jener bischöflichen Seminarien, denen es an den erforderlichen Mitteln gebricht, wird den Gegenstand einer eigenen Verhandlung bilden, mit deren Einleitung die Landesbehörden beauftragt werden.) (Für die Bischöfe *a* von Ungarn; *b* im lomb.-venez. Königreiche, Siebenbürgen, Serbien und Croatien: Nach den Art. III und IVe, steht es den h. w. Bischöfen frei, über kirchliche Angelegenheiten Verordnungen und Instruktionen so wie die bei den Synoden gefassten Beschlüsse zu promulgiren und hinauszugeben. Hinwiederum bestimmt das päpstliche Breve, dass von diesen bischöflichen Verordnungen und den Synodalbeschlüssen stets gleichzeitig ein Exemplar der kais. Regierung zur Einsichtnahme mitgetheilt werde. Mit Beziehung auf diese Punkte ersuche ich E . . . von den zu erlassenden Hirtenbriefen und von den zu promulgirenden Synodalbeschlüssen jederzeit ein Exemplar unter Einem im Wege ad *a* des k. k. Milit.- und Civil-Gouvernements, ad *b* der k. k. Statthaltereien an mich gelangen zu lassen.) Durch das Konkordat ist jenes aufrichtige Einvernehmen zwischen der geistlichen und weltlichen Macht hergestellt worden, welches für die wahre Wohlfahrt der Völker unentbehrlich ist. Die Wahrung dieses segenverheissenden Verhältnisses erfordert, dass jede der beiden Gewalten, wenn sie der Mitwirkung der anderen bedarf, diese mit jenem Vertrauen, das aus der gegenseitigen Achtung entspringt, in Anspruch nehme, dass aber auch jede dieser Gewalten Verfügungen, welche zwar in ihrem eigenen Wirkungskreise liegen, aber die jenseitigen Interessen nahe berühren, nicht treffe, ohne davon eine vorläufige Mittheilung gemacht, und nach Umständen eine Verständigung darüber herbeigeführt zu haben. Diese Grundsätze sind, wie zahlreiche Beispiele beweisen, bei der Konkordatsverhandlung von den beiden erhabenen Kontrahenten als massgebend angesehen worden. Sie werden auch bei der Ausführung und Anwendung der verein-

Nr. 4807 (72). Oesterreich. 25. Jan. 1856.

barten Bestimmungen zu gelten haben. Indem ich das Geeignete einleite, damit in diesem Geiste von den kais. Behörden vorgegangen werde, rechne ich mit Zuversicht darauf, dass der h. w. Episkopat in seinem Bereiche in gleichem Geiste wirken werde. Hiebei werden E . . . die Gründe nicht verkennen, welche es rathsam erscheinen lassen, dass in der Regel die zur Herstellung des Einvernehmens nöthig werdenden Verhandlungen, wofern es sich nicht um eine schon genau geregelte oder ganz einfache Angelegenheit handelt, nicht den untersten kirchlichen und weltlichen Organen überlassen, sondern vielmehr zwischen den Diöcesanvorständen und den Länderchefs unmittelbar gepflogen werden. Ich habe demnach die Ehre zu ersuchen, dass es E . . . gefällig sein wolle, in diesem Sinne, in welchem ich die Länderchefs instruirt habe, auch den E . . . unterstehenden Organen, die geeigneten Weisungen zu ertheilen. Diese Bemerkung wird insbesondere auch ihre Anwendung finden, wenn es sich darum handeln sollte, auf Grundlage des §. XVI des Konkordates den Beistand des weltlichen Armes in Anspruch zu nehmen, damit ein bischöfliches gegen einen pflichtvergessenen Geistlichen gefälltes Urtheil vollstreckt werde. In dem fürsterzbischöflichen Schreiben vom 18. August v. J. ist sub XIII die Erwartung ausgesprochen, dass in einem solchen Falle die h. w. Bischöfe nicht anstehen werden, die entsprechenden Aufklärungen, wenn solche verlangt werden sollten, zu ertheilen, und welchen Weg Seine Majestät zur Lösung der sich hierbei etwa ergebenden Schwierigkeiten einzuschlagen beabsichtigen. Es wäre ganz unangemessen, die Entscheidung der Frage, ob Ursache vorhanden sei, solche Aufklärungen zu verlangen, und die Gewährung des Beistandes der weltlichen Macht, von deren Ertheilung abhängig zu machen, untergeordneten Beamten anheimzustellen. Ich habe daher angeordnet, dass die Entscheidung den Länderchefs vorbehalten bleibe, welche nöthigenfalls an mich die erforderliche Anzeige zu erstatten haben werden, damit weiter nach der allerh. Willensmeinung vorgegangen werden könne. Demnach wollen E . . . sich in einer solchen Angelegenheit zur Verhütung unnöthiger Verzögerungen stets unmittelbar an den politischen Landeschef wenden.

Der oben mitgetheilte Text des Ministerialschreibens erging an alle Bischöfe der deutsch-slavischen Länder. Einige Zusätze enthalten die Schreiben an die ungarischen und italienischen Bischöfe, weil für diese die kaiserlichen Verordnungen vom Jahre 1850 bis dahin keine Gültigkeit erlangt hatten.

Nr. 4808. (73.)

OESTERREICH. Schreiben des Cultus- und Unterrichtsministers Leo Grafen v. Thun an die Länderchefs. — Anordnungen zur Durchführung des Concordates. —

C. U. M. Z. 1371 ex 1855.

Nr. 4808 (73). Oesterreich. 25. Jan. 1856.

Unter Beziehung auf die in gesetzlicher Form bereits erfolgte Publikation des R.-G.-B. XLII, 195, vom J. 1855 übersende ich Euerer . . . . im Anschlusse eine Anzahl von Separatabdrücken des zwischen Sr. k. k. apost. Majestät und Sr. Heiligkeit dem Papste abgeschlossenen Concordates. | Das Concordat findet seine Ergänzung in einem Schreiben, welches der Herr Fürsterzbischof von Wien als Vollmachtträger Seiner k. k. apost. Majestät für Abschliessung des Concordates an den Pronuntius Card. Viale Prelà unterm 18. August v. J. gerichtet hat. Dieses Schreiben enthält in 20 Punkten Erklärungen, welche theils die von der kais. Regierung dem apost. Stuhle ertheilten Zusicherungen vervollständiget, theils als Erläuterungen der in der Concordatsurkunde enthaltenen Artikel zu betrachten sind, und welche hinwiederum in Beziehung zu analogen Erklärungen stehen, welche Se. Heiligkeit der Papst in das an die Erzbischöfe und Bischöfe des Reiches aus Anlass des Concordates erlassene Breve aufgenommen hat. | Von dem fürsterzbischöflichen Schreiben vom 18. August 1855, welches mit den Worten anfängt: „Ecclesia catholica“ und von dem päpstlichen Breve vom 5. Oct. v. J., welches unlängst durch den Cardinal Pronuntius versendet worden ist, folgt im Anschlusse ebenfalls eine Anzahl von Separatabdrücken mit. | Was nun die Ausführung der im Concordate Art. I bis XXXVI enthaltenen Bestimmungen anbelangt, so hat bereits das Kundmachungspatent vom 5. Nov. 1855, im Punkte II festgesetzt, dass der Zeitpunkt für die Wirksamkeit der bischöflichen Ehegerichte (in Gemässheit des Art. X des Concordates) später werde bekannt gegeben werden, und dass bis dahin die bestehenden Gesetze über die Ehen der katholischen Unterthanen in Kraft zu bleiben haben. | Uebrigens ist, insoferne durch das Concordat neue und mit dem Inhalte bisheriger Gesetze und Verordnungen im Widerspruche stehende Bestimmungen festgesetzt werden, der Art. XXXV des Concordates massgebend, welcher sagt, dass derlei Gesetze und Verordnungen, insoferne sie einen solchen Widerspruch enthalten, aufgehoben sein sollen. Demgemäss sind frühere, mit den Bestimmungen des Concordates unvereinbare Anordnungen, deren Beschaffenheit nicht von der Art ist, dass die Möglichkeit ihrer Beseitigung erst von der Erlassung neuer Vorschriften der Regierung bedingt ist, eo ipso, und ohne dass es hiezu einer namentlichen Anführung bedürfte, durch die Publikation des Concordates als entfallen zu betrachten. Wo hingegen die Collision

Nr. 4808 (73). Oesterreich. 25. Jan. 1856.

von Bestimmungen des Concordates mit früheren Gesetzen und Verordnungen nicht durch das einfache Wegfallen der letzteren behoben wird, sondern wo sich vielmehr die Nothwendigkeit herausstellen sollte, die älteren Vorschriften durch neue gesetzliche Bestimmungen zu ersetzen, werden sofort die geeigneten Anträge zu erstatten, und wird deren Genehmigung abzuwarten sein. || Der Einsicht E . . . . wird es nicht entgehen, dass, so wie die volle und unverkümmerte Entwicklung des kirchlichen Lebens eine vorzügliche Stelle unter den Zielen einnimmt, auf welche die erhabenen Absichten Seiner k. k. apost. Majestät beim Abschlusse des Concordates gerichtet waren, die Erreichung dieses Zieles auch bei der Durchführung des Concordates stets im Auge behalten werden muss. Was dem entgegensteht, soll entfernt, was dazu beitragen kann, das kirchliche Leben zu fördern, soll gethan werden. Hierzu ist vor Allem die eigene Thätigkeit der Bischöfe erforderlich. Es liegt aber im Interesse des Reiches wie der Kirche, dass hierbei nicht in jeder Diöcese eigenen Wege eingeschlagen, dass vielmehr bei Erstrebung gemeinsamer Zwecke nach gleichen Grundsätzen vorgegangen werde. Desshalb haben Seine k. k. apost. Majestät sich allergnädigst bewogen gefunden, die Bischöfe des Reiches zu einer in der Reichshauptstadt abzuhaltenden Versammlung einzuladen, damit darin die in Folge des Concordates zu treffenden Massregeln einer gemeinsamen Berathung unterzogen, und wo es nöthig ist, sofort das Einvernehmen mit der Regierung hergestellt werde. || Im Anschlusse erhalten E . . . . eine Abschrift des gleichzeitig hinausgehenden Schreibens, worin die Bischöfe zu dieser Versammlung eingeladen und ihnen die schon jetzt nothwendigen auf die Ausführung des Concordates sich beziehenden Bemerkungen gemacht werden. || Nebst der unverkümmerten Entwicklung des kirchlichen Lebens ist die Herstellung eines aufrichtigen, auf gegenseitige Achtung und rücksichtsvolle Aufrechthaltung der Selbstständigkeit und Selbstthätigkeit jeder der beiden Gewalten, der geistlichen und der weltlichen gegründetes Einvernehmen zwischen Kirche und Staat der Hauptzweck des Concordates. Dazu ist erforderlich, dass jede dieser Gewalten, wenn sie der Mitwirkung der anderen bedarf, diese vertrauungsvoll in Anspruch nehme, dass aber auch jede von ihnen Verfügungen, welche zwar in ihrem eigenen Wirkungskreise liegen, aber die jenseitigen Interessen nahe berühren, nicht treffe, ohne davon eine vorläufige Mittheilung gemacht, und nach Umständen eine Verständigung darüber herbeigeführt zu haben. || Die anliegenden Actenstücke beweisen durch zahlreiche Beispiele, dass diese Grundsätze bei der Concordatsverhandlung von beiden Seiten als massgebend angesehen worden sind. Sie werden es auch bei der Anwendung der vereinbarten Bestimmungen zu sein haben. || E . . . . wollen demnach sorgfältig darüber wachen, dass fortan in diesem Geiste vorgegangen werde, und den Unterbehörden in dieser Beziehung die geeigneten Weisungen ertheilen. Hiebei werden E . . . . die Gründe nicht verkennen, welche es rathsam erscheinen lassen, dass in der Regel die zur Herstellung des Einvernehmens nöthig werdenden Verhand-

lungen — woferne es sich nicht um eine schon genau geregelte oder de plano vorliegende Sache handelt, — nicht den untersten weltlichen und kirchlichen Organen überlassen, sondern vielmehr zwischen den Länderchefs und Bischöfen unmittelbar geführt werden. Ich ersuche demnach E . . . . auch hiefür Sorge tragen zu wollen, sowie in dem beiliegenden Schreiben die Bischöfe ebenfalls eingeladen werden, den ihnen unterstehenden Organen analoge Weisungen zu ertheilen. || Dieses vorausgeschickt, finde ich über einzelne Punkte des Concordates Folgendes zu bemerken: || 1) Nach Art. III steht es den Ordinarien frei, über kirchliche Angelegenheiten ihre Instructionen und Verordnungen hinauszugeben. Hinwiederum hat aber das päpstliche Breve ihnen auferlegt, von diesen bischöflichen Verordnungen stets gleichzeitig ein Exemplar der kaiserlichen Regierung zur Einsichtnahme mitzutheilen. Mit Beziehung auf diesen Punkt ergeht, wie aus der beiliegenden Abschrift des Schreibens zu ersehen ist, an die Bischöfe die Aufforderung, ein Exemplar der von ihnen erlassenen Hirtenbriefe an das Ministerium vorzulegen. || Das oben Gesagte hat auch in Betreff der im Artikel IV sub *c* erwähnten Synodalbeschlüsse, welche nach Inhalt des päpstlichen Breve's gleichzeitig mit der Hinausgabe auch der kaiserlichen Regierung mitzutheilen sind, zu gelten. 2) ... [In seinem Inhalte übereinstimmend mit Punkt 1 des Stückes Nr. 72] . . . . || 3) . . . . [Uebereinstimmend mit Punkt 2 des Stückes Nr. 72] . . . || 4. Der Art. IX spricht aus, dass es den Ordinarien zustehe, Bücher, welche der Religion und Sittlichkeit verderblich sind, als verwerflich zu bezeichnen, und die Gläubigen von Lesung derselben abzuhalten, sowie dass auch die Regierung durch jedes dem Zwecke entsprechende Mittel die Verbreitung von derlei Büchern verhindern werde. || Umständlicher wird sich über diese Angelegenheit in dem Absatze IX des fürsterzbischöflichen Schreibens ausgesprochen. || Unter genauer Festhaltung des Sinnes und Wortlautes des Artikels wird die kaiserliche Regierung, insofern es sich ihrerseits um Massregeln gegen die Verbreitung verderblicher Bücher handelt, nie vergessen, welch hohen Werth sie diesfalls auf das Urtheil und den Ausspruch der Bischöfe zu legen hat. Sie kann sich aber keineswegs der Verantwortlichkeit für ihre eigenen Massregeln entschlagen, und daher auch nicht als blosse Vollstreckerin der in solchen Angelegenheiten vom kirchlichen Forum ergangenen Erkenntnisse ansehen. Vielmehr hat sie sich die volle Selbstständigkeit sowohl bei Beurtheilung der Bücher als auch bei Entscheidung der Frage, welche Massregeln gegen die für verderblich erkannten anzuwenden seien gewahrt. Bischöfliche Bücherverbote werden daher an und für sich nur eine Gewissenspflicht für die Katholiken begründen. || Halten in einzelnen Fällen die Bischöfe die Mitwirkung der Regierung zur Unterdrückung oder Beseitigung der von ihnen als verderblich bezeichneten Bücher für wünschenswerth, so wird über ihr Ansuchen die Frage, ob und in welcher Weise auf Grundlage der bestehenden Gesetze diesem Ansuchen entsprochen werden könne, sorgfältig zu erwägen, und dem gemäss das Geeignete zu verfügen sein. || Von dem Ergebnisse dieser

Nr. 4808. (73). Oesterreich. 25. Jan. 1856.

Erwägung wollen E . . . . mich von Fall zu Fall benachrichtigen. || 5) . . . . [Uebereinstimmend mit Punkt 4 des Stückes Nr. 72] . . . . || In vorkommenden Fällen dieser Art werden daher Euer . . . . über die Auswahl der geistlichen Detentionshäuser mit dem betreffenden Bischofe das Einvernehmen zu pflegen haben. || 6) Der Art. XV handelt von der Immunität der Gotteshäuser. Euer . . . . . werden aus der Textirung dieses Artikels entnehmen, wie bereitwillig der apost. Stuhl anerkennt, dass diese Immunität nicht in jenem Sinne aufzufassen ist, welcher in früheren Jahrhunderten Schutz gegen ungerechte Verfolgung gewährte, mit den auf eine geregelte Justizpflege gegründeten Zuständen der Gegenwart aber nicht mehr vereinbar wäre. Um so nachdrücklicher wird darüber zu wachen sein, dass die dem Gotteshause schuldige Rücksicht unter allen Umständen so sehr gewahrt werde, als es mit der Aufrechthaltung der öffentlichen Sicherheit und mit der nothwendigen Handhabung der Gerechtigkeit nur immer verträglich ist. || 7) Der Art. XVI enthält hauptsächlich zwei Punkte, auf welche das Augenmerk zu richten ist. Zuvörderst verordnet er, dass den geistlichen Personen und Einrichtungen in Wort, Schrift und Handlung stets die schuldige Achtung und Ehrerbietung gezollt, und dass den Vorstehern und Dienern der Kirche in Ausübung ihrer Functionen für die Erhaltung des Glaubens, der Sitten und der kirchlichen Disciplin keine Anstände bereitet werden. || Euer . . . . . wollen daher darüber wachen, dass diesem kaiserl. Ausspruche von allen Angestellten nachgelebt werde. || Ueberdiess stellt der Art. XVI die Beistandsleistung der weltlichen Behörden (brachium saeculare) in Aussicht, damit die von den Bischöfen gegen pflichtvergessene Geistliche erlassenen Sentenzen zur Vollstreckung gelangen können. Seine Majestät erwarten jedoch, wie in dem Punkte XIII des fürsterzbischöflichen Schreibens vom 18. August v. J. im Einklange mit §. 5 der nur für einen Theil des Reiches erflossenen kaiserlichen Verordnung vom 18. April 1850 angeführt ist, dass die Bischöfe, wenn sie in die Lage kommen, den Beistand der weltlichen Behörden in Anspruch zu nehmen, nicht anstehen werden, die entsprechenden Aufklärungen, wenn solche begehrt werden sollten, zu ertheilen. Ob Ursache vorhanden sei, solche Aufklärungen zu verlangen, kann nicht wohl der Beurtheilung der untersten administrativen Behörden anheimgestellt werden. || Es hat demnach die bereits im Allgemeinen gemachte Andeutung, dass das nöthige Einvernehmen unmittelbar zwischen den Länderchefs und den Bischöfen gepflogen werden solle, insbesondere auf diese Angelegenheit Anwendung zu finden. || Sollten Euer . . . . es in einem solchen Falle für nothwendig erachten, dass auf nähere Aufklärungen gedrungen, und die Gewährung des Beistandes der weltlichen Macht von deren Ertheilung abhängig gemacht werde, so wird hiervon die Anzeige an mich zu erstatten sein, damit weiter in der in dem fürsterzbischöflichen Schreiben angedeuteten Weise nach den allerh. Befehlen vorgegangen werden könne. || 8) In welcher Art und in welchem Masse die im Art. XVII enthaltene Andeutung, dass, wo die Dotation der bischöflichen Seminarien unzureichend ist, für eine ent-

sprechende Erhöhung derselben gesorgt werden solle, Folge zu geben sei, wird den Gegenstand abgesonderter Verhandlung zu bilden haben, wo ein Bedürfniss darnach geltend gemacht werden wird. || Die Anstellung der Vorstände und Professoren für die bischöflichen Seminarien ist in demselben Art. XVII den Bischöfen anheimgestellt, welchen letzteren aber andererseits durch das päpstliche Breve zur Pflicht gemacht ist, nur solche Männer hiefür auszuwählen, gegen welche von Seite der kaiserlichen Regierung in politischer Beziehung keine Bedenken erhoben werden. Die Bischöfe werden daher vor der Besetzung solcher Stellen die Kandidaten, die sie hiefür im Auge haben, Euer . . . . . namhaft machen, und dem Ausspruche Euer . . . . über die Zulässigkeit der Anstellung entgegensehen. || Dieser Ausspruch wird sich auf die politische Bedenklichkeit oder Unbedenklichkeit zu beschränken haben. || 9) Der Art. XXIV handelt von der Besetzung der Pfarrpfründen. Das päpstliche Breve spricht in dieser Beziehung aus, dass zu Pfarrpfründen und überhaupt zu Benefizien jeder Art niemals solche Geistliche befördert werden sollen, welche der kaiserlichen Regierung nicht genehm wären. Hingegen wird im Punkte XVI des fürsterzbischöflichen Schreibens vom 18. August v. J. erklärt, dass Seine k. k. apost. Majestät diessfalls die Einhaltung der bisher geübten Vorgangsweise beabsichtigen, unter der Voraussetzung, dass keine Nothwendigkeit eintreten werde, von der Vorsichtsmassregel eines Vorbehaltes der vorläufig einzuholenden Zustimmung der weltlichen Behörden einen ausgedehnteren als den bisher eingeführten Gebrauch zu machen. || Demnach ist vorläufig in jedem Kronlande der Status quo der bisherigen Uebung aufrecht zu erhalten. || 10) Der Art. XXV gesteht Seiner k. k. apost. Majestät die bisher faktisch geübte Präsentation für jene Pfründen, deren Patronat dem Religions- oder dem Studienfonde angehört, als ein förmliches Recht zu, knüpft aber daran die Bedingung, dass hiefür immer einer aus der vom Bischofe vorgeschlagenen Terna gewählt werde. || Laut Punkt XVII des fürsterzbischöflichen Schreibens haben Seine k. k. apost. Majestät erklärt, dass es in Betreff der Besetzungsweise von landesfürstlichen oder Fonds-Patronatspfründen bei dem zu verbleiben habe, was allerh. Ihre Vorfahren zur Beförderung einer heilbringenden Seelsorge angeordnet haben. Die Landesbehörden werden daher auch fernerhin innerhalb ihres bisherigen Wirkungskreises aus der bischöflichen Terna entweder den primo loco Vorgeschlagenen auswählen, oder höheren Ortes Bericht erstatten. || 11) Der Art. XXVIII setzt fest, dass die Bischöfe geistliche Orden und religiöse Congregationen einführen können, dass sie sich aber darüber mit der kaiserlichen Regierung in das Einvernehmen zu setzen haben. In dieser Hinsicht wird bei sich ergebendem Falle, wie bisher die Verhandlung dem Ministerium zur Schlussfassung vorzulegen sein. || . . . . [Uebereinstimmend mit dem ersten Absatz von Punkt 8 des Stückes Nr. 72] . . . . Inzwischen habe ich mich bereits an die vom heil. Vater bestellten Visitatoren der österreichischen Klöster mit dem Ersuchen gewendet, im Sinne obiger Bestimmungen die geeigneten Weisungen zu

Nr. 4808 (73). Oesterreich. 25. Jan. 1856.

erlassen. Unter Einem werden auch sämmtliche Bischöfe um ihre Mitwirkung in dieser Beziehung angegangen, zumal sich die Vollmachten der apost. Ordensvisitatoren weder auf die Frauenklöster noch auf das lomb.-venet. Königreich erstrecken. . . . . [Uebereinstimmend mit dem dritten Absatz von Punkt 8 des Stückes Nr. 72] . . . . 12) . . . . [Uebereinstimmend mit Punkt 9 des Stückes Nr. 72] . . . . ‖ 13. Der Art. XXXIV erklärt im Allgemeinen, dass dasjenige, was die kirchlichen Personen und Sachen betrifft, nach der Lehre und Disciplin der Kirche zu leiten und zu verwalten sei. Zu den kirchlichen Sachen gehören unzweifelhaft auch die von der Kirche geweihten Friedhöfe. Demnach wird in Zukunft auch in Betreff von Verfügungen, welche sich auf diese beziehen, von den politischen Behörden nicht einseitig, sondern nach den Eingangs aufgestellten Grundsätzen vorzugehen sein. Einige hieraus sich ergebende Weisungen werden demnächst nachfolgen.

Ad Punkt 2. Aus Anlass der Veröffentlichung eines der Regierung unangenehmen Erlasses des Erzbischofes von Mailand wurde dem Statthalter auf seine Anfrage durch Ministerialerlass d. C. U. M. v. 30. Januar 1856, Z. 112 erwiedert: „Gegen die Veröffentlichung bischöflicher Erlasse durch die Presse sind übrigens polizeiliche Massregeln nicht anzuwenden, wohl aber ist die geeignete Vorsorge zu treffen, dass sie nicht in die officielle Zeitung aufgenommen werden, wenn ihr Inhalt zu Bedenken Anlass geben kann.“ — Unter demselben Datum erging ein Erlass an den Statthalter von Venedig, worin demselben eröffnet wird: es sei angezeigt worden, der Patriarch habe ein Circular an die Buchdrucker erlassen, worin er ihnen untersagt, der politischen Behörde jene Druckschriften zur Einsicht vorzulegen, welche, von der Curie ausgehend, an den Clerus und das Volk gerichtet sind. Sollte dieses wirklich der Fall sein, so wäre, wie dem Statthalter bedeutet wird, der Grundsatz festzuhalten, dass die den Buchdruckern auferlegten Verpflichtungen dem Gebiete der Gewerbegesetzgebung angehören und von der Regelung kirchlicher Angelegenheiten völlig unabhängig sind, und die unterlassene Erfüllung derselben nach den bestehenden Vorschriften nöthigenfalls die Entziehung des Gewerbebefugnisses zur Folge haben müsste. — Ad Punkt 4. Der Erzbischof von Mailand erliess am 23. December 1855, entsprechend den in Rhò von den lombardischen Bischöfen gefassten Beschlüssen, ein Circular an alle Buchdrucker, Buch- und Kunsthändler seines kirchlichen Sprengels, worin er diesen unter Androhung der kirchlichen Censur, welche eventuell die weltlichen Behörden unterstützen würden, bekannt macht: dass von nun an keine periodische Schrift und kein Buch ohne vorher erhaltene bischöfliche Approbation in Druck gelegt und kein auswärts gedrucktes Buch ohne dieselbe vorher erhaltene Approbation zum Verkaufe gebracht oder öffentlich ausgelegt werden dürfe. Gegen diese „einseitige und irrige“ Auslegung des IX. Art. des Concordates richtete der Cultus- und Unterrichtsminister am 5. Januar 1856 (Z. 3) einen Erlass an den Statthalter in Mailand, in dem er sein Bedauern über diesen „übereilten Schritt“ ausspricht, und die Zurücknahme dieser „Anordnung einer bischöflichen Präventivcensur“ als „unerlässlich“ bezeichnete. Der Erzbischof erwiederte hierauf: er anerkenne, dass seine Massregel im Art. IX nicht gegründet sei, dass er auch auf jede Unterstützung derselben von Seite der Regierung verzichte, dass er sie aber als

eine in älteren Kirchengesetzen gegründete bischöfliche Ermahnung an die Gewissen der Katholiken für gerechtfertigt halte. Diese Auffassung des Erzbischofs bezeichnet der Cultus- und Unterrichtsminister in einem neuerlichen Erlasse an den Statthalter vom 25. Januar 1856 als gleichfalls irrig, weil eben durch Art. IX eine Modification dieser älteren Kirchengesetze stattgefunden habe. „Ich verkenne keineswegs — wird dann weiter gesagt — die Verlegenheit, in welcher sich der Erzbischof befindet. Vielleicht könnte er sich derselben noch dadurch einigermassen entziehen, dass er etwa über eine Vorstellung der Buchdrucker und Buchhändler ihnen erklärte, dass die Veröffentlichung oder der Verkauf eines an sich guten Buches, wenn auch dazu eine vorläufige bischöfliche Bewilligung nicht eingeholt worden sei, nicht als eine Uebertretung des Kirchengesetzes behandelt werden solle, sondern, dass er lediglich denjenigen, welche sich gegen die Gefahr des Schadens, der ihnen aus der nachträglichen Verdammung eines Werkes erwachsen könnte, sicher stellen oder ihr Gewissen über den Zweifel, ob die Verbreitung eines Werkes wegen seines Inhaltes sie einer Verantwortung aussetzen könnte, beruhigen wollen, es freistelle, die vorläufige bischöfliche Approbation einzuholen.“ Schliesslich wird erklärt „zu einer einfachen Zurücknahme seiner Massregel ihn zu verhalten, hat die Regierung keinen Grund mehr, nachdem auf deren Durchführung verzichtet wird and daher keine Störungen der öffentlichen Zustände davon zu besorgen sind.“ — Ad Punkt 11. Durch Decret der S. Congregatio Episcop. et regul. v. 19. April 1857 wurde die im Punkt 11 bezüglich der Ablegung der feierlichen Gelübde ausgesprochene Bedingung für die Ordensconvente Oesterreichs angeordnet. — Ad Punkt 12. Ein päpstliches Breve vom 3. April 1860 ermächtigte den Nuntius und die Bischöfe Oesterreichs für zehn Jahre, bei Veräusserungen und Belastungen des Kirchenvermögens, die dem Papste zustehende Alienations- oder Onerationsbewilligung zu ertheilen. Wurde durch ein Breve vom 6. Mai 1870 auf weitere zehn Jahre ertheilt. (S. Vering, Archiv l. c. N. F. XVIII. p. 314 ff.)

Nr. 4808 (73.) Oesterreich. 25. Jan. 1856.

Nr. 4809. (74.)

OESTERREICH. Aus dem Abendblatt der kais. Wiener Zeitung. — Bedeutung des Concordates. —

Nr. 4809 (74). Oesterreich. 13. Nov. 1855

Unser heutiges Morgenblatt hat das wichtige Actenstück, wodurch das Verhältniss des österreichischen Kaiserstaates zur katholischen Kirche zu einem festen und dauernden Abschlusse gebracht worden ist, zur Veröffentlichung gebracht. Wir haben wohl nicht nöthig darauf hinzuweisen, wie dieser inhaltreiche Act nur nach reifster Prüfung und Erörterung unter sorgfältiger Berücksichtigung gegenseitiger Rechte, gemeinsamer Interessen und der historischen Verhältnisse, sowie der Forderungen der Gegenwart zu Stande gekommen ist. Die Geschichte Oesterreichs ist mit derjenigen der katholischen Kirche auf das innigste verflochten. Eben weil es ein mächtiger, katholischer Staat, sind ihm im Verlaufe der Weltgeschichte mitunter von

Nr. 4809 (71). Oesterreich. 13. Nov. 1855.

der Vorsehung grosse Aufgaben zur Lösung übertragen worden. Die Geschichte giebt dem Kaiserhause das Zeugniss, dass es von jeher mit dem edelsten Muthe und der uneigennützigsten, nur von einem höhern Pflichtgefühle getragenen Selbstaufopferung dem höhern Rufe gefolgt ist und sich das vollste Anrecht auf den Titel eines Beschützers und Beschirmers der katholischen Kirche erworben hat. Ein solches dürfte ihm wohl auch gegenwärtig zu Theil geworden sein, und wir glauben nicht zu irren, wenn wir seine Begründung in dem vór uns liegenden mit dem heil. Stuhle abgeschlossenen Concordate erblicken. Es ist ein grosses Werk, bei dessen Bau nur grossartige Anschauungen der Verhältnisse der menschlichen Gesellschaft zum Leitfaden dienten; es kann daher bei seiner Beurtheilung auch nur mit einem grossartigen Massstabe bemessen werden. Es hiesse den göttlichen Ursprung der Kirche verleugnen, wenn man von vornherein an ihrem heilvollen Einflusse auf alle Verhältnisse des Lebens des einzelnen Menschen wie der Völker und Staaten zweifeln und statt in der Beförderung und Erweiterung ihrer segensreichen Thätigkeit, in deren Beschränkung, Bemängelung und misstrauischen Ueberwachung das Heil der Gesellschaft und darum eine Aufgabe des Staates und seiner Organe erblicken wollte. || Wenn es Zeiten gegeben hat, in welchen diese obwohl aus dem Wesen des Christenthums unmittelbar fliessende Wahrheit nicht zum Durchbruch gekommen ist, wenn mitunter Störungen in der innigen und ungetrübten Wechselwirkung von Kirche und Staat gesucht und absichtlich hervorgerufen worden sind, so gibt es dagegen andere, welche ein gewaltiges Zeugniss für dieselbe ablegen und den einer katholischen Ueberzeugung unnöthigen, der nüchternen Anschauung und Auffassung der Verhältnisse des Lebens und der menschlichen Gesellschaft sofort verständlichen Beweis liefern, dass der Friede zwischen Kirche und Staat, ihr einiges Zusammenwirken die Quelle des Gedeihens und Segens für die Menschheit ist und darin allein jene Macht liegt, welcher die des Unheils und der Zerstörung machtlos sich beugen muss. Zu diesen Zeiten gehört gewiss auch die unsrige. Es hat aber erschütternder Ereignisse bedurft, um sie dazu zu machen, Ereignisse, welche den Staaten ihre Ohnmacht, der Gesellschaft ihren Abgrund zeigten und dadurch den Blick für Erkennung der Mittel zur Rettung läuterten. Der Aufschwung des religiösen Gefühls unter den Massen auf der einen Seite und das hie und da auf der andern sich kundgebende Streben der Staatsgewalt, mit der Kirche über Begründung eines dauernden Friedens zwischen ihr und dem Staate sich zu einigen, sind nur eine Folge dieser richtigen Erkenntniss. || Es dient Oesterreich zur Ehre und wird ihm zum Segen gereichen, dass es als einer der ersten und mächtigsten Staaten des Continents hierin vorangegangen und zuerst diese Erkenntniss zur That gestaltet hat. Durch die mittelst eines freien Actes des Allerhöchsten Willens erfolgte Anerkennung der Freiheit der katholischen Kirche war für Oesterreich die Bahn zu dieser Einigung betreten worden; ihr Schluss und ihre Besiegelung für ewige Zeiten liegt in dem

abgeschlossenen Concordate. Es musste dieses Werk den vollen ungeschmälerten Stempel der Katholicität offen und rückhaltslos an sich tragen, es musste die Emancipation der katholischen Kirche von jeder Störung in der Entfaltung ihres Wesens und ihrer Lebenskraft, die Aufhebung aller Schranken zwischen dem Oberhaupte und seiner grossen, alten und treuen Gemeinde im Kaiserstaate aussprechen, es mussten aber auch gewisse bestehende eigenthümliche Verhältnisse und Zustände, welche, wenn auch das kirchliche Gebiet berührend, durch einen einseitigen Act der Staatsgewalt hervorgerufen worden waren, weil sie im wohlverstandenen Interesse des Ganzen liegen, oder deren Bestand nicht mehr geändert werden kann, ihre Anerkennung und volle Sanction finden. In dieser rückhaltslosen Anerkennung der Rechte der kath. Kirche liegt übrigens für alle andern religiösen Genossenschaften des Kaiserstaates eine sichere Gewähr der ihrigen. Das Rechtsgefühl, das hier vorwaltete, wird auch der Massstab bei Regelung ihrer Verhältnisse sein, und sie, welche mit anerkanntem gesetzlichen Beistande erprobt in Treue und Anhänglichkeit an das allerhöchste Kaiserhaus den Schutz des Gesetzes und den Schirm einer unparteiischen, väterlich-weisen Regierung beanspruchen, werden in ihren Erwartungen sich nicht getäuscht finden. Die Gleichheit vor dem Gesetze, das über alle sich erstreckende gleiche bürgerliche Recht, die Unparteilichkeit der in entscheidenden Kreisen vorwaltenden Anschauungen, endlich die ungehemmte Feststellung ihres innern Organismus und der Schutz für dessen Bestand giebt ihnen genügende Garantien eines ruhigen Fortbestandes und einer ungetrübten Entwicklung. || Das Zustandekommen dieses grossen Werkes setzt eine Perle mehr in die Kronen Seiner Heiligkeit und unsers allergn. Herrn und Kaisers. || Mit hoher Befriedigung wird der vielgeprüfte oberste Hirt der kath. Kirche auf diese dauernde Sicherung ihrer Rechte in Oesterreich, die That und die ihr zu Grunde liegende Gesinnung hinblicken. || Unser allergn. Herr und Kaiser erwiesen sich aber, treu dem Vorbilde grosser Ahnen, dadurch als ein treuer Sohn der kath. Kirche, welche in unserm erlauchten Regentenhause einen ihrer beständigsten und werkthätigsten Schützer segnet. Der erhabene Wahlspruch, den Se. k. k. apost. Majestät beim Regierungsantritt sich gewählt haben, hat hier abermals und zwar diesmal eine seiner schönsten und segensreichsten Anwendungen gefunden. Es wird nun Sache der Vollziehung sein, das grosse Werk ins Leben einzuführen; der Geist, der es geschaffen, wird auch seine Vollziehung leiten und überwachen.

Die Hirtenbriefe, welche die Bischöfe Oesterreichs nach Abschluss des Concordates erliessen, s. Roskovány, Mon.. VII p. 685 ff.

Nr. 4810. (75.)

OESTERREICH. Adresse des Episcopates der deutsch-slavischen Erbländer an den Kaiser. — Erklärung bezüglich des österreichischen Protestanten-Patentes. —

Archiv f. kath. Kirchenrecht VI p. 389 ff.

[Auszug.]

Nr. 4810 (75). Oesterreich. 6. Mai 1861.

Schon längst genossen die Protestanten in Oesterreich jener Gleichheit der politischen und bürgerlichen Rechte, auf welche sie kraft des 16. Artikels der deutschen Bundesacte in allen Bundesländern Anspruch haben, und erfreuten in Betreff der Religionsübung sich einer Freiheit, welcher die Katholiken noch in vielen protestantischen Ländern entbehren. Neuerlich hat das Gesetz vom 8. April ihnen die Selbstständigkeit in Verwaltung ihrer religiösen Angelegenheiten nach allen Richtungen hin gesichert und eine Freiheit der Bewegung eingeräumt, welche weiter reicht als jene, die den Katholiken kraft der bestehenden Gesetze und Verträge zukommt. Die treugehorsamst Unterzeichneten können den Wunsch nicht unterdrücken, Euere Majestät möchten Sich bewogen finden, bei Ausführung des Gesetzes den eigenthümlichen Verhältnissen Tirols und dem einstimmigen Wunsche eines getreuen, biedern Volkes huldvolle Rücksicht zu schenken, übrigens haben sie nicht das Geringste dagegen einzuwenden, dass die Christen des augsburgischen und helvetischen Bekenntnisses ihre religiösen Angelegenheiten nach den Grundsätzen ihrer Religion ungehindert ordnen, und dieselben staatsbürgerlichen Rechte wie die Katholiken geniessen. Es giebt aber auch solche die Religion betreffende Angelegenheiten, bei welchen Katholiken und Protestanten nothwendig mit einander in Berührung kommen. Lässt sich eine Richtschnur finden, durch welche beide Theile zufriedengestellt werden, so entspricht es dem Geiste der Milde und des Wohlwollens, welchen auch die treugehorsamst Unterzeichneten gewahrt wünschen, dass dieselbe in Anwendung gebracht werde. Allein dies ist das Aeusserste, was die Protestanten von der Regierung Eurer Majestät verlangen können, ohne ihr die sonderbare Zumuthung zu stellen, mit Gerechtigkeit und Klugheit in Zusammenstoss zu gerathen. || Wenn die Partei der Bewegung von Eurer Majestät verlangt, den katholischen Charakter des Kaiserthums Oesterreich zu verleugnen, so ist dies nicht nur eine Verwegenheit, sondern es enthält auch einen Widerspruch, weil dieselbe Partei die Regierung Eurer Majestät ohne Unterlass auf das Beispiel von England und Preussen hinweist. Vor wenigen Tagen, nämlich am 19. April dieses Jahres erklärten die englischen Minister vor dem versammelten Parlamente: England

habe zwar sehr viele katholische Unterthanen, sei aber ein protestantischer Staat. Doch in den europäischen Besitzungen Grossbritanniens leben neben 22 Millionen Anglicanern, Presbyterianern und Methodisten 6 Millionen Katholiken. Die preussische Regierung betrachtet Preussen als einen protestantischen Staat und handelt bei jeder Gelegenheit zwar nicht ohne Vorsicht, allein mit grossem Nachdrucke in diesem Sinne. In den preussischen Ländern machen aber die Katholiken mehr als ein Drittel der Bevölkerung aus, denn sie betragen siebenthalb, und die Protestanten etwas über zehn Millionen. Dagegen haben die Länder, welche gegenwärtig in dem Reichsrathe vertreten sind, nahe an 20 Millionen Katholiken und nicht volle 300,000 Protestanten, welche hiermit eine verschwindend kleine Minderzahl sind. Im ganzen Kaiserthume stellt das Verhältniss sich allerdings anders; dennoch bleiben die Katholiken ungleich mehr als die Protestanten in England, geschweige denn als in Preussen, die sehr grosse Mehrzahl der Bevölkerung. Wie, und Oesterreich sollte nicht eben so gut ein katholischer Staat sein, als England und Preussen ein protestantischer? Es sollte dem katholischen Kaiser von Oesterreich, dem Erben und Enkel der Schutzherren der Kirche, nicht gestattet sein, den katholischen Interessen dieselbe Beachtung zu schenken, deren die protestantischen in England und Preussen sich erfreuen? Die Protestanten Oesterreichs besassen schon längst die staatsbürgerliche Gleichberechtigung vollständiger, als es bei den Katholiken des freien Englands seit der Emancipation der Fall ist, sie erhielten nun durch die Gnade Euerer Majestät eine Selbstständigkeit in Regelung ihrer eigenen Angelegenheiten, welche ihnen bis jetzt kein einziger protestantischer, geschweige denn ein katholischer Staat gewährt hat, wenn dies nicht genügt, wenn man im Namen der Freisinnigen an Oesterreich die Forderung stellt, dass bei jedem Widerstreite der auf die Religion gegründeten Forderungen die katholische Ueberzeugung aufgeopfert werde, so gehe man zuerst in das Mutterland der verfassungsmässigen Freiheit und verlange von dem englischen Parlamente ein Gesetz, kraft dessen bei jedem Widerstreite der auf die Religion gegründeten Forderungen in England und Irland die Grundsätze der Hochkirche, in Schottland die der Presbyterianer dem katholischen Gesetze zu weichen hätten. Jedermann weiss, dass die Regierung von England eine solche Zumuthung mit Verachtung zurückweisen würde. Da nun die Männer des Fortschrittes dies recht und billig finden, so mögen sie entweder gutheissen, dass die österreichische Regierung den Katholiken jene Rücksichten zolle, welche die englische den Protestanten im Ueberflusse gewährt, oder es gerade heraussagen, dass die Katholiken immer und überall den Protestanten nachgesetzt werden sollen. Dagegen muss man im Namen des Gewissens und der Gerechtigkeit Einsprache thun; es ist aber auch eine Ehrensache. Sollen die Katholiken sich als die Heloten Europa's bekennen? Das Gefühl mag durch die Strömung des Augenblicks zurückgedrängt sein; es wird sich aber, so wahr die katholische Kirche in Oesterreich noch Leben und Zukunft hat,

Nr. 4810 (75). Oesterreich. 6. Mai 1861. seiner Zeit mit Nachdruck geltend machen. || Ueberdies sind die Staatsgesetze, welche das Verhältniss der katholischen Kirche zu den protestantischen Bekenntnissen regeln, mit sorgfältiger Beachtung der Gerechtigkeit und Billigkeit geordnet und auch die Kirche hat ihre Nachsicht so weit ausgedehnt als sie es vermag, ohne sich selbst ungetreu zu werden. Nach der Lehre der katholischen Kirche ist die Ehe ein Sacrament und das Band derselben kann, wenn sie vollzogen ist, nur durch den Tod gelöst werden. Der Katholik kann also keine, auch keine gemischte Ehe schliessen, ohne dass sie dem Gesetze der Unauflöslichkeit unterworfen wird. || Gestattet das Staatsgesetz, dass der protestantische Theil sich der Erlaubniss bediene, welche das protestantische Eherecht ihm gewährt, und die Trennung der Ehe verlange, so waltet zwischen den in gemischter Ehe lebenden Gatten eine grelle Rechtsungleichheit ob. „In re communi potior est conditio prohibentis.“ Dies ist ein Grundsatz, dessen Billigkeit offenbar und seit der Römerzeit von allen Schulen der Rechtsgelehrten anerkannt ist. Dem Katholiken macht seine Religion die Ehetrennung unmöglich, dem Protestanten ist sie durch die Vorschriften seines Bekenntnisses nicht geboten, sondern nur erlaubt. Er verzichte darauf, sich dieser Erlaubniss zu bedienen, oder er lenke seine Wahl auf eine protestantische Person. || Die katholische Kirche kann und wird niemals eine Verbindung billigen, bei welcher der Katholik darauf verzichtet, seine Elternpflicht zu erfüllen und seine Kinder im Bekenntnisse der katholischen Wahrheit zu erziehen. Dennoch ist die Möglichkeit solcher Ehen nicht ausgeschlossen. Wenn der protestantische Bräutigam sich nicht verpflichtet zu gestatten, dass sämmtliche Kinder in der katholischen Religion erzogen werden, und der Verbindung kein anderweites Hinderniss im Wege steht, so werden die Verkündigungen vorgenommen und die Einwilligung wird vor dem Pfarrer abgegeben, was zur Gültigkeit der Eheschliessung hinreichend ist. Allerdings hat der heil. Stuhl unter dem Drange der Verhältnisse in einigen Ländern für die gemischten Ehen das Hinderniss der Heimlichkeit aufgehoben. Dadurch kehrt aber die kirchliche Gesetzgebung für die gemischten Ehen dieser Länder auf den Standpunkt zurück, welchen sie vor dem Concilium von Trient einnahm. Die gemischten Ehen können dann, wenn ihnen kein anderweites Hinderniss im Wege steht, zwar ohne den katholischen Pfarrer, aber auch ganz ohne Zeugen gültig geschlossen werden. Es kehren dann die heimlichen Ehen zurück, welche bis zu dem Concilium von Trient zwar den strengsten Kirchenstrafen unterlagen, aber nicht an sich ungültig waren. Mit denselben kehren aber auch jene Nachtheile und Missstände zurück, welche nicht nur von den Vorstehern der Kirche, sondern auch von den weltlichen Fürsten tief gefühlt wurden und die Festsetzung des Hindernisses der Heimlichkeit hervorriefen. Dieses hat sich in Ungarn bewährt und während der Jahre, welche der Vorbereitung des Concordats gewidmet waren, haben die ungarischen Erzbischöfe und Bischöfe zu wiederholten Malen ihren Wunsch ausgedrückt, dass das Hinderniss der Heimlichkeit auch für die

gemischten Ehen wieder in Kraft treten möge. || Das Staatsgesetz hindert keinen Katholiken, von seinem Glauben abzufallen; auch der sechswöchentliche Unterricht, welchen Josef II. verordnete, ist seit mehr als 12 Jahren aufgehoben. Allein der Katholik kann dadurch, dass er das protestantische Bekenntniss ablegt, sich nicht von bereits übernommenen Verbindlichkeiten befreien. Er hat aus freiem Entschlusse eine Ehe eingegangen, von welcher er wusste, dass sie unauflöslich sei, und die Gerechtigkeit verlangt, dass er durch dieses Gesetz gebunden bleibe. Die Auflösung einer lästig gewordenen Ehe und die Befriedigung sinnlicher Begierden darf nicht als Prämie für den Abfall vom katholischen Glauben angesetzt werden. Auch ein zartfühlender Protestant kann dies nicht wünschen. || Uebrigens steht die Staatsgewalt zu der Ehe des Protestanten in einem ganz andern Verhältnisse als zu der des Katholiken. Nach der Lehre der katholischen Kirche hängt die Gültigkeit der Ehe nur von dem Gesetze Gottes und der Kirche ab. Der Staat kann Eheverbote festsetzen und die Pflicht des bürgerlichen Gehorsams erstreckt sich auf die Beobachtung derselben; aber Hindernisse der Gültigkeit kann er für die katholische Ehe nicht aufstellen, ohne in das Gewissen der Katholiken einzugreifen. Dagegen stellen die Protestanten die Gesetzgebung über die Gültigkeit der Ehe dem Staate anheim. Auch in England, wo die anglicanischen Bischöfe noch die Gerichtsbarkeit in Ehesachen üben, ist es das Parlament, welches über die Bedingungen der Gültigkeit Gesetze giebt, und erst im vorigen Monate verhandelte es wieder über den Antrag, die Ehe zwischen Schwager und Schwägerin für gültig zu erklären. Deswegen konnte das österreichische Gesetz, ohne den Religionsgrundsätzen des Protestantismus zu nahe zu treten, jene Verfügungen treffen, welche nothwendig sind, damit das wohlbegründete Recht der katholischen Kirche gewahrt bleibe und den dringendsten Forderungen der Klugheit und Billigkeit entsprochen werde. Die Kindererziehung in gemischten Ehen hat zu einer Zeit, als in politischer Beziehung tiefer Friede herrschte, Mitteleuropa einige Jahre lang in Bewegung gesetzt, und es wäre traurig und bedenklich, wenn in diesen Tagen der Aufregung die zarte Frage zu Gunsten einer kleinen Minderzahl angeregt würde. Uebrigens hat die Vereinbarung, welche Euere Majestät mit dem heil. Stuhle zu schliessen geruhten, in der Regelung der Sache nichts geändert, denn Euere Majestät fanden sich nur bewogen, zu versprechen, dass die darüber bestehenden Gesetze in ihrer bisherigen Geltung verbleiben würden. Diejenigen aber, welche die Gesetze Josef des Zweiten preisen, können nichts dagegen einwenden, wenn die Verpflichtung, welche Josef II. dem protestantischen Ehegatten auflegte, aufrecht erhalten bleibt. . . . . . . || Indem also die treugehorsamst Unterzeichneten für die Rechte der Kirche einstehen, wirken sie zugleich für die segensreiche Entwicklung der von Allerhöchstderselben gegebenen Verfassung und für die Befestigung einer Freiheit, welche in dem Pflichtgefühle ihre Kraft, weil ihre Schranke findet.

Wien, am 6. Mai 1861. Folgen die Unterschriften sämmtlicher Bischöfe.

Nr. 4810 (75) Oesterreich. 6. Mai 1861.

Die Veranlassung zu der oben mitgetheilten Adresse bot das kaiserliche Patent vom 8. April 1861, welches die Angelegenheiten der evangelischen Kirche augsburg. und helvet. Bekenntnisses und insbesondere deren staatsrechtliche Beziehungen regelt. (S. R.-G.-B. Jahrg. 1861, No. 41, auch bei Walter, Fontes p. 315 ff.) Durch Verordnung des Staatsministeriums vom 9. April 1861 wurde die innere Verfassung der evangelischen Kirchen provisorisch und durch Verordnung vom 23. Januar 1866 definitiv geordnet. (S. R.-G.-B. Jhrg. 1861 Nr. 42 und Jhrg. 1866 Nr. 15). — Eine eingehende Darstellung der rechtlichen Stellung der Protestanten in Oesterreich, sowohl vor als nach diesem Patente, giebt Porubszky, Kritische Beleuchtung der neuen Gesetze etc. in der Zeitschrift f. K.-R. von Dove und Friedberg, Bd. IX p. 1 ff.

Nr. 4811. (76.)

OESTERREICH. Aus der Adresse des Abgeordnetenhauses an den Kaiser. — Nothwendigkeit der Revision des Concordates im Wege der Gesetzgebung. —

Stenogr. Prot. d. Abgeordnetenhauses. IV. Session. Bd. I. p. 160.

Nr. 4811 (76). Oesterreich. 5. Juni 1867.

Wir müssen es aber auch als eine unabweisliche Nothwendigkeit bezeichnen, dass im Wege der verfassungsmässigen Gesetzgebung an die Revision des Concordates in jenen Beziehungen geschritten werde, welche in den Bereich der Staatsgesetzgebung fallen. Wir ehren die Unabhängigkeit der Kirche, und sind weit entfernt, derselben jemals nahe treten zu wollen. Wir sind aber auch überzeugt, dass weder ein Gesetz, noch ein Vertrag für alle Zukunft Rechte unwiderruflich aufgeben könne, welche nach der heutigen Entwicklung des staatlichen Lebens zu den wesentlichen Hoheitsrechten des Staates gehören. Wir halten es für unmöglich, dass der Staat sich seiner Rechte in Bezug auf die Ausübung der Justizgewalt und auf die Gesetzgebung des Unterrichts zu Gunsten einer von ihm völlig unabhängigen Macht habe entäussern oder sich des Rechts begeben können, das natürlichste aller politischen Rechte, das der Gleichheit aller Staatsbürger vor dem Gesetze ohne Rücksicht auf die Confession, welcher sie angehören, im vollsten Umfange verwirklichen zu dürfen. || Nicht minder nothwendig erscheint uns die baldige Regelung der interconfessionellen Rechtsverhältnisse nach dem Grundsatze der Gleichberechtigung der Confessionen und die Verwirklichung der den gesetzlich anerkannten Kirchen- und Religionsgesellschaften auch schon mit dem Allerhöchsten Patente vom 31. December 1851 zugesicherten selbstständigen Verwaltung ihrer Angelegenheiten.

W. Rogge, Oesterreich von Világos bis zur Gegenwart, 1873, in Bd. II. Vering, Archiv l. c. N. F. II p. 234 ff. und in den ff. Bänden. — Beide Arbeiten, deren Verfasser möglichst entgegengesetzte Standpunkte einnehmen, sind einseitig und oberflächlich.

Weder das October-Diplom (20. October 1860) noch das Februar-Patent (26. Februar 1861) enthielten Bestimmungen über die Stellung der Kirche zum Staate. In Ersterem wird nur „die Allen verbürgte Religionsfreiheit“ als ein schon bestehendes Recht angeführt. Die Umgestaltung, welche das Staatswesen durch diese beiden Verfassungsgesetze erfuhr, führte aber dann doch zu einer Aenderung der in den Jahren 1850—1856 geschaffenen staats-kirchlichen Verhältnisse. — Erfuhr das Concordat schon bei seinem Erscheinen manchen lebhaften Widerspruch, so trat derselbe nun, da sich die Presse wieder freier regen konnte, und die öffentliche Meinung im Reichsrathe ein Organ ihrer Wünsche erhielt, mit immer grösserer Entschiedenheit hervor. Schon in seiner ersten Sitzungsperiode (1861/1862) beschäftigte sich der Reichsrath mehrfach mit der kirchlichen Frage. So gaben unter Andern der Widerstand, den die Durchführung des Protestantenpatentes in Tirol fand, und namentlich die Budgetberathung über die Dotation des Botschafterpostens und die österreichischen Kroncardinäle in Rom, ferner über das Eigenthum und die Verwaltung des nach Art. XXXI des Concordates der Kirche zugesprochenen Studienfondes dem Reichsrathe Veranlassung zu lebhaften Erörterungen und zur Annahme von Beschlüssen, welche den Abmachungen des Concordates widersprachen. Man vermied es aber damals doch noch Beschlüsse zu fassen, durch welche das bestehende Verhältniss zwischen Staat und Kirche principiell geändert werden sollte. Das Mühlfeld'sche Religionsedict wurde zwar vom Ausschusse dem Abgeordnetenhause zur Annahme empfohlen, gelangte aber nie zur Berathung; ebenso sprach das Abgeordnetenhaus in seiner Adresse bei Beginn der zweiten Sitzungsperiode (1863) nur aus: es könne „nicht unterlassen, eine den gegenwärtigen politischen Institutionen entsprechende Regelung des Vereinsrechtes sowie des Verhältnisses der Confessionen unter sich zur Staatsgewalt als eine unerlässliche Nothwendigkeit in den Vordergrund zu stellen.“ (S. stenographische Protocolle des Abgeordneten- und Herrenhauses in der I. und II. Session. Im Auszug Archiv f. k. K.-R. N. F. II p. 234 ff.). — Um den drohenden Stürmen wenigstens theilweise begegnen zu können, sandte die Regierung (1862) den Bischof Fessler als Specialbevollmächtigten nach Rom mit der officiellen Instruction „weder im Octoberdiplom, noch in der Februarverfassung ist von einer Aenderung des Concordats die Rede; in der Verfassung ist von einer Gleichberechtigung aller christlichen Confessionen nicht die Rede, sie ist nirgends ausgesprochen. Dies ist eine Lücke. Diese kann aber um so leichter ausgefüllt werden, als schon vor dem Schlusse des Concordats in dieser Richtung verhandelt wurde. Die Staatsregierung beantragt also: Der Uebertritt von einer christlichen Confession zur andern soll in Zukunft ganz frei sein; bei Eingehen gemischter Ehen soll, wie es in Ungarn mit Zustimmung des heil. Stuhls schon seit 1841 gesetzlich besteht, so auch in allen andern Kronländern nicht blos die passive Assistenz gestattet sein, sondern auch die Erklärung der Einwilligung blos vor dem Seelsorger des nichtkatholischen Theils zur Gültigkeit der Ehe hinreichen; hinsichtlich der Erziehungsreverse soll es zwar den Brautpersonen gestattet sein, solche Reverse abzugeben, aber dieselben sollen nur moralische, nicht juridische

Nr. 4811 (76). Oesterreich. 5. Juni 1867.

Verbindlichkeit haben, so dass aus ihnen kein Klagerecht erwächst; wo keine solchen Reverse gegeben wurden oder der eine Theil sich weigert, sein gegebenes Versprechen zu erfüllen, da sind kraft des Gesetzes die Knaben in der Religion des Vaters, die Töchter in der Religion der Mutter zu erziehen. Sollte man auf diese Vorschläge nicht eingehen, dann müsste die Regierung einen Ausweg suchen, und dies könne nur die facultative Civilehe sein.“ Was man jedoch allein erlangte, war das Zugeständniss: dass der Katholik nicht gehindert sei von seinem Glauben sich loszusagen ohne bei seinem Seelsorger vorher Belehrung zu suchen. (Ueber diese Mission: (Fessler?) Die jüngsten Verhandlungen zwischen der österreichischen Regierung und dem heil. Stuhl. Mainz 1863). — Als der Reichsrath nach Aufhebung der Verfassungssistirung im Mai 1867 wieder berufen wurde, bezeichnete das Abgeordnetenhaus in seiner Adresse mit eminenter Majorität die Punkte, in welchen ihm eine Revision des Concordates im Wege staatlicher Gesetzgebung dringend nothwendig erschiene. (S. oben und die stenograph. Protocolle der IV. Session.) Dem entsprechend gingen dann aus der Initiative des Abgeordnetenhauses Gesetzentwürfe hervor: über die allgemeinen Rechte der Staatsbürger, über das Eherecht, die Schule und die interconfessionellen Verhältnisse (s. Nr. 78 bis 81), welche nach manchem Widerstande auch die Zustimmung des Herrenhauses erhielten. Doch noch ehe die Berathungen über dieselben begannen, richteten die Bischöfe eine Adresse an den Kaiser (25. Sept.), in der sie den Bestand des Concordates mit Lebhaftigkeit vertheidigen und die Gefahren schildern, welche aus der Annahme dieser Gesetze für die kath. Kirche entstehen würden. In dem Antwortschreiben des Kaisers wird gesagt: „die von den Erzbischöfen und Bischöfen . . . an mich gerichtete Adresse habe ich meinem verantwortlichen Ministerium zugemittelt . . . . . ich muss es beklagen, dass dieselben, anstatt, wie ich es gewünscht hätte, die ernsten Bestrebungen Meiner Regierung in den einschlagenden wichtigen Fragen zu unterstützen und deren so dringende Lösung im Geiste der Versöhnung und des Entgegenkommens zu fördern, es vorgezogen haben, durch Vorlage und Veröffentlichung einer die Gemüther tief erregenden Adresse jene Aufgabe zu erschweren . . . . . Ich vertraue, dass die hochw. Erzbischöfe und Bischöfe sich versichert halten, wie ich allzeit die Kirche zu schirmen und zu schützen weiss, dass sie aber auch der Pflichten eingedenk sein werden, die Ich als constitutioneller Regent zu erfüllen habe.“ (S. Staatsarchiv von Aegidi und Klauhold, Bd. XV p. 98. Da die Adresse der Bischöfe schon im Staatsarchiv a. a. O. p. 73—99 mitgetheilt wurde und die wesentlichen Argumente derselben in der nachher folgenden Protestnote des päpstlichen Nuntius wiederholt sind, konnte die abermalige Veröffentlichung derselben hier unterlassen werden. Die Hirtenbriefe der Bischöfe, welche denselben Zweck verfolgen, s. Roskovány, Mon. VIII p. 665 ff.) — Mitte December, als das Abgeordnetenhaus die drei ersten der oben angeführten Gesetzentwürfe schon angenommen hatte, wurde, eingedenk der im Artikel XXXV des Concordates übernommenen Verpflichtung, Graf Crivelli in ausserordentlicher Mission nach Rom gesandt. Die demselben von Seite des Ministers v. Beust ertheilte Instruction schildert die Zwangslage, in welcher man sich gegenüber den Kammern befinde, weist ferner darauf hin, dass das Concordat schon jetzt in der einen Hälfte des Reiches, in Ungarn, gesetzlich unanwendbar sei, weil dieses Land wieder in den Besitz seiner früheren constitutionellen Prärogative gelangt sei, und

spricht dann aus: „C'est en prevoyant cette position fatale aux intérêts de l'Eglise catholique en Autriche, comme à ceux de l'Etat, que nous venons demander au Pape de nous aider à conjurer ce péril par une resolution toute spontanée qui sauvegarde sa dignité et cette de l'empereur. Nous faisons appel à son esprit de justice et à son affection paternelle, en le priant de consentir à ce que le Concordat de 1855 soit d'un commune accord abrogé et remplacé par un nouveau traité conforme à la situation. Si le Saint-Père y acquiesçait, des négociations seraient aussitôt ouvertes pour la conclusion de cet Acte." Die Antwort des Papstes lautete, wie Crivelli in einer Depesche vom 3. Januar 1868 mittheilt: „Je suis tout disposé à reviser et modifier le Concordat selon les exigences de la situation, à l'amender selon les expériences faites, mais je ne pourrai jamais consentir, je ne consentirai jamais à l'abroger; si on l'annulle par des lois nouvelles, en face de la catholicité entière, je protesterai hautement contre la violation d'un engagement solennel." Und in einer Depesche vom 22. Januar theilt derselbe mit „Le Cardinal (Antonelli) ne peut absolument pas admettre un passage des mes instructions: „la necessité de modifier les bases sur lesquelles sont établis jusqu'ici en Autriche les rapports de l'Eglise et de l'Etat"; ces bases sont les principes de l'Eglise et sont invariables; le Pape lui-même ne peut pas les changer. En réfléchissant à ces principes, on comprend de suite l'impossibilité dans laquelle se trouve le Pape d'abroger le Concordat. (M. de Sartiges m'avait déjà dit la même chose.)" (S. diese und alle auf diese Mission bezüglichen Actenstücke Staatsarchiv l. c. XV. Nr. 3452—3465). Den gleichen Misserfolg hatte die vertrauliche Mission des Freih. v. Meysenbug, der im Mai nach Rom gesandt wurde um einen modus vivendi auf der Basis der vom Kaiser sanctionirten Gesetze anzubahnen. (S. Staatsarchiv l. c. Nr. 3468—3474).

Nr. 4811 (76). Oesterreich. 5. Juni 1867.

Nr. 4812. (77.)

OESTERREICH. Schreiben der dem Reichsrathe angehörenden Bischöfe an das Cultus- und Unterrichts-Ministerium. — Angabe der Gründe welche die Bischöfe abhalten an den Verhandlungen des Herrenhauses über die Grundgesetze theilzunehmen. —

Vering, Archiv l. c. N. F. XIII p. 457 ff.

Nr. 4812 (77). Oesterreich. 27. Nov. 1867.

Hohes Ministerium für Cultus und Unterricht! Der Gesetzentwurf über die allgemeinen Rechte der Staatsbürger wird im Herrenhause morgen am 28. November zur Verhandlung kommen. Der Inhalt desselben ruft in den ergebenst Unterzeichneten mehrfache und ernste Bedenken hervor. Schon der Umstand, dass so allgemein gehaltene der verschiedensten Auslegung fähige Sätze für die Rechte der Staatsbürger als Richtschnur festgesetzt werden, scheint ihnen sehr bedauerlich. Dann haben ja die meisten dieser Sätze eine Geschichte; sie sind von dem Verfasser des Gesetzentwurfes nicht erfunden,

Nr. 4812 (77). Oesterreich. 27. Nov. 1867.

sondern entlehnt worden und man kennt die Zwecke, zu deren Förderung sie ursprünglich aufgestellt wurden. In so weit dadurch rein politische Angelegenheiten berührt werden, enthalten die ergebenst Unterzeichneten sich jeder Bemerkung; doch mehrere Bestimmungen gestatten eine Auslegung, durch welche sie mit den Rechten der katholischen Kirche in Widerstreit kämen. Während die Unterzeichneten dies nicht verschweigen dürfen, erkennen sie jedoch, dass eine solche Auslegung durch den Wortlaut nicht nothwendig gemacht werde, man sie also mit guten Gründen ablehnen könne. || Der zweite Absatz des sechsten Artikel lautet: [folgt der Wortlaut] ..... Es liegt in der Natur der Sache, dass bei allen Liegenschaften, die man als der todten Hand gehörig bezeichnet, das Recht über sie zu verfügen, gewissen Beschränkungen unterworfen ist. Doch sämmtlichen Liegenschaften dieser Art ist bei aller sonstigen Verschiedenheit des Rechtsverhältnisses auch diess gemeinsam, dass es nicht rechtlich unmöglich ist aus Gründen des öffentlichen Wohles das Verfügungsrecht des jeweiligen Besitzers weiteren Beschränkungen zu unterziehen oder für die Vermehrung derselben gewisse Grenzen festzusetzen. Nur muss, in so ferne sie zu dem Kirchengut gehören, solchen Gesetzen in Oesterreich eine Verständigung vorausgehen, durch welche die über das Kirchengut vereinbarten Bestimmungen entweder im Allgemeinen oder für einen besonderen Fall abgeändert werden. Diess wird aber durch den Gesetzentwurf nicht ausdrücklich geleugnet und da die betreffende Stelle sehr viele Güter umfasst, welche durch die angedeuteten Bestimmungen nicht im Geringsten berührt werden, so kann man nicht sagen, dass schon das Stillschweigen eine Leugnung enthalte ...... || Der fünfzehnte Artikel zählt die Rechte auf, welche jeder gesetzlich anerkannten Kirche und Religionsgesellschaft gewährleistet werden. Wie er aus der Commission des Herrenhauses hervorging, enthält er jene Bestimmungen der Verfassung vom 4. März 1849, welche durch die allerhöchste Verordnung vom 31. December 1851 in Kraft erhalten wurden, jedoch mit zwei Abänderungen. Statt „der für ihre Cultus-, Unterrichts- und Wohlthätigkeitszwecke bestimmten Anstalten“ ist gesetzt „ihrer für Cultus etc.“ Dies ist von minderer Bedeutung; doch erscheint auch statt wie früher „Angelegenheiten“ nun „innere Angelegenheiten“. Der Beisatz lässt einen Sinn zu, in welchem er einem gegründeten Bedenken nicht unterliegt, allein dann ist er vollkommen überflüssig. Daher muss sich die Besorgniss regen, man wolle „innere“ in jener Bedeutung nehmen, um deren willen in den Jahren 1848 und 1849 so viel darüber gestritten wurde. Man entschied sich für Weglassung eines Beisatzes, welcher unnütz und somit zwecklos war, oder den Zweck hatte, die zugesicherte Selbstständigkeit von dem Ermessen der Regierung abhängig zu machen. Sogar im Grossherzogthume Baden ward unter der Herrschaft der Partei, welche die Bestätigung des mit dem heiligen Stuhle geschlossenen Vertrages gehindert hatte, die rechtliche Stellung der katholischen Kirche dahin bestimmt, dass sie ihre Angelegenheiten frei und selbstständig ordne und verwalte und

der Verkehr mit den kirchlichen Oberen ungehindert sei. Noch näher als bei diesem Zusatze liegt die Möglichkeit eines Missbrauches bei den Schlussworten „ist aber, wie jede Gesellschaft den allgemeinen Staatsgesetzen unterworfen.“ Sie sind allerdings aus der Verfassung vom Jahre 1849 unverändert herübergenommen; allein eben deswegen fühlten die Bischöfe sich damals verpflichtet, am 30. Mai 1849 eine Verwahrung einzulegen, welche in Abschrift beigelegt wird. [S. Nr. 62]. ‖ Wenn man aber die Natur von allgemeinen Rechten der Staatsbürger in's Auge fasst, so lässt sich nicht verkennen, dass durch den 15. Artikel ein Eingriff in die Rechte der katholischen Kirche noch keineswegs ausgesprochen ist. Durch ein solches Gesetz werden die Rechte festgesetzt, welche jedem Staatsbürger zustehen; doch es wird nicht geleugnet, dass man noch viele andere Rechte besitzen könne, nur darf man für dieselben sich nicht auf das Gesetz über die Grundrechte berufen. Was von dem ganzen Gesetze, das gilt auch von dem 15. Artikel. Das in demselben Enthaltene ist auch den Israeliten eingeräumt. Hieraus folgt aber nicht, dass die katholische Kirche nicht noch andere Rechte habe, sondern nur dass sie für dieselben sich auf diesen Artikel nicht berufen könne. Anders war die Sachlage im Jahre 1849. Hinsichtlich der Selbstständigkeit in Leitung und Verwaltung der kirchlichen Angelegenheiten konnte man sich nur auf §. 2 des Patentes vom 4. März berufen: denn in der österreichischen Gesetzgebung, wie sie von 1780 bis 1848 sich gestaltete, war hievon nichts zu finden. ‖ Im letzten Absatze des siebenzehnten Artikels wird für den Staat in Betreff des ganzen Unterrichts- und Erziehungswesens das Recht der obersten Leitung und Aufsicht in Anspruch genommen. In so weit der Staat den Unterricht zu leiten berechtigt ist, hat er das Recht demselben eine von seinen eigenen Zwecken abhängige Richtschnur vorzuzeichnen. Will er aber der Kirche nicht einmal gestatten über die Heranbildung ihrer Geistlichkeit nach eigenem Urtheile zu verfügen, so ist von einer Selbstständigkeit in Leitung und Verwaltung ihrer Angelegenheiten keine Rede mehr. Da man nicht voraussetzen kann, das Gesetz wolle den fünfzehnten Artikel durch den siebenzehnten theilweise aufheben, so muss man annehmen, die oberste Leitung des Unterrichts- und Erziehungswesens werde nur vorbehaltlich der den Kirchen- und Religionsgesellschaften zugesicherten Rechte in Anspruch genommen. ‖ Hieraus erhellt, dass das Verhältniss des Gesetzentwurfes zu den wohlerworbenen Rechten der Kirche von dem Sinne abhängt, in welchem die erwähnten Festsetzungen verstanden und ausgeführt werden. Je allgemeiner und unbestimmter die Umrisse sind, desto grösser ist der Spielraum, der für die Anwendung und Ausführung offen bleibt. Dass die kaiserliche Regierung gesonnen sei, hiebei die Rechte der Kirche und die vertragsmässigen Grundlagen derselben unbeachtet zu lassen, dürfen die Unterzeichneten nicht annehmen, denn sie hat die Absicht, mit dem heiligen Stuhle in Verhandlung zu treten öffentlich ausgesprochen und es ist zwar nicht amtlich angekündigt, doch allgemein bekannt, dass hiezu in diesem Augenblicke Anstalten getroffen

Nr. 4812 (77). Oesterreich. 27. Nov. 1867.

werden. Die Bischöfe haben also keinen Grund, das Gesetz über die allgemeinen Rechte für eine Verletzung des Concordates zu erklären und von diesem Standpunkte aus wider dasselbe Einsprache zu thun. Die ergebenst Unterzeichneten sind bereit, die Sache der Kirche wie überall so auch im Herrenhause zu vertreten, und da in demselben die erste Lesung der Gesetzentwürfe über die Ehe und Schule bereits stattgefunden hat, so wird ein Anlass hiezu binnen Kurzem eintreten. Diese Gesetzentwürfe stehen mit mehreren Bestimmungen des Concordates in offenem Widerspruche und ihre Gegenstände liegen ganz inner dem Bereiche der religiösen und sittlichen Interessen, um deren willen die Vereinbarung zwischen Kirche und Staat geschlossen wurde. Um so mehr wäre es zu bedauern, wenn eine kirchliche Frage von solcher Wichtigkeit als Anhängsel einer politischen Angelegenheit und unter dem Drucke derselben zur Sprache käme. Alle, die sich Freunde des Vaterlandes nennen dürfen, sind ungeachtet der Verschiedenheit ihrer politischen Grundsätze darin einverstanden, dass die Aufrechthaltung der Einheit des Reiches für Oesterreichs Macht und Bestand entscheidend sei. Sie Alle wünschen zwar, das Zusammenwirken möchte eine stärkere Bürgschaft finden als in den Verhandlungen durch die Delegationen geboten ist; sie Alle erkennen aber, dass bei der gegenwärtigen Sachlage ein anderer Weg zur Verständigung über die dem Reiche gemeinsamen Angelegenheiten nicht offen stehe und daher liegt es ihnen am Herzen, dass die gesetzliche Vorbedingung des Wirkens der Delegationen erfüllt werde. Die Regierung ist darauf eingegangen, dass das Zustandekommen des Gesetzes über die Delegationen von der Sanction der Grundgesetze, zu welchen das über die allgemeinen Staatsbürgerrechte gehört, abhängig gemacht wurde. Man mag dies beklagen; thatsächlich ist aber nun die Verwirklichung jener Einrichtung, auf welcher die einzige Bürgschaft der Reichseinheit beruht, durch das Zustandekommen des erwähnten Gesetzes bedingt. Mit einer solchen Frage dürfte die des Concordates nur dann in Zusammenhang gebracht werden, wenn sie von derselben unzertrennlich wäre; da sie es nicht ist, so halten die Unterzeichneten sich verpflichtet, jeden Anlass zur Vermischung dieser beiden Angelegenheiten zu vermeiden. Um aber Missdeutungen vorzubeugen, scheint es ihnen nöthwendig, jeden Zweifel über die Gründe ihres Verhaltens zu beseitigen. Diess ist der Zweck der gegenwärtigen Erklärung. Das hohe Ministerium für Cultus und Unterricht wird berufen sein, das in Rede stehende Gesetz, in so weit es die Kirche berührt, anzuwenden und auszuführen; deshalb glaubten die ergebenst Unterzeichneten sich an dasselbe wenden zu sollen.

Wien am 27. November 1867.

Unterschrift der Bischöfe.

Vergleiche den Anfang der päpstlichen Allocution vom 22. Juni 1868 Nr. 85.

Nr. 4813. (78.)

OESTERREICH. Aus dem Staatsgrundgesetze.[1]) — A. Ueber die allgemeinen Rechte der Staatsbürger. — Stellung der kath. Kirche. —

R.-G.-B. Jahrg. 1867 Nr. 142.

Nr. 4813 (78). Oesterreich. 21. Dec. 1867

Art. 2. Vor dem Gesetze sind alle Staatsbürger gleich. || Art. 6. Jeder Staatsbürger kann an jedem Orte des Staatsgebietes seinen Aufenthalt und Wohnsitz nehmen, Liegenschaften jeder Art erwerben und über dieselben frei verfügen, sowie unter den gesetzlichen Bedingungen jeden Erwerbszweig ausüben. || Für die todte Hand sind Beschränkungen des Rechtes, Liegenschaften zu erwerben und über sie zu verfügen, im Wege des Gesetzes aus Gründen des öffentlichen Wohles zulässig. || Art. 8. Die Freiheit der Person ist gewährleistet. || Das bestehende Gesetz vom 27. Oct. 1862 (R.-G.-B. Nr. 87) zum Schutze der persönlichen Freiheit wird hiemit als Bestandtheil des Staatsgrundgesetzes erklärt. || Art. 12. Die österreichischen Staatsbürger haben das Recht sich zu versammeln und Vereine zu bilden. Die Ausübung dieser Rechte wird durch besondere Gesetze geregelt. || Art. 13. Jedermann hat das Recht, durch Wort, Schrift, Druck oder durch bildliche Darstellung seine Meinung innerhalb der gesetzlichen Schranken frei zu äussern. || Die Presse darf weder unter Censur gestellt, noch durch das Concessions-System beschränkt werden. Administrative Postverbote finden auf inländische Druckschriften keine Anwendung. || Art. 14. Die volle Glaubens- und Gewissensfreiheit ist Jedermann gewährleistet. || Der Genuss der bürgerlichen und politischen Rechte ist von dem Religionsbekenntniss unabhängig; doch darf den staatsbürgerlichen Pflichten durch das Religionsbekenntniss kein Abbruch geschehen. || Niemand kann zu einer kirchlichen Handlung oder zur Theilnahme an einer kirchlichen Feierlichkeit gezwungen werden, in so fern er nicht der nach dem Gesetze hiezu berechtigten Gewalt eines Anderen untersteht. || Art. 15. Jede gesetzlich anerkannte Kirche und Religionsgesellschaft hat das Recht der gemeinsamen öffentlichen Religionsübung, ordnet und verwaltet ihre inneren Angelegenheiten selbstständig, bleibt im Besitze und Genusse ihrer für Cultus-, Unterrichts- und Wohlthätigkeitszwecke bestimmten Anstalten, Stiftungen und Fonde, ist aber, wie jede Gesellschaft, den allgemeinen Staatsgesetzen unterworfen. || Art. 16. Den Anhängern eines gesetzlich nicht anerkannten Religionsbekenntnisses ist die häusliche Religionsübung gestattet, in so fern dieselbe weder rechtswidrig, noch sittenverletzend ist. Art. 17. Die Wissenschaft und ihre Lehre ist frei. || Unterrichts- und Erziehungsanstalten zu gründen und an solchen Unterricht zu ertheilen, ist

[1]) Das Staatsgrundgesetz und alle nachher folgenden Gesetze und Verordnungen erhielten Gültigkeit in den deutsch-slavischen Ländern der Monarchie.

jeder Staatsbürger berechtigt, der seine Befähigung hiezu in gesetzlicher Weise nachgewiesen hat. ‖ Der häusliche Unterricht unterliegt keiner solchen Beschränkung. ‖ Für den Religionsunterricht in den Schulen ist von der betreffenden Kirche oder Religionsgesellschaft Sorge zu tragen. ‖ Dem Staate steht rücksichtlich des gesammten Unterrichts- und Erziehungswesens das Recht der obersten Leitung und Aufsicht zu. ‖ Art. 18. Es steht Jedermann frei, seinen Beruf zu wählen und sich für denselben auszubilden, wie und wo er will.

B. Ueber die richterliche Gewalt.

R.-G.-B. Jahrg. 1867. Nr. 144.

Art. 1. Alle Gerichtsbarkeit im Staate wird im Namen des Kaisers ausgeübt. ‖ Die Urtheile und Erkenntnisse werden im Namen des Kaisers ausgefertigt.

Ad A. §. 2. Ein Erlass des Ministeriums des Innern und der Justiz vom 24. Mai 1869 erklärt „. . . . dass das . . aus Art. XIV des Concordates abgeleitete Vorrecht der katholischen Geistlichkeit [die Strafe in geistlichen Detentionshäusern abzubüssen] zufolge §. 2 des Staatsgrundg. v. 21. Dec. 1867, über die allgem. Rechte der Staatsbürger, nicht mehr besteht.“ (Verordn.-Blatt des Cultus- und Unterr.-Minist. Nr. 45. Auch in Vering, Archiv l. c. N. F. XVI p. 159.). — Ad A. §. 8. Ein Erlass des Cultusministeriums vom 7. Juni 1869 ordnet an, dass die öffentlichen Organe „nicht befugt, einen von seinem Bischofe in eine geistliche Correctionsanstalt verwiesenen Priester (gemäss Conc. Art. XI und XVI) anzuhalten oder dahin abzuliefern“. Diess Recht der Bischöfe sei nur insofern mit dem oben angeführten Gesetze vereinbar „als damit der nicht erzwungene Aufenthalt eines Priesters in einer solchen Anstalt und die Beaufsichtigung desselben während dieses Aufenthaltes angeordnet wird, woraus folgt, dass eine derartige bischöfliche Anordnung nur insofern oder insolange wirksam sein kann, als der durch dieselbe betroffene Priester sich derselben freiwillig fügt.“ (Verordn.-Blatt Nr. 52. — Vering, Archiv l. c. N. F. XVI p. 160 f.). Durch Verordnung des Ministers des Cultus, der Justiz und des Innern vom 7. Aug. 1869 wurde angeordnet, dass dieser Grundsatz auch auf sämmtliche Regularen beiderlei Geschlechts Anwendung finde und dass dem Cultusminister genaue Verzeichnisse der in freiwilliger Haft sich Befindenden, der Dauer und der Art derselben, vorzulegen sind. (Verordn.-Blatt des C.- u. U.-M. Nr. 52 u. 62. — Vering, Archiv l. c. N. F. XVI p. 160 ff. u. 348 f.) — Die Eidesleistung auf die Staatsgrundgesetze stiess in Oesterreich, selbst bei den in Staatsämtern befindlichen Geistlichen, auf keinen sonderlichen Widerstand. Selbst nach dem Erscheinen der päpstlichen Allocution (s. Nr. 85) geschah sie noch. Erst nach Bekanntwerden der päpstlichen Erklärung vom 1. Sept. 1869 (s. Vering, Archiv l. c. N. F. XVII p. 447 ff.) „der Eid könne geleistet werden, wenn im gleichen Contexte die Clausel hinzugefügt werde: unbeschadet der Gesetze Gottes und der Kirche“, verweigerten einige wenige Geistliche die Eidesleistung, da die Regierung eine solche Verclausulirung des Eides nicht zuliess.

Nr. 4814. (79.)

OESTERREICH. Das Ehegesetz. — Wiederherstellung des vor dem Concordate geltenden Eherechtes für Katholiken und der weltlichen Gerichtsbarkeit. Einführung der Nothcivilehe.

R.-G.-B. Jahrg. 1868. Nr. 47. p. 93 ff.

Nr. 4814 (79). Oesterreich. 25. Mai 1868.

Mit Zustimmung der beiden Häuser des Reichsrathes finde Ich das folgende Gesetz zu erlassen, wodurch die Vorschriften des zweiten Hauptstückes des allg. bürgerl. Gesetzbuches über das Eherecht für Katholiken wieder hergestellt, die Gerichtsbarkeit in Ehesachen den weltlichen Gerichtsbehörden überwiesen und Bestimmungen über die bedingte Zulässigkeit der Eheschliessung vor weltlichen Behörden eingeführt werden. ‖ Art. I. Das unter Berufung auf das Patent vom 5. November 1855, Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 195, erlassene und mit 1. Januar 1857 zur Wirksamkeit gelangte kaiserliche Patent vom 8. October 1856, Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 185, mit dem diesem Patente als erster Anhang beigegebenen Gesetze über die Eheangelegenheiten der Katholiken im Kaiserthume Oesterreich, sowie dem weiters beigegebenen und in dem Gesetze selbst bezogenen zweiten Anhange: „Anweisung für die geistlichen Gerichte des Kaiserthumes Oesterreich in Betreff der Ehesachen“ sind für die Königreiche und Länder, für welche das gegenwärtige Gesetz erlassen wird, ausser Kraft gesetzt. ‖ An die Stelle dieser aufgehobenen Gesetze treten auch für Katholiken die Vorschriften des von dem Eherechte handelnden zweiten Hauptstückes des allg. bürgerl. Gesetzbuches vom 1. Juni 1811 und der hiezu nachträglich erflossenen Gesetze und Verordnungen, insoweit dieselben zur Zeit, als das Patent vom 8. October 1856, Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 185, in Kraft trat, bestanden haben und durch das gegenwärtige Gesetz nicht abgeändert werden. ‖ Art. II. Wenn einer der nach den Vorschriften des allg. bürgerl. Gesetzbuches zum Aufgebote der Ehe berufenen Seelsorger die Vornahme des Aufgebotes oder einer von den zur Entgegennahme der feierlichen Erklärung der Einwilligung berufenen Seelsorgern, welcher von den Brautleuten deshalb angegangen wurde, die Vornahme des Aufgebotes oder die Entgegennahme der feierlichen Erklärung der Einwilligung zur Ehe aus einem durch die Gesetzgebung des Staates nicht anerkannten Hinderungsgrunde verweigert, so steht es den Brautleuten frei, das Aufgebot ihrer Ehe durch die weltliche Behörde zu veranlassen und die feierliche Erklärung der Einwilligung zur Ehe vor dieser Behörde abzugeben. Rücksichtlich dieser den Ehewerbern aller Confessionen gestatteten eventuellen Eheschliessung vor der weltlichen Behörde gelten die Vorschriften des zweiten Hauptstückes des allg. bürgerl. Gesetzbuches mit den nachstehenden Abänderungen: ‖ §. 1. Als die zur Vornahme des Aufgebotes und zur Entgegennahme der feierlichen Erklärung der Einwilligung berufene weltliche

Nr. 4814 (79). Oesterreich. 25. Mai 1868.

Behörde hat die k. k. politische Bezirksbehörde in jenen Städten aber, welche eigene Gemeindestatute besitzen, die mit der politischen Amtsführung betraute Gemeindebehörde einzutreten, und es wird diejenige politische Bezirks- (Gemeinde-) Behörde hiezu als competent anzusehen sein, in deren Amtsbezirk der die Eheschliessung verweigernde Seelsorger seinen Amtssitz hat.

§. 2. Um das Aufgebot und die Eheschliessung bei der weltlichen Behörde verlangen zu können, haben die Ehewerber vor dieser Behörde die Weigerung des competenten Seelsorgers entweder durch ein schriftliches Zeugniss desselben oder durch die Aussage von zwei im Amtsbezirke wohnenden eigenberechtigten Männern nachzuweisen. ‖ Wird ein solcher Beweis nicht erbracht, so liegt es der politischen Behörde ob, an den betreffenden Seelsorger eine Aufforderung des Inhaltes zu richten, dass derselbe das Aufgebot vornehmen und beziehungsweise die Erklärung der Einwilligung zur Ehe entgegennehmen oder mittelst amtlicher Zuschrift die entgegenstehenden Hindernisse anzeigen wolle. ‖ Erfolgt hierauf aus Gründen, welche in den Staatsgesetzen nicht enthalten sind, oder ohne Angabe von Gründen eine ablehnende Antwort des Seelsorgers, oder geht innerhalb eines Zeitraumes von längstens acht Tagen, in welche die Tage des Postenlaufes nicht einzurechnen sind, keine Antwort ein, so hat die politische Behörde nach Beibringung der durch die Vorschriften des allg. bürgerl. Gesetzbuches sammt Nachtrags-Verordnungen vorgeschriebenen Ausweise und Behelfe das Aufgebot und den Eheschliessungsact sofort vorzunehmen. ‖ §. 3. Alle Functionen und Entscheidungen, welche nach den Vorschriften des zweiten Hauptstückes des allg. bürgerl. Gesetzbuches sammt Nachtrags-Verordnungen dem Seelsorger übertragen sind, stehen im Falle einer Eheschliessung vor der weltlichen Behörde der competenten politischen Bezirks- (Gemeinde-) Behörde zu. ‖ §. 4. Gegen Entscheidungen der politischen Bezirks- (Gemeinde-) Behörde in Ehesachen steht den Ehewerbern das Recht des Recurses an die k. k. politische Landesstelle und gegen die Entscheidungen dieser letzteren das Recht des Recurses an das k. k. Ministerium des Innern offen, ohne dass der Recurs an eine bestimmte Frist gebunden oder durch gleichlautende Entscheidungen der beiden unteren Instanzen ausgeschlossen ist. ‖ §. 5. Das Aufgebot einer vor der weltlichen Behörde abzuschliessenden Ehe ist von dieser Behörde durch öffentlichen Anschlag sowohl an der eigenen amtlichen Kundmachungstafel, als auch im Requisitionswege durch öffentlichen Anschlag bei dem Gemeindeamte des Wohnortes eines jeden der Brautleute vorzunehmen. ‖ Wenn bei einer k. k. politischen Bezirksbehörde regelmässig Amtstage abgehalten werden, so hat das Aufgebot auch mündlich an einem oder mehreren Amtstagen zu erfolgen. Zur Gültigkeit der Ehe wird jedoch nur die Vornahme des schriftlichen Aufgebotes mittelst Anschlages erfordert. ‖ Der das Aufgebot enthaltende Anschlag soll durch drei Wochen an der Kundmachungstafel der politischen Behörde und der betreffenden Gemeindeämter affigirt bleiben, bevor zur Eheschliessung geschritten werden kann. ‖ Aus wichtigen Gründen kann die k. k. politische

Landesstelle diesen Aufgebotstermin verkürzen und unter dringenden Umständen das Aufgebot auch ganz nachsehen. Die Aufgebotsnachsicht wegen bestätigter naher Todesgefahr kann gegen das im §. 86 des allg. bürgerl. Gesetzbuches vorgesehene eidliche Gelöbniss der Brautleute auch von der politischen Bezirks- (Gemeinde-) Behörde ertheilt werden. || §. 6. Die Requisition und Delegation einer anderen Bezirks- (Gemeinde-) Behörde zur Entgegennahme der feierlichen Erklärung der Einwilligung kann über Ansuchen der Brautleute von Seite der competenten politischen Bezirks- (Gemeinde-) Behörde nach den im allg. bürgerl. Gesetzbuche (§§. 81 und 82) für Pfarrämter bestehenden Vorschriften geschehen. || §. 7. Die feierliche Erklärung der Einwilligung zur Ehe muss vor dem Vorsteher der politischen Bezirks- (Gemeinde-) Behörde oder vor einem Stellvertreter des Vorstehers in Gegenwart zweier Zeugen und eines beeideten Schriftführers abgegeben werden. || §. 8. Ueber den Act der Eheschliessung ist ein Protokoll aufzunehmen und sowohl von den Brautleuten als von den Zeugen und den beiden Amtspersonen zu unterzeichnen. || §. 9. Die politische Bezirks- (Gemeinde-) Behörde führt über die bei derselben vorgekommenen Aufgebote und Eheschliessungen das Aufgebotsbuch und das Eheregister, und fertigt aus diesen Registern über Ansuchen amtliche Zeugnisse aus, welche die geschehene Verkündigung und beziehungsweise Eheschliessung mit der Beweiskraft öffentlicher Urkunden darthun. || Ein solches Amtszeugniss über den vorgenommenen Act der Eheschliessung hat die politische Bezirks- (Gemeinde-) Behörde den ordentlichen Seelsorgern beider Brautleute von Amtswegen zu übersenden. || §. 10. Rücksichtlich der Scheidung und Trennung der Ehe gelten für die vor der weltlichen Behörde geschlossenen Ehen gleichfalls die Bestimmungen des allg. bürgerl. Gesetzbuches, wobei die den Seelsorgern zugewiesenen Functionen der politischen Bezirks- (Gemeinde-) Behörde obliegen, in deren Sprengel sich der Amtssitz des zu diesen Functionen gesetzlich berufenen Seelsorgers befindet. || §. 11. Es bleibt den Eheleuten, welche ihre Ehe vor der weltlichen Behörde abgeschlossen haben, unbenommen, nachträglich auch die kirchliche Einsegnung ihrer Ehe von einem der Seelsorger jener Confession, welcher ein Theil der Eheleute angehört, zu erwirken. || Art. III. Mit dem Tage, an welchem die Wirksamkeit des gegenwärtigen Gesetzes beginnt, wird in den Königreichen und Ländern, für welche dasselbe gegeben ist, die Gerichtsbarkeit in Ehesachen der Katholiken wie der übrigen christlichen und nichtchristlichen Confessionen ausschliesslich durch diejenigen weltlichen Gerichte ausgeübt, die vor dem 1. Januar 1857, mit welchem Tage die geistlichen Ehegerichte in Wirksamkeit traten, nach den Jurisdictionsnormen vom 22. December 1851 und 20. November 1852 hiezu berufen waren. || Diese weltlichen Gerichte haben nach denjenigen Gesetzen und Verordnungen, welche zur Zeit, als das Patent vom 8. October 1856, Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 185, in Wirksamkeit getreten, für Ehestreitigkeiten was immer für einer Art bestanden, und insbesondere nach den über Ehestreitigkeiten im zweiten Hauptstücke des allg.

Nr. 4814 (79). Oesterreich. 25. Mai 1868. bürgerl. Gesetzbuches und im Hofdecrete vom 23. August 1819, Justizgesetzsammlung Nr. 1595, enthaltenen Bestimmungen zu verfahren, soweit die letzteren nicht durch die Verfügungen des gegenwärtigen Gesetzes eine Aenderung erleiden. || Art. IV. Zur Einführung des gegenwärtigen Gesetzes werden folgende Uebergangsbestimmungen verfügt: || §. 1. Insofern es sich um die Gültigkeit einer Ehe handelt, welche unter der Geltung des Patentes vom 8. October 1856, Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 185, geschlossen wurde, ist dieselbe nach den Bestimmungen dieses Patentes und der damit erlassenen Vorschriften zu beurtheilen. || Die Trennung, sowie die Scheidung von Tisch und Bett in Ansehung einer vor Beginn der Wirksamkeit dieses Gesetzes geschlossenen Ehe ist dagegen von dem Tage dieser Wirksamkeit nur nach den Bestimmungen des bürgerl. Gesetzbuches und nach den im gegenwärtigen Gesetze getroffenen Anordnungen zu beurtheilen. || §. 2. Ebenso ist das Verfahren bei Untersuchung und Verhandlung über die Ungültigkeitserklärung eben sowohl als über die Trennung und Scheidung von Tisch und Bett hinsichtlich einer vor Wirksamkeit dieses Gesetzes geschlossenen Ehe nach den Bestimmungen des gegenwärtigen Gesetzes zu pflegen. || §. 3. Die unter der Geltung des Patentes vom 8. October 1856, Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 185, ergangenen rechtskräftigen Entscheidungen verlieren die ihnen nach Massgabe dieses Patentes und der demselben beigegebenen Gesetze zukommenden Wirkungen nicht. || §. 4. Alle am Tage der beginnenden Wirksamkeit des gegenwärtigen Gesetzes auf Grund des Patentes vom 8. October 1856, Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 185, bei einem geistlichen oder weltlichen Gerichte in erster oder höherer Instanz, oder bei was immer für einer Behörde anhängigen Verhandlungen sind durch die nach den Bestimmungen dieses Gesetzes zuständigen weltlichen Gerichte und beziehungsweise Administrativbehörden fortzuführen und dahin zu übertragen. || §. 5. Insoweit es sich um die Aufgebote und sonstigen Vorbereitungen einer Ehe handelt, ist sich bis zu dem Tage, an welchem die Wirksamkeit dieses Gesetzes beginnt, gleichfalls an die Vorschriften des Patentes vom 8. October 1856, Reichs-Gesetz-Blatt Nr. 185, und der demselben beigegebenen Gesetze zu halten, insoweit die Ehe auch noch innerhalb dieses Zeitraumes zum Abschlusse kommt. Wenn dieses letztere jedoch nicht der Fall ist, so müssen die Aufgebote, sowie die sonstigen Vorbereitungen zum Eheabschlusse während der Wirksamkeit dieses Gesetzes in Gemässheit der Vorschriften desselben neuerlich vorgenommen werden. || Art. V. Mit dem Vollzuge des gegenwärtigen Gesetzes werden die Minister der Justiz, des Cultus und des Innern betraut, von welchen die erforderlichen Ausführungs-Verordnungen zu erlassen sind. || Wien, am 25. Mai 1868.

Franz Josef m. p.

Auersperg m. p. Hasner m. p. Giskra m. p. Herbst m. p.

Die Verhandlungen der beiden Häuser des Reichsrathes über dieses und die folgenden Gesetze, wie auch die Majoritäts- und Minoritäts-Voten

siehe in den stenographischen Protokollen der vierten Session des Reichs-rathes. Eine Zusammenstellung der Reden und Voten der Minorität enthalten auch die Katholischen Stimmen aus Oesterreich. Wien 1868.

Nr. 4814 (79). Oesterreich. 25. Mai 1868.

Diess Gesetz erhielt Ergänzungen: durch die Gesetze v. 31. Dec. 1868 über die Versöhnungsversuche vor gerichtlicher Ehescheidung — hat ein Versöhnungsversuch vor dem Seelsorger nicht stattgefunden, was von dem Belieben der Parteien abhängt, so hat das zur Scheidung zuständige Gericht diesen Versuch zu drei verschiedenen Malen vorzunehmen; über die Eheschliessung zwischen Angehörigen verschiedener christlicher Confessionen — das Aufgebot hat in der gottesdienstlichen Versammlung des Pfarrbezirkes der Religionsgenossenschaft eines jeden der beiden Brautleute zu geschehen, die Einwilligungserklärung zur Ehe ist in Gegenwart zweier Zeugen vor dem ordentlichen Seelsorger eines der beiden Brautleute abzugeben, diess kann auch dann geschehen, wenn das Aufgebot wegen Weigerung des Seelsorgers durch die politische Behörde vorgenommen wurde (R.-G.-B. Jahrg. 1869 Nr. 3 und 4); ferner durch das Gesetz v. 9. April 1870 über die Ehen und die Führung der Geburts-, Ehe- und Sterberegister von Personen, welche keiner gesetzlich anerkannten Kirche oder Religionsgesellschaft angehören — die Amtshandlungen, welche die Gesetze in Bezug auf Ehen und Matrikenführung den Seelsorgern zuwiesen, sind für diese Personen von den damit betrauten politischen Behörden vorzunehmen. (R.-G.-B. Jahrg. 1870 Nr. 51 und über die innere Einrichtung dieser Register Verordn. d. J.-M. v. 20. Oct. 1870 a. a. O. Nr. 128.) — Zur Durchführung des Gesetzes in Ehesachen erschien eine Verordnung des Ministers der Justiz v. 1. Juli 1868 (R.-G.-B. Jahrg. 1868 Nr. 80, auch in Vering, Archiv l. c. N. F. XIV. p. 329 ff.), und ein Erlass desselben Ministers vom 28. Oct., worin aus Anlass einiger vorgekommener Fälle eventuell die zwangsweise Wegnahme der Ehegerichtsacten angeordnet wird (S. Archiv l. c. XIV. p. 335).

Nr. 4815. (80.)

OESTERREICH. Das Schulgesetz. — Grundsätzliche Bestimmungen über das Verhältniss der Schule zur Kirche. —

R.-G.-B. Jahrg. 1868, Nr. 48. p. 97 ff.

Nr. 4815 (80). Oesterreich. 25. Mai 1868.

Mit Zustimmung der beiden Häuser des Reichsrathes finde Ich folgendes Gesetz zu erlassen: §. 1. Die oberste Leitung und Aufsicht über das gesammte Unterrichts- und Erziehungswesen steht dem Staate zu und wird durch die hiezu gesetzlich berufenen Organe ausgeübt. §. 2. Unbeschadet dieses Aufsichtsrechtes bleibt die Besorgung, Leitung und unmittelbare Beaufsichtigung des Religionsunterrichtes und der Religionsübungen für die verschiedenen Glaubensgenossen in den Volks- und Mittelschulen der betreffenden Kirche oder Religionsgesellschaft überlassen. Der Unterricht in den übrigen Lehrgegenständen in diesen Schulen ist unabhängig von dem Einflusse jeder

Nr. 4815 (80). Oesterreich. 25. Mai 1868.

Kirche oder Religionsgesellschaft. | §. 3. Die vom Staate, von einem Lande oder von Gemeinden ganz oder theilweise gegründeten oder erhaltenen Schulen und Erziehungsanstalten sind allen Staatsbürgern ohne Unterschied des Glaubensbekenntnisses zugänglich. | §. 4. Es steht jeder Kirche oder Religionsgesellschaft frei, aus ihren Mitteln Schulen für den Unterricht der Jugend von bestimmten Glaubensbekenntnissen zu errichten und zu erhalten. | Dieselben sind jedoch den Gesetzen für das Unterrichtswesen unterworfen und können die Zuerkennung der Rechte einer öffentlichen Lehranstalt nur dann in Anspruch nehmen, wenn allen gesetzlichen Bedingungen für die Erwerbung dieser Rechte entsprochen wird. | §. 5. Die Benützung von Schulen und Erziehungsanstalten für bestimmte Glaubensgenossen ist Mitgliedern einer anderen Religionsgesellschaft durch das Gesetz nicht untersagt. | §. 6. Die Lehrämter an den im §. 3 bezeichneten Schulen und Erziehungsanstalten sind für alle Staatsbürger gleichmässig zugänglich, welche ihre Befähigung hiezu in gesetzlicher Weise nachgewiesen haben. | Als Religionslehrer dürfen nur diejenigen angestellt werden, welche die betreffende confessionelle Oberbehörde als hiezu befähigt erklärt hat. | Bei anderen Schulen und Erziehungsanstalten (§. 4) ist diesfalls das Errichtungsstatut massgebend. | Die Wahl der Erzieher und Lehrer für den Privatunterricht ist durch keine Rücksicht auf das Religionsbekenntniss beschränkt. | §. 7. Die Lehrbücher für den Gebrauch in den Volks- und Mittelschulen, sowie in den Lehrerbildungsanstalten bedürfen nur der Genehmigung der durch dieses Gesetz zur Leitung und Beaufsichtigung des Unterrichtswesens berufenen Organe. | Religionslehrbücher können jedoch erst dann diese Genehmigung erhalten, wenn sie von der bezüglichen confessionellen Oberbehörde für zulässig erklärt worden sind. | §. 8. Das Einkommen der Normalschulfonde, des Studienfondes und sonstiger Stiftungen für Unterrichtszwecke ist ohne Rücksicht auf das Glaubensbekenntniss zu verwenden, insoweit es nicht nachweisbar für gewisse Glaubensgenossen gewidmet ist. | §. 9. Der Staat übt die oberste Leitung und Aufsicht über das gesammte Unterrichts- und Erziehungswesen durch das Unterrichtsministerium aus. | §. 10. Zur Leitung und Aufsicht über das Erziehungswesen, dann über die Volksschulen und Lehrerbildungsanstalten werden in jedem Königreiche und Lande | a) ein Landesschulrath als oberste Landesschulbehörde, | b) ein Bezirksschulrath für jeden Schulbezirk, | c) ein Ortsschulrath für jede Schulgemeinde bestellt. | Die Eintheilung des Landes in Schulbezirke erfolgt durch die Landesgesetzgebung. | §. 11. Der bisherige Wirkungskreis der geistlichen und weltlichen Schulbehörden und zwar: | a) der Landesstelle, der kirchlichen Oberbehörden und Schuloberaufseher; | b) der politischen Bezirksbehörde und der Schuldistrictsaufseher; | c) der Ortsseelsorger und Ortsschulaufseher hat, unbeschadet der Bestimmung des §. 2 an die im §. 10 bezeichneten Organe überzugehen. | §. 12. In den Landesschulrath sind unter dem Vorsitze des Statthalters (Landeschefs) oder seines Stellvertreters Mitglieder der politischen Landesstelle, Abgeordnete des Landesausschusses,

Geistliche aus den im Lande bestehenden Confessionen und Fachmänner im Lehrwesen zu berufen. Die Zusammensetzung der im §. 10 lit. b und c bezeichneten Bezirks- und Ortsschulräthe wird durch die Landesgesetzgebung festgestellt. §. 13. Durch die Landesgesetzgebung sind die näheren Bestimmungen in Betreff der Zusammensetzung und Einrichtung des Landes-, Bezirks- und Ortsschulrathes, dann die gegenseitige Abgrenzung des Wirkungskreises derselben, ferner die näheren Bestimmungen rücksichtlich des Ueberganges des Wirkungskreises der bisherigen geistlichen und weltlichen Schulbehörden an den Landes-, Bezirks- und Ortsschulrath festzustellen. Ebenso ist durch das Landesgesetz zu bestimmen, ob und inwieferne ausnahmsweise auch Abgeordnete von bedeutenden Gemeinden in den Landesschulrath einzutreten haben. §. 14. Die §§. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 8 und 9 treten mit dem Tage der Kundmachung dieses Gesetzes in Wirksamkeit und werden alle mit diesen Paragraphen im Widerspruche stehenden, bisher gültigen Gesetze und Anordnungen ausser Kraft gesetzt. Das mit Allerhöchster Entschliessung vom 25. Juni 1867 genehmigte Regulativ, betreffend die Einsetzung eines Landesschulrathes für die Königreiche Galizien, Lodomerien und das Grossherzogthum Krakau, bleibt unberührt. §. 15. Mein Minister des Unterrichtes ist mit dem Vollzuge dieses Gesetzes beauftragt. Wien, am 25. Mai 1868.

Nr. 4815 (80). Oesterreich. 25. Mai 1868.

Franz Joseph m. p.

Auersperg m. p. Hasner m. p.

Diese grundsätzlichen Bestimmungen erhielten Ergänzungen: durch das Gesetz vom 10. Mai 1869: Grundsätze des Unterrichtswesens bezüglich der Volksschule (R.-G.-B. Jahrg. 1869, Nr. 31), (welche in den für die einzelnen Länder erlassenen Schulgesetzen eine weitere Ausführung erfuhren); durch die Verordnungen des C.- u. U.-M. Anordnungen über die Schulaufsicht v. 10. Febr. 1869; die Uebergangsbestimmungen zur Durchführung des Volksschulgesetzes vom 12. Juli 1869 (R.-G.-B. Jahrg. 1869 Nr. 19 und Nr. 130); und die Schul- und Unterrichtsordnung für die allgemeinen Volksschulen v. 20. Aug. 1870 (R.-G.-B. Jahrg. 1870 Nr. 105).

Nr. 4816. (81.)

OESTERREICH. Das Gesetz über die interconfessionellen Verhältnisse der Staatsbürger.

R.-G.-B. Jahrg. 1868, Nr. 49 p. 99.

Mit Zustimmung der beiden Häuser des Reichsrathes finde Ich das nachfolgende Gesetz, wodurch die interconfessionellen Verhältnisse der Staatsbürger in den darin angegebenen Beziehungen geregelt werden, zu erlassen.

Nr. 4816 (81) Oesterreich. 25. Mai 1868.

Nr. 4516 (81). Oesterreich. 25. Mai 1868.

I. In Beziehung auf das Religionsbekenntniss der Kinder. || Art. 1. Eheliche oder den ehelichen gleichgehaltene Kinder folgen, soferne beide Eltern demselben Bekenntnisse angehören, der Religion ihrer Eltern. || Bei gemischten Ehen folgen die Söhne der Religion des Vaters, die Töchter der Religion der Mutter. Doch können die Ehegatten vor oder nach Abschluss der Ehe durch Vertrag festsetzen, dass das umgekehrte Verhältniss stattfinden solle, oder dass alle Kinder der Religion des Vaters oder alle der der Mutter folgen sollen. || Uneheliche Kinder folgen der Religion der Mutter. || Im Falle keine der obigen Bestimmungen Platz greift, hat Derjenige, welchem das Recht der Erziehung bezüglich eines Kindes zusteht, das Religionsbekenntniss für solches zu bestimmen. || Reverse an Vorsteher oder Diener einer Kirche oder Religionsgenossenschaft, oder an andere Personen über das Religionsbekenntniss, in welchem Kinder erzogen und unterrichtet werden sollen, sind wirkungslos. || Art. 2. Das nach dem vorhergehenden Artikel für ein Kind bestimmte Religionsbekenntniss darf in der Regel solange nicht verändert werden, bis dasselbe aus eigener freier Wahl eine solche Veränderung vornimmt. Es können jedoch Eltern, welche nach Artikel 1 das Religionsbekenntniss der Kinder vertragsmässig zu bestimmen berechtigt sind, dasselbe bezüglich jener Kinder ändern, welche noch nicht das siebente Lebensjahr zurückgelegt haben. || Im Falle eines Religionswechsels eines oder beider Elterntheile, beziehungsweise der unehelichen Mutter, sind jedoch die vorhandenen Kinder, welche das siebente Lebensjahr noch nicht vollendet haben, in Betreff des Religionsbekenntnisses ohne Rücksicht auf einen vor dem Religionswechsel abgeschlossenen Vertrag so zu behandeln, als wären sie erst nach dem Religionswechsel der Eltern, beziehungsweise der unehelichen Mutter geboren worden. || Wird ein Kind vor zurückgelegtem siebenten Jahre legitimirt, so ist es in Betreff des Religionsbekenntnisses nach Artikel 1 zu behandeln. || Art. 3. Die Eltern und Vormünder, sowie die Religionsdiener sind für die genaue Befolgung der vorstehenden Vorschriften verantwortlich. || Für den Fall der Verletzung derselben steht den nächsten Verwandten ebenso wie den Oberen der Kirchen und Religionsgenossenschaften das Recht zu, die Hilfe der Behörden anzurufen, welche die Sache zu untersuchen und das Gesetzliche zu verfügen haben.

II. In Beziehung auf den Uebertritt von einer Kirche oder Religionsgenossenschaft zur anderen. || Art. 4. Nach vollendetem 14. Lebensjahre hat Jedermann ohne Unterschied des Geschlechtes die freie Wahl des Religionsbekenntnisses nach seiner eigenen Ueberzeugung und ist in dieser freien Wahl nöthigenfalls von der Behörde zu schützen. || Derselbe darf sich jedoch zur Zeit der Wahl nicht in einem Geistes- oder Gemüthszustande befinden, welcher die eigene freie Ueberzeugung ausschliesst. || Art. 5. Durch die Religionsveränderung gehen alle genossenschaftlichen Rechte der verlassenen Kirche oder Religionsgenossenschaft an den Ausgetretenen ebenso wie die Ansprüche dieses an jene verloren. || Art. 6. Damit jedoch der Austritt aus einer Kirche oder

Religionsgenossenschaft seine gesetzliche Wirkung habe, muss der Austretende denselben der politischen Behörde melden, welche dem Vorsteher oder Seelsorger der verlassenen Kirche oder Religionsgenossenschaft die Anzeige übermittelt. || Den Eintritt in die neu gewählte Kirche oder Religionsgenossenschaft muss der Eintretende dem betreffenden Vorsteher oder Seelsorger persönlich erklären. || Art. 7. Die Bestimmung des §. 768, lit. a) allg. bürgerl. Gesetzbuches, vermöge welcher der Abfall vom Christenthum als Grund der Enterbung erklärt wird, dann die Verfügungen des §. 122, lit. c) und d) Strafgesetzes, womit Derjenige, welcher einen Christen zum Abfalle vom Christenthum zu verleiten oder eine der christlichen Religion widerstrebende Irrlehre auszustreuen sucht, eines Verbrechens schuldig erklärt wird, sind aufgehoben. || Es ist jedoch jeder Religionspartei untersagt, die Genossen einer anderen durch Zwang oder List zum Uebergang zu bestimmen. Die näheren Bestimmungen des gesetzlichen Schutzes hingegen, soweit er nicht durch die Strafgesetze gegeben ist, bleiben einem besonderen Gesetze vorbehalten.

III. In Beziehung auf Functionen des Gottesdienstes und der Seelsorge. Art. 8. Die Vorsteher, Diener oder Angehörigen einer Kirche oder Religionsgenossenschaft haben sich der von den berechtigten Personen nicht angesuchten Vornahme von Functionen des Gottesdienstes und der Seelsorge an den Angehörigen einer anderen Kirche oder Religionsgenossenschaft zu enthalten. || Eine Ausnahme kann nur für jene einzelnen Fälle eintreten, in welchen durch die betreffenden Seelsorger oder Diener der anderen Kirche oder Religionsgenossenschaft um die Vornahme eines diesen zustehenden Actes das Ansuchen gestellt wird, oder die Satzungen und Vorschriften dieser letzteren die Vornahme des Actes gestatten. || Ausser diesen Fällen ist der bezügliche Act als rechtlich unwirksam anzusehen und es haben die Behörden auf Ansuchen der beeinträchtigten Privatperson oder Religionsgenossenschaft die geeignete Abhilfe zu gewähren.

IV. In Beziehung auf Beiträge und Leistungen. Art. 9. Angehörige einer Kirche oder Religionsgenossenschaft können zu Beiträgen an Geld und Naturalien oder zu Leistungen an Arbeit für Cultus- und Wohlthätigkeitszwecke einer anderen nur dann verhalten werden, wenn ihnen die Pflichten des dinglichen Patronates obliegen, oder wenn die Verpflichtung zu solchen Leistungen auf privatrechtlichen, durch Urkunden nachweisbaren Gründen beruht, oder wenn sie grundbücherlich sichergestellt ist. || Kein Seelsorger kann von Angehörigen einer ihm fremden Confession Taxen, Stolgebühren u. dgl. fordern, ausser für auf deren Verlangen wirklich verrichtete Functionen, und zwar nur nach dem gesetzlichen Ausmasse. || Art. 10. Die Bestimmungen des vorhergehenden Artikels 9 finden auch auf Beiträge und Leistungen für Unterrichtszwecke volle Anwendung, ausser wenn die Angehörigen einer Kirche oder Religionsgenossenschaft mit Angehörigen einer anderen vermöge der gesetzlichen Einschulung Eine Schulgemeinde bilden, in welchem Falle die Eingeschulten ohne Unterschied der Confession die zur Errichtung und

Nr. 4816(81). Oesterreich. 25. Mai 1868.

Erhaltung der gemeinschaftlichen Schule und zur Besoldung der an derselben angestellten Lehrer erforderlichen Kosten, jedoch mit Ausschluss der Kosten für den Religionsunterricht der einer anderen Confession Angehörigen zu tragen haben. || Eine zwangsweise Einschulung in die Schule einer anderen Confession findet nicht statt. || Art. 11. Alle in den Bestimmungen der vorstehenden Artikel 9 und 10 nicht begründeten Ansprüche der Geistlichen, Messner, Organisten und Schullehrer, dann der Cultus-, Unterrichts- und Wohlthätigkeitsanstalten einer Kirche oder Religionsgenossenschaft auf Beiträge und Leistungen von Seite der Angehörigen einer anderen sind als erloschen zu betrachten.

V. In Beziehung auf Begräbnisse. Art. 12. Keine Religionsgemeinde kann der Leiche eines ihr nicht Angehörigen die anständige Beerdigung auf ihrem Friedhofe verweigern: || 1. wenn es sich um die Bestattung in einem Familiengrabe handelt, oder wenn || 2. da, wo der Todesfall eintrat oder die Leiche gefunden ward, im Umkreis der Ortsgemeinde ein für Genossen der Kirche oder Religionsgenossenschaft des Verstorbenen bestimmter Friedhof sich nicht befindet.

VI. In Ansehung der Feier-, und Festtage. Art. 13. Niemand kann genöthigt werden, sich an den Feier- und Festtagen einer ihm fremden Kirche oder Religionsgesellschaft der Arbeit zu enthalten. || An Sonntagen ist jedoch während des Gottesdienstes jede nicht dringend nothwendige öffentliche Arbeit einzustellen. || Ferner muss an den Festtagen was immer für einer Kirche oder Religionsgenossenschaft während des Hauptgottesdienstes in der Nähe des Gotteshauses Alles unterlassen werden, was eine Störung oder Beeinträchtigung der Feier zur Folge haben könnte. Dasselbe ist bei den herkömmlichen feierlichen Processionen auf den Plätzen und in den Strassen zu beobachten, durch welche sich der Zug bewegt. || Art. 14. Keine Religionsgemeinde kann genöthigt werden, sich des Glockengeläutes an Tagen zu enthalten, an welchen dasselbe nach den Satzungen einer anderen Kirche oder Religionsgesellschaft zu unterbleiben hat. || Art. 15. In Schulen, welche von Angehörigen verschiedener Kirchen oder Religionsgesellschaften besucht werden, soll, soweit es ausführbar ist, dem Unterricht eine solche Eintheilung gegeben werden, bei welcher auch der Minderheit die Erfüllung ihrer religiösen Pflichten ermöglicht wird.

VII. Schlussbestimmungen. Art. 16. Alle diesen Vorschriften widerstreitenden Bestimmungen der bisherigen Gesetze und Verordnungen, auf welcher Grundlage sie beruhen und in welcher Form sie erlassen sein mögen, ebenso wie allfällige entgegenstehende Gepflogenheiten sind, auch insoferne sie hier nicht ausdrücklich aufgehoben wurden, fernerhin nicht mehr zur Anwendung zu bringen. || Diess gilt insbesondere auch von den Vorschriften über die religiöse Erziehung der in öffentliche Pflege genommenen Kinder. || Art. 17. Das gegenwärtige Gesetz tritt mit dem Tage seiner Kundmachung in Wirksamkeit. || Art. 18. Mit dem Vollzuge des gegenwärtigen Gesetzes

sind der Minister des Cultus und Unterrichtes, sowie die übrigen Minister, in deren Wirkungskreis die Vorschriften desselben zur Anwendung kommen, beauftragt, und haben sie die zu solchem Vollzuge erforderlichen Verordnungen zu erlassen. Wien, am 25. Mai 1868.

Nr. 4816 (81). Oesterreich. 25. Mai 1868.

Franz Josef m. p.
Auersperg m. p. Taaffe m. p. Hasner m. p.
Giskra m. p. Herbst m. p.

Zur Durchführung dieses Gesetzes erschien die Verordnung des C.- u. U.-M. vom 18. Januar 1869 betreffend den Vollzug der den Uebertritt von einer Kirche oder Religionsgenossenschaft zur andern regelnden Bestimmungen (R.-G.-B. Jahrg. 1869 Nr. 13).

Nr. 4817. (82.)

RÖMISCHE CURIE. Note des apost. Nuntius in Wien an den österr. Minister der ausw. Angelegenheiten. — Motivirter Protest gegen die durch die Gesetze vom 25. Mai 1868 erfolgte Verletzung des österr. Concordates. —

Franz. Orig. Staatsarchiv XV. p. 248 ff. Deutsche Uebers. Roskovány VIII. p. 771 ff.

Nr. 4817 (82). Röm. Curie. 26. Mai 1868.

En présence des faits de la plus haute gravité qui viennent de se passer en Autriche, et qui violent d'une manière si flagrante les droits de l'Eglise catholique, le soussigné Archevêque d'Athènes, Nonce Apostolique, remplit un devoir impérieux en exposant à Son Excellence Monsieur le Baron de Beust, Chancelier de l'Empire et Ministre des Affaires Etrangères de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, les justes griefs du Saint-Siége. Afin de mettre un terme à la situation anormale dans laquelle se trouvait l'Eglise depuis tant d'années, et aux conflits sans nombre entre les autorités civiles et religieuses qui en résultaient nécessairement, une Convention a été conclue le 18 août 1855 entre le Saint-Siége et le Gouvernement Impérial. Cet acte solennel et réparateur, vivement désiré par un Souverain (l'Empereur François Ier) dont la longue expérience et les malheurs avaient imprimé un si grand caractère de sagesse aux actes de son règne, a été comme légué, par lui à ses successeurs. Les négociations, interrompues plusieurs fois par des guerres désastreuses, n'ont pas duré moins d'un demi-siècle. Cette longue négociation, menée à bonne fin par Sa Sainteté Pie IX et l'Empereur François-Joseph, a rendu à l'Eglise dans les Etats de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique la liberté à laquelle elle a droit, sans porter la moindre atteinte à l'autorité civile et au libre exercice religieux des autres confessions chrétiennes. Loin de là, le Saint-Siége, plein de confiance dans les sentiments religieux de l'Auguste Monarque qui, dès le commencement de Son

Nr. 4817 (82). Röm. Curie. 26. Mai 1868.

règne, a donné des preuves si éclatantes de Sa droiture et de Son attachement à l'Eglise, lui a accordé tous les droits qui sont compatibles avec l'autonomie nécessaire à la religion catholique. D'un autre côté, par les patentes Impériales du 8 avril 1861 et du 23 janvier 1866, les chrétiens de la confession helvétique et de la confession d'Augsbourg ont obtenu, dans les affaires religieuses et scolaires, une autonomie qu'ils ne possèdent dans aucun Etat protestant, et la liberté dont ils jouissent depuis en Autriche est plus étendue que celle que le Concordat garantit aux catholiques. Les mêmes avantages ont été concédés aux Grecs non-unis. Ainsi, non-seulement le Concordat n'a mis aucun empêchement à cette magnanimité de l'Empereur envers ses sujets non-catholiques, mais il en a été la première cause. Nul n'avait donc à se plaindre. Quant aux catholiques, pénétrés de la plus profonde reconnaissance envers le Souverain qui avait accompli les voeux du Chef Suprême de l'Eglise, celui de tous les évêques de son vaste empire et de tous les gens de bien, ils ont béni le nom de Sa Majesté l'Empereur François-Joseph comme protecteur de la religion, et les catholiques du monde entier ont uni leurs bénédictions à celles de leurs frères. Dans ce concert unanime et spontané, si des sons discordants se sont faits entendre, comme cela a toujours lieu lorsqu'on proclame quelque grande vérité, ils ont été proférés par les éternels ennemis du christianisme, et par des hommes qui ne se sont jamais occupés de questions religieuses et dont l'ignorance serait l'excuse, si elle n'était accompagnée d'un mauvais vouloir plus grand encore. C'est ainsi que fut conclu et accueilli le Concordat, l'année 1855. La situation est la même aujourd'hui; c'est ce que prouvent les voeux unanimes des évêques, du clergé et de tous les catholiques, qui connaissent et aiment leur religion, dont heureusement le nombre est encore immense en Autriche, témoins les pétitions venues de toutes parts demandant le maintien du Concordat. Quelques-unes de ces pétitions ont été couvertes de plusieurs centaines de milliers de signatures, malgré les entraves que les signataires ont souvent rencontrées. Si le soussigné rappelle ces circonstances, qui sont désormais du domaine de l'histoire, c'est pour constater que le Concordat a été fait au grand avantage spirituel des catholiques de l'Empire auxquels il garantissait en tous points le libre exercice de leur religion, et avec l'adhésion unanime de tous ceux qui ont à coeur leurs intérêts religieux, et de plus, qu'il n'a porté préjudice à personne. Il pourrait ajouter que le Concordat était destiné à rendre de plus grands services à l'Etat qu'à Eglise; mais il laisse à d'autres, et aux événements surtout, à justifier cette appréciation que les ennemis communs de l'État et de l'Eglise n'ont que trop comprise depuis longtemps. Quoiqu'il en soit, le Concordat a été conclu librement par deux Puissances souveraines, ratifié dans toutes les formes voulues pour donner à un traité toute sa valeur. Les souverains qui l'ont signé se sont engagés à l'observer fidèlement, et ces engagements solennels ont été pris pour eux et pour leurs successeurs: Verbo Caesareo-Regio pro Nobis atque succes-

soribus Nostris adpromittentes: tels sont les termes mêmes dont s'est servie Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique. | Le Saint-Siége a religieusement tenu ses engagements. Il avait droit de s'attendre à une juste réciprocité, surtout de la part d'une Puissance dont la réputation d'honnêteté est hautement estimée dans le monde entier. || Mais quelle n'a pas été la douleur du Saint-Père en apprenant que le Conseil des Ministres de la partie cisleithane de l'Empire a non-seulement laissé saisir les Chambres de projets de lois totalement contraires aux dispositions fondamentales du Concordat, mais qu'il les a ouvertement favorisés, et qu'il se montre disposé à en accepter toutes les conséquences. | Si les motifs qu'on a allégués pour défendre ces lois pouvaient jamais prévaloir dans le monde, il ne serait plus possible de faire des contrats et des traités, et il faudrait renoncer à toute idée de droit et de justice. || Invoquer la nécessité! mais la nécessité dont il s'agit est une nécessité factice, dont l'oeil le moins clairvoyant a pu suivre toute la trame. D'ailleurs: „Il vaut mieux souffrir toutes sortes de nécessités que de commettre une seule iniquité“ (S. Augustin), et c'en est une que de violer la parole donnée. | Invoquer l'opportunité! c'est ériger l'arbitraire en principe, et abandonner aux caprices de tous les vents l'exécution des engagements les plus sacrés et les plus inviolables. | Se prévaloir des changements survenus dans l'empire! ce serait rendre toutes les transactions illusoires, et faire dépendre leur violation du bon plaisir d'un seul des contractants. || Cette prétention, d'ailleurs, est si peu admissible qu'elle n'a été alléguée pour infirmer aucun des nombreux traités conclus par l'Autriche avec d'autres que le Saint-Siége avant l'époque de ces changements. Le Recueil des Traités et Conventions conclus par l'Autriche avec les Puissances étrangères, dans la période de 1849 à 1856, se compose de plusieurs volumes; on demandera toujours à l'Autriche: pourquoi les derniers changements survenus dans l'Empire ont laissé toute leur force à ces nombreux traités, et n'ont invalidé que la seule Convention conclue entre l'Empereur et le Chef de l'Eglise? || Ces changements constitutionnels ont laissé à bon droit leur valeur obligatoire non-seulement à tous les traités internationaux, mais encore aux patentes souveraines accordées à tous les sujets de l'Empire qui professent une autre religion que la religion catholique, bien qu'ils aient tous reçu par ces patentes une autonomie plus grande que celle qui a été garantie aux catholiques par le Concordat. Pourquoi les derniers changements survenus dans l'Empire n'ont-ils porté aucune atteinte à tous les engagements pris antérieurement en faveur des catholiques des diverses confessions, tandis que des engagements plus solennels, contractés en faveur des catholiques, sont les seuls qui puissent être violés? | Afin d'atténuer la culpabilité d'un tel acte on est obligé d'avoir recours à une argumentation que le soussigné ne peut que déplorer profondément. On cite l'exemple de plusieurs Etats, qui, eux aussi, ont violé les Concordats qu'ils avaient faits avec le Saint-Siége. C'est là un mode étrange de justification,

Nr.4817 (82). Röm. Curie. 26. Mai 1868. et qu'il serait bien funeste de rappeler à la mémoire des gouvernements et des peuples. | Plusieurs Concordats, comme un grand nombre d'autres traités, ont été violés sans doute: ceux qui se sont rendus coupables de ces infractions, à la loyauté et au droit des gens en portent la responsabilité devant Dieu et devant les hommes; mais jamais un gouvernement ne pourra justifier sa conduite en s'autorisant de tels exemples. Il n'y a aucun acte, quelque coupable qu'on le suppose, qui ne pût être justifié, si pour cela il suffisait de lui trouver des précédents. | Il est inutile de relever ce qu'il y a d'inexact dans l'assertion qui a été faite „que même parmi les Etats catholiques qui ont conclu des concordats, aucun ne les a strictement observés"; de même que dans l'énumération de ces Etats les gouvernements de Bade et de Würtemberg figurent, contre leur gré, sans doute, comme catholiques. | Si, dans les circonstances actuelles, d'une si grave portée pour l'Autriche, les faits historiques ont de la valeur auprès du Gouvernement Impérial, il devrait prendre en sérieuse considération la conduite de la plupart des gouvernements qui, après avoir manqué à leurs engagements envers le Saint-Siége dans des moments d'erreur et de trouble, et après avoir fait une funeste expérience des malheurs qui en ont été la suite, ont cherché sincèrement à se réconcilier avec l'Eglise et à réparer le mal qu'ils avaient fait à leur pays. C'est là une histoire qui dure depuis dix-huit siècles, et dont l'enseignement devrait servir à assurer le triomphe aux lois de l'éternelle justice, en présence des passions et des exigences passagères du moment. | Au reste, le Concordat n'a jamais été tenu pour immuable; mais pour le cas où des modifications eussent été jugées nécessaires, il prescrivait lui-même le mode de procéder à ces changements. Ce mode était une entente à l'amiable entre les deux hautes parties contractantes: „Si qua vero in posterum supervenerit difficultas, Sanctitas Sua et Majestas Caesarea invicem conferent ad rem amice componendam" (Art. XXXV). | Le soussigné n'ignore pas qu'il existe une manière de négocier avec le gouvernement pontifical qui consiste à trancher d'avance les questions en litige pour obliger le Saint-Siége à reconnaître les faits accomplis; mais il n'ignore pas non plus que, lorsqu'on viole si facilement les engagements qu'on a pris, les événements ne tardent guère à prouver aux yeux de tous que ces faits, pour être accomplis, n'en sont pas plus licites, et que leurs funestes conséquences retombent toujours sur ceux qui ont donné aux peuples de si déplorables exemples. Au reste, les faits contre lesquels le Saint-Siége doit s'élever sont d'une telle nature, que non-seulement ils violent le Concordat, mais ils sont contraires aux maximes fondamentales de la Religion et aux lois les plus sacrées de l'Eglise. | Telles sont: 1° la loi sur le mariage; 2° la loi sur les écoles; 3° la loi dite interconfessionnelle. | Prétendre soumettre les questions matrimoniales à la législation et à la juridiction de l'Etat et vouloir séculariser le mariage, réduire un sacrement de l'Eglise à un simple contrat civil, c'est effacer le nom de Dieu d'un des actes les plus importants de la vie et sacrifier les

consciences. Cette nouvelle législation antichrétienne est empruntée à un pays qui la doit à la plus sanglante époque de son histoire, et pour lequel elle a toujours été une de ses plus indestructibles calamités. || Le mariage, élevé à la dignité de sacrement par le divin fondateur du Christianisme, est un acte essentiellement religieux, qui est par conséquent du ressort de l'Eglise, et dont elle ne se départira jamais. L'Eglise, qui ne s'ingère nullement dans les effets civils du contrat matrimonial, a droit à une indépendance entière dans l'exercice de sa juridiction religieuse. Elle repoussera donc éternellement, comme contraire à sa doctrine, ce principe qui a inspiré toutes les dispositions de la nouvelle loi sur le mariage: „L'Etat ne peut se démettre de son droit de législation et de juridiction dans les questions matrimoniales.“ C'est là non-seulement une violation du Concordat, mais une profanation du sacrement de mariage et une injure faite aux lois divines et ecclésiastiques. || La loi concernant les écoles est une autre et bien grave infraction au Concordat. Son résultat inévitable sera de paralyser la légitime et nécessaire influence du prêtre dans l'école et de rendre sa mission nulle ou impossible. || L'enseignement de la religion et de la morale appartient au sacerdoce et cela de droit divin: l'empêcher de remplir efficacement ce devoir c'est porter atteinte aux droits les plus sacrés de l'Eglise d'abord et de ceux qui ont l'obligation d'écouter ses enseignements, c'est-à-dire, tous les catholiques. S'emparer totalement de la jeunesse catholique et refuser au ministre de la religion le droit de surveiller les écoles, c'est rendre son ministère illusoire et asservir dès l'âge le plus tendre les consciences à ce qu'il y a de plus monstrueux de nos jours, à l'indifférentisme religieux. || Plusieurs articles du Concordat reconnaissent pleinement aux évêques la légitime influence qu'ils doivent exercer sur l'éducation publique; tous ces articles ont été signalés comme devant être abolis ou modifiés de telle sorte, que les droits de l'Eglise, en tant que société légitime, indépendante, pouvant régler ses propres affaires, sont totalement méconnus. || S'il y a dans le monde une corporation ou société qui ait des droits d'institution divine, c'est bien l'Eglise; les évêques individuellement n'ont pas à attendre une permission de l'autorité civile pour enseigner la religion dans leurs diocèses; c'est au nom de Dieu et au nom de l'Eglise qu'ils remplissent ce devoir. || La loi qu'on appelle interconfessionnelle est le complément des lois précédentes, et porte encore de nombreuses atteintes aux droits de l'Eglise. Notamment: || L'article I[er] qui contient des stipulations relatives à la religion que doivent professer les enfants, qui sont contraires aux lois de l'Eglise et aux prescriptions du Concordat; || L'article XII conçu dans un esprit qui lèse la conscience catholique touchant la question des cimetières, tandis qu'il eût été si facile de s'entendre avec l'Eglise et de concilier ses droits avec les égards qui sont dus aux autres confessions; || L'article XIII qui, en abolissant les anciens réglements qui protégeaient à l'extérieur l'observation du repos du dimanche, laisse tant de facilité aux violations publiques de la loi dominicale que ce scandale augmente

Nr. 4817 (82). Röm. Curie. 26. Mai 1868.

d'une manière déplorable. || Toutes ces dispositions tiennent à un système dont les tendances anti-catholiques sont trop connues pour qu'il soit nécessaire de les signaler davantage. || Ces dispositions ont été votées par la majorité du Reichsrath, malgré les protestations unanimes des évêques et des membres des deux Chambres qui connaissent leur religion et qui tiennent pour sacrées et inviolables les stipulations des traités. || Aujourd'hui, tous les articles qui font l'objet de cette Note ont obtenu la sanction du Souverain et ont force de loi. || Devant ces faits d'une si haute gravité, il ne reste au représentant du Saint-Siége qu'à protester solennellement: 1° Contre la violation d'un traité bilatéral, conclu librement, avec bonne foi et dans toutes les formes requises pour le rendre obligatoire et inviolable aux deux parties contractantes. || 2° De plus il proteste contre les nombreuses dispositions des nouvelles lois sur le mariage, sur les écoles et sur les rapports interconfessionnels, qui sont des atteintes aux droits du Saint-Père comme Chef Suprême de l'Eglise catholique et des violations de la loi divine et ecclésiastique. || En remplissant ce pénible devoir, le soussigné constate que la responsabilité de tous ces faits ne peut en aucun cas retomber sur le Saint-Siége qui n'a failli à aucun de ces devoirs, et qui n'a rien négligé pour éclairer la conscience de ceux qui avaient à statuer sur tous ces actes. || Le Soussigné saisit, etc.

Vienne le 26 mai 1868. Falcinelli de Antoniacci.

Der Minister des Ausw. v. Beust beantwortete diesen Protest durch die Note vom 30. Mai 1868 in der dem Nuntius der Empfang der oben mitgetheilten Note angezeigt und die Hoffnung ausgesprochen wird, dass es dem in ausserordentlicher Mission nach Rom gesandten Herrn v. Meysenbug gelingen werde den Papst von der guten Gesinnung des Kaisers und seiner Regierung zu überzeugen. (S. dieselbe Staatsarchiv XV. p. 253 f.)

Nr. 4818. (83.)

OESTERREICH. Rundschreiben des Cultus- und Unterrichts-Ministers an die Bischöfe. — Bedeutung der Gesetze vom 25. Mai 1868.

Vering, Archiv l. c. N. F. XIV p. 168 f.

Nr. 4818 (83). Oesterreich. 1. Juni 1868.

Seine Majestät haben mit allerhöchster Entschliessung vom 25. v. M. dem Gesetze, wodurch die Bestimmungen des II. Hauptstückes des allg. bürgerl. Gesetzbuchs über das Eherecht der Katholiken wieder hergestellt, die Gerichtsbarkeit in Ehesachen der Katholiken den weltlichen Gerichtsbehörden überwiesen und Bestimmungen über die bedingte Zulässigkeit der Eheschliessung vor weltlichen Behörden erlassen werden; ferner dem Gesetze,

wodurch grundsätzliche Bestimmungen über das Verhältniss der Schule zur Kirche erlassen werden; endlich dem Gesetze, wodurch die interconfessionellen Verhältnisse der Staatsbürger in den darin angegebenen Beziehungen geregelt werden, die allerhöchste Sanction zu ertheilen geruht. In Folge dessen wird der Herr Justizminister das Erforderliche wegen Uebernahme der Gerichtsbarkeit in Ehesachen durch die weltlichen Gerichte veranlassen und mir liegt die Pflicht ob, jene legislativen Acte vorzubereiten und diejenigen Verfügungen zu treffen, welche durch die beiden letztgenannten Gesetze und namentlich in Beziehung auf die neu zu organisirende Schulaufsicht vorgezeichnet sind. Indem ich mich beehre, hievon amtlich in Kenntniss zu setzen, habe ich unter Hinweisung auf die genannten Gesetze selbst nicht nöthig, in eine nähere Erörterung ihres Inhaltes einzugehen, und füge nur, um jedem möglichen Zweifel im Vorhinein zu begegnen, bei, dass, was namentlich die Angelegenheit der Ehen von Katholiken anbelangt, zwar die durch das Patent vom 8. December 1856 anerkannten geistlichen Ehegerichte als solche in Hinkunft nicht mehr fortbestehen können, dass aber andrerseits ebenso unzweifelhaft das verfassungsmässige Recht der Kirche, ihre inneren Angelegenheiten selbstständig zu ordnen und zu verwalten, daher die für den Gewissensbereich erforderlichen und lediglich pro foro interno gültigen Verfügungen auch in Ehesachen zu treffen, hiedurch vollkommen unberührt bleibe. Im Hinblicke aber auf die mannigfachen Missdeutungen, welche der Standpunkt der Regierung bei den vorbereitenden Verhandlungen über diese Gesetze erfahren hat — halte ich es für meine Pflicht, dieser meiner Eröffnung noch Folgendes beizufügen. Die Regierung verkennt keineswegs die Tragweite jener Veränderungen, welche das Verhältniss des Staates zur Kirche durch die vorliegenden Gesetze in Oesterreich erfahren hat. Allein, wie sie dieselben als die nothwendige Consequenz jener Grundsätze betrachtet, welche in den Staatsgrundgesetzen mit bindender Kraft niedergelegt sind, so ist sie auch von der Ueberzeugung getragen, dass auf dem Boden der Freiheit der Kirche, welche diese gewährleisten, für die reichen Mittel der letzteren ein weites und unanfechtbares Feld segensreicher Wirksamkeit eröffnet ist. Die Freiheit der Kirche zu schützen, die ihr gebührende Achtung mit allen berechtigten Mitteln der Staatsgewalt aufrecht zu erhalten, ist die ernste Absicht der Regierung, und jede Einmischung der Staatsgewalt in das eigenthümliche Gebiet der Kirche wird ihr stets ferne liegen. Deshalb aber glaubt sie auch, dass die durch die obigen Gesetze veränderte Stellung der Kirche zum Staate jenes Verhältniss freundlicher Gegenseitigkeit zwischen beiden, dessen Wohlthätigkeit und Nothwendigkeit für den Staat wie für die Kirche sie vollkommen anerkennt, nicht zu trüben braucht und es ist ihr lebhafter Wunsch, wie ihre Hoffnung, dass sich dasselbe auf der neugeschaffenen Grundlage nur um so segensreicher entfalten und befestigen werde.

1. Juni 1868. v. Hasner.

Nr. 4819. (84.)

OESTERREICH. Aus dem Hirtenschreiben des Bischofs Fessler von St. Pölten. — Das Concordat verbinde die Katholiken im Gewissen und vor Gott auch nach Erlassung der Gesetze v. 25. Mai 1868. —

Roskovány, Mon. VIII p. 782 ff.

Nr. 4819 (84). Oesterreich. Juni 1868.

Ihr wisst Alle, dass vor zwölf Jahren der Papst und der Kaiser einen feierlichen Vertrag mit einander geschlossen haben, den man das Concordat nennt. In diesem Vertrage wurde nebst verschiedenen andern Bestimmungen auch Vorsorge getroffen, dass die Ehe und Schule in Oesterreich für die Zukunft in vollem Einklange mit den Gesetzen und Grundsätzen unserer heil. kath. Kirche sein und bleiben solle, weil Oesterreich von seiner damaligen Regierung als ein kath. Staat angesehen und behandelt wurde. Dieser Vertrag, den der Papst als Oberhaupt der kath. Kirche und der Kaiser als das Oberhaupt des kath. Staates abgeschlossen hatten, wurde von Jedem dieser Beiden als Gesetz den Untergebenen kundgemacht. Der Papst hat für die Katholiken in Oesterreich das Concordat als kirchliches Gesetz kraft seiner obersten Kirchengewalt angeordnet; der Kaiser hat für seine Unterthanen das Concordat als weltliches Gesetz kraft seiner höchsten Herrschergewalt im Kaiserthume Oesterreich verbindlich erklärt. So war denn jeder kath. Christ in Oesterreich dem Concordate Gehorsam schuldig aus doppeltem Grunde, einmal weil es durch den Papst als kirchliches Gesetz erklärt war, und dann weil es durch den Kaiser auch als weltliches Gesetz erklärt war. Dieses Rechtsverhältniss, welches durch zwölf Jahre bestanden hat, ist seit dem 25. Mai d. J. etwas geändert worden. An diesem genannten Tage, dem Gedächtnisstage des heiligen Papstes Gregor VII. sind in Oesterreich durch die jetzt zur Gesetzgebung in Folge der neuen Verfassung berufenen Faktoren neue Gesetze über die Ehe und über die Schule, und einige andere kirchliche Verhältnisse zu Stande gekommen, wodurch die hierüber im Concordate enthaltenen Bestimmungen aufgehoben oder abgeändert werden, weil Oesterreich fortan nicht mehr als kath. Staat gelten soll, sondern die verschiedenen in Oesterreich bestehenden Religionen gleichberechtigt sein sollen. Durch diese neuen Gesetze ist somit erklärt, dass das Concordat hinsichtlich seiner Bestimmungen über die Ehe und über die Schule nicht mehr als weltliches Gesetz in Oesterreich anzusehen sei. Aber das Concordat war nicht blos, wie ich euch eben zuvor erklärt habe, weltliches Gesetz durch den Kaiser, sondern es war auch kirchliches Gesetz durch den Papst, und als kirchliches Gesetz besteht es noch jetzt für Alle, welche katholische Christen sind, und daher kraft ihres Glaubens den Papst als das sichtbare Oberhaupt der kath. Kirche erkennen und ihm den schuldigen Gehorsam leisten; und es wird als

kirchliches Gesetz, welches die kath. Christen des Kaiserthums Oesterreich im Gewissen und vor Gott zum Gehorsam verpflichtet, so lange fortbestehen, bis der Papst, von dem es als kirchliches Gesetz seine verbindende Kraft hat, dasselbe aufhebt oder abändert. Ihr seht demnach wohl selbst, meine Geliebten, dass wir Alle, die wir den Namen katholische Christen tragen, ich selbst und meine Seelsorger, und ihr Gläubige, alle ohne Ausnahme, dem Concordate als einem für die Katholiken in Oesterreich vorgeschriebenen kirchlichen Gesetze noch immerfort Gehorsam schuldig sind, wenn auch die Staatsgewalt dasselbe in einzelnen Theilen nicht mehr als weltliches Gesetz gelten lässt.

Nr. 4819 (84). Oesterreich. Juni 1868.

Die oben mitgetheilte Stelle, ihrem wesentlichen Inhalte nach in den Hirtenbriefen aller Bischöfe enthalten, charakterisirt die Haltung welche der Episcopat zu den neuen staatskirchlichen Gesetzen einzunehmen beabsichtigte. Besondere Instructionen der Bischöfe an den Curat-Clerus ertheilten diesem eingehende Normen für sein Verhalten. (S. die Hirtenbriefe und Instructionen in Roskovány, Mon. VIII und in Katholische Stimmen aus Oesterreich. Wien 1860 f.) In einzelnen dieser Schriftstücke, so in dem gemeinsamen Hirtenbrief und in der Instruction des böhmischen Episcopates vom Juni 1868, ferner in dem Hirtenbrief des Bischof von Linz v. 7. Sept. 1868 erblickte die Staatsbehörde das Verbrechen der Störung der öffentlichen Ruhe und confiscirte dieselben. Die Gerichte sprachen in allen Instanzen das Verbot der Verbreitung dieser Druckstücke aus und verurtheilten den Bischof von Linz zu Gefängnissstrafe, welche jedoch in Folge kaiserlicher Begnadigung nicht zur Ausführung gelangte. (Eine Sammlung dieser Actenstücke s. in Der Episcopat in Böhmen und Oesterreichs Justiz. Regensburg 1869, wozu Ergänzungen in Verings Archiv l. c. N. F. XVI p. 161 ff. — Actenstücke über den Criminalprocess des Bischof von Linz im Archiv l. c. N. F. XVI p. 166 ff. und 323 ff. und in Roskovány, Mon. VIII p. 839 ff. Daselbst p. 953 auch das Schreiben des Papstes, worin dem Redakteur des Tyroler Volksblattes, welcher wegen „Bekämpfung der neuheidnischen Gesetze" in Untersuchung stand, alles Lob gespendet wird für die muthige Vertheidigung der Rechte und Freiheiten der Kirche.)

Nr. 4820. (85).

RÖMISCHE CURIE. Allocution Pius IX. im geheim. Consistorium vom 22. Juni 1868. — Ueber das österreichische Staatsgrundgesetz und die Gesetze vom 25. Mai 1868. —

Lat. Orig. Roskovány, Mon. VIII p. 780 ff.

Ehrwürdige Brüder! Niemals hätten wir geglaubt, ehrwürdige Brüder, dass wir nach der Convention, die wir zur Freude aller Guten mit dem Kaiser von Oesterreich und apostolischen König vor etwa dreizehn Jahren

Nr. 4820 (85). Röm. Curie. 22. Juni 1868.

Nr. 4820 (85). Röm. Curie. 22. Juni 1868.

abgeschlossen, gezwungen werden könnten, am heutigen Tage die überaus schweren Kränkungen und Bedrängnisse zu beklagen, mit welcher nun die Kirche im Kaiserthume Oesterreich durch feindselige Menschen auf traurige Art heimgesucht und verfolgt wird. || Am 21. Dec. des vorigen Jahres wurde nämlich von der österreichischen Regierung ein wahrhaft unseliges (infanda sane) Gesetz als Staatsgrundgesetz gegeben, das in allen Theilen des Reiches, auch den rein katholischen, volle Gültigkeit haben soll. Durch dieses Gesetz wird eine unbedingte Freiheit aller Meinungen und Presserzeugnisse, des Glaubens, des Gewissens und der Lehre festgestellt; wird den Bürgern jedes Cultus die Erlaubniss ertheilt, Unterrichts- und Erziehungs-Anstalten zu errichten; werden alle wie immer gearteten Religionsgenossenschaften einander gleichgestellt und vom Staate anerkannt. | Sobald wir davon zu unserem Schmerze Kunde erhielten, hätten wir gern gleich unsere Stimme erhoben, doch zogen wir, der Langmuth folgend, das Schweigen vor, besonders in der Hoffnung, die Oesterreichische Regierung werde den gerechtesten Vorstellungen unserer ehrwürdigen Brüder, der Bischöfe Oesterreichs, ein gelehriges Ohr schenken, gesünderen Rath annehmen und besseren Sinnes werden. Vergeblich waren aber unsere Hoffnungen. Am 25. Mai d. J. erliess dieselbe Regierung ein Gesetz, das alle Völker jenes Reiches, auch die katholischen, verpflichtet und befiehlt: die Kinder aus gemischten Ehen folgen der Religion des Vaters, wenn sie männlich, der Mutter, wenn sie weiblich sind; Kinder unter sieben Jahren müssen am Abfalle der Eltern vom rechten Glauben Theil nehmen. Durch dasselbe Gesetz wird ausserdem alle verbindliche Kraft jenen Versprechungen genommen, welche die katholische Kirche mit Grund und vollstem Rechte begehrt und vorschreibt, bevor eine Misch-Ehe eingegangen wird; die Apostasie von der katholischen wie von der christlichen Religion wird zum bürgerlichen Rechte erhoben, alle Autorität der Kirche über die Friedhöfe beseitigt und den Katholiken auferlegt, auf ihren Gottesäckern die Leichen der Ketzer zu beerdigen, wenn letztere eigene Friedhöfe nicht haben. Am selben Tage, dem 25. Mai d. J., scheute sich dieselbe Regierung nicht, auch ein Ehegesetz zu veröffentlichen, das die auf Grund unserer obenerwähnten Convention erlassenen Gesetze vollständig aufhebt und die alten Oesterreichischen Gesetze, die mit dem Kirchengesetze im schroffsten Gegensatze stehen, wieder einführt; desgleichen wird die höchst verwerfliche sogenannte Civilehe eingeführt und für den Fall angeordnet, dass die Kirchenbehörde die Eheschliessung verweigert aus einem Grunde, der von der bürgerlichen Gewalt nicht als gültig und gesetzlich anerkannt wird. Mit eben diesem Gesetze hat auch jene Regierung alle Autorität und Gerichtsbarkeit der Kirche in Ehesachen, sowie die Ehegerichte derselben aufgehoben. Eben so hat sie ein Gesetz über die Schulen veröffentlicht, durch welches aller Einfluss der Kirche beseitigt und verfügt wird, dass die oberste Leitung des Unterrichts- und Erziehungswesens, so wie die Aufsicht und Ueberwachung der Schulen allein dem Staate zustehe und nur der Religionsunterricht in den Volksschulen den

verschiedenen Cultusbehörden überlassen sei, dass weiter jede Religions-Gesellschaft ohne Unterschied eigene Schulen für die Kinder ihres Glaubensbekenntnisses errichten könne, unter der Bedingung, dass auch diese Schulen der obersten Staatsaufsicht unterliegen und die Lehrbücher von den Civilbehörden geprüft werden, mit Ausnahme jener Bücher, welche dem Religionsunterrichte dienen und von der Kirchenbehörde zu prüfen sind. ‖ Ihr seht mithin, ehrwürdige Brüder, wie verwerflich und verdammenswerth jene von der Oesterreichischen Regierung erlassenen abscheulichen (*abominabiles*) Gesetze sind, welche die Lehre der katholischen Kirche, ihre ehrwürdigen Rechte, ihre Autorität und göttliche Constitution, so wie die Gewalt unserer und dieses apostolischen Stuhles, unsere erwähnte Convention, ja das Naturrecht selbst auf's Höchste verletzen. ‖ Von der Sorge für alle Kirchen, die Christus der Herr uns übertrug, geleitet, erheben wir denn die apostolische Stimme in dieser Eurer erlauchten Versammlung, und kraft unserer apostolischen Autorität verwerfen und verdammen wir die angeführten Gesetze und im Allgemeinen wie im Besonderen Alles, was in diesen wie in anderen Dingen gegen die Rechte der Kirche von der Oesterreichischen Regierung oder von untergeordneten Behörden verordnet, gethan und wie immer verfügt worden ist; kraft derselben Autorität erklären wir diese Gesetze sammt ihren Folgerungen als durchaus nichtig und immerdar ungültig (*nulliusque roboris fuisse ac fore*). Die Urheber derselben aber, besonders die sich Katholiken zu sein rühmen, und Alle, die besagte Gesetze vorzuschlagen, zu beschliessen, zu approbiren und auszuführen sich unterfingen, ermahnen und beschwören wir, der Censuren und gerichtlichen Strafen zu gedenken, die nach den apostolischen Constitutionen und den Decreten der ökumenischen Concilien Diejenigen, welche die Rechte der Kirche verletzen, *ipso facto* auf sich laden. Inzwischen aber wünschen wir von ganzem Herzen Glück im Herrn und spenden wir verdientes Lob unseren ehrwürdigen Brüdern, den Erzbischöfen und Bischöfen Oesterreichs, welche mit bischöflicher Kraft nicht abgelassen haben, in Wort und Schrift die Sache der Kirche und unsere vorerwähnte Uebereinkunft unerschrocken zu wahren und zu vertheidigen und die Heerde an ihre Pflicht zu mahnen. Und gar sehr wünschen wir, dass unsere ehrwürdigen Brüder, die Erzbischöfe und Bischöfe von Ungarn, das herrliche Beispiel ihrer Amtsbrüder nachahmen und mit dem gleichen lebendigen Eifer auf die Wahrung der Rechte der Kirche und auf die Vertheidigung dieser Uebereinkunft alle Mühe verwenden mögen. In so grossen Bedrängnissen aber, von welchen die Kirche in diesen höchst betrübenden Zeiten überall heimgesucht wird, wollen wir nicht aufhören, ehrwürdige Brüder, mit immer glühenderem Eifer in der Demuth unseres Herzens Gott zu bitten, dass er mit seiner allmächtigen Kraft alle die ruchlosen Anschläge seiner und seiner heiligen Kirche Feinde zunichte machen und ihre gottlosen Bestrebungen unterdrücken, ihren Sturm abschlagen und sie in seiner Barmherzigkeit auf die Pfade der Gerechtigkeit und des Heiles zurückführen möge.

Nr. 4821. (86.)

OESTERREICH. Depesche des Ministers d. Ausw. an den kaiserl. Bevollmächtigten v. Meysenbug in Rom. — Bedauern über den heftigen Ton und die schroffe Form der päpstl. Allocution. —

Staatsarchiv l. c. XV p. 100 ff.

Nr.4821 (86). Oesterreich. 3. Juli 1868.

J'ai reçu avec vos rapports du 22 et du 23 juin le texte de l'allocution prononcée par le saint-père dans le consistoire du 22. J'ai déjà fait connaître à Votre Excellence par le fil électrique la fâcheuse impression que cette manifestation a produite ici. Les explications que donne votre expédition du 23 ne sauraient mitiger l'effet des paroles du saint-père. Nous apprécions assurément les égards observés pour la personne de l'empereur, et Sa Majesté n'est certes pas insensible à cette marque de déférence. Nous voulons croire, ainsi que Votre Excellence nous l'affirme, que l'allocution pontificale, comparée à beaucoup d'autres documents de même nature émanés du Saint-Siége, ne laisse pas que de porter l'empreinte d'une certaine tendance à tempérer les expressions autant que le point de vue de l'Eglise le permet. Il n'en reste pas moins avéré que le langage dont la Sainteté s'est servie à l'égard du gouvernement impérial et des nouvelles institutions de l'Autriche est d'une sévérité dont nous pensons avoir quelque droit de nous plaindre. Je ne voudrais pas entrer à cette occasion dans une polémique peu conforme à mes sentiments de respect pour le Saint-Siége et à mon désir de conciliation. Toutefois, je ne puis me dispenser de quelques observations que j'invite Votre Excellence à porter à la connaissance de la cour de Rome. Nous ne saurions, en premier lieu, reconnaître l'obligation où le saint-père se serait trouvé de suivre certains précédents et d'user envers l'Autriche des mêmes procédés qu'envers d'autres pays, dont le gouvernement pontifical à eu a se plaindre. Est-il possible, en effet, d'établir ici une comparaison? Avons-nous porté atteinte au territoire ou aux biens de l'Eglise; avons-nous opprimé la religion catholique et ses ministres? En mettant même de pareils exemples hors de cause, nous pouvons, je crois, hardiment avancer qu'il n'y a pas de pays en Europe où l'Eglise catholique ait encore une position aussi privilégiée, qu'en Autriche, malgré les lois du 25 mai. Cette circonstance aurait pourtant mérité qu'on en tînt compte et qu'on ne confondît pas le gouvernement impérial dans la même réprobation que celle dont on a frappé des gouvernements bien autrement en oppostion avec l'Eglise et la religion catholique. Nous comprenons fort bien que le saint-père ait jugé indispensable de protester contre des lois qui modifient la situation créée par le concordat de 1855. Nous nous attendions pleinement à une démarche de ce genre et nous aurions pu l'accepter en silence lors même que sa forme eût été moins conciliante qu'il nous était permis de l'espérer. Mais ce que nous

ne pouvons laisser passer sans objection c'est la condamnation lancée contre les lois fondamentales sur lesquelles reposent les nouvelles institutions de l'empire. Ces lois n'étaient pas en cause; en les attaquant de la sorte, le Saint-Siége blesse profondément le sentiment de la nation et donne au différend actuel une portée des plus regrettables, même dans l'intérêt de l'Eglise. Au lieu de contester simplement telle ou telle application des principes qui servent de bases au Gouvernement actuel de l'Autriche, et qui sont le fruit du plus heureux accord entre les peuples de l'empire et leur souverain, ce sont ces principes eux-mêmes qui sont réprouvés. Le Saint-Siége étend ainsi ses représentations à des objets que nous ne pouvons en aucune façon regarder comme relevant de son autorité. Il envenime une question qui n'excitait déjà que trop les esprits en se plaçant sur un terrain où les passions politiques viennent se joindre aux passions religieuses. Il rend enfin plus difficile une attitude conciliante du Gouvernement en condamnant des lois qui renferment le principe de la liberté de l'Eglise et lui offrent ainsi une compensation pour les priviléges qu'elle perd. || Il n'est pas inutile non plus de remarquer ici que ces lois garantissent expressément à l'Eglise la propriété des biens qu'elle possède en Autriche. Cette stipulation prouve que les lois en question ne portent pas un caractère hostile à l'Eglise, puisqu'elles la maintiennent dans des droits dont elle a été privée dans tant d'autres pays. Il ne m'appartient pas de juger dans quelle mesure cette dernière considération pourrait servir à adoucir les appréciations de la cour de Rome. Ce qui, à mes yeux, n'offre pas une ombre de doute, c'est que les populations de l'Autriche trouveront une consolation à se rappeler que plus d'un pays très-catholique obéit à des dispositions légales analogues, tout en vivant en paix avec l'Eglise, et qu'il existe surtout en Europe un grand et puissant empire dont les tendances vers le progrès et la liberté se sont toujours alliées à un attachement très-prononcé à la foi catholique et qui, régi par des lois tout aussi abominables, s'est trouvé heureux jusque dans ces derniers temps des sympathies indulgentes du Saint-Siége. || Ma dépêche du 17 juin dernier prévoyait les suites fâcheuses que produirait l'allocution, si elle n'était pas conçue dans des termes très-mesurés. Je regrette vivement que la cour de Rome n'ait pas tenu plus de compte de mes prévisions. Elles se sont depuis entièrement réalisées. Je ne crois pas que les populations catholiques de l'empire éprouvent aujourd'hui un zèle plus grand que par le passé pour les intérêts de leur religion. Par contre, nous voyons un redoublement d'ardeur dans les attaques dirigées contre l'Eglise, le clergé et le pape. Cette hostilité serait contenue dans de plus étroites limites et s'apaiserait plus facilement, si les questions spéciales touchées par les lois du 25 mai avaient seules été abordées dans l'allocution pontificale. || Je dois, avant de terminer, exprimer encore ici la pénible surprise que nous a causée l'appel adressé aux évêques hongrois dans les dernières phrases de l'allocution. Il me semble qu'on devrait se féliciter à Rome du tact parfait et de la réserve avec lesquels ces

Nr. 4821. (86). Oesterreich. 3. Juli 1868. matières délicates ont été traitées jusqu'ici en Hongrie. Il ne saurait être désirable à aucun point de vue de susciter de nouveaux différends et d'augmenter ainsi les embarras qui existent déjà. Mais c'est surtout dans l'intérêt même de la cour de Rome qu'il nous paraît peu opportun d'éveiller la susceptibilité nationale des Hongrois. L'apparence d'une pression étrangère produirait dans cette nation un résultat tout contraire aux désirs du Saint-Siége et nous verrions se former contre l'influence légitime de la cour de Rome un orage tout aussi fort que celui qui s'est déchaîné de ce côté-ci de la Leitha. || Telles sont, M. le baron, les observations que nous a suggérées la lecture de l'allocution pontificale. Veuillez ne point les laisser ignorer à S. Em. le cardinal secrétaire d'Etat. Nous n'en persévérerons pas moins dans la voie que nous nous sommes tracée tout d'abord. Tout en continuant à maintenir intacts les droits de l'Etat et à faire respecter les lois, nous laisserons l'Eglise jouir en paix des libertés que nos lois lui garantissent et nous nous efforcerons d'apporter dans les relations mutuelles de l'Etat et de l'Eglise un esprit de conciliation et d'équité qui sera, je l'espère, réciproque. || Votre Excellence voudra bien se rendre l'organe fidèle de ces sentiments et elle ne fera ainsi que se conformer aux vues de l'empereur, notre auguste maître. || Recevez, etc.

Vienne, le 3 juillet 1868. Beust.

Nr. 4822. (87.)

WÜRTEMBERG[1]. Königliche Verordnung. — Bekanntmachung einer auf die Verhältnisse der kath. Kirche im Königreiche bezüglichen päpstlichen Bulle. —

Regierungsblatt für Würtemberg. Jahrg. 1857. Nr. 16 p. 109 f.

Wilhelm, von Gottes Gnaden König von Würtemberg.

Nr. 4822 (87). Würtemberg. 21. Dec. 1857. Wir haben Uns bewogen gefunden, behufs einer näheren Regelung der Verhältnisse der katholischen Kirche Unseres Landes zu der Staatsgewalt mit dem römischen Stuhle in Unterhandlung zu treten, und es ist unter dem 8. April d. J. eine Vereinbarung zu Stande gekommen, welcher Wir, nach Vernehmung Unseres Geheimen-Rathes, unter Vorbehalt der ständischen Zustimmung zu den eine Aenderung der Landesgesetzgebung in sich schliessenden Punkten Unsere höchste Genehmigung ertheilt haben. || In Folge dieser Vereinbarung hat der päpstliche Stuhl unter dem 22. Juni 1857 die in der Beilage angeschlossene Bulle erlassen, welche mit den Worten „Cum in Sublimi

---

[1]) Vergl. Nr. 4762—71 (27—36) und Nr. 4790—95 (55—60).

Principis" beginnt und in dreizehn Artikeln das Hauptstück der getroffenen Vereinbarung genau und vollständig enthält. || Da die in jenen Artikeln der katholischen Kirche eingeräumten Rechte und Freiheiten theils in den, in besonderen Beilagen zu dem Hauptvertrage vereinbarten näheren Festsetzungen über deren Ausübung, theils in der Landesgesetzgebung, soweit sie von der Vereinbarung unberührt bleibt, diejenige Umgrenzung finden, unter welcher die in der Verfassungs-Urkunde der katholischen Kirche zugestandene Autonomie in ihren inneren Angelegenheiten mit Unserem ebenfalls verfassungsmässigen und unveräusserlichen oberstholheitlichen Schutz- und Aufsichts-Rechte im Einklange steht, so ist die genannte päpstliche Bulle von Uns angenommen worden und bringen Wir nunmehr dieselbe andurch zur allgemeinen Kenntniss. Hinsichtlich der Vollziehung der Vereinbarung sind die betheiligten Ministerien, jedes in seinem Geschäftskreise, beauftragt, das Erforderliche einzuleiten oder anzuordnen. Gegeben, Stuttgart den 21. December 1857.

Wilhelm.

Der Minister der auswärt. Angel.: Hügel. Der Departement-Chef des Kirchen- und Schulwesens: Rümelin. Auf Befehl des Königs der Chef des Geheimen Cabinets: Maucler.

Reyscher, Das österr. und würtemb. Concordat. Tübingen 1858. R. Probst, Die Convention der würtemb. Regierung mit dem päpstl. Stuhle Stuttg. 1860. O. Sarwey, Das würtemb. Concordat. Stuttgart 1860. O. Wächter, Würtemberg und Rom vor 300 Jahren, und Concordat und Recht in Würtemberg. Stuttgart 1860. 1861. — Brück, Die oberrh. Kirchenprovinz. Mainz 1868. F. Riess, Die würtemb. Convention. Freiburg 1858. — Ausführliche Literaturanzeigen über das würtemb. Concordat giebt Warnkönig in Schletter, Jahrbücher V. p. 61—76 und Moy im Archiv f. kath. K.-R. II ff.

Die Grundlage für die Concordatsverhandlungen Würtembergs mit der Curie bildeten die vom Cardinal-Staatssecretär Antonelli den Regierungen von Würtemberg, Baden und Nassau, in fast wörtlich gleichlautender Fassung übergebenen „Basi per la Convenzione fra la Santa Sede ed il Governo etc." (S. dieselben in deutscher Uebersetzung Friedberg, Grenzen l. c. Beilage XVI.) In Uebereinstimmung mit diesen Grundlagen wurde dann am 8. April das Concordat abgeschlossen und am 21. Dec. 1857 in der oben mitgetheilten Form publicirt. Obwohl diess unter dem Vorbehalte der ständischen Zustimmung geschah, suchte die Regierung dann doch, des Erfolges nicht sicher, die Beschlussfassung der Stände über die Convention möglichst hinauszuschieben. Erst im März 1861 beschäftigte sich die Kammer der Abgeordneten mit der Convention, veranlasst durch den von der Regierung vorgelegten Gesetzentwurf „betreffend die nähere Regelung der Verhältnisse der kath. Kirche zur Staatsgewalt auf Grund der Vereinbarung mit dem Papste". (S. denselben Moy, Archiv l. c. VI p. 403 ff.). Nach fünftägiger Berathung erklärte sie die Vereinbarung als unverbindlich und legte gegen deren Vollzug Verwahrung ein. (S. Nr. 90.) Hierauf wurde durch königliches Rescript an den ständischen Ausschuss

Nr. 4822 (87). Würtemberg. 21. Dec. 1857.

vom 13. Juni (s. Nr. 91), sowie durch die Note der Regierung an den Cardinal Antonelli v. 12. Juni 1861 die Convention als gescheitert und durch das Gesetz vom 30. Januar 1862 (s. Nr. 95) als aufgehoben erklärt. (S. die Note der Regierung, welche im Wesentlichen mit dem Rescripte übereinstimmt, Vering, Archiv l. c. N. F. p. 471 und die Antwortnote Antonelli's Nr. 92.)

Nr. 4823. (88.)

RÖMISCHE CURIE. Die Bulle „Cum in Sublimi Principis". — Confirmation des würtembergischen Concordates.

Lat. Orig. Nussi, Conventiones p. 321 ff. Deutsche Uebers. Regierungsbl. f. Würtemb. Jahrg. 1857. Nr. 16 p. 111 ff.

Pius, Bischof, Knecht der Knechte Gottes. Zum immerwährenden Gedächtniss.

Nr. 4823. (88). Röm. Curie. 22. Juni 1857.

Wie Wir in Unserer Stellung auf dem erhabenen Stuhl des Fürsten der Apostel, die Wir nicht Unserem Verdienste fürwahr, sondern dem verborgenen Rathschluss der göttlichen Vorsehung verdanken, die ganze Uns von dem Herrn Christo selbst anvertraute Christenheit zu lenken und zu schützen und ihre Wohlfahrt und ihr Gedeihen ohne Unterlass mit allen Kräften zu wahren und zu mehren verpflichtet sind: so haben Wir hienach insonderheit die angelegenste Sorge Unseres apostolischen Wächteramtes mit allem Eifer den Kirchenprovinzen des Oberrheins zugewendet, damit dort Unsere allerheiligste Religion immer weiteres Wachsthum erlangen, und von Tag zu Tag gesegneter und erfreulicher wirken und erblühen möge. Denn wenn auch, wie allbekannt, Unsere Vorgänger preiswürdigen Andenkens, zumal Pius VII. durch sein apostolisches Schreiben vom 16. August 1821: Provida solersque, und Leo XII. durch das weitere vom 11. April 1827: Ad Dominici gregis custodiam, für die kirchlichen Angelegenheiten dieser Provinzen und das geistliche Wohl ihrer Gläubigen sorgfältig bedacht zu sein strebten; so erkannten Wir doch alsbald, dass Wir um der veränderten Zeitverhältnisse willen durchaus neuen Bedacht nehmen müssen, sowohl auf die Sorge für die weitere Wohlfahrt jener Gläubigen, als auch auf die Entfernung derjenigen Schwierigkeiten, welche sich zumal in neuester Zeit erhoben hatten. Es gereichte Uns daher zur hohen Freude, als der durchlauchtigste und mächtigste Fürst, Wilhelm I., Würtembergs erlauchter König, von Uns begehrte, dass Wir die kirchlichen Angelegenheiten in seinem Königreiche ordnen möchten. Bereitwilligst den Wünschen dieses durchlauchtigsten Fürsten, die auch Unsere lange genährten und innigsten Wünsche waren, nachkommend, glaubten Wir desshalb ohne Verzug eine Uebereinkunft schliessen zu sollen. So haben wir denn sofort Hand an dieses hochwichtige Werk gelegt, und Unseren geliebten Sohn Carl

August, den Cardinalpriester der heiligen römischen Kirche, von Reisach, ausgezeichnet durch Frömmigkeit, Gelehrsamkeit und Klugheit, mit den nöthigen Vollmachten und Anweisungen, abgeordnet, dass er mit Unserem geliebten Sohne Adolf Freiherrn von Ow, dem bevollmächtigten Minister des Königs von Würtemberg bei Seiner Kaiserlich Apostolischen Majestät, der mit ausgedehnten Aufträgen an Uns gesendet worden war, die ganze Sache mit Eifer und Sorgfalt zu verhandeln und zu bereinigen trachte. Und weil Wir an dem durchlauchtigsten und mächtigsten König von Würtemberg ebenso den Ruhm der hohen Gerechtigkeit, Billigkeit und Seelengrösse kannten, als die wohlwollenden Gesinnungen, welche er gegen seine katholischen Unterthanen hegt, so waren Wir der lebhaften und fast gewissen Hoffnung, dass die Angelegenheit, mit Gottes Hilfe, nach Unserem Verlangen zu einem glücklichen Ausgang geführt werde. Diese Hoffnung — dess freuen Wir Uns jetzt innigst, ist nicht vergeblich gewesen. Nach einer so eingehenden Berathung, wie sie die Wichtigkeit der Sache nur forderte, ist die Uebereinkunft in einer Reihe von Artikeln verfasst, und von Unseren ehrwürdigen Brüdern Cardinälen der heiligen Römischen Curie, welche zu der in ausserordentlichen kirchlichen Angelegenheiten beauftragten Congregation gehören, geprüft, mit dem durchlauchtigsten König geschlossen und zum erwünschten Ausgang geführt worden. Nachdem aber die Artikel dieser Uebereinkunft sowohl von Unserem als von dem königlichen Bevollmächtigten am 8. April d. J. unterschrieben worden sind, glaubten Wir die Uebereinkunft mit Unserer höchsten Autorität bestätigen zu sollen, und leben der Zuversicht, dass sie unter dem Segen des Herrn zur rechten Wohlfahrt der Seelen und zum Besten der katholischen Kirche gereichen werde. Die Uebereinkunft lautet, wie folgt: . . . . [das Concordat s. Nr. 89] . . . .

Nachdem nun die Bestimmungen und Vereinbarungen dieser Uebereinkunft in allen einzelnen Punkten, Vorbehalten, Artikeln und Bedingungen sowohl von Uns, als von dem durchlauchtigsten und mächtigsten König von Würtemberg, Wilhelm I., gebilligt, bestätigt und ratificirt waren und der durchlauchtigste Fürst dringend verlangte, dass Wir zur Sicherung ihres Bestandes das Vollgewicht Unserer apostolischen Bekräftigung beilegen, und mit feierlicher Autorität und Dekret von Unserer Seite dafür eintreten möchten, so wollen Wir in Kraft des Gegenwärtigen, in der vollen Zuversicht auf den Herrn, dass er nach seiner Barmherzigkeit diese Unsere Bemühungen für die Bereinigung der kirchlichen Angelegenheiten im Königreich Würtemberg mit dem reichen Segen seiner göttlichen Gnade begleiten werde, nach Unserem zuverlässigen Wissen und reiflicher Erwägung und aus der Vollmacht der apostolischen Gewalt, die vorgenannten Conventionen, Capitel, Bestimmungen, Vereinbarungen und Einräumungen billigen, ratificiren und annehmen, und denselben die Kraft und die Wirksamkeit der apostolischen Feststellung und Bekräftigung beilegen, und versprechen und geloben in Unserem sowohl als Unserer Nachfolger Namen, dass Alles in denselben Ent-

Nr. 4823 (88). Röm. Curie. 22. Juni 1857.

haltene und Zugesagte aufrichtig und unverletzlich von Unserer und des heiligen Stuhles Seiten erfüllt und gehalten werden wird. || Unseren ehrwürdigen Bruder aber, den geistlichen Oberhirten in seinem Königreiche, und alle anderen daselbst lebenden Katholiken, Geistliche sowohl als Laien, können Wir nicht inständig genug ersuchen und ermahnen, dass jeder an seinem Theile alle vorerwähnten Bestimmungen zur Ehre Gottes und zum Ruhme des christlichen Namens mit Eifer und Sorgfalt beobachte, und dass sie sich ernstlich bemühen, alle ihre Gedanken und Sorgen anhaltend darauf zu richten, dass die Reinheit der katholischen Lehre, die Schönheit des Gottesdienstes, und der Glanz der kirchlichen Zucht, der Gehorsam gegen die Gesetze der Kirche und ein ehrbares Leben, dass die Liebe zu christlicher Frömmigkeit und Tugend und ihre Früchte in dem Königreiche täglich heller strahlen mögen: || . . . . . [folgt die übliche Schlussclausel] . . . .

Gegeben zu Bologna, am 22. Juni 1857, im zwölften Jahre Unseres Pontificats.

Stelle des † Blius.

Nr. 4824. (89.)

WÜRTEMBERG-RÖMISCHE CURIE. Das Würtembergische Concordat. Abgeschlossen Rom, 8. April 1857. Ratificationen ausgewechselt 5. Juni. Kirchliche Publication 22. Juni, staatliche 21. Dec. 1857.

Lat. Orig. Nussi, Conventiones p. 323 ff. Deutsche Uebers. Regierungsbl. f. Würtemb. Jahrg. 1857. Nr. 16. p. 114 ff.

Im Namen der allerheiligsten und untheilbaren Dreifaltigkeit.

Vereinbarung zwischen Seiner Heiligkeit Papst Pius IX. und Seiner königlichen Majestät Wilhelm I., König von Würtemberg.

Nr. 4824 (89). Würtemberg-Röm. Curie. 8. April 1857.

Seine Heiligkeit Papst Pius IX. und Seine Königliche Majestät Wilhelm I., König von Würtemberg, haben, um die Angelegenheiten der römisch-katholischen Kirche im Königreiche Würtemberg zu ordnen, zu Ihren Bevollmächtigten ernannt, nämlich der heilige Vater Seine Eminenz den Herrn Carl August von Reisach, Cardinalpriester der heiligen römischen Kirche vom Titel der heil. Anastasia, und Seine Majestät der König von Würtemberg den adeligen Herrn Adolf Freiherrn von Ow, Höchst Dero bevollmächtigten Minister bei Seiner Kaiserlich Königlich Apostolischen Majestät, dem Kaiser von Oesterreich und Geheimen Legationsrath etc. || Nachdem diese Bevollmächtigten ihre authentischen Bevollmächtigungs-Urkunden ausgewechselt und richtig befunden hatten, sind dieselben über nachstehende Artikel übereingekommen. || Art. I. In Betreff der Besetzung des bischöflichen Stuhles von Rottenburg, der Canonicate und der Präbenden an der Domkirche bleibt es

Nr. 4824 (89). Würtemberg-Röm. Curie. 8. April 1857

lediglich bei dem mit dem heil. Stuhle früher vereinbarten Verfahren. Art. II. Der Bischof wird, bevor er die Leitung seiner Kirche übernimmt, vor Sr. königl. Majestät den Eid der Treue in folgenden Worten ablegen: „Ich schwöre und gelobe auf Gottes heiliges Evangelium, wie es einem Bischof geziemt, Eurer königl. Majestät und Allerhöchst Ihren Nachfolgern Gehorsam und Treue. Ingleichen schwöre und gelobe ich, an keinem Verkehre oder Anschlage, welcher die öffentliche Ruhe gefährdet, Theil zu nehmen und weder inner noch ausser den Grenzen des Königreichs irgend eine verdächtige Verbindung zu unterhalten; sollte ich aber in Erfahrung bringen, dass dem Staate irgend eine Gefahr drohe, zu Abwendung derselben Nichts zu unterlassen.“ || Art. III. Die königl. Regierung wird die von ihr stets anerkannte Verbindlichkeit zur realen Dotation des Bisthums erfüllen; sobald es die Verhältnisse zulassen. || Art. IV. Zur Leitung seiner Diöcese wird der Bischof die Freiheit haben, alle jene Rechte auszuüben, welche demselben in Kraft seines kirchlichen Hirtenamtes laut Erklärung oder Verfügung der heiligen Kirchengesetze nach der gegenwärtigen, vom heil. Stuhle gutgeheissenen Disciplin der Kirche gebühren, und insbesondere a) alle Pfründen zu verleihen, mit Ausnahme von jenen, welche einem rechtmässig erworbenen Patronatsrechte unterliegen; b) seinen Generalvicar, die ausserordentlichen Mitglieder des Ordinariates, sowie die Landdecane zu erwählen, zu ernennen, beziehungsweise zu bestätigen; c) die Prüfungen für die Aufnahme in das Seminarium und für die Zulassung zu Seelsorgerstellen anzuordnen, auszuschreiben und zu leiten; d) den Klerikern die heiligen Weihen zu ertheilen, nicht nur auf die bestehenden canonischen, sondern auch auf den von ihm selbst anzuweisenden Tischtitel hin; e) nach den canonischen Vorschriften alles das anzuordnen, was den Gottesdienst, die kirchlichen Feierlichkeiten und diejenigen Religionsübungen betrifft, welche die Aufweckung und Befestigung des frommen Sinnes der Gläubigen zum Zwecke haben; f) Diöcesansynoden einzuberufen und abzuhalten, sowie Provinzialconcilien zu besuchen; g) in seinem Kirchensprengel vom heil. Stuhl genehmigte religiöse Orden oder Congregationen beiderlei Geschlechts einzuführen. Jedoch wird sich der Bischof, betreffend diesen letzteren Punkt, in jedem einzelnen Fall mit der königl. Regierung ins Einvernehmen setzen. || Art. V. Ueber alle kirchlichen Rechtsfälle, welche den Glauben, die Sakramente, die geistlichen Verrichtungen und die mit dem geistlichen Amte verbundenen Pflichten und Rechte betreffen, hat der Gerichtshof des Bischofs zu erkennen nach Vorschrift der Kirchengesetze und nach den Bestimmungen des Concils von Trient. Somit wird derselbe auch über Ehesachen entscheiden; jedoch bleibt das Urtheil über die bürgerlichen Wirkungen der Ehe den weltlichen Gerichten überlassen. || Desgleichen wird der Bischof unbehindert den Wandel der Geistlichen überwachen und wo diese durch ihr Betragen oder in irgend einer andern Weise zu Ahndungen Anlass geben, in seinem Gerichte die den kirchlichen Gesetzen entsprechenden Strafen über die Schuldigen verhängen, wobei jedoch der canonische Recurs gewahrt

Nr. 4824(89). Würtemberg-Röm. Curie. 8. April 1857.

bleibt. || Gegen Laien, welche sich Uebertretungen kirchlicher Satzungen zu Schulden kommen lassen, steht es dem Bischof zu, die kirchlichen Censuren in Anwendung zu bringen. || Wenn gleich über das Patronatsrecht das kirchliche Gericht zu entscheiden hat, so giebt doch der heil. Stuhl seine Einwilligung, dass, wenn es sich um ein Laienpatronat handelt, die weltlichen Gerichte sprechen können über die damit in Verbindung stehenden civilrechtlichen Ansprüche und Lasten, sowie über die Nachfolge in demselben: der Streit mag zwischen den wahren und angeblichen Patronen oder zwischen den Geistlichen, welche von diesen Patronen für die Pfründe bezeichnet wurden, geführt werden. || Mit Rücksicht auf die Zeitverhältnisse giebt der heil. Stuhl seine Zustimmung, dass die rein weltlichen Rechtssachen der Geistlichen, wie Verträge, Schulden, Erbschaften, von dem weltlichen Gericht untersucht und entschieden werden. || Desgleichen hindert der heil. Stuhl nicht, dass Streitigkeiten über civilrechtliche Ansprüche und Lasten der Kirche und Beneficien, über Zehnten und über Kirchenbaulast von dem weltlichen Gerichte geschlichtet werden. Aus gleichem Grunde ist der heil. Stuhl nicht entgegen, dass die Kleriker wegen Verbrechen und Vergehen, wider welche die Strafgesetze des Königreiches gerichtet sind, vor das weltliche Gericht gestellt werden; jedoch liegt es diesem ob, hievon den Bischof ohne Verzug in Kenntniss zu setzen. Wenn das gegen einen Geistlichen gefällte Urtheil auf Tod, oder Gefangenschaft von mehr als fünf Jahren lautet, so wird man jedesmal dem Bischofe die Gerichtsverhandlungen mittheilen und ihm möglich machen, den Schuldigen in so weit zu hören, als es nothwendig ist, um über die zu verhängende Kirchenstrafe entscheiden zu können. Dasselbe wird auf Verlangen des Bischofs auch dann geschehen, wenn auf eine geringere Strafe erkannt worden ist. || Art. VI. In kirchlichen Angelegenheiten wird der wechselseitige Verkehr des Bischofs, des Klerus und des Volkes mit dem heil. Stuhl völlig frei sain. Ebenso wird der Bischof mit seinem Klerus und dem Volke frei verkehren. || Daher können Belehrungen und Erlasse des Bischofs, die Actenstücke der Diöcesansynoden, des Provinzialconcils und des heil. Stuhles selbst, die von kirchlichen Angelegenheiten handeln, ohne vorgängige Einsicht und Genehmigung der königl. Regierung veröffentlicht werden. || Art. VII. Die religiöse Unterweisung und Erziehung der katholischen Jugend in allen öffentlichen und Privatschulen wird der Bischof gemäss der ihm eigenen Hirtenpflicht leiten und überwachen. Darum wird derselbe auch die Katechismen und Religionshandbücher bestimmen, nach denen der Unterricht zu ertheilen ist. || In den Elementarschulen ertheilt der Ortsgeistliche den Religionsunterricht; in anderen Lehranstalten nur solche, denen der Bischof Ermächtigung und Sendung dazu verliehen und nicht wieder entzogen hat. || Art. VIII. Dem Bischof wird es freistehen, Seminarien nach der Vorschrift des tridentinischen Concils zu errichten, und in dieselben nach Bedürfniss und Nutzen der Diöcese Jünglinge und Knaben zur Ausbildung aufzunehmen. Diese Anstalten werden in Absicht auf Einrichtung, Unterricht, Leitung und Ver-

waltung der völlig freien bischöflichen Autorität unterstellt sein. | Auch die Vorsteher und Lehrer derselben wird der Bischof ernennen, und so oft er es nothwendig oder zweckdienlich findet, wieder entlassen. | So lange aber Seminarien in besagter Form nicht errichtet sind, und die wesentlich aus Staatsmitteln unterhaltenen Convicte zu Ehingen, Rottweil und Tübingen fortbestehen, werden in Betreff derselben folgende Bestimmungen eingehalten werden: a) Diese Institute stehen bezüglich der religiösen Erziehung und der Hausordnung unter der Leitung und Aufsicht des Bischofs. b) Insofern die Zöglinge dieser Institute den Unterricht an selbstständigen staatlichen Studienanstalten erhalten, stehen sie gleich den anderen Schülern unter den für diese Studienanstalten geltenden Gesetzen und dem für dieselben vorgeschriebenen Lehrplan. | Sollte aber der Bischof bezüglich der Gymnasien hierin eine Aenderung für nothwendig oder zweckmässig erachten, so wird er sich ins Einvernehmen setzen mit der königl. Regierung, welche auch ihrerseits nichts ändern wird, ohne vorheriges Einvernehmen mit dem Bischofe. c) Vorsteher und Repetenten der genannten Institute wird der Bischof ernennen und entlassen; jedoch wird er dazu niemals solche ausersehen, von denen er weiss, dass sie der königl. Regierung aus erheblichen und auf Thatsachen beruhenden Gründen in bürgerlicher oder politischer Hinsicht minder angenehm sind, und eben so jene entlassen, welche aus denselben Gründen nach ihrer Anstellung unangenehm geworden sind. d) Dem Bischof steht es zu, diese Institute zu visitiren, eigene Abgeordnete den öffentlichen Prüfungen, zumal jenen für die Aufnahme neuer Zöglinge, beizugeben, und sich periodische Berichte erstatten zu lassen. e) Die königl. Regierung wird dafür Sorge tragen, dass an den oberen Gymnasien, mit welchen die niederen Convicte verbunden sind, nach und nach nur geistliche Professoren angestellt werden. || Art. IX. Die katholisch-theologische Fakultät an der Landesuniversität steht in Bezug auf das kirchliche Lehramt unter Leitung und Aufsicht des Bischofs; demnach kann derselbe den Professoren und Docenten die Ermächtigung, und Sendung zu theologischen Lehrvorträgen ertheilen und nach seinem Ermessen wieder entziehen, das Glaubensbekenntniss abnehmen, auch ihre Hefte und Vorlesebücher prüfen. | Art. X. Das Vermögen, welches die Kirche als ihr Eigenthum besitzt oder in Zukunft erwerben wird, ist beständig unverletzt zu erhalten, und wird dasselbe ohne Zustimmung der Kirchengewalt niemals eine Veränderung oder Veräusserung erleiden, noch werden dessen Früchte zu anderen Zwecken verwendet werden; indessen unterliegt dasselbe den öffentlichen Lasten und Abgaben, sowie den übrigen allgemeinen Gesetzen des Königreichs wie alles andere Eigenthum. | Das Kirchenvermögen wird im Namen der Kirche unter der Aufsicht des Bischofs von Jenen verwaltet, welche nach Vorschrift des canonischen Rechts oder nach dem Herkommen oder durch ein Privilegium und eine besondere Bestimmung für irgend eine milde Stiftung zu solcher Verwaltung berufen sind. Alle Verwalter aber sind gehalten, auch wenn dieses auf Grund der eben angeführten Titel Andern

No. 4824 (89). Würtemberg-Röm. Curie. 8. April 1857.

gegenüber zu geschehen hat, zugleich auch dem Bischof oder seinen Bevollmächtigten jährlich Rechenschaft von ihrer Verwaltung abzulegen. ‖ Mit Rücksicht auf die bestehenden Verhältnisse giebt sofort der heil. Stuhl seine Zustimmung, dass die einzelnen Kirchenfabriken, sowie die übrigen kirchlichen Localstiftungen im Namen der Kirche in der Weise auch ferner verwaltet werden, wie sie im Lande eingeführt ist; nur sollen Pfarrer und Landdecane ihre diesfallsigen Verrichtungen im Auftrag des Bischofs ausüben. Ueber die spezielle Ausführung dieser Angelegenheit wird die k. Regierung mit dem Bischof ein Uebereinkommen treffen. ‖ Ueberdies willigt der heilige Stuhl ein, dass, so lange die Staatskasse zu den allgemeinen oder örtlichen Bedürfnissen der Kirche Beiträge leistet, die vacanten Pfründen und der Intercalarfond unter der Oberleitung des Bischofs und im Namen der Kirche durch eine gemischte Commission verwaltet werden; die eine Hälfte der Mitglieder dieser Commission erwählt der Bischof, hauptsächlich aus Geistlichen, die andere die königl. Regierung aus Katholiken; den Vorsitz hat der Bischof oder dessen Bevollmächtigter. Die genaueren Uebereinstimmungen hierüber werden in einem Uebereinkommen zwischen der königl. Regierung und dem Bischofe festgesetzt werden. Die Einkünfte des Intercalarfonds werden vor Allem stets zur Ergänzung der Pfarrgehalte bis zur Congrua, zur Anweisung von angemessenen Pensionen für altersschwache oder gebrechliche Pfründner, zu den Tischtiteln für neu zu weihende Geistliche und zu den Kosten der nothwendigen ausserordentlichen Vicarien, etwaige Ueberschüsse aber nur für andere kirchliche Bedürfnisse verwendet werden. ‖ Ueber die Erhaltung des Grundstocks des Intercalarfonds, sowie über Verwendung der Erträgnisse desselben wird die genannte Commission der königl. Regierung stets Gewissheit geben. ‖ So lange die gemischte Commission zur Verwaltung des Intercalarfonds besteht, übt dieselbe die Aufsicht auch über die Verwaltung der besetzten Pfründen, welche deren jeweilige Inhaber nach canonischer Vorschrift zu führen haben. ‖ Art. XI. Der Bischof wird mit allen königl. Behörden unmittelbar verkehren. ‖ Art. XII. Die mit der vorstehenden Vereinbarung im Widerspruch stehenden königl. Verordnungen und Verfügungen treten ausser Kraft; soweit aber gesetzliche Bestimmungen derselben entgegenstehen, werden diese geändert werden. ‖ Art. XIII. Sollte sich in Zukunft in Betreff dieser Vereinbarung irgend eine Schwierigkeit ergeben, so werden Se. Heiligkeit und Sr. königl. Majestät sich zu freundschaftlicher Beilegung der Sache in's Einvernehmen setzen. ‖ Die Ratificationen dieser Vereinbarung werden binnen zwei Monaten oder wo möglich früher ausgewechselt werden. ‖ Zu dessen Beglaubigung haben die vorgenannten Bevollmächtigten diese Uebereinkunft unterzeichnet und Beide ihre Siegel beigedrückt.

Gegeben zu Rom am 8. April 1857.

Carl August, Kardinal v. Reisach. (L. S.)

Adolf Freiherr v. Ow. (L. S.)

Dieser Hauptvertrag erhielt wesentliche Ergänzungen und Erläuterungen: a) durch die apostolischen Schreiben an den Bischof v. Rottenburg vom 22. und 30. Juni 1857 über die Vollziehung wie Auslegung des Concordates (s. Nussi, Conventiones p. 391 f. u. 393 ff.); b) durch die von Seite der königl. Regierung gegenüber der Curie zu einigen Artikeln des Concordates abgegebenen Erklärungen (s. Walter, Fontes p. 370 f.); c) durch das Uebereinkommen der Regierung mit dem Bischofe über die Ausscheidung der im königl. Patronat bleibenden Pfründen. (S. Moy, Archiv l. c. Bd. III.)

Nr. 4824 (89). Würtemberg-Röm. Curie. 8. April 1857.

Nr 4825. (90.)

WÜRTEMBERG. Beschluss der Kammer der Abgeordneten über die Unverbindlichkeit des Concordates.

Verhandl. der Kammer d. Abgeordneten 1861. p. 2884 f.

Nr. 4825 (90). Würtemberg. 16. März 1861.

Die Kammer der Abgeordneten erklärt: dass sie die mit dem päpstlichen Stuhle zur Regelung der Angelegenheiten der katholischen Kirche in Würtemberg am 8. April 1857 abgeschlossene und zur allgemeinen Kenntniss gebrachte Vereinbarung als unverbindlich betrachte, demgemäss gegen deren Vollzug Verwahrung einlege und an die königliche Staatsregierung die ehrfurchtsvolle Bitte stelle, in dieser Erwägung die Verordnung vom 21. December 1857, betreffend die Bekanntmachung jener auf die Verhältnisse der katholischen Kirche bezüglichen Vereinbarung, ausser Wirkung zu setzen und diese Verhältnisse im Wege der Landesgesetzgebung zu ordnen."

Verhandlungen der würtembergischen Kammer der Abgeordneten. Stuttgart 1861. S. die unter Nr. 87 angeführte Literatur.

Obiger Beschluss wurde gefasst auf den Antrag der Minderheit der staatsrechtlichen Commission (Ref. Sarwey) mit 63 (darunter 2 kath.) gegen 27 (darunter 4 protest.) Stimmen. — Die Majorität der Commission hatte beantragt „Hohe Kammer wolle gegen die königl. Staatsregierung die Erklärung aussprechen, dass sie in Berathung des vorgelegten Gesetzentwurfes, betreffend die nähere Regelung einiger Verhältnisse der kath. Kirche zur Staatsgewalt nur unter der Bedingung einzutreten vermöge, wenn dieses Gesetz nicht in Ausführung eines Vertrags, sondern wie andere Gesetze unter dem Vorbehalte der Aenderung durch die künftige Gesetzgebung erlassen werde, und wenn zugleich die königl. Regierung die von ihr in Ausführung der Convention mit dem päpstlichen Stuhle im Wege der Verordnung erlassenen und noch zu erlassenden Verfügungen, als solche Massnahmen anerkenne, welche der späteren Aenderung im Gesetzgebungs- und Verordnungswege nicht entzogen seien." — Die Motivirung dieses Antrages lautete: Die würtembergische Regierung hat mit dem päpstlichen Stuhle eine Uebereinkunft getroffen, welche von den Contrahenten als ein Vertrag behandelt worden ist. Rechtlich betrachtet ist darin aber kein Vertrag zu finden, welcher den würtembergischen Staat

Nr. 4825 (90). Würtemberg. 16. März 1861.

binden, seiner Gesetzgebung und dem Verordnungsrecht der Regierung für die Zukunft präjudiciren könnte. Denn wenn auch der Papst seinerseits zum Abschlusse eines solchen Vertrages legitimirt und auf's Entschiedenste der Absicht war, sich und seine Nachfolger zu verpflichten, so stand dasselbe nicht auch der würtembergischen Regierung zu und sie konnte den würtemberg. Staat nicht durch ihre Zustimmung verpflichten. Der Begriff eines Staatsvertrages nach §. 85 der Verfassung trifft nicht zu, weil hierunter nur Verträge mit auswärtigen Staaten fallen; es handelt sich also nicht von einem Falle, in welchem die Einwilligung der Stände dem Vertrage rechtliche Gültigkeit zu verleihen geeignet wäre. Es würde vielmehr ein Vertrag über die Rechte Würtembergs gegenüber dem Staate, abgeschlossen mit dem Vertreter der katholischen Kirche, vorliegen. Solche Rechte gegenüber dem Staate selbst vertragsmässig festzustellen und sie damit der Einwirkung der künftigen Staatsgesetzgebung zu entziehen, ist rechtlich nicht möglich, da die Staatsangehörigen sonst über den Staat und dessen Gesetzgebungsrecht selbst gestellt würden. Es kann deshalb in der Convention kein den Staat verbindender Vertrag liegen, sondern sie ist rechtlich nur als eine vorläufige Uebereinkunft zwischen der Regierung und dem päpstlichen Stuhle aufzufassen, welche die Regierung in der Gesetzgebung und in Verordnungen auszuführen zugesagt hat. Soweit hat die Gesetzgebung und die Verordnung nun selbstständig einzutreten."

Nr. 4826. (91.)

WÜRTEMBERG. Königliches Rescript an den ständischen Ausschuss. — Erklärt durch den Beschluss der Kammer der Abgeordneten vom 16. März das Concordat als gescheitert, und sistirt die Ausführung desselben. —

Würtemberg. Staatsanzeiger v. 16. Juni 1861.

Wilhelm von Gottes Gnaden König von Würtemberg.

Nr. 4826 (91). Würtemberg 13. Juni 1861.

Liebe Getreue! Wir haben die unterthänigste Eingabe der Kammer der Abgeordneten vom 16. März d. J. eingesehen, mittelst welcher Uns dieselben ihren Beschluss hinsichtlich der von Uns mit Sr. Heiligkeit dem Papst Pius IX. als Oberhaupt der katholischen Kirche geschlossenen Convention zu Regelung der Verhältnisse dieser Kirche in Unserem Königreiche vorgelegt hat und geben Euch hierauf Folgendes gnädigst zu erkennen: Schon während der Unterhandlungen mit der römischen Curie haben Wir dieser bei einer Reihe von Punkten und zwar gerade bei den wichtigsten ausdrücklich erklären lassen, dass Wir in die bezüglichen Bestimmungen, als dem Gebiete der Gesetzgebung anheimfallend, nur unter dem Vorbehalte, und unter der Zustimmung der Stände Unseres Königreiches einzuwilligen vermögen. Wir haben ferner schliesslich bei Ertheilung Unserer Ratification für die abge-

schlossene Uebereinkunft noch einmal allgemein die Einholung der Zustimmung der Stände zu den eine Aenderung der Landesgesetze in sich schliessenden Punkten vorbehalten. || Mit dieser Erklärung haben Wir Unsern Ständen von selbst auch die vollkommene Freiheit gesichert, ihre Zustimmung zu den fraglichen Punkten oder auch schon ein Eingehen auf die bezüglichen Gesetzesvorlagen an die Bedingung zu knüpfen, dass der gesammte, durch die Convention zu bewirkende Rechtszustand nicht durch eine vertragsmässige Schranke umgrenzt sei, dass mithin vorher der Vertragscharakter im Ganzen beseitigt werde. || Angesichts des Beschlusses der Kammer der Abgeordneten vom 16. März l. J. können Wir nun über die diesfällige Absicht derselben nicht im Zweifel sein. || Da aber die Convention ihrer Form nach als ein Ganzes verabredet worden ist; da, was deren Inhalt betrifft, diejenigen Bestimmungen derselben, welche dem Gebiete der Gesetzgebung anheimfallen und in welche Wir, wie bemerkt, ausdrücklich nur mit dem Vorbehalt und unter der Bedingung der ständischen Zustimmung eingewilligt haben, weitaus die wichtigsten sind; da eben deshalb ohne gleichzeitige gesetzliche Regelung der Punkte, auf welche diese Bestimmungen sich beziehen, die vorliegende Angelegenheit überhaupt in befriedigender Weise nicht zu ordnen ist, so müssen Wir, nachdem die Kammer der Abgeordneten so entschieden ausgesprochen hat, dass sie auf keine in Ausführung einer bindenden Uebereinkunft mit der römischen Curie an sie gelangende Gesetzesvorlage eingehen werde, den abgeschlossenen Vertrag als solchen überhaupt als gescheitert betrachten und können demselben daher auch Unsererseits eine rechtliche Verbindlichkeit nicht mehr zuerkennen. || In Folge dessen haben Wir den am Schlusse Unserer Verordnung vom 21. December 1857 Unseren Ministerien ertheilten Auftrag zur Vollziehung der Vereinbarung das Erforderliche einzuleiten oder anzuordnen, ausser Wirkung gesetzt, ferner den Ministerien der Justiz, des Innern und des Kirchen- und Schulwesens den mit Bezugnahme auf jenes Uebereinkommen und auf Unsere angeführte Verordnung vom 26. Febr. d. J. dem ständischen Ausschusse übergebenen Gesetzesentwurf zurückzuziehen befohlen und zugleich das Ministerium des Kirchen- und Schulwesens beauftragt, gemeinschaftlich mit den übrigen betheiligten Ministerien zu näherer Regelung der Rechtsverhältnisse der katholischen Kirche in Unserem Königreiche einen neuen selbstständigen und umfassenden Gesetzentwurf vorzulegen, bei dessen Einbringung Wir auch über die im Wege der Verordnung zu erlassenden Bestimmungen Euch näheren Aufschluss werden ertheilen lassen. || Was den Inhalt jenes neuen Gesetzentwurfes betrifft, so ist es Unsere Absicht, dass die Regelung der einschlägigen Verhältnisse nach Massgabe der in der früheren Convention enthaltenen Directiven herbeizuführen gesucht, und dass, unbeschadet der Rechte und Interessen des Staats und der in demselben befindlichen anderen Confessionen, der materielle Inhalt jener Convention der beabsichtigten neuen Staatsgesetzgebung zu Grunde gelegt werde. || In das zu erlassende

Nr.4826 (91). Würtemberg. 13. Juni 1861. Gesetz sind Wir übrigens bereit, eine ausdrückliche Erklärung in der Richtung niederzulegen, dass in Folge des obenerwähnten Kammerbeschlusses der mit der römischen Curie abgeschlossenen Uebereinkunft eine rechtlich verbindende Kraft nicht zukomme und dass für die einschlägigen Verhältnisse nur das betreffende Gesetz nebst den dazu gehörigen Verordnungen die Rechtsquelle bilde. Auch versteht es sich nach dem Angeführten von selbst, dass dem zu erlassenden Gesetz, sowie den betreffenden Verordnungen und Verfügungen keine andere rechtliche Natur zukommen kann, als jedem anderen Gesetz, beziehungsweise jeder anderen Verordnung oder Verfügung. || Anlangend endlich die in Folge der Convention bereits ergangenen Verfügungen, welche nun allerdings nicht mehr als in Vollziehung eines Vertrags erlassen betrachtet werden können, so behalten Wir Uns vor, dieselben nach erfolgter ständischer Berathung jenes Gesetzentwurfs der erforderlichen Revision zu unterziehen. || Ueber alles Vorstehende haben Wir diejenige Mittheilung an die römische Curie zu deren Kenntnissnahme gerichtet, welche auch durch Unsere Ministerien der auswärtigen Angelegenheiten und des Kirchen- und Schulwesens in Abschrift mitgetheilt werden wird.' || Indem Wir Euch hiemit Gegenwärtiges gnädigst eröffnen, überlassen Wir Uns, berechtigt hiezu auch durch mehrfache Aeusserungen in der Kammer der Abgeordneten, gerne der Hoffnung, dass auf dem nunmehr zu betretenden Wege eine gedeihliche Lösung der vorliegenden, für das Wohl Unseres Landes so wichtigen Angelegenheit werde erzielt werden. || Wir verbleiben Euch mit Unserer königlichen Huld stets wohl beigethan.

Stuttgart, im Königlichen Geheimenrath, den 13. Juni 1861.

Auf Seiner königlichen Majestät besondern Befehl

Neurath.

Nr. 4827. (92.)

RÖMISCHE CURIE. Note des Cardinal-Staatssecretär Antonelli an den würtembergischen Minister d. Ausw. Angel. — Protest gegen die Ungültigkeitserklärung des würtemb. Concordates. —

Deutsche Uebers. nach d. Ital. Orig. Vering, Archiv. N. F. I. p. 318 ff.

[Auszug.]

Nr.4827 (92). Röm. Curie. 3. Aug. 1861. Da nun gezeigt ist, dass die Convention in Wahrheit den bestimmten Charakter eines beiderseitig verpflichtenden Vertrags hat, so werden Eure Excellenz wenigstens zuzugestehen geneigt sein, dass derselbe seine Kraft und Gültigkeit nicht verlieren konnte durch einen Beschluss, welcher nur von Einem der berathenden Staatskörper ausgegangen ist, der geglaubt hat, in

eigener Machtvollkommenheit und ohne sich an den andern stipulirenden Theil zu wenden, denselben als nichtig und nicht bestehend, erklären zu können. || Zur Vertheidigung solchen Beginnens von Seite der würtembergischen Kammer könnte man sich auf die Verpflichtung berufen, welche Sr. Majestät dem Könige durch das Staatsgrundgesetz auferlegt ist, welches für die Aenderung der bestehenden Gesetze die Zustimmung der Kammer erfordert. Der heilige Stuhl hat nicht ermangelt, seiner Zeit einer solchen Verpflichtung Rechnung zu tragen, und um die Verantwortlichkeit, welche auf dem Souverän lastete, pünktlich sicher zu stellen, hat er sich nicht geweigert, in die Convention den Artikel XII einzureihen und hat ohne Widerrede die souveränen Vorbehalte angenommen, welche dem Acte der Ratification beigefügt worden sind. Daher werden diese Vorbehalte dem vollendeten Vertrage nichts von seiner Kraft benehmen, noch hätten sie in gewissen Fällen, die eintreten konnten, denselben als Ganzes zerstören können; sondern sie durften nur die Ausführung jener einzigen Punkte insolange suspendiren, als die Kammern auf constitutionellem Wege die bürgerliche Gesetzgebung mit dem — mit dem heiligen Stuhle getroffenen Uebereinkommen nicht ausgeglichen hätten. || . . . . Beschränkt sich somit der Recurs an die Kammern lediglich auf die zur Aenderung in Aussicht gestellten Gesetze, in Betreff welcher auch vom heil. Stuhl der Vorbehalt angenommen war, so werden Eure Excellenz wohl verstehen, welches Staunen es in dem Geiste des heiligen Vaters erregen musste, als er zu erfahren hatte, dass die Kammer, weit entfernt, sich allein mit der Prüfung der — mit bestehenden Gesetzen in Widerspruch tretenden Punkte zu begnügen, forderte, dass die ganze Convention auch in den unter diesen Gesetzen nicht begriffenen Punkten als durchaus ungültig erklärt werde. || Bei solchen Betrachtungen, woraus sich das gute Recht des heiligen Stuhles ergiebt, sowie die Unmöglichkeit, dem von der Kammer gefassten Beschlusse beizustimmen, will der heilige Vater an der Hoffnung festhalten, dass man seinen Reclamationen Gerechtigkeit widerfahren lassen und die vertragsmässig abgeschlossene Vereinbarung achten werde. Müsste aber dennoch der heilige Vater den Schmerz haben, seine Forderungen zurückgewiesen und die gefasste Entschliessung festgehalten zu sehen, für diesen Fall finde ich mich genöthigt, Ihnen in seinem Namen zu erklären, dass derselbe heilige Stuhl sich der mit der abgeschlossenen Vereinbarung eingegangenen Verpflichtungen für entbunden halten und die Concessionen, welche darin der königl. Regierung gemacht worden sind, künftig als durchaus kraft- und wirkungslos geworden erachten und folgerichtig dem Herrn Bischof von Rottenburg bedeuten müsste, dass er in der gänzlich ungeschmälerten (in tutta la estensione) Ausübung sowohl jener Rechte, welche ihm nach göttlicher Anordnung eigen sind, als auch aller andern, welche ihm nach der allgemeinen, vom heiligen Stuhle gutgeheissenen Disciplin der Kirche für die regelmässige Verwaltung des ihm anvertrauten Hirtenamtes zukommen, sich hiernach zu richten habe. || Insoweit endlich Eure Excellenz mir den ungefähren Weg einer gleich guten Regelung des

Nr. 4827 (92). Röm. Curie. 3. Aug. 1861.

Verhältnisses der Kirche zum Staate anzudeuten die Güte hatten, so muss ich Ihnen offen aussprechen, dass mir die Pflicht obliegt, im Namen des heiligen Stuhles laut zu protestiren gegen die Verfügungen, welche getroffen werden wollen, da man niemals zugeben kann, dass von der weltlichen Gewalt Gesetze über kirchliche Angelegenheiten ausgehen und die Rechte bestimmt werden, welche der Kirche zukommen, als ob diese nicht durch ihre eigene Natur jene Rechte als inhärente in sich trüge, welche von ihrem Bestande als vollkommener und von der bürgerlichen Gewalt unabhängiger Gesellschaft sich ableiten. Und um so mehr Grund hat man, sich zu verwahren, da man nicht blos vor hat, künftig die Kirche den etwa ergehenden Gesetzen zu unterwerfen, sondern sie auch sogar noch allen jenen Veränderungen preisgeben will, welche sich aus der Natur des in Würtemberg geltenden Repräsentativsystems ergeben können. || Soviel hatte ich in Ausführung der Aufträge des heiligen Vaters Eurer Excellenz mitzutheilen und ich benütze den gegenwärtigen, wenn gleich verdriesslichen Anlass, um etc. etc.

Rom, 3. August 1861. J. Card. Antonelli.

Nr. 4828. (93.)

WÜRTEMBERG. Gesetz über die Unabhängigstellung der staatsbürgerlichen Rechte von dem religiösen Bekenntnisse.

Regierungsblatt f. Würtemb. Jahrg. 1862. Nr. 1.

Wilhelm von G. G. König von Würtemberg.

Nr. 4828 (93). Würtemberg. 31. Dec. 1861.

Nach Anhörung Unseres Geheimen Rathes unter Zustimmung Unserer getreuen Stände, nach Maassgabe des §. 176 der Verfassungsurkunde am Ende [i. e die zur Aenderung einer Verfassungsbestimmung erforderliche zwei Drittel Majorität], verordnen Wir wie folgt: Einziger Artikel. An die Stelle des zweiten Absatzes des §. 27 der Verfassungs-Urkunde tritt folgende Bestimmung: die staatsbürgerlichen Rechte sind unabhängig von dem religiösen Bekenntnisse. In dem §. 135 der Verfassungs-Urkunde fallen die Worte „einem der drei christlichen Glaubensbekenntnisse angehören und“ weg. || Unser Minister des Innern- und des Kirchen- und Schulwesens sind mit der Vollziehung dieses Gesetzes beauftragt. || Gegeben Stuttgart, den 31. December 1861.

Wilhelm.

Der Minister des Innern: Linden. Auf Befehl des Königs
Der Chef d. Departements d. Kirchen- u. Schulwesens Maucler.
Golther.

Das obenstehende Gesetz wurde von der Kammer der Abgeordneten nach kurzer Debatte mit allen gegen eine Stimme angenommen (17. September 1861). Nr. 4828 (93). Würtemberg. 31. Dec. 1861.

Nr. 4829. (94.)

WÜRTEMBERG. Gesetz über die Dispensation vom Ehehinderniss der Verwandtschaft oder Schwägerschaft bei Eingehung gemischter Ehen.

Regierungsblatt f. Würtemb. Jahrg. 1862. Nr. 4.

Wilhelm von G. G. König von Würtemberg.

Nr. 4829 (94). Würtemberg. 23. Jan. 1862.

Nach Anhörung Unseres Geheimen Rathes und unter Zustimmung Unserer getreuen Stände verordnen und verfügen Wir, wie folgt: Einziger Artikel. Christliche Brautleute von verschiedenem Glaubensbekenntnisse haben sich, auch wenn sie beiderseits einer vom Staate als Körperschaft anerkannten Religionsgesellschaft angehören (vgl. Art. 2. Ziff. 2 des Gesetzes vom 1. Mai 1855), mit ihren Gesuchen um Dispensation von dem Ehehindernisse der Verwandtschaft oder Schwägerschaft an das im Art. 14 des angezogenen Gesetzes genannte bürgerliche Gericht zu wenden, welches nach den daselbst bezeichneten Grundsätzen und Vorschriften darüber zu entscheiden hat. || Nach der auf solche Weise erlangten Dispensation darf die kirchliche Trauung nach den Bestimmungen jenes Gesetzes stattfinden, falls aber die im Art. 2 Ziff. 1 desselben erwähnten Umstände eintreten, können die Brautleute die Eheschliessung vor der bürgerlichen Behörde nach Massgabe des gedachten Gesetzes und mit den darin bezeichneten Wirkungen verlangen. || Unsere Ministerien der Justiz und des Kirchen- und Schulwesens sind mit der Vollziehung dieses Gesetzes beauftragt. || Gegeben, Stuttgart den 23. Januar 1862.

Wilhelm.

Der Justiz-Minister: Wächter-Spittler.

Der Chef des Departements des Kirchen- und Schulwesens: Golther.

Der Chef des Geheimen Cabinets: Maucler.

Fr. Alb. Hauber, Die kirchenrechtlichen Verhandlungen auf dem würtembergischen Landtag von 1861 und die daraus hervorgegangenen Gesetze, in Dove, Zeitschrift f. Kirchenrecht Bd. II. p. 357 ff. Ueber das würtemberg. Gesetz vom 30. Januar 1862 in Vering, Archiv l. c. N. F. I p. 414 ff. und II p. 353 ff. — Die Motive zum Gesetzentwurf in Dove l. c. p. 346 ff.

Die Veranlassung zu dem obenstehenden von der Kammer d. Abgeord. am 27. Nov. 1861 mit allen gegen eine Stimme angenommenen Gesetze lag,

Nr. 4829 (94). Würtemberg. 23. Jan. 1862.

wie der Chef des Kirchendepartements in dem Vortrage sagt, „darin dass das bischöfliche Ordinariat seit einigen Jahren den Grundsatz angenommen hat, die nach der bestehenden Einrichtung ihm zukommende Dispensation von dem Ehehindernisse der Verwandschaft und Schwägerschaft bei gemischten Ehen an die Bedingung zu knüpfen, dass die aus der betreffenden Ehe zu erwartenden Kinder in der kath. Confession erzogen werden, beziehungsweise, wenn eine solche Zusage von den Nupturienten nicht gegeben wurde, die für Eingehung der Ehe erforderliche Dispensation zu verweigern.“ (S. Dove, Zeitschr. l. c. II. p. 344 f.)

Nr. 4830. (95.)

WÜRTEMBERG. Gesetz über die Regelung des Verhältnisses der Staatsgewalt zur kath. Kirche.

Regierungsblatt f. Würtemb. Jahrg. 1862. Nr. 5.

Wilhelm von G. G. König von Würtemberg.

Nr. 4830 (95). Würtemberg. 30. Jan. 1862.

Zur näheren Regelung des Verhältnisses zwischen dem Staat und der katholischen Kirche verordnen und verfügen Wir nach Anhörung Unseres Geheimen Rathes und unter Zustimmung Unserer getreuen Stände, wie folgt: || Art. 1. Die von dem Erzbischof, dem Bischof und den übrigen kirchlichen Behörden ausgehenden allgemeinen Anordnungen und Kreisschreiben an die Geistlichkeit und Diöcesanen, wodurch dieselben zu etwas verbunden werden sollen, was nicht ganz in dem eigenthümlichen Wirkungskreise der Kirche liegt, sowie auch sonstige Erlasse, welche in staatliche oder bürgerliche Verhältnisse eingreifen, unterliegen der Genehmigung des Staates. Solche allgemeine kirchliche Anordnungen und öffentliche Erlasse dagegen, welche rein geistliche Gegenstände betreffen, sind der Staatsbehörde gleichzeitig mit der Verkündigung zur Einsicht mitzutheilen. || Denselben Bestimmungen unterliegen die auf Diöcesan- und Provinzialsynoden gefassten Beschlüsse; ebenso die päpstlichen Bullen, Breven, und sonstigen Erlasse, welche immer nur von dem Bischof verkündet und angewendet werden dürfen. || Die vorstehenden Bestimmungen treten bezüglich der Verordnungen der katholischen Kirchengewalt an die Stelle des hierdurch unter Beobachtung der Vorschrift des §. 176 der Verfassungsurkunde aufgehobenen zweiten Satzes des §. 72 der Verfassungsurkunde. || Art. 2. Das Ernennungsrecht des Staates zu katholischen Kirchenstellen ist, soweit es nicht auf besonderen Rechtstiteln, wie namentlich dem Patronat beruht, aufgehoben. || Auf die Anstellung von Geistlichen beim Militär und an öffentlichen Anstalten findet diese Bestimmung keine Anwendung. || Die vormaligen Patronatrechte der Gemeinden und Stiftungen bleiben mit dem

Patronat der Krone vereinigt. || Art. 3. Die Zulassung zu einem Kirchenamte ist durch den Besitz des würtembergischen Staatsbürgerrechts, sowie durch den Nachweis einer vom Staate für entsprechend erkannten wissenschaftlichen Vorbildung bedingt. || Art. 4. Die Kirchenämter, welche nicht von der Staatsregierung selbst abhängen, können nur an Solche verliehen werden, welche nicht von der Staatsregierung unter Anführung von Thatsachen als ihr in bürgerlicher oder politischer Beziehung missfällig erklärt werden. || In Betreff der Besetzung des bischöflichen Stuhles, der Canonicate und der Domkaplaneien, bleibt es bei dem Verfahren, wie solches in der Bulle Ad dominici gregis custodiam vom 11. April 1827 und in dem dazu gehörigen Erläuterungs-Breve vom 22. März 1828 beschrieben ist, sowie bei den Bestimmungen des königlichen Fundations-Instrumentes vom 14. Mai 1828 über die Eigenschaften der zu Wählenden. || Art. 5. Die §§. 47 und 48 der Verfassungsurkunde finden auf katholische Kirchendiener bei Verfehlungen, welche dieselben sich hinsichtlich ihres Wandels oder der Führung ihres kirchlichen Amtes zur Schuld kommen lassen, fernerhin keine Anwendung. || Ebenso treten die Vorschriften des §. 102 Absatz 4 des Verwaltungsedicts vom 1. März 1822 und des § 2 Ziffer 1 der Verordnung vom 23. August 1825, betreffend den Wirkungskreis und den Geschäftsgang der gemeinschaftlichen Oberämter, soweit dieselben das gemeinschaftliche Oberamt auch für die Untersuchung von Vergehungen der katholischen Kirchendiener gegen die kirchliche Disciplin und in ihrer geistlichen Amtsführung als zuständig erklären, hiemit ausser Wirkung. || Bei gerichtlich strafbaren Dienstvergehen der katholischen Geistlichen hat auch künftighin, wie bisher, das gemeinschaftliche Oberamt nach Anordnung und unter der Leitung der Staatsaufsichtsbehörde die Voruntersuchung (Art. 448 ff. der Strafprocessordnung) zu führen. || Die Staatsbehörde ist befugt, einem Geistlichen wegen Unbrauchbarkeit oder Dienstverfehlungen, die ihm vermöge Gesetzes oder besondern Auftrags übertragenen staatlichen Geschäfte abzunehmen und einem Stellvertreter zu übertragen. || Art. 6. Disciplinarstrafen gegen katholische Kirchendiener wegen Verfehlungen im Wandel oder in der Führung ihres kirchlichen Amtes dürfen von den kirchlichen Behörden nur auf den Grund eines geordneten processualischen Verfahrens verhängt werden. || Die Disciplinargewalt der kirchlichen Behörde kann niemals durch Freiheitsentziehung geübt werden. || Geldbussen dürfen den Betrag von 40 fl., die Einberufung in das Besserungshaus der Diöcese darf die Dauer von sechs Wochen nicht übersteigen. || Von jedem auf eine Geldbusse von mehr als 15 fl., auf Einberufung in das Besserungshaus für mehr als 14 Tage, ferner auf Suspension, Versetzung, Zurücksetzung oder Entlassung lautenden Straferkenntnisse ist der Staatsbehörde alsbald Mittheilung zu machen. || Art. 7. Verfügungen und Erkenntnisse der Kirchengewalt können gegen die Person oder das Vermögen eines Angehörigen der katholischen Kirche wider dessen Willen nur von der Staatsgewalt vollzogen

Nr. 4830 (95). Würtemberg. 30. Jan. 1862.

werden. || Die Staatsbehörde ist jedoch nur dann befugt, ihre Mitwirkung hiezu eintreten zu lassen, wenn der Bischof ihr zuvor über den Fall die erforderlichen Aufklärungen gegeben und sie hienach die Verfügung oder das Erkenntniss weder in formeller Hinsicht, noch auch vom staatlichen Gesichtspunkte aus in materieller Beziehung zu beanstanden gefunden hat. || Auch für die Führung einer kirchlichen Untersuchung darf die Staatsbehörde auf Ersuchen der Kirchenbehörde nur unter derselben Voraussetzung mitwirken. || Art. 8. Die katholischen Einwohner derjenigen Landestheile, in welchen bis jetzt noch die ehemalige vorderösterreichische Ehegesetzgebung gegolten hat, sind in Zukunft in Ehesachen dem gemeinen Rechte der katholischen Kirche und der bischöflichen Gerichtsbarkeit unter den gleichen Bestimmungen, wie die übrigen katholischen Staatsangehörigen, unterworfen. || Art. 9. Bei kirchlich getrauten Ehen zwischen zwei Katholiken sind in denjenigen Fällen, in welchen die Gültigkeit oder Ungültigkeit der Ehe nach einem von dem kirchlichen Gesetze abweichenden Staatsgesetze in Frage steht, die in Art. 13 des Gesetzes vom 1. Mai 1855 genannten bürgerlichen Gerichte zuständig. || Dieselben haben in diesen Fällen nach den einschlägigen besondern Bestimmungen der Staatsgesetzgebung und im Uebrigen nach den in den Art. 13 und 18 jenes Gesetzes bezeichneten Grundsätzen und Vorschriften, erforderlichen Falls von Amtswegen, zu verfahren. || Auf eine von dem Civilgerichte im Widerspruch mit dem kirchlichen Gesetz für gültig erklärte Ehe finden die Art. 13, 15 bis 17 und 20 des gedachten Gesetzes Anwendung. || Art. 10. Disciplinarstraf- und Ehesachen (Art. 5, 6 und 8) dürfen auch im Instanzenzuge nicht vor ein ausserdeutsches kirchliches Gericht gezogen werden. || Art. 11. Die für die Heranbildung der Candidaten des katholischen geistlichen Standes bestehenden Convicte in Tübingen, Ehingen und Rottweil sind in Absicht auf die dem Bischof zukommende Leitung der religiösen Erziehung der Zöglinge und der Hausordnung, insoweit sie durch die letztere bedingt ist, der Oberaufsicht der Staatsgewalt unterworfen. || In den übrigen Beziehungen stehen dieselben unter der unmittelbaren Leitung der Staatsbehörde. Insbesondere hängt die Aufnahme und Entlassung der Zöglinge von der Staatsbehörde ab. || Art. 12. Der Art. 1. Ziffer 1 des Gesetzes vom 6. Juli 1842 betreffend die Verhältnisse der bei den höheren und mittleren öffentlichen Unterrichtsanstalten u. s. w. angestellten Diener, wird, soweit er sich auf den Vorstand des Wilhelmstifts bezieht, hiemit ausser Kraft gesetzt. || Dem Bischof steht die Ernennung der Vorsteher der drei Convicte aus der Zahl der an ihrem Sitz angestellten Professoren oder Kirchendiener, sowie die Ernennung der Repetenten an den genannten Lehranstalten zu. Auf diese Ernennung findet das in Art. 4 Abs. 1 des gegenwärtigen Gesetzes angeführte Recht der Staatsregierung zu Ausschliessung missliebiger Candidaten Anwendung. Die Geltendmachung dieser Rechte bleibt der Regierung auch in dem Falle vorbehalten, wenn ein Vorstand oder Repetent nach seiner Er-

nennung in bürgerlicher oder politischer Beziehung derselben unangenehm geworden ist. || Art. 13. Die Leitung des katholischen Religionsunterrichts in den Volksschulen (vgl. Art. 78 des Volksschulgesetzes vom 29. September 1836), sowie in den sonstigen öffentlichen und Privat-Unterrichtsanstalten, einschliesslich der Bestimmung der Katechismen und Religionsbücher, kommt dem Bischofe zu, unbeschadet des dem Staate über alle Lehranstalten zustehenden Oberaufsichtsrechts. || Art. 14. Gegen einen Lehrer an der katholisch-theologischen Facultät der Universität, dessen Lehrvorträge nach dem Urtheile des Bischofs wider die Grundsätze der katholischen Kirchenlehre verstossen, kann eine Verfügung nur von der Staatsregierung getroffen werden. || Art. 15. Geistliche Orden und Congregationen können vom Bischof nur mit ausdrücklicher Genehmigung der Staatsregierung eingeführt werden, welche auch erforderlich ist, so oft ein im Lande schon zugelassener Orden eine neue Niederlassung gründen will. || Die Staatsregierung ist jedoch keinesfalls befugt, ohne besondere Ermächtigung durch Gesetz den Jesuitenorden oder ihm verwandte Orden und Congregationen im Lande zuzulassen. || Die Genehmigung ist jederzeit widerruflich. || Art. 16. Die Gelübde der Ordensmitglieder werden von der Staatsgewalt nur als widerruflich behandelt. || Art. 17. Die Bildung neuer kirchlicher Gemeinden und die Abänderung bestehender kirchlicher Gemeinde- und Bezirkseintheilungen kann von dem Bischof nur im Einverständnisse mit der Staatsregierung verfügt werden. || Dasselbe gilt von der Errichtung, Theilung und Vereinigung von Pfründen, auch wenn eine neue kirchliche Gemeindeintheilung nicht damit verbunden ist. || Art. 18. Das den kirchlichen Bedürfnissen und Anstalten gewidmete Vermögen unterliegt den allgemeinen Landesgesetzen, insbesondere auch jenen über öffentliche Lasten und Abgaben, sowie über den Besitz von Liegenschaften durch die todte Hand. || Art. 19. Die Verwaltung der vacanten Pfründen und des aus den Erträgnissen von solchen gebildeten Intercalarfonds steht unter der gemeinsamen Leitung, diejenige der besetzten Pfründen unter der gemeinsamen Aufsicht des Staates und der Kirche. || Von den Verwaltern anderen, den kirchlichen Bedürfnissen und Anstalten gewidmeten Vermögens kann die Staatsregierung, soweit ihr nicht weiter reichende Befugnisse in Beziehung auf dasselbe zukommen, über die Erhaltung des Grundstocks und die stiftungsmässige Verwendung seiner Erträgnisse Nachweis verlangen. || Art. 20. Der Verkehr mit den kirchlichen Obern wird von Staatswegen nicht gehindert. || Art. 21. Ein unmittelbarer Verkehr mit den königlichen Behörden steht dem Bischof in der Weise zu, dass er keine Befehle oder Weisungen an sie erlässt. || Art. 22. Alle mit Vorstehendem nicht vereinbaren Bestimmungen früherer Gesetze und Verordnungen treten mit der Verkündigung des gegenwärtigen Gesetzes ausser Kraft. || Indem Wir mit der Vollziehung dieses Gesetzes Unsere Ministerien der Justiz und des Kirchen- und Schulwesens beauftragen, erklären Wir zugleich, dass der mit Unserer Verordnung vom 21. December 1857 bekannt gemachten Convention mit dem

Nr.4830 (95). Würtemberg. 30. Jan. 1862. römischen Stuhle eine rechtlich verbindende Kraft nicht zukommt, und setzen hiemit jene Verordnung ausser Kraft. || Gegeben, Stuttgart, den 30. Januar 1862.

Wilhelm.

Der Justiz-Minister: Wächter-Spittler.
Der Chef des Departements des Kirchen- und Schulwesens: Golther.
Der Chef des Geheimen Cabinets: Maucler.

S. die in Nr. (94) angeführte Literatur. — Die Motive zu dem Gesetzwurfe in Dove, Zeitschrift l. c. Bd. II p. 71 ff. 199 ff.

Diess Gesetz wurde von der Kammer der Abgeordneten mit 66 gegen 13 Stimmen, und von der Kammer der Standesherrn mit 22 gegen 14 Stimmen angenommen.

Nr. 4831. (96.)

BADEN[1]). Landesherrliche Verordnung. — Bekanntmachung der Vereinbarung mit dem päpstlichen Stuhle zur Regelung der Angelegenheiten der kath. Kirche im Grossherzogthum. —

Badisches Regierungsblatt, Jahrg. 1859. Nr. 60.

Friedrich, von G. G. Grossherzog von Baden, etc.

Nr.4831 (96). Baden. 5. Dec. 1859. Wir haben Uns bewogen gefunden, zur Regelung der Angelegenheiten der katholischen Kirche in Unserem Grossherzogthum mit dem päpstlichen Stuhle Verhandlungen pflegen zu lassen, und es ist unter dem 28. Juni d. J. eine Vereinbarung zu Stande gekommen, welcher Wir in Anbetracht, dass die durch sie der katholischen Kirche eingeräumte grössere Selbstständigkeit in der Leitung ihrer Angelegenheiten Unser unveräusserliches oberstholeitliches Schutz- und Aufsichtsrecht nicht beeinträchtigt, unter dem Vorbehalte der ständischen Zustimmung zur Aenderung der der Vereinbarung entgegenstehenden Gesetzesbestimmungen Unsere höchste Genehmigung ertheilt haben. || Nachdem die Bulle, mit welcher nach der getroffenen Verabredung die abgeschlossene Convention als das Hauptstück der gesammten Vereinbarung verkündet werden soll, unter dem 10. October d. J. [recte 22. Sept.] von dem päpstlichen Stuhle erlassen worden ist, bringen Wir diese Bulle, die mit den Worten „Aeterni Pastoris vicario“ beginnt und die erwähnte Convention genau und vollständig enthält, hiemit zur allgemeinen Kenntniss. || Die betheiligten

---

[1]) Vergl. Nr. 4762—71 (29—36) und Nr. 4790—95 (55—60).

Ministerien sind, jedes in seinem Geschäftskreise, mit der Einleitung und Anordnung des Vollzuges beauftragt. || Gegeben zu Karlsruhe in Unserem Staatsministerium, den 5. December 1859.

Friedrich.

von Meysenbug. von Stengel. Auf S. K. H. höchsten Befehl: Schunggart.

(F. C. Rosshirt jun.) Die Vereinbarung zwischen der Krone Baden und dem heiligen Stuhle. Freiburg 1860. Bader, Die kath. Kirche im Grossherzogthum Baden. Freiburg 1860. H. Maas, Die badische Convention etc. in Moy, Archiv l. c. V p. 224 ff. und VI 263 ff., daselbst auch eine Besprechung der über das Concordat erschienenen Schriften. Brück, Die oberrhein. Kirchenprovinz l. c. p. 474 ff. — F. Haass, Die Gesetzgebung über die Regelung der kirchlichen Verhältnisse im Grossherzogthum Baden, in Dove's Zeitschrift Bd. II. p. 290 ff. Friedberg, Der Staat und die kathol. Kirche im Grossherzogthum Baden. Mit amtlichen Actenstücken. Leipzig 1871.

Das Concordat wurde auf der Basis der auch Würtemberg von Seite der Curie übergebenen Grundlagen (s. dieselben Friedberg, Grenzen l. c. Beilage XVI) am 28. Juni abgeschlossen, durch die obenstehende landesherrliche Verordnung bekannt gemacht und den zu der Zeit versammelten Ständen zur Kenntnissnahme vorgelegt. Die zweite Kammer beschloss (30. März 1860) an den Grossherzog eine Adresse zu richten, in der sie bat, die Verordnung vom 5. Dec. 1859 ausser Wirksamkeit zu setzen. (S. Nr. 99.) Ehe diese Adresse überreicht werden konnte, erfolgte ein Wechsel des Ministeriums, und hierauf die von allen Ministern unterzeichnete grossherz. Proclamation vom 7. April 1860 (s. Nr. 100), welche die kirchlichen Verhältnisse im Wege der Gesetzgebung zu ordnen versprach. Nachdem auch die erste Kammer der Stände ihre Zustimmung zum Beschlusse der zweiten Kammer im Principe erklärt hatte (s. Nr. 99 Anmerkung), wurden den Ständen Gesetzentwürfe über die rechtliche Stellung der Kirchen und kirchlichen Vereine im Staate und die dazu gehörenden Verhältnisse vorgelegt und den 9. October 1860 als Gesetz verkündet. (S. Nr. 102—106). — Als diese Gesetze, welche an die Stelle der Convention treten sollten, entworfen waren, richtete die Regierung unterm 14. Juni d. J. ein Schreiben an den Cardinal-Secretär Antonelli, dem eine ausführliche Denkschrift beilag, welche den Gang der Dinge darstellt, der zur Lossagung vom Concordate führte. Dieselbe erfuhr in einer Denkschrift des Card. Antonelli vom 26. Juli d. J. eine eingehende Erwiederung, welche die Regierung dann durch ein Schreiben vom 11. September d. J. beantwortete. (S. diese Denkschriften Moy, Archiv l. c. VI. p. 140—157.)

Nr. 4832. (97.)

RÖMISCHE CURIE. Die Bulle Aeterna Pastoris Vicario. — Confirmation des badischen Concordates. —

Lat. Orig. Nussi, Convent. p. 330. Deutsche Uebers. Badisches Regierungsblatt, Jahrg. 1859. Nr. 60.

Pius Bischof, Diener der Diener Gottes, zum immerwährenden Gedächtniss.

Nr. 4832 (97). Röm. Curie. 22. Sept. 1859.

Die Verwaltung, welche Uns an Statt des Ewigen Hirten hier auf Erden sicherlich nicht nach Unserem Verdienste, aber nach dem unaussprechlichen Rathschlusse der göttlichen Vorsehung übertragen ist, erfordert, dass Wir alle Unsere Erwägungen und Bemühungen unablässig der Aufgabe widmen, das Wohl der gesammten Heerde des Herrn und den Nutzen der katholischen Kirche überall zu fördern. Wir haben deshalb Unsere apostolischen Sorgen und Gedanken mit allem Eifer den Kirchenprovinzen des Oberrheins zugewendet, damit dort Unsere heiligste Religion immer weiteres Wachsthum erlangen und von Tag zu Tag gedeihlicher und glücklicher wirken und blühen möge. Obgleich nämlich Unsere Vorgänger, verehrungswürdigen Andenkens, insbesondere Pius VII. in seiner apostolischen Bulle vom 17. September 1821. beginnend: „Provida solersque“ und Leo XII. durch eine andere Bulle vom 3. April 1827, anfangend: „Ad dominici gregis custodiam“ für die kirchlichen Angelegenheiten jener Provinzen und für das geistliche Wohl der dortigen Gläubigen sorgfältige Vorkehr zu treffen sich bestrebten, haben Wir doch wohl erkannt, dass Wir wegen veränderter Zeitverhältnisse andere Rathschlüsse fassen müssen, theils um die Wohlfahrt jener Gläubigen mehr zu fördern, theils um die Schwierigkeiten zu beseitigen, die hauptsächlich in der neuesten Zeit sich erhoben hatten. Es gereichte uns daher zur grössten Freude, als der durchlauchtigste und erhabenste Königliche Fürst Friedrich, Grossherzog von Baden, von Uns verlangte, dass Wir die kirchlichen Angelegenheiten in seinem ganzen Grossherzogthume ordnen möchten. Demzufolge haben Wir, den Wünschen Seiner königlichen Hoheit, die schon lange auch Unsere innigsten Wünsche waren, bereitwilligst nachkommend, ohne jeglichen Verzug mit diesem erhabensten Fürsten eine Uebereinkunft schliessen zu sollen geglaubt. Und an dieses hochwichtige Werk alsbald Hand anlegend, haben Wir Unsern geliebten Sohn Johann Cardinalpriester Brunelli, ausgezeichnet durch Frömmigkeit, Gelehrsamkeit und Klugheit, ausgewählt und mit den nöthigen Vollmachten versehen, um mit dem geliebten Sohne Karl Brunner, Grossherzoglichem Staatsrath, der zu diesem Zweck von seinem erhabensten Fürsten abgesandt worden war, die ganze Sache sorgfältig zu verhandeln. Nachdem aber der genannte Cardinal von Uns zum Bischofe von Osimo und Cingoli ernannt worden war, haben Wir an seiner Statt Unseren geliebten Sohn Karl August Cardinalpriester von Reisach, hervorragend durch Frömmigkeit, Gelehr-

samkeit und Klugheit mit den geeigneten Instructionen und Vollmachten versehen, damit er die begonnene Verhandlung dieser hochwichtigen Angelegenheit mit dem genannten Karl Brunner eifrig fortsetze und abschliesse. Da aber dieser starb, wurden an seine Stelle von dem erhabensten Grossherzog von Baden der edle Herr Freiherr Christian Gustav von Berckheim, bevollmächtigter Minister und ausserordentlicher Gesandter bei diesem heiligen Stuhle und der geliebte Sohn Franz Karl Rosshirt, beider Rechte Doctor und Rath am obersten Gerichtshofe des Grossherzogthums Baden, als Bevollmächtigte ernannt, um mit Unserem geliebten Sohne dem Cardinal von Reisach das unternommene so wichtige Werk zum Ende zu führen. Und da Wir die ausgezeichnete Gerechtigkeit, Billigkeit und Hochherzigkeit des erhabensten Fürsten, des Grossherzogs von Baden, und Seine wohlwollenden Gesinnungen gegen Seine katholischen Unterthanen wohl kannten, so hofften Wir mit fester Zuversicht, dass mit Gottes Hilfe diese wichtige Angelegenheit den gewünschten Ausgang nehmen werde. Und Wir freuen uns lebhaft, dass diese Unsere Hoffnung nicht vergeblich war. Nach einer langen und sorgfältigen Berathung nämlich, wie die Wichtigkeit der Sache sie erforderte, wurde die Vereinbarung in mehreren Artikeln abgefasst und von Unseren ehrwürdigen Brüdern den Cardinälen der für ausserordentliche kirchliche Angelegenheiten eingesetzten Congregation geprüft, mit dem durchlauchtigsten und erhabensten Königlichen Fürsten Friedrich Grossherzog von Baden eingegangen und zum gewünschten Ausgange geführt. Nachdem die Artikel dieser Vereinbarung sowohl von Unserem als von dem Grossherzoglichen Bevollmächtigten am 28. Juni d. J. unterzeichnet und von Uns sorgfältigst erwogen waren, glaubten Wir eben diese Vereinbarung mit Unserer höchsten Auctorität bestätigen zu sollen, und Wir haben das Vertrauen, dass sie mit Gottes Segen zur grössten Wohlfahrt der Seelen und zum Besten der katholischen Kirche gereichen werde. . . . . . . [folgt das Concordat, die Confirmationsclausel wie bei Würtemberg Nr. 89 und die übliche Schlussclausel] . . . .

Gegeben zu Rom bei dem heiligen Petrus am 22. Tage des Septembers im Jahre 1859 nach der Menschwerdung des Herrn, im vierzehnten Jahre Unseres Pontificats.

Marius Card. Mattei Prodatarius. — V. Card. Macchi.

Visa de Curia Dominicus Bruti.

J. Cugnomus.

Nr. 4833. (98.)

BADEN-RÖMISCHE CURIE. Das badische Concordat. Abgeschlossen Rom, 28. Juni, Ratificationen ausgewechselt August 1859. Kirchl. Publication 22. September, staatliche 5. December 1859.

Lat. Orig. Nussi, Convent. p. 331 ff. Deutsche Uebers. Badisches Regierungsbl. Jahrg. 1859. Nr. 60.

Vereinbarung zwischen Papst Pius IX. und dem Grossherzog Friedrich von Baden.

Im Namen der allerheiligsten und untheilbaren Dreifaltigkeit.

Nr. 4833 (98). Baden-Röm. Curie. 28. Juni 1859.

Seine Heiligkeit Papst Pius IX. und Seine königliche Hoheit Friedrich, Grossherzog von Baden, haben, um die Angelegenheiten der römisch-katholischen Kirche im Grossherzogthum Baden zu ordnen, zu Ihren Bevollmächtigten ernannt, nämlich Seine Heiligkeit der Papst Seine Eminenz den Herrn Carl August von Reisach, Cardinalpriester der heiligen römischen Kirche vom Titel der heil. Anastasia. || Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Baden den edlen Herrn Christian Gustav Freiherrn von Berckheim, Allerhöchst Ihren ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister beim heiligen Stuhle, und den Herrn Franz Karl Rosshirt, beider Rechte Doctor, Allerhöchst Ihren Oberhofgerichtsrath. || Diese Bevollmächtigten sind, nachdem sie ihre authentischen Bevollmächtigungs-Urkunden ausgewechselt und richtig befunden hatten, über nachstehende Artikel übereingekommen: || Art. I. In Betreff der Besetzung des Erzbischöflichen Stuhles von Freiburg, der Canonicate und Präbenden an der Domkirche bleibt es lediglich bei dem mit dem heiligen Stuhle vereinbarten Verfahren. || Art. II—VIII [übereinstimmend mit dem unter Nr. 4824 (89) mitgetheilten würtembergischen Concordate Art. I—VIII zweiter Absatz.] || Art. IX. So lange aber ein Seminar nach erwähnter Vorschrift nicht errichtet ist, willigt der heilige Stuhl der besonderen Umstände wegen ein, dass die Candidaten der Theologie inzwischen an der Universität Freiburg studiren, und ein theologisches Collegium oder Convict, wie es schon früher bestand, wieder errichtet werde. || Die Leitung und Beaufsichtigung dieses Convictes steht dem Erzbischofe zu. Derselbe wird daher die Hausordnung vorschreiben, die Mitglieder der der öconomischen Verwaltung des Collegiums vorgesetzten Commission, sowie den Vorsteher, die Repetenten und den Oeconomen ernennen, deren Amtsführung leiten und kann, wenn er es für nothwendig erachtet, sie ihres Amtes entlassen. Ohne seine Einwilligung soll kein Alumne aufgenommen werden; bereits aufgenommene Alumnen kann er, wenn es nothwendig ist, jeder Zeit entlassen. In dieses Convict kann der Erzbischof auch Solche aufnehmen, die er im Hinblick darauf, dass sie sich der geistlichen Laufbahn widmen, an der

Nr. 4833 (98). Baden-Röm. Curie. 28. Juni 1859.

Universität in den philosophischen Wissenschaften weiter ausgebildet wissen möchte. || Der heilige Stuhl giebt seine Zustimmung, dass der Erzbischof auf die Unterhaltung dieses Convictes jene Summe zu verwenden fortfahre, welche derselbe bisher hierauf aus für das Seminar bestimmten Mitteln zu verwenden pflegte, wofern nur aus den allgemeinen kirchlichen und aus anderen für den katholischen Religionstheil bestimmten Fonds die bisherigen Beträge fortan geleistet werden, und wenn sie nicht ausreichen, der nach Verständigung mit dem Erzbischofe für nöthig erachtete Zuschuss gewährt wird. || Die Alumnen dieses Convictes werden, nachdem sie ihre Studien auf der Universität vollendet haben, in das sogenannte Priesterseminar zu St. Peter bei Freiburg aufgenommen werden und daselbst verbleiben, bis sie die Priesterweihe erlangt haben. Der Erzbischof wird dieses Seminar mit vollem und freiem Rechte leiten, wie das nach Vorschrift des Concils von Trient künftig zu errichtende Seminar, von welchem in dem vorigen Artikel die Rede ist. || Art. X. Da die grossherzogliche Regierung behufs einer guten Erziehung der katholischen Jugend einige Convicte an solchen Orten zu errichten beabsichtigt, an welchen bereits für Katholiken bestimmte öffentliche Lyceen oder Gymnasien bestehen, so können inzwischen und so lange Knabenseminare nicht errichtet sind, in jenen Convicten unter anderen Zöglingen auch diejenigen Knaben und Jünglinge aufgenommen werden, welche sich dem geistlichen Stande widmen wollen.

Die Statuten und Vorschriften für diese Convicte sollen im Einvernehmen zwischen der Grossherzoglichen Regierung und dem Erzbischofe festgestellt und wenn dies nöthig fällt, auf gleiche Weise geändert werden. || Die Vorsteher und Repetenten werden, und zwar ebenfalls nur im Einvernehmen mit dem Erzbischofe, aus dem Stande der Geistlichen gewählt werden. Alle Uebrigen, welche bei diesen Convicten einen Dienst bekleiden, müssen Katholiken sein. || Unter die Zöglinge können nur katholische Knaben und Jünglinge aufgenommen werden. Sie haben eine Prüfung zu bestehen, der ein Abgeordneter des Bischofs beiwohnen wird. Es wird ferner Niemand ohne des Erzbischofes Einwilligung in das Convict aufgenommen werden, und eben so kann Niemand in demselben bleiben, dessen Entfernung der Erzbischof für nöthig erachtet. || Alle Lehrerstellen an den betreffenden Gymnasien und Lyceen werden mit Katholiken besetzt werden. || Sollte der Erzbischof dafür halten, dass hinsichtlich der Lehrer und der an den Convicten angestellten Personen oder hinsichtlich des Lehrganges oder der Disciplin Grund zu Ausstellungen vorliege, so wird die grossherzogliche Regierung thunlichst dafür Sorge tragen, dass den Ausstellungen und Wünschen des Erzbischofs Genüge geschehe. || Ferner wird dem Erzbischofe freistehen, alles dasjenige zu ordnen und zu bestimmen, was auf die religiöse Erziehung und Unterweisung der Alumnen im Convicte Bezug hat, und darüber zu wachen, dass in keinem Unterrichtszweige etwas vorkomme, was dem katholischen Glauben und der sittlichen Reinheit zuwiderläuft. Ferner wird es ihm zustehen, diese Convicte zu visitiren, zu deren Prüfungen Bevollmächtigte zu schicken und von den

Nr. 4833 (98). Baden-Röm. Curie. 28. Juni 1859.

Vorgesetzten periodische Berichte einzufordern. || Art. XI. Die katholische theologische Fakultät an der Universität Freiburg steht, in Bezug auf das kirchliche Lehramt, unter Leitung und Aufsicht des Erzbischofes. Demnach kann derselbe den Professoren und anderen Lehrern die Ermächtigung und Sendung zu theologischen Lehrvorträgen ertheilen und nach seinem Ermessen wieder entziehen, ihnen das Glaubensbekenntniss abnehmen, auch ihre Hefte und Lehrbücher seiner Prüfung unterwerfen. || Art. XII. Das Vermögen, welches die Kirche als ihr Eigenthum besitzt oder in Zukunft erwerben wird, soll stets unverletzt erhalten werden; es unterliegt dasselbe indessen den öffentlichen Lasten und Abgaben, sowie den allgemeinen Gesetzen des Grossherzogthums gleich anderem Eigenthum. || Das Kirchenvermögen wird im Namen der Kirche unter Aufsicht des Erzbischofes von denjenigen verwaltet, welche nach Vorschrift der Kirchengesetze, oder nach dem Herkommen, oder in Folge eines Privilegiums, oder endlich durch eine besondere Bestimmung des Stifters zu solcher Verwaltung berufen sind. Alle Verwalter aber sind gehalten, jährlich dem Erzbischofe oder dessen Bevollmächtigten Rechenschaft über ihre Verwaltung abzulegen, mögen sie auch auf Grund der oben angeführten Titeln Anderen gegenüber die gleiche Verpflichtung haben. Unter den obwaltenden besonderen Umständen und in der Voraussetzung, dass die Staatskasse, wenn es nothwendig ist, zu den allgemeinen und örtlichen Kirchenbedürfnissen Beiträge leistet, soll bei Fortdauer der dermaligen Verhältnisse behufs der Erhaltung des Kirchenvermögens, sowie hinsichtlich der Verwaltung desselben alles dasjenige beobachtet werden, was in den folgenden Artikeln festgesetzt ist. || Art. XIII. Die Güter kirchlicher Stiftungen können ohne Zustimmung der Kirchengewalt weder verkauft oder vertauscht, noch in Emphyteuse gegeben, oder mit Pfand- und anderen Lasten beschwert, noch im Vergleichswege veräussert, noch endlich über neun Jahre verpachtet werden; auch können ohne die gleiche Zustimmung die Erträgnisse aus solchen Gütern niemals eine den Stiftungszwecken fremde Bestimmung erhalten. || Der heilige Stuhl willigt dazu ein, dass, wenn Kirchengüter veräussert, oder mit neuen Lasten belegt, oder wenn ihre Erträgnisse in einer den Stiftungszwecken nicht entsprechenden Weise verwendet werden sollen, hiezu stets die Zustimmung der Grossherzoglichen Regierung eingeholt werden müsse. || Art. XIV. Das Vermögen des Erzbischöflichen Tisches, das des Domcapitels, das der Metropolitankirche, sowie das des Seminars wird vom Erzbischofe, beziehungsweise dem Domcapitel, frei nach Massgabe der canonischen Satzungen verwaltet werden; in gleicher Weise wird auch alles Dasjenige verwaltet werden, was an solchem Vermögen erspart und in Folge der Erledigung des Erzbischöflichen Stuhles, sowie anderer Pfründen der Metropolitankirche erübrigt wird, oder was dem betreffenden Vermögen durch neue Stiftungen von Privatpersonen bereits zugefallen ist und künftighin zufallen wird. || Die Grundstücke und ständigen Fonds, welche von der Grossherzoglichen Regierung zur Ausstattung der Metropolitankirche bereits hingegeben wurden oder in

Zukunft werden hingegeben werden, können ohne Zustimmung der Grossherzoglichen Regierung weder veräussert noch irgend wie belastet werden. Nichts steht entgegen, dass die Grossherzogliche Regierung von Zeit zu Zeit davon Kenntniss nehmen könne, ob die fraglichen Vermögenstheile in ihrem Bestand erhalten seien. || Art. XV. Das Vermögen der sogenannten Landcapitel wird von diesen selbst unter alleiniger Aufsicht des Erzbischofes verwaltet. || Art. XVI. Sämmtliches Vermögen der Kirchenfabriken und anderer kirchlicher Ortsstiftungen kann auch fernerhin durch die hierzu geordneten Commissionen in den einzelnen katholischen Gemeinden auf die im Lande eingeführte bisherige Weise verwaltet werden, wofern nur die Verwaltung im Namen der Kirche geschieht und die Pfarrer sowie die übrigen Geistlichen das Amt, welches sie in jenen Commissionen zu führen haben, kraft der dem Erzbischofe zustehenden Amtsgewalt und in seinem Auftrage üben. || Ausserdem müssen diejenigen, welche von den Katholiken eines jeden einzelnen Ortes in die gedachte Commission gewählt werden, und auch der von dieser Commission selbst zu erwählende Rechner sowohl von der Grossherzoglichen Regierung als vom Erzbischofe beziehungsweise von den Bevollmächtigten Beider bestätigt sein. Die von ihnen geführte Verwaltung wird von den vom Erzbischofe hiezu aufgestellten Decanen, sowie von den Staatsverwaltungsbehörden gemeinschaftlich beaufsichtigt werden. || Art. XVII. Das Vermögen der kirchlichen Distriktsstiftungen wird von den Commissionen verwaltet. Dieselben müssen aus Katholiken bestehen, die zur Hälfte von der Grossherzoglichen Regierung, zur Hälfte vom Erzbischofe gewählt werden, und die sämmtlich beiden Theilen genehm sein müssen. Der Vorsteher, den eine jede dieser Commissionen haben wird, soll von der betreffenden Commission selbst gewählt werden; der der letzteren unterstehende Rechner muss sowohl von der Grossherzoglichen Regierung als von dem Erzbischofe bestätigt sein. || Art. XVIII. Ausserdem wird eine gemischte Commission gebildet werden, welche im Namen der Kirche die Verwaltung des Intercalarfonds, sowie der übrigen allgemeinen kirchlichen Fonds zu überwachen, und welche zugleich die Oberaufsicht über die Verwaltung sämmtlicher kirchlicher Fonds des Grossherzogthums zu führen hat. Diese Commission wird sowohl im Namen des Erzbischofs als der Grossherzoglichen Regierung von allen einzelnen Verwaltern sich Rechnung stellen lassen und über eine jede einzelne Verwaltung den geeigneten Bescheid ertheilen. Welche Fonds als allgemeine kirchliche Fonds zu betrachten seien, wird im gegenseitigen Einverständnisse der Grossherzoglichen Regierung und des Erzbischofes festgesetzt werden. || Art. XIX. Jene gemischte Commission wird aus Katholiken bestehen, die zur Hälfte von der Grossherzoglichen Regierung, zur Hälfte von dem Erzbischofe gewählt werden und sämmtlich beiden Theilen genehm sein müssen. Die Commission soll einen Vorsteher katholischer Religion haben, und es wird einerseits der Grossherzoglichen Regierung, andrerseits dem Erzbischofe die Befugniss zustehen, solche Männer in Vorschlag zu bringen, welche von dem einen oder anderen

Nr. 4833 (98). Baden-Röm. Curie. 28. Juni 1859.

Theil zur Führung des fraglichen Amtes für geeignet erachtet werden. Derjenige wird dieses Amt führen, der sowohl von der Grossherzoglichen Regierung als vom Erzbischofe im gegenseitigen Einvernehmen gewählt und ernannt werden wird. Von Seiten des Staates wird derselbe Mann zum Vorsteher desjenigen anderen Collegiums bestellt werden, welchem die Leitung der katholischen Schulen des Grossherzogthums übertragen ist, und welchem zugleich die Aufsicht über die Verwaltung des im Grossherzogthume für den katholischen Religionstheil bestimmten Vermögens obliegt. || Die Art und Weise, in welcher die gemischte Commission ihr Amt zu führen hat, wird von der Grossherzoglichen Regierung und dem Erzbischofe im gegenseitigen Einvernehmen festgesetzt werden. || Ebenso werden die Verwalter der Intercalarfonds, und der anderen allgemeinen kirchlichen Fonds, von welchen im Artikel XVIII die Rede ist, aus Katholiken im gegenseitigen Einverständnisse der Grossherzoglichen Regierung und des Erzbischofes gewählt werden. | Art. XX. Dem Erzbischofe wird es freistehen, von dem Stande, der Verwaltung, der Natur und den Lasten einer jeden kirchlichen Stiftung Kenntniss zu nehmen, auch die Urkunden, welche sich auf eine solche Stiftung beziehen, einzusehen, damit nach sorgsamer Erwägung aller einschlägigen Verhältnisse im gegenseitigen Einverständnisse der Grossherzoglichen Regierung und des Erzbischofes eine genaue Norm festgestellt werden könne, nach welcher die Verwaltung einer jeden kirchlichen Stiftung zu führen ist und die Einkünfte derselben jährlich zu verwenden sind. Diese Norm muss die gemischte Commission bei Führung ihres Amtes überhaupt, und insbesondere bei Prüfung der Rechnungen stets vor Augen haben und befolgen. Bei Feststellung der in den einzelnen Kirchen für den Cultus zu verwendenden Summen soll auf die Forderungen und Wünsche des Erzbischofes besondere Rücksicht genommen werden, und es soll dann demselben allein zustehen, zu bestimmen, wie die festgesetzten Summen zu verwenden seien, damit der Cultus der Ordnung gemäss eingerichtet und befördert werde. Will der Erzbischof Rentenüberschüsse für ausserordentliche Cultusbedürfnisse verwendet wissen, so wird er sich mit der Grossherzoglichen Regierung ins Benehmen setzen. | Art. XXI. Die Pfründen werden unter Aufsicht der gedachten gemischten Commission von ihren Inhabern nach Vorschrift der Kirchengesetze verwaltet werden. Sind Pfründen erledigt, so wird deren Vermögen von den Kämmerern der Landkapitel, oder sofern der Erzbischof mit der Grossherzoglichen Regierung sich über andere Personen einigen sollte, von diesen verwaltet, und es werden die Einkünfte einer jeden unbesetzten Pfründe, welche nach Erfüllung der der letzteren obliegenden Verbindlichkeiten übrig bleiben, dem Intercalarfond einverleibt werden, wenn sie nicht wegen der an einzelnen Orten bestehenden besonderen Verhältnisse zur Vermehrung des Pfründevermögens selbst, oder zu nützlichen oder nothwendigen Verwendungen für die Kirche des betreffenden Ortes zu bestimmen sind. || Art. XXII—XXIV [übereinstimmend mit dem unter Nr. 4824 (89) mitgetheilten würtembergischen

Concordat Art. XI—XIII.] || Gegeben zu Rom am achtundzwanzigsten Juni im Jahre des Heils eintausend achthundert neunundfünfzig.

Nr. 4833 (98). Baden-Röm. Curie. 28. Juni 1859.

Karl August Card. von Reisach. Christian Gustav Freiherr von Berckheim. Franz Karl Rosshirt.

Diese Uebereinkunft erhielt Ergänzungen und Erläuterungen a) durch die päpstliche Instruction an den Erzbischof, b) durch die Noten der beiderseitigen Bevollmächtigten, welchen die gleiche Kraft wie der Vereinbarung selbst zukommen sollte. (S. diese Actenstücke im Original Nussi, Conventiones p. 400—417 und in deutscher Uebers. Walter, Fontes p. 384 ff.)

Nr. 4834. (99.)

BADEN. Adresse der zweiten Kammer der Stände an den Grossherzog. — Bitte die Verordnung vom 5. Dec. und damit das Concordat selbst ausser Wirksamkeit zu setzen. —

Verhandlungen der II. bad. Kammer (40. Sitzung). Karlsruhe 1860.

Ew. Königliche Hoheit wolle gnädigst geruhen, die allerhöchstlandesherrliche Verordnung vom 5. Dec. v. J., welche die päpstliche Bulle und die in diese aufgenommene Vereinbarung mit dem heil. Stuhle vom 28. Juni v. J. enthält, mit letzterer ausser Wirksamkeit zu setzen, beziehungsweise nicht in Wirksamkeit treten zu lassen.

Nr. 4834 (99). Baden. 30. März 1860.

Diese Adresse wurde mit 45 gegen 15 Stimmen angenommen. Die Kammer stützte sich dabei auf den §. 67 der Verfassung, welcher ausspricht: „Die Kammern haben das Recht der Vorstellung und Beschwerde; Verordnungen, worinnen Bestimmungen eingeflossen, wodurch sie ihr Zustimmungsrecht für gekränkt erachten, sollen auf ihre erhobene gegründete Beschwerde sogleich ausser Wirksamkeit gesetzt werden.“ — Am 15. Mai d. J. fasste die erste Kammer in Beziehung auf diese an sie gelangte Adresse mit 13 gegen 8 Stimmen den Beschluss „dass auch die erste Kammer sich gegen eine Ordnung der Verhältnisse der kathol. Kirchengewalt im Grossherzogthum durch einen ohne ständische Zustimmung abgeschlossenen Vertrag mit dem päpstlichen Stuhle ausspreche, — dass aber bei dem Umstand, dass in dem allerhöchsten Manifest vom 7. April d. J. die Absicht der Staatsregierung feierlich verkündet worden ist, die Rechtsstellung der Kirche im Wege der Gesetzgebung und somit unter Theilnahme der Stände zu regeln, ein Beitritt zu der von der II. Kammer beschlossenen Adresse zum Zweck ihrer förmlichen Ueberreichung nicht mehr als passend erscheine, wesshalb unter ausdrücklicher Hinweisung auf diese Gründe auf Uebergang zur Tagesordnung angetragen werde.“ (S. Verhandlungen der I. Kammer über die Convention mit dem päpstl. Stuhle. Karlsruhe 1860.) — Ueber diesen Widerstand der Kammern gegen das

Nr.4834 (99). Baden. 30.März 1860.

Concordat sagt die Regierung in dem früher angeführten Schreiben an den Card. Antonelli vom 11. Sept. 1860 „Der Widerstand der Kammern ist durch deren Beschluss zu einer vollendeten Thatsache geworden, welcher — berechtigt oder unberechtigt — von der grossherzogl. Regierung selbst durch eine Auflösung der Ständeversammlung nicht zu ändern war, sondern ihr nur noch die schwierige Frage überliess, was diesem Widerstande gegenüber zu thun vom politischen und rechtlichen Standpunkte aus für Staat und Kirche rathsam sei, um nach zwei Seiten hin den Frieden zu erhalten. Eben diese Situation hat der päpstliche Stuhl, wie uns scheint, keineswegs in gehöriger Weise gewürdigt. Die Opposition der Stände wird in der Entgegnung desselben als etwas ganz Unerhebliches, weil Unberechtigtes, behandelt und die Lage der Regierung so betrachtet, als ob es nichtsdestoweniger in ihrem freien Belieben stehe und darum auch ihre Pflicht sei, den Vertrag zu vollziehen. Und doch ist es einleuchtend, dass mit dem Versuche, den Widerstand der Kammer als unberechtigt darzustellen, die Thatsache des Widerstandes selbst nicht beseitigt werden kann. Ein solcher Versuch ist nach dem jetzigen Stand der Sache ein völlig unfruchtbares Unternehmen . . . . Eine Zumuthung an die grossherzogliche Regierung, den Vertrag auch jetzt noch gegen den ausgesprochenen Willen der Stände zu vollziehen, lässt sich nur durch Misskennen der constitutionellen Verhältnisse und der wahren Stimme des Landes erklären. Einem solchen Ansinnen könnte nur dadurch entsprochen werden, dass die grossh. Regierung an die Stelle der constitutionellen Rechte die Gewaltthat setzt und damit Gefahren für Staat und Kirche heraufbeschwört, die der päpstliche Stuhl im gegenwärtigen Augenblick am wenigsten unterschätzen und deren Abwendung ihm unseres Erachtens nicht minder als der grossherzogl. Regierung am Herzen liegen sollte."

Nr. 4835. (100.)

BADEN. Proclamation des Grossherzogs. — Erklärt die Kirchenverhältnisse im Wege der Gesetzgebung ordnen zu wollen. —

Badisches Regierungsblatt. Jahrg. 1860. Nr. 16.

Friedrich, von G. G. Grossherzog von Baden, Herzog von Zähringen.

Nr.4835(100). Baden. 7.April 1860.

In einem ernsten Augenblicke, der manche Gemüther mit bangen Zweifeln erfüllt, ergreife Ich Mein schönstes Vorrecht, und richte aus der Tiefe des Herzens Friedensworte an Mein theures Volk. || Beklagenswerthe Irrungen mit dem Oberhirten der katholischen Kirche des Landes bewogen Mich, durch unmittelbare Verhandlungen mit dem päpstlichen Stuhle eine Ausgleichung anzubahnen, von dem innigen Wunsche beseelt, an die Stelle des Streites Eintracht und an die Stelle gegenseitiger Erbitterung Wohlwollen und Frieden treten zu lassen. || Nach langen und mühevollen Verhandlungen wurde eine

Uebereinkunft abgeschlossen, welche zur Erreichung dieses Zieles Hoffnung gab. || Mit tiefer Betrübniss erfüllte Mich die Wahrnehmung, dass die getroffene Uebereinkunft Viele Meines Volkes in Besorgniss versetzte, und den lauten Bedenken, ob nicht die verfassungsmässigen Organe darüber zu hören seien, konnte Ich Meine ernste Aufmerksamkeit nicht versagen. || Ein Beschluss der zweiten Kammer Meiner getreuen Stände hat diesen Bedenken einen Ausdruck gegeben, der einen verhängnissvollen Verfassungsstreit zwischen Meiner Regierung und den Ständen befürchten liess. || Dass ein solcher Streit umgangen und die Rechtsunsicherheit vermieden werde, welche aus einem Zwiespalt der gesetzgebenden Gewalten hervorgehen müsste, fordern nicht minder die Interessen der katholischen Kirche, als die Wohlfahrt des Landes. | Es ist Mein entschiedener Wille, dass der Grundsatz der Selbstständigkeit der kathol. Kirche in Ordnung ihrer Angelegenheiten zur vollen Geltung gebracht werde. Ein Gesetz, unter dem Schutze der Verfassung stehend, wird der Rechtsstellung der Kirche eine sichere Grundlage verbürgen. In diesem Gesetze und den darauf zu bauenden weiteren Anordnungen wird der Inhalt der Uebereinkunft seinen berechtigten Ausdruck finden. || So wird Meine Regierung begründeten Forderungen der katholischen Kirche auf verfassungsmässigem Wege gerecht werden, und, in schwerer Probe bewährt, wird das öffentliche Recht des Landes eine neue Weihe empfangen. || Es ist Mir heute eine eben so werthe Pflicht, von Meiner eigenen Mir theuern Kirche zu reden. Den Grundsätzen getreu, welche für die katholische Kirche Geltung erhalten sollen, werde Ich darnach streben, der evangelisch-protestantisch-unirten Landeskirche auf der Grundlage Ihrer Verfassung eine möglichst freie Entwicklung zu gewähren. || Ich wünsche, dass der gleiche Grundsatz auch auf anderen Gebieten des Staatslebens fruchtbar werde, um alle Theile des Ganzen zu dem Einklange zu vereinen, in welchem die gesetzliche Freiheit ihre segenbringende Kraft bewähren kann. | An den erprobten Patriotismus und ernsten Bürgersinn Meines Volkes richte Ich nun die Mahnung, alle Trennungen zu vergessen, welche die jüngste Zeit hervorgerufen hat, damit unter den verschiedenen Confessionen und ihren Angehörigen Eintracht und Duldung herrsche, wie sie die christliche Liebe uns Alle lehrt. Manche Gefahren können Unser Vaterland bedrohen. Das Einzige, was stark macht, ist Einigkeit. || Ohne Hass über Gegensätze, welche der Vergangenheit angehören müssen, stehet fest in dem Vertrauen zu einer Zukunft, die Niemand verletzen will, weil sie gegen Alle gerecht sein will. || Gegeben zu Karlsruhe, den 7. April 1860.

Friedrich.

Stabel. Ludwig. Nüsslin. A. Lamey. Vogelmann.

Auf S. K. H. höchsten Befehl: Schunggart.

Nr. 4835 (100). Baden. 7. April 1860.

Gegen diese Proclamation richtete der Erzbischof von Freiburg eine Vorstellung an den Grossherzog (21. April), worin gesagt wird „Wenn auch für das neu zu gebende Gesetz der Grundsatz der Selbstständigkeit der Kirche in Aussicht gestellt wird, so tritt doch dagegen schon im Voraus das Bedenken ein, dass Religionssachen und confessionelle Fragen sich überhaupt zu Kammerverhandlungen nicht eignen, sowie auch nach der Reichsgesetzgebung in solchen Dingen keine Mehrheitsabstimmung, sondern nur Itio in partes und Vereinbarung stattfand, dasselbe auch nach dem Bundesrechte der Fall ist . . .“ „Ew. Königl. Hoheit haben diesen Vertrag zu ratificiren und zum Vollzug publiciren zu lassen geruht. Das Oberhaupt der kath. Kirche hat das Gleiche gethan. Die Convention ist hiernach für alle Katholiken Badens ein von der höchsten kirchlichen Autorität ausgehendes Kirchengesetz, und die darin garantirten Rechte der Kirche sind wohlerworbene Rechte. Der Oberhirt der kath. Kirche in Baden und mit ihm der Klerus und die Katholiken haben hiernach einerseits die Pflicht, die in der Convention vertragsmässig gewährten Rechte der Kirche, so weit sie es vermögen, zum Vollzug zu bringen; und andererseits kann das wohlerworbene Recht der Kirche ihr nur durch ihre Mitwirkung wieder entzogen werden.“ In einem Schreiben an den Klerus vom 21. April d. J. führte der Erzbischof diese Sätze dann weiter aus. Die Regierung beantwortete diese Schriftstücke unter dem 7. Mai d. J. „In Folge dieses allerhöchsten Auftrages haben wir Ew. Excell. zu eröffnen, dass die Fragen des Staatsrechtes in dem Grossherzogthum nicht von den Unterthanen Sr. K. H. des Grossherzogs, welche Stellung diese auch bekleiden mögen, entschieden werden, sondern von den verfassungsmässigen Organen und in nächster Instanz von dem durchlaucht. Landesherrn selbst in freier Entschliessung kraft der ihm allein zustehenden Souveränität . . . . Die gänzliche Verkennung der Stellung eines Unterthans aber, welche sich in dem Rundschreiben Ew. Excell. v. 21. v. M. ausspricht, müssen wir entschieden als unstatthaft zurückweisen. Wir wollen uns damit begnügen, unser Bedauern über diesen Vorgang auszusprechen, welcher wiederholt darthut, dass Ew. Excell. der Ansicht ist, für die kath. Kirchengewalt eine Stellung ausserhalb der Verfassung des Landes in Anspruch nehmen zu dürfen . . . .“ (S. Moy, Archiv l. c. VI p. 124 ff., daselbst p. 126 ff. das Antwortschreiben des Erzbischofes).

Nr. 4836. (101.)

BADEN. Gesetz, die rechtliche Stellung der Kirchen und kirchlichen Vereine im Staate betreffend.

Badisches Regierungsblatt. Jahrg. 1860. Nr. 51.

Friedrich, von G. G. Grossherzog von Baden, etc.

Nr. 4836 (101). Baden. 9. Oct. 1860.

In Ausführung der durch Unsere Proklamation vom 7. April d. J. gegebenen Zusicherung, welche den beiden Kirchen Unseres Landes eine freie und selbstständige Stellung unter der Gewähr einer auf verfassungsmässigem

Wege erlassenen Gesetzgebung verheisst, und im Hinblick auf die Bestimmungen der §§. 18 und 20 der Verfassungsurkunde haben Wir mit Zustimmung Unserer getreuen Stände beschlossen und verordnen, wie folgt: I. Allgemeine Bestimmungen. || §. 1. Der vereinigten evangelisch-protestantischen und der römisch-katholischen Kirche ist das Recht öffentlicher Korporationen mit dem Rechte der öffentlichen Gottesverehrung gewährleistet. §. 2. Die Befugnisse der übrigen Religionsgemeinschaften, welche bisher aufgenommen oder geduldet waren, richten sich nach den ihnen ertheilten besondern Verwilligungen. || §. 3. Die Bildung religiöser Vereine ist gestattet. || Ihre Verfassung und ihr Bekenntniss darf den Staatsgesetzen und der Sittlichkeit nicht widersprechen. || Es steht ihnen das Recht der freien gemeinsamen Gottesverehrung unter dem Schutze des Staates zu. || §. 4. Die Religionsverschiedenheit ist kein bürgerliches Ehehinderniss. || Für jede nach den Staatsgesetzen zulässige Ehe muss eine rechtliche Form der Eingehung durch das Gesetz gewährt sein. || §. 5. Diejenigen, welchen nach den bürgerlichen Gesetzen die Erziehungsrechte zustehen, haben zu bestimmen, in welcher Religion die Kinder erzogen werden sollen. || Die näheren Verfügungen bleiben einem besonderen Gesetze vorbehalten. || §. 6. Das öffentliche Unterrichtswesen wird vom Staate geleitet. || Andere Unterrichts- und Erziehungsanstalten stehen unter der Aufsicht der Staatsregierung. || II. Besondere Bestimmungen über die rechtliche Stellung der vereinigten evangelisch-protestantischen und der römisch-katholischen Kirche. || §. 7. Die vereinigte evangelisch-protestantische und die römisch-katholische Kirche ordnen und verwalten ihre Angelegenheiten frei und selbstständig. || Der Verkehr mit den kirchlichen Obern ist ungehindert. || §. 8. Die Kirchenämter werden durch die Kirchen selbst verliehen, unbeschadet der auf öffentlichen oder auf Privatrechtstiteln wie insbesondere dem Patronate beruhenden Befugnisse. || §. 9. Die Kirchenämter können nur an Solche vergabt werden, welche das badische Staatsbürgerrecht besitzen oder erlangen und nicht von der Staatsregierung unter Angabe des Grundes als ihr in bürgerlicher oder politischer Beziehung missfällig erklärt werden. || Die Zulassung zu einem Kirchenamt ist regelmässig durch den Nachweis einer allgemein wissenschaftlichen Vorbildung bedingt. || Der Umfang derselben und die Art des Nachweises werden durch eine Verordnung bestimmt. || §. 10. Das Vermögen, welches den kirchlichen Bedürfnissen, sei es des ganzen Landes oder gewisser Distrikte oder einzelner Orte gewidmet ist, wird unbeschadet anderer Anordnungen durch die Stifter, unter gemeinsamer Leitung der Kirche und des Staats verwaltet. || Bei der Verwaltung des kirchlichen Distrikts- und Ortsvermögens müssen die berechtigten Gemeinden vertreten sein. || §. 11. Ohne Genehmigung der Staatsregierung kann kein religiöser Orden eingeführt und keine einzelne Anstalt eines eingeführten Ordens errichtet werden. || Diese Genehmigung ist widerruflich. || §. 12. Den Religionsunterricht überwachen und besorgen die Kirchen für ihre Angehörigen, jedoch unbeschadet der ein-

Nr. 4836 (101). Baden. 9. Oct. 1860.

heitlichen Leitung der Unterrichts- und Erziehungsanstalten. || Die Kirchen sind befugt, Bildungsanstalten für Diejenigen, welche sich dem geistlichen Stande widmen, zu errichten. || §. 13. In ihren bürgerlichen und staatsbürgerlichen Beziehungen bleiben die Kirchen, deren Anstalten und Diener den Staatsgesetzen unterworfen. || Keine Kirche kann aus ihrer Verfassung oder ihren Verordnungen Befugnisse ableiten, welche mit der Hoheit des Staats oder mit den Staatsgesetzen im Widerspruch stehen. || §. 14. Das den kirchlichen Bedürfnissen und Anstalten gewidmete Vermögen unterliegt den Gesetzen des Staats, insbesondere auch jenen über die öffentlichen Abgaben und Lasten. || §. 15. Keine Verordnung der Kirche, welche in bürgerliche oder staatsbürgerliche Verhältnisse eingreift, kann rechtliche Geltung in Anspruch nehmen oder in Vollzug gesetzt werden, bevor sie Genehmigung des Staats erhalten hat. || Alle kirchlichen Verordnungen müssen gleichzeitig mit der Verkündigung der Staatsregierung mitgetheilt werden. || §. 16. Verfügungen und Erkenntnisse der Kirchengewalt können gegen die Freiheit oder das Vermögen einer Person wider deren Willen nur von der Staatsgewalt und nur unter der Voraussetzung vollzogen werden, dass sie von der zuständigen Staatsbehörde für vollzugsreif erklärt worden sind. || III. Schlussbestimmung. || §. 17. Das I. Konstitutionsedikt vom 14. Mai 1807 und alle Gesetze und Verordnungen, die mit obigen Bestimmungen nicht vereinbar sind, werden aufgehoben. || Die landesherrlichen Patronate und die Verordnungen über die Verwaltung des kirchlichen Vermögens bleiben in ihrer bisherigen Wirksamkeit, bis im Wege der Verordnung ihre Aufhebung in Vollzug gesetzt wird. || Gegeben zu Karlsruhe in Unserem Staatsministerium, den 9. October 1860.

Friedrich.

Stabel. A. Lamey. Auf S. K. H. h. Befehl: Schunggart.

E. Friedberg, Der Staat und die kath. Kirche im Grossherzogthum Baden. Leipzig 1871. Julius Jolly, Die badischen Gesetzentwürfe über die kirchlichen Verhältnisse. Karlsruhe 1860. Denkschrift des Erzbischofs v. Freiburg in Betreff der von der grossherzoglich bad. Staatsregierung der II. Kammer der Landst. am 22. Mai 1862 vorgelegten Gesetzentwürfe. Freiburg 1860, auch in Moy, Archiv l. c. VI. p. 47—132. Beleuchtung der Denkschrift des Herrn Erzbischof von Freiburg etc. Karlsruhe 1860. S. die in Nr. 96 angegebenen Werke. — Die Commissionsberichte und Verhandlungen der beiden Kammern über diese Gesetzentwürfe erschienen in besonderem Abdrucke Karlsruhe 1860.

Das oben mitgetheilte Gesetz wollte die Regierung unter den Schutz der Verfassung stellen. Der desshalb den Ständen mitgetheilte und von der II. Kammer angenommene Gesetzentwurf (2) blieb jedoch nur Entwurf, weil in der I. Kammer die zur Beschlussfassung über Zusätze und Abänderung der Verfassung erforderlichen drei Viertel der Mitglieder in der dazu anberaumten Sitzung nicht erschienen waren. Der einzige Artikel desselben sollte lauten „Das Gesetz vom . . . . über die rechtliche Stellung der

Kirchen und kirchlichen Vereine ist unter den Schutz der Verfassung gestellt."

Nr. 4836 (101). Baden. 9. Oct. 1860.

Zur Ausführung der §§. 6 und 11 d. o. m. G. erschienen, ausser einer Reihe von Verordnungen, das Gesetz, die Aufsichtsbehörden für die Volksschulen betreffend, v. 24. Juli 1864; und das Gesetz, den Elementarunterricht betreffend, vom 8. März 1868. (S. darüber und über den sich daran schliessenden Konflikt mit der kath. Kirche besonders Friedberg l. c. p. 74 ff. und in Beilage LIV ff. eine vollständige Sammlung aller darauf bezüglichen Actenstücke.) — Zur Ausführung der §§. 10 und 14 erschien das Gesetz, die Rechtsverhältnisse und die Verwaltung der Stiftungen betreffend, v. 5. Mai 1870. (S. Friedberg l. c. p. 138 ff. und Beilage LXXXIX ff.)

Ein zweites Gesetz dat. 9. Oct. d. J. — als Gesetzentwurf 3 — ordnet an, dass die Fürsten von Fürstenberg und Leiningen wieder in ihre Patronatsrechte zu kirchlichen Aemtern in dem Umfange eintreten, in welchen ihnen diess Recht vor dem Gesetze vom 24. Febr. 1849 zustand. (S. Bad. Regierungsblatt Jahrg. Nr. 52 und Friedberg l. c. Beilage I. 2.)

Nr. 4837. (102.)

BADEN. Gesetz die bürgerliche Standesbeamtung in Ausnahmefällen betreffend.

Badisches Regierungsblatt. Jahrg. Nr. 51.

Friedrich, von G. G. Grossherzog von Baden etc.

Nr. 4837 (102). Baden. 9. Oct. 1860.

Mit Zustimmung Unserer getreuen Stände haben Wir beschlossen und verordnen, wie folgt: || §. 1. Das Aufgebot einer nach den Staatsgesetzen zulässigen Ehe wird auf Ansuchen der Brautleute durch das zuständige Bezirksamt dem Bürgermeister übertragen, wenn dasselbe durch den Pfarrer, als Beamten des bürgerlichen Standes, verweigert oder binnen vierzehn Tagen nach Behändigung des Trauscheins nicht vorgenommen wird. || Die Form des Aufgebots bestimmt eine Verordnung. || §. 2. Die Trauung einer nach den Staatsgesetzen zulässigen Ehe nimmt das Bezirksamt nach L.R.S. 75 vor und stellt den Eheschein nach L.R.S. 76 aus, wenn der zuständige Pfarrer des Orts, vor welchem die Brautleute dieselbe begehren, die Trauung verweigert oder verzögert. || Auf Antrag der Brautleute kann das Bezirksamt einem anderen Geistlichen die Ermächtigung zur Vornahme der Trauung geben. || Der Eheschein muss dem zuständigen Pfarrer vorgelegt und von ihm in das Ehebuch eingetragen werden. || Gegeben zu Karlsruhe in Unserem Staatsministerium, den 9. October 1860.

Friedrich.

Stabel. Lamey. Auf S. K. H. h. Befehl: Schunggart.

Nr. 4837 (102). Baden. 9. Oct. 1860.

Die Vollzugsverordnung zu diesem Gesetze erschien unterm 18. Januar 1861. (S. Bad. Regierungsblatt Jahrg. 1861 Nr. 3; auch Friedberg l. c. Beilage XLVIII ff.). — Durch das Gesetz v. 21. Dec. 1869 (s. Nr. 107) wurde die obligatorische Civilehe eingeführt und das oben mitgetheilte Gesetz aufgehoben.

Nr. 4838. (103.)

BADEN. Gesetz, die Ausübung der Erziehungsrechte in Bezug auf die Religion der Kinder betreffend.

Badisches Regierungsblatt. Jahrg. 1860. Nr. 51.

Friedrich, von G. G. Grossherzog von Baden, etc.

Nr. 4838 (103). Baden. 9. Oct. 1860.

Mit Zustimmung Unserer getreuen Stände haben Wir beschlossen und verordnen, wie folgt: §. 1. In welcher Religion die Kinder erzogen werden sollen, bestimmt bei ehelichen Kindern der Vater, bei unehelichen Kindern, sie seien vom Vater anerkannt oder nicht, die Mutter. || Ist eine Bestimmung hierüber nicht getroffen, so folgen die ehelichen Kinder der Religion des Vaters, die unehelichen Kinder der Religion der Mutter. || §. 2. Sind die Eltern unbekannt, so entscheidet über die religiöse Erziehung des Kindes der Vormund mit Zustimmung der Staatsbehörde nach eingeholtem Gutachten des Ortsvorgesetzten und Waisenrichters. §. 3. Eine Aenderung in der religiösen Erziehung der ehelichen Kinder steht der Mutter zu, wenn auf sie das Recht der Erziehung übergegangen ist; jedoch kann sie diese Aenderung nur mit Genehmigung der Staatsbehörde und nach erhobenem Gutachten der nächsten beiderseitigen Verwandten, des Ortsvorgesetzten und Waisenrichters vornehmen. §. 4. Bei Waisen darf eine Veränderung der Religion nur aus besonders erheblichen Gründen mit Genehmigung der höhern Staatsbehörde und nach eingeholtem Gutachten der nächsten beiderseitigen Verwandten, des Ortsvorgesetzten und Waisenrichters eintreten. §. 5. Jedem, der das 16. Lebensjahr zurückgelegt hat, steht die Wahl der Religion frei. || §. 6. Die vor Verkündung dieses Gesetzes durch Vertrag bestimmte religiöse Erziehung der Kinder kann mit Zustimmung beider Elterntheile geändert werden. Ein Einschreiten der Staatsbehörde findet nur auf Anrufen eines Elterntheils statt. Nach dem Tode eines Elterntheils treten die Bestimmungen der §§. 1 und 3 dieses Gesetzes in Wirksamkeit. Gegeben zu Karlsruhe in Unserem Staatsministerium, den 9. October 1860.

Friedrich.

Stabel. Lamey. Auf S. K. H. h. Befehl: Schunggart.

Nr. 4839. (104.)

BADEN. Gesetz, die Bestrafung von Amtsmissbräuchen der Geistlichen betreffend.

Badisches Regierungsblatt. Jahrg. 1860. Nr. 51.

Friedrich, von G. G. Grossherzog von Baden, etc.

Nr. 4839 (104). Baden. 9. Oct. 1860.

Mit Zustimmung Unserer getreuen Stände haben Wir folgende Zusätze zum Strafgesetzbuch beschlossen: | (Missbrauch des geistlichen Amtes.) | §. 686a. Diener der Kirche (§. 657), welche in öffentlichen amtlichen Vorträgen oder durch Ausgeben, Verbreiten oder öffentliches Vorlesen von amtlichen Schriften die Staatsregierung, Gesetze, Verordnungen, Einrichtungen des Staats, einzelne öffentliche Behörden, Anordnungen oder Verfügungen derselben in feindseliger Weise tadeln, werden mit Gefängniss nicht unter vier Wochen bestraft. | §. 686b. Diener der Kirche, welche sich anmassen, Amtsverrichtungen auszuüben, die nach den Staatsgesetzen den weltlichen Behörden zustehen, werden von Gefängniss nicht unter acht Wochen, oder Arbeitshaus bis zu zwei Jahren getroffen. | §. 686c. Die §§. 618 und 671 finden Anwendung gegen Diener der Kirche, welche zu den in jenen Paragraphen angegebenen Zwecken kirchliche Strafen androhen, oder deren Androhung eröffnen, solche Strafen aussprechen oder vollziehen. || §. 686d. Von den in den §§. 686a—c. gedrohten Strafen werden auch ausländische Geistliche getroffen, welche die dort bezeichneten Verbrechen im Inlande verüben; desgleichen auch inländische, welche, nachdem eine Dienstentsetzung oder Dienstentlassung gegen sie ausgesprochen worden, sich eines der in den §§. 686a—c. bedrohten Verbrechen schuldig machen. || §. 686e. An die Stelle der Dienstentsetzung oder Dienstentlassung tritt in dem Falle des §. 686d. die im §. 169 bestimmte stellvertretende Strafe. §. 686f. Andere, als die in den §§. 686a. und d. genannten Personen, welche die in den §§. 686a—c. erwähnten Handlungen wissentlich befördern oder erleichtern, werden als Gehilfen bestraft. | §. 686g. In den Fällen der §§. 686a—f. kann statt eines Theils der verwirkten Freiheitsstrafe eine Geldstrafe von fünfzig bis fünfhundert Gulden erkannt werden. Gegeben zu Karlsruhe in Unserem Staatsministerium, den 9. October 1860.

Friedrich.

Stabel. Lamey. Auf S. K. H. h. Befehl: Schunggart.

Nr. 4840. (105.)

BADEN. Unmittelbare allerh. Entschliessung des Grossherzogs. — Formelle Aufhebung des Concordates und der Verordnung v. 5. Dec. 1859. —

Badisches Regierungsblatt. Jahrg. 1860. Nr. 51.

Friedrich, von G. G. Grossherzog von Baden, etc.

Nr. 4840 (105). Baden. 9. Oct. 1860.

Nach Bestätigung und Verkündung des Gesetzes vom Heutigen über die rechtliche Stellung der Kirchen und kirchlichen Vereine im Staate finden Wir Uns zur weiteren Bekanntmachung bewogen, dass der mit dem päpstlichen Stuhle zur Regelung der Angelegenheiten der katholischen Kirche im Grossherzogthume am 28. Juni v. J. vereinbarten und durch Verordnung vom 5. December v. J. zur allgemeinen Kenntniss gebrachten Uebereinkunft keine rechtliche Wirksamkeit beizulegen ist und dass das erwähnte Gesetz an die Stelle jener Uebereinkunft tritt. Gegeben Karlsruhe in Unserem Staatsministerium, den 9. October 1860.

Friedrich.

Stabel. Lamey. Auf S. K. H. h. Befehl: Schunggart.

Nr. 4841. (106.)

RÖMISCHE CURIE. Aus der Allocution Pius IX. Gehalten im geheimen Consistorium vom 17. Dec. 1860. — Verwahrung gegen den Bruch des Badischen Concordates. —

Lat. Orig. Archiv für kath. Kirchenrecht. VI. p. 321 ff.

Nr. 4841 (106). Röm. Curie. 17. Dec. 1860.

Wahrlich, höchst beklagenswerth ist es, dass in sehr vielen Theilen Europa's rücksichtlich der Gewalt und Rechte der Kirche die verderblichsten Irrthümer überhand genommen haben: daher wurde mit allem Eifer darauf hingearbeitet den mit dem Apostolischen Stuhle in Sachen der Religion getroffenen Vereinbarungen alle Rechtskraft abzusprechen, daher war alles Streben darauf gerichtet, dass in Zukunft ja keine anderen Vereinbarungen behufs Ordnung kirchlicher Angelegenheiten getroffen würden, und dass bei deren Ordnung und Leitung jedesfalls der Staat sein Ansehen wahren sollte. Ja Ehrwürdige Brüder, dieses haben Wir vor Kurzem zu Unserem grössten Leidwesen erfahren müssen. Gemäss Unserer apostolischen Amtspflicht haben Wir nämlich zum Nutzen und Frommen der Kirche im Grossherzogthume Baden, wie auch zur Beseitigung dort entstandener Uebelstände mit Sr. Hoh.

dem Grossherzoge eine Vereinbarung abgeschlossen, nach deren Bestätigung und sogar Veröffentlichung Wir, wie billig, ihren Vollzug erwarteten. Dem gegenüber ward aber bei dem Widerstand der Kammern jenes Landes, vom Grossherzog ein Erlass gefertigt, kraft dessen dieser Vereinbarung alle Verbindlichkeit genommen und an ihrer Statt, ein der kirchlichen Freiheit sogar höchst feindliches Gesetz beantragt wurde. Wir erkennen hierin sofort eine Frucht der trügerischen Lehre der Protestanten, welche behaupten, die Kirche sei in einem weltlichen Staate nur eine Behörde und geniesse demnach nur jene Rechtsvortheile, die ihr von der weltlichen Macht eingeräumt und verliehen seien. Wer sollte aber nicht einsehen wie sehr dieses der Wahrheit widerstreitet? Ist doch die Kirche von ihrem göttlichen Stifter als eine wahre und vollkommene Gemeinschaft begründet worden, die durch keine Landesgrenzen umschränkt, auch keiner staatlichen Gewalt untergeben und zur freien Ausübung ihrer Macht und ihrer Rechte zu der Menschen Heil allüberall auf Erden befugt sein sollte. Dasselbe besagen die erhabenen Worte Christi des Herrn an die Apostel: „Mir ist alle Gewalt im Himmel und auf Erden gegeben, gehet hin und lehret alle Völker . . . . lehret sie Alles halten, was ich Euch aufgetragen habe.“ Durch diese Worte angefeuert gingen die Apostel, die Verkünder des Evangeliums, trotz des Widerstandes von Königen und Fürsten, vor keiner Drohung oder Strafe zurückschreckend, rasch an die Erfüllung der ihnen übertragenen Aufgabe. So haben Wir, schwer bekümmert um die Sicherung der für die Kirche heilsamen Rechte, kaum dass Wir von den Bestrebungen eben diese Vereinbarung ungültig zu machen vernommen, sofort zur Abwendung dieser Uebel an den Grossherzog ein Schreiben gesendet und auch durch den für die Leitung der Staatsgeschäfte bestellten Cardinal bei jener Regierung darauf dringen lassen, dass die Vereinbarung zur gebührenden Durchführung komme. Weil nun aber all' die angestrengte Mühe und Sorge umsonst war, so sprechen Wir, wie uns unsere Pflicht gebietet, über die gegen alle Regeln der Gerechtigkeit ohne Zustimmung des anderen Betheiligten geschehene Verwerfung der feierlichen Vereinbarung öffentlich in Euerer Versammlung, Ehrwürdige Brüder, Unser Bedauern aus und nehmen die verletzten und zu Boden getretenen Rechte der katholischen Kirche und des Heiligen Stuhles mit noch grösserem Eifer in Anspruch. Wir haben die Uebermittlung dieser Unserer Forderungen an die Badische Regierung angeordnet, mit der gleichzeitigen Weisung an den Erzbischof von Freiburg, wie er in so schwieriger Lage zu handeln habe; nicht genug können Wir die von diesem trefflichen Oberhirten und auch den ihm unterstehenden Clerus bei der Vertheidigung der Freiheit der Kirche bewiesene Standhaftigkeit rühmen, von der dieselben — diess ist unsere volle Zuversicht — auch in den grössten Gefahren nicht lassen werden.

Nr. 4842. (107.)

BADEN. Aus dem Gesetze, die Beurkundung des bürgerlichen Standes und die Förmlichkeiten bei Schliessung der Ehen betreffend. — Einführung der obligatorischen Civilehe. —

Badisches Gesetz- u. Verordnungsblatt. Jahrg. 1869. Nr. 40.

Nr. 4842 (107). Baden. 21. Dec. 1869.

Tit. III. Von den Förmlichkeiten, die sich auf Schliessung der Ehe beziehen. Capitel 1. Von dem Verlöbnisse .... Capitel 2. Von dem Aufgebote .... Capitel 3. Von der Einsprache ..... Capitel 4. Von der Form der Eheschliessung. §. 87. Zur rechtlichen Gültigkeit der Ehe ist die bürgerliche Form der Eheschliessung erforderlich. Die kirchliche Trauung darf erst geschehen, wenn die Eheleute urkundlich nachweisen, dass die Heirathsurkunde (§. 44) von dem Standesbeamten aufgenommen ist. §. 88. Die Ehe darf nicht vor dem dritten Tage nach Ablauf der im §. 72 für den Anschlag des Aufgebots vorgeschriebenen Frist geschlossen werden. Im Uebrigen steht die Wahl des Tages den Parteien zu. §. 89. Die Ehe muss vor dem Standesbeamten des Ortes, wo einer von beiden Theilen seinen Wohnsitz oder seinen gewöhnlichen Aufenthalt hat, eingegangen werden. Auf schriftliche Ermächtigung des zuständigen Standesbeamten kann die Eheschliessung auch bei dem Standesbeamten eines anderen Ortes des Inlandes stattfinden. In diesem Falle hat der letztere Standesbeamte eine Abschrift seiner Beurkundung sofort dem zuständigen Standesbeamten zum Eintrage zu übersenden. §. 90. Die Eheschliessung hat in dem Gemeindehause öffentlich Statt zu finden. Das Amtsgericht kann jedoch aus wichtigen Gründen gestatten, dass die Ehe in einem Privathause geschlossen werde. §. 91. Dabei hat der Standesbeamte den in Person mit einander erschienenen Verlobten, dem einen Theile nach dem andern, die Erklärung abzunehmen, dass sie sich zur Ehe nehmen wollen. Darnach erklärt der Standesbeamte im Namen des Gesetzes, dass diese Personen durch das Band der Ehe verbunden sind. Unmittelbar darauf ist die Beurkundung darüber (der Eheschein, die Heirathsurkunde), in das Ehebuch einzutragen (§. 44). Capitel 5. Von Ehen im Auslande und von Ehen Fremder im Inlande ..... Titel IV. Strafbestimmungen. §. 95. Beamte des bürgerlichen Standes, welche den Vorschriften über die Pflichten ihres Dienstes zuwider handeln, können, — vorbehaltlich des Einschreitens der Verwaltungsbehörde auf Grund der Gemeindeordnung — vom Amtsgerichte mit Ordnungsstrafen bis zu 10 fl. belegt werden. Dem Bestraften steht gegen das Erkenntniss die Beschwerde an den Appellationssenat zu. §. 96. Standesbeamte werden gerichtlich an Geld bis zu 300 fl. bestraft: 1) wenn sie das Aufgebot oder die Eheschliessung ohne gesetzlichen Grund verweigern oder vorsätzlich verzögern; 2) wenn sie eine Eheschliessung vor Empfang des Verkündsscheines oder ohne die vorge-

Nr. 4842 (107). Baden. 21. Dec. 1869.

schriebenen Aufgebote, oder mit Ausserachtlassung der gesetzlichen Frist zwischen Aufgebot und Ehe, oder vor Erledigung der Eheeinsprachen, oder endlich gegen die in §§. 89, 90 bestimmten Regeln vollziehen. §. 97. Wer die Vorlage der bei ihm verwahrten Kirchenbücher (§. 23) oder die Fertigung von Auszügen oder Zeugnissen daraus (§. 24) verweigert, kann polizeilich an Geld bis zu 50 fl. bestraft werden. Bei fortgesetzter Weigerung sind die Amtsgerichte berechtigt, die Kirchenbücher an dem Verwahrungsorte zu erheben, um sie in der erforderlichen Weise zu benützen. §. 98. Diener der Kirche, welche bei einem kirchlichen Eheabschluss mitwirken, ehe ihnen die Aufnahme des Ehescheines (§. 44) nachgewiesen ist, werden polizeilich mit einer Geldstrafe von 100—300 fl., im Rückfalle mit einer Geldstrafe von 300—1000 fl., oder mit einer Gefängnissstrafe von vier Wochen bis zu sechs Monaten bestraft. Verlobte, welche eine Ehe kirchlich eingehen, bevor der Eheschein des Standesbeamten aufgenommen ist, verfallen in eine polizeiliche Geldstrafe bis zu 100 fl. . . . . .

Zum Vollzug dieses Gesetzes erschien die landesherrliche Verordnung v. 5. Januar 1870. (S. Friedberg l. c. Beilage LXII, wo auch das Gesetz vollständig mitgetheilt.)

Nr. 4843. (108.)

HOLLAND[1]). Aus dem Grundgesetze für das Königreich Holland. — Stellung der kath. Kirche. —

F. W. Schubert, Verfassungsurkunden etc. II. p. 229 ff.

Nr. 4843 (108). Holland. 14. Oct. 1848.

VI. Capitel. Von dem Cultus. Art. 164. Jeder bekennt seine religiösen Meinungen mit vollkommener Freiheit, indem die Beschirmung der Gesellschaften und ihrer Mitglieder gegen die Uebertretung der Strafgesetze aufrecht erhalten wird. || Art. 165. Allen kirchlichen Gesellschaften in dem Staate wird gleicher Schutz verliehen. || Art. 166. Die Bekenner der verschiedenen Culte geniessen alle dieselben staatsbürgerlichen und gemeindebürgerlichen Rechte und haben gleichen Anspruch auf Bekleidung mit Würden, Aemtern und Bedienungen. || Art. 167. Jede öffentliche Ausübung des Gottesdienstes in Gebäuden und geschlossenen Plätzen wird zugelassen, mit Vorbehalt der nöthigen Massregeln zur Versicherung der öffentlichen Ordnung und Ruhe. || Unter derselben Bestimmung bleibt der öffentliche Gottesdienst

---

[1]) Vergl. 4774 u. 4775 (39 u. 40).

Nr. 4843 (108). Holland. 14. Oct. 1848.

ausserhalb der Gebäude und geschlossenen Plätze erlaubt, soweit derselbe nach den Gesetzen und Verordnungen zugelassen ist. || Art. 168. Die Besoldungen, Pensionen und andere Einkünfte, von welcher Art sie sein mögen, welche bei den verschiedenen religiösen Gesellschaften von ihren Lehrern (Predigern) genossen werden, bleiben denselben Gesellschaften gesichert. || Den Lehrern (Predigern), welche noch nicht aus Staatskassen eine Besoldung oder keine ausreichende Besoldung beziehen, kann eine Besoldung zugelegt, oder die bestehende vergrössert werden. || Art. 169. Der König wacht darüber, dass alle kirchlichen Gesellschaften sich innerhalb der Verpflichtungen des Gehorsams und der Staatsgesetze halten. || Art. 170. Die Vermittelung der Regierung wird nicht verlangt bei dem brieflichen Verkehr mit den Häuptern der verschiedenen kirchlichen Gesellschaften, noch bei der Bekanntmachung kirchlicher Vorschriften, jedoch unter verantwortlicher Befolgung des Gesetzes. || X. Capitel. Von dem Unterrichtswesen und der Armenpflege. Art. 194. Der öffentliche Unterricht ist ein Gegenstand der fortdauernden Fürsorge der Regierung. || Die Einrichtung des öffentlichen Unterrichtes wird mit Inbegriff der Bekenner aller Confessionen durch das Gesetz geregelt. || Es wird überall in dem Staate von Seite der Staatsgewalt ein genügender öffentlicher Elementar-Unterricht dargeboten. || Das Ertheilen des Unterrichtes ist frei unter Vorbehalt der Aufsicht der Obrigkeit, und ausserdem, so weit es den mittleren und Elementar-Unterricht anbetrifft, unter Vorbehalt der Prüfung in Bezug auf die Angemessenheit und Geschicklichkeit des Lehrers: das eine und das andere ist durch das Gesetz zu regeln. || Der König wird über den Zustand der hohen, mittleren und niederen Schulen jährlich einen ausführlichen Bericht den General-Staaten erstatten lassen.

Die freie Stellung welche die katholische Kirche durch dieses Grundgesetz erhielt, benützte die Curie zur Wiederherstellung der bischöflichen Hierarchie in Holland. In der Allocution vom 7. April 1853 verkündete der Papst die Errichtung des Erzbisthums Utrecht mit den Bisthümern Harlem, Breda, Herzogenbusch und Roermonde. (S. dieselbe Roskovány, Mon. IV p. 939 ff.). Die Aufregung welche dieser Act der Curie hervorrief (s. den Notenwechsel der Regierung und Curie Roskovány, Mon. IV p. 944 f. und V), bestimmte dann die Regierung zur Erlassung des Gesetzes vom 10. Sept. 1853 (s. Nr. 109), durch welches die kirchliche Autonomie mannigfach eingeengt wurde.

Nr. 4844. (109.)

HOLLAND. Gesetz zur Regelung der Aufsicht über die verschiedenen Kirchengemeinden.

Holländisches Orig. Staatsblad. Jahrg. 1853. Nr. 102.

Wir Wilhelm von G. G. König der Niederlande, etc.

Nr. 4844 (109). Holland. 10.Sept.1853.

Allen, so dieses werden sehen oder hören lesen, Gruss: thun kund und zu wissen: Nachdem Wir in Ueberlegung genommen haben, wie es nöthig sei Einiges gesetzlich zu bestimmen zur Ausführung mehrerer Vorschriften des Grundgesetzes, Hauptst. VI., und an Statt der diesen Gegenstand betreffenden bestehenden Verordnungen, damit Wir allen Kirchenvereinen gleichen Schutz zuwenden können, und darüber wachen, dass sich dieselben in den den Gesetzen des Landes gebührenden Schranken des Gehorsams halten, haben Wir nach Anhörung des Staatsraths und unter Mitwirkung der Generalstaaten beschlossen und befohlen, wie Wir hiermit beschliessen und befehlen: Art. 1. Allen Kirchenvereinen ist und bleibt vollkommene Freiheit verbürgt zur Regulirung alles desjenigen, was ihre Gottesverehrung und die Ausübung derselben im eignen Schosse betrifft. Die Bestimmungen über kirchliche Einrichtungen und Verwaltung sollen, sofern sie Uns nicht schon eröffnet sind, innerhalb eines Monats nach Publicirung des gegenwärtigen Gesetzes, von den Verwaltern oder Vorstehern Uns mitgetheilt werden. Neue künftige Bestimmungen sollen in gleicher Weise Uns zur Kenntniss gebracht werden. Insoweit sich unter solchen Verfügungen etwas findet, wozu die Mitwirkung der Staatsgewalt erforderlich ist, wird solche Mitwirkung nicht zugestanden, bis Wir die Verfügung genehmigt haben. Art. 2. Ausländer können kein Kirchenamt antreten ohne Unsere vorhergehende Erlaubniss. Nur der öffentlichen Ordnung und Ruhe wegen kann die Erlaubniss verweigert werden. Art. 3. Titulaturen, welche den Kirchendienern in ihren Vereinen beigelegt werden, geben weder in Ansehung der weltlichen Macht, noch anderen Vereinen gegenüber, irgend ein Recht, Rang oder Vorrecht. In Berührung mit der weltlichen Macht sollen jene Titulaturen nur angewandt werden mit Erwähnung des Geschlechtsnamens der Titelinhaber. Art. 4. Die zur Bestimmung eines Kirchengebietes gebrauchten Namen von Provinzen oder Gemeinden werden als rein kirchlich angesehen, und sind ohne Folge. Art. 5. Synodalversammlungen und solche der Oberhäupter, welche Kirchenvereine vertreten oder verwalten, bedürfen Unserer Genehmigung in Ansehung des Sitzungsortes. Insofern diese Genehmigung zur Zeit der Publizirung dieses Gesetzes nicht ertheilt ist, werden Wir in Ueberlegung mit denselben, nach Anhörung des Staatsraths über die Zulässigkeit jenes Sitzungsortes Unseren Ausspruch geben. Nur zur Wahrung öffentlicher Ordnung und Ruhe, bei einem moti-

Nr. 4844 (109). Holland. 10. Sept. 1853.

virten und veröffentlichten Beschluss, kann von Uns ein Sitzungsort für unzulässig erklärt werden. ‖ Art. 6. Die Kirchendiener tragen ihren Ornat, oder die bei dem Gottesdienste gebräuchliche Kleidung nur innerhalb Gebäuden und verschlossener Plätze, oder da, wo die öffentliche Gottesverehrung, gemäss al. 2, Art. 167 des Grundgesetzes, erlaubt ist. ‖ Art. 7. Jede Errichtung oder Einrichtung eines zur Gottesverehrung bestimmten Gebäudes in der Entfernung von 200 Ellen (mètres) von einer bestehenden Kirche erfordert, der öffentlichen Ordnung wegen, eine Prüfung in Ansehung der fraglichen Oertlichkeit. ‖ Vor Erlaubniss der Errichtung oder Einrichtung soll die Ortsobrigkeit ihre Entscheidung geben. Diesse Entscheidung unterliegt der Appellation an die Provinzialdeputirten; sollte auch diese Entscheidung angefochten werden, so soll deren Urtheil Unserer definitiven Entscheidung unterliegen. Der Beschluss, den Wir nach Anhörung des Staatsraths fassen, soll mit Gründen versehen, veröffentlicht werden. ‖ Falls die Errichtung oder Einrichtung ohne Erlaubniss Statt findet, soll das Gebäude geschlossen werden. ‖ Art. 8. Das Glockenläuten zur Kirchenfeier, oder zum Aufrufe der Gemeinde in die Kirche, kann von Unserm Provinzialkommissär (Gouverneur), in denjenigen Gemeinden, wo es mehrere Kirchen verschiedener Kirchenvereine giebt, untersagt werden der Ruhe und öffentlichen Ordnung wegen. ‖ Sonstiges Glockenläuten findet nur Statt mit Bewilligung der Orts-Polizei. ‖ Art. 9. Wer diesem Gesetze zuwider handelt, dessen Verfügungen übertritt, oder anderswo als es Art. 167 des Grundgesetzes erlaubt, öffentliche Gottesverehrung übt, soll dem Gesetze zuwider gehandelt zu haben erklärt, und in die Kosten verurtheilt werden. ‖ Art. 10. Die Justizbeamten (Procureurs royaux) bei dem Tribunale erster Instanz, sollen gemäss Art. 854 des Civilprocessgesetzbuches, vor Gericht, in der Sitzung des Civilgerichts, die Anwendung des vorigen Artikels fordern. ‖ Sie dürfen keine Verfolgung anstellen ohne Ermächtigung des General-Prokurators, dem sie untergeben sind, oder ohne Befehl des Richters in den Fällen des Art. 31 des Criminalprozess-Gesetzbuches, und des Art. 73 des Gesetzes über die Gerichtsorganisation und Verwaltung. ‖ Art. 11. Von dem Urtheil ist Berufung, vom Arrestspruch des Appellationsgerichtes Cassationsgesuch zulässig. ‖ Art. 12. Nochmalige Uebertretung (recidive) wird mit Entziehung der staatsbürgerlichen Rechte auf 3—10 Jahre, nebst einmonatlicher bis zweijähriger Gefängnissstrafe sämmtlich oder absonderlich, bestraft. ‖ Art. 13. Der Prozess zufolge des vorigen Artikels wird vor den gewöhnlichen Strafgerichten more solito geführt. ‖ Die Verfolgung wegen Uebertretung dieses Gesetzes verjährt mit Ablauf von zwei Jahren. ‖ Art. 14. Mit dem Eintritt der Wirksamkeit dieses Gesetzes sind, unter Vorbehalt der Verfügungen in den Gesetzen und Reglements, worauf der Artikel 167 des Grundgesetzes Bezug nimmt, ausser Kraft gesetzt das Gesetz vom 18. Germinal an X. und jede dem gegenwärtigen Gesetz widerstreitende Verfügung. ‖ Ordnen und befehlen, dass gegenwärtiges Gesetz in das Staatsblad aufgenommen werde, und dass alle Ministerial-Departemente, Behörden,

Collegien und Beamte dessen vollständige Ausführung handhaben sollen. Gegeben in dem Lager bei Zeyst, am 10. September 1853.

Willem.

Der Justizminister Dr. Donker Curtius. (Edikt 15. September 1853.)
Der Staatsrath, königl. Cabinets-Director: A. G. A. von Rappard.

Nr. 4845. (110.)

SARDINIEN[1]). Aus der Verfassungsurkunde für das Königreich Sardinien. — Stellung der kath. Kirche. —

Ital. Orig. Raccolta d. atti d. Governo di Sardegna. Jahrg. 1848. Nr. 674.

Art. 1. Die römisch-katholisch-apostolische Religion ist die alleinige Staatsreligion. Die übrigen jetzt existirenden Culte sind nach Maassgabe der Gesetze geduldet. || Art. 24. Alle Einwohner des Königreiches, welchen Titel und Stand sie auch haben, sind gleich vor dem Gesetze. || Alle geniesen die gleichen Privat- und politischen Rechte, und können zu Civil- und Militär-Stellen berufen werden, ausser in den durch das Gesetz bestimmten Ausnahmsfällen. || Art. 25. Sie tragen ohne Unterschied nach Verhältniss des Vermögens zu den Lasten des Staates bei. || Art. 26. Niemand darf verhaftet oder vor Gericht gezogen werden als in den durch das Gesetz vorgeschriebenen Fällen, und in der durch dasselbe vorgeschriebenen Form. || Art. 28. Die Presse ist frei, aber ein Repressivgesetz bestraft deren Missbrauch. || Bibeln, Catechismen, Liturgische und Gebetbücher dürfen jedoch nicht gedruckt werden ohne vorhergehende Erlaubniss des Bischofes. || Art. 29. Alles Eigenthum, ohne Ausnahme, ist unverletzlich . . . . . || Art. 68. Die Gerichtsbarkeit geht vom Könige aus und wird durch von ihm ernannte Richter verwaltet. || Niemand kann seinem ordentlichen Richter entzogen werden . . . .

P. C. Boggio, La chiesa e lo stato in Piemonte etc. Turin 1854. Enthält für die neuere Zeit eine ziemlich vollständige Sammlung der bezüglichen Actenstücke. Reuchlin, Geschichte Italiens. Leipzig. III. Bd. Friedberg, Grenzen l. c. p. 715 ff.

Der Widerspruch welcher zwischen den oben mitgetheilten Verfassungsbestimmungen und den früheren Vereinbarungen Sardiniens mit der Curie bestand, veranlasste die Regierung, ehe sie an deren Durchführung ging, mit Rom in Verhandlungen wegen Abänderung der Concordate zu treten. Da sie erfolglos blieben, legte das Ministerium d'Azeglio-Siccardi den Kammern im Februar 1850 die sog. Siccardi'schen Gesetze vor, welche mit

---

[1]) Vergl. Nr. 4778 (43).

Nr. 4845 (110). Sardinien. 4. März 1848.

130 Stimmen gegen 27 von der zweiten Kammer angenommen wurden. — Die Publikation dieser Gesetze (s. Nr. 111 und 112) führte zum Bruche mit Rom — der Nuntius wurde abberufen — und zu mannigfachen Konflikten mit den Bischöfen des Königreiches, welche gegen diese „ketzerischen und pestilenzialischen“ Gesetze protestirten. Der Erzbischof von Turin erklärte alle daran Betheiligten der Excommunication verfallen und verbot den Geistlichen seines Sprengels die Befolgung derselben. (S. Sammlung der darauf bezüglchien Actenstücke Boggio, La chiesa etc. a. a. O. u. in deutscher Uebersetzung im Auszuge bei Roskovány, Mon. IV p. 604 ff.). Die Regierung stellte diesem Widerstande die strikte Durchführung der Gesetze entgegen. — Diese Gesetze waren nur der erste Schritt auf einem seitdem stetig weiter verfolgten Wege. So wurden, um nur das Wesentlichste anzuführen, durch das Gesetz vom 29. Mai 1855 eine grosse Zahl von Klöstern aufgehoben, — 334 Ordenshäuser wurden aufgehoben, 264 blieben bestehen — wogegen der Papst über alle, welche zu diesem Beschlusse mitgewirkt oder sich an dessen Ausführung betheiligt, die Excommunication aussprach (s. diese Actenstücke Roskovány, Mon. IV p. 678 ff. und V. p. 799 ff.) Durch das Gesetz v. 25. Juni 1865 wurde die Civilehe eingeführt, und in den neu erlangten Ländern (Toskana, Neapel, Lombardo-Venetien) setzte man die Concordate ausser Wirksamkeit und führte die sardinischen Gesetze über kirchliche Dinge ein. (S. die dagegen von Seite der Curie und der Bischöfe erlassenen Actenstücke Roskovány, Mon. VII. p. 825 ff. und VIII p. 424 ff. Daselbst p. 535 ff. auch die Bulle „Suprema universi“ v. 28. Januar 1864 (publ. 10. Oct. 1867), durch welche das Tribunal und alle wirklichen und vermeintlichen Privilegien der sog. Monarchia Sicula, in deren Besitz sich König Victor Emanuel gesetzt hatte, für immer aufgehoben wurden. S. darüber Sentis, die Monarchia Sicula. Freiburg 1869.).

Nr. 4846. (111.)

SARDINIEN. Gesetz, die Aufhebung der geistlichen Gerichtsbarkeit in allen weltlichen Angelegenheiten und des Asylrechtes betreffend.

Ital. Orig. Bulletino delle leggi, Jahrg. 1850.

Victor Emanuel II., von G. G. König von Sardinien etc.

Nr. 4846 (111). Sardinien. 9. April 1850.

Nach Annahme durch den Senat und die Deputirtenkammer haben Wir verordnet und verordnen, wie folgt: Art. 1. Die Civilrechtssachen zwischen Geistlichen und Laien gehören zur Civiljurisdiction, sowohl was die persönlichen, als was die dinglichen oder gemischten Klagen irgend welcher Art anlangt. ‖ Art. 2. Alle Sachen, welche das Recht der activen oder passiven Berufung zu geistlichen Pfründen oder die Güter dieser oder irgend welcher andern geistlichen Stiftung betreffen, sei es im Possessorium oder Petitorium,

sind der Civiljurisdiction unterworfen. || Art. 3. Die Geistlichen sind gleich den andern Staatsbürgern den Strafgesetzen des Staats unterworfen. || Für die in diesen Gesetzen vorgesehenen Verschuldungen werden sie in den von den Prozessgesetzen vorgeschriebenen Formen von den weltlichen Gerichten gerichtet, ohne Unterschied zwischen Verbrechen, Vergehen und Uebertretungen. | Art. 4. Die von den Gesetzen des Staats festgesetzten Strafen können nur von den Civilgerichten angewendet werden, vorbehaltlich stets für die kirchliche Gewalt die Ausübung ihrer Befugnisse durch Anwendung der geistlichen Strafen nach Maassgabe der kirchlichen Gesetze. | Art. 5. Betreffs der in den vier vorhergehenden Artikeln gedachten Sachen, sowie aller derer, welche auf geistliche Personen oder Sachen in erster Instanz vor die Cognition der Appellationsbehörden gehörten, werden von jetzt an die allgemeinen, in den bestehenden Gesetzen enthaltenen Competenz-Grundsätze Anwendung finden. Die Appellationsbehörden behalten aber die Cognition in den Sachen, welche sich bei ihnen schon zur Zeit der Emanation des gegenwärtigen Gesetzes befanden. | Art. 6. Flüchtet sich in Kirchen oder andere bis jetzt als Freistätten betrachtete Orte eine Person, welche verhaftet werden soll, so wird die Verhaftung dort unmittelbar vorgenommen, und das verhaftete Individuum der richterlichen Gewalt überliefert werden, zur schleunigen und regelmässigen Führung des Prozesses nach den Vorschriften der Strafprozessordnung. | Bei der Verhaftung werden die der Eigenschaft des Orts schuldigen Rücksichten, sowie die nöthigen Vorsichtsmassregeln, um nicht den Gottesdienst zu stören, beobachtet werden. Eben so wird gleichzeitig oder doch binnen möglichst kurzer Zeit dem Parochus oder Rektor der Kirche, in welcher die Verhaftung vollstreckt worden, Nachricht gegeben werden. | Dieselben Vorschriften werden auch in dem Falle Anwendung finden, wenn Nachsuchung nach oder Beschlagnahme von Sachen an den obgedachten Orten vorgenommen werden muss. | Art. 7. Die Königliche Regierung ist beauftragt dem Parlament den Entwurf zu einem Gesetze vorzulegen, welches den Ehecontract in seinen Beziehungen zu den Civilgesetzen, die Fähigkeit der Contrahenten und die Form und Wirkungen eines solchen Contractes festzustellen bestimmt ist. | Unser Grosssiegelbewahrer, Minister Staatssecretär der geistlichen Angelegenheiten der Gnaden und der Justiz ist beauftragt mit der Vollziehung des gegenwärtigen Gesetzes. Gegeben zu Turin, den 9. April 1850.

Victor Emanuel.

Galvagno. Nigra. Colla. Siccardi.

Nr. 4847. (112.)

SARDINIEN. Gesetz, Amortisationsbestimmungen für die Erwerbungen der todten Hand.

Ital. Orig. Bullet. delle leggi. Jahrg. 1850.

Victor Emanuel II. von G. G. König von Sardinien etc.

Nr. 4847 (112). Sardinien. 5. Juni 1850.

Nach Annahme durch den Senat und die Deputirtenkammer haben Wir verordnet und verordnen wie folgt: Einziger Artikel: Stiftungen und Corporationen, seien es geistliche oder weltliche, können keine liegenden Gründe erwerben, ohne dazu ermächtigt zu sein durch königliches Dekret, nach vorgängigem Gutachten des Staatsraths. — Schenkungen unter Lebenden und testamentarische Dispositionen zu ihren Gunsten haben keine Wirkung, wenn dieselben nicht auf dieselbe Weise zu deren Annahme ermächtigt sind. — Unser Siegelbewahrer, Minister Staatssecretär für die geistlichen Angelegenheiten der Gnaden und der Justiz, ist mit der Vollziehung des gegenwärtigen Gesetzes beauftragt. Gegeben zu Moncalieri den 5. Juni 1850.

Victor Emanuel.

Galvagno. Nigra. Colla. Siccardi.

Nr. 4848. (113.)

TOSCANA-RÖMISCHE CURIE. Das Toscanische Concordat. Abgeschlossen Rom, 25. April 1851. Ratificationen ausgewechselt 25. Juni. Staatl. Public. 4. Juli. Wirksam vom 25. Aug. 1851.

Ital. Orig. Nussi, Convent. p. 278 ff.

Uebereinkommen zwischen Sr. H. Papst Pius IX. und Sr. k. k. H. Leopold II., Grossherzog von Toscana, etc.

Nr. 4848 (113). Toscana-Röm. Curie. 25. April 1851.

Se. Heil. Papst Pius IX. und Se. k. k. Hoh. Leopold II., Erzh. von Oesterreich, Grossherzog von Toscana etc. sind in der Absicht, die Gesetze der toscanischen Regierung in ihren Beziehungen zu den kirchlichen Gesetzen in den gegenwärtigen grossherzoglichen Besitzungen in Einklang zu bringen, zur Ernennung ihrer bezüglichen Bevollmächtigten geschritten. Se. Heil. der Papst hat Se. Em. den Card. Antonelli, seinen Prostaatssecretär, und Se. Hoheit hat den Senator Baldasseroni, Präsidenten des Ministerrathes etc. ernannt, welche Bevollmächtigte beauftragt die verschiedenen Punkte der be-

Nr. 4848 (113). Toscana-Röm. Curie. 25. April 1851.

sagten Legislation in Beziehung auf den erwähnten Gegenstand zu verhandeln, nachdem sie ihre gegenseitigen Vollmachten ausgewechselt hatten, unterdessen über nachstehende Artikel übereingekommen sind, welche zwei Monate nach geschehenem Austausch der Ratificationen von Seite des hohen Kontrahenten, zur vollen Ausführung gelangen werden: || Art. 1. Die kirchliche Gewalt ist vollkommen frei in den Obliegenheiten ihres heil. Amtes. Es ist Pflicht der weltlichen Gewalt mit den ihr zu Gebote stehenden Mitteln zum Schutze der Moral, des Cultus und der Religion mitzuwirken, damit die Aergernisse durch welche diese beleidigt wird, verhindert und beseitigt werden; es ist ferner Pflicht der weltlichen Gewalt die Kirche in der Ausübung der bischöflichen Gewalt nöthigenfalls zu unterstützen. || Art. 2. Die Bischöfe sind völlig frei in Beziehung auf Bekanntmachungen, welche ihr Amt angehen. || Art. 3. Den respectiven Ordinarien ist die Präventiv-Censur über Werke und Schriften, in welchen ex professo religiöse Gegenstände behandelt werden, ausschliesslich vorbehalten. Den Bischöfen steht es ferner frei, in Ausübung der ihnen eigenen Gewalt die Gläubigen von der Lesung irgend eines der Religion oder Moral verderblichen Buches zu bewahren und davon fern zu halten. || Art. 4. Die Bischöfe können frei nach ihrem Dafürhalten denjenigen das evangelische Predigeramt übertragen, die ihnen am tauglichsten dazu erscheinen. || Art. 5. Aller Verkehr der Bischöfe und Gläubigen mit dem heil. Stuhle ist freigegeben. || Art. 6. Der heil. Stuhl willigt ein, dass weltliche Rechtssachen, welche sich auf die Person und das Vermögen der Geistlichen beziehen, und in gleicher Weise, dass jene, welche sich activ oder passiv auf das Eigenthum der Kirche oder frommer Stiftungen beziehen, den weltlichen Gerichten zugewiesen werden. || Art. 7. Die Angelegenheiten, welche sich auf den Glauben, die Sacramente, die heil. Functionen und andere mit dem heil. Dienste verbundene Pflichten und Rechte beziehen, und im Allgemeinen alle ihrer Natur nach geistlichen oder kirchlichen Angelegenheiten, gehören ausschliesslich vor das geistliche Gericht nach Vorschrift der heil. Canones. Art. 8. Der heil. Stuhl willigt ein, dass da, wo es sich um ein weltliches Patronat handelt, die weltlichen Gerichte sowohl in Petitorio als in Possessorio über die Nachfolge in dasselbe sprechen können, der Streit möge zwischen den wahren oder angeblichen Patronen, oder zwischen den dazu vorgeschlagenen Geistlichen geführt werden. || Die geistlichen Gerichte entscheiden über Ehesachen nach den Vorschriften des Can. XII sess. XXIV des heiligen Concils von Trient. In Beziehung auf die Eheverlöbnisse entscheidet die Kirchengewalt, in Beachtung der Bestimmungen des angeführten Decretes von Trient und der Bulle Auctorem Fidei über deren Bestand und Gültigkeit, über deren Einfluss auf die daraus hervorgehende Verbindung, und über die Ehehindernisse, welche daraus entstehen können. | Ueber die rein bürgerlichen Wirkungen der Eheverlöbnisse werden die weltlichen Gerichte in besonderem Urtheile erkennen. || Art. 10. Der heil. Stuhl

Nr. 4848 (113). Toscana-Röm. Curie. 25. April 1851.

macht keine Schwierigkeit, dass die Criminalsachen der Geistlichen hinsichtlich aller Verbrechen (deliti), die durch die Strafgesetze des Staates bestimmt, mit Ausnahme jener gegen die Religion, von den weltlichen Gerichten entschieden und die durch jene Gesetze verhängten Strafen angewendet werden, welche die Geistlichen in besonderen für sie bestimmten Localen in den Strafgefängnissen auszustehen haben. || Unter Verbrechen gegen die Religion, welche den weltlichen Gerichten nicht unterstehen, versteht man jene Verbrechen, welche im canonischen Rechte als rein geistliche Verbrechen bezeichnet werden, solche sind die Apostasie, die Häresie, das Schisma, die Simonie, die Profanation der Sakramente, jede Schädigung der mit dem geistlichen Amte verbundenen Verrichtungen und des Gottesdienstes. || Ueber diese Verbrechen entscheidet die Kirchengewalt und verhängt über die Schuldigen die kanonischen Strafen. || Da jedoch im Grossherzogthume in Criminalsachen keine anderen als weltliche Gerichte bestehen, welche Strafen nach weltlicher Anordnung verhängen, und man nicht wollen kann, dass eine öffentliche Störung unbestraft bleibe, werden die Bischöfe nach vorgängiger Mittheilung der im einzelnen Falle nöthigen Angaben, mit Rücksicht auf die gegenwärtig in Toscana bestehenden Gesetze, der weltlichen Gewalt das gefällte Urtheil mittheilen, damit diese die in den Criminalgesetzen des Staates vorgeschriebenen Strafen bezüglich der Verletzung der öffentlichen Ordnung in Anwendung bringe und das daraus hervorgehende Aergerniss verhindere. || Sollte in den gegenwärtigen grossh. Staaten die Todesstrafe, oder irgend eine andere, gegenwärtig abgeschaffte, entehrende Strafe, wieder eingeführt werden, so wird sich die grossh. Regierung mit dem heil. Stuhle über einen solchen Beschluss verständigen. || Art. 11. Bei den qualificirten Vergehen wie auch bei den Uebertretungen gegen die Finanzgesetze, Jagdgesetze u. dergl. werden die weltlichen Gerichte nur Geldstrafen, mit Ausschluss jeder körperlichen Strafe, gegen Geistliche in Anwendung bringen. || Art. 12. Sowohl gegen die in Arrest, als in Untersuchungshaft befindlichen Geistlichen werden alle ihrer geheiligten Eigenschaft entsprechenden Rücksichten beobachtet werden, es werden so weit es nur möglich eigene Locale für sie bestimmt werden; von ihrer Verhaftung wird die Kirchengewalt sogleich verständigt werden. || Art. 13. Die Kirchengüter werden von den Bischöfen, den Rectoren der Pfarreien und den Wohlthätern während des Besitzes, frei verwaltet werden nach Massgabe der canonischen Vorschriften. || Art. 14. . . . [Während einer Vacanz steht die Verwaltung einer gemischten Commission, bestehend aus Geistlichen und Laien unter Vorsitz des Bischofes zu, und sind die Einkünfte für die Kirchen des Grossherzogthumes zu verwenden. Zu einer Veräusserung, längeren Verpachtung und Belastung derselben ist die Zustimmung des heil. Stuhles und der Regierung erforderlich.] . . . || Art. 15. . . . [Bei Verfügungen über fromme Legate und Abänderungen kirchlicher Stiftungen wird sich die weltliche Gewalt in das Einvernehmen mit der kirchlichen Gewalt

setzen und wo es nöthig die Zustimmung des heil. Stuhles einholen.] . . . || Die Auswechslung der Ratificationen wird binnen zwei Monaten, und wenn möglich früher, stattfinden . . . .

Nr. 4848 (113). Toscana-Röm. Curie. 25. April 1851.

Rom, 25. April 1851.

G. Card. Antonelli. G. Baldasseroni.

Reuchlin, Geschichte Italiens. Leipzig 1859 ff. Zobi, Sommario di documenti ufficiali. Florenz 1860. Friedberg, Grenzen l. c. p. 678 ff.

Die staat-kirchlichen Verhältnisse Toscanas beruhten bis zum Abschlusse des Concordates von 1851, mit geringen Modificationen, auf den unter Grossherzog Leopold I (Kaiser Leopold II) erlassenen Gesetzen, durch welche die Febronianischen Grundsätze, ähnlich wie in Oesterreich unter seinem Bruder Josef II., volle Geltung erlangten. Dieselben Motive, welche in Oesterreich zum totalen Bruche mit der Vergangenheit auf diesem Gebiete führten, scheinen auch hier dafür ausschlaggebend gewesen zu sein, die seit mehr als siebenzig Jahren der Kirche gegenüber mit Zähigkeit behauptete Haltung ganz und gar aufzugeben. — Nach der Vereinigung Toscanas mit Sardinien wurde das Concordat durch ein Decret des provisorischen Statthalters Ricasoli für aufgehoben erklärt.

Nr. 4849. (114.)

RÖMISCHE CURIE. Rundschreiben (Encyclica) Papst Pius IX. an alle Patriarchen, Primaten, Erzbischöfe und Bischöfe.

Ginzel, Archiv f. Kirchengesch. u. Kirchenrecht. Regensburg 1851. 1. Heft. p. 20 ff. Lat. Orig. u. Deutsche Uebers.

Pius IX., Papst. Ehrwürdige Brüder! Unsern Gruss und apostolischen Segen.

Nr. 4849 (114). Röm. Curie. 9. Nov. 1846.

Nachdem Wir schon seit mehreren Jahren in Gemeinschaft mit Euch das mühe- und sorgenvolle bischöfliche Amt nach Kräften zu verwalten und den Unserer Obsorge anvertrauten Theil der Heerde des Herrn auf den Bergen Israels, an hellen Bächen und auf fetten Triften zu weiden bemüht waren, siehe, da wurden wir nach dem Tode Unsers berühmten Vorgängers Gregor XVI. — dessen Andenken und erlauchte und ruhmvolle Thaten, mit goldenen Buchstaben in die Jahrbücher der Kirche eingetragen, die Nachwelt ewig bewundern wird, — durch den geheimen Rathschluss der göttlichen Vorsehung gegen all Unser Erwarten und nicht ohne die grösste Bestürzung und Erschütterung Unseres Gemüthes auf den päpstlichen Stuhl erhoben. Denn wenn die Last des apostolischen Amtes immer für eine sehr schwere und gefährliche gehalten wurde und zu halten ist, so ist sie bei den gegenwärtigen, für die Christenheit überaus schwierigen Zeiten eine wahrhaft furchtbare. Wohl hätten

Nr. 4849 (114.) Röm. Curie. 9. Nov. 1846.

daher, bei dem Bewusstsein Unserer Schwachheit und den schweren Pflichten, welche besonders in einer so wechselvollen Zeit dem höchsten Apostolate obliegen, Traurigkeit und Thränen Uns übermannt, wenn Wir nicht all Unsre Hoffnung auf Gott, Unser Heil setzten, der diejenigen nie verlässt, welche auf ihn hoffen, und, um seine Macht zu zeigen, zur Regierung seiner Kirche gerade das Schwächere auserwählt, damit Alle es erkennen, dass Gott selbst es ist, der durch seine wunderbare Vorsehung die Kirche regiert und schützt. Auch der tröstliche Gedanke hält Uns ungemein aufrecht, dass Wir in der Förderung des Heiles der Seelen zu Genossen und Helfern Euch haben, ehrwürdige Brüder, die Ihr, zu einem Antheile an Unsrer Hirtensorge berufen, mit aller Sorgfalt und Eifer Euren Beruf zu erfüllen und einen guten Kampf zu kämpfen strebet. . . . .

Keinem von Euch ist es unbekannt, ehrwürdige Brüder, dass in unserer beweinenswerthen Zeit der heftigste und furchtbarste Krieg gegen alles Katholische von Leuten angeschürt wird, die, zu strafbaren Vereinen verbunden, voll Widerwillen gegen die gesunde Lehre und verstockt gegen die Wahrheit, die verkehrtesten Meinungen aller Art aus der Finsterniss hervorzuwühlen, dieselben mit aller Macht hervorzuheben und unter dem Volke zu verbreiten suchen. Schrecken ergreift Unser Gemüth und der bitterste Schmerz erfüllt Uns, wenn Wir alle die Irrthümer, die Hinterlist und alle die mannigfachen Trugkünste betrachten, durch welche diese Feinde der Wahrheit und des Lichtes und gewandten Betrüger allen Eifer für Frömmigkeit, Gerechtigkeit und Ehrbarkeit in den Herzen zu ersticken, die Sitten zu verderben, alles göttliche und menschliche Recht zu verwirren und die katholische Religion und bürgerliche Gesellschaft zu untergraben, ja, wenn es möglich wäre, von Grund aus zu zerstören suchen. Sind ja doch, wie Ihr selbst wisset, ehrwürdige Brüder, diese erbittertsten Feinde des christlichen Namens so weit gegangen, dass sie in ihrer blinden Wuth und Gottlosigkeit ihren Mund geöffnet haben zur Lästerung gegen Gott, dass sie nicht erröthen, öffentlich zu lehren, die heiligen Geheimnisse unsrer Religion seien Lügenwerk und Menschenerfindung, dass sie sagen, die Lehre der katholischen Kirche sei dem Wohle und dem Gedeihen der menschlichen Gesellschaft entgegen, und sogar kein Bedenken tragen, Christum und Gott selbst zu verleugnen. Um aber die Völker desto leichter zu täuschen und besonders die Unvorsichtigen und Unerfahrenen zu betrügen und mit sich in den Irrthum zu führen, geben sie vor, ihnen allein sei der Weg des Heiles bekannt, und massen sich den Namen Philosophen an, gerade als ob die Philosophie, deren ganze Aufgabe in Erforschung der Wahrheit der Natur besteht, das verwerfen müsse, was Gott, der höchste und gütigste Schöpfer der ganzen Natur, durch besondere Gnade und Barmherzigkeit den Menschen offenbart hat, damit sie dadurch zum wahren Glücke und Heile gelangen. Zu diesem Zwecke wird von ihnen auf verkehrte und überaus betrügliche Denkweise unaufhörlich an die Kraft und Vortrefflichkeit der menschlichen Vernunft appellirt, diese im Gegensatze zu dem

heiligsten Glauben Christi erhoben und die freche Behauptung ausgesprochen, der Glaube sei der menschlichen Vernunft entgegen; was Alles so wahnsinnig, gottlos und unvernünftig ist, dass Aergeres nicht ersonnen werden kann. Denn wenn auch der Glaube über die Vernunft geht, so kann doch kein wahrer Widerspruch und kein Zwiespalt zwischen beiden obwalten, weil beide aus einer und derselben Quelle, der unwandelbaren und ewigen Wahrheit, weil beide aus Gott stammen und in der Weise gegenseitig sich unterstützen, dass die rechte Vernunft die Wahrheit des Glaubens beweist, bewährt und vertheidigt, der Glaube aber die Vernunft von allen Irrthümern frei macht und sie durch Erkenntniss der göttlichen Dinge wunderbar erleuchtet, stärkt und vollendet. Ein ebenso grosser Trug ist es, ehrwürdige Brüder, wenn diese Feinde der göttlichen Offenbarung den menschlichen Fortschritt aufs Höchste erheben und ihn mit tollem und frevelhaftem Erkühnen auch auf das Gebiet der katholischen Religion übertragen wollen, als wenn die Religion nicht Gottes, sondern der Menschen Werk wäre oder irgend eine philosophische Erfindung, die auf menschliche Weise vervollkommnet werden könnte. . . . . || Und wie viele, wie bewundernswerthe, wie glänzende Beweise stehen uns zu Gebote, durch welche die menschliche Vernunft auf das Klarste überzeugt werden muss, dass die Religion Christi eine göttliche sei, und dass aller Grund unsrer Glaubenssätze seine Wurzel empfangen hat von dem Herrn, der droben ist im Himmel, und dass es darum nichts Gewisseres, nichts Sichereres, nichts Heiligeres und auf so festen Gründen Ruhendes gibt, als unser Glaube. Dieser Glaube nämlich, welcher der Führer unsers Lebens, unser Wegweiser auf der Bahn des Heiles, ein Vertilger aller Laster und die fruchtbare Mutter und Pflegerin aller Tugenden ist, wird durch die Geburt, das Leben, den Tod, die Auferstehung, die Weisheit, die Wunder und Weissagungen seines göttlichen Stifters und Vollenders Christus Jesus bestätigt; er strahlt allseitig im Lichte höherer Lehre und besitzt die Schätze des göttlichen Reichthums; er ist durch die Vorherverkündigungen so vieler Propheten, durch den Glanz so vieler Wunder, durch die Standhaftigkeit so vieler Martyrer, durch die Glorie so vieler Heiligen verherrlicht worden; er hat unter Verkündigung des heilsamen Gesetzes Christi und mit jedem Tage, selbst unter den grausamsten Verfolgungen mehr erstarkend, die ganze Erde, zu Wasser und zu Land, vom Aufgange der Sonne bis zu ihrem Niedergange, blos mit der Fahne des Kreuzes in der Hand, durchwandelt und nach Niederstürzung des Wahnes der Götzen, nach Verscheuchung der Nacht des Irrthums, nach dem Triumphe über aller Art Feinde, alle Völkerstämme und Nationen, so barbarisch und durch Natur, Sitte, Gesetze und Institutionen verschieden sie auch waren, mit dem Lichte der göttlichen Erkenntniss erleuchtet und dem süssesten Joche Christi unterworfen, Allen den Frieden, Allen Gutes verkündigend. Gewiss sind das alles so glänzende Beweise göttlicher Weisheit und Macht, dass eines jeden Menschen Sinn und Gedanke leicht begreifen kann, der christliche Glaube sei ein Werk Gottes. Die menschliche Vernunft aber, welche aus diesen eben so

Nr. 4849 (114). Röm. Curie. 9. Nov. 1846.

glänzenden als schlagenden Beweisen klar erkennt, dass Gott der Urheber dieses Glaubens ist, kann nicht weiter gehen, sondern muss nach Beseitigung aller Schwierigkeiten und Zweifel demselben Glauben vollständigen Gehorsam leisten, weil es für sie feststeht, dass alles das, was der Glaube den Menschen zu glauben und zu thun, vorstellt, von Gott selbst herrührt. || Daraus geht aber offen hervor, in welch' grossem Irrthum auch jene befangen sind, welche, die Vernunft missbrauchend, das Wort Gottes für ein Menschenwerk halten und dasselbe nach eigenem Gutdünken zu erklären und unbesonnen zu deuten wagen, da Gott selbst eine lebendige Autorität eingesetzt hat, welche den wahren und rechten Sinn seiner himmlischen Offenbarung lehren und befestigen und alle Streitigkeiten in Sachen des Glaubens und der Sitten durch ein unfehlbares Urtheil entscheiden soll, damit die Gläubigen nicht herumgeweht werden von jedem Winde der Lehre in der Bosheit der Menschen, als eine Beute des Irrthums. Diese lebendige und unfehlbare Autorität besteht aber nur in jener Kirche, die von Christus, dem Herrn, auf Petrus, das Haupt, den Fürsten und Hirten der ganzen Kirche, dessen Glaube nach der Verheissung des Herrn nie wanken soll, gegründet worden ist, deren rechtmässige Oberhirten ihren Ursprung ohne Unterbrechung von Petrus selbst ableiten und auf dessen Stuhle sitzen und ebenso sehr die Erben als die Vertreter seiner Lehre, seiner Würde, seiner Ehre und Macht sind. Und weil die Kirche da ist, wo Petrus ist, weil Petrus durch den römischen Papst spricht und in seinen Nachfolgern immer lebt und Gericht hält, und denen, welche die Wahrheit des Glaubens suchen, dieselbe gewährt, deswegen ist die heilige Schrift ganz in dem Sinne zu nehmen, in welchem sie von jeher genommen hat und noch nimmt dieser römische Stuhl des heiligen Petrus, der als die Mutter und Lehrerin aller Kirchen den von Christus dem Herrn überlieferten Glauben stets rein und unversehrt erhalten und die Gläubigen ihn gelehrt hat, Alle hinweisend auf die Bahn des Heiles und zur Lehre unverdorbener Wahrheit. Hier ist nämlich die Hauptkirche, wo die bischöfliche Einigkeit ihren Ursprung genommen hat, hier die Urstätte der Frömmigkeit, wo die christliche Religion unversehrt, vollkommen und fest besteht, wo die Oberherrlichkeit des apostolischen Stuhles stets gehandhabt worden ist, wohin wegen ihres überwiegenden Vorranges eine jede Kirche, das heisst, alle Gläubigen sich wenden müssen, mit welcher Jeder sammeln muss, wenn er nicht zerstreuen will. Da Wir also nach Gottes unerforschlichem Rathschlusse auf diesen Stuhl der Wahrheit erhoben worden sind, so ermuntern Wir, ehrwürdige Brüder, Eure ausgezeichnete Frömmigkeit in dem Herrn, mit aller Sorgfalt die Euch anvertrauten Gläubigen eifrig und unablässig zu ermahnen, an diesen Grundsätzen festzuhalten und sich nicht von den Leuten täuschen und in den Irrthum führen zu lassen, die, nachdem sie durch ihre Bestrebungen ein Gräuel geworden, unter dem Vorwande menschlichen Fortschrittes den Glauben zu vernichten, ihn gottloser Weise der Vernunft unterzuordnen und Gottes Wort selbst zu verfälschen suchen, und ohne Scheu Gott selbst die

Nr. 4849 (114). Röm. Curie. 9. Nov. 1846.

höchste Schmach anthun, der durch seine himmlische Religion nur der Menschen Wohl und Heil in seiner Gnade zu fördern gewollt hat. || Ueberdies gibt es aber noch andere Ausgeburten von Irrthümern und Täuschungen, und sie sind Euch selbst, ehrwürdige Brüder, wohl bekannt, durch welche die Kinder dieser Welt die katholische Religion, die göttliche Autorität der Kirche und ihre Gesetze auf's Heftigste zu bekämpfen und die Rechte sowohl der Kirchen- als der Staatsgewalt mit Füssen zu treten suchen. Hierher gehören alle jene heillosen Bestrebungen gegen diesen römischen Stuhl des heiligen Petrus, welchen Christus als das unerschütterliche Fundament seiner Kirche hingestellt hat. Dahin gehören alle jene geheimen Verbrüderungen, die zum Verderben der Kirche und des Staates aus der Finsterniss auftauchen und von den römischen Päpsten, Unsern Vorgängern, schon mehrfach mit wiederholtem Anathem durch apostolische Schreiben verworfen worden sind, welche Schreiben auch Wir gemäss Unsrer apostolischen Vollgewalt bestätigen und sorgfältig beobachtet wissen wollen. Denselben Zweck verfolgen die überaus verschmitzten Bibelgesellschaften, die mit der Kunst der alten Häretiker die heilige Schrift gegen die heiligsten Vorschriften der Kirche in die Landessprachen übersetzen lassen, derselben oft verkehrte Erklärungen beigeben und sie dann in einer Unzahl von Exemplaren mit ungeheurem Aufwand Jedermann, auch den Ungebildetern, unentgeltlich mittheilen und aufdringen, damit nach Beseitigung der göttlichen Ueberlieferung, der Lehre der Väter und des Ansehens der katholischen Kirche, Alle das Wort des Herrn nach ihrem Privaturtheile sich erklären, den Sinn desselben verdrehen und so in die grössten Irrthümer hineingerathen. Diese Gesellschaften hat schon Gregor XVI. seligen Andenkens, an dessen Stelle Wir, obschon ungleichen Verdienstes, getreten sind, nach dem Beispiele seiner Vorgänger in einem apostolischen Schreiben verworfen, und auch Wir wollen sie hiemit gleicher Weise verworfen haben. Hieher gehört jenes schreckliche und schon dem natürlichen Lichte der Vernunft so sehr widerstrebende System des Religionsindifferentismus, wodurch diese Betrüger jeden Unterschied zwischen Tugend und Laster, zwischen Wahrheit und Irrthum, zwischen Ehrbarkeit und Schlechtigkeit aufheben und die Menschen zu dem Wahne bringen wollen, sie könnten im Bekenntnisse jeder Religion das ewige Heil erlangen, gerade als könnte eine Gemeinschaft bestehen zwischen Gerechtigkeit und Ungerechtigkeit, oder ein Bündniss zwischen Licht und Finsterniss, oder zwischen Christus und Belial ein Abkommen getroffen werden. Hieher gehört jene unlautere Verschwörung gegen den Cölibat der Geistlichen, an welcher, leider! auch einige Geistliche Theil genommen, die, die eigene Würde jämmerlicher Weise vergessend, durch die Schmeicheleien und Lockungen der Lüste sich haben fesseln und einlullen lassen, hierher jene verkehrte Lehrweise, besonders der Philosophie, welche die unvorsichtige Jugend auf eine elende Weise verführt und verdirbt und ihr das Gift des Drachens in dem Kelche von Babylon reicht; hierher jene heillose und schon dem Naturrechte überaus widerstreitende Lehre des so-

Nr. 4849 (114). Röm. Curie. 9. Nov. 1864.

genannten Communismus, durch welche, gäbe man ihr einmal Raum, Recht, Besitz und Eigenthum Aller und selbst die menschliche Gesellschaft von Grund aus würde vernichtet werden; hieher gehören die finsteren Nachstellungen Jener, die im Gewande der Schafe, während sie innerlich reissende Wölfe sind, unter dem erlogenen und trügerischen Scheine reinerer Frömmigkeit und strengerer Tugend und Disciplin demüthig sich einschleichen, schmeichelnd fangen, sanft fesseln, heimlich tödten und die Menschen am Ende dadurch von aller Religionsverehrung abschrecken und die Schafe des Herrn dahinschlachten und zerreissen. Hierher gehört endlich, um Anderes, Euch sehr wohl Bekanntes zu übergehen, jene gräuliche Masse sündhafter Flugschriften, die, gewandt geschrieben und voll Lug und Trug, mit überschwänglichen Kosten überall zum Verderben des christlichen Volkes verbreitet werden, todtbringende Lehren an allen Orten ausstreuen, den Geist und das Gemüth, besonders der Arglosen, vergiften, und so der Religion den grössten Schaden bringen. Aus diesem Wuste allwärts her sich einschleichender Irrthümer und der zügellosen Denk-, Rede- und Schreib-Freiheit kommt es, dass die Sitten sich verschlechtern, die heiligste Religion Christi verachtet, die Majestät des göttlichen Cultus verhöhnt, die Macht des apostolischen Stuhles beeinträchtigt, die Kirche bekämpft und zu schmählicher Knechtschaft herabgewürdigt, die Rechte der Bischöfe mit Füssen getreten, die Heiligkeit der Ehe verletzt und das Regiment einer jeglichen Gewalt untergraben wird, und so viele andere Schäden in Kirche und Staat, die Wir in Gemeinschaft mit Euch, ehrwürdige Brüder, beweinen müssen. || Bei solchen Wechselfällen, denen Religion, Dinge und Zeiten ausgesetzt sind, sind Wir um das Heil der gesammten, Uns von oben anvertrauten Heerde des Herrn ungemein besorgt, und Wir werden nach der Pflicht Unsers apostolischen Amtes Nichts unversucht lassen, um für das Wohl der gesammten Familie Christi aus allen Kräften zu sorgen. Allein auch Eure hohe Frömmigkeit, Tugend und Weisheit nehmen Wir in Anspruch und bitten Euch im Herrn, ehrwürdige Brüder, im Vertrauen auf die Hilfe von Oben mit Uns die Sache Gottes und seiner heiligen Kirche, je nach dem Maasse der Stellung, die Ihr einnehmet, und der Würde, mit welcher Ihr geschmückt seid, furchtlos zu vertheidigen. . . . . [Ermahnung mit allem Eifer dafür zu sorgen, dass die Reinheit des katholischen Glaubens, die Einheit der Kirche und der Gehorsam gegen den Stuhl Petri gewahrt und aufrecht erhalten werden. „Schärfet dem christlichen Volke den schuldigen Gehorsam und die schuldige Unterwürfigkeit gegen die Fürsten und Obrigkeiten ein, und belehret es nach der Mahnung der Apostel, dass alle Gewalt von Gott stammt, und dass Diejenigen Gottes Willen widerstreben, ja die Verdammniss sich zuziehen, welche der Obrigkeit sich widersetzen, und dass daher das Gebot, der Obrigkeit zu gehorchen, von Niemanden ohne Sünde verletzt werden könne, wenn nicht etwas geboten wird, was den Gesetzen Gottes und der Kirche entgegen ist.“ — Ermahnung nur Solche zu Priestern zu machen, die „ausgezeichnet durch den Glanz aller Tugenden und

das Lob der Weisheit“ .... „richtet Euren ganzen bischöflichen Eifer fortwährend und vorzüglich darauf, junge Kleriker schon vom zartesten Alter an sowohl zur Frömmigkeit und bewährten Tugend, als auch zu Kenntnissen und ernsten Wissenschaften, besonders den kirchlichen, gründlich heranzubilden. Nichts soll Euch darum so sehr am Herzen liegen, als mit aller Anstrengung, Sorgfalt und allem Fleisse Klerikalseminarien, nach der Vorschrift des Concils von Trient, anzulegen . . .“] .... Und seien auch die Bedrängnisse, die Schwierigkeiten und Gefahren, welche von Eurem schweren bischöflichen Amte, namentlich in der jetzigen Zeit, unzertrennlich sind, noch so gross, — lasset Euch nicht schrecken, sondern erstarket im Herrn und der Kraft dessen, der vom Himmel herab auf uns schaut, wenn wir für seinen Namen kämpfen, und den Kampfesmuthigen Beifall winkt, den Streitenden hilft, den Siegenden die Krone reicht. Da Wir aber keinen süsseren Wunsch haben, als Euch Alle, die Wir lieben mit der Liebe Jesu Christi, mit Unsern besten Wünschen, mit Rath und That zu unterstützen, da Uns nichts so sehr am Herzen liegt, als in Gemeinschaft mit Euch an der Förderung und Verbreitung der Ehre Gottes und des katholischen Glaubens aus allen Kräften zu arbeiten und die Seelen zu retten, für die Wir gern selbst Unser Leben, wenn es Noth thut, hinzugeben bereit sind, so bitten Wir Euch, Brüder: kommet, kommet ohne Scheu und mit vollkommenem Vertrauen zu diesem Stuhle des heiligen Fürsten der Apostel, zu diesem Mittelpunkte der katholischen Einheit und des Episkopates Spitze, von woher selbst der Episkopat und seine ganze Autorität stammt, kommet zu Uns, so oft Ihr Unsrer und des apostolischen Stuhles Hilfe, Beistands und Schutzes bedürfen werdet. ‖ Endlich erheben Wir Uns zu der Hoffnung, dass Unsre geliebtesten Söhne in Christo, die Fürsten, ihrer Frömmigkeit und Religiosität gemäss, sich daran erinnern werden, *dass ihnen die königliche Gewalt nicht nur zur Herrschaft über die Welt, sondern vorzugsweise zum Schutze der Kirche verliehen worden ist, dass Wir nicht nur für die Kirche, sondern auch für ihre Herrschaft und ihr Wohlsein sorgen, damit sie ihre Länder in Ruhe regieren können*, und dass sie darum unsre gemeinsamen Wünsche, Absichten und Bestrebungen durch ihre Autorität unterstützen und die Freiheit und Unversehrtheit der Kirche vertheidigen werden, *damit die Rechte Christi auch ihre Herrschaft schirme*. ‖ .... [Anrufung der göttlichen Gnade durch die Fürbitte „der unbefleckten Jungfrau Maria“] .... ‖ Gegeben zu Rom bei St. Maria der grösseren am 9. Nov. 1846, Unsres Papstthums im ersten.

Am 16. Juni 1846 wurde Cardinal Giovanni Maria Mastai-Ferretti (Pius IX.) auf den päpstlichen Stuhl erhoben. Erst am 8. November d. J. erfolgte die Besitznahme der Laterankirche durch den Papst und am folgenden Tage die erste Ansprache desselben an die katholische Kirche. (S. oben.) — Das Dekret des Papstes v. 16. Juli d. J., welches alle wegen politischer Vergehen verurtheilten oder in Untersuchung befindlichen Unterthanen amnestirt, S. Ginzel, Archiv l. c. p. 11 ff.

Nr. 4850. (115.)

RÖMISCHE CURIE. (Encyclica.)[1] Rundschreiben des Papstes über die Irrlehren der Zeit.

Lat. Orig. Vering, Archiv l. c. N. F. VII. p. 294 ff.

Pius IX., Papst.

Ehrwürdige Brüder, Gruss und Apostolischen Segen!

Nr. 4850 (115). Röm. Curie. 8. Dec. 1864.

Mit welcher Sorge und oberhirtlichen Wachsamkeit die römischen Päpste, Unsere Vorgänger, in Erfüllung der ihnen von unserm Herrn Jesus Christus selber in der Person des heiligen Petrus, des Apostelfürsten, übertragenen Pflicht, unermüdlich ihr Amt erfüllt haben, die Lämmer und die Heerde des Herrn eifrig mit dem Worte des Glaubens zu nähren, sie mit der Lehre des Heiles zu durchdringen und von vergifteten Weideplätzen fern zu halten, dies ist Allen und Euch besonders sehr wohl bekannt, ehrwürdige Brüder. In der That hatten Unsere Vorgänger, als die Hüter und Beschirmer der erhabenen katholischen Religion, der Wahrheit und der Gerechtigkeit, in ihrer grossen Sorgfalt für das Heil der Seelen keinen angelegentlichern Wunsch, als den, durch ihre sehr weisen Schreiben und Erlasse alle Ketzereien und Irrthümer aufzudecken und zu verwerfen, welche in ihrem Widerspruche gegen unsern göttlichen Glauben, die Lehre der katholischen Kirche, die Ehrbarkeit der Sitten und das ewige Heil der Menschen häufig schwere Stürme heraufbeschworen und das Gemeinwohl der christlichen und der bürgerlichen Gesellschaft auf die traurigste Weise gefährdet haben. Deshalb haben unsere Vorgänger sich fortwährend mit apostolischem Starkmuthe den verbrecherischen Unternehmungen ungerechter Menschen widersetzt, die, wie die Wogen des tobenden Meeres ihre verwirrenden Ansichten verbreitend und die Freiheit verheissend, während sie Sklaven des Verderbens sind, durch ihre lügnerischen Meinungen und ihre verderblichen Schriften die Grundlagen der katholischen Religion und der bürgerlichen Gesellschaft umzustürzen, jegliche Tugend und Gerechtigkeit zu zerstören, alle Gemüther und Herzen zu verkehren, die Arglosen, namentlich die unerfahrene Jugend, von der heiligen Sittenzucht abzuziehen, sie kläglich zu verderben, in die Fallstricke des Irrthums zu locken und zuletzt aus dem Schoosse der katholischen Kirche herauszureissen sich bemüht haben. || Aber, wie Ihr es wohl wisst, ehrwürdige Brüder, kaum hatten die geheimen Fügungen der göttlichen Vorsehung Uns auf den Stuhl Petrus ohne Unser Verdienst erhoben, als Wir, mit dem tiefsten Schmerze Unserer

[1] Obwohl die Encyclica und der Syllabus schon im Staatsarchiv Bd. VII Nr. 1746 mitgetheilt wurden, findet der Vollständigkeit der Sammlung wegen ein abermaliger Abdruck derselben statt.

Nr. 4850 (115). Röm. Curie. 8. Dec. 1864.

Seele, das durch so viele schlechte Lehren heraufbeschworene schreckliche Ungewitter und die grossen und über Alles beklagenswerthen Schäden, welche für das christliche Volk aus so vielen Irrthümern entspringen, wahrnehmend, der Pflicht Unserer apostolischen Sendung gemäss und den glorreichen Fusstapfen Unserer Vorgänger folgend, die Stimme erhoben und durch die Veröffentlichung mehrerer Rundschreiben und Allocutionen, so wie durch andere apostolische Briefe die hauptsächlichsten Irrthümer unserer traurigen Zeit verwarfen, Euere ausgezeichnete bischöfliche Wachsamkeit anregten und alle Unsere theuern Söhne in der katholischen Kirche aber- und abermals warnten und ermahnten, die Ansteckung einer so schrecklichen Pest durchaus zurückzuweisen und zu vermeiden. Besonders in Unserer ersten Encyclica, die am 9. November 1846 an Euch gesandt wurde, und in den beiden Allocutionen vom 9. Dec. 1854 und vom 9. Juni 1862, die Wir im Consistorium hielten, haben Wir die entsetzlichen Meinungen verdammt, die, besonders in unserer Zeit, zum grossen Nachtheil der Seelen und zum Schaden der bürgerlichen Gesellschaft herrschen; Meinungen, die nicht allein der katholischen Kirche, ihrer heilsamen Lehre und ihren ehrwürdigen Rechten, sondern auch dem ewigen Gesetze der Natur, welches Gott in das Herz aller Menschen einschrieb, und der gesunden Vernunft feindlich entgegenstehen, und welche fast allen andern Irrthümern ihren Ursprung gegeben haben. Aber obgleich Wir bis jetzt nicht unterliessen, die hauptsächlichsten Irrthümer dieser Art zu ächten und zu verwerfen, so fordert doch die Sache der katholischen Kirche, das Heil der Seelen, welches Uns von Gott anvertraut ist, und das Wohl der menschlichen Gesellschaft selbst von Uns durchaus, dass Wir Euere Hirtensorge abermals aufrufen, um andere verkehrte Meinungen zu überwinden, die aus diesen Irrthümern, wie aus eben so vielen Quellen entspringen. Diese falschen und verkehrten Meinungen sind um so verabscheuungswürdiger, als sie besonders danach trachten, jene heilsame Kraft zu hemmen und abzulenken, welche die katholische Kirche kraft ihrer Einsetzung durch ihren göttlichen Stifter und kraft dessen Auftrages frei bis zum Ende der Jahrhunderte und zwar nicht allein gegen jeden einzelnen Menschen, sondern auch gegen Nationen, Völker und deren Herrscher ausüben soll, sowie die Uebereinstimmung und Eintracht zwischen Priesterthum und Herrscherthum zu zerstören, die stets zum Glück und Heil der religiösen und bürgerlichen Gesellschaft gereichte. Denn, Ihr wisset es sehr wohl, ehrwürdige Brüder, es giebt in unsern Tagen nicht Wenige, die, auf die bürgerliche Gesellschaft den gottlosen und unsinnigen Grundsatz des sogenannten Naturalismus übertragend, zu lehren wagen, „die beste Einrichtung der öffentlichen Gesellschaft und der bürgerliche Fortschritt erheischten es durchaus, dass die menschliche Gesellschaft ohne Rücksicht auf die Religion, als ob dieselbe nicht vorhanden sei, oder wenigstens ohne einen Unterschied zwischen der wahren Religion und den falschen Religionen zu machen, eingerichtet und regiert werde.“ Und zuwider der Lehre der heiligen Schrift, der Kirche und der heiligen Kirchen-

Nr. 4850 (115). Röm. Curie. 8. Dec. 1864.

väter tragen sie kein Bedenken, zu behaupten, „dass die beste Lage der Gesellschaft die sei, wo der weltlichen Macht das Amt nicht zuerkannt ist, durch gesetzliche Strafen die Verletzer der katholischen Religion zu züchtigen, es sei denn, dass der öffentliche Friede es gebiete.“ Kraft dieser durchaus falschen Auffassung der Leitung der Gesellschaft stehen sie nicht an, diese irrige Meinung, welche der katholischen Kirche und dem Heile der Seelen sehr nachtheilig ist und von Unserm Vorgänger ehrwürdigen Andenkens, Gregor XVI., als ein Wahnwitz bezeichnet wurde, zu begünstigen, dass nämlich „die Freiheit des Gewissens und des Cultus das eigene Recht eines jeden Menschen sei, ein Recht, welches durch das Gesetz in jedem wohlconstituirten Staate verkündigt und geschützt werden müsse, und dass die Bürger ein Recht besitzen, mit einer gänzlichen, weder durch die geistliche noch durch die bürgerliche Autorität zu beschränkenden Freiheit, ihre Ueberzeugungen, welche sie auch seien, durch Worte oder durch die Presse, oder durch andere Mittel kund zu geben und zu bekennen.“ Aber während sie dieses vermessen behaupten, bedenken und beherzigen sie nicht, dass sie die Freiheit, sich in's Verderben zu stürzen, predigen, und dass, „wenn es den menschlichen Ueberzeugungen immer freisteht zu streiten, es nie an Menschen fehlen wird, die es wagen, gegen die Wahrheit zu kämpfen und sich auf die Geschwätzigkeit menschlicher Weisheit zu verlassen, während der christliche Glaube und die christliche Weisheit durch die Belehrung unseres Herrn Jesu Christi selbst wissen, wie sehr sie diese sehr schädliche Eitelkeit vermeiden müssen.“ Und weil mit der Entfernung der Religion aus der bürgerlichen Gesellschaft und mit der Zurückweisung der Lehre und der Autorität der göttlichen Offenbarung auch die echte Idee der Gerechtigkeit und des menschlichen Rechts verdunkelt wird und verloren geht, und an die Stelle der wahren Gerechtigkeit und des legitimen Rechts die rohe Gewalt gesetzt wird, so ist es klar, warum einige Menschen, vollkommen der zuverlässigsten Principien der gesunden Vernunft vergessend und sie hintansetzend, zu verkündigen wagen, „dass der durch die sogenannte öffentliche Meinung oder durch andere Mittel kundgegebene Volkswille das höchste, von allem göttlichen und menschlichen Recht unabhängige Gesetz bilde, und dass in der politischen Ordnung die vollendeten Thatsachen gerade dadurch, dass sie vollendet sind, zu Recht bestehen.“ Aber wer sollte nicht sehr wohl sehen und begreifen, dass die menschliche Gesellschaft, den Banden der Religion und der wahren Gerechtigkeit entzogen, keinen andern Zweck mehr haben kann, als Reichthümer zu sammeln und anzuhäufen, noch einem andern Gesetze bei ihren Handlungen gehorchen, als der ungezähmten Begierde des Herzens, nur seinen Lüsten und Interessen zu dienen. Darum verfolgen diese Leute mit so bitterm Hasse die um die Religion, die bürgerliche Gesellschaft und die Wissenschaft so sehr verdienten klösterlichen Genossenschaften, und schreien laut, sie hätten gar keinen rechtmässigen Grund für ihr Bestehen, und zollen so den Erdichtungen der Häretiker Beifall. Denn, wie Unser Vorgänger Pius VI. ehrwürdigen Andenkens weise ge-

lehrt hat, „verletzt die Aufhebung der Orden den der öffentlichen Uebung der evangelischen Rathschläge geweihten Stand, verletzt eine in der Kirche als mit der apostolischen Lehre übereinstimmend empfohlene Lebensweise; sie verletzt die erhabenen Stifter, die wir auf den Altären verehren, und die nur aus göttlicher Eingebung diese Gesellschaften gegründet haben.“ ‖ In ihrer Gottlosigkeit behaupten diese Leute, dass man den Bürgern und der Kirche die Befugniss entziehen müsse, offen in christlicher Wohlthätigkeit Almosen auszutheilen, sowie das Gesetz abschaffen, welches wegen der Gottesverehrung verbietet, an bestimmten Tagen knechtliche Arbeit zu verrichten. Sie geben dabei hinterlistiger Weise vor, dass diese Befugniss und dieses Gesetz den Principien der bessern Nationalökonomie zuwiderlaufe. ‖ Nicht zufrieden damit, die Religion aus der öffentlichen Gesellschaft auszurotten, wollen sie dieselbe auch aus den Familien und den Privatleben fern halten. Lehrend und bekennend den unseligen Irrthum des Socialismus und des Communismus, behaupten sie nämlich, „die häusliche Gesellschaft oder die Familie entlehne den ganzen Grund ihres Daseins nur aus dem bürgerlichen Rechte, woraus man schliessen müsse, dass alle Rechte der Eltern über ihre Kinder und vor Allem das Recht, sie zu unterrichten und zu erziehen, nur von dem bürgerlichen Gesetz herkomme und abhänge.“ Durch solche gottlose Ansichten und Ränke beabsichtigen diese Menschen vorzüglich, aus dem Unterricht und der Erziehung der Jugend die heilsame Lehre und den Einfluss der katholischen Kirche gänzlich zu verdrängen, um die zarten, biegsamen Gemüther der Jugend mit allen verderblichen Irrthümern und Lastern anzustecken und elendiglich zu entsittlichen. Alle nämlich, welche bestrebt sind, Kirche und Staat zu verwirren, die gute Ordnung der Gesellschaft zu vernichten und alle göttlichen und menschlichen Rechte zu Grunde zu richten, haben stets alle ihre verbrecherischen Pläne, ihre Aufmerksamkeit und ihre Sorgfalt gemeinsam darauf verwandt, wie sie vor Allem, was oben angedeutet, die unvorsichtige Jugend zu täuschen und zu verderben vermöchten. Auf die Verderbniss der Jugend stützen sich alle ihre Hoffnungen. Deshalb lassen sie auch mit ihrem Kampfe gegen die Welt- und Klostergeistlichkeit nicht nach, von welchen, wie die zuverlässigen Denkmäler der Geschichte glänzend bezeugen, der christlichen und der bürgerlichen Gesellschaft, so wie den Wissenschaften so grosse Vortheile zugeflossen sind. Sie greifen dieselben in unerhörter Weise an, und behaupten, der Klerus „müsse, als der Feind des wahren und erspriesslichen Fortschrittes der Wissenschaft und der Civilisation, ganz von der Sorge und dem Amte des Unterrichts und der Erziehung der Jugend entfernt werden. ‖ Andere, welche böse Irrthümer, die bereits oftmals verdammt worden sind, wieder aufnehmen, wagen mit der grössten Schamlosigkeit, die höchste, der Kirche und diesem apostolischen Stuhle von Christus dem Herrn selbst verliehene Autorität dem Gutbefinden der bürgerlichen Gewalt zu unterwerfen und alle ihre Rechte hinsichtlich dessen, was zur äussern Ordnung gehört, zu leugnen. Sie erröthen nicht, zu behaupten, dass „die Gesetze der Kirche

Nr. 4850 (115). Röm. Curie. 8. Dec. 1864.

das Gewissen nicht binden, wenn sie nicht durch die weltliche Macht verkündigt sind, dass die Erlasse und Decrete der römischen Päpste betreffs der Religion und der Kirche der Sanction und Bestätigung oder wenigstens der Beistimmung der bürgerlichen Gewalt bedürfen; dass die apostolischen Constitutionen, welche die geheimen Gesellschaften, sei es nun, dass dieselben eine eidliche Verpflichtung zum Geheimhalten fordern oder nicht, verwerfen und deren Anhänger und Begünstiger mit dem Anathem belegen, in den Ländern, in welchen diese Gesellschaften von der weltlichen Macht geduldet werden, keine Kraft haben; dass die Excommunication, welche von dem Concil von Trient und den römischen Päpsten gegen diejenigen, die in die Rechte und die Besitzungen der Kirche eingreifen und sie usurpiren, verhängt ist, auf einer Vermengung der geistlichen mit der bürgerlichen und politischen Ordnung beruhe und auf die Erreichung eines rein irdischen Gutes gerichtet sei; dass die Kirche nichts bestimmen dürfe, was die Gewissen der Gläubigen in Beziehung des Gebrauches der zeitlichen Dinge zu binden im Stande sei; dass der Kirche das Recht nicht zustehe, die Verletzer ihrer Gesetze durch zeitliche Strafen in Zucht zu halten; dass es den Grundsätzen der heiligen Theologie und des öffentlichen Rechtes entspreche, das Eigenthum der im Besitz der Kirchen, der religiösen Ordensgesellschaften und anderer frommer Stiftungen befindlichen Güter der Staatsregierung zuzusprechen und für sie in Anspruch zu nehmen.“ Sie schämen sich nicht, offen einen von den Häretikern behaupteten Grundsatz, aus dem so viele verkehrte Meinungen und Irrthümer hervorgegangen sind, aufzustellen. Sie sagen nämlich, die „kirchliche Macht sei nicht nach göttlichem Rechte von der bürgerlichen Gewalt verschieden und unabhängig, und eine Unterscheidung und Unabhängigkeit dieser Art könne nicht aufrecht erhalten werden, ohne dass die Kirche in die wesentlichen Rechte der bürgerlichen Gewalt eingreife und sie usurpire.“ Wir können gleichfalls nicht die Kühnheit derjenigen mit Stillschweigen übergehen, welche, indem sie die gesunden Lehren nicht ertragen, behaupten, „dass man den Urtheilssprüchen und Decreten des apostolischen Stuhles, welche, wie ausdrücklich erklärt wird, das allgemeine Wohl der Kirche, ihre Rechte und ihre Disciplin zum Gegenstand haben, so lange als dieselben nicht die Dogmen des Glaubens und der Sitten berühren, die Zustimmung und den Gehorsam versagen könne, ohne sich zu versündigen und ohne irgendwie sein katholisches Bekenntniss zu beeinträchtigen.“ Wie sehr diese Lehre dem katholischen Dogma von der dem römischen Papste von unserm Herrn und Gott Jesus Christus übertragenen Vollgewalt, die allgemeine Kirche zu weiden, zu leiten und zu regieren, zuwiderläuft, wird Jedermann deutlich einsehen und begreifen.

Inmitten einer so grossen Verkehrtheit schlechter Meinungen Unserer apostolischen Pflicht eingedenk und überaus bekümmert um unsere heilige Religion, die gesunde Lehre, das Heil der uns anvertrauten Seelen und das Wohl der menschlichen Gesellschaft selber, glaubten Wir auf's neue Unsere apostolische Stimme erheben zu müssen. Darum verwerfen, ächten und verdammen

Wir kraft unserer apostolischen Autorität alle und jede schlechten Meinungen und Lehren, welche in diesem Schreiben einzeln erwähnt wurden, und wollen dass sie von allen Kindern der katholischen Kirche als verworfen, geächtet und verdammt angesehen werden sollen. || Aber, ausserdem, ehrwürdige Brüder wisset Ihr, dass in unsern Tagen Hasser jeder Wahrheit und Gerechtigkeit und gewaltige Feinde unserer Religion andere gottlosen Lehren aller Art aussäen, indem sie vermittelst verpesteter Bücher, Flugschriften und Zeitungen, welche sie über die ganze Erde verbreiten, die Völker betrügen und böslich lügen. Es ist Euch auch nicht unbekannt, dass es in unsern Tagen Leute gibt, die, von dem Geiste Satans angetrieben und aufgereizt, zu so massloser Gottlosigkeit vorgegangen sind, dass sie ungescheut unsern Herrscher Jesus Christus leugnen und mit verbrecherischer Frechheit seine Gottheit angreifen. Hier aber können Wir nicht umhin, ehrwürdige Brüder, Euch für alle Sorgen und allen Eifer, mit denen Ihr Eure bischöfliche Stimme gegen eine so grosse Gottlosigkeit erhoben habt, das verdiente Lob zu zollen. || Deshalb reden wir in dem gegenwärtigen Schreiben wiederum in grösster Liebe zu Euch, die Ihr, zur Theilnahme an Unserer Fürsorge berufen, inmitten Unseres so lebhaften Schmerzes Unser grösstes Labsal, Unsere Freude und Unser Trost seid, ob Euerer ausgezeichneten Religiosität und Frömmigkeit und ob der erstaunlichen Liebe, Treue und Ergebenheit, womit Ihr, durch die engsten Herzensbande mit Uns und dem apostolischen Stuhle verknüpft, Euch bemüht, rüstig und pünktlich Euer schweres bischöfliches Amt zu erfüllen. Denn von Euerm vortrefflichen Hirteneifer erwarten Wir, dass Ihr, das geistige Schwert, d. h. das Wort Gottes ergreifend und durch die Gnade Unseres Herrn Jesus Christus gestärkt, mit stets vermehrter Sorgfalt darüber wachet, dass die Euerer Obhut anvertrauten Gläubigen „sich von dem Unkraute fern halten, das Jesus Christus nicht pflegt, weil es von seinem Vater nicht gepflanzt worden ist.“ Unterlasset darum auch niemals, den Gläubigen einzuprägen, dass alles wahre Glück des Menschen aus unserer erhabenen Religion, aus deren Lehre und Uebung entspringt, und dass glücklich ist das Volk, „dessen Herr sein Gott ist.“ || Lehret, „dass die Königreiche auf der Grundlage des katholischen Glaubens beruhen,“ und dass nichts so tödtlich verwunde, nichts so sehr dem Falle nahe bringe und allen Gefahren aussetze, als wenn wir in der Meinung, es sei genug, dass wir die Freiheit des Willens bei unserer Geburt empfangen haben, weiter nichts bei dem Herrn suchen, d. h. wenn wir „des Herrn vergessend, seine Macht abschwören, um uns frei zu zeigen.“ Unterlasset auch nicht zu lehren, dass die königliche Macht nicht allein, um die Herrschaft dieser Welt zu führen, sondern vorzüglich um die Kirche zu schützen, übertragen sei, und dass nichts vortheilhafter und glorreicher für die Beherrscher der Staaten und die Könige ist, als, wie Unser sehr weiser und muthiger Vorgänger, der h. Felix, an den Kaiser Zeno schrieb, „die katholische Kirche nach ihrem Gesetze leben zu lassen und Niemanden irgend einen Angriff gegen ihre Freiheit zu gestatten .... Denn sicher ist es vortheilhaft für die Herrscher, wenn

Nr. 4850 (115). Röm. Curie. 8. Dec. 1864.

es sich um die Sache Gottes handelt, nach dessen Anordnung ihren königlichen Willen den Priestern Jesu Christi unterzuordnen, nicht vorzuziehen." Immer, namentlich aber jetzt, ehrwürdige Brüder, inmitten der zahlreichen Drangsale der Kirche und der bürgerlichen Gesellschaft, angesichts der schrecklichen Verschwörung unserer Gegner gegen die katholische Sache und diesen apostolischen Stuhl, und der bedeutenden Anhäufung von Irrthümern, ist es durchaus geboten, vor allen Dingen mit Vertrauen uns dem Throne der Gnade zu nahen, um Barmherzigkeit zu erlangen und Gnade zu finden in der Hülfe zur rechten Zeit. Deshalb haben wir dafür gehalten, dass der Augenblick gekommen sei, die Frömmigkeit aller Gläubigen anzuregen, damit sie, mit Uns und Euch gemeinschaftlich, ohne Unterlass durch heisse und demüthige Gebete zum mildesten Vater des Lichtes und der Barmherzigkeit beten und flehen; damit sie mit vollem Glauben ihre Zuflucht nehmen zu unserm Herrn Jesus Christus, der uns mit seinem Blute Gott erkauft hat, und sein süssestes Herz, das Schlachtopfer der glühendsten Liebe zu uns, inbrünstig und beharrlich anflehen, dass er mit den Banden seiner Liebe Alles an sich ziehe und dass alle Menschen, von seiner heissesten Liebe entflammt, nach seinem Herzen wandeln, würdig in Allem Gott gefallend und fruchttragend in jedem guten Werke. Aber da es ausser Zweifel ist, dass die Bitten der Menschen Gott dann angenehmer sind, wenn diese mit reinem, makellosen Gemüthe sich ihm nahen, so haben Wir es für gut gehalten, den Christen mit apostolischer Freigebigkeit die Unserer Verwaltung anvertrauten himmlischen Schätze der Kirche zu öffnen, damit die Gläubigen zu wahrer Frömmigkeit lebhafter entflammt und durch das Sacrament der Busse von den Makeln ihrer Sünden gereinigt, ihre Gebete mit mehr Vertrauen vor Gott ausgiessen, und seine Barmherzigkeit und seine Gnade erlangen. Durch dieses Schreiben ertheilen Wir in Unserer apostolischen Machtvollkommenheit allen und jedem Gläubigen beider Geschlechter in der ganzen katholischen Welt einen vollkommenen Jubiläums-Ablass während eines Monates im Laufe des Jahres 1865 nach der von Euch, ehrwürdige Brüder, und den andern rechtmässigen Kirchenvorstehern zu treffenden Bestimmung. Wir gewähren diesen Ablass in der Art und Weise, wie dieses zu Anfang Unseres Pontificates geschehen ist durch Unser apostolisches Schreiben in Form eines Breve vom 20. November 1846, welches an den gesammten Episkopat der Welt gesandt wurde und mit den Worten: „Arcano divinae providentiae consilio" beginnt, sowie mit allen den Vollmachten, welche durch jenes Schreiben von Uns gegeben wurden. Wir wollen jedoch auch, dass alles beobachtet werde, was in dem genannten Breve vorgeschrieben wurde, und das ausgenommen werde, was Wir als ausgenommen erklärten. Und dieses gewähren Wir, ohne dass irgend welches Entgegenstehende, auch wenn es einer besondern und namentlichen Erwähnung und Beseitigung würdig wäre, dem hinderlich sein könnte. Damit aber jeder Zweifel und jede Schwierigkeit verhütet werde, haben Wir verordnet, dass Euch ein Exemplar desselben Schreibens übersendet werde. „Flehen wir,

ehrwürdige Brüder, aus tiefstem Grunde des Herzens und der Seele zur Barmherzigkeit Gottes; denn Gott hat uns dazu aufgefordert, indem er sagt: Ich werde ihnen meine Barmherzigkeit nicht entziehen. Bitten wir und wir werden empfangen; und wenn die Gewährung geraume Zeit auf sich warten lässt, weil wir Ihn schwer beleidigt haben, so lasst uns anklopfen, weil dem Anklopfenden geöffnet werden wird, wenn nur unsere Gebete, Seufzer und Thränen, in denen wir inständig ausharren müssen, an die Pforte klopfen und das Gebet einmüthig ist. ... Ein Jeder bitte Gott nicht für sich allein, sondern für alle Brüder, wie der Herr uns zu beten gelehrt hat.“ Damit aber Gott Unsern und Euern Gebeten und Wünschen und denen aller Gläubigen um so willfähriger sei, so lasst uns in vollem Vertrauen als Fürsprecherin bei Ihm die unbefleckte und heiligste Gottesgebärerin und Jungfrau Maria erwählen, welche alle Ketzereien in der ganzen Welt vernichtet hat und als unser Aller liebreichste Mutter „ganz lieblich und voller Barmherzigkeit sich von Allen erbitten lässt, sich gegen Alle gnädig zeigt und mit unbegrenzter Liebe der Leiden Aller sich erbarmt“, die, dastehend als Königin zur Rechten ihres eingeborenen Sohnes, unseres Herrn Jesus Christus, strahlend in goldenem Gewand und vielfältigem Schmuck, nichts kennt, was sie von dem Herrn nicht zu erhalten vermöchte. Flehen wir auch um die Fürbitte des heiligen Petrus, des Apostelfürsten, und seines Mitapostels Paulus und aller Heiligen des Himmels, die schon Freunde Gottes geworden und in das himmlische Reich gelangt sind, wo sie mit der Krone geschmückt und die Palme tragend, ihrer Unsterblichkeit gewiss, um unser Heil ganz besorgt sind. Indem wir schliesslich aus Herzensgrund von Gott für Euch die Fülle aller Seiner himmlischen Güter erflehen, ertheilen Wir liebreich und aus voller Seele Euch, ehrwürdige Brüder, und allen Geistlichen und Eurer Obhut anvertrauten Gläubigen als Unterpfand Unserer besonderen Liebe zu Euch Unsern apostolischen Segen. Gegeben zu Rom bei St. Peter am 8. Dec. 1864, dem zehnten Jahrestage der Feststellung des Dogmas von der unbefleckten Empfängniss der jungfräulichen Gottesgebärerin Maria, im neunzehnten Jahre Unseres Pontificates.

Nr. 4850 (115). Röm. Curie. 8. Dec. 1864.

Pius IX., Papst.

Nr. 4851. (116).

RÖMISCHE CURIE. Schreiben des Cardinalstaatssecretär Antonelli, mit welchem der Syllabus den Bischöfen übersandt wurde.

Lat. Orig. Vering, Archiv l. c.

Ehrwürdiger und hochwürdigster Herr!

Unser heiliger Vater, Papst Pius IX., hat, um das Heil der Seelen und um die gesunde Lehre eifrigst besorgt, von dem Antritte seines päpstlichen Amtes an niemals unterlassen, durch Rundschreiben an die Bischöfe, durch

Nr. 4851 (116). Röm. Curie. 8. Dec. 1864.

Nr. 4851 (116). Röm. Curie. 8. Dec. 1864.

öffentliche Anreden im Consistorium und durch andere für die Oeffentlichkeit bestimmte apostolische Schreiben die in unserer unseligen Zeit vorzugsweise verbreiteten Irrthümer und falschen Lehren zu verbieten und zu verdammen. Da jedoch möglicher Weise nicht alle diese päpstlichen Kundgebungen zur Kenntniss sämmtlicher Oberhirten gelangt sind, so hat der heilige Vater beschlossen, dass ein Verzeichniss aller jener Irrthümer angefertiget und allen Oberhirten zugesendet werden solle, damit dieselben die sämmtlichen Irrthümer und verderblichen Lehren, welche von Ihm verworfen und verboten sind, vor ihren Augen haben. Demgemäss hat der heilige Vater mir den Auftrag ertheilt, das erwähnte gedruckte Verzeichniss Ihnen, hochwürdigster Herr, zur nämlichen Zeit zu übersenden, da Er in Seiner unermüdlichen Sorgfalt für das Heil und Wohl der katholischen Kirche und der ganzen Ihm von Gott anvertrauten Heerde des Herrn ein neues Rundschreiben an alle katholischen Oberhirten ergehen liess. Diesen Befehl des Papstes mit aller Beflissenheit und gebührender Ehrerbietung vollziehend, beeile ich mich, das genannte Verzeichniss Ihnen, hochwürdigster Herr, mit diesem Briefe zuzustellen. Indem ich mich herzlich freue, die Gefühle meiner Ergebenheit Ihnen auszudrücken und zu wiederholen, wünsche ich Ihnen von Herzen alles Gute und Heilbringende aus der Hand Gottes. | Ew. hochwürdigsten Gnaden ergebenster Diener

Rom, den 8. December 1864. (gez.) J. Cardinal Antonelli.

Nr. 4852. (117.)

RÖMISCHE CURIE. (Syllabus). Zusammenstellung der hauptsächlichsten Irrthümer unserer Zeit, welche in den Allocutionen, Encyclicen und anderen apostolischen Schreiben Sr. Heil. des Papstes Pius IX. gerügt wurden.

Lat. Orig. Vering, Archiv l. c. N. F. VII p. 309 ff.

Nr. 4852 (117). Röm. Curie. 8. Dec. 1864.

§. I. Pantheismus, Naturalismus und absoluter Rationalismus. 1. Es giebt kein höchstes, allweises und allvorsehendes, von der Welt unterschiedenes göttliches Wesen, und Gott ist eins mit der Natur, daher dem Wechsel unterworfen; Gott wird thatsächlich im Menschen und in der Welt; das All ist Gott und besitzt das eigentliche Wesen Gottes; Gott und die Welt sind eins und dasselbe, daher auch der Geist und die Materie, die Nothwendigkeit und die Freiheit, das Wahre und das Falsche, das Gute und das Böse, das Gerechte und das Ungerechte. (Alloc. Maxima quidem vom 9. Juni 1862). | 2. Jede Einwirkung Gottes auf die Menschen und die Welt ist zu leugnen. (Allocution Maxima quidem vom 9. Juni 1862). || 3. Die menschliche

Nr. 4852 (117). Röm. Curie. 8. Dec. 1864.

Vernunft ist ohne irgend welche Rücksicht auf Gott der einzige Schiedsrichter zwischen Wahr und Falsch, Gut und Böse: sie ist sich selbst Gesetz und reicht hin, durch ihre natürlichen Kräfte das Wohl des Menschen und der Völker zu begründen. (Alloc. Maxima quidem vom 9. Juni 1862). || 4. Alle Wahrheiten der Religion fliessen aus der natürlichen Kraft der menschlichen Vernunft; daher ist die Vernunft die vorzüglichste Norm, wonach der Mensch die Erkenntniss aller Wahrheiten jeglicher Art sich erwerben kann und soll. (Encyclica Qui pluribus vom 9. November 1846. Enc. Singulari quidem vom 17. März 1856. Allocution Maxima quidem vom 9. Juni 1862). || 5. Die göttliche Offenbarung ist unvollkommen und daher einem fortwährenden und unendlichen Fortschritt unterworfen, der dem Fortschreiten der menschlichen Vernunft entspricht. (Enc. Qui pluribus vom 9. November 1846. Allocution Maxima quidem vom 9. Juni 1862). || 6. Der christliche Glaube widerspricht der menschlichen Vernunft und die göttliche Offenbarung nützt nicht allein nichts, sondern sie schadet auch der Vervollkommnung des Menschen. (Enc. Qui pluribus vom 9. November 1846. Alloc. Maxima quidem vom 9. Juni 1862). || 7. Die in der heiligen Schrift mitgetheilten und erzählten Prophezeiungen und Wunder sind Erfindungen von Dichtern, und die Geheimnisse des christlichen Glaubens sind die Zusammenfassung von philosophischen Forschungen; in den Büchern beider Testamente sind mythische Erfindungen enthalten, und Jesus Christus selbst ist eine mythische Erdichtung. (Encyclica Qui pluribus vom 9. November 1846. All. Max. q. vom 9. Juni 1862). || §. II. Gemässigter Rationalismus. 8. Da die menschliche Vernunft der Religion gleichzustellen ist, so sind deswegen die theologischen Disciplinen ebenso wie die philosophischen zu behandeln. (All. Singulari quadam perfusi vom 9. Dec. 1854). || 9. Alle Dogmen der christlichen Religion ohne Unterschied sind ein Gegenstand der natürlichen Wissenschaft oder der Philosophie; und die bloss historisch gebildete menschliche Vernunft kann aus ihren eigenen natürlichen Kräften und Principien zu der wahren Erkenntniss in Betreff aller, auch der dunkelern Dogmen gelangen, wofern nur diese Dogmen der Vernunft selbst als Object vorgelegt werden. (Schreiben an den Erzbischof von Freising: Gravissimas vom 11. Dec. 1862. Schreiben an denselben: Tuas libenter vom 21. December 1863). || 10. Da nun etwas anderes der Philosoph und etwas anderes die Philosophie ist, so hat jener das Recht und die Pflicht, sich der Autorität, welche er selbst für die wahre erkannt hat, zu unterwerfen; aber die Philosophie kann und darf sich keiner Autorität unterwerfen. (Schreiben an den Erzbischof von Freising vom 11. December 1862 und 21. December 1863). || 11. Die Kirche muss sich nicht allein niemals gegen die Philosophie wenden, sondern muss auch die Irrthümer der Philosophie dulden und es ihr überlassen, sich selbst zu corrigiren. (Schreiben an den Erzbischof von Freising vom 11. Dec. 1862.) || 12. Die Decrete des apostolischen Stuhles und der römischen Congregationen hindern den freien Fortschritt der Wissenschaft. (Schreiben an den Erzbischof von Freising vom 21. December 1863.) || 13. Die Methode

Nr. 4852 (117). Röm. Curie. 8. Dec. 1864.

und die Principien, nach welchen die alten scholastischen Lehren die Theologie ausgebildet haben, entsprechen gar nicht den Bedürfnissen unserer Zeit und dem Fortschritt der Wissenschaften. (Schreiben an den Erzbischof von Freising vom 21. Dec. 1863.) || 14. Die Philosophie muss ohne Rücksicht auf die übernatürliche Offenbarung betrieben werden. (Schreiben an den Erzbischof von Freising vom 21. December 1863). || NB. Mit dem System des Rationalismus hängen zum grössten Theile die Irrthümer Anton Günther's zusammen, welche verworfen werden in dem Schreiben an den Cardinal-Erzbischof von Köln Eximiam tuam vom 15. Juni 1857 und in dem Schreiben an den Bischof von Breslau Dolore haud mediocri vom 30. April 1860. || §. III. Indifferentismus, Latitudinarismus. 15. Es steht jedem Menschen frei, jene Religion anzunehmen und zu bekennen, welche er, durch das Licht seiner Vernunft geführt, für wahr hält. (Breve Multiplices inter vom 10. Juni 1851. Allocution Maxima quidem vom 9. Juni 1862). || 16. Die Menschen können bei der Uebung jeder Religion den Weg des ewigen Heils finden und die ewige Seligkeit erlangen. (Enc. Qui pluribus vom 9. Nov. 1846. Alloc. Ubi primum vom 17. Dec. 1847. Enc. Singulari quidem vom 17. März 1856.) || 17. Wenigstens darf man gute Hoffnung hegen über die ewige Seligkeit Aller, welche nicht in der wahren Kirche Christi leben. (Alloc. Singulari quadam vom 9. Dec. 1854. Enc. Quanto conficiamur vom 17. Aug. 1863.|| 18. Der Protestantismus ist nichts anderes, als eine verschiedene Form derselben wahren christlichen Religion, in welcher es eben so gut möglich ist, Gott zu gefallen, wie in der katholischen Kirche. (Enc. Noscitis et Nobiscum vom 8. December 1849.) || §. IV. Socialismus, Communismus, geheime Gesellschaften, Bibel-Gesellschaften, Gesellschaften liberaler Geistlichen. Diese verderblichen Dinge werden oft und in den ernstesten Ausdrücken verdammt in der Enc. Qui pluribus vom 9. November 1846, in der Alloc. Quibus quantisque vom 20. April 1849; in der Enc. Noscitis et Nobiscum vom 8. Dec. 1849; in der All. Singulari quadam vom 9. Dec. 1854; in der Enc. Quanto conficiamur moerore vom 10. August 1863. || § V. Irrthümer über die Kirche und ihre Rechte. 19. Die Kirche ist keine wahre und vollkommene, völlig freie Gesellschaft und besitzt nicht ihre eigenen und beständigen, von ihrem göttlichen Stifter ihr verliehenen Rechte, sondern es ist Sache der Staatsgewalt, zu bestimmen, welches die Rechte der Kirche und welches die Schranken seien, innerhalb deren sie diese Rechte ausüben könne. (Alloc. Singulari quadam vom 9. Dec. 1854. Alloc. Multis gravibusque vom 17. Dec. 1860. All. Maxima quidem vom 9. Juni 1862.) || 20. Die Kirchengewalt darf ihre Autorität nicht ohne Erlaubniss und Zustimmung der Staatsgewalt ausüben. (Allocution Meminit unusquisque vom 30. September 1861.) || 21. Die Kirche hat nicht die Macht, dogmatisch zu entscheiden, dass die Religion der katholischen Kirche die einzig wahre Religion sei. (Breve Multiplices inter vom 10. Juni 1851.) || 22. Die Verpflichtung, welche katholische Lehrer und Schriftsteller überhaupt bindet, ist auf das beschränkt, was durch

den unfehlbaren Ausspruch der Kirche als von Allen zu glaubender Glaubenssatz aufgestellt wird. (Schreiben an den Erzbischof von Freising Tuas libenter vom 21. Dec. 1863.) ‖ 23. Die römischen Päpste und die allgemeinen Concilien haben die Grenzen ihrer Gewalt überschritten, Rechte der Fürsten usurpirt und auch in Festsetzung der Glaubens- und Sittenlehren geirrt. (Breve Multiplices inter vom 10. Juni 1851.) ‖ 24. Die Kirche hat nicht die Macht, Gewaltmittel anzuwenden, noch irgend eine directe oder indirecte zeitliche Gewalt. (Breve Ad apostolicae vom 22. Aug. 1851.) ‖ 25. Ausser der dem Episcopat inhärirenden Gewalt gibt es noch eine andere zeitliche, welche vom Staat ausdrücklich oder stillschweigend verliehen ist, und daher von der Staatsregierung nach Belieben zurückgenommen werden kann. (Breve Ad apostolicae vom 22. August 1851.) ‖ 26. Die Kirche hat kein angeborenes und legitimes Recht auf Erwerb und Besitz. (Alloc. Nunquam fore vom 15. Dec. 1856. Enc. Incredibili vom 17. September 1863.) ‖ 27. Die Diener der Kirche und der Papst sind von aller Leitung und Herrschaft über weltliche Dinge ganz auszuschliessen. (Alloc. Maxima quidem vom 9. Juni 1862.) ‖ 28. Die Bischöfe dürfen ohne Erlaubniss der Staatsregierung nicht einmal apostolische Schreiben veröffentlichen. (Allocution Nunquam fore vom 15. Dec. 1856.) ‖ 29. Die vom Papste verliehenen Gnadenbezeugungen müssen als ungültig angesehen werden, wenn sie nicht durch die Staatsregierung erlangt worden sind. (Allocution Nunquam fore vom 15. Dec. 1856.) ‖ 30. Die Immunität der Kirche und der kirchlichen Personen hatte ihren Ursprung im bürgerlichen Rechte. (Breve Multiplices inter vom 10. Juni 1851.) ‖ 31. Die geistliche Gerichtsbarkeit ist für die weltlichen Civil- wie Criminal-Angelegenheiten der Geistlichen durchaus abzuschaffen, auch ohne Befragen und gegen den Einspruch des apostolischen Stuhles. (Alloc. Acerbissimum vom 27. September 1852. All. Nunquam fore vom 15. Dec. 1856.) ‖ 32. Ohne alle Verletzungen des natürlichen Rechtes und der Billigkeit kann die persönliche Befreiung der Geistlichen vom Kriegsdienst abgeschafft werden, und diese Abschaffung verlangt der staatliche Fortschritt namentlich in freiheitlich constituirten Staaten. (Schreiben an den Bischof von Monreale Singularis Nobisque vom 29. September 1864.) ‖ 33. Es steht nicht einzig kirchlicher Jurisdictionsgewalt zu, aus eigenem und angeborenem Rechte die theologischen Studien zu leiten. (Schreiben an den Erzbischof von Freising Tuas libenter vom 21. Dec. 1863.) ‖ 34. Die Lehre derjenigen, welche den römischen Papst mit einem freien und in der ganzen Kirche seine Macht ausübenden Fürsten vergleichen, ist eine Lehre, die im Mittelalter vorherrschte. (Breve Ad apostolicae vom 22. Aug. 1851.) ‖ 35. Nichts steht im Wege, durch Beschluss eines allgemeinen Concils oder durch die That aller Völker das Papstthum von dem römischen Bischof und der Stadt Rom auf einen andern Bischof und eine andere Stadt zu übertragen. (Breve Ad apostolicae vom 22. August 1851.) ‖ 36. Die Entscheidung eines Nationalconcils lässt keine weitere Erörterung zu, und die Staatsregierung kann demgemäss verfahren. (Breve Ad apostolicae vom

Nr. 4852 (117). Röm. Curie. 8. Dec. 1864.

22. Aug. 1851.) || 37. Es können Nationalkirchen errichtet werden, welche der Autorität des römischen Papstes entzogen und von ihr völlig getrennt sind. (Alloc. Multis gravibusque vom 17. December 1860. Alloc. Jamdudum cernimus vom 18. März 1861.) || 38. Zur Trennung der Kirche in eine morgenländische und eine abendländische haben die zu grossen Willkürlichkeiten der römischen Päpste beigetragen. (Breve Ad apostolicae vom 22. August 1851.) || §. VI. Irrthümer über die bürgerliche Gesellschaft sowohl an sich, als in ihren Beziehungen zur Kirche. 39. Der Staat besitzt als der Ursprung und die Quelle aller Rechte ein ganz schrankenloses Recht. (Alloc. Maxima quidem vom 9. Juni 1862.) || 40. Die Lehre der katholischen Kirche ist dem Wohl und Vortheil der menschlichen Gesellschaft zuwider. (Enc. Qui pluribus vom 9. November 1846. All. Quibus vom 20. April 1849.) || 41. Die Staatsgewalt hat, auch wenn sie von einem ungläubigen Fürsten ausgeübt wird, ein indirectes negatives Recht in den religiösen Dingen; sie hat also nicht nur das Recht des Exequatur, sondern auch das Recht der sogenannten appellatio ab abusu. (Breve Ad apsotolicae vom 22. Aug. 1851.) || 42. Bei einem Widerspruche der Gesetze beider Gewalten geht das weltliche Recht vor. (Breve Ad apostolicae vom 22. August 1851.) || 43. Die weltliche Gewalt hat die Macht, feierliche Verträge (sogenannte Concordate), die über die Ausübung der zur kirchlichen Immunität gehörigen Rechte mit dem heiligen Stuhle geschlossen wurden, ohne dessen Einwilligung, ja sogar gegen seinen Widerspruch aufzuheben, für nichtig zu erklären und ausser Kraft zu setzen. (All. In consistoriali vom 1. Nov. 1850. All. Multis gravibusque vom 17. Dec. 1865.) || 44. Die Staatsgewalt kann sich in Sachen der Religion, der Sittenzucht und des geistlichen Regiments einmischen. Sie kann also über die Weisungen urtheilen, welche die kirchlichen Oberhirten ihrem Amte gemäss für die Leitung der Gewissen erlassen, und kann sogar über die Verwaltung der heiligen Sacramente und die zu deren Empfang nöthigen Dispositionen entscheiden. (All. In consistoriali vom 1. Nov. 1850. All. Maxima quidem vom 9. Juni 1862.) || 45. Die ganze Leitung der öffentlichen Schulen, in denen die Jugend eines christlichen Staates erzogen wird, nur die bischöflichen Seminarien in einiger Beziehung ausgenommen, kann und muss der Staatsgewalt zugewiesen werden, und zwar so, dass keiner andern Autorität irgend ein Recht, sich in die Schulzucht, in die Anordnung der Studien, in die Verleihung der Grade und die Wahl oder Approbation der Lehrer zu mischen, zuerkannt werden kann. (Alloc. In consistoriali vom 1. Nov. 1850. Alloc. Quibus luctuosissimis vom 5. Sept. 1851.) || 46. Selbst in den Klericalseminarien unterliegt der zu befolgende Studienplan der Staatsgewalt. (Alloc. Nunquam fore vom 15. Dec. 1856.) || 47. Die beste Staatseinrichtung erfordert, dass die Volksschulen, die den Kindern aller Volksklassen zugänglich sind, und überhaupt die öffentlichen Anstalten, die für den höhern wissenschaftlichen Unterricht und die Erziehung der Jugend bestimmt sind, aller Autorität, aller Leitung und allem Einfluss der Kirche enthoben und voll-

ständig unter die Leitung der bürgerlichen und politischen Autorität gestellt werden, nach dem Belieben der Regierenden und nach Massgabe der herrschenden Zeitmeinungen. (Schreiben an den Erzbischof von Freiburg, Quum non sine vom 14. Juni 1864.) || 48. Katholische Männer können eine Art von Jugendbildung billigen, die von dem katholischen Glauben und der Autorität der Kirche ganz absieht, und welche die Kenntniss der natürlichen Wissenschaften und die Zwecke des irdischen socialen Lebens ausschliesslich oder doch als Hauptziel im Auge hat. (Schreiben an den Erzbischof von Freiburg vom 14. Juli 1864.) || 49. Die Staatsgewalt darf es verhindern, dass die Bischöfe und die gläubigen Völker frei und gegenseitig mit dem römischen Papste verkehren. (All. Maxima quidem vom 9. Juni 1862.) || 50. Die weltliche Obrigkeit hat von sich aus das Recht, Bischöfe zu präsentiren, und kann von ihnen verlangen, dass sie die Verwaltung ihrer Diöcesen antreten, bevor sie vom heiligen Stuhle die canonische Einsetzung und die apostolischen Schreiben erhalten haben. (Alloc. Nunquam fore vom 15. December 1856.) || 51. Die weltliche Regierung hat sogar das Recht, die Bischöfe der Ausübung ihres oberhirtlichen Amtes zu entheben und ist nicht verpflichtet, in dem, was die Errichtung von Bisthümern und die Einsetzung der Bischöfe betrifft, dem Papste zu gehorchen. (Breve Multiplices inter vom 10. Juni 1851. All. Acerbissimum vom 27. September 1852.) || 52. Eine Regierung kann aus eigenem Rechte das von der Kirche vorgeschriebene Alter für die Ablegung der Ordens-Gelübde sowohl bei Männern als Frauen abändern, und allen Ordensgenossenschaften verbieten, ohne ihre Erlaubniss Jemanden zur Ablegung der feierlichen Gelübde zuzulassen. (Alloc. Nunquam fore vom 15. Dec. 1856.) || 53. Die Gesetze sind abzuschaffen, welche den Schutz der religiösen Orden, ihre Rechte und Verrichtungen betreffen; die staatliche Regierung kann sogar Allen Hülfe leisten, welche den gewählten Ordensstand verlassen und die feierlichen Gelübde brechen wollen; ebenso kann sie Ordenshäuser, Collegiatkirchen und einfache Beneficien, auch wenn sie dem Patronatsrechte unterstehen, aufheben und ihre Güter und Einkünfte der staatlichen Verwaltung und Verfügung überweisen. (Alloc. Acerbissimum vom 27. September 1852. Alloc. Probi memineritis vom 22. Jan. 1855. Alloc. Cum saepe vom 26. Juli 1855.) 54. Könige und Fürsten sind nicht nur von der Jurisdiction der Kirche ausgenommen, sondern stehen auch bei Entscheidung von Jurisdictionsfragen höher als die Kirche. (Breve Multiplices inter vom 10. Juni 1851.) || 55. Die Kirche ist vom Staate, der Staat von der Kirche zu trennen. (Alloc. Acerbissimum vom 27. September 1852.) || §. VII. Irrthümer über die natürliche und die christliche Moral. 56. Die Sittengesetze bedürfen der göttlichen Sanction nicht, und es ist gar nicht nothwendig, dass die menschlichen Gesetze mit dem natürlichen Rechte übereinstimmen oder ihre verpflichtende Kraft von Gott erhalten. (Alloc. Maxima quidem vom 9. Juni 1862.) || 57. Die Wissenschaft der Philosophie und der Moral, sowie die bürgerlichen Gesetze können und sollen von der göttlichen und kirchlichen Auto-

Nr. 4952 (117). Röm. Curie. 8. Dec. 1864.

rität abweichen. (Alloc. Maxima quidem vom 9. Juni 1862.) || 58. Es sind keine andern Kräfte anzuerkennen, als die im Stoffe ruhenden, und alle Sittlichkeit ist in die Anhäufung und Vermehrung von Reichthümern auf jede Art und in den Genuss der Vergnügungen zu setzen. (All. Maxima quidem vom 9. Juni 1862. Encyclica Quanto conficiamur vom 10. August 1863.) || 59. Das Recht besteht in der materiellen Thatsache; alle Pflichten der Menschen sind ein leerer Name, und alle menschlichen Thaten haben Rechtskraft. (Alloc. Maxima quidem vom 9. Juni 1862.) || 60. Die Autorität ist nichts anderes als die Summe der Zahl und der materiellen Kräfte. (Alloc. Maxima quidem vom 9. Juni 1862.) || 61. Eine mit Erfolg gekrönte thatsächliche Ungerechtigkeit bringt der Heiligkeit des Rechtes keinen Schaden. (Alloc. Jamdudum cernimus vom 18. März 1861.) || 62. Das sogenannte Nicht-Interventions-Princip ist zu verkünden und zu beobachten. (Alloc. Novos et ante vom 28. September 1860.) || 63. Man darf den rechtmässigen Fürsten den Gehorsam verweigern, ja sogar gegen sie sich empören. (Enc. Qui pluribus vom 9. Novbr. 1846. Alloc. Quisque vestrum vom 4. October 1847. Enc. Noscitis et Nobiscum vom 8. Dec. 1849. Breve Cum catholica vom 26. März 1860.) || 64. Der Bruch jedes noch so heiligen Eides und jede verbrecherische und schändliche, dem ewigen Gesetze zuwiderlaufende Handlung sind nicht nur nicht verdammenswerth, sondern ganz erlaubt und sogar höchst lobenswerth, wenn sie aus Liebe zum Vaterlande geschehen. (Alloc. Quibus quantisque vom 20. April 1849.) || §. VIII. Irrthümer über die christliche Ehe. 65. Es kann in keiner Weise zugelassen werden, dass Christus die Ehe zur Würde eines Sacraments erhoben habe. (Breve Ad apostolicae vom 22. August 1851.) || 66. Das Sacrament der Ehe ist etwas bloss zu dem Vertrage Hinzukommendes und von ihm Trennbares, und das Sacrament selbst liegt einzig und allein in der ehelichen Einsegnung. (Breve Ad apostolicae vom 22. Aug. 1851.) || 67. Nach dem Naturrecht ist das Eheband nicht unauflöslich, und in verschiedenen Fällen kann die Ehescheidung im eigentlichen Sinne durch die weltliche Behörde festgesetzt werden. (Breve Ad apostolicae vom 22. Aug. 1851. All. Acerbissimum vom 27. September 1852.) || 68. Die Kirche hat nicht die Gewalt, trennende Ehehindernisse aufzustellen; diese Gewalt steht vielmehr der weltlichen Macht zu, von welcher auch die bestehenden Hindernisse aufzuheben sind. (Breve Multiplices inter vom 10. Juni 1851.) || 69. Die Kirche hat erst in späteren Jahrhunderten angefangen, trennende Ehehindernisse aufzustellen, nicht aus eigenem, sondern aus dem von der weltlichen Gewalt entliehenen Rechte. (Breve Ad apostolicae vom 22. Aug. 1851.) || 70. Die tridentinischen Canones, welche das Anathem über Jene verhängen, die das Recht der Kirche zur Aufstellung trennender Ehehindernisse zu leugnen wagen, sind entweder nicht dogmatischer Natur, oder von jener entliehenen Gewalt zu verstehen. (Breve Ad apostolicae vom 22. Aug. 1851.) || 71. Die tridentinische Form (der Eheschliessung) ist nicht bei Strafe der Ungültigkeit verbindlich, wo das staatliche Gesetz eine andere Form vor-

schreibt und eine nach dieser neuen Form abgeschlossene Ehe für gültig erklärt. (Breve Ad apostolicae vom 22. Aug. 1851.) || 72. Bonifacius VIII. hat zuerst erklärt, dass das bei der Ordination abgelegte Gelübde der Keuschheit die Ehe nichtig mache. (Breve Ad apostolicae vom 22. Aug. 1851.) || 73. Kraft eines blossen Civilvertrages kann unter Christen eine wahre Ehe bestehen, und es ist falsch, dass entweder der Ehevertrag zwischen Christen stets ein Sacrament sei, oder dass auch kein Vertrag vorhanden sei, wenn das Sacrament davon ausgeschlossen werde. (Breve Ad apostolicae vom 22. Aug. 1851. Schreiben an den König von Sardinien vom 9. Septbr. 1852. Alloc. Acerbissimum vom 27. September 1852. Alloc. Multis gravibusque vom 17. Dec. 1860.) || 74. Ehesachen und Verlobungen gehören ihrer Natur nach vor das weltliche Gericht. (Breve Ad apostolicae vom 22. Aug. 1851. Alloc. Acerbissimum vom 27. September 1852.) || NB. Hierhin können gezählt werden zwei andere Irrthümer, über die Abschaffung der Ehelosigkeit der Geistlichen und darüber, dass der Ehestand dem jungfräulichen Stande vorzuziehen sei. (Sie werden verworfen, ersterer in der Encyclica Qui pluribus vom 9. Nov. 1846, letzterer in der Bulle Multiplices inter vom 10. Juni 1851.) || §. IX. Irrthümer über die weltliche Herrschaft des Papstes. 75. Ueber die Vereinbarkeit der weltlichen Herrschaft mit der geistlichen sind die Söhne der christlichen und katholischen Kirche nicht einig. (Breve Ad apostolicae vom 22. Aug. 1851.) || 76. Die Abschaffung der weltlichen Herrschaft, die der apostolische Stuhl besitzt, würde zur Freiheit und zum Glücke der Kirche sehr viel beitragen. (Allocution Quibus quantisque vom 20. April 1849.) NB. Ausser diesen ausdrücklich hervorgehobenen Irrthümern werden noch mehrere andere thatsächlich verworfen durch die Aufstellung der Lehre von der weltlichen Herrschaft des Papstes, an welcher alle Katholiken durchaus festhalten sollen. (Diese Lehre wird deutlich vorgetragen in den Alloc. Quibus quantisque vom 20. April 1849, und Si semper antea vom 20. Mai 1850, in dem Breve Cum cath. Ecclesia vom 26. März 1860, in den Alloc. Novos vom 28. September 1860, Jamdudum vom 18. März 1861, und Maxima quidem vom 9. Juni 1862.) || §. X. Irrthümer, welche mit dem modernen Liberalismus zusammenhangen. 77. In unserer Zeit ist es nicht mehr nützlich, dass die katholische Religion unter Ausschluss aller andern Culte als einzige Staatsreligion gelte. (Alloc. Nemo vestrum vom 26. Juli 1855.) || 78. Es ist daher zu loben, dass in gewissen katholischen Ländern gesetzlich verordnet ist, dass den Einwanderern die öffentliche Ausübung ihres Cultus, welcher er auch sei, gestattet sein solle. (Alloc. Acerbissimum vom 27. Sept. 1852.) || 79. Denn es ist falsch, dass die staatliche Freiheit aller Culte und die Allen garantirte volle Freiheit, alle Meinungen und Ansichten öffentlich bekannt zu machen, zum leichtern Verderbniss der Sitten und Gemüther und zur Verbreitung der Pest des Indifferentismus beitrage. (All. Nunquam fore vom 15. Dec. 1856.) || 80. Der römische Papst kann und muss sich mit dem

Nr. 1852 (117). Röm. Curie. 8. Dec. 1864.

Fortschritt, dem Liberalismus und der modernen Civilisation versöhnen und vergleichen. (Alloc. Jamdudum cernimus vom 18. März 1861.)

Acta P. Pii IX. Romae 1848 ff., worin (Vol. III) alle Erlasse des Papstes Pius IX. vollständig abgedruckt sind, aus welchen der Syllabus entnommen ist. Dieselben im Auszuge Vering, Archiv l. c. N. F. VII p. 327 ff. — P. Clemens Schrader S. J. Der Papst und die modernen Ideen. Die Encyclica v. 8. Dec. 1864. Wien 1865. (Heuser), Die Encyclica Sr. Heil. P. Pius IX. etc. Nebst einer ausführlichen Einleitung vorzüglich zur Erläuterung der kirchlich-politischen Thesen. Köln 1865. Dupanloup, La Convention du 15. Sept. et l'Encyclique du 8. Dec. Paris 1865.

Vergl. Staatsarchiv Bd. VIII Nr. 1801—3 die Depeschen des französischen Min. d. Ausw. an den Botschafter in Rom: Bedauern über das Erscheinen der Encyclica und Beschwerde über den Nuntius in Paris, welcher die Bischöfe von Orleans und Poitiers wegen Veröffentlichung der Encyclica belobt habe. — In Frankreich wurde durch Rundschreiben des Justiz- und Cultusministers an den Episcopat v. 1. Januar 1865 die Publication der Encyclica und des Syllabus untersagt „da sie Aufstellungen enthalten, welche den Grundsätzen zuwiderlaufen, auf welchen die Verfassung des Kaiserreiches beruht." Nur die Veröffentlichung des Theiles der Encyclica, welcher die Abhaltung eines Jubiläumsablasses anordnet, wurde durch kaiserl. Decret v. 5. Jan. 1865 gestattet. — In den Staaten des Königs von Sardinien wurde unter dem 6. Jan. 1865 dem Syllabus das königl. Exequatur ertheilt: vorbehaltlich der Rechte des Staates und der Krone und ohne irgend einen der darin enthaltenen Sätze anzuerkennen, welche den Principien der Institutionen und der Gesetzgebung des Landes zuwider sind.

Druck von Bär & Hermann in Leipzig.

ACTENSTÜCKE

ZUR GESCHICHTE DES VERHÄLTNISSES

ZWISCHEN

STAAT UND KIRCHE

IM 19. JAHRHUNDERT.

MIT ANMERKUNGEN

HERAUSGEGEBEN VON

DR. H. VON KREMER-AUENRODE,

PROFESSOR DER RECHTE AN DER PRAGER UNIVERSITÄT.

ZWEITER THEIL.

ACTENSTÜCKE, DAS VATICANISCHE CONCIL UND DIE DARAN SCHLIESSENDEN CONFLICTE BETR.



LEIPZIG,

VERLAG VON DUNCKER & HUMBLOT.

1876.

Nr. 4853. (118.)

RÖMISCHE CURIE. Allocution P. Pius' IX. an die Bischöfe, welche zum Centenarium des h. Petrus nach Rom gekommen waren, gehalten im öffentlichen Consistorium vom 26. Juni 1867. — Die Berufung eines ökumenischen Concils wird in Aussicht gestellt. —

Lat. Orig. Friedberg, Sammlung der Aktenstücke zum ersten vaticanischen Concil. Tübingen 1872. Urk. I.

[Auszug.]

Ehrwürdige Brüder!

Nr. 4853 (118). Röm. Curie. 26. Juni 1867.

Mit ausnehmender Freude und Tröstung erfüllt Uns inmitten Unserer bittersten Prüfungen der so liebliche Anblick eurer zahlreichen Anwesenheit, sowie dass es Uns gestattet ist, euch persönlich in dieser hochansehnlichen Versammlung anzureden, ehrwürdige Brüder. Aus allen Weltgegenden hat euch die blosse Kundschaft Unseres Verlangens und der eigene Antrieb eurer Frömmigkeit in diese Stadt geführt . . . . . Indessen aber, ehrwürdige Brüder, sehet ihr vermöge eurer erprobten Weisheit wohl ein, wie ungemein viel zur Bekämpfung der Pläne der Gottlosen und zur Heilung so vieler Leiden der Kirche daran liege, dass die hellleuchtende Eintracht zwischen euch Allen und Uns und dem apostolischen Stuhle immer tiefere Wurzeln schlage und immer mehr erstarke. Ja, diese Liebe zur katholischen Einung, die, kaum dass sie in den Gemüthern sich befestigt hat, alsbald nach aussen sich weithin ergiesst zum Wohle des Nächsten, wird euch nicht ruhen lassen, bis ihr in der gleichen Eintracht und ungetheilten Einstimmung im Glauben, Hoffen und Lieben alle Geistlichen, an deren Spitze ihr steht, wie die euch anvertrauten Gläubigen insgesammt durch eure gemeinsamen Anstrengungen befestigt habt. Fürwahr, es kann kein schöneres Schauspiel für Engel und Menschen geben, als wenn wir auf unserer Wanderschaft, die wir hienieden aus der Verbannung zur Heimath anstellen, ein Nachbild von jener Wanderschaft mit ihrer Gliederung darbieten, auf welcher die zwölf Stämme Israels vereint zum Lande der Verheissung reisten. Alle zogen sie einher, jeder Stamm mit seinem besonderen Anführer, mit eigenem Namen und an seinem Orte aufgestellt; jede Familie gehorchte ihrem Familienhaupte, die Kriegsschaar ihrem Feldobersten, die Masse

Nr. 4853 (118). Röm. Curie. 26. Juni 1867.

den Stammfürsten; aber gleichwohl war es nur ein Volk bei so vielen Geschlechtern, das zu einem Gotte, an einem Altare betete, das denselben Gesetzen, einem und demselben Hohenpriester, Aaron, einem und demselben Gottesgesandten, Moses, unterworfen war, das eins in den Mühsalen des Krieges, wie für die Beute des Sieges nur das gleiche Recht anwandte, das gleichermaassen unter Zelten wohnte und gemeinsam das Wunderbrod ass, wie es in einträchtigem Verlangen nach einem und demselben Ziele strebte. Dass ihr eine solche Vereinigung allezeit aufrecht zu halten euch bemühen werdet, dafür sprechen so viele Unterpfänder der Treue und Eintracht, die Wir von euch empfangen haben, dass Wir dessen vollkommen gewiss und versichert sind. Dafür bürgt uns eure erprobte Rechtschaffenheit und hervorragende Tugend, welche allezeit und überall sich gleich bleibt und desto heller erstrahlt, je grösser die Gefahr ist; es bürgt Uns dafür jener gewaltige und glühende Eifer für das ewige Heil der Seelen und für die Erhöhung der Ehre Gottes, von dem ihr ergriffen und bewegt seid; es bürgt Uns endlich dafür, und zwar mit der höchsten Gewissheit, jenes erhabene Gebet, welches Christus vor Seinem letzten Leiden Seinem Vater dargebracht hat, worin er flehte, dass Alle eins seien, wie Du Vater in Mir und Ich in Dir bin, damit sie in Uns eins seien; ein Gebet, das unmöglich je unerhört bleiben kann beim himmlischen Vater. || Uns aber, ehrwürdige Brüder, ist nichts wünschenswerther, als die Frucht, von welcher wir nur das höchste Maass von Heil und Segen für die Kirche hoffen können, aus eurer Verbindung mit dem apostolischen Stuhle zu gewinnen. Längst nämlich haben Wir bei Uns erwogen, wie dieses bei besonderen Anlässen mehreren Unserer ehrwürdigen Brüder kundgeworden ist, und vertrauen, es auch einmal ausführen zu können, sobald sich der erwünschte Zeitpunkt dazu darbietet, nämlich ein heiliges ökumenisches allgemeines Concil aller Bischöfe des katholischen Erdkreises zu Stande zu bringen, um durch gemeinsame Berathung und vereinte Anstrengung die nöthigen Heilmittel für so viele Uebelstände namentlich, unter denen die Kirche leidet, mit der Hülfe Gottes in Anwendung zu bringen. Dadurch wird es sicherlich, wie wir zuversichtlichst hoffen, gelingen, die Finsternisse des Irrthums, welche sich über dem Geiste der Sterblichen lagern, zu zerstreuen und das Licht der katholischen Wahrheit zum Heile der Menschen leuchten zu lassen, damit diese den wahren Weg des Heils und der Gerechtigkeit unter dem Beistande der göttlichen Gnade anerkennen und auf ihm beharren. Auch wird es so dazu kommen, dass die Kirche als ein wohlgeordnetes unbesiegliches Heerlager die feindlichen Bemühungen der Widersacher zu Schanden mache, ihre Angriffe zurückweise und über sie triumphirend das Reich Jesu Christi auf Erden nach allen Seiten mehre und ausdehne. || Damit nun aber diese Unsere Wünsche in Erfüllung gehen, und damit Unsere wie eure Sorgen reichliche Früchte der Gerechtigkeit unter den christlichen Völkern hervorbringen, lasst uns zu Gott, der Quelle aller Gerechtigkeit und Güte, die Augen erheben . . . . . || Damit aber Gott desto gnädiger zu unserm Flehen Sein Ohr neige, lasset uns alle-

zeit und inständig die Fürbitte anrufen, vor Allem der jungfräulichen Gottesmutter Maria, der unbefleckten, mit deren Einfluss bei Gott nichts zu vergleichen ist; sodann der hh. Apostel Petrus und Paulus, deren Geburtsfest zu begehen wir eben uns anschicken; desgleichen aller Heiligen im Himmel, welche mit Christus dort oben herrschen und die Geschenke der göttlichen Freigebigkeit durch ihr Gebet den Menschen zuwenden. || Zum Schlusse ertheilen Wir Euch, ehrwürdige Brüder, und allen anderen ehrwürdigen Brüdern, den Bischöfen der katholischen Völker, ebenso allen Eurer und Jener Sorge anvertrauten Gläubigen, von deren Frömmigkeit und Liebe Wir allezeit Beweise empfangen haben und noch fortwährend erfahren, jedem einzeln, aus innerstem Herzensgrunde, mit innigster Liebe Unsern apostolischen Segen, indem Wir ihnen alles denkbare Gute damit wünschen.

Quellenwerke zum ersten vaticanischen Concil: Friedrich, Prof. Dr. Joh., Documenta ad illustrandum concilium vaticanum anni 1870, Nördlingen 1871. — Officielle Actenstücke zu dem von Sr. Heiligkeit dem Papste Pius IX. nach Rom berufenen ökum. Concil. Berlin 1870. — — Schneemann, Priester G., Die Kanones u. Beschlüsse des hochheiligen ökumen. und allg. vatican. Concils. [Sacrosancti oecumenici et generalis concilii Vaticani canones et decreta.] Deutsch-lateinische Ausg. Mit den hauptsächlichsten conciliar. Actenstücken, einer statist. Uebersicht der kath. Hierarchie und einer historisch-dogmatischen Einleitung. Freiburg i. B. 1871. — Friedberg, Prof. E., Sammlung der Actenstücke zum ersten vaticanischen Concil mit einem Grundriss der Geschichte desselben. Tübingen 1871. (Giebt die vollständigste Sammlung aller auf das Concil bezüglichen Actenstücke und ein eingehendes Verzeichniss der Concilsliteratur.) — Martin, Bischof Dr. Konrad, Die Arbeiten des Vaticanischen Concils. Paderborn 1872. — Martin, Episc. Conr., Omnium Concilii Vaticani quae ad doctrinam et disciplinam pertinent documentorum Collectio. Paderborn 1873. (Enthält eine Sammlung der von Concilsmitgliedern eingebrachten Anträge.)

Geschichtliche Arbeiten über das Concil: Quirinus (Prof. Friedrich), Römische Briefe zum Concil. München 1870. — Ce qui se passe au Concile. Paris 1870. — Friedrich, Prof. Joh., Tagebuch, während des vatican. Concils geführt. Nördlingen 1871. — Acton, Lord, Zur Geschichte des vaticanischen Concils. München 1871. — Das Vaticanische Concil, in Sybel's histor. Zeitschrift. 13. Jahrg. 3. Heft. — Frommann, Lic. theol. Theod., Geschichte und Kritik des Vaticanischen Concils von 1869 und 1870. Gotha 1872. — Ketteler, Bisch. Freiherr von, Die Unwahrheiten der Römischen Briefe vom Concil in der allgem. Zeitung. Mainz 1870. — Fessler, Bisch. Dr. Jos., Das Vaticanische Concilium, dessen äussere Bedeutung und innerer Verlauf. Wien 1871. — Plantier, Bisch. C. H. A., Die dogmatische Definition der päpstl. Unfehlbarkeit in ihrer geschichtlichen Entwicklung. Deutsche Uebers. a. d. Franz. Wien 1871. — Cecconi, Canon. Dr. Eug., Storia del Concilio Vaticano, scritta sui documenti originali. Rom. Tipografia Vaticana 1872. In deutscher Uebersetzung von W. Molitor. Regensburg 1873. (Bis jetzt ist von dieser officiellen Geschichte des Concils nur erschienen der erste Theil: die Vorereignisse des Concils.)

Nr. 4853 (118). Röm. Curie. 26. Juni 1867.

Bibliographien über die Concilsliteratur: Bonner Katholisches Literaturblatt. 1870 ff. — Hülskamp's und Rump's Liter. Handweiser zunächst f. d. kath. Deutschland. — Ein Beitrag zur Literatur der Kirchengeschichte. Leipzig 1871. — Friedberg a. a. O.

Die erste Verlautbarung des im Vatican wohl schon seit lange gehegten Planes, ein allgemeines Concil zu berufen, erfolgte durch Pius IX. am 6. Dec. 1864 — zwei Tage vor Erlassung der Encyclica und des Syllabus — zu den in der h. Congregation der Riten im Vaticane anwesenden Cardinälen. Zunächst wurden diese und dann überhaupt alle an der Curie thätigen Cardinäle aufgefordert, schriftlich und gesondert Gutachten über diesen streng geheim zu haltenden Plan an den Papst gelangen zu lassen. Von den einundzwanzig Gutachten, welche abgegeben wurden, erklärten sich vierzehn für die Berufung eines Concils, während sich zwei gegen die Berufung überhaupt und vier andere gegen die Berufung in der gegenwärtigen Weltlage aussprachen. Eines enthielt sich jedes Urtheiles und hebt nur die Vortheile und Nachtheile hervor, welche ein Concil bringen kann. Als Gegenstände, mit welchen sich ein Concil zu beschäftigen haben würde, werden an erster Stelle genannt: die Verurtheilung der modernen Irrthümer, die Darlegung der katholischen Lehre, die Beobachtung der Disciplin und deren Anpassung an die Bedürfnisse der Gegenwart, die Reform des Welt- und Ordensclerus. Zwei Cardinäle führen darunter auch die Frage der Unfehlbarkeit des Papstes an. (S. Cecconi l. c. I Th. 1 p. 2 ff. giebt eine kurze Uebersicht des Inhaltes der Gutachten.) — Anfangs März 1865 berief Pius IX. eine aus fünf Cardinälen bestehende Commission zur „Präliminar-Discussion“ bezüglich der Concilsfrage. Aus den Fragen, mit welchen sich diese Commission beschäftigte, heben wir hervor: a) Ob es relativ nothwendig und zeitgemäss sei, ein ökumenisches Concil zu berufen. b) Ob zuvor eine Anfrage an die katholischen Fürsten zu ergehen habe. c) Ob es zweckdienlich sei, zur Leitung der Concilsangelegenheiten eine ausserordentliche Congregation zu bilden. d) Ob von dieser Congregation einige Bischöfe verschiedener Nationen zu Rathe zu ziehen seien, damit sie summarisch die Materien der Glaubenslehre sowohl wie der Disciplin bezeichnen, welche nach ihrer Ansicht und mit Rücksicht auf ihre Länder auf dem Concil zu verhandeln wären. Die Fragen a), c) und d) wurden bejahend, die b) verneinend beantwortet, jedoch mit dem Zusatze: Es sei indess zweckmässig, dass gleichzeitig mit der Publication der Bulle vom heiligen Stuhle bei den katholischen Fürsten die entsprechenden Schritte geschehen. (S. Cecconi l. c. p. 22 ff. Daselbst auch im Auszuge das Gutachten des Secretärs dieser Commission, Monsignor Pietro Gianelli, Erzbischofs v. Sardes, über die angeführten Fragen. In demselben wird unter Anderm hervorgehoben, dass es stets eine Uebung der Kirche war bei Berufung eines Concils in Uebereinstimmung mit den katholischen Fürsten vorzugehen, und dann darauf hingewiesen, welch grossen Vortheil es bringen würde, könnte man Napoleon III. der Sache des Concils geneigt machen, um so das Erscheinen der französischen Bischöfe sicher zu stellen und den italienischen, was von der grössten Wichtigkeit wäre, dasselbe zu erleichtern, vielleicht auch den portugiesischen. „Es wird daher [so schliesst Gianelli] der hohen Weisheit des heiligen Vaters überlassen bleiben, zu erwägen, ob nicht in dieser Sache mit Klugheit und Umsicht gewählte Schritte bei den katholischen Fürsten am Platze seien, insbesondere bei dem Herrscher Frankreichs. Sofern aber gewichtige Gründe dagegen sprächen, dürfte es

wenigstens unerlässlich erscheinen, dass man sich, so wie die Convocationsbulle veröffentlicht wird, zu gleicher Zeit unverweilt mit den Fürsten in das entsprechende Benehmen setze, um sie für das Concil günstig zu stimmen und sie einzuladen, an demselben mittels ihrer Gesandten Theil zu nehmen, wie dies der alte Brauch der Kirche war bis zum Concil von Trient.") — Nachdem jene Commissionsbeschlüsse die Zustimmung des Papstes erhalten hatten, erfolgte Mitte März 1865 die Bestellung einer Specialcongregation zur Leitung der Angelegenheiten des künftigen allgemeinen Concils. Vom Cardinalpräfecten dieser Congregation wurde dann auf Anordnung Pius' IX. an sechsunddreissig Bischöfe in vertraulichster Weise die Anfrage gerichtet (20. April), über welche Materien nach deren Ansicht ein Concil in der Gegenwart seine Berathungen zu verbreiten habe („ . . . ut Tu interim, accurata brevique ratione, praecipuas res significare atque exponere velis, *quas, ratione habita tum errorum in istis regionibus grassantium, tum gravium gliscentium abusuum,* aliarumque populorum necessitatum, in Concilio pertractari et agi expediens iudicaveris." Cecconi l. c. Urk. III). Als solche werden in den Antwortschreiben im Wesentlichen dieselben Gegenstände bezeichnet, welche auch die Cardinäle in den oben angeführten Gutachten der Berathung des Concils unterzogen wünschten. Es scheint jedoch, dass viele Bischöfe mit mehr Nachdruck die Nothwendigkeit einer klaren Auseinandersetzung der Grundprincipien und Wahrheiten der katholischen Kirche hervorhoben, als sie eine feierliche Verurtheilung der Irrthümer der Zeit durch das Concil betonten. Unter den Wahrheiten, welche das Concil auszusprechen hätte, wurde — nach Cecconi — auch von einigen Bischöfen die Unfehlbarkeit des Papstes aufgeführt. Als ein höchst wichtiger Gegenstand der Concilsverhandlungen wird von den Bischöfen dann insbesondere bezeichnet das Verhältniss zwischen Staat und Kirche. Die Hauptpunkte wären: Feststellung der wahren Principien über dieses Verhältniss; Verkündigung der Grundsätze, von welchen die Kirche unter keinerlei Voraussetzung abweichen könne; Erklärung, in welchem Maasse Pressfreiheit und Cultusfreiheit und der ihnen vom Staate gewährte Schutz factisch annehmbar seien oder tolerirt werden können. — Daneben äusserten noch einzelne Bischöfe besondere Wünsche, so z. B. dass das Concil auf jenes „Decret über die Fürsten" zurückkommen möge, dessen Erlassung auf dem Concil von Trient durch die schlecht berathene Politik der Könige und der Legisten vereitelt worden war. (S. Cecconi l. c. p. 40 ff., wo eine Inhaltsangabe dieser Schreiben mitgetheilt wird.) — Vom Ende des Jahres 1865 bis zur Mitte des Jahres 1867 war, wohl infolge der politischen Umwälzungen dieser Zeit, ein Stillstand in der Vorbereitung für das Concil eingetreten. So konnte denn auch die ursprüngliche Absicht Pius' IX., das Concil am Tage des achtzehnten Centenariums des Märtyrertodes der Apostel Petrus und Paulus zu eröffnen (29. Juni 1867), nicht verwirklicht werden. Doch liess der Papst durch ein Rundschreiben des Präfecten der Congregation des Concils vom 8. Dec. 1866 die Bischöfe des katholischen Erdkreises einladen, zu dieser Feierlichkeit nach Rom zu kommen, um der Heiligsprechung von sieben Märtyrern beizuwohnen. (S. das Einladungsschreiben bei Cecconi l. c. Urk. VIII.) — Am bezeichneten Tage hielt Pius IX. die oben mitgetheilte Allocution. — Den aus diesem Anlasse in Rom anwesenden fünfhundert Bischöfen wurden im Auftrage des Papstes, ohne Bezugnahme auf das beabsichtigte Concil, mittels Rundschreibens des Card. Caterini, Präfecten der Concilscongregation (vom 6. Juli 1867)

Nr. 4853 (118). Röm. Curie. 26. Juni 1867.

17 Fragen über wichtigere Punkte der kirchlichen Disciplin zur Beantwortung binnen 3—4 Monaten vorgelegt. Sie betrafen vornehmlich Ehesachen, Bildung der Cleriker, Besetzung kirchlicher Stellen, Unterricht der Jugend, Verhältniss zu Häretikern u. dergl. (S. lat. Orig. Friedberg l. c. Urk. IV. Deutsche Uebers. Offic. Actenstücke p. 36.) — In der zweiten Hälfte des Jahres 1867 nahm die dirigirende Congregation ihre Sitzungen wieder auf und beschloss mit Zustimmung des Papstes die Bilduug von fünf Specialcommissionen, zu denen nachher noch eine sechste behufs der Vorbereitung der Materialien für das Concil kam. Diese waren die Consulten für theologisch - dogmatische und kirchlich-politische Angelegenheiten, für die Kirchendisciplin, das Ordenswesen, die Kirchen des Orients und die Missionen, das Ceremoniell. (S. Cecconi l. c. die Namen der 116 Consultatoren, von denen 31 nach Rom berufene und 85 dort lebende Geistliche waren.)

Nr. 4854. (119.)

EPISCOPAT. Adresse der in Rom zur Feier des Centenariums des h. Petrus versammelten Bischöfe an P. Pius' IX. — Freudige Zustimmung zur Berufung eines ökumenischen Concils. —

Lat. Orig. Friedberg. Sammlung l. c. Urk. II.

Heiligster Vater!

Nr. 4854 (119.) Episcopat. 1. Juli 1867.

Deine apostolische Stimme ist wiederum zu unseren Ohren gedrungen; indem sie einen neuen Sieg der ewigen Wahrheit verkündigt, welcher den Ruhm der himmlischen Heiligen und den alten Glanz der ewigen Stadt zurückstrahlt, die durch das Blut der heiligen Apostelfürsten Petrus und Paulus, deren hundertjährige Gedächtnissfeier ihres Märtyrertodes wiederkehrt, geweiht ist, erfüllt sie den christlichen Erdkreis heute mit Freuden und erhebt die Gemüther der Gläubigen zum segenvollen Gedanken an die höchsten Dinge. Die uns liebevoll zu solchem Fest einladenden Worte des süssesten apostolischen Mundes konnten wir nicht vernehmen, ohne dass die Erinnerung an jene Feier die Seele erfüllte, welche wir vor fünf Jahren an Deiner Seite in der heiligen Stadt erlebten, und ohne uns dankbar zu erinnern, mit welcher Güte und Freundlichkeit Du uns hegtest, von welcher väterlichen Liebe Du erfüllt warst bei jener seligen Beglückwünschung der Versammlung. Die süsse Erinnerung, diese Stimme des liebendsten Vaters, welcher uns nicht so sehr befiehlt, als uns bittet, gewährte unseren Seelen für die zu unternehmende Reise nach Rom jene Freudigkeit, welche Dir, heiligster Vater, durch die zahlreiche Anwesenheit der zum dritten Mal herbeigeströmten Bischöfe und durch die allgemeine Anhänglichkeit und treue Hingabe hinreichend deutlich bezeugt wird. Der so ungemein grossen Anzahl der Bischöfe, welcher die vergangenen Jahrhunderte kaum etwas Aehnliches an die Seite zu setzen haben, ist nur gleich Deine uns

Nr. 4854 (119). Episcopat. 1. Juli 1867.

bewiesene Liebe und Güte, einzig gleich die Grösse unseres Gehorsams und unsere Liebe gegen Dich. Deshalb werden wir heut um so lebhafter angeregt, Deine ausgezeichneten Tugenden, welche den apostolischen Stuhl mit neuem Licht erfüllen, auch mit neuen Ehren zu umgeben und Deinem hehren Geist unter den schweren Bekümmernissen, von denen Du gedrückt, aber nicht erschüttert wirst, durch die wiederholten Beweise unserer Liebe und Verehrung Trost zu bringen. || Aber, indem wir Deinen Wünschen nachgekommen sind, haben wir noch eine andere uns sehr willkommene Frucht erzielt, da wir nämlich unser durch so viel Leiden der Kirche verwundetes Herz durch den Anblick Deines väterlichen Antlitzes stärken, die brüderliche Eintracht unter uns kräftigen und den Dir und uns gemeinsamen Gegenstand des Trostes suchen. || Diesen Grund der Freude gewährst Du uns aber in hohem Maasse, indem Du durch Eintragung so vieler neuen Namen von Heiligen in die Jahrbücher der Kirche die Menschen mächtig belehrst, wie gross und unerschöpflich die Fruchtbarkeit der mütterlichen Kirche ist. Geschmückt wird dieselbe durch das ruhmreiche Blut der siegreichen Märtyrer. Umgeben ist sie durch die reine Jungfräulichkeit des unverletzten Glaubens, unter dessen Blumen weder Rosen noch Lilien fehlen. Indem Du den Sterblichen den himmlischen Lohn der Tugend zeigst, lehrst Du das Auge vom Anblick der Eitelkeiten der Welt sich zum erfreulichen Ruhme des Himmels zu erheben. Indem Du die siegreiche Fahne der Heiligen Gottes hoch hältst, mahnst Du die Menschen, welche vor den bewunderungswürdigen Werken ihres Genies und ihres Fleisses hoch aufjauchzen, dass sie über den Prunk und die Pracht irdischer Herrlichkeit und menschlicher Freuden die Augen zu Gott, der Quelle aller Weisheit und Schönheit hinwenden, damit sie, zu denen gesagt wurde: „Unterwerft die Erde und beherrscht sie!“ niemals jene hohe Lehre vergessen: „Du wirst anbeten Gott deinen Herrn und ihm allein dienen.“ || Aber indem wir zum himmlischen Jerusalem aufblicken und um den Ruhm der neuen Heiligen in Bewegung kommen, erkennen und bekennen wir demüthigen Herzens die Wunder des Herrn; sie zu verehren entbrennen wir um so mehr, da wir die durch die heutige Säcularfeier unbewegte Festigkeit jenes Felsen betrachten, worauf unser Herr und Erlöser die Macht und die Dauer seiner Kirche gründete. Denn wir sehen, wie es durch die göttliche Weisheit geschehen ist, dass der Stuhl Petri, das Werkzeug der Wahrheit, der Mittelpunkt der Einheit und der Grund und die Feste der Freiheit der Kirche unter so vielen Widerwärtigkeiten und unter den beständigen Angriffen der Feinde fast schon achtzehn Jahrhunderte lang fest und unversehrt ragt und, während die Reiche der Könige und Kaiser abwechselnd entstehen und vergehen, wie ein sicherer Leuchtthurm im sturmvollen Meere des Lebens steht, die Wege der Sterblichen zu leiten und eine sichere Zuflucht und den Hafen des Heils mit seinem Licht zu bezeichnen. || In dieser Zuversicht, von diesem Sinn geleitet, sprachen wir einst, heiliger Vater, als wir vor fünf Jahren an Deinem Throne standen, Deinem Dienst das schuldige Zeugniss gaben und uns offen für Dich, für Deine weltliche Herr-

Nr. 4854 (119). Episcopat. 1. Juli 1867.

schaft um der Gerechtigkeit und der Religion willen bekannten. In dieser Zuversicht haben wir mit Wort und Schrift bekannt, dass uns nichts theuerer und werther sei, als dass wir, was Du glaubst und lehrst, ebenfalls glauben und lehren, und dass wir die Irrthümer, welche Du verwirfst, ebenfalls verwerfen. Unter Deiner Führung werden wir einmüthig die Wege des Herrn beschreiten; Dir folgen wir; mit Dir streben wir und mit Dir werden wir, auf alle Wechselfälle und Schicksale gefasst, den Kampf für den Herrn bis zur Entscheidung kämpfen. [Hac fide ducti verbis scriptoque eo tempore professi sumus, nihil nobis potius et antiquius esse, quam ut, quae Tu Ipse credis ac doces, nos quoque credamus et doceamus, quos rejicis errores, nos item rejiciamus, Te duce unanimes incedamus in viis Domini, Te sequamur, Tibi adlaboremus, ac Tecum pro Domino in omne discrimen fortunamque decertemus.] Alles dies, was wir damals bekannt haben, bestätigen wir jetzt aus tiefstem und innigstem Herzen, und der ganzen Welt gelte es als Zeugniss, indem wir in dankbarer Seele erwägen und laut preisen, was Du zum Heil der Gläubigen und zum Ruhm der Kirche seit jener Zeit gethan hast. || Was nämlich Petrus einst gesagt hat: „wir können über das, was wir gesehen und gehört haben, nicht schweigen,“ hast Du ebenfalls heilig und feierlich gehalten, und dass Du es immer gehalten, beweisest Du auf's herrlichste. Denn niemals ist Dein Mund verstummt. Du hast es für Dein höchstes Amt gehalten, die ewigen Wahrheiten zu verkündigen, die Irrthümer des Jahrhunderts und diejenigen, welche die natürliche und übernatürliche Ordnung der Dinge und selbst die Grundlagen der kirchlichen und weltlichen Gewalt umzustossen drohen, mit dem Schwert der apostolischen Beredsamkeit zu durchbohren, die durch die Verkehrtheit der neuen Lehren über die Gemüther ausgegossene Finsterniss zu zerstreuen, unverzagt, was für die einzelnen Menschen, wie für die christliche Familie und für die bürgerliche Gemeinschaft nöthig und heilsam ist, zu bekennen, anzurathen und einzuschärfen, damit endlich Alle das erreichen, was der katholische Mensch halten, bewahren und bekennen soll. Für diese ungewöhnliche Sorgfalt statten wir Deiner Heiligkeit unseren grössten Dank ab und werden uns dazu immer verpflichtet halten. Indem wir glauben, dass Petrus durch den Mund Pius' alles gesprochen habe, was Du gesprochen, bestätigt und verkündigt hast, sagen, bestätigen, verkündigen auch wir; und eines Sinnes und Mundes, verwerfen auch wir alles, was Du als der göttlichen Verheissung, dem Heil der Seelen und dem Wohle der menschlichen Gesellschaft zuwider, für abweisbar und verwerflich erklärt hast. Denn fest steht in unserer Seele und tief eingeprägt, was die Väter von Florenz in dem Decret der Vereinigung aufstellen: dass der römische Pontifex der Statthalter Christi, das Haupt der ganzen Kirche und der Vater und Lehrer aller Christen sei und dass ihm von unserem Herrn Jesus Christus im heiligen Petrus die Vollmacht ertheilt worden, die ganze Kirche zu weiden, zu führen und zu lenken. | [Romanum Pontificem Christi Vicarium, totiusque Ecclesiae caput et omnium Christianorum Patrem et Doctorem existere, et ipsi in beato Petro pascendi,

regendi et gubernandi universalem Ecclesiam a Domino Nostro Jesu Christo plenam potestatem traditam esse.] || Es giebt aber noch andere Dinge, welche unsere Liebe zu Dir und unsere Dankbarkeit herausfordern. Mit Freuden bewundern wir jene heroische Mannhaftigkeit, womit Du bemüht bist, den verderblichen Bestrebungen des Jahrhunderts zu widerstehen, die Heerde des Herrn auf dem Wege des Heils zu erhalten, gegen die Irrthümer der Verführung zu schützen und wider die Macht der Mächtigen, gegen die List der falschen Weisen zu bewahren. Wir bewundern jenen unermüdlichen Eifer, mit welchem Du, die Völker des Aufganges und Niederganges umfassend, die Mühewaltungen der ganzen Kirche führst. Wir bewundern, wie Du dem täglich sich verschlimmernden Menschengeschlecht den Anblick des guten Hirten gewährst, indem Du sogar die Gemüther der Feinde der Wahrheit niederschmetterst und ihre Augen durch die Erhabenheit und Würde der Gegenstände unwillkürlich auf Dich ziehst. || Fahre also fort, die statthalterliche Macht des Hirten der Hirten zu üben und die Obliegenheiten Deines göttlichen Amtes in Gottvertrauen wahrzunehmen; fahre fort, mit den Mitteln des ewigen Lebens die Dir anvertrauten Schafe zu weiden; fahre fort, die Schäden Israels zu heilen und die Lämmer Christi zu suchen, die verloren gingen. Möge der allmächtige Gott walten, dass die, welche, Deiner Liebe und ihrer Pflicht uneingedenk, Deiner Stimme bisher widerstanden, besseren Rathschlägen folgend, endlich zu Dir zurückkehren und Deinen Schmerz in Freude verwandeln! Mögen die Früchte Deiner Hirtensorgen unter Gottes Güte täglich wachsen; möge die glückliche Wandelung der Seelen, welche Gott täglich durch Dich bewirkt, sich mehr und mehr ausdehnen; und mögest Du in der Kraft Deiner Tugenden und unter dem rühmlichen Erfolge, Christus um Seelen bereichert und die Grenzen seines Reiches erweitert zu haben, mit unserm Herrn und Gebieter wahrhaft ausrufen können: Alles, was der Vater mir giebt, wird zu mir kommen! || Das, heiligster Vater, sehen wir als das Zeichen eines heilsamen und glücklicheren Zeitalters an. Zeuge ist jene Liebe, welche die Alles für Dich zu ertragen bereiten Gläubigen aller Nationen beweisen, während sie bemüht sind, die Kräfte des Körpers und des Geistes und selbst das Leben für die Rechte der Kirche und den Ruhm des apostolischen Stuhles aufzubieten und zu opfern. Zeuge ist jene hingebende Ehrfurcht der katholischen Gemüther, welche Dich gern als den höchsten Hirten betrachtet, welche die Aussprüche des katholischen Stuhles freudig aufnimmt und ihren Ruhm darin sucht, ihnen in fester Zustimmung anzuhängen. Zeuge ist jene kindliche Neigung, womit die Christenheit den Spuren der Gläubigen folgt, welche einst all ihr Vermögen freiwilig zu den Füssen der Apostel legten, Dir in Deiner Bedrängniss bis heute zu Hülfe eilt und sie zu lindern beharrlich bemüht ist. In innerster Seele bewegt, sahen wir diese Beweise kindlicher Ergebenheit, immer bemüht, dass dieses in den Gemüthern der Gläubigen entzündete heilige Feuer gepflegt werde und lebendig bleibe, damit Alle, durch unser sowohl wie des ganzen Clerus Beispiel bewegt, jenen ausgezeichneten Willen und jene

Nr. 4854 (119). Episcopat. 1. Juli 1867.

edle Denkungsart erzeugen und Dir zu ihrem reichlicher zu erzielenden Seelenheil die materiellen Mittel bieten. || Die wir aber durch die Ergebenheit aller Gläubigen gegen Dich, heiligster Vater, so sehr bewegt sind, finden den Grund besonderer Freude in jener Treue, in jener Liebe und jenem Gehorsam, womit Dich die würdigen Bürger der ewigen Stadt als Vater und mildesten Fürsten umfangen. Glücklich das Volk und von wahrer Weisheit erfüllt! welches weiss, welche Ehre und welcher Ruhm ihm aus dem in dieser Stadt gegründeten Sitz Petri erwächst, welches einsieht, dass keine anderen Grenzen der göttlichen Güte für dasselbe vorhanden, als welche es sich selber in seiner Ergebenheit gegen den Statthalter Christi und in seiner Liebe gegen den geheiligtsten Fürsten setzte. Das erstrebe, dem trachte nach, römisches Volk; dieses Pflichtgefühl sei dauerhaft und unerschütterlich! Leuchte dieses Rom, welches die Christenheit bereitwillig als die erste der Städte anerkennt, als Beispiel voran; möge es in himmlischen Gnaden und Gaben erblühen und in Tugenden und Glücksgütern gesegnet sein! || Dies, heiligster Vater, bewirkte der Glanz Deines Pontificats, durch welchen nicht nur Deine Stadt, sondern der Erdkreis erhellt wird und dessen Bewunderung uns so ergreift, dass wir meinen, wir müssen ein Beispiel daran für unseren heiligen Dienst nehmen. Aber nicht minder durchdringt Deine sanft einströmende Stimme die Tiefe unserer Brust, als das Bild Deiner Tugenden als Pontifex. || Mit der höchsten Freude ist daher unsere Seele erfüllt, da wir aus Deinem geheiligten Munde vernehmen, es sei unter den zahlreichen Nöthen dieser Zeit Dein Beschluss, wie Dein berühmter Vorgänger Paulus III. sagte, in der höchsten Gefahr für das Christenthum das äusserste Mittel anzuwenden, und das öknmenische Concil zu berufen. || Gewähre Gott diesem Deinem Vorsatz, den er Dir selber eingab, seinen Segen; und mögen die Zeitgenossen, welche schwach im Glauben, welche immer lernen, nie zur Erkenntniss der Wahrheit gelangen, und von jedem Winde der Lehre umhergeworfen werden, in dieser heiligen Synode die ihnen dargebotene Gelegenheit ergreifen, in die heilige Kirche, die Säule und Feste der Wahrheit, einzutreten, den seligmachenden Glauben und die Irrthümer des Wissens zu erkennen; und möge die Synode unter Gottes Gnade und unter der unbefleckten Gottesmutter Beistande ein grosses Werk der Einheit, der Heiligung und Segnung werden, von wo ein neuer Glanz sich über die Kirche ergiesse und ein neuer Sieg des Reiches Gottes sich ergebe! || Und mögen aus diesem Werk Deiner Weisheit der Welt von neuem unermessliche Wohlthaten erwachsen, der menschlichen Gesellschaft durch das römische Pontificat als Eigenthum zugesprochen! Werde Allen klar, dass die Kirche durch das, was auf den sichersten Fels gebaut ist, es vermöge, die Irrthümer zu verscheuchen, die Sitten zu verbessern, die Barbarei zu beschränken und die Mutter der bürgerlichen Ordnung zu heissen und zu sein! Begreife die Welt, dass in der göttlichen Einrichtung des Pontificats, als dem einleuchtendsten Beweise der göttlichen Hoheit und des ihr schuldigen Gehorsams, alle die Dinge festgestellt und geheiligt sind, welche die Grundlage und die Dauer

Nr. 4854 (119). Episcopat. 1. Juli 1867.

der gesellschaftlichen Einrichtungen sichern! || Wenn Fürsten und Völker dies einsehen, werden sie nicht gestatten, dass Dein erhabenes Recht, aller Gewalt, aller Rechte sicherste Bürgschaft, ungestraft niedergetreten werde; sie werden vielmehr selber sorgen, dass Dir die gebührende Freiheit der Macht und die Macht der Freiheit verbleibe, dass Du die Mittel behaltest, um Dein erhabenes, jenen selber höchst dienliches Amt erfolgreich zu verwalten; sie werden nicht dulden, dass Deine Stimme den der heiligen Kirche gehörenden Heerden entzogen werde, damit sie nicht der Nahrung der ewigen Wahrheiten beraubt, elend dahinschwinden; und damit nicht, wenn bei ihnen die für Dein göttliches Lehramt gestifteten Bande des Gehorsams und der Ehrfurcht zerrissen sind, auch jenes Ansehen, vermöge dessen die Könige regieren und die Gesetzgeber Gerechtigkeit üben, zum sicheren Verderben der bürgerlichen Ordnung in's Wanken gerathe. || Das ist unsere Hoffnung, welche wir im Herzen tragen. Das ist der beständige Gegenstand unserer Gebete und wird es sein. || Gehobenen Geistes fahre also fort, heiliger Vater, das Schiff der Kirche mitten durch die Stürme mit gewohnten sicheren Händen zum Hafen zu führen. Die Mutter der göttlichen Gnade, welche Du mit dem schönsten Ehrennamen begrüsst hast, wird mit hülfreicher Hand Deine Pfade schützen. Sie wird Dir der Stern des Meeres sein, welchen Du mit unbesieglichem Vertrauen im Auge behältst, und nicht vergebens wirst Du Deinen Lauf zu dem nehmen, welcher durch sie zu uns hat kommen wollen. Begleiten werden Dich die himmlischen Heerschaaren der Heiligen, deren Seligkeit Du mit grossem Eifer und unter beständigem apostolischem Streben der aufjauchzenden Welt in diesen Tagen wie vordem angekündigt hast. Zur Seite werden Dir stehen die Apostelfürsten Paulus und Petrus, indem sie Dir mit mächtigem Gebet in Deiner Bedrängniss zu Hülfe kommen. Auf dem Schiff, welches Du jetzt inne hast, sass einst Petrus; er wird selbst bei dem Herrn Fürsprache einlegen, damit das Fahrzeug, welches unter seiner Obhut achtzehn Jahrhunderte lang das hohe Meer des menschlichen Lebens glücklich durchfurchte, unter Deiner Führung, beladen mit der reichen Last unsterblicher Seelen, unter vollen Segeln den himmlischen Hafen erreiche. Damit Dies geschehe, wirst Du uns als treue und ergebene Genossen Deiner Sorgen, Gebete und Mühen haben, welche die göttliche Gnade auch jetzt anflehen, dass Deine Kräfte unter dem reichen, himmlischen Segen erhalten und gestärkt werden, Dein Leben in Zukunft reich sei an neu gewonnenen Seelen, es lange dauere auf Erden und einst im Himmel selig werde. || [Folgen die Unterschriften von ungefähr fünfhundert Bischöfen.]

Mit der Abfassung dieser Adresse wurde Erzbischof Haynald von Calocza beauftragt, der dabei zumal von Monsignor Franchi unterstützt wurde. — Nach Acton l. c. p. 13 wollte ein Theil der Bischöfe die Anerkennung der päpstlichen Unfehlbarkeit in der Adresse bestimmt aussprechen, was jedoch namentlich an dem Widerspruche der französischen Prälaten, wie auch Haynald's, scheiterte.

Nr. 4855. (120.)

RÖMISCHE CURIE. Antwort P. Pius' IX. auf die vorhergehend Adresse der Bischöfe.

Lat. Orig. Friedberg. Sammlung l. c. Urk. III.

Ehrwürdige Brüder!

Nr. 4855 (120). Röm. Curie. 1. Juli 1867.

Aeusserst angenehm war Uns, obgleich sie von eurer Treue und Ergebenheit durchaus zu erwarten stand, jene edle Einmüthigkeit, mit welcher ihr, weit getrennt und aus der Ferne, bekanntet, dass ihr dasselbe haltet und bekennt, was Wir lehrten, und dass ihr dieselben zum Verderben der religiösen und bürgerlichen Gesellschaft eingerissenen Irrthümer, welche Wir verurtheilen, ebenfalls verurtheilt. Aber viel erfreulicher war es Uns, dies aus eurem eigenen Munde zu erfahren und es jetzt von euch insgesammt wiederum, ausführlicher und feierlicher, zu vernehmen, indem ihr Uns mit denjenigen Diensten der Liebe und des Gehorsams überhäuft, welche eure Gemüthsbewegung deutlicher als selbst die Worte kundthun. Denn warum kamt ihr so bereitwillig unserem Wunsche nach und eiltet, jedes Ungemach hintansetzend, vom ganzen Erdkreise zu uns herbei? Das geschah, weil ihr die Festigkeit des Felsen Petri kanntet, auf welchen die Kirche gebaut ist, weil ihr die belebenden Eigenschaften desselben wahrnehmt und es euch nicht entging, welch' hohes Zeugniss beiden durch die Canonisation der christlichen Helden zu Theil wird. In doppelter Hinsicht seid ihr dieses Fest zu feiern herbeigeströmt: nicht nur, damit ihr den Glanz dieser heiligen Tage vermehrt, sondern auch, damit ihr, gleichsam die ganze Familie der Gläubigen darstellend, nicht minder durch eure Gegenwart als durch euer lautes Bekenntniss bezeugtet, dass derselbe Glaube heute in Kraft steht, wie vor achtzehn Jahrhunderten, dass dasselbe Band der Liebe Alle verbindet und dieselbe Tugend von diesem Sitze der Wahrheit ausgeht. Es gefiel euch, Unseren Hirteneifer anzuerkennen und alles, was Wir nach Kräften thaten, um das Licht der Wahrheit zu verbreiten, um die Finsterniss der Irrthümer zu zerstreuen, um das Verderben abzuhalten von den mit dem Blute Christi erkauften Seelen, damit die christlichen Völker durch die verbundene Meinungsäusserung ihrer Lehrer in dem Gehorsam und der Liebe gegen diesen heiligen Stuhl bestärkt werden und das geistige Auge desto schärfer auf ihn richten. Mit überall erbetenen Hülfen seid ihr hierher gekommen, um Unsere weltliche Macht zu unterstützen, die mit so viel Treulosigkeit angegriffen wird, damit ihr mit dieser glänzenden Thatsache und durch das Zeugniss des katholischen Erdkreises die Nothwendigkeit derselben für die freie Regierung der Kirche bestätiget. Das geliebte römische Volk und die unzweifelhaften und rühmlichen Zeichen seines Gehorsams gegen Uns und seiner Liebe glaubtet ihr gebührend loben

No. 4855 (120). Röm. Curie. 1. Juli 1867.

zu müssen, um so die Gemüther desto mehr anzueifern, das Volk gegen die auf dasselbe gehäuften Verleumdungen in Schutz zu nehmen und jenen das Zeichen des Kirchenverrathes einzubrennen, welche unter dem Vorwande der Volksbeglückung den römischen Papst von seinem Platze zu vertreiben trachten. Und während ihr bemüht waret, durch diese Versammlung alle Kirchen der Erde mit den festen Banden der gegenseitigen Liebe zu verbinden, habt Ihr auch erreicht, dass Ihr mit dem reichlicheren Rauch des Evangeliums bei der Asche des heiligen Apostelfürsten Petrus und des Lehrers der Völker Paulus erfüllt, tapferer von da ausschreitet, um die Reihen der Feinde zu durchbrechen und die Rechte der Religion zu schützen, damit den Euch anvertrauten Völkern der Eifer für die Einheit desto lebhafter eingeflösst werde. Das ist in der That ein Gelübde, welches sich noch deutlicher kundthat in dem allgemeinen Verlangen nach dem gemeinsamen ökumenischen Concil, welches ihr Alle nicht nur für sehr nützlich, sondern auch für nothwendig erklärtet. Der menschliche Stolz nämlich bemüht sich, indem er ein altes Wagniss wiederaufnehmen möchte, schon lange unter dem Fortschritt der Lügen diese Stadt und diesen Thurm zu zerstören, dessen Spitze in den Himmel reicht, damit Gott selbst von da heruntergezerrt werde. Aber dieser scheint herabgestiegen zu sein, das Werk in Augenschein zu nehmen und die Zungen der Bauenden so zu verwirren, dass Keiner die Stimme seines Nächsten verstehe. So etwas zeigen nämlich die Verfolgungen der Kirche, die traurige Lage der bürgerlichen Gesellschaft, die Zerrüttung aller Dinge, worin wir uns befinden. Diesem schweren Elend kann in der That nur die göttliche Tugend der Kirche entgegengestellt werden, welche sich dann am meisten kundgiebt, wenn die Bischöfe vom obersten Pontifex zusammengerufen und unter seinem Vorsitz im Namen des Herrn zusammentreten, um über die Angelegenheiten der Kirche zu berathen. Und Wir freuen Uns durchaus, dass ihr in dieser Sache Unseren längst gehegten Entschlüssen zuvorgekommen seid, diese heilige Versammlung unter die Obhut derjenigen zu stellen, deren Fusse vom Anfang der Dinge der Kopf der Schlange unterworfen war und welche allein seitdem alle Ketzereien vernichtete. Um daher dem allgemeinen Wunsche zu genügen, verkündigen Wir schon jetzt, dass jedes künftige Concil (futurum quandocumque concilium) unter den Auspicien der Gottesmutter, der von allem Fehl reinen Jungfrau, zu halten und an jenem Tage zu eröffnen sei, an welchem das Gedächtniss des ihr übertragenen Privilegiums gefeiert wird. Gebe Gott, gebe die unbefleckte Jungfrau, dass Wir aus jener heilsamen Versammlung die reichsten Früchte zu schöpfen vermögen! Unterdess erflehe sie für die unter ihrem mächtigen Schutz Anwesenden und Uns Verbundenen die nöthige Hülfe, und Gott, welcher ihre Gebete erhört, giesse die Fülle seiner Barmherzigkeit auf Uns und die ganze Kirche aus! Wir werden in unauslöschlicher Bewegung des liebevollsten und dankbarsten Gemüths angelegentlich von Gott erflehen, was er zu eurem geistigen Heil, was er zum Wohle der euch anvertrauten Völker, was zum Schutz der Gerechtigkeit, zur Beruhigung der

Nr. 4855 (120). Röm. Curie. 1. Juli 1867.

bürgerlichen Gesellschaft gnädiglich wenden könne. Und da Wir erfahren, dass einige von euch, aus besonderen Sorgen für ihre Völker gezwungen, im Begriff stehen, Uns schneller zu verlassen, so wünschen Wir ihnen, wenn Wir sie im Drange der Zeit nicht alle einzeln umarmen können, alles Glück und beten für sie von Grund des Herzens. Ihnen sämmtlich aber ertheilen Wir als Vorbedeutung aller himmlischen Ehren und der reichsten Hülfe Gottes und zugleich als Beweis Unseres besonderen Wohlwollens und Unserer Dankbarkeit den liebend dargebrachten apostolischen Segen.

Nr. 4856. (121.)

RÖMISCHE CURIE. Bulle P. Pius' IX. „Aeterni Patris unogenitus Filius" zur Ansage eines am 8. December 1869 im Vatican zu eröffnenden ökumenischen Conciliums.

Lat. Orig. Friedberg. Sammlung l. c. Urk. VI.

Nr. 4856 (121). Röm. Curie. 29. Juni 1868.

Pius Bischof, Knecht der Knechte Gottes, zum zukünftigen Gedächtniss.

Des ewigen Vaters eingeborner Sohn ist aus übergrosser Liebe, womit er uns umfing, um das gesammte Menschengeschlecht vom Joche der Sünde, der Knechtschaft des Satans und der Nacht des Irrthums, unter welcher es so lange durch die Schuld des Stammvaters elendiglich seufzte, in der Fülle der Zeiten zu erlösen, von seinem himmlischen Throne herabgestiegen, ohne die Herrlichkeit des Vaters zu verlassen, und hat, aus der unbefleckten und heiligsten Jungfrau Maria mit sterblicher Hülle bekleidet, eine himmlische Lehre und Lebensregel geoffenbart und durch zahllose Wunder bekräftigt, indem Er sich selber für uns als Opfergabe zum angenehmen Wohlgeruche Gott darbrachte. Bevor Er jedoch nach Besiegung des Todes triumphirend zum Himmel auffuhr, um von seinem Throne zur Rechten des Vaters Besitz zu ergreifen, sandte Er die Apostel in die ganze Welt, dass sie das Evangelium aller Creatur verkündigten, und gab ihnen die Gewalt, die mit seinem Blute erkaufte und begründete Kirche zu regieren, welche, eine Säule und Grundfeste der Wahrheit, mit himmlischen Schätzen bereichert, den sicheren Weg des Heils und das Licht der wahren Lehre allen Völkern kundmacht und „einem Schiffe gleich auf die hohe See dieser Welt hinausfährt, so dass sie, während die Welt zu Grunde geht, Alle, die sie in sich aufnimmt, vor dem Untergange bewahrt". Damit aber die Regierung der Kirche allezeit recht und in Ordnung vor sich gehe und das gesammte christliche Volk immer in einem Glauben, einer Lehre, Liebe und Gemeinschaft beharre, hat Er zunächst verheissen, dass er selber bei ihr verbleiben werde bis zum Ende der Zeiten, sodann aber auch aus allen Aposteln den einen, Petrus, als ihren Fürsten auserwählt und ihn zu seinem Statthalter hier auf Erden, zum Haupt der

Kirche und zu ihrem Grundstein und Mittelpunkt bestellt, dass er sowohl mit seiner erhabenen Stellung und Ehre, als mit dem Umfang seiner überragenden Fülle von Machtvollkommenheit, Gewalt und Jurisdiction die Lämmer und die Schafe weide, die Brüder bestärke und die gesammte Kirche regiere; dass er „als der Himmelspförtner zu binden und zu lösen die oberste Gewalt habe und seine Entscheidung auch im Himmel gelte". Und weil die Einheit und Unversehrtheit der Kirche und ihre Regierung, wie sie von demselben Christus eingesetzt ist, allezeit unverändert bleiben muss, deshalb beharrt und lebt fort in den römischen Päpsten als den Nachfolgern Petri, welche eben diesen römischen Stuhl Petri einnehmen, in ihrer ganzen Fülle dieselbe oberste Gewalt über die gesammte Kirche, die Jurisdiction und der Vorrang, welche Petrus innegehabt (ipsissima suprema Petri in omnem Ecclesiam potestas, jurisdictio, Primatus plenissime perseverat ac viget.). Die römischen Päpste also, von der ihnen in der Person des hl. Petrus göttlich übertragenen Hirtengewalt und Obsorge über die ganze Heerde des Herrn Gebrauch machend, haben niemals aufgehört, allen Anstrengungen sich zu unterziehen, alles Nachdenken aufzubieten, um vom Aufgang der Sonne bis zu ihrem Niedergang alle Völker, Stämme und Nationen zur Anerkennung der evangelischen Lehre zu führen, auf dass dieselben, auf den Pfaden der Wahrheit und Gerechtigkeit wandelnd, das ewige Leben erlangten. Es ist ferner männiglich kund, wie eben dieselben römischen Päpste mit unermüdlicher Sorgfalt die Hinterlage des Glaubens, die Disciplin des Clerus und seine heilige wissenschaftliche Bildung und die Heiligkeit und Würde der Ehe zu schützen, die christliche Erziehung der Jugend beiderlei Geschlechtes immer mehr zu fördern, die Religion, Gottesfurcht und Ehrbarkeit der Sitten unter den Völkern zu pflegen, die Gerechtigkeit zu vertheidigen und selbst der staatlichen Ruhe, Ordnung und Wohlfahrt auf alle Weise sich anzunehmen bestrebt waren. Auch haben es die Päpste nicht unterlassen, wo sie den Zeitpunkt gelegen erachteten, während der schwersten Zerrüttungen der Verhältnisse und der Bedrängnisse unserer heiligsten Religion und der bürgerlichen Gesellschaft allgemeine Concilien zu berufen, um mit den Bischöfen des ganzen katholischen Erdkreises, welche der heilige Geist gesetzt hat, die Kirche Gottes zu regieren, in gemeinsamer Berathung und Vereinigung der Kräfte mit Klugheit und Weisheit dasjenige festzusetzen, was vorab zur Bestimmung der Glaubenssätze, zur Vernichtung der herrschenden Irrthümer, zur Vertheidigung, Aufhellung und Entwickelung der katholischen Lehre, zur Aufrechthaltung und Wiederherstellung der Kirchenzucht und zur Abstellung des Sittenverderbnisses unter den Völkern dienen könnte. Nun ist es aber Allen bekannt und liegt klar zu Tage, von welch' schrecklichem Sturme gegenwärtig die Kirche erschüttert und von wie vielen und welch' grossen Uebeln auch die bürgerliche Gesellschaft darniedergedrückt wird. Denn von den heftigsten Feinden Gottes und der Menschen wird die katholische Kirche und ihre heilbringende Lehre und ehrwürdige Gewalt, wie die höchste Autorität dieses apostolischen Stuhles

Nr. 4856 (121). Röm. Curie. 29. Juni 1868.

angegriffen und mit Füssen getreten, wird alles Heilige verachtet, das Kirchengut geplündert, werden die Bischöfe, die angesehensten Geistlichen und katholisch gesinnten Männer auf alle Weise gequält, die religiösen Ordensfamilien aufgehoben, dazu gottlose Schriften jeder Art und pestartige Zeitungen mit vielgestaltigem höchst verderbten Sectenwesen allenthalben verbreitet, und der Unterricht der unglücklichen Jugend nahezu überall der Geistlichkeit entzogen, um dieselbe, was noch schlimmer ist, an nicht wenigen Orten den Lehrmeistern in der Schlechtigkeit und im Irrthum zu überantworten. Daher kommt, zu Unserem und aller Gutgesinnten Leidwesen und zum höchst beklagenswerthen Unheil der Seelen, das überall zunehmende Umsichgreifen des Unglaubens, des Verderbnisses der Sitten, die zügellose Ausgelassenheit, die Ansteckung durch schlechte Grundsätze jeglicher Art und alle denkbaren Laster und Verbrechen, die Verletzung endlich göttlicher und menschlicher Gesetze, so dass nicht allein unsere heiligste Religion, sondern auch die menschliche Gesellschaft auf beklagenswerthe Weise mit Verwirrung und Elend heimgesucht wird. || Angesichts also dieser unsäglichen Bedrängnisse, unter deren Last Wir seufzen, fordert das oberste Uns göttlich übertragene Hirtenamt, dass Wir alle Unsere Kräfte immer mehr anstrengen, um die Schäden der Kirche auszubessern, für das Heil der gesammten Heerde des Herrn vorzusorgen, tödtliche Angriffe und Bestrebungen, welche es, wenn möglich, auf den gänzlichen Ruin der Kirche und der bürgerlichen Gesellschaft abgesehen haben, zurückzuweisen. Unserer Seits haben Wir beim Antritte Unseres Pontificates unter dem Beistande Gottes, der Pflicht Unseres schweren Amtes gemäss, unaufhörlich in mehreren Unserer Consistorialallocutionen, wie im apostolischen Sendschreiben Unsere Stimme erhoben, die Uns von Christus dem Herrn anvertraute Sache Gottes und seiner heiligen Kirche mit allem Fleisse beharrlich vertheidigt, die Rechte dieses apostolischen Stuhles, der Gerechtigkeit und Wahrheit in Schutz genommen, die Nachstellungen feindseliger Menschen enthüllt, die Irrthümer und falschen Lehren verdammt, die Secten der Gottlosigkeit geächtet und für das Heil der gesammten Heerde des Herrn Unsere Wachsamkeit und Sorge eingesetzt. || Nunmehr jedoch haben Wir, den erlauchten Fusstapfen Unserer Vorgänger folgend, aus den angegebenen Gründen den Zeitpunkt für gekommen erachtet, zu einem allgemeinen Concil, wie es schon längst Unser Wunsch war, alle Unsere ehrwürdigen Brüder, die Bischöfe des ganzen katholischen Erdkreises, welche zur Theilnahme an Unserer Hirtensorgfalt berufen sind, zu versammeln. Auch sie, Unsere ehrwürdigen Brüder, die von einer nicht gewöhnlichen Liebe zur katholischen Kirche glühen, wie sie durch ausgezeichnete Gesinnung und Hingebung gegen Uns und diesen apostolischen Stuhl sich hervorthun, haben in ihrer Bekümmerniss ob dem Heil der Seelen, gemäss ihrer ausgezeichneten Weisheit, Gelehrsamkeit und Bildung, indem sie gleich Uns die traurige Lage von Kirche und Staat höchlichst beklagen, kein innigeres Verlangen als das, mit Uns vereint des Rathes zu pflegen und heilsame Mittel gegen so zahl-

Nr. 4856 (121). Röm. Curie. 29. Juni 1868.

reiche Missstände anzuwenden. Auf diesem Oekumenischen Concil nämlich soll alles auf's sorgfältigste erwogen und festgesetzt werden, was insbesondere in diesen so schweren Zeitumständen die grössere Ehre Gottes, die unversehrte Reinheit des Glaubens, die würdige Feier des Gottesdienstes, das ewige Heil der Menschen, die Disciplin und eine heilsame und gründliche Bildung der Welt- und Ordensgeistlichkeit, die Beobachtung der Kirchengebote, die Verbesserung der Sitten, den christlichen Unterricht der Jugend, den gemeinen Frieden und die Eintracht Aller vorab angeht. Auch soll mit der höchsten Beflissenheit darauf Bedacht genommen werden, dass unter dem Beistande Gottes alle Uebelstände von der Kirche und der bürgerlichen Gesellschaft bei Seite geschafft, die unglücklichen Verirrten auf den rechten Weg der Wahrheit, der Gerechtigkeit und des Heils zurückgeführt werden; dass Laster und Irrthümer ausgerottet, Unsere erhabene Religion und ihre heilsame Lehre allenthalben wieder belebt, immer mehr verbreitet und zur Herrschaft erhoben werden, und dass so Gottseligkeit, Ehrbarkeit, Rechtschaffenheit, Gerechtigkeit, Liebe und alle christlichen Tugenden zum grössten Nutzen der menschlichen Gesellschaft gedeihen und erblühen. Denn Niemand wird je zu bestreiten vermögen, dass der Einfluss der katholischen Kirche und ihrer Lehre nicht allein das ewige Heil der Menschen berühre, sondern auch dem zeitlichen Wohl der Völker und ihrer wahren Wohlfahrt, Ordnung, Ruhe, sowie dem Fortschritt und der Befestigung der menschlichen Wissenschaft zu statten komme, wie dieses die Kirchen- und Profangeschichte durch hellleuchtende Thatsachen sonnenklar vor Augen stellt und fest und überzeugend nachweist. Weil sodann Christus der Herr in jenen Worten: „wo Zwei oder Drei in meinem Namen versammelt sind, da bin ich mitten unter ihnen," Uns wunderbare Erquickung, Kraft und Trost gewährt, so können Wir nicht zweifeln, dass Er selber auf diesem Concil Uns mit dem Ueberflusse Seiner göttlichen Gnade zur Seite stehen und Uns helfen wolle, all' das zu beschliessen, was zum grösseren Nutzen Seiner hl. Kirche irgendwie beiträgt. Nachdem Wir also die glühendsten Gebete zu Gott, dem Vater des Lichtes, in der Demuth Unseres Herzens, Tag und Nacht gerichtet, haben Wir für gut befunden, dieses Concil zu versammeln. Deshalb, gestützt auf die Vollmacht des allmächtigen Gottes des Vaters und des Sohnes und des hl. Geistes, sowie der hl. Apostel Petrus und Paulus, welche auch Wir hier auf Erden bekleiden, wie nicht minder auf den Rath und die Zustimmung Unserer ehrwürdigen Brüder, der Cardinäle der hl. R. K., sagen Wir an mit diesem Schreiben, verkünden, berufen und beschliessen ein heiliges, Oekumenisches, Allgemeines Concil, welches in dieser Unserer hehren Stadt Rom das künftige Jahr, da man zählt Ein Tausend Acht Hundert und Neun und Sechszig, in der Basilica des Vatican abgehalten und am 8. Dezember, dem Feste der Unbefleckten Empfängniss der Gottesgebärerin und Jungfrau Maria eröffnet, fortgesetzt und mit Gottes Hülfe zu Seiner Ehre und zum Heil des gesammten christlichen Volkes, zum Abschluss und zur Vollendung gebracht werden soll.

Nr. 4856 (121). Röm. Curie. 29. Juni 1868.

Darum wollen und befehlen Wir, dass sowohl alle Unsere ehrwürdigen Brüder, die Patriarchen, Erzbischöfe und Bischöfe aller Orten, als Unsere geliebten Söhne, die Aebte und Alle, welche kraft Rechtens oder Privilegs die Gewalt besitzen, den allgemeinen Concilien anzuwohnen und auf ihnen ihre Stimmen abzugeben, zu diesem von Uns angesagten Oekumenischen Concil kommen sollen, indem Wir heischen, fordern, ermahnen und nichtsdestoweniger in Kraft des Uns und diesem heiligen Stuhle geleisteten Eides und bei dem heiligen Gehorsame unter Androhung der vom Rechte oder der Gewohnheit bei der Feier der Concilien für die Nichterscheinenden üblichen Strafverfügungen befehlen und streng auferlegen, dass sie in eigener Person, es sei denn, dass sie etwa durch ein gerechtes, jedoch mittels rechtmässiger Stellvertreter der Synode zu erhärtendes Hinderniss abgehalten würden, diesem heiligen Concil beizuwohnen und an ihm Theil zu nehmen, gehalten sein sollen. || Wir leben aber der Hoffnung, Gott, in dessen Händen die Herzen der Menschen sind, werde Unseren Wünschen gnädig sein und in Seiner unaussprechlichen Barmherzigkeit und Gnade bewirken, dass alle höchsten Fürsten und Lenker der Völker, besonders die katholischen, immer mehr durchdrungen von der Erkenntniss, dass von der katholischen Kirche der menschlichen Gesellschaft die grössten Güter zufliessen, und dass sie die festeste Grundmauer der Reiche ist, nicht allein Unsere ehrwürdigen Brüder, die Bischöfe und alle Anderen, die oben erwähnt, am Erscheinen auf dem Concil nicht hindern werden, sondern auch ihnen darin gern ihre Gunst und Beihülfe gewähren und, wie es katholischen Fürsten geziemt, zu allem, was zur grössern Ehre Gottes und zum Wohl eben desselben Concils gereichen mag, ihre Mitwirkung nicht versagen werden (et studiosissime, uti decet Catholicos Principes, iis cooperentur, quae in majorem Dei gloriam ejusdemque Concilii bonum cedere queant.) || . . . [Anordnungen über die Promulgation dieser Bulle.] . . . || Gegeben zu Rom beim hl. Petrus im Jahre der Menschwerdung Unseres Herrn Ein Tausend Acht Hundert Acht und Sechszig, den 29. Juni, Unseres Pontificates im 23. Jahre.

† Ich Pius,
der katholischen Kirche Bischof.

[Folgt die Unterschrift aller bei der Curie anwesenden Cardinäle.]

Diese Bulle wurde zunächst von den Bischöfen Hollands und Belgiens, dann aber auch von fast allen anderen, in zahlreichen Hirtenbriefen freudigst begrüsst. (S. bei Friedberg l. c. p. 65 ff. ein Verzeichniss derselben.) — Mit der Frage: Sollen die katholischen Fürsten zum Concil eingeladen werden? beschäftigte sich, wie Cecconi l. c. p. 132 mittheilt, die Concilscongregation zu wiederholten Malen, wobei die Unterlassung der Einladung als eine gefährliche Neuerung bezeichnet wurde. Schliesslich fasste man, wie es scheint auf Wunsch des Papstes, den Beschluss: Die Bulle soll keine ausdrückliche Einladung der Fürsten enthalten; aber die Fassung soll

der Art sein, dass ihrer Theilnahme am Concil nichts im Wege stünde, falls sie ein solches Ansinnen stellen würden. In diesem Sinne sollte Cardinal Antonelli den Höfen die Bedeutung der Worte „Et studiosissime etc." erklären. — Die Mittheilung der Bulle erfolgte an alle Souveräne, welche in Rom diplomatisch vertreten waren. — Durch die Bulle (Nemo certe ignorat) vom 11. April 1869 wurde allen Katholiken aus Anlass des Concils ein vollkommener Jubiläumsablass bewilligt. (S. Friedberg l. c. p. 238 ff.)

Nr. 4856 (121). Röm. Curie. 29. Juni 1868.

Nr. 4857. (122.)

RÖMISCHE CURIE. Sendschreiben P. Pius' IX. (Arcano Divinae Providentiae) an alle Bischöfe der Kirchen des orientalischen Ritus, welche mit dem apostolischen Stuhle nicht in Gemeinschaft stehen. — Einladung zum Concil. —

Lat. Orig. Friedberg l. c. Urk. VII.

[Auszug.]

Nr. 4857 (122). Röm. Curie. 8. Sept. 1868.

.... Da Wir nun aber unter dem Beirathe Unserer ehrwürdigen Brüder, der Cardinäle der heiligen römischen Kirche, eine Oekumenische Synode, welche im künftigen Jahre zu Rom gehalten und am 8. December, dem Feste der unbefleckten jungfräulichen Gottesgebärerin Maria, eröffnet werden soll, angesagt und berufen haben, richten Wir Unsere Stimme von neuem an Euch und beschwören, ermahnen und bitten Euch flehentlich und wo möglich noch inständiger, dass Ihr bei dieser allgemeinen Synode Euch einfinden wollet, wie sich Eure Vorfahren bei dem zweiten Concil von Lyon, unter Unserem Vorgänger s. A. Gregor X., und beim Florentiner Concil, unter Unserem Vorfahren Eugen IV. s. A. eingefunden haben, damit so die alte Liebe wiederum die Herrschaft gewinne, dass der Friede, der unter den Vätern heimisch war, diese himmlische und heilsame Spendung Christi, welche mit der Zeit versiegte, mit seiner alten Frische wieder auflebe und der Gram, der so lange einem Nebel gleich die Gemüther umdüsterte, und die grässliche und widerliche Nacht langjährigen Haders endlich dem heiteren Tageslichte der von Allen ersehnten Wiedervereinigung weiche. Möge dieses jene süsse, gebenedeite Frucht sein, womit Christus Jesus, unser Aller Herr und Erlöser, Seine unbefleckte, geliebteste Braut, die katholische Kirche, erquicke und ihre Thränen in diesen schweren Zeiten stille und abtrockne, auf dass alle Spaltung völlig verschwinde, der bisherige Missklang in eine vollkommene Harmonie der Geister zum Lobe Gottes sich löse, der nicht will, dass Spaltungen unter uns herrschen, sondern dass wir, wie Er mit den Worten Seines Apostels Uns befohlen hat, alle einer Rede und eines Sinnes seien;

Nr. 4857 (122). Röm. Curie. 8. Sept. 1868.

dass dem Vater der Barmherzigkeit fortwährend Danksagung dargebracht werde von allen Seinen Heiligen und vornehmlich von jenen glorreichen Vätern und Lehrern der orientalischen Kirchen der Vorzeit, wenn sie vom Himmel herab erschauen die Wiederherstellung und Erneuerung der Gemeinschaft mit dem apostolischen Stuhle, dem Mittelpunkte der katholischen Wahrheit und Einheit, einer Gemeinschaft, deren Pflege und zunehmende Förderung durch Lehre und Beispiel den Gegenstand aller ihrer Bestrebungen und unermüdlichen Anstrengungen bildete, so lange sie auf Erden lebten; war ja doch in ihre Herzen durch den hl. Geist die Liebe Desjenigen ausgegossen, welcher die Scheidewand gehoben und durch Sein Blut Alles versöhnt und zum Frieden geführt hat, welcher gewollt hat, dass das Erkennungszeichen Seiner Jünger in der Einigung bestehe, und von welchem das Gebet zum himmlischen Vater dargebracht wurde: Ich bitte, dass Alle eins seien, wie auch Wir eins sind. || Gegeben zu Rom beim hl. Petrus am 8. Sept. im Jahre 1868. Unseres Pontificates im 23. Jahre.

Pius P. P. IX.

Die Patriarchen und Bischöfe der Separatkirchen des Orients wiesen das Einladungsschreiben Arcano Divinae Providentiae zurück und erschienen beim Concile nicht. (S. Friedberg l. c., wo nähere Angaben hierüber zu finden.)

Nr. 4858. (123.)

RÖMISCHE CURIE. Sendschreiben P. Pius' IX. (Iam vos omnes noveritis) an die Protestanten und anderen Akatholiken. — Ermahnung das bevorstehende Concil zu benützen und in den Schooss der kath. Kirche zurückzukehren.

Lat. Orig. Friedberg l. c. Urk. VIII.

Nr. 4858 (123). Röm. Curie. 13 Sept. 1868.

Es wird wohl euch Allen schon kund geworden sein, dass Wir, die Wir, wenn gleich unverdient, auf diesen Stuhl Petri erhoben und deshalb mit der obersten Regierung der gesammten katholischen Kirche, sowie ihrer von Christus dem Herrn selber Uns göttlich übertragenen Obsorge betraut worden sind, es für passend erachtet haben, alle Unsere ehrwürdigen Brüder, die Bischöfe des ganzen Erdkreises, zu Uns zu berufen und zu einem im künftigen Jahre abzuhaltenden Concil zu versammeln, in der Absicht, mit ebendenselben, zur Theilnahme an Unserer Hirtensorge berufenen Ehrwürdigen Brüdern alle die Rathschläge zu fassen, welche besonders geeignet und nothwendig wären, um theils die Finsternisse so vieler verderbenschwangeren Irrthümer zu zerstreuen, deren Herrschaft zum höchsten Schaden der Seelen

allenthalben mehr und mehr um sich greift, theils um immer mehr das Reich des wahren Glaubens, der Gerechtigkeit und des wahren Gottesfriedens unter den Unserer Obhut anvertrauten christlichen Völkern zu begründen und zu verbreiten. Und in starkem Vertrauen zu dem festesten und innigsten Band der Einheit, das ebendiese Ehrwürdigen Brüder mit Uns und dem apostolischen Stuhle wunderbar vereinigt, indem dieselben während der ganzen Dauer Unseres Pontificates ununterbrochen die glänzendsten Beweise ihrer Treue, Liebe und Hingebung gegen Uns und den apostolischen Stuhl gegeben haben, sind Wir von der Hoffnung beseelt, dass, nach dem Beispiele anderer allgemeinen Concilien in den verflossenen Jahrhunderten, auch dieses im gegenwärtigen von Uns ausgeschriebene Oekumenische Concil reichliche und erwünschteste Früchte zur grösseren Ehre Gottes und zum ewigen Heil der Menschen mit Gottes Gnade bringen werde. Von dieser Hoffnung also gehoben und von der Liebe Jesu Christi, der Sein Leben für das Heil des gesammten Menschengeschlechtes hingegeben hat, angeregt und angetrieben, können Wir nicht umhin, aus Anlass dieses künftigen Concils Unsere apostolische und väterliche Ansprache an alle Jene zu richten, welche zwar denselben Erlöser Christus Jesus anerkennen und sich des christlichen Namens rühmen, aber den wahren christlichen Glauben nicht bekennen und auch der Gemeinschaft der katholischen Kirche nicht anhängen. Wir thun dieses in der Absicht, um sie mit allem Eifer und mit aller Liebe auf's innigste zu ermahnen, aufzufordern und zu beschwören, dass sie ernstlich bei sich erwägen und Acht haben wollen, ob sie sich auf dem von Christus dem Herrn vorgezeichneten Wege befinden, der zum ewigen Heile führt. Gewiss kann Niemand eine Einrede oder einen Zweifel dagegen erheben, dass Jesus Christus, um allen menschlichen Geschlechtern die Früchte Seiner Erlösung zuzuwenden, hier auf Erden Seine Kirche als einzige, d. h. als eine heilige, katholische, apostolische, auf Petrus gegründet und ihr alle ihr nothwendige Gewalt verliehen habe, damit der Schatz des Glaubens unversehrt und unverletzt bewahrt und eben derselbe Glaube allen Völkern, Stämmen und Nationen überliefert würde, auf dass durch die Taufe alle Menschen als Glieder in Seinen mystischen Leib aufgenommen, und in ihm allezeit erhalten und vervollkommnet würden; jenes neue Leben der Gnade, ohne welches Niemand das ewige Leben je verdienen und erlangen kann, und dass eben dieselbe Kirche, welche Seinen mystischen Leib bildet, in dem ihr eigenen Wesen fest und unerschütterlich bis zur Vollendung der Zeiten beharre, gedeihe und allen ihren Kindern alle Heilsmittel reiche. Nun aber betrachte man mit Aufmerksamkeit und Bedacht die Lage, worin sich die verschiedenen, von einander abweichenden religiösen Gesellschaften befinden, die von der katholischen Kirche getrennt sind, dieser Kirche, die seit Christus dem Herrn und Seinen Aposteln ununterbrochen durch ihre rechtmässigen Hirten allezeit ausgeübt hat und auch gegenwärtig ausübt eine göttliche vom Herrn selber ihr übergebene Gewalt: so muss man mit Leichtigkeit zu der Ueberzeugung

Nr. 4858 (123). Röm. Curie. 13. Sept. 1868.

geführt werden, dass weder eine einzelne aus diesen Gesellschaften, noch alle zusammengenommen irgendwie jene eine katholische Kirche darstellen, welche Christus der Herr erbaut, begründet und in's Leben gerufen hat, und dass sie auch in keiner Weise als Glied oder Theil eben dieser Kirche bezeichnet werden können, da sie von der Einheit der katholischen Kirche sichtbar getrennt sind. Nicht nur, dass solche Gesellschaften jener lebendigen, von Gott eingesetzten Autorität entbehren, welche die Menschen in den Glaubenssachen und in der Sittenlehre vornehmlich unterweist, leitet und in allen, zum ewigen Heil gehörigen Stücken lenkt, so haben auch diese Gesellschaften selber in ihren Lehren sich unaufhörlich verändert, und diese Beweglichkeit und Unbeständigkeit hört bei ihnen niemals auf. Jedermann sieht aber leicht ein und begreift klar und deutlich, dass dies im höchsten Grade der von Christus gegründeten Kirche widerstreite, in welcher eine allezeit beständige, keinem Wechsel je unterworfene Wahrheit beharren muss, als eine der Kirche zu unversehrter Bewahrung anvertraute Hinterlage, zu deren Hut das Verbleiben des hl. Geistes und seine Hülfe der Kirche für alle Zeiten verheissen ist. Niemandem ist es unbekannt, dass aus diesen Spaltungen der Lehren und Meinungen gesellschaftliche Zerklüftungen entspringen und zahllose Verbindungen und Secten herstammen, welche zum grössten Nachtheile für Staat und Kirche immer mehr an Ausbreitung zunehmen. || Denn wer immer in der Religion die Grundlage der menschlichen Gesellschaft erblickt, der muss anerkennen und eingestehen, dass die Spaltungen und Widersprüche in den Grundsätzen und den religiösen Vereinen auf die bürgerliche Gesellschaft einen unermesslichen Einfluss ausgeübt haben, und dass die Läugnung der Autorität, die Gott bestellt hat zur Normirung der menschlichen Ueberzeugungen, sowie zur Leitung der Handlungen im privaten und öffentlichen Leben ganz besonders dazu beigetragen, die unglückseligen Bewegungen und Verwirrungen der Zeitverhältnisse und Dinge, wodurch die Völker so kläglich erschüttert und zu Grunde gerichtet werden, zu erregen, zu fördern und zu nähren. | Mögen deshalb Alle, welche an der Einheit und Wahrheit der katholischen Kirche nicht festhalten, die Gelegenheit ergreifen, die sich ihnen mit diesem Concil darbietet; durch dieses beweist die katholische Kirche, welcher ihre Vorfahren angehörten, auf's neue ihre innigste Einheit und unversiegliche Lebenskraft; mögen sie den Bedürfnissen ihres Herzens gerecht werden und von einem Zustande sich losreissen, in welchem sie über ihr eigenes Seelenheil nicht sicher sein können. Mögen sie auch unaufhörlich zum Herrn der Erbarmung eifrige Gebete darbringen, dass er die Scheidewand niederwerfe, das Dunkel der Irrthümer zerstreue und sie in den Schooss der heiligen Mutterkirche zurückführe, in welcher ihre Vorfahren die heilsame Weide des Lebens hatten, und in welcher allein die Lehre Christi unversehrt erhalten und überliefert, und die Geheimnisse der himmlischen Gnade gespendet werden. | Wir nun, verpflichtet, durch das Uns von Christus dem Herrn selber auferlegte höchste apostolische Amt, alle Obliegenheiten eines

guten Hirten auf's eifrigste zu erfüllen und alle Menschen auf dem ganzen Erdkreise mit väterlicher Liebe zu umfangen, richten insbesondere an alle von Uns getrennten Christen dieses Unser Schreiben, womit Wir sie abermals ermahnen und beschwören, dass sie eilen mögen, sich zum einzigen Schafstalle Christi zurückzubegeben, da Wir nach ihrem Heil in Christus Jesus aus der innersten Tiefe des Herzens verlangen und fürchten, dass Wir einst Unserem Richter Rechenschaft darüber ablegen müssen, wenn Wir nicht, soviel an Uns liegt, ihnen den Weg zur Erlangung des ewigen Heiles zeigen und ebnen. Ja, in allem Gebet und Flehen mit Danksagung lassen Wir niemals ab, Tag und Nacht für sie um die Fülle himmlischer Erleuchtungen und Gnaden den ewigen Hirten demüthig und inständig anzuflehen. || Und weil Wir seine Stelle, obwohl unverdient, hier auf Erden vertreten, deshalb harren Wir auf die Rückkehr der irrenden Söhne zur katholischen Kirche mit offenen Armen, um sie in das Haus des himmlischen Vaters mit innigster Liebe aufzunehmen und mit seinen unerschöpflichen Schätzen bereichern zu können. Denn von dieser so ersehnten Rückkehr zur Wahrheit und Gemeinschaft mit der katholischen Kirche ist nicht allein das Heil der Einzelnen, sondern auch der gesammten christlichen Gesellschaft in höchstem Grade bedingt, und die ganze Welt kann einen wahren Frieden nicht erlangen, wenn nicht ein Schafstall und ein Hirt wird. || Gegeben zu Rom, beim hl. Petrus am 13. September 1868. Unseres Pontificates im 23. Jahre.

Nr. 4858 (123). Röm. Curie. 13. Sept. 1868.

Pius P. P. IX.

Nr. 4859. (124.)

PREUSSEN. — Circularschreiben des Ev. Oberkirchenrathes an alle Consistorien aus Anlass des apostol. Sendschreibens vom 13. Sept. 1868. — Zurückweisung der Aufforderung in den Schooss der katholischen Kirche zurückzukehren.

Nr. 4859 (124). Preussen. 9. Oct. 1868.

In einem offenen Sendschreiben vom 13. v. Mts. hat das Haupt der römisch-katholischen Kirche eine Ansprache an alle Protestanten, also auch an die Mitglieder unserer evangelischen Landeskirche, gerichtet. || Wenn dieses Schreiben neben ungerechten Beschuldigungen in manchen seiner Worte Achtung und Wohlwollen gegen die Protestanten in beweglicher Sprache ausdrückt, so wollen wir hierüber uns aufrichtig freuen und möchten gerne darin eine Bürgschaft für ein immer freundlicheres und friedlicheres Verhältniss beider Confessionen in der Zukunft erblicken, zum Heil für den Staat und das bürgerliche Leben, zum Gewinn für die Wirksamkeit und den Sieg der christlichen Wahrheit. Ein jeder wahrhaft evangelische Christ erkennt die

Nr. 4859 (124). Preussen. 9. Oct. 1868.

Pflicht herzlicher Christenliebe gegen andere Confessionen an und beklagt auch seinerseits die kirchliche Trennung, zumal unter Gliedern desselben gemeinsamen Vaterlandes. || Aber da in gedachtem Schreiben das Haupt einer anderen Kirche zugleich die Aufforderung an die Glieder der unserigen richtet und zwar in der angeblichen Autorität auch ihres Oberhirten, ihren theueren, auf das unantastbare Wort Gottes gegründeten, mit dem Blute seiner Bekenner besiegelten Glauben zu verlassen und von der in der gesegneten Reformation der Kirche wiedergewonnenen Wahrheit und evangelischen Freiheit abzufallen, ein Entgegenkommen auf dem Boden der evangelischen Wahrheit jedoch auch jetzt nicht in Aussicht nimmt, so weisen wir ein solches Vorgehen als einen unberechtigten Uebergriff in unsere Kirche entschieden zurück, wobei wir uns bewusst sind, mit allen Evangelischen zusammenzustimmen. Einer Mahnung an die Glieder unserer Kirche, dieser Stimme nicht zu folgen, wird es nun zwar nicht bedürfen; wohl aber ziemt es uns, gegenüber diesen Ansprüchen um so mehr, so vieler unserer Glaubensgenossen, die inmitten römisch-katholischer Umgebung manchen Versuchungen zur Untreue gegen das evangelische Bekenntniss preisgegeben sind, zu gedenken und die Mittel zu beschaffen, um ihnen den Segen der Predigt des unwandelbaren Wortes Gottes, die stiftungsgemässe Verwaltung der Sacramente, die evangelische Schule und Seelsorge zu bringen, wie das der Zweck der in den nächsten Tagen und Wochen abzuhaltenden Collecten für die dringendsten Nothstände unserer Kirche und für die Gustav-Adolph-Stiftung ist. Darum lasset uns, friedsamen Geistes voll, Gutes thun an Jedermann, allermeist aber an des Glaubens Genossen! || Wir fordern das Königliche Consistorium auf, die Geistlichen seines Sprengels zu einer wenn nicht wörtlichen, so doch dem Vorstehenden entsprechenden Eröffnung an die Gemeinden aus Veranlassung jener Collecten am Tage der Einsammlung der Kirchen-Collecte oder an einem der nächstfolgenden Sonntage anzuweisen. || Evangelischer Ober-Kirchen-Rath.

Aehnlich lauteten die ablehnenden Erklärungen des 15. deutsch-evangelischen Kirchentages und der Wormser Protestantenversammlung vom Sommer 1869, sowie das Rundschreiben des französischen Zweiges der evangelischen Allianz und das höflich ablehnende Schreiben der Professoren von Gröningen. (S. Friedberg l. c. p. 76 ff.) Ausserdem erliessen ungarische Lutheraner und nordamerikanische Presbyterianer Proteste gegen die päpstliche Aufforderung. (S. erstere in der Allg. Kirchenzeitung. Jahrg. 1869.) Nur der anglicanische Bischof Dr. Cumming machte Miene auf die Einladung einzugehen, und erkundigte sich, nachdem er von dem Erzbischof Manning von Westminster an den Papst gewiesen worden war, in einem offenen Schreiben, ob den Protestanten beim Concil die freie Discussion der Gründe ihrer Trennung von der katholischen Kirche gestattet werden würde. Der Papst antwortete ihm in einem an Manning gerichteten Breve vom 4. Sept. 1869 unter Hinweisung auf die katholische Lehre von der Unfehlbarkeit der Kirche und dem Primat, als dem Angelpunkte der katholischen Wahrheit, dass auf dem Concil „eine Vertheidigung der bereits verurtheilten Irrthümer nicht Platz greifen könne.“ Und in einem an dieselbe

Adresse gerichteten Breve vom 30. Oct. 1869 wird mitgetheilt, dass, wenn auch die Meinungen der Protestanten auf dem Concil selbst nicht erörtert werden könnten, diese doch Männer finden würden, „welche der göttlichen Dinge kundig und von Uns selbst dazu ausersehen sind, bei denen sie mit vollem Zutrauen ihre Meinungen aussprechen und die Beweisgründe geltend machen können.“ (S. Friedberg l. c. Urk. XIII und XIV.)

Nr. 4859 (124). Preussen. 9. Oct. 1868.

Nr. 4860. (125.)

RÖMISCHE CURIE. Instruction für die Consultoren der kirchlich-politischen Commission.

Lat. Orig. Cecconi l. c. Urk. LXIII.

Nr. 4860 (125). Röm. Curie. Jan. 1869.

Was über die Beziehungen zwischen der Kirche und der bürgerlichen Gesellschaft (dem Staate) für das ökumenische Concil vorzubereiten ist, das kann füglich in 3 Partien getheilt werden. Die Grundlagen dieser Eintheilung werden jene 3 allbekannten Hauptzweige aller kirchlichen Angelegenheiten bilden, nämlich das Magisterium, das Ministerium und das Regimen, welche schon der von Sr. Eminenz dem Präfekten ausgearbeitete und den H.H. Consultoren vorgelegte Entwurf ausweiset. Die Grundprincipien aber finden sich in dem, was von der dogmatischen Commission über die Beziehungen zwischen der Kirche und der bürgerlichen Gesellschaft ausgearbeitet wird. ‖ Zuerst ist der gegenwärtige Stand der Kirche nach jenen 3 Richtungen in Bezug auf ihre Stellung zur weltlichen Gewalt darzulegen. So wird z. B. im ersten Theile vom Lehramte zu handeln, und zu erörtern sein, in wie weit desselben göttlich Recht und Pflicht von der weltlichen Gewalt in unserer Zeit anerkannt wird oder nicht, welche Uebergriffe von dieser Macht, sei es mit offener Gewalt, sei es mit Zuhilfenahme der gesetzlichen Autorität, verübt worden sind, sowie auch welche Fragen sich aufdrängen über die Erhaltung und Wiedererlangung dieser Rechte der Kirche u. s. w. ‖ Diese Darlegung soll nicht nur mit der grössten Sorgfalt und Gewissenhaftigkeit auf die Einzelnheiten eingehen, sondern sie soll nach Möglichkeit auf alle Nationen und Gebiete, in welchen die katholische Kirche besteht, und auf ihre Gesetzgebungen und Einrichtungen sich erstrecken. Vorzüglich sollen alle falschen Principien aufgedeckt werden, aus denen die der Freiheit der Kirche feindlichen Gesetze, Verordnungen und alle besonderen Ungerechtigkeiten gegen dieselbe wie aus einer Quelle fliessen, und zugleich sollen die Gründe und Beweise, namentlich die sich in den öffentlichen Acten finden, beigefügt werden. ‖ Bei allem dem soll die Darlegung bündig sein und nicht zu weitläufig, damit die Häufung des Stoffes der Klarheit der Beweisführung nicht mehr schade als nütze. Alle einzelnen Abschnitte der Darstellung sind aus dem obgenannten Entwurfe zu

Nr. 4860 (125). Röm. Curie. Jan. 1869.

entnehmen, in welchem alle hieher gehörigen Punkte sorgfältig zusammengestellt zu finden sind. || Weiter aber ist die Erörterung anzustellen über das, was geeignet und zweckmässig erscheinen dürfte, um in den einzelnen Decreten des ökumenischen Concils behandelt zu werden. Und dabei wird so vorzugehen sein. Der Consultor soll nach Rücksprache mit einem oder dem anderen Collegen, wenn er es für zweckdienlich erachtet, in seinem Berichte: || 1) vortragen das, was über dieses specielle Thema schon vom heil. Stuhle oder sonst verordnet worden ist; || 2) sprechen über die Nothwendigkeit oder Zweckmässigkeit der Abfassung eines Decretes; || 3) angeben, was im Decrete ausdrücklich zu sagen und was besser zu verschweigen ist; auch lege er die Gründe hiefür in Kürze dar; || 4) den Text des Decretes selbst schon vollständig fertig vorlegen; endlich || 5) den Sinn der einzelnen Vorschläge des Decretes, ja sogar auch der Worte, soweit ihm das als nöthig oder nützlich erscheint, erklären. || Bei dieser seiner Arbeit bediene sich der Verfasser einer möglichst klaren und zugleich kurzen Ausdrucksweise, und wenn z. B. manchmal die Erzählung dessen, was in irgend einer Provinz gegen die Rechte der Kirche begangen worden ist, oder die Anführung der staatlichen oder kirchlichen Gesetze oder die Darlegung der Gründe eine weitläufigere Darstellung zu verlangen scheinen, so gebe er das alles in einem Anhange bei. || Die in dieser Weise zu behandelnden Abschnitte dürften folgende sein: || I. Aus dem Capitel Magisterium: || 1) Von der freien Veröffentlichung der Constitutionen, Decrete und Instructionen, welche entweder vom Papste oder von den Bischöfen in Betreff der Lehre ergehen. || 2) Von der Freiheit in der Verkündigung des Wortes Gottes und im religiösen Unterricht. || 3) Ueber die Volks- oder niederen Schulen. || 4) Ueber die Collegien und Gymnasien. || 5) Ueber die technischen und Gewerbsschulen. || 6) Ueber die Universitäten. || 7) Ueber die Priester und andere Cleriker, welche irgend ein Amt in Schulen, die von der Regierung abhängen, bekleiden. || 8) Ueber den Unterricht und die Bildung der Cleriker. || II. Aus dem Capitel Ministerium: || 1) Von der freien Uebung des Cultus, sowohl innerhalb als ausserhalb der heiligen Gebäude. || 2) Von der Haltung der Feste. || 3) Von der Spendung der Sacramente. || 4) Von der Sorge für die Soldaten und die Eingekerkerten. || 5) Ueber den religiösen Verkehr mit Häretikern. || 6) Von der Aufnahme Andersgläubiger in die Kirche, insofern die Staatsgesetze der Freiheit der Kirche hinderlich sind. || 7) Von Beerdigung und Friedhöfen. || III. Aus dem Capitel Regimen: || 1) Ueber den Anspruch der Kirche auf die Freiheit, Gesetze zu geben, zu veröffentlichen und zu handhaben, wie auch || 2) Ueber Errichtung und Einrichtung kirchlicher Tribunale. || 3) Ueber Vollstreckung der Rechtssprüche und Beschaffenheit der Strafe. || 4) Von der Zulassung der Jünglinge zum clerikalen Stande und den der Freiheit der Kirche feindlichen Bedingungen. || 5) Von den Rechten und Privilegien der Cleriker. || 6) Vom Antheil der Staatsgewalt bei der Nomination und Wahl der Bischöfe. || 7) Von Mitwirkung der Staatsgewalt bei der

Nomination und Wahl für Beneficien und von deren Collation und Institution. || 8) Vom Recht und der Macht der Bischöfe, Coadjutoren in ihrem Amte zu ernennen. || 9) Vom Patronatsrechte. || 10) Vom Concurse bei Ertheilung von Benefizien. || 11) Von unbeweglichem Vermögen der Kirchen und von dem Eigenthum und der Verwaltung desselben. || 12) Von frommen Stiftungen und Körperschaften. || 13) Von religiösen Orden und Körperschaften. || 14) Von Bruderschaften. || 15) Von der Ehe. || Nota. Wahrscheinlich wird über diese Materie in einer anderen Commission verhandelt werden. || 16) Von Ehegerichten, ihrer Macht, Einrichtung und der Vollstreckung ihrer Entscheidungen. || 17) Ueber die verschiedenen Beziehungen zwischen Katholiken und Andersgläubigen, soweit jene durch Staatsgesetze bestimmt sind. || 18) Ueber die verschiedenen Verträge zwischen dem apostolischen Stuhle und den Fürsten oder Staatsoberhäuptern. || 19) Von den Nuntien und Apostolischen Legaten.

Nr. 4860 (125). Röm. Curie. Jan. 1869.

Ueber die Aufgaben der kirchlich-politischen Commission äusserte sich deren Präsident, Cardinal von Reisach, in folgender Weise: „Seine Eminenz, der präsidirende Cardinal (berichtet das Protocoll der ersten Sitzung vom 17. Sept. 1867) ergriff hierauf das Wort, um den Zweck unserer Commission zu erklären, der darin bestehe, jene kirchlichen Fragen zu untersuchen und zu erörtern, bei welchen der Staat berührt erscheine, und die entweder für sich oder im Zusammenhang mit anderen Fragen auf dem bevorstehenden Concil zur Sprache kommen müssen. Zur Entwickelung seiner Gedanken übergehend, schickte dann der Herr Cardinal voraus, dass sich diese Materien in der That nicht sowohl zu Conciliarbeschlüssen eignen, und dies zwar wegen der Natur der kirchlich-politischen Angelegenheiten selbst. In diesen handele es sich im Allgemeinen darum, Vorkehrungen und Maassregeln zu treffen, wie sie durch die veränderlichen politischen Verhältnisse hervorgerufen werden, um die unveränderlichen Principien der Kirche zu wahren und deren heiligen Gesetzen, so weit erreichbar, zum Vollzug zu verhelfen. Wie jedoch viele Thatsachen in der Politik und Bestimmungen in der bürgerlichen Gesetzgebung, welche mancherlei Maassnahme und legislative Thätigkeit der Kirche betreffs verschiedener Staaten und Regierungen hervorgerufen, ihre Quelle in den irrthümlichen Principien und den verkehrten Doctrinen des modernen Staatsrechtes haben, so werfe hinwieder die Handlungsweise des heiligen Stuhles in diesen Dingen nicht geringes Licht auf solche Irrthümer und falsche Doctrinen, welche Gegenstand der Verhandlungen auf dem Concil sein dürften. Deswegen hielt Seine Eminenz dafür, dass sich die Arbeiten unserer Commission auch auf die Punkte der Doctrin zu erstrecken haben, welche in den politisch-kirchlichen Angelegenheiten der jüngsten Zeit von dem heiligen Stuhle behandelt und discutirt werden mussten. Er fügte bei, dass, wenn es auch nicht Sache unserer Commission sei, sich mit den Irrlehren und den entgegenstehenden Doctrinen der Kirche zu befassen, es dennoch sehr zweckmässig wäre, wenn man alle die Fragen der Doctrin, welche mit den politisch-kirchlichen in Beziehung stehen, zusammenstellte, sodann untersuchte, in welcher Weise sie hauptsächlich von der h. Congregation der ausserordentlichen kirchlichen Angelegenheiten aufgefasst und angewendet worden, und das Ergebniss der Untersuchung zuletzt der Commission für die dogmatischen Fragen mittheilte, damit diese ihm in ihren Arbeiten Rechnung

Nr. 4860 (125). Röm. Curio. Jan. 1869.

trage. Es unterliegt keinem Zweifel, sagte Seine Eminenz, dass das Verfahren und die Maassnahmen des heiligen Stuhles in politisch-kirchlichen Dingen nicht wenige und nicht geringe Modificationen in das gemeine Kirchenrecht eingeführt haben, welche deshalb als eine Entwickelung dieses Rechtes selbst betrachtet werden können, die nothwendiger Weise bei allen Verhandlungen des kommenden Concils über die Kirchendisciplin in Betracht zu ziehen sei. Daher sei es zweckmässig, ja nothwendig, dass alle die fraglichen Acte des heiligen Stuhles, seien es Concordate oder besondere Concessionen, Privilegien, Entscheidungen u. s. w., in ihrem Verhältnisse zu dem gemeinen canonischen Rechte studirt würden, um das Ergebniss dieser Studien der Disciplinarcommission mitzutheilen, wobei man hauptsächlich die Motive und Rücksichten zu betonen hätte, wodurch sich der heilige Stuhl bei solchen Modificationen leiten liess. Endlich werde es auch sehr nützlich sein, gewisse allgemeine Fragen zu discutiren, welche in den gegenwärtigen Verhältnissen von grosser Bedeutung sind und dazu dienen können, die Principien festzustellen, nach welchen die Kirche in den auftauchenden politisch-religiösen Angelegenheiten zu verfahren habe. So könne zum Beispiel leicht die Frage aufgeworfen werden, ob die Concordate, die Privilegien, die Concessionen u. s. w., welche in Zeiten zu Stande kamen, wo die Verhältnisse und Beziehungen der Kirche auf völlig anderen Grundsätzen beruhten, als diejenigen, welche jetzt in den Verfassungen oder Gesetzgebungen der Staaten zur Geltung gekommen sind oder allmählich kommen, aufrecht erhalten werden sollen und können; und auch die andere Frage, welches Verhalten der heilige Stuhl anzunehmen habe, wenn die Concordate von den Regierungen ohne Einwilligung des heiligen Stuhles aufgehoben werden. Nach Vorausschickung dieser Bemerkungen war der Herr Cardinal der Ansicht, dass sich die Arbeiten unserer Congregation hauptsächlich mit folgenden Punkten zu befassen haben: 1) mit den Beziehungen und Verhältnissen, welche die Kirche in den verschiedenen Staaten mit der politischen Gesellschaft oder mit den Regierungen hat; 2) mit den Modificationen, welche durch die kirchlich-politischen Acte des heiligen Stuhles in das gemeine canonische Recht eingeführt worden sind; 3) mit den besonderen Privilegien und Concessionen, welche in Betreff verschiedener Punkte der Kirchendisciplin den Regierungen eingeräumt worden sind und fortwährend bestehen. Was dann die Art und Weise des Verfahrens bei den Arbeiten anlangt, so behielt sich Seine Eminenz vor, darauf bei anderer Gelegenheit zurückzukommen.“ (S. Cecconi l. c. I. Th. 1. Bd. p. 322 ff.) — Die Arbeiten dieser Commission gediehen nicht bis zur Feststellung eines den Concilsvätern vorzulegenden Schemas (Entwurfes) über die kirchlich-politischen Fragen. — Aus der oben mitgetheilten Instruction lernen wir wenigstens die Gegenstände kennen, welche in dem Schema behandelt werden sollten. Eine den Consultoren gleichfalls mitgetheilte Arbeit des Card. v. Reisach über die Beziehungen zwischen Kirche und Staat — — deren oben Erwähnung geschieht — gelangte nicht in die Oeffentlichkeit.

Nr. 4861. (126.)

RÖMISCHE CURIE. Aus der Civiltà cattolica. — Ueber die wahrscheinliche Thätigkeit des Concils. —

Ital. Orig. Civiltà catt. ser. VII. vol. 5. p. 351.

Nr. 4861 (126). Röm. Curie. 6. Febr. 1869

Ziemlich allgemein findet man die Ueberzeugung verbreitet, dass das künftige Concil ein kurzes, etwa wie das von Chalcedon, sein werde; denn man fühlt die Schwierigheit, unter den gegenwärtigen Verhältnissen eine langdauernde Versammlung zu halten, und vor Allem erwartet man von den Bischöfen, dass sie in den Hauptfragen einig sein werden, so dass die Minorität nicht lange wird opponiren können, wie beredt sie auch sein mag . . . Was den dogmatischen Theil betrifft, so bemerkte ich schon, dass die Katholiken wünschen, das zukünftige ökumenische Concil möge die Doctrinen des Syllabus promulgiren. Auch könnte es geschehen, dass das Concil, indem es die im Syllabus in negativer Form niedergelegten Sätze in affirmativer Form und mit den nöthigen Erläuterungen verkündet, die Missverständnisse verschwinden machte, welche nicht allein in den Sphären der Gewalt, sondern auch bei einer grossen Zahl im Uebrigen gebildeter und intelligenter, aber mit dem theologischen Styl nicht vertrauter Personen, über den Syllabus bestehen. Wie dem auch sei, mit der Zeit werden die Vorurtheile entweichen, die Augen werden sich an das Licht gewöhnen und die Wahrheit, welche ja unsterblich ist, wird mit aller Macht durchdringen. Die Katholiken werden mit Freude die Verkündigung dar päpstlichen Unfehlbarkeit durch das zukünftige Concil entgegennehmen. Dadurch würde es indirect gelingen, jene berüchtigte Declaration von 1682 zunichte zu machen, ohne dass eine specielle Erörterung jener unseligen vier Artikel nöthig wäre, welche so lange Zeit hindurch die Seele des Gallicanismus bildeten. Niemand verhehlt sich jedoch, dass der Papst, aus einem Gefühle erhabener Zurückhaltung, nicht selbst die Initiative zu einem Vorschlage wird ergreifen wollen, der sich unmittelbar auf ihn zu beziehen scheint. Aber man hofft, dass die einstimmige Kundgebung des heiligen Geistes durch den Mund der Väter des ökumenischen Concils die Unfehlbarkeit des Papstes per acclamationem definiren werde. Endlich spricht eine grosse Anzahl von Katholiken den Wunsch aus, das kommende Concil möge den Kreis der von der Kirche der unbefleckten Jungfrau dargebrachten Huldigungen durch die Verkündigung des Dogmas ihrer glorreichen [körperlichen] Himmelfahrt schliessen.

Um das Aufsehen zu begreifen, welches diese in der Form einer Correspondenz aus Frankreich mitgetheilten Wünsche und Prophezeiungen der Civiltà cattolica hervorgerufen haben, genügt es, an das päpstliche Breve vom 12. Februar 1866 zu erinnern (Civiltà catt. ser. VI. vol. 6 p. 7 ff.), das den der Gesellschaft Jesu angehörenden Herausgebern dieses Blattes

Nr. 4861 (126). Röm. Curie. 6. Febr. 1869.

eine Sonderstellung einräumte. Uebrigens hatte die Civiltà cattolica schon im Herbste 1869 den Vorschlag gemacht, die Katholiken sollten es sich geloben, die päpstliche Unfehlbarkeit zu bekennen und zu halten usque ad effusionem sanguinis. Pius IX. belobt in eigenen Schreiben jene, die dies Gelübde abgelegt hatten. (S. bei Friedberg l. c. Urk. XVI das Schreiben vom 11. Februar 1869 an die Priester der Diöcese Adria. Daselbst Urk. LXIII auch eine Anzahl von Schreiben, welche Pius IX. im Laufe der Jahre 1869 und 1870 an Schriftsteller richtete, welche die päpstliche Unfehlbarkeit behaupteten.)

Nr. 4862. (127.)

BAIERN. Circulardepesche des Ministers des Ausw. an die königl. Missionen im Auslande. — Anregung zu einer Verständigung der weltlichen Regierungen über die dem bevorstehenden ökumenischen Concil gegenüber einzunehmende Haltung. —

München, 9. April 1869.

Nr. 4862 (127). Baiern. 9. April 1869.

Es lässt sich gegenwärtig mit Bestimmtheit annehmen, dass das von Sr. Heiligkeit dem Papste Pius IX. ausgeschriebene allgemeine Concilium, wenn nicht unvorhergesehene Ereignisse dazwischen treten, wirklich im December stattfinden wird. Ohne Zweifel wird dasselbe von einer sehr grossen Zahl von Bischöfen aus allen Welttheilen besucht und zahlreicher werden, als irgend ein früheres, und wird also auch in der öffentlichen Meinung der katholischen Welt die hohe Bedeutung und das Ansehen, welches einem ökumenischen Concilium zukommt, entschieden für sich und seine Beschlüsse in Anspruch nehmen. | Dass das Concilium sich mit reinen Glaubensfragen, mit Gegenständen der reinen Theologie beschäftigen werde, ist nicht zu vermuthen; denn derartige Fragen, welche eine conciliarische Erledigung erheischten, liegen gegenwärtig nicht vor. Die einzige dogmatische Materie, welche man, wie ich aus sicherer Quelle erfahre, in Rom durch das Concilium entschieden sehen möchte, und für welche gegenwärtig die Jesuiten in Italien wie in Deutschland und anderwärts agitiren, ist die Frage von der Unfehlbarkeit des Papstes. Diese aber reicht weit über das rein religiöse Gebiet hinaus und ist hochpolitischer Natur, da hiermit auch die Gewalt der Päpste über alle Fürsten und Völker (auch die getrennten) in weltlichen Dingen entschieden und zum Glaubenssatz erhoben wäre. Ist nun schon diese höchst wichtige und folgenreiche Frage ganz geeignet, die Aufmerksamkeit aller Regierungen, welche katholische Unterthanen haben, auf das Concil zu lenken, so muss ihr Interesse, richtiger ihre Besorgniss, sich noch steigern, wenn sie die bereits im Gange befindlichen Vorarbeiten und die Gliederung der für diese in Rom gebildeten Ausschüsse ins Auge fassen. Unter diesen Ausschüssen ist nämlich einer, welcher sich bloss mit den staatskirchlichen Materien zu befassen hat.

Nr. 4862 (127). Baiern. 9. April 1869.

Es ist also ohne Zweifel die bestimmte Absicht des römischen Hofes, durch das Concilium wenigstens einige Beschlüsse über kirchlich-politische Materien oder Fragen gemischter Natur feststellen zu lassen. Hierzu kommt, dass die von den römischen Jesuiten herausgegebene Zeitschrift, die „Civiltà cattolica", welcher Pius IX. in einem eigenen Breve die Bedeutung eines officiösen Organs der römischen Curie zugesprochen, es erst kürzlich als eine dem Concilium zugedachte Aufgabe bezeichnet hat, die Verdammungsurtheile des päpstlichen Syllabus vom 8. December 1864 in positive Beschlüsse oder conciliarische Decrete zu verwandeln. Da diese Artikel des Syllabus gegen mehrere wichtige Axiome des Staatslebens, wie es sich bei allen Kulturvölkern gestaltet hat, gerichtet sind, so entsteht für die Regierungen die ernste Frage, ob und in welcher Form sie theils die ihnen untergebenen Bischöfe, theils später das Concil selbst hinzuweisen hätten auf die bedenklichen Folgen, welche eine solche berechnete und principielle Zerrüttung der bisherigen Beziehungen von Staat und Kirche herbeiführen müsste. Es entsteht ferner die Frage, ob es nicht zweckmässig erscheine, dass die Regierungen gemeinschaftlich, etwa durch ihre in Rom befindlichen Vertreter, eine Verwahrung oder Protestation gegen solche Beschlüsse einlegten, welche einseitig, ohne Zuziehung der Vertreter der Staatsgewalt, ohne jede vorhergehende Mittheilung über staatskirchliche Fragen oder Gegenstände gemischter Natur von dem Concilium gefasst werden möchten. || Es erscheint mir unumgänglich nöthig, dass die betheiligten Regierungen gegenseitiges Einverständniss über diese ernste Angelegenheit zu erzielen versuchen. Ich habe bisher gewartet, ob nicht von der einen oder anderen Seite eine Anregung ausgehen werde; nachdem dies aber nicht geschehen und die Zeit drängt, sehe ich mich veranlasst, Ew. . . . zu beauftragen, vorstehende Angelegenheit bei der Regierung, bei welcher Sie beglaubigt sind, zur Sprache zu bringen, um über deren Gesinnungen und Anschauungen bezüglich dieser wichtigen Sache Erkundigung einzuziehen. || Ew. . . . wollen dabei der Erwägung vorgedachter Regierung die Frage unterstellen, ob nicht eine gemeinsame, wenn auch nicht collective Maassnahme der europäischen Staaten in einer mehr oder minder identischen Form zu ergreifen wäre, um den römischen Hof über die dem Concil gegenüber von ihnen einzunehmende Haltung im Voraus nicht im Ungewissen zu lassen, und ob nicht etwa eine Conferenz von Vertretern sämmtlicher betheiligten Regierungen als das geeignetste Mittel erachtet werden könnte, jene gemeinsame Haltung einer eingehenden Berathung zu unterziehen. || Ew. . . . wollen, wenn es gewünscht wird, Abschrift dieser Depesche in den Händen des Herrn Ministers der auswärtigen Angelegenheiten zurücklassen und über die Aufnahme, welche dieselbe gefunden hat, baldigst berichten. || Ich ergreife etc.

gez. Fürst von Hohenlohe.

Nr. 4863. (128.)

BAIERN. Fragen, welche von der baierischen Regierung aus Anlass des bevorstehenden Concils den katholischen Universitäten zu München und Würzburg zur Beantwortung vorgelegt worden sind.

Nr. 4863 (128). Baiern. April 1869.

1. Wenn die Sätze des Syllabus und die päpstliche Unfehlbarkeit auf dem nächsten Concilium zu Glaubenswahrheiten erhoben werden, welche Veränderungen würden hierdurch in der Lehre von den Beziehungen zwischen Staat und Kirche, wie sie bisher in Deutschland praktisch und theoretisch gehandhabt wird, herbeigeführt? || 2. Würden in dem vorausgesetzten Falle die öffentlichen Lehrer der Dogmatik und des Kirchenrechts sich verpflichtet erachten, die Lehre von der göttlich angeordneten Herrschaft des Papstes über die Monarchen und Regierungen (sei es als potestas directa oder indirecta in temporalia) als jeden Christen im Gewissen verpflichtend zu Grunde zu legen? || 3. Würden die Lehrer der Dogmatik und des Kirchenrechts sofort sich verpflichtet erachten, die Lehre, dass die persönlichen und realen Immunitäten des Clerus juris divini seien, also auch zum Gebiete der Glaubenslehre gehören, — in ihre Vorträge und Schriften aufzunehmen? || 4. Giebt es allgemein anerkannte Kriterien, nach welchen sich mit Sicherheit bestimmen lässt. ob ein päpstlicher Ausspruch ex cathedra, also nach der eventuell festzustellenden Conciliumsdoctrin, unfehlbar und für jeden Christen im Gewissen verpflichtend sei — und wenn es solche Kriterien giebt, welches sind dieselben? || 5. In wie weit dürften die angestrebten neuen Dogmen und ihre nothwendigen Consequenzen auch einen alterirenden Einfluss auf den Volksunterricht in Kirche und Schule und auf die populären Lehrbücher (Katechismus u. s. w.) ausüben?

Diese Fragen beantwortete die theologische Facultät der Würzburger und Münchener Universität und die juridische der letzteren in ausführlichen Gutachten. Während sich die Würzburger Theologen einstimmig und mit aller Entschiedenheit für die nothwendige Unterwerfung unter die Concilsbeschlüsse und für eventuelle Anerkennung der päpstlichen Unfehlbarkeit durch den Staat, die für ihn übrigens ungefährlich sei, aussprachen, trat unter den Theologen der Münchener Facultät ein Zwiespalt der Meinungen hervor. Die Majorität erklärte, durch die Dogmatisirung des Syllabus „würden allerdings möglicherweise einige nicht unerhebliche Alterationen in dem bisherigen Verhältnisse zwischen Kirche und Staat eintreten“; doch erwarte sie von der Weisheit des Concils, „dass es nach Maassgabe der bestehenden Rechtsverhältnisse derjenigen Staaten und Länder, aus denen Bischöfe zu dem Concilium kommen, in jener Form, welche es den Sätzen des Syllabus zu geben beschliessen wird, Vorsehung zu treffen vermag, dass nicht unnothwendige und unabwendbare Conflicte zwischen diesen seinen Decreten und dem Gewissen der Katholiken einerseits und andererseits den zu Recht bestehenden Verfassungen und Gesetzen der bürgerlichen Gesellschaft herbei-

geführt werden". Bezüglich der Dogmatisirung der päpstlichen Unfehlbarkeit spricht sie die Ansicht aus, „dass mit der päpstlichen Unfehlbarkeit auch diese päpstliche Gewalt über das Weltliche als Kirchenlehre, was bisher nicht war, eingeführt werden würde, im Falle jene durch das Concilium uneingeschränkt ausgesprochen wird. Inwiefern aber dadurch eine Aenderung in den Beziehungen des päpstlichen Stuhles zu den einzelnen Staaten eintreten würde, entzieht sich, da es grossentheils von den Persönlichkeiten abhängt, einer näheren Erörterung." Doch glaube sie, „dass wenn wirklich auf der Kirchenversammlung in Rom ein Decret über die päpstliche Unfehlbarkeit zu Stande gebracht würde, wohl zugleich auch der Begriff der Entscheidung ex cathedra — definirt werden müsste, da sonst immer wieder Unsicherheit und Anlass zu Streit fortbestände;" denn „bei den Theologen, welche jetzt schon die fragliche Lehre behaupten, finden sich etwa zwanzig verschiedene Hypothesen über die Bedingungen, welche zu einer Entscheidung ex cathedra erforderlich sein sollen." (Friedberg l. c. Urk. XXIII.) — Die Minorität der Münchener theologischen Facultät erklärte, es ergebe sich aus der Einzelbeantwortung der gestellten Fragen „als dogmatisches Gesammtresultat, dass eine von Seiten des ökumenischen Concils etwa vorgenommene Sanctionirung des Syllabus, so wie er vorliegt, und eine von Seiten desselben vollzogene Dogmatisirung der Unfehlbarkeit des ex cathedra redenden Papstes unmittelbar als solche den zwischen Staat und Kirche bestehenden Status quo nicht verändern würde und die Lehre von einer göttlich angeordneten Herrschaft des Papstes über die Monarchen und Regierungen nicht als eine jeden Christen im Gewissen bindende Lehre mit sich bringen würde, und eben so wenig die weitere Lehre von einem göttlichen Ursprung der persönlichen und realen Immunitäten des Clerus nicht bloss im Allgemeinen, sondern auch im Einzelnen, und rein als solche auch auf den Volksunterricht keine umgestaltenden Einflüsse ausüben würde, soweit die Beziehungen der Kirche zum Staate in Frage kommen." (S. Friedberg l. c. Urk. XXXIII.) — Das Gutachten der Münchener Juristen-Facultät s. w. u.

Nr. 4863 (128). Baiern. April 1869.

Nr. 4864. (129.)

OESTERREICH. Depesche des Ministers des Auswärtigen an den k. k. Gesandten (Grafen Ingelheim) in München. — Antwort auf die Circulardepesche des baier. Min. des Ausw. Fürsten v. Hohenlohe vom 9. April 1869. —

Wien, 15. Mai 1869.

Nr. 4864 (129). Oesterreich. 15. Mai 1869.

Der königlich bayerische Gesandte Herr Graf von Bray hat mir von einer Depesche Kenntniss gegeben, welche seine hohe Regierung an ihn gerichtet hat, um die Frage bei uns in Anregung zu bringen, welche Haltung die europäischen Regierungen gegenüber dem nach Rom einberufenen ökumenischen Concil anzunehmen haben werden. Graf Bray hat diese Depesche mir in Händen gelassen, und ich übersende Euer Excellenz im Anschlusse eine Abschrift derselben zu persönlicher Kenntnissnahme. || Unter Berufung

Nr. 4864 (129). Oesterreich. 15. Mai 1869.

auf die ihr zugekommenen Nachrichten über die Vorbereitungen zu der bevorstehenden Kirchenversammlung und über vermuthete Absichten des römischen Hofes richtet die königlich baierische Regierung an uns — wie ohne Zweifel auch an andere Cabinete — die Anfrage, ob nicht zum Schutze der modernen Staatsprincipien vorbeugende Maassregeln, wie z. B. Abmahnungen an die Bischöfe einzelner Länder oder Protestationen in Rom, in's Auge zu fassen seien, und ob es nicht für angezeigt gehalten werde, ein Einverständniss über derartige, wenn nicht collective, doch möglichst identische Schritte durch gemeinsame Berathungen, vielleicht selbst durch eine Conferenz von Vertretern sämmtlicher betheiligten Regierungen herbeizuführen. ‖ Ich habe diese Mittheilung, wie die hohe Wichtigkeit ihres Gegenstandes es erheischt, der aufmerksamsten Erwägung unterzogen und mich zugleich für verpflichtet gehalten, vor Beantwortung der von dem Herrn Fürsten von Hohenlohe angeregten weittragenden Fragen mich vertraulich sowohl mit dem k. k. österreichischen wie mit dem k. ungarischen Ministerium zu berathen. ‖ Im vollen Einverständnisse mit den Ministerien beider Reichshälften und mit allerhöchster Ermächtigung Sr. Majestät des Kaisers und Königs habe ich nunmehr die Ehre, durch Ew. Excellenz gefällige Vermittelung dem Münchener Cabinete in Erwiederung auf seine Anfrage die nachstehenden Bemerkungen mitzutheilen. ‖ Eine Regierung, welche, wie die österreichisch-ungarische, die Freiheit der verschiedenen Religionsbekenntnisse innerhalb der freiheitlich constituirten bürgerlichen Gesellschaft zum leitenden Grundsatze erhoben hat, würde nach unserer Auffassung die volle Consequenz ihres Princips nicht festhalten, wenn sie einem in der Verfassung der katholischen Kirche begründeten Vorgange, wie es die Einberufung eines allgemeinen Concils ist, ein System präventiver einschränkender Maassnahmen gegenüberstellen wollte. Es wird, was diesen principiellen Ausgangspunkt für unsere Betrachtung betrifft, zugleich darauf hingewiesen werden dürfen, dass, soviel bis jetzt bekannt, keine derjenigen Mächte, von denen der Grundsatz der Unabhängigkeit der Kirche am vollständigsten anerkannt und in deren Bereich er am tiefsten in das öffentliche Bewusstsein eingedrungen ist, Besorgnisse über mögliche Beschlüsse des künftigen Concils an den Tag gelegt oder sich bereits mit dem Gedanken an abwehrende Gegenmaassregeln beschäftigt hat. ‖ Steht es nun aber als allgemeine Regel fest, dass den anerkannten Religionsgesellschaften in ihren inneren Lebensäusserungen, so lange diese nicht mit dem staatlichen Standpunkte collidiren, die vollste Freiheit gelassen werden müsse, so hat die kaiserliche und königliche Regierung in der Sachlage, wie sie sich bis heute darstellt, keine genügenden Motive des Rechts oder der Opportunität zu erblicken vermocht, um schon jetzt dem an sich so beachtungswerthen Vorschlage der königlich baierischen Regierung Folge zu geben. ‖ Ueber den Verlauf des Concils können nämlich dermalen nur Vermuthungen, mehr oder weniger wahrscheinliche, aufgestellt werden. Nicht einmal über das Programm der Berathungsgegenstände des Concils sind andere officielle

Aufschlüsse, als die übersichtlichen Andeutungen der päpstlichen Einberufungsbulle vorhanden. Das Gebiet der wirklich rein dogmatischen Fragen wird ohnehin Niemand dem allgemeinen Kirchenrathe streitig machen wollen. Was aber die staatskirchlichen Angelegenheiten, sowie diejenigen Materien betrifft, welche mit der Confession zugleich das bürgerliche Recht berühren, so lässt sich heute schwerlich schon ein Urtheil darüber gewinnen, ob die Gefahr vorhanden sei, dass die in diesem Bereiche seither hervorgetretenen Gegensätze durch die Verhandlungen und Beschlüsse des Concils noch geschärft und zu grösserer Gefährlichkeit für die Ruhe der Staaten gesteigert werden könnten. Wir können das Vorhandensein einer solchen Gefahr weder bestätigen, noch in Abrede stellen. Doch dürfte im Allgemeinen kaum vorauszusetzen sein, dass die Bischöfe der katholischen Welt, die der grossen Mehrzahl nach in Ländern mit vollkommen säcularisirter Gesetzgebung leben und wirken müssen, nicht eine genaue Kenntniss der praktischen Nothwendigkeiten unseres Zeitalters nach Rom mitbringen sollten. Und wenn die Erwartung berechtigt ist, dass es dem Zwecke der Erhaltung des Friedens zwischen Staat und Kirche an Wortführern unter den Prälaten des Concils nicht fehlen werde, so liegt es vielleicht nicht im Interesse der Regierungen, diese Stimmen als von Staatswegen patronisirt erscheinen zu lassen und dadurch in ihrer Autorität zu beeinträchtigen. Es lässt sich ferner dermalen noch nicht erkennen, wie die päpstliche Curie, welche in der jetzigen Weltlage die Präcedentien früherer Jahrhunderte in Bezug auf die Theilnahme der weltlichen Fürsten an den Concilien nicht wird erneuern können, noch wollen, gegenüber den Regierungen hinsichtlich derjenigen Verhandlungsgegenstände sich zu verhalten gedenkt, in welchen die Beschlüsse des Concils nicht ohne staatliche Anerkennung zur Ausführung gelangen könnten. Nach unserer Auffassung sind aber die Regierungen vollkommen in der Lage, die in dieser Richtung etwa erforderlich werdenden Schritte des Kirchenregiments abzuwarten. || Würde demnächst das versammelte Concil sich wirklich anschicken, in die Rechtssphäre der Staatsgewalt überzugreifen, oder würden sich bestimmte Indicien für eine derartige Absicht in authentischer Weise herausstellen, dann wäre auch nach der Ansicht der kaiserlichen und königlichen Regierung der Fall sicher nicht auszuschliessen, dass neben den abwehrenden und abmahnenden Schritten der einzelnen Staaten auch gemeinsame Berathungen der Cabinete zum Zwecke übereinstimmender Wahrung der Staatshoheitsrechte sich als nöthig oder nützlich erweisen könnten. Dagegen vermögen wir nicht dafür zu stimmen, dass der blossen Präsumption möglicher Eingriffe in diese Rechte die Thatsache einer diplomatischen Conferenz entgegengestellt und dadurch — abgesehen von der erhöhten Schwierigkeit, auf so unsicherem Grunde zu festen Einverständnissen zu gelangen — vielleicht der Schein einer beabsichtigten Controle und Beschränkung der Freiheit der katholischen Kirche hervorgerufen und die Spannung der Gemüther ohne Noth vermehrt werden könnte. || Die hier dargelegte Auffassung hat übrigens die

Nr. 4864 (129). Oesterreich. 15. Mai 1869.

k. k. Regierung nicht abhalten können, die von dem kgl. baierischen Cabinete ausgegangene Anregung zu einem Meinungsaustausche über diese bedeutungsvolle Angelegenheit in ihrem ganzen Werthe anzuerkennen. Wir fühlen uns dem Herrn Fürsten von Hohenlohe für die Mittheilung seiner Ansicht und für den uns dadurch gebotenen Anlass, unser Verhältniss zur Sache darzulegen, aufrichtig verpflichtet, und Ew. Excellenz wollen es übernehmen, dieser Gesinnung bei Seiner Durchlaucht den wärmsten Ausdruck zu verleihen. Eine Abschrift des gegenwärtigen Erlasses sind Sie ermächtigt dem Herrn Ministerpräsidenten, falls es gewünscht wird, zur Verfügung zu stellen. || Empfangen etc. v. Beust.

Der Vorschlag des Fürsten Hohenlohe, sich über eine gemeinsame Haltung gegenüber dem Concil zu verständigen, fand bei den Regierungen keinen Anklang und wurde fallen gelassen. — Preussen erklärte, es freue sich zwar über die durch einen katholischen Staat geschehene Anregung, halte jedoch präventive Maassregeln für nicht opportun und zeitgemäss. — Oesterreich lehnte ab, unter Hinweis auf die Unverträglichkeit präventiver Maassregeln mit der Religionsfreiheit Oesterreich-Ungarns. [S. Nr. 4864 (129).] — Die italienische Regierung sprach sich in der Circulardepesche vom 30. April dahin aus, dass sie ein Einverständniss der Regierungen bezüglich der zu besorgenden kirchlichen Uebergriffe für nöthig und eine feierliche Declaration der Rechte des Staates für wünschenswerth halte. — Sie scheint jedoch diese Ideen, auf deren Unterstützung durch das Parlament sie nicht rechnen konnte, wieder bald aufgegeben zu haben. [S. Nr. 4869 und 4870 (134 und 135).] — Belgien lehnte jedes Eingehen auf die Vorschläge Hohenlohe's ab, da der von der Kirche getrennte Staat durch das Concil nicht berührt werde. — Der Schweizer Bundesrath erklärte, die Grundsätze der baierischen Depesche zu theilen, erachtete aber gleichfalls präventive Maassregeln für ungeeignet. [S. Nr. 4879 (144).] — Frankreich erklärte in der Circulardepesche vom 8. Sept. 1869 sich jeder directen Einflussnahme auf das Concil enthalten zu wollen. [S. Nr. 4867 (133).] — England, welches seiner Zeit den Katholiken die Gleichberechtigung erst zugestanden hatte, nachdem diese die Unfehlbarkeit des Papstes für keine Glaubenswahrheit der katholischen Kirche erklärt hatten, glaubte die Entwicklung der Dinge ruhig abwarten zu können (s. diese Erklärung bei Friedberg l. c. Urk. XXX). — Russland verbot seinen römisch-katholischen Bischöfen den Besuch des Concils.

Nr. 4865. (130.)

DEUTSCHLAND. Coblenzer Katholiken-Adresse, dem Bischof von Trier aus Anlass des bevorstehenden Concils überreicht.

Nr. 4865 (130). Deutschland. Juni 1869.

Hochwürdigster Herr!

Ew. Bischöflichen Gnaden als unserem geistlichen Hirten und Bischofe nahen wir, die unterzeichneten Gläubigen der Diöcese Trier, in einer hoch-

wichtigen, ernsten, unsere h. Kirche und damit unsere tiefsten Lebensinteressen unmittelbar berührenden Sache, von unserem Gewissen gedrungen, eine ehrfurchtsvolle, offene und freimüthige Erklärung vor Ihnen und vor der ganzen Kirche abzugeben. || Hochwürdigster Herr! In Ihrem diesjährigen Fastenhirtenbriefe, in welchem Sie die Gläubigen auf die Bedeutung des bevorstehenden allgemeinen Concils hinwiesen, erwähnten Sie, dass in einem allgemeinen Concil zwar nur die Bischöfe als die Nachfolger der Apostel entscheidendes Stimmrecht haben, dass aber nicht bloss ihre, sondern aller Glieder der Kirche Erfahrung und Einsicht dort gehört und beachtet werde, dass nicht nur Priester, auch Laien, selbst in wichtigen Fragen Einfluss auf die Beschlüsse der Concilien zu üben berufen sein könnten. In der That sehen wir demgemäss auch heute eine Anzahl von Gläubigen, deren lauteste Stimmführer nicht Bischöfe, sondern Ordensmänner und Laien sind, eifrigst bemüht, der Wirksamkeit des künftigen Concils gleichsam eine bestimmte Richtung anzuweisen, und hören, wie sie, ihre Wünsche und Lieblingsmeinungen mit dem Glauben und den Bedürfnissen der Kirche verwechselnd, alle diejenigen im Gegensatze zu den „eigentlichen“ für „liberale“ Katholiken erklären, welche ihre Lehrsätze als Dogmen anzuerkennen und ihre Bestrebungen als heilbringend zu betrachten ausser Stande sind. Diese Gläubigen haben im Mittelpunkte der Kirche, in Rom selbst, ein Pressorgan, die Civiltà cattolica, in welchem sie vor Kurzem in Form einer Correspondenz aus Frankreich folgende, auch in einer Zeitschrift deutscher Ordensmänner reproducirte, durch spätere Erklärungen nicht wesentlich abgeschwächte Sätze veröffentlichten [s. dieselben Nr. 4861 (126)]. Hochwürdigster Herr! Wären das Aeusserungen irgend einer beliebigen, vereinzelten, durch keinerlei Gunstbezeigungen von Seiten einer kirchlichen Autorität aufgemunterten katholischen Zeitung, wir dürften wohl schwerlich uns veranlasst gesehen haben, aus unserer Zurückhaltung hervorzutreten. Nun aber ist es nicht unbekannt, dass jene Gläubigen mit der Zuneigung kirchlicher Autoritäten und des h. Stuhles selbst sich schmeicheln, und hat es den Anschein, als ob ein grosser Orden mit der ganzen Wucht einheitlicher Organisation nach denselben Zielen dränge; es wäre demnach leicht erklärlich, wenn ein so planmässiges und energisches, die allgemeinste Zustimmung beanspruchendes Vorgehen, falls es von keiner Seite offenen Widerspruch erfahren sollte, über die Gesinnungen der Katholiken bedeutende, unter den gegenwärtigen Umständen doppelt beklagenswerthe Irrthümer veranlasste. Angesichts einer solchen Lage aber dürfen und können auch wir nicht im Schweigen verharren, die wir nicht minder treue, gläubige und für das Wohl unserer gemeinsamen Mutter ohne Rückhalt begeisterte Kinder der Kirche zu sein bestrebt sind, als jene; wir müssen vielmehr unsere Stimme erheben und vor Ihnen, unserem Bischofe, es laut aussprechen: Wir theilen jene Ansichten, Hoffnungen und Wünsche der sogenannten eigentlichen Katholiken nicht, verwahren uns vielmehr gegen dieselben auf das entschiedenste; — uns sind im Hinblick auf die vom h. Vater

Nr. 4865 (130). Deutschland. Juni 1869.

in seiner Berufungsbulle erläuterte Bedeutung des bevorstehenden Concils Gedanken anderer Art vor die Seele getreten, die Ew. Bischöflichen Gnaden in Kürze darzulegen uns vergönnt sein möge. || Ueberschauen wir die Verhältnisse, unter denen das allgemeine Concil zusammenzutreten im Begriffe ist, so sehen wir in neuerer Zeit nirgendwo eine häretische, Punkte des Glaubensbekenntnisses berührende Spaltung, wie sie frühere Concilien zur Formulirung kirchlicher Lehren veranlasste, hervortreten. Der uns rings umgebende Unglaube stützt sich auf philosophische Meinungen, deren Falschheit längst durch die grossen christlichen Wahrheiten in helles Licht gesetzt ist, und eine Vereinigung mit unsern im Glauben getrennten christlichen Brüdern möchte kaum dadurch erleichtert werden, dass man die Summe der uns trennenden Glaubenssätze noch um einige neu formulirte vermehrte. || Hochwürdigster Herr! Unsere Zeit hat, wenn auch nicht in der eben bezeichneten Richtung, in der That eigenthümliche, auch von uns lebhaft gefühlte Bedürfnisse, denen gerecht zu werden die Kirche, die Allen Alles zu sein bestimmt ist, aus dem unerschöpflichen Born ihrer göttlichen Kraft die Mittel zu schöpfen vermag. In der Befreiung der Kirche von der Staatsgewalt, in der Herstellung einer selbstständigen und harmonischen Bewegung der beiden Ordnungen, in denen nach Gottes Willen das Leben der Menschheit sich entfalten soll, in der organischen Regelung der Theilnahme der Gläubigen an der Gestaltung der kirchlichen Lebensbeziehungen, in der Zurückführung der getrennten Brüder zur Kirche, in der Bewältigung des socialen Elendes, im Aufsuchen der richtigen Stellung des Clerus und des einzelnen Christen zur allgemeinen Bildung und zur Wissenschaft: an diesen das kirchliche Leben im weitesten Sinne umfassenden Aufgaben müht die Gegenwart in geistigem Ringen sich ab, und für ihre Lösung scheint sie sehnsuchtsvoll Hülfe und Beistand von dem vom göttlichen Geiste geleiteten, von der Einsicht der ganzen Kirche getragenen bevorstehenden Concil zu erwarten. || Wir verhehlen uns nicht, dass ein näheres, Einzelheiten bestimmendes Eingehen auf alle diese in dem vielgestaltigen und reichgegliederten Leben der Kirche wurzelnden Bedürfnisse einem allgemeinen Concil kaum möglich sein würde. Der Organismus der Kirche selbst wird in seinen einzelnen Theilen die Formen hervorzubringen haben, in denen die Schäden Heilung finden, die gesunden Kräfte sich in segensreicher Wirkung entfalten können. Zunächst und vor Allem würden wir es daher als sichere Bürgschaft segensreicher Entwicklung mit Freude begrüssen, wenn vom bevorstehenden Concil eine Neubelebung des grossen kirchlichen Organismus durch allgemeine Wiedereinführung jener durch Jahrhunderte erprobten regelmässigen National-, Provinzial- und Diöcesansynoden ausginge. Solche Synoden, wenn ihre Beschlüsse aus wahrhaft freier und gründlicher Berathung geschöpft und auf die Forderungen des wirklichen Lebens gerichtet waren, sind von jeher ein Quell des Heiles für die Kirche gewesen; ihr Aufhören war fast überall Beginn oder Zeichen der Erstarrung und des Hinwelkens; von ihrer Herstellung, nicht

Nr. 4865 (130). Deutschland. Juni 1869.

bloss der äusseren Form, sondern dem Geiste und Wesen nach, dürfen wir daher die Erfüllung derjenigen Wünsche hoffen, die wir in Bezug auf die kirchlichen Verhältnisse in unserm Vaterlande, so manchen betrübenden und bedenklichen Erscheinungen der Gegenwart gegenüber, Ew. Bischöflichen Gnaden an's Herz zu legen vertrauensvoll wagen werden. || Richten wir vorher noch unsere Aufmerksamkeit auf das allgemeine Verhältniss der Kirche zum Staate und zur modernen Gesellschaft überhaupt, so scheint es uns im Interesse der Freiheit und Selbstständigkeit der Kirche auf's dringendste gerathen, dass das bevorstehende Concil keinen Zweifel darüber lasse, die Kirche habe mit dem Wunsche, die theokratischen Staatsformen des Mittelalters herzustellen, vollständig gebrochen. Denn das ist es vorzüglich, was die Geister heute der Kirche entfremdet, dass man fürchtet, jene Zeiten möchten wiederkehren, wo die Staatsgewalt mit weltlichen Zwangsmitteln für die Dogmen und Gesetze eines bestimmten, auf übernatürliche Offenbarung zurückgeführten religiösen Bekenntnisses eintrat, wo demnach das Gewissen gebunden und die Würde der Religion selbst, welche ohne die von staatlichem Zwange freie Hingebung der Gläubigen nicht zu bestehen vermag, geschädigt wurde. Wir verkennen nicht, dass auch das Staatsleben eine religiöse Grundlage hat, insofern die Ordnung des Staates und die obrigkeitliche Gewalt auf der Anerkennung eines lebendigen persönlichen Gottes und des von ihm der Seele eingepflanzten Sittengesetzes beruhen; aber wir sind uns auch mit voller Ueberzeugung bewusst, dass die Sphäre des Staates, der in gleicher Weise, wie die Kirche, auf dem ihm eigenthümlichen Gebiete in voller Selbstständigkeit sich bewegt, innerhalb jener geistigen Erkenntnisse und sittlichen Gesetze beschlossen ist, welche durch die natürlichen Kräfte des Menschen erfasst werden. Gerade der Staat wird unserer Meinung nach der christlichste sein, der diese seine Schranken am gewissenhaftesten achtet und, während er der übernatürlichen Religion, der Kirche und den Confessionen, welche seine eigene religiös-sittliche Grundlage anerkennen, die freieste und selbstständigste Bewegung auf ihrem Gebiete und den Schutz ihrer Rechte sichert, seinerseits freiwillig, soweit es ohne Verletzung der Rechtsgleichheit geschehen kann, auf die religiöse Sitte des Volkes Rücksicht nimmt und die höhere Einsicht der durch das Christenthum erzogenen Bürger gern benutzt, um das natürliche Gesetz immer tiefer zu erfassen und in seinen Ordnungen immer reiner zum Ausdruck zu bringen. Auf diesem Wege wird sich eine vollkommnere Harmonie, eine fruchtbarere Wirksamkeit, eine idealere Ausgestaltung von Staat und Kirche erreichen lassen, als die Geschichte sie bis jetzt gesehen hat; und wenn dennoch im Leben der Einzelnen Conflicte zwischen beiden Ordnungen eintreten, so werden es doch nur solche sein, die einerseits aus dem durch das Christenthum zuerst klar ausgesprochenen Unterschiede der Kirche und des Staates, andererseits aus der Schwäche und Fehlerhaftigkeit alles Menschlichen sich mehr oder weniger nothwendig ergeben. || Hochwürdigster Herr! Noch peinlicher und drückender, als die Störung der Harmonie zwischen

Nr. 4865 (130). Deutschland. Juni 1869.

Kirche und Staat, müsste es von uns empfunden werden, wenn das Band, welches Clerus und Laien, Seelsorger und Gemeinde umschlingen soll, gelockert würde oder gar eine tiefgreifende Disharmonie zwischen ihnen entstände. Mit schmerzlichem Bedauern würden wir daher jeden Versuch betrachten, die gemeinsame Bildungsgrundlage zu zerstören, welche bisher in Deutschland, wenigstens im Allgemeinen noch, den Clerus und die durch akademische Studien vorbereiteten weltlichen Berufsstände einigte. Wenn es schon an sich den Interessen der Kirche als der ersten Culturmacht widerspricht, an den grossen Bildungsstätten unserer Nation, um die alle Nachbarn uns beneiden, nicht vertreten zu sein, so genügt ein Blick auf das Verhältniss, in welchem der Clerus mehrerer romanischen Länder zu den gebildeten Laien steht, uns vor den Folgen einseitiger Erziehung und Bildung der künftigen Seelsorger zurückschrecken zu lassen. Würde man aber gar die theologische Bildung der angehenden Geistlichen beschränken, wollte man die Studirenden der Theologie, wie es in öffentlichen Blättern heisst, von denjenigen Disciplinen ausschliessen, welche in die unmittelbaren Quellen des Glaubens und der kirchlichen Entwicklung einführen, so müssten wir darin geradezu eine unheilvolle Schädigung der kirchlichen Wissenschaft wie des kirchlichen Lebens erblicken. Wir sprechen daher den Wunsch aus, das bevorstehende allgemeine Concil möge, falls es die Bildung des Clerus zum Gegenstande der Berathung machen sollte, auf die eigenthümlichen Verhältnisse unseres Vaterlandes vorsorglich Rücksicht nehmen oder die endgültige Festsetzung dieses Gegenstandes nationalen Synoden überlassen. || Hochwürdigster Herr! Die Gefahren, welche der Kirche in unsern Tagen durch den uns von allen Seiten bekämpfenden Unglauben drohen, die bedeutenden Anforderungen, welche die socialen Uebel der Zeit an die christliche Liebesthätigkeit stellen, lassen es mehr als je nothwendig erscheinen, dass alle Gläubigen im engsten Verbande mit ihren Seelsorgern am kirchlichen Leben theilnehmen und in einmüthiger Gemeindethätigkeit die ganze Fülle christlichen Wirkens entfalten. Als in ähnlicher Lage die alte Kirche dereinst die heidnische Welt überwand, da war diese Einmüthigkeit vollkommen, da war der Gemeindeverband so innig und fest, dass die Stimme des Volkes bei der Wahl des Bischofs gehört wurde. Die zeitgemässe Herstellung auch dieser Einrichtung wird freilich wohl erst einer ferneren Zukunft vorbehalten und von einer freundlichen Auseinandersetzung zwischen Kirche und Staat abhängig sein: schon jetzt aber scheint uns eine allgemeinere organisch geregelte Betheiligung der Laien am christlich-socialen Leben der Pfarrgemeinde höchst wünschenswerth. Denn heute giebt es kaum noch einen lebendigen regelmässigen christlich-socialen Verkehr der ganzen Gemeinde als solcher mit ihrem Seelsorger, dem Pfarrer. Fast nur im Gotteshause oder bei den Cultushandlungen steht der Pfarrer der ganzen Gemeinde gegenüber; die christlichen Liebeswerke sind religiösen Orden, Einzelnen, endlich freien Genossenschaften überlassen, in die einzutreten sehr Viele durch Gleichgültigkeit, viele Andere durch

Nr. 4865 (130). Deutschland. Juni 1869.

eine nicht unberechtigte Scheu sich hindern lassen. Die Gemeinde hat fast überall kein Organ; denn die Kirchenvorstände unserer Tage sind auf ein sehr kleines Gebiet beschränkt und kaum der Schatten einer wirklichen Vertretung. Und doch müsste nicht nur die Verwaltung des kirchlichen Vermögens, sondern auch die Sorge für Arme, Kranke und Elende aller Art und für die christliche Erziehung der Jugend, es müsste die Begutachtung der Niederlassung religiöser auf Unterstützung durch die Gläubigen oder öffentliche Wirksamkeit innerhalb der Gemeinde angewiesener Orden, die Theilnahme an der Missionsthätigkeit und den allgemeinen Angelegenheiten der Kirche, das alles müsste der Idee nach Sache der ganzen, mit ihrem Seelsorger auch mit Rücksicht auf diese Verhältnisse in zeitgemässen Formen organisch verbundenen Gemeinde sein. Der freien Liebesthätigkeit Einzelner, der rühmlichen Aufopferung und Hingebung religiöser Orden und dem Hirtenwalten des Seelsorgers auf diese Weise beengende Schranken zu ziehen, kann um so weniger unsere Absicht sein, als kirchliche Organe der bezeichneten Art ihrer Natur nach zwingende Entscheidungen nicht zu treffen hätten; wohl aber scheint uns die Hoffnung begründet, dass mit Hülfe solcher Organe, welche nicht nur eine allgemeinere Heranziehung der Laien, sondern auch eine angemessene Verbindung und planvolle Leitung aller betheiligten Kräfte ermöglichen würden, den socialen Uebeln der Gegenwart von der Kirche mit durchgreifenderem Erfolge begegnet, die Einwirkung des Clerus auf das Volk, die Durchdringung des Lebens mit christlichen Grundsätzen sicherer erzielt, religiöse Gleichgültigkeit eher gehoben, einseitige Richtungen besser hintangehalten, dass durch sie namentlich jene von Tag zu Tage sich erweiternde Kluft zwischen sogenannten guten und gewöhnlichen Katholiken am ersten überbrückt werden könnte. || Hochwürdigster Herr! Der heisse Wunsch, der den h. Vater, den ganzen hochwürdigen Episcopat, jeden gläubigen Katholiken und vor Allen uns deutsche Katholiken beseelt, der Wunsch, die Versöhnung der von uns getrennten protestantischen Confessionen mit der Kirche zu erleben, hat wohl nur dann Aussicht auf Erfolg, wenn von unserer Seite Entscheidendes geschieht, um die Furcht und das Misstrauen bei unsern Brüdern zu beseitigen, Vorurtheile zu überwinden und Vertrauen zu erwecken. Wie viele ihrer Vorurtheile aber würden nicht mit einem Male schwinden, wenn sie bei uns die grossen Organe der Kirche wieder lebendig thätig, wenn sie auch ein wahres die socialen Aufgaben des Christenthums erfüllendes Gemeindeleben bei uns wieder blühen sähen und daher unmöglich länger die misstrauische Furcht zu hegen überredet werden könnten, dass eine herrschsüchtige Hierarchie in der Kirche die Gläubigen ausbeute und die Geister gewaltsam in falsche Richtungen lenke oder niederdrücke! Was das Eintreten der Kirchenspaltung wahrscheinlich verhindert hätte, das wird auch wohl am besten sie aufzuheben vermögen; nun aber hat die Verzweiflung an der Hierarchie, welcher man den Verfall des kirchlichen Lebens Schuld gab, diese in jenen Tagen erklärliche, wenn auch kleingläubige Verzweiflung im Grunde

Nr. 4865 (130). Deutschland. Juni 1869.

jene Lehren geboren, welche die Hierarchie überflüssig machen sollten. Die altchristliche Kirche, das altchristliche Gemeindeleben wollte man herstellen; es gelang nicht, weil man das priesterliche verworfen hatte, auf welches allein eine kirchliche Gemeinde sich erbauen lässt: wir aber, die wir die festen Säulen uns bewahrt haben, können unschwer auf den unzerstörten Fundamenten die nur lose geschichteten Steine zum herrlichen Tempel zusammenfügen, in dessen weit geöffnete Pforten nach Gottes gnädiger Fügung die heimkehrenden Brüder freudig wieder einziehen. || Eine andere nicht unwichtige Frage endlich, welche wir Ew. Bischöflichen Gnaden und des ganzen zum allgemeinen Concil eingeladenen Episcopats Erwägung unterbreiten möchten, betrifft die Einrichtung des Index librorum prohibitorum. | Wir wissen, dass es der kirchlichen Autoritäten heilige Pflicht ist, über die Reinheit der Lehre zu wachen, Irrthümer zu bezeichnen und zu verbessern, Irrende auf den rechten Weg zu leiten. Allein das Verfahren, welches man in den letzten Jahrhunderten in Ausübung dieses Berufs eingeschlagen hat, die Eintragung solcher Schriften, die irrige oder bedenkliche und unsittliche Darstellungen enthalten, in einen demnächst veröffentlichten Katalog und das Verbot, solche Bücher ohne besondere Erlaubniss der kirchlichen Oberen zu lesen, dieses Verfahren scheint uns weder seinem eigentlichen Zwecke zu entsprechen, noch dem Geiste und der Würde der Kirche vollkommen angemessen, noch für die Entwicklung der Wissenschaften heilsam. Es erfüllt seinen Zweck nicht, weil unmöglich alle Schriften mit irrigen und bedenklichen Sätzen katalogisirt werden können und es daher oft von Zufälligkeiten, etwa von Denunciationen, abhängen muss, welche Bücher eingetragen werden, welche nicht; weil ferner nicht die irrigen und bedenklichen Lehren selbst, sondern nur die Bücher, deren Lectüre nicht gestattet sei, und deren Autoren bezeichnet werden; weil das Verbot, solche Bücher zu lesen, von der Mehrzahl der gebildeten Katholiken in sehr vielen Fällen gar nicht beachtet werden kann und, wie Ew. Bischöflichen Gnaden gewiss recht wohl bekannt ist, auch ganz allgemein nicht beachtet wird; es ist der Würde und dem Geiste der Kirche nicht vollkommen angemessen, weil öfter gläubige katholische Verfasser, die in der besten Absicht geirrt oder auch nur Missfälliges geäussert haben, durch Notirung ihres Namens, mitunter unmittelbar neben den Verfassern wahrer Schandschriften, als gefährlich gekennzeichnet und für alle Zeit mit einem Makel behaftet werden, während Wissenschaft und Kirche ihnen für bedeutende Leistungen eher Dank schuldig wären; es ist endlich für den wissenschaftlichen Fortschritt nicht heilsam, weil die Furcht, durch irgend einen unwillkürlichen Fehltritt oder Missgriff, vielleicht gar in Folge der unberufenen Dienstfertigkeit eines Gegners, sich eine solche diffamirende Strafe zuzuziehen, sich wie ein Bleigewicht an die Forschungen der katholischen Gelehrten hängt. Wir hegen daher den Wunsch, es möge dem bevorstehenden allgemeinen Concil gefallen, den Index librorum prohibitorum aufzuheben. Es ist das Recht der kirchlichen Autorität, uns durch den Mund unserer Seelsorger vor

irrigen Lehren und unsittlichen Büchern zu warnen, wann und so oft sie es für nöthig hält; die unfreiwillig irrende Person aber darf von der christlichen Liebe der kirchlichen Oberen Schonung ihres Namens und Rufes erwarten, so lange sie in gläubiger Demuth bereit ist, den Irrthum aufzugeben und nicht eine äusserste Gefahr für das Seelenheil der Gläubigen Warnung vor dem Irrlehrer erheischt. || Das sind, hochwürdigster Herr, die Ueberzeugungen und Wünsche, welche vor Ihnen auszusprechen unser Gewissen uns gedrängt hat. Sie verdienen, dünkt uns, gehört zu werden, so gut wie alle anderen, die von treuer Anhänglichkeit an unsere heilige Kirche, von aufrichtiger Besorgniss für deren Wohl eingegeben und in langjährigem Nachdenken gebildet sind. Uns hat nichts anderes veranlasst, öffentlich mit unserm Namen hervorzutreten, als das Gefühl der Pflicht, lebhaft erregt durch die Wahrnehmung zunächst der weitverbreiteten Abneigung, mit der man in katholischen Kreisen die oben mitgetheilten Auslassungen der Civiltà aufgenommen, sodann der beklagenswerthen Bedenklichkeit, mit der so manche, die es nicht sollten, vor freimüthigem Widerspruch zurückschrecken. Auch der traurigen Kirchenspaltung des 16. Jahrhunderts ging ein allgemeines Concil unmittelbar voraus, ohne auf die Entwicklung der Dinge einen günstigen Einfluss auszuüben. Sollen heute die christlichen Völker durch das Concil für die Kirche wirklich wiedergewonnen werden, so muss einseitig absprechenden Behauptungen gegenüber die lehrende und regierende Kirche durch bestimmte und klare Bekenntnisse von dem Zustande der Geister vollkommen unterrichtet, den wahren Bedürfnissen der Zeit entgegenzukommen in den Stand gesetzt sein, und dazu nach Kräften beizutragen fühlten auch wir uns verpflichtet, die wir als treue Söhne der Kirche in der Einheit mit ihr und ihrem Mittelpunkte, dem Stuhle zu Rom, und in kindlichem Gehorsam gegen Ew. Bischöflichen Gnaden mit Gottes Hülfe zu leben und zu sterben entschlossen sind.

Die Adresse von Coblenzer Katholiken an den Bischof von Trier wurde hier mitgetheilt, weil sie, gleich der damit übereinstimmenden der Universität Bonn an den Erzbischof von Köln, den Anstoss zu einer Bewegung unter den Katholiken Deutschlands gab, welche gegen die von der Civiltà cattolica als Hauptaufgabe des Concils bezeichnete Dogmatisirung der päpstlichen Unfehlbarkeit und des Syllabus gerichtet war. — Aus den zahlreichen Beitrittserklärungen zu diesen Adressen wollen wir hervorheben die des Grafen Montalembert: . . . „Je ne saurais vous dire à quel point j'ai été ému et charmé par ce glorieux Manifeste de la conscience et de la raison des catholiques . . . J'ai cru voir luire un éclair au milieu des ténèbres, et entendre enfin un accent viril et chrétien au milieu des déclamations et des adulations courantes dont nous sommes assourdis . . . Tout m'y a paru irréparable dans la forme comme dans le fond. J'en aurais volontiers signé chaque ligne . . . . Vous avez eu cette fois l'initiative d'une démonstration qui convenait si bien aux antécédens des catholiques français, comme aux convictions qui pendant la première moitié du dix-neuvième siècle, nous ont valu l'honneur d'inaugurer la défense de la liberté religieuse sur le continent“ . . . .

Nr. 4866. (131.)

DEUTSCHLAND. Antwort des Erzbischofs von Köln auf die Coblenzer Adresse.

Nr. 4866 (131). Deutschland. 6. Juli 1869.

„Ew. Hochwohlgeboren bescheinige ich hiermit den Empfang der Adresse, welche Sie im Vereine mit 34 anderen Unterzeichneten am gestrigen Tage in Beziehung auf das bevorstehende ökumenische Concil mir übersendet haben. Ich habe daraus Kenntniss genommen von den Ansichten und Wünschen, denen Sie im Anschluss an den Inhalt der bereits zur Oeffentlichkeit gelangten Adresse, welche Coblenzer Katholiken an den hochwürdigsten Herrn Bischof gerichtet haben, in Betreff der auf dem bevorstehenden Concil zu fassenden Beschlüsse Ausdruck geben zu sollen geglaubt haben. Wenngleich ich keineswegs mit den darin ausgesprochenen Ansichten und Wünschen mich überall einverstanden zu erklären vermag, so werde ich es doch nicht unterlassen, in geeigneter Weise von dem Inhalt Ihrer Mittheilung Gebrauch zu machen, und freue mich, auf Grund des in der Adresse zu wiederholten Malen enthaltenen ausdrücklichen Zeugnisses von der gläubigen Gesinnung und dem kindlichen Gehorsam der Unterzeichner gegen die heilige Kirche, mich fest überzeugt halten zu dürfen, dass Sie die Beschlüsse des bevorstehenden Concils, mögen dieselben mit denen von Ihnen kundgegebenen Ansichten und Wünschen übereinstimmen oder nicht, in gläubiger und demüthiger Unterwerfung als Aussprüche des heiligen Geistes annehmen und verehren werden. In dieser Ueberzeugung verbleibe ich unter freundlichem Gruss und oberhirtlichem Segen Ihr ergebener

† Paulus, Erzbischof.

An
den Geh. Justizrath und Professor Herrn Dr. Bauerband
in Bonn.

Nr. 4867. (132.)

DEUTSCHLAND. Hirtenbrief der in Fulda versammelten Bischöfe über das bevorstehende Concil.

Ihren geliebten Diöcesanen Gnade und Friede von Gott, unserem Heilande.

Nr. 4867 (132). Deutschland. 6. Sept. 1869.

Im Geiste Jesu Christi und seiner heiligen Kirche, welcher vor Allem ein Geist der Einheit und der Gemeinschaft ist, sind Wir deutschen Bischöfe auch in diesem Jahre in Fulda, am Grabe des heiligen Bonifacius, zu brüderlicher Berathung vereinigt gewesen. Der Zweck dieser Versammlungen ist

nicht etwa der, bindende Beschlüsse in kirchlichen Angelegenheiten zu fassen, was nach den Gesetzen der Kirche nur auf eigentlichen und in gehöriger Form abgehaltenen Kirchenversammlungen möglich ist, sondern geht lediglich dahin, durch gegenseitige Besprechung Uns zur besseren Erfüllung Unseres heiligen Amtes tüchtiger zu machen und jene Einigkeit und Liebe unter Uns zu pflegen, welche die Mutter und Ernährerin alles Guten ist. ‖ In diesem Jahre war selbstverständlich ein Hauptgegenstand Unserer Berathungen die Vorbereitung auf das allgemeine Concil, zu dem Unser heiliger Vater Pius IX. alle Bischöfe der Erde berufen hat. ‖ Im Hinblicke hierauf haben Wir es für gut und heilsam erachtet, bevor Wir Uns trennten, gemeinschaftlich ein kurzes Wort an Unsere geliebten Diöcesanen, Geistliche wie Laien, zu richten. ‖ Als die Berufung eines allgemeinen Concils zur Gewissheit geworden war, erfüllte auf der einen Seite fromme Erwartung und frohe Hoffnung die Gemüther der Gläubigen, und Tausende richten mit kindlichem Vertrauen ihre Blicke nach Rom. Nicht, als ob das Concil ein Zaubermittel wäre, um alle Uebel und Gefahren von uns hinwegzunehmen und mit einem Male das Angesicht der Erde zu verändern, sondern weil nach der von Christus in seiner göttlichen Weisheit gegebenen Einrichtung die Vereinigung der Nachfolger der Apostel um den Nachfolger des heiligen Petrus in einer allgemeinen Kirchenversammlung das vorzüglichste Mittel ist, um die beseligende Wahrheit des Christenthums in ein helleres Licht zu setzen und sein heiliges Gesetz wirksamer ins Leben einzuführen. Was der heilige Papst Gregor der Grosse so schön sagt: dass im Laufe der Zeiten die Pforten der göttlichen Wahrheit und Weisheit für die Christenheit immer weiter geöffnet werden, das wird am grossartigsten durch die allgemeinen Concilien erfüllt. Davon aber, dass die Lehre Christi recht erkannt und sein Gesetz allgemeiner befolgt werde, hängt allerdings, wie das ewige, so auch das wahre zeitliche Wohl der Menschheit ab. Darum haben von je her die treuen Kinder der Kirche die allgemeinen Concilien mit Trost und heiliger Hoffnung begrüsst. Diese Gesinnung auch angesichts des bevorstehenden Concils in Uns selbst zu pflegen und bei Anderen zu verbreiten, ist eine heilige Pflicht. ‖ Dagegen können wir uns nicht verbergen, dass auf der anderen Seite selbst von warmen und treuen Gliedern der Kirche Besorgnisse gehegt werden, welche geeignet sind, das Vertrauen abzuschwächen. Hierzu kommt, dass von den Gegnern der Kirche Beschuldigungen ausgesprochen werden, welche keinen anderen Zweck haben, als weithin Argwohn und Abneigung gegen das Concil zu erregen und selbst das Misstrauen der Regierungen wachzurufen. ‖ So werden Befürchtungen laut, als ob das Concil neue Glaubenslehren, welche in der Offenbarung Gottes und der Ueberlieferung der Kirche nicht enthalten sind, verkündigen und Grundsätze aufstellen könne und werde, welche den Interessen des Christenthums und der Kirche nachtheilig, mit den berechtigten Ansprüchen des Staates, der Civilisation und der Wissenschaft, sowie mit der rechtmässigen Freiheit und dem zeitlichen Wohle der Völker nicht verträglich seien. Man geht noch

No. 4867 (132). Deutschland. 6. Sept. 1869.

weiter: man beschuldigt den h. Vater, dass er unter dem Einflusse einer Partei das Concil lediglich als Mittel benutzen wolle, um die Macht des apostolischen Stuhles über Gebühr zu erhöhen, die alte und ächte Verfassung der Kirche zu ändern, eine mit der christlichen Freiheit unverträgliche geistliche Herrschaft aufzurichten. Man scheut sich nicht, das Oberhaupt der Kirche und den Episkopat mit Parteinamen zu belegen, welche wir bisher nur im Munde der erklärten Gegner der Kirche zu finden gewohnt waren. Demgemäss spricht man dann ungescheut den Verdacht aus, es werde den Bischöfen die volle Freiheit der Berathung nicht gegeben sein, und es werde auch den Bischöfen selbst an der nothwendigen Erkenntniss und Freimüthigkeit, um ihre Pflicht auf dem Concil zu erfüllen, fehlen, und man stellte in Folge davon sogar die Gültigkeit des Concils und seiner Beschlüsse selbst in Frage. || Woraus diese und ähnliche Reden auch entsprungen sein mögen, — aus lebendigem Glauben, aus treuer Liebe zur Kirche, aus einem unerschütterlichen Vertrauen auf jenen Beistand, den Gott seiner Kirche niemals entzieht, sind sie es nicht. So haben niemals unsere Väter im Glauben, niemals die Heiligen Gottes gedacht; das widerstreitet, geliebte Diöcesanen, ohne Zweifel auch eurem innersten Glaubensbewusstsein. Aber Wir wollen euch auch ausdrücklich ermahnen, durch solche Reden euch nicht irre führen und in eurem Glauben und Vertrauen erschüttern zu lassen. || Nie und nimmer wird und kann ein allgemeines Concil eine neue Lehre aussprechen, welche in der h. Schrift oder der apostolischen Ueberlieferung nicht enthalten ist, wie denn überhaupt die Kirche, wenn sie in Glaubenssachen einen Ausspruch thut, nicht neue Lehren verkündigt, sondern die alte und ursprüngliche Wahrheit in klareres Licht stellt und gegen neue Irrthümer schützt. || Nie und nimmer wird und kann ein allgemeines Concil Lehren verkündigen, welche mit den Grundsätzen der Gerechtigkeit, mit dem Rechte des Staates und seiner Obrigkeiten, mit der Gesittung und mit den wahren Interessen der Wissenschaft oder mit der rechtmässigen Freiheit und dem Wohle der Völker im Widerspruche stehen. || Ueberhaupt wird das Concil keine neuen und keine anderen Grundsätze aufstellen, als diejenigen, welche euch Allen durch den Glauben und das Gewissen ins Herz geschrieben sind, welche die christlichen Völker durch alle Jahrhunderte heilig gehalten haben und auf welchen jetzt und immer das Wohl der Staaten, die Autorität der Obrigkeiten, die Freiheit der Völker beruht, und welche die Voraussetzung aller wahren Wissenschaft und Gesittung bilden. || Und warum können Wir dieses mit solcher Bestimmtheit und Zuversicht aussprechen? Weil wir durch den Glauben gewiss sind, dass Jesus Christus bei seiner Kirche bleibt alle Tage bis ans Ende der Welt, dass der h. Geist sie nie verlässt und sie an Alles erinnert und in alle Wahrheit einführt, so dass sie ist und bleibt die Säule und die Grundfeste der Wahrheit, welche auch die Pforten der Hölle nicht zu überwältigen vermögen; weil wir endlich glauben und wissen, dass, wenn die Nachfolger Petri und der Apostel, der Papst und die Bischöfe, auf einem allgemeinen Concil rechtmässig versammelt,

in Sachen des Glaubens und des Sittengesetzes Entscheidungen geben, sie durch Gottes Fürsicht und Beistand gegen jeden Irrthum sicher gestellt sind. Wie Christus gestern und heute und in Ewigkeit derselbe ist und sein Wort niemals vergeht, wenn auch Himmel und Erde vergehen, so bleibt auch seine Kirche alle Zeit dieselbe, und die Wahrheit Christi bleibt alle Zeit und unwandelbar in ihr. Auch nur fürchten, ein allgemeines Concil könne in seinen Lehrbestimmungen gegen die überlieferte Wahrheit fehlen, könne die von Gott gegründete Verfassung der Kirche irgend wie in ihrem Wesen umändern, heisst die Kraft der, der h. Kirche gegebenen, göttlichen Verheissungen und die Wirkung des göttlichen Gnadenbeistandes verkennen. Auch braucht Niemand zu besorgen, das allgemeine Concil werde in Unbedachtsamkeit und Uebereilung Beschlüsse fassen, welche ohne Noth mit den bestehenden Verhältnissen und den Bedürfnissen der Gegenwart sich in Widerspruch setzen, oder es werde nach Weise schwärmerischer Menschen Anschauungen, Sitten und Einrichtungen vergangener Zeiten in die Gegenwart verpflanzen wollen. Und wie kann man auch nur vernünftiger Weise so etwas von einer Versammlung der Bischöfe der ganzen katholischen Welt befürchten, welche, mit den reichsten Lebenserfahrungen ausgestattet, mit den Zuständen der verschiedenartigsten Länder vertraut, mit der Verantwortlichkeit des heiligsten Berufes belastet, hauptsächlich zu dem Zwecke vom Oberhaupte der Kirche versammelt werden, um mit ihm zu berathen, wie am besten die ewigen Wahrheiten der Religion in der Gegenwart zu verwirklichen und die Wohlfahrt des Christenthums den gegenwärtigen und zukünftigen Geschlechtern zu erhalten und zu übermitteln sei! Unbegründet ist auch und überaus ungerecht der Verdacht, es werde da auf dem Concil die Freiheit der Berathung beeinträchtigt sein. Wie wenig kennen Diejenigen, welche so denken, die Gesinnungen des Papstes, die Gesinnungen der Bischöfe und die Handlungsweise der Kirche! Wir wissen es auf das bestimmteste, dass es der erklärte Wille des heiligen Vaters ist, weder der Freiheit, noch der Zeit der Berathungen eine Schranke zu setzen, und das liegt auch in der Natur der Sache. Denn in einem Concil ringen nicht verschiedene Parteien mit allen Mitteln der Ueberredung um den Sieg, suchen nicht einzelne Mitglieder durch blosse Gewinnung einer Majorität das Uebergewicht über Gegner zu erlangen. Alle sind bei aller Verschiedenheit sonstiger Meinungen von vornherein einig in den Principien des Glaubens und streben nur nach einem Ziele, dem Heile der Seelen und dem Wohle der Christenheit; und Erörterungen finden da nicht statt, um den Gegner zu überwinden oder ein Sonderinteresse zu fördern, sondern um die Wahrheit von allen Seiten zu beleuchten und nicht eher zu entscheiden, als bis jede Schwierigkeit erledigt, jede Dunkelheit aufgehellt ist. Besonders wo es sich um die ewigen Wahrheiten des Glaubens handelt, wird das Concil auch nicht das Mindeste beschliessen, ohne zuvor die Mittel der Wissenschaft und der reiflichsten Ueberlegung erschöpft zu haben. Und was sollen wir zu jener so unwürdigen Verdächtigung sagen, dass es den Bischöfen

Nr. 4867 (132). Deutschland. 6. Sept. 1869.

aus Menschenfurcht an der pflichtmässigen Freimüthigkeit auf dem Concil gebrechen werde? Eingedenk des Gebotes unseres Herrn, gegen die nicht zu schelten, die uns lästern, wollen wir nur schlicht und einfach sagen: die Bischöfe der katholischen Kirche werden auf dem allgemeinen Concil, in diesem wichtigsten Geschäfte ihres Amtes und Wirkens, der heiligsten aller Pflichten, der Pflicht, der Wahrheit Zeugniss zu geben, nie und nimmer vergessen; sie werden, eingedenk des apostolischen Wortes: dass, wer den Menschen gefallen will, nicht Christi Diener ist, eingedenk der Rechenschaft, die sie bald vor dem göttlichen Richterstuhl ablegen müssen, keine andere Richtschnur kennen als ihren Glauben und ihr Gewissen. Wir haben es nicht unser unwürdig erachtet, den katholischen Episkopat und das allgemeine Concil gegen diese traurigen Verdächtigungen zu vertheidigen; hat ja auch der Weltapostel um seines apostolischen Amtes willen und aus Liebe zur Kirche und den Seelen es nicht verschmäht, sich gegen die unbegründeten Anklagen zu vertheidigen. || Wenn man aber gar unter gänzlicher Verläugnung aller Ehrfurcht und Liebe, welche wir der Kirche und ihrem Oberhaupte schuldig sind, die Absicht des heiligen Vaters, den heiligen apostolischen Stuhl selbst anschwärzt und lästert; wenn man ihn, den Christus zum Hirten Aller und zum Felsen gesetzt hat, auf dem die ganze Kirche ruht, als Partei und als Werkzeug einer Partei darstellt; wenn man ihm herrschsüchtige und ehrgeizige Absichten ganz nach Weise jener Welt zuschreibt, die auch einstens Christus, den Stifter der Kirche, als einen Empörer und Aufwiegeler des Volkes vor Pontius Pilatus anklagte — so fehlen uns die Worte, um unseren ganzen Schmerz über solche Reden und gegen den Geist uns auszusprechen, aus dem sie entspringen. || Nichts ist dem Wesen der katholischen Kirche so fremd und so entgegengesetzt, als Parteiwesen. Gegen nichts hat der göttliche Heiland und haben seine Apostel sich bestimmter ausgesprochen, als gegen jegliche Parteiung und Spaltung; und gerade um alles derartige auszuschliessen und die Einheit des Geistes im Bande des Friedens zu bewahren, hat Christus unter allen Aposteln Einen zum Mittelpunkte der Einheit und zum Oberhirten Aller gesetzt, Alle seiner väterlichen Autorität untergeordnet, Alle, Bischöfe, Priester und Gläubige der ganzen Welt, durch ein unauflösliches Band des auf Glauben und Liebe gegründeten Gehorsams mit ihm verbunden. || Wohl umschliesst die Kirche eine unermessliche Mannigfaltigkeit nationaler und menschlicher Eigenthümlichkeiten. Sie begreift die verschiedenartigsten Genossenschaften, Corporationen und Gestaltungen des religiösen Lebens in sich; sie duldet, ja sie schützt die Verschiedenheiten theoretischer und praktischer Meinungen; aber nie und nimmer duldet und billigt sie Parteien, oder ist sie gar selbst Partei; ja, für jedes katholische Herz, so lange sein Glaube und seine Liebe durch Leidenschaften nicht getrübt worden, ist es unmöglich, dass es in religiöser und kirchlicher Beziehung einem Parteigeiste anheimfalle; denn sein Glaube bewegt es, das eigene Urtheil und noch mehr die besonderen Interessen und Leidenschaften in Demuth, Liebe und

unbegrenztem Vertrauen dem höchsten und unfehlbaren Lehramte unterzuordnen, das Christus uns zu hören befohlen hat, und von dem sein Wort ewig gilt: Wer euch höret, höret mich. || Auf dem bevorstehenden allgemeinen Concil wird dieses höchste, unfehlbare Lehramt der Kirche, oder vielmehr es wird Christus und sein heiliger Geist durch es zu Allen reden, und Alle, die guten Willens, Alle, die aus Gott sind, werden seine Stimme hören: die Stimme der Wahrheit, der Gerechtigkeit, des Friedens Christi. Wie Christus und die Apostel auf dem ersten Concil zu Jerusalem nur Einer Meiner Meinung waren und nur Eine Sprache führten, so wird es auch heute der Fall sein, und es wird der ganzen Welt offenbar werden, dass, wie in der ersten Christengemeinde, so auch heute noch in der katholischen Kirche Alle Eines Herzens und Einer Seele sind. || Aus dieser Quelle der Einheit fliesst in der Kirche alles Grosse, Gute und Heilsame; alle Güter des Christenthums sind an sie geknüpft; nur in dieser Einheit wird uns das Licht und das Leben Christi zu Theil. Darum hat auch Christus in seinem hohenpriesterlichen Gebete vorzüglich um das Gut dieser Einheit für die Seinigen zu seinem himmlischen Vater gebetet, weil in dem Gute der Einigkeit alle anderen Güter des Heiles: der Glaube, die Liebe, die Stärke, der Frieden und aller Segen enthalten sind. || Und umgekehrt sind aus Spaltung und Trennung die grössten Uebel, von denen je die Christenheit und die Welt heimgesucht wurde, entsprungen, und hängt umgekehrt alle Heilung von der Versöhnung und der Herstellung der Einheit ab. || Wenn in unseren Zeiten, wie wir mit Dank gegen Gott bekennen müssen, so manche Schäden früherer schlimmerer Tage geheilt werden, wenn das kirchliche und religiöse Leben aller Ungunst der Zeiten ungeachtet erstarkt ist und vieles Gute zum Heile der Seelen und zum Troste der Armen und Leidenden geschah, wenn unter Geistlichen und Laien der Glaubensmuth und die Liebe zur Kirche sich gehoben hat, wenn auf der ganzen Welt das Reich Gottes mit neuer Frische wächst und Frucht bringt, wenn selbst alle Angriffe auf die Kirche und alle Leiden, womit sie heimgesucht wird, ihr nur zum Besten gereichen, so zweifeln wir nicht daran, dass solches hauptsächlich seiner innigen Eintracht und Einheit der Gesinnung zu danken ist, welche durch Gottes Gnade, einige traurige und unbedeutende Störungen abgerechnet, in der ganzen katholischen Welt herrscht. Es ist nicht ein eitles Rühmen, sondern eine gnadenvolle und offenbare Wahrheit, dass alle Bischöfe des apostolischen Erdkreises unter einander und mit dem apostolischen Stuhle in der vollkommensten Einheit verbunden sind, und dass in gleicher Weise Klerus und Volk mit ihren Bischöfen übereinstimmen; und so besteht auch unter den verschiedenen Ständen der Kirche durchweg herzliche Eintracht, so fühlen sich auch die Katholiken aller Nationen eins und einig in dem Glauben und in der Liebe zur Kirche; die Noth und die Stürme der Zeiten haben diese Eintracht nur erhöht, und namentlich hat das liebende Zusammenwirken aller Nationen zum Schutze des hartbedrängten heiligen Vaters dieses Band der Einheit enger und enger ge-

Nr. 4867 (132). Deutschland. 6. Sept. 1869.

knüpft. Im Geiste dieser Einheit, als Gesandte Christi, in Christi Namen und aus Christi Herzen ermahnen, bitten und beschwören wir Alle, vor Allen unsere Mitarbeiter im Priesterthum und im heiligen Lehramte, dass sie, je nach ihrer Stellung, durch Wort, Schrift und Beispiel jene vollkommene Eintracht des Geistes unter gänzlicher Beseitigung aller etwaigen, hier oder dort vorausgegangenen Streitigkeiten pflegen und befördern und sich alles dessen enthalten, was Zwietracht nähren und die menschlichen Leidenschaften anfachen könnte. || In Kurzem werden wir auf längere Zeit Unsere Diöcesen verlassen, und unsere Herzen sind tief bewegt, indem wir auf die grossen Gefahren der gegenwärtigen Zeit hinblicken. Wir haben daher beschlossen und verordnen hiermit, dass eine dreitägige Andacht zum heiligen Herzen Jesu, anfangend am 8. December d. J., in allen Pfarreien unserer Diöcesen abgehalten werde, in Anbetracht welcher Andacht wir uns nähere Anordnung vorbehalten. || Die Gnade und der Friede Jesu Christi, die Fürbitte der heiligen Jungfrau und aller lieben Heiligen sei und verbleibe mit euch allen. || Gegeben zu Fulda, den 6. September 1869.

† Paulus, Erzbischof von Cöln. † Gregorius, Erzbischof von München und Freising. † Heinrich, Fürstbischof von Breslau. † G. Anton, Bischof von Würzburg. † Christoph Florentius, Bischof von Fulda. † Wilh. Emanuel, Bischof von Mainz. † Eduard Jakob, Bischof von Hildesheim. † Ludwig, Bischof von Leontopolis i. p., apostolischer Vicar von Sachsen. † Conrad, Bischof von Paderborn. † Pancratius, Bischof von Augsburg. † Matthias, Bischof von Trier. † Nikolaus, Bischof von Halikarnassus, apostolischer Vicar von Luxemburg. † Johannes Heinrich, Bischof von Osnabrück und Provicar der nordischen, deutschen und dänischen Missionen. † Franz Leopoldt, Bischof von Eichstätt. † Lothar, Bischof von Leuca i. p. und Capitularvicar der Erzdiöcese Freiburg. † Philipp, Bischof von Ermeland. † Johannes Nepomucenus, Bischof von Culm, vertreten durch Dr. Hasse, Dompropst und Generalvicar. † Nikolaus, Bischof von Speier, vertreten durch Dr. W. Molitor, Domcapilutar und geistlicher Rath. † Karl Joseph v. Hefele, erwählter Bischof von Rottenburg, kraft besonderer Vollmacht.

Nr. 4868. (133.)

FRANKREICH. Circulardepesche des Ministers d. Auswärtigen an die kaiserl. Missionen. — Beabsichtigte Haltung gegenüber dem bevorstehenden Concil. —

Paris, le 8 septembre 1869.

Nr. 4868 (133). Frankreich. 8. Sept. 1869.

Monsieur, plusieurs cabinets se sont adressés au gouvernement de l'Empereur dans l'intention de connaître la ligne de conduite qu'il se propose de suivre à l'égard du concile oecuménique convoqué à Rome pour le 8 décembre prochain. || Aucune question assurément ne mérite à un plus haut dégré de fixer l'attention que celle de savoir quelle part les gouvernemens doivent prendre à l'important événement dont nous allons être témoins, et il n'en est aucune, en même temps, pour laquelle il soit plus difficile de demander des enseignemens au passé, car tous ceux que l'on pourrait emprunter à l'histoire des conciles appartiennent à des époques déjà bien loin de nous, et très dis semblables de celle où nous vivons. Les rapports de l'Eglise et de l'Etat ont subi des changemens profonds, et c'est évidemment d'après la nature des liens qui existent aujourd'hui entre les deux pouvoirs que doit être déterminé le rôle des gouvernemens, en présence de l'assemblée que le Saint-Père appelle auprès de lui. || Dans les conciles antérieurs, les souverains avaient leur place marquée d'avance. Ils étaient conviés à y participer, soit en personne, soit par leurs envoyés. Les ambassadeurs siégeaient parmi les membres du clergé et souvent exerçaient sur la marche des délibérations une action considérable. Quelquefois même la tenue des conciles était provoquée par l'initiative des princes, qui s'entendaient avec les Papes sur l'opportunité des mesures à prendre dans l'intérêt commun. || Rien n'était plus naturel dans un temps où les questions de l'ordre civil se confondaient souvent avec celles de l'ordre religieux, par le fait même des institutions et des lois. || La liberté de conscience proclamée depuis lors a modifié cet état de choses; le pouvoir civil et le pouvoir ecclésiastique ont compris le besoin de se définir plus nettement, et notre législation a marqué les limites de leur compétence, tout en les maintenant unis l'un et l'autre, sous les conditions tracées par l'accord établi entre la France et le Saint-Siége au commencement de ce siècle. Le domaine de l'Eglise et celui de l'Etat sont ainsi devenus plus distincts. || Sans doute, le contact des intérêts n'a pas cessé avec la confusion des institutions, et il est, par la nature même des choses, des questions mixtes qui relèvent de l'autorité laïque et de l'autorité ecclésiastique. Les gouvernemens, en reconnaissant leur incompétence pour toutes les affaires de doctrine et d'enseignement religieux, pourraient encore revendiquer comme un droit la faculté d'intervenir dans les discussions portant sur les priviléges que leur devoir est de conserver intacts. Mais le gouvernement de Sa Majesté verrait aujourd'hui dans

Nr. 4868 (133). Frankreich. 8. Sept. 1869.

l'usage de ce droit de sérieux inconvéniens. Son intervention pourrait avoir pour résultat de l'engager dans des débats pénibles, sans lui donner la certitude de faire prévaloir ses avis, et l'exposerait à des conflits qu'il ne pourrait la plupart du temps éviter sans encourir les plus vives responsabilités. | Nos lois elles-mêmes nous offrent, sous ce rapport, toutes les garanties voulues. Elles ont maintenu en faveur du pouvoir civil la faculté qu'il avait déjà dans les époques antérieures de s'opposer à tout ce qui serait contraire à nos franchises nationales. Nous serions donc parfaitement en mesure de décliner, le cas échéant, celles des décisions du prochain concile qui seraient en désaccord avec le droit public de la France. C'est là, au surplus, une éventualité en présence de laquelle nous espérons ne pas nous trouver placés; nous avons confiance dans les vues élevées qui prévaudront au sein de cette assemblée, car il nous est permis de compter non moins sur la sagesse du Saint-Siége que sur les lumières et le patriotisme des évêques. | Notre pensée n'est pas d'ailleurs de nous considérer comme entièrement désintéressés dans l'oeuvre pour laquelle le Saint-Père convoque les prélats de l'Eglise catholique. L'importance d'une réunion de cette nature, au milieu de la crise que traversent les sociétés modernes, ne peut être mise en doute, et rien de ce qui regarde les destinées du monde catholique ne saurait nous trouver inattentifs ou indifférens. | Le gouvernement de l'Empereur ne renonce donc point à faire usage de son influence. Il l'emploiera à recommander à tous les idées de conciliation dont le triomphe ne pourraît que contribuer à l'affermissement de l'ordre social et à la paix des consciences. Mais cette influence modératrice, c'est par l'entremise de nos représentans ordinaires que nous nous proposons de l'exercer, sans députer au concile un mandataire spécial, dont la présence engagerait la liberté d'action que nous désirons au contraire nous réserver entièrement. || Cette ligne de conduite concorde avec ce que nous connaissons des dispositions de la généralité des gouvernemens catholiques; et le Pape Pie IX semble lui-même préparé à l'abstention des souverains, puisqu'il n'a pas jugé à propos de faire appel à leur concours direct, et ne leur a point adressé, comme aux temps passés, l'invitation de se faire représenter. | Lorsque le gouvernement de l'Empereur adopte le parti de ne point avoir d'ambassadeur au sein du concile, il n'obéit donc pas seulement à l'esprit de nos lois. La réserve qu'il croit sage de garder est en outre d'accord avec celle dans laquelle se renferme le Saint-Père lui-même, et, en suivant à cet égard la politique qui nous paraît la plus propre à sauvegarder nos droits, nous sommes également fondés à espérer que la cour de Rome rendra pleine justice aux considérations qui ont inspiré notre résolution. | Vous êtes autorisé à donner lecture de cette dépêche à M. le ministre des affaires étrangères du gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité, sans lui en laisser toutefois copie.

Agréez, etc. Signé Prince de La Tour d'Auvergne.

Nr. 4868 (133). Frankreich. 8. Sept. 1869.

In ähnlichem Sinne hatte sich der Justiz- und Cultusminister Baroche schon in der Sitzung des gesetzgebenden Körpers vom 10. Juli 1868 ausgesprochen, indem er den Abgeordneten Guérault und Em. Ollivier auf deren Anfrage erwiederte: die französische Regierung fände in dem Concordate und den organischen Artikeln ausreichende Normen für ihr Verhalten zur Kirche; bezüglich ihrer Stellung zum Concil sehe sie sich sorgfältig nach den historischen Präcedenzien um, habe darüber aber noch keinen Beschluss gefasst, ob sie von dem ihr unzweifelhaft zustehenden Rechte, Gesandte zum Concil zu senden, Gebrauch machen werde, oder ob sie einem Concil in der Gegenwart nicht mehr die Bedeutung beilegen solle wie im 15. und 16. Jahrhundert. (S. Friedberg l. c. Urk. XXVII.) — Ebenso erwiederte Baroche eine Anfrage Em. Ollivier's bezüglich der Haltung der Regierung zum Concil mit der Versicherung: Après le concile les droits de la France seront entiers. — Vergl. Nr. 4875 (140).

Nr. 4869. (134.)

FRANKREICH. Berichte der diplomatischen Agenten des Kaiserreiches über die Aufnahme der Circulardepesche vom 8. Sept. bei den fremden Höfen.

A. Botschafter in Wien (Duc de Gramont) an den Min. d. Ausw.

Vienne, le 21 septembre 1869.

Nr. 4869 (134). Frankreich. September-October 1869.

(Extrait.) Prince, Votre Excellence a bien voulu me faire connaître, par sa lettre du 8 de ce mois, l'attitude que nous nous proposons de garder vis-à-vis du concile oecuménique convoqué à Rome pour le 8 décembre prochain. || Conformément à vos intentions, j'ai donné lecture de cette dépêche à M. le baron d'Aldenbourg, en l'absence de M. le comte de Beust. M. d'Aldenbourg m'a remercié de cette communication, à laquelle il s'attendait d'après une lettre qu'il venait de recevoir du chargé d'affaires d'Autriche à Paris. Il a ajouté que la ligne de conduite que nous comptions suivre était celle que le gouvernement de Sa Majesté apostolique se proposait déjà d'adopter. || Le cabinet de Vienne attendra, sans s'en inquiéter à l'avance, les décisions que pourra prendre le concile, et il espère que la prudence du Saint-Père, ainsi que le dévouement du Sacré-Collége, tendront à écarter, dans les questions qui touchent aux rapports des pouvoirs civils et religieux, des solutions de nature à faire encourir une grave responsabilité à leurs auteurs. M. d'Aldenbourg m'a dit, au surplus, que, dans l'état actuel des esprits et avec l'interprétation donnée aujourd'hui à la législation que l'on rattache aux traditions de Joseph II, le droit public de la monarchie offrait sous ce rapport au gouvernement des garanties suffisantes; qu'ici, comme en France, le pouvoir civil aurait la faculté de s'opposer à tout ce qui serait

Nr. 4869 (134). Frankreich. September-October 1869.

contraire aux priviléges de l'Etat et aux traditions nationales. || Après m'avoir fourni ces explications, qu'indiquent suffisamment que la politique du cabinet de Vienne à l'égard de l'assemblée oecuménique ne différera guère de la nôtre, le baron d'Aldenbourg m'a fait observer que, même en eussions-nous donné l'exemple, le gouvernement austro-hongrois aurait hésité à nommer, dans cette circonstance, un mandataire spécial à Rome. || Le comte Trautmansdorff sera simplement invité à se tenir au courant, avec l'aide des évêques qui voudront bien lui prêter leur concours, des résolutions qui seront débattues au sein de la réunion oecuménique. Quant à des instructions spéciales, dont on ne verrait en ce moment ni l'objet ni l'utilité, on ne lui en transmettra que si elles sont rendues nécessaires par les tendances du concile et l'attitude du gouvernement pontifical.

Veuillez agréer etc. Gramont.

B. Geschäftsträger in Rom (Vicomte de Croy) an den Min. d. Ausw.

Rome, le 22 septembre 1869.

(Extrait.) Prince, j'ai reçu la dépêche que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser le 8 de ce mois et qui accompagnait la circulaire par laquelle le Gouvernement de l'Empereur fait connaître sa résolution de ne pas envoyer de plénipotentiaire spécial auprès du Concile. || La question de la représentation des Etats formait une des principales préoccupations du cercle assez restreint qui compose en ce moment le monde politique et diplomatique à Rome; de l'avis de tous elle est dès à présent tranchée. La décision de la France était, en effet, impatiemment attendue, avec la conviction qu'elle servirait de règle à la conduite des autres Etats catholiques. || Le grand événement qui se prépare est un sujet trop ordinaire de conversation pour avoir tardé à me fournir l'occasion de faire connaître sommairement au Cardinal Secrétaire d'Etat le parti auquel s'était arrêté le Gouvernement de l'Empereur. Son Eminence, déjà instruite de cette résolution par la Nonciature Apostolique de Paris, m'a paru en recevoir sans regret la confirmation officielle. Cette solution lui semble la meilleure et la plus adaptée aux circonstances dans lesquelles le Saint-Siége se trouve placé vis-à-vis de plusieurs Puissances. Sans entrer dans de nouvelles considérations, le Cardinal Antonelli s'est borné à rappeler en quelques mots les difficultés précédemment enumérées par Sa Sainteté et par lui-même. L'abstention de la France lève ici bien des embarras et met ordre à bien des situations fausses.

Veuillez agréer, etc. Signé Croy.

C. Gesandter in München (Marquis de Cadore) an den Min. d. Ausw.

Munich, le 22 septembre 1869.

Nr. 4869 (134). Frankreich. September-October 1869.

(Extrait.) Prince, j'ai eu l'honneur, suivant en cela les directions de Votre Excellence, de donner lecture à M. le Ministre des Affaires Etrangères de Bavière de la dépêche relative à l'attitude que le Gouvernement de l'Empereur se propose d'observer à l'égard de la grande Assemblée catholique convoquée à Rome. || Le Prince de Hohenlohe m'a écouté avec la plus grande attention; il apprécie parfaitement, m'a-t-il dit, la valeur des motifs qui nous ont déterminés à ne pas nous faire représenter au Concile par un mandataire spécial, et il compte proposer au Roi de suivre la même politique de réserve et d'abstention.

Veuillez agréer, etc. Signé Cadore.

D. Gesandter in Brüssel (Vicomte de la Guéronnière) an den Min. d. Ausw.

Bruxelles, le 25 septembre 1869.

(Extrait.) Prince, suivant les instructions de Votre Excellence, j'ai donné connaissance à M. Van der Stichelen de votre dépêche en date du 8 septembre sur le Concile. || Cette communication a été accueillie avec le plus vif intérêt. M. le Ministre des Affaires étrangères m'a prié de vous faire connaître que, sur la plupart des points traités dans la dépêche française, le Gouvernement du Roi n'avait qu'à s'associer aux sentiments qui s'y trouvent exprimés. Il pense, comme le Cabinet des Tuileries, que le Concile, par la nature des questions qui devront y être examinées, par l'esprit qui semble en avoir inspiré la convocation, ne saurait laisser aucun rôle utile à une représentation officielle des Souverains.

Veuillez agréer, etc. Signé La Guéronnière.

E. Botschafter in Madrid (Baron Mercier de Lostende) an den Min. d. Ausw.

Madrid, le 28 septembre 1869.

(Extrait.) Prince, c'est hier seulement qu'il m'a été possible de donner communication à M. le Ministre d'Etat de la dépêche que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser au sujet du Concile oecuménique convoqué à Rome pour le 8 décembre prochain. || Après avoir écouté avec un vif intérêt la lecture de ce document, M. Silvela m'a dit qu'il ne pouvait que s'associer aux vues qui y étaient exprimées, et que Votre Excellence connaissait d'ailleurs, par ses entretiens avec M. Olozaga, quelles étaient, dans cette circonstance, les dispositions du Cabinet de Madrid.

Veuillez agréer, etc. Signé Mercier de Lostende.

F. Geschäftsträger in Lissabon (Baron de Maynard) an den Min. d. Ausw.

Lisbonne, le 29 septembre 1869.

Nr. 4869 (134). Frankreich. September-October 1869.

(Extrait.) Prince, en recevant la dépêche de Votre Excellence, relative à l'attitude que le Gouvernement de l'Empereur a l'intention de garder vis-à-vis du Concile oecuménique, je me suis rendu chez M. le Président du Conseil, chargé par intérim du Département des Affaires étrangères, et, après lui avoir fait connaître les vues du Gouvernement de Sa Majesté, exposées dans la dépêche de Votre Excellence, sur le désir que m'a exprimé M. le Duc de Loulé, je lui ai donné lecture in extenso de ce document, ainsi que vos instructions m'y autorisaient. || M. le Président du Conseil m'a déclaré aussitôt que le Gouvernement du Roi Dom Luiz se plaçait au même point de vue que celui de l'Empereur pour envisager la question du prochain Concile, et qu'il se proposait de suivre la même ligne de conduite. Toutefois, M. le Duc de Loulé a ajouté que le Cabinet Portugais s'abstiendrait de toute intervention, même officieuse, auprès de la Cour de Rome.

Veuillez agréer, etc. Signé Maynard.

G. Geschäftsträger in Florenz (Baron de la Villestreux) an den Min. d. Ausw.

Florence, le 1 octobre 1869.

(Extrait.) Prince, j'ai reçu la dépêche que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser relativement à la résolution adoptée par le Gouvernement de l'Empereur à l'égard du Concile oecuménique. Je me suis rendu sans retard auprès de M. le Président du Conseil, et, conformément à vos instructions, je lui ai donné lecture de ce document. M. le général Menabrea m'a écouté attentivement et m'a déclaré qu'il partageait entièrement les idées du Gouvernement Impérial à l'endroit des décisions éventuelles du Concile. Il pense également, comme Votre Excellence, qu'il n'y a pas lieu pour les Puissances de se faire représenter par des ambassadeurs spéciaux au sein de cette assemblée.

Veuillez agréer, etc. Signé La Villestreux.

Nr. 4870. (135.)

ITALIEN. Erlass der königl. Regierung an die Generalprocuratoren bei den Appellhöfen. — Erlaubt den Bischöfen den Besuch des Concils. —

Ital. Orig. Gazetta uffic. v. 2 Oct.

Nr. 4870 (135). Italien. 30. Sept. 1869.

Beim Herannahen des Zeitpunktes, in welchem die Abhaltung des ökumenischen Concils in Rom beabsichtigt wird, wendeten sich einige von den Bischöfen des Königreiches an die Regierung, um zu erfahren, ob es ihnen gestattet sein würde, sich dahin zu begeben. || Die Regierung erklärte, in Beantwortung dieser Frage, und zuvorkommend jenen, welche noch gestellt werden könnten, dass sie der Betheiligung der Bischöfe und anderer Geistlicher an der erwähnten Versammlung kein Hinderniss entgegensetzen werde. Treu ihren Grundsätzen über religiöse Freiheit, will und beabsichtigt übrigens die Regierung, dass ein ausdrücklicher und bestimmter Vorbehalt zu machen sei, bezüglich ihrer ferneren Beschlüsse in Betreff alles dessen, was die Gesetze des Königreiches und die Rechte des Staates verletzen könnte. || Die Generalprocuratoren werden ersucht, die ausgesprochene Verfügung den bezüglichen Bischöfen ihres Gerichtsbezirkes als Richtschnur und Vorschrift mitzutheilen und dem unterzeichneten Ministerium den Empfang des Gegenwärtigen zu bestätigen.

Florenz, 30. Sept. 1869.

Der Minister Pironti.

Nr. 4871. (136.)

PREUSSEN. Erlass des Cultusministers an die Bischöfe. — Auffassung der Regierung über ihre Stellung zum Concil. —

Berlin, 8. October 1869.

Nr. 4871 (136). Preussen. 10. Oct. 1869.

Euer . . . Gnaden ermangle ich nicht in der Anlage Abschrift eines Schreibens, das ich an den Herrn Erzbischof von Cöln in Erwiederung auf eine von demselben unter dem 15. v. M. an mich gerichtete, das in Rom bevorstehende allgemeine Concil betreffende Mittheilung erlassen habe, nachrichtlich ergebenst zu übersenden.

v. Mühler.

An den Erzbischof von Cöln, Herrn Dr. Paulus Melchers Erzb. Gnaden.

Berlin, 8. October 1869.

Nr. 4871 (136). Preussen. 10. Oct. 1869.

Euer erzbischöflichen Gnaden sage ich für die gefällige Mittheilung vom 15. v. M., betreffend das in Rom bevorstehende allgemeine Concil, meinen Dank. Zugleich unterlasse ich nicht, bei dieser Gelegenheit Ew. erzb. Gnaden in der Kürze von der Auffassung zu unterrichten, welcher die Regierung Sr. Maj. des Königs in dieser Angelegenheit folgt. || Wenn die preussischen Bischöfe der ergangenen Einladung gemäss an dem Concil in Rom Theil nehmen, um über Angelegenheiten der katholischen Kirche zu berathen, so machen sie damit nur von einem Rechte Gebrauch, welches die Verfassung des Landes ihnen gibt. Die bisher bewährten verfassungsmässigen Principien der religiösen und kirchlichen Freiheit finden auch auf den vorliegenden Fall ihre volle Anwendung. Auch haben die Gränzen, innerhalb deren sich die Freiheit der Kirche bewegt, sowie die Gegenstände und Fragen, für welche die Gesetzgebung des Staates und deren Handhabung durch staatliche Organe vorbehalten bleiben muss, durch die innere Entwickelung des preussischen Staatsrechtes, durch Legislation und Verwaltung im Einzelnen eine so klare und erschöpfende Bestimmtheit erhalten, dass über den Umfang derselben kaum noch in irgend einer einzelnen Beziehung ein Zweifel übrig ist. Diese Gränzen zu wahren und den Zustand gesicherter Rechtsordnung aufrecht zu erhalten, ist nicht ein Interesse des Staates allein, sondern in nicht geringerem Maasse ein Interesse und eine Aufgabe auch der Kirche. Die königliche Staatsregierung hegt das Vertrauen, dass die preussischen Bischöfe auch ausserhalb des Heimathlandes der Rechte und Pflichten sich bewusst bleiben, welche ihnen als Bürgern des Reiches und als Unterthanen Sr. Majestät des Königs zukommen. Sie ist aufrichtig gewillt, den bestehenden Rechts- und Friedenszustand innerhalb des Landes aufrecht zu erhalten. Sie wird aber darüber wachen, dass nicht Störungen herbeigeführt werden, und denselben, wenn nöthig, entgegentreten, und ist sich in diesem Punkte, sofern es sich nicht um die Abwehr von Uebergriffen auf das staatliche Rechtsgebiet handeln wird, der Uebereinstimmung mit allen christlichen Regierungen bewusst. Wird der hier bezeichnete Standpunkt von allen Seiten gleichmässig anerkannt und gewahrt, so kann auch die Abhaltung des bevorstehenden Concils dazu beitragen, die Auffassungen zu klären, und eine richtige Würdigung der Verhältnisse zu fördern.

v. Mühler.

Nr. 4872. (137.)

OESTERREICH. Depesche des Reichskanzlers an den kaiserl. Botschafter (Graf Trautmannsdorff) in Rom. — Erneute Instruction über die gegenüber dem Concil zu beobachtende Haltung. —

Vienne, le 23 octobre 1869.

Nr. 4872 (137). Oesterreich. 23. Oct. 1869.

Au moment où approche l'époque fixée pour l'ouverture du Concile oecuménique, je crois utile de résumer ici brièvement les entretiens que j'ai eus à ce sujet avec Votre Excellence et de retracer ainsi encore une fois la ligne de conduite que le Représentant de Sa Majesté l'Empereur et Roi près du Saint-Siége est appelé à suivre dans cette circonstance. Je dois avant tout Vous rappeler, Monsieur le Comte, la dépêche que j'ai adressée le 15 mai dr à M. le Comte d'Ingelheim en réponse aux ouvertures du Cabinet de Munich concernant l'attitude à prendre par les Puissances en face de la convocation du Concile. Le point de vue et les principes développés dans cette pièce doivent servir de règle à Votre Excellence et cela d'autant plus qu'ils sont le résultat d'une entente établie entre les différents Ministères de l'Empire austro-hongrois et qu'ils constituent ainsi l'expression la plus exacte de la pensée du Gouvernement Impérial et Royal. Fidèles aux doctrines sagement libérales dont s'inspirent nos institutions politiques actuelles, nous désirons laisser s'accomplir sans entraves cette imposante manifestation de l'esprit catholique. Nous espérons, d'ailleurs, que le plus grand nombre des dignitaires ecclésiastiques qui vont se réunir à Rome comprend trop bien les nécessités des temps où nous vivons pour tenter des entreprises qui forceraient la plupart des Gouvernements à recourir à des mesures sévères. Si tel était malheureusement le cas, nous sommes persuadés que nos lois et l'appui que nous trouverions dans l'esprit public du pays nous permettraient facilement de repousser toute atteinte qu'on chercherait à porter au droits de l'Etat. Mais nous n'avons pas voulu, je le répète, nous inquiéter d'avance d'éventualités dont la réalisation est plus qu'incertaine et contre lesquelles, en tous cas, nous nous croyons suffisamment armés. Le Gouvernement Impérial et Royal se maintient donc sur le terrain où il s'est placé dans sa dépêche déjà citée du 15 mai et il compte s'abstenir de tout ce qui pourrait troubler la liberté des délibérations du Concile. Nous ne méconnaissons toutefois nullement l'importance des questions qui vont être agitées au sein de cette Assemblée. Bien que nous ne soyons que fort imparfaitement au courant du programme de ses travaux qui s'élabore en secret, on peut supposer qu'il embrassera des matières qui touchent à des intérêts essentiels de l'Etat. Il nous importera de savoir si ces intérêts sont traités et dans quel esprit ils le seront. C'est Vous dire, Monsieur le Comte, que tout en ayant à Vous abstenir d'une ingérence directe dans les affaires du Concile, Vous devrez

Nr. 4872 (137). Oesterreich. 23. Oct. 1869.

être un observateur attentif de ce qui se passera, afin de nous informer exactement et en temps utile des faits qui viendront à se produire. Le Gouvernement Impérial et Royal n'aura pas de Représentant spécial auprès du Concile. Nous n'avons pas reçu d'invitation à cet effet et nous préférons qu'il en soit ainsi, car cela non permet de mieux marquer notre attitude de réserve et de garder une plus grande liberté d'action vis-à-vis de toute décision éventuelle de cette Assemblée. C'est donc Votre Excellence seule qui sera chargée du soin de nos intérêts et de l'expression de nos vues. Pour Vous acquitter de cette double tâche, les indications générales qui précèdent suffiront dans le premier moment. En effet, nous n'avons pas à nous préoccuper aujourd'hui des questions spéciales qui peuvent surgir. Nous risquerions de nous égarer dans des hypothèses peut-être fort éloignées de la réalité et il nous semblerait puéril de vouloir nous prémunir contre les dangers dont l'existence n'est rien moins que prouvée. Toute en manifestant une sympathie bienveillante pour l'action favorable que le Concile peut exercer afin de fortifier et de développer les sentiments religieux chez les nations catholiques, Votre Excellence ne devra laisser s'élever aucun doute sur la ferme résolution du Gouvernement Impérial et Royal de maintenir la ligne de démarcation qu'il a tracée entre les droits de l'Etat et ceux de l'Eglise et de se conformer invariablement à l'esprit de la législation actuellement en vigueur. Tel est le principe général qui doit servir de règle à l'attitude et au langage de Votre Excellence. En me bornant aujourd'hui à cet aperçu sommaire, je me réserve de Vous munir d'instructions plus détaillées selon que le besoin s'en fera sentir. La direction imprimée aux travaux du Concile et les décisions éventuelles de cette Assemblée nous dicteront la conduite que nous aurons à observer. Je dois donc Vous recommander encore une fois tout particulièrement, Monsieur le Comte, de me fournir exactement tous les renseignements propres à éclairer le Gouvernement Impérial et Royal et à le mettre à même de prendre les mesures opportunes. Votre Excellence voudra bien appliquer tous Ses soins à remplir cette tâche dont l'importance ne saurait lui échapper, puisqu'Elle sait à quel point la question des rapports entre l'Etat et l'Eglise réclame la sollicitude la plus constante du Gouvernement Impérial et Royal. Recevez etc. Beust.

Nr. 4873. (138.)

BAIERN. Gutachten der Juristenfacultät zu München in Betreff der Conciliumsfrage.

Nr. 4873 (138). Baiern. 2. Nov. 1869.

Von den fünf Fragen, welche die hohe k. Staatsregierung der theologischen und der juristischen Facultät unserer Universität zur Beantwortung vorgelegt hat, bietet der Juristenfacultät als solcher nur die erste Frage

directen Anlass und Stoff zur Aeusserung ihrer wissenschaftlichen Ueberzeugung dar. Aber auch hinsichtlich dieser Frage sieht sich die Facultät zu einer engeren Begränzung des Thema's veranlasst. || Wollte man nämlich den Einfluss der Dogmen, welche nach der Meinung der hohen k. Staatsregierung auf dem nächsten Concil formulirt werden dürften, auf die Lehre von den Beziehungen zwischen Staat und Kirche in Deutschland einer Erörterung unterziehen, so würde bei einigem Eingehen ins Detail die Aufgabe Dimensionen gewinnen, welche über den praktischen Zweck der Fragestellung weit hinausgriffen. Die Facultät glaubt daher, der Intention der hohen k. Staatsregierung genugsam zu entsprechen, wenn sie sich bei Beantwortung der ersten Frage lediglich auf den Standpunkt des baierischen Staates stellt, zumal ja die Principienfragen für alle Staaten die gleichen sind. || Die also begränzte Frage nun lautet: || „Wenn die Sätze des Syllabus und die päpstliche Unfehlbarkeit auf dem nächsten Concilium zu Glaubenswahrheiten erhoben werden, welche Veränderungen würden hiedurch in der Lehre von den Beziehungen zwischen Staat und Kirche, wie sie bisher in Baiern praktisch und theoretisch gehandhabt wird, herbeigeführt?" || Die Facultät beehrt sich, hierauf folgende Antwort zu ertheilen: Wird — um zuvörderst beim Wortlaute der gestellten Frage stehen zu bleiben — nach Veränderungen gefragt, welche hiedurch, d. h. unmittelbar durch die blosse Thatsache der Dogmatisirung fraglicher Lehrsätze, im Verhältniss von Staat und Kirche zu einander bewirkt werden würden, so muss die Facultät erwiedern: „Die Dogmatisirung der Syllabussätze und der päpstlichen Unfehlbarkeit vermag, an und für sich allein, gar keine Veränderungen zu bewirken in den Beziehungen zwischen dem Staat und der katholischen Kirche, wie sie zur Zeit verfassungs- und gesetzmässig geregelt sind." || Denn kirchliche Glaubenssätze sind ihrer Natur nach noch keine Rechtssätze, die der Staat unmittelbar auch für sich, für seine Lebenssphäre als maassgebend anzuerkennen hätte. So wenig der Staat durch seine Gesetzgebung den kirchlichen Glaubensinhalt zu bestimmen vermag, ebensowenig wohnt der gesetzgebenden Gewalt in der katholischen Kirche die Autorität inne, durch ihre Beschlüsse einseitig die geltenden rechtlichen Verhältnisse eines Staates zu verändern. Sollte daher das künftige Concil (wie die k. Staatsregierung berichtet) Beschlüsse fassen, welche mit den in Baiern geltenden Principien über das gegenseitige Verhältniss von Staat und Kirche, oder mit den hinsichtlich der rechtlichen Stellung der katholischen Kirche erlassenen Bestimmungen im Widerspruch stünden, so würde durch diese Thatsache allein der geltende Rechtsbestand zunächst in keiner Weise alterirt. Und sollte hiernach von irgendwelcher Seite her in Baiern der Versuch gemacht werden, sich in Befolgung und mit Berufung auf solche (fragliche) Concilsbeschlüsse einseitig über das geltende Recht wegzusetzen, so wäre es offenbar Recht der Staatsgewalt, einem solchen Versuch mit allen gesetzlich zulässigen Mitteln zu begegnen. || Die gestellte Frage gibt indess noch einer anderen Betrachtung und Behandlung Raum. Wenn nämlich bei dem im

Nr. 4873 (138). Baiern. 2. Nov. 1869.

baierischen Volk lebenden Rechtssinn auch kaum zu befürchten steht, dass solch illegale Versuche gemacht werden würden, so darf doch — da die katholische Kirche sich mit der blossen Formulirung von Dogmen nicht begnügen kann — mit Sicherheit erwartet werden, dass sowohl die kirchlichen Autoritäten als auch die glaubenseifrigen katholischen Laien alsbald ihr Bestreben darauf richten würden, den kirchlichen Dogmen auf legalem Wege praktische Wirksamkeit zu verschaffen, d. h. auf eine gesetzmässige Aenderung des bestehenden Rechtszustandes, soweit er mit den Dogmen der Kirche im Widerspruch sich befände, hinzuarbeiten. Mit Rücksicht auf diese Eventualität — und bis zum Eintritt derselben wäre schon die blosse Thatsache der Existenz von sich widersprechenden Kirchen- und Staatsgesetzen in einem Staat mit überwiegend katholischer Bevölkerung aus naheliegenden Gründen ein grosser Uebelstand! — musste die hohe k. Staatsregierung sich veranlasst sehen, schon im Voraus über die Tragweite der in Aussicht stehenden Concilsbeschlüsse ein möglichst klares Bild sich zu verschaffen, um rechtzeitig ihre Maassnahmen zur Verhütung jeglicher Störung des religiösen Friedens im Land und zur Aufrechterhaltung der im beiderseitigen Interesse gelegenen Harmonie zwischen den Staats- und Kirchengewalten treffen zu können. Von dieser Erwägung geleitet, irren wir wohl kaum in der Annahme, dass es die Intention der hohen k. Staatsregierung bei Erlassung ihrer Fragen gewesen sei: auch von wissenschaftlichen Seiten her Gutachten zu erhalten über die Veränderungen, welche durch die fraglichen neuen Dogmen im Verhältniss von Staat und Kirche mittelbar bewirkt werden würden, mit anderen Worten: Gutachten zu erhalten über das Verhältniss, in welches nach der Absicht des päpstlichen Stuhles der moderne Staat zur katholischen Kirche gebracht werden soll — um je nach dem Ausfall derselben mit um so grösserer Aussicht auf Erfolg geeignete Schritte machen zu können. Indem nun die Juristenfacultät die gestellte Frage von diesem Gesichtspunkt aus betrachtet, glaubt sie ihre Antwort nach reiflicher Erwägung kurz dahin formuliren zu können: || „Durch die Dogmatisirung der Syllabussätze und der päpstlichen Unfehlbarkeit würde das bisherige Verhältniss von Staat und Kirche principiell umgestaltet, und beinahe die gesammte Gesetzgebung bezüglich der Rechtsverhältnisse der katholischen Kirche in Baiern in Frage gestellt.“ || Wir wollen im Nachstehenden sofort den Beweis für diese unsere Behauptung antreten, bemerken aber voraus, dass unsere Argumentation auf die von der hohen k. Staatsregierung wohl gleichfalls angenommene Voraussetzung basirt ist: dass die bisher nur negativ gefassten und darum allerdings noch mehrfacher Deutung fähigen Syllabussätze, ins Positive übertragen, etwa so lauten werden, wie sie in den bekannten Werken des Jesuiten Pater Clemens Schrader („Der Papst und die modernen Ideen,“ zweites Heft. Wien 1865) und des Professors der Theologie Dr. Joseph Tosi („Vorlesungen über den Syllabus Errorum der päpstlichen Encyclica vom 8. Dec. 1864.“ Wien 1865) in deutscher Uebersetzung sich finden — eine Voraussetzung, welche beim Mangel einer authen-

tischen Uebertragung des Syllabus aus der Negation in die Affirmation eine zulängliche Begründung dadurch erhält, dass die erstere der beiden Schriften von einem päpstlichen Belobungsschreiben begleitet, die zweite mit Approbation des fürstbischöflichen Seckauer Ordinariates gedruckt ist. || Von allen namhaften Vertretern der Staats- und Kirchenrechtswissenschaft wird einmüthig gelehrt: dass Staat und Kirche zwei selbstständige, von einander unabhängige Organismen seien, beide von Gott geordnet, der eine zur Realisirung der zeitlichen Wohlfahrt, der andere zur Ermöglichung der ewigen Glückseligkeit der Menschheit — der eine demgemäss hauptsächlich mit physischen, der andere mit geistigen Mitteln und Kräften wirkend — beide somit nach Zweck und Mitteln verschieden, keiner dem anderen untergeordnet, vielmehr beide einander coordinirt, aber allerdings mit manchen Berührungspunkten, da ja beide Organismen auf demselben räumlichen Gebiete sich bewegen und gleichzeitig dieselben Menschen umfassen. || Dieses grosse Princip der Geschiedenheit und Selbstständigkeit beider Gewalten — von Christus selbst in den vielsagenden Worten sanctionirt: „Gebt dem Kaiser, was des Kaisers, und Gott, was Gottes ist“ (Matth. XXII, 21, Marc. XII, 17, Luc. XX, 25), — „Mein Reich ist nicht von dieser Welt“ (Joh. XVIII, 36), — „Wer hat mich zum Richter über euch bestellt?“ (Luc. XII, 14) — ist denn auch in allen modernen deutschen Verfassungsurkunden anerkannt und durchgeführt, wenn auch im Einzelnen noch manche durch die geschichtliche Entwicklung des Verhältnisses von Staat und Kirche bedingte und erklärbare Inconsequenzen sich finden mögen. (Vergl. die baierische Verfassungsurkunde Tit. I, §. 1, Tit. II, §. 1, Tit. IV, §. 9 Abs. 5.) || Mit diesem Fundamentalsatze der Unabhängigkeit und Coordination von Staat und Kirche würde nun aber zuvörderst das Dogma der Infallibilität des Papstes in einen, wie uns scheint, unlösbaren Widerspruch gerathen. Denn wenn die unter Kanonisten und Theologen seit langer Zeit allerdings lebhaft ventilirte, aber, soweit wir sehen, mit nicht durchschlagenden Gründen vertheidigte Lehrmeinung von der Unfehlbarkeit des „ex cathedra“ redenden Papstes (nebenbei bemerkt, ist das eine rein willkürliche und nicht sicher definirbare Bezeichnung) durch das künftige Concil in dem von einigen, z. B. Phillips Kirchenrecht Bd. II. S. 340, angenommenen Sinn entschieden würde: dass eine Erklärung des Papstes über einen Glaubenspunkt, oder über eine Frage in Betreff der Moral, dann als ein Ausspruch ex cathedra und als infallibel zu gelten habe, wenn der Papst sie mit Bezugnahme auf die Autorität des heil. Stuhles, oder an Christi Statt, oder im Namen der Apostelfürsten, oder in ähnlichen Ausdrücken, als oberster Lehrer der Kirche abgegeben habe: dann wäre damit eo ipso — weil nach katholischer Auffassung in Sachen des Glaubens ein Irrthum nicht möglich und folglich ex cathedra Aussprüche früherer Päpste dieselbe Kraft und Wirkung haben müssen wie solche künftiger Päpste — jene curialistische Theorie, wonach der Staat der Kirche untergeordnet wäre und die weltliche Gewalt in völliger Abhängigkeit von der geistlichen sich befände, für die Katholiken als Glaubenssatz proclamirt.

Nr. 4873 (138). Baiern. 2. Nov. 1869.

Denn mit einer keinen Zweifel über den Sinn seiner Worte zulassenden Deutlichkeit hat — um aus der Menge ähnlicher Kundgebungen nur ein Beispiel herauszugreifen — der Papst Bonifaz VIII. in der allgemein als dogmatisch geltenden Bulle „Unam sanctam“ vom 18. Nov. 1302, welche Leo X. auf der 5. Lateranischen Synode bestätigt hat (c. 1 Extravag. comm. I, 8), die Unterordnung der weltlichen Gewalt, des Staates, unter die geistliche, die Kirche, als einen Satz hingestellt, den jeder Katholik bei Vermeidung des Verlustes der ewigen Seligkeit zu glauben habe. Der Staat würde darnach seine Autorität nicht unmittelbar aus dem göttlichen Willen, sondern nur von der Kirche (dem Papst) ableiten dürfen, in deren (dessen) Händen sich eigentlich nach (vermeintlicher) Anordnung Christi beide Gewalten vereinigt fänden, und die Staatsgewalt hätte als blosses Organ der Kirchengewalt deren Willen blindlings zu vollstrecken: „*In hac ejusque potestate* — sagt Bonifaz — *duos esse gladios, spiritualem videlicet et temporalem, evangelicis dictis instruimur* . . . Certe qui in potestate Petri temporalem gladium esse negat, male verbum attendit Domini proferentis: „Converte gladium tuum in vaginam.“ *Uterque ergo est in potestate ecclesiae, spiritualis scilicet gladius et materialis.* Sed is quidem pro ecclesia, ille vero ab ecclesia exercendus. Ille sacerdotis, is manu regum et militum, *sed ad nutum et patientiam sacerdotis. Oportet autem gladium esse sub gladio et temporalem auctoritatem spirituali subjici potestati* . . .“ || Es sei — erklärt Papst Bonifaz weiter — ein göttliches Recht der obersten Kirchengewalt, die weltliche Gewalt einzusetzen und zu richten: „Nam veritate testante *spiritualis potestas terrenam potestatem instituere habet et judicare si bona non fuerit.* . . Ergo si deviat terrena potestas, judicabitur a potestate spirituali. . . *Est autem haec auctoritas*, et si data sit homini et exerceatur per hominem, non humana, sed potius *divina*. . . Quicunque igitur huic potestati a Deo sic ordinatae resistit, Dei ordinationi resistit.“ || Dass aber der Papst bei Erlassung dieser Bulle „ex cathedra“ im oben bezeichneten Wortverstand gesprochen habe, geht aus der ganzen Haltung und insbesondere aus den Schlussworten derselben: „Porro subesse Romano Pontifici omni humanae creaturae *declaramus, dicimus, diffinimus et pronunciamus* omnino esse de necessitate salutis“ unwiderleglich hervor, und wir vermögen nach den gewöhnlichen Grundsätzen der Auslegungskunst jener Auslegung der Bulle wonach nur dem einen oder anderen weniger verfänglichen Satze derselben dogmatischer Charakter beiwohnen soll, oder der Papst nur von der Unterwürfigkeit der Fürsten „in Betreff ihrer Sünde“ gesprochen habe (Phillips Kirchenr. III. S. 256—260), absolut nicht beizupflichten. Auch kann nach den geschichtlichen Vorgängen jener Zeit kein Zweifel über den wahren von uns angegebenen Sinn der Bulle obwalten. || Durch diesen Hinblick auf eine unabweisbare Consequenz des Dogma von der päpstlichen Infallibilität glauben wir dargethan zu haben, dass durch dasselbe, falls es wirklich vom Concil im obigen Sinn formulirt würde, das bisherige Verhältniss der Coordination von Staat und Kirche grundsätzlich verändert werden müsste, und zwar zum Nach-

Nr. 4873 (138). Baiern. 2. Nov. 1869.

theil des Staats. Welche einzelnen praktischen Wirkungen jenes Dogma auf die Beziehungen von Staat und Kirche äussern würde, liegt ausser aller menschlichen Voraussicht; nur so viel lässt sich jetzt schon mit Bestimmtheit behaupten, dass eine erneuerte Geltendmachung der Superiorität der Kirche über den Staat zu den unheilvollsten Wirrnissen und Kämpfen führen würde, aus welchen höchst wahrscheinlich zunächst nicht die Kirche siegreich hervorgehen dürfte, sondern der von der Kirche sich dann völlig lossagende Staat. || Gleichwohl gewinnt es den Anschein, als ob man in Rom das Bestreben, der Kirche den Vorrang und die Herrschaft über den Staat zu verschaffen, auch heute noch nicht aufgegeben habe. Unter den Sätzen des Syllabus, auf die wir nun übergehen, befinden sich nämlich einige, welche diese Tendenz ganz entschieden verrathen, und ihre Dogmatisirung würde daher ebenfalls die allerbedenklichsten Folgen nach sich ziehen, da kein moderner Staat auf das Verlangen nach Aenderung seiner Principien und seiner Rechtsinstitute im Sinn jener Thesen eingehen kann und wird. || So verwirft in der 42. Thesis der Papst den Satz als einen Irrthum: dass im Conflict der Gesetze beider Gewalten das weltliche Recht den Vorzug habe. Formulirt man nun zum Zweck der Dogmatisirung den Gegensatz davon, so würde es Glaubenssatz der katholischen Kirche: dass im Conflict der Gesetze beider Gewalten nicht das weltliche Recht den Vorzug habe, sondern das Kirchengesetz (Schrader a. a. O. S. 29 und Tosi a. a. O. S. 105) — ein Satz, der in dieser Allgemeinheit schon deshalb von keinem Staat anerkannt werden kann, weil damit dem Ungehorsam gegen die Staatsgesetze Thür und Thor geöffnet wäre, da es nicht schwer fiele, sich auf ein wirklich oder vermeintlich widersprechendes Kirchengesetz zu berufen; wir erinnern beispielsweise nur an die Widersprüche zwischen der weltlichen und kirchlichen Gesetzgebung bezüglich der Zinsen und des Zehnten. Derselbe Anspruch auf Unterordnung der weltlichen Gesetzgebung unter die kirchliche wird in der Thesis 57 erhoben, worin es heisst: „die bürgerlichen Gesetze sollen und dürfen von der göttlichen Offenbarung und der Autorität der Kirche nicht abweichen.“ (!) (Schrader S. 34.) || So wünschenswerth es auch ist, dass die weltlichen und kirchlichen Gesetze principiell mit einander harmoniren, und so wenig wir geneigt sind, in Abrede zu stellen, dass ein Unterthan aus religiöser Ueberzeugung den Gesetzen seiner Kirche einen materiellen Vorzug vor den Staatsgesetzen einzuräumen sich gedrungen sehen mag, so muss doch unter allen Umständen daran festgehalten werden, dass jeder Unterthan die formelle Autorität der Gesetze des Staates zu respectiren habe, und es wird Niemand zu behaupten vermögen, dass dieser Satz mit der Lehre und dem Beispiel Christi und der Apostel im Widerspruch stehe. || Bereits hat der Papst die obigen Thesen ins praktische Leben einzuführen gesucht, indem er in seiner Allocution vom 22. Juni 1868 das österreichische Staatsgrundgesetz vom 21. Dec. 1867 und die confessionellen Gesetze vom 25. Mai 1868 für null und nichtig erklärt, und dadurch jene Conflicte zwischen der Staatsgewalt und den kirchlichen Organen in Oester-

Nr. 4873 (138). Baiern. 2. Nov. 1869.

reich erregt hat, welche sich vor unsern Augen abwickeln. Aehnliche Conflicte würden durch die Dogmatisirung der in Rede stehenden Thesen wohl auch in Bayern entstehen. Bekanntlich finden sich zwischen den Bestimmungen des Concordats und der zweiten Verfassungsbeilage, dem sog. Religionsedict, mehrere nicht unerhebliche Widersprüche. Da nun aber das Concordat laut der Publicationsworte im §. 103 des Religionsedicts nur mit den durch das letztere gezogenen Einschränkungen als Staatsgesetz gilt, so besteht wenigstens unter Juristen kein Zweifel darüber, dass bei einem wirklichen Widerspruch zwischen den Bestimmungen beider Rechtsquellen das Edict den Vorzug habe vor dem Concordat. Würde nun der Satz: dass beim Widerstreite der Gesetze beider Gewalten das Kirchengesetz den Vorzug habe vor dem Staatsgesetze, zum Dogma erhoben, dann müssten die Katholiken dem Concordat, welches ja unzweifelhaft auch als ein Kirchengesetz betrachtet werden muss, den Vorzug einräumen vor dem Edict, und Anlässe zu Conflicten aller Art würden sich bald einstellen. || Nur im Vorbeigehen erwähnen wir ferner des sehr vernehmbaren Anklanges an die Theorien der Bulle „Unam sanctam“ in der Syllabus-Thesis 54, welche lautet: „Könige und Fürsten sind nicht nur von der Jurisdiction der Kirche nicht ausgenommen, sondern sie stehen bei Entscheidung von Jurisdictionsfragen auch nicht höher als die Kirche“ (Schrader l. c. S. 34), oder besser (nach Tosi l. c. S. 158) „unter der Kirche“. Wer da weiss, wie dehnbar und unbestimmt die Ausdrücke „Jurisdiction“ und „Jurisdictionsfragen“ im kirchlichen Sprachgebrauche sind, für den bedarf es keiner Erläuterung unserer Behauptung: dass nach der Dogmatisirung dieser 54. Thesis von der Souveränetätsqualität der Könige und Fürsten nur sehr bedingt mehr gesprochen werden könnte. Im Zusammenhalt mit der besprochenen 42. Thesis gewinnen auch einige andere Thesen die rechte Beleuchtung, und kann deren Tragweite nur unter fortwährender Berücksichtigung des dort aufgestellten, so bedenklichen Satzes völlig gewürdigt werden. || Die Kirche vindicirt sich auf der einen Seite vollkommene Freiheit und Unabhängigkeit vom Staat: „die Kirche“ — besagt Thesis 19 (Schrader l. c. S. 23) — „ist eine wahre und vollkommene, völlig freie (!) Gesellschaft, und sie besitzt ihre eigenen, beständigen, von ihrem göttlichen Stifter ihr verliehenen Rechte, und es ist nicht Sache der Staatsgewalt, zu bestimmen, welches die Rechte der Kirche und welches die Schranken seien, innerhalb deren sie dieselben ausüben könne:“ — und die Thesen 41 und 44 fügen ergänzend bei: „Die Staatsgewalt, um so weniger, wenn sie von einem ungläubigen Fürsten ausgeübt wird, hat nicht eine indirecte, negative Gewalt in religiösen Dingen . . . .“ „Die Staatsgewalt kann sich in Sachen der Religion, der Moral (!) und des geistlichen Regiments nicht einmischen.“ (Schrader l. c. S. 29.) || Auf der andern Seite aber nimmt die Kirche zu dieser ihrer Freiheit noch das Recht in Anspruch, eine zeitliche Gewalt ausüben zu dürfen: „Die Kirche hat“ — lautet Thesis 24 — „die Macht, äussern Zwang anzuwenden; sie hat auch eine directe und indirecte zeitliche Gewalt“ (!),

Nr. 4873 (138). Baiern. 2. Nov. 1869.

wozu Schrader S. 25 bemerkt: „Nicht bloss die Geister sind der Gewalt der Kirche unterworfen" (!). || Wir wollen nun nicht versuchen, bis ins Detail nachzuweisen, dass diese bis jetzt nur vom Papste vorgenommene höchst auffallende Grenzbestimmung zwischen der kirchlichen und staatlichen Rechtssphäre bis zur völligen Unbedeutendheit des Staats ausgedehnt werden könnte. Aber auf einige, unser geltendes Recht direct bedrohende Consequenzen aus den angeführten und andern einschlägigen Syllabus-Thesen aufmerksam zu machen, können wir uns nicht versagen. || Dem König steht bekanntlich hinsichtlich der Religionsgesellschaften eine gewisse Summe von Befugnissen zu, deren Inbegriff man das Kirchen-Hoheitsrecht (jus circa sacra) zu nennen pflegt. Es äussert sich dieses, im Laufe der Jahrhunderte durch Zusammenwirken verschiedener Ursachen erwachsene und der Hauptsache nach unveräusserliche Majestätsrecht in den drei Richtungen des jus reformandi, oder richtiger recipiendi, des jus supremae inspectionis und des jus advocatiae. Der König kann demnach, unter Einhaltung der verfassungsmässigen materiellen und formellen Bedingungen, Religionsgesellschaften in den Staat aufnehmen und ihnen dabei das Maass ihrer bürgerlichen und politischen Berechtigung in dem Staate vorzeichnen. Die sämmtlichen recipirten Kirchengesellschaften stehen sodann unter der obersten Aufsicht der Staatsgewalt, welche darüber zu wachen hat, dass keine über ihren eigentlichen Wirkungskreis hinausgreife, der äussere Friede unter den verschiedenen Confessionen aufrecht erhalten und die Harmonie zwischen der geistlichen und weltlichen Gewalt nicht gestört werde, wogegen aber auch alle Kirchengesellschaften und die einzelnen Glieder derselben den Schutz der Staatsgewalt gegen jede Verletzung ihrer Rechte und Gesetze und gegen alle widerrechtlichen Handlungen anzurufen berechtigt sind. || In Bethätigung des jus recipiendi und advocatiae hat nun schon der Geber der Verfassungsurkunde jedem Einwohner des Reichs vollkommene Gewissensfreiheit und die freie Wahl des Glaubensbekenntnisses nach erlangter Volljährigkeit zugesichert, die Religionsverhältnisse der Kinder aus gemischten Ehen normirt, die katholische und protestantische Kirche einander rechtlich vollkommen gleichgestellt, und zugleich jeden äussern Zwang in Sachen des Glaubens und Gewissens ausgeschlossen. Die Verfassungsbestimmung der Freiheit der Presse und des Buchhandels besteht auch für die Werke religiösen Inhalts. (Vgl. Verf.-Urkunde Tit. IV §. 9 und II. Beilage §. 1; 5 bis 11, 12 bis 23; 24; §. 2, 42, 71; Tit. IV §. 11 und Beil. III.) Alle diese staatsrechtlichen Normen hätten nach den Thesen 19, 41, 44, 24 keinen Anspruch auf Wirksamkeit gegenüber der katholischen Kirche! || Um aber keinen Zweifel aufkommen zu lassen darüber, dass man in Rom gerade diese, wie uns scheint, dem Geiste des Christenthums vollkommen entsprechenden, in die allgemeine Rechtsüberzeugung des deutschen Volks übergegangenen und jedenfalls als geschichtliche Nothwendigkeit erscheinenden Principien der Glaubens- und Bekenntnissfreiheit und der Parität perhorrescire, und die ganz entgegengesetzten Principien des Bekenntnisszwangs und

Nr. 4873 (138). Baiern. 2. Nov. 1869.

des exclusiven Staatskirchenthums begünstige, verweisen wir auf die keines Commentars bedürfenden Thesen 15, 77, 78 und 79, welche lauten: „Es steht nicht jedem Menschen frei, jene Religion anzunehmen und zu bekennen, welche er, durch das Licht der Vernunft geführt, für die wahre hält" (Thesis 15), wozu Schrader S. 22 noch bemerkt: „Sondern wer die geoffenbarte Wahrheit in der katholischen Religion erkannt hat, darf keine andere suchen und annehmen." „In unserer Zeit ist es auch noch nützlich, dass die katholische Religion als die einzige Staatsreligion unter Ausschluss aller andern Culte gehalten werde" (Thesis 77); und: „Es war daher nicht gut gethan in gewissen katholischen Ländern den Einwanderern gesetzlich die freie Ausübung ihres Cultus zu garantiren" (Thesis 78. Schrader S. 40); „denn es ist nicht falsch, dass die staatliche Freiheit eines jeden Cultes und die Allen ertheilte Erlaubniss, allerlei Meinungen und Ansichten laut und öffentlich bekanntzugeben, zur leichteren Verderbniss der Sitten und Gemüther der Völker und zur Verbreitung der Pest des Indifferentismus führen." (Thesis 79 Schrader S. 41.) || Welch' bedenkliche Beunruhigung der Gewissen und welch gefährliche Trübung des religiösen Friedens müssten solche Dogmen in einem paritätischen Staate wie Bayern erzeugen! || Dass ferner angesichts der mehrerwähnten Thesen von dem obersten Aufsichtsrecht des Königs auch über die katholische Kirche mit all den darunter begriffenen einzelnen Befugnissen keine Rede mehr sein könnte, braucht kaum erwähnt zu werden. Die zwei bekanntesten hieher gehörenden Institute des Placet und der Appellatio ab abusu (vgl. II. Edict §. 57—59, §. 51—54, 55, 56, 57, 60 und allerhöchste k. Verordnung vom 8. April 1852) sind obendrein durch den zweiten Satz der 41. Thesis speciell mit den Worten verworfen: „sie" (die Staatsgewalt) „hat also weder das Recht des *Exequatur* noch das Recht der *Appellatio*, welche *ab abusu* genannt wird." (Schrader S. 20.) || Da die katholische Kirche unbeschränkte Erwerbsfreiheit für sich in Anspruch nimmt — Thesis 26 lautet: „Die Kirche hat ein angebornes und legitimes Recht auf Erwerb und Besitz" (Schrader l. c. S. 25) — so wären die gemäss §. 44 des II. Edicts noch bestehenden Amortisationsgesetze zu beseitigen; ebenso könnte von der obersten Aufsicht des Staats über die Verwaltung der Kirchengüter, vorbehalten durch §. 75 des II. Edicts, keine Rede mehr sein. Wie jeder wohlorganisirte moderne Staat, so vindicirt sich auch der bayerische Staat das ausschliessliche Recht der Gesetzgebung und Gerichtsbarkeit in Civil- und Criminalsachen, das Recht der Besteuerung und der Heranziehung der Unterthanen zum Dienste der Waffen; jede Befreiung oder Bevorzugung irgendwelcher Unterthanenclasse in der einen oder andern Beziehung muss als ein vom Staate nach seinem freien Ermessen verliehenes und darum auch wieder entziehbares Privilegium betrachtet werden. Demgemäss ist bei uns auch die katholische Kirche hinsichtlich ihrer Personen und Güter der staatlichen Gerichtsbarkeit unbedingt, der Steuerpflicht principiell, aber mit einigen Begünstigungen unterworfen; von der Pflicht, die Waffen zu tragen, sind aber die

Cleriker befreit (vgl. Verf.-Urkunde Tit. VIII §. 1 und II. Edict §. 64—70, Tit. IV §. 9, Abs. 6 und II. Edict §. 73, 74 und dazu die verschiedenen Finanzgesetze; Tit. IX §. 1). || Dagegen nimmt nun die katholische Kirche eine nach dem kanonischen Rechte bekanntlich ins ungemessene sich erstreckende Immunität, d. h. Befreiung von weltlicher Gerichtsbarkeit, Besteuerung und Militärpflicht, als ein gottverliehenes Recht in Anspruch, so dass jede Gewalt des Staats in einer der angegebenen Beziehungen nur als eine vom Papste der Staatsgewalt verliehene Concession erschiene. Die bezüglichen Thesen lauten: „Die Immunität der Kirche und der kirchlichen Personen hatte ihren Ursprung nicht vom Civilrecht", „sondern sie wurzelt" — wie Schrader l. c. S. 26 beifügt — „im eigenen, von Gott ihr verliehenen Rechte der Kirche" (Thesis 30); „die geistliche Gerichtsbarkeit für weltliche, Civil- wie Criminalangelegenheiten der Geistlichen ist nicht gänzlich, selbst ohne Befragen und gegen den Einspruch des apostolischen Stuhls abzuschaffen" (Thesis 31); „denn sie ist" — fügt Schrader S. 26 bei — „im eigenen Rechte der Kirche begründet und kann nur mit ausdrücklicher Zustimmung des Papstes an die weltlichen Gerichte übertragen werden" (!); die von der Militärfreiheit handelnde Thesis 32 ist für Bayern von keinem praktischen Belang. Sollten diese Sätze dogmatisirt, und daraufhin von der Kirche die entsprechenden Ansprüche erhoben werden, dann müsste der Staat sein Hausrecht wahren. || Wir halten es nicht für nöthig, auf weitere Erörterungen uns einzulassen, wozu noch einige andere Thesen des Syllabus, z. B. Th. 22, welche ganz offenbar gegen die Freiheit der Wissenschaft gerichtet ist, Th. 45, durch welche in Verbindung mit Th. 44 der Staat von der obersten Leitung der Schulen ausgeschlossen werden will, allerdings Anlass böten. Das Angeführte mag genügen zum Beweis unserer Behauptung: dass durch die Dogmatisirung der päpstlichen Unfehlbarkeit und der einschlägigen Syllabussätze das actuelle Verhältniss des Staats zur katholischen Kirche principiell umgestaltet, und die bestehende Gesetzgebung bezüglich der rechtlichen Stellung der katholischen Kirche in Bayern total geändert werden müsste, wenn anders verlangt würde, dass der Staat in seiner Gesetzgebung und Verwaltung mit der kirchlichen Gesetzgebung sich in Einklang setze, d. i. sich selbst aufhebe und sich der Kirche unterordne. || Indem wir in Vorstehendem unsere Ueberzeugung über die von der Staatsregierung an uns gestellte Frage ausgesprochen haben, mussten wir uns auf den Standpunkt der Regierung stellen. Wir mussten es als möglich ansehen, dass das bevorstehende Concil Beschlüsse des Inhalts fasse, wie sie in der Frage erwähnt sind. Ob dies wirklich der Fall sein werde, darf wohl noch immer als zweifelhaft erachtet werden. Es darf gehofft werden, dass das Oberhaupt der katholischen Kirche nicht die Initiative ergreifen werde, um Beschlüsse zu provociren, welche jedenfalls durch kein Bedürfniss gefordert sind. Man darf erwarten, dass sich das bevorstehende Concil der Ueberzeugung nicht verschliessen werde, dass den Uebelständen, an welchen die menschliche Gesellschaft unbestreitbar leidet, nicht durch neue

Nr. 4873 (138). Baiern. 2. Nov. 1869.

Dogmen, sondern nur durch Förderung wahrer Religiosität und Sittlichkeit auf Grund der bestehenden Dogmen abgeholfen werden könne.

Zur Beglaubigung

B. Windscheid, z. Z. Dekan.

Separat-Votum des Professors Dr. v. Bayer in der Sitzung der Juristenfacultät am 2. Nov. 1869 in Betreff der Conciliumsfrage.

Hinsichtlich der ersten Frage, auf deren Beantwortung sich das gutachtliche Referat allein beschränkt, glaubt der Unterzeichnete zweierlei unterscheiden zu müssen, nämlich I. den unmittelbaren Einfluss der Dogmatisirung der in Frage stehenden Sätze auf die bestehenden verfassungsmässigen und gesetzlichen Institutionen des Staats, und II. die Wirkung derselben in Bezug auf die katholischen Staatsangehörigen. || Zu I. In der ersten Beziehung würde, wie ich glaube, dieser Act keine Veränderung hervorbringen. Allerdings kann nicht in Abrede gestellt werden, dass mehrere Sätze des Syllabus mit den positiven Bestimmungen des modernen Staatsrechts in Widerspruch stehen. || Wenn ich nämlich auch nicht in allen Sätzen, welche das Referat für widersprechend hält, mit Sicherheit einen solchen Widerspruch zu finden vermag, weil die Umsetzung der einzelnen Thesen aus ihrer ursprünglich negativen Fassung in die affirmative nicht selten auf mehrfache Art möglich ist, auch auf eine solche, welche keinen Widerspruch enthält, wenn ich ferner auch die Befürchtung des Referats nicht theilen kann, dass durch die Dogmatisirung der päpstlichen Unfehlbarkeit die Bulle „Unam sanctam“ von Bonifaz VIII. auch für die Gegenwart in Kraft gesetzt werden würde, weil diese Bulle nach dem Zeugnisse Döllinger's in dessen Werke „Kirche und Kirchen“ (München 1861, S. 48) schon einige Jahre nach ihrer Erlassung durch Clemens V. zurückgenommen oder abrogirt worden ist, so kommen doch immerhin in dem Syllabus einige Aussprüche vor, welche unzweifelhaft einzelnen Bestimmungen namentlich der bayerischen Verfassungsurkunde widersprechen. Ohne auf eine erschöpfende Vergleichung eingehen zu wollen, glaube ich als solche jedenfalls bezeichnen zu können die Thesis 15, durch welche ausdrücklich verworfen wird, was in der bayerischen Verfassungsurkunde Tit. IV. §. 9 über die Gewissensfreiheit bestimmt ist, und ebenso die Thesis 41, in welcher der weltlichen Gewalt das Recht des Exequatur (Placet) und der Annahme einer Appellatio ab abusu abgesprochen wird, während doch diese Befugnisse in den bayerischen Verfassungsgesetzen ausdrücklich anerkannt sind. Verf.-Urk. Titel IV. §. 9, Abs. 5 und Religionsedict §. 52 fg. und §. 58. || Aber ungeachtet dieser materiellen Widersprüche glaube ich doch, dass durch Dogmatisirung der betreffenden Thesen des Syllabus keine Veränderung in den Vorschriften des bayerischen Staatsrechts bewirkt werden würde. Dass eine solche Veränderung durch die blosse Publication der Conciliumsbeschlüsse ipso iure nicht bewirkt werden könnte, versteht sich wohl von selbst. Dass

sich aber die Staatsregierung geneigt zeigen würde, das dermalen bestehende Kirchenstaatsrecht auf verfassungsmässigem Wege mit den abweichenden Conciliumsbeschlüssen in Einklang zu bringen, wird unter den gegenwärtigen Verhältnissen und im Hinblick auf die neuesten Vorgänge in andern deutschen Staaten sicher Niemand für wahrscheinlich halten. Hat man doch selbst völkerrechtliche Verträge mit dem päpstlichen Stuhl ohne weiteres aufzuheben keinen Anstand genommen (Baden, Oesterreich); wie sollte zu erwarten sein, dass einseitige Beschlüsse der Kirchengewalt, welche mit dem Landesstaatsrecht nicht harmoniren, eine willfährig entgegenkommende Berücksichtigung finden würden? || Zu II. Anders verhält sich die Sache, wenn man die Wirkung der Dogmatisirung auf die katholischen Staatsangehörigen ins Auge fasst. Diese würden durch die Erhebung der Sätze des Syllabus zu Glaubenswahrheiten mehrfach in eine äusserst peinliche Lage versetzt werden, und zwar gerade diejenigen am meisten, welche es ehrlich mit der Kirche und dem Staate meinen. Einerseits wären sie nämlich — und zwar nicht bloss formell, sondern (in Folge des geleisteten Unterthanen-Eides und selbst in Folge der Thesis 63 des Syllabus) auch im Gewissen verpflichtet, den Gesetzen und Anordnungen ihrer rechtmässigen Fürsten nachzukommen; andererseits wären sie aber ebenfalls im Gewissen verpflichtet, sich den widersprechenden kirchlichen Beschlüssen zu unterwerfen. || Die Folgen eines solchen Conflictes würden auch für die weltlichen Regierungen nicht gleichgültig bleiben. Aber ungleich schwerer würden die Nachtheile desselben auf die Kirche selbst zurückfallen. Denn einige der Betheiligten würden, um sich der peinlichen Lage zu entziehen, offen und ausdrücklich ihren Austritt aus der katholischen Kirche erklären; andere aber — und diese würden gewiss die weit überwiegende Mehrheit bilden — würden zwar nicht äusserlich, aber doch innerlich von der Kirche abfallen, d. h. sie würden sich zwar immer noch Katholiken nennen und nennen lassen, aber sich weiter um die Dogmen der katholischen Kirche nicht im geringsten bekümmern, ja sogar unter Umständen ausdrücklich dagegen protestiren. Gerade dieser Indifferentismus aber war von jeher und ist auch jetzt noch, ja jetzt noch mehr als je, das gefährlichste Element, weil die Anhänger desselben von den offenen Feinden der Kirche als die wirksamsten Vorläufer bei der Ausführung ihrer Absichten benutzt werden. || In Erwägung dieser Gründe, insbesondere des zuletzt berührten, sehe ich mich veranlasst, wiederholt auf das zurückzukommen, was ich schon in meiner Bemerkung zu dem Circularschreiben des Dekanats vom 3. Juni l. J. anzudeuten mir erlaubt habe. Ich halte es nämlich jetzt noch mehr als damals für schlechthin unglaublich, dass die Väter des Conciliums, welchen die drohenden Gefahren unmöglich verborgen sein können, und deren Bestreben doch nur dahin gerichtet sein kann, das Beste der Kirche zu befördern, solchen Anträgen (wenn sie je gestellt werden sollten) ihre Zustimmung geben werden, welche voraussichtlich, wenigstens in einem grossen Theile der katholischen Welt, sehr nachtheilige Folgen für die Kirche selbst

Nr. 4873 (138). Baiern. 2. Nov. 1869.

herbeiführen würden. || Ich bitte, diese meine Meinungsäusserung dem Berichte der Facultät an die höchste Stelle beizulegen.

München, den 2. Nov. 1869. (gez.) Dr. v. Bayer.

Zur Beglaubigung:

B. Windscheid, z. Z. Dekan.

Das Gutachten der juristischen Facultät wurde von Prof. Berchtold ausgearbeitet, von Prof. Pözl einer Revision unterzogen und dann von der ganzen Facultät mit Ausnahme des Prof. Bayer angenommen.

Nr. 4874. (139.)

BAIERN. Erlass der königlichen Regierung an die Bischöfe. — Die Regierung erwartet, dass die Bischöfe nicht zu Beschlüssen mitwirken, welche mit den Principien der Staatsverfassung im Widerspruch stehen. —

Nr. 4874 (139). Baiern. 7. Nov. 1869.

Das bevorstehende Ereigniss einer allgemeinen Kirchenversammlung, welches nach dreihundert Jahren unserer Zeit wiederkehrt, erregt, wie bekannt, allerorten lebhafteste Theilnahme. Auch in Bayern, dessen Bewohner zum grösseren Theile zur katholischen Kirche zählen, sieht man mit Spannung, zugleich aber auch nicht ohne Besorgnisse den Beschlüssen des Concils entgegen. Die Staatsregierung, welche dieser Erscheinung mit Aufmerksamkeit gefolgt ist, muss lebhaft wünschen, dass der Erfolg alle entstandenen Besorgnisse als unbegründet erscheinen lasse. Sie begegnet hierbei mit Befriedigung der von den zu Fulda jüngst versammelten Bischöfen ausgesprochenen Ueberzeugung, „nie und nimmermehr werde und könne ein allgemeines Concil Lehren verkündigen, welche mit den Grundsätzen der Gerechtigkeit, mit dem Rechte des Staates und seiner Obrigkeiten, mit der Gesittung und den wahren Interessen der Wissenschaft oder mit der rechtmässigen Freiheit und dem Wohle der Völker im Widerspruche stehen würden.“ Wenn sich diese Voraussicht erfüllt, so wird kein Widerstreit der Consilsbeschlüsse mit der bayerischen Staatsverfassung zu besorgen sein, und die nach Titel IV §. 9 der Verfassungsurkunde erforderliche und hiermit ausdrücklich vorbehaltene Genehmigung Sr. Maj. des Königs zur Verkündigung und Vollziehung jener Beschlüsse im Lande wird dann keinem Anstande begegnen. || Es ist der lebhafteste Wunsch der Staatsregierung, mit der katholischen Kirche in Frieden zu leben und den derselben angehörenden Staatseinwohnern das volle Maass ihrer Segnungen ungeschmälert zu erhalten. In gleicher Weise muss aber auch die Staatsregierung wünschen, dass die ausserhalb der katholischen Kirche stehenden Staatsangehörigen nicht in Beunruhigung versetzt werden und dass insbesondere die bayerischen Bischöfe nicht zu Beschlüssen mit-

wirken, welche mit den Grundprincipien der bayerischen Staatsverfassung, mit der allgemeinen Staatswohlfahrt, mit der Eintracht der verschiedenen Religionsgenossenschaften und mit der garantirten Gewissensfreiheit im Widerspruche stehen würden. Unter diesen Voraussetzungen kann die Staatsregierung dem grossen historischen Ereignisse einer allgemeinen Kirchenversammlung mit voller Beruhigung entgegensehen und im glücklichen Verlaufe derselben segensreiche Wirkungen für die Kirche sowohl als die staatliche Gemeinschaft erhoffen. München, den 7. November 1869. Auf Sr. kgl. Majestät allerh. Befehl,

(gez.) v. Gresser.

Nr. 4874 (139). Baiern. 7. Nov. 1869.

Nr. 4875. (140.)

FRANKREICH. Depesche des Botschafters (Marquis de Banneville) in Rom an den kaiserl. Minister des Auswärtigen. — Unterredung mit dem Papste über die Stellung der weltlichen Mächte zum Concil. —

Rome, le 10 novembre 1869.

Nr. 4875 (140). Frankreich. 10. Nov. 1869.

(Extrait.) Prince, arrivé à Rome le 3 de ce mois, je me suis rendu le lendemain chez le cardinal secrétaire d'Etat, et je l'ai prié de solliciter pour moi une audience du Saint-Père. Le Pape m'a reçu hier. L'entretien n'a pas tardé à s'établir sur la question du concile. Le Pape connaît, ai-je dit, la résolution à laquelle s'est arrêté le gouvernement de l'Empereur en ce qui concerne la question de la représentation des gouvernemens, et les motifs qui l'ont dictée. Cette résolution, à laquelle se sont ralliés tous les cabinets, est en même temps celle qui répondait le mieux, ce me semble, aux désirs du Saint-Siége et aux idées que le Saint-Père lui-même m'avait fait l'honneur de m'exprimer; elle n'impliquait, du reste, de la part du gouvernement de l'Empereur, ni indifférence pour un acte aussi considérable que l'était la réunion d'un concile oecuménique, ni l'intention de se désintéresser des questions à débattre et des décisions à intervenir, en tant qu'elles pouvaient affecter la paix des consciences ou les rapports existans de l'Eglise et de l'Etat. J'espérais que, sous la direction du Saint-Père, la haute prudence, la sagesse consommée et l'expérience des évêques sauraient éviter de faire naître des conflits, toujours regrettables, et qui ne pouvaient être que préjudiciables à la religion, entre les principes qui sont aujourd'hui la base de presque toutes les législations civiles ou des institutions politiques, et les vérités de l'ordre moral et religieux qu'il appartient à l'Eglise de définir et d'affirmer. Le gouvernement de l'Empereur, en ce qui le concernait, avait, dans le passé et jusqu'au jour où nous parlions, aussi bien dans l'intérieur de l'Empire qu'au dehors, donné assez de gages des sentimens dont il est animé envers

Nr. 4875 (140). Frankreich. 10. Nov. 1869.

l'Eglise pour espérer que ses intentions seraient comprises, et les conseils de modération et de prudence qu'il croirait devoir donner écoutés. A l'égard des travaux du concile, des questions qui y seront débattues et de ses décisions éventuelles, le Pape a évité toute parole pouvant engager son opinion et ses prévisions personnelles; on devait s'en remettre à la sagesse des Pères du concile, qui, avec l'assistance de Dieu, pourvoiraient à tout ce qu'exigeaient, dans le temps où nous sommes, le bien de la religion et les intérêts de l'Eglise; on pouvait regretter les conjectures téméraires auxquels se livraient trop souvent des esprits ardens et impatiens, et la discussion prématurée de certaines questions qu'il eût mieux valu réserver au concile lui-même, s'il jugeait opportun de les examiner. Quant à la représentation des puissances, le Saint-Père a reconnu que la résolution du gouvernement de l'Empereur était motivée par les circonstances du temps présent et en accord avec les idées qu'il m'avait lui-même exprimées.

Veuillez agréer, etc. Banneville.

Nr. 4876. (141.)

RÖMISCHE CURIE. Das Breve Multiplices inter, durch welches P. Pius IX. die Geschäftsordnung für das Concil festsetzt.

Lat. Orig. Friedberg, Sammlung l. c. Urk. XXXIV.

Pius IX. Papst. Zum künftigen Gedächtniss.

Nr. 4876 (141). Röm. Curie. 27. Nov. 1869.

Unter den mannigfachen Nöthen, welche Uns ängstigen, fühlen Wir Uns auf's Höchste zur Danksagung gegen die göttliche Güte, die Uns in all' Unserer Betrübniss tröstet, angetrieben, da durch Ihre gnädige Fügung Uns nunmehr das Glück ganz nahe bevorsteht, das heilige allgemeine ökumenische Concil im Vatican, das bereits von Uns unter göttlichem Beistande angesagt ist, glücklich eröffnen zu dürfen. Mit Recht aber freuen Wir Uns jetzt schon in Gott darüber, dass Wir die heilbringenden Versammlungen eben dieses Concils am Feste der unbefleckten Empfängniss Maria's, der allzeit jungfräulichen Gottesmutter, also unter ihrem mächtigen mütterlichen Schutze beginnen werden, dass sie stattfinden in Unserer Vaticanischen Basilica vor den Ueberresten des hl. Petrus, der, beharrend in der einmal empfangenen Stärke des Felsens, die Regierung der Kirche, welche er übernommen, nicht aufgegeben hat, in welchem vielmehr die Sorgfalt aller Hirten sammt der Obhut über die ihm anvertrauten Schafe andauert. Eingedenk nun, dass dieses ökumenische Concil von Uns berufen worden ist, damit sich zur Ausrottung der Irrthümer, welche namentlich in diesem Jahrhundert durch den Unglauben

aufgekommen sind, zur Beseitigung der Uebelstände, unter denen die Kirche leidet, zur Besserung der Sitten und Wiederherstellung der Disciplin in der Welt- und Ordensgeistlichkeit' die geheiligten Vorsteher der Kirche mit Uns zu gemeinsamer Thätigkeit vereinigen; wohl wissend ferner, mit welchem Fleiss und mit welch' angestrengter Sorgfalt wir darauf bedacht sein müssen, dass Alles, was zur rechten Besorgung, Behandlung und Vollführung eines so heilsamen Geschäftes gehört, der heiligen Ordnung und Vorschrift Unserer Vorfahren gemäss geregelt sein muss; deshalb beschliessen und schreiben Wir Allen zur Nachachtung in diesem Vaticanischen Concil mit Unserer apostolischen Vollmacht Nachstehendes vor:

1. Von der Lebensweise im Concil. In Erwägung, dass jede gute Gabe und jedes vollkommene Geschenk von oben kommt, vom Vater der Lichter, und dass der Güte des himmlischen Vaters Nichts näher liegt, als Denen, welche Ihn darum bitten, den guten Geist zu verleihen, haben Wir schon in Unserem apostolischen Sendschreiben vom 11. April d. J., da Wir aus Anlass dieses hochh. Concils die Gnadenschätze der Kirche den Gläubigen erschlossen, diese nicht allein eindringlich ermahnt, ihr Gewissen von den todten Werken zu reinigen, um dem lebendigen Gott mit Gebet, mit Flehen, mit Fasten und andern frommen Werken inständigst zu dienen, sondern haben auch befohlen, das Licht des hl. Geistes und seinen Beistand täglich bei der Feier der hl. Messe in der ganzen katholischen Welt anzurufen, um vom Herrn einen glücklichen Ausgang für dieses Concil und heilsame Früchte für seine hl. Kirche dadurch zu erlangen. || Diese Ermahnungen und Vorschriften erneuern und bekräftigen Wir nunmehr und befehlen ausserdem, dass in den Kirchen dieser Unserer hehren Stadt während der Dauer der hochheiligen Synode, an jedem Sonntage zu einer für die Gläubigen passenden Stunde Litaneien und andere diesem Zwecke entsprechende Gebete abgehalten werden. Doch viel Bedeutenderes und Ausgezeichneteres müssen die Bischöfe und die übrigen dem Priesterstande Angehörigen, die an diesem Concil sich betheiligen, leisten, da sie als Diener Christi und Verwalter der Geheimnisse Gottes in allen Dingen persönlich das Beispiel guter Werke in der Lehre, in untadelhaftem Wandel, im Ernste, ein gesundes, untadelhaftes Wort bieten müssen, damit der Widersacher sich fürchte, weil er nichts Böses von uns zu sagen weiss. Daher ermahnen Wir, nach dem Vorgange der alten Concilien, namentlich des Tridentinischen, alle jene im Herrn, sich des Gebetes, der geistlichen Lesung und der Betrachtung, je nach dem Maasse ihrer Frömmigkeit zu befleissigen, das hl. Messopfer, so oft es geschehen kann, rein und lauter darzubringen, die Geistesfreiheit den menschlichen Sorgen gegenüber zu bewahren, in den Sitten Eingezogenheit, im Essen und Trinken Mässigkeit und bei jeder Handlung Gewissenhaftigkeit zu beobachten. Fern seien Zwietracht, Eifersucht und Streitigkeit; vielmehr herrsche über Alle jene Tugend, welche alle andern überragt, die Liebe, damit unter ihrer Herrschaft und Unversehrtheit von dieser heiligen Versammlung der Bischöfe der Kirche sich

Nr. 4876 (141). Röm. Curie. 27. Nov. 1869.

sagen lasse: „Siehe, wie gut und wie lieblich es ist, wenn Brüder einträchtiglich bei einander wohnen!“ Endlich mögen die Väter ein wachsames Auge auf ihr Hausgesinde haben und dasselbe in der Zucht eines christlichen, heiligen Lebens halten, eingedenk, mit welch' ernsten Worten der Apostel Paulus den Bischöfen einschärft, ihrem Hause gut vorzustehen.

2. Von dem Rechte und der Weise, Vorschläge zu machen. Obwohl das Recht und Amt, die Gegenstände vorzuschlagen, welche in der hl. ökumenischen Synode zur Verhandlung kommen sollen, und die Gutachten der Väter darüber einzuholen, einzig Uns und diesem apostolischen Stuhle zusteht, so ist es dessenungeachtet nicht bloss Unser Wunsch, sondern auch Unser ausdrücklicher Wille, dass, wer immer von den Vätern des Concils einen für das allgemeine Beste geeigneten Vorschlag zu machen weiss, dieses ungehindert thun möge. Weil Wir jedoch wohl erkennen, dass solche Vorschläge, wenn sie nicht zur gehörigen Zeit und in passender Weise vorgebracht werden, die nothwendige Ordnung der conciliarischen Verhandlungen nicht wenig stören können, so stellen Wir für derlei Vorschläge die folgende Ordnung fest: Sie sollen 1) schriftlich abgefasst sein und einer besonderen, zu diesem Zwecke von Uns eingesetzten Congregation, die aus einigen theils aus Unseren ehrwürdigen Brüdern, den Cardinälen der H. R. K., theils aus den Vätern der Synode erwählten Mitgliedern bestehen wird, privatim übergeben werden; sie müssen 2) wirklich das allgemeine Beste der Christenheit betreffen, nicht bloss den besonderen Nutzen der einen oder andern Diöcese; sie sollen 3) die Gründe angeben, weshalb sie nützlich und angemessen erscheinen; sie dürfen 4) nichts gegen den unwandelbaren Sinn und die unverletzlichen Traditionen der Kirche enthalten. Die erwähnte besondere Congregation wird die ihr eingereichten Vorschläge sorgfältig prüfen und ihr Gutachten über deren Zulassung oder Zurückweisung Unserem Urtheile unterbreiten, damit Wir alsdann nach reiflicher Erwägung bestimmen, ob im Concil darüber berathen werden solle.

3. Von der auf dem Concil zu beobachtenden Verschwiegenheit. Die Klugheit verlangt von Uns, dass Wir für die ganze Dauer des Concils eine strenge Verschwiegenheit, wie sie auch in den früheren Concilien mehr als einmal, wenn wichtige Umstände es erheischten, anbefohlen worden, zu beobachten gebieten. Denn wenn jemals, so hat gerade in der jetzigen Zeit diese Vorsicht nothwendig geschienen, wo die Gottlosigkeit auf jede Gelegenheit lauert, Hass gegen die katholische Kirche und Lehre anzufachen, und wo ihr reichlichere Mittel zu Gebote stehen, Schaden anzustiften. Daher befehlen Wir sämmtlichen Bischöfen, den Officianten des Concils, den Theologen, den Kanonisten und den Uebrigen, welche den Bischöfen oder den genannten Officianten in Angelegenheiten des Concils ihre Dienste leihen, von den Decreten und allem Andern, das ihnen zur Erwägung wird vorgelegt werden, sowie über die Discussion und das Urtheil der Einzelnen nichts zu veröffentlichen, noch irgendwem ausser dem Gremium des Concils etwas zu

verrathen; ebenso befehlen Wir auch, dass die Officianten des Concils, welche nicht Bischöfe sind, und alle Uebrigen, welche mit irgend einem Dienste bei den conciliarischen Verhandlungen von Uns betraut sind, einen Eid abzulegen haben, dass sie ihr Amt treu verwalten und über alles oben Erwähnte, sowie über das, was ihnen speciell anvertraut wird, die strengste Verschwiegenheit beobachten wollen.

4. Von der Ordnung der Sitze und den zu wahrenden Rechten Aller gegen Präjudiz. Da es nicht wenig zur Erhaltung der Ruhe und Eintracht beiträgt, wenn bei den jedesmaligen conciliarischen Verhandlungen Jeder den seiner Würde angemessenen Platz getreu und bescheiden wahrt, so schreiben Wir, um jede Gelegenheit des Anstosses möglichst abzuschneiden, für die verschiedenenen Dignitäten die nachfolgende Ordnung vor. | Den ersten Rang werden einnehmen Unsere ehrw. Brüder, die Cardinal-Bischöfe, Cardinal-Priester, Cardinal-Diaconen; den zweiten die Patriarchen; den dritten aus Unserer besonderen Gnade die Primaten nach der Ordnung ihrer Erhebung zum Primat. Diesen Rang verleihen Wir ihnen bloss für dieses Mal und wollen nicht, dass aus dieser Unserer Bewilligung irgend ein Recht der Primaten, noch eine Beeinträchtigung Anderer hergeleitet werde. Den vierten Platz werden die Erzbischöfe inne haben, nach der Ordnung ihrer Erhebung zur erzbischöflichen Würde; den fünften die Bischöfe, ebenfalls nach dem Alter ihrer Erhebung; den sechsten die keiner Diöcese angehörenden Aebte; den siebenten die General-Aebte und die anderen Generale der religiösen Orden, in welchen feierliche Gelübde abgelegt werden, auch wenn sie nur den Titel von General-Vicaren haben, falls sie jedoch wirklich ihrem ganzen Orden mit allen Rechten und Privilegien des höchsten Oberen gesetzmässig vorstehen. || Wir beschliessen übrigens noch nach der Disciplin und Anordnung der früheren Concilien, dass, wenn Jemand während der Dauer des Concils etwa nicht auf dem ihm gebührenden Platze sitzt und seine Stimme durch das Wort *placet* abgibt, bei den Congregationen betheiligt ist und was immer für andere Acte vornimmt, daraus keine Präjudiz, noch ein neues Recht herzuleiten ist.

5. Von den Richtern, welche die Entschuldigungen und Klagen zu prüfen haben. Damit die Verhandlung der wichtigeren Gegenstände, welche auf dieser heiligen Synode zur Sprache kommen müssen, durch Untersuchung der bloss Einzelne betreffenden Sachen so wenig als möglich gehindert oder verzögert werde, so beschliessen Wir, dass die Synode selbst durch geheime Stimmzettel fünf Väter des Concils zu Richtern über die Entschuldigungen erwähle, deren Amt es sein wird, die Abordnungen von Procuratoren und die Entschuldigungen der abwesenden Prälaten, sowie die Gesuche Derer, welche einen gerechten Grund zu haben vermeinen, vor dem Schlusse des Concils abzureisen, entgegenzunehmen und nach der Norm der auf Concilien geltenden Disciplin und der heiligen Canones zu prüfen. Haben sie dieses gethan, so sollen sie über diese Angelegenheit nichts beschliessen,

Nr. 4876 (141). Röm. Curie. 27. Nov. 1869.

sondern über Alles an die General-Congregation ordnungsmässig Bericht erstatten. Ausserdem beschliessen Wir, dass die Synode ebenso durch geheime Stimmzettel fünf andere von den Vätern zu Richtern über Klagen und Streitfälle erwähle. || Diese sollen dann alle Streitigkeiten über die Ordnung im Sitzen, über das Recht des Vortritts und andere etwa unter den Versammelten vorkommenden Differenzen in summarischer Kürze und bestthunlich beizulegen suchen, und zwar so, dass kein Präjudiz für Jemand entstehe; und wenn sie solche nicht beizulegen vermögen, so sollen sie dieselben der Autorität der General-Congregation unterwerfen.

6. Von den Officianten des Concils. Weil aber ferner auch das von grossem Nutzen ist, dass zur ordentlichen und gesetzmässigen Verrichtung aller bei dieser Synode vorkommenden Geschäfte die nothwendigen und geeigneten Diener und Officianten der conciliarischen Gewohnheit und Disciplin gemäss ernannt werden, so haben Wir auch auf die Besetzung dieser Aemter Bedacht genommen und dazu die nachstehenden Männer ausersehen, die Wir hiermit ernennen, nämlich: || 1. Zu allgemeinen Hütern des Concils Unsere geliebten Söhne Johann Colonna und Dominicus Orsini, römische Fürsten, Assistenten Unseres päpstlichen Thrones. || 2. Zum Secretär des Concils Unseren ehrwürdigen Bruder Joseph, Bischof von St. Pölten, welchem Wir mit dem Amte und Titel eines Untersecretärs beigesellen Unseren geliebten Sohn Ludwig Jacobini, apostolischen Protonotarius, und als Gehülfen Unsere geliebten Söhne, die Canonici Camillus Santori und Angelus Jacobini. || 3. Zu Notaren des Concils . . . . || 4. Zu Scrutatoren der Stimmen . . . . || 5. Zu Promotoren des Concils . . . . || 6. Zu Ceremonienmeistern des Concils . . . . || 7. Zu Anweisern der Plätze . . . .

7. Von den General-Congregationen der Väter. Indem Wir jetzt Unsere Sorgfalt der Anordnung der General-Congregationen zuwenden, bestimmen und setzen Wir fest, dass in eben diesen Congregationen der Väter, welche den öffentlichen Sitzungen vorausgehen, fünf von Unseren ehrw. Brüdern, den Cardinälen der H. R. K., in Unserem Namen und mit Unserer Autorität den Vorsitz führen werden, zu welchem Amte Wir ausersehen und ernennen Unsern ehrw. Bruder, der H. R. K. Cardinal-Bischof von Sabina, von Reisach genannt, Unsere geliebten Söhne, Cardinal-Priester der H. R. K. Antoninus vom Titel der hl. vier Blutzeugen, genannt von Luca, Joseph Andreas vom Titel des hl. Hieronymus der Illyrier, genannt Bizzarri, Aloisius vom Titel des hl. Laurentius in Panisperna, genannt Bilio, und Unsern geliebten Sohn Hannibal, der H. R. K. Cardinal-Diacon von der hl. Maria in Aquiro, genannt Capalti. || Diese präsidirenden Cardinäle haben ausser der angemessenen Leitung der Congregationen noch dafür Sorge zu tragen, dass bei Verhandlung der Gegenstände der Anfang mit den Glaubenssachen gemacht werde; es steht ihnen sodann je nach Ermessen frei, die Berathungen auf Punkte des Glaubens oder der Disciplin zu lenken. || Da Wir aber bereits seit Erlassung der Bulle, durch die Wir dieses Concil ausgeschrieben haben,

Theologen und Kanonisten aus verschiedenen Gegenden der katholischen Welt hierher in Unsere geliebte Stadt berufen haben, damit sie sich zugleich mit andern, in denselben Wissenschaften erfahrenen Männern Unserer Stadt mit der Vorbereitung derjenigen Gegenstände befassen sollten, welche dem Zwecke dieser allgemeinen Synode entsprechen, und so den Vätern die Verhandlung der Materie erleichtern möchten, so ist es Unser Wille und Befehl, dass die von jenen Männern abgefassten und ausgearbeiteten Entwürfe von Decreten und Canones, die Wir ohne alle Approbation der freiesten Prüfung der Väter vorbehalten haben, diesen in der General-Congregation zur Prüfung und Beurtheilung vorgelegt werden. Die erwähnten Cardinäle werden daher Sorge tragen, dass einige Tage zuvor die Entwürfe der Decrete und Canones, worüber in der bevorstehenden General-Congregation berathen werden soll, gedruckt und den einzelnen Vätern eingehändigt werden, damit sie inzwischen eine sorgfältige und allseitige Prüfung anstellen und sich ein bestimmtes Urtheil im Voraus bilden können. Wenn einer der Väter über den vorgelegten Entwurf in der Congregation einen Vortrag zu halten beabsichtigt, muss er, um unter den Rednern die geziemende Ordnung nach Maassgabe ihrer Würde aufrecht zu erhalten, seine Absicht den Cardinälen, welche das Präsidium führen, spätestens Tags zuvor mittheilen. || Wenn der vorliegende Entwurf in der Congregation keine Schwierigkeiten darbietet, oder doch nur solche, welche sich während der Zusammenkunft selbst leicht lösen lassen, so steht nichts im Wege, nach geschehener Verständigung die Form des conciliarischen Decretes oder Kanons, worüber verhandelt wird, durch Einsammeln der Stimmen festzusetzen. Wenn sich jedoch wegen eines solchen Entwurfs derartige Schwierigkeiten darbieten würden, dass sie während der Zusammenkunft selbst wegen getheilter Ansichten nicht gehoben werden können, so soll, um für solchen Fall ein feststehendes und angemessenes Verfahren vorzuzeichnen, der nachfolgende Gang eingehalten werden. Vom Anfang des Concils an sollen vier specielle und unterschiedene Congregationen oder Deputationen von Vätern eingesetzt werden, von denen die erste über Glaubenssachen, die zweite über Sachen der kirchlichen Disciplin, die dritte über Gegenstände, welche die religiösen Orden betreffen, die vierte endlich über solche, welche sich auf den orientalischen Ritus beziehen, während der Dauer des Concils ihre Prüfungen und Verhandlungen anstellen soll. || Jede der genannten Congregationen oder Deputationen soll aus 24 Vätern bestehen, welche die Väter des Concils durch geheime Stimmzettel erwählen werden; jede derselben soll einen von Uns Ernannten aus Unseren Ehrw. Brüdern, der H. R. K. Cardinälen zum Vorsitzenden haben, welcher zum Nutzen seiner Congregation oder Deputation einen oder mehrere von den Theologen oder Kanonisten des Concils herbeiziehen und einen derselben zum Secretär dieser Congregation oder Deputation bestellen wird. Wenn nun der oben bezeichnete Fall eintritt, dass in der General-Congregation eine Frage in Betreff des vorgelegten Entwurfes sich nicht entscheiden lässt, dann werden die der General-

Nr. 4876 (141). Röm. Curie. 27. Nov. 1869.

Nr. 4876 (141). Röm. Curie. 27. Nov. 1869.

Congregation präsidirenden Cardinäle dafür sorgen, dass der fragliche Entwurf zugleich mit den gemachten Einwendungen jener speciellen Deputation, zu deren angeführtem Ressort er gehört, zur Prüfung zugewiesen werde. Der Bericht über die in der besonderen Deputation gepflogenen Berathungen soll gedruckt und den Vätern nach obiger von Uns vorgeschriebenen Methode zur Entscheidung übergeben werden, damit dann in der nächsten General-Congregation, wenn nichts im Wege steht, die Stimmen gesammelt und die Form des conciliarischen Decretes oder Canons festgestellt werde. Die Stimmen sollen aber mündlich von den Vätern abgegeben werden, jedoch so, dass dieselben volle Freiheit haben, sie durch Ablesen vom Blatte kundzugeben.

8. Von den öffentlichen Sitzungen. Wir haben nun auch geeignete Fürsorge zu treffen, dass die Feier der öffentlichen Sitzungen ordnungsmässig vor sich gehe. Nachdem in jeder öffentlichen Sitzung die Väter nach Rang und Platz sich gesetzt und die Ceremonien, welche Wir ihnen in einem eigenen Rituale übergeben werden, genau beobachtet sind, sollen die Formeln der Decrete und Canones, welche in den vorhergehenden General-Congregationen festgesetzt sind, mit lauter und vernehmlicher Stimme auf Unsern Befehl in folgender Ordnung vorgelesen werden: Zuerst sollen die Canones über Glaubensdogmen, darauf die Disciplinar-Decrete verkündigt werden, und zwar mit Beobachtung des vorausgehenden feierlichen Titels, dessen Unsere Vorgänger bei ähnlicher conciliarischer Verhandlung sich zu bedienen pflegten, nämlich: Pius, Bischof, Knecht der Knechte Gottes, mit Approbation des heiligen Concils, zum ewigen Gedächtnisse des Geschehenen. Dann sollen die Väter gefragt werden, ob die vorgelesenen Canones und Decrete ihre Zustimmung haben, und sogleich schreiten die Scrutatoren nach der oben bestimmten Ordnung voran, um die Stimmen einzeln und der Reihe nach zu sammeln, welche sie genau zu notiren haben. In Bezug hierauf erklären Wir aber, dass die Stimmen mit folgenden Worten mündlich abgegeben werden sollen: *placet* oder *non placet*; und zugleich verordnen Wir, dass es den aus was immer für einem Grunde in den Sitzungen nicht Anwesenden nicht erlaubt ist, ihr Votum schriftlich einzuschicken. Nach Sammlung der Stimmen soll der Secretär des Concils zugleich mit den oben genannten Scrutatoren vor Unserem Throne dieselben genau sondern und zählen, sodann Uns darüber Bericht erstatten. Hierauf werden Wir Unsere höchste Entscheidung aussprechen und Befehl geben, dieselbe mit Anwendung folgender Formel zu verkünden und zu promulgiren: „Die eben verlesenen Decrete haben die Zustimmung sämmtlicher Väter erhalten, ohne Jemandes Widerrede;“ oder (wenn Etliche vielleicht nicht einverstanden wären) „mit Ausnahme von so vielen Stimmen; und Wir verfügen, beschliessen und bekräftigen dieselben mit Zustimmung des heiligen Concils in der Weise, wie sie sind verlesen worden.“ Ist dieses Alles zu Ende, dann haben die Promotoren des Concils die gegenwärtigen Protonotarien aufzufordern, eine oder mehrere Urkunden über Alles und Jedes, was in der Sitzung verhandelt worden, auszufertigen. Nachdem

zuletzt auf Unseren Befehl der Tag der nächsten Sitzung angesagt ist, wird die Versammlung entlassen.

9. Verbot, sich vom Concil zu entfernen. Wir gebieten ferner allen Vätern des Concils und auch den Uebrigen, welche bei demselben zugegen sein müssen, unter den durch die hl. Canones festgesetzten Strafen, dass keiner von ihnen, bevor dieses heilige allgemeine und ökumenische vaticanische Concil gesetzmässig geschlossen und von Uns entlassen ist, sich entferne, wofern nicht der Grund der Abreise nach der oben festgesetzten Norm zuvor geprüft und gebilligt worden und von Uns die Erlaubniss zur Abreise ertheilt ist.

10. Apostolisches Indult wegen der Nichtresidenz der Mitglieder des Concils. Da Alle, welche verpflichtet sind, an den conciliarischen Verhandlungen Theil zu nehmen, hierin der allgemeinen Kirche ihre Dienste weihen, so verordnen Wir, dem Beispiele Unserer Vorgänger folgend, mit Apostolischer Huld, dass sowohl die Bischöfe und die übrigen stimmberechtigten Mitglieder dieses Concils, wie auch alle dem Concil unter was immer für einem Titel ihre Dienste leihenden Kleriker die Früchte, Einkünfte, Erträgnisse und täglichen Distributionen ihrer Beneficien beziehen können, mit alleiniger Ausnahme derjenigen Distributionen, die unter Gegenwärtigen gemacht werden; diese Bewilligung hat Geltung während der ganzen Dauer des Concils und so lange ein Jeder bei demselben zugegen ist oder ihm seine Dienste leistet. || Vorstehendes ist Unser Wille und Befehl; und Wir verordnen, dass dieses Unser Schreiben und Alles, was darin enthalten ist, in dem nächsten heiligen allgemeinen und ökumenischen vaticanischen Concilium von Allen und Jeden, welche es angeht, unverbrüchlich gehalten werde. Was immer Gegenwärtigem zuwider wäre, selbst wenn es ganz besondere und specielle Erwähnung und Derogation erforderte, soll nicht im Wege stehen.

Gegeben zu Rom bei dem heiligen Petrus unter dem Fischerring, am 27. November des Jahres 1869, im 24. Jahre Unseres Pontificates.

N. Card. Paracciani-Clarelli.

Das oben mitgetheilte Breve wurde den Concilsvätern in der Congregatio prosynodalis vom 2. Dec. 1869 mitgetheilt. — Gegen diese Geschäftsordnung, wie auch gegen die revidirte vom 22. Febr. 1870 [s. Nr. 4896 (161)] richteten viele Concilsväter Vorstellungen an den Papst [s. Nr. 4882 f. (147 f.)]. — Die auf dem Concilium von Trient befolgte Geschäftsordnung, welche von der für das Vaticanum gegebenen mannigfach abweicht, s. Friedrich, Documente l. c. I. p. 265 ff.

Nr. 4877. (142.)

RÖMISCHE CURIE. Allocution P. Pius' IX., gehalten bei Eröffnung des Vaticanischen Concils an die versammelten Väter.

Lat. Orig. Friedberg, Sammlung l. c. Urk. XXXVI.

Ehrwürdige Brüder!

Nr. 4877 (142). Röm. Curie. 8. Dec. 1869.

Das hohe Glück, um das Wir Gott mit inständigem Gebet angefleht haben, dass es Uns vergönnt sei, das ökumenische Concilium, welches Wir angesagt, mit Euch zu feiern, ist Uns durch Gottes ganz besondere und ausgezeichnete Güte zu Unserer grössten Freude wirklich beschieden. Darum frohlockt Unser Herz im Herrn und empfindet unaussprechlichen Trost, dass Wir an diesem hehren Festtage der unbefleckten Empfängniss der heiligsten Jungfrau und Gottesmutter Maria Euch, die Ihr berufen seid, Unsere Hirtensorge zu theilen, wiederum in noch grösserer Anzahl als sonst in dieser Burg der katholischen Religion um Uns geschart erblicken und Eurer liebsten Gegenwart Uns freuen. || Ihr aber, ehrwürdige Brüder, seid jetzt im Namen Christi hier versammelt, um mit Uns Zeugniss zu geben dem Worte Gottes und Zeugniss Jesu Christo, um mit Uns allen Menschen den Weg Gottes in der Wahrheit zu lehren und unter Leitung des hl. Geistes mit Uns über die widersprechenden Lehren einer falschen Wissenschaft zu richten. || Denn wenn je, so fordert von Uns gerade jetzt, wo die von ihren Bewohnern vergiftete Erde in Wahrheit trauert und zerfliesst, der Eifer für Gottes Ehre und der Seelen Heil, dass Wir Sion mit Mauern umgeben und befestigen, zählen ihre Thürme und auf ihre Stärke Unsere Herzen richten. || Denn Ihr sehet, ehrwürdige Brüder, welch' ungestümen Angriff der alte Feind des Menschengeschlechts auf das Haus Gottes, welches Heiligkeit zieren soll, gemacht hat und immerfort macht. Unter seiner Fahne breitet sich jene unheilvolle Verschwörung der Gottlosen aus, stark durch Einheit, mächtig durch Geld, fest durch ihre Organisation und die Freiheit missbrauchend als Deckmantel der Bosheit, und lässt nicht ab, gegen die hl. Kirche Christi einen äusserst wüthenden, verbrecherischen Krieg zu führen. Ihr kennt die Beschaffenheit, die Gewalt, die Waffen, die Fortschritte, die Ziele dieses Krieges. Ihr habt beständig vor Euren Augen den Umsturz und die Verwirrung jener obersten vernünftigen Grundsätze, welche die Grundlage und Regel aller menschlichen Verhältnisse bilden müssen, die klägliche Zerrüttung alles Rechtes, die vielfachen unverschämten Trug- und Verführungskünste, wodurch die heilsamen Bande der Gerechtigkeit, Ehrbarkeit und Autorität aufgelöst, alle schlimmen Leidenschaften angefacht, der christliche Glaube von Grund aus in den Herzen zerstört wird, so dass ganz gewiss der Untergang der Kirche Gottes, könnte sie je durch der Menschen List und Anstrengung zerstört werden, gegenwärtig zu befürchten wäre. Doch nichts ist mächtiger als die Kirche, sprach der hl. Johannes Chrysostomus, sie ist stärker als selbst der Himmel. Himmel

Nr. 4877 (142). Röm. Curie. 8. Dec. 1869.

und Erde werden vergehen, meine Worte aber werden nicht vergehen. Welche Worte? Du bist Petrus, und auf diesen Felsen will ich meine Kirche bauen, und die Pforten der Hölle werden sie nicht überwältigen. || Obwohl nun aber die Stadt des Herrn der Heerscharen, die Stadt Unseres Gottes auf unerschütterlichem Fundamente gegründet ist, so haben Wir doch beim Anblicke so grosser und zahlreicher Uebel und im tiefsten Schmerze über den Untergang so vieler Seelen, den abzuwenden, wir sogar das Leben einzusetzen bereit sein müssen, es für Unsere heiligste Pflicht erachtet, Mittel und Wege aufzusuchen, durch die so viele der Kirche geschlagene Wunden bestmöglich geheilt werden könnten. Uns vornehmlich liegt diese Pflicht ob, die Wir die Stelle des ewigen Hirten auf Erden vertreten; Wir müssen vor allen Andern von Eifer für das Haus Gottes brennen. Und indem Wir jene Worte bei Iesaias: „Lass dir rathen, versammle den Rath“ oft bei Uns im Geiste erwogen und Uns erinnerten, mit welch' heilsamem Erfolge Unsere Vorgänger in Zeiten schwerer Bedrängnisse der Kirche dieses Heilmittels sich bedient, haben Wir Uns nach anhaltendem Gebete, nach vorausgegangener, mit Unseren ehrwürdigen Brüdern, den Cardinälen der Heiligen Römischen Kirche, gepflogener Berathung, endlich nach Aufforderung mehrerer Bischöfe, Uns ihr Gutachten darüber mitzutheilen, entschliessen zu müssen geglaubt, Euch, ehrwürdige Brüder, die Ihr der Erde Salz, der Heerde Christi Wächter und Hirten seid, hier, am Stuhle Petri, zu versammeln; und so begehen Wir denn heute durch Gottes gnädige Erbarmung, welche die solcher hochwichtigen Sache entgegentretenden Hindernisse beseitigt hat, die Eröffnungsfeier der heiligen Synode in altherkömmlicher feierlichen Weise. Unser Herz aber, ehrwürdige Brüder, ist in dieser Stunde von so vielen und so lebhaften Gefühlen der Liebe bewegt, dass Wir sie in Unserem Innern nicht zu bergen vermögen. Es ist Uns nämlich bei Euerem Anblicke, als sähen Wir die gesammte Familie der katholischen Welt, Unsere theuersten Kinder, vor Uns gegenwärtig; Wir gedenken so vieler Unterpfänder der Liebe, so vieler Beweise eines begeisterten Herzens, durch die sie, Eurer Aufforderung, Leitung und Euerem Beispiele folgend, ihre kindliche Liebe und Ehrfurcht gegen Uns und diesen apostolischen Stuhl wundersam bethätigt haben und immerfort bethätigen; und bei diesem Gedanken können Wir Uns nicht erwehren, in Eurer hochansehnlichen Versammlung gegen sie alle die Gesinnungen Unserer innigsten Dankbarkeit öffentlich und feierlich auszusprechen und Gott inständigst zu bitten, dass die Prüfung ihres Glaubens viel köstlicher als durch Feuer erprobtes Gold erfunden werde zum Lobe und Preise und zur Ehre bei der Erscheinung Jesu Christi. Wir gedenken sodann auch des traurigen Looses so vieler Menschen, die, in unseligem Irrthum befangen, den Weg der Wahrheit und Gerechtigkeit und darum auch der wahren Glückseligkeit verfehlen, und wünschen sehnlichst, ihnen in dieser unglücklichen Lage zu helfen, eingedenk Unseres göttlichen Erlösers und Lehrers Jesu Christi, der gekommen ist, zu suchen und selig zu machen, was verloren war. Wir richten ferner Unsere Augen auf

Nr. 4877 (142). Röm. Curie. 8. Dec. 1869.

dieses Siegeszeichen des Apostelfürsten, bei dem Wir stehen, auf diese theure Stadt, welche durch Gottes Vorsehung vor der Plünderung durch die Völker bewahrt geblieben, auf dieses Unser geliebtes römisches Volk, das mit standhafter Liebe, Treue und Ergebenheit an Uns hängt, und fühlen Uns gedrungen, Gottes Güte zu preisen, der zu dieser Zeit die Hoffnung auf seinen göttlichen Schutz immer mehr in Uns hat stärken und befestigen wollen. Vorzüglich aber umfangen Wir Euch im Geiste, ehrwürdige Brüder, deren Sorgsamkeit, Eifer und Eintracht, wie Wir wohl einsehen, jetzt von hoher Bedeutung ist, um für Gottes Ruhm zu wirken; Wir zollen Anerkennung dem glühenden Eifer, womit Ihr die Pflichten Eures Amtes erfüllt habt, und besonders jener ausgezeichneten und innigen Verbindung, welche Euch alle an Uns und an diesen Apostolischen Stuhl fesselt, welche Uns allezeit in Unseren grössten Trübsalen am meisten erfreut hat, jetzt aber Uns ganz besonders lieb und für die Kirche vom höchsten Nutzen ist; und Wir freuen Uns ganz ausserordentlich im Herrn, dass Ihr zu dieser Eurer Synodal-Versammlung so vortreffliche Gesinnungen bringt, dass Wir die reichlichsten und erwünschtesten Früchte mit Zuversicht daraus erwarten dürfen. Wie es vielleicht niemals einen Krieg gegeben, der mit mehr Bosheit und Verschlagenheit gegen Christi Reich ist angeschürt worden, so gab es auch keine Zeit, wo die Einheit der Priester Gottes mit dem obersten Hirten seiner Heerde, die von so wunderbarem Einflusse auf die Kirche ist, mehr Noth that, als eben jetzt. Dank der besonderen Vorsehung Gottes und Eurer erprobten Tugend, blühet in der That diese herrliche Einheit und hat sich stets so bewährt, dass sie der Welt, den Engeln und Menschen zum Schauspiele geworden und, wie Wir zuversichtlich hoffen, täglich mehr sein wird. || Wohlan also, ehrwürdige Brüder, seid stark in dem Herrn und lehret mit Uns im Namen der hochheiligsten Dreifaltigkeit, geheiligt in der Wahrheit und angethan mit den Waffen des Lichts, den Weg, die Wahrheit und das Leben, nach welchem das von so vielen Uebeln geplagte Menschengeschlecht sich bereits nothgedrungen sehnt; bemüht Euch mit Uns, Frieden den Reichen, Gesetz den Barbaren, Ruhe den Klöstern, Ordnung den Kirchen, Zucht dem Klerus, und Gott ein angenehmes Volk wiederzugeben. Gott stehet in seinem Heiligthum, ist mit Unseren Berathungen und Bemühungen, hat Uns in einem so erhabenen Werke seiner Barmherzigkeit zu seinen Dienern und Gehülfen ausersehen, und Wir müssen Uns darum während dieser Zeit diesem Dienste so ganz und gar widmen, dass Wir Geist, Herz und alle Unsere Kraft einzig dem weihen. || Aber im Bewusstsein Unserer Schwäche und voll Misstrauen auf Unsere eigene Kraft, erheben Wir zu Dir, o heiliger Geist, vertrauensvoll Unsere Blicke und Unser Flehen; lass Du, o Quelle des wahren Lichts und der Weisheit, das Licht Deiner göttlichen Gnade leuchten Unserem Geiste, damit Wir erkennen, was recht, heilbringend und gut ist; regiere, entzünde, leite Unsere Herzen, damit die Verhandlungen dieses Conciliums recht begonnen, glücklich fortgeführt und heilsam vollendet werden! || Du aber, Mutter

der schönen Liebe, der Erkenntnisss und heiligen Hoffnung, Königin und Beschützerin der Kirche, nimm Uns, Unsere Berathungen und Arbeiten in Deinen mütterlichen Schutz und Schirm, und bewirke durch Deine Fürbitte bei Gott, dass Wir beständig eines Geistes und Herzens bleiben. ‖ Auch Euch rufen Wir um Euren Beistand an, Engel und Erzengel, Dich, Fürst der Apostel, heiliger Petrus, und Dich, seinen Mitapostel, heiliger Paulus, Lehrer der Völker und Prediger der Wahrheit in der ganzen Welt, und Euch Alle, Ihr Heiligen des Himmels, und besonders Euch, deren Asche Wir hier verehren, erwirket Uns durch Eure mächtige Fürbitte, dass Wir alle Unser Amt treu erfüllen und Barmherzigkeit finden bei Gott in Seinem heiligen Tempel, Dem Ehre und Ruhm sei in Ewigkeit!

Nr. 4877 (142). Röm. Curie. 8. Dec. 1869.

Am Morgen des 2. Dec. 1869 fand eine Vorversammlung der bis dahin in Rom anwesenden Prälaten in der Sixtinischen Capelle statt, wobei der Papst die Allocution „Sacri Oecumenici Vaticani Concilii conventus" hielt, welche die zahlreich erschienenen Concilsväter freudigst begrüsst und ihnen mittheilt: „Zugleich haben wir für nöthig befunden, Euch jene Normen zu übergeben, die, bezeichnet und verkündet in Unserem Apostolischen Schreiben [Multiplices inter], Wir zur gehörigen und ordnungsmässigen Erledigung aller conciliarischen Geschäfte feststellen zu müssen glaubten." — Das Concil selbst wurde am 8. Dec. durch die oben mitgetheilte Allocution des Papstes eröffnet. (S. Friedberg l. c. Lat. Orig. Urk. XXXVI.) Hiebei waren anwesend 719 Mitglieder, deren Zahl bis zum 15. Januar auf 744 stieg. (S. Friedberg l. c. Urk. XXXVII das Verzeichniss der Mitglieder.) — Die Eröffnungsrede (Festpredigt) hielt Luigi Puecher Pasavalli aus dem Capuzinerorden, Bischof von Iconium i. p., Vicar von St. Peter. Ueber die Aufgabe des Concils wird darin gesagt: „Fern sei es, dass ich Ihren weisen Berathungen irgendwie vorgreifen wollte, wenn ich, den lichtvollen Pfaden, welche unser erhabenster Hoherpriester gern und frei geöffnet hat, folgend, zu behaupten wage, dass Ihnen Allen die beste Gelegenheit geboten sei, sich in reichlicher Fülle mit jenem himmlischen Samen zu versehen. Gegenstand der Verhandlung soll nämlich sein, wie die christlichen Völker, die man zu den faulen und von allem Unrathe giftiger Irrthümer strotzenden Cisternen verlockt hat, wiederum zu den reinen und unerschöpflichen Wasserquellen des Heilandes zurückgeführt werden mögen; wie die heilbringende Wirksamkeit der Kirche, sei es, dass sie neue Gestalten annehme oder neue Hülfsmittel sich verschaffe, thatkräftiger sich zeigen möge, um auf neuen, zuvor nicht versuchten Pfaden ihr vorgestecktes Ziel zu erstreben, um neue Canäle zu erfinden, durch welche die Kraft und Gnade des göttlichen Geistes in alle Glieder des mystischen Leibes Christi leichter und sicherer sich ergiessen möge; wie ferner die Lebenskräfte der Gläubigen sich so enge einigen lassen, dass sie im Stande seien, den unheilvollen Anschlägen des Atheismus, der Heuchelei und Ruchlosigkeit entgegenzutreten, sie zu vereiteln, ja zu Schanden zu machen und gänzlich zu vernichten; mit einem Worte, es gilt die Verjüngung des christlichen Lebens-Geistes, dass er auf's neue in jenem himmlischen Lichtglanze erstrahlen möge, worin er sich zuerst auf Erden gezeigt hat, damals als diese unsere Religion, die schöne, vielgeliebte Himmelstochter, reingewaschen in dem Wunderborne des Wassers und Blutes, welcher der Seite

Nr. 4877 (142). Röm. Curie. 8. Dec. 1869.

des Erlösers entquollen war, vom Kalvarienberge herniederstieg, um Besitz zu ergreifen von dem ganzen weiten Erdenrunde, das sie zu ihrem Erbtheil erhalten hatte.“ (S. Friedberg l. c. Urk. XXXV.)

Am 11. Dec. 1869 erfolgte die Bekanntmachung der Bulle „*Cum Romanis Pontificibus*“ vom 4. December, welche unter Berufung auf ähnliche Verfügungen früherer Päpste ausspricht: . . . . . „Wir halten es aber für zweckmässig, dass das, was Wir aus Anlass des genannten vaticanischen Concils, sowohl in Betreff der Papstwahl als der Suspension dieses Concils [für den Fall des Todes Pius' IX. während des Concils] bisher verordnet haben, eine in ähnlichen Fällen immer zu bewahrende, sichere und feste Richtschnur biete, und beschliessen und bestimmen daher aus gleicher Erkenntniss und Macht, dass in aller Zukunft, so oft ein römischer Pontifex während der Abhaltung eines ökumenischen Concils, möge es zu Rom oder an irgend einem anderen Orte der Erde gehalten werden, stirbt, die Wahl des neuen Pontifex immer und ausschliesslich durch das eine Cardinalcollegium der heiligen römischen Kirche . . . . geschehen solle, und das Concil selbst, ... nach Empfang zuverlässiger Nachrichten vom Tode des Papstes, sofort und ohne Weiteres als suspendirt und für so lange verschoben angesehen werde, bis der kanonisch erwählte neue Papst befohlen hat, dass es wiederaufgenommen und fortgesetzt werde.“ (S. lat. Orig. Friedberg l. c. Urk. XXXIX.) — Die Neuerung, welche durch diese Constitution verfügt wurde, besteht erstens in deren Allgemeingültigkeit — Papst Julius II., Paul III. und Pius IV. trafen nur Anordnungen für den Fall ihres Todes — und zweitens in der durch den Tod eines Papstes ipso facto eintretenden Suspendirung des Concils. — Ferner wurde am 20. Dec. 1869 die vom 11. October datirte Bulle „*Apostolicae sedis moderatione*“ bekannt gemacht, durch welche die Kirchencensuren ohne Urtheilsspruch beschränkt werden. Ihr Inhalt — soweit derselbe für die Aufgabe, welche sich diese Sammlung stellt, in Betracht kommt — lautet: „Der Mässigung des apostolischen Stuhls ziemt es, Alles, was die alten Kirchengesetze heilsamer Weise angeordnet haben, der Art beizubehalten, dass, falls die veränderten Zeiten es erheischen sollten, Manches durch vorsichtiges Abwägen zu mildern, dieser apostolische Stuhl, seiner höchsten Gewalt entsprechend, Abhülfe und Vorsorge eintreten lasse. Da Wir dieserhalb schon früher in Erwägung gezogen haben, dass die Kirchencensuren, welche ohne Urtheilsspruch und unmittelbar trafen und zu allen Zeiten auf die heiligste Weise sowohl zum Schutz des unverletzten Zustandes und der Disciplin der Kirche, als auch zur Bändigung und Verbesserung der zügellosen Frechheit der Bösen veröffentlicht und angewandt worden sind, nach und nach zu einer grossen Zahl anwuchsen; dass ferner einige wegen Veränderung der Zeiten und Sitten dem Zwecke und den Ursachen, warum sie auferlegt waren, oder dem ursprünglichen Nutzen und der Anwendbarkeit nicht mehr entsprachen; dass endlich die durch dieselben erregten Zweifel, Aengstlichkeiten und Beunruhigungen des Gewissens nicht selten sind, unter den Seelsorgern sowohl wie unter den Gläubigen: so haben Wir, um diesen Uebelständen zu steuern, angeordnet, dass eine vollständige Zusammenstellung derselben ausgearbeitet und Uns vorgelegt werde, damit Wir nach sorgfältiger Prüfung festsetzen, welche derselben als nützlich fortbestehen sollten, welche zu verändern, und welche abzuschaffen wären. || Nach vorgenommener Zusammenstellung verordnen Wir aus eigenem Antriebe mit vollster Kenntnissnahme und reifer Ueberlegung und in Unserer aposto-

lischen Machtfülle mittels dieser für ewige Dauer bestimmten Constitution, dass keine von allen Censuren, mögen sie Excommunication, Suspension oder Interdict sein, welche ohne Urtheilsspruch und unmittelbar trafen, ferner Geltung habe, ausgenommen diejenigen, welche Wir in dieser Constitution aufführen, und nur so, wie Wir sie aufführen. Zugleich erklären Wir, dass die aufrecht erhaltenen nicht nur kraft der alten Kirchengesetze, soweit sie mit dieser Constitution in Einklang stehen, sondern kraft dieser Unserer Constitution selbst ihr volles Gewicht erhalten sollen, gerade so, als wären sie durch dieselbe zum erstenmale veröffentlicht worden. || Excommunicationen ohne Urtheilsspruch [d. h. unmittelbar an die That selbst geknüpft], die dem römischen Pontifex insbesondere vorbehalten sind. || Wir erklären daher, dass der dem Papst insbesondere vorbehaltenen Excommunication ohne Urtheilsspruch unterliegen: || 1. Alle vom christlichen Glauben Abgefallenen und all' und jeder Ketzer, wie sie auch heissen und zu was immer für einer Secte sie gehören; auch alle jene, welche an sie glauben, ihnen Aufnahme gewähren, Hülfe leihen und überhaupt Alle, welche sie vertheidigen. || 2. Alle jene, welche ohne Erlaubniss des päpstlichen Stuhls wissentlich die Bücher der Apostaten und Häretiker lesen, die den Unglauben verfechten, sowie auch alle jene, welche Bücher von was immer für einem Verfasser lesen, welche durch apostolische Schreiben ausdrücklich verboten sind, sowie auch alle diejenigen, welche solche Bücher bei sich halten, drucken und auf irgend eine Weise vertheidigen. || 3. Die Schismatiker und die, welche dem jeweiligen römischen Pontifex halsstarrig den Gehorsam verweigern, oder sich gegen denselben auflehnen. || 4. Alle und jede, wess Standes, welcher Würde oder Stellung sie seien, welche von den Verordnungen oder Befehlen der zeitweiligen römischen Päpste an ein künftiges allgemeines Concil appelliren, sowie auch diejenigen, zu deren Hülfe, Rath und Vortheil appellirt wurde. || 5. Alle diejenigen, welche Cardinäle der heiligen römischen Kirche, Patriarchen, Erzbischöfe, Bischöfe, Legaten des apostolischen Stuhls oder Nuncien tödten, verstümmeln, verwunden, gefangen nehmen, festhalten, oder feindlich verfolgen, oder sie aus ihren Diöcesen, Gebieten, Ländern und Besitzungen vertreiben, sowie auch diejenigen, welche so etwas auftragen, genehmigen, oder Hülfe, Rath oder Begünstigung gewähren. || 6. Diejenigen, welche die Ausübung der geistlichen Gerichtsbarkeit, sei es im innern oder äussern Forum, direct oder indirect verhindern und sich deshalb an die weltlichen Gerichtshöfe wenden oder deren Entscheidung herbeiführen, veröffentlichen, oder zu dergleichen Hülfe, Rath und Vergünstigung leisten. || 7. Alle die, welche die weltlichen Richter direct oder indirect vermögen, im Widerspruch mit den kanonischen Anordnungen geistliche Personen vor ihr Gericht zu ziehen, sowie auch jene, welche Gesetze oder Decrete gegen die Freiheit oder die Rechte der Kirche erlassen. || 8. Diejenigen, welche die weltliche Macht zu Hülfe nehmen, um Briefe oder irgend welche vom apostolischen Stuhl, oder von dessen Legaten oder Delegaten ausgegangene Acte zurückzuhalten, und deren Veröffentlichung oder Vollziehung direct oder indirect verhindern, oder welche darum die Betheiligten selbst oder Andere verletzen oder einschüchtern. || 11. Jene, welche die Gerichtsbarkeit, die Güter, die Einkommen usurpiren oder sequestriren, welche den der Kirche angehörigen Personen nach der Satzung ihrer Kirchen und Pfründen zustehen. || 12. Solche, welche in eigenem oder fremdem Namen die der römischen Kirche gehörenden Staaten,

Nr. 4877 (142). Röm. Curie. 8. Dec. 1869.

Gebiete, Orte und Rechte überfallen, zerstören oder zurückhalten, oder in ihnen die oberste Gerichtsbarkeit an sich reissen, stören, vorenthalten; nicht minder die, welche bei alledem Hülfe, Rath und Begünstigung leisten. || Wir erklären hiermit, dass die Absolution von allen den bisher aufgezählten Excommunicationen dem jezeitigen römischen Pontifex besonders vorbehalten bleibe und vorbehalten werde, und dass hierfür die allgemeine Befugniss, von den dem Papst vorbehaltenen Fällen, Censuren und Excommunicationen zu absolviren, unter keiner Bedingung genügt, indem überdies all' und jede in dieser Beziehung gewährten Begünstigungen widerrufen werden, unter was für einer Form, und welchen Personen sie auch unter den Brüdern irgend eines Ordens, einer Congregation, einer Gesellschaft, eines Instituts gewährt sein mögen, wenn diese auch einer besonderen Rücksicht würdig und mit irgend einer Würde ausgestattet sind. Diejenigen aber, welche sich herausnehmen, ohne die gehörige Vollmacht und unter irgend einem Vorwande zu absolviren, sollen wissen, dass sie an die dem Papst vorbehaltenen Excommunicationen gebunden sind, so lange es sich nicht um Todesgefahr handelt, wobei jedoch für die Absolvirten die Verpflichtung feststeht, wenn sie genesen, den Vorschriften der Kirche zu genügen. || Excommunicationen ohne Urtheilsspruch, welche dem römischen Pontifex vorbehalten sind. || Für unterworfen der dem Papst vorbehaltenen Excommunication ohne Urtheilsspruch erklären Wir: || 1. Die, welche öffentlich oder privatim Sätze lehren oder vertheidigen, welche vom apostolischen Stuhl bei Strafe der Excommunication ohne Urtheilsspruch verworfen sind; . . . . || 2. Die, welche auf Eingeben des Teufels den Klerikern oder Klosterbewohnern beiderlei Geschlechts Gewalt anthun, ... || 3. Die, welche einen Zweikampf vollziehen oder einfach dazu herausfordern oder ihn annehmen, und die Mitschuldigen, welche irgend welche Hülfe oder Begünstigung leisteten; nicht minder die, welche absichtlich zuschauen, den Zweikampf erlauben oder, soweit es bei ihnen steht, nicht hindern, mögen sie einer Würde sein, welcher sie wollen, einer königlichen oder kaiserlichen. || 4. Die sogenannten Freimaurer oder Carbonari oder andere Secten dieser Art, welche offen oder insgeheim gegen die Kirche oder die legitimen Gewalten arbeiten; nicht minder die, welche diesen Secten irgend welchen Vorschub leisten und die geheimen Häuser und Führer derselben nicht anzeigen, so lange sie die Anzeige unterliessen. || 5. Die, welche die Unverletzlichkeit des kirchlichen Asyls zu brechen befehlen, oder in verwegner Absicht selber brechen. || 6. Die, welche die klösterliche Clausur verletzen, welcher Art und welches Standes, Geschlechts und Alters sie gewesen seien, indem sie ohne gesetzliche Erlaubniss in die Klöster eindringen; ingleichen die, welche einführen oder einlassen; ebenso die Klosterangehörigen, welche ohne Grund und Form, wie sie von Pius V. in der Constitution Decori vorgeschrieben sind, die Clausur verlassen. || 16. Die, welche mit einem, namentlich vom Papst wegen eines Hauptverbrechens Excommunicirten verkehren, insofern sie ihm Hülfe und Beistand leihen. || 17. Kleriker, welche wissentlich und freiwillig mit vom Papst ausdrücklich Excommunicirten in göttlichen Dingen verkehren und sie im Dienst empfangen. || Excommunicationen ohne Urtheilsspruch, die Niemandem vorbehalten sind. || Für unterworfen der Niemandem vorbehaltenen Excommunication ohne Urtheilsspruch erklären Wir: || 1. Die, welche befehlen oder erzwingen, dass notorische Häretiker oder namentlich mit Excommunication oder Interdict Belegte des kirchlichen Begräbnisses theil-

haft werden. || 2. Die, welche Untersuchungsrichter, Denuncianten, Zeugen und andere Diener des Tribunals verletzen oder einschüchtern, oder Schriften jenes heiligen Tribunals entweder entwenden oder verbrennen, oder die den Vorbenannten Hülfe, Rath oder Beistand ertheilen. || Ebenso die, welche nach den päpstlichen Constitutionen nicht zu veräussernde Kirchengüter ohne apostolische Genehmigung veräussern oder anzunehmen bereit...." sind. (S. lat. Orig. Friedberg l. c. Urk. XL. Deutsche Uebers. Offic. Actenstücke l. c. 2. Heft p. 84 ff.)

Nr. 4877 (142). Röm. Curie. 8. Dec. 1869.

Nr. 4878. (143.)

RÖMISCHE CURIE. Schema (Entwurf) der dogmatischen Constitution von der katholischen Lehre gegen die aus dem Rationalismus abgeleiteten mannigfachen Irrthümer.

Lat. Orig. Friedrich, Documenta l. c. II p. 3—85. Deutsche Uebers. der zweiten Revision in Officielle Actenstücke l. c. 2. Heft p. 128.

Nr. 4878 (143). Röm. Curie. 10. Dec. 1869.

Die Vorlagen, welche dem Concil gemacht wurden, bestanden in Schemata (Entwürfen), die von den durch P. Pius IX. eingesetzten Specialcommissionen ausgearbeitet worden waren. (S. eine eingehende Analyse derselben bei Konrad Martin, Bischof von Paderborn, Die Arbeiten des vaticanischen Concils (Paderborn 1873), den Wortlaut derselben und die gestellten Anträge bei Konrad Martin, Documentorum Collectio l. c., und bei Friedrich, Documenta l. c.; eine Uebersicht des Inhalts giebt der von Friedberg l. c. Urk. XLV mitgetheilte Index schematum.) Von der dogmatischen Commission, deren Arbeiten für uns allein Bedeutung haben, wurden drei Schemata ausgearbeitet: de doctrina catholica contra multiplices errores; de ecclesia christi; de matrimonio christiano. Letzteres gelangte jedoch nicht zur Vertheilung unter die Concilsväter. — Das in der Ueberschrift genannte Schema enthielt in der ursprünglichen Form drei Theile. Die beiden ersten, die aus elf mit besonderen Ueberschriften versehenen Kapiteln bestanden, stellen die katholische Lehre dar im Gegensatz zu dem absoluten und vulgären Rationalismus und zu den aus einer verkehrten Auffassung des Verhältnisses der Vernunft zum Glauben entspringenden Ansichten des sog. Semirationalismus, während der dritte Theil des Schemas die besonderen katholischen Doctrinen (Dogmen) im Gegensatz zu den Irrthümern, welche aus den formellen Principien des Semirationalismus entsprungen sind, darstellt. — Nachdem über dieses Schema wochenlang sehr eingehende Verhandlungen, bei welchen die unter den Concilsvätern bestehenden Gegensätze scharf aneinander prallten, in den Generalcongregationen stattgefunden hatten, die eine wiederholte Revision desselben durch die Glaubensdeputation nöthig machte, gelangte der wesentliche Inhalt der beiden ersten Theile zur Annahme in der Constitutio dogmatica de fide catholica. Da wir diese Constitution weiter unten mittheilen und der nicht zur Definition gelangte dritte Theil des Schemas für unsere Auf-

Nr. 4878 (143). Röm. Curie. 10. Dec. 1869.

gabe von geringer Bedeutung ist, glauben wir hier von der Wiedergabe dieses Schemas und seiner verschiedenen Revisionen Umgang nehmen zu können.

Nr. 4879. (144.)

BAIERN. Instruction des Ministers des Auswärtigen (Fürsten von Hohenlohe) an den königl. Gesandten (Grafen Taufkirchen) in Rom über dessen Haltung bezüglich des Concils.

Nr. 4879 (144). Baiern. 10. Dec. 1869.

Diese ihrem Wortlaute nach nicht bekannt gewordene Instruction weist den Gesandten an: sich mit den übrigen deutschen Vertretern in stetem Einvernehmen zu halten, ungesucht mit den deutschen Bischöfen in Berührung zu bleiben und diesen in ihren Bestrebungen, extreme Schritte abzuwenden, eine Stütze zu gewähren. Der Gesandte soll ihnen Mässigung anrathen. Sollte er erfahren, dass Beschlüsse vorbereitet werden, welche auf die Stellung des Staates zur Kirche nachtheilig einwirken oder zu Eingriffen in die Rechte des Staates führen könnten, so soll er keinen Zweifel darüber aufkommen lassen, dass die königliche Regierung die Gültigkeit der Concilsbeschlüsse, sobald dieselben das in Baiern bestehende öffentliche Recht verändern würden, nicht anerkennen, dass sie deren Verkündigung nicht zulassen werde, und dass, wenn die päpstliche Curie eigenmächtig und mit Umgehung der nach der baierischen Verfassung vorgeschriebenen Formen derartige Concilsbeschlüsse, wenn auch nur als Glaubenssätze publiciren und im Gewissen bindend allgemein promulgiren würde, die königliche Regierung darin nothwendigerweise eine Zuwiderhandlung gegen einen Vertrag erblicken müsste, auf welchem zur Zeit in Baiern concordatsmässig das Verhältniss zwischen Staat und Kirche beruht. (S. Friedberg l. c. p. 24).

Nr. 4880. (145.)

SCHWEIZ. Aus dem Bericht des politischen Departements des Bundesrathes über dessen Geschäftsführung i. J. 1869.

Nr. 4880 (145). Schweiz. Dec. 1869.

. . . Der Bundesrath ermangelte nicht, die Frage: welche Schritte im Allgemeinen von Seiten der Schweiz gegenüber dem bevorstehenden Concil und speciell in Folge der Circulardepesche des Fürsten von Hohenlohe zu thun seien, in reifliche Erwägung zu ziehen. Ueber die Stellung, welche der Bund eventuell in dieser Angelegenheit einzunehmen hätte, konnte bei dem klaren Wortlaute des Art. 44 Absatz 2 der Bundesverfassung („den Kantonen sowie dem Bunde bleibt vorbehalten, für Handhabung der öffentlichen Ordnung und

Nr. 4880 (145). Schweiz. Dec. 1869.

des Friedens unter den Confessionen die geeigneten Maassregeln zu treffen") kein Zweifel herrschen. Die Competenz des Bundesraths ist durch diese Verfassungsbestimmung klar vorgezeichnet, und es handelte sich daher vor Allem darum, zu untersuchen: ob der confessionelle Friede durch den damaligen Stand der Concilsangelegenheit als verletzt oder gefährdet betrachtet werden könne. Eine unbefangene Prüfung der Verhältnisse musste offenbar zu dem Schlusse führen, dass von einer derartigen Verletzung oder auch nur von einer Gefährdung durch die über diesen Gegenstand bis zum Monat August 1869 angeordneten Maassnahmen des päpstlichen Stuhls nicht die Rede sein konnte. Allerdings war es schon dazumal wahrscheinlich, dass auf dem Concil Grundsätze werden aufgestellt werden, die gegen mehrere wichtige Axiome des Staatslebens, wie es sich bei allen Culturvölkern gestaltet hat, gerichtet sind, sowie dass, neben den rein dogmatischen Beschlüssen, auf dem Gebiete der gemischten staatskirchlichen Verhältnisse (Ehe, Civilstand, religiöser Schulunterricht, Beerdigungsplätze u. s. w.) Decrete und Verordnungen von einschneidender Tragweite erlassen werden dürften, und dass in allen diesen Beziehungen die Rückwirkungen der Beschlüsse des Concils zwischen Staat und Kirche, wie zwischen den einzelnen Individuen, sich rasch genug bemerkbar machen werden. Wenn aber schon der Umstand, dass man sich einstweilen lediglich Vermuthungen und bloss möglichen Gefahren gegenüber befand, dem Bundesrathe die Ueberzeugung aufdrang, dass präventive Schritte von Seiten der Staatsregierungen ungerechtfertigt gewesen wären, so leitete ihn bei seiner diesfälligen Schlussnahme auch ganz besonders der Gedanke, dass die innere Lebenskraft des schweizerischen Staats und seiner Cultur stark genug ist, um allen Gefahren zu begegnen, die demselben aus dem Concil erwachsen könnten, und dass man also getrost der Kirche ihre volle Freiheit lassen dürfe, sich zu vereinigen und nach Gutfinden ihre Angelegenheiten zu ordnen. Der Missbrauch der Freiheit durfte nach seinem Dafürhalten auf diesem Gebiet ebensowenig wie auf andern präsumirt werden, und je liberaler wir uns dieser Frage gegenüber verhielten, um so mehr bleibt uns die Berechtigung, eintretenden Falls demselben fest entgegenzutreten. Gegenüber den geistlichen Behörden der Eidgenossenschaft durfte man sich um so eher solcher präventiven Maassregeln enthalten, als denselben die verfassungsmässigen Mittel schon hinlänglich bekannt sind, welche die Bundesbehörden in den Stand setzen, Beschlüssen des Concils zu begegnen, die sich mit den Principien unserer Staatsordnung im Widerspruch befinden, oder den Frieden unter den Confessionen gefährden würden. Es wurde daher die Anregung des Fürsten v. Hohenlohe durch Note an den baierischen Geschäftsträger in Bern, datirt vom 6. September 1869, im angegebenen Sinne beantwortet, wobei indess der Bundesrath die Erklärung abgab, dass er die in der Circulardepesche ausgesprochenen Grundsätze über die Pflichten der Staaten gegenüber den befürchteten Ausschreitungen des Concils vollkommen theile, und vorkommenden Falls nicht anstehen werde, denselben nachzukommen.

Nr. 4880 (145). Schweiz. Dec. 1869.

Soviel seither in Erfahrung gebracht wurde, hat sich auch, mit Ausnahme der italienischen, keine einzige Regierung unbedingt und rückhaltlos für den Antrag des baierischen Ministerpräsidenten ausgesprochen, und es wurde, wie bekannt, in der Folge von einem Eingreifen der Staatsregierungen in die vom päpstlichen Stuhl angeordneten Vorbereitungen zum Concil Umgang genommen. Wenn sich auch der Bundesrath während des Berichtsjahres nicht weiter mit dieser Frage zu befassen hatte, so verfolgte doch das politische Departement den Gang derselben mit der ihr gebührenden Aufmerksamkeit und versäumte nicht, sich über die Vorgänge in Rom selbst, sowie über das Verhalten der europäischen Staatsregierungen gegenüber dem päpstlichen Stuhl, bestmöglich unterrichtet zu halten.

Nr. 4881. (146.)

FRANKREICH. Aus dem Exposé de la Situation de l'Empire.

Nr. 4881 (146). Frankreich. Dec. 1869.

. . . . A la faveur de la tranquillité qui règne dans les Etats du Saint-Siége, les évêques du monde entier vont se réunir à Rome. Le Pape a convoqué au Vatican un concile oecuménique. Les matières qui seront traitées dans cette assemblée échappent pour la plupart à la compétence des pouvoirs politiques de nos jours, et, sous ce rapport, la situation diffère manifestement de qu'elle était dans les siècles passés. Aussi, le gouvernement de l'Empereur, renonçant à user d'une prérogative que les souverains de la France avaient toujours exercée sans contestation, a-t-il résolu de ne pas intervenir dans les délibérations par l'envoi d'une ambassade accréditée auprès du concile. Il lui a paru non seulement que cette détermination était la plus conforme à l'esprit de notre temps et à la nature des relations actuelles entre l'Eglise et l'Etat, mais qu'elle était aussi la plus propre à dégager sa responsabilité à l'égard des décisions qui seront prises. Le Saint-Père lui-même, au surplus, semble avoir reconnu la valeur des considérations qui nous guident, puisqu'il s'est abstenu d'inviter les princes chrétiens à se faire représenter dans la réunion des évêques. Toutefois, notre intention n'est pas de demeurer indifférens à des actes qui peuvent exercer une si grande influence sur les populations catholiques de tous les pays. L'ambassadeur de l'Empereur à Rome sera chargé, s'il y a lieu, de faire connaître au Saint-Siége nos impressions sur la marche des débats et la portée des résolutions préparées. Le gouvernement de Sa Majesté trouverait au besoin dans nos lois les pouvoirs nécessaires pour maintenir contre toute atteinte les bases de notre droit public. Nous avons d'ailleurs trop de confiance dans la sagesse des prélats aux mains de qui sont remis les intérêts de la catholicité, pour

ne pas croire qu'ils sauront tenir compte des nécessités du temps où nous vivons et des aspirations légitimes des peuples modernes. || Les gouvernemens catholiques auxquels nous avons fait connaître nos intentions ont tous approuvé notre manière de voir, et comptent s'abstenir d'avoir des représentans au sein du concile. || Dans cette grande question d'ordre moral, commes dans celles que soulève la rivalité des intérêts politiques, les cabinets sont dirigés par le désir d'écarter ce qui peut être une cause de trouble pour les esprits et susciter des complications. Le même sentiment se manifeste aujourd'hui à propos de tous les incidens qui viennent solliciter l'attention des puissances.

Nr. 4881 (146). Frankreich. Dec. 1869.

Nr. 4882. (147.)

EPISCOPAT. Vorstellung deutscher und österreichischer Bischöfe an P. Pius IX. gegen die Geschäftsordnung des Concils (Breve, Multiplices inter).

Lat. Orig. Friedberg, Sammlung l. c. Urk. XLI, 2.

Nr. 4882 (147). Episcopat. 2. Jan. 1870.

Heiligster Vater! Der heisseste Wunsch der Bischöfe des ganzen Erdkreises, und so auch der unsrige, die wir diese Schrift unterzeichnet haben, ist: es möge die heilige ökumenische Synode, unter den glücklichen Auspicien Ew. Heiligkeit bereits begonnen, auch fernerhin gedeihen und zum erwünschten Ziel in einer Weise geführt werden, dass sowohl alle Völker in ihr neue Heilmittel für die so schwer auf ihnen lastenden Uebel, als auch die heilige Kirche Gottes neue Quellen und Wege zur wirksameren Ausübung ihrer göttlichen Sendung finden. Um aber solches zuverlässiger und sicherer zu erreichen, sei es uns gestattet, unser Anliegen im Hinblick auf einen bestimmten Gegenstand in den Schooss Ew. Heiligkeit mit derjenigen Ergebenheit auszuschütten, von welcher zugleich mit uns der Episcopat des ganzen Erdkreises, besonders in diesen Tagen, dem heiligen apostolischen Stuhle gegenüber getragen wird. || Es ist von grösster Bedeutung, was Ew. Heiligkeit in Punkt II. über innere Norm und Ordnung verfügt hat: nämlich über Recht und Befugniss im Vorlegen der Geschäfte, welche in der heiligen ökumenischen Synode verhandelt werden sollen. Es fehlt nicht an Stimmen, welche das so auslegen, als würde dadurch das Recht der Väter nicht anerkannt, dass ein jeder dem Concile vorlegen darf, was er dem öffentlichen Wohle Förderliches beibringen zu können glaubt, sondern es werde dies lediglich als Ausnahme und Gnade gestattet. || Heiligster Vater! In unser aller Seele lebt die festeste Ueberzeugung, dass von der Kraft und Festigkeit des Hauptes zu allermeist die Tüchtigkeit des ganzen Körpers der Kirche abhängt, und dass vor Allem die göttlichen Rechte des Primats gesichert und gedeckt sein müssen, auf dass in

Nr. 4882 (147). Episcopat. 2. Jan. 1870.

der heiligen Synode Alles in der rechten und gehörigen Ordnung vorwärts gehe. Aber wenn dies unbedingt wahr ist, so ist nicht minder wahr, dass auch den übrigen Gliedern des mystischen Leibes Christi ihre Tüchtigkeit bewahrt bleiben müsse und dem Collegium der Bischöfe diejenigen Rechte, welche demselben kraft seines Amtes und Charakters beständig innewohnen, damit das Haupt seine Thätigkeit zu bewahren und seine Thätigkeit ungestört zu üben vermöge. Durch göttlichen Rathschluss fürwahr sind diese zwei auf's Innigste verbunden und untrennbar vereint. Gleichwie also Ew. Heiligkeit mit bestem Recht und weisem Beschluss Alles zu bestimmen geruht hat, was sich auf Handhabung der rechten Ordnung und der in der heiligen Synode zu verhandelnden Gegenstände bezieht — so wird auch, wenn die Väter des Concils, von ihrem Gewissen gedrungen, etwas zum gemeinsamen Frommen der Kirche vorbringen oder vorschlagen wollen, dies mit Fug so anzusehen sein, dass dieselben hierbei nach Maassgabe ihres Rechtes und Amtes handeln, vorausgesetzt, dass solches mit der dem Haupte der Kirche schuldigen Unterthänigkeit und Verehrung geschehe. Dies sprechen wir mit um so grösserer Zuversicht aus, als Ew. Heiligkeit selbst uns zu ermahnen geruht hat, dass, wenn wir einen dem gemeinen Nutzen förderlichen Vorschlag machen zu können glaubten, wir solches freimüthig thun möchten, und mit diesem Verfahren stellen wir uns in die Fusstapfen des hochgefeierten, hochheiligen tridentinischen Concils (24. Sitzung, Cap. 21). || Wir glauben daher, es könne keinem Zweifel unterliegen, dass unsern Rechten durch Punkt II der inneren Ordnung keineswegs präjudicirt werde. In dieser unserer Ueberzeugung würden wir sehr bestärkt werden, wenn Ew. Heiligkeit zu gestatten geruhte, dass zu der Deputation für Prüfung der bischöflichen Vorschläge noch mehr Mitglieder, aus der Mitte der Väter und durch die Stimmen des Concils selbst zu wählen, beigezogen werden und dass denjenigen, welche Vorschläge machen wollen, der Zutritt zur Deputation selbst offen stehe, damit sie so selbst an der Behandlung der Sache theilnehmen können. | Dieses, heiligster Vater, ist es, was wir mit kindlicher Demuth dem weisen Urtheil und Entscheidungsspruch Ew. Heiligkeit anheimgeben. | Zu den Füssen Ew. Heiligkeit liegend, sind wir Ew. Heiligkeit gehorsamste Söhne.

Cardinal Schwarzenberg, Erzbischof von Prag. Friedrich Fürstenberg, Erzbischof von Olmütz. Gregorius Scherr, Erzbischof von München. Michael von Deinlein, Erzbischof von Bamberg. Ludwig Haynald, Erzbischof von Kalocsa-Bács. Heinrich Förster, Fürstbischof von Breslau. Pankraz Dinkel, Bischof von Augsburg. Valentin Viery, Bischof von Gurk. Gregor Symonovicz, Erzbischof von Lemberg, armen. Ritus. Bartholomäus Legat, Bischof von Triest. Johannes Jirsik, Bischof von Budweis. Georg Dobrila, Bischof von Parenzo. Jakob Stepischnegg, Bischof von Lavant. Alexander Bonnaz, Bischof von Csánad. Matth. Eberhard, Bischof von Trier. Eduard Jakob, Bischof von Hildesheim. Michael Fogarassy, Bischof von Siebenbürgen.

Joseph Strossmayer, Bischof von Bosnien-Syrmien. Stephan Lipovniczky, Bischof von Grosswardein. Sigismund Kovacs, Bischof von Fünfkirchen. Ludwig Forwerk, Bischof von Leontopolis i. p. (Dresden). Johann Beckmann, Bischof von Osnabrück. Georg Smiciklas, Bischof von Croatien. Hieronymus Zeidler, Abt von Strahow. Wilhelm Ketteler, Bischof von Mainz. Peter Kenrick, Erzbischof von St. Louis in den Ver. Staaten.

Nr. 4883. (148.)

EPISCOPAT. Vorstellung deutscher und österreichischer Bischöfe an P. Pius IX. gegen die Geschäftsordnung des Concils mit bestimmten Vorschlägen.

Lat. Orig. Friedberg, Sammlung l. c. Urk. XLI. 1.

Heiligster Vater! Nach drei Jahrhunderten sind endlich die von Dir berufenen Bischöfe des Erdkreises im allgemeinen Concil versammelt, damit, wie Deine Heiligkeit in dem Einberufungsschreiben ankündigte, Alles, was sich in diesen schlimmen Zeiten auf die grössere Ehre Gottes, das ewige Heil der Menschen und den gemeinsamen Frieden und die Eintracht Aller bezieht, in genauester Prüfung erwogen und festgestellt werde. Der apostolischen Worte eingedenk und stets die heilige Pflicht vor Augen, welche uns an dem glücklichen Erfolge des Concils mitzuarbeiten befiehlt, erachten wir uns gebunden, Deiner Heiligkeit die Schwierigkeiten auseinanderzusetzen, welche einer mit gebührender Sorgfalt vorzunehmenden Prüfung der uns gemachten Vorlagen entgegenstehen. || In der Synode, zu welcher mehr als 700 Bischöfe und Prälaten aus den fünf Welttheilen zusammengeströmt sind, reichen die allgemeinen Versammlungen zur eingehenden Erwägung der Angelegenheiten nicht hin, wenn denselben nicht Berathungen in minder zahlreichen Gruppen (coetus) vorhergehen. Nach sorgfältigen Besprechungen der letzteren Art werden zwanzig oder dreissig Väter, die ihre Meinungen in der allgemeinen Sitzung darlegen, zur Aufklärung der Sache meist mehr beitragen als sechzig, welche ohne vorherige gemeinsame Ueberlegung mit Anderen in die Verhandlung eingreifen. Ueberdies giebt es unter den Prälaten Männer von hervorragender Gelehrsamkeit und Erfahrung, die, obgleich der lateinischen Sprache durchaus kundig, dennoch nicht gewohnt sind, in ihr zu reden. Dazu kommt, dass die für die allgemeinen Versammlungen angewiesene Oertlichkeit zwar eine hoch rühmliche ist, indem sie dem Grabe des heiligen Petrus nahe liegt, aber zu Redeverhandlungen nicht geeignet ist. In der ersten allgemeinen Sitzung fand sich unter den Rednern, deren einige sich sehr kräftiger Stimmmittel erfreuten, auch nicht ein einziger, den alle Väter verstehen konnten,

Nr. 4883 (148). Episcopat. 2. Jan. 1870.

und selbst, nachdem die Concilshalle verengert worden, war ein grosser Theil der Versammelten nicht im Stande, den Reden gänzlich zu folgen. || Glaubwürdigste Männer versicherten, dass die stenographischen Berichte an demselben Tage gedruckt zur Vertheilung kommen sollten, damit das, was den Ohren entgangen, aus der schriftlichen Wiedergabe ergänzt werden könne. In dieser Hoffnung aber sahen wir uns getäuscht. Daher möge Deine Heiligkeit gütigst erlauben, dass die Väter zum Druck der Reden, welche sie in der allgemeinen Sitzung halten, sich der Hülfe der Drucker ohne alle weitere Beschränkung bedienen, doch so, dass die Abdrücke nur den Mitgliedern des Concils mitgetheilt werden und derselben Vorschrift des Geheimnisses unterliegen, wie die Vorlagen. Die Bischöfe des ökumenischen Concils haben für das, was sie in den Sitzungen aussprechen, ausser dem Concil selbst, dessen Haupt Du bist, sicherlich auf Erden keinen Richter oder Censor. Heiligster Vater! || In Deiner ausgezeichneten Weisheit wirst Du leicht einsehen, dass unter den jetzigen Verhältnissen, wo die Väter des Concils die gehaltenen Reden zum grossen Theil nicht verstehen und dieselben ihnen nicht zum Nachlesen übergeben werden, eine Berathung, wie sie gebührt, nicht gehalten werden kann. || Wenn sich übrigens auch eine Oertlichkeit fände, wo alle Prälaten, auch die nicht ausgenommen, welche eine schwache Stimme besitzen, ohne Schwierigkeit zu verstehen wären, so würde es doch von hohem Nutzen sein, dass den Vätern vor Augen läge, was in den vorhergegangenen Sitzungen geredet worden. Es handelt sich um Angelegenheiten von äusserster Wichtigkeit, und nicht selten ist die Hinzufügung oder Abänderung eines einzigen Wortes hinreichend, um den Sinn zu verfälschen. Ausserdem wäre es wünschenswerth, wenn es den Vätern gestattet würde, den Collegen ihre Ansicht über bedeutendere Angelegenheiten schriftlich mitzutheilen; auf diese Weise könnte nämlich Vieles hinzugefügt werden, zu dessen Auseinandersetzung in der allgemeinen Sitzung weder Zeit noch Lungen der Redenden hinreichen. || Was sich auf den Glauben bezieht, hängt innig in sich zusammen; doch steht es auch in vielfacher Beziehung mit der Disciplin. Wenn daher den Vätern nicht alle Vorlagen, welche den Glauben und die Disciplin betreffen, mitgetheilt werden, so wissen sie, indem sie ihre Ansicht über das ihnen wirklich Mitgetheilte kundgeben, nicht, ob ihre Vorschläge dazu passen oder ob irgend eine ihnen noch unbekannte Vorlage der Art sei, dass sie sich auf eine andere Gelegenheit beziehen müssten. Wie gross der Nutzen, ja die Nothwendigkeit von Privatberathungen der Prälaten sei, geht aus dem Angeführten klar hervor. Solche Berathungen werden schon gehalten, und wie die Sache selbst es erheischt, treten besonders die Väter zusammen, die sich derselben Muttersprache bedienen, oder, was noch mehr zu beachten ist, in solchen Ländern die Heerde des Herrn hüten, wo, wenn auch nicht dieselbe Sprache, so doch dieselben Sitten und bürgerlichen Institutionen bestehen, so dass die Kirche in jenen Gegenden eine gleichartige Stellung zum Staate und zur bürgerlichen Gesellschaft einnimmt und die Vorsteher der Kirche daher in

Nr. 4883 (148). Episcopat. 2. Jan. 1870.

den jetzigen schweren Zeitläuften einen ähnlichen Kampf zu kämpfen haben. Demzufolge wären die Väter in ungefähr sechs Gruppen zu theilen, denen die Ermächtigung verliehen würde, ihre Ansicht über die vorgelegten oder noch vorzulegenden Anträge dem Ausschusse, vor welchen die Sache gehört, durch zwei Abgeordnete kundzuthun und ihre Beweisgründe einzeln vorzuführen. Durch eine solche Anordnung werden die Ausschüsse nicht im Geringsten behindert in der Ausübung des ihnen von Deiner Heiligkeit übertragenen Amtes, sondern vielmehr in ihrer Pflichterfüllung unterstützt; die vom Concil zu fassenden Beschlüsse werden einer genauen Prüfung unterworfen und den Uebelwollenden der Vorwand zu Verleumdungen entzogen. Daher wir es wagen, von Dir, heiliger Vater, zu erbitten: dass die vom Glauben und von der Disciplin handelnden Vorlagen den Vätern so bald wie möglich eingehändigt werden; dass es nach Abhaltung der Berathungen in der von uns auseinandergesetzten Weise den Vätern gestattet sei, ihre Ansicht über die Vorlagen in den Sitzungen der Ausschüsse durch Abgeordnete zu entwickeln und zu vertheidigen; dass es den Vätern freistehe, sowohl die in der allgemeinen Versammlung von ihnen gehaltenen Reden als die ergänzenden schriftlichen Ausführungen drucken zu lassen; Alles und Jedes jedoch unter derselben Vorschrift des Geheimnisses, der die Vorlagen unterworfen sind.

Zu den Füssen Deiner Heiligkeit u. s. w.

Rom, 2. Januar 1870.

Friedrich Card. Schwarzenberg, Erzbischof von Prag. Josef Othmar Card. Rauscher, Erzbischof von Wien. Johann Simor, Erzbischof von Gran. Maximilian Tarnoczy, Erzbischof von Salzburg. Friedrich von Fürstenberg, Erzbischof von Olmütz. Andreas Gollmayr, Erzbischof von Görtz. Georg Scherr, Erzbischof von München. Georg Mich. Szymonowicz, Erzbischof von Lemberg, rit. arm. Michael Deinlein, Erzbischof von Bamberg. Franz Xaver Wierzchleyski, Erzbischof von Lemberg, lat. rit. Ludwig Haynald, Erzbischof von Kalocsa. Paul Melchers, Erzbischof von Köln. Heinrich Förster, Bischof von Breslau. Pankratius Dinkel, Bischof von Augsburg. Georg Smiciklas, Bischof von Agram. Joh. Georg Strossmayer, Bischof von Diakowar. Bartholomäus Legat, Bischof von Triest. Ed Jakob Wedekind, Bischof von Hildesheim. Ant. Jos. Peitler, Bischof von Waitzen. Adolf Namszanowski, Bischof von Agathopolis i. p. i. (Militärpropst in Berlin). Johann Jirsik, Bischof von Budweis. Mathias Eberhard, Bischof von Trier. Ludwig Forwerk, Bischof von Leontopolis i. p. i. (Dresden). Valentin Wiery, Bischof von Gurk (Klagenfurt). Michael Forgarasy, Bischof von Siebenbürgen (Karlsburg). Bartholomeus Widmer, Bischof von Laibach. Johann Zolka, Bischof von Raab. Joh. Perger, Bischof von Kaschau. Ladislaus Birò, Bischof von Szathmár. Stefan Liprovniczki, Bischof von Grosswardein. Georg Dobrilla, Bischof von Pola. Sigmund Kovàcs, Bischof von Fünfkirchen. Alexander Bonnaz, Bischof von Csanád (Temesvar). Philipp Krementz, Bischof von Ermland (Frauenburg).

Nr. 4883 (148). Episcopat. 2. Jan. 1870.

Jak. Max. Stepischnegg, Bischof von Lavant (Marburg). Johann Kruesz, Abt von St. Martisberg. Vinzenz Zubranich, Bischof von Ragusa. Johann Heinrich Beckmann, Bischof von Osnabrück. Hieronymus Zeidler, Abt von Strahow (Prag). Johann Ludwig Pukalski, Bischof von Tarnow. August Wahala, Bischof von Leitmeritz. Wilh. Emmanuel Ketteler, Bischof von Mainz. Valentin Baranowski, Bischof von Lublin.

Nr. 4884. (149.)

EPISCOPAT. Die Infallibilitäts-Petition.

Lat. Orig. Friedberg, Sammlung l. c. Urk. LII.

An das heilige ökumenische Concil.

Nr. 4884 (149). Episcopat. 3. Jan. 1870.

Von der heiligen ökumenischen Vaticanischen Synode erbitten die unterzeichneten Väter demüthig und inständig, mit klaren und jeden Anlass zum Zweifel ausschliessenden Worten sanctioniren zu wollen, dass die Autorität des römischen Papstes die höchste und deshalb irrthumslos sei, wenn sie in Sachen des Glaubens und der Sitten feststellt und vorschreibt, was von allen Christgläubigen zu glauben und zu halten, oder zu verwerfen und zu verdammen sein soll. || (A sacra oecumenica synodo vaticana infrascripti Patres humillime instanterque flagitant, ut apertis omnemque dubitandi locum excludentibus verbis sancire velit, supremam ideoque ab errore immunem esse Romani Pontificis auctoritatem, quum in rebus fidei et morum ea statuit ac praecipit, quae ab omnibus christifidelibus credenda et tenenda, quaeve rejicienda et damnanda sint.)

Gründe, aus denen dieser Vorschlag für nützlich und nothwendig gehalten wird.

Der Primat der Jurisdiction des römischen Papstes, des Nachfolgers des heiligen Apostels Petrus, über die ganze Kirche Jesu Christi, und folglich der Primat des höchsten Lehramtes, wird deutlich in den heiligen Schriften gelehrt. || Die allgemeine und beständige Tradition der Kirche beweist uns durch die Thaten und Worte der heiligen Väter wie durch das Verhalten und die Beschlüsse einer grossen Anzahl von Concilen, selbst von ökumenischen, dass die Lehrentscheidungen des römischen Papstes über den Glauben und die Moral unveränderlich sind. || Unter Zustimmung der Griechen und Lateiner wurde auf dem zweiten Lyoner Concile das Glaubensbekenntniss angenommen, in welchem erklärt wird: „Die Streitigkeiten in Glaubenssachen sollen durch das Urtheil des römischen Papstes entschieden werden.“ Desgleichen ward auf dem ökumenischen Concil von Florenz ausgesprochen: „Der römische Papst ist der wahre Statthalter Jesu Christi, das Haupt der ganzen Kirche, der Vater und der Lehrer aller Christen, auf welchen, in der Person des heiligen Petrus, von unserem Herrn Jesus Christus die volle Gewalt übertragen wurde, die allgemeine Kirche zu hüten, zu regieren und zu verwalten.“

Nr. 4884 (149). Episcopat. 3. Jan. 1870.

Die gesunde Vernunft beweist selbst, dass Niemand in Gemeinschaft des Glaubens mit der katholischen Kirche bleiben kann, wenn er nicht einig mit ihrem Haupte bleibt, weil es unmöglich ist, selbst in Gedanken die Kirche von ihrem Haupte zu scheiden. Indessen hat es gegeben und gibt es noch sich so nennende Katholiken, welche diesen Namen zum Schaden des Glaubens der Schwachen missbrauchen, und zu lehren wagen, dass alle der Autorität des römischen Papstes schuldige Unterwürfigkeit darin bestehe, seine Decrete über den Glauben und die Moral mit ehrfürchtigem Stillschweigen — so nennen sie es — aufzunehmen ohne innere Zustimmung im Geiste, oder auch nur unter Vorbehalt, bis die Zustimmung oder Nichtzustimmung der Kirche festgestellt sei. Es ist augenscheinlich für Jedermann, dass diese verderbliche Lehre die Autorität des römischen Papstes zerstört, die Einheit des Glaubens bricht, allen Irrthümern freie Bahn öffnet und ihnen reichliche Zeit gewährt sich in die Seelen einzuschleichen. Darum haben sich die Bischöfe, Hüter und Vertheidiger der katholischen Wahrheit, vorzüglich in dieser Zeit bemüht, die höchste Lehrgewalt des apostolischen Stuhles zu festigen, besonders durch Synodal-Decrete und gemeinsame Kundgebungen*). || Je klarer die

*) 1) Das Kölner Provinzial-Concil im Jahre 1860, das von fünf Bischöfen unterzeichnet wurde, ausser dem Cardinal-Erzbischof von Köln, Johannes v. Geissel, lehrt ausdrücklich: „Er, der römische Papst, ist der Vater und Lehrer aller Christen, und sein Urtheil in Glaubenssachen ist an sich unveränderlich."

2) Die 1865 im Concile von Utrecht versammelten Bischöfe sagten von dem römischen Papste: „Wir glauben fest, dass sein Urtheil in den Sachen, die den Glauben und die Sitten betreffen, unfehlbar ist."

3) Das im Jahre 1860 gefeierte Concil von Kalocsa (Ungarn) stellt Folgendes auf: „Ebenso wie Petrus . . . der unumstössliche Meister der Lehre war, was den Glauben betrifft, für den der Herr selbst gebeten hat, damit sein Glaube nicht wanke . . . . ebenso seine gesetzlichen Nachfolger auf dem Stuhle Petri . . . bewahren die Grundlagen des Glaubens durch ihren höchsten und unumstösslichen Ausspruch . . . Darum verwerfen wir auf's neue die Aufstellungen des gallikanischen Clerus von 1682, die schon öffentlich in demselben Jahre verworfen wurden durch Georg, frommen Angedenkens, Erzbischof von Gran, und die andern ungarischen Bischöfe; wir verdammen sie und wir verbieten allen Gläubigen dieser Provinz, zu wagen, sie zu lesen, sie zu behalten und noch mehr, sie zu lehren."

4) Das Plenar-Concilium von Baltimore (Vereinigte Staaten), versammelt 1866, lehrt in von 44 Erzbischöfen und Bischöfen unterzeichneten Decreten unter anderen Sachen: „Die lebendige und unfehlbare Autorität besteht nur in der Kirche, welche, erbaut von unserm Herrn Jesus Christus auf Petrus, dem Haupte, dem Fürsten und Hirten der ganzen Kirche, von dem er zugesagt hat, dass sein Glaube niemals wanken werde, immer ihre gesetzmässigen Päpste bewahrt, die ohne Unterbrechung ihren Ursprung in Petrus selbst finden und, auf seinen Stuhl gesetzt, Erben und Vertreter der Autorität, der Würde, der Ehre und der Macht Petri sind. Und weil da, wo Petrus ist, die Kirche ist, Petrus durch den römischen Papst redet, Er immer lebt und Er immer sein Gericht durch seinen Nachfolger ausübt und die Wahrheit des Glaubens denen, die danach verlangen, ertheilt, so muss man die göttlichen Worte auffassen in dem Sinne, worin sie dieser römische Lehrstuhl des heiligen Petrus genommen hat und

Nr. 4884 (149). Episcopat. 3. Jan. 1870.

katholische Wahrheit gelehrt wurde, desto kräftiger ist sie in diesen letzten Zeiten in Broschüren und Zeitungen angegriffen worden mit dem Zwecke, das katholische Volk gegen die heilige Lehre aufzureizen und das vaticanische Concil abzuhalten, dieselbe zu proclamiren. || Deshalb, wenn früher die Zweckmässigkeit einer Definition dieser Lehre durch das ökumenische Concil für Manche zweifelhaft erscheinen konnte, so erscheint jetzt die Nothwendigkeit derselben offenbar. Denn die katholische Lehre wird von neuem angegriffen mit denselben Gründen, deren sich früher Leute, die durch ihr eigenes Urtheil verdammt sind, gegen sie bedienten; diese Gründe würden selbst den Primat des römischen Papstes und die Unfehlbarkeit der Kirche vernichten, wenn man sie weiter triebe, und sind häufig begleitet von abscheulichen Invectiven gegen den apostolischen Stuhl. Ueberdies schämen sich die erbittertsten Gegner der katholischen Lehre nicht, obschon sie sich Katholiken nennen, zu behaupten, dass das Concil von Florenz, welches in einer so klaren Weise die höchste Gewalt des römischen Papstes definirt hat, kein ökumenisches gewesen sei. | Wenn also das heute berufene vaticanische Concil schwiege und vernachlässigte, Zeugniss abzulegen für die katholische Lehre, so müsste das katholische Volk an der wahren Lehre zu zweifeln an-

---

nimmt, welcher als Ursprung und Lehrer aller Kirchen immer unberührt und unantastbar den Glauben bewahrt hat, der ihm überliefert worden durch unsern Herrn Jesum Christum, und ihn gelehrt hat den Gläubigen, Allen den Weg des Heiles und die unveränderliche Wahrheit der Lehre weisend."

5) Das erste Provinzial-Concil in Westminster, im Jahre 1852 abgehalten, bekennt: „Da unser Herr uns mit den Worten ermahnt: Achtet auf den Felsen, aus dem Ihr ausgehauen seid, achtet auf Abraham, Euren Vater, so ist es billig, dass wir, die wir unmittelbar vom apostolischen Stuhle den Glauben, die Priesterwürde, die wahre Religion erhalten haben, mit um so festeren Ketten der Liebe und des Gehorsams uns gebunden erachten. Wir nehmen daher an als die Grundlage des wahren und orthodoxen Glaubens das, was unser Herr Jesus Christus als unerschütterlich festgestellt hat, nämlich den Stuhl Petri, die Lehrerin und Mutter des ganzen Weltkreises, die heilige römische Kirche. Was von dieser einmal festgesetzt ist, halten wir eben deshalb für sicher und feststehend; ihre Ueberlieferungen, Riten, frommen Gebräuche und alle apostolischen Verordnungen, die sich auf die Disciplin beziehen, verehren und halten wir mit ganzer Seele. Dem höchsten Papste, als dem Stellvertreter Christi, geben wir daher von Herzen unsern Gehorsam und unsere Verehrung zu erkennen und hangen ihm auf's engste in der katholischen Gemeinschaft an."

6) Ungefähr 500 Bischöfe, von dem ganzen Erdkreise zur Feier des Martyriums der heiligen Apostel Petrus und Paulus im Jahre 1867 in Rom versammelt, trugen nicht das geringste Bedenken, den Papst Pius IX. in folgender Weise anzureden: „Da wir glauben, dass Petrus durch den Mund Pius' gesprochen hat, so sagen, bestätigen und verkündigen auch wir, was von dir gesagt und bestätigt worden ist, und verwerfen einhellig alles, was du selbst für verwerflich hieltest, weil es dem göttlichen Glauben, dem Heile der Seelen, dem Wohle der menschlichen Gesellschaft zuwiderläuft. Denn es steht fest in unserem Sinne, was die Väter in Florenz in dem Unionsbeschlusse aufstellten: „dass der römische Papst Christi Stellvertreter, der ganzen Kirche Haupt und aller Christen Vater und Lehrer sei."

fangen, und die Neuerer würden sich überall rühmen und behaupten, das Concil habe auf die von ihnen vorgebrachten Gründe geschwiegen. Ausserdem würden sie dieses Schweigen immer missbrauchen, selbst um den Urtheilen und Decreten des heiligen Stuhles über den Glauben und die Moral Gehorsam zu verweigern, unter dem Vorwande, dass der römische Papst in solchen Entscheidungen habe irren können. || Das allgemeine Wohl der Christenheit scheint daher zu verlangen, dass das heilige vaticanische Concil den zu Florenz gefassten Beschluss über den römischen Papst von neuem ausspreche und eingehender erkläre, und mit klaren und jeden Anlass zum Zweifel ausschliessenden Worten sanctioniren wolle: dass die Autorität des römischen Papstes die höchste und deshalb irrthumslos sei, wenn sie in Sachen des Glaubens und der Sitten feststellt und vorschreibt, was von allen Christgläubigen zu glauben und zu halten, oder zu verwerfen und zu verdammen sein soll. | Zwar sind Einige der Meinung, dass man sich der Definition dieser katholischen Wahrheit enthalten müsse, damit die Schismatiker und Ketzer nicht noch weiter von der Kirche getrennt würden. Aber insbesondere hat das katholische Volk das Recht, von der ökumenischen Synode belehrt zu werden, was in einer so gewichtigen und auf so ruchlose Weise angefochtenen Sache zu glauben sei, damit nicht ein gefährlicher Irrthum viele einfältige und ungelehrte Geister verderbe. Daher hielten die Väter von Lyon und Trient dafür, dass die wahre Lehre festzustellen sei, wenn auch den Schismatikern und Ketzern dadurch Anstoss gegeben werden sollte. Wenn diese aufrichtig die Wahrheit suchen, so werden sie sich nicht abgestossen, sondern vielmehr angelockt fühlen, indem ihnen gezeigt wird, auf welcher Grundlage die Einheit und Festigkeit der katholischen Kirche vornehmlich beruhe. Wenn jedoch Etwelche nach Aufstellung der wahren Lehre von Seiten des ökumenischen Concils von der Kirche abfallen sollten, so wird ihrer doch nur eine geringe Zahl sein, und schon schiffbrüchig im Glauben, werden sie nur einen Vorwand suchen, um sich durch einen äusserlichen Anlass von der Kirche zu lösen, welche sie, wie sie öffentlich darthun, in ihrem Innern schon verlassen haben. Diese sind es, die sich nicht gescheut haben, das katholische Volk fortwährend aufzuregen, und vor deren Ränken die vaticanische Synode die gläubigen Kinder der Kirche schützen muss. Denn das katholische Volk, stets belehrt und gewohnt den Beschlüssen des römischen Papstes den vollsten Gehorsam mit Herz und Mund zu leisten, wird den Beschluss der vaticanischen Synode über die höchste und irrthumslose Autorität des Papstes mit frohem und gläubigem Geiste entgegennehmen.

[Folgen die Unterschriften von 369 Concilsvätern.]

Begleitschreiben zur Infallibilitäts-Adresse.

Rom, den 3. Januar 1870.

Hochwürdigster und gnädigster Herr. Wie aus beigefügter Petition zu ersehen ist, sind die unterzeichneten mit anderen Bischöfen übereingekommen,

Nr. 4884 (149). Episcopat. 3. Jan. 1870.

vom ökumenischen Concil die Bestätigung jener katholischen Lehre zu verlangen, durch welche wir bekennen, dass die Autorität des römischen Papstes unumschränkt und folglich unfehlbar ist, sobald er kraft seiner apostolischen Vollmacht den Gläubigen die Wahrheiten des Glaubens und der Sitten lehrt. || Es ist also von höchster Wichtigkeit, dass die grösstmögliche Anzahl der Väter des Concils aus diesen und ähnlichen Gründen diese Bestätigung verlange. || Wir bitten Sie demnach, hochwürdigster Herr, sowohl diese Proposition oder Petition zu unterzeichnen, als auch jene anderen Väter zur Unterzeichnung aufzufordern, deren Gesinnungen Ihnen, als der unsrigen entsprechend, bekannt sind. || Hierauf wollen Sie gefälligst das mit Ihrer Unterschrift und, wenn möglich, noch mit den Unterschriften anderer Väter versehene Petitum, sobald als möglich, an einen der Endes unterzeichneten Bischöfe gelangen lassen. || Wir werden hierauf die also gesammelten Unterschriften der von unserem heiligsten Vater, dem Papst Pius IX., zur Prüfung der Anträge besonders ernannten Congregation übergeben. Fällt Ihnen eine bessere, geeignetere Art bei, um das nämliche Verlangen einzuführen, so versäumen Sie gefälligst nicht, Ihren eigenen Vorschlag der nämlichen Congregation zu unterbreiten. || Wir zeichnen etc. . . . .

Antonio Hassun, Patriarch von Cilicien; Johannes Zwyssen, Bischof von Herzogenbusch in Holland; Georg Anton von Stahl, Bischof von Würzburg in Baiern; Peter de Preux, Bischof von Sitten in der Schweiz; Stephan Mermillot, Bischof von Lausanne und Genf; Ludwig Kobes, Bischof von Modone in Griechenland; Theodor von Montpellier, Bischof von Lüttich in Belgien; Joseph Crixal y Estrade, Bischof von Quimper in Frankreich; Franz Roullot de la Bouillière, Bischof von Carcassonne in Frankreich; Claude Henri Plantier, Bischof von Nismes in Frankreich; Louis Delalle, Bischof von Rhodez in Frankreich; Vincenz Gasser, Bischof von Brixen in Tirol; Charles Fillion, Bischof von Le Mans in Frankreich; Ignaz von Senestrey, Bischof von Regensburg in Baiern; Nikolaus Adames, Bischof von Halicarnass i. p. i., Apostol. Vicar von Luxemburg; Joseph Pluym, Bischof von Nikopolis in der Bulgarei; Franz Leopold von Leonrod, Bischof von Eichstädt in Baiern; Michael Heiss, Bischof von La Crosse in Nordamerika.

Der oben mitgetheilte Antrag wurde im Namen der Unterzeichner vom Patriarchen Hassun und vom Primas von Polen Ledochowski unter dem Datum vom 28. Januar 1870 den Concilspräsidenten mitgetheilt. An diesen Hauptantrag schlossen sich dann noch mehrere Anträge an, die theils von einzelnen Concilsvätern, theils von mehreren zusammen eingebracht wurden und sich von jenem, sei es in der Motivirung, sei es in der Formulirung der beantragten Definition, unterscheiden. (S. Martin, Documentor. Collectio l. c. p. 68 ff.) Der beachtenswertheste derselben, welcher 41 Unterschriften trägt, spricht aus: Die unterzeichneten Väter, vornehmlich aus italienischen Diöcesen, welche sich gegenwärtig halten die Worte des heiligen Evangeliums, die Lehren und Urkunden der Kirche und den Ausspruch des

Engels der Schule, des heiligen Thomas von Aquin, dieses strahlenden Ruhmes der ganzen Christenheit und unseres Vaterlandes, welcher ausdrücklich lehrt: „dass es Sache der Autorität des Papstes sei, endgiltig darüber zu entscheiden, was zum Glauben gehöre, damit es unwandelbar von Allen geglaubt und festgehalten werde, und dass daher die Feststellung des Glaubensbekenntnisses und alles desjenigen, was die gesammte Kirche betrifft, seiner Autorität allein zustehe", im Anschluss an einen nicht minder entschiedenen Ausspruch des heiligen Alphons von Liguori, dieser anderen strahlenden Leuchte der Kirche und Italiens, erbitten ehrfurchtsvoll und inständig von dem heiligen ökumenischen Concil, dasselbe wolle mit den eigenen Worten des heiligen Alphonsus feststellen: „dass der römische Papst, wiewohl er als Privatperson oder als Gelehrter irren könne und auch in allen rein thatsächlichen Fragen, bei denen es hauptsächlich auf das Zeugniss des Menschen ankommt, dem Irrthume ausgesetzt sei, gleichwohl vom Irrthume frei sei, wenn er, als Lehrer der ganzen Kirche ex cathedra, das heisst, vermöge der höchsten, dem heiligen Petrus verliehenen Gewalt, die Kirche zu lehren, Lehrentscheidungen in Streitigkeiten über Glauben und Sitten trifft. (S. Friedberg l. c. Lat. Orig. Urk. LIV.) — Die Gesammtzahl der Väter, welche den Hauptantrag und diese modificirten Anträge unterzeichneten, betrug nach Martin 416.

Nr. 4884 (149). Episcopat. 3. Jan. 1870.

Nr. 4885. (150.)

NORDDEUTSCHER BUND. Instruction des Bundeskanzlers (Grafen Bismarck) an den Gesandten (v. Arnim) in Rom. — Haltung gegenüber den Concilsvorgängen. —

Berlin, 5. Januar 1870.

Die Berichte Ew. Hochwohlgeboren vom 22. bis 29. December sind mir nunmehr zugegangen. Wenn ich dieselben zusammenfasse und mir ein Bild von der bisherigen Entwicklung der Dinge zu gewinnen suche, soweit dies überhaupt bei der augenblicklichen Sachlage möglich ist, so erscheint mir diese bis jetzt noch als eine so chaotische, dass es unmöglich ist, über die Wahrscheinlichkeiten des weiteren Verlaufs ein Urtheil zu gewinnen. Was für greifbare und wirkliche Gestaltungen sich aus diesen kreisenden Nebeln herausbilden mögen, lässt sich noch nicht voraussehen. Ich würde es nicht für weise halten, wenn wir in dieses nebelhafte Chaos hineingreifen wollten, in welchem wir die richtige Operationsbasis zu wählen noch ausser Stande sind. Wir könnten durch ein voreiliges Eingreifen möglicherweise der Entwicklung eine uns unerwartete Richtung geben und Elemente, auf welche wir gern zählen, nach der andern Seite hinüberdrängen. Was sich von wirklich lebenskräftiger Thätigkeit der freieren geistigen Elemente entwickeln soll, muss sich aus sich selbst heraus entwickeln, und an uns kann die Aufforderung zum Handeln erst herantreten, wenn eine solche Thätigkeit eine be-

Nr. 4885 (150). Norddeutscher Bund. 5. Jan. 1870.

Nr. 4885 (150). Norddeutscher Bund. 5. Jan. 1870.

stimmte Gestalt und einen festeren Boden gewonnen hat. Die abwartende Stellung wird uns um so leichter, weil gerade wir, was auch schliesslich das Ergebniss sein möge, keine Ursache zu Besorgniss vor wirklichen Gefahren haben, die unserem Staatsleben drohen möchten. Ich habe Ew. etc. schon früher bemerklich gemacht — und ich bitte Sie, vor allem sich dies immer gegenwärtig zu halten —, dass wir vom Standpunkte der Regierung aus keinerlei Befürchtungen Raum geben, weil wir die Gewissheit haben, auf dem Felde der Gesetzgebung, unterstützt von der Macht der öffentlichen Meinung und dem ausgebildeten staatlichen Bewusstsein der Nation, die Mittel zu finden, um jede Krisis zu überwinden und die gegnerischen Ansprüche auf das Maass zurückzuführen, welches sich mit unserm Staatsleben verträgt. Wir sind in Norddeutschland des nationalen und des politischen Bewusstseins, auch der katholischen Bevölkerung in ihrer Mehrheit, sicher und haben in der überwiegenden Mehrheit der evangelischen Kirche einen Stützpunkt, welcher den Regierungen rein oder wesentlich katholischer Länder fehlt. Es bedarf für uns der Versicherung des Papstes, dass durch die Ergebnisse des Concils die hergebrachten und festgestellten Beziehungen der Curie zu den Regierungen nicht geändert werden sollten, in keiner Weise. Jeder Versuch, dieselben umzugestalten, würde schliesslich nicht zu unserem Nachtheile ausfallen. Ungeachtet dieser Zuversicht sind wir natürlich weit davon entfernt, zu wünschen, dass die Sachen auf die Spitze getrieben werden. Im Interesse der katholischen Unterthanen Seiner Majestät des Königs und einer friedlichen Weiterentwicklung des nationalen Lebens können wir nur wünschen, dass der Organismus der katholischen Kirche, auf dessen Grunde sich bisher gedeihliche Beziehungen zwischen Staat und Kirche gebildet haben, nicht gestört oder unterbrochen werde. Wir haben ein lebhaftes Interesse daran, dass die Elemente des religiösen Lebens, verbunden mit geistiger Freiheit und wissenschaftlichem Streben, welche der katholischen Kirche in Deutschland eigenthümlich sind, auch in Rom auf dem Concil im Gegensatz gegen die fremden Elemente zur Geltung kommen und nicht durch die numerische Mehrheit unterdrückt und vergewaltigt werden. Aber wie dieser Wunsch nicht aus dem staatlichen Interesse der Regierung, sondern aus der Sympathie für das religiöse Leben unserer katholischen Bevölkerung hervorgeht, so kann er auch nicht in einer von der Regierung ausgehenden Action seinen Ausdruck finden, sondern wir müssen erwarten, dass die Action von dem deutschen Element auf dem Concil selbst ausgehe, und wir unsererseits müssen uns darauf beschränken, dem deutschen Episcopat die Gewissheit unserer Sympathie und, wenn der Fall des Bedürfnisses eintreten und von dem Episcopat erkannt werden sollte, unsere Unterstützung zu geben. Unsererseits im Namen der Regierung Forderungen von dem Episcopat an die Curie oder das Concil zu stellen, betrachte ich nicht als unsere Aufgabe. || Abgesehen davon, dass es schwer sein würde, einen praktischen Boden dafür zu finden — wie denn schon die Forderung eines Abstimmungsmodus nach Nationen eine sehr schwer

Nr. 4885 (150). Norddeutscher Bund. 5. Jan. 1870.

definirbare sein würde — würden wir uns in eine falsche Stellung zu dem Concil und zu der Curie bringen und eine Art Anerkennung der dort beanspruchten Autorität aussprechen, deren Folgen sich schwer berechnen liessen. || Was sollen wir thun, wenn die Forderung, wie es wahrscheinlich ist, abgewiesen wird, weil es sich dabei um ein reines Internum des Concils handle? Und wenn gar römischerseits darauf eingegangen würde — was freilich nicht wahrscheinlich ist — würden uns nicht gerade dadurch die Hände gebunden werden für die Zukunft? Würden wir damit nicht den für uns einzig möglichen Standpunkt aufgeben, dass wir als Regierung dem Concil völlig fremd und frei gegenüberstehen und seine Beschlüsse vor das Forum unserer Gesetze und unseres Staatslebens zu ziehen berechtigt sind? Schon aus diesem Grund können wir eine ständige Conferenz der Vertreter der Regierungen in Rom, welche Ew. etc. mit dem Namen eines Anticoncils bezeichnen und selbst zwar nicht empfehlen wollen, aber doch als eine ins Auge zu fassende Eventualität anführen, nicht für angemessen erachten, selbst wenn sie möglich wäre. Sie dürfte aber auch praktisch sich nicht als möglich erweisen, schon weil sich nur sehr wenige Vertreter von Regierungen darin zusammenfinden würden, wie denn Ew. etc. selbst mit Recht ein Zusammenwirken mit dem österreichischen Botschafter als schwierig bezeichnet haben. Frankreich, welches das Concil ganz in seiner Hand hat und durch ein Zurückziehen seiner Truppen dasselbe gefährden kann, würde sich sicherlich abseits halten; von England, von Russland, von Italien sind keine Vertreter vorhanden, und welches Gewicht würde in Rom eine Conferenz haben, die sich aus den Vertretern des norddeutschen Bundes, Bayerns (welches die andern süddeutschen Staaten nicht mit repräsentiren würde, da Würtemberg wenigstens sich nicht geneigt zeigt, Bayern mit zu beauftragen) und Portugals zusammensetzte? Alle diese Betrachtungen können nur dazu dienen, die Ueberzeugung zu verstärken, dass jede Action auf das Concil nur von den Bischöfen, d. h. womöglich den deutschen, in Verbindung mit den österreichischen und ungarischen, eventuell auch den französischen und den einzelnen Elementen in anderen Nationalitäten, ausgehen muss. Es wird für jetzt mehr nicht thunlich sein, als dass wir die deutschen und die ihnen zustimmenden Bischöfe ermuthigen und moralisch unterstützen, und ihnen die Zuversicht geben, dass wir auch im schlimmsten Fall ihre Rechte im eigenen Lande wahren würden. Ich ersehe aus Ihren Berichten mit Vergnügen, dass Ihnen die Fühlung mit den Bischöfen nicht fehlt; und ich wünsche dringend, dass Sie dieselbe dazu benutzen mögen, um auf die Bischöfe in diesem Sinne vertraulich einzuwirken. Inwieweit Ew. etc. bei den einzelnen Prälaten Gelegenheit und Boden dafür finden, kann nur von Ihnen selbst beurtheilt werden. Hierüber bitte ich Ew. etc. auch mit dem Grafen Tauffkirchen, dessen Uebereinstimmung Ihnen sicherlich nicht fehlen wird, und mit dem portugiesischen Gesandten sich zu verständigen. Den Bischöfen gegenüber werden Sie aber auch hervorheben können, was ich oben schon andeutete, dass tief eingreifende Aenderungen in

Nr. 4885 (150). Norddeutscher Bund. 5. Jan. 1870.

dem Organismus der katholischen Kirche, wie sie durch die absolutistischen Tendenzen der Curialpartei angestrebt werden, allerdings auch nicht ohne Einfluss auf die Beziehungen der Kirche zum Staat und damit auf ihre eigene Stellung der Regierung gegenüber bleiben würden. Diese Beziehungen und das bisher von der Staatsregierung gezeigte wohlwollende Entgegenkommen für die Bedürfnisse und Wünsche der Kirche beruhen auf dem bestehenden Organismus der Kirche und auf der anerkannten Stellung der Bischöfe in demselben. Werden diese alterirt, so werden auch die Pflichten der Regierung andere, nicht nur in moralischer, sondern auch in juristischer Hinsicht; und letztere muss sich fragen, ob die veränderte Stellung der Bischöfe, welche ihr gegenüber die nächsten Vertreter und Organe der Kirche sind, nicht eine veränderte Behandlung in legislatorischer und administrativer Hinsicht erforderlich mache. In dieser Beziehung erscheint mir auch die Argumentation des französischen Botschafters, welche Ew. etc., ich weiss nicht recht, warum, als eine subtile bezeichnen, durchaus gerechtfertigt; und ich glaube, dass Sie ähnliche Erwägungen gegenüber den Bischöfen geltend machen können. Indem ich noch bemerke, dass diese Instruction Seiner Majestät dem König vorgelegen hat und von Allerhöchstdemselben genehmigt worden ist, fasse ich dieselbe noch einmal darin zusammen: dass ich Ew. etc. bitte, dem Concil und der Curie gegenüber eine vollkommee ruhige und abwartende Stellung zu bewahren, und vertraulich, in Uebereinstimmung mit Ihren gleichgesinnten Collegen, eine möglichst ermuthigende und stärkende Einwirkung auf die Bischöfe geltend zu machen.

v. Bismarck.

In dieselbe Zeit fällt ein Brief des norddeutschen Gesandten in Rom, v. Arnim, an den Stiftspropst von Döllinger:

Rom, 8. Januar 1870.

Ich benutze heute die Gelegenheit einer Courriersendung, um Ihnen — der mir ertheilten Erlaubniss gemäss — einige Worte zu schreiben. Ueber das, was auf und neben dem Concil sich zuträgt, haben Sie so viele Quellen der Information, dass ich Ihnen in dieser Beziehung nichts Neues sagen kann. Namentlich wird Ihnen bekannt sein, dass die Bischöfe von Paderborn und Regensburg die Hauptpromotoren einer Kundgebung sind, welche die Definirung der Infallibilität verlangt und nach übereinstimmenden Angaben 500 Unterschriften gefunden hat. Dieser Kundgebung stehen gegenüber zwei Petitionen der ungarisch-deutschen Gruppe. Die eine derselben, welche nur 25 Namen trägt, ist eine Rechtsverwahrung im Allgemeinen; die andere (mit 40 Unterschriften) richtet sich gegen die alle Discussion verhindernde Akustik der Aula und bittet um die bisher vorenthaltene Erlaubniss, die stenographischen Berichte einsehen und die Abhandlungen der Bischöfe über die vorgelegten Fragen behufs Mittheilung an die Bischöfe ohne Censur drucken lassen zu dürfen. Sie sehen, man ist bescheiden, und die Organisation ist so mangelhaft wie der Muth. Was nun die Definirung der Infallibilität und die praktische Wirkung der Martin-Senestrey'schen Adresse betrifft, so bin ich nicht vollständig überzeugt, dass man im Vatican die Definirung wirklich vornehmen will. Es ist im Gegentheil sehr

Nr. 4885 (150). Nord-deutscher Bund. 5. Jan. 1870.

wohl möglich, dass man sich dort durch die Demonstration der Fünfhundert befriedigt fühlen und ein tugendhaftes Beispiel grosser Mässigung geben wird. Hiermit würde aber meines Erachtens gar nichts gewonnen sein. Denn wenn man auch die ärgsten Zumuthungen an die Gewissen in dieser Weise umgehen kann, so bleibt doch um so sicherer ein Bodensatz curialistischer und rechtsbeständig gewordener Usurpationen zurück, mit dem neue papalistische Uebergriffe und die im Vatican für unzweifelhaft gehaltene Infallibilität fröhlichst gedeihen können. Diess ist die Folge der, wie mir scheint, unpraktischen Taktik der Anti-Definitionisten. Es kam vor allem darauf an, die Rechtsbeständigkeit des Concils in seiner jetzigen Zusammensetzung und die Verbindlichkeit der Organisation und Geschäftsordnung anzugreifen, welche die Curie dem Concil octroyirt hat. Wenn man von vornherein das Netz zerreisst, welches Vatican und Gesù den Vätern über die weisen, aber schüchternen Häupter geworfen hat, fällt die Infallibilität von selbst durch die Maschen. Jetzt kann die Curie wohl die Infallibilität bis auf weiteres beiseite liegen lassen; das Netz bleibt aber unversehrt, sollte man es auch etwas elastischer machen an den Stellen, wo es zu empfindlich drückt. Im Grunde — wozu braucht die Curie die Infallibilität, wenn sie jederzeit ein Concil berufen kann, wie das erste vaticanische, und dem Concil vorschreiben darf, wie und was es sagen soll? Unter den Vätern sind wohl einige, welche begriffen haben, dass sie in gewissem Sinn Gefangene des Papstes sind, seitdem sie sich schwankenden Fusses auf den Rechtsboden gestellt haben, auf welchen man sie verlockt hat. Aber im Allgemeinen ist doch die Stimmung zu mächtig geworden, in welche man sich bei verschiedenen Anlässen seit zwanzig Jahren hineinphantasirt hatte. Die Feststimmung war nun freilich, als es mit dem Concil Ernst wurde, einigermaassen durch die Erwägung verbittert worden, wie wohl die katholischen Bevölkerungen sich zu den Dingen stellen würden, welche in Rom vorbereitet und Schwarz auf Weiss nach der Heimath zurückgebracht werden sollten. Aus solchen Erwägungen ging Fulda hervor, und die Quasi-Opposition der deutschen Bischöfe ist dadurch hervorgerufen. Indessen je länger man von der Heimath entfernt bleibt, und je länger man den Einwirkungen des spirito Romano ausgesetzt ist, desto mehr schwindet die Erinnerung an Fulda aus den Gedächtnissen. „Ils sont tous excellents," sagt man hier, „mais ils ont perdu les grandes idées de l'Eglise: il leur faut deux mois de Rome et tout le monde sera d'accord." Bis auf einen gewissen Grad ist das vollkommen wahr. Einen grossen Theil der Schuld dieser allmähligen Annäherung an die grandes conceptions trägt aber die katholische Welt in Deutschland, welche, soweit ich sehe, kein Lebenszeichen gibt und durch ihre Haltung den Vätern des Concils nicht hinreichend Stütze gewährt, oder, wenn man so will, nicht unbequem genug wird. Es scheint mir daher von der grössten Wichtigkeit, die öffentliche Meinung auf die Lage der Dinge aufmerksam zu machen, um eine bis nach Rom wirkende Manifestation zu organisiren, welche namentlich darauf sich stützen müsste, dass die katholische Welt in Deutschland unmöglich dazu bestimmt sein kann, von 500 Italienern, unter denen 300 Kostgänger des Papstes sind, Gesetze zu empfangen. Wenn man sich auf diesen Standpunkt stellte, würde man Interesse an dem kirchlichen Leben auch da erwecken, wo es in Indifferentismus erstorben zu sein scheint, und Stützpunkte da finden, wo man sie nicht sucht. Die Kirche soll freilich über den nationalen Trennungen stehen. Aber dieser allgemeine Satz darf

Nr. 4885 (150). Norddeutscher Bund. 5. Jan. 1870.

doch nimmermehr in seiner praktischen Anwendung dahin führen, dass unter dem Vorwande der Katholicität ausschliesslich römisch-italienische Formeln den katholischen Geist aller Nationen einengen. Ich habe mir gestatten wollen, in grosser Eile Ihnen diese Erwägungen anheimzugeben, da Niemand so wie Sie in der Lage ist, dasjenige zu verwerthen, was etwa brauchbar darin sein möchte. Mit aufrichtiger Verehrung Ihr sehr ergebener Arnim.

Nr. 4885a. (150a.)

NORDDEUTSCHER BUND. Depesche des Gesandten (von Arnim) in Rom an den Bundeskanzler (Grafen Bismarck)[1]. — Beurtheilung der Concilsdepesche Hohenlohe's. Vorschlag, die Zulassung von Oratores beim Concil zu verlangen. —

Rom, 14. Mai 1869.

Nr. 4885a (150a). Norddeutscher Bund. 14. Mai 1869.

Ew. Excellenz hohen Erlass vom 2. d. M. mit der Circulardepesche des Fürsten Hohenlohe vom 9. April habe ich zu erhalten die Ehre gehabt. Die Voraussetzung, dass die baierische Depesche auch hier mitgetheilt worden sei, trifft nicht zu. Herr v. Sigmund hat nicht den Auftrag gehabt, im Vatican sich im Sinne der Depesche zu äussern. Er bestreitet auch, durch seine Berichte Anlass zu derselben gegeben zu haben. Wahrscheinlich ist der Fürst Hohenlohe zu diesem Schritte von dem Stiftspropst Döllinger inspirirt worden, welcher in seiner Verstimmung gegen Rom ohne Zweifel sehr geneigt sein wird, die Gefahren in etwas übertriebener Weise hervorzuheben, welche dem „modernen Staat" aus den vermutheten Concilsbeschlüssen erwachsen können. Es ist nun natürlich, dass Herr v. Döllinger, dessen theologische Tendenzen von Rom auf Antrieb der ultramontanen deutschen Wissenschaft unterdrückt werden, dessen persönliches Selbstgefühl noch kürzlich verletzt worden ist, als man ihn bei den Vorarbeiten für das Concil überging — in den weltlichen Regierungen Bundesgenossen zu finden wünscht, welche er zu anderen Zeiten nicht gesucht haben würde. Wie dem auch sei — es ist gewiss vollkommen richtig, dass die Persönlichkeiten, welche auf den Gang der Concilsarbeiten tonangebend einwirken, die Indiscretionen, welche über dieselben in die Oeffentlichkeit gelangen, und vor allem auch die unberechenbare Individualität des Papstes den Regierungen hinreichende Veranlassung geben, der Entwicklung der Dinge mit Aufmerksamkeit zu folgen und zu eventueller Wahrung ihrer Rechte bei Zeiten Vorkehrung zu treffen. Der Fürst Hohenlohe wird zunächst durch die Befürchtung beunruhigt, dass die Infallibilität

---

[1]) Die nachfolgenden drei Stücke, welche erst jüngst zur Veröffentlichung gelangten, bilden eine Ergänzung der unter Nr. 4862 ff. (127 ff.) mitgetheilten Actenstücke über die Haltung der Regierungen zu dem bevorstehenden Concil.

Nr. 4885a (150 a). Norddeutscher Bund. 14. Mai 1869.

des Papstes von dem Concil auf Betrieb der Jesuiten dogmatisch festgestellt werden könnte. Gerade diese Frage dürfte jedoch nicht zu denjenigen gehören, deren Lösung in dem einen oder dem andern Sinne für den Staat von wesentlicher Bedeutung ist. Wenn es möglich wäre, der Theorie des Baseler Concils Anerkennung zu sichern, dass das Concil über dem Papst steht, könnte das durch die Regierungen vertretene Laienelement ein Interesse daran haben, für die Definirung des Dogma's in diesem Sinn einen ernstlichen Kampf zu beginnen. Das Baseler Concil ist aber in Rom nie anerkannt worden, und innerhalb der katholischen Kirche sind die Anhänger dieser Definition so selten wie die Hussiten in Böhmen. Der Streit dreht sich jetzt nur um die Frage: ob der Papst ohne das Concil infallibel ist, oder ob die Infallibilität nur dem Papst mit dem Concil zukommt. Ein müssiger Wortstreit, der auf die Stellung der weltlichen Regierung ohne Einfluss bleibt. Kirchengesetze und Kirchendecrete können den Regierungen unbequem oder unannehmbar erscheinen und ihnen die Pflicht des Widerstandes auferlegen. Wie diese Gesetze und Decrete aber zu Stande gekommen sind, ob durch eine Willensäusserung des inspirirten absoluten Papstes oder durch einen Beschluss der constitutionellen Kirchenlegislative, wird meistens ganz gleichgültig sein. Es wäre zu bedauern, wenn die Regierungen in den Streit um diese theologischen Schulmeinungen sich einmischen wollten. Wesentlich anders liegt die Sache in Bezug auf die Beschlüsse, welche die kirchlich-politische Commission vorbereitet. Dieselben werden zwar für den Staat — sei er feudal oder modern — nicht so gefährlich sein wie die Tendenzen und Maassregeln der „Internationale". Aber unzweifelhaft bleibt, dass die Regierungen die Berechtigung und vielleicht die Verpflichtung haben, rechtzeitig Stellung zu nehmen gegen die möglicherweise vorliegende Absicht, über das Verhältniss des Staates zur Kirche mit dogmatischer Autorität Grundsätze zu proclamiren, welche den gesetzlich oder vertragsmässig bestehenden Zustand in Frage stellen. Auf den ersten Blick scheint es, dass dieses „Stellungnehmen" verschoben werden könnte, bis bestimmte Beschlüsse vorliegen, durch welche ein Conflict geschaffen wird. Man könnte meinen, dass dann immer noch Zeit sein wird, dem unberechtigten und einseitigen Anspruch die vis inertiae des bestehenden Rechtes entgegenzustellen. Hiebei wird jedoch ein Factor von immenser Wichtigkeit übersehen. Es ist zwar richtig, dass die Concilsbeschlüsse in diesen Materien für die weltlichen Regierungen zunächst keine andere Bedeutung haben als die Thesen eines wissenschaftlichen Vereins. Aber es ist ebenso unleugbar, dass das einmal feststehende Concilsdecret Millionen in ihrem Gewissen bindet, und dass die Regierungen — wenn sie auf dem Widerstand beharren — was ihnen in der Regel nicht zu gelingen pflegt — darüber in eine verschobene Stellung zu ihren Unterthanen gerathen, welche für lange Zeit eine Quelle von Unannehmlichkeiten für die Regierung und von Klagen seitens der Unterthanen werden kann. Hier drängt sich nun die Frage auf, ob und auf welche Weise es möglich ist, diesen Unannehmlichkeiten

Nr. 4885a (150a). Norddeutscher Bund. 14. Mai 1869.

zu entgehen. Der Fürst Hohenlohe sieht das Mittel in einem Einverständniss aller europäischen Regierungen über die Haltung, welche sie gegenüber den Tendenzen und Beschlüssen des Concils einnehmen wollen. Das Ziel, welches der baierische Ministerpräsident sich gesteckt hat, liegt etwas zu hoch. Die Besorgniss liegt nahe, dass durch das jedenfalls resultatlose Bemühen, für zu viele widerstreitende Elemente einen Boden gemeinschaftlicher Interessen zu finden, auch das Erreichbare erschwert worden ist — nämlich das Einverständniss der vereinigten Staaten Deutschlands über ein identisches Verhalten in der bevorstehenden kritischen Epoche. Sollte dies jedoch nicht der Fall sein, sollte in Paris, Florenz, Wien die baierische Initiative nicht den Wunsch rege gemacht haben, die dargebotene Gelegenheit zu allerhand eigenen Zwecken zu benutzen, so würde es rathsam sein, zunächst mit dem Fürsten Hohenlohe und dann mit den übrigen deutschen Regierungen die Schritte zu vereinbaren, welche, nach Maassgabe der veränderten Umstände, den geschichtlichen Traditionen entsprechen und nach Lage der Dinge unerlässlich erscheinen. || Der Fürst Hohenlohe glaubt, dass es zweckdienlich sein werde, wenn die Vertreter der Regierungen angewiesen würden, schon jetzt gegen solche Beschlüsse Verwahrung einzulegen, welche das Concil einseitig und ohne Berathung mit den Staatsgewalten fassen möchte. Hiefür ist jedoch, wie Ew. Excellenz in dem Erlass vom 2. d. M. hervorheben, die Sache in keiner Beziehung reif. Es ist vollständig unmöglich, auch nur eine annähernde Kenntniss von dem Resultat der Berathungen zu haben, welche im Schoosse der Commission für kirchlich-politische Fragen gefasst sein mögen. Und selbst wenn diese Beschlüsse uns im Einzelnen bekannt wären, würde ein Protest gegen dieselben nicht gerechtfertigt sein, da das Gutachten einer Commission immer noch kein Concilsbeschluss ist. Die Personen, welche in der Commission den Ton angeben, der Cardinal Reisach, und von Deutschen Moufang und Molitor, von Franzosen der Abbé Gibert, Vicar des Bischofs von Moulins, Monsignore de Dreux-Brézé, rechtfertigten die Besorgniss vor unannehmbaren Beschlüssen in hohem Grade. Dagegen ist in dieselbe Commission von französischen Geistlichen der Abbé Freppel eingetreten, und es sitzen darin Italiener, die ganz anderen Richtungen angehören, aus deren Mittheilung geschlossen werden darf, dass die gemässigten Elemente nicht ohne allen Einfluss geblieben sind. Mit einem Wort, es ist unmöglich über die Natur der bis jetzt gemachten Vorarbeiten Daten zu erhalten, welche die Grundlage eines Protestes oder überhaupt irgend einer diplomatischen Démarche werden könnten. Eine Thatsache aber steht fest, gegen welche die Regierung eines jeden Landes protestiren kann, in dem die katholische Kirche eine durch Gesetze oder Verträge geregelte Stellung hat — die Thatsache, dass in Rom über das Verhältniss des Staates zur Kirche mit dem Anspruch verhandelt wird: bindende Normen aufzustellen, ohne den bei diesen Dingen interessirten Staat als andern Paciscenten oder gleichberechtigten legislativen Factor zur Berathung zu ziehen. Gegen diese Thatsache könnte die Regie-

Nr. 4885a (150a). Norddeutscher Bund. 14. Mai 1869.

rung protestiren, und hier ist der Punkt, auf welchem der Hebel eingesetzt werden muss, wenn es sich darum handelt, Deutschland den legitimen Einfluss zu sichern, den es zu allen Zeiten auf Concilsbeschlüsse gehabt hat. Der Protest allein genügt jedoch nicht, wenn nicht gleichzeitig der Anspruch auf Zulassung eines oder mehrerer oratores zu den Verhandlungen des Concils erhoben wird. Die Theilnahme des durch den Staat vertretenen Laienelements an den Verhandlungen des Concils erscheint als das einzige Mittel, rechtzeitig von dem Gange der Verhandlungen unterrichtet zu sein, rechtzeitig — das heisst: nicht zu früh und nicht zu spät — zu protestiren, Einfluss zu gewinnen, schüchterne Elemente zu sammeln und politischen Machinationen vorzubeugen, welche unter dem Deckmantel kirchlicher Berathungen versucht werden könnten. Die Maassregel, über welche zwischen dem norddeutschen Bunde mit dem Fürsten Hohenlohe und den übrigen deutschen Regierungen ein Einverständniss herbeigeführt werden müsste, wäre demnach: „das in Rom eventuell zu stellende Verlangen, dass zu den Berathungen des Concils ein oder mehrere Botschafter des vereinigten oder zu diesem Zwecke verbündeten Deutschlands zugelassen werden.“ Einen weiteren Bericht zur Erörterung einiger hier in Frage kommenden Schwierigkeiten und zur weiteren Motivirung der Form des gedachten Vorschlags behalte ich mir vor. An dieser Stelle gestatte ich mir nur noch zu erklären, warum ich die Abordnung eines deutschen Botschafters zum Concil als eine „eventuelle“ Maassregel bezeichnet habe. Nach allen hier eingehenden Nachrichten ist der Kaiser Napoleon über sein Verhalten in der Concilsfrage eben so unschlüssig, wie er es in der Regel am Vorabende wichtiger Entscheidungen zu sein pflegt. Namentlich scheint über die Theilnahme eines französischen Botschafters am Concil noch keine Entscheidung getroffen zu sein. Auf der andern Seite liegt am Tage, dass der Kaiser an dem Ausgange des Concils mehr directes Interesse hat als irgend ein anderer Souverän. Sollte er aber dennoch für angemessen erachten, Rom und das Concil sich selbst zu überlassen, und sich vorbehalten, gegen etwaige mit dem französischen Staatsrecht unverträgliche Beschlüsse nachträglich zu reagiren, so würde er das Odium des Conflicts auf sich nehmen müssen, und die andern europäischen Regierungen würden die Verantwortung ihrer etwaigen Proteste in viel geringerem Maasse tragen als die kaiserliche Regierung. Dazu kommt, dass die Rechte des Staates in Frankreich viel ausgedehntere und eingreifendere sind als in Deutschland, namentlich in Preussen, so dass ein Concilsbeschluss, der die geringe Prärogative der preussischen Krone verletzt, nothwendig auch in Frankreich einen Conflict hervorrufen müsste. In Berücksichtigung dieses Verhältnisses scheint es gerathen, die etwaigen Verabredungen mit Baiern geheimzuhalten und nicht zur Ausführung zu bringen, so lange wir nicht über die Absichten der französischen Regierung vollständige und sichere Information haben.

v. Arnim.

Nr. 4885a (150a). Norddeutscher Bund. 14. Mai 1869.

Aus Anlass der Veröffentlichung dieser Depesche richtete v. Arnim den nachfolgenden Brief an den Stiftspropst v. Döllinger:

Paris, den 21. April 1874.

Hochwürdigster Herr! Die „Nordd. Allg. Ztg." hat vor einigen Tagen einen Bericht von mir aus dem Mai 1869 veröffentlicht, der Ihrer Aufmerksamkeit nicht entgangen sein wird. Zu meinem Bedauern hat die Rücksicht auf den Zweck, zu welchem diese Veröffentlichung erfolgt zu sein scheint, nicht gestattet die Stellen zu unterdrücken, an welchen Ew. Hochwürden Name erwähnt wird. Ich sehe mich daher gezwungen Ew. Hochwürden um Entschuldigung zu bitten, dass ich im Mai des Jahres 1869 Ihre Person incidenter in einer Weise erwähnt habe, welche nicht deutlich genug die Verehrung ausdrückt, mit welcher ich Ew. Hochwürden ergeben bin. Sie werden mir um so eher die Bitte um Nachsicht mit meiner damaligen Ausdrucksweise gewähren, als Sie sich erinnern dürften, dass ich im Mai 1869 noch nicht die Ehre hatte, von Ihnen gekannt zu sein. Der jüngst veröffentlichte Bericht vom 14. Mai 1869 soll einen Widerspruch zwischen meinen damaligen Auffassungen und denjenigen constatiren, welche ich in einem Promemoria resumirt hatte, dessen Veröffentlichung in der Wiener „Presse" stattgefunden hat. Ich bemerke bei dieser Gelegenheit, dass ich jene Veröffentlichung nicht veranlasst habe. Von dem Promemoria habe ich eine Abschrift, welche in Einzelheiten von dem veröffentlichten Actenstück abweicht. Es würde indess nur Silbenstecherei sein, wenn ich die publicirte Pièce für apokryph erklären wollte. Die Aenderungen sind offenbar von dem Einsender gemacht worden, um Persönlichkeiten zu schonen. Was aber den Widerspruch zwischen meinen Auffassungen vom Mai 1869 und denen vom Juni 1870 betrifft, so ist derselbe an und für sich nicht erheblich. Auch im Juni 1870 kam es mir weniger auf das Dogma an als auf die Art, wie es gemacht werden sollte. Hätten die deutschen Bischöfe vom ersten Augenblick an die Infallibilität für eine Theorie erklärt, deren Annahme selbstverständlich und daher auch praktisch gleichgültig sei — die Regierungen hätten wahrlich nicht in dieser Frage interveniren können. Aber das Verhalten der deutsch-österreichischen Bischöfe im Herbste 1869 und während des Concils belehrte mich über die Tragweite des päpstlichen Unternehmens. Ich musste mich überzeugen, dass die Infallibilität nicht bloss ein kostbares, aber leeres Gefäss sein sollte — bestimmt, den Vatican zu zieren, sondern eine Pandora-Büchse, aus welcher eventuell sehr gefährliche Ingredientien über die christliche Welt ausgeschüttet werden konnten. Sollte mir also ein Vorwurf daraus gemacht werden, dass ich vom Mai 1869 bis zum Juli 1870 an der Hand der Erfahrung meine Meinung berichtigt habe, so ist dies ein Vorwurf, den ich mir nicht ungern machen lasse. Wenn ich in dieser Zeit etwas gelernt habe, so verdanke ich es wesentlich den deutschen Bischöfen, die mich über die Consequenzen des Dogma's aufzuklären die Güte gehabt haben. Es ist bei dieser Gelegenheit auch der ganz unfruchtbare Streit darüber aufgenommen worden, ob die Absendung eines Botschafters zum Concil den Dingen eine andere Wendung gegeben haben würde. Wer will das heute noch entscheiden? Ich meinerseits beharre dabei, dass die Unternehmer der Campagne — wenn verfahren worden wäre, wie ich es im Sinne hatte — an den Helden erinnert haben würden, der auszog, die Welt zu erobern, und nach Hause ging weil es regnete — infecta re — colle trombe al sacco. Am meisten bedaure ich, dass die durch den Fürsten Hohenlohe angeregten

Berathungen nicht den Anlass zu eingehenderen Verhandlungen gegeben haben. Wenn es gelungen wäre, die Wucherpflanzen, welche auf dem Concil gross gezogen worden sind, im Keime zu ersticken, würden wir uns heute nicht in den unbegreiflichen Wirren befinden, die so ziemlich alles in Frage stellen, was seit langer Zeit Gemeingut der Christen geworden zu sein schien? Genehmigen Ew. Hochwürden bei diesem Anlass den erneuerten Ausdruck ehrerbietiger Hochachtung, mit der ich die Ehre habe zu sein Ihr sehr ergebener Arnim.

Nr. 4885 a. (150 a). Nord-deutscher Bund. 14. Mai 1869.

Nr. 4885 b. (150 b.)

NORDDEUTSCHER BUND. Depesche des Bundeskanzlers (Grafen Bismarck) an den Gesandten (v. Arnim) in Rom. — Widerlegung des v. Arnim'schen Vorschlages, Oratores zum Concil zu senden. Beabsichtigte Verständigung mit den süddeutschen Staaten über nach Rom zu richtende Warnungen.

Berlin, 26. Mai 1869.

Nr. 4885 b (150 b). Nord-deutscher Bund. 26. Mai 1869.

Ich benutze den diesmaligen Feldjäger zu einer sofortigen Mittheilung in Bezug auf die in Ihren eingehenden Berichten vom 14. bis 17. Mai über das ökumenische Concil behandelten Fragen. Nachdem ich Sr. Maj. dem König darüber Vortrag gehalten, kann ich in Uebereinstimmung mit den allerhöchsten Intentionen Ew. etc. Folgendes darüber eröffnen. Mit dem Vorschlage Ew. etc., dass Preussen sich, eventuell in Gemeinschaft mit dem übrigen Deutschland, nach dem Gebrauch der Regierungen bei früheren Concilien, durch bestimmte Abgesandte oder Regierungsbevollmächtigte (Oratores) als Staat auf dem ökumenischen Concil selbst vertreten lassen solle, hat Se. Maj. der König sich nicht einverstanden erklären können. Ew. etc. haben selbst die Schwierigkeiten einer solchen Maassregel nicht unbeachtet gelassen; dieselben würden sich aber bei jedem Versuch einer praktischen Verwirklichung noch viel grösser herausstellen, als sie schon im voraus erscheinen müssen. Es ist mir kaum zweifelhaft, dass Rom den Anspruch protestantischer, d. h. ketzerischer Regierungen — und als solche wird man in Rom Preussen und die Mehrheit der deutschen Regierungen immer ansehen und über das persönliche Glaubensbekenntniss des Souveräns nicht so leicht hinweggehen, wie Ew. etc. es zu glauben scheinen — auf Vertretung nicht anerkennen werde; eine Forderung aber zu stellen, welche nicht durchgesetzt werden kann, würde die Regierungen nur in eine schiefe Lage bringen, ihrem Protest aber sicherlich keine grössere Kraft verleihen. Aber selbst wenn man in Rom den Anspruch zugestehen wollte, in welcher Lage würden sich die Oratores auf dem Concil befinden, dessen immense Mehrheit sie als Eindringlinge, als (wenn auch ihrer Person nach katholisch) Abgesandte ketzerischer Regierungen ansehen und jede ihrer Aeusserungen mit Misstrauen und Missgunst aufnehmen würde! Eine fortwährende Verletzung der Würde der Souveräne wäre dabei kaum vermeidlich. Ew. etc. haben selbst die Frage aufgeworfen: welche Stellung

Nr. 4885 b (150 b). Norddeutscher Bund. 26. Mai 1869.

die Abgesandten auf dem Concil einnehmen sollen. Als Individuen wären sie, wie Ew. etc. mit Recht bemerken, Einzelne gegen Hunderte, und ihr individuelles Stimmrecht würde von gar keiner Bedeutung sein; ihr persönlicher Einfluss aber würde eben von ihren Persönlichkeiten abhängen, welche für diesen Zweck auszuwählen schwer genug sein würde. Als „Regierungsbevollmächtigte" dagegen müssten sie im Namen der Regierungen ein Veto einlegen können; dass man ihnen dies nicht zugestehen wird, versteht sich von selbst. Protest einzulegen aber ist immer eine undankbare Mühe und hat nur dann eine Bedeutung, wenn es in der Macht des Protestirenden liegt, dasjenige zu verhindern, wogegen er protestirt. Ein Protest der Abgesandten aber, über den das Concil, ohne Zweifel ohne alle Rücksicht mit weiteren Beschlüssen hinwegginge, würde die Regierungen nur in eine schwierigere Lage bringen, als wenn sie einfach Beschlüssen gegenüberständen, die ohne Betheiligung von ihrer Seite und ohne Gegenwart von ihren Bevollmächtigten zu Stande gekommen wären. ‖ Ich habe nur einen Theil der Schwierigkeiten flüchtig berühren wollen, welche sich der praktischen Ausführung des Vorschlags entgegensetzen würden. Die Hauptsache bleibt immer, dass die ganze Theilnahme der Staatsgewalten an einem Concil auf einem ganz fremden, für uns nicht mehr vorhandenen Boden, auf einem der Vergangenheit angehörigen Verhältnisse des Staats zur Kirche beruht und nur so lange einen Sinn hatte, als der Staat der katholischen Kirche, als der Kirche, der einzigen, allumfassenden Kirche, gegenüberstand. Selbst bei dem tridentinischen Concil, wenigstens bei den Anfängen und Vorbereitungen desselben, war dieses alte Verhältniss noch vorhanden, und die protestantischen Regierungen, wie die protestantischen Gemeinden, konnten noch zu dem Concil eingeladen werden, weil sie noch nicht als unwiederbringlich aus der Kirche ausgeschieden angesehen werden konnten. Die Kirche stand damals noch in einem bestimmten intimen und gewissermaassen rechtlich festgestellten, d. h. von der Kirche in ihrem Recht anerkannten Verhältniss zum Staat; das kanonische Recht mit dem ganzen Arsenal seiner Bestimmungen auch über das Grenzgebiet zwischen Staat und Kirche hatte damals noch eine Bedeutung für den Staat. Darum konnten die Regierungen auch unter bestimmten rechtlichen Formen in die Berathung und Regelung der kirchlichen Dinge eingreifen, wie sie es durch ihre Oratores auf dem Concil thaten. Ebenso trat an sie nachher die Frage heran: ob sie durch Acceptation der Concilsbeschlüsse die von den letzteren in kirchlich-staatlichen Dingen getroffenen Aenderungen als einen Theil ihres öffentlichen Rechts anerkennen wollten. Dieses Verhältniss hat sich jetzt, wenigstens für uns, vollständig geändert. Bekanntlich hat eine Anzahl der europäischen Staaten die Beschlüsse des tridentinischen Concils ausdrücklich acceptirt und publicirt, andere nicht. Für Preussen hat davon nie die Rede sein, oder auch nur die Frage aufgeworfen werden können. Ebensowenig könnte oder dürfte jetzt für Preussen die Frage entstehen: ob es die Beschlüsse des neuen ökumenischen Concils acceptiren und damit als einen Bestandtheil seines

Nr. 4885 b (150 b). Norddeutscher Bund. 26. Mai 1869.

geltenden öffentlichen Rechtszustandes anerkennen wolle. Wenn es aber durch abgesandte Vertreter an den Berathungen des Concils theilnähme, so würde es eben dadurch in den Fall kommen, sich über die Beschlüsse desselben zu erklären und sie eventuell als Theil seines Staats- und Kirchenrechts anzunehmen oder zu verwerfen — einen Fall, dessen Verwirklichung Ew. etc. sich nur einen Augenblick vorzustellen brauchen, um die volle Unmöglichkeit einzusehen. Für Preussen gibt es verfassungsmässig wie politisch nur einen Standpunkt, den der vollen Freiheit der Kirche in kirchlichen Dingen und der entschiedenen Abwehr jedes Uebergriffs auf das staatliche Gebiet. Zu der Vermischung beider selbst die Hand zu bieten, wie es durch die Absendung von Oratores geschehen würde, darf die Staatsregierung sich nicht gestatten. Ew. etc. bitte ich, sich von diesem Standpunkt der königlichen Regierung für Ihre ganze Haltung möglichst lebendig zu durchdringen. Ew. etc. werden alsdann auch anerkennen, dass uns diese Haltung durch unsere eigene Stellung zur Sache vorgeschrieben wird, und dass es für uns nicht maassgebend sein kann, welche Haltung der Kaiser Napoleon dem Concil gegenüber einnehmen, und ob er dasselbe beschicken werde oder nicht. Etwas ganz Anderes aber als müssige und nicht berücksichtigte Proteste sind die auf dem Gefühl der eigenen Macht beruhenden Kundgebungen der Regierungen, Uebergriffe nicht dulden zu wollen. Diese können als heilsame Mahnungen und Warnungen auch im voraus dienen, und ich bin mit Ew. etc. vollkommen einverstanden, dass die blosse Thatsache der Existenz einer kirchlich-politischen Commission für das Concil, das Factum: dass in Rom über das Verhältniss zwischen Staat und Kirche mit dem Anspruch verhandelt wird, bindende Normen aufzustellen, ohne den bei diesen Dingen interessirten Staat als gleichberechtigten Factor zur Berathung zu ziehen, den Regierungen hinreichenden Anlass zu solchen Mahnungen und Warnungen darbiete. | Se. Maj. der König haben mich demgemäss ermächtigt, mit der königlich baierischen Regierung und eventuell mit den übrigen süddeutschen Regierungen in vertrauliche Verhandlungen zu treten, um, wo möglich im Namen des gesammten Deutschlands, auf welches es uns zunächst hier nur ankommen kann, gemeinsame Einwirkungen auf die Curie zu versuchen, welche ihr die Gewissheit geben würden, dass sie bei etwa beabsichtigten Ausschreitungen einem entschiedenen Widerstande der deutschen Regierungen begegnen werde. Wenn diese Verhandlungen zu einem Ergebniss geführt haben, werde ich Ew. etc. mit weiterer Instruction für die zunächst vertraulichen und nach Umständen zu verstärkenden Schritte in Rom versehen.

v. Bismarck.

Nr. 4885c. (150c.)

NORDDEUTSCHER BUND. Schreiben des Bundeskanzlers (Grafen Bismarck) an den baierischen Minister des Auswärtigen (Fürsten Hohenlohe). — Bedeutung des Einverständnisses der deutschen Regierungen bezüglich der Concilsfrage.

(Auszug.)

Nr. 4885c (150c). Norddeutscher Bund. 11. Aug. 1869.

Eurer Durchlaucht wird es zur Genugthuung gereichen, dass schon jetzt die Besprechungen der deutschen Regierungen untereinander, wie sie auf die von Baiern ergangene Anregung stattgefunden, in Rom im Sinne der Vorsicht und des Friedens nicht ohne Wirkung geblieben sind. Es giebt dort eine Partei, welche mit bewusster Entschlossenheit den kirchlichen und politischen Frieden Europa's zu stören bestrebt ist, in der fanatischen Ueberzeugung, dass die allgemeinen Leiden, welche aus Zerwürfnissen hervorgehen, das Ansehen der Kirche steigern werden, anknüpfend an die Erfahrungen von 1848 und auf die psychologische Wahrheit fussend, dass die leidende Menschheit die Anlehnung an die Kirche eifriger sucht als die irdisch befriedigte. Der Papst indessen soll angesichts des Widerstandes, der sich in Deutschland ankündigt, bedenklicher und dem Einflusse jener Partei weniger zugänglich geworden sein. Wir haben ohne Zweifel in der parlamentarischen Gesetzgebung, in Norddeutschland wenigstens, eine durchschlagende Waffe gegen jeden ungerechten Uebergriff der geistlichen Gewalt. Aber besser ist es gewiss, wenn wir nicht gezwungen werden, von derselben Gebrauch zu machen, und ich halte es daher für eine Wohlthat, die den geistlichen wie den weltlichen Obrigkeiten erwiesen wird, wenn der Conflict zwischen beiden sich durch die von uns besprochenen Warnungen und Vorsorgen verhüten lässt. Auf unsern Episcopat hat das Cultusministerium sich bemüht in vertraulichem Wege vorbeugend einzuwirken. Genehmigen Sie etc. v. Bismarck.

Nr. 4886. (151.)

EPISCOPAT. Vorstellung gegen die Infallibilitäts-Petition.

Lat. Orig. Friedberg, Sammlung l. c. Urk. LVI.

Nr. 4886 (151). Episcopat. 12. Jan. 1870.

Es sind uns gedruckte Briefe zugekommen, in denen man von den Vätern des Concils die Unterschrift verlangt für eine Petition, in welcher die ökumenische Synode ersucht wird, dieselbe möge sanctioniren, dass die Autorität des römischen Papstes die höchste und deshalb irrthumlos sei, wenn sie in Sachen des Glaubens und der Sitten mit apostolischer Machtvollkommenheit allen Gläubigen Vorschriften ertheilt. Es ist gewiss verwunderlich, die Richter des Glaubens einzuladen, dass sie noch vor der Verhandlung eine mit ihrer Unterschrift bekräftigte Erklärung über den erst zu fällenden Spruch veröffentlichen. Aber wir haben in einer so wichtigen Angelegenheit uns an Dich selbst, heiligster Vater, zu wenden beschlossen, der

Nr. 4886 (151). Episcopat. 12. Jan. 1870.

Du vom Herrn eingesetzt bist, die Schafe und Lämmer zu weiden, der Du die zarteste Sorgfalt hegst für die durch Christi Blut erlösten Seelen und sie mit väterlicher Liebe wegen der ihnen drohenden Gefahren bemitleidest. Die Zeiten sind verschwunden, in welchen es vorkam, dass die Rechte des apostolischen Stuhles von Katholiken in Zweifel gezogen wurden. Es giebt Niemanden, der nicht wüsste, „dass, gleichwie der Leib ohne Haupt verstümmelt ist, so auch nicht ein die ganze Kirche repräsentirendes Concil ohne den Nachfolger des heiligen Petrus gehalten werden kann" — und Alle gehorchen den Geboten des heiligen Stuhles mit willigstem Herzen. Ueberdies ist das, was über die Autorität des römischen Pontifex von den Gläubigen zu halten sei, von dem Tridentiner Concilium ausgesprochen, wie auch von dem Florentinischen, dessen Beschluss über diesen Punkt im Ganzen und Einzelnen um so heiliger gehalten werden muss, weil derselbe durch die Uebereinstimmung der lateinischen und griechischen Kirche festgestellt ist und die Grundlage für die Wiederherstellung der Vereinigung sein wird, wenn der Herr auf das von so vielen Leiden heimgesuchte Morgenland den Blick seiner Barmherzigkeit wendet. Dazu kommt, dass die Kirche in dieser stürmischen Zeit gegen Jene, welche sich wider die Religion wie eine dem menschlichen Geschlechte verderbliche Erfindung erheben, einen neuen, seit Jahrhunderten unerhörten Kampf führen muss, so dass es keineswegs angemessen erscheint, den von so vielen und allseitigen Umtrieben in Versuchung geführten katholischen Völkern Grösseres als die Väter von Trient aufzuerlegen [majora imponere]. Uebrigens, obschon Bellarmin mit der ganzen katholischen Kirche ausspricht: „Entscheidungen in Sachen des Glaubens hängen vorzüglich von der apostolischen Ueberlieferung und der Zustimmung der Kirchen ab", und obwohl die allgemeine Synode den kürzesten Weg bietet, die Meinung der ganzen Kirche kennen zu lernen, so sind dennoch von dem erhabenen Concil, welches die Apostel mit den Aeltesten von Jerusalem gehalten haben, bis zu dem von Nicäa, unzählige Irrthümer durch Entscheidungen der Einzelkirchen unter Zustimmung des Nachfolgers des heiligen Petrus und der ganzen Kirche niedergeschlagen und vernichtet worden. Es ist zweifellos, dass alle gläubigen Christen den Beschlüssen des apostolischen Stuhles aufrichtigen Gehorsam schulden; ausserdem lehren unterrichtete und fromme Männer, dasjenige, was der Papst über den Glauben und die Sitten ex cathedra redend festsetzt, sei auch ohne die auf was immer für eine Weise kundgegebene Zustimmung der Kirchen unumstösslich. Dennoch darf man nicht stillschweigend darüber hinweggehen, dass nichtsdestoweniger noch gewichtige Schwierigkeiten übrig bleiben, die aus den Schriften und Handlungen der Kirchenväter, aus echten Urkunden der Geschichte und der katholischen Lehre selbst hervorgehen, vor deren vollständiger Lösung die in dem oben genannten Schreiben empfohlene Lehre dem christlichen Volke als eine von Gott enthüllte unmöglich vorgelegt werden könnte. Wahrlich, vor diesen Erörterungen scheut sich unsere Seele, und dass uns die Nothwendigkeit einer solchen Berathung nicht auferlegt

Nr. 4886 (151). Episcopat. 12. Jan. 1870.

werde, darum bitten wir im Vertrauen auf Dein Wohlwollen. Ueberdies, da wir unter den bedeutendsten katholischen Nationen das bischöfliche Amt verwalten, so kennen wir ihre Verhältnisse aus täglicher Erfahrung; für uns aber steht fest, dass die Definition, welche verlangt wird, den Feinden der Religion eine Waffe geben würde, um gegen die katholische Sache auch bei anerkannt besseren Männern Groll zu erregen, und wir sind gewiss, dass diese Sache in Europa, wenigstens den Regierungen unserer Sprengel, den Grund oder doch den Vorwand bieten würde, die noch übrig gebliebenen Rechte der Kirche anzugreifen. (Attamen silentio premere non licet, graves nihilominus superesse difficultates ex Patrum Ecclesiae dictis gestisque, genuinis historiae documentis et ipsa doctrina Catholica enatas, quae nisi penitus solutae fuerint, nequaquam fieri posset, ut doctrina praedictis litteris commendata populo Christiano tamquam a Deo revelata proponeretur. Verum ab hisce discutiendis refugit animus, et ne ejusmodi deliberationum necessitas nobis imponatur, Benevolentiae Tuae confidentes flagitamus. Praeterea cum inter potiores nationes Catholicas munere episcopali fungimur, rerum apud eas statum quotidiano noscimus usu; nobis autem constat, definitionem, quae postulatur, religionis inimicis nova suppetituram arma ad rei catholicae etiam apud melioris notae viros invidiam concitandam, certique sumus rem in Europa, saltem nostrarum regionum guberniis, causam praebituram sive praetextum in jura Ecclesiae residua invadendi.) || Das haben wir Deiner Heiligkeit mit jener Aufrichtigkeit auseinandergesetzt, die wir dem gemeinsamen Vater der Gläubigen schulden, und wir bitten Dich, anzuordnen, dass die Lehre, um deren Sanctionirung gebeten wird, dem allgemeinen Concile zur Berathung nicht vorgelegt werde. || Auch erbitten wir, zu Deinen Füssen liegend, für uns und für die Völker, die uns anvertraut sind, um sie zu Gott zu führen den apostolischen Segen.

Deiner Heiligkeit demüthigste, gehorsamste und ergebenste Diener.

Schwarzenberg. Rauscher. Simor. Tarnoczy. Fürstenberg. Gollmayr. Scherr. Scymonowicz. Deinlein. Wierzchleyski. Haynald. Melchers. Förster. Dinkel. Smiciklas. Strossmayer. Legat. Wedekind. Peitler. Namszanowski. Jirsik. Eberhard. Forwerk. Wiery. Fogarasy. Widmer. Zalka. Perger. Biro. Lipovniczky. Kovács. Bonnaz. Krementz. Stepischnegg. Beckmann. Abbas Zeidler. Pukalski. Wahala. Ketteler. Baranowski. Bosagi. Vancsa. Jekelfalusi. Greith (Erzbischof von Cäsarea i. p. i., Generalabt der Mechitoristen in Wien). Hefele (Bischof von Rottenburg). Mrak (Bischof von Marienstadt und Marquitten, in Michigan).

Die oben mitgetheilte Vorstellung, als deren Verfasser Cardinal Erzbischof v. Rauscher gilt, wurde, da der Papst deren Annahme — wie es hiess wegen eines Formfehlers — verweigerte, vom Cardinal Erzbischof v. Schwarzenberg unterm 29. Januar dem Präsidenten des Concils mitgetheilt. Ausser dieser Vorstellung wurden noch vier andere, ganz ähnliche Eingaben in derselben Weise eingebracht. Diese waren: Erstens die sogenannte fran-

Nr. 4886 (151). Episcopat. 12. Jan. 1870.

zösische Gegenadresse, in welcher jedoch die Sätze weggelassen wurden: „Uebrigens, obschon Bellarmin . . .“ bis zu: „Ueberdies da wir unter den bedeutendsten katholischen Nationen ....“ Sie trägt das Datum vom 12. Januar und folgende Unterschriften: Georgius Darboy, Paris. Ludovicus Dubreil, Avignon. Joannes Paulus Lyonnel, Alby. Joannes Landriot, Rheims. Athanasius Ciarchi, Babylonien. Fridericus Marguerye, Autun. Franciscus Victor Rivet, Dijon. Jacob. Maria Achilles Ginoulhiac, Grenoble. Joannes Devoucoux, Evreux. Francisc. Joseph. Le Courtier, Montpellier. Ludovicus Delcusy, Viviers. Paulus Dupont des Loges, Metz. Joannes Bélaval, Pamiers. Joannes Dours, Soissons. Augustinus David, S. Brieuc. Petrus Sola, Nizza. Stephanus Ramadié, Perpignan. Josephus Toulon, Nancy. Petrus Jos. de Preux, Sion, Sitten (Schweiz). Henricus Maret, Suren i. p. i. (Paris). Franciscus Guellette, Valence. Augustinus Hacquard, Verdun. Benedictus Thomas, La Rochelle. Flavianus Hugonin, Bayeux. Guillelmus Renatus Meignan, Châlons. Joannes Bravard, Coutances. Carolus Philippus Place, Marseille. Joannes Callot, Oran (Algier). Felix De Las Cases, Constantine (Algier). Amatus Guilbert, Gap. Carolus Colet, Luçon. Felix Dupanloup, Orléans. Anton. de Vasconcellos Perreira de Mello, Lamego (Portugal). Ignatius Moraes Cardoso, Faro (Portugal). Josephus Alves Feijò, S. Jacob (grünes Vorgebirg). Ed. Hurmuz (Erzb. Siracen. rit. arm. Mechitorist in Venedig). Georgius Hurmuz (Abt der Michit. in Venedig). Placidus Casangian (Erzb. v. Antiochien, rit. arm., Generalabt der Antonianermönche). — Zweitens die Vorstellung italienischer Bischöfe vom 18. Januar, welche mit der französischen im Wesentlichen übereinstimmt und folgende Unterschriften trägt: Alex Riccardi di Netro, Erzb. v. Turin. Ludovic. Nazari di Calabiana, Erzb. v. Mailand. Joh. Pet. Lasanna, Bischof v. Biella. Laurentius Renaldi, Bischof v. Pinerolo. Raphael Biale, Bischof v. Albenga. Joh. Mantixi, Bischof v. Iglesias. Lud. Moreno, Bischof v. Ivrea. (S. dieselbe Friedberg l. c. Urk. XL) — Drittens die sehr kurz gefasste Vorstellung amerikanischer Bischöfe, in der gebeten wird, die Infallibilität nicht zu definiren, da die Discussion darüber den Mangel an Einigkeit und vorzüglich an Einstimmigkeit unter den Bischöfen zeigen würde; da in ihren Sprengeln, wo die Häretiker überwiegen, diese Definition Widerspruch hervorrufen und manche der Kirche entfremden würde; und da daraus langwierige Streitigkeiten entstehen würden, welche die Früchte dieses Concils für die Akatholiken vielleicht ganz vereiteln könnten. Sie trägt folgende Unterschriften: Joh. Purcell, Erzb. v. Cincinnati. Peter Kernick, Erzb. v. St. Louis. Joh. Mac Closkey, Erzb. v. New-York. Georg Errington, Erzb. v. Trapezunt i. p. i. Thomas Connolly, Erzb. v. Halifax. Richard Whelan, Bischof v. Wheeling. Augustinus Verot, Savannah. Jacobus Roosevelt Bayley, Newark. Joannes Sweeny, S. Johann (Neu-Braunschweig). Bernardinus Mac Quaid, Rochester. Tobias Müller, Erie. Franciscus Mac Farland, Hartford. Jacob. O' German, Ap. Vicar v. Nebrawska. Jacobus Rogers, Chatham. Michael Domenec, Pittsburg. Patricius Lynch, Charleston. Thaddaeus Amat, Monterey und Los Angelos. David Moriarty, Kerry. Guillelmus Jos. Clifford, Clifton. Eduardus Fitzgerald, Little-Rock. Joannes Leahy, Dromore. Joannes Hennessy, Dubuque. Patricius Feehan, Nashville. Joannes Hogan, Ver. Staaten. Joannes Henny, Milwaukie. David Bacon, Portland. Josephus Melcher, Green-Bay. (S. dieselbe Friedberg l. c. Urk. LVIII.) — Viertens die Vorstellung von 17 orientalischen (chaldäischen und melchitischen) Bischöfen vom 18. Januar, in der daran er-

Nr. 4886 (151). Episcopat. 12. Jan. 1870.

innert wird, dass das Concil von Florenz ja ohnehin schon, in Uebereinstimmung zwischen den Griechen und Lateinern, ausgesprochen habe, was bezüglich des römischen Papstes zu glauben sei, und worin dringend gebeten wird, die grossen Schwierigkeiten, mit denen diese Bischöfe ohnehin zu kämpfen hätten, durch die Definition der Unfehlbarkeit nicht noch mehr vergrössern zu wollen. (S. dieselbe Friedberg l. c. Urk. LIX.) — Die Gesammtzahl der Unterschriften auf diesen fünf Vorstellungen betrug nach Martin l. c. 137. —

Das Hervortreten der Unfehlbarkeitsfrage gab auch den Anstoss zu einer lebhaften Bewegung in der katholischen Laienwelt und zu einem heftigen literarischen Kampfe. (S. die Literaturangabe bei Friedberg l. c. p. 38 ff.) Im Januar erschienen die offenen Briefe des Oratorianers P. Gratry und in der Augsburger Allgem. Zeitung die Erklärung des Stiftspropstes J. v. Döllinger gegen die Unfehlbarkeit. (S. dieselbe Friedberg l. c. Urk. LXIV.) Die Briefe Gratry's wurden von einer grösseren Zahl von Bischöfen verdammt und deren Verbreitung verboten, von anderen in Schutz genommen (s. Friedberg l. c. p. 111 ff.). Döllinger's Erklärung rief zahlreiche Zustimmungsadressen hervor; so von den Universitäten Breslau, Bonn, Prag, München, Münster, von den Städten München, Köln, Kempten, Pforzheim u. v. a. Dagegen erschienen dann auch wieder Gegenadressen und Erklärungen einzelner Bischöfe contra Döllinger. (S. Friedberg l. c. p. 122 ff. und Urk. LXV. LXVI.) Ebenso richtete der niedere Clerus mancher Diöcesen, auch solcher deren Bischöfe zur antiinfalliblen Partei gehörten, Gesuche an den Papst um die Definirung der Unfehlbarkeit. Die Eingaben der letzteren Art wurden nicht nur angenommen, sondern meist auch durch besondere Schreiben des Papstes beantwortet, die voll des Lobes sind für die Gesinnungen der Unterzeichner. (S. Friedberg l. c. Urk. LXVII.)

Nr. 4887. (152.)

RÖMISCHE CURIE. Ermahnung (Monitum) der Concilspräsidenten wegen Wahrung des Geheimnisses.

Lat. Orig. Friedberg, Sammlung l. c. Urk. XLIX.

Nr. 4887 (152). Röm. Curie. 14. Jan. 1870.

Beim heiligen Concil von Trient warnten die Cardinalpräsidenten am 17. Februar 1562 die Väter gegen Ausstreuung der zur Untersuchung vorliegenden Gegenstände in folgenden, vom Secretär Angelo Masserelli verlesenen Worten: „Ehrwürdigste Väter, Euere Gnaden wissen, wie unwürdig und unpassend es ist, dass Decrete und andere zur Untersuchung den Vätern vorliegende Gegenstände unter das Volk gebracht werden, ehe sie beschlossen, gezeichnet und in öffentlicher Sitzung promulgirt sind. Deshalb warnen und ermahnen die erlauchten Legaten und Präsidenten Euer Gnaden um der Ehre und des guten Namens dieses heiligen Concils willen und um möglichem Scandal vorzubeugen, nicht die Decrete oder sonstigen zu Erörterungen vorliegenden Gegenstände unter die Leute zu bringen, noch abschriftlich irgend Jemandem ausserhalb des Concils zu zeigen, noch endlich irgend Jemandem ausserhalb der Stadt zu übersenden und Euren Dienern alles dieses ebenfalls

strengstens zu untersagen.“ — Da aber zu unserem grossen Kummer und zum Aergerniss aller Guten sich das jetzt zugetragen hat, worüber zur Zeit die Cardinalpräsidenten des Concils von Trient in gleicher Weise klagten, so sehen wir uns genöthigt, eine Warnung zu erlassen und allen denen, welche in unserem Apostolischen Briefe „Multiplices inter“ genannt sind, nämlich allen Vätern, Civilbeamten, Theologen, Sachverständigen des canonischen Rechts und anderen, welche in irgend einer Weise den Vätern oder den genannten Beamten in Concilangelegenheiten Beistand leisten, Verschwiegenheit einzuschärfen, besonders da bei der Zügellosigkeit der Tagesblätter viele grosse Uebelstände aus dem Bruche des Geheimnisses hervorgehen und in dem genannten Apostolischen Briefe ein besonderes Gebot wegen Geheimhaltung sich befindet, welches von Niemandem ohne schwere Sünde gebrochen werden kann.

Nr. 4887 (152). Röm. Curie. 14. Jan. 1870.

Aus dem Bureau des Secretärs: Joseph (Fessler), Bischof von St. Pölten.

Wurde in der Sitzung der Generalcongregation vom 14. Januar mitgetheilt. In derselben Sitzung wurde den Vätern ein Monitum der Präsidenten mitgetheilt, worin den Rednern möglichste Kürze auf's eindringlichste an's Herz gelegt ward. (S. Friedberg l. c. Urk. L.)

Nr. 4888. (153.)

FRANKREICH. Depesche des Ministers des Auswärtigen (Grafen Daru) an den kaiserlichen Botschafter (Marquis Banneville) in Rom.

Paris, janvier 1870.

Nr. 4888 (153). Frankreich. Mitte Jan. 1870.

Monsieur le marquis, un de mes premiers soins en prenant la direction du ministère des affaires étrangères, a été de me faire présenter les instructions qui vous ont été adressées par mon prédécesseur au sujet du concile en ce moment réuni à Rome. J'avais à examiner dans quelle mesure le cabinet pouvait y donner son assentiment, et je m'empresse de vous faire savoir qu'après en avoir délibéré en conseil, les ministres de l'Empereur adhèrent à la ligne de conduite qui vous a été tracée. || L'oeuvre entreprise par le Pape Pie IX est considérable et digne par elle-même, comme par les intérêts élevés auxquels elle touche, de toute la sympathie du Gouvernement de Sa Majesté et de la France. Mais elle est aussi difficile que grande, dans l'état des esprits au sein du monde moderne et du clergé lui-même, et pour être conduite à bonne fin, elle exige avant tout un sentiment éclairé des nécessités de notre temps. || Ce qui nous préoccupe, ce ne sont pas les dangers que telle ou telle décision supposée pourrait faire courir aux principes de notre droit public. Ces dangers ne sauraient exister. Nos maximes nationales en matière religieuse, l'indépendance du pouvoir civil et la liberté de conscience ne peuvent être menacées. || Inscrites dans notre constitution

Nr. 4888 (153). Frankreich. Mitte Jan. 1870.

garanties par toutes nos lois, elles sont mieux défendues encore par la raison publique et par l'attachement inébranlable de tous les Français. || Mais ce que nous avons à coeur, c'est le maintien, entre l'Eglise et l'Etat de ces bons rapports, de cette confiance mutuelle, nécessaires à la paix des consciences comme au repos de la société. Ces bonnes relations subsistent en France depuis le commencement de ce siècle. Le concordat de 1801 a heureusement concilié parmi nous la liberté de l'Eglise et les droits de l'Etat. Il a fait aux membres de l'épiscopat une situation digne et respectée qui leur assure le plein exercice de leur saint ministère et leur permet de remplir dans toute leur étendue les doubles devoirs de ministres de la religion et de citoyens français. || Quand de pareils résultats sont acquis et consacrés par soixante ans d'expérience, on ne court plus le risque de voir s'élever, soit dans la société, soit dans l'Eglise, des débats qui, mettant en question les principes mêmes sur lesquels, de l'aveu de tous, cette union repose, auraient pour conséquence inévitable d'en diminuer le bienfait. On ne s'engage pas dans cette voie quand on sait qu'elle doit conduire tout au moins à des discussions irritantes où pourrait s'égarer une opinion publique fort impressionable en pareille matière et dont l'influence s'exerce souverainement sur toutes les institutions politiques et sociales. Qui peut dire quel serait l'écho et le contre-coup de pareilles controverses en un moment où toutes les croyances religieuses sont en butte à tant d'attaques, où tant de prudence unie à tant d'efforts est nécessaire pour conserver à l'Eglise, avec la liberté de son chef, la garantie de son indépendance? || Nous avons l'espoir que ces considérations n'échapperont pas à la haute assemblée réunie au Vatican. Nous comptons, pour en apprécier la gravité, sur la raison élevée du saint-père, sur son attachement pour la France, sur les lumières de l'Eglise réunie, enfin, sur le patriotisme de l'épiscopat français, juge éminent, fort éclairé des besoins et des aspirations des esprits au sein de notre société française, et qui ne voudra certes pas encourir la responsabilité qui pèserait sur lui s'il coopérait à des actes de nature à compromettre les avantages du concordat. || C'est en ce sens que vous pouvez vous exprimer hautement dans toutes les circonstances où vous aurez à faire connaître l'opinion du Gouvernement de l'Empereur, et tel est le langage que les ministres de Sa Majesté se proposent eux-mêmes de tenir lorsqu'ils seront appelés à exposer devant les grands corps de l'Etat la politique que le cabinet croit devoir suivre à l'égard du concile.

Recevez, etc. Le ministre des affaires étrangères,

Comte Daru.

Diese Depesche theilte Graf Daru in der Sitzung des französischen Senates vom 11. Januar als Antwort auf eine an ihn gerichtete Interpellation des Mr. Rouland mit. (S. das Protokoll derselben Friedberg l. c. Urk. LXVIII.) — Ungefähr in dieselbe Zeit fällt ein Privatbrief Daru's an einen französischen Prälaten in Rom: „J'ai vu avec regret quelques-unes

des choses qui se sont passées, et cependant je ne peux pas croire à de trop grande imprudence de la part de la cour de Rome. On ne peut pas s'y aveugler assez pour supposer que le maintien de nos troupes serait possible le lendemain du jour où le dogme de l'infallibilité serait prononcé. Nous voudrions les laisser à Rome que nous ne le pourrions pas. Il y aura un mouvement irrésistible de l'opinion en France, auquel il ne sera pas possible de ne pas céder. || Certainement, le Saint-Père le sait, le voit, le croit. Il se rendra, je l'espère, aux conseils plus modérés des plus illustres membres de l'Eglise de France. || Recevez etc. Daru.

Nr. 4888 (153). Frankreich. Mitte Jan. 1870.

Nr. 4889. (154.)

RÖMISCHE CURIE. Schema (Entwurf) der dogmatischen Constitution von der Kirche Christi, den Vätern zur Prüfung vorgelegt.

Lat. Orig. Friedrich, Documenta l. c. Bd. II. p. 85 ff., und Friedberg, Sammlung l. c. Urk. XLVIII.

Pius, Bischof etc., unter Gutheissung des heiligen Concils, zum ewigen Gedächtniss.

Nr. 4889 (154). Röm. Curie. 21. Jan. 1870.

Des höchsten Hirten apostolisches Ministerium, in welches wir durch Gottes unaussprechliche Vorsehung und Barmherzigkeit eingesetzt sind, legt uns angelegentlich und unausgesetzt die Pflicht auf, nichts zu unterlassen, um den Weg, der zum ewigen Leben und Heile führt, allen Menschen offen darzulegen . . . . Daher halten Wir es für unsere Schuldigkeit, die hauptsächlicheren Hauptstücke der wahren und katholischen Lehre, über das Wesen, die Eigenthümlichkeiten und die Gewalt der Kirche aufzustellen und die bestehenden dawider laufenden Irrthümer in nachfolgenden Artikeln der Canones zu verdammen.

Cap. 1. Die Kirche ist der geheimnissvolle Leib Christi. || . . . . . . || Cap. 2. Die christliche Religion kann nur in der von Christus gegründeten Kirche und durch dieselbe gelehrt werden. || . . . . . . || Cap. 3. Die Kirche ist die wahre, vollkommene, geistige und übernatürliche Gemeinschaft. || Wir lehren aber und erklären, dass der Kirche alle Eigenschaften einer wahrhaften Gemeinschaft innewohnen; diese Gemeinschaft ist weder unbestimmt noch unausgeführt von Christus hinterlassen, sondern sie ist so sehr in sich selbst vollkommen, dass, während sie sich von allen menschlichen Gemeinschaften unterscheidet, sie doch über alle aufs höchste erhaben ist. || . . . . || Cap. 4. Die Kirche ist eine sichtbare Gemeinschaft. || . . . . . || Cap. 5. Ueber die sichtbare Einheit der Kirche. || . . . . . || Cap 6. Die Kirche ist die zur Erreichung des Heils durchaus nothwendige Gemeinschaft. || . . . . .

Cap. 7. Ausser der Kirche kann niemand selig werden. || Ferner ist es ein Grundsatz des Glaubens, dass niemand ausser der Kirche selig werden könne. Doch sind diejenigen, welche über Christus und dessen Kirche in

Nr. 4889 (154). Röm. Curie. 21. Jan. 1870.

unüberwindbarer Unwissenheit befangen sind, um dieser Unwissenheit willen nicht zu ewiger Strafe zu verdammen, da sie dieses Umstandes wegen keine Schuld trifft vor den Augen Gottes, der da will, dass alle Menschen selig werden und zur Erkenntniss der Wahrheit gelangen, und der demjenigen seine Gnade nicht versagt, welcher nach seinem besten Wissen handelt, damit derselbe die Rechtfertigung und das ewige Leben erlangen könne: zu diesen wird aber keiner glangen, der in schuldvoller Abtrennung von der Einheit des Glaubens oder von der Verbindung mit der Kirche aus diesem Leben scheidet. Wer nicht in dieser Arche befindlich sein wird, der wird in der Sündfluth umkommen. Deswegen verwerfen und verfluchen Wir jene so gottlose wie der Vernunft selbst widerstrebende Lehre von dem religiösen Indifferentismus, welche die Kinder dieses Jahrhunderts mit Aufhebung jedes Unterschiedes zwischen Wahrheit und Irrthum aufstellen . . . Ingleichen verwerfen Wir die Gottlosigkeit jener, welche . . . behaupten, es sei ungeziemend oder keineswegs zum Heile nothwendig, die, obgleich falsche, Religion zu verlassen, in der jemand geboren oder erzogen und unterwiesen worden; denn sicherlich verunglimpfen diese die Kirche selbst, welche von sich behauptet, dass sie die einzig wahre Religion sei, und die alle anderen, von ihrer Gemeinschaft getrennten Religionen und Secten verurtheilt und verdammt, in gleicher Weise, als ob jemals irgend eine Gemeinsamkeit zwischen der Gerechtigkeit und der Ungerechtigkeit oder eine Verbindung des Lichtes mit der Finsterniss und eine Beziehung Christi zu Belial bestehen könnte. || Cap. 8. Von der Wandellosigkeit der Kirche. || . . . . . || Cap. 9. Von der Unfehlbarkeit der Kirche. || . . . . . Deshalb lehren Wir, dass die Unfehlbarkeit in so weit selbstverständlich sei, als sie als Hinterlage des Glaubens erkannt wird, und als das Amt der Bewahrung desselben es fordert, und dass also die Prärogative der Unfehlbarkeit, welche die Kirche Christi besitzt, sowohl das gesammte offenbarte Wort Gottes umfasse als alles das, was seiner Natur nach kein Gegenstand des Offenbarten sein kann . . . . ohne welches jenes nicht unverletzlich bewahrt und nicht sicher und bestimmt zum Glauben aufgestellt und erklärt werden oder nicht gegen die Irrthümer der Menschen und die Einwürfe der fälschlich sogenannten Wissenschaft kräftig geschützt und vertheidigt werden kann. Diese Unfehlbarkeit aber . . . . ist dem Lehramte eigen, welches Christus in seiner Kirche für alle Zeit eingesetzt hat, da er zu den Aposteln sagte: Gehet also und lehret etc. und sehet, ich bin bei euch etc., und denen Christus den Geist seiner Wahrheit verhiess, der bei ihnen bleibe etc. || Cap. 10. Von der Gewalt der Kirche. || . . . . . . Von dieser andern (Gewalt der Gerichtsbarkeit) lehren Wir insbesondere, dass dieselbe nicht bloss eine innere und sacramentale Gerichtsbarkeit, sondern auch eine äussere und öffentliche Gerichtsbarkeit sei, eine uneingeschränkte und durchaus vollständige, insonderheit gesetzgebende, richterliche und strafende. Die Inhaber dieser Gewalt aber sind die von Christus gesetzten Hirten und Lehrer, welche dieselbe frei und von jeglicher weltlichen Herrschaft unab-

hängig ausüben; und also regieren sie mit aller Machtvollkommenheit die Kirche Gottes, sowohl durch nothwendige, auch das Gewissen verpflichtende Gesetze, als durch richterliche Erlasse sowie durch heilsame, wenn auch ungern verhängte Strafen, nicht bloss in Bezug auf diejenigen Gegenstände, welche den Glauben und die Sitten, den Cultus und die Heiligung betreffen, sondern auch in Bezug auf diejenigen, welche die äussere kirchliche Zucht und Verwaltung angehen. Daher ist die Kirche Christi als eine vollkommene Gesellschaft zu erachten; diese wahre Kirche Christi aber ist eine glückselige; eine andere giebt es nicht als die alleinige heilige katholische und apostolische römische. || Cap. 11. Vom Primat des römischen Bischofs. || Der ewige Hirt und Bischof unserer Seelen, der, bevor er verherrlicht wurde, den Vater bat, dass die an ihn Glaubenden alle eins seien wie der Vater und der Sohn eins sind, bestellte zur immerwährenden Erhaltung der Einheit des katholischen Glaubens und der katholischen Gemeinde in dem h. Apostel Petrus die beständige Führerschaft und die sichtbare Grundlage der Einheit beider, indem er nach dem Zeugnisse des Evangeliums dem Apostel Petrus den Primat der Gerichtsbarkeit über die gesammte Kirche Gottes unmittelbar und direct verheissen und übertragen hat. Denn zu dem Petrus allein sagte Christus, der Sohn des lebendigen Gottes: Du bist Petrus etc. und Dir etc. Und dem einzigen Simon Petrus übertrug Jesus nach seiner Auferstehung das oberste Hirten- und Richteramt, d. i. seine ganze Heerde, indem er sagte: Weide etc. Daher verdammen und verwerfen Wir die dieser offenbaren und von der katholischen Kirche stets so verstandenen Lehre der heiligen Schrift zuwiderlaufenden Meinungen derjenigen, welche, die von Christus in seiner Kirche aufgerichtete Form der Herrschaft verwerfend, leugnen, dass Petrus allein vor den übrigen Aposteln, sei es vor einzelnen derselben allein oder vor allen mitsammen, mit dem wahren und eigentlichen Primat der Gerichtsbarkeit bekleidet worden sei, oder die behaupten, selbiger Primat sei nicht unmittelbar und direct dem heiligen Petrus, sondern der Kirche und durch diese ihm als ihrem Diener verliehen worden. || Was aber der erste aller Hirten und der grosse Hirt der Schafe, Christus Jesus, im heiligen Petrus zum ewigen Heile und immerwährenden Wohle der Kirche einsetzte, das muss vermöge desselben Urhebers in der Kirche, welche auf den Felsen gegründet, bis ans Ende der Jahrhunderte feststehen wird, immerdar fortdauern. Das also steht als unumstössliche Wahrheit fest, und der heilige Petrus verliess die übernommene Leitung der Kirche nicht. Denn in seinen Nachfolgern lebt der Bischof des heiligen römischen Stuhls, den er selbst zuerst gegründet und mit seinem Blute geheiligt hat, und führt den Vorsitz und übt das Richteramt, so dass jeder, der auf diesem Stuhle Petrus nachfolgt, nach Christi eigener Einsetzung den Primat Petri über die ganze Kirche erhält. Indem Wir daher sowohl die Decrete unserer Vorgänger, der römischen Bischöfe, als die gelehrten und unzweideutigen Erklärungen früherer Kirchenversammlungen erneuern und in allem befolgen, lehren und erklären

Nr. 4889 (154). Röm. Curie. 21. Jan. 1870.

Wir, dass es ein Gegenstand des Glaubens für alle Christgläubigen ist, dass dieser heilige römisch-apostolische und päpstliche Stuhl den Primat über den ganzen Weltkreis habe; dass der römische Papst selbst der Nachfolger des heiligen Petrus, des Apostelfürsten, der wahre Statthalter Christi, das Haupt der ganzen Kirche, der Vater, Lehrer und oberster Richter aller Christen ist; dass ihm ferner im heiligen Petrus von unserem Herrn Jesus Christus die Vollmacht übertragen ist, die ganze Kirche zu weiden, zu lenken und zu regieren, und dass diese der Gerichtsbarkeit eigene Macht eine regelmässige und unmittelbare ist, welcher sich die Hirten und Gläubigen der einzelnen Kirchen sowohl einzeln als insgesammt durch hierarchische Unterordnung und wahrhaften Gehorsam zu unterwerfen haben, damit, vom römischen Bischof gehütet in Einheit sowohl der Gemeinde als deren Glaubensbekenntnisses, die Kirche Christi eine Heerde unter einem Hirten sei. Das ist die Lehre katholischer Wahrheit, von der Niemand ohne Gefährdung seines Glaubens und seiner Seligkeit abweichen kann. Daher verdammen und verwerfen Wir die Lehrsätze derer, welche, abweichend vom Glauben und den Geistern des Irrthums anhängend, leugnen, dass die Macht des Primats von Christo so dem heiligen Petrus übertragen sei, dass derselbe ununterbrochen Nachfolger in dem ihm übertragenen Primat haben müsse, oder die da behaupten, die Gerichtsbarkeit der römischen Bischöfe sei keine regelmässige und unmittelbare über die Kirchen der besonderen Hirten, sei es über alle mitsammen, sei es über einzelne gesondert, oder auch die da behaupten, es sei erlaubt, von den Aussprüchen der römischen Päpste an eine künftige allgemeine Kirchenversammlung wie an eine über den römischen Bischöfen stehende Autorität zu appelliren. | Aus dieser obersten Gewalt der Gerichtsbarkeit aber sowohl über die gesammte Kirche als über alle und jede einzelnen Hirten und Gläubigen der Kirchen folgt, dass der römische Bischof ein Recht habe, in Ausübung dieses seines Amtes frei mit den Hirten und Heerden der ganzen Kirche zu verkehren, damit dieselben von ihm in dem Wege des Heils belehrt und geleitet werden können. Daher verdammen und verwerfen Wir die verderblichen Lehrsätze derjenigen, welche sagen, dass dieser Verkehr des obersten Hauptes mit den Hirten und Heerden gehindert werden müsse, oder denselben als der weltlichen Macht gefährlich erklären, so dass sie behaupten, was von dem apostolischen Stuhle oder in dessen Auftrage zur Regierung der Kirche verordnet werde, habe keine Kraft und Giltigkeit, wenn es nicht durch das Placet der weltlichen Gewalt bestätigt würde. || Cap. 12. Von der zeitlichen Herrschaft des jetzigen Papstthums. || Damit aber der heilige Papst das Amt des ihm von Gott übertragenen Primats in gebührender Weise erfülle, bedurfte er jener Schutzvorrichtungen, welche den Verhältnissen und Erfordernissen der Zeit entsprachen. Es geschah daher durch besonderen Rathschluss der göttlichen Vorsehung, dass in der grossen Vielheit und Mannigfaltigkeit der weltlichen Fürsten auch die römische Kirche ein weltliches Herrschgebiet besitzt, damit der römische Papst, der ganzen Kirche

höchster Hirt, keinem Fürsten unterworfen, mit vollster Freiheit die oberste Gewalt, die gesammte Heerde des Herrn zu weiden und zu regieren, und die von Christus dem Herrn selbst für den ganzen Erdkreis empfangene Autorität üben und so leichter die göttliche Religion von Tag zu Tage mehren und wirksamer ausführen könne, was er nach Umständen und Zeit als erforderlich für den grösseren Nutzen des ganzen christlichen Staates erkannte. || Da aber gottlose Menschen, die alles Recht auf Erden zu verändern trachten, auch darauf ausgehen, diese weltliche Herrschaft der heiligen römischen Kirche, die zum Wohle und Nutzen des Christenthums angeordnet und von ihr (der Kirche) mit allen Rechtstiteln so viele Jahrhunderte hindurch in legitimer Weise besessen ist, durch Ränke und Gewaltthaten aller Art zu stürzen, so verdammen und verwerfen Wir, unter Beistimmung des heiligen Concils und in Erneuerung der Urtheile und Decrete dieses apostolischen Sitzes und der früheren Concilien, sowohl die ketzerische Lehre derjenigen, welche die Verbindung der weltlichen und der geistlichen Macht in den römischen Päpsten für einen Widerspruch mit dem göttlichen Recht erklären, als auch die falsche Ansicht derer, welche behaupten: es sei nicht Sache der Kirche, über dieses Verhältniss der weltlichen Herrschaft zu dem Besten der ganzen Christenheit irgend etwas mit Autorität festzusetzen, und es stehe deshalb den Katholiken frei, von den in dieser Angelegenheit erfolgten Entscheidungen abzuweichen und eine andere Meinung zu haben. || Cap. 13. Ueber die Eintracht zwischen der Kirche und bürgerlichen Gesellschaft . . . . . Da demnach Gott als der Urheber beider Gesellschaften je nach der verschiedenen Art, wie es deren Ordnung und Zweck mit sich bringt, anzunehmen ist, so folgt daraus naturgemäss, dass zwischen der Kirche und der bürgerlichen Gesellschaft (dem Staate) oder zwischen den Gewalten, von denen beide regiert werden, wahrlich kein Streit oder Gegensatz sein kann. || Vielmehr verleiht die Kirche dem Staate die grösste Festigkeit und beschützt ihn und sorgt für dessen Sicherheit. || Denn jene die Menschen heiligende Gerechtigkeit macht mittels der christlichen Tugend und Frömmigkeit auch gute Bürger, und wenn dieselben so sind, wie es die christliche Lehre ihnen vorschreibt, so wird es ohne Widerrede um das Wohl des Staates sehr gut stehen. Da ausserdem die irdische Gewalt die Befolgung der von ihr vorgeschriebenen Gesetze auf irdischen Vortheil und Furcht vor Strafen gründet, so stärkt die wahre Religion, deren Hüterin und Lehrerin die katholische Kirche ist, das Ansehen der Herrschenden durch eine wirksame Lehre und göttliche Gesetze. Denn die katholische Religion lehrt auf ihre göttliche Autorität, dass die Menschen der gesetzmässigen Obrigkeit unterthan seien, nicht bloss aus Furcht, sondern aus Gewissenspflicht. || Wenn aber die Kirche die Unterthanen ermahnt und ihnen befiehlt, nach dem von Gott erlassenen Gebote den Königen zu gehorchen, so ziemt es nicht minder den Königen für die Völker zu sorgen, dass sie einsehen und lernen, es sei denen, welche die Erde regieren, nicht um der Herrschsucht willen, sondern als ein Amt der Schutzwehr vom Herrn

Nr. 4889 (154). Röm. Curie. 21. Jan. 1870.

die Gewalt und vom Höchsten die Kraft gegeben, dass sie gleichsam als die Diener seines Reichs recht richten und das Gesetz der Gerechtigkeit vollstrecken, weil er den Geringen geschaffen hat wie den Grossen und gleiche Sorge trägt für alle. || Die katholische Kirche schützt daher sowohl die Rechte der Könige und Völker und aller einzelnen Menschen insbesondere mittels der göttlichen Religion, als sie die Pflichten lehrt und vorschreibt und so den menschlichen Gesetzen eine heiligere Grundlage verleiht und den Gehorsam der Gläubigen vermittelt. Wenn daher dieser Staat Gottes so viel beiträgt zur Sicherheit und zum Glücke des irdischen Staates, so muss wohl aus diesem einen Umstande jeder einsehen, dass bei solcher Weisheit und Güte Gott, der Schöpfer der Natur und der Verleiher der Gnade und beider Staaten Urheber, die priesterliche und fürstliche Gewalt nicht feindselig gegen einander stellte, sondern mit Friedensbanden verknüpfte. Diese Verbindung beider Staaten aber, aus welcher dem bürgerlichen Staate so viel Gutes erwächst, ist nicht dem freien Belieben der Menschen anheimgestellt, sondern durch göttliches Gesetz vorgeschrieben. Denn weil nicht allein die einzelnen Menschen privatim, sondern auch alle im öffentlichen Leben und der Staat selbst zur wahren Religion gegen Gott angehalten und durch die Gesetze der Religion verpflichtet werden, so wird der Staat selbst, dessen Bürger zugleich Gläubige sind, durch grosse Pflichten und Verbindlichkeiten der Kirche Gottes verbunden, welche die Lehre der wahren Religion und die Gesetze und Rechte kraft göttlichen Auftrags behütet und schützt. | Daher solle niemand zu sagen sich anmaassen, dass die Autorität und die Rechte der Kirche nicht mit den Rechten und der Autorität der weltlichen Gewalt vereinbar seien, und dass zum Wohle der menschlichen Gesellschaft die Trennung des Staates von der Kirche nothwendig sei, so dass der weltlichen Gewalt das Recht und die Pflicht abgesprochen werde, weiter hinaus, als der öffentliche Friede es fordere, mit bestimmten Strafen diejenigen zu züchtigen, welche die katholische Religion verletzen, oder gar, dass die menschliche Gesellschaft ohne Rücksicht auf die Religion, als ob diese gar nicht bestünde, geregelt und regiert werden könne, oder endlich, ohne dass ein Unterschied zwischen wahrer und falschen Religionen zu machen sei. | Wenn zwischen dem Priesterthum und der weltlichen Macht Zwistigkeiten entstanden sind und fernerhin erwachsen, so wird niemand zu behaupten wagen, dass dieselben aus dem innern Wesen und der Natur der kirchlichen Gewalt hervorgingen. Der wahre Friede zwischen beiden Gewalten und die Eintracht, welche die Kirche immer wünscht und mit demüthiger Bitte von Gott erfleht, kann nimmer erhalten werden, wenn die Freiheit des Bekenntnisses Jesu Christi unterdrückt und die Rechte vergewaltigt werden, deren Ausübung und unverletzte Erhaltung die Kirche nicht allein wahrnehmen kann, sondern auch muss, weil dieselben mit den Pflichten zusammenhängen, welche ihr von ihrem göttlichen Stifter zum Heile der Seelen auferlegt sind. || Dergleichen höchst ungerechte Kriege würden diejenigen, welche Kinder der Kirche sein wollen, nie gegen ihre Kirche unter-

nehmen, wenn in den Gemüthern der Herrscher und der Völker beständig die Wahrheit in Ehren gehalten würde, welche unser Herr mit den eindringlichsten Worten eingeschärft hat, dass es den Menschen nicht fromme, die ganze Welt zu gewinnen, wenn sie an ihrer Seele Schaden leiden, und dass über jenes Glück des Menschenlebens, welches die weltliche Gewalt für sich zu gewähren vermag, die Erreichung der ewigen Glückseligkeit erhabener und einzig nothwendig sei, zu welcher die Menschen von der Kirche zu führen sind, und dass daher die blosse Vernunft lehrt, dass in den Endzwecken beider Gewalten die Kirche Jesu Christi so sehr über dem bürgerlichen Staate stehe, wie die Annehmlichkeiten und Güter dieses Lebens übertroffen werden von dem Heile der nicht mit Gold oder Silber, sondern dem kostbaren Blute Christi erkauften Seelen und von der Glückseligkeit des ewigen Lebens. Mag daher die Neigung der bürgerlichen Gesellschaft an sich und unmittelbar nicht auf die übernatürliche Glückseligkeit, sondern auf das zeitliche Wohl ihrer Gemeinschaft gerichtet sein, so ist bei christlichen Menschen nicht allein dahin zu arbeiten, sondern von ihnen zu verlangen, dass sie ihrem zeitlichen Glücke das ewige vorziehen und nicht minder bei ihren Staatsangelegenheiten als bei ihren Privatgeschäften den untergeordneten Zweck nicht so hoch anschlagen, dass sie das letzte und unvermeidliche Ende aus den Augen lassen, damit sie, wenn der zeitlichen Herrschaft nützlich erscheint, was den erhabenen Gütern der Kirche und des ewigen Heils zuwider ist, solches nicht für ein wirkliches Gut erachten, sondern aufrichtig nach dem Worte zu handeln trachten, welches der grosse Gregorius sprach: dass das irdische Reich dem himmlischen Reiche unterzuordnen sei. || Cap. 14. Ueber das Recht und die Anwendung der bürgerlichen Gewalt nach der Lehre der katholischen Kirche. Gegen die Lehre und Autorität der katholischen Kirche und deren wohlbegründete Rechte auf die menschliche Gesellschaft haben sich in unseren Tagen trügerische Lehrer erhoben, welche nicht allein der Kirche, sondern jeder menschlichen Gemeinschaft Feinde, aller Herrschaft feind sind, so dass sie von keinem Gesetze als dem ihrer eigenen Wahl entsprossenen sich gebunden behaupten und jede höhere, von ihnen unabhängige Gewalt für einen ungerechten Zwang erklären, den sie nach ihrem Belieben abwerfen und ausrotten dürfen, ja die gegen das offenbare Gesetz Gottes behaupten, alle Menschen seien nach dem Naturgesetze in solchem Grade gleichen Rechtes, dass man sowohl das Privatrecht des Besitzes, als jeglichen andern Vorzug des einen vor den anderen für ungerecht erklären und abschaffen müsse. Noch andere haben sich in ihrem Geiste eine falsche Gestalt und Form der bürgerlichen Gesellschaft ausgedacht, einen sogenannten politischen Zustand, den sie als die Quelle aller Autorität und alles Rechtes unter den Menschen aufstellen, so dass aus diesem politischen Zustande und dessen Gesetzen sowohl das Recht des Privateigenthums einzig und allein abzuleiten sei, als für die häusliche Gesellschaft oder Familie jeder Grund ihrer Existenz davon abhänge und alle Rechte der Eltern gegen ihre Kinder da-

Nr. 4889 (154). Röm. Curie. 21. Jan. 1870.

Nr. 4889 (154). Röm. Curie. 21. Jan. 1870.

durch bestimmt und geregelt werden müssen, und dass diese Quelle in dem Staatsgesetze oder in der Stimmenmehrheit der Bürger und der sogenannten öffentlichen Meinung beruhe, welche die oberste Norm für das Gewissen und die Pflichten bei allen öffentlichen und socialen Handlungen so der Regierenden wie der Untergebenen bilden. Ja, nicht wenige gehen sogar so weit, dass sie glücklichen Ereignissen die Bedeutung des Rechts beilegen und zu sagen sich erdreisten, wenn etwas nach moralischem Gesetze ungerecht sei, aber durch einen glücklichen Ausgang gekrönt werde, so erlange es durch diesen Umstand in Staatsangelegenheiten und Händeln nach politischem Gesetze den Charakter der Gerechtigkeit und Achtbarkeit, als ob es ein wirkliches moralisches Gesetz wäre für alle socialen und politischen Handlungen, ohne dass dies jedoch in gleicher Weise bei Privathandlungen der Fall wäre. ¦ Aber diese Einbildungen menschlichen Stolzes führen zu nichts anderm, als dass die unwandelbare Heiligkeit und Gerechtigkeit des ewigen Gottes aus den Herzen der Kinder der Menschen gerissen, in ihren Gemüthern der Sinn für Recht und Unrecht erlöscht und die Erde von ihren Bewohnern verpestet wird, die unter der Form des Gesetzes das Recht verkehrten und das ewige Bündniss zerrissen. ¦ Gegen dergleichen Irrthümer, die auch unter katholischen Völkern sich einzuschleichen begonnen, haben wir beschlossen, Allen die katholische Lehre ins Gedächtniss zu rufen, damit sie lauter und unverfälscht beobachtet werde. Wir lehren daher, was als Ueberlieferung der Apostel die Kirche immer gelehrt hat, dass alle legitime Gewalt, folglich auch die bürgerliche, Gott zum Urheber habe. „Jedermann," schreibt der Apostel, „sei unterthan der Obrigkeit, die Gewalt über ihn hat, denn es ist keine Obrigkeit ohne von Gott; wo aber Obrigkeit ist, die ist von Gott verordnet"; und nach dem Ausspruch desselben Apostels, wer diese Gewalt in Händen hat, ist Diener Gottes, der gute Thaten mit Gutem und böse Thaten mit Strafe vergilt und also kraft seines Rechtes den Gehorsam der Untergebenen fordert. ¦ Niemand soll sich daher zu lehren erdreisten, es sei erlaubt, jener legitimen Macht mit Gewalt zu widerstreben, oder mit abscheulicher Frevelthat dieselbe durch Verschwörungen und Rebellion umzustürzen; denn wer der Macht widerstrebt, widerstrebt der Anordnung Gottes; die aber, so widerstreben, bereiten sich selbst die Verdammniss. ¦ Im Sinne des Friedens aber lehren wir, dass die Regierenden in dem Gebrauche ihrer Macht sich von derselben Norm des göttlichen Gesetzes leiten lassen. Denn das moralische Gesetz, mag es durch das Licht der Vernunft oder durch übernatürliche Offenbarung gewonnen sein, ist, wie für die Privatleute und deren Handlungen, so nicht minder für diejenigen gegeben, welche die Regierung führen, und für die Verwaltung öffentlicher Aemter, wie auch für sociale und politische Handlungen. Die Richtschnur des Handelns ist daher nicht nach dem Nutzen zu wählen oder nach der Meinung und dem Willen des grossen Haufens, wann dieselben zu Verbotenem und dem Gesetze Gottes Widerstrebendem anreizen, sondern die nothwendige Sittenregel für Unterthanen wie für Herrscher bei

der Erfüllung ihrer Berufspflichten ist das Gesetz Gottes, der befiehlt und verbietet; nach diesem werden alle im letzten Gerichte vor dem gemeinschaftlichen Herrn bestehen oder fallen. Die Entscheidung aber über diese Richtschnur des Handelns, soweit sie die Ehrbarkeit der Sitten, Erlaubtes und Unerlaubtes betrifft, gehört für die bürgerliche Gesellschaft und für öffentliche Geschäfte vor die oberste Lehrgewalt der Kirche. Wahrlich, auf dem Wege des ewigen Heils ist für Alle, Unterthanen wie Herrscher, die von Gott eingesetzte Kirche Führerin und Lehrerin. Und für die Herrscher ist es nicht minder wahr, dass diejenigen, welche die Kirche nicht zur Mutter haben, Gott nicht zum Vater haben. Damit sie also den König der Könige zum gnädigen Vater haben, sollen sie durch Werk und That beweisen, dass sie die Kirche zur Mutter haben, und nicht wähnen, dass es ihnen gestattet sei, in Privatangelegenheiten oder in öffentlichen Geschäften aus politischen Gründen die Gesetze und Rechte Gottes und der heiligen Mutter Kirche zu verletzen.

Cap. 15. Von einigen besonderen Rechten der Kirche in ihren Beziehungen zum bürgerlichen Staate. Unter den Verletzungen der heiligsten Rechte, welche in unserer Zeit die Verleitung der Völker zum Irrthum und die Verderbung ihrer christlichen Sitten anstreben, ist wohl das allergefährlichste jene Behauptung betrügerischer Menschen, dass alle Schulen der Leitung und dem Ermessen der alleinigen Laienverwaltung zu unterwerfen seien, so dass der Autorität der Kirche der religiöse Unterricht und die Erziehung der christlichen Jugend ganz aus der Hand genommen würde; ja, man geht so weit, dass man selbst die katholische Religion vom öffentlichen Unterrichte ausschliesst und allgemein confessionslose Schulen, die nur den Wissenschaften gewidmet sind, fordert. Die hieraus entspringende Verderbniss einer heilsamen Lehre und der Sitten erhellt aus dem Zwecke selbst der von Christus unserm Heiland gegründeten Kirche, welcher ist, die Menschen durch heilsamen Glauben und Zucht mittels Lehre und Leitung zum ewigen Leben zu führen, und dessen Anerkennung Jedermanns Recht und Pflicht ist, damit sie wache, dass die katholische Jugend vor allen Dingen im wahren Glauben und frommen Sitten ordnungsmässig unterrichtet werde. Jene Ungerechtigkeit ist noch durch andere Eingriffe vermehrt worden. Man will selbst die Erziehung und Bildung der Geistlichen in den kirchlichen Wissenschaften, sowohl in öffentlichen Lehranstalten, als selbst in den Seminarien, der wirksamen Leitung und Ueberwachung der Kirche entziehen und der Laiengewalt unterwerfen — gegen das eigene Recht der Kirche, welche dafür zu sorgen hat, dass ihre Diener sich der höchsten Heiligkeit der katholischen Glaubenslehre und der Heiligkeit des geistlichen Wandels befleissigen. Ja, man hat sich nicht gescheut, selbst diejenigen, welche sich dem Dienste des Herrn widmen, von ihrem heiligen Berufe gewaltsam wegzureissen und dem höchst unbilligen Gesetze der weltlichen Militärpflicht zu unterwerfen, und so unterfangen sie sich, soweit es in ihrer Macht steht, die Kirche von den zum Lehren, Regieren und Heiligen des Volkes Gottes nöthigen Dienern zu berauben. Des-

Nr. 4889 (154). Röm. Curie. 21. Jan. 1870.

halb erklären und lehren wir, dass vorbesagte Rechte und Pflichten zur Kirche gehören und mit deren Lehramte von Gott angeordnet und mit der Verfassung und dem Zwecke derselben innigst verbunden sind, also durch menschliche Gesetze nicht aufgehoben werden können. || Noch ein anderes schweres Unrecht wird der Kirche durch diejenigen zugefügt, welche die Uebung evangelischer Vollkommenheit in den von der Kirche genehmigten Orden und religiösen Anstalten durch schnöde Anfeindungen bekämpfen, und zu behaupten wagen, ein klösterlicher Beruf sei den natürlichen Rechten und der menschlichen Freiheit zuwider und aus den modernen Staaten und Gebieten zu verbannen, weil er dem Fortschritt und Wohle der Völker entgegen sei; diese Aufhebung müsse um so mehr geschehen, weil es selbst unter den Gesetzgebern, die sich zum Katholicismus bekennen, nicht an Leuten fehle, welche sich nicht scheuen, in dieser Hinsicht das Recht der Kirche zu bestreiten und demselben durch unbillige Gesetze mit allen Kräften entgegenzuarbeiten. || . . . . . (Es folgt eine Begründung der religiösen Orden.) || Da nun diese Rechte der Kirche und der Gläubigen, sowie die eingegangenen Pflichten der Gelübde in Gottes übernatürlichem Gesetze und seiner Anordnung begründet sind, sintemal Christus, die ewige Weisheit, in seiner heiligen Kirche den Weg der evangelischen Vollkommenheit zeigte und aufstellte, so können jene politischen Gesetze dies weder ändern noch abschaffen. || Wir verdammen daher sowohl die Lehre, welche den klösterlichen Beruf für unstatthaft und dem wahren Wohlergehen der Völker schädlich erklärt und deshalb die Einschränkung desselben fordert, als auch die gottlosen Anstrengungen der Menschen, welche die erwähnten Rechte der Kirche und der Gläubigen antasten und damit Gott selbst und der heiligen katholischen Religion grossen Schaden zufügen. || Sodann müssen wir eine andere gotteslästerliche Ungerechtigkeit, welche gegen die Mutter Kirche grausam und täglich ärger wüthet, wiederum verdammen und die verderblichsten Täuschungen, womit betrügerische Menschen dieselbe zu beschönigen suchen, brandmarken. || Man sagt, das Recht, zeitliche Güter zu erwerben und zu besitzen, hänge von dem Ermessen des politischen Staates und von dessen freier Ertheilung ab, so dass die öffentliche Gewalt kraft ihrer höchsten Autorität dieses Recht aufheben und sich durch Erlassung von Gesetzen die gleichsam herrenlosen Güter zuerkennen dürfe, welche durch rechtskräftige Eigenthumstitel im Besitze der Kirche sind; auch behauptet man, das Verfügungs- und Bestimmungsrecht über geistliche Güter stehe gleich dem über die der ganzen Nation eigenen Güter als ein angeborenes Recht der höchsten politischen Gewalt zu. Auf solche Weise tastet man mittels verworfener Lehren die unzweifelhaftesten Rechte der Kirche an, welche aus deren von Gott gegebener Verfassung hervorgehen. Denn da die Kirche eine vollkommene Gemeinschaft ist, die durch göttliches Recht angeordnet, zwar übernatürlich ist, allein auch als eine sichtbare Gesellschaft von Menschen und zum Heile der Menschen auf Erden besteht, so bedarf sie auch sichtbarer und äusserlicher Dinge und darunter auch der

zeitlichen Güter. . . . . . . || Wahrlich, jenes Recht, Eigenthum zu erwerben und zu besitzen, welches rein menschlichen Gesellschaften zukommt, fehlt der Kirche nicht, sondern ist ihr eigen, als einer von Gott zu höheren Zwecken eingesetzten Gesellschaft, die unabhängig von weltlichen Befehlen ist, auch heiliger und von höherem Range, weil die Güter auf solche Weise dem geheimnissvollen Leibe Christi und dadurch dem Gotte Christus selbst insbesondere gewidmet sind. || Deshalb lehren wir: die Kirche als eine sichtbare von Gott unter den Menschen eingesetzte Gemeinschaft hat das Recht, zeitliche Güter zu erwerben und zu besitzen, und kann dieses Rechtes durch keine weltliche Macht beraubt werden, und deswegen verdammen wir die vorbenannten Irrthümer und erklären, dass die Gesetze, kraft welcher der politische Staat wie aus einem ihm innewohnenden höchsten Rechte Kirchengüter in Besitz nimmt, ungerechte Beraubungen sind. || Dies ist es, was, nach unserm Dafürhalten, überhaupt den Christgläubigen über die Kirche zu lehren; was aber diesem widerspricht, ist in bestimmten und eigenen Canones, in der nachfolgenden Weise zu verdammen, damit Alle, welche unter dem Beistande Christi im Glauben sind, die katholische Wahrheit leichter zu erkennen und an ihr festzuhalten vermögen.

Canones

de

Ecclesia Christi.

Canon I. Si quis dixerit, Christi religionem in nulla peculiari societate ab ipso Christo fundata exstantem et expressam esse, sed a singulis seorsum, non habita ratione ad ullam societatem, quae vera ipsius Ecclesia sit, rite observari et excoli posse; anathema sit.

Can. II. Si quis dixerit, Ecclesiam a Christo Domino nullam certam ac immutabilem constitutionis formam accepisse, sed aeque ac reliquas hominum societates, pro temporum diversitate vicissitudinibus et transformationibus subjectam fuisse aut subjici posse; anathema sit.

Glaubenssätze

über

die Kirche Christi.

1. Wenn Jemand sagen sollte, die Religion Christi sei in keiner besonderen, von Christus selbst gegründeten Gemeinschaft vorhanden und ausgedrückt, sondern könne von Einzelnen für sich, ohne Rücksicht auf irgend eine Gemeinschaft, welche Christi wahre Kirche sei, in rechter Weise beobachtet und ausgeübt werden: der sei im Bann (anathema sit).

2. Wenn Jemand sagen sollte, die Kirche habe von dem Herrn Christus keine sichere und unveränderliche Verfassungsform empfangen, sondern sei, gleich den übrigen Gesellschaften der Menschen, nach der Verschiedenheit der Zeiten Wechselfällen und Umgestaltungen unterworfen gewesen oder könne solchen unterworfen werden: der sei im Bann.

Nr. 4889 (154). Röm. Curie. 21. Jan. 1870.

Can. III. Si quis dixerit, divinarum promissionum Ecclesiam non esse societatem externam ac conspicuam, sed totam internam ac invisibilem; anathema sit.

3. Wenn Jemand sagen sollte, die Kirche der göttlichen Verheissungen sei keine äusserliche und sichtbare Gemeinschaft, sondern ganz und gar eine innerliche und unsichtbare: der sei im Bann.

Can. IV. Si quis dixerit, veram Ecclesiam non esse unum in se corpus, sed ex variis dissitisque Christiani nominis societatibus constare, per easque diffusam esse; aut varias societates ab invicem fidei professione dissidentes atque communione sejunctas, tanquam membra vel partes unam et universalem constituere Christi Ecclesiam; anathema sit.

4. Wenn Jemand sagen sollte, die wahre Kirche sei nicht ein Körper in sich, sondern bestehe aus verschiedenen und getrennten Gesellschaften christlichen Namens und sei durch diese hin verbreitet; oder die verschiedenen Gesellschaften, welche unter einander im Glaubensbekenntnisse abweichen und in der Gemeinschaft von einander getrennt sind, bildeten gleichsam als Glieder oder Theile die eine und allgemeine Kirche Christi: der sei im Bann.

Can. V. Si quis dixerit, Ecclesiam Christi non esse societatem ad aeternam salutem consequendam omnino necessariam; aut homines per cujusvis religionis cultum salvari posse; anathema sit.

5. Wenn Jemand sagen sollte, die Kirche Christi sei keine zur Erlangung des ewigen Heiles unumgänglich nothwendige Gemeinschaft, oder es könnten die Menschen durch die Uebung jedweder Religion selig werden: der sei im Bann.

Can. VI. Si quis dixerit, intolerantiam illam, qua Ecclesia catholica omnes religiosas sectas a sua communione separatas proscribit et damnat, divino jure non praecipi; aut de veritate religionis opiniones tantum, non autem certitudinem haberi posse, ideoque omnes sectas religiosas ab Ecclesia tolerandas esse; anathema sit.

6. Wenn Jemand sagen sollte, jene Unduldsamkeit, mit welcher die katholische Kirche alle von ihrer Gemeinschaft gesonderten religiösen Secten ächtet und verdammt (proscribit et damnat), sei durch das göttliche Recht nicht vorgeschrieben, oder über die Wahrheit der Religion könne man nur Meinungen, nicht aber Gewissheit haben, und es seien daher alle religiösen Secten von der Kirche zu dulden: der sei im Bann.

Can. VII. Si quis dixerit, eandem Christi Ecclesiam posse offundi tenebris, aut infici malis, quibus a salutari fidei morumque veritate aberret, ab originali sua institutione deviet,

7. Wenn Jemand sagen sollte, selbige Kirche Christi könne von Finsterniss überzogen oder von Uebeln befallen werden, wodurch sie von der seligmachenden Wahrheit des Glaubens

aut depravata et corrupta tandem desinat esse; anathema sit.

und der Moral abirre, von ihrer ursprünglichen Verfassung abweiche oder endlich in Versunkenheit und Verdorbenheit aufhöre, zu bestehen: der sei im Bann.

Can. VIII. Si quis dixerit, praesentem Christi Ecclesiam non esse ultimam ac supremam consequendae salutis oeconomiam, sed exspectandam esse aliam, per novam vel pleniorem divini Spiritus effusionem; anathema sit.

8. Wenn Jemand sagen sollte, die gegenwärtige Kirche Christi sei nicht die letzte und höchste Heilsveranstaltung, sondern eine andere sei noch zu erwarten durch eine neue oder vollere Ausgiessung des heiligen Geistes: der sei im Bann.

Can. IX. Si quis dixerit, Ecclesiae infallibilitatem ad ea tantum restringi, quae divina revelatione continentur, nec ad alias etiam veritates extendi, quae necessario requiruntur, ut revelationis depositum integrum custodiatur; anathema sit.

9. Wenn Jemand sagen sollte, die Unfehlbarkeit der Kirche beschränke sich nur auf das, was in der göttlichen Offenbarung enthalten ist, und erstrecke sich nicht auch auf andere Wahrheiten, deren man nothwendig bedarf, damit der Inhalt der Offenbarung unverkürzt gewahrt bleibe: der sei im Bann.

Can. X. Si quis dixerit, Ecclesiam non esse societatem perfectam, sed collegium, aut ita in civili societate seu in statu esse, ut saeculari dominationi subjiciatur; anathema sit.

10. Wenn Jemand sagen sollte, die Kirche sei keine vollkommene Gemeinschaft, sondern ein Verband, oder stehe so in der bürgerlichen Gesellschaft oder im Staate, dass sie der weltlichen Herrschaft unterworfen sei: der sei im Bann.

Can. XI. Si quis dixerit, Ecclesiam institutam divinitus esse tanquam societatem aequalium, ab episcopis vero haberi quidem officium et ministerium, non autem propriam regiminis potestatem, quae ipsis divina ordinatione competat, quaeque ab iisdem sit libere exercenda; anathema sit.

11. Wenn Jemand sagen sollte, die von Gott eingesetzte Kirche sei gewissermaassen eine Gesellschaft Gleichstehender, und die Bischöfe hätten zwar Amt und Dienst, nicht aber eine eigentliche Regierungsgewalt, welche ihnen kraft göttlicher Anordnung zustehe und von ihnen frei auszuüben sei: der sei im Bann.

Can. XII. Si quis dixerit, a Christo Domino et Salvatore nostro Ecclesiae suae collatam tantum fuisse potestatem dirigendi per consilia et suasiones, non vero etiam jubendi per leges, ac devios contumacesque ex-

12. Wenn Jemand sagen sollte, von Christus unserem Herrn und Erlöser sei seiner Kirche nur die Macht übertragen, durch Rath und Zuspruch zu leiten, nicht aber durch Gesetze zu befehlen und die Irrenden und Wider-

Nr. 4889 (154). Röm. Curie. 21. Jan. 1870.

teriori judicio ac salubribus poenis coërcendi atque cogendi; anathema sit.

Can. XIII. Si quis dixerit, veram Christi Ecclesiam, extra quam nemo salvus esse potest, aliam esse praeter unam, sanctam, catholicam et apostolicam Romanam; anathema sit.

Can. XIV. Si quis dixerit, Beatum Petrum Apostolum a Christo Domino constitutum non esse Apostolorum omnium principem et totius Ecclesiae militantis visibile caput; vel eum tantum honoris, non autem verae propriaeque jurisdictionis primatum accepisse; anathema sit.

Can. XV. Si quis dixerit, non esse ex ipsius Christi Domini institutione, ut beatus Petrus in primatu super universam Ecclesiam habeat perpetuos successores; aut Romanum Pontificem non esse jure divino*) Petri in eodem primatu successorem; anathema sit.

Can. XVI. Si quis dixerit, Romanum Pontificem habere tantummodo officium inspectionis vel directionis, non autem plenam et supremam potestatem jurisdictionis in universam Ecclesiam; aut hanc ejus potestatem non esse ordinariam et immediatam in omnes ac singulas Ecclesias; anathema sit.

Can. XVII. Si quis dixerit, potestatem ecclesiasticam independentem, quam Ecclesia Catholica sibi a Christo tributam esse docet, supremamque

spenstigen durch äusseres Gericht und heilsame Strafen zu zwingen und zurückzuhalten: der sei im Bann.

13. Wenn Jemand sagen sollte, die wahre Kirche Christi, ausserhalb welcher Niemand selig werden kann, sei eine andere als die einige, heilige, katholische und römisch-apostolische: der sei im Bann.

14. Wenn Jemand sagen sollte, der heilige Apostel Petrus sei von unserem Herrn Christus nicht zum ersten aller Apostel und zum sichtbaren Haupte der ganzen streitenden Kirche eingesetzt, oder es habe derselbe nur die höchste Stelle der Ehre, nicht aber der wahren und eigentlichen Gerichtsbarkeit empfangen: der sei im Bann.

15. Wenn Jemand sagen sollte, es sei nicht die Anordnung unseres Herrn Christus selbst, dass der heilige Petrus in dem Primat über die gesammte Kirche beständige Nachfolger habe, oder der Papst sei nicht durch göttliches Recht der Nachfolger Petri in selbigem Primate: der sei im Bann.

16. Wenn Jemand sagen sollte, der Papst habe nur das Amt der Aufsicht und Leitung, nicht aber die volle und höchste Gewalt der Gerichtsbarkeit über die gesammte Kirche, oder diese seine Gewalt sei keine regelmässige und unmittelbare über alle und jegliche Kirchen: der sei im Bann.

17. Wenn Jemand sagen sollte, die unabhängige kirchliche Gewalt, die der katholischen Kirche nach ihrer Lehre von Christus zuertheilt ist, und

---

*) In dem bei Martin, Documentorum Collectio l. c. p. 58 mitgetheilten Texte fehlen die Worte „jure divino“.

potestatem civilem non posse simul consistere, ita ut jura utriusque salva sint; anathema sit.

die höchste bürgerliche Gewalt könnten nicht so zusammen bestehen, dass die Rechte einer jeglichen unangetastet blieben: der sei im Bann.

Can. XVIII. Si quis dixerit, potestatem, quae ad regendam civilem societatem necessaria est, non esse a Deo; aut eidem ex ipsa Dei lege subjectionem non deberi; aut eam naturali hominis libertati repugnare; anathema sit.

18. Wenn Jemand sagen sollte, die Gewalt, welche zur Regierung der bürgerlichen Gesellschaft nothwendig ist, sei nicht von Gott, oder man schulde ihr nach dem Gesetze Gottes selbst keine Unterwerfung, oder sie widerstreite der natürlichen Freiheit des Menschen: der sei im Bann.

Can. XIX. Si quis dixerit, omnia inter homines jura derivari a statu politico, aut nullam nisi ab ipso communicatam dari auctoritatem; anathema sit.

19. Wenn Jemand sagen sollte, alle unter den Menschen bestehenden Rechte stammten vom politischen Staate her, oder es gebe keine andere Autorität als die von diesem ertheilte: der sei im Bann.

Can. XX. Si quis dixerit, in lege status politici, vel in publica hominum opinione constitutam esse pro publicis ac socialibus actionibus supremam conscientiae normam; aut ad easdem non extendi Ecclesiae judicia, quibus ea de licito et illicito pronuntiat; aut vi juris civilis fieri licitum, quod jure divino vel ecclesiastico est illicitum; anathema sit.

20. Wenn Jemand sagen sollte, im Gesetze des politischen Staates oder in der öffentlichen Meinung der Menschen sei für öffentliche und gesellschaftliche Handlungen die höchste Richtschnur des Gewissens enthalten; oder es erstreckten sich auf dieselben nicht die Urtheile der Kirche, in welchen diese sich über das, was erlaubt und was nicht erlaubt ist, ausspricht; oder es werde kraft des bürgerlichen Rechtes erlaubt, was nach göttlichem oder kirchlichem Rechte unerlaubt ist: der sei im Bann.

Can. XXI. Si quis dixerit, leges Ecclesiae vim obligandi non habere, nisi quatenus civilis potestatis sanctione firmentur; aut eidem civili potestati vi suae supremae auctoritatis competere, in causis religionis judicare et decernere; anathema sit.

21. Wenn Jemand sagen sollte, die Gesetze der Kirche hätten nur insoweit bindende Kraft, als sie durch die Bestätigung der bürgerlichen Gewalt bekräftigt würden, oder es stehe dieser selbigen bürgerlichen Gewalt kraft ihrer höchsten Autorität zu, in Sachen der Religion zu richten und zu entscheiden: der sei im Bann.

Nr. 4889 (154). Röm. Curie. 21. Jan. 1870.

Am 21. Januar 1870, also zu einer Zeit, wo in Folge der im Schoosse des Concils entstandenen Bewegung für und gegen die Lehre von der päpstlichen Unfehlbarkeit sich die Gemüther noch in stets steigender Unruhe befanden, wurde den Vätern unter dem Siegel der allergrössten Verschwiegenheit das oben im Auszuge mitgetheilte Schema übergeben. Es besteht aus drei Theilen. Im ersten wird die römische Lehre von der Kirche in fünfzehn Capiteln ausführlich dargelegt. Der zweite Theil enthält die Schlussfolgerung aus dem ersten in 21 Canones, in welchen eine grosse Zahl der negativen Sätze des Syllabus von 1864 in positiver Umformung erscheint und zudem mit dem Anathema belegt wird. Und der dritte Theil giebt in eingehenden „Adnotationes" Erläuterungen und Motivirungen der aufgestellten Sätze. (S. dieselben Friedrich, Documenta l. c. II. Bd. p. 105—176.) — Von diesem Schema gelangte jedoch nur das 11. Capitel (De Romani Pontificis primatu) im Zusammenhang mit dem am 6. März vertheilten Zusatzcapitel, in dem die Unfehlbarkeit des Papstes in bestimmtester Weise formulirt wird, zur conciliarischen Verhandlung. Aus beiden ging dann, nach wiederholter Umarbeitung, die erste dogmatische Constitution von der Kirche Christi hervor (s. w. u.). Alle die Lehren, welche dieses Schema ausserdem darstellte, liess man einstweilen zur Seite liegen, da der Mehrheit der Concilsväter die Verkündigung der Unfehlbarkeit doch als die Hauptaufgabe des Concils erschien. — Die Bemerkungen und Anträge der Väter zum 11. Capitel sind enthalten in: Synopsis analytica observationum, quae a patribus in Caput et Canones de Romani Pontificis primatu factae fuerunt. (Friedrich, Documenta l. c. p. 179—211.) — Von den Anträgen, welche durch das Schema von der Kirche, und namentlich durch die Capitel 13—15 vom Verhältniss der Kirche zum Staat, veranlasst wurden, sind hervorzuheben: *a*) Ein von acht Vätern unterzeichneter Antrag, der vom Concil die Proclamirung der heiligen Principien der socialen Ordnung gegenüber dem Socialismus fordert. *b*) Ein von maronitischen und chaldäischen Bischöfen eingebrachter Antrag, der die aus der Missachtung der göttlichen Gebote und der Principien des Natur- und Völkerrechts entsprungene öffentliche Rechtsunsicherheit und den Zerfall der öffentlichen Verhältnisse in fast allen Staaten und Ländern der Welt beklagt und den Papst bittet, diesem reissenden Strom durch eine klare und laute Verkündigung der ewigen Rechtsprincipien Einhalt zu thun und die menschliche Gesellschaft zu retten. *c*) Ein von 40 Concilsvätern unterzeichneter Antrag verlangt „eine Declaration, welche in authentischer Weise jene Seiten des kanonischen Rechtes promulgirt, die Bestimmungen über das Völker- und Kriegsrecht enthalten, und das öffentliche Urtheil darüber aufklären, wann der Krieg gerecht und wann er ein Verbrechen sei". *d*) Ein von 20 armenischen Bischöfen unterzeichneter Antrag, der in Form einer vom Concil über das Kriegswesen und den Krieg zu erlassenden Constitution abgefasst ist. Die einzelnen Capitel führen folgende Ueberschriften: de solemnitatibus Belli; de necessitate ac legitimis causis ad bellum justum requisitis; de officiis et obedientia Ducum ac Militum; de auctoritate et consilio in bellis suscipiendis, et forma Judicii de Justitia belli. (S. diese Anträge bei Martin, Documentorum collectio l. c. p. 101—112.)

Nr. 4890. (155.)

EPISCOPAT. Erzbischof Spalding's Schema (Entwurf) über die Unfehlbarkeit des Papstes, wie dieselbe nach den von der gesammten Kirche bereits angenommenen Principien klar und logisch zu definiren ist.

Lat. Orig. Martin, Documentorum Collectio l. c. p. 80 ff.

Nr. 4890 (155). Episcopat. Ende Jan. 1870.

In dem Capitel vom römischen Papst wird, nachdem in erster Linie die Irrthümer gegen dessen Primat verdammt sind, Folgendes oder Aehnliches, wenn es belieben sollte, beigefügt werden können: 1. Durchaus verwerfen wir die Vermessenheit derjenigen, welche von den höchsten Urtheilssprüchen des Papstes an das ökumenische Concil zu appelliren wagen. 2. Ferner verdammen wir gänzlich das verkehrte Gerede derjenigen, die da zu behaupten wagen, dass den Urtheilssprüchen (judiciis) des Papstes zwar ein äusserlicher Gehorsam, nicht aber eine innere Zustimmung im Geiste und Herzen zu leisten sei. 3. Dazu verwerfen wir ganz und gar die Rede- und Lehrweise derjenigen, welche — eine leichtfertige und verkehrte Trennung zwischen dem Verein der Bischöfe (inter coetum Episcoporum) und dem Papste ersinnend — darüber streiten, welcher von diesen beiden grösser zu sein scheine, und so das Haupt vom Körper, Petrus von der Kirche zu reissen und zu entfernen unternehmen; als könnte der Verein der Brüder, die zu stärken dem Petrus auch in seinen Nachfolgern aufgetragen wurde, jemals von dem abfallen, dessen Glaube nach der Verheissung Christi niemals schwinden wird; oder als ob jenen, welche von Petrus zu lehren und zu stärken sind, im Gegentheil gestattet wäre, eben diesen zu lehren und zu stärken (ipsum contra docere et confirmare). 4. So erachten wir für nicht minder verwerflich die Denk- und Handlungsweise jener, welche, um die vom Papste verdammten Irrthümer desto ungehinderter in der Welt verbreiten zu können, sich nicht scheuen, zu behaupten: der wahre Sinn der Bücher, aus welchen derartig verdammte Sätze ausgezogen sind, sei von dem Papste nicht richtig verstanden worden. ‖ Dies alles wird erläutert und bestätigt durch Folgendes: 1. Dass solches seine Gesinnung ist, das hat der neuestens in Rom versammelte Episcopat fast der gesammten katholischen Welt klar bezeugt, als er an den Papst folgende herrliche Worte richtete: . . [folgen die in der Adresse des Episcopats vom 1. Juli 1868 (s. Nr. 4854 [119] p. 8) an Pius IX. gerichteten Sätze] . . . ‖ 2. . . . . [folgt der oben p. 100 mitgetheilte Beschluss des Provinzialconcils von Baltimore vom 9. Nov. 1846.] . . . ‖ Gründe, aus welchen obiges Schema zu mehrerem Nutzen zu gereichen erachtet wird. ‖ 1. Es darf zuversichtlich gehofft werden, dass ein solches Schema fast sämmtlichen Vätern besser einleuchten und durch ihre so ziemlich einstimmige Abstimmung werde bekräftigt werden; denn es enthält die bereits in der gesammten Kirche angenommenen sicheren und un-

Nr. 4890 (155). Episcopat. Ende Jan. 1870.

erschütterlichen Grundsätze christlicher Lehre, sowie das, was Alle anerkennen und bekennen, mit Ausnahme weniger, deren Zahl so gering ist, dass eine Berücksichtigung derselben für unnöthig erachtet werden darf. || 2. Eine vollzählige Uebereinstimmung aller (oder wenigstens beinahe aller) Väter ist nicht nur nützlich, sondern sie scheint durchaus erforderlich, wo es sich um Definirung eines Capitels über die Lehre handelt, sonderlich in einer so hochbedeutsamen Sache, welche in der That ohne eine einzige Gegenstimme, wenn das möglich wäre, festgestellt werden sollte. || 3. Im jetzigen Augenblick aber erscheint eine derartige Einstimmigkeit dringendst nothwendig wegen der in der Menge ausgesprengten und überall geglaubten Gerüchte, welche von grosser Uneinigkeit der Väter in dieser Frage reden. Eine einstimmige Definition durch die Väter würde diesen unsern leichtfertig pochenden Feinden vollständig den Mund stopfen und der Kirche Gottes die grösste Erbauung bereiten. Fürwahr, wir haben der äusseren Feinde schon genug, als dass wir im Lager der Kirche selbst Zwiespalt wecken oder in irgend welcher Weise zu hegen scheinen sollten! || 4. Das vorgeschlagene Verfahren, die Sache implicite zu definiren, ist zwar ein indirectes, scheint aber doch in Anbetracht der Wirksamkeit wie der Einfachheit den Vorzug zu verdienen. Denn es ist klarer und enthält vielleicht mehr, als eine förmliche und ausführliche Definition. Eine solche nämlich wird den Theologen mehr Punkte zu Spitzfindigkeiten bieten: es wird ein beständiges Disputiren zwischen ihnen sein, wann und unter welchen hinzutretenden Umständen zu glauben sei, dass der römische Papst eine Ansprache an sämmtliche Christgläubigen gehalten und (folglich) einen unfehlbaren Spruch verkündet habe. Unentschieden würden noch bleiben alle jene bisher auch zwischen den frömmsten Vorkämpfern der päpstlichen Unfehlbarkeit erörterten Fragen über die Person des Papstes, wenn er öffentlich und privatim eine Lehre ausspricht; über die wahre Bedeutung des Ausdrucks „ex cathedra"; über das, was in Wirklichkeit auf Glauben und Sitten sich bezieht. Ja, es werden derartige Fragen vielleicht noch stürmischer sich erheben und mit weit grösserer Leidenschaft behandelt werden. || 5. In dem vorgeschlagenen Definitions-Schema dagegen wird eine ausdrückliche Unterscheidung weder gegeben noch erfordert; denn es verbindet die Irrthumslosigkeit (inerrantiam) des Papstes mit der Unfehlbarkeit (infallibilitas) der Kirche selbst, und stellt dieselbe dar gleichsam als logische Folge des Primats selbst und gleichsam als Ergänzung (desselben), so dass sie sich so weit erstreckt und in den gleichen Grenzen hält, wie die Unfehlbarkeit der Kirche selbst und wie der von Gott gestiftete Primat selbst; Glaubensprincipien, welche ja schon vom Anfange der Kirche an selbst genugsam festgestellt und bestimmt sind. || Durch (unsere) Art der Definition also wird weder den Theologen noch den Gläubigen ein Anlass gegeben zum Zweifel oder zu Spitzfindigkeiten über Befehle und Decrete des heiligen Papstes, dessen hochweisestem Rathe, während er so Lämmer wie Schafe weidet, in Ehrfurcht und Liebe, wie es dem Sohne gegen den Vater geziemt, alle Ent-

scheidungen überlassen würden. || 6. . . . . Eine formelle Definition aber würde, wenn ihre Bedeutung (vi sua) auf alle Jahrhunderte rückwirkend ausgedehnt würde, leicht das ganze Feld der Kirchengeschichte und die ganze Bullensammlung den Spitzfindigkeiten der Theologen und den fast schon beschwichtigten Beschuldigungen der Ketzer und Gottlosen gegen die Päpste wieder öffnen.

Nr. 4890 (155). Episcopat. Ende Jan. 1870.

Das oben mitgetheilte Schema — ein Vorschlag von fünf Concilsvätern, an deren Spitze der als eifriger Anhänger der Infallibilitätslehre bekannte Erzbischof Spalding von Baltimore stand — verfolgte den Zweck, die noch schwankenden Concilsväter durch Aufstellung einer gleichsam vermittelnden Formel zu gewinnen, und die Tragweite des beabsichtigten Dogma's vor der Welt zu verhüllen. Doch fand dieser Vorschlag eben so wenig Anklang wie einige andere, die den gleichen Zweck verfolgten. (S. darüber Quirinus p. 166 und Friedrich, Tagebuch p. 147 f. und 308.)

Nr. 4891. (156.)

EPISCOPAT. — Petition über den bei Verhandlung des Schema's de Ecclesia zu beobachtenden Vorgang.

Lat. Orig. Friedberg l. c. p. 749.

Der Entwurf der dogmatischen Constitution „von der Kirche Christi", welcher nächstens der Berathung der Väter übergeben werden wird, enthält die wichtigsten Dinge. || So wie die hauptsächlichsten Angriffe der Feinde des Glaubens gegen die göttliche, das Heil der Menschen vermittelnde Einrichtung und deren fundamentale Glaubenssätze gerichtet sind, so ist es nothwendig, dass die genaue Darlegung der Lehre von der Kirche und von deren Autorität den vorzüglichsten Gegenstand der Verhandlungen dieses Concils bilde. Besonders ist aber zu wünschen, dass eine Sache von solcher Wichtigkeit mit reifer Einsicht und ebenso in einer Art und Ordnung behandelt werde, dass auch der Kürze der Zeit so viel wie möglich Rechnung getragen werde. Denn die Verhandlungen, welche bisher gepflogen worden, haben genügend dargethan, welche Bedeutung der richtigen Art und Reihenfolge der Berathungen beizulegen sei. || Deshalb wünschen die Unterzeichneten gar sehr, dass dieses überaus wichtige Schema (Entwurf) nicht in seinem ganzen Umfange und nicht auf einmal geprüft werde, sondern dass sein Inhalt zum Zwecke einer gründlicheren Discussion in gewisse Abschnitte getheilt werde. || Dabei lassen sich deutlich drei Hauptabtheilungen unterscheiden. Cap. I bis inclusive IX handeln von der Kirche und ihren Eigenschaften, Cap. X und XI von der Kirchengewalt, wozu gleichsam als ein Anhang kommt Cap. XII von der weltlichen Herrschaft des heiligen Stuhles. Der dritte Theil, Cap. XIII, XIV und

Nr. 4891 (156). Episcopat. 9. Febr. 1870.

Nr. 4891 (156). Episcopat. 9. Febr. 1870.

XV umfassend, handelt von dem äusserst wichtigen Verhältniss der Kirche zum Staate. || Die einzelnen Punkte in diesen drei Abtheilungen wären der Sache gemäss wieder in kleinere Unterabtheilungen zu bringen. || Wenn das nicht geschieht, sondern jedem einzelnen Redner freisteht, über ein beliebiges Capitel in einer beliebigen Ordnung seine Rede vorzubringen, so werden der Besprechung Schwierigkeiten und thatsächlich eine Verzögerung derselben erfolgen. || Ausserdem erscheint es nicht nur nützlich, sondern beinahe nothwendig, die allgemeinen Betrachtungen (die Generaldebatte) von der speciellen Behandlung jeder einzelnen Materie zu trennen, damit sich die Aufmerksamkeit leichter auf den Hauptinhalt des Gegenstandes und erst nachher auf die einzelnen vorliegenden Materien richten könne. || Weshalb an Euere Eminenzen die Unterzeichneten die dringende Bitte stellen: 1) Ehe das besagte Schema der Erörterung des Concils unterbreitet wird, möge den Vätern des Concils der für das vorbereitende Studium nöthige Termin gegeben werden, vielleicht gleich nach Abschluss der Discussion des Schema's über den Catechismus. || 2) Vor der speciellen Behandlung der einzelnen Capitel werde eine allgemeine Debatte in der Weise eröffnet, dass im Anfang der ganzen Berathung jene zum Sprechen aufgefordert werden, welche vielleicht über den gesammten Entwurf Bemerkenswerthes vorzubringen haben. || 3) Die Berathung in der oben angegebenen Weise zerfalle in drei Theile, so dass nicht vor Durchsprechung des einen Theiles zur Discussion des anderen geschritten werde. 4) In ähnlicher Weise gehe jedem einzelnen Haupttheile eine allgemeine Discussion über denselben vorher, und erst nach deren Abschluss möge an die einzelnen Capitel gegangen werden. Weil aber 5) einige Capitel, wenigstens im ersten Theile, welcher von der Wesenheit und den Eigenschaften der Kirche handelt, so innig zusammenhängen, dass es gerathen erscheint, dieselben gemeinsam und auf einmal zur Besprechung zu bringen, könnten am besten Cap. I mit II, dann Cap. IV zugleich mit V, weiter Cap. VI mit VII und dann Cap. VIII mit IX zur Berathung gezogen werden. || Sehr besorgt um einen glücklichen und erwünschten Fortgang und Erfolg dieses hochansehnlichen ökumenischen Concils, das Aller Gedanken so sehr beschäftigt und fortfährt den christlichen Angelegenheiten für künftige Zeiten Maass und Regel vorzuschreiben, richten wir diese Petition an Euere Eminenzen, die Vorsitzenden, fest überzeugt, dass diese Art der Bestimmung des Vorgehens nicht nur zum rascheren Fortgange der Discussion, sondern auch zugleich zum sichereren und ausgiebigeren Erfolg der Concilsarbeiten sehr heilbringend, ja selbst nöthig sein dürfte. || Mit der tiefsten Verehrung etc.

Rom, 9. Februar 1870.

Friedr. Card. Schwarzenberg, Prag. Joh. Simor, Gran. Max. v. Tarnóczy, Salzburg. Friedrich Landgraf Fürstenberg, Olmütz. Andr. Gollmayer, Görtz. Greg. v. Scherr, München. Mich. v. Deinlein, Bamberg. Lud. Haynald,

Kalocsa. Paul Melchers, Köln. Gregor Michael, Lemberg, arm. rit. Heinr. Förster, Breslau. Wilh. Em. Ketteler, Mainz. Jos. Georg Strossmayer, Bosnien. Barth. Legat, Triest. Jos. Pukalski, Tarnow. Joh. Valerian, Budweis. Georg Dobrila, Parenzo und Pola. Ed. Jakob, Hildesheim. Valentin Viery, Gurk. Ant. Jos. Peitler, Waitzen. Alex. Bonnaz, Csánad. Johann Heinrich, Osnabrück. Pancr. Dinkel, Augsburg. Ludw. Forwerk, Leontopolis i. p. i. (Dresden). Michael Fogarassy, Siebenbürgen. Jos. Stepischnegg, Lavant. Joh. Zolka, Raab. Lad. Biro, Száthmar. Phil. Krementz, Ermeland. Georg Smiciklas, Kreutz. Math. Eberhard, Trier. Stef. Lipovniczki, Grosswardein. Sigm. Kovács, Fünfkirchen. Ign. Mrak, Marianopolis und Marquetten. K. Jos. v. Hefele, Rottenburg. Hieronymus Josef v. Zeidler, Abt v. Strahow. Adolf Namszanowski, Agathopolis i. p. i. Karl Johannes, St. Gallen. Joh. Perger, Kaschau. Franz X. Wierschleyski, Lemberg r. l.

Nr. 4891 (156). Episcopat. 9. Febr. 1870.

Nr. 4892. (157.)

OESTERREICH. Depesche des Ministers des Auswärtigen (Grafen Beust) an den k. k. Botschafter (Grafen Trauttmansdorff) in Rom. — Besorgnisse, welche das Schema de Ecclesia hervorgerufen. Auftrag, die Curie vor Uebergriffen in die Rechtssphäre des Staates zu warnen. —

Vienne, le 10 février 1870.

Nr. 4892 (157). Oesterreich. 10. Febr. 1870.

Les instructions dont je Vous ai muni le 23 octobre dernier, lors de Votre retour à Votre poste, Vous traçaient la ligne de conduite que Vous aviez à suivre vis-à-vis du Concile qui allait se réunir et indiquaient en même temps l'attitude que le Gouvernement Impérial et Royal entendait observer en présence d'un fait d'une aussi grande portée. || Prenant pour point de départ la dépêche que j'avais adressée le 15 mai 1869 à M. le Comte d'Ingelheim, après m'être concerté à cet effet avec les deux Ministres Présidents de l'Empire austro-hongrois, je constatais que les opinions du Gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique n'avaient pas varié depuis cette époque. || Fidèles aux principes de sage liberté qui forment la base de notre Constitution, nous étions entièrement disposés à laisser l'Eglise catholique régler ses affaires intérieures dans la plus grande indépendance. De même que nous étions fermement résolus à ne point laisser entraver l'action de l'Etat dans le domaine de la législation civile, de même nous voulions éviter soigneusement toute apparence d'une intervention de l'Etat dans des matières appartenant au domaine ecclésiastique. || Telles étaient les vues qui guidaient le Gouvernement Impérial et Royal à l'époque de l'ouverture du Concile, et notre attitude subséquente ne les a pas démenties un seul instant. Loin de

Nr. 4892 (157). Oesterreich. 10. Febr. 1870.

témoigner un esprit de défiance inquiète, nous étions prêts à entourer d'une sympathie confiante l'action favorable que le Concile pouvait exercer afin de fortifier et de développer les sentiments religieux chez les nations catholiques. Ce sont là les expressions mêmes dont je me servais dans ma dépêche du 23 octobre dernier. Tout en invitant Votre Excellence à nous rendre exactement compte de la marche imprimée aux travaux de cette Assemblée, je Lui recommandais de s'abstenir de toute ingérence qui aurait pu être interprétée comme une tentative d'empiètement sur les droits de l'Eglise. En montrant un respect aussi scrupuleux pour la liberté d'action du Concile, nous étions fondés à espérer que ses décrets éviteraient de toucher à des questions sur lesquelles sa compétence pouvait être contestée. || Les premiers rapports de Votre Excellence ne nous ont point fait dévier de la ligne de conduite que nous nous étions ainsi tracée. Bien qu'ils fusent de nature à nous inspirer quelques appréhensions sur l'esprit qui présidait aux délibérations du Concile, nous espérions que les conseils de la prudence finiraient par prévaloir et qu'on se garderait se heurter ouvertement de front les idées qui servent de fondement à la société civile de nos jours. || Ma dépêche du 26 décembre dernier Vous enjoignait donc de persister dans Votre réserve et de continuer seulement à suivre avec attention la marche des délibérations. L'attitude prise par une minorité imposante au sein du Concile, — minorité formée par des prélats appartenant aux pays à la fois les plus éclairés et les plus dévoués au catholicisme et parmi lesquels nous voyons avec une vive satisfaction figurer les noms les plus illustres de l'Episcopat austro-hongrois, — nous permettait de croire à un résultat final plus conforme à nos voeux que les premières manifestations parvenues jusqu'à nous. || Cet espoir n'est assurément point encore détruit et les plus récents rapports de Votre Excellence nous dépeignent même les idées de modération comme gagnant graduellement du terrain. Cependant des symptômes dont nous ne pouvons méconnaître la gravité nous inspirent de sérieuses préoccupations. Ils prouvent en effet, à n'en pas douter, qu'il existe toujours dans les sphères les plus élevées de l'Eglise une tendance marquée non seulement à ne point accepter, mais même à ne point tolérer cette liberté que nous revendiquons pour l'Etat dans toutes les matières qui sont du ressort de la législation civile. Nous ne savons, si cette tendance réussira à l'emporter sur l'opposition qu'elle a suscitée dans le sein même du Concile, mais son existence, la source dont elle part, les auxiliaires qu'elle trouve et la persévérance qu'elle déploie, peuvent à juste titre nous alarmer. L'opinion publique s'émeut, non sans motif, de certaines manifestations qui, bien qu'elles ne soient encore qu'à l'état de projets, viendraient, si elles se réalisaient, à creuser un abîme infranchissable entre les lois de l'Eglise et celles qui régissent la plupart des sociétés modernes. L'approche de ce péril suffit pour jeter un trouble profond dans les esprits, et le Gouvernement Impérial et Royal manquerait à son devoir si, par respect pour la liberté d'autrui, il n'essayait pas d'élever la voix afin d'indiquer le mal et

Nr. 4892 (157). Oesterreich 10. Febr. 1870.

d'en arrêter les conséquences, autant que cela dépend de lui. || Parmi les symptômes et les manifestations offrant le caractère que je viens de signaler se place en première ligne la publication des 21 canons soumis aux délibérations du Concile, qui reproduisent sous une forme positive les principales dispositions de l'Acte connu sous le nom de Syllabus[1]). Je sais que ce projet doit encore passer par toutes les phases d'une délibération mûre et approfondie. Il peut subir un rejet, ou tout au moins d'importantes modifications. J'admets, d'un autre côté, que le texte publié pour la première fois, je crois par la gazette universelle d'Augsbourg, ne soit pas entièrement authentique, bien que les feuilles catholiques les mieux informées n'en révoquent point en doute l'exactitude et en fassent déjà l'objet d'une vive polémique destinée à en présenter l'apologie. || Malgré toutes ces réserves, on ne peut douter de l'existence de ce projet de décret et de la volonté qui se manifeste en haut lieu de le faire passer pour loi de l'Eglise. Or, ce fait seul suffit pour justifier les appréhensions de l'esprit public et forcer le Gouvernement Impérial et Royal à se départir de l'attitude d'abstention qu'il avait si strictement observée jusqu'ici. Le contenu de quelques-uns de ces canons est d'une portée qui tend tellement à paralyser l'action de la législation civile et à détruire le respect que chaque citoyen doit aux lois de son pays, que nul Etat ne saurait être indifférent à la libre propagation de semblables doctrines. || En ce qui nous concerne spécialement, nous avons nettement tracé dans la dépêche qui a été adressée à Votre Excellence le 2 juillet 1869[2]) la ligne de démarcation qui doit exister entre les attributions du pouvoir de l'Etat et de celui de l'Eglise. Les principes que nous avons établis alors, doivent rester la base invariable de notre conduite; quelque disposés que nous soyons à accorder à l'Eglise la plus large part de liberté dans la sphère d'action qui lui est propre, nous sommes toujours déterminés à ne pas en laisser franchir les limites et à maintenir intacts les droits que nous avons revendiqués pour l'Etat. || Personne ne déplorerait plus sincèrement que nous de voir s'élever un nouveau conflit entre deux pouvoirs qui pourraient si bien vivre en paix l'un à côté de l'autre; personne ne regretterait plus vivement de voir se réveiller les passions hostiles à l'Eglise qui donneraient à un semblable conflit des proportions d'une gravité redoutable. Nous ne pourrions reculer, toutefois, devant l'accomplissement d'un devoir impérieux tel que d'assurer aux lois de l'Etat le respect qui leur est dû par chaque citoyen, sans aucune exception et dans toute circonstance. Le Gouvernement Impérial et Royal devra donc se réserver la faculté d'interdire, selon que le texte lui en imposera la nécessité, la publication de tout acte lésant la majesté de la loi, et toute personne enfreignant une pareille défense serait responsable de sa conduite devant la justice du pays. || Notre conscience nous ordonne

[1]) St. Arch. Bd. XXIII. Nr. 4852 (117).
[2]) Bd. XVII. No. 3912.

Nr. 4892 (157). Oesterreich. 10. Febr. 1870.

d'exposer dès à présent à qui de droit les suites graves, mais inévitables, qu'entraînerait l'adoption par le Concile de décrets pareils à ceux sur lesquels j'appelle l'attention de Votre Excellence. Il ne faut pas qu'on puisse nous reprocher un jour, soit dans le pays, soit à Rome, d'avoir encouragé par notre silence des décisions capables de jeter le trouble le plus profond dans les relations de l'Etat et de l'Eglise. Tout en réitérant donc notre ferme espoir de voir la sagesse des prélats réunis à Rome écarter spontanément des dangers aussi évidents, nous devons envisager l'éventualité contraire et faire acte de loyauté en ne dissimulant pas l'attitude que nous prendrions en pareil cas. Veuillez, avec toute la réserve et le tact nécessaires en des circonstances aussi délicates, expliquer confidentiellement à Mgr. le Cardinal Secrétaire d'Etat le point de vue du Gouvernement Impérial et Royal, lui rappeler les principes de l'application desquels sa Majesté Impériale et Royale Apostolique ne saurait dévier, et prier enfin Son Eminence de ne point laisser ignorer au Saint Père les observations dont Votre Excellence est chargée de se rendre l'interprète. || Recevez etc. Beust.

Nr. 4893. (158.)

OESTERREICH. Depesche des Ministers des Auswärtigen (Graf Beust) an den K. u. K. Gesandten (Graf Wimpfen) in Berlin. — Rechtfertigung des Heraustretens aus der zuwartenden Haltung gegenüber dem Concil.

Wien, den 17. Februar 1870.

Nr. 4893 (158). Oesterreich. 17. Febr. 1870.

Ich habe in Angelegenheiten des Concils am 12. d. M. an unseren Botschafter in Rom eine Depesche gerichtet, von welcher ich Euerer Excellenz zu Ihrer persönlichen Kenntnissnahme anliegend eine Abschrift übersende. Veranlassung und Zweck dieser Instruction sind zwar darin vollständig ausgedrückt; ich glaube jedoch, in der Voraussicht, dass der dem Grafen von Trauttmansdorff aufgetragene Schritt nach Berlin berichtet und dort vielleicht nicht ohne den Eifer erörtert werden wird, den dieser Gegenstand so leicht erweckt, Euer Excellenz noch einige weitere Bemerkungen zur Benutzung für Ihre eventuellen Aeusserungen vertraulich an die Hand zu geben. || Es ist möglich, dass man Sie fragen wird, warum gerade die Kaiserliche und Königliche Regierung, die sich so bestimmt und früher als alle anderen für eine einfach abwartende Haltung gegenüber den Concils-Berathungen ausgesprochen hat, und hierin den anderen Mächten mit ihrem Beispiel vorangegangen ist, nunmehr aus ihrer Zurückhaltung heraustretend, allein und ohne vorgängiges Einvernehmen mit anderen Cabineten sich zu einem diplomatischen Schritte bei der Curie entschlossen hat. Werden Sie in diesem Sinne interpellirt, so bitte ich zu antworten, dass Ihre Regierung durch die Verhältnisse im Innern der Monarchie sich gegenüber dem Concil in eine ungleich fühlbarere Lage

wie jede andere versetzt sehe. Die Thatsache, dass unmittelbar vor dem Concil die confessionellen Fragen in Oesterreich-Ungarn einen so grossen Platz in der öffentlichen Discussion eingenommen, die Gemüther so mächtig aufgeregt haben und mit dem Uebergange der Monarchie zu parlamentarischen Regierungsformen in so engem Zusammenhange gestanden sind, diese Thatsache übt bei uns auf die moralische Situation der Regierung einen Einfluss, welcher anderwärts nicht, oder doch bei weitem nicht in gleichem Grade sich geltend macht. Die Regierung darf, wie die Dinge stehen, es nicht darauf ankommen lassen, dass man an ihrem entschiedenen Willen zweifle, die Hoheitsrechte des Staates gegenüber den Ansprüchen der katholischen Hierarchie wachsam und energisch zu vertreten. Sie bedarf hierin des öffentlichen Vertrauens im vollsten Maasse, und zwar nicht nur um ihrer eigenen Stellung willen, sondern auch im Interesse des inneren Friedens und der allmäligen Versöhnung der Gemüther; denn sie wird nur dann, wenn sie als verlässliche Wächterin der Verfassung und unabhängigen Legislative des Staates allgemein gekannt und anerkannt ist, Kraft und Autorität genug besitzen, um die Uebertreibungen zurückzudrängen und die Leidenschaften zu zügeln, die sich in der entgegengesetzten, den Interessen der Kirche feindlichen Richtung Bahn zu brechen suchen. Die Linie, jenseit welcher unsere Regierung sich nicht mehr auf blosses Schweigen beschränken durfte, war unter diesen Umständen für uns dadurch bezeichnet, dass allerdings blosse Vermuthungen und nicht-officielle Programme für die künftigen Concils-Beschlüsse von uns ohne präventive Einsprache hingenommen werden konnten, unsere Enthaltung aber ihre Grenze finden musste, sobald authentische Documente uns die Gefahr eines ernstlichen Conflictes zwischen den Concils-Beschlüssen und den Staatsgesetzen vor Augen stellten. Die von der Augsburger Allgemeinen Zeitung jüngst veröffentlichten Canones gehören zwar nur zu den in Rom ausgearbeiteten Vorlagen, welche den Berathungen des Concils zu Grunde gelegt werden sollen. Sie unterliegen daher jeder Aenderung, und die Haltung eines Theiles der Väter des Concils lässt vorhersehen, dass es an Opposition gegen manche dieser Sätze nicht fehlen werde. Aber sie sind als Vorlagen authentisch und gewähren als solche bestimmten Aufschluss über die in Rom gehegten oder zugelassenen Intentionen. Ich habe daher nicht säumen dürfen, unsere warnende Stimme dort hören zu lassen, und es hat mich hierzu nicht etwa eine von den Ministerien der beiden Reichshälften ausgegangene Anregung veranlasst, sondern der Erlass an den Grafen von Trauttmansdorff vom 10. d. M. ist ganz das Werk meiner eigenen Initiative. Und da es eben Rücksichten auf unsere inneren Zustände und Entwickelungen sind, die unseren Schritt speciell motiviren, so habe ich weder anderen Mächten die Theilnahme an demselben ansinnen, noch ihn von deren durch andere Verhältnisse bestimmten Ansichten abhängig machen wollen und können. || Ein Einwand ferner, der einen gewissen Schein für sich hat, und den auch Graf von Trauttmansdorff in einem Bericht, welcher sich mit der mehrer-

Nr. 4893 (158). Oesterreich. 17. Febr. 1870.

Nr. 4893 (158). Oesterreich. 17. Febr. 1870.

wähnten Depesche gekreuzt hat, anticipirt, besteht darin, dass den Bischöfen welche in Rom eine achtunggebietende Minorität bilden, ihre oppositionelle Haltung gegen die Ansichten und Projecte der Mehrheit erschwert werde, wenn sie durch eine diplomatische Einmischung der Regierung gewissermaassen als auf der Seite der weltlichen Autorität kämpfend hingestellt werden. Als durchschlagend vermag ich jedoch diesen Einwand keineswegs anzuerkennen; denn so hoher Werth im allgemeinen Interesse auf die erwähnte Opposition zu legen ist, und so sehr wir uns zu der Erfahrung Glück wünschen, dass der Oesterreichisch-Ungarische Episcopat fast ungetheilt die Reihen derselben stärkt, so besteht doch zwischen dem staatlichen Standpunkte und jenem der Minorität der Bischöfe in Rom kein Verhältniss der Identität, die Wahrung des ersteren liegt nicht in den Händen der letzteren, und es steht nicht im voraus fest, dass Compromisse zwischen der Majorität und Minorität der Mitglieder des Concils auch vom Staate als Compromisse zwischen ihm und der Kirche annehmbar gefunden werden müssten. Gegenüber den möglichen Ergebnissen der römischen Berathungen müssen wir vielmehr der Staatsgewalt ihre ganze Freiheit wahren. Es ist dies der Zweck unseres Schrittes, und man wird, wie ich glaube, Euer Excellenz nicht widerlegen können, wenn Sie etwaigen Hinweisungen darauf, dass schon in der Mitte des Concils die gemässigten und dem Frieden zwischen Staat und Kirche günstigen Ansichten hinreichend vertreten seien, und die Regierungen der Minorität der Bischöfe nicht Concurrenz machen sollten, den Gesichtspunkt des eigenen Rechtes und der eigenen Pflicht des Staates entgegenstellen. Empfangen etc. Beust.

Nr. 4894. (159.)

OESTERREICH. Depesche des Ministers des Auswärtigen (Graf Beust) an den K. u. K. Gesandten (Graf Ingelheim) in München. — Rechtfertigung des Heraustretens aus der zuwartenden Haltung gegenüber dem Concil.

Wien, den 19. Februar 1870.

Nr. 4894 (159). Oesterreich. 19. Febr. 1870.

Eurer Excellenz übersende ich die anliegende Abschrift einer Depesche an den Grafen von Trauttmansdorff, zu welcher eine in der Augsburger Allgemeinen Zeitung unlängst erfolgte Publication mir die nächste Veranlassung gegeben hat. Ich füge auch die Abschrift eines Erlasses bei, womit ich die erwähnte Depesche dem K. K. Gesandten in Berlin mitgetheilt und diesem zugleich einige weitere Bemerkungen über die Motive des unserem Botschafter in Rom aufgetragenen ernsten Schrittes an die Hand gegeben habe. || Zur Mittheilung an andere Höfe sind diese beiden Actenstücke nicht bestimmt; doch möchte ich sie der Kenntniss des Herrn Fürsten zu Hohenlohe am wenigsten entziehen und ermächtige daher Euer Excellenz, Se. Durchlaucht

vertraulich von denselben Einsicht nehmen zu lassen. || Ich lasse dahingestellt, ob nicht vielleicht Fürst Hohenlohe ein gewisses Bedauern darüber empfinden werde, dass wir zu einem ähnlichen Entschlusse nicht schon in Folge einer früher gegebenen Anregung gelangt seien. Im voraus bin ich jedoch überzeugt, dass ein solches Gefühl, falls es überhaupt entstehen sollte, nicht länger als einen Augenblick im Geiste des Fürsten würde haften bleiben. Als das Concil noch nicht versammelt, ja sein Zustandekommen noch nicht absolut sicher war, als die Vorstellungen, die man sich von den beabsichtigten Beschlüssen machte, auf blossen Hypothesen und privaten Vermuthungen beruhten, schien es uns nicht angezeigt, durch präventive Berathungen zwischen den Cabineten auf so unsicherer Grundlage ein Misstrauen an den Tag zu legen, für welches die officiellen Anhaltspunkte damals noch fehlten. Auch haben wir sicher nichts dadurch verloren, dass wir das Concil in ruhiger Haltung, ja mit sympathischem Vertrauen auf heilsame Ergebnisse haben eröffnen und bis jetzt seine Berathungen pflegen lassen. Wir haben dadurch unsere Achtung vor der Freiheit der katholischen Kirche auf ihrem Gebiete bethätigt und offenen Raum für die Opposition gelassen, die sich mit voller Spontaneität im Innern des Concils extremen Beschlüssen entgegenstellt. Heute aber, da in Rom die Zeit der Decrete gekommen zu sein scheint und authentische Programme für dieselben vorliegen, kann man uns keiner Inconsequenz zeihen, wenn wir nunmehr es für nöthig und unaufschieblich halten, zur Wahrung der staatlichen Hoheitsrechte das Wort zu ergreifen. Wir führen vielmehr nur aus, was ich gerade für den jetzt gegebenen Fall bereits in meinem Erlasse an Euer Excellenz vom 15. Mai v. J. mit ausdrücklichen Worten in Aussicht gestellt habe. Wenn Sie dieses Actenstück wieder zur Hand nehmen, finden Sie darin den positiven Vorbehalt, dass, sobald das versammelte Concil sich wirklich anschicken würde, in die Rechtssphäre der Staatsgewalt einzugreifen, oder bestimmte Indicien für eine derartige Absicht in authentischer Weise sich herausstellten, sowohl abwehrende und abmahnende Schritte der einzelnen Staaten, als gemeinsame Berathungen der Cabinete als nöthig oder nützlich sich erweisen könnten. Uns auf die letzteren zu beschränken, also jeden unserer Schritte gegenüber dem Concil von einem Einverständnisse mit anderen Mächten abhängig zu machen, erlauben die Nothwendigkeiten unserer inneren Lage uns nicht, wie ich dies bereits in der unter den Beilagen befindlichen Depesche an den Grafen von Wimpffen auseinandergesetzt habe. Principiell ein solches Einverständniss auszuschliessen, ist aber keineswegs unser Gedanke, und ich bitte daher Euer Excellenz zum Schlusse, den Herrn Fürsten zu Hohenlohe nicht etwa unter dem Eindrucke zu lassen, als wollten wir nicht gerne und bereitwillig die Hand dazu bieten, in einer Angelegenheit, die so evident das gemeinsame Interesse aller Regierungen berührt, womöglich die Grundlagen übereinstimmenden Handelns zu gewinnen.

Empfangen etc. Beust.

Nr. 4895. (160.)

OESTERREICH. Depesche des K. u. K. Botschafters (Graf Trauttmansdorff) in Rom an den Minister des Auswärtigen (Graf Beust). — Bericht über Aufnahme der österreichischen Depesche vom 10. Februar bei der Curie. —

Rome, le 19 février 1870.

Nr. 4895 (160). Oesterreich. 19. Febr. 1870.

Ainsi que j'ai eu l'honneur d'en rendre compte sommairement le 16, je me suis acquitté, il y a plusieurs jours, vis-à-vis de Son Eminenence le Cardinal Secrétaire d'Etat des ordres que renferme la haute dépêche du 10. J'ai fait valoir la réserve que le Cabinet Impérial s'était imposée jusqu'ici, par respect pour la liberté du Concile, et la confiance qu'il avait témoignée dans la sagesse et la modération des illustres membres de l'auguste assemblée. || Après avoir fait ainsi les réserves exigées par la nature de la démarche qui m'était ordonnée, j'ai informé Son Eminence de la résolution bien arrêtée du Gouvernement Impérial de prendre les mesures qui lui paraîtraient nécessaires dans le cas où les décisions conciliaires auraient le caractère dangereux pour l'Etat que celui-ci devait attribuer aux 21 canons formant aujourd'hui, d'après les publications des journaux, une proposition à discuter. || La nature de la démarche ne permettait guère de s'attendre à une réponse précise et concluante; aussi n'ai-je pu m'étonner de voir le Cardinal se retrancher derrière l'argument, qu'il s'agissait là de décisions conciliaires qui seraient prises après une discussion approfondie, guidée uniquement par la conviction et la conscience des Prélats; que l'Eglise avait le droit et le devoir d'établir ses principes et que la non-publication d'un décret dans un état ou dans tel autre, n'en invalidait pas l'existence au point de vue de l'Eglise. Le Cardinal me promit de se conformer à ma demande en informant le Pape de mes déclarations et finalement ne me cacha pas que l'exécution de la résolution prise par le Gouvernement Impérial pour l'éventualité prévue lui montrerait un article de plus du Concordat déchiré, et il releva la difficulté qu'il y avait pour lui de concilier l'intention d'interdire une publication avec la ferme résolution de maintenir avec conséquence et impartialité des institutions prenant pour base la liberté de tout publier. || C'est à cela que se borna la partie strictement ad rem de notre entretien. || L'effet que cette démarche produira, soit dans un sens, soit dans l'autre, on n'en sera pas informé par une communication verbale, on s'en apercevra peu à peu et indirectement. || Respectant les limites que trace le caractère tout particulièrement délicat de la matière, j'ai insisté autant que cela m'était possible sur les dangers que ferait naître dans la plus grande partie des pays européens la publication de décrets conciliaires méconnaissant entièrement certaines exigences des principes sur lesquels reposent les Gouvernements civilisés de nos jours; j'ai ajouté que même ceux des Gouvernements qui aimeraient à appuyer l'Eglise afin de voir

Nr. 4895 (160). Oesterreich. 19. Febr. 1870.

le sentiment religieux exercer une influence salutaire, verraient leur tâche rendue bien plus difficile, si le concile aboutissait effectivement à un résultat de cette nature. || D'après le récit fidèle qui précède, tout comme je devais m'y attendre aucun effet ou résultat ne s'est manifesté dans cette première conversation. || Mais comme j'ai eu l'honneur de le dire, il faut avant de prononcer un jugement définitif, attendre si l'on verra se manifester un effet indirect et non avoué. || J'ai des raisons, puisées à bonne source, pour croire que la voix des Gouvernements parviendra à se faire écouter. Je n'attends que peu d'une action isolée; ainsi que j'ai eu l'honneur de le dire il y a plusieurs jours dans un autre rapport, l'attitude de notre épiscopat est entièrement telle que nous devons la désirer; il n'y a pas lieu pour le Gouvernement de chercher à la renforcer par son action; de plus, nul ne saurait nier que les précédents des dernières années et la récente reprise des débats parlamentaires contre les restes du Concordat ont considérablement affaibli la force de la voix et de l'action du Gouvernement Impérial sur ce terrain-ci, et que même l'invalidation partielle du concordat déjà consommée nous prive entièrement de ce moyen d'action dont peut-être la France pourra encore se servir avec une efficacité incontestable. || Notre démarche, dût-elle rester isolée, je ne saurais donc lui présager un véritable effet. || Mais si d'autres viennent s'y joindre, surtout et en première ligne, si la France s'y associe, ces démarches se renforceront réciproquement et je me tiens convaincu qu'alors elles formeront un élément avec lequel on devra compter. Agréez, etc.

Trauttmansdorff.

Nr. 4896. (161.)

RÖMISCHE CURIE. Die revidirte Geschäftsordnung des Concils. Decret der Concilspräsidenten.

Lat. Orig. Friedberg, Sammlung l. c. Urk. LXII.

Nr. 4896 (161). Röm. Curie. 20. Febr. 1870.

Durch Apostolisches Schreiben vom 27. November letztverflossenen Jahres, welches mit den Worten *„Multiplices inter“* beginnt, haben Seine Heiligkeit der Papst eine allgemeine Ordnung für die Feier des vaticanischen Concils festgestellt und darin nebst Anderem gewisse Regeln vorgeschrieben, welche den Verhandlungen der Väter zur Richtschnur dienen sollen. Da indess Seine Heiligkeit das beabsichtigte Ziel auf einem leichteren Wege zu erreichen wünschen und zugleich den wiederholten Beschwerden der meisten Väter des Concils, dass die conciliarischen Verhandlungen unnöthigerweise in die Länge gezogen würden, Rechnung zu tragen gedenken, so haben Sie, Ihrer Apostolischen Sorge eingedenk, für die Verhandlungen der Generalcongregationen einige besondere Normen festzusetzen beschlossen, welche die vorgezeichnete

Nr. 4896 (161). Röm. Curie. 20. Febr. 1870.

allgemeine Ordnung nur entwickeln und unbeschadet der Freiheit der Verhandlung, wie sie den Bischöfen der katholischen Kirche ziemt, eine allseitigere und raschere Prüfung, Erörterung und Berathung der zu verhandelnden Gegenstände ermöglichen könnten. || Nachdem darum Seine Heiligkeit, Unser Herr, die in den Generalcongregationen präsidirenden Cardinäle zu einer Berathung berufen und ausserdem noch die Väter jener besonderen Congregation, welche die Vorschläge der Bischöfe in Empfang zu nehmen und zu prüfen hat, um ihre Meinung gefragt haben, sollen auf Ihren allerhöchsten Befehl die nachfolgenden Verordnungen bekannt gemacht und befolgt werden: 1) Nach Vertheilung des Schema's an die Väter des Concils sollen die den Generalcongregationen präsidirenden Cardinäle einen angemessenen Zeitraum festsetzen, innerhalb dessen die Väter ihre etwaigen Bemerkungen, welche sie über das Schema machen zu müssen glauben, schriftlich abfassen sollen. || 2) Die Bemerkungen sollen in der Ordnung niedergeschrieben werden, dass zuerst die das Schema im Allgemeinen betreffenden aufgezeichnet werden, mag es sich nun um ein ganzes Schema oder auch nur um eine Abtheilung desselben handeln, je nachdem die Präsidenten es ankündigen werden; darauf sollen die auf einzelne Theile des Schema's bezüglichen Bemerkungen folgen, jedoch mit Beobachtung der im Schema eingehaltenen Ordnung. || 3. Wer von den Vätern Bemerkungen über das vorgelegte Schema, mögen sie einzelne Worte oder ganze Paragraphen betreffen, machen zu müssen glaubt, soll eine neue Formel für die betreffenden Worte oder Paragraphen beilegen, welche er an die Stelle der früheren, im Schema enthaltenen substituirt wissen will. || 4. Die auf besagte Weise von den Vätern des Concils aufgeschriebenen und mit eigener Namensunterschrift beglaubigten Bemerkungen sollen dem Secretär des Concils eingehändigt werden, durch welchen sie dann den betreffenden Commissionen der Bischöfe zugewiesen werden sollen. || 5. Nachdem die genannten Bemerkungen in einer Versammlung der betreffenden Commission geprüft sind, wird das verbesserte Schema an die einzelnen Väter vertheilt werden, zugleich mit einem summarischen Berichte, worin von den vorgelegten Bemerkungen Erwähnung geschehen soll. || 6. Ist das Schema nebst dem besagten Berichte an die Väter des Concils vertheilt, so werden die präsidirenden Cardinäle den Tag der allgemeinen Congregation bestimmen, an welchem die Verhandlung ihren Anfang nimmt. || 7. Die Verhandlung soll zuerst über das Schema, sei es im Ganzen oder nach Abtheilungen, wie die präsidirenden Cardinäle es für gut finden werden, im Allgemeinen sich verbreiten, und erst nach Vollendung der allgemeinen Prüfung soll die Verhandlung auf die Prüfung der einzelnen Theile des Schema's übergehen, wobei zu bemerken ist, dass bei dieser Erörterung der einzelnen Theile die Redner stets eine der betreffenden Periode oder dem betreffenden Paragraphen des schon geprüften Schema's zu substituirende Formel vorschlagen und nach Beendigung der Rede den Präsidenten schriftlich einhändigen sollen. || 8. Wer über das verbesserte Schema reden will, soll bei Kundgebung dieser seiner Absicht den Präsidenten zugleich er-

öffnen, ob er über das ganze Schema im Allgemeinen, oder über dessen Theile im Besonderen zu sprechen gedenkt, in welch' letzterem Falle der betreffende Theil noch speciell anzugeben ist. || 9. Es soll jedem von den zur betreffenden Commission gehörigen Bischöfen freistehen, nach eingeholter Bewilligung von Seiten der Präsidenten, auf die von den Rednern erhobenen Schwierigkeiten und vorgebrachten Bemerkungen zu antworten, wobei es ihnen ganz unbenommen sein soll, entweder sogleich nach der jedesmaligen Rede das Wort zu ergreifen, oder auch mehreren Rednern, welche über den nämlichen Gegenstand sprechen, zusammen Antwort zu ertheilen, und dieses sollen sie entweder an demselben oder an einem andern Tage thun dürfen. || 10. Die Redner sollen sich in ihren Vorträgen streng an das vorgelegte Thema halten. Sollte einer der Väter vom Thema abschweifen, so ist es Pflicht der Präsidenten, ihn zum vorliegenden Gegenstande zurückzurufen. || 11. Wenn nach hinlänglicher Erörterung eines Gegenstandes der Gang der Verhandlung sich übermässig in die Länge zieht, soll es den präsidirenden Cardinälen, nach einem von wenigstens zehn Vätern schriftlich eingereichten Postulate, gestattet sein, die Generalcongregation zu fragen, ob sie eine längere Fortsetzung der Verhandlung wünsche, und, wenn die Mehrzahl der versammelten Väter sich durch ihr Aufstehen oder Sitzenbleiben für den Schluss der Verhandlung erklärt hat, dieselbe zu beschliessen. || 12. Nach dem jedesmaligen Abschlusse der Verhandlung über einen Theil des Schema's sollen die präsidirenden Cardinäle, bevor zu einem neuen Theile übergegangen wird, von der Generalcongregation die Stimmen einfordern, und zwar zuerst über die in selbiger Verhandlung vorgeschlagenen Verbesserungen, sodann über den unveränderten Text des schon geprüften Theiles. || 13. Die Stimmen sowohl über die Verbesserungen, wie über den Text der einzelnen Theile sollen von den Vätern des Concils in der Weise abgegeben werden, dass die Präsidenten zu verschiedenen Malen zum Aufstehen einladen, zuerst jene, welche der Verbesserung oder dem Texte beistimmen, darauf diejenigen, welche entgegengesetzter Meinung sind: nach Zählung der Stimmen soll das beschlossen werden, was der Mehrzahl der Väter genehm ist. || 14. Nachdem die Abstimmung über die sämmtlichen Theile des Schema's auf die besagte Weise vorgenommen ist, sollen die den Vorsitz führenden Cardinäle die Väter über das geprüfte Schema abstimmen lassen. Diese Abstimmung soll aber mündlich durch die Worte „placet" oder „non placet" geschehen; wer jedoch irgend eine Bedingung beifügen zu müssen glaubt, soll seine Stimme schriftlich abgeben.

Gegeben zu Rom, am 20. Februar 1870.

Philipp Card. de Angelis, Präsident. Anton Card. de Luca, Präsident. Andreas Card. Bizzarri, Präsident. Alois Card. Bilio, Präsident. Hannibal Card. Capalti, Präsident. || Joseph Bischof von St. Pölten, Secretär.

Nr. 4897. (162.)

FRANKREICH. Depesche des Ministers des Auswärtigen (Graf Daru) an den Kaiserlichen Botschafter (Marquis Banneville) in Rom. — Verlangen: durch einen speciellen Bevollmächtigten an den Berathungen des Concils theilzunehmen und Mittheilung zu erhalten von allen die Politik berührenden Vorlagen.

Nr. 4897 (162). Frankreich. 20. Febr. 1870.

In dieser Depesche weist Graf Daru darauf hin, dass die französische Regierung nur deshalb den Beschluss gefasst habe, an den Berathungen des Concils nicht theilzunehmen, weil sie geglaubt habe, dasselbe würde sich ausschliesslich mit den geheiligten Interessen des Glaubens beschäftigen und würde sich enthalten, an Fragen durchaus politischer Natur zu rühren. Da jedoch die durch die Augsb. Allg. Zeitung in die Oeffentlichkeit gelangten Canones zum Constitutionsentwurf über die Kirche und den Papst darthun, dass es sich darum handelt, zu entscheiden, ob die Gewalt der Kirche und ihres Oberhauptes sich auf die Gesammtheit der politischen Rechte erstreckt, so nimmt sich die kaiserliche Regierung doch vor — wenn auch entschlossen, selbst über diesen Punkt den Berathungen des Concils volle Freiheit zu lassen — das Recht auszuüben, welches ihr kraft des Concordats zustehe, dem Concil ihre Meinung über Sachen solcher Natur mitzutheilen. — Nachdem hierauf der erwähnte Entwurf einer Prüfung unterworfen und gefragt wird, ob man sich denn einbilden könne, dass die Fürsten ihre Souveränetät unter die Oberherrschaft des römischen Hofes beugen würden, — wird dann das Verlangen gestellt, die Regierungen zum Concile zuzulassen, damit sie Zeugniss ablegen von den Gesinnungen der Völker, die sie vertreten. Frankreich habe insbesondere auf Grund des Schutzes, den es seit zwanzig Jahren den päpstlichen Staaten angedeihen lasse, specielle Pflichten zu erfüllen. Dieser Regierung muss es erlaubt sein, ihr Recht auszuüben: Mittheilungen zu erhalten von den die Politik berührenden Projecten, und die nöthige Zeit zu begehren, damit ihre über diese zu machenden Bemerkungen an das Concil gelangen, bevor dasselbe irgend welche Beschlüsse fasse.

Die Mittheilung dieser Depesche an die Curie erfolgte jedoch erst Anfangs März, weil Marquis de Banneville, ein Gegner derConcilspolitik Daru's, mit deren Uebergabe zögerte. — Interessanten Aufschluss über Daru's Beurtheilung der Vorgänge am Concil giebt auch dessen Privatbrief an einen französischen Prälaten (?) vom 5. Februar:

Je vous remercie, monsieur, des renseignements que vous voulez bien me donner. Je crains que le parti en majorité dans le concile ne veuille abuser de ses avantages, et qu'il n'aille avec emportement vers le but. Les passions religieuses sont encore plus difficiles à manier que les passions politiques. || J'honore beaucoup la résistance que leur oppose la ferme attitude de la minorité des évêques, et je la seconde de tous mes efforts. J'ai envoyé à plusieurs reprises les instructions du gouvernement à M. de Banneville, qui me tient au courant de tout, et par sa bouche j'ai fait entendre la vérité au cardinal Antonelli. 1 est bien évident que tout peut-être remis en question par la conduite des prélats italiens, espagnols, missionnaires et vicaires apostoliques, qui semblent vivre dans un monde

à part. || Il est bien évident que l'on peut nous rendre impossible le maintien de notre garnison à Rome, aussi bien que l'arrangement des affaires financières du Saint-Siége, dont j'étais si bien disposé à m'occuper; que l'on peut infirmer gravement les engagements concordataires, dont la Propagande ne paraît pas tenir le moindre compte, et briser le pacte qui nous unit. || J'en ai prévenu le cardinal; je ne cesserai pas de lui représenter le danger de la position dans laquelle il se place, et il nous place; mais je ne suis pas sûr que ces représentations soient écoutées; on ne raisonne pas, on se laisse entraîner aux ardeurs du moment. Si la minorité peut gagner du temps, elle fera ce qu'il y a de mieux à faire dans ce moment-ci. || Le parti révolutionnaire qui se remue depuis quelque temps nous donne ici un peu d'embarras. || Il conspire et semble vouloir agir prochainement. || Combien on est aveugle à Rome, si l'on ne s'aperçoit pas qu'on lui donne des armes, que là est le danger; que briser la force conservatrice en face d'un tel péril est un acte insensé! que compromettre la religion par des syllabus, c'est jouer le jeu de ceux qui l'attaquent audacieusement tous les jours à visage découvert, dans leurs paroles comme dans leurs écrits! Je crois que les complots révolutionnaires ne réussiront pas, et que ses tentatives seront réprimées, mais ils sont un symptôme de l'état des esprits, et l'on devrait en tenir quelque compte à Rome. || Recevez, etc. Daru.

Nr. 4897 (162). Frankreich. 20. Febr. 1870.

Nr. 4898. (163.)

OESTERREICH. Depesche des K. u. K. Gesandten (Graf Wimpfen) an den Minister des Auswärtigen (Graf Beust). — Aufnahme der von österreichischer Seite in Rom gemachten Vorstellungen.

Berlin, den 20. Februar 1870.

Nr. 4898 (163). Oesterreich. 20. Febr. 1870.

[Auszug.] In Folge der Ermächtigung Eurer Excellenz habe ich dem Grafen Bismarck gestern Abends sowohl die Depesche an Graf Trauttmansdorff vom 10. l. M. als auch den bezüglichen Erlass an mich vom 17. l. M. durch Vorlesung bekanntgegeben. || Der Bundeskanzler folgte meinen Mittheilungen mit lebhaftem Interesse, welches er mir wiederholt mit der Bitte aussprach, Eurer Excellenz dafür seinen wärmsten Dank zu übermitteln. Er ersuchte mich ferner, Eurer Excellenz zu sagen, dass er Ihre darin entwickelten Auffassungen und Ansichten vollkommen theile und dass ihm daher auch der Schritt, zu dem sich Euer Excellenz der römischen Curie gegenüber veranlasst fanden, zur grossen Befriedigung gereiche. Graf Bismarck zeigte mir dabei eine gewisse persönliche Geneigtheit, sich derartigen Mahnungen der katholischen Mächte anzuschliessen, mich versichernd, dass, wenn er es nicht thue, ihn davon nur die Ansicht und Besorgniss abhalte, dass ein ähnlicher Schritt, Seitens einer protestantischen Macht, wie Preussen, in Rom leicht die gewünschte Wirkung verfehlen und erfolglos bleiben dürfte. Dagegen ver-

*

Nr. 4898 (163). Oesterreich. 20.Febr.1870.

hehlte er mir nicht seinen lebhaften Wunsch, die übrigen katholischen Mächte unserem Beispiele folgen zu sehen, und er bezog sich dabei hauptsächlich auf die französische Regierung, welche wegen der zu treffenden Wahl in bedeutende Verlegenheit gerathen könnte, wenn in Folge äusserster und gefährlicher Beschlüsse des Concils zwischen der römischen und gallicanischen Richtung eine offene Spaltung entstünde. || Der Bundeskanzler sieht zwar von den Concilsbeschlüssen keine Gefahr für die Regierungen des norddeutschen Bundes vorher, aber im Interesse der Kirche und der vielen Katholiken theilt er alle unsere Befürchtungen. Auch seine letzten Nachrichten aus Rom lauten beunruhigend und lassen besorgen, dass die freie Discussion nächstens eine Beschränkung erleiden werde.

Genehmigen etc. Wimpfen.

Nr. 4899. (164.)

OESTERREICH. Depesche des K. u. K. Gesandten (Graf Ingelheim) in München an den Minister des Auswärtigen (Graf Beust). — Aufnahme der von österreichischer Seite in Rom gemachten Vorstellungen. —

München, den 21. Februar 1870.

Nr. 4899 (164). Oesterreich. 21.Febr.1870.

[Auszug.] Eurer Excellenz hohe Depesche vom 19., sowie den ihr in Abschrift beigegebenen hohen Erlass an den kaiserlichen Botschafter in Rom vom 10. dieses, in Sachen des Concils, habe ich in anbefohlener Weise zur Kenntniss des Fürsten Hohenlohe gebracht. Der Fürst, welcher mit grossem Interesse Einsicht von beiden Actenstücken nahm, lässt Eurer Excellenz seinen verbindlichsten Dank für die Mittheilung aussprechen. || Er sähe hierin, bemerkte er, eine ganz besondere Rücksicht für ihn, könne mich aber versichern, dass er schon gleich beim Empfang der Antwort Eurer Excellenz auf seine erste Anregung bezüglich des Concils die Richtigkeit der darin enthaltenen Bedenken vollständig erkannt, wie er dies selbst auch später in einer Unterredung in Wien Eurer Excellenz entschieden geäussert habe. || Noch bemerkte mir Fürst Hohenlohe, dass auch seiner Ansicht nach von irgend einem gemeinsamen Schritt der Regierungen jetzt in Rom keine Rede sein könne. Diesseits beschränke man sich daher nur darauf, den Grafen Tauffkirchen dahin zu instruiren, die Ansichten der Minorität im Concil so viel als thunlich zu unterstützen und zur Mässigung zu rathen.

Genehmigen etc. Ingelheim.

Nr. 4900. (165.)

OESTERREICH. Depesche des Ministers des Auswärtigen (Graf Beust) an den K. u. K. Botschafter (Graf Trauttmansdorff). — Erwiederung auf die vom Card. Antonelli bezüglich der österreichischen Depesche vom 10. Febr. 1870 gemachten Bemerkungen. — [Vergl. Nr. 4895 (160)].

Vienne, le 27. février 1870.

Nr. 4900 (165). Oesterreich. 27. Febr. 1870.

Par Votre expédition du 19 de ce mois Vous m'avez rendu compte de la manière dont Vous Vous êtes acquitté auprès du Cardinal Secrétaire d'Etat des ordres contenus dans ma dépêche du 10. Nous nous attendions en quelque sorte à ne pas recevoir de réponse plus précise que celle qui Vous a été donnée par Son Eminence, mais nous regardions comme un devoir d'avertir la Cour de Rome d'un péril qui nous semblait grave et nous aimons à croire que notre démarche, empreinte à la fois de fermeté et de modération, ne restera pas sans produire l'effet désiré. Parmi les observations que le Cardinal Antonelli a faites à Votre Excellence au sujet de notre dépêche, il en est surtout deux qui me semblent mériter d'être relevées et que Votre Excellence n'aura certainement pas laissé passer sans chercher à les réfuter. La remarque que la défense de publier un décret du Concile n'en invaliderait pas l'existence au point de vue de l'Eglise, est assurément fort juste. Aussi n'était-ce pas un résultat semblable qui nous paraissait à redouter pour le Saint-Siége. C'est sur les conséquences d'un pareil décret et non pas sur son degré de validité que nous voulions appeler l'attention de la Cour de Rome. Ce qui nous paraît à craindre, c'est ce conflit inévitable qui naîtrait entre l'Eglise et l'Etat précisément si un décret parfaitement valide pour la première, était déclaré inadmissible par l'autre. Cette situation créerait des dangers considérables qu'il ne peut être dans l'intérêt de l'Eglise de provoquer. Tel est le point de vue qui devait, selon nous, préoccuper le Saint-Siége et le faire hésiter à s'engager dans une voie aussi périlleuse. Quant à la difficulté „de concilier l'intention d'interdire une publication, avec la ferme résolution de maintenir avec conséquence et impartialité des institutions prenant pour base la liberté de tout publier“, cette objection nous paraît vraiment peu sérieuse. Le respect de la loi est la base de toute liberté et forme en même temps la limite qu'elle ne doit pas franchir sous peine de dégénérer en licence. Les institutions les plus libres doivent toujours assurer aux lois du pays le respect nécessaire au maintien de l'ordre social. Nous ne saurions donc admettre qu'on pût nous reprocher une inconséquence si nous étions placés dans la nécessité de nous défendre contre une atteinte portée à nos lois. Je ne désire pas d'ailleurs rouvrir la discussion sur les observations du Cardinal Secrétaire d'Etat. Je suppose que Votre Excellence aura, de sa propre initiative, fait valoir les arguments que je me borne à indiquer. Ainsi que nous en sommes confidentiellement instruits, notre démarche a été suivie de près

Nr. 4900 (165). Oesterreich. 27. Febr. 1870.

par une communication du Gouvernement français qui en aura sans nul doute augmenté l'effet. Dans cette pièce, le Gouvernement français réclame comme un droit la communication préalable des propositions portées devant le Concile qui touchent à la politique. Il demande, de plus, qu'avant de prendre aucune décision sur de telles propositions, on lui laisse le temps nécessaire de les examiner, de prononcer son avis et de l'exposer au Concile. Bien que cette démarche ne soit pas identique à la nôtre, elle est cependant inspirée par les mêmes préoccupations et elle devrait également démontrer au Saint-Siége les dangers éventuels de la situation. L'attitude du Gouvernement français nous est en cette occasion un auxiliaire précieux et Votre Excellence pourra en profiter pour donner encore plus d'autorité à son langage et à ses avertissements.

Recevez, etc. Beust.

Eine formelle Beantwortung durch die Curie erfuhr die Depesche des Grafen Beust vom 10. Februar erst in der Note Antonelli's an den päpstlichen Nuntius in Wien vom 20. April. S. w. u.

Nr. 4901. (166.)

EPISCOPAT. Vorstellung gegen die revidirte Geschäftsordnung des Concils, gerichtet an deren Präsidenten.

Lat. Orig. Friedberg, Sammlung l. c. Urk. XLIII.

Nr. 4901 (166). Episcopat. 1 März 1870.

Hocherlauchte Väter! Sei es uns gestattet, Euch folgende Bemerkungen vorulegen, welche sich vielen Concilsvätern rücksichtlich der letzthin, d. i. am 20. Februar 1870, veröffentlichten, die Verhandlungsform des Concils betreffenden Regeln aufgedrängt haben. || Vor Allem scheint uns nöthig, dass man sich bei den Verhandlungen des Concils immer vor Augen halte, was in ausdrücklicher Weise in dem Vorwort jenes Decretes ausgesprochen ist: es sei nämlich die Absicht des heiligen Vaters gewesen, dass die festgestellten Regeln auf vorsichtige und gemässigte Weise angewendet würden, derart, dass die Freiheit der Erörterung, welche den Bischöfen der katholischen Kirche gebührt, und die durchaus nothwendig ist, stets unverletzt aufrecht erhalten werde. || Das hauptsächlichste Bedenken, welches nach Durchsicht des neuen Reglements vor Allem auffallen muss, ist folgendes: dass durch dasselbe in vielen Stücken die Freiheit der Erörterung für die Väter als vermindert, ja sogar als aufgehoben erscheinen kann. || Niemand wird aber die Gefahr eines solchen Vorganges in Abrede stellen; denn wenn auch dem Frieden zu Liebe in Fragen von geringerer Wichtigkeit, wie in Art. 6, 10 und in einigen anderen, diese Einschränkung zugegeben werden kann, in der Hoffnung, dass Alle von der ihnen verliehenen Ermächtigung mit Billigkeit und im Geiste der Versöhnung Gebrauch machen werden, so könnte sich doch keiner von uns

Nr. 4901 (166). Episcopat. 1. März 1870.

solchen Gefahren bei Sachen von der höchsten Bedeutung aussetzen, und hauptsächlich bei solchen nicht, welche Entscheidungen in Glaubenssachen enthalten und mehr als alle anderen vorzugsweise das Gewissen berühren. || Nun schreiten wir zu den besonderen Bemerkungen. I. „Es hängt gänzlich von den Präsidenten ab, die Zeitdauer (der Berathungen) zu bestimmen.“ || Mag es immerhin sein, dass in Fragen von geringerer Bedeutung und leichterer Lösung diese Ermächtigung der Präsidenten keine allzugrosse Unzukömmlichkeit mit sich bringt, so können doch Fragen von grosser dogmatischer Wichtigkeit und gleichzeitig von so bedeutender Schwierigkeit vorkommen, deren Lösung ferner so vielseitige und anhaltende Studien in der heiligen Schrift, den Kirchenvätern, der Kirchengeschichte, den Concilien und päpstlichen Constitutionen erheischen, dass es sehr gefährlich wäre, den Vätern zu deren Erörterung einen zu kurzen Zeitraum vorzuschreiben. Deshalb ersuchen wir, dergleichen Möglichkeiten voraussehend, dringlichst, dass in ähnlichen Fällen dem diesfälligen Ersuchen der Väter um Verlängerung der Frist nachgekommen werde, und zwar derart, dass kein Zweifel übrig bleiben kann, man habe die zu entscheidenden Fragen auch gründlich und erschöpfend zu prüfen vermocht. || II. Im Artikel 3 des Reglements heisst es: Diejenigen Väter, welche Bemerkungen machen, müssen die geänderte Wort- oder Paragraphenformel angeben, welche an die Stelle der im vorgeschlagenen Schema enthaltenen zu setzen wäre.“ || Das mag wohl manchmal nützlich sein, ist aber nicht immer nöthig. Es lässt sich nämlich sehr gut denken, dass einige Väter ganz nützliche Bemerkungen vorbringen, ohne dass es deshalb nöthig wäre, einen oder mehrere Paragraphen gänzlich abzuändern oder neu zu stylisiren. Obige Maassregel scheint um so weniger nöthig, als zur Umarbeitung der einzelnen Schemata besondere Specialdeputationen erwählt worden sind, denen es zu dieser Arbeit voraussichtlich weder an genügender Hülfe noch an Gelehrsamkeit gebricht. || III. In Artikel 5 liest man: „Den einzelnen Vätern wird das umgeänderte Schema unter Begleitung einer summarischen Angabe der vorgeschlagenen Abänderungen eingehändigt werden.“ || Hier sei es gestattet, zu erklären, dass uns diese summarische Angabe und die einfache Anführung der gemachten Bemerkungen nicht hinreichend erscheinen, und zwar insbesondere in Fragen von grosser Wichtigkeit, wie vor Allem in dogmatischen Definitionen. Denn der Werth der Bemerkungen beruht hauptsächlich auf den angeführten Beweggründen, und werden diese letzteren nicht mit angegeben, so können wir nicht einsehen, wie die Bemerkungen selbst zu verstehen sind. Wo solche Motive von den Vätern ihren Voten beigefügt sind, müssen auch sie berücksichtigt werden. Umsomehr ist dies aber nothwendig, da eine neue, allen früheren Concilen ungekannte Methode eingeführt worden ist, nämlich eine schriftliche Behandlung der Gegenstände, und da Niemandem die Berechtigung eingeräumt wird, die eigenen Bemerkungen durch den Druck mitzutheilen, und so kein anderer Ausweg übrig bleibt, die Fragen, nachdem die darauf

Nr. 4901 (166). Episcopat. 1. März 1870.

bezüglichen Gutachten abgegeben sind, in der Synode selbst zu erörtern. Ferner bemerken wir, dass der Beurtheilung der genannten Deputationen oder der Theologen und Secretäre derselben anheimgestellt ist, zu entscheiden, welche von den ihrer Durchsicht überantworteten Schriften vorgelegt, und welche mit Stillschweigen übergangen werden können. || Deshalb glauben wir berechtigt zu sein, dreierlei in dieser Sache zu verlangen, und erwarten von der Billigkeit der Präsidenten zuversichtlich diese Zugeständnisse: || 1. Dass alle Bemerkungen genau referirt werden sollen; sonst wäre die Deputation das ganze Concil und in vielen Fällen der einzige Richter. || 2. Dass der Aufzählung und Erwähnung der Bemerkungen stets die Beweggründe, auf welchen sie beruhen, beigeschlossen werden. || 3. Dass dem Verfasser der Bemerkungen die Befugniss eingeräumt werde, bei der Spezialdeputation zu erscheinen, sobald er es für nützlich hält, um daselbst seine Bemerkungen allenfalls persönlich zu vertheidigen. || IV. Im Artikel 8 heisst es: „Diejenigen Redner, welche speziell über einen Theil des Schema's sprechen wollen, müssen vorerst bei den Präsidenten angeben, über welchen Theil des Schema's sie das Wort ergreifen wollen.“ Das soll, so scheint es uns, nicht derart ausgelegt werden, dass ein einzelner Redner bloss berechtigt sei, über einen Theil eines Schema's zu sprechen. Denn jedem soll es freistehen, über jedes Schema, nicht nur in seinem ganzen Umfange, sondern auch in den einzelnen Theilen, das Wort zu ergreifen. Sonst wäre die Freiheit der Discussion keineswegs gewahrt. || V. Hinsichtlich des Artikels 9 bitten wir eine Hinweglassung auszufüllen, welche gewiss ihren Grund bloss in einem Versehen hat, dass nämlich einem Redner gestattet sei, nachdem ihm die Mitglieder der Deputation geantwortet haben, in derselben oder in einer nächsten Sitzung eine einmalige Erwiederung vorzubringen. Sonst hörte jede Discussionsfreiheit auf, und die versammelten Väter kämen sehr häufig in die missliche Lage, weder das Gewicht der angeführten Gründe, noch den Sinn der Bemerkungen erfassen zu können. || VI. In Bezug auf Artikel 11 haben wir mehrere höchst wichtige Bemerkungen zu machen: || Erstens, dass aus dem so gefassten Artikel hervorgeht, es hänge von dem Ermessen der Präsidenten ab, oder von der Stimmenmehrheit der Concilsväter, d. h. von dem Uebergewichte auch nur einer einzigen Stimme, ob die Discussion erlaubt, eingeschränkt oder geschlossen werden solle, ohne dass der Minorität gegen dieses Uebergewicht der Mehrzahl ein Mittel der Vertheidigung zu Gebote gestellt ist. Aus dem Gesagten erhellt für Jedermann, welcher Gefahr man sich aussetzt, wenn über Feststellung von Dogmen und das göttliche Recht der Bischöfe entschieden wird, welche nach dem heiligen Thomas die oberste Gewalt in der Kirche innehaben; um so mehr als solch' gewichtige Entscheidungen in unwiderruflicher und unumstösslicher Weise, mittels einer durch Aufstehen und Sitzenbleiben festzustellenden Abstimmung, beschlossen werden, durch einen Act, welcher oft überstürzt, oft wenig erwogen, oft ungewiss und auf die leichteste Weise entstellt ausfällt, so dass, um nicht weitere Reclamationen darüber zuzulassen,

Nr. 4901 (166). Episcopat. 1. März 1870.

nichts anderes übrig bleiben dürfte, als die Stimmen zu zählen, durch welche die Decrete entschieden und in unumstösslicher Weise gebilligt werden. || Ein derartiges Verfahren ist in parlamentarischen Versammlungen von weit geringerer Gefahr, indem es sich bei diesen nur darum handelt, Gesetze zu geben, welche in diesem Jahre beschlossen und in einem anderen Jahre von derselben oder einer folgenden Versammlung wieder zurückgenommen werden können. — Aber bei der Festsetzung von Dogmen, welche, wenn einmal aufgestellt, nimmermehr widerrufen, noch von irgend einer Autorität einer nochmaligen Untersuchung unterworfen werden können, stellt sich diese übereilte Verfahrungsweise als höchst gefährlich und deshalb als ganz unzulässig heraus. || Deshalb glauben wir verlangen zu können: || 1. Die Discussion darf nicht als geschlossen angesehen werden, so lange noch einer der Väter, welcher über die vorliegende Frage das Wort noch nicht ergriffen hat, sich seines Rechtes als Zeuge und Richter des Glaubens bedienen und darüber sprechen will. Denn es wäre die Entscheidung der Sache als überstürzt zu betrachten, ehe allen Zeugen erlaubt worden, ihr Zeugniss abzugeben. || Viel wird in dieser Sache von der Discretion der Präsidenten abhängen, welche zwar die Concilsversammlung befragen können, aber nicht befragen müssen, ob sie die Discussion beschliessen wolle. Im Reglement heisst es bloss, sie können so thun. || 3. Die Ordnung der Redner werde derart eingetheilt und mit der Abwechslung, dass, wenn verschiedene Meinungen bestehen, immer ein Redner für und einer gegen den Antrag zum Sprechen zugelassen werde. || 4. Sobald der Schluss der Discussion verlangt worden ist, sei es wenigstens dem einen oder dem andern von den Vätern gestattet, gegen diesen Antrag zu sprechen und die dagegen sprechenden Gründe anzuführen. Solch' ein Zugeständniss ist nur billig und in den Gewohnheiten aller berathenden Versammlungen zugelassen. || 5. In Fragen von grosser Wichtigkeit, insbesondere bei solchen, welche sich auf den Glauben beziehen, darf die Discussion nicht geschlossen werden, wenn sich wenigstens fünfzig Concilsväter gegen den Schluss erklären. || Wird dieses alles nicht zugestanden, so kann es leicht vorkommen, dass die Redner der einen Partei in zu grosser Anzahl und durch zu lange Zeit die Catheder inne haben, dass die Redner der anderen Partei später nur mit Ungeduld angehört werden und der Schluss der Discussion, als zu lange hinausgezogen, wie sie sagen, von zehn Vätern vorgeschlagen werden kann, was zum offenbaren Nachtheile der Berathungsfreiheit geschehen würde. || VII. Artikel 12 sagt: „Die Präsidenten sammeln die Stimmen zuerst über die in dieser Discussion vorgeschlagenen Abänderungen und erst hiernach über den ganzen Text der untersuchten Frage ab.“ || Dieser Punkt scheint uns derart verstanden werden zu müssen, dass, falls die vorgeschlagenen Verbesserungen von den Vätern angenommen worden sind, nicht sofort der ganze Text der untersuchten Frage zur Abstimmung gebracht werden soll, sondern dass dieselbe auf eine andere Sitzung verlegt werde, damit der Deputation die nöthige Zeit bleibe, sowohl das zu Verbessernde mit allem Fleisse

Nr. 4901 (166). Episcopat. 1. März 1870.

zu bessern, als auch die angenommenen Verbesserungen mit dem ganzen Texte genau zusammenzustellen, und sodann die neu verbesserte Redaction den Vätern vorzulegen, bevor deren Abstimmung vorgenommen wird. || VIII. Im Artikel 13 steht geschrieben: „Die Stimmen sowohl über die Verbesserungen, wie auch über den Text der einzelnen Theile, werden von den Vätern derart gegeben, dass die Präsidenten zuerst Jene abgesondert zum Aufstehen einladen, welche die Verbesserungen oder den Text billigen, und erst nachher Jene, welche dagegen stimmen. Nach wiederholter Abstimmung gilt aber das als entschieden, was der Mehrzahl der Väter genehm war.“ || Hierüber haben wir mehrere sehr gewichtige Bemerkungen zu machen: Erstens haben wir die Gefahren der Abstimmungsweise mittels Aufstehens und Sitzenbleibens bereits früher gekennzeichnet, wo gesprochen wurde über die Abstimmung bezüglich des Schlusses der Discussion. Weit gefährlicher wird aber die Sache, wenn es sich darum handelt, über die Decrete selbst und insbesondere über Glaubensartikel abzustimmen. || Wir sind der Meinung, dass in keinem der vorhergegangenen Concile je auf ähnliche eilfertige Weise abgestimmt wurde, welche so wenig der Wichtigkeit der Erwägung und der Freiheit der Verhandlungen entspricht. In den politischen Versammlungen hilft man diesem Uebelstande dadurch ab, dass man ein Scrutinium oder den namentlichen Aufruf verlangt, welcher durch mehrere Mitglieder beantragt und schriftlich entworfen sein muss. || Worauf es bei den Concilien hauptsächlich ankommt, das ist nicht, dass die Sachen rasch abgemacht, sondern dass sie mit aller Vorsicht und Sicherheit behandelt werden. Weit besser ist es, wenige Fragen einer überlegten Discussion zu unterziehen und dieselben mit Vorsicht zu entscheiden, als eine grosse Anzahl derselben vorzuschlagen und mit Abkürzung der Berathungen und überstürzter Abstimmung zu erledigen, — zumal so schwer zu definirende Fragen. || Die zweite Bemerkung betrifft die Ordnung, in welcher die Stimmen zu sammeln sind. Diese ist derart festgesetzt, dass zuerst jene Stimmen abgenommen werden, welche für den Antrag sind, und erst dann diejenigen, welche denselben bestreiten. In Glaubenssachen ist aber der weit sicherere Weg das Zögern und die Aufschiebung der Entscheidung, als das übereilte Verfahren. Aus diesem Grunde soll die Stellung der Gegner eines Vorschlags die begünstigtere sein und diesen bei der Abstimmung der Vortritt eingeräumt werden. || Drittens: Diese Abstimmungsweise soll niemals angewandt werden, wenn es sich um das Feststellen von Glaubensartikeln handelt, oder um einen Canon, der mit der Strafe des Anathems belegt ist. Derlei Fragen sollen auf keine andere Weise als durch die Worte „placet“ oder „non placet“ entschieden werden. || Die vierte Bemerkung bezieht sich auf die zum endgültigen Abschlusse erforderliche Stimmenzahl. || Der in den ökumenischen Concilien allgemein befolgte Gebrauch war der, dass Glaubensartikel nicht durch eine numerische Stimmenmehrheit, sondern durch eine moralische Stimmeneinheit entschieden wurden. Dies fasste Pius IV. im Concile von Trient so auf, dass er, als es sich um

die Entscheidung einer höchst wichtigen dogmatischen Frage handelte, „nichts definiren wollte ausser dem, was unter dem einstimmigen Einverständnisse der Väter angenommen wurde.“ Und in der That entspricht diese Gepflogenheit vollkommen dem berühmten Ausspruche des Vincenz von Lerin: „was immer, was überall und was von Allen geglaubt worden ist“. Da die katholischen Dogmen aus der Uebereinstimmung der Kirchen entstehen, wie Bellarmin sagt, so folgt daraus, dass die Feststellung der Dogmen in den Concilien durch die moralische Einstimmigkeit der die Kirchen vertretenden Väter zu Stande kommt. (Diese Voraussetzung dürfte für das vaticanische Concil umsomehr hervorzuheben sein, weil zur Abgabe eines Votums viele Väter beigezogen sind, bezüglich deren es nicht sicher feststeht, ob ihnen nur nach dem Kirchenrecht oder auch nach göttlichem Recht ein entscheidendes Votum zustehe.) In Folge des bereits Gesagten ersuchen wir mit Bezug auf den Art. 14, dass die Stimmen der Väter zum mindesten bei Definirung von Glaubenssätzen, wie bei Canones, welche mit dem Anathem belegt sind, nicht über das ganze Schema, und gleichsam im Haufen (in globo), sondern getrennt über jede einzelne Definition, über jeden einzelnen Canon, mit den Worten „placet“ oder „non placet“ einzeln abgefordert und bekanntgegeben werden. || Auch sei es den Vätern gestattet, schriftlich abzustimmen, wie hiefür auch in dem apostolischen Briefe §. VII (Geschäftsordnung) vorgesorgt wurde. || (Was aber die Anzahl der zur Entscheidung in Glaubensfragen für nöthig gehaltenen Stimmen betrifft — das ist sicherlich die Hauptsache und die Achse des ganzen Concils — so ist dies von solcher Wichtigkeit, dass, wenn uns nicht zugestanden wird, warum wir achtungsvoll aber entschieden ersuchen, unser Gewissen sich von einem unerträglichen Gewichte erdrückt fühlen würde. Wir würden besorgen, dass der ökumenische Charakter des Concils in Zweifel gestellt, dass den Feinden ein Vorwand eingeräumt würde, den heiligen Stuhl und das Concil zu tadeln, und so würde gerade die Autorität dieses Concils bei den christlichen Völkern erschüttert werden, gleich als ob es der Wahrheit und Freiheit entbehrt hätte, was in unseren aufgeregten Zeiten ein so grosses Unheil wäre, dass kein grösseres gedacht werden könnte.) || In der Hoffnung, dass diese unsere gewichtigen Bemerkungen von Ew. Eminenzen in wohlwollender Weise aufgenommen und Deren Berücksichtigung erfahren werden, verbleiben wir Ew. Eminenzen etc.

Rom, 1. März 1870.

[Unterschrift von über hundert Prälaten aller Nationen.]

Die Anregung zu dieser von Dupanloup verfassten Verwahrung ging von den französischen Bischöfen aus. Die im oben mitgetheilten Texte eingeklammerten zwei Stellen sind Zusätze der deutsch-österreichischen Bischöfe. — Nach übereinstimmenden Angaben trug dieser Protest über 110 Unterschriften, darunter von 34 französischen und 33 deutschen Prälaten. Eine Berücksichtigung, ja selbst nur eine Beantwortung erfuhr diese Verwahrung der Minoritätsbischöfe ebensowenig wie alle vorhergegangenen und alle nach-

Nr. 4901 (166). Episcopat. 1. März 1870.

folgenden. Gleichen Misserfolg hatte die im Namen vieler Bischöfe an die Präsidenten gerichtete Eingabe Cardinal Rauscher's vom 13. März, welche die Abhaltung bischöflicher Conferenzen, zusammengesetzt aus gleich vielen Anhängern beider Parteien, vorschlug. (Friedrich, Docum. I. p. 226, II. p. 215.) Deren Aufgabe sollte sein, die Tradition über die Lehre von der päpstlichen Unfehlbarkeit mit der Glaubenscommission gewissenhaft zu prüfen, und das Ergebniss dieser Untersuchung der Versammlung zur Abstimmung vorzulegen; — denn die oft getadelte und doch nie durchgreifend verbesserte schlechte Akustik der Concilsaula machte eine gemeinsame Erörterung der Vorlagen kaum möglich. (S. Friedrich, Docum. I. p. 226, II. p. 215.)

In gleichem Sinne wie die Bischöfe der Minorität unterzog Stiftspropst Döllinger in der Augsburger Allgemeinen Zeitung vom 11. März die neue Geschäftsordnung einer eingehenden Kritik. Wir theilen dieselbe hier mit, sowohl wegen der Bedeutung, die solch entschiedenes Auftreten dieses Mannes in Deutschland hatte und haben musste, als auch wegen der geschichtlichen Belege, die sie für manchen Satz der bischöflichen Vorstellung (s. o.) bringt:

Döllinger über die neue Geschäftsordnung des Concils und ihre theologische Bedeutung.

Die neue Geschäftsordnung, welche dem Concil durch die fünf Cardinal-Legaten auferlegt worden, ist völlig verschieden von allem, was sonst auf Concilien gebräuchlich war, und zugleich maassgebend und entscheidend für den ferneren Verlauf dieser Versammlung und für die zahlreichen Decrete, welche durch sie zu Stande gebracht werden sollen. Sie verdient daher die sorgfältigste Beachtung. Zur geschichtlichen Orientirung mag nur in der Kürze erwähnt werden, dass für die allgemeinen Concilien der alten Kirche im ersten Jahrtausend eine bestimmte Geschäftsordnung nicht existirte. Nur für römische und spanische Provincial-Concilien gab es ein liturgisches Ceremoniell*). Alles wurde in voller Versammlung vorgetragen; jeder Bischof konnte Anträge stellen, welche er wollte, und die Präsidenten, die weltlichen sowohl, welche die Kaiser sandten, als die geistlichen, sorgten für Ordnung und leiteten die Verhandlungen in einfachster Weise. Die grossen Concilien zu Constanz und Basel machten sich eine eigene Ordnung, da die Theilung und Abstimmung nach Nationen eingeführt wurde. In Trient wurde diese Einrichtung wieder verlassen; aber die Legaten, welche präsidirten, vereinbarten die Geschäftsordnung mit den Bischöfen; der Cardinal de Monte liess darüber abstimmen, und alle genehmigten sie**). Von keiner Seite erfolgte ein Widerspruch. So ist denn die heutige römische Synode die erste in der Geschichte der Kirche, in welcher den versammelten Vätern, ohne jede Theilnahme von ihrer Seite, die Procedur vorgeschrieben worden ist. Das erste Regolamento erwies sich so hemmend und unpraktisch, dass wiederholte Gesuche um Abänderung und Gestattung freierer Bewegung von verschiedenen Fractionen des Episcopats an den Papst gerichtet wurden. Dies war vergeblich; aber nach dritthalb

*) Aufgenommen von Pseudo-Isidor und abgedruckt bei Mansi, Concil. Coll. I, 10.

**) Le Plat, Monumenta, III, 418: Dicunt Patres, utrum hic modus procedendi eis placeat. Worauf abgestimmt wurde.

Nr. 4901 (166). Episcopat. 1. März 1870.

Monaten fanden die fünf Legaten endlich selber, dass, wenn das Concil nicht ins Stocken gerathen solle, eine Aenderung und Ergänzung dringend nothwendig sei. Auf die Petitionen der Bischöfe ist indess in der neuen Einrichtung keine Rücksicht dabei genommen worden. Zwei Züge treten darin vor Allem hervor. Einmal ist alle Macht und aller Einfluss auf den Gang des Concils in die Hände der präsidirenden Legaten und der Deputationen gelegt, so dass das Concil selbst ihnen gegenüber machtlos und willenlos erscheint. Sodann sollen die gewichtigsten Fragen des Glaubens und der Lehre durch einfache Mehrheit der Kopfzahl, durch Aufstehen und Sitzenbleiben, entschieden werden. || Man hat bekanntlich in den zwei Jahren, welche der Eröffnung des Concils vorhergegangen, eine Menge von Abhandlungen mit dazu gehörigen Decreten und Canones ausarbeiten lassen; diese sollen nun von dem Concil angenommen und dann vom Papst, „approbante Concilio," als Gesetze, als Lehr- und Glaubensnormen für die ganze katholische Christenheit verkündigt werden. Es sind im Ganzen einundfünfzig solcher Schemata, von welchen bis jetzt erst fünf discutirt sind. || Das Verfahren, welches bei der Berathung und Abstimmung stattfinden soll, ist nun folgendes: || 1. Das Schema wird mehrere (zehn) Tage vor der Berathung den Vätern des Concils ausgetheilt, welche dann schriftliche Erinnerungen, Ausstellungen, Verbesserungsanträge machen können. || 2. In diesem Falle müssen sie sogleich eine neue Formel oder Fassung des betreffenden Artikels statt des von ihnen beanstandeten in Vorschlag bringen. || 3. Solche Anträge werden durch den Secretär der einschlägigen Deputation (es sind deren vier) übergeben, welche dann nach ihrem Ermessen davon Gebrauch macht, indem sie das Schema, wenn sie es für zweckmässig hält, reformirt, und dann in einem, aber nur summarisch gehaltenen Berichte dem Concil von den gestellten Anträgen eine Notiz giebt. || 4. Die Präsidenten können jedes Schema, entweder bloss im Ganzen oder auch in Abschnitte getheilt, der Berathung unterstellen. || 5. Bei der Berathung können die Präsidenten jeden Redner unterbrechen, wenn es ihnen scheint, dass er nicht bei der Sache bleibe. || 6. Die Bischöfe der Deputation können in jedem Moment das Wort ergreifen, um den Bischöfen, welche den Wortlaut des Schema's beanstanden, zu erwiedern. || 7. Zehn Väter reichen hin, um den Schluss der Discussion zu beantragen, worüber dann mit einfacher Mehrheit durch Aufstehen oder Sitzenbleiben entschieden wird. || 8. Bei der Abstimmung über die einzelnen Theile des Schema's wird zuerst über die vorgeschlagenen Veränderungen, dann über den von der Deputation vorgelegten Text durch Aufstehen oder Sitzenbleiben abgestimmt, so dass die einfache Mehrheit entscheidet. || 9. Hierauf wird über das ganze Schema mit Namensaufruf abgestimmt, wobei jeder der Väter mit „placet" oder „non placet" antwortet. Ob auch hier die blosse Mehrheit der Kopfzahl entscheiden solle, ist nicht angegeben. Es scheint aber nach der Analogie bejaht werden zu müssen; denn das ganze Schema ist ja doch nur wieder ein Stück oder Theil von einem grössern Ganzen, und es liegt durchaus kein Grund vor, mit dem grössern Stück anders zu verfahren als mit dem kleinern. Würde das Princip der schlechthinigen Mehrheit hier verlassen, so würden wohl gerade die wichtigern, tiefer einschneidenden, Schemata verloren gehen. || Man sieht nun wohl, dass einige parlamentarische Formen in diese Geschäftsordnung herübergenommen sind. Aber, wenn in politischen Versammlungen gewisse den hier gegebenen ähnliche Einrichtungen bestehen, so sollen sie gewöhnlich zum Schutze der Minder-

Nr. 4901 (166). Episcopat. 1. März 1870.

heit gegen Majorisirung dienen, während sie hier umgekehrt zu dem Zwecke gegeben zu sein scheinen, die Mehrheit noch mächtiger und unwiderstehlich zu machen, wie sich dies besonders in dem ihr eingeräumten Rechte zeigt, die Discussion, sobald es ihr gefällt, abzuschneiden und also der Minderheit das Wort zu entziehen; dies wird um so peinlicher wirken, als bekanntlich auch die Möglichkeit, sich in gedruckten Gutachten oder Aufklärungen den übrigen Mitgliedern des Concils mitzutheilen, weder für einzelne noch für ganze Gruppen von Bischöfen gegeben ist. || In politischen Versammlungen können Beschlüsse gefasst, selbst Gesetze gegeben werden durch einfache Mehrheit, da keines der folgenden Parlamente oder Kammern durch die Beschlüsse der früheren gebunden ist. Jede kann zu jeder Zeit eine Satzung ihrer Vorgängerinnen ändern oder abrogiren. Aber die dogmatischen Beschlüsse und Gesetze eines Concils sollen, wenn es wirklich ein ökumenisches ist, für alle Zeiten unantastbar und unwiderruflich gelten. || Voraussichtlich wird bei den nun folgenden Abstimmungen die Mehrheit dieses Concils nicht etwa eine flüssige, auf- und abwogende sein, sie wird nicht wechseln mit den zu fassenden Beschlüssen, sondern sie wird sich, mit geringen Schwankungen der Zahl, in ihrer Zusammensetzung wesentlich gleichbleiben. Denn es ist bekannt, dass die Theilung der Bischöfe in eine Mehrheit und eine Minderheit sich gleich von Anfang an schon bei der Wahl der Deputationen, und ehe noch eine einzige Abstimmung stattgefunden, scharf und entschieden herausgestellt hat. So musste es kommen, weil in der Frage von der päpstlichen Unfehlbarkeit sich alsbald ein durchgreifender und principieller Gegensatz ergab, und man sofort erkannte, dass diese Frage die Hauptangelegenheit der Versammlung bilde, und alle andern von ihr beherrscht würden. Es steht zu erwarten, dass die Anhänger der Unfehlbarkeitstheorie die Vorlagen, sowie sie aus den Händen der Deputationen hervorgehen, auch unbedenklich votiren werden; denn für sie ist ganz folgerichtig alles maassgebend, was vom römischen Stuhle ausgeht, und dafür ist ausreichend gesorgt, dass in den Deputationen, welchen jetzt über alle auf die Verbesserung der Schemata bezüglichen Anträge die umfassendste und inappellable Gewalt übertragen ist, nur eine Ansicht sich geltend machen kann. Ein Blick auf das Personal der wichtigsten Deputation, de fide, genügt. Vor Allem findet sich da der Römer Cardoni, der schon in der Vorbereitungs-Commission das Dogma der päpstlichen Unfehlbarkeit in einer eigenen Denkschrift empfohlen und in seiner Commission hat annehmen lassen. Neben ihm der Jesuit Steins, sodann die beredten Namen Dechamps von Mecheln, Spalding von Baltimore, Pie von Poitiers, Ledochowski, Hassun der Armenier, de Preux von Sitten, von Deutschen Martin, Senestrey, Gasser von Brixen, zwei Spanier, drei Südamerikaner, drei Italiener, ein Irländer, endlich Simor, Regnier und Sharpman. || Seit 1800 Jahren hat es in der Kirche als Grundsatz gegolten, dass Decrete über den Glauben und die Lehre nur mit einer wenigstens moralischen Stimmeneinhelligkeit votirt werden sollten. Dieser Grundsatz steht mit dem ganzen System der katholischen Kirche im engsten Zusammenhange. Es ist kein Beispiel eines Dogma bekannt, welches durch eine einfache Stimmenmehrheit unter dem Widerspruche einer Minderheit beschlossen und darauf hin eingeführt worden wäre. || Um dies klar zu machen, muss ich mir Raum für eine kurze theologische, aber hoffentlich allgemein verständliche, Erörterung erbitten. || Die Kirche hat ein ihr von Anfang an übergebenes Depositum geoffenbarter Lehre zu bewahren und zu ver-

walten*). Sie empfängt keine neuen Offenbarungen, und sie macht keine neuen Glaubensartikel. Und wie mit der Kirche selbst, so ist es auch mit dem allgemeinen Concil**). Das Concil ist die Repräsentation, die Zusammenfassung der ganzen Kirche; die Bischöfe auf demselben sind die Gesandten und Geschäftsträger aller Kirchen der katholischen Welt: sie haben im Namen der Gesammtheit zu erklären, was diese Gesammtheit der Gläubigen über eine religiöse Frage denkt und glaubt, was sie als Ueberlieferung empfangen hat. Sie sind also als Procuratoren anzusehen, welche die ihnen gegebene Vollmacht durchaus nicht überschreiten dürfen***). Thäten sie es, so würde die Kirche, deren Vertreter sie sind, die von ihnen aufgestellte Lehre und Definition nicht bestätigen, vielmehr als etwas ihrem gläubigen Bewusstsein Fremdes zurückweisen. Die Bischöfe auf dem Concil sind also vor Allem Zeugen; sie sagen aus und constatiren, was sie und ihre Gemeinden als Glaubenslehre empfangen und bisher bekannt haben; sie sind aber auch Richter, nur dass ihre richterliche Gewalt über den Glauben nicht über den Bereich ihres Zeugenthums hinausgehen darf, vielmehr durch dieses fortwährend bedingt und umschrieben ist. Als Richter haben sie das Gesetz (die Glaubenslehre) nicht erst zu machen, sondern nur zu interpretiren und anzuwenden. Sie stehen unter dem öffentlichen Rechte der Kirche, an welchem sie nichts zu ändern vermögen. Sie

---

*) Die Theologie hat sich in der Entwicklung dieser Fragen angeschlossen an die allgemein als classisch und völlig correct angenommene Schrift des Vincentius von Lerin, das Commonitorium, das schon um das Jahr 434 erschien. Auf diese beziehe ich mich daher in dem Folgenden.

**) So sagt der Bischof Fisher von Rochester, der für den Primat des Papstes sein Leben opferte, in seiner Streitschrift gegen Luther (Opera ed. Wirceburg. 1597, p. 592) mit Berufung auf den gleichen Ausspruch des Duns Scotus: In eorum (des Concils mit dem Papste) arbitrio non est situm, ut quicquam tale vel non tale faciant, sed spiritu potius veritatis edocti, id quod revera pridem de substantia fidei fuerat jam declarant esse de substantia fidei. Und der Minorit Davenport, Systema fidei, p. 140: secundum receptam, tam veterum, quam modernorum doctorum sententiam ecclesia non potest agere ultra revelationes antiquas, nihil potest hodie declarari de fide, quod non habet talem identitatem cum prius revelatis. — — — Unde semper docet Scotus: Quod illae conclusiones solum possunt infallibiliter declarari et determinari per ecclesiam, quae sunt necessario inclusae in articulis creditis. Si igitur per accidens conjunguntur, vel si solum probabiliter sequuntur ex articulis, fidem non attingent per quascumque determinationes, quia Concilia non possunt identificare, quae sunt ex objecto diversa, nec necessario inferre ea, quae solum apparenter, seu probabiliter sunt inclusa in articulis creditis.

***) Concilium non est ipsamet ecclesia, sed ipsam tantum repraesentat; — — id est episcopi illi qui concilio adsunt, legati mittuntur ab omnibus omnium gentium catholicarum ecclesiis, qui, ex nomine totius universitatis, declarent, quid ipsa universitas sentiat et quid traditum acceperit. Itaque ejusmodi legati omnium ecclesiarum sunt veluti procuratores, quibus nefas esset procurationem sibi creditam tantillum excedere. Unde constat, quod si quingenti episcopi, ut videre est in exemplis Ariminensis et Constantinopolitanae contra imagines coactae synodi, suam de fide communi declaranda procurationem tantillum excederent, universa ecclesia, cujus sunt tantummodo procuratores et simplex repraesentatio, definitionem factam ab illis ratam non haberet, imo repudiaret. Oeuvres de Fénélon, Versailles 1820, II, 361.

Nr. 4901 (166). Episcopat. 1. März 1870.

üben ihr Richteramt, erstens: indem sie die von ihnen abgelegten Zeugnisse unter einander prüfen und vergleichen und deren Tragweite erwägen; zweitens, indem sie nach gewissenhafter Prüfung: ob an einer Lehre die drei unentbehrlichen Bedingungen der Universalität, der Perpetuität und des Consensus (ubique, semper, ab omnibus) zutreffen; ob also die Lehre als die allgemeine Lehre der ganzen Kirche, als wirklicher Bestandtheil des göttlichen Depositums, allen gezeigt und ihr Bekenntniss jedem Christen auferlegt werden könne*). Ihre Prüfung hat sich demnach sowohl über die Vergangenheit als die Gegenwart zu erstrecken. So ist von dem Amte der Bischöfe auf Concilien jede Willkür, jedes bloss subjective Gutdünken ausgeschlossen. Es würde da frevelhaft und verderblich sein; denn, da die Kirche keine neuen Offenbarungen empfängt, keine neuen Glaubensartikel macht, so kann und darf auch ein Concil die Substanz des Glaubens nicht ändern, nichts davon wegnehmen und nichts hinzufügen. Ein Concilium macht also dogmatische Decrete nur über Dinge, welche schon in der Kirche, als durch Schrift und Tradition bezeugt, allgemein geglaubt wurden**), oder welche als evidente und klare Folgerungen in den bereits geglaubten und gelehrten Grundsätzen enthalten sind. Wenn aber eine Meinung Jahrhunderte lang stets auf Widerspruch gestossen und mit allen theologischen Waffen bestritten worden, also stets mindestens unsicher gewesen ist, so kann sie nie, auch durch ein Concilium nicht, zur Gewissheit, das heisst zur Dignität einer göttlich geoffenbarten Lehre erhoben werden. Daher der gewöhnliche Ruf der Väter auf den Concilien nach der Annahme und Verständigung eines dogmatischen Decrets: haec fides Patrum. ||

---

*) So der Jesuit Bagot in seiner Institutio Theologica de vera religione. Paris. 1645, p. 395: Universitas sine duabus aliis, nimirum antiquitate et consensione stare non potest. Quod autem triplici illa probatione confirmatur, est haud dubie ecclesiasticum et catholicum. Quod si universitatis nota deficit et nova aliqua quaestio exoritur, novaque contagio ecclesiam commaculare incipit, tunc hac universitate praesentium ecclesiarum deficiente recurrendum est ad antiquitatem. Notat enim Vincentius, posse aliquam haereseos contagionem occupare multas ecclesias, sicut constat de Ariana; adeo ut aliquando plures ecclesiae et episcopi diversarum nationum Ariani quam Catholici reperirentur. Et quantumvis doctrina aliqua latissime pateat, si tamen novam esse constat, haud dubie erronea est, nec enim est apostolica, nec per successionem et traditionem ad nos usque pervenit. Deinde, ut notat idem Vincentius, antiquitas non potest jam seduci. Verum enimvero quia et ipse error antiquus esse potest: idcirco cum consulitur vetustas, in ea quaerenda est consensio.

**) So Vincentius: Hoc semper *nec quidquam aliud* Conciliorum decretis catholica perfecit ecclesia, nisi ut quod a majoribus sola traditione susceperat, hoc deinde posteris per scripturae chirographum consignaret. Commonit. cap. 32. Der Tridentinische Theolog Vega, ap. Davenport p. 9: Concilia generalia hoc tantum habent, ut veritates jam alias, vel in seipsis, vel in suis principiis a Deo, ecclesiae vel SS. Patribus revelatas vel per scripturas vel traditionem prophetarum et apostolorum tum declarent, tum confirment et sua autoritate claras et apertas et absque ulla ambiguitate ab omnibus Catholicis tenendas tradant. Addit: et ad hoc dico: praesentia Spiritus sancti illustrantur, primo ut infallibiles declarent veritates ecclesiae revelatas, et secundo, ut ad terminando dubia in ecclesia suborta, extirpandosque errores et abusus infallibiliter etiam ex revelatis colligant populo Christiano credenda et usurpanda in fide et moribus.

Soll also z. B. an die Stelle der früher geglaubten und gelehrten Irrthumsfreiheit der ganzen Kirche die Unfehlbarkeit eines Einzigen gesetzt werden, so ist das keine Entwickelung, keine Explication des vorher implicite Geglaubten, keine mit logischer Folgerichtigkeit sich ergebende Consequenz, sondern einfach das gerade Gegentheil der früheren Lehre, die damit auf den Kopf gestellt würde. Gerade wie es im politischen Leben keine Fortbildung oder Entwickelung, sondern einfach ein Umsturz, eine Revolution wäre, wenn ein bisher freies Gemeinwesen plötzlich unter das Joch eines absolut herrschenden Monarchen gebracht würde. Die Zeit, in welcher ein ökumenisches Concil über den Glauben der Christen beräth, ist also stets eine Zeit der lebhaftesten Erweckung des religiösen Bewusstseins, eine Zeit der abzulegenden Zeugnisse und der offenen Erklärungen für alle treuen Söhne der Kirche, Geistliche wie Laien, gewesen. Man glaubte, wie die Geschichte der Kirche beweist, allgemein, dass man gerade durch solche Kundgebungen dem Concil seine Aufgabe erleichtere und nicht die Väter dadurch störe oder hemme. Zeugniss ablegen, Wünsche aussprechen, auf die Bedürfnisse der Kirche hinweisen, kann und darf jeder, auch der Laie*). || Ganz besonders, wenn es sich um die Einführung eines neuen Dogma's handelt, welches etwa, von einer Seite her gefordert, dem Bewusstsein der Gläubigen fremd ist und ihnen als eine Neuerung erscheint, dann ist der sich erhebende Protest der Laien ein ebenso gerechter als nothwendiger, und unvermeidliches Zeugniss der Anhänglichkeit an den ihnen überlieferten Glauben, und sie erfüllen damit eine Pflicht gegen die Kirche. Auf dem Concil selbst aber beweist der Widerspruch, den eine Anzahl der Bischöfe gegen eine als Dogma zu verkündende Meinung erhebt, dass in den von ihnen repräsentirten Theilkirchen diese Meinung nicht für wahr, nicht für göttlich geoffenbart gehalten worden ist und auch jetzt nicht dafür gehalten wird. Damit ist aber schon entschieden, dass dieser Lehre oder Meinung die drei wesentlichen Erfordernisse der Universalität, der Perpetuität und des Consensus abgehen, dass sie also auch nicht der ganzen Kirche als göttliche Offenbarung aufgedrungen werden darf. Darum hat man es in der Kirche stets für nothwendig erachtet, dass, sobald eine nur einigermaassen beträchtliche Anzahl von Bischöfen einem von der Mehrheit etwa vorgeschlagenen oder beabsichtigten Decret widersprach, dieses Decret beiseite gelegt ward, die Definition unterblieb. Die wahrhafte Katholicität einer Lehre soll evident und unzweifelhaft sein; sie ist es aber nicht, sobald das Zeugniss, wenn auch einer Minderzahl, den Beweis liefert, dass ganze Abtheilungen der Kirche diese Lehre nicht glauben und nicht bekennen. Darum war bei jedem Concil die Hauptfrage: „Sind die Glaubensdecrete von allen Mitgliedern genehmigt worden?" Sogleich auf dem ersten

*) So sagt der Cardinal Reginald Pole, einer der Präsidenten des Tridentinischen Concils, in seinem Buche De Concilio, 1562, fol. 11: Patet quidem locus omnibus et singulis exponendi, si quid vel sibi vel ecclesiae opus esse censeant, sed decernendi non omnibus patet, verum iis tantum, quibus rectionem animarum ipse unicus pastor et rector dedit. — Papst Nikolaus I. bemerkt, dass die Kaiser an den Concilien theilgenommen haben, wenn vom Glauben gehandelt worden sei. Ubinam legistis, imperatores antecessores vestros synodalibus conventibus interfuisse? nisi forsitan in quibus de fide tractatum est, quae universitatis est, quae omnium communis est, quae non solum ad clericos, verum etiam ad Laicos et ad omnes omnino pertinet Christianos. Diese Stelle fand auch in Gratian's Decret Aufnahme.

Nr. 4901 (166). Episcopat. 1. März 1870.

allgemeinen Concil zu Nicäa, wo unter 318 Bischöfen zuletzt nur zwei sich der Unterschrift weigerten. Zu Chalcedon zögerte man so lange mit den Entscheidungen, liess sich immer wieder auf neue Erörterungen ein, bis endlich alle Bedenken, welche besonders die illyrischen und die palästinensischen Bischöfe gegen das Schreiben Leo's anfänglich hegten, gehoben waren. Noch ehe Kaiser Marcian die Synode entliess, drang er auf eine Erklärung: ob wirklich alle Bischöfe (es waren über 600) der Glaubensdefinition zustimmten, was denn auch alle bereitwilligst bejahten, und worauf Papst Leo selbst Gott dankte, dass sein Schreiben „nach allen Zweifeln und Bedenken doch endlich durch die unwiderlegliche Zustimmung des gesammten Episcopats" bestätigt worden sei. So versicherten auch auf dem sechsten allgemeinen Concil die Bischöfe auf die Frage des Kaisers: dass die dogmatische Entscheidung unter Zustimmung Aller aufgestellt worden sei. Dasselbe geschah auf dem siebenten im Jahre 787. Und wiederum meldete Karl der Grosse von dem Concil zu Frankfurt 794 den spanischen Bischöfen: alles sei geschehen, quatenus Sancta omnium unanimitas decerneret etc. | In Trient gab Papst Pius IV. den Legaten die Weisung: nichts entscheiden zu lassen, was nicht allen Vätern genehm sei. Einer der dort befindlichen Theologen, Payva de Andrada, berichtet: mehrmals habe man ein Decret Wochen, Monate lang unentschieden gelassen, weil einige wenige Bischöfe widerstrebten oder Bedenken äusserten; erst dann, wenn endlich nach langen und sorgfältigen Berathungen Einstimmigkeit der Väter erzielt worden, habe man das Decret publicirt. Payva führt einige Beispiele davon an*). Und Bossuet bemerkt über die Vorschrift Pius' IV.: dies sei eine treffliche Regel, um das Wahre vom Zweifelhaften zu scheiden. Alle Theologen machen es zur Bedingung der Oekumenicität eines Concils, dass völlige Freiheit auf demselben herrsche: Freiheit des Redens, Freiheit des Stimmens. Niemand, sagt Tournely, darf zurückgewiesen werden, der gehört werden will. Nicht bloss physischer Zwang würde die Beschlüsse eines Concils kraftlos und werthlos machen. Die Freiheit, diese Lebensluft eines wahren Concils, wird auch durch die gar mannigfaltigen Formen, in denen moralischer Zwang eintritt, oder der Mensch sich willig knechten lässt (z. B. durch die verschiedenen Arten der Simonie), zerstört, und die Legitimität des Concils dadurch aufgehoben. Tournely nennt als die auf Synoden wirksamen und die conciliarische Freiheit aufhebenden Leidenschaften Furcht, Stellengier, Geldgeiz und Habsucht**). Als der grosse Abfall zu Seleucia und Rimini gleichzeitig stattfand, als an sechshundert Bischöfe das gemeinsame Bekenntniss verleugneten und preisgaben, da war es „Geistesschwäche und Scheu vor einer mühseligen Reise" (partim imbecillitate partim taedio peregrinationis evicti, *Sulp. Sever.* 2, 43), was sie überwand. || Die blosse Thatsache einer, wenn auch noch so zahlreichen, bischöflichen Versammlung ist also noch lange kein Beweis der wirklichen

*) Defensio fidei Tridentinae, f. 17: Cum quindecim fere aut viginti dubitare se aiebant, ne vero quicquam praeter Conciliorum vestustum morem concluderetur, horum paucorum dubitatio plurimorum impetum retardavit, atque effecit, ut res in aliam sessionem dilata omnium fere calculis tandem definiretur. Man vergl. dort das Weitere. Man sieht, dass zu Trient die Ueberzeugung herrschte, es müsse alles in der Weise der alten Concilien behandelt und entschieden, wenigstens die wesentliche Form derselben beibehalten werden.

**) De ecclesia, I, 384.

Oekumenicität eines Concils; oder, wie die Theologen, z. B. Tournely, sich ausdrücken, es kann wohl ökumenisch der Berufung nach sein, ob es dies aber auch dem Verlauf und Ausgang nach sei, darüber kann das Concil selbst nicht entscheiden, kann nicht selber sich Zeugniss geben; da muss erst die doch auch noch über jedem Concil stehende Autorität, oder das Zeugniss der ganzen Kirche als entscheidend und bestätigend hinzutreten. Die Concilien als solche haben keine Verheissung — auch in den gewöhnlich angeführten Worten des Herrn von den „zwei oder drei" kommt eben alles auf das „in seinem Namen Versammeltsein" an, und dies enthält, wie alle Theologen annehmen, mehrere Bedingungen, die z. B. Tournely anführt*). Aber die Kirche hat die Verheissungen, und sie muss erst sich überzeugen, oder die Gewissheit besitzen, dass physischer oder moralischer Zwang, Furcht, Leidenschaften, Verführungskünste — Dinge, wie sie zu Rimini und noch gar oft gewirkt haben — nicht auf dem Concil übermächtig geworden sind, dass also die wahre Freiheit dort geherrscht habe. In diesem Sinne sagt Bossuet von einem ökumenischen Concil: der Bischöfe auf demselben müssten so viele und aus so verschiedenen Ländern und die Zustimmung der übrigen so evident sein, dass man klar sehe, es sei nichts anderes da geschehen, als dass die Ansicht der ganzen Welt zusammengetragen worden**). Sollte sich also zeigen, dass auf dem Concil keineswegs „die Ansicht der ganzen katholischen Welt zusammengetragen" worden, dass vielmehr Mehrheitsbeschlüsse gefasst worden seien, welche mit dem Glauben eines beträchtlichen Theils der Kirche in Widerspruch stehen, dann würden gewiss in der katholischen Welt die Fragen aufgeworfen werden: Haben

*) Quaeres: quibus conditionibus promisit Christus se conciliis adfuturum? Resp. Ista generali: Si in nomine suo congregata fuerint, hoc est servata suffragiorum libertate; invocato coelesti auxilio; adhibita humana industria et diligentia in conquirenda veritate. — — Deus scilicet, qui omnia suaviter disponit ac moderatur, via supernaturali aperta et manifesta non adest conciliis, sed occulta Spiritus subministratione. (Deus) permittit, episcopos omnibus humanae infirmitatis periculis subjacere et aliquando succumbere: neque enim unquam promisit, se a conciliis ejusmodi pericula certo semper propulsaturum; sed hoc unum, se iis semper adfuturum, qui in suo nomine congregarentur. Congregari autem in suo nomine censentur, quoties eas observant leges et conditiones, quas voluit observari. Tournely, praelectiones theologicae de Deo et divinis attributis, I, 165. Tournely führt denselben Gedanken in seinen praelectiones theologicae de ecclesia Christi, I, 384 noch weiter aus: (Deus) episcopos permittit omnibus humanae infirmitatis periculis obnoxios esse, metus scilicet, ambitionis, avaritiae, cupiditatis etc.

** Et que les autres consentent si évidemment à leur assemblée, qu'il sera clair qu'on n'y ait fait qu'apporter le sentiment de toute la terre. (Histoire de variations, l. 15, n. 1000.) Und darum fordert der Papst Gelasius in einer bene gesta synodus nicht nur, dass sie nach Schrift und Tradition und nach den kirchlichen Regeln ihre Entscheidungen gefasst habe, sondern auch, dass sie von der ganzen Kirche angenommen sei: quam cuncta recepit ecclesia (Epist. 13 bei Labbé Concil. IV, 1200 und 1203). Und Nicole bemerkt gegen die Calvinisten: Ils ont une marque évidente que le Concile qui se dit Universel doit être reçu pour tel, dans l'acceptation qu'en fait l'Eglise (Prétendus Réformés convaincus de schisme. 2, 7. p. 289.) Die Kirche giebt den Concilien Zeugniss (nicht erst Autorität), sowie sie durch ihren biblischen Canon den einzelnen Büchern der Bibel Zeugniss giebt, während natürlich die innere Autorität derselben nicht von der Kirche ausfliesst. Sie ist auch da testis, non autor fidei.

Nr. 4901 (166). Episcopat. 1. März 1870.

unsere Bischöfe richtig Zeugniss gegeben von dem Glauben ihrer Diöcesen? und wenn nicht, sind sie wahrhaft frei gewesen? Oder wie kommt es, dass ihr Zeugnisss nicht beachtet worden ist? dass sie majorisirt worden sind? Von den Antworten, die auf diese Fragen ertheilt werden, werden dann die ferneren Ereignisse in der Kirchê bedingt sein. Und darum ist auch in der ganzen Kirche die vollste Publicität stets als zu einem Concil gehörig gewährt worden; denn es liegt der gesammten christlichen Welt höchlich daran, nicht nur zu wissen, dass etwas dort beschlossen wird, sondern auch zu wissen, wie es beschlossen wird. An diesem Wie hängt zuletzt alles, wie die denkwürdigen Jahre 359, 449, 754 u. s. w. beweisen. Auf das Concil von Trient hätte man sich bezüglich des zwangsweise auferlegten Schweigens nicht berufen sollen; denn erstens wurde dort bloss eine Mahnung gegeben, und zweitens betraf die Erinnerung nur die Bekanntmachung von Entwürfen, welche, was heutzutage bei dem Stande der Presse nicht mehr möglich wäre, damals in der Ferne mit wirklichen Decreten verwechselt wurden.

Den 9. März 1870.

Nr. 4902. (167.)

OESTERREICH. Depesche des Ministers des Auswärtigen (Graf Beust) an den K. u. K. Botschafter (Graf Trauttmansdorff) in Rom. — Befriedigung über das Vorgehen Frankreichs in Betreff der Concilsverhandlungen.

Vienne, le 2. mars 1870.

Nr. 4902 (167). Oesterreich. 2. März 1870.

J'ai pris connaissance avec beaucoup d'intérêt du texte de la dépêche adressée le 20 février dernier par M. le Comte Daru au Marquis de Banneville. Veuillez exprimer à M. le Ministre des affaires étrangères mes vifs remercîmens de ce qu'il Vous a mis à même de me donner confidentiellement connaissance de cette pièce importante || Nous ne pouvons que nous féliciter de voir le Gouvernement français entreprendre de son côté une démarche de nature à éclairer la Cour de Rome sur les graves conséquences qu'entraîneraient certaines décisions du Concile. En nous rendant compte de l'accueil qu'a rencontré auprès du Cardinal Antonelli la communication de notre dépêche du 10 février, le Comte de Trauttmansdorff observait lui-même, qu'il serait utile que notre démarche ne restât point isolée, afin de produire l'effet désiré. Le Cardinal Secrétaire d'Etat ne s'était pas montré disposé à répondre d'une manière précise; il avait surtout fait ressortir que les considérations politiques étaient étrangères aux délibérations des Prélats réunis à Rome qui n'écoutaient que la voix de leur conscience et celle de leurs convictions religieuses pour former leurs décisions. | Malgré ce langage du Cardinal Antonelli, notre ambassadeur croyait que notre attitude ne manquerait pas d'exercer une influence indirecte sur la marche des événements. Il s'attendait surtout à un effet satisfaisant, si le Gouvernement français élevait à son tour la voix dans un sens analogue; car le Saint-Siége attache naturellement un grand prix à ne voir se troubler en rien la bonne harmonie qui existe en France dans les

relations de l'Eglise avec l'Etat. | Nous devons donc considérer la dépêche de M. le Comte Daru comme arrivant d'une manière très-opportune pour soutenir nos propres efforts et nous sommes heureux de voir notre entente avec le Gouvernement français se manifester de nouveau sur un point aussi important. || Recevez, etc. Beust.

Nr. 4902. (167). Oesterreich. 2. März 1870.

Nr. 4903. (168.)

RÖMISCHE CURIE. Zusatzkapitel zu dem Decrete über den Primat des römischen Papstes. — Der Papst kann in der Definirung von Sachen des Glaubens und der Moral nicht irren.

Lat. Orig. Friedberg, Sammlung l. c. Urk. XXXIV.

Nr. 4903. (168). Röm. Curie. 6. März 1870.

Die heilige römische Kirche besitzt den höchsten und vollen Primat und Principat über die gesammte katholische Kirche, welche sie von dem Herrn selbst in dem heiligen Petrus, dem Apostelfürsten, dessen Nachfolger der römische Papst ist, mit der Fülle der Macht empfangen zu haben wahrhaftig und demüthig erkennt. Und wie sie vor den Uebrigen gehalten ist, die Glaubenswahrheit zu vertheidigen, so müssen auch, wenn etwa Fragen in Bezug auf den Glauben entstehen möchten, dieselben durch ihr Urtheil definirt werden[1]), zumal der Ausspruch unseres Herrn Jesu Christi nicht zu übergehen ist, der sagt: „Du bist Petrus und auf diesen Felsen will ich meine Kirche bauen". Was hier gesagt ist, wird durch die thatsächlichen Folgen bewiesen, indem beim apostolischen Stuhl die katholische Religion immer unbefleckt bewahrt und die heilige Lehre hochgehalten worden ist[2]). Daher lehren wir mit Zustimmung des heiligen Concils und definiren es als ein Dogma des Glaubens, dass kraft des göttlichen Beistandes der römische Papst, von dem in der Person des heiligen Petrus gleichfalls von unserem Herrn Jesu Christo gesagt ist: „Ich habe für dich gebetet, dass dein Glaube nicht wanke", wenn er in Uebung des Amtes als höchster Lehrer aller Christen mit seiner Autorität definirt, was in Sachen des Glaubens und der Moral von der ganzen Kirche zu halten sei, nicht irren könne, und dass diese Prärogative der Irrthumlosigkeit oder Unfehlbarkeit des Papstes sich auf denselben Bereich erstrecke auf welchen die Uefehlbarkeit der Kirche sich ausdehnt (quid in rebus fidei et morum ab universa ecclesia tenendum sit, errare non possit; et hanc Romani Pontificis inerrantiae seu infallibilitatis praerogativam ad idem objectum porrigi, ad quod infallibilitas ecclesiae extenditur). Wenn aber Jemand, was Gott abwenden möge, dieser unserer Definition zu widersprechen sich anmaassen sollte, so wisse er, dass er von der Wahrheit des katholischen Glaubens und der Einheit der Kirche abgefallen sei.

[1]) Aus dem von den Griechen am II. Lyoner Concil abgelegten Glaubensbekenntniss.

[2]) Aus der von den Vätern am VIII. ökum. Concil unterschriebenen Formel des heil. Papstes Hormisdas.

Aufforderung (Monitum), bei Vertheilung des Zusatzkapitels den Vätern übergeben.

Nr. 4903 (168). Röm. Curie. 6. März 1870.

Da die meisten Bischöfe unseren heiligsten Herrn gebeten haben, einen Satz über die Unfehlbarkeit des Römischen Pontifex dem Concil vorzulegen und unser heiligster Herr auf den Beirath der besondern Congregation, welche für die Entgegennahme und Prüfung der Anträge der Väter niedergesetzt ist, dem erwähnten Gesuche zu willfahren geruht hat, so wird an die hochwürdigsten Väter des Concils die Formel eines neuen über diesen Gegenstand handelnden Capitels zur Prüfung vertheilt, welche Formel in das Schema der dogmatischen Verordnung „Ueber die Kirche Christi" nach dem 11. Capitel einzuschalten ist. Zugleich aber werden diejenigen hochwürdigsten Väter, welche über dieses elfte Capitel wie über die erwähnte Formel und ebenso über die Canones 14, 15, 16 etwas zu bemerken haben, aufgefordert, ihre Bemerkungen dem Secretär des Concils innerhalb 10 Tagen, vom 8. bis zum 17. März einschlüssig, gemäss dem Decret vom 20. v. Mts. schriftlich einzureichen.

Aus dem Secretariate des vaticanichen Concils am 6. März 1870.

Josef,
Bischof v. St. Pölten, Secr. des vat. Conc.

Der für die schriftliche Begutachtung des Unfehlbarkeitsentwurfes so überaus kurz bemessene Termin wurde dann, auf vielfach dringende Vorstellungen, um einige Tage (bis 25. März) verlängert; doch erfolgte die Mittheilung der Gutachten an die Väter erst in den letzten Tagen des April. Im Ganzen kamen über das Zusatzkapitel 139 Gutachten ein. Die Zusammenstellung derselben, durch die dogmatische Commission und die dieser von der Curie beigegebenen Theologen besorgt, führt den Titel: Synopsis analytica observationum quae a patribus in caput addendum decreto de Romano Pontifice factae fuerunt. (S. Friedrich, Documenta p. l. c. II. 212—289.) Manche der abgegebenen Gutachten wurden übrigens in dieser Synopsis Observationum nur gekürzt und unvollständig wiedergegeben, und bei allen fehlt, was gerade hier so wichtig gewesen wäre, die Angabe der Autorschaft. Trotzdem wird dieses Actenstück stets zu den merkwürdigsten Erscheinungen der Kirchengeschichte gehören, weil in ihm Alles enthalten ist, was für und gegen die päpstliche Unfehlbarkeit vorgebracht werden konnte, und weil es stets Zeugniss ablegen wird von der Entschiedenheit und dem Freimuthe, mit dem viele Bischöfe ihren Bedenken gegen jene Lehre Ausdruck gaben. — Diese Observationes, wie die früher angeführten Observationes de primatu, erfuhren in der durch die genannte Commission ausgearbeiteten „Relatio de Observationibus Rom. Conc. Patrum in schema de Rom. Pontificis primatu" eine sehr summarische und kategorisch abgefasste Beantwortung. (S. dieselbe Friedrich, Docum. l. c. II. p. 294—313, und in deutscher Uebersetzung in: Bericht über die Bemerkungen etc. München, 1870. Oldenburg.)

Nr. 4904. (169.)

OESTERREICH. Depesche des K. u. K. Botschafters (Fürst Metternich) in Paris an den Minister des Auswärtigen (Graf Beust). — Die französische Regierung verlangt, dass vor dem Eintreffen des Specialbevollmächtigten keine Concilsbeschlüsse gefasst werden —; wünscht übereinstimmendes Vorgehen bezüglich des Concils.

Paris, le 10. mars 1870.

Nr. 4904 (169). Oesterreich. 10. März 1870.

(Extrait.) — Les événements semblent vouloir se précipiter à Rome. Le Comte Daru a été très effrayé de l'annonce de la discussion du Schema de l'Infaillibilité pour le 17. ‖ Le Ministre a immédiatement télégraphié à Rome pour demander qu'aucune décision ne soit prise dans le concile avant l'arrivée du Représentant de France. Il n'attend que la réponse à sa dépêche pour le faire partir. Le Cardinal Antonelli a soumis la dépêche en question au Saint Père et Sa Sainteté a réuni les Légats du Concile (les Présidents) afin d'avoir leur avis motivé. ‖ Le Comte Daru a demandé que les décisions soient immédiatement prises et la réponse envoyée. ‖ Il m'a demandé si Votre Excellence ne ferait pas représenter l'Autriche-Hongrie au Concile, ou si tout au moins Elle n'appuyerait pas sa démarche à Rome. ‖ Je lui ai répondu que pour ce qui concerne le premier point, Vous ne m'aviez pas fait connaître Votre résolution, mais que sur le second point on ne pouvait avoir de doutes à Rome, — les deux démarches, quoique différentes sur les conclusions, étant presqu'identiques sur le fond de la question. ‖ Le Ministre avoue que les arguments employés de part et d'autre se ressemblaient beaucoup, — que nous avions même la priorité des protestations, mais que cependant une adhésion des puissances catholiques à sa démarche en première et des puissances protestantes en seconde ligne produirait un effet nouveau et peut-être des plus salutaires. ‖ Je Vous soumets ces considérations selon le désir que le Comte Daru m'en a exprimé. Metternich.

Die im Eingang dieser Depesche mitgetheilte Forderung Frankreichs unterstützte Graf Beust in einem an Graf Trauttmansdorff gerichteten Telegramm vom 13. März: Le Comte Daru nous ayant demandé d'appuyer sa dépêche du 20. février, je vous charge de vous employer pour amener la Cour de Rome à prendre en considération la demande française et à s'abstenir de toute décision précipitée, surtout tant qu'on n'a pas laissé au Gouvernement français le temps de faire entendre ses objections.

Nr. 4905. (170.)

RÖMISCHE CURIE. Breve Papst Pius' IX. an den Abt Prosper Guéranger. — Brandmarkt die Bekämpfer der Infallibilitätslehre und belobt deren Vertheidiger.

Lat. Orig. Friedberg, Sammlung l. c. Urk. LXIII. 8.

Nr. 4905 (170). Röm. Curie. 12. März 1870.

Es ist sehr zu beklagen, dass es unter den Katholiken mehrere gibt, die, obgleich sich dieses Namens rühmend, mit verderbten Grundsätzen erfüllt sind

Nr. 4905 (170). Röm. Curie. 12. März 1870.

und daran mit solcher Hartnäckigkeit festhalten, dass sie gar nicht mehr ihren Verstand dem entgegenstehenden Urtheile dieses heiligen Stuhles zu unterwerfen wissen, selbst dann nicht, wenn dasselbe von der gemeinsamen Zustimmung und Empfehlung der Bischöfe gestützt wird; indem sie den Fortschritt und das Glück der menschlichen Gesellschaft von diesen Grundsätzen abhängig machen, bestreben sie sich vielmehr, die Kirche nach ihren Ansichten zu beugen; sich selbst allein für weise haltend, erröthen sie nicht, die ganze übrige anders denkende katholische Familie mit dem Namen der ultramontanen Partei zu bezeichnen. Diese wahnsinnige Kühnheit treiben sie so weit, dass sie selbst die göttliche Constitution der Kirche umzugestalten und sie den neueren weltlichen Regierungsformen anzupassen streben, um dadurch das höchste, von Christus derselben vorgesetzte Oberhaupt, dessen Vorrechte sie scheuen, um so leichter zu erniedrigen. Deshalb stellen sie gewisse schon öfter verworfene verderbliche Lehren als unzweifelhaft oder doch wenigstens ganz frei dar; deshalb stoppeln sie aus deren alten Vorfechtern verfängliche Geschichtchen, verstümmelte Sätze aus Schriftstellern, den römischen Päpsten angehängten Verleumdungen und allerlei Sophismen zusammen, und mit gänzlicher Ausserachtlassung all der gewichtigen Gründe, mit denen alles dies hundertmal widerlegt worden ist, mischen sie es in höchster Unverschämtheit immer wieder auf, zu dem Zwecke, die Gemüther aufzuregen und die Leute von ihrer Partei, sowie die unwissende Menge gegen die allgemeine Ueberzeugung der Uebrigen aufzureizen. || Bei solchem Beginnen müssen wir ausser dem Uebel, dass die Gläubigen verwirrt gemacht und die wichtigsten Fragen auf die Gasse hinausgezerrt werden, auch noch den Unverstand beklagen, der eben so gross ist wie die Verwegenheit. Denn wenn sie mit den übrigen Katholiken fest daran hielten, dass das ökumenische Concil vom heiligen Geiste geleitet und nur unter dessen Walten definirt und festgesetzt wird, was geglaubt werden soll, würde es ihnen niemals in den Sinn kommen, es möchte als Glaubenssache definirt werden, was in der That nicht geoffenbart oder der Kirche schädlich ist, oder es könnten menschliche Künste die Kraft des heiligen Geistes daran hindern, das, was geoffenbart und der Kirche nützlich ist, definiren zu lassen. Sie würden es freilich nicht für verboten halten, wenn in gebührender Weise den Vätern die Schwierigkeiten vorgehalten würden, die nach ihrer Meinung dieser oder jener Definition entgegenstehen, damit aus der Erörterung die Wahrheit klarer hervorgehe. Indess, wenn dieses allein ihre Absicht wäre, würden sie auf die Künste gänzlich verzichten, mit denen man in den Volksversammlungen die Stimmen zu gewinnen sucht; still und ehrerbietig würden sie die Wirkung der höheren Erleuchtung abwarten. Wir halten deshalb dafür, dass du der Kirche einen höchst nützlichen Dienst geleistet hast, indem du es unternahmst, das Hauptsächliche aus den Schriften dieser Art zu widerlegen, und deren feindseligen, gewaltthätigen und trugvollen Geist aufdecktest, mit Gründlichkeit, Klarheit und einer solchen Fülle von Beweisen aus der heiligen Alterthumskunde und der kirchlichen Wissenschaft,

dass du, sehr viel in wenigen Worten zusammenfassend, jenen, die ihre Gedanken in unvernünftige Reden gehüllt, das ganze Prästigium der Weisheit entrissen und durch Wiederherstellung der Wahrheit des Glaubens, des Rechtes und der Geschichte den gelehrten und ungelehrten Gläubigen gute Dienste geleistet hast. Wir sagen dir also für dein dargebrachtes Buch grossen Dank und stellen deiner Arbeit einen glücklichen und umfassenden Erfolg in Aussicht. Als Vorverkündigung dessen und als Pfand Unseres väterlichen Wohlwollens ertheilen Wir dir in liebevollster Weise den apostolischen Segen".

Gegeben zu Rom bei St. Peter, am 12. März 1870. Im 24. Jahre unseres Pontificates.

Dom Prosper Guéranger, Abt des Benedictinerstiftes Salesmens, — an den dieses Breve gerichtet — hatte sich vorzüglich durch seine Schrift „de la monarchie pontificale à propos du livre (Du Concil général et de la paix religieuse) de M. Maret, l'évêque de Sura" als eifriger Vertheidiger der Infallibilitätslehre hervorgethan. — Der eigentliche Zweck dieses Breve's dürfte aber wohl der gewesen sein, den Bischöfen, welche am Concil die Verkündigung der päpstlichen Infallibiltät bekämpften — zu deren rührigsten Mitgliedern ja Maret gehörte — in unzweifelhafter Weise die Anschauungen und Wünsche des Papstes kundzuthun. Dies geht ebensowohl aus dem Wortlaute dieses Schreibens, wie daraus hervor, dass dasselbe schon Ende März in den Organen der Curie veröffentlicht wurde. — Vergl. auch die bei Friedberg, Sammlung l. c. Urk. LXIII mitgetheilten Schreiben Papst Pius' IX. an andere Vertheidiger der Infallibilität.

Nr. 4906. (171.)

NORDDEUTSCHER BUND. Depesche des Bundeskanzlers (Graf Bismarck) an den Gesandten (v. Arnim) in Rom. — Gegenüber den Concilsvorgängen einzunehmende Haltung. Die Regierungen des nordd. Bundes nicht dazu berufen, den Kampf gegen das Concil und die Curie zu beginnen.

Berlin, 13. März 1870.

Eurer Hochwohlgeboren durch den Feldjäger überbrachte Berichte haben Sr. Maj. dem Könige vorgelegen. Allerhöchstderselbe hat mit lebhafter Sympathie von dem Actenstück Kenntniss genommen, in welchem die deutsch-österreichischen Bischöfe ihre Bemerkungen zu der neuen Geschäftsordnung niedergelegt haben und Abänderungen derselben verlangen, welche sie für nothwendig erklären, um den ökumenischen Charakter des Concils für die katholische Kirche zu wahren. Die Sprache dieses Actenstückes ist eine eben so würdige als feste, und namentlich scheinen auch mir die Bischöfe in dem

Nr. 4906 (171). Norddeutscher Bund. 13. März 1870.

Protest gegen die Anwendung des Mehrheitsprincips auf dogmatische Entscheidungen den Punkt getroffen zu haben, auf welchen sich der Kampf innerhalb der katholischen Kirche hauptsächlich richten muss. Für die Geheimhaltung dieses Actenstückes habe ich Sorge getragen und dasselbe nach keiner Seite hin mitgetheilt. Doch sehe ich, dass eine unbestimmte Nachricht darüber schon von Rom aus telegraphisch in die Zeitungen gedrungen ist. Es kommt nun allerdings darauf an, wie lange und wie weit die Bischöfe den Muth haben, für diese ihre Ueberzeugungen einzustehen und für ihr Handeln die natürlichen Folgerungen daraus zu ziehen; für uns ist diese Frage der Cardinalpunkt in allen unseren Entschliessungen in Bezug auf das Concil. Wir, d. h. die Regierungen des norddeutschen Bundes, sind nicht berufen, einen Kampf gegen das Concil und die Curie zu beginnen, solange die Fragen formal innerhalb des kirchlichen Gebietes discutirt werden. In den Augen der Curie sind und bleiben wir die vorwiegend protestantische Macht. Die Bischöfe sind es vielmehr, welche ihre eigene Stellung und die kirchlichen Interessen ihrer Diöcesen, die Gewissen der ihrer Seelsorge anvertrauten Diöcesanen zu wahren haben. Die Regierungen können die Fürsorge dafür nicht übernehmen. Sie können dem Episcopat nur die Versicherung geben, dass, wenn er selbst seine eigenen Rechte und die Rechte seiner Diöcesen wahren will, die Regierungen hinter ihm stehen und keine Vergewaltigung dulden werden. Wie weit die Bischöfe in dieser Wahrung ihrer Rechte gehen wollen oder können, das haben sie mit ihrem Gewissen abzumachen; die Regierungen können nur gerade soweit darin gehen, wie die Bischöfe selbst. Wollten wir weiter gehen, eine Führung der Bischöfe übernehmen oder sie auch nur zu bestimmten Schritten auffordern, würden wir uns auf ein Gebiet begeben, auf welchem die Curie im Vortheil gegen uns wäre. Für uns ist die katholische Kirche Deutschlands in ihrem Episcopat vertreten, und wir sind bereit, den letzteren kräftig zu schützen, sobald und soweit er diesen Schutz verlangt. Aber die eigentliche Action auf dem kirchlichen Gebiete müssen wir ihm selbst überlassen; unsere Action kann erst eintreten, wenn Folgen auf dem äusserlichen Gebiet in Aussicht stehen. Durch ein vorzeitiges Einmischen würden wir die Gewissen verwirren und die Stellung der Bischöfe selbst erschweren. Eu. etc. werden hiernach Ihr Verhalten gegenüber den deutschen Bischöfen abmessen können. Wir wünschen, dass ihnen jede Ermuthigung zu Theil werde, woraus sie die Ueberzeugung schöpfen können, dass die Regierungen sie keinesfalls im Stich lassen, sondern ihnen jeden Schutz gewähren werden, den die Umstände fordern, solange und soweit sie selbst in der Wahrung ihrer Rechte und ihrer Stellung gegenüber dem kirchlichen Absolutismus gehen wollen. || Was die in Ihrem Berichte vom 4. d. M. enthaltene Darstellung der Sachlage und Vorschläge zur Abhilfe betrifft, so theile ich Ihre Befürchtungen über die üblen Nachwirkungen des Concils allerdings nicht in dem Maasse, in welchem Sie dieselben aussprechen, und glaube, dass dabei doch noch eine Anzahl anderer Factoren in Rechnung zubringen ist. Die Gefahren sind indess immer gross genug,

um eine ernste Erwägung der Frage: ob ihnen noch vorgebeugt werden könne, zu fordern. Aber selbständig vorzugehen sehe ich nicht als unseren Beruf an, und wenn die katholischen Regierungen nicht vorgehen wollen, so bleibt für uns nichts anderes übrig als dem den deutschen Episcopat beseelenden Geiste zu vertrauen und denselben in der oben angegebenen Weise durch die Versicherung zu stärken, dass, solange und soweit er selbst wolle, er auf uns rechnen könne. v. Bismarck.

Nr. 4906 (171). Nord-deutscher Bund. 13. März 1870.

Nr. 4907. (172.)

OESTERREICH. Depesche des Ministers des Auswärtigen (Graf Beust) an den K. u. K. Botschafter (Fürst Metternich) in Paris. — Unterstützung der französischen Schritte in Rom; — die Politik gegenüber dem Concil im Allgemeinen; — Bedenken gegen diesseitige Absendung eines Specialbevollmächtigten, den Erlass eines Protestes gegen eventuelle Beschlüsse und gegen den Anschluss an die Minorität des Concils.

(Beigefügt zwei Erlasse an die Gesandtschaft in Florenz vom 12. u. 13. März.)

Vienne, le 15 mars 1870.

Nr. 4907 (172). Oesterreich. 15. März 1870.

Mon télégramme du 12 Vous a fait connaître les intructions que je me suis empressé de transmettre par le fil électrique au Comte de Trauttmansdorff, dès la réception de Vos rapports du 10, afin d'appuyer à Rome les démarches françaises, selon le désir exprimé par M. le Comte Daru. || J'avais adressé le même jour au Baron de Kübeck, à la suite d'un entretien avec le Chargé d'affaires d'Italie, une dépêche dont je joins ici la copie en autorisant Votre Altesse à en donner confidentiellement connaissance à M. le Ministre des affaires étrangères. || Cette pièce qui était déjà expédiée lorsque Vos rapports du 10 me sont parvenus, répond en quelque sorte d'avance à la question qui Vous a été posée par M. le Comte Daru concernant nos intentions sur l'envoi d'un Ambassadeur spécial auprès du Concile. || Ainsi que Votre Altesse le verra, tout en nous réservant le droit de suivre à cet égard l'exemple de la France, ou de toute autre puissance, nous avouons franchement que ce ne serait pas sans une certaine répugnance que nous prendrions ce parti. Il me paraît superflu de répéter ici les objections que j'expose dans ma dépêche au Baron de Kübeck. Plus j'y réfléchis et plus je les crois bien fondées. Quelques-unes s'appliquent, il est vrai, à la situation particulière dans laquelle nous nous trouvons placés et peuvent exercer moins de poids sur l'esprit d'un ministre français. Néanmoins, j'engage M. le Comte Daru à leur vouer une attention sérieuse et je me flatte qu'il n'en méconnaîtra pas l'importance. ||

Nr. 4907 (172). Oesterreich. 15. März 1870.

L'intérêt bien naturel que le Gouvernement italien attache à ce qui se passe actuellement à Rome et le désir de maintenir un accord intime avec le Cabinet de Florence, m'ont engagé à informer de suite le Baron de Kübeck de la démarche dont le Comte de Trauttmansdorff était chargé pour appuyer auprès du Saint-Siége les demandes du Gouvernement français. || C'est ce que j'ai fait par ma dépêche du 13 qui se trouve également en copie dans l'annexe et que Votre Altesse pourra aussi communiquer à M. le Comte Daru. || Cette pièce, ainsi que celle datée du 12, explique avec assez de développement les vues qui ont dicté notre conduite vis-à-vis de la Cour de Rome depuis ma dépêche du 10 février jusqu'à ce jour. Je crois devoir, à ce titre, appeler l'attention spéciale de Votre Altesse sur ces deux pièces qui se complètent mutuellement. || Dans la première j'expose surtout les motifs qui m'éloignent de toute démarche ayant le caractère d'une protestation contre les décisions éventuelles du Concile. || Je fais observer, en outre, que si une démarche collective des Puissances devenait nécessaire, ce que j'admets parfaitement comme possible, il me paraîtrait de l'intérêt général de laisser à la France le soin de l'initiative et de l'organisation, car ce pays se trouve vis-à-vis du Saint-Siége dans une situation qui lui donne à Rome une autorité particulière. || Dans la seconde des annexes de la présente dépêche j'explique pourquoi j'ai cru devoir me borner à appuyer les démarches françaises à Rome, sans rien demander directement au nom du Gouvernement Impérial et Royal. || Par deux rapports consécutifs, le Comte de Trauttmansdorff m'avait exprimé le désir d'être autorisé à s'unir aux efforts de la minorité du Concile, afin d'obtenir que certaines décisions importantes fussent remises à une époque plus éloignée. || Les instructions que j'ai transmises à notre ambassadeur et qui se trouvent reproduites presqu'intégralement dans ma dépêche du 13 au Baron de Kübeck font ressortir les inconvénients qu'il y aurait, selon nous, à s'associer étroitement à l'attitude actuelle de la minorité des Prélats réunis à Rome. Il me semble essentiel que l'action des Puissances reste tout-à-fait indépendante et distincte de celle des Evêques qui désapprouvent les tendances que nous cherchons à combattre. Si les Puissances et ces Prélats s'efforcent aujourd'hui d'atteindre à peu près le même but, les motifs qui les font agir, ainsi que les arguments qu'ils emploient, sont et doivent rester différents. || Au moment où nous représentons à la Cour de Rome qu'elle ne doit pas prétendre trancher, de sa seule autorité, des questions qui ne sont pas de la compétence exclusive du pouvoir religieux, il ne faut pas s'exposer à encourir le reproche de nous mêler à des débats qui ne concernent point le pouvoir civil. || C'est ce motif qui me fait surtout hésiter à reconnaître l'opportunité d'une participation, même indirecte, aux délibérations du Concile par l'entremise d'un Ambassadeur spécial. || C'est ce même motif qui me ferait désirer qu'on pesât avec une extrême prudence les termes et la portée de toute démarche collective des Puissances qu'il serait trouvé nécessaire de faire à Rome, soit pour prévenir des décisions regrettables, soit pour en arrêter les conséquences. ||

Veuillez Vous énoncer dans ce sens auprès de M. le Comte Daru, en le priant de vouloir bien continuer à nous tenir au courant des déterminations du Gouvernement francais. || Recevez, etc. Beust.

Nr. 4907 (172). Oesterreich. 15. März 1870.

Annexe A. — Copie d'une dépêche du Comte de Beust au Baron de Kübeck à Florence en date du 12 mars 1870.

M. le Chargé d'affaires d'Italie s'est acquitté dernièrement auprès de moi d'une communication de son Gouvernement relative à l'attitude qu'il conviendrait de prendre vis-à-vis du Concile. D'après ce que m'a dit M. le Chevalier Curtopassi, le Cabinet de Florence se préoccupe vivement des mesures à employer pour sauvegarder efficacement les droits de l'Etat contre toute atteinte qui pourrait leur être portée par les décrets du Concile. M. Visconti-Venosta pense qu'une démarche collective, ayant la forme d'une protestation éventuelle, serait peut-être opportune; il désirerait savoir quelles sont nos vues à cet égard et si nous serions disposés à nous entendre pour cet objet avec le Gouvernement italien. || J'ai répondu à M. Curtopassi que nous étions avant tout fort sensibles au désir exprimé par le Cabinet de Florence de se mettre d'accord avec nous sur cette importante question. De mon côté, j'attachais assurément un grand prix à établir ce concert pour le cas où une action commune paraîtrait nécessaire; mais, dans les circonstances actuelles, la suggestion de M. Visconti-Venosta ne laissait pas que de soulever dans mon esprit quelques objections. || Le Gouvernement Impérial et Royal était déterminé, tout comme le Gouvernement italien, à ne souffrir aucun impiètement de l'Eglise sur les droits réservés à l'Etat. Cependant, s'il tenait à repousser avec fermeté chaque tentative de ce genre, il voulait également s'abstenir de tout acte pouvant présenter le caractère d'une ingérence dans des matières appartenant au domaine ecclésiastique. Or, il était difficile qu'une démarche, ayant la forme d'une protestation pût être regardée comme une simple mesure défensive, surtout lorsqu'elle n'était dirigée que contre des décisions éventuelles et non pas contre des faits accomplis. Cela devenait plutôt en quelque sorte une immixtion des Cabinets dans des délibérations auxquelles leur droit de participer pouvait aisément être contesté et c'était là une attitude tout-à-fait contraire aux maximes libérales que nous tenions à professer. || Le Concile est une Assemblée légalement convoquée et qui, comme représentation légitime de l'Eglise catholique, a le droit incontestable de prendre des décisions et de formuler des décrets en tout ce qui concerne les affaires ecclésiastiques. Protester d'avance contre la tendance de ces décrets, ou contre une partie de leur contenu, pourrait être considéré, non sans raison, comme une tentative de l'Etat d'invalider, ou tout au moins de restreindre, le droit de l'Eglise de régler ses propres affaires. C'est là un terrain sur lequel nous ne voudrions pas nous laisser entraîner, car plus nous montrons un respect scrupuleux pour le droit d'autrui, et plus nous conservons d'autorité à notre

Nr. 4907 (172). Oesterreich. 15. März 1870.

parole quand nous prenons la défense de nos droits menacés. ‖ En écrivant au Comte de Trauttmansdorff ma dépêche du 10 février, j'ai eu soin de ne pas franchir la limite de ce que l'Etat peut revendiquer comme sa stricte prérogative. L'interdiction de toute publication excitant au mépris des lois et la poursuite devant les tribunaux de toute personne contrevenant à la loi sont deux actes de défense que la législation impose à tout Gouvernement régulier. En avertissant la Cour de Rome que nous ne saurions à cet égard faire aucune exception en faveur de certains décrets éventuels du Concile, on ne peut nous reprocher d'avoir transgressé nos droits, ou d'avoir cherché à infirmer ceux de l'Eglise. Il n'en serait peut-être pas de même si nous entrions dans la voie suggérée par M. Visconti-Venosta, et cette considération, dont le Gouvernement italien ne méconnaîtra sans doute pas la portée, suffit pour nous inspirer de sérieux scrupules. ‖ Outre cette objection que soulèverait, selon moi, la forme d'une protestation, j'ai encore cru devoir exposer à M. le Chevalier Curtopassi quelques observations au sujet de l'opportunité d'une démarche qui serait concertée entre le Royaume d'Italie et l'Empire austro-hongrois. ‖ Dans l'entretien dont rend compte le rapport de Votre Excellence du 1[er] de ce mois Nr. 19 A, M. Visconti-Venosta a expliqué lui-même par des motifs fort concluants la réserve qu'impose au Gouvernement italien vis-à-vis du Saint-Siége l'état actuel des relations entre l'Italie et la Cour de Rome. Nos propres différends avec le Saint-Siége, à l'occasion des modifications apportées par nos nouvelles institutions au Concordat de 1855, ont plutôt diminué l'influence que la voix de l'Autriche pouvait exercer à Rome. Dans cette situation, nous devons nous demander si une démarche concertée seulement entre l'Italie et la Monarchie austro-hongroise aurait tout le poids nécessaire pour obtenir le résultat désiré. Si une action collective qu'elle revête ou non la forme d'une protestation, était jugée utile afin de mieux sauvegarder les droits de l'Etat en face de prétentions excessives de l'Eglise, il me semblerait indispensable de s'assurer du concours de tous les Etats au moins où la majorité des habitants professe la religion catholique. C'est surtout la participation de la France dont on ne saurait se passer en pareil cas et même, eu égard à la position exceptionnelle où se trouve ce pays vis-à-vis du Saint-Siége, tant à cause de la protection matérielle qu'il exerce à Rome que des bons rapports qui depuis de longues années y existent sans interruption entre l'Eglise et l'Etat, nous croyons qu'il faudrait abandonner au Gouvernement français le soin de l'initiative. De toutes les Puissances dites catholiques, c'est sans contredit la France qui est aujourd'hui le plus en mesure de faire entendre avec avantage sa voix à Rome. Il serait donc évidemment de l'intérêt général de la laisser se placer au premier rang, dès qu'il s'agirait d'organiser une démarche commune à plusieurs Gouvernements et non plus dictée par la situation spéciale d'un seul, comme l'a été celle que nous avons entreprise isolément. ‖ Une autre question sur laquelle a porté mon entretien avec le Chargé d'affaires d'Italie a été celle de l'opportunité d'accréditer

auprès du Concile des Ambassadeurs ou des Représentants spéciaux chargés d'exposer les vues de leurs Gouvernements et d'en défendre les intérêts. || J'ai franchement avoué à M. Curtopassi que j'avais évité exprès jusqu'ici de me prononcer à ce sujet et que je préférais ne pas voir cette question se poser devant moi. Si la France ou quelqu'autre Puissance venait à réclamer et à exercer ce droit, il serait assurément difficile pour la Monarchie austro-hongroise de ne pas le revendiquer à son tour. Cependant j'avais des doutes graves sur l'utilité d'une pareille représentation spéciale. Elle me paraissait même plutôt de nature à susciter des embarras qu'à procurer des avantages. Cette participation de l'Etat aux délibérations du Concile me semblait d'abord contraire à l'indépendance que nous désirions voir s'établir dans les relations de l'Etat avec l'Eglise. Ensuite la liberté d'action que nous tenions à conserver intacte vis-à-vis des décisions éventuelles du Concile pourrait être moins complète, si nous étions intervenus dans les délibérations d'où ces décisions seraient sorties. Enfin la présence de ces Envoyés, la position qui leur serait faite, les attributions qui auraient à leur être reconnues, donneraient lieu à des difficultés continuelles et sans doute à des contestations qui ne feraient que détourner l'attention des Gouvernements sur des points secondaires, en affaiblissant l'efficacité de leur intervention dans les moments les plus importants. S'usant ainsi dans des questions de détail et dans des débats journaliers, l'influence des Puissances irait s'amoindrissant et ne produirait plus l'effet qui pourrait être attendu aujourd'hui de leurs représentations, si les principales Cours catholiques étaient forcées à sortir de leur réserve. La position d'un délégué pareil serait enfin non seulement difficile, mais même à la longue insoutenable, car nous le verrions placé continuellement dans l'alternative ou d'irriter la majorité du Concile et le Siége Apostolique par une attitude prononcée ou de s'attirer à lui-même aussi bien qu'au Gouvernement qu'il représente des reproches incessants de faiblesse et de défaillance. || Telle est à peu près la substance des observations que j'ai présentées à M. Curtopassi en réponse aux communications qu'il était chargé de me faire. Je crois devoir en informer votre Excellence afin qu'Elle puisse, le cas échéant, s'énoncer dans le même sens vis-à-vis de M. Visconti-Venosta. || Recevez etc.

Annexe B. — Copie d'une dépêche du Comte de Beust au Baron de Kübeck à Florence en date du 13 mars 1870.

Un rapport du Prince de Metternich m'a informé que le Comte Daru désirait voir appuyer par nous auprès de la Cour de Rome la démarche dont l'Ambassadeur de France avait été chargé et qui tendait à faire remettre toute décision du Concile sur les matières touchant à la politique jusqu'à ce que le Gouvernement français pût présenter les observations qu'il avait à faire valoir. Je n'ai pas hésité à répondre au voeu du Gouvernement français et

Nr. 4907 (172). Oesterreich. 15. März 1870.

notre Ambassadeur à Rome a reçu des instructions dans ce sens. || Nous avons voulu ainsi contribuer, de notre côté à peser sur la Cour de Rome afin d'obtenir le résultat que le Gouvernement français, ainsi que la minorité des Evêques, cherche en première ligne à atteindre, c'est-à-dire, la remise de toute décision définitive à une époque éloignée. Nous préférons à une action plus directe la manière d'agir que nous avons choisie, parce que, tout en reconnaissant qu'il pouvait être opportun pour nous d'élever encore en ce moment notre voix à Rome, nous ne croyons devoir nous placer ni entièrement sur le même terrain que le Gouvernement français, ni sur celui où se trouve la minorité des Pères du Concile. || Le Gouvernement français réclame un droit qu'il dit lui appartenir en vertu de son Concordat avec le Saint-Siége. Nous ne pouvons nous fonder sur un argument semblable pour revendiquer le même privilége en faveur de l'Empire austro-hongrois et demander que toute décision demeure suspendue jusqu'à ce que nous ayons pu présenter nos objections. || Je ne désire pas non plus faire absolument cause commune avec la minorité des Prélats. || D'abord ils fondent leur opposition sur une argumentation dogmatique dans laquelle il ne peut nous convenir d'entrer. Appelés uniquement à défendre les intérêts de l'Etat, nous n'avons aucun droit de prendre la parole au nom des intérêts de l'Eglise. Plus nous voulons rester les seuls juges de ce qu'il convient de faire pour protéger les intérêts qui nous sont confiés, ainsi que pour repousser toute ingérence de l'Eglise dans notre sphère d'action, et plus nous devons éviter l'apparence d'une immixtion dans le domaine des matières ecclésiastiques. Il ne nous appartient donc pas, selon moi, d'énoncer un avis sur l'opportunité que la proclamation de tel ou tel dogme peut avoir au point de vue du catholicisme. Nous voulons seulement avertir la Cour de Rome lorsque nous voyons un conflit devenir imminent et la prévenir que nous n'entendons pas céder devant ces décisions, quand celles-ci s'étendent à des questions qui sont de la compétence de la législation civile. || Notre position en cela est donc fort différente de celle des Prélats qui parlent au nom des intérêts de l'Eglise. De plus, bien que nos voeux puissent souvent se rencontrer avec ceux de la minorité au sein du Concile, nous ne devons pas nous rendre solidaires, même indirectement, de la conduite future des membres de cette minorité. En nous plaçant aujourd'hui tout-à-fait sur leur terrain et en leur donnant un appui formel et direct, nous nous engageons en quelque sorte à accepter à l'avenir, comme eux, les décisions auxquelles ils acquièsceront. Or, si nous sommes maintenant d'accord avec plusieurs Evêques pour détourner le Saint-Siége de prendre certaines résolutions, nous ne sommes point assurés que cet accord subsistera toujours et que nous pourrons approuver plus tard tout ce que ces mêmes Evêques adopteront. Les considérations que je viens d'indiquer fournissant quelques explications utiles sur nos vues et notre attitude à l'égard du Concile, j'ai cru devoir en faire part à Votre Excellence qui pourra S'en servir pour régler Son langage dans Ses entretiens sur cette matière avec M. Visconti-Venosta. || Recevez etc.

Der österreichische Gesandte in Florenz, Freiherr v. Kübeck, beantwortete die beiden an ihn gerichteten Depeschen unter dem 19. März u. 2. April durch die Mittheilung, der Minister Visconti-Venosta habe ihm erklärt „la parfaite identité des vues entre les deux Cabinets sur les matières importantes dont il s'agit“, und es beruhe auf einem Missverständniss des italienischen Geschäftsträgers in Wien, wenn dieser die Ansicht ausgesprochen habe, die italienische Regierung beabsichtige einen formellen Protest gegen gewisse Beschlüsse des Concils zu richten. (S. Oesterr. Rothbuch Nr. 4. p. 110. ff.)

Nr. 4907 (172). Oesterreich. 15. März 1870.

Nr. 4908. (173.)

RÖMISCHE CURIE. Depesche des Cardinal-Staatssecretärs Antonelli an den apostolischen Nuntius (Msgr. Chigi) in Paris. — Erwiederung auf die Depesche Daru's vom 20. Februar. —

Ital. Orig. Friedberg, Sammlung l. c. Urk. LXIX.

Rom, 19. März 1870.

Der Herr Marquis de Banneville, Gesandter Sr. Maj., hat mir in den letzten Tagen eine Depesche, datirt vom 20. Febr., vorgelesen, welche Herr Graf Daru, Minister der auswärtigen Angelegenheiten, wegen des Concils an ihn gerichtet hat. In dieser Mittheilung, von welcher der Herr Gesandte mir eine Abschrift hinterlassen hat, erklärt der ehrenwerthe Herr Minister, indem er auf den Beschluss der französischen Regierung, an den Berathungen des Concils nicht theilnehmen und demselben die vollständigste und unbeschränkteste Freiheit lassen zu wollen, hinweist: dass dieser Beschluss gegründet sei auf die Voraussetzung, dass die ehrwürdige Versammlung sich ausschliesslich mit den geheiligten Interessen des Glaubens beschäftigen und sich enthalten würde, an Fragen durchaus politischer Natur zu rühren. Da aber die in der Augsb. Allgem. Zeitung erfolgte Veröffentlichung der Canones zum Constitutionsentwurfe über die Kirche und den Papst darthut, dass es sich darum handele, zu entscheiden, ob die Gewalt der Kirche und ihres Oberhauptes sich auf die Gesammtheit der politischen Rechte erstreckt, so nimmt sich die Regierung vor, immer fest entschlossen, selbst über diesen Punkt den Berathungen der erhabenen Versammlung volle Freiheit zu lassen, das Recht auszuüben, welches ihr kraft des Concordats zusteht, dem Concil ihre Meinung über die Sachen solcher Natur mitzutheilen. Indem die Depesche weiter auf die Betrachtung der vorgenannten Canones übergeht, fasst sie das Wesen derselben in den zwei folgenden Sätzen zusammen: 1) Die Unfehlbarkeit der Kirche erstreckt sich nicht nur auf den Schatz des Glaubens, sondern auf alles, was nöthig ist, diesen Schatz zu bewahren. 2) Die Kirche ist eine göttliche, vollkommene Gesellschaft. Ihre Macht erstreckt sich sowohl auf das innere wie auch auf das

Nr. 4908 (173). Röm. Curie. 19. März 1870.

Nr. 4908 (173). Röm. Curie. 19. März 1870.

äussere Forum; sie ist unbeschränkt in ihrer gesetzgebenden, richterlichen und Strafgewalt, und diese muss ausgeübt werden mit völliger Freiheit und Unabhängigkeit von aller civilen Autorität. Aus diesen beiden Sätzen leitet man als Schlussfolgerungen ab, dass die Unfehlbarkeit der Kirche sich auf alles erstreckt, was als nothwendig zur Vertheidigung der geoffenbarten Wahrheit angegeben wird. Somit fallen in dieses Gebiet sowohl die historischen als die philosophischen Thatsachen, welche nicht zur Offenbarung gehören; es geht ferner daraus hervor die uneingeschränkte Unterordnung der constituirenden Grundprincipien der bürgerlichen Gesellschaft unter die höchste Autorität der Kirche, ferner die der Rechte und Pflichten der Regierungen, der politischen Rechte und Pflichten der Bürger, des Wahlrechts etc., überhaupt von allem, was sich auf die rechtliche und gesetzliche Ordnung bezieht, in Beziehung auf Personen wie auf Sachen, die der Regeln öffentlicher Verwaltung, der Rechte und Pflichten der Corporationen, mit einem Wort: aller Rechte des Staats, einschliesslich des Rechts der Eroberung, des Kriegs und des Friedens. || Der Herr Minister hebt dann den tiefen Eindruck hervor, den die einfache Anzeige dieser Doctrin auf die ganze Welt hervorbringen muss. Er fragt sich zu gleicher Zeit: wie es möglich sein könnte, dass die Bischöfe zustimmten, ihrer Autorität zu entsagen und sie in den Händen eines Einzelnen zu concentriren, und wie man sich einbilden könne, dass die Fürsten ihre Souveränetät unter die Oberherrschaft des römischen Hofes beugen würden. Somit aus diesen Aufstellungen schliessend, dass im Concil über politische und nicht über religiöse Interessen verhandelt werde, verlangt Herr Graf Daru, dass die Regierungen gehört oder doch wenigstens zugelassen werden, um von dem Charakter, den Neigungen, den Gesinnungen der Völker, die sie vertreten, Zeugniss abzulegen. Frankreich habe namentlich auf Grund des besonderen Schutzes, den es seit zwanzig Jahren dem päpstlichen Staat angedeihen lässt, eigene Pflichten zu erfüllen; es muss also der Regierung dieser Nation erlaubt sein, ihr Recht auszuüben: Mittheilung zu erhalten von den Projecten, welche die Politik berühren, und die nöthige Zeit zu begehren, damit an das Concil ihre Bemerkungen gelangen können, bevor dieses irgend welche Beschlüsse fasse. Das ist der Sinn der Depesche, welche mir der Herr Marquis de Banneville mitgetheilt hat. Ich habe es angemessen gefunden, Ihre erlauchtigste und hochehrwürdigste Herrlichkeit davon zu unterrichten, indem ich zugleich die Absicht hege, derselben einige kurze Betrachtungen zu unterbreiten, die ich für nöthig halte, um die von dem Herrn Minister berührten Punkte besser aufzuklären und auf die Schlussfolgerungen zu antworten, welche er aus den den Berathungen des Concils unterworfenen Propositionen zieht. || Und vor allem kann ich mir nicht versagen, Ihrer erlauchten und hochwürdigen Herrlichkeit die Befriedigung auszusprechen, womit der heilige Vater die im Anfange der Depesche des Herrn Grafen Daru gemachte und im weitern wiederholte Erklärung aufgenommen hat in Betreff des festen Entschlusses der französischen Regierung, in allen Fällen die volle Freiheit des Concils zu achten und achten

zu wollen, sowohl in der Discussion derjenigen Constitutionen, mit welchen man sich beschäftigt, als in Bezug auf die, welche etwa späterhin den Berathungen der ehrwürdigen Versammlungen vorgelegt werden möchten. Eine solche Erklärung macht der Regierung einer katholischen Nation die grösste Ehre, und der heil. Stuhl betrachtet sie als die natürliche Folge jenes Schutzes, mit welchem Frankreich ihn seit mehr als zwanzig Jahren deckt. Dieser Schutz hat mehr als einmal öffentliche Kundgebungen der Dankbarkeit des heiligen Vaters hervorgerufen, welcher zu allen Zeiten und insonderheit in den jetzigen Umständen die ganze Wichtigkeit desselben erkennen und würdigen muss. Aber ich komme dem Gegenstande der Depesche des Grafen Daru näher. Ich muss freimüthig bekennen: es ist mir nicht möglich, zu begreifen, wie die Erklärungen in dem Entwurfe der Constitution über die Kirche und die darauf bezüglichen canonischen Sätze — welche die „Augsburger Allgemeine Zeitung", Dank dem Bruche des päpstlichen Geheimnisses, veröffentlicht hat — auf das französische Cabinet einen so tiefen Eindruck haben machen können, dass es sich getrieben fühlte, von der Haltung abzugehen, welche es sich in so zweckmässiger Weise den Verhandlungen des vaticanischen Concils gegenüber vorgeschrieben hatte. Die in diesem Constitutionsentwurf und in den darauf bezüglichen canonischen Sätzen behandelten Thesen schliessen — was für spätere Abänderungen die Berathungen des Episcopats auch daran machen könnten — nur die Darlegung der fundamentalen Grundsätze und Maximen der Kirche ein. Diese Grundsätze sind zu wiederholtenmalen in den früheren allgemeinen Concilien bestätigt worden; sie sind in mehreren päpstlichen Constitutionen, die in allen katholischen Staaten verkündigt worden sind, und ganz besonders in den berühmten dogmatischen Bullen Unigenitus und Auctorem fidei, wo dieselbe Lehre in aller Weise bestätigt und sanctionirt ist, gelehrt und entwickelt worden. Diese Grundsätze haben endlich immer die Grundlage der katholiscben Unterweisung ausgemacht, zu allen Zeiten der Kirche und in allen katholischen Schulen; sie haben als Vertheidiger ein unzähliges Heer kirchlicher Schriftsteller, deren Werke in den öffentlichen Lehranstalten, selbst in den von der Regierung abhängigen, als Text dienen, und zwar ohne irgendwelchen Einspruch der Civilbehörde, mehr als einmal sogar mit ihrer Billigung und Ermunterung. Es wäre mir noch viel weniger möglich, mit der Deutung einverstanden zu sein, welche der Herr Minister der Lehre der oberwähnten canonischen Sätze gegeben hat, und mit der Tragweite, die er ihnen beilegt. Diese canonischen Sätze verleihen weder der Kirche noch dem römischen Papst die directe und absolute Macht über die Gesammtheit der politischen Rechte, von denen in der Depesche die Rede ist. Ebenso ist die Unterordnung der bürgerlichen Gewalt unter die kirchliche nicht in dem Sinne jener Auseinandersetzung aufzufassen; sie bezieht sich vielmehr auf eine durchaus verschiedene Classe von Dingen. || Und in der That hat die Kirche niemals eine directe und absolute Macht über die politischen Rechte des Staats ausgeübt noch ausüben wollen. Sie hat von Gott die erhabene

Nr. 4908 (173). Röm. Curie. 19. März 1870.

Aufgabe empfangen, die Menschen einzeln oder in Gesellschaften vereinigt zu einem übernatürlichen Ziel hinzuleiten; sie hat also eben hiedurch die Macht und die Pflicht über die Moralität und Gerechtigkeit aller Handlungen, innerer wie äusserer, in ihrem Verhältniss zu den natürlichen und göttlichen Gesetzen zu richten. Da nun jede Handlung, sei sie von einer höheren Gewalt anbefohlen, oder gehe sie von der Freiheit des einzelnen Menschen aus, dieses Charakters der Moralität und der Gerechtigkeit nicht entkleidet werden kann, so ergiebt sich, dass das Urtheil der Kirche, wiewohl es sich direct auf die Moralität der Handlungen bezieht, sich indirect auch auf alle Dinge erstreckt, mit denen diese Moralität in Verbindung steht. Das aber heisst nicht, sich direct in die politischen Angelegenheiten mischen, welche nach der von Gott aufgerichteten Ordnung und nach der Unterweisung der Kirche selbst in den Bereich der weltlichen Macht fallen, ohne irgendwelche Abhängigkeit von irgend einer andern Autorität. Die Unterordnung der bürgerlichen Gewalt unter die kirchliche entspringt mithin aus dem Vorrang des Priesterthums über den Staat, mit Rücksicht auf den höhern Rang der Bestimmung des einen gegen die des andern. So hängt die Autorität des Staats von derjenigen des Priesterthums ab, wie die menschlichen Dinge von den göttlichen, die weltlichen Dinge von den geistigen abhängen. Wenn das weltliche Glück, welches das Ziel der bürgerlichen Macht ist, der ewigen Seligkeit, die das geistige Ziel des Priesterthums ist, untergeordnet ist, folgt daraus dann nicht, dass in Anbetracht des Zwecks, wozu Gott sie aufgerichtet hat, eine Gewalt der andern untergeordnet ist, wie sich ihre Macht und das Ziel, das sie verfolgen, untergeordnet sind? Es ergiebt sich aus diesen Grundsätzen, dass, wenn die Unfehlbarkeit der Kirche alles umfasst — aber nicht in dem schon angedeuteten Sinne der französischen Depesche — was zur Wahrung der Reinheit des Glaubens nothwendig ist, daraus weder der Wissenschaft, noch der Geschichte, noch der Politik ein Nachtheil erwächst. Das Vorrecht der Unfehlbarkeit ist in der katholischen Welt keine unbekannte Thatsache; das oberste Lehramt der Kirche hat zu allen Zeiten die Glaubensregeln vorgeschrieben, ohne dass die innere Ordnung der Staaten davon berührt worden wäre, und ohne dass die Fürsten Grund gehabt hätten, sich zu beunruhigen. Diese selbst sind oft, in weiser Würdigung des Einflusses dieser Regeln vom Gesichtspunkte der guten Ordnung der bürgerlichen Gesellschaft aus, als Rächer und Vertheidiger der aufgestellten Lehren aufgetreten und haben denselben durch die Mitwirkung der königlichen Macht vollen und ehrerbietigen Gehorsam verschafft. Folgt daraus nicht ferner, dass, wenn die Kirche durch ihren göttlichen Stifter als eine wahre und vollkommene Gesellschaft, unterschieden und unabhängig von der bürgerlichen Gewalt, mit einer vollen und dreifachen gesetzgeberischen, richterlichen und vollstreckenden Autorität bekleidet, eingerichtet worden ist, daraus keinerlei Verwirrung in dem Gange der menschlichen Gesellschaft und in der Ausübung der Rechte beider Gewalten entspringe? Der Zuständigkeitsbereich der einen wie der

andern ist klar entschieden und bestimmt durch die Zwecke, die sie verfolgt. Kraft ihrer Autorität mischt sich die Kirche keineswegs in directer und absoluter Weise in die Grundgesetze der Regierungen, in die Formen der verschiedenen bürgerlichen Regierungssysteme, in die politischen Rechte der Bürger, in ihre Pflichten gegen den Staat und die andern in der Note des Herrn Ministers angedeuteten Materien ein. Aber keine Gesellschaft kann bestehen ohne ein oberstes Princip, welches die Moralität ihrer Handlungen und Gesetze regelt. Das ist die erhabene Aufgabe, welche Gott der Kirche anvertraut hat in Anbetracht des Glücks der Völker, und ohne dass die Erfüllung dieses Amtes das freie und unabhängige Handeln der Regierungen hemme. Die Kirche ist es in der That, die, indem sie ihnen den Grundsatz einprägt, Gott zu geben, was Gottes, und dem Kaiser, was des Kaisers ist, ihren Söhnen zugleich die Pflicht auferlegt, gewissenhaft der Autorität der Fürsten zu gehorchen. Aber diese müssen auch anerkennen, dass, wenn irgendwo Gesetze gegeben werden, die den Grundsätzen der ewigen Gerechtigkeit zuwiderlaufen, der Gehorsam nicht mehr den Sinn haben würde, dass man dem Kaiser gibt, was des Kaisers ist, sondern Gott raubt, was Gottes ist. Ich habe nun ein Wort über den tiefen Eindruck zu sagen, der nach der Voraussicht des Herrn Ministers sich in der ganzen Welt bei dem einfachen Aussprechen der in dem Constitutionsentwurf, dem Gegenstand seiner Depesche, entwickelten Principien kundthun würde. Es ist in Wahrheit nicht leicht, sich zu überreden, dass die in jenem Entwurf enthaltenen Lehren, in dem eben erwähnten Sinn aufgefasst, den tiefen Eindruck hervorrufen könnten, wovon der Herr Minister spricht. Man müsste dann entweder den Geist oder die Tragweite vollständig missverstehen, oder diejenigen Leute meinen, welche sich zu Grundsätzen bekennen, die von den Lehren der katholischen Kirche verschieden sind, und es daher gewiss nicht billigen können, dass diese Lehren von neuem eingeprägt und bestätigt werden. Ich sage: von neuem; denn, wie ich schon bemerkt, sind die im oben erwähnten Document enthaltenen Lehren, weit entfernt davon, neu und unerhört su sein, in ihrer Gesammtheit nur die Wiederholung der von allen Zeiten her und in der ganzen Kirche anerkannten katholischen Unterweisung, wie sie alle Hirten der katholischen Kirche, von dem obersten Haupte der Hierarchie einberufen, um im Schoosse des Concils von dem Glauben und den Ueberlieferungen der allgemeinen Kirche Zeugniss abzulegen, in feierlicher Weise beurkunden. Es steht im Gegentheil zu hoffen, dass die katholiche Lehre, indem sie eine neue und feierliche Bestätigung von den Vätern des vaticanischen Concils empfängt, von dem gläubigen Volk als der Regenbogen des Friedens und das Morgenroth einer besseren Zukunft begrüsst werden wird. Der einzige Zweck der Bestätigung dieser Lehren ist in der That der: der modernen Gesellschaft die Principien der Gerechtigkeit und der Redlichkeit wieder ins Gedächtniss zu rufen und solchermaassen der Welt jenen Frieden und jene Wohlfahrt zurückzugeben, welche allein von der voll-

Nr. 4908 (173). Röm. Curie. 19. März 1870.

kommenen Beobachtung des göttlichen Gesetzes ausfliessen können. Dies ist die feste Hoffnung aller Wohlmeinenden, welche mit Frohlocken die Ankündigung des Concils begrüsst haben; dies ist die Ueberzeugung der Väter der Kirche, die mit Freuden auf die Stimme des obersten Hirten herbeigeeilt sind; dies ist das Gebet, welches der Statthalter Jesu Christi ohne Unterlass zu Gott sendet, inmitten der Mühen und Schwierigkeiten seines Pontificats. || Man begreift übrigens nicht, warum die Bischöfe ihrer bischöflichen Autorität in Folge der Festellung der päpstlichen Unfehlbarkeit entsagen sollten. Nicht nur ist dieses Vorrecht eben so alt wie die Kirche selbst, sondern ist auch stets thatsächlich in der römischen Kirche ausgeübt worden, ohne dass die von Gott den Hirten der Kirche übertragene Autorität und Rechtsbefugniss dadurch die mindeste Einbusse erlitten hätten. Die Feststellung dieser Unfehlbarkeit könnte daher in keiner Weise die Beziehungen der Bischöfe zu ihrem Oberhaupt ändern. Die Rechte der einen und die Vorrechte des andern sind in der göttlichen Verfassung der Kirche wohl definirt. Die Bestätigung des Magisteriums und der obersten Autorität des römischen Papstes, weit entfernt davon, den Rechten der Bischöfe Eintrag zu thun, wird eine neue Stütze ihres Lehramts und ihrer Autorität werden, weil die Glieder um so grössere Kraft und Stärke erlangen, jemehr ihnen das Haupt davon mittheilt. || Aus einem ähnlichen Grunde, wie verstärkt werden wird durch die feierliche Bestätigung der päpstlichen Unfehlbarkeit die Autorität der Bischöfe, wird nicht minder die der Fürsten, besonders der katholischen, gestärkt werden. Das Gedeihen der Kirche und die Ruhe des Staats hängen von der innigen Vereinigung der beiden höchsten Gewalten ab. Wem wird es demnach nicht einleuchten, dass das Ansehen der Fürsten nicht nur keine Einbusse von der Suprematie des Papstes erleiden, sondern in derselben im Gegentheil eine festere Stütze finden wird? Welchen Gehorsam, welche Ehrfurcht, welchen Schutz verdanken doch die Söhne der Kirche der von Gott eingesetzten Autorität, um die Fürsten und Völker dem höchsten Ziele des ewigen Heiles entgegenzuführen! Diese Monarchen können nicht verkennen, dass die königliche Gewalt ihnen auch zur Vertheidigung und zum Schutze der christlichen Gesellschaft verliehen ward. Aber eben weil das Autoritätsprincip in der Kirche und in ihrem Oberhaupt verstärkt werden wird, wird eine neue Kraft und Anregung der souveränen Gewalt ertheilt werden, welche denselben göttlichen Ursprung und gemeinschaftliche Interessen hat. Wenn daher die Verkehrtheit der Zeiten die beiden Gewalten geschieden und sie gegen einander in eine schwierige und peinliche Stellung zu grossem Schaden der menschlichen Gesellschaft gebracht hat, so werden engere Beziehungen sie alle beide mit einem unlösbaren Bande verbinden zur Vertheidigung der grossen religiösen und socialen Interessen, und es wird der Weg zu einer fröhlicheren und gedeihlicheren Zukunft gebahnt werden. Aus obigen Betrachtungen erhellt endlich, dass das Concil nicht berufen ist, politische Angelegenheiten zu berathen, wie es die Depesche des Grafen Daru anzudeuten schien. Die französische Regierung dürfte

Nr. 4908 (173). Röm. Curie. 19. März 1870.

daher keinen zureichenden Grund finden, um von der Richtung und Haltung abzuweichen, die sie sich in Bezug auf das Concil vorgezeichnet hatte, und sie wird nicht auf der Bitte um Mittheilung der Decrete bestehen, welche der Prüfung und Berathung der ehrwürdigen Versammlung der Bischöfe unterbreitet werden sollen. In dieser Hinsicht muss ich bemerken, dass das vom Herrn Minister in seinem Antrag beanspruchte Recht, das er durch das zwischen dem heiligen Stuhl und Frankreich in Kraft stehende Concordat begründet, sich meiner Ansicht zufolge in keiner Weise durch diesen Act stützen lässt. Keinerlei Erwähnung dieses besonderen Punktes geschieht in den Artikeln dieses Vertrages. Andererseits dürften, da die Beziehungen zwischen Kirche und Staat über Gegenstände gemischter Competenz durch diesen Vertrag geordnet wurden, die Beschlüsse, welche das vaticanische Concil in ähnlichen Angelegenheiten gefasst hat, keineswegs die durch den heiligen Stuhl sowohl mit Frankreich als mit anderen Regierungen abgeschlossenen besonderen Stipulationen verletzen, wofern letztere ihrerseits der vollständigen Beobachtung der bestehenden Verträge keinerlei Hinderniss entgegensetzen. Ich will daher diese Gelegenheit ergreifen, um hinzuzufügen, dass, wenn der heilige Stuhl es nicht für zeitgemäss erachtet hat, die katholischen Fürsten zum Concil zu laden, wie dies ehemals geschehen ist, jedermann einsehen muss, dass dies hauptsächlich den Zeitumständen, die andere geworden, zuzuschreiben ist. Dieselben haben den Stand der Beziehung zwischen der Kirche und den weltlichen Regierungen verändert und ihr gegenseitiges Einvernehmen bei Ordnung der religiösen Angelegenheiten schwieriger gemacht. Ich möchte nichtsdestoweniger hoffen: die Regierung Sr. Maj. des Kaisers, völlig befriedigt von den Erklärungen, die ich im Namen des heiligen Stuhls über die verschiedenen Punkte der Depesche des Herrn Grafen Daru gegeben habe, und zugleich die Schwierigkeiten anerkennend, in welche der heilige Vater gebracht werden könnte, werde nicht länger auf ihrer Forderung der vorgängigen Mittheilung der Constitutionsprojecte bestehen, welche der Beurtheilung der Väter des Concils unterbreitet werden. Muss man nicht alle Vorgänge, die der Art sind, die freie Handlung dieser ehrwürdigen Versammlung zu behindern, vermeiden? Andererseits, da die Kirche in den Grenzen bleibt, die ihr angewiesen sind durch ihren göttlichen Gründer, darf der Regierung Sr. Maj. keine Sorge bleiben über den Ausgang der Berathungen der bischöflichen Versammlung. Schliesslich wird die französische Regierung damit ein neues Zeugniss geben von den wohlwollenden Gesinnungen, welche sie zu Gunsten der Freiheit der conciliarischen Berathungen kundgegeben hat, und von dem Zutrauen, welches sie der Weisheit und Vorsicht des apostolischen Stuhls zu hegen erklärt. Ew. erlauchteste und hochehrwürdigste Herrlichkeit wollen gefälligst die gegenwärtige Depesche dem Herrn Grafen Daru vorlesen, ihm Abschrift davon lassen u. s. w. (Gez.) G. Cardinal Antonelli.

Nr. 4909. (174.)

FRANKREICH. Denkschrift des Ministers des Auswärtigen (Graf Daru) an Papst Pius IX. — Vorstellung gegen die dem Concile vorgelegten Schemata, insofern dieselben die staatliche und bürgerliche Ordnung berühren.

Nr. 4909 (174). Frankreich. 4. April 1870.

Le Saint-Siége connaît déjà, par la dépêche en date du 20. février, que l'Ambassadeur de France a remis à Son Eminence M. le Cardinal-Secrétaire d'Etat, les graves motifs qui ont déterminé le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur des Français à se départir de l'attitude d'abstention dans laquelle il s'était jusque là renfermé. || Le Souverain-Pontife sait que pleins de respect pour la liberté de l'Eglise et reconnaissant l'incompetence des pouvoirs civils dans les questions religieuses, nous ne prétendons en aucune façon intervenir dans les questions religieuses, nous ne prétendons en aucune façon intervenir dans les délibérations synodales sur les matières d'ordre spirituel. || L'Empereur a donné, dès le principe, un témoignage éclatant de la politique réservée qu'il entendait suivre en n'usant pas du droit de se faire représenter au Concile, droit qui a appartenu de tout temps à la Couronne de France, et qui n'a jamais jusqu'ici été contesté à aucun Souverain catholique. Des questions d'ordre politique et civil ont été récemment soulevées au sein de l'Assemblée conciliaire. Les rapports de l'Eglise et de l'Etat ont été l'objet d'un ensemble de propositions qui seront prochainement discutées. Le Gouvernement de Sa Majesté a cru dès lors qu'il était de son devoir et de son droit de faire entendre, sur ce point spécial, des observations, et de montrer le trouble que pourrait jeter dans les esprits l'adoption de maximes qui porteraient atteinte aux lois du pays. || Dans l'exercice de ce droit, pour l'accomplissement de ce devoir il n'use d'aucune pression qui puisse, à quelque degré que ce soit, gêner les délibérations de l'auguste Assemblée. Son intervention est purement morale, et il la restreint aux choses qui sont de la compétence indiscutable des pouvoirs publics. En venant demander qu'on respecte les droits et les libertés de la Société civile, il n'a garde de se montrer irrespectueux pour les droits et les libertés de la Société religieuse. Il intervient parceque la limite des deux domaines lui semble franchie. Il ne veut pas la franchir à son tour. Confiants, respectueux, sûr de nos sentiments, nous nous adressons à l'esprit généreux du Saint-Père, nous lui rappelons ces rapports de mutuelle bienveillance, qui, depuis soixante-dix ans, ont uni les deux Gouvernements, et qui ont assuré la paix sociale religieuse. C'est pour conserver ses bons rapports que nous demandons instamment à la sagesse du Souverain-Pontife et des Pères du Concile d'écarter du *Schema de Ecclesia* tout ce qui, dans le texte publié et non désavoué, aurait, nous le craignons, les plus graves conséquences sur l'ordre légal et sur l'ordre social de tous les Etats de l'Europe. Plus on examine, en effet, la doctrine résumée dans ce document, moins il est possible de méconnaître que cette doctrine, au fond équivaut, à la subordination complète de la société civile à la société

Nr. 4909 (174). Frankreich. 4. April 1870.

religieuse. Nous désirons que des explications plausibles ou des modifications heureuses nous permettent de donner à ces projets de résolution une interprétation différente. Mais dans l'état présent des choses, à moins de refuser aux lois leur sens naturel et vrai, on ne peut se soustraire à cette conviction que le Schema de Ecclesia aurait pour but et pour objet de rétablir dans le monde entier l'ascendant de doctrines subordonnant à l'empire du clergé la société civile. || En effet suivant les dispositions que ce Schema renferme et sous la sanction redoutable de l'anathème, l'Infaillibilité et l'autorité de l'Eglise doivent s'étendre non seulement aux vérités transmises par la Révélation, mais à toutes celles qui peuvent paraître nécessaires pour défendre le depôt de la tradition. En d'autres termes, cette Infaillibilité et cette autorité n'ont de limites que celles que l'Eglise leur assigne, et tous les principes de l'ordre civil, politique, scientifique, rentrent directement ou indirectement dans leur compétence. C'est dans ce champ à peu près illimité que s'exercerait le droit pour l'Eglise de rendre des décisions et de promulguer des lois obligeant la conscience des fidèles indépendamment de toute confirmation de l'autorité politique, et même en opposition directe avec les lois émanées de l'autorité politique. C'est dans ce domaine, dont l'Eglise seule paraît devoir fixer les bornes, que les canons lui attribuent un pouvoir complet, à la fois législatif, judiciaire et coërcitif, applicable aussi bien au for extérieur qu'au for intérieur, pouvoir dont il serait même permis à l'Eglise d'assurer l'exercice par des peines matérielles, et auquel les Princes et les Gouvernements chrétiens seraient tenus de prêter leur concours en châtiant tous ceux qui essaieraient de s'y soustraire. || Il est évident que, si de tels principes étaient appliqués, les Gouvernements ne conserveraient de puissance et les sociétés civiles de liberté, que la puissance et la liberté qu'il conviendrait à l'Eglise de leur constitution politique, les bases de leur législation civile en matière de propriété, de famille, d'enseignement, pourraient être mis tous les jours en question par l'autorité Ecclésiastique. Comme complément de ce système on a demandé de comprendre dans le même décret l'Infaillibilité personnelle et séparée du Pape c'est-à-dire qu'après avoir concentré tous les pouvoirs politiques et religieux entre les mains de l'Eglise, on concentre tous les pouvoirs de l'Eglise dans les mains de son chef. || Telles sont les maximes que le Concile oecuménique serait appelé à proclamer à la face du XIX. siècle, et comme ces maximes ne sont admises et reconnues nulle part dans l'Europe chrétienne un anathème universel serait jeté, au nom du Saint-Père, à toutes les institutions, et à toutes les sociétés. On nous dit, il est vrai, que l'Eglise déclare des vérités abstraites, mais n'exige pas qu'on les applique. Si ces doctrines sont en désaccord avec les lois existantes, ce désaccord, dit-on, porte uniquement sur les principes; en fait, elles s'accommodent de toutes les formes de gouvernement, de toutes les législations. || Une pareille déclaration ne suffirait pas pour nous rassurer. Peut-on, en effet, admettre que, demain, dans les 40,000 paroisses de France, on enseignera aux hommes qu'ils sont libres de faire ce

Nr. 4909 (174). Frankreich. 4 April 1870.

qu'ils ne sont pas libres de croire; qu'on doit penser d'une manière, que l'on peut agir de l'autre? Cette distinction infligerait aux consciences délicates les plus douloureuses tortures. Nous avons trop de respect pour l'Eglise, nous avons une trop haute idée de sa puissance, pour admettre un tel argument. Nous sommes convaincus qu'elle fait et veut faire une oeuvre sérieuse et que, par conséquent, elle tend toujours à faire entrer dans la pratique les maximes qu'elle aura inscrites dans les croyances comme des vérités immuables. Nous ne saurions admettre que le plus vénérable des Pontifes ait réuni autour de son trône tous les évêques de la Catholicité pour rédiger et promulguer des lois stériles, pour prendre des résolutions vaines. || On ajoute que ces maximes ne sont pas nouvelles, qu'elles reproduisent simplement les dogmes d'un enseignement théologique ancien, que le monde ne doit pas en être étonné, puisque l'Eglise a toujours tenu le même langage. Nous le reconnaissons; ce n'est pas d'aujourd'hui que ces doctrines font leur apparition au milieu des sociétés; elles y ont été présentées à d'autres époques, à plusieurs reprises. Mais toute l'histoire atteste qu'elles n'ont jamais été acceptées sous cette forme et dans les temps où la foi Catholique régnait sans partage. Toujours et partout l'indépendance absolue du domaine temporel et de l'autorité souveraine a été énergiquement revendiquée par les peuples, par les rois, souvent par un clergé national. Même au moyen-âge, l'essai tenté de faire prévaloir ces principes, a été l'occasion des plus sanglants conflits. La longue lutte du sacerdoce et de l'Empire en est la preuve. Les schismes et les hérésies, qui ont enlevé tour à tour à la Société Catholique l'Eglise d'Orient tout entière et la moitié de l'Eglise d'Occident, n'ont pas eu d'autres causes. || Certes, dans l'état présent des Sociétés, la déclaration de ces principes ne saurait entraîner de si graves conséquences. L'indépendance de la Société civile, que l'on pouvait autrefois croire menacée, est, de nos jours, en fait aussi bien qu'en droit, au-dessus de toute controverse, comme au-dessus de toute atteinte. La liberté de conscience et la liberté des cultes, universellement reconnues, rendent impossible même la supposition de la société politique. Ne craignons rien de pareil. Ceux mêmes qui poussent le plus ardemment le Concile à transformer cette doctrine en dogme, reconnaissent que la nécessité des temps condamnera de tels décrets à rester à l'état de lettre morte. || Les principes modernes ont pris place définitivement dans le droit public européen, et n'en sortiront pas, parcequ'ils sont indispensables à la dignité comme à la liberté des hommes et des gouvernements. Ce n'est pas un sentiment d'inquiétude politique qui nous pousse et nous dicte les représentations que nous croyons devoir adresser au Concile. C'est une crainte à la fois plus sérieuse et plus désintéressée, c'est la crainte de voir se créer, si la sagesse du St.-Siége n'y met obstacle, entre les Sociétés civiles et l'Eglise, une sorte d'antagonisme également redoutable pour toutes deux. || Le gouvernement de l'Empereur considère et a toujours considéré ce bon accord au sein des nations chrétiennes comme une des bases essentielles de la paix sociale. Comment le

Nr. 1909 (174). Frankreich. 4. April 1870.

maintenir, si la plus haute autorité religieuse qui existe au monde, celle du Concile oecuménique, condamnait les maximes sur lesquelles repose la législation, et déclare les principes du droit public contraires aux principes enseignés par l'Eglise? Lorsque l'écho de telles déclarations, au parti du Vatican, ira retentir dans les chaires du moindre village comme dans la conscience du plus humble des catholiques, ne sera-t-il pas tort à craindre que, semés dans les esprits, les germes de dissidences ne se développent et ne se traduisent tôt ou tard dans les faits? | Le gouvernement de l'Empereur a cédé au sentiment du plus impérieux des devoirs en appelant sur ces périls l'attention sérieuse des Pères du Concile. En ce qui le touche personellement, rien ne lui aurait été plus aisé que de laisser se consommer en silence les résolutions projetées, sauf à user plus tard du pouvoir qui lui appartient de déclarer nulle et de nul effet toute maxime contraire au droit public comme au sentiment général de la nation française. Les conseils de ce genre ne lui ont pas manqué; il n'a pas cependant hésité un seul instant à repousser ces timides suggestions. La politique qui consiste à attendre que le mal soit fait et irréparable pour aviser, est une politique imprévoyante, et qui ne serait digne ni de l'Empereur ni d'une grande nation comme la nôtre. Amis éprouvés de l'Eglise, il ne nous appartient pas de rappeler les témoignages de dévouement que nous lui avons donnés. Mais nous pouvons dire que nous restons fidèles à nos traditions, et que jamais nous ne lui aurons rendu un plus signalé service que le jour où, parlant aux augustes représentants de la Catholicité réunis à Rome, nous les avertissons du danger auquel ils s'exposent. | Nous ne voulons pas restreindre leur liberté; nous n'élevons la voix que pour leur signaler les conséquences de leurs actes. | Nous sommes près d'eux les interprètes fidèles de l'opinion publique qui partout se prononce, qui, loin de demeurer silencieuse, éclate et se manifeste à des signes certains. Il est périlleux de la braver, utile de la consulter, nécessaire de l'écouter. C'en est fait de la paix publique, de la concorde entre les sociétés politiques et les sociétés religieuses, si l'on soulève, si l'on provoque un mouvement de réaction dans les esprits, et si l'on donne aux ennemis de l'Eglise une arme dont ils sauront trop bien se servir contre elle. | Monsieur le Cardinal Secrétaire d'Etat, en répondant à la communication que le gouvernement de l'Empereur avait cru devoir lui faire parvenir aussitôt après la présentation du Schema de Ecclesia, a lui-même compris la nécessité d'atténuer l'inquiétude que les vues manifestées dans ce document avaient partout causée. Son Eminence, dans sa dépêche du 19 Mars, a dit, en parlant des deux pouvoirs: „Que la compétence de chacun d'eux étant parfaitement distincte et déterminée d'après le but en vue duquel ils sont établis l'Eglise n'exerce pas en vertu de son autorité une ingérence directe et absolue en ce qui regarde les principes constitutifs des gouvernements, les formes des institutions civiles, les droits politiques des citoyens, les devoirs de l'Etat, et les autres points signalés dans la note du 20 février". Traitant plus loin du Concordat le Cardinal Antonelli a dit

Nr. 4909 (174). Frankreich. 4. April 1870.

encore „que les points de la compétence mixte étant réglés par cet acte, les décisions qui séront prises en Concile sur de telles matières n'altéreront en rien les stipulations spéciales convenues par le Saint-Siége tant avec la France qu'avec les autres puissances". Le Gouvernement de l'Empereur est loin de méconnaître l'importance de ces déclarations. Il en prend acte et il y puise une grande confiance dans les résolutions définitives du St.-Père et du Concile, en effet en s'inspirant des règles de conduite indiquées par son Eminence le Cardinal-Secrétaire d'Etat, que l'on parviendra à dissiper les préoccupations dont nous avons fait parvenir l'expression au Saint-Siége, et que nous exposons en ce moment à l'auguste assemblée elle-même. C'est par des déclarations basées sur ces sages maximes que les Pères du Concile pourront se rapprocher du point de vue d'où l'opinion, jusque-là calme et sympathique, mais aujourd'hui anxieuse et alarmée, envisage la grande tâche dévolue à leur sagesse. Il dépend d'eux de modifier en ce sens les propositions qui leur ont été soumises, et d'en faire disparaître ainsi les prescriptions qui seraient de nature à troubler et à compromettre les rapports de l'Eglise et de l'Etat. Gardiens de la paix sociale, les gouvernements ont pour principale mission de prévenir tout ce qui peut l'atteindre. Ils manqueraient à ce devoir si, dans les circonstances actuelles, ils gardaient le silence. L'agitation provoquée dans le monde chrétien par l'attente des résolutions du Concile les avertit de la nécessité impérieuse de parler, de réclamer contre des propositions qui, si elles étaient adoptées, auraient pour conséquence inévitable d'amener des troubles douloureux. Les propositions n'intéressent pas moins les Etats que la religion, l'Eglise, et le Saint-Siége.

Diese Denkschrift Daru's, welche dem Papste erst am 22. April überreicht werden konnte, war von einer Note an den Botschafter M. de Banneville begleitet, in der ausgesprochen wird: Il est nécessaire qu'il ne puisse exister d'équivoque pour personne et qu'il fait bien entendu que le Saint-Père accepte notre communication pour la soumettre à l'assemblée des évêques réunis au Vatican. Je m'en rapporte à votre sagesse pour remplir notre mission de la maniére la plus respectueuse pour le Souverain pontife et la plus conforme aux droits dont nous revendiquons l'usage. (S. Jules Favre, Rome et la république française. Paris 1871. p. 25.) — M. de Banneville berichtete unter dem 23. April über den Misserfolg dieser Mission an Daru: Le Pape m'a répondu qu'il acceptait volontiers le Mémoire que je lui présentais, mais il m'a déclaré qu'il ne lui paraissait pas possible de faire au concil la communication que je lui demandais". (S. J. Favre l. c. p. 25.) Die in den Worten des Papstes liegende Zurückweisung der Forderungen Frankreichs veranlasste Daru seine Demission zu geben, da man von den zwei Wegen, welche der französischen Regierung nun nur mehr offen blieben: mit der Curie zu brechen und die Truppen aus Rom abzuberufen, oder zur alten abwartenden Haltung gegenüber dem Concil zurückzukehren, den zweiten wählte. (S. N.).

Anfangs April richtete ein am Concil anwesender französischer Bischof das nachfolgende Schreiben an den Grf. Daru, in welchem er diesen auffordert zu handeln, um die Freiheit des Concils zu schützen:

Nr. 4909 (174). Frankreich. 4. April 1870

On sait à Rome que vous aviez l'intention de rédiger une note ou un memorandum qui devrait être appuyé par les puissances. ‖ Si vous agissez vous serez appuyés. Jci les diplomates se plaignent de votre inaction. Mais il faut agir immédiatement, on veut introduire l'infaillibilité après Pâques. ‖ Vous ne pouvez rien faire par Mr. de Banneville. Ses collègues ne le comptent pour rien, sinon pour un obstacle. ‖ Il ne faut pas vous mettre exclusivement sur le terain des canons de Ecclesia. On vous répondrait, soit en supprimant les canons auxquels vous vous opposez; soit en disant que cela ne vous touche pas, à cause du concordat; soit, enfin, en les expliquant dans un sens qui vous paraîtra satisfaisant, quitte à décréter après tous les Canons, tous les Syllabus qu'ils voudront, et les plus formidables. Mais il y a un terrain où vous êtes invincibles, et sur lequel les puissances vous suivent. C'est celui de la liberté du Concile et du droit publique de l'Eglise, sous la protection duquel vos évêques sont venus à Rome. ‖ Cette liberté n'existe plus. Ce droit est violé sur un point que plus de 100 évêques ont déclaré de la dernière importance. ‖ Leur protestation vous donne un point de départ et des arguments invincibles. ‖ Ces évêques déclarent que le Règlement est contraire à la loi de l'Eglise sur le point décisif de la Majorité. Car ce droit, depuis Nicée jusqu'à Trente, déclare la règle indisputable et certaine pour les définitions dogmatiques c'est l'unanimité morale, et non la majorité. ‖ Un nombre immense de faits confirment leur protestation:

Les scènes de violence faites à Haynald et à Strossmayer. — Les Présidents n'ont pas cherché à protéger leur droit et liberté de parole, tout au contraire. ‖ La précipitation de la discussion par les Présidents. ‖ Le Schema de fide, 4 chapitres, 20 pages, canons avec anathèmes, a été distribué 24 heures seulement avant l'ouverture de la discussion, on a voté sur 47 amendements en 5 quarts d'heure. ‖ Le lendemain de-là scène avec Strossmayer, on a lu un Monitum, non pas pour admonéter les interrupteurs, mais pour recommander aux orateurs de se presser, de peur qu'ils n'ennuyent l'assemblée, et n'en provoquent des manifestations. ‖ Ce Monitum est une provocation aux interruptions. Quelquefois un évêque est reçue avec des murmures avant de commencer. ‖ Les demandes de la Minorité: D'une salle où on puisse les entendre. ‖ De bureaux, pour les discussions préliminaires, qui enverraient des Commissaires à la Députation. ‖ De la liberté d'imprimer leurs discours et mémoires pour les distribuer parmi les pères. ‖ Que les auteurs d'amendements puissent les expliquer et les défendre dans la Commission, et puissent avoir le droit de répondre dans les discussions. ‖ D'un procès-verbal des séances. ‖ Sur la majorité et l'unanimité. ‖ Toutes ces demandes sont restées sans réponse et sans effet. ‖ Sa pression exercée sur les Orientaux. ‖ La scène faite au patriarche Chaldéen. ‖ L'emprisonnement intimé à l'archévêque d'Antioche et au chef de sa communauté. ‖ L'arrestation et les coups donnés au prêtre, secrétaire de l'arch. de Diarbelair. ‖ Les menaces aux Melchites, Maronites, et Chaldéens. ‖ Le langage tenu par le pape lui-même. Les cas de Montalembert et de Falloux. ‖ Les lettres du pape à Guéranger, Cabrières etc., traitant les évêques de l'opposition en ennemis. ‖ Les allocutions publiques roulant presque toutes sur l'Infaillibilité. ‖ Les cadeaux faits aux Vicaires apostoliques en les priant de ne pas l'abandonner. ‖ Attitude de la presse approuvée par le Vatican, exploitant ces lettres, et appelant les évêques à se rétracter, en les dénonçant à leur clergé. ‖ Même le journal officiel de Rome

Nr. 4909 (174). Frankreich. 4. April 1870.

traitant la minorité d'alliés des franc-maçons. Après tout cela, il n'y a pas de liberté au Concile. || L'ambassadeur que vous enverrez en recevra des preuves péremptoires. Les autres puissances sont déjà plus avancées que la France: la Prusse, la Hongrie, même la Turquie. | Au nom de l'ordre publique menacé par l'inévitable refus de reconnaître ce Concile. Au nom de votre droit, ayant rendu possible la réunion du Concile, de protéger la liberté de vos évêques. || Dire — „Ce Concile ne peut pas continuer dans les conditions actuelles. || Nous protestons dès à présent contre la Non-liberté manifeste du Concile. || Achevez ce que vous avez déjà commencé. || Il y a des points sur lesquels vous pouvez espérer l'unanimité morale, sans violation de liberté. || Tenez une session publique sur les Schema de Fide et de Disciplina assez pour sauver votre honneur. || Et prorogez une assemblée qui, aux yeux des évêques et du monde, ne possède plus ces conditions d'ordre et de liberté sans lesquelles ce n'est pas un Concile. || Nous désirons que nos évêques retournent dans leurs diocéses jusqu'à ce que les conditions soient plus favorables pour la célébration d'un Concile.“ (S. Quirinus p. 670 ff.) — In einem ähnlichen Sinne äussert sich ein anderer französischer Prälat — wahrscheinlich der Bischof von Marseille — in einem durch das Journal des Débats (6. Mai) veröffenlichten Brief, in dem es unter Anderm heisst:

Notre faiblesse, en ce moment, ne vient, ni des Ecritures, ni de la tradition des Pères, ni des monuments des conciles généraux et de l'histoire. Elle vient de notre défaut de liberté, qui est radical. Une minorité imposante qui représente la foi de plus de 100 millions de catholiques, c'est-à-dire de presque la moitié de l'Eglise universelle, est écrasée par le joug imposé de règlements restrictifs et contraires aux traditions conciliaires. Par des députations que nous n'avons pas réellement choisies et qui osent introduire dans le texte discuté des paragraphes non discutés, par une commission pour les interpellations imposée par l'autorité; par le défaut absolu de discussion, réplique, objection, interpellation; par des journaux que l'on encourage pour la traquer, pour soulever contre elle le clergé des diocèses; par les nonciatures qui viennent à la recousse, quand les journaux ne suffisent pas pour tout boulerverser, c'est-à-dire pour ériger en témoins de la foi les prêtres contre les évêques, et ne plus laisser à ces juges divins que le rôle de députés du clergé secondaire avec mandat impératif, et blâme si on ne répond pas au mandat. La minorité est écrasée surtout par tout le poids de la suprème autorité qui fait peser sur elle les éloges et encouragements qu'elle adresse, par brefs, aux prêtres, et par toutes les manifestations à Dom Guéranger contre M. de Montalembert et autres. || La majorité n'est pas libre: car elle se produit par un appoints considérable de prélats qui ne sauraient être témoins de la foi d'Eglises naissantes ou mourantes. Or, cet appoint, qui se compose du chiffre énorme de tous les vicaires apostoliques du chiffre relativement trop fort des évêques italiens et des Etats pontificaux, cet appoint n'est pas libre. C'est une armée toute faite, toute acquise, endoctrinée, enrégimentée, disciplinée, que l'on menace, si elle bronche, de la famine ou de la disponibilité, et l'on a été jusqu'à donner de l'argent pour ramener quelques transfuges. Donc, il est évident qu'il n'y a pas de liberté suffisante. — La conclusion ultérieure est qu'il n'y a pas oecuménicité nette et plausible. Et ceci n'infirme en rien les vrais principes: l'Eglise est et reste infaillible dans les conciles généraux; seulement il faut que les conciles présentent tous les caractères d'oecuménicité: convocation légitime,

liberté pleine pour les jugements, confirmation par le Pape. Si une seule de ces conditions manque, tout peut être révoqué en doute. On a eu le brigandage d'Ephèse, ce qui n'a pas empêché d'avoir eu ensuite un vrai concile de ce nom. On pourrait avoir ludibrium vaticanum; ce qui n'empêcherait pas de tout réparer dans de nouvelles et sérieuses assises . . . || Vous pourrez répandre ces réflexions, je crois que le grand remède aujourd'hui nous doit venir du dehors . . . (S. Quirinus p. 656 ff., wo auch noch einige andere Briefe französischer Prelaten mitgetheilt werden). — Eine eingehende Darstellung und Bestätigung der oben characterisirten Concilsvorgänge enthält die vom Erzbischof Darboy von Paris ausgegangene Schrift „La liberté du Concil et l'infaillibilité". (S. Friedrich, Docum. l. c. I. p. 129—185.)

Nr. 4909 (174). Frankreich. 4. April 1870.

Nr. 4910. (175.)

OESTERREICH. Depesche des Ministers des Auswärtigen (Graf Beust) an den K. u. K. Botschafter (Graf Trauttmansdorff) in Rom. — Unterstützung der erneuten französischen Vorstellungen.

Vienne, le 10 avril 1870.

Nr. 4910 (175). Oesterreich. 10. April 1870.

Après avoir reçu la réponse du Saint-Siége à la dépêche du 20 février, remise par M. le Marquis de Banneville à Mgr. le Cardinal Secrétaire d'Etat, le Gouvernement français s'est cru obligé d'appeler encore une fois la plus sérieuse attention de la Cour de Rome sur les graves conséquences qu'entraînerait l'adoption par le Concile de certaines propositions soumises à ses délibérations et touchant à des questions d'ordre politique et civil. M. le Comte Daru a bien voulu nous communiquer confidentiellement le texte du Memorandum qu'il compte adresser à ce sujet au Représentant de la France à Rome. Je transmets à Votre Excellence dans l'annexe copie de cette communication, qui ne peut tarder à se trouver entre les mains de Son Eminence le Cardinal Antonelli. Ce n'est pas sans une vive satisfaction que je constate ici le parfait accord qui, dans cette importante occasion, comme dans tant d'autres, existe entre les vues du Gouvernement français et celles que je suis appelé à représenter. Par la dépêche que je Vous adressai le 10 février dernier, je Vous ai parlé déjà des préoccupations qui m'étaient inspirées, au point de vue des intérêts spéciaux de l'Empire austro-hongrois, par la voie dans laquelle la majorité du Concile semblait disposée à entrer. J'avais chargé alors Votre Excellence d'exposer confidentiellement au Gouvernement Pontifical les suites fâcheuses qui pourraient résulter de décisions conciliaires se trouvant en contradiction formelle avec l'esprit ou les principes de la législation civile en vigueur. Se plaçant aujourd'hui à un point de vue plus général le Gouvernement français aborde les mêmes questions et arrive à des conclusions auxquelles le Gouvernement Impérial et Royal ne peut, pour

Nr. 4910 (175). Oesterreich. 10. April 1870.

sa part, qu'adhérer entièrement. Il serait superflu de reproduire ici l'argumentation du Memorandum français dans tous ses développements. Nous ne saurions démontrer avec plus de force et d'éloquence les dangers de la situation qui serait créée par l'établissement d'un antagonisme ouvert entre les doctrines de l'Eglise catholique et les maximes les plus généralement professées par tous les Gouvernements, comme par toutes les sociétés. De même que le Gouvernement français, nous voulons entourer d'un respect scrupuleux les droits et les libertés de l'Eglise. Nous ne prétendons exercer aucune contrainte sur les délibérations du Concile, ni nous immiscer en quoi que ce soit dans des débats d'une nature dogmatique. Nous voulons seulement élever aussi notre voix pour dégager notre responsabilité et signaler les conséquences presqu'inévitables d'actes qui devraient être regardés comme une atteinte portée aux lois qui nous régissent. Comme le Gouvernement français, c'est à un devoir de conscience que nous pensons obéir, en avertissant la Cour de Rome des périls de la voie dans laquelle des influences prépondérantes semblent vouloir pousser le Concile. Ce qui nous émeut, ce n'est pas le danger dont nos institutions sont menacées, mais bien celui que courent la paix des esprits et le maintien de la bonne harmonie dans les relations de l'Etat avec l'Eglise. Le sentiment qui nous fait agir doit paraître d'autant moins suspect au Saint-Siége qu'il correspond à l'attitude d'une fraction importante des Pères du Concile dont le dévouement aux intérêts du Catholicisme ne saurait être l'objet d'un doute. Placés sur un tout autre terrain que cette fraction, puisque nous n'obéissons qu'à des considérations politiques, nous nous rencontrons toutefois aujourd'hui dans le désir commun d'écarter certaines éventualités. Cette coïncidence de nos efforts nous permet de croire qu'en prenant la parole au nom des seuls intérêts de l'Etat, nous ne méconnaissons pas ceux de l'Eglise. Si la démarche du Gouvernement français que nous désirons seconder de tout notre pouvoir vient en ce moment donner un appui à la minorité du Concile et l'aider à faire prévaloir des idées de modération ou de prudence, nous ne pourrons que nous féliciter d'un tel résultat, bien que, je le répète, notre action soit parfaitement indépendante et doive rester en tous cas indépendante de celle des membres du Concile. Les observations et les demandes que le Gouvernement français présente au Saint-Siége, répondent trop à nos propres sentiments, ainsi qu'aux exigences de la situation, pour que nous n'y accédions pas avec empressement. Nous devons les recommander instamment à la considération de la Cour de Rome et j'invite Votre Excellence à S'exprimer dans ce sens auprès du Cardinal Secrétaire d'Etat en L'autorisant même à laisser à Son Eminence une copie de la présente dépêche. Votre Excellence ne devra, bien entendu, s'acquitter de cette démarche que lorsque la communication française sera déjà remise au Gouvernement Pontifical. Recevez etc. Beust.

Nr. 4911. (176.)

EPISCOPAT. Vorstellung an die Concilspräsidenten. — Begründung der Nothwendigkeit, vor Berathung der Lehre vom Primat (Cap. XI. de eccl.), die Lehre vom Verhältniss der kirchlichen zur staatlichen Gewalt (Cap. XIII u. XIV) prüfen zu wollen. —

Lat. Orig. Friedrich, Documenta l. c. II p. 388.

Hocherlauchte und Hochwürdigste Präsidenten!

Nr. 4911 (176). Episcopat. 10. April 1870.

Da dem Vaticanischen Concil nichts obliegt, als für die Vermehrung von Gottes Ruhm und die Förderung des Wohles der Menschen aufs bestmögliche zu sorgen, ist die Angelegenheit aller Väter eine und dieselbe, und obgleich es nach der menschlichen Dinge Natur kaum geschehen kann, dass in dieser heil. Versammlung nicht verschiedene Meinungen vorkommen, sei es doch fern, dass in entgegengesetzte Theile gespalten werden, die zur Schützung und Aufhellung der Wahrheit, welche eine ist, versammelt sind. Wir können daher nicht glauben, es gebe zahlreichere Väter, welche die genaueste Prüfung, die der Frage von des Papstes Unfehlbarkeit gebührt, zurückweisen. Obgleich aber mehrere Schwierigkeiten bleiben, welche unbedingt eine Untersuchung fordern der Art, wie sie in einer Generalcongregation nicht angestellt werden kann, gibt es doch eine, deren höchste Wichtigkeit niemandem entgehen kann, der Gott über der Seelen Heil Rechnung legen muss: denn sie berührt die dem christlichen Volke von den Geboten Gottes zu gebende Unterweisung und betrifft direct das Verhältniss der katholischen Lehre zur bürgerlichen Gesellschaft. || Wir sind weit entfernt vom unbilligen Urtheile jener, welche die Päpste des Mittelalters bezüglich ihrer Urtheile über die Könige und Reiche des ungebändigten Ehrgeizes und der Störung der bürgerlichen Ordnung anklagen. Vielmehr sind wir vollkommen überzeugt, dieselben haben gesetzmässig eine ihnen vom öffentlichen Rechte der abendländischen Völker zugeschriebene Gewalt ausgeübt, und daraus seien grosse Wohlthaten für das christliche Volk entprungen. Da aber jene Päpste, wie auch der Gelehrteste damals pflegte, nach dem Maassstabe ihrer Zeit die vergangenen Dinge beurtheilten, auch durch falsche Erzählungen von Päpsten früherer Jahrhunderte, welche die Kaiser abgesetzt hätten, getäuscht worden waren, so glaubten sie sowohl fest, als sie auch in Decreten und Rescripten aussprachen, von Gott sei ihnen das Recht verliehen, über alle zeitlichen Angelegenheiten aus dem Gesichtspunkte der Sünde Vorschriften zu geben und Urtheile zu fällen; insbesondere habe Christus der Herr dem hl. Petrus und den an dessen Stelle Nachfolgenden zwei Schwerter übergeben, das eine das geistliche, welches sie selbst führten, das andere das weltliche, welches die Fürsten und Krieger nach ihrer Vorschrift führen müssten. Diese Lehre von dem Verhältniss der päpstlichen Gewalt zur staatlichen hat Bonifaz VIII. durch die Bulle „Unam

Nr. 4911 (176). Episcopat. 10. April 1870.

Sanctam" verkündigt und allen Gläubigen anzunehmen befohlen. Es gibt Leute, welche zur Hebung der Schwierigkeit behaupten, Bonifaz habe nichts definirt als: alle Menschen seien gehalten, den römischen Papst als das von Christus gesetzte Haupt der Kirche anzuerkennen; aber dem, welcher die Vorgänge zwischen Bonifaz und Philipp dem Schönen kennt, muss die Meinung des Papstes, der auf einer über die Angelegenheiten Frankreichs gehaltenen Synode die Bulle erliess, evident sein. Dieser Evidenz zu widerstreben erlaubt die Liebe zur Wahrheit nicht; auch entspricht diess der Klugheit nicht; denn die solche Waffen benutzen, bieten den Gegnern der Kirche die glänzendsten Vorwände dar sie zu verleumden, und die Zeugnisse der Geschichte, welche für die Kirche sprechen, zu entkräften. Uebrigens haben die Päpste bis ins siebzehnte Jahrhundert öffentlich gelehrt, die Gewalt in weltlichen Dingen sei ihnen von Gott gegeben, und sie haben die entgegengesetzte Meinung verworfen. || Eine andere Lehre über das Verhältniss der kirchlichen Gewalt zur staatlichen tragen wir mit fast allen Bischöfen der katholischen Welt dem christlichem Volke vor. Denn wir lehren: ungleich zwar sei beider Gewalten Würde, da, wie der Himmel die Erde überrage, so die ewigen Güter, welche den Menschen durch das Amt der geistlichen Gewalt zukommen, höher seien als die zeitlichen, auf deren Erhaltung oder Vermehrung die unmittelbare Thätigkeit der bürgerlichen Gewalt sich beschränke: eine jede von beiden Gewalten sei aber in den ihr anvertrauten Dingen unter Gott die höchste und in ihrem Amte der anderen nicht unterworfen. Der weltliche Fürst als Glied der Kirche unterstehe der kirchlichen Gewalt, welcher durch göttliche Einrichtung das Recht verliehen sei, auch die Könige mit Kirchenstrafen zu züchtigen, niemals aber das Recht zustehe, sie abzusetzen und die Unterthanen vom Bande des Gehorsams zu lösen. Die Gewalt, über Könige und Reiche zu urtheilen, welche die Päpste des Mittelalters ausgeübt, habe ihnen zufolge einer gewissen eigenthümlichen Gestaltung des öffentlichen Rechts zugestanden; aber mit den veränderten öffentlichen Einrichtungen und auch den privaten sei dieselbe zugleich mit der Grundlage, auf der sie geruhet, hinweggefallen. | Was wir von dem Verhältniss der kirchlichen Gewalt zur staatlichen lehren, ist nicht neu, sondern uralt und durch die Uebereinstimmung der heiligen Väter und die Aussprüche und Beispiele aller Päpste bis auf Gregor VII. bestärkt: weshalb wir nicht zweifeln, dass es die volle Wahrheit sei; denn Gott wolle verhüten, dass wir wegen der Zeiten Bedürfnisse den ursprünglichen Sinn des göttlichen Gesetzes fälschen! Dennoch müssen die Gefahren angezeigt werden, welche für die Kirche aus einem Decrete entstehen werden, das mit dieser unserer Lehre nicht übereinstimmen würde. Es entgeht niemandem, dass es unmöglich ist, die staatliche Gesellschaft nach der in der Bulle „Unam Sanctam" festgesetzten Regel zu reformiren. Gleichwohl kann durch den Wechsel der Meinungen und menschlichen Einrichtungen weder ein von Gott verliehenes Recht noch die diesem entsprechende Pflicht aufgehoben werden. Wenn der römische Papst im hl.

Peter die Gewalt empfangen hätte, welche figürlich durch die zwei Schwerter bezeichnet wird, und, wie in der Bulle „Cum ex Apostolatus officio" versichert wird, aus göttlichem Rechte über die Völker und Reiche die Fülle der Gewalt innehätte, dann stände es der Kirche nicht frei, dies den Gläubigen zu verbergen; denn sie muss den Spuren des heiligen Paulus folgen, der die, welche er zu unterrichten bekommen, versichert: „Ich habe nicht unterlassen, Euch den ganzen Plan Gottes zu verkündigen." Wäre aber der christliche Unterricht auf diese Art umgestaltet, so würde es wenig nützen, weitläufig (multis asseverare) zu versichern: was zu der Gewalt des heiligen Stuhles im Zeitlichen gehöre, halte sich in den Grenzen der Theorie und sei von keinerlei Gewicht rücksichtlich der Angelegenheiten und Ereignisse; Pius IX. denke nicht entfernt daran die Lenker der staatlichen Angelegenheiten abzusetzen. Hohnlachend würden die Gegner antworten: die päpstlichen Urtheile fürchten wir nicht; aber nach langen und verschiedenen Verstellungen ist es endlich evident gemacht worden, dass jeder Katholik, dessen Werke durch den Glauben, den er bekennt, geleitet werden sollen, ein geborener Feind des Staates ist, da er sich im Gewissen für gebunden erachtet, soviel er kann dazu beizutragen, dass alle Reiche und Völker dem römischen Papste unterworfen werden. Es ist wohl überflüssig, die vielerlei Machinationen und Verleumdungen, welche von den Feinden der Kirche daraus abgeleitet werden könnten, weitläufiger auseinanderzusetzen. || Da sich dies so verhält, kann es wenigstens dem diese Schwierigkeit recht aufmerksam Erwägenden nicht zweifelhaft sein, dass dieselbe, bevor über die Unfehlbarkeit des Papstes verhandelt werde, auf das genaueste discutirt werden müsse. Unsere Anträge vom 11. März werden zu deren Beleuchtung schon sehr viel beitragen können; aber die Frage, ob Christus der Herr dem hl. Petrus und dessen Nachfolgern die Gewalt über die Könige und Reiche gegeben habe, ist, zumal in unserer Zeit, von einer so grossen Wichtigkeit, dass sie dem Concil direct unterbreitet und nach jeder Richtung erwogen und geprüft werden muss. Es würde nicht Recht sein, die Väter zu verleiten, dass sie über eine Sache, deren Consequenzen sich so weit ausdehnen und die Beziehungen der Kirche zu der menschlichen Gesellschaft so mannigfaltig und tief afficiren, ohne ausdrückliche und volle Untersuchung der Sache entschieden. Deshalb ist es nöthig, dass ihnen die angegebene Frage, bevor das 11. Capitel des Schema's von der Kirche in Angriff genommen, zur Erwägung übergeben werde. Wenn dies beliebt, möge sie abgesondert vorgelegt werden: da sie aber nicht gründlich entschieden werden kann, ohne dass das Verhältniss der kirchlichen Gewalt zur staatlichen nach jeder Seite geprüft wird, so scheint es uns sehr nützlich zu sein, dass die Capitel XIII. und XIV. vor dem eilften verhandelt werden. Wir benutzen übrigens diese Gelegenheit, um uns mit ausgezeichneter Verehrung und Hochachtung zn bekennen

Rom, 10. April 1870.

Euer Hocherlauchten und Hochwürdigsten
demüthigste, ergebenste und wahre Knechte.

Nr. 4911 (176). Episcopat. 10. April 1870.

Friedrich von Schulte. Die Macht der römischen Päpste über Fürsten Länder, Völker, Individuen nach ihren Lehren und Handlungen seit Gregor VII. Prag 1871. — J. Hergenröther, Anti-Ianus. München 1871.

Die oben mitgetheilte, vom Cardinal J. O. v. Rauscher verfasste Vorstellung, führte im Original den Titel: Petitio a pluribus Galliae, (Germaniae), Austriae et Hungariae, Italiae, Angliae, Hiberniae et Americae septemtrionalis archiepiscopis et episcopis. Die Namen der Unterzeichner wurden bisher nur unvollständig veröffentlicht; wir gehen aber wohl nicht irre, wenn wir daraus, dass Card. Rauscher dieselbe verfasste, den Schluss ziehen, sie habe die Unterschrift sämmtlicher s. g. Minoritätsbischöfe getragen.

Die oben angeführte Bulle „Unam Sanctam" von Bonifaz VIII. (a. 1302) lautet in wortgetreuer deutscher Uebersetzung:

Dass in der Gewalt des Petrus zwei Schwerter, das geistliche und weltliche sind, lehrt uns das Evangelium. Denn als die Apostel sagten: „Hier sind zwei Schwerter", antwortete der Herr nicht, es sei zu viel, sondern genug. Wahrlich, wer das weltliche Schwert in Petri Gewalt leugnet, versteht schlecht das Wort des Herrn: „Stecke dein Schwert in die Scheide". Jedes der beiden Schwerter ist also in der Gewalt der Kirche, das geistliche nämlich und das weltliche. Aber das letztere ist für die Kirche, jenes von der Kirche zu handhaben. Ersteres ist des Priesters, letzteres in der Hand der Könige und Krieger, aber nach dem Winke und der Zulassung des Priesters. Ein Schwert muss unter dem andern sein, und die weltliche Autorität der geistlichen Gewalt unterworfen werden; denn wenn der Apostel sagt: „Es gibt keine Gewalt ausser von Gott; was aber ist, ist von Gott geordnet": so wäre keine Ordnung, wofern nicht ein Schwert unter dem andern stände und das niedrigere gewissermassen durch das andere erhoben würde. Denn nach dem hl. Dionys ist es ein göttliches Gesetz, dass die niedrigsten Dinge durch die mittleren zu den höchsten gebracht werden. Nach der Weltenordnung werden also nicht alle Atome gleichmässig und unmittelbar, sondern das unterste durch das mittlere und das niedrigere durch das höhere zur Ordnung geleitet. Dass die geistliche Gewalt aber an Würde und Adel jegliche weltliche übertreffe, müssen wir um so offener bekennen, als das Geistliche das Weltliche überragt. Und das sehen wir ja mit hellem Auge an der Entrichtung der Zehnten, der Segnung, Heiligung, aus dem Empfange der Gewalt selbst, aus der Verwaltung der Dinge selbst. Denn Zeuge ist die Wahrheit: die geistliche Gewalt hat die irdische einzusetzen und zu richten, wenn sie nicht gut gewesen ist. So bewahrheitet von der Kirche und der kirchlichen Gewalt die Weissagung Jeremiä: „Siehe, ich habe dich heute gesetzt über die Völker und Reiche" u. s. w. Folglich, wenn die weltliche Gewalt abweicht, wird sie abgeurtheilt werden von der geistlichen Gewalt; wenn aber die geringere geistliche Gewalt abweicht, (wird sie abgeurtheilt werden) von ihrem Obern; wenn aber die höchste, wird sie von Gott allein, nicht von einem Menschen abgeurtheilt werden, nach des Apostels Zeugniss: „Der geistliche Mensch beurtheilt Alles, wird aber selbst von niemandem beurtheilt". Es ist aber diese Autorität, obgleich verliehen einem Menschen und ausgeübt durch einen Menschen, keine menschliche, sondern vielmehr eine göttliche, aus göttlichem Munde dem Petrus gegeben und ihm und seinen Nachfolgern in demjenigen, welchen bekannte der Fels, gefestigt, als der Herr zu Petrus sprach; „Was immer du binden wirst" u. s. w. Wer immer demnach dieser von Gott also geordneten Gewalt widersteht, wider-

strebt Gottes Ordnung, es gäbe denn nach des Manichäus Truglehre zwei Principien; das aber erklären wir für falsch und ketzerisch, weil nach Moses' Zeugniss der Herr nicht in den Anfängen, sondern in dem Anfange Himmel und Erde schuf. Und so erklären wir, sagen wir, entscheiden wir: Dem römischen Pontifex unterworfen zu sein, ist für jegliches menschliche Geschöpf zum Heile nothwendig." (S. lat. Text c. l. de majoritate et obedientia, in Extrav. comm. I 8. Vergl. auch das Münchner Minoritätsgutachten Nr. 4873 (138) p. 64). — In der gleichfalls oben angeführten Bulle „Cum ex Apostolatus officio" von Paul IV. (a. 1559) — gerichtet an die ganze Kirche und von den Cardinalen unterschrieben — wird ausgesprochen, „dass der römische Papst, der Gottes und unseres Herrn Jesu Christi Stelle auf Erden führt", „über die Völker und die Reiche die Fülle der Gewalt besitzt und über Alle richtet". (S. Magnum Bullarium Romanum. Luxemb. 1727. Tom. I. p. 840.)

Nr. 4911 (176). Episcopat. 10. April 1870.

Nr. 4912. 177.)

EPISCOPAT. Petition um unverzügliche Vornahme der Berathung des Schema's über die päpstliche Unfehlbarkeit.

Lat. Orig. Friedberg, Sammlung l. c. Urk. LXXXVI.

Heiligster Vater!

Nr. 4912 (177). Episcopat. 20. April 1870.

Da man mit täglich wachsendem Eifer Schriften verbreitet, durch welche die katholische Tradition angegriffen, die Würde des Concils erschüttert, die Gemüther der Gläubigen verwirrt, die Spaltung unter den Bischöfen selbst vermehrt, der Friede und die Einheit der Kirche ernstlich bedroht werden, da andererseits die Zeit herankommt, wo es vielleicht nothwendig sein wird, die Zusammenkünfte des Concils zu unterbrechen, und somit die Gefahr nahe liegt, dass die Frage, welche die Gemüther in Aufregung hält, ungelöst bleibe; damit ferner die Seelen der Gläubigen nicht länger von jedem Winde der Meinungen hin- und hergetrieben werden, das ökumenische Concil und die katholische Kirche nicht länger den Beschimpfungen der Häretiker und der Ungläubigen ausgesetzt bleiben und das Uebel, welches bereits einen so bedenklichen Charakter angenommen, nicht unheilbar werde — so bitten die unterzeichneten Väter Deine Heiligkeit eben so demüthig wie dringend, in Erfüllung der dir von Christus unserm Herrn anvertrauten Aufgabe, die Schafe und die Lämmer zu weiden, und der dir auferlegten Pflicht, deine Brüder zu stärken, das einzige Mittel zur Abwehr jener grossen Uebel anwenden zu wollen, indem du befiehlst, dass das Schema über die Infallibilität des Papstes ohne allen Verzug dem Concil zur Berathung vorgelegt werde.

(Ueber 300 Unterschriften).

Nr. 4912 (177). Episcopat. 20. April 1870.

Als dann in der Generalcongregation vom 29. April den Vätern die baldmöglichste Vorlage eines umgearbeiteten Schema's über den Primat und die Unfehlbarkeit des Papstes angekündigt wurde, richteten die oben angeführten Bischöfe die nachfolgende Denkschrift an den Papst:

So gewaltig der Schmerz war, von dem erfüllt, wir kürzlich genöthigt waren, uns Deiner Heiligkeit bittend zu nahen, so gross ist die Freude, die uns nun treibt, Dir ergebenst Dank zu sagen. Denn damals wühlten die Winde der Meinungen wie ein heftiger Wirbelwind die Gemüther auf; die Unfehlbarkeit des heil. Stuhles war zum Zeichen des Widerspruchs gesetzt, und so sehr wurde diese seine Prärogative von Vielen bekämpft, dass durch ihre Argumente sogar der Primat Petri und seiner Nachfolger, nämlich der Grundstein der Kirche, angegriffen wurde. || Inzwischen frohlockten die Feinde der Kirche; die Schwachen im Glauben, durch die Kunst oder das Ansehen der Schriftsteller bewogen, schwankten zweifelnd; die frommen Gläubigen aber wurden alle von nicht geringer Sorge und von Kummer gedrückt. || Dem leider allzu schwer werdenden Uebel hast Du, heiligster Vater, endlich ein wirksames Heilmittel gebracht, indem du gestattetest, dass jenes Dekret dem Concil vorgelegt werde, durch welches allein ein so grosser Sturm gestillt werden kann. Denn durch diese Vorlage allein schon werden die betrübten Gemüther aufgerichtet, wird die Frechheit der Bekämpfer des heil. Stuhles gebrochen und ersteht die sichere Hoffnung auf die so sehr ersehnte Eintracht. Dieses Dein Wort also, heiligster Vater, wird in dieser unserer stürmischen Zeit das bewirken, was einst auf dem Meere geschah, als der Nachen, während Christus schlief, vom Sturme umhergeschleudert wurde; als er aber aufstand und dem Winde gebot, wurde eine grosse Stille. || Dass wir das so schnell wie möglich erfahren, wird Deine Heiligkeit durch Dein Flehen zu dem, dessen Statthalter Du bist, erlangen; wir aber werden unsere Gebete mit dem Deinigen vereinen, damit die Freude derjenigen, deren Sache eine gemeinsame ist, auch eine gemeinsame sei, und auf dass wir, nachdem deine Prärogative sichergestellt sind uns auch der Befestigung unserer Autorität über die Völker erfreuen. Rom, am Feste des heiligen Petrus des Martyrers (29. April) 1870.

Nr. 4913. (178.)

RÖMISCHE CURIE. Depesche des Cardinal-Staatssecretärs (Antonelli) an den apostolischen Nuntius in Wien (Falcinelli). — Erwiederung auf die österreichische Depesche vom 20. Februar. (Vergl. Nr. 4895).

Ital. Orig. Friedberg, Sammlung l. c. Urk. LXXXII.

Rom, 20. April 1870.

Nr. 4913 (178). Röm. Curie. 20. April 1870.

Hochwohlgeborener und Hochwürdigster Herr!

Der Botschafter seiner kaiserlichen und königlich apostolischen Majestät, Herr Graf Trauttmansdorff, hat mir kürzlich eine schon unter dem 10. Febr.

l. J. vom Herrn Reichskanzler Grafen Beust in Bezug auf das Concil an ihn gerichtete Depesche vertraulich mitgetheilt. Nachdem der Herr Graf in dieser Depesche der Geneigtheit Erwähnung gethan, welche auf Seite der k. u. k. Regierung vorhanden sei, der katholischen Kirche die grösste Unabhängigkeit bei Regelung ihrer inneren Angelegenheiten zu lassen, in der Erwartung, dass dieselbe vermeiden werde, in ihren Dekreten Fragen zu berühren, in Betreff deren ihre Competenz angefochten werden könnte, zeigt er sich sehr besorgt wegen des Ganges der Dinge auf dem Concil und führt dies — in nicht sehr zarten Ausdrücken — auf gewisse, hier auch hohen Orts herrschende Tendenzen und auf gewisse Kundgebungen zurück, welche, wenn auch bis jetzt noch im Stadium des Projektes, die k. u. k. Regierung beunruhigen und die öffentliche Meinung erregen, und welche, wenn sie sich verwirklichen sollten, dazu führen würden, eine nicht zu überbrückende Kluft zwischen den Gesetzen der Kirche und jenen zu schaffen, welche der Mehrheit der modernen Gesellschaft zur Richtschnur dienen. || Unter diese Kundgebungen reiht der Herr Kanzler in erster Linie die durch die Augsburger Zeitung stattgefundene Veröffentlichung der 21 Canones, welche der Berathung des Concils vorliegen, und betrachtet diese Thatsache als hinreichend, um dadurch die Befürchtungen der öffentlichen Meinung zu rechtfertigen und die k. u. k. Regierung zum Aufgeben der bis nun strenge beobachteten zurückhaltenden Stellung zu zwingen, da aus dem Inhalte von manchem der erwähnten Canones eine Richtung zu entnehmen sei, welche dahin abziele, die Wirksamkeit der bürgerlichen Gesetzgebung lahmzulegen und die Achtung, welche jeder Staatsbürger den Gesetzen seines Landes schulde, zu zerstören, so zwar, dass kein Staat sich gegen die freie Verbreitung von ähnlichen Lehren gleichgiltig verhalten könne. || Der Herr Graf Beust führt dann an, dass er im Monate Juli 1869 die Demarkationslinie gezogen habe, welche zwischen den Wirkungssphären der Staats- und Kirchengewalt bestehen müsse, und indem er sodann aufs Neue bekräftigt, dass die damals aufgestellten Grundsätze dem Verhalten der k. u. k. Regierung zur unabweichlichen Richtschnur dienen müssten, erklärt er, eine gebieterische Pflicht zu erfüllen, wenn er den Staatsgesetzen die ihnen von Seite eines jeden Staatsbürgers ohne irgend eine Ausnahme und bei jeder Gelegenheit gebührende Achtung durch den Vorbehalt sichere, je nachdem der Text der vorerwähnten Canones es ihm nothwendig erscheinen liesse, die Veröffentlichung eines jeden Dokumentes zu verbieten, welches die Majestät des Gesetzes verletzen könnte; ebenso müsse Jedermann, wer es auch sei, der diesem Verbote zuwiderhandle, hiefür vor der Justiz des Landes zur Verantwortung gezogen werden. || Dies ist in Kurzem der Inhalt der mir gemachten Mittheilung, an welche ich einige kurze Bemerkungen zu knüpfen für geboten erachte. Indem ich vor Allem und nicht ohne Befriedigung von der vom Herrn Reichskanzler ausgesprochenen Absicht, der Kirche die volle Freiheit in ihrer Wirkungssphäre zu lassen, Act nehme, kann ich Euerer Hochwohlgeboren und Hochwürden nicht verhehlen, dass ich mir nicht erklären

Nr. 4913 (178). Röm. Curie. 20. April 1870.

Nr. 4913 (178). Röm. Curie. 20. April 1870.

kann, wie die im Entwurfe der Constitutio de Ecclesia und der betreffenden, mit Verletzung des bischöflichen Geheimnisses in der Augsburger Zeitung veröffentlichten Canones enthaltenen Erklärungen bei der k. u. k. Regierung Besorgnisse und Befürchtungen in solchem Maasse erweckt haben können, um sie zu einer Aenderung jener Verhaltungslinie zu veranlassen, welche sie sich zweckmässigerweise (opportunamente) in Betreff der Verhandlungen des vaticanischen Concils vorgezeichnet hatte. Die Materien, welche in diesem Constitutionsentwurfe und den dazu gehörigen Canones behandelt werden, enthalten nichts Anderes als die Darlegung von Maximen und Grundsätzen, die sich in voller Uebereinstimmung mit der von Gott der Kirche geoffenbarten Lehre befinden, und woran letztere als Verwahrerin dieser Lehre nicht das Geringste zu ändern sich erlauben darf; übrigens hat sie das Recht und sogar die Pflicht, dieselbe zu erklären und zu erläutern, besonders dort, wo ihr entgegenstehende Irrthümer diese Nothwendigkeit auferlegen. Es ist ausserdem zu erwähnen, dass die Maximen und Grundsätze, welche in den vorerwähnten Canones dargelegt werden, nunmehr nicht zum ersten Male verkündet werden, da dieselben mehrmals in den Akten der vorausgegangenen Allgemeinen Concile wiederholt, durch verschiedene päpstliche Constitutionen wieder in Erinnerung gebracht (richiamati) und entwickelt, von unzähligen Kirchenschriftstellern beleuchtet und in den katholischen Schulen gelehrt worden sind. || Dann weiss aber auch die Kirche vollkommen gut, bis wohin sich ihre eigene Macht erstreckt, und ist sich der Grenzen der bürgerlichen Gewalt wohl bewusst; und so wie sie über ihre eigenen Vorrechte eifersüchtig wacht, achtet sie auch die Befugnisse jener. Der blosse Verdacht, die Kirche strebe darnach, die eigenen Grenzen zu überschreiten, ist daher auch ein Gegenstand unerfreulicher Ueberraschung, da man dadurch beinahe zur Vermuthung gebracht werden könnte, sie wolle sich über die Grenze ihrer göttlichen Autorität ausdehnen. Wenn sich aber die Kirche gewissenhaft innerhalb der eigenen Grenzen hält, so kann sie doch keineswegs zugeben, dass ihr in der Ausübung ihres heiligen Amtes im Mindesten die Hände gebunden werden (inceppato). Sie findet diese Grenze in der Aufgabe klar bezeichnet, welche sie von ihrem göttlichen Gründer erhalten hat, und da diese ihre Aufgabe darin besteht, die Menschen zur ewigen Seligkeit anzuleiten und zu führen, so hat die Kirche das Recht und die Pflicht, die Völker zu belehren, ihnen in allem Jenem den Geist zu erleuchten und den Willen zu lenken, was zu den moralischen Verpflichtungen und den Vorschriften der Gerechtigkeit und Rechtschaffenheit in irgend einem Bezuge steht, da deren Beobachtung zur Erreichung des Zweckes selbst unerlässlich ist. Die Kirche könnte nie und nimmer und aus keinerlei Grund und unter keinerlei Zeit-, Orts- und persönlichen Verhältnissen auf dies Recht verzichten oder sich dieser Pflicht entziehen. || Daraus ergibt sich denn, dass die Kirche zu allen Zeiten Glaubens- und Moral-Vorschriften gelehrt hat, ohne dass dadurch die Ordnung der Staaten zu leiden oder die Fürsten zur Beunruhigung Anlass gehabt hätten; dass dieselben im Gegentheil

Nr. 4913 (178). Röm. Curie. 20. April 1870.

in weiser Würdigung des Einflusses, den die Thätigkeit der Kirche auf das Verhalten der bürgerlichen Gesellschaft ausübte, wie genügend bekannt, häufig selbst als Vorkämpfer und Vertheidiger der verkündeten Lehren auftraten und durch Mitwirkung der fürstlichen Macht ihre genaue Befolgung förderten. || Es ist hier auch der Ort dieses hinzuzufügen, dass die Kirche in der Ausübung ihres höchsten Lehramtes, weit davon entfernt, in irgend einer Weise die freie und ungehinderte Action der Regierungen zu hemmen oder zu lähmen, im Gegentheil deren Weg dadurch geebnet hat, dass sie beständig den Gläubigen die göttliche Vorschrift vor Augen hielt, Caesar zu geben, was Caesar's ist, und gleichzeitig Caesar erinnerte, er möge die Staatsbürger nicht hindern Gott zu geben, was Gottes ist. || Die Geschichte bietet übrigens unzählige Beweise, dass die Kirche immer die gebührende Unterwerfung unter die rechtmässigen Obrigkeiten eingeschärft und bei jeder Gelegenheit die Lehren verworfen und verdammt hat, welche sich für Ordnung und öffentliche Ruhe bedrohlich erwiesen. Die Vergangenheit gibt in dieser Hinsicht die giltigste und sicherste Bürgschaft, dass die erlauchte vaticanische Versammlung niemals irgend einen Beschluss im Sinne der von der k. u. k. Regierung befürchteten Vorhersehungen fassen wird. || Was übrigens die Aufregung der öffentlichen Meinung betrifft, auf welche der Herr Graf Beust in seiner angeführten Depesche hinweist, so ist nicht leicht zu begreifen, wie die im oberwähnten Constitutionsentwurf enthaltenen Lehren hiezu Anlass geben sollten, da selbe doch in ihrer Gesammtheit nichts Anderes sind als die neuerliche Darlegung (riproduzione) der, wie oben gesagt, zu jeder Zeit verkündeten katholischen Lehre, wie dies die Bischöfe in authentischer Weise und mit voller Freiheit im Schoosse des vaticanischen Concils bezeugen werden. Es ist jedoch zu hoffen, dass die katholische Lehre, durch einen feierlichen Act von den Concils-Vätern auf's Neue bekräftigt (riconfermata), von dem Volke der Gläubigen als ein Himmelszeichen des Friedens und als Morgenroth einer schöneren Zukunft aufgefasst werden wird, nachdem der Zweck dieser Neubekräftigung kein anderer ist, als der modernen Gesellschaft die Grundsätze der Gerechtigkeit und der Rechtlichkeit ins Gedächtniss zurückzurufen und auf diese Weise der Welt jenen Frieden und jene Ruhe wiederzugeben, welche einzig und allein in der Beobachtung der göttlichen Gesetze gefunden werden können. || Schliesslich dürfte es nicht ohne Nutzen sein, zu bemerken, dass es mit dem mehrerwähnten Constitutionsentwurf gar nicht darauf abgesehen war, Aenderungen oder Modifikationen in den vom Heiligen Stuhle mit den Regierungen zur Regelung der Beziehungen der Kirche zum Staate in Angelegenheiten gemischter Competenz abgeschlossenen Concordaten anzubahnen (introdurre), da die Entschliessungen, welche das vaticanische Concil über die im Entwurfe selbst dargelegten Materien zu fassen haben wird, in keiner Weise die erwähnten Verträge alteriren werden, insolange die Regierungen in dem, was sie betrifft, die übernommenen Verpflichtungen getreulich erfüllen. || Indem ich mich weiterer Bemerkungen, zu denen die Depesche des Herrn Grafen Beust noch Anlass gibt, enthalte,

Nr. 4913 (178). Röm. Curie. 20. April 1870.

glaube ich, dass die oben ausgesprochenen mehr als hinreichend sind, um die k. u. k. Regierung zu überzeugen, dass die von derselben in Beziehung auf die Berathungen des vaticanischen Concils gehegten Befürchtungen keinerlei Begründung haben, und dass dieselbe sich dadurch bewogen finden wird, von der Verhaltungslinie nicht abzuweichen, welche sie sich in Bezug auf dasselbe vorgezeichnet hatte. || Euer Hochwohlgeboren und Hochwürden sind ermächtigt, die oben ausgesprochenen Bemerkungen dem Herrn Reichskanzler in vertraulicher Weise zur Kenntniss zu bringen, und wollen indessen den Ausdruck meiner ausgezeichnetsten Hochachtung genehmigen. || Euer Hochwohlgeboren und Hochwürden Diener G. C. Antonelli.

Nr. 4914. (179.)

BAIERN. Depesche des Ministers des Auswärtigen (Graf Bray) an den K. Gesandten (Graf Tauffkirchen) in Rom. — Unterstützung der neuerlichen französischen Vorstellungen.

Munich, le 20 avril 1870.

Nr. 4914 (179). Baiern. 20. April 1870.

Monsieur le comte! Ainsi que vous en avez été informé par ma dépêche no. 35 du 7 courant, le gouvernement français avait bien voulu nous communiquer le texte d'un mémoire qu'il se proposait de faire remettre à Son Eminence le cardinal Antonelli au sujet des délibérations actuelles du Concile oecuménique. || J'ai lieu de croire que depuis lors cette communication, pour laquelle M. le comte Daru avait réclamé notre appui, a eu lieu, et que, par conséquent, le gouvernement de Sa Sainteté a été mis à même de prendre en considération le contenu de cette pièce importante. || Nous le croyons digne en effet, de la plus sérieuse attention du Saint-Siége et du Concile, et de tous ceux pour lesquels la paix et l'indépendance de l'Eglise, le respect de la religion et le repos des consciences sont des objets de haute sollicitude. || Représentants d'une nombreuse population catholique, dont les vives et loyales convictions ne font l'objet d'aucun doute, et animés nous-mêmes du plus sincère attachement à nos institutions religieuses et d'un profond respect pour l'autorité légitime du Saint- Siége, nous sommes obligés, d'autre part de nous opposer énergiquement à toute atteinte aux rapports entre l'Eglise et l'Etat, dont chez nous le Concordat conclu avec le Saint-Siége et la Constitution du royaume forment les bases solides et inattaquables. || C'est à ce double titre, monsieur le comte, que le gouvernement du roi se joint aux représentations que le gouvernement de l'Empereur Napoléon vient d'adresser avec tant de ménagement et pourtant avec tant de vérité au Saint-Siége, dans le but de lui signaler les craintes légitimes que fait naître dans toute l'Europe catholique la voie où la majorité du Concile paraît vouloir s'engager.

Nous joignons nos instances aux remontrances du gouvernement français, et nous nous croyons appelés à le faire d'autant plus que, dans le sein du Concile lui-même, une grande partie des représentants de l'Eglise de l'Allemagne, dont le dévouement religieux est bien connu, atteste, par son attitude, que nos craintes sont loin d'être vaines. Je vous invite, monsieur le comte, à présenter ces observations à M. le cardinal secrétaire d'Etat et à les recommander à sa sérieuse et bienveillante attention. | D'accord avec les gouvernements intéressés dans cette grave question, nous croyons remplir un devoir sacré en élevant notre voix dans l'intérêt commun de l'Eglise et de l'Etat, et en garantissant autant qu'il est en nous le maintien des droits de l'une et de l'autre, ainsi que la paix religieuse, qui jusqu'ici a été l'heureux partage de notre patrie. || Agréez, monsieur le comte, l'expression réitérée de ma haute considération.

Nr. 4914 (179). Baiern. 20. April 1870.

Comte de Bray.

Graf Beust hatte unter dem 20. April an den österr. Geschäftsträger in München, v. Zwierzina, eine Note gerichtet, in der unter Anderem gesagt wird: „Nach sorgfältiger Erwägung der uns vor ihrer Absendung nach Rom vertraulich mitgetheilten neuesten Depesche des Grafen Daru in Angelegenheiten des Concils haben wir uns gern entschlossen, den darin enthaltenen Erklärungen, da sie nach unserer Auffassung die Stellung und Aufgabe der weltlichen Regierungen gegenüber der Kirchengewalt vollkommen kennzeichnen, unsere volle Unterstützung zu leihen und zu diesem Zwecke den k. u. k. Botschafter in Rom mit einer zur Mittheilung an den Cardinal-Staatssecretär bestimmten Instruction zu versehen. || Von letzterem Actenstücke, welches ich heute an den Graf Trauttmansdorff absende, beehre ich mich Eur. gleichzeitig eine Abschrift mit dem Ersuchen zu übersenden, solche sofort dem k. baierischen Herrn Minister des Aeusseren zur Verfügung zu stellen. Ich zweifle nicht, dass Herr Graf v. Bray es dem gemeinsamen Interesse entsprechend finden werde, an den k. Gesandten am päpstlichen Hofe analoge Aufträge zu erlassen". Ueber die Aufnahme dieser Mittheilung durch den Grafen Bray berichtet der österr. Geschäftsträger unter dem 12. April: derselbe lässt Eur. Excellenz seinen verbindlichsten Dank aussprechen, und er wird eine mit der kaiserlichen Depesche vollkommen übereinstimmende an Graf Tauffkirchen richten, während er schon in einer früheren vom 7. d., welche Se. Excellenz mir vorzulegen die Güte hatte, den baierischen Herrn Gesandten in Rom aufforderte, sich den Schritten des Grafen Trauttmansdorff anzuschliessen: Der Herr Minister sprach seine Hoffnung aus, dass durch solch' eine sich fast gleichmässig begegnende Haltung der grossen Mächte die Entscheidung der päpstlichen Curie und des Concils noch zuletzt in beruhigender Weise beeinflusst werde, während er ernstlich besorgt, dass, wenn diese Eintracht der Cabinete nicht vorhanden wäre, man sicher in Rom einen unbeugsamen Willen treffen würde".

Nr. 4915. (180.)

NORDDEUTSCHER BUND. Depesche des norddeutschen Gesandten (v. Arnim) in Rom an den Cardinal-Staatssecretär Antonelli. — Unterstützung der neuerlichen französischen Vorstellung.

Rome, le 23 avril 1870.

Nr. 4915 (180). Norddeutscher Bund. 23. April 1870.

Monseigneur! Le Gouvernement Impérial de France nous a donné connaissance du memorandum relatif au Concile que Sa Sainteté a daigné recevoir des mains de l'Ambassadeur de France. || Le Cabinet des Tuileries, ayant demandé au Gouvernement de la Confédération de l'Allemagne du Nord d'appuyer les observations qu'il vient de soumettre au Saint-Père, comme président du Concile, nous n'avons pu hésiter à nous associer à une démarche, considérée comme opportune, comme urgente même, par beaucoup de catholiques, désireux de voir aboutir les délibérations du Concile à une oeuvre de paix religieuse et sociale.

En effet, le Gouvernement de la Confédération, témoin de l'agitation profonde qui règne au sein de l'Eglise en Allemagne, manquerait à ses devoirs, s'il ne voulait pas constater l'identité des appréciations, développées dans la pièce française, avec les graves préoccupations qui, en Allemagne, se sont emparées des esprits, effrayés à l'idée que des résolutions conciliaires, prises en dépit de l'avis presqu'unanime de l'Episcopat Allemand, ne puissent créer des situations pénibles, en imposant aux consciences des luttes sans issue. Ce n'est pas tout. Il est de notoriété publique que les Evêques Allemands qui, à nos yeux comme au yeux du Saint-Siége, sont les représentants légitimes des catholiques allemands — pas plus que l'Episcopat de l'Empire Austro-Hongrois — n'ont pu s'approprier les vues qui paraissent dominer au Concile. Par des documents publiés dans les journaux et dont l'authenticité n'a jamais été contestée, nos Evêques ont rempli le devoir de signaler d'avance les déplorables résultats qui seraient à craindre, si l'autorité suprême de l'Eglise et la majorité du Concile voulaient, sans tenir compte des votes contraires d'une minorité importante, procéder à la déclaration de certains décrets qui, en introduisant sous forme de définitions dogmatiques des modifications profondes dans la délimitation de l'autorité attribuée à chaque degré de la hiérarchie, ne pourraient manquer d'altérer en même temps la position réciproque des pouvoirs, civil et ecclésiastique. De tels décrets, loin d'être seulement une menace vague pour l'avenir, semblent plutôt calculés de manière à faire renaître et à entourer d'une nouvelle sanction dogmatique d'anciennes constitutions pontificales suffisamment connues et constamment combattues par la société civile de toute époque et de toute nation. Vouloir proclamer ces principes aujourd'hui du haut de la Chaire Pontificale, les vouloir soutenir par tous les moyens de persuasion dont l'Eglise dispose, ce cerait, nous le craignons, jeter le trouble dans l'ensemble des rapports de l'Eglise avec l'Etat, et amener des crises dont le Gouvernement Pontifical, malgré sa sagesse tradi-

Nr. 4915 (180). Norddeutscher Bund. 23. April 1870

tionnelle, ne se rend peut-être pas compte, parce qu'il est moins que nous en mesure de juger de la disposition des eprits dans nos pays. || Il y a un point sur lequel il importe de diriger tout particulièrement l'attention du Saint-Siége. || En Allemagne les chrétiens catholiques et non-catholiques doivent vivre paisiblement les uns à côté des autres. Sous l'influence des relations quotidiennes et d'un contact continuel un courant s'est formé qui, sans effacer les divergences, a fini par rapprocher les différentes confessions, de manière à pouvoir espérer qu'un jour on parviendrait à réunir toutes les forces vives du Christianisme, pour combattre en commun les erreurs dont le monde subit déjà l'influence, au grand détriment des sentiments religieux. || Or, il est à craindre que ce mouvement de rapprochement ne soit violemment arrêté, si l'événement venait à prouver que les tendances que nos Evêques combattent, et contre lesquelles l'opinion publique fait valoir tous les arguments qu'elle puise dans le besoin de défendre contre toute atteinte la base de notre existence nationale, devaient l'emporter aux délibérations du Concile, jusqu'au point d'être imposées au monde comme règle de foi religieuse et par conséquent comme règle de conduite politique. Nos populations — il est impossible de s'y méprendre — y verraient la reprise d'anciennes luttes, parce qu'elles ne pourraient être rassurées par une argumentation qui tendrait à représenter la conduite politique comme entièrement indépendante de ce qui leur serait enseigné comme devoir religieux. || Il n'est pas impossible que le Gouvernement de la Confédération, auquel les reproches de ne pas s'être opposé à temps à ce que, à tort ou à raison, on a appelé les projets de Rome, n'ont pas manqué, n'aurait plus, en matière religieuse, la liberté d'action dont, jusqu'à présent, il s'est servi dans l'intérêt de l'Eglise Catholique. || En soumettant ces observations au Saint-Siége, nous ne nous sommes nullement inspirés des idées de ceux que la Cour de Rome considère, peut-être, comme ses adversaires. Nous n'avons aucun intérêt à affaiblir l'autorité au Souverain Pontife. C'est comme Puissance amie, et pour rendre un nouveau service un Saint-Siége, que nous voudrions, par la franchise avec laquelle nous nous exprimons sur les difficultés de notre situation, et sur les dangers d'une crise religieuse, contribuer à écarter des délibérations du Concile tout ce qui pourrait compromettre la position généralement satisfaisante de l'Eglise Catholique en Allemagne. || Si nous pouvions nous flatter d'avoir coopéré à un tel résultat, nous n'en serions pas seulement redevables à la sagesse du Saint-Siége, mais nous y trouverions un motif de plus pour persévérer dans la ligne de conduite que nous avons toujours suivie dans nos relations avec la Cour de Rome.

Veuillez agréer, Monseigneur, l'assurance réitérée de ma plus haute considération. Arnim.

Nr. 4916. (181.)

RÖMISCHE CURIE. Die dogmatische Constitution über den katholischen Glauben. — Beschlossen und verkündet in der dritten öffentlichen Sitzung des vaticanischen Concils vom 24. April 1870.

Lat. Orig. Friedberg, Sammlung l. c. Urk. CXII. Deutsche Uebersetzung — mit Approbation sämmtlicher deutscher Mitglieder des Ausschusses für Glaubenssachen im vatic. Conc. — von Molitor: Die Constitutionen d. vatic. Concils. Regensburg 1870.

Pius, Bischof, Knecht der Knechte Gottes.

Mit Zustimmung des heiligen Concils.

Zum immerwährenden Gedächtniss.

Nr. 4916 (181). Röm. Curie. 24. April 1870.

Bevor der Sohn Gottes und Erlöser des Menschengeschlechtes, unser Herr Jesus Christus, heimkehrte zu seinem himmlischen Vater, hat er die Verheissung gegeben, dass er mit seiner auf Erden streitenden Kirche sein werde alle Tage bis an's Ende der Welt. Darum hat er zu keiner Zeit aufgehört, der geliebten Braut zur Seite zu sein, ihr beizustehen, wenn sie lehrt, sie zu segnen, wo sie wirkt, ihr Hülfe zu bringen, wenn Gefahr ihr droht. Diese seine heilbringende Fürsorge aber, welche schon aus andern unzähligen Wohlthaten ununterbrochen hervorleuchtet, ist insbesondere in der augenscheinlichsten Weise kund geworden an jenen Früchten, welche der Christenheit aus den allgemeinen Concilien, und namentlich aus jenem von Trient, wenn es auch in ungünstigen Zeiten abgehalten wurde, in reichlichstem Maasse erwachsen sind. Daher die genauere Erklärung und fruchtbarere Entwickelung der heiligsten Glaubenslehren, sowie die Verurtheilung und Eindämmung der Irrthümer; daher die Wiederherstellung der Kirchenzucht und deren festere Ordnung, die Beförderung des Eifers für Wissenschaft und Frömmigkeit im Clerus, die Errichtung von Anstalten für die Erziehung der Jünglinge zum geistlichen Stande, die Erneuerung endlich des Lebens des christlichen Volkes sowohl durch den sorgfältigeren Religionsunterricht, als auch durch den häufigeren Gebrauch der Sakramente. Daher überdies die engere Vereinigung der Glieder mit dem sichtbaren Haupte und die regere Lebensthätigkeit des ganzen mystischen Leibes Christi; daher die Vermehrung der klösterlichen Genossenschaften und anderer Anstalten der christlichen Frömmigkeit, sowie nicht minder der unermüdliche Drang und die glühende, bis in den Martyrertod beharrliche Begeisterung, das Reich Christi weithin über den Erdkreis zu verbreiten. Indem wir aber auf diese und andere bedeutsamen Erfolge, welche die göttliche Gnade der Kirche hauptsächlich mittels der letzten ökumenischen Synode zugewendet hat, mit der gebührenden Dankbarkeit zurückblicken, können wir den herben Schmerz nicht unterdrücken über die so traurigen Uebel, welche gerade dadurch entstanden sind, dass derselben heiligen Synode Würde und Geltung

von so Vielen hintangesetzt, oder deren höchst weise Beschlüsse ausser Acht gelassen wurden*). || Denn Niemand kann verkennen, dass die von den Vätern zu Trient verworfenen Irrlehren, indem das von Gott gesetzte kirchliche Lehramt zurückgewiesen und in Fragen der Religion der Ansicht jedes Einzelnen freier Spielraum gewährt wurde, allmälig in vielfältige Secten sich aufgelöst haben, durch deren Uneinigkeit und Hader es endlich dahin kam, dass bei nicht Wenigen der Glaube an Christus überhaupt wankend wurde. So ward bereits selbst die heilige Schrift, die man ehemals als einzige Quelle und Richterin der christlichen Glaubenslehre hingestellt hatte, schon nicht mehr als von Gott gegeben anerkannt, ja sogar den sagenhaften Erdichtungen beigezählt. || Da entstand und verbreitete sich nur zu weit über den Erdkreis hin jene Lehre des Rationalismus oder Naturalismus, welche der christlichen Religion als einer übernatürlichen Anstalt in Allem widerstrebt und mit aller

*) Dieser und die beiden folgenden Absätze lauteten im Schema (1. Revision) wie folgt: Jedermann weiss, dass die von den Vätern zu Trient verdammten Ketzereien, welche nach Verwerfung des lebendigen Lehramtes der Kirche die religiösen Dinge dem eigenen Urtheil eines jeden anheimstellten, von selbst in vielfache und uneinige Secten zerfallen sind, welche, nachdem endlich bei den meisten der Glaube Christi umgestürzt und vernichtet worden, sich nicht scheuten, auch die heiligen Schriften selbst, die sie vorher für die einzige Quelle und den höchsten Richter der christlichen Lehre erklärten, mit gottlosem Frevelmuth leeren Formeln und blossen Erdichtungen gleichzustellen. Da aber die Bauleute solchermaassen jenen Eckstein verworfen und jenes Fundament untergraben hatten, ausser welchem niemand ein anderes legen kann, Jesum Christum, unseren Erlöser, so geschah es, dass sie, der Führung des Glaubens beraubt und sich selbst überlassen, jene Ungeheuer der Ansichten und philosophischen Systeme eingeführt haben (ea invexerint opinionum et philosophicorum systematum monstra), welche, mit dem Namen Mythismus, Rationalismus, Indifferentismus bezeichnet, endlich in eine Masse von Irrthümern zusammenschmolzen und den Naturalismus erzeugten. Und diese gottloseste, heutzutag leider nur zu verbreitete Lehre, greift nun wie sie denn ihrem Wesen nach der übernatürlichen Ordnung geradezu widerstreitet, mit offenem Visir die christliche Religion an und sucht, nachdem sie den Urheber, Erlöser und Herrn aller, Christus, von der Leitung und Herrschaft der menschlichen Dinge entfernt hat, das Mysterium der Sünde, welches sich am Ende der Zeiten vollziehen sollte, schon jetzt zu erfüllen. Indem sie sich aber der Geister bemächtigt hat, stürzt sie dieselben je nach der Anlage eines jeden in den Abgrund des Pantheismus, Materialismus, Atheismus; kehrt durch die Leugnung des vernünftigen menschlichen Wesens jeglichen Maasstab des Rechts und der Gerechtigkeit um und erschüttert und zerstört die Grundlage der menschlichen Gesellschaft. || Da nun diese gottlose Pest ungestraft wüthet (Impia vero hujusmodi peste impune grassante), war es kaum anders möglich, als dass auch eine Anzahl von Söhnen der Kirche von derselben angesteckt und der katholische Sinn bei der vielfältigen Herabsetzung der Wahrheiten verdunkelt wurde. Und leider zeigt eine höchst traurige Erfahrung, dass viele, von diesen fremden und nebelhaften Lehren umhüllt und gefangen, die Natur mit der Gnade, die menschliche Wissenschaft mit dem göttlichen Glauben so vermengen und so den von der Kirche aufgestellten und gelehrten wahren Sinn der Glaubenssätze verdrehen, dass sie die volle Reinheit und Aufrichtigkeit des Glaubens augenscheinlich in die äusserste Gefahr gebracht haben. (S. lat. Orig. Friedrich, Docum. l. c. II. p. 65.)

Nr. 4916 (181). Röm. Curie. 24. April 1870.

Macht dahin zielt, Christus, unsern alleinigen Herrn und Heiland, aus den Gedanken der Menschen, aus dem Leben und den Sitten der Völker zu verbannen, damit das Reich der sogenannten reinen Vernunft oder Natur gegründet werde. Nachdem sie aber die christliche Religion verlassen und preisgegeben, nachdem sie den wahren Gott und seinen Christus geleugnet haben, sind viele Geister endlich in den Abgrund des Pantheismus, Materialismus und Atheismus gerathen, so dass sie Alles aufbieten, um mit Leugnung sogar der vernünftigen Natur, und jeder Richtschnur der Gerechtigkeit und Tugend, die tiefsten Grundlagen der menschlichen Gesellschaft zu zerstören. || Indem nun aber diese Gottlosigkeit überall um sich griff, geschah es unglücklicher Weise, dass auch Manche von den Söhnen der katholischen Kirche von dem Pfade der wahren gläubigen Frömmigkeit abirrten, und dass bei allmäliger Verkümmerung der Wahrheiten ihre katholische Gesinnung abgeschwächt wurde. Denn durch Lehren von mancherlei und befremdlicher Art auf falsche Wege geführt, sieht man sie in verkehrter Weise Natur und Gnade, die menschliche Wissenschaft und den göttlichen Glauben vermengen und so den ächten Sinn der Dogmen, wie ihn unsere heilige Mutter, die Kirche, festhält und lehrt, verfälschen und die Unversehrtheit und Reinheit des Glaubens in Gefahr bringen. || Wie könnte es beim Anblick von allem diesem anders geschehen, als dass die Kirche in ihrem tiefsten Innern bewegt wird! Denn gleichwie Gott will, dass alle Menschen selig werden und zur Erkenntniss der Wahrheit gelangen; gleichwie Christus gekommen ist, auf dass er selig mache, was verloren war, und die Söhne Gottes, die da zerstreut waren, zur Einheit sammele, so weiss sich die Kirche, die von Gott bestellte Mutter und Lehrmeisterin der Völker, als Aller Schuldnerin und ist immerfort bereit und beflissen, die Gefallenen aufzurichten, die Wankenden zu stützen, die Zurückkehrenden liebreich zu empfangen, die Guten zu bestärken und zum Bessern zu fördern. Deshalb kann sie auch nie und nimmer davon ablassen, die Wahrheit Gottes, durch welche Alles gesundet, zu bezeugen und zu verkünden, wohl eingedenk, dass ihr gesagt ist: Mein Geist, der in dir ist, und meine Worte, welche ich in deinen Mund gelegt, sollen nicht weichen von deinem Munde von nun an bis in Ewigkeit. (Jesaias LIX. 21.) || Also haben auch Wir, tretend in die Fusstapfen Unserer Vorgänger, es niemals unterlassen, gemäss Unserm höchsten Apostolischen Amte die katholische Wahrheit zu lehren und zu wahren und verkehrte Lehren zu verwerfen. Nun aber, da die Bischöfe des ganzen Erdkreises, durch Unsere Berufung zu dieser ökumenischen Synode im heiligen Geiste versammelt, mit Uns als Glaubensrichter sitzen, haben Wir beschlossen, gestüzt auf das Wort Gottes, das geschriebene, wie das überlieferte, so wie wir es von der katholischen Kirche heilig behütet und unverfälscht ausgelegt überkommen haben, von diesem Lehrstuhl Petri herab in Aller Angesicht die heilbringende Lehre Christi zu bekunden und zu erklären, zugleich aber die entgegenstehenden Irrthümer, kraft der uns von Gott übertragenen Gewalt, zu ächten und zu verurtheilen.

Nr. 4916 (181). Röm. Curie. 24. April 1870.

Erstes Hauptstück. Von Gott, dem Schöpfer aller Dinge.

Die heilige katholische apostolische römische Kirche glaubt und bekennt, dass ein Gott ist, der wahre und lebendige, Schöpfer und Herr des Himmels und der Erde, allmächtig, ewig, unermesslich, unbegreiflich, an Erkenntniss und Willen und jeglicher Vollkommenheit unendlich; der, als einzig eine, schlechthin einfache und unwandelbare geistige Substanz, in Wirklichkeit und dem Wesen nach von der Welt verschieden, in sich und aus sich höchst glückselig und über Alles, was ausser ihm ist und gedacht werden kann, unaussprechlich erhaben ist. | Dieser alleinige wahre Gott hat in seiner Güte und allmächtigen Kraft, nicht um seine Seligkeit zu vermehren, noch auch um seine Vollkommenheit zu erlangen, sondern um dieselbe durch die Gaben, welche er den Geschöpfen mittheilt, zu offenbaren, nach völlig freiem Rathschluss, zugleich am Anfange der Zeit, die beiden Reiche der Schöpfung aus Nichts hervorgerufen, die geistige und die körperliche Creatur, die der Engel nämlich und die der sichtbaren Welt, und dann die menschliche, welche, als beiden gemeinsam angehörend, aus Geist und Körper besteht. (IV. Lateranensisches Concil C. 1.) || Alles aber, was Gott erschaffen hat, bewahrt und leitet er durch seine Vorsehung, mächtig waltend von einem Ende zum andern und Alles mild ordnend. (Buch der Weisheit, VIII. 1.) Denn Alles liegt bloss und aufgedeckt vor seinen Augen (vgl. Hebr. IV. 13), selbst die zukünftigen freien Handlungen seiner Geschöpfe.

Zweites Hauptstück. Von der Offenbarung.

Dieselbe heilige Mutter, die Kirche, hält fest und lehrt, dass Gott, der Anfang und das Ende aller Dinge, mittels des natürlichen Lichtes der menschlichen Vernunft aus den erschaffenen Dingen mit Gewissheit erkannt werden kann; denn, was an ihm unsichtbar ist, wird, seit der Schöpfung der Welt, mittels dessen, was erschaffen ist, in der Erkenntniss erschaut (Röm. I. 20): dass es aber dennoch seiner Weisheit und Güte gefallen hat, auf anderem, und zwar übernatürlichem Wege sich selbst und die Rathschlüsse seines ewigen Willens dem Menschengeschlechte zu offenbaren, wie der Apostel spricht: Nachdem Gott vormals mannigfach und in vielerlei Art zu den Vätern geredet durch die Propheten, hat er zuletzt in diesen Tagen zu uns geredet durch den Sohn. (Hebr. I. 1—2.) || Dieser göttlichen Offenbarung ist es daher zwar zuzuschreiben, dass das, was von den göttlichen Dingen der menschlichen Vernunft an und für sich nicht unzugänglich ist, auch in dem gegenwärtigen Zustande des Menschengeschlechtes von Allen ohne Schwierigkeit, mit fester Gewissheit und ohne Beimischung von Irrthum, erkannt werden kann. Dennoch ist nicht um deswillen die Offenbarung unbedingt nothwendig zu nennen, sondern darum, weil Gott in seiner unbegrenzten Güte den Menschen für ein übernatürliches Ziel bestimmt hat, zur Theilnahme nämlich an den göttlichen

Nr. 4916 (181). Röm. Curie. 24. April 1870.

Gütern, welche die Erkenntniss des menschlichen Geistes völlig übersteigen; hat ja doch kein Auge gesehen, noch ein Ohr gehört, noch ist es in eines Menchen Herz gekommen, was Gott denen bereitet hat, welche ihn lieben. (1. Cor. II. 9.) | Diese übernatürliche Offenbarung ist ferner nach dem Glauben der ganzen Kirche, wie derselbe von der heiligen Synode von Trient erklärt worden ist, in geschriebenen Büchern und in nicht aufgezeichneten Ueberlieferungen enthalten, welche aus dem Munde Christi selbst von den Aposteln aufgenommen, oder von denselben Aposteln unter der Eingebung des heiligen Geistes gleichsam von Hand zu Hand überliefert, bis auf uns gekommen sind. (Concilium von Trient. 4. Sitzung. Decret vom Canon der hl. Schriften.) Jene Schriften des alten und neuen Testamentes sind aber vollständig in allen ihren Theilen, wie sie in dem Decrete desselben Concils aufgezählt werden und in der alten lateinischen Vulgata herausgegeben sind, als heilige und kanonische anzuerkennen. Es hält aber die Kirche sie für heilig und kanonisch, nicht deshalb, weil sie, lediglich durch menschliche Thätigkeit zu Stande gekommen, durch deren Ansehen gutgeheissen worden, noch deshalb nur, weil sie die Offenbarung ohne Irrthum enthalten, sondern um deswillen, weil sie, nach der Eingebung des heiligen Geistes niedergeschrieben, Gott zum Urheber haben und als solche der Kirche selbst übergeben worden sind. || Weil indessen die heilsamen Bestimmungen, welche die heil. Synode von Trient über die Auslegung der heiligen Schrift gegeben hat, um leichtfertige Geister in Schranken zu halten, von gewissen Menschen verkehrt gedeutet werden, so erklären wir, indem wir eben dieses Decret erneuern, dasselbe sei dahin zu verstehen, dass in Sachen des Glaubens und der Sitten, welche die christliche Auferbauung betreffen, als der wahre Sinn der heiligen Schrift derjenige zu erachten sei, welchen unsere heilige Mutter, die Kirche, festgehalten und festhält, da es ihr zukommt, über den wahren Sinn und die Auslegung der heiligen Schriften zu urtheilen, wonach es Niemandem erlaubt ist, gegen diesen Sinn, oder auch gegen die einhellige Uebereinstimmung der Väter, die heilige Schrift auszulegen.

Drittes Hauptstück. Von dem Glauben.

Da der Mensch von Gott, als von seinem Schöpfer und Herrn, ganz und gar abhängig und die erschaffene Vernunft der unerschaffenen Wahrheit völlig unterworfen ist, so sind wir auch gehalten, Gott, wenn er etwas offenbart, durch den Glauben vollen Gehorsam des Verstandes und des Willens zu leisten. Von diesem Glauben aber, welcher der Anfang des menschlichen Heiles ist, bekennt die katholische Kirche, dass er eine übernatürliche Tugend ist, vermöge welcher wir unter Anregung und Zuthun der Gnade Gottes das, was er geoffenbart hat, für wahr halten, nicht wegen der innern, mit dem natürlichen Lichte der Vernunft erkannten Wahrheit der Dinge, sondern wegen des Ansehens des offenbarenden Gottes selbst, der da nicht betrogen werden noch betrügen kann. Der Glaube ist nämlich, nach dem Zeugnisse des Apostels, Grundlage der zu erhoffenden Dinge, Beweis des nicht Ersichtlichen. (Hebr. XI. 1.) || Damit

Nr. 4916 (181). Röm. Curie. 24. April 1870.

aber nichtsdestoweniger der Gehorsam unseres Glaubens mit der Vernunft im Einklange stehe, hat Gott gewollt, dass sich mit dem innern Beistand des heiligen Geistes äussere Beweise seiner Offenbarung verbinden, die göttlichen Thaten nämlich und zuvörderst die Wunder und Weissagungen, welche, da sie Gottes Allmacht und unendliches Wissen klar vor Augen stellen, höchst sichere und der Fassungskraft Aller angemessene Zeichen der göttlichen Offenbarung sind. Daher hat sowohl Moses und die Propheten, als auch vor Allen Christus der Herr viele und die augenscheinlichsten Wunder gewirkt und ebenso geweissagt; und von den Aposteln lesen wir: Sie aber gingen aus und predigten überall, während der Herr mitwirkte und ihr Wort bestätigte durch die mitfolgenden Zeichen. (Marc. XVI. 20.) Und wiederum steht geschrieben: Wir haben noch ein festeres, das prophetische Wort, und ihr thut wohl, darauf zu achten, wie auf eine Leuchte, die leuchtet an dunklem Orte. (II. Petr. I. 19.) | Wenn aber auch die Zustimmung des Glaubens keineswegs ein blinder Trieb der Seele ist, so kann dennoch Niemand der Predigt des Evangeliums beistimmen, sowie es nothwendig ist zur Erlangung des Heils, ohne die Erleuchtung und Eingebung des heiligen Geistes, welcher es Allen süss und leicht macht, der Wahrheit beizupflichten und zu glauben. (II. Synode von Orange, Can. 7.) Deshalb ist der Glaube an und für sich, auch wenn er durch die Liebe nicht werkthätig ist, ein Geschenk Gottes, und der Glaubensact ein Heilswerk, wodurch der Mensch Gott selbst freien Gehorsam leistet, indem er der Gnade desselben, welcher er widerstehen könnte, beistimmt und mitwirkt. | Mit göttlichem und katholischem Glauben aber ist alles dasjenige zu glauben, was in dem geschriebenen oder überlieferten Worte Gottes enthalten ist und von der Kirche, entweder durch eine feierliche Entscheidung oder durch ihre gewöhnliche und allgemeine Lehrthätigkeit, als von Gott geoffenbart zu glauben vorgestellt wird. || Weil es aber ohne Glauben unmöglich ist, Gott zu gefallen und zur Gemeinschaft seiner Kinder zu gelangen, darum ist ohne den Glauben Niemandem je die Rechtfertigung zu Theil geworden, und Niemand wird, sofern er nicht bis an das Ende in ihm beharrt, das ewige Leben erlangen. Damit wir jedoch der Pflicht, den wahren Glauben anzunehmen und standhaft in ihm zu beharren, zu genügen vermöchten, hat Gott durch seinen eingebornen Sohn die Kirche eingesetzt und mit offenkundigen Merkmalen seiner Einsetzung versehen, auf dass sie von Allen als Wächterin und Lehrerin seines geoffenbarten Wortes erkannt werden könnte. Denn einzig und allein der katholischen Kirche ist alles das eigen, was von Gott in solcher Fülle und so wunderbar geordnet ist, um die Glaubwürdigkeit der christlichen Religion augenscheinlich zu machen. Ja, die Kirche ist an und für sich selber, wegen ihrer wunderbaren Ausbreitung nämlich, wegen ihrer leuchtenden Heiligkeit und unerschöpflichen Fruchtbarkeit in allem Guten, wegen der katholischen Einheit und unüberwindlichen Dauer, gewissermaassen ein gewaltiger und stetiger Glaubensbeweggrund und ein unwiderlegbares Zeugniss für ihre göttliche Sendung. | So geschieht es, dass sie wie ein unter den Völkern aufgerichtetes

Nr. 4916 (181). Röm. Curie. 24.April1870.

Wahrzeichen (Jesaias XI. 12), sowohl jene zu sich einlädt, welche noch nicht zum Glauben gekommen sind, als auch ihre Kinder gewissmacht, dass der Glaube, den sie bekennen, auf dem sichersten Grunde ruht. Zu diesem Zeugnisse tritt die wirksame Hülfe der Kraft von Oben. Denn der Herr in seiner übergrossen Güte erweckt und unterstützt nicht nur mittels seiner Gnade die Irrenden, dass sie zur Erkenntniss der Wahrheit gelangen können, sondern Jene, welche er aus der Finsterniss versetzt hat in sein wunderbares Licht, bestärkt er auch mittels der Gnade, auf dass sie in demselben Lichte beharren: da er Niemanden verlässt, wenn er nicht verlassen wird. Deswegen ist die Lage jener, welche vermöge des himmlischen Geschenkes des Glaubens der katholischen Wahrheit beigetreten sind, und derjenigen, welche, von menschlichen Meinungen verleitet, einer falschen Religion anhangen, durchaus nicht die gleiche; denn jene, welche, unterwiesen von der Kirche, den Glauben angenommen haben, können niemals einen gerechten Grund haben, diesen Glauben zu ändern oder in Zweifel zu ziehen. Darum lasst uns Dank sagen Gott dem Vater, der uns würdig gemacht hat der Theilnahme an dem Loose der Heiligen im Lichte, und nicht hintansetzen ein so grosses Heil, sondern im Aufblick zu dem Urheber des Glaubens und Vollender, Jesus, lasst uns festhalten am unwandelbaren Bekenntnisse unserer Hoffnung!

Viertes Hauptstück. Von dem Glauben und der Vernunft.

Dieses hat auch die Kirche in ununterbrochener Einhelligkeit festgehalten und hält es fest, dass es eine zwiefache Ordnung der Erkenntniss gibt, verschieden nicht nur im Ursprung, sondern auch im Gegenstand: im Ursprunge nämlich, weil wir in der einen durch die natürliche Vernunft, in der andern durch den göttlichen Glauben erkennen; im Gegenstande aber, weil über dasjenige hinaus, was die natürliche Vernunft erfassen kann, uns Geheimnisse zu glauben vorgelegt werden, welche in Gott verborgen sind und einzig und allein vermöge göttlicher Offenbarung kund werden können. Demgemäss bezeugt zwar der Apostel, dass Gott von den Heiden durch das, was erschaffen ist, erkannt worden; aber, wo er von der Gnade und Wahrheit spricht, welche durch Jesus Christus geworden ist, (Joh. 1. 17), verkündigt er: Wir reden Gottes Weisheit im Geheimnisse, die verborgen ist, die Gott vorherbestimmt hat, vor aller Zeit zu unserer Herrlichkeit, die keiner der Grossen dieser Welt erkannt hat: — uns aber hat es Gott geoffenbart durch seinen Geist; denn der Geist erforschet Alles, auch die Tiefen der Gottheit. (I. Cor. II. 7—9.) Und der Eingeborene selbst preist den Vater, dass er dies den Weisen und Klugen verborgen, und den Kleinen geoffenbaret hat. (Matth. XI. 25.) || So erreicht zwar die durch den Glauben erleuchtete Vernunft, wenn sie mit Fleiss, Frömmigkeit und Besonnenheit forscht, unter Gottes Beistand ein gewisses und dazu höchst förderliches Verständniss der Glaubensgeheimnisse, theils aus der Vergleichung mit jenen Dingen, welche sie auf natürlichem Wege erkennt, theils aus dem Zusammenhange der Geheimnisse selbst unter einander und mit

dem letzten Ziele des Menschen; niemals jedoch wird sie in den Stand gesetzt, dieselben zu erkennen gleich den Wahrheiten, welche den ihr eigenen Gegenstand bilden. Denn die göttlichen Geheimnisse übersteigen ihrer Natur selber nach dergestalt die geschaffene Vernunft, dass sie auch, nachdem sie geoffenbart und gläubig angenommen sind, dennoch mit dem Schleier dieses Glaubens bedeckt und in ein gewisses Dunkel gehüllt bleiben, so lange wir in diesem sterblichen Leben pilgern fern vom Herrn; denn im Glauben wandeln wir und nicht im Schauen. (II. Cor. V. 7.) || Aber wenn gleich der Glaube über die Vernunft geht, so kann dennoch nie zwischen Glauben und Vernunft ein wirklicher Widerspruch bestehen, da derselbe Gott, welcher die Geheimnisse offenbart und den Glauben eingiesst, dem menschlichen Geiste das Licht der Vernunft gegeben hat, Gott aber sich selbst nicht verleugnen, noch auch das Wahre dem Wahren jemals widersprechen kann. Der leere Anschein aber eines solchen Widerspruches entsteht hauptsächlich daher, weil entweder die Glaubenswahrheiten nicht nach dem Sinne der Kirche verstanden und erklärt worden sind, oder weil willkürliche Meinungen für Aussprüche der Vernunft gehalten werden. Wir erklären daher, dass jede Behauptung, welche mit einer Wahrheit des erleuchteten Glaubens im Widerspruche steht, durchaus falsch ist. (V. Lateran. Concil.) Ferner hat die Kirche, welche zugleich mit dem apostolischen Lehramte den Auftrag erhalten, die Hinterlage des Glaubens zu behüten, von Gott auch das Recht und die Pflicht, die Wissenschaft, die sich fälschlich diesen Namen anmaasst, zu verurtheilen, damit Niemand getäuscht werde durch Weltweisheit und eitlen Trug. (Coloss. II. 8.) Darum ist es allen Christgläubigen nicht nur verboten, derlei Meinungen, welche anerkanntermaassen im Widerspruche mit der Glaubenslehre stehen, namentlich wenn sie von der Kirche verworfen worden, als berechtigte wissenschaftliche Ergebnisse zu vertheidigen, sondern sie sind vielmehr durchaus verpflichtet, dieselben als Irrthümer anzusehen, welche den trügerischen Schein der Wahrheit zur Schau tragen. || Aber nicht allein, dass sich Glaube und Vernunft niemals widersprechen können, sondern sie unterstützen sich auch gegenseitig, da die rechte Vernunft die Grundlagen des Glaubens darthut und, von dessen Licht erleuchtet, die Wissenschaft der göttlichen Dinge ausbildet, der Glaube aber die Vernunft von Irrthümern befreit und davor bewahrt, und sie mit mannichfacher Erkenntniss bereichert. Weit entfernt deshalb, dass die Kirche der Pflege der menschlichen Künste und Wissenschaften entgegen wäre, unterstützt sie vielmehr und fördert sie dieselben in vielfältiger Weise. Denn sie verkennt weder, noch missachtet sie den Nutzen, welcher dem menschlichen Leben aus ihnen zufliesst; sie erkennt vielmehr an, dass jene, so wie sie von Gott, dem Herrn des Wissens, herkommen, so auch, wenn sie in rechter Weise behandelt werden, zu Gott, mit seinem Gnadenbeistande, hinführen. Ebensowenig verbietet sie fürwahr, dass diese Wissenschaften, jede in ihrem Bereiche, ihren eigenen Principien und ihrer eigenen Lehrweise folgen; aber indem sie diese gebührende Freiheit anerkennt, ist sie sorgsam

Nr. 4916 (181). Röm. Curie. 24. April 1870.

darauf bedacht, dass jene mit der göttlichen Lehre sich nicht in Widerspruch setzen und so Irrthümer in sich aufnehmen; oder dass sie, die eigenen Grenzen überschreitend, in das Gebiet des Glaubens sich eindrängen und dort Verwirrung anrichten. || Denn die Glaubenslehre, welche Gott geoffenbart hat, ist nicht, gleich einem erfundenen philosophischen Lehrgebäude, dem Menschengeiste hingestellt, um sie zu vervollkommnen, sondern sie ist als göttliche Hinterlage der Braut Christi überantwortet, um sie treu zu behüten und unfehlbar zu erklären. Deshalb ist auch allezeit jener Sinn der heiligen Glaubenslehren festzuhalten, welchen unsere heilige Mutter, die Kirche, einmal ausgesprochen hat, und nie darf, unter dem Schein und Vorwande tieferer Einsicht, von eben diesem Sinne abgewichen werden. Es wachse also und mehre sich vielfach und kräftig, wie bei den Einzelnen, so bei Allen, wie in dem einen Menschen, so in der ganzen Kirche, mit dem Fortschritte der Jahre und Jahrhunderte, die Erkenntniss, die Wissenschaft, die Weisheit: Alles jedoch innerhalb der eigenen Grenzen im unveränderten Dogma, im unveränderten Sinne, im unveränderten Gedanken! (Commonitorium des Vincentius von Lerin, Nr. 28.)

Canones.

I. Von Gott dem Schöpfer aller Dinge.

1. Wer da den *einen* wahren Gott, den Schöpfer und Herrn der sichtbaren und unsichtbaren Dinge, leugnet; der sei im Banne. | 2. Wer sich nicht schämt, zu behaupten, ausser der Materie gebe es nichts; der sei im Banne. | 3. Wer da sagt, Gottes und aller Dinge Substanz oder Wesen sei eines und dasselbe; der sei im Banne. | 4. Wer da sagt, die endlichen Dinge, sowohl die körperlichen wie die geistigen oder wenigstens die geistigen, seien ein Ausfluss der göttlichen Substanz; oder das göttliche Wesen werde zu Allem, indem es in die Erscheinung tritt und sich entwickelt; oder endlich, Gott sei das allgemeine oder unbestimmte Sein, welches dadurch, dass es sich bestimmt, das in Gattungen, Arten und Individuen unterschiedene All der Dinge setze, der sei im Banne. | 5. Wer da nicht bekennt, dass die Welt und alle Dinge, welche in ihr enthalten sind, sowohl die geistigen, wie die materiellen, nach ihrer ganzen Substanz von Gott aus dem Nichts hervorgerufen sind; oder wer sagt, Gott habe nicht mit einem von aller Nöthigung freien Willen, sondern eben so nothwendig geschaffen, als er nothwendig sich selbst liebt; oder leugnet, dass die Welt zur Ehre Gottes erschaffen sei; der sei im Banne.

II. Von der Offenbarung.

1. Wer da sagt, der eine und wahre Gott, unser Schöpfer und Herr, könne durch das, was erschaffen ist, mit dem natürlichen Lichte der mensch-

lichen Vernunft mit Gewissheit nicht erkannt werden; der sei im Banne. || 2. Wer da sagt, es sei unmöglich oder nicht angemessen, dass der Mensch durch göttliche Offenbarung über Gott und über die ihm zu erzeigende Verehrung belehrt werde; der sei im Banne. || 3. Wer da sagt, der Mensch könne von Gott nicht zu einer Erkenntniss und Vollkommenheit, welche die natürliche übersteigt, erhoben werden, sondern könne und müsse aus sich selbst in immerwährendem Fortschritte zuletzt zum Besitze alles Wahren und Guten gelangen; der sei im Banne. || 4. Wer die Bücher der heiligen Schrift nicht vollständig mit allen ihren Theilen, wie sie die heilige Synode von Trient aufgezählt hat, für heilige und kanonische annimmt, oder wer leugnet, dass sie von Gott eingegeben sind; der sei im Banne.

III. Vom Glauben.

1. Wer da sagt, die menschliche Vernunft sei so unabhängig, dass ihr der Glaube von Gott nicht befohlen werden könne; der sei im Banne. || 2. Wer da sagt, der göttliche Glaube unterscheide sich nicht von dem natürlichen Wissen von Gott und den sittlichen Dingen, und deshalb sei zum göttlichen Glauben nicht erforderlich, dass die geoffenbarte Wahrheit wegen des Ansehens des offenbarenden Gottes geglaubt werde; der sei im Banne. || 3. Wer da sagt, die göttliche Offenbarung könne durch äussere Zeichen nicht glaubwürdig gemacht werden, und daher müssten die Menschen bloss durch eines Jeden innere Erfahrung oder durch besondere Eingebung zum Glauben bewegt werden; der sei im Banne. || 4. Wer da sagt, Wunder seien unmöglich, und es seien deshalb alle Berichte von solchen, wenn sie auch in der heiligen Schrift enthalten sind, unter die Fabeln und Mythen zu verweisen; oder es können Wunder niemals mit Gewissheit erkannt, noch durch dieselben der göttliche Ursprung der christlichen Religion gehörig bewiesen werden; der sei im Banne. || 5. Wer da sagt, die Zustimmung des christlichen Glaubens sei keine freie, sondern werde durch die Beweise der menschlichen Vernunft aufgenöthigt; oder lediglich zum lebendigen Glauben, welcher durch die Liebe werkthätig ist, sei die Gnade Gottes nothwendig; der sei im Banne. || 6. Wer da sagt, die Lage der Gläubigen und Jener, welche zu dem allein wahren Glauben noch nicht gekommen sind, sei die gleiche, so zwar, dass die Katholiken berechtigt sein könnten, den Glauben, welchen sie, unterwiesen von der Kirche, angenommen haben, in Zweifel zu ziehen, ihre Zustimmung einstellend, bis sie den wissenschaftlichen Beweis der Glaubwürdigkeit und Wahrheit ihres Glaubens vollendet haben; der sei im Banne.

IV. Von dem Glauben und der Vernunft.

1. Wer da sagt, in der göttlichen Offenbarung seien keine wahren und eigentlichen Geheimnisse enthalten, sondern alle Glaubenslehren könnten durch

Nr. 4916 (181). Röm. Curie. 24. April 1870.

die gehörig ausgebildete Vernunft aus natürlichen Principien begriffen und bewiesen werden; der sei im Banne. || 2. Wer da sagt, die menschlichen Wissenschaften seien mit solcher Freiheit zu betreiben, dass deren Aufstellungen, auch wenn sie der geoffenbarten Wahrheit widerstreiten, als wahr beibehalten und von der Kirche nicht verurtheilt werden könnten; der sei im Banne. | 3. Wer da sagt, es sei möglich, dass den von der Kirche aufgestellten Glaubenslehren irgend einmal, gemäss dem Fortschritt der Wissenschaft, ein anderer Sinn beizulegen sei, als der, welchen die Kirche verstanden hat und versteht; der sei im Banne.

So beschwören wir denn, um der Pflicht Unseres höchsten Hirtenamtes zu genügen, alle Christgläubigen und zumeist die Vorsteher und Lehrer, um der Liebe Jesu Christi willen, und befehlen ihnen zugleich, in Vollmacht desselben Gottes unsers Heilandes, dass sie eifrig bemüht seien, um diese Irrthümer von der heiligen Kirche fernzuhalten und aus ihr zu verbannen, das Licht des Glaubens aber in seiner ganzen Lauterkeit zu verbreiten. | Weil es jedoch nicht genügt, die Verkehrtheit des Irrglaubens zu meiden, sofern wir nicht zugleich die Irrthümer sorgfältig fliehen, welche mit jenem in näherer oder fernerer Verbindung stehen, so erinnern wir Alle an die Pflicht, auch die Constitutionen und Decrete zu beobachten, wodurch derlei verkehrte Meinungen, welche hier nicht ausdrücklich aufgezählt werden, von diesem heiligen Stuhle verurtheilt und verboten worden sind.

Gegeben zu Rom in der öffentlichen feierlichen Sitzung in der Basilika des Vatican, seit der Menschwerdung des Herrn im Jahre 1870, am 24. April, im 24. Jahre Unseres Papstthums.

Für die Aechtheit

Joseph,
Bischof von St. Pölten,
Secretär des vaticanischen Concils.

Die oben mitgetheilte dogmatische Constitution, welche mit den Worten beginnt „Dei filius et generis humani Redemtor", wurde in der dritten öffentlichen Sitzung am 24. April von 667 Vätern einstimmig angenommen und hierauf von Pius IX. in feierlicher Weise proclamirt. Der Papst hielt hierbei folgende Ansprache an die Concilsväter: „Ihr seht, geliebteste Brüder, wie gut und angenehm es ist, in Uebereinstimmung zu wandeln im Hause des Herrn, im Frieden zu wandeln. Möget Ihr stets so wandeln. Und da ja an diesem Tage unser Herr Jesus seinen Aposteln den Frieden gegeben hat, und ich dessen unwürdiger Stellvertreter bin, so gebe ich Euch in seinem Namen den Frieden. Dieser Friede (Christi) treibt, wie Ihr wisst, die Furcht aus; dieser Friede schliesst, wie Ihr wisst, die Ohren vor veranständigen Reden".

Obwohl uns — nach der Aufgabe dieser Sammlung — der Verlauf der Verhandlungen in der Generalcongregation, welche zur Annahme dieser Constitution führten, nicht näher berührt, so glauben wir doch zwei Momente aus demselben hervorheben zu sollen. Das Eine ist jene feurige und glänzende, wegen ihres seltenen Gerechtigkeitssinnes oft gepriesene Rede des Bischofs Strassmayer von Diakovar. Strassmayer richtete seinen Angriff gegen die weiter

oben mitgetheilte Stelle des Proömiums (s. Note p. 215), in welcher der Protestantismus für all' die Ungeheuer (monstra) philosophischer Meinungen und für all' die gottlosen Irrthümer verantwortlich gemacht wird, welche, wie eine Pest wüthend, auch Söhne der katholischen Kirche angesteckt haben. Die Hauptstellen dieser Rede werden von Acton l. c. p. 87. f. (im deutschen und lateinischen Texte) folgendermaassen wiedergegeben:

„Mit Vergunst der hochgelehrten Männer" (— begann der Redner im Hinweise auf oben erwähnten Satz des „Proömiums" —) „sei es gesagt: es scheint mir (solcher) Ausspruch weder mit der Wahrheit vereinbar, noch auch mit der Liebe. Nicht mit der Wahrheit. Wahr allerdings ist es, dass die Protestanten sehr schwere Schuld begangen haben, sofern sie mit Missachtung und Zurücksetzung der göttlichen Autorität der Kirche die ewigen und unwandelberen Wahrheiten des Glaubens dem Ermessen und der Willkür der subjectiven Vernunft unterwarfen. Solche Begünstigung des menschlichen Hochmuths gab immerhin zu sehr beklagenswerthen Uebeln, zu Rationalismus und Kriticismus etc. Veranlassung. Aber gerade in dieser Beziehung muss auch gesagt werden, dass zu dem Protestantismus und dem mit ihm im Zusammenhang stehenden Rationalismus die Keime vor dem XVI. Jahrhunderte schon dagewesen und zwar in jenem sogenannten Humanismus und Classicismus, welchen sogar gerade im Heiligthume Männer der höchsten Autorität unvorsichtig und nicht wohl berathen gehegt und grossgezogen haben. Ja, wäre nicht dieser Keim im Voraus vorhanden gewesen, nimmer liesse sich begreifen, wie ein so kleiner Funke in der Herzensmitte Europa's so grossen Brand hätte entzünden mögen, dass er bis auf den heutigen Tag nicht gelöscht werden konnte. Hiezu kommt noch, dass die Verachtung des Glaubens und der Religion, der Kirche und jedwelcher Autorität ohne irgend eine Verwandtschaft und Gemeinsamkeit mit dem Protestantismus in der Mitte des XVIII. Jahrhunderts unter einem katholischen Volke, zu den Zeiten Voltaires und der Encyclopädisten, ihren Ursprung genommen. . . . . Wie indess immer es mit dem Rationalismus bestellt ist, darin, denke ich, hat die verehrliche Deputation ganz und gar sich getäuscht, wenn sie bei Entwerfung der Stammtafel des Naturalismus, des Pantheismus, des Atheismus etc. behauptet, diese Irrthümer zumal seien Ausgeburten des Protestantismus . . . Die aufgezählten Irrthümer werden nicht von uns, sondern eben so auch von den Protestanten gefürchtet und verabscheut, also, dass auch sie der Kirche und uns Katholiken in deren Bekämpfung und Widerlegung Hilfe und Beistand geleistet haben. So war Leibniz gewiss ein gelehrter und in jedem Bezuge ausgezeichneter Mann; ein Mann, so billig in Würdigung der Einrichtungen der katholischen Kirche; ein Mann, so tapfer und beharrlich in Bekämpfung der Irrthümer seiner Zeit, so hochbegeistert und verdient um Rückführung der Eintracht unter den christlichen Genossenschaften" — (bei dieser Stelle der Rede erhob sich lautes Geschrei: Oh, Oh! Präsident de Angelis schellte und sagte: „Hier ist nicht der Ort um Protestanten zu loben"). Strossmayer fuhr fort: „An diese Männer, deren es eine erhebliche Anzahl gibt in Deutschland, in England ebenso auch in Nordamerika, reiht sich eine Menge von Männern unter den Protestanten, auf welche alle das Wort des grossen Augustinus angewendet werden kann: „„Sie irren, aber sie irren in gutem Glauben; sie sind Häretiker, aber sie halten uns für Häretiker. Sie haben den Irrthum nicht erfunden, sondern von verkehrten und in Irrthum geführten Eltern ererbt, bereit, den Irrthum abzulegen, sobald sie seiner überwiesen

Nr. 4916. (181.) Röm. Curie. 24. April 1870.

worden"". . . . . (Hier neue, lange Unterbrechung, Schellen mit der Glocke; dazwischen der Schrei „Pfui, Pfui! nieder mit dem Häretiker""!) „Diese Alle", — entwickelte der Redner fortfahrend — „gehören, obgleich nicht zu dem Leibe der Kirche, dennoch zu ihrem Geiste, und haben einigermaassen Antheil an den Gnaden der Erlösung. Sie Alle haben in der Liebe, durch welche sie sich zu Jesus Christus unserem Herrn hingezogen fühlen, und in jenen positiven Wahrheiten, die sie aus dem Schiffbruche des Glaubens gerettet haben, ebensoviele Anknüpfungspunkte für die göttliche Gnade, deren sich die Barmherzigkeit Gottes bedienen wird, um sie zu dem alten Glauben und zu der alten Kirche zurückzuführen, wenn wir nicht selbst durch unsere Uebertreibungen und durch unbesonnene Verletzung der ihnen schuldigen christlichen Liebe die Zeit des göttlichen Erbarmens hinausschieben. Was aber insbesondere die Liebe betrifft, so ist es sicherlich im Widerstreite mit ihr, fremde Wunden anzurühren in anderer Absicht denn um sie zu heilen; nun, denke ich, geschieht dies Letztere gerade nicht durch die Aufzählung von Irrthümern, zu welchen der Protestantismus Veranlassung gegeben haben soll.". . . . Im Verfolge seiner Rede dann die Frage der Geschäftsordnung aufgreifend, sagte Strossmayer: „Durch ein Decret, welches als Ergänzung des innern Geschäftsganges jüngst uns mitgetheilt worden ist, wird festgesetzt, dass die Angelegenheiten in diesem Concile durch Stimmenmehrheit entschieden werden sollen. Gegen dieses Princip, welches die ganze Praxis aller vorausgehenden Concilien von Grund aus umstürzt, haben viele Bischöfe Einsprache erhoben, ohne jedoch irgend eine Antwort zu erhalten. Nun hätte aber in einer Sache von so hoher Bedeutung eine Antwort gegeben werden sollen, und zwar eine klare, durchsichtige und von jeder Zweideutigkeit freie Antwort. Dies gehört zu den unheilvollsten Dingen auf diesem Concile. Denn es wird dies gewiss, wie den Jetztlebenden, so den nachfolgenden Geschlechtern den Anhalt bieten, um zu sagen: diesem Concile habe die Freiheit gefehlt und die Wahrheit. Ich selbst habe die Ueberzeugung, dass die gemeinsame, ewige und unwandelbare Regel des Glaubens und der Ueberlieferung immer gewesen sei und immer bleiben werde — mindestens die moralisch einhellige Uebereinstimmung. Ein Concilium, welches sich über diese Regel hinwegsetzte und Dogmen für Glauben und Sitte nach Mehrheit der Stimmenzahl zu entscheiden sich unterfinge, würde nach meiner innigsten Ueberzeugung das Recht verwirken, das Gewissen der katholischen Welt unter Androhung des ewigen Lebens und Todes zu verpflichten.". . . . (Grosser Lärm. Unterbrechung des Redners durch den Präsidenten und Entziehung des Wortes. S. bei Acton l. c. p. 93 auch den Wortlaut des Protestes Strossmayer's gegen diese Unterbrechung.) — Die Kritik Strossmayer's, und vielleicht noch mehr die sich daran schliessenden energischen Vorstellungen einzelner Diplomaten, hatten dann doch die Folge, dass dies Proömium zurückgezogen wurde und an dessen Stelle ein die früheren Schroffheiten möglichst vermeidendes Proömium den Vätern zur Annahme vorgelegt wurde (s. oben im Contexte). — Das zweite hier hervorzuhebende Moment war der heftige Widerstand, welchen die s. g. Minoritäts-Bischöfe der Annahme des Schlusssatzes der Const. de fide (s. oben im Contexte) entgegenstellten, weil ihnen darin eine indirecte Anerkennung der Infallibilität zu liegen schien. Schliesslich stimmten sie Alle — nur Strossmayer blieb von der feierlichen Sitzung fern — aber doch diesem Satze zu, beruhigt, wie es scheint, durch die Erklärung des Berichterstatters, Bischof Gasser

von Brixen: es würde durch den Zusatz ganz und gar nicht eine [eigene] Lehre gelehrt, sondern dieselbe nur den vier Kapiteln des Decretes als angemessene Krönung beigefügt, und dieser habe daher mehr einen disciplinaren als einen lehrhaften Charakter". (S. Kernick in seiner Concio habenda, at non habita, bei Friedrich, Docum. l. c. p. I 225.)

Nr. 4916 (181). Röm. Curie. 24. April 1870.

Nr. 4917. (182.)

OESTERREICH. Depesche des Ministers des Auswärtigen (Graf Beust) an den k. u. k. Botschafter (Fürst Metternich) in Paris — Mittheilung über die von Seite der Curie erfolgte Zurückweisung der Vorstellung der Mächte. [Vergl. Nr. 4907 (172) f.]

Vienne, le 27 avril 1870.

Nr. 4917 (182). Oesterreich. 27. April 1870.

Je viens de recevoir des rapports de M. le Comte de Trauttmansdorff qui me rendent compte de la remise du Memorandum français au Saint-Père et de ma dépêche du 10. au Cardinal-Secrétaire d'Etat. || D'après ces nouvelles Sa Sainteté n'aurait pas voulu s'engager à faire parvenir au Concil la communication française et le langage que le Cardinal Antonelli a tenu à notre Ambassadeur ne permet guère de croire à un résultat favorable de la démarche française appuyée par plusieurs autres Puissances. || Pendant l'intervalle qui s'est écoulé entre l'arrivée à Rome du Marquis de Banneville et son audience chez le Pape, il a été décidé à ce qu'il paraît, que l'ordre régulier des délibérations du Concil serait interverti et qu'on procéderait de suite à la discussion du „Schema de Ecclesia" en commençent par son corollaire „de summo Pontifice". || Bien que l'action des Cabinets ne soit donc pas destinée à exercer une influence positive sur la marche des délibérations du Concil, elle aura, cependant, selon le Comte de Trauttmansdorff, l'effet de fortifier la Minorité et d'encourager la résistance qu'elle peut encore opposer aux entraînements du parti contraire. A ce point de vue, notre Ambassadeur trouve que l'attitude actuelle des Puissances qui élèvent leur voix à Rom ne manque pas d'opportunité. || Telles sont en résumé les appréciations du Comte de Trauttmansdorff et je m'empresse d'en faire part a votre Altesse.

Beust.

Nr. 4918. (183.)

RÖMISCHE CURIE. Mittheilung (Monitum) der Concilspräsidenten an die Väter des Concils. — Vor allem Andern wird die Lehre vom Primat und der Unfehlbarkeit des Papstes im Concil zur Berathung gelangen.

Lat. Orig. Fessler, das Vatican. Conc. p. 82.

Nr. 4918 (183). Röm. Curie. 27.April1870.

Sehr viele Concilsväter haben zu wiederholten Malen dringend darum gebeten, dass vor den übrigen Entwürfen, welche sich auf den Glauben oder die Disciplin beziehen, über die Unfehlbarkeit des Papstes verhandelt werde, hauptsächlich aus dem Grunde, weil in neuerer Zeit über diesen so gewichtigen Hauptpunkt der Lehre eine nicht geringe Aengstlichkeit in den Gemüthern der Gläubigen hervorgerufen worden ist, wodurch deren Gewissen beunruhigt und der Friede und die Ruhe der religiösen Gesellschaft zerstört wird. Deshalb erscheint es als nothwendig, den Vätern sobald als möglich zur Prüfung vorzulegen das Schema über den Papst, das die Lehre von dessen Primat und Unfehlbarkeit zusammenfasst.

Durch dieses Monitum wurde zur Gewissheit, was man wohl schon seit lange geahnt hatte: die Curie brachte die Lehre vom Primat und der Unfehlbarkeit des Papstes, getrennt von den übrigen im Schema de Ecclesia enthaltenen Lehren, zur Berathung. Der Eindruck, den diese Ankündigung in vielen Vätern hervorrief, fand einen beredten Ausdruck in dem Proteste vom 8. Mai [s. Nr. 4923. (188).]. Der Entschluss, jenes Hauptdogma isolirt in Angriff nehmen zu lassen, wurde, wie es scheint, erst Ende April gefasst. Dies geht wohl daraus hervor, dass zur Zeit jener Ankündigung das von den Concilstheologen verfasste neue Schema sich sogar noch nicht in den Händen der dogmatischen Commission befand und erst am 10. Mai — am 13. begann schon die Berathung darüber — unter die Concilsväter vertheilt wurde.

Nr. 4919. (184.)

EPISCOPAT. Bemerkungen der Väter des Concils über das Zusatzkapitel von der Unfehlbarkeit des Papstes.

Lat. Orig. Friedrich, Sammlung l. c. II. p. 212—290.

Nr. 4919 (184). Episcopat. 9.April1870.

Die Bemerkungen der Väter über die beabsichtigte Definirung der Unfehlbarkeit des Papstes wurden am 29. April, in der durch die dogmatische Commission besorgten Bearbeitung (Synopsis analytica observationum, s. p. 174), unter die Concilsmitglieder in einer 104 Seiten umfassenden Druckschrift vertheilt. Schon dieser Umfang macht deren vollständige Mittheilung in dieser Sammlung unmöglich, selbst wenn wir von der überwiegend theologischen Bedeutung derselben absehen wollten. — Die Wünsche und Ansichten, welche

darin niedergelegt sind, lassen sich in drei Classen zusammenfassen: Einige Väter meinen, das Schema (Zusatzkapitel) solle entweder unverändert oder doch in der Hauptsache beibehalten werden; 2) Andere wünschen, es solle gründlich umgearbeitet, 3) wieder Andere verlangen, es solle ganz weggelassen werden. Den unter 1) und 2) ausgesprochenen Wünschen wurde dann auch durch ein neues Schemá, das die Lehre vom Primat als einheitliches Ganzes darstellt, möglichst Rechnung getragen. Dagegen glaubte die theologische Commission auf das unter 3) ausgesprochene Verlangen nicht eingehen zu sollen. Sie bemerkt darüber in ihrem Berichte: „Nach gehöriger Erwägung aller zu dem Schema selbst gemachten Bemerkungen kam man zu der Ansicht, dass die oben dargelegte feste Begründung des Schema's durch die gemachten Einwendungen keinen Abbruch erleide, da die gegen beide Theile des Schema's geltend gemachten Schwierigkeiten als bedeutungslos befunden wurden" (s. Relatio de observationibus Romanorum Concilii Patrum in Schema de Rom. Pontificis primatu bei Friedrich, Docum. l. c. II. p. 300).

Wir theilen im Nachfolgenden wenigstens einige der charakteristischen Stellen aus den Bemerkungen der dritten Classe in wortgetreuer deutscher Uebersetzung mit, um auch der nicht theologischen Welt die Möglichkeit zu bieten, sich ein selbständiges Urtheil über den Werth oder Unwerth der Gründe zu bilden, aus denen eine namhafte Zahl der hervorragendsten Väter die Beseitigung des Schema's de Infallibilitate fort und fort verlangte. Ein Verlangen, das vom Papste und der Concilsmehrheit in den schärfsten Ausdrücken gebrandmarkt wurde (s. Nr. 4905 [170] und 4912 [177]). — Die Voten der Väter lauten wie folgt:

Nr. 1. (Rauscher.) „ . . . Dies dem christlichen Volke als Glaubensartikel vorzulegen hat Schwierigkeiten, welche in Rücksicht auf das Heil der Seelen und die Würde eines ökumenischen Concils die sorgfältigste Erwägung und Besprechung dringend verlangen: Ich bekenne aufrichtig, dass ich bis jetzt einer Lösung derselben nicht gewachsen gewesen bin. Dagegen wird es mir zustehen, die Decrete von dem allgemeinen Concil abzuwehren. Die Sache den Gläubigen probat zu machen, ist eine leichte und angenehme Aufgabe. Schwieriger ist die Lage der Bischöfe in Oesterreich und Deutschland. Wenn wir das festhalten müssen, was von Allen geglaubt worden ist, so wird zu zeigen sein, dass die Christen immer, wenigstens implicite, geglaubt haben: es sei den Nachfolgern des heiligen Petrus durch göttliche Gabe verliehen worden, dass das, was sie, ihres apostolischen Amtes waltend, über Glauben und Sitten beschliessen, unwiderruflich und von allem Irrthum frei sei; woraus sich ergibt, dass die aus gewissen geschichtlichen Documenten entnommenen Einwürfe nicht als zur Sache nicht gehörig abgelehnt werden können, sondern gelöst werden müssen.[1]) In dieser Untersuchung müssen die gesunde Vernunft und die aus derselben abgeleiteten Regeln der Kritik die Aufsicht führen.

*) Einer anderen Ansicht huldigt der oben erwähnte Bericht der dogmatischen Commission, der es für überflüssig erklärt, auf die der Kirchengeschichte entnommenen Einwürfe näher einzugehen. Er spricht sich darüber wie folgt aus: Nach den über jeden Einwand erhabenen Denkmalen, [i. e. den im Schema angeführten Stellen aus der heil. Schrift und den Glaubensformeln] ist die Infallibilität eine göttlich geoffenbarte Wahrheit; deshalb ist es unmöglich, dass sie je aus irgend welchen historischen Thatsachen als falsch erwiesen werde; wenn ihr aber solche historischen Thatsachen entgegengehalten würden, so werden diese ganz sicher, insoweit sie feindlich erscheinen, für falsch zu halten sein (fieri ergo nequit, ut haec ex historiae factis quibuscumque falsa umquam demonstretur; sed si quae illi historiae facta opponantur, ea certissime, qua-

Nr. 4919 (184). Episcopat. 29. April 1870.

Durch Ausflüchte, wie sie nicht wenige Theologen in der Sache des Honorius gebraucht haben, würde ich mich dem Gelächter preisgeben. Sophismen zu brauchen ist, wie mich dünkt, des bischöflichen Amtes und der Natur einer Sache unwürdig, die in der Furcht des Herrn behandelt sein will. Aber auch die Klugheit hält mich von derartigen Kunstgriffen zurück. Ich führe einen ununterbrochenen Kampf mit den Feinden des christlichen Glaubens und brauche vor Allem die Waffe, dass ich ihnen klar beweise, dass sie sich widersprechen und dass sie ebenso nicht wissen, was sie sagen. Dass ihnen dies sehr unangenehm ist, erhellt aus den Entgegnungen. Wenn sie aber in irgend welcher Sache beweisen können, ich selbst hätte zu den ihnen vorgeworfenen Kunstgriffen meine Zuflucht genommen, so würden sie triumphiren. Aehnlich ist die Lage vieler anderer Bischöfe, und daher gebietet uns die Rücksicht auf unsere pastorale Pflicht, nichts unversucht zu lassen, auf dass, bevor die Unirrbarkeit der Päpste als sicherer Glaubensartikel erklärt wird, die uns sich aufdrängenden Schwierigkeiten mit der grössten Sorgfalt geprüft werden. || (Es wird dann der schon früher gemachte Vorschlag erneuert, besondere bischöfliche Conferenzen zur genauen Prüfung dieser Frage abhalten zu lassen.) || Den Vigilius haben weder Griechen noch Lateiner in Sachen des Glaubens für unfehlbar gehalten. || Gleichwie der Heilige Stuhl allezeit der Fels war, gegen welchen die Pforten der Hölle nichts vermocht haben, und die Päpste das Amt, ihre Brüder zu stärken, treulich geübt haben, so be-

tenus opposita videntur, falsa habenda erunt). || 2. Hiezu kommt, dass, da die Infallibilität des römischen Papstes durch offenkundige und ganz sichere Quellen als geoffenbarte Wahrheit und so als ursprüngliche und schlechthin alte Lehre erkannt wird, diese nach der schon von Tertullian angewendeten Regel nach dem Titel des Besitzes gegen jede gegentheilige Meinung und Schlussfolgerung praescribirt wird; denn wahr ist, hauptsächlich in Glaubenssachen, was älter ist (secundum regulam a Tertulliano iampridem adhibitam titulo possessionis contra omnem opinionem et conclusionem illi oppositam praescribitur; id enim, maxime in causis ad fidem pertinentibus, est verum, quod prius). || 3. Zur dogmatischen Definirung der päpstlichen Unfehlbarkeit ist nothwendig und genügt, dass die Väter des Concils aus den eigentlichen Quellen der göttlichen Offenbarung, nämlich aus Schrift und Tradition wissen, sie sei göttlich geoffenbart; und dann ist es ohne Weiteres Pflicht und Amt der Väter, diese Wahrheit der göttlichen Hinterlage ihrem Charakter gemäss auctoritativ zu declariren und zu proponiren; einzelne von anderwärts hergeholte Schwierigkeiten, die ihr entgegengehalten werden, aufzulösen, ist nicht so sehr Sache der Concils-Väter, als der Schule der Theologen, welche auch in dieser Beziehung ihrer Aufgabe schon lange nachgekommen sind . . . 4. Es ist ein Grundsatz, der bei allen Wissenschaften angenommen und darum in noch höherem Grade in Fragen des göttlichen Glaubens im Auge zu behalten ist, dass, wenn eine Wahrheit aus den ihr eigenthümlichen Quellen heraus, gleichsam de thesi feststeht, eine irgendwie wahrscheinliche Lösung oder ein irgendwie gewichtiger Grund ausreicht, um die entgegenstehenden Schwierigkeiten wie Hypothesen mit ihr aussöhnen zu können (Est principium in omnibus scientiis receptum, atque ratione multo maiori in causis divinae fidei ob oculos habendum, quod si de aliqua veritate, ex propriis eiusdem fontibus tamquam de thesi constiterit, probabilem quamvis solutionem vel gravem quamvis rationem sufficere, qua contrariae difficultates ceu hypotheses conciliari cum illa valeant). Nun sind aber zum befriedigenden Ausgleich der historischen Einwände mit der Unfehlbarkeit des Papstes wenigstens probable und gewichtige Lösungen beigebracht worden. (Folgt die Titelangabe von älteren und neueren Schriften, welche sich mit der Vigilius- und Honoriusfrage, der Bulle Unam Sanctam u. A. in einem der päpstlichen Unfehlbarkeit nicht wiedersprechendem Sinne beschäftigen].

zeugen doch die Thatsachen, dass einige wenige dem nicht nachgekommen sind. Honorius hat seine Brüder nicht bestärkt, denn über die Glaubensfrage, welche den christlichen Orient damals noch heftig bewegte, über die Fleischwerdung nämlich, hat er ein Decret erlassen, welches der Verbesserung wahrlich sehr bedurfte und viel dazu beitrug, sehr Viele in eine neue Versuchung zu führen. Ueber den Spender des Sacraments der Priesterweihe haben Stephan III., Stephan IV. und Sergius III. geirrt; auch Leo IX., obwohl ein heiliger Mann, wurde doch in dieser Sache vom Verderben der simonischen Pest hingerissen. || Die grösste Schwierigkeit erhebt sich nun erst aus der Bulle Unam Sanctam von Bonifaz VIII. Wenn Bonifaz VIII. in Definirung von Sachen des Glaubens und der Moral nicht irren konnte, so ist das Object der päpstlichen Entscheidung, also die Lehre von dem Verhältniss der kirchlichen Macht zu der bürgerlichen, als eine durch göttliche Anordnung begründete, und so sind die daraus erfliessenden Verpflichtungen wie eine von Gott geoffenbarte Wahrheit zu glauben. Um die Schwierigkeit zu überwinden, behaupten Manche: er habe nichts definiren wollen, als dass die Menschen verpflichtet seien, den römischen Papst als das von Christus bestellte Haupt der Kirche anzuerkennen; allein die Unterschiebung, auf die sie sich mit solcher Behauptung stützen müssen, ist eine absurde.“ || **Nr. 4.** (Unbekannt.) . . . . „Der Ehrw. Vater, der als vierter erscheint, fühlt sich in seiner Gewissensüberzeugung und zum Besten der ganzen Kirche gedrängt, von einer solchen Definition durchaus abzurathen, aus folgenden Gründen: a) Weil solche Definition unnütz ist, da durch sie in der von der Kirche geübten Praxis nichts geändert oder gebessert wird, indem den Decreten und Bestimmungen des heiligen römischen Stuhles in Sachen des Glaubens und der Sitten bisher in jeder Weise ein aufrichtiger Gehorsam ohne Zögern geleistet worden ist — ein Gehorsam, der niemals grösser oder williger war als heutzutage, wo, wie vielleicht nie zuvor, alle Bischöfe des ganzen Erdkreises mit dem heiligen apostolischen Stuhle, an dem sie fest und getreulich hängen, auf's Innigste verbunden sind. || b) Weil eine solche Definition schädlich ist, da sie in fast allen Ländern und Diöcesen die Gemüther bereits in einer Weise aufgeregt hat und bewegt, dass ein Abfall sehr vieler Gläubigen von der katholischen Kirche sehr zu befürchten ist. Der heiligen Mutter Kirche aber, die da eine jegliche Seele liebt wie die Mutter den eingeborenen Sohn, liegt auch die Pflicht ob, dass sie solche Gefahren, solange irgend möglich, vermeide, den drohenden aber vorbeuge. || c) Weil durch diese Definition unzählige Herzen von Christgläubigen dem heiligsten Vater, an dem sie bisher mit innigster Liebe hingen, entfremdet würden. Und wenn deren Vertrauen zur heiligen Kirche erschüttert wird, so würde den bekannten gefährlichen Versuchen, Patriarchal- oder Nationalkirchen einzuführen (leider, leider auch das Schosskind und der Lieblingsgedanke mancher Theologen), neue Nahrung geboten. || d) Weil durch solche Definition neuer Grund und Stoff zu neuen Klagen den Leuten geboten wird, die da meinen oder vielmehr träumen, in der katholischen Kirche liegen die Geister aller Gläubigen wie in Ketten gebunden und werde alle Freiheit der Forschung vollständig unterdrückt, eine Verleumdung, deren die Protestanten und auch manche unzufriedene Katholiken so gern sich bedienen. || e) Weil durch solche Definition den Nichtkatholiken, unter denen sich nicht Wenige, und zwar die besten, namentlich heutzutage, nach einem festen Grunde des Glaubens sehnen, die Rückkehr zur Kirche schwer, ja unmöglich gemacht wird. || f) Weil durch solche Definition die unirten Orientalen mannigfachen und bedenklichen Versuchungen preisgegeben werden, welche sie — muss man fürchten — vielleicht

Nr. 4919 (184). Episcopat. 29. April 1870.

zum Abfall von der Kirche bewegen und somit verleiten könnten, das Band, das sie bisher noch mit der Kirche vereint, zu zerreissen. || g) Weil sich durch solche Definition das Verhältniss der Kirche zu den weltlichen Regierungen in noch zahlreichere und grössere Schwierigkeiten verwickeln würde. Denn fast alle Regierungen werden sich jeglichen Wohlwollens gegen die Kirche entschlagen, und es ist unzweifelhaft, dass die Bischöfe in der Verwaltung ihres heiligen Amtes und in der kräftigen Vertheidigung der Rechte der Kirche fortan werden gehemmt und mit fast unerträglichen Plackereien behelligt werden. || h) Weil die Definition der Lehre von der Unfehlbarkeit des römischen Papstes eine sehr missliche ist, theils wegen der dogmatischen, theils wegen der historischen Schwierigkeiten, deren Widerlegung und Ueberwindung, auch wenn die Sache sonst einen guten Erfolg hätte, doch einen langen Zeitraum und viele wissenschaftliche Studien erfordert, weshalb die früheren Concilien von der Festsetzung dieses Dogma's stets abgestanden sind. || Wenn aber nichtsdestoweniger diese Definition beschlossen wird, so ist inständigst zu verlangen, wie ja von einigen Bischöfen schon auf der Versammlung in Fulda geschehen ist, dass die sorgfältigste Untersuchung gepflogen werde, ehe man zur Definition schreitet. || Endlich wird von dem Ehrw. Vater wiederholt in aller Ehrfurcht gebeten, dass auf gegenwärtigem vaticanischen Concil die Definitionen in Sachen des Glaubens nicht nach numerischer, sondern nach moralischer Stimmenmehrheit erfolgen, wie das bekanntlich auf früheren ökumenischen Synoden der Fall gewesen ist". || **Nr. 6. (Ketteler)** „Ein anderer Vater spricht sich dahin aus: „Obwohl ich selbst die Lehre von der Unfehlbarkeit des Papstes als sehr nahe dem Glauben kommend anerkenne und als Beweggrund und Norm des Handelns immer befolgt habe und befolge, und obwohl es mir auch sehr am Herzen lag, dass die, welche meiner Sorge anvertraut sind, sie befolgen, werde ich trotzdem durch mein Gewissen gedrängt die gewichtigsten Zweifel über die Vernünftigkeit der uns vorgeschlagenen dogmatischen Definition auszusprechen (. . gravissimas dubitationes ratione propositae nobis dogmaticae definitionis exprimere). || 1. Diese dogmatische Definition kann ich nicht für nothwendig halten . . . . Es ist aber eine von den Vätern in den Concilien geheiligte Norm, dass nur solche dogmatischen Definitionen erlassen werden, welche die dringende Nothwendigkeit verlangt hat. || 2. In vielen Gegenden ist die Lehre von der Unfehlbarkeit des Papstes dem christlichen Volke beinahe oder vollständig unbekannt. In sehr vielen Katechismen für die Kinder, für das Volk, ja sogar in dem von dem heil. Pius V. gemäss dem Decret des tridentinischen Concils für die Pfarren herausgegegebenen römischen Katechismus, ist diese Lehre nicht zu lesen. In den Streitigkeiten mit den heutigen Ketzern wurde fast immer das eine versichert, das eine betont: die Katholiken seien das zu glauben verpflichtet, was die unfehlbare Kirche als Glaubenssatz aufstellt. Und als Lutheraner, Calvinisten und andere entgegneten: die Katholiken seien auch dazu verpflichtet, dass sie glauben, was der römische Papst allein lehrt, so wurde diese Behauptung der Ketzer überall durch Wort und Schrift als Verleumdung behandelt. || Und so sind die Geister und Herzen noch nicht genügend vorbereitet (praeparatae) zur Aufnahme dieser dogmatischen Definition in vielen Gegenden, in grossen Diöcesen. Eine Zeit wenigstens müsste gewährt werden, in der die Gläubigen zur Aufnahme der Definition verbereitet würden (praepararentur) . . . . || 4. Es müssten zur Untersuchung der Schwierigkeiten, welche dieser Definition in Thatsachen der Geschichte, in Aussprüchen der Väter und Concilien entgegenstehen, Theologenversammlungen abgehalten werden, da eine gründliche Prüfung der-

selben in den Generalcongregationen nicht möglich ist. || 5. Dann ist zu beachten, dass die Entscheidungen in Glaubenssachen auf allen bis heute gehaltenen Concilien, keines ausgenommen, nicht durch einfache Stimmenmehrheit, sondern durch einstimmigen (oft absoluten, immer moralisch einstimmigen Consens) der Väter zu Stande gekommen sind. Dass diese Norm, von allen Concilien geheiligt, auf unserem vatikanischen wohl gewahrt bleibe, fordere ich nicht, weil ich nicht zweifle, dass sie beobachtet wird". | **Nr. 7. (Fürstenberg)** „ . . . 2) Dieser heiligen Synode anwohnend um gemäss dem bischöflichen Amte wahres und gerechtes Zeugniss des Glaubens zu geben, kann ich vor Gott und den Vätern der Synode mit gutem Gewissen nicht bezeugen, dass die im Zusatzkapitel vorgeschlagene Lehre von der Unfehlbarkeit des römischen Papstes in meiner sehr ausgedehnten Erzdiöcese ein Gegenstand des herrschenden allgemeinen Glaubens sei, so dass in diesem Bekenntniss Klerus und Volk, die mir anvertraut sind, übereinstimmten. | Im Gegentheil vielmehr innigst überzeugt von den jammervollen Folgen, welche sich aus der dogmatischen Definition dieses Satzes für die katholische Sache in Mähren ergeben würden, erzittere ich in der Gewissheit, dass sehr viele Gläubige durch Einführung des neuen Dogma's nicht nur das schwerste Aegerniss leiden, sondern auch dem offenbarsten Schiffbruch im Glauben preisgegeben würden. Denn nicht ohne Grund fürchte ich, dass die in Böhmen leider in diesen Tagen wiedererstandenen Anhänger des Hussitismus, welche bis jetzt wenigstens unter dem treuen Nachbarvolke der Mähren nur ihre politischen Wühlerdoctrinen zu verbreiten suchen, fortan, wie sie in Böhmen schon jetzt zu versuchen wagen, auch in Mähren alles aufbieten werden, um die katholische Gemeinschaft in den Abgrund des verderblichen Schisma's zu locken. Sehr viele Nichtkatholiken aber, die in den Gemeinden der Gläubigen zerstreut leben, werden ihrem frommen Vorsatz zur Rückkehr in die Kirche abwendig gemacht werden. Und eben so wie die Hoffnung sehr schwach ist, dass durch Feststellung des Unfehlbarkeitsdecrets die Rückkehr des Orients aus dem Schisma in die römisch-katholische Kirche werde erleichtert werden, so werden speciell in der meiner Erzdiöcese benachbarten Provinz Galizien, deren religiöse Verhältnisse und Bedürfnisse mir wohl bekannt sind, die unirten Griechen der äussersten Gefahr ausgesetzt werden, auf die Pfade des unheilvollen Schisma's zurückzukehren" . . . . | **Nr. 8. (Hefele).** „Wenn auch a) auf die Opportunitätsfrage keine Rücksicht zu nehmen wäre, und wenn b) Gefahren und Schädigungen der Kirche durchaus nicht zu fürchten wären, — leider aber sind sie in Wirklichkeit sehr gross und hoch anzuschlagen — so müsste man doch von der Erklärung der päpstlichen Unfehlbarkeit abstehen, aus folgenden Gründen: | 1) Vor allem wird durch eine solche Definition das Haupt vom Körper, der Papst von der Kirche, insbesondere vom Lehramte getrennt, und wenn der Grundirrthum der Gallicaner darin bestanden hat, dass sie in ihren Gedanken die Kirche von dem Papste getrennt und erstere dem letzteren gegenübergestellt haben, so wird in ähnlicher Weise auch in unserem Schema der Papst von dem Lehramt und von der Kirche getrennt und ihr gewissermaassen entgegengesetzt. Wir Katholiken aber können, wie ich glaube, weder die Kirche ohne Papst, noch den Papst ohne Kirche denken. | 2) Im IX. Cap. des Schema's über die Kirche wird mit Recht gelehrt, dass das kirchliche Lehramt das Subject der Unfehlbarbeit sei; in jenem unserm neuen Schema dagegen wird uns ein anderes und eigenthümliches Subject der Unfehlbarkeit vorgestellt, nämlich die einzelne Person des Papstes. Nirgends aber wird man zur Hebung der Schwierigkeiten belehrt, auf welche Weise diese beiden Subjecte verbunden

Nr. 4919 (184). Episcopat. 29. April 1870.

werden können, warum das eine das andere nicht ausschliesst, nicht überflüssig macht u. s. w. || 3) Die biblischen Zeugnisse die man für die Unfehlbarkeit des Papstes beizubringen pflegt, bezeugen meines Erachtens entweder die Unfehlbarkeit des Lehramtes oder den Primat, nicht aber die Unfehlbarkeit des Primas. Die Unfehlbarkeit des Lehramtes wird in der heiligen Schrift direct versichert, die Unfehlbarkeit des Papstes wird nirgends, und auch nicht Lucas 22, 32, direct und in bestimmter Weise ausgesprochen. || 4) Die Zeugnisse der Väter, welche über die Unfehlbarkeit der Kirche (im ganzen) oder über die Unfehlbarkeit der römischen Kirche (im einzelnen) oder nur über den Primat des Römischen Papstes handeln, werden mit einer gewiss nicht lobenswerthen Kunst von vielen für die Unfehlbarkeit der Einzelperson des römischen Papstes vorgebracht. || Um es kurz zu sagen: Die Lehre von der Unfehlbarkeit des römischen Papstes scheint mir weder in der heiligen Schrift noch in der kirchlichen Ueberlieferung begründet. || 5. Ja, die entgegengesetzte Lehre, wenn ich nicht irre, hat das christliche Alterthum festgehalten, und nicht wenige Zweifel gegen die Erklärung des neuen Dogma's ergeben sich aus der Kirchengeschichte und den Aussprüchen der heiligen Väter. || a) Wenn in der alten Kirche Zwist und Zweifel über den Glauben entstand, so wurde „nach Prüfung und Vergleichung der unter sich übereinstimmenden Aussprüche der Väter“ der Streit beigelegt (s. Vincentius Lirinensis in dem Commonitorium Cap. 39). Insonders wurde untersucht, was in den apostolischen Kirchen, der römischen, alexandrinischen, antiochenischen etc., über den betreffenden Punkt immer geglaubt worden sei, und nach angestellter Untersuchung wurde das „was überall, was immer, was von allen geglaubt worden war“ durch dogmatische Entscheidung und Erklärung den Gläubigen als Regel vorgelegt. Nie hat einer der Alten daran gedacht, dass unfehlbare Entscheidung irgend einer Streitfrage auf kürzerem Wege bei irgend einer einzelnen Person zu suchen sei; im Gegentheil sagt Vincentius Lirinensis (a. a. O. Cap. 3): „Folgen wir der Allgemeinheit, dem Alterthum der Uebereinstimmung.“ || b) Der berühmte Brief des hl. Leo I. an Flavianus IV., der auf dem ökumenischen Concil verlesen wurde, ist nicht darum von allen und augenblicklich angenommen und gebilligt worden, weil er von dem unfehlbaren Papst ausgegangen war, sondern darum, weil er die apostolische Lehre enthält. Uebrigens haben in der zweiten Sitzung dieses Concils die Bischöfe von Palästina und Illyricum einige Zweifel gegen die Orthodoxie dieses Briefes aufgeworfen, und denselben nicht eher unterschrieben, bevor jene Zweifel durch Erklärung des Briefes gehoben und zerstreut waren. Haben jene Väter, frage ich, principiell die Unfehlbarkeit vorausgesetzt? || c) Als der dogmatische Brief des Papstes Agatho auf dem VI. ökumenischen Concil verlesen war, da wurde in der achten Sitzung entschieden, ob er mit der Lehre der Väter übereinstimme, und dann erst wurde er approbirt. || d) Verschiedene und sich gegenseitig widersprechende dogmatische Urtheile und Decrete des Papstes Vigilius in Sachen der drei Capitel, und nicht minder || e) verschiedene und sich gegenseitig widersprechende Urtheile und Erklärungen mehrerer Päpste über die Geltung unerlaubter Ordinationen, besonders in den Angelegenheiten des Formosus und des Photius, scheinen der päpstlichen Unfehlbarkeit zu widersprechen; ebenso || f) wird die ganze Geschichte des Papstes Honorius und seine Aburtheilung und Verdammung durch das VI. ökumenische Concil viele und bedeutende Zweifel in dieser Frage anregen und hervorrufen können. || g) Die verschiedenen Aussprüche aber von Vätern, sowohl von Lateinern als Griechen, welche

jener Unfehlbarkeit durchaus nicht günstig lauten, sind jedermann bekannt. | II. Was endlich jene auf dem VIII. ökumenischen Concil von den Vätern unterschriebene und von unserm Schema (s. o. p. 173) citirte Formel betrifft, so war dieselbe 1) nicht von Hormisdas, sondern vom Papst Hadrianus II., wenn auch Hadrianus einige Worte des Hormisdas, aber mit Verschweigung von dessen Namen, entlehnt hat. Diese Formel spricht u. a. von Photius, von Papst Nikolaus I. und anderen Männern des neunten Jahrhunderts, welche mehr als 300 Jahre nach Hormisdas gelebt haben (dieser starb im J. 523).

Nr. 4919 (184). Episcopat. 29. April 1870.

Jene Formel mussten alle griechischen Bischöfe, die vorher auf Seiten des Photius gestanden, unterschreiben, ehe sie zum Concil zugelassen wurden. Später aber bereuten sie das und entwendeten das Document, das ihre Unterschriften enthielt. Ob eine derartige Unterschrift grosse Beweiskraft für die Unfehlbarkeit des Papstes hat, weiss ich nicht". | **Nr. 9. (Schwarzenberg)**: „Wenn ich das dem Concil vorgeschlagene Decret prüfend betrachte, sei es nun den Beweisgang dafür, oder die höchst dringenden Verhältnisse der Kirche und der Zeit, oder die Formel selbst, so werde ich kraft meines Amtes gezwungen, vor Gott und dem Herrn Jesu Christo, welcher richten wird die Lebendigen und Todten, dahin mein Votum abzugeben, dass das Decret ganz und vollständig verlassen und entfernt werde". || (Die im Schema aus der heiligen Schrift angeführten Stellen beweisen nur den Primat des Papstes, aber nicht seine Infallibität, wenn er allein lehrt). || „Die Zeugnisse der heiligen Väter halten daran überaus fest, dass gewahrt werde dem Papste der Primat auch in Glaubensfragen, dass gewahrt werde die oberste Autorität des heiligen Stuhles in Glaubensstreitigkeiten, sodann der herrlichste Vorrang der römischen Kirche in Beziehung auf die Reinheit des Glaubens; allein die sogenannte persönliche Infallibilität des Papstes, oder die ohne Zustimmung der Bischöfe, lehren sie nicht. Denn sie halten fest an dem von Christus zu allen Aposteln gesprochenen Worte: Seht, ich werde bei euch sein (wenn ihr den Völkern lehrt) bis ans Ende der Zeiten". || (Die Doctrin und Praxis der Kirche sei gleichfalls dagegen; ebenso die, dann weiter angeführten Thatsachen der Geschichte). || „Im Gegentheil können nicht wenige Thatsachen und Aussprüche sowohl der Päpste als der allgemeinen Concilien beigebracht werden, welche darlegen, dass der Papst, wenn er ohne die Vereinigung der Bischöfe öffentlich über den Glauben aussagt, irren könne. Ueber die dogmatischen Schreiben der Päpste haben die Concilien selbst entweder durch Zustimmung und Annahme oder, wovon es ein trauriges Beispiel gibt, durch Verdammung entschieden. Gleichwie die Väter von Chalcedon den berühmten Brief Leo's d. G. an Flavianus mit dem höchsten Beifall geehrt, und ausgerufen haben, dass es die Lehre des heil. Petrus sei, so hat das VI. ökumenische Concil das dogmatische Schreiben des Papstes Honorius an Sergius mit folgenden Worten verdammt: „Da wir finden, dass dasselbe von den apostolischen Lehrsätzen und von den Definitionen der heil. Concilien und aller rechtmässigen Päpste durchaus abweicht, dagegen den falschen Lehren der Ketzer folgt, so verwerfen wir dasselbe in jeder Weise und verfluchen es als einen Schaden der Seele;" oder an einer andern Stelle: „weil er die gottlosenn Dogmen des Sergius, dem Geiste desselben in allem folgend, bestätigt hat." — Wenn die Kirche über ketzerische Schriften unfehlbar aburtheilt, wenn ein ökumenisches Concil unter Beistand und Nachfolge der Päpste selbst die öffentliche Lehre eines Papstes („das möge eure Brüderlichkeit mit uns verkündigen", sagt Honorius) als ketzerisch verdammt hat: wie soll da das vaticanische Concil die Unfehlbarkeit des Papstes, wenn er öffentlich lehrt, aussprechen können? oder,

Nr. 4919 (184). Episcopat. 29. April 1870.

wenn es solches in der vorgeschlagenen Weise thun würde — wie sollte es nicht den Glauben der Gläubigen an die Unfehlbarkeit der Kirche zerstören? || Das canonische Recht endlich erklärt unter allgemeiner Zustimmung dass ein ketzerischer Papst abgesetzt werden könne, ja durch die Ketzerei an sich schon aus dem Papstthum ausscheide. Damit kann nur die äussere Ketzerei gemeint sein (über Inneres urtheilt der Prätor nicht), und die Doctoren des Rechts sprechen überdies nicht von einem im Geheimen, sondern öffentlich ketzerischen oder der wahren Lehre hartnäckig und offen widerstrebenden Papste, unter welchem sie nicht die Privatperson des Papstes, sondern den als solchen, als Papst handelnden Papst verstehen. || In dem vorgeschlagenen Decret ist die katholische Lehre, wie sie immer, überall und von allen geglaubt worden ist, ganz und gar nicht enthalten. || II. Diese Definition widerrathen ausserdem die sehr schweren Bedrängnisse, welche heute noch die Kirche erduldet. Die Vortheile, welche man vielleicht daraus erhofft, werden gering sein und kaum unerwartete; aber an den grössten und wahrhaft schrecklichsten Uebeln, welche eine aufmerksame Erwägung der Umstände befürchten lässt, werden sie sicherlich reich sein. Besonders werden die Gemüther schwächerer Gläubigen durch die Neuheit der Sache beirrt werden, und den zahlreichen Feinden des katholischen Glaubens und der Kirche, welche sich überall finden, wird eine erwünschte Gelegenheit geboten werden, die Schwankenden vom althergebrachten Pfade des orthodoxen Glaubens abzulenken. || Eine eigenthümliche Gefahr der Verführung droht augenscheinlich den Gläubigen in Böhmen, weil diesen der alte Hussitismus, sowohl der politisch-nationale wie auch der religiöse, von den Feinden der Kirche nicht nur empfohlen, sondern auch tagtäglich mit einer unglaublichen Kühnheit durch die feindlichste Marktschreierei (iniquissimo praecanio) der Zeitschriften, Bücher und öffentlichen Schaustellungen (publicorum spectaculorum) eingeprägt wird. || Die Urheber, Leiter und Förderer dieser Bewegung bestreben sich vorzüglich, den Heiligen Stuhl beim Volke verhasst zu machen und dieses zu überreden, dass die Freiheit und das politisch-religiöse Wohl der Böhmischen Nation nur nach Abschüttlung des Joches der Verbindung mit dem römischen Stuhle zu erreichen sei. || Es unterliegt wahrlich keinem Zweifel, dass diese Verführer mit der verruchtesten Sehnsucht auf die Veröffentlichung des neuen Dogma's von der päpstlichen Unfehlbarkeit warten, um alsbald das Volk um so sicherer zum Abfall vom Glauben zu verführen und um die schismatische Kirche, welche sie die nationale nennen, gründen zu können. || Gleicherweise lässt sich unschwer voraussehen, es werde geschehen, dass die der Kirche feindlichen Gewalten aus dem vorgeschlagenen Satze der päpstlichen Unfehlbarkeit die gelegenste Veranlassung erhalten, die der Kirche gebührende Freiheit einzuschränken und ihre Rechte empfindlichst zu verletzen; besonders ist es ausser allem Zweifel, dass die zeitlichen Güter (bona temporalia) der Kirche, wo solche noch bestehen, der augenscheinlichsten Gefahr ausgesetzt werden. || Diesen mächtig gewordenen und erbitterten Kampf wird der heilige Stuhl nicht durch Proteste, welche voraussichtlich mit noch grösserer Feindseligkeit als zuvor aufgenommen werden, noch durch Decrete, welche aller Wirkung entbehren dürften, zum Abschluss bringen; die Vorstände der Diöcesen und Provinzen werden ihn aufnehmen müssen, da bekannt werden wird, deren Ansehen sei durch das vorliegende Decret herabgesetzt und vernichtet worden (conculcata fuisse). Wie viel erspriesslicher wäre es, durch das vaticanische Concil des Heiligen Stuhles und der Bischöfe gemeinsame Mission, Auctorität, Beschützung des Glaubens und Uebung des Amtes auszusprechen und festzustellen. || Es wider-

streitet der christlichen Liebe und Weisheit, dadurch, dass man die Steine des Anstosses vermehrt, welche man den Gläubigen, die sie schwerlich wegzuräumen im Stande sind, aufbürdet, die Feinde der Kirche nur noch mehr zu provociren und zu erbittern. || Zugegeben, dass der Wille derjenigen, die das Schema vorschlugen, der beste war, so werden doch jene, welche ohne die Einfalt der Taube, die den althergebrachten Glauben ohne Neuerungen bewahrt, und ohne die Klugheit der Schlange, welche Gefahren und Schaden vorhersieht und verhütet, diese Lehre ins Concil gebracht haben, wegen der Uebel, welche unschwer als Folgen davon vorauszusehen sind, wenn es nichts desto weniger zur Definirung des Satzes kommen sollte, dem ewigen Richter Rechenschaft ablegen müssen". || **Nr. 10.** (Unbekannt): Es sei für ihn volle Gewissheit, dass in Folge der dogmatischen Fesstellung der Unfehlbarkeit in seiner Diöcese, in der sich bis jetzt keine Spur einer Tradition von der Unfehlbarkeit des Papstes finde, wie auch in anderen Gegenden viele, und zwar nicht allein unbedeutendere, sondern auch sehr tüchtige Männer vom Glauben abfallen und die Kirche den grössten Schaden leiden werde. Ausserdem könne der ehrw. Vater auch die Sache an sich nicht anerkennen". || **Nr. 12. (Melchers).** Ein Anderer erklärt, er sei geneigt, die im Zusatzkapitel gegebene Definition der päpstlichen Unfehlbarkeit zu glauben, und fährt dann weiter fort: „Dennoch kann ich derselben aus verschiedenen Gründen nicht zustimmen und zwar hauptsächlich, weil ich mich davon nicht überzeugen kann, dass sie nothwendig sei. Die Autorität des heiligen apostolischen Stuhles war im Lehren und Richten über Fragen des Glaubens und der Moral nie grösser als in neuerer Zeit. Ohne Nothwendigkeit aber neue dogmatische Definitionen zu erlassen, war bis jetzt in der katholischen Kirche nicht gebräuchlich und ist nicht förderlich. Ueberdies wird unter den Theologen über die Frage der Unfehlbarkeit des Papstes noch gestritten, und viele gelehrte und strenggläubige Männer halten dafür, dass diese Definition unmöglich sei, sowohl wegen grosser Schwierigkeiten, die ihr in verschiedenen Thatsachen der Geschichte und sehr vielen Aussprüchen der heiligen Väter entgegenstehen, welche zu bestätigen scheinen, dass bezüglich dieser Lehre in der Kirche niemals eine vollkommene und allgemeine Uebereinstimmung bestanden habe, als auch wegen der Schwierigkeit, dieselbe so zu definiren, dass sie nicht Veranlassung gebe zu vielem Zweifel und zu Controversen über die Interpretation und Anwendung auf vorhergegangene wie zukünftige Fälle. Weshalb auch, sagt er weiter, viele unter jenen, welche geneigt sind, die Lehre von der Unfehlbarkeit des Papstes anzunehmen, einen festen und sichern Beweis vermissen, welcher Art ein solcher doch sein müsste, wenn man diese Lehre ohne schwere Schuld allen Gläubigen als Glauben unter Androhung der ewigen Verdammniss vorschreiben und auferlegen könnte. Daher ist auch keineswegs zu hoffen, dass diese Definition durch einstimmigen Consens der Väter festgestellt werde; im Gegentheil, man kann gar nicht zweifeln, dass eine grosse Zahl der Bischöfe der vorgeschlagenen Definition widerspricht. Bisher ist es aber in der Kirche Gottes nie gebräuchlich gewesen und nicht als zulässig erkannt worden, neue dogmatische Entscheidungen festzustellen ohne die einmüthige Zustimmung aller im Concil sitzenden Bischöfe. Daher glaube ich und bitte dringend, es möge von der Discussion dieser Lehre auf dem gegenwärtigen Concil überhaupt abgestanden werden, damit durch die Discussion nicht die unter den Vätern bestehende grosse Meinungsverschiedenheit offenkundig gemacht und damit dadurch nicht die Autorität des vaticanischen Concils schwer geschädigt werde". (Es wird ferner gesagt, die Definition der Unfehlbarkeit sei sehr

Nr. 4919 (184). Episcopat. 29. April 1870.

Nr. 4919 (184). Episcopat. 29. April 1870.

unzweckmässig, weil viele Gläubige, vorzüglich solche, die in gemischten Bezirk leben, dadurch der Gefahr des Abfalles vom Glauben ausgesetzt werden, weil die von der Kirche getrennten Christen dadurch mehr denn je von der Rückkehr abgehalten werden und weil dadurch die Liebe vieler Gläubigen zu den apostolischen Stuhle nicht gemehrt, sondern gemindert werden wird). | „Das sind die Gründe, aus denen ich bitte und verlange, dass von der Discussion und Definition der Unfehlbarkeit des Papstes ganz und gar Umgang genommen werde, wenn dies aber nicht genehm sein sollte", möge man gelehrte Männer aus beiden Parteien erwählen und mit der genauesten Prüfung der Gründe und Documente über diese Frage beauftragen, „bis die Erkenntniss der Wahrheit Allen klar gemacht ist, und dann solle, sei es im nächsten Concil, sei es in künftiger Zeit, wenn nämlich das gegenwärtige Concil so lange dauern sollte, dieselbe Frage abermals vorgeschlagen werden". || „Weil aber in neuester Zeit durch die ungerechten und ungezügelten Angriffe einiger Professoren und vieler Zeitungen gegen die Autorität des heiligen Stuhles einige Zügelung und Cautel zu verlangen als nöthig scheint, wünsche ich meinerseits, dass zu dem Cap. XI am passenden Orte ein Zusatz gemacht oder ein Canon gegeben werde, in welchem definirt würde: Des Papstes Autorität im Lehren und Richten in Sachen des Glaubens und der Moral sei die höchste, und dessen Decreten und Entscheidungen haben alle Gläubigen wahren und aufrichtigen Gehorsam zu zollen". | **Nr. 22. (Dupanloup).** Ein anderer wünscht dringend: 1) Dass die Unfehlbarkeitsfrage nicht im Concil verhandelt werde. || 2) Dass, bevor von der Unfehlbarkeit gesprochen wird, die Opportunität zur Frage komme; und zwar soll man die Stimmen nicht zählen, sondern wägen, in dem Sinne, dass man mehr Rücksicht nimmt auf diejenigen Bischöfe, welche im Hinblick auf ihre Untergebenen sehr viel zu befürchten haben, wie die englischen, deutschen, französischen, amerikanischen, als auf die, welchen diese Definition kein Hinderniss bereitet, wie z. B. den Bischöfen von China, Oceanien etc. 3) Eine Frage von solcher Bedeutung und Schwierigkeit kann nicht in der kurzen Frist von zehn Tagen genügend behandelt werden. Sie wird eine lange Berathung im Concil erfordern, welche der hohe Präsident zuzugestehen nicht zögern wird. 4) Es werden verworfen die zur Unterstützung der päpstlichen Unfehlbarkeit in dem Schema beigebrachten Beweise. Deren erster ist das von den Griechen auf dem II. Lyoner Concil verfasste Glaubensbekenntniss. Allein dieses Bekenntniss ist nicht von dem Concil verfasst, sondern von Clemens IV. gemacht und von den Grichen vor dem Concil verlesen worden, welch' letzteres sich passiv verhalten hat. Ueberdies spricht nichts in jener Formel zu Gunsten der Unfehlbarkeit; es wird in ihr nicht vom Papst, sondern von der heil. röm. Kirche gesagt, dass, „wie sie vor den übrigen gehalten ist, die Wahrheit des Glaubens zu vertheidigen, so sollen auch etwa über den Glauben auftauchende Fragen nach ihrem Urtheil entschieden werden". Denn diese Worte stellen zwar den Primat fest, nicht aber die höchste Autorität im Glauben, unabhängig von der Mitwirkung der Bischöfe. Ferner bemerke man die Worte: „wie sie vor den übrigen . . . . so auch etwa auftauchende etc." Dies gibt den Sinn: „wie sie vor den übrigen den Glauben schirmen soll, so soll sie vor den übrigen auch . . . . entscheiden". „Vor den übrigen" ist aber nicht gleichbedeutend mit „getrennt und unabhängig von andern". Endlich wird darin gehandelt von dem römischen Stuhl, nicht von der Person des römischen Papstes . . . . || 5) Die Formel des Hormisdas betreffend und die Echtheit aller ihrer Theile auch zuzugeben, die jedoch von vielen bestritten wird, so folgt aus ihr nichts für die vorliegende

Frage. Denn erstens handelt es sich um den römischen Stuhl, nicht um den römischen Papst. Zweitens wird nur die einfache Thatsache ausgesprochen dass der Heil. Stuhl nicht geirrt habe, was wahr wäre auch wenn ein oder der andere Papst bei Definirung des Glaubens geirrt hätte. || 6) Christi Worte: „Du bist Petrus . . . . und die Pforten der Hölle werden nichts gegen sie vermögen“: „Gegen sie“ — d. h. gegen die Kirche (Ecclesiam), nicht gegen den Fels (petram). Also lediglich der Kirche wird unerschütterter Bestand verheissen, welche nicht in Gefahr kommt, auch wenn der Papst irren würde; denn ihm „würde die röm. Kirche widerstehen, würde die ganze Kirche widerstehen, würde der unüberwindliche Glaube der Bischöfe widerstehen“, und so würde der Irrthum alsbald gründlich ausgeschlossen. Denn die Kirche hat zu ihrer Grundlage nicht nur den Petrus, sondern zum ersten Christum, und zum zweiten die Apostel, welche in ihren Nachfolgern immer leben. Niemals wird zwar die Nachfolge der dem Petrus auf dem röm. Stuhle folgenden Päpste mangeln; denn so einer fiele, so würde er sofort durch seinen eigenen Sitz und durch die gesammte Kirche, mit Beiziehung, so es nöthig wäre, eines Concils, entweder ermahnt und berichtigt, oder, so er hartnäckig bliebe, entfernt. | 7) „Ich habe für dich gebeten . . . .“ Diese Worte beziehen sich nur auf Petrus und nicht auf seine Nachfolger, und zwar nur auf seinen innerlichen Glauben in der Zeit des Leidens. || 8) In der Definitionsformel sind ganz augenscheinliche Fehler, und es ergeben sich daraus furchtbare Gefahren. Denn die Formel bestimmt nicht die Bedingungen der Unfehlbarkeit. An welchen Zeichen denn erkennen wir, ob der Papst das Amt des Lehrers übe? Durch eine Bulle? ein Breve? in Allocutionen u. s. w.? Und nicht klarer wird die Sache durch das eingeschobene „Wenn er gemäss seiner Autorität bestimmt“. Die Schwierigkeit bleibt dieselbe. | „Wenn er bestimmt, was von der gesammten Kirche in Sachen des Glaubens und der Sitten zu halten sei.“ Warum „von der gesammten Kirche?“ Kann ein Glaubensdecret nicht auch ergehen für einen Theil der Gläubigen? — „Was sind Sachen der Sitten“? Manche Gegenstände der Moral sind geoffenbart, andere evident, andere dunkel und lediglich der Philosophie anheimfallend; wo wird denn die Unfehlbarkeit des Papstes aufhören? || Das Object betreffend „sie dehnt sich auf dasselbe Object aus, auf welches die Unfehlbarkeit der Kirche sich ausdehnt“. Dies ist allzu unbestimmt, wie auch das Object der Unfehlbarkeit der Kirche im Capitel IX unbestimmt ist. Derart unbestimmt dem röm. Papst Unfehlbarkeit zugestehen ist eine gefahrvolle Sache; denn eine solche Definition zugegeben, wird er entscheiden können über weltliche Herrschaft und deren Maass, über Absetzung der Gewalt, über die Praxis Ketzer zu züchtigen etc? || 9) Eine Unfehlbarkeit ferner, welche der Gemeinschaft der Hirten verheissen wird, und welche nicht ohne grosse Ueberlegung geübt werden kann, wird schädlich ausschlagen, wenn ebendieselbe Unfehlbarkeit dem Papste verliehen wird, der mit einem einzigen Worte alle Streitigkeiten über den Glauben beizulegen vermag, ohne so grosser Cautelen, nur durch seinen Willen und sein Urtheil; und zuweilen vielleicht in Dingen, bei welchen man wird streiten können, ob sich das Privilegium der Unfehlbarkeit soweit erstrecke, oder nicht. Wie viele und grosse Gefahren für die Kirche und den Frieden der christlichen Republik daraus erwachsen können, sieht jedermann. || 10) Ausserdem gibt die Ausdrucksweise des Schema's zu verstehen, dass in der Kirche eine doppelte Unfehlbarkeit bestehe: die der Kirche selbst und die des Röm. Papstes. Was ab-

Nr. 4919 (184). Episcopat. 29. April 1870.

surd, unerhört ist! Es gibt nur eine Unfehlbarkeit. Wird diese dem Papst zugeschrieben, so haben die Bischöfe auch auf den Concilien nur eine passive, in keiner Weise aber eine active Unfehlbarkeit. Also ist zu sprechen von der Unfehlbarkeit nicht der Kirche, sondern des Papstes. || 11) Endlich, wenn die persönliche Unfehlbarkeit festgesetzt würde, so würde ebendamit alles, was bisher durch apostolische Diplome bestimmt worden ist, in Bausch und Bogen bestimmt. Dies aber kann das Concil nicht thun, wenn es nicht zuvor eine Prüfung aller jener (Diplome) vorausgehen liesse. || Zusammengefasst: 1) Das persönliche Vorrecht der Unfehlbarkeit des römischen Papstes wird nicht erwiesen. 2) Es werden nicht festgesetzt die Bedingungen und die Ausdehnung derselben, worin die grössten Gefahren liegen. 3) Der Definition vorauszugehen hat eine Prüfung sämmtlicher apostolischen Diplome über Glauben und Sitten". || **Nr. 23.** „Ein Anderer (Unbekannt) verwirft die Frage der Unfehlbarkeit: 1) weil sie nicht frommt, 2) weil sie sich nicht ziemt, 3) weil sie nicht definirt werden kann. || 1) Es frommt nicht. So urtheilen viele Bischöfe, „welche Kirchen regieren und so den wahren Stand der Diöcesen kennen". Sie fürchten, es möchten aus dieser Definition Streitigkeiten und Spaltungen erwachsen; sie fürchten der Gottlosen „Blasphemien, der Gelehrten Spöttereien, der Dissidenten unversöhnlichen Hass, Störungen in der bürgerlichen Gesellschaft, Trennung der katholischen Staaten von der Kirche, und vielleicht schreckliche Gefahren für die weltliche Herrschaft des heiligen Stuhls". Beigefügt werden Befürchtungen, es möchten Ketzer und Schismatiker vom wahren Glauben zurückgestossen werden. || 2) Es ziemt sich nicht. Denn es ist Gesetz der Concilien gewesen, dass eine neue Lehre nicht ohne Noth geschaffen werde, und eine solche besteht in vorliegender Frage nicht. Die Kirche, achtzehn Jahrhunderte hindurch mit der alten Regel des Glaubens, d. h. mit der Unfehlbarkeit der Kirche zufrieden, hat alle Ketzereien überwunden; warum sollte eine neue Glaubensregel gegeben werden? || Ferner besteht die höchste Liebe der Gläubigen und Bischöfe gegen den heiligen Stuhl; sie wird durch die Definition nicht wachsen, sondern abnehmen. || „Ueberdies werden fortan allgemeine Concilien unmöglich sein, weil die Bischöfe nicht als die wahren und eigentlichen Richter des Glaubens, sondern lediglich als Beiräthe des obersten Papstes sitzen würden". || 3) Die Definition ist unmöglich. Denn die aus der Schrift, aus der Formel des Hormisdas und aus dem Glaubensbekenntniss der Lyoner Synode angeführten Textstellen beweisen nur den Primat, nicht aber die Unfehlbarkeit. || Ohnehin müsste aus der Tradition gezeigt werden, dass dies der beständige Glaube der Kirchen gewesen sei, was von der Unfehlbarkeit des Papstes nicht gesagt werden kann. Ja, während die Väter oftmals gegen die Ketzer die wahre Glaubensregel aufstellen mussten, sprachen sie doch niemals von der Unfehlbarkeit der Kirche [soll wohl heissen des Papstes]. Ebenso die Concilien, welche Meinungen der Päpste abgelehnt haben, und die Päpste selbst, aus deren Handlungen hervorgeht, „dass sie schliessliche Lösung von Zweifeln und unwiderruflichen Bestand ihrer Decrete von der Zustimmung der Kirche erwartet haben, dass sie ihrer Vorgänger und ihre eigenen Aussprüche widerrufen haben; ja, es ist nicht ausgemacht, dass nicht einige derselben bei feierlichen Definitionen in schwere Irrthümer verfallen sind". || Also von der Uebereinstimmung der Kirchen, d. h. der Bischöfe, wie Bellarmin lehrt, hängen die Definitionen des Glaubens ab, dieweil auch das Haupt ohne die Glieder nichts vermag. || Ja „die Concilien selbst könnten nicht gut vor sich gehen und auf diese Weise ungültige Beschlüsse abfassen. Die Uebereinstimmumg der Kirche also beweist, dass ein Concil

Nr. 4919 (184). Episcopat. 29. April 1870.

recht vor sich gegangen sei. Was den ökumenischen Concilien geschehen kann, kann das den obersten Päpsten nicht geschehen"? || **Nr. 37.** (Unbekannt) . . . . „Möge man nicht das Schauspiel eines Concils bieten, das mit einem andern Concil sich in Widerspruch setzt, da es klar wie das Licht ist, dass die dogmatischen Briefe des Honorius auf dem VI. Concil verdammt worden sind. Ferner pflegten alle späteren Concilien festzuhalten, was auf den früheren entschieden worden war. || Den Protestanten, welche uns aus unserer Ergebung und unserem Gehorsam gegen die hohen Päpste, von denen die Geschichte mehrere als verbrecherisch darstellt, einen so grossen Vorwurf machen, können wir erwiedern: die Päpste seien nicht unfehlbar, wie sie auch nicht sündlos seien. Wenn aber die Definition gegeben, dann wird die Antwort schwieriger sein, und jene werden kühner den Schluss ziehen: dass die blinden Papisten den Papst als Gott verehren, wie die blinden Heiden Indiens . . . . || Das Gewicht der Bossuet'schen Ansichten erhellt daraus, dass Bellarmin zu deren Widerlegung die 40 angeführten Fälle von Irrthum bei Päpsten bis auf seine Zeit herab durchgeht, (nicht eingerechnet die Fälle des Galilei, der falschen Decretalen etc.) Wie es sich nun auch mit anderen verhalten mag, für den Fall des Honorius hat er keine andere Ausflucht als die Behauptung: das IV. Concil und die Briefe Leo's II. seien verfälscht, und in Folge dessen seien andere Concilien und die Päpste getäuscht worden. Nun, diese so ganz unzutreffende Entgegnung liefert ein Beispiel von der s. g. reductio ad absurdum. In das Absurde verfällt Bellarmin, wenn er seine eigene Meinung aufrecht erhalten will und alle historische Gewissheit über den Haufen wirft; wenn diese wankt, so wanken auch alle Concilien und Evangelien, und als Sieger gehen hervor Renan und andere Ungläubige, und alle christlichen Urkunden sind nichts als ein zusammengestoppelter Haufe von Fabeln . . . . Die im Schema angeführten Argumente beweisen nichts. || Weder die Stelle: „Du bist Petrus". . . . Wenn dieselbe den Primat beweist, so beweist sie darum noch nicht die Unfehlbarkeit; und im „recht" lehren beweist um nichts mehr als im „recht" regieren. — Noch auch die Stelle: „Ich habe für dich gebeten". . . . Denn alle stimmen dem zu, dass der Glaube in dem apostol. Stuhle nicht aufhöret, ein augenblicklicher Irrthum bald berichtigt ist; und die Worte, welche folgen: „Wenn du dermaleins dich bekehrest". . . . zeigen, dass, gleichwie Petrus, so auch dessen Nachfolger irren und sich bekehren können. — Noch auch die Worte des Lyoner Concils. Denn es wird nicht gesagt: „sie sollen nach seinem Urtheil unfehlbar oder unwiderruflich definirt werden". Es wird nicht gesagt, dass die Bischöfe nicht vorher zu befragen seien. | Noch auch die auf dem VIII. Concil unterzeichnete Formel, weil auch die Gallicaner daran halten, dass in dem apostol. Stuhl stets die wahre Lehre gelebt habe und lebe", indem, wenn der darauf Sitzende zufällig irren sollte, nach bald verbessertem Irrthum keine wirkliche Unterbrechung in der unbefleckten Reinheit des apostol. Stuhles stattfinden wird. || Und auf derselben VIII. Synode findet sich Folgendes: „Wir lesen, dass der röm. Papst über die Vorsteher aller Kirchen geurtheilt habe; dass aber über ihn jemand geurtheilt, lesen wir nicht. Obwohl nämlich über Honorius nach seinem Tode von den Orientalen das Anathema ausgesprochen wurde, so ist doch zu wissen, dass er wegen Ketzerei angeklagt war, wegen welcher es allein den Kleinern erlaubt ist, der Thätigkeit ihrer Höhern zu widerstreben, oder verkehrte Gesinnungen ungehindert zu verwerfen". Worte Hadrian's II. an die VIII. Synode. Daher: Wenn der Papst unfehlbar sein soll — siehe, da ist ein Papst, welcher unfehlbar erklärt, dass ein röm. Papst

Nr. 4919 (184). Episcopat. 29. April 1870.

wegen Ketzerei angeklagt und mit dem Anathem belegt werden dürfe. Siehe auch Can. 21. dieses Concils". ‖ **Nr. 81.** Vier ungarische Bischöfe bitten, dass die Unfehlbarkeit nicht definirt werde: . . . . „3. Weil nach der Stimmung, in der sich Ungläubige, Ketzer und schlechte Christen befinden, aus dieser Definition viel Unheil und ein trauriges Schisma vorher gesehen werden kann, vornehmlich in Ungarn, welches Unheil man leicht gering achten könnte, wenn es sich um einen zur Seligkeit nothwendigen und von allen als einen in der Kirche geoffenbart gehaltenen Glaubensartikel handeln würde. Hier aber handelt es sich um die Erhebung einer Lehre zum Dogma, die einigen frommen und gelehrten Männern als moralisch sicher gilt; unsere Vorfahren aber, obwohl sie dieselbe nicht für einen Glaubensartikel hielten, sind doch selig geworden. 4. Niemals ist es eine Gepflogenheit der Kirche gewesen, dass sie sich für berufen hielt, zu beleuchten das Verzeichniss der Ansichten der Theologen, damit sie die, welche ihr unter jenen gefielen, zur Hoheit eines Dogma's erhebe . . . . Diese Lehre (i. e. die Unfehlbarkeit des Papstes) ist in Ungarn bei Clerus und Volk ganz und gar unbekannt (inaudita)". . . . ‖ **Nr. 82.** (Unbekannt) verlangt die Zurückziehung des von der Unfehlbarkeit handelnden Schema's, und falls dies nicht geschieht, die genaueste, gewissenhafteste und freieste Prüfung der Schrift, der Tradition und der Geschichte, ferner, „dass das definitive Decret nur mit einstimmigen Consens der Väter zu Stande komme". Sollten diese Bedingungen nicht beachtet werden, „so müsste auch ich mit dem gelehrten Vater dieses Concils aussprechen, dass das vaticanische Concil, sei es durch Vernachlässigung der genauesten Prüfung, sei es durch Nichtbeachtung der Einstimmigkeit, gewiss nicht dem Vorwurfe unentschuldbaren Leichtsinnes (notam inexcusabilis temeritatis), entgehen würde und mit dem Makel unauslöschlichen Schimpfes befleckt werden würde (ignominiaeque non amplius delendae macula conspergeretur)". ‖ **Nr. 83.** (Unbekannt) . . . . „in allen Controversen mit Nichtkatholiken, wenn die Frage aufgeworfen wird, was die Katholiken zu glauben gehalten seien, lautet die stehende Antwort: das, was die Kirche lehrt, nämlich der Papst im Vereine mit den Bischöfen. Die gleiche Antwort wurde von den Bischöfen auf eine Anfrage der weltlichen Regierung Britanniens ertheilt; diese Lehre aber ist bis auf diesen Tag durch keine Censur, durch keine theologische Note gerügt worden. Auf der andern Seite wird die Lehre von der Unfehlbarkeit des röm. Papstes in keinem Katechismus bei den Irländern gelehrt, niemals von den Geistlichen gepredigt, sondern stets wird gepredigt die U n f e h l b a r k e i t d e r K i r c h e; unter Kirche aber versteht das Volk die Bischöfe, oder den lehrenden Körper, in Uebereinstimmung mit dem Papste. Wenn daher die Lehre von der päpstlichen Unfehlbarkeit aus dem Zustand einer freien Ansicht zu einem bei Verlust der Seligkeit zu glaubenden Dogma ohne jegliche Vorbereitung, ohne Anwendung einer Cautel, ohne weiteres erhoben würde, so wird sie von den Meisten als unerhörte Neuerung verworfen werden; es wird die Lehre der Kirche für verändert und daher für falsch gehalten werden; es wird zusammenstürzen die Autorität nicht nur des Papstes, sondern auch der ökumenischen Concilien, und weit und breit wird um sich greifen ein verruchter Unglaube gegenüber der Wahrheit der christlichen Religion". Aus diesen und andern Gründen hält er dafür, „es gehe in keiner Weise an, dass die Lehre von der Unfehlbarkeit des Papstes, welche nach seiner Ansicht nicht aus dem Glauben definirbar ist, dem vaticanischen Concil vorgelegt werde". . . . **Nr. 86. (Jirsik)** . . . . „Ausserdem hält er diese Definition für durchaus unzeitgemäss und schädlich, aus Gründen, welche von

andern ehrw. Vätern angeführt und von ihm selbst mitunterzeichnet worden sind, und welchen er noch einen andern beifügt, das Unheil nämlich, welches aus der Einführung dieser dogmatischen Novelle über die Gläubigen Böhmens kommen wird, welche von allen Seiten und auf jegliche Weise von den Hussiten verführt werden, vom Papst abzufallen, um mit ihnen eine Nationalkirche zu gründen. In Voraussicht dieses jammervollen jenen Seelen drohenden Ruins will er lieber sterben als den Inhalt des Synodaldecretes vertreten". | **Nr. 97. (Clifford)** „a) Was ich oft gesagt, wiederhole ich jetzt: Die Festsetzung dieser Meinung als eines Glaubensartikels wird das grösste Hinderniss für Bekehrungen in protestansischen Gegenden sein, ja sie wird ein Stein des Anstosses für nicht wenige Katholiken sein. Was dagegen gutes von ihr zu erwarten sein soll, sehe ich nicht. || b) In England tritt noch ein anderer grosser Nachtheil ein. Bevor dort die Katholiken von den Strafgesetzen befreit und zur vollen Freiheit und bürgerlichen Gleichheit mit ihren Mitbürgern zugelassen wurden, wurden die Bischöfe und Theologen öffentlich vom Parlament gefragt, ob die Katholiken Englands daran hielten, dass der Papst den Völkern Bestimmungen, betreffend den Glauben und die Sitten, auferlegen könne ohne jegliche ausdrückliche oder stillschweigende Zustimmung der Kirche. Sämmtliche Bischöfe (darunter zwei Vorgänger des hochw. Cardinals von Dublin) und Theologen antworteten: die Katholiken halten nicht an solchem Glauben. So steht in den öffentlichen Parlamentsacten gedruckt. Im Vertrauen auf diese Antworten hat das englische Parlament die Katholiken zur Theilnahme an den bürgerlichen Rechten zugelassen. Wer wird die Protestanten überzeugen, dass die Katholiken nicht gegen die Ehre und den guten Glauben handeln, sie, welche damals, als es sich um Erwerbung von Rechten für sie handelte, öffentlich bekannten, dass die Lehre von der Unfehlbarkeit des römischen Papstes nicht zum katholischen Glauben gehöre, sofort aber, nachdem sie ihre Absicht erreicht hatten, von der öffentlich abgegebenen Erklärung zurücktreten und die entgegengesetzte aufstellen?" . . . . || **Nr. 100. (Purcell)** „Ein anderer ehrw. Vater hält dafür, dass diese Definition über die Unfehlbarkeit des Papstes durchaus unzeitgemäss und schädlich sei; wenn sie veröffentlicht wird, so wird jeglicher Fortschritt der Bekehrungen in den Vereinigten Staaten Amerika's gründlich vernichtet werden. Bischöfe und Priester hätten in ihren Disputationen mit den Protestanten nichts mehr zu erwiedern; denn diese werden sagen: Bisher ist diese Lehre von euch als freie Meinung in der Kirche gepredigt worden, jetzt stellt ihr sie als Glaubensdogma auf; also habt ihr entweder früher gelogen (mentiti estis), oder die Lehre der Kirche hat gewechselt; was werft ihr uns u n s e r e W a n d l u n g e n vor? . . . ." **Nr. 113.** (Unbekannt) „Ein anderer Vater schliesst sich gerne der Meinung des edlen Erzbischofs Fénélon von Cambray an, hält dieselbe aber nicht für so bestimmt, dass sie als Glaubensdogma definirt werden könne. Der Grund ist 1) weil die meisten Texte, mit welchen sogar die besseren der sogenannten ultramontanen Theologen dieselbe belegen, verstümmelt, gefälscht, interpolirt, beschnitten, unecht, in einen andern Sinn verdreht sind, wie er selbst solches bei Bellarmin, Ballerini, Muzzarelli, Orsi, D. Gueranger und hauptsächlich bei P. Weninger gefunden zu haben versichert, welches letzteren Werk, sagt er, von Fälschungen oder Abänderungen der Texte wimmelt. 2) Weil von den nämlichen Theologen die gegentheiligen und widersprechenden Behauptungen der trefflichsten Glaubenszeugen, eines Augustin, Basilius, Ambrosius, Hieronymus, Athanasius, Gregor d. G., Diakonus Ferrandus u. s. w., unterdrückt worden sind. 3) Weil die ganz offenbare Praxis der ökumenischen Concilien

Nr. 4919 (184). Episcopat. 29. April 1870.

in den ersten zehn Jahrhunderten die war, dass, wenn auf denselben je einmal Definitionen vorangegangener Concilien verlesen wurden, diese sofort ohne irgendwelche Prüfung bestätigt worden sind; wurden dagegen Briefe der HH. Päpste vorgelegt, so wurden diese niemals einfach und ohne Untersuchung, sondern erst dann zugelassen, wenn ihre Uebereinstimmung mit dem rechten Glauben der heil. Väter erwiesen war. Dies, sagt er, sind die eigensten Worte des zweiten Concils von Constantinopel, wie zu ersehen bei Labbé Bd. 5, S. 541. E. 563. A. B. C. — 567 B. C. — Er hält aber dafür, dass all diese Zweifel vor jeglicher Feststellung zu besprechen seien". **Nr. 125. (Crementz)** . . . . „Die Definition der päpstlichen Unfehlbarkeit erscheint ferner gewissermassen gefährlich; denn durch das Zeugniss vieler Vorsteher verschiedener Diöcesen Deutschlands, Frankreichs, Böhmens, Ungarns, Siebenbürgens und anderer Provinzen steht fest, dass diese Lehre dem katholischen Volke nicht einmal dem Namen nach bekannt ist. Und ich kann hier nicht verschweigen, dass in der Diöcese von Ermeland die fragliche Lehre wenigstens in Katechesen und Predigten niemals gelehrt wird, aus den theologischen Schulen aber längst verbannt ist. Es steht zu befürchten, dass die Katholiken in jenen Ländern durch besagte Definition beunruhigt werden, gleichsam ob jetzt erst das Fundament der Kirche und der wahren Lehre gelegt werden müsste. In andern mir bekannten Gegenden aber, wo Katholiken mit Heterodoxen zusammenleben, drohen den Schwachen noch viel grössere Gefahren . . . . Ja, die Bischöfe verschiedener Gegenden mit denen ich mich wenigstens besprochen habe, sind darin beinahe alle mit mir einig, dass diese Definition im Hinblick auf die dermaligen politischen Zustände, wenigstens in Europa, vielen Regierungen auch Anlass oder mindestens eine Handhabe geben werde, mehr und mehr in die Rechte der Kirche einzugreifen". || **Nr. 130.** „Ein anderer (amerikanischer Bischof) sagt: Nur dass ist als Glaubensnorm zu halten, was immer, was überall, was von Allen angenommen ist. Sodann hat aber die Kirche bis zum 10. Jahrhundert eine der Unfehlbarkeit entgegengesetzte Ansicht angedeutet. Kaum eine echte Textesstelle der Väter findet sich, durch welche die im Schema vorgeschlagene Lehre klar ausgesprochen würde. Ist es nicht wundersam, dass die heute zum Beweise der These aufgeführten Stellen der heiligen Schrift beinahe nirgends in solchem Sinne von den Vätern erklärt werden? . . . . || Die schlimmsten religiösen Folgerungen sind aus der Definition zu befürchten. Solche sind: a) dieselbe wird niemanden zum Glauben hinziehen, wird dagegen die Bekehrung vieler hindern. b) In Gegenden, wo viele Ketzer sind, wird sie dem Fortschritt der Religion ein Hemmniss sein und vielleicht noch andere Uebelstände verursachen. c) Ich fürchte, die Definition der Unfehlbarkeit wird das Uebel des Unglaubens, das auf jenen Punkten, wo die beantragte Lehre mit mehr Ostentation auftritt, schon weit unter der Jugend verbreitet ist, auch in unsere Gegenden tragen. d) Man möge sich nur der Missstände erinnern, welche aus dem Syllabus erflossen sind". **Nr. 134.** (Unbekannt) „ . . . Allerdings sind es Worte Christi: „Ich habe für dich gebeten". . . . aber es ist etwas anderes, wenn Christus bat, dass Petrus als Mensch nicht falle, etwas anderes, wenn er bittet, dass er als Lehrer unirrbar lehren möge. Sodann hat Christus auch für die Apostel gebeten: „Ich habe für sie gebeten" etc., und von ihnen hat gewiss keiner als Petrus allein ihn dreimal verleugnet. Nirgends ist zu Petrus gesagt: „Ich bin mit dir", sondern es ist gesagt: „Wo zwei oder drei versammelt sind etc.", und „ich bin mit euch etc." und „einen andern Tröster werde ich euch geben", und anderes derart. In der That, nur allen Aposteln zusammen hat er die Gewalt der Schlüssel gegeben, als er sagte: „welchen ihr die Sünden erlasset etc". —

Nr. 4919 (184). Episcopat. 29. April 1870.

Daher wäre die Erklärung der Unfehlbarkeit gleichsam der Selbstmord der Kirche. .... Es giebt Engländer, die vor sechs Monaten zur katholischen Einheit gekommen waren und nachher, als sie von dem unvorsichtigen, von der Unfehlbarkeit handelnden Hirtenbriefe des Erzbischofs von Westminster Kunde erhielten, unverweilt zum Anglicanismus zurückgetreten sind". | [Gegen die Definirung der Unfehlbarkeit, theils aus Nützlichkeits-, theils aus sachlichen Gründen, erklären sich auch noch die Voten: Nr. 11. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 20. 33. 67. 70. 84. 91. 108. 114. 117. 118. 124. 127. 129. 130. 132. 137. 139. Die zuletzt angeführte Nummer enthält das Votum des Erzb. Kenrick von St. Louis — wohl das theologisch bedeutendste und eingehendste von allen dieser Classe*).

In weit eingehenderer Weise als in diesen Voten wurde die Infallibilitätslehre in einer Reihe von Schriften bekämpft, welche im Frühjahr 1870 erschienen. Die beachtenswerthesten unter denselben sind: (Rauscher) Observationes quaedam de Infallibilitatis Ecclesiae subjecto. Vindobonae et Neapoli 1870. — De Summi Pontificis Infallibilitate personali. Neapoli 1870. Auf Veranlassung des Card. Schwarzenberg abgefasst durch Dr. F. S. Mayer. — Jos. de Hefele, Causa Honorii Popae. Neapoli 1870; und von demselben Verf. als Erwiederung auf einen Angriff des Franzosen de la Margerie: Encore un mot sur le Pape Honorius. Naples et Paris 1870. — Quaestio. Solothurn 1870. Durch Bischof Ketteler an die Concilsmitglieder vertheilt, doch nicht von ihm verfasst. — (Kernick) De Pontificia Infallibilitate, qualis in Concilio Vaticano definienda proponitur, dissertatio theologica. Neapoli 1870. — Gegen die vier oben angeführten Schriften deutschen Ursprungs erschien eine Collectiverwiederung: Animadversiones in quatuor contra Rom. Pontificis infallibilitatem editos libellos. Neapoli 1870. Alles aber, was von Seite der Curialisten für das Dogma vorgebracht werden konnte, findet sich vereinigt in der einen officiösen Charakter tragenden Schrift: Elucubratio de dogmatica Romani Pontificis Infallibilitate eiusque Definibilitate per R. P. D. Jos. Cordani Archiep. Edessae i. p. Romae 1870.

---

*) Herr von Ketteler, Bischof von Mainz, bemerkt in der Schrift „die Minorität auf dem Concil" von diesen Animadversiones: „Die Aussprüche waren nicht gegen das 4. Capitel der Constitution über den Primat, wie es unter Berücksichtigung einer Reihe von Vorschlägen der Minorität zuletzt definitiv angenommen wurde, sondern gegen die erste Vorlage gerichtet, welche sich davon nach Form, Inhalt und Umfang unterscheidet. Es ist daher nicht erlaubt, diese Worte jetzt gegen die dogmatische Constitution zu verwerthen, während sie auf ein ganz anderes und von dieser Constitution wesentlich verschiedenes Actenstück sich bezogen haben". Dieser gar oft wiederholten Argumentation widerspricht geradezu 1) der Wortlaut der Bemerkungen der Minoritätsbischöfe, die ja nicht gegen die im Schema gebrachte Begründung und Form der zu definirenden Unfehlbarkeit, sondern überhaupt gegen diese Lehre gerichtet waren, welche dann im entscheidenden Schlussatze der Constitution vom 18. Juli Aufnahme fand; 2) der weiter unten mitgetheilte Protest der Minoritätsbischöfe vom 8. Mai und ebenso deren Erklärung vom 17. Juli.

Nr. 4920. (185.)

RÖMISCHE CURIE. Erklärung der Theologen des Concils, gerichtet an Papst Pius IX., für die Unfehlbarkeit.

Nr. 4920 (185). Röm. Curie. AnfangsMai.

Heiligster Vater!

Unter den Stimmen, welche der grösste Theil der Bischöfe, sowie der Klerus und die Christgläubigen gegenwärtig kundgeben, um eine dogmatische Entscheidung zu Gunsten der Prärogative des unfehlbaren Lehramtes zu erlangen, womit Jesus Christus im hl. Petrus dessen Nachfolger, die römischen Päpste, ausgerüstet, und welche die ganze Tradition der Kirche denselben immer zuerkannt hat, glauben wir unsere Ansicht nicht mit Stillschweigen in der Brust zurückhalten zu dürfen. || Desshalb werfen wir uns hin zu den Füssen Deiner Heiligkeit und legen den Ausdruck unserer ergebenen Gesinnung vor Dir nieder, mit der wir uns ganz und gar wie Kinder ihrem Vater Dir unterwerfen; namentlich sagen wir Dir willigen Dank dafür, dass Du die inständigen Bitten der Mehrzahl der Bischöfe, um Behandlung der Frage über die päpstliche Unfehlbarkeit auf der vaticanischen Synode, gnädig aufgenommen hast. || Diese unsere Wünsche werden vollkommen erfüllt werden, wie wir denn einstimmig ihre Erfüllung hoffen, wenn jene ökumenische Synode, die durch Deiner Heiligkeit Wunsch, Ruf und Macht versammelt ist, in feierlichem Beschlusse die Lehre von der Unfehlbarkeit des römischen Papstes den katholischen Glaubenslehren beifügen wird und indem sie erklärt, dass eine solche Autorität dem Lehrer der Gesammtkirche von Gott verliehen sei, durch eben diese Erklärung jegliche Gewalt, sowohl die bischöfliche nämlich, als die staatliche, die der geistlichen wie die der weltlichen Ordnung, wie sie einer jeden in ihrer Stellung zukommt, befestigt und erhöht. | In dieser Gesinnung stimmen wir, unter Beifügung dieser unserer Vota, dem Werke, welches der erlauchteste und hochwürdigste Erzbischof von Edessa, dessen Collegen wir als päpstliche Theologen zu sein uns freuen, neulich herausgegeben hat, sämmtlich bei; einem Werke, in welchem er vortrefflich den Beweis führt, dass die Lehre von dem dem obersten und sichtbaren Oberhaupte der Kirche in Sachen der Lehre verliehenen Privilegium eine von Gott geoffenbarte Wahrheit sei. | Nimm dies gnädigst auf, heiligster Vater! und indem wir alles, was Kinder ihrem geliebtesten Vater nur zu wünschen vermögen, für Dich aus ganzem Herzen eifrigst erflehen, wollest Du uns und den Unserigen den apostolischen Segen nicht verweigern.

J. Perrone, S. J. Consultor der dogmatischen Commission. J. Schwetz, Cons. d. dogm. Comm. B. Mura, O. S., Cons. d. dogm. Com. A. M. Adragna, Cons. d. dogm. Comm. F. Th. M. Martinelli, O. S. A., Cons. d. dogm. Comm. J. B. S. Jacquenet aus Rheims, C. d. dogm. Comm. St. M. Labrador aus Spanien, C. d. d. C. C. C. Santori, C. d. d. C. J. Pecci, C. d. d. C. P. C. Petacci, C. d. d. C. C. Gay aus Poitiers, C. d. d. C. Dazu kommen noch Andere, welche ihre Namen nachtragen wollen.

Nr. 4921. (186.)

OESTERREICH. Depesche des Ministers des Auswärtigen (Graf Beust) an den K. u. K. Botschafter (Graf Trauttmansdorff) in Rom. — Erwiederung auf die Depesche des Cardinal-Staatssecretärs Antonelli vom 20. April. Vergl. 4913. (178).

Vienne, le 8 mai 1870.

Nr. 4921 (186). Oesterreich. 8. Mai 1870.

Conformément à l'autorisation qui lui a été transmise de Rome, Mgr. le Nonce Apostolique m'a laissé cenfidentiellement entre le mains une copie de la dépêche que Son Eminence le Cardinal Secrétaire d'Etat lui a adressée sous la date du 20 avril dernier en réponse à la communication de ma dépêche du 10 février. Comme je vois par Votre rapport Nr. 48 B du 30 avril, que le Cardinal ne Vous a pas donné connaissance du texte de cette pièce, je Vous en transmets une copie dans l'annexe. La réponse du Cardinal est d'ailleurs, ainsi que Son Eminence Vous l'a dit, entièrement analogue à la dépêche adressée le 19 mars dernier à Mgr. Chigi en réponse à la première communication du Comte Daru concernant les affaires du Concile. Il me paraît superflu de revenir ici sur le contenu de la réponse qui nous a été faite, puisqu'il ne s'y trouve rien de nouveau et qu'elle se rapporte à des circonstances déjà anciennes. Le Memorandum remis depuis entre les mains de Sa Sainteté par le Marquis de Banneville expose d'ailleurs suffisamment le point de vue des Gouvernements et les justes préoccupations que leur inspirent les propositions soumises aux délibérations du Concile. Le Gouvernement Impérial et Royal qui a exprimé son entière adhésion au Memorandum français, ne peut que s'y référer pour justifier et maintenir les observations qu'il a cru de son devoir de présenter à la Cour de Rome. Je ne puis cependant passer entièrement sous silence un passage de la dépêche du 20 avril qui m'a causé quelque surprise. C'est celui où, en faisant l'analyse de ma dépêche du 10 février, il est dit que cette pièce attribue „en termes peu délicats“ les préoccupations du Gouvernement Impérial et Royal à certaines tendances qui dominent dans les régions élevées de l'Eglise. La dépêche du 10 février me semble rédigée d'un bout à l'autre dans des termes aussi modérés que courtois, et je ne saurais admettre la justesse du reproche qui m'est adressé. J'en ai fait l'observation au Nonce lorsque Son Excellence m'a donné lecture de la dépêche de son Gouvernement, et Mgr. Falcinelli a eu de la peine à me signaler un passage de ma dépêche capable d'éveiller des susceptibilités légitimes. Votre Excellence voudra bien, à la première occasion favorable présenter la même observation au Cardinal Secrétaire d'Etat, tout en remerciant Son Eminence en mon nom, d'avoir bien voulu déférer au voeu que j'avais exprimé de posséder le texte de sa dépêche, que je me suis empressé de mettre sous les yeux de l'Empereur. Recevez, etc.

Beust.

Nr. 4922. (187.)

OESTERREICH. Depesche des K. u. K. Botschafter (Fürst Metternich) in Paris an den Minister des Auswärtigen (Graf Beust). — Frankreich entschlossen, gegenüber dem Concil wieder zur abwartenden Haltung zurückzukehren. —

(Extrait.) Paris, le 8. Mai 1870.

Nr. 4922 (187). Oesterreich. 8. Mai 1870.

M. Ollivier ne m'a guère parlé d'autre chose que du complot que vient d'être découvert. || C'est à peine si j'ai pu obtenir certaines réponses sur les affaires politiques du jour. || Le Ministre des affaires étrangères par interim est décidé à ne plus intervenir dans les affaires du Concile. || Il n'a pas retiré la Note du Comte Daru, parce que les Gouvernements étrangers l'avaient approuvée, mais comme il dit l'avoir prévu, cette démarche n'ayant abouti qu'à précipiter les choses, M. Ollivier compte s'abstenir et se placer sur le terrain pratique des lois en vigueur.

Metternich.

Nr. 4923. (188.)

EPISCOPAT. Protest gegen das ordnungswiedrige Voranstellen der Lehre vom Primat und der Unfehlbarkeit des Papstes bei Berathung des Schema's „über die Kirche".

Lat. Orig. Friedrich, Documenta l. c. II. p. 392.

Nr. 4923 (188). Episcopat. 8. Mai 1870.

In der General-Congregation des vaticanischen Concils, welche am 29. April gehalten wurde, ist von den hocherlauchten Präsidenten verkündet worden, es werde geschehen, dass mit dem Verlassen der Ordnung, welche sich im Entwurfe von der Kirche Christi findet, zuerst von dem XI. Kapitel des Entwurfes und dem diesem beigegebenen Decrete d. i. von der Unfehlbarkeit des römischen Papstes abgesondert und ausser dem gehörigen Zusammenhange, worin die Rechte und Prärogative des Primates mit den andern Lehren von der Kirche stehen, verhandelt würde. || Diese ganz unerwartete Aenderung der Verhandlungen der vaticanischen Synode in reifliche Erwägung ziehend, haben die unterzeichneten Bischöfe, obwohl sie sehnlichst wünschen, dass die gegenwärtige Meinungsverschiedenheit so schnell als möglich zu Ende gebracht werde, es für ihre Pflicht erachtet, den hocherlauchten Präsidenten zu erklären, dass sie, falls die Besprechung jenes Zusatzes durchaus nicht aufgegeben werden sollte, innigst überzeugt sind, dass dieser neue Vorgang der Verhandlungen weder

Nr. 4923 (188). Episcopät. 8. Mai 1870.

der Natur der Sache selbst, noch dem Wohle der Kirche, noch der Ehre des heiligen Stuhles auch nur im entferntesten entspricht.

I. Denn jenes uns kürzlich vorgeschlagene Vorgehen entspricht keineswegs dem naturgemässen Gange der Dinge, wie die Lehre von der Kirche Christi behandelt zu werden pflegt und behandelt werden soll. Nach dem Apostel ist die Kirche: der heilige Tempel Gottes, in welchem alle aufgebaut sind auf dem Fundamente der Apostel und Propheten, während Christus Jesus selbst der Haupteckstein ist, auf welchem der ganze Bau wird zum heiligen Tempel im Herrn (Eph. 2, 19). | Wer kann daher richtig und angemessen reden von irgend einem Theile dieses wunderbaren Gebäudes, ohne seine Rede auch zu lenken auf die andern Theile und die gegenseitige Verbindung, in der alle unter einander stehen? | Nach eben demselben Apostel ist die Kirche ein Körper, bestehend aus vielen Gliedern, die aber nicht alle dieselbe Verrichtung haben, so jedoch, dass die einzelnen wechselseitig mit einander zusammenhängen und einen Körper in Christo ausmachen (I. Cor. 12, 11). — Wie werden wir von diesem grossen Geheimnisse gebührend sprechen können, wenn wir nicht von allen Gliedern dieses geheimnissvollen Körpers und von der Verbindung, in der alle Glieder sowohl unter sich als auch mit ihrem Haupte stehen, der richtigen und naturgemässen Ordnung entsprechend verhandelt haben werden? || Nur dann, wenn man diese zweckentsprechende Reihenfolge bei den Verhandlungen einhält, wird sich bald herausstellen, welche Leistung, welches Maass und welche Grenzen nach der göttlichen Anordnung jedem einzelnen Gliede und dessen Verrichtungen zukommen. Sind einmal die Funktionen der Glieder bestimmt und festgesetzt, sowie die Vorrechte des Hauptes, so werden wir vieles, das wir im Sinne haben, vorbringen können, was, wenn es getrennt vorkommt, entweder überflüssig erscheint und fast irrthümlich, oder nur erfunden, um die Rechte der Bischöfe zu vernichten; welches uns selbstverständlich bei Abgabe unserer Meinungen keineswegs gefallen kann.

Aber die getrennte Vornahme der Verhandlungen über den Primat des römischen Pontifex steht im Widerspruch nicht nur mit dem Wesen der Sache, die vorliegt, sondern auch mit den logischen Regeln einer jeden Besprechung. In der 2. öffentlichen Session dieses vaticanischen Concils haben wir geschworen, jene Erklärung der heiligen Schriften für die wahre zu halten, welche die heilige Mutter Kirche dafür gehalten hat und noch dafür hält, und in der 3. Session haben wir dieselbe Wahrheit allen Christen gleichsam als Glaubensregel auferlegt, weil es Sache der Kirche ist, zu entscheiden über den wahren Sinn und die wahre Auslegung der heiligen Schriften. Darin besteht die Unfehlbarkeit der Kirche Christi. Da weiter die Kirche und der römische Papst nicht ein und dasselbe Subject sind und da für beide das Ansehen der Unfehlbarkeit beansprucht wird, so ist ja ersichtlich, dass von der Unfehlbarkeit des römischen Papstes nicht gesprochen werden kann, wenn nicht früher behandelt worden ist die Lehre von der obersten Lehrgewalt der heiligen Mutter Kirche und der Beziehung, welche zwischen

Nr. 4923 (188). Episcopat. 8. Mai 1870.

der Lehrgewalt des römischen Papstes und dem unfehlbaren Lehramte der Kirche Christi stattfindet. Das verlangt nämlich unser Eidschwur, das die von uns verkündigte Glaubensnorm, wenn wir nicht mit Recht die Anklage über uns ergehen lassen sollen, die Denkgesetze umgestossen und uns selbst widersprochen zu haben. || Dazu kommt, dass jede Erörterung von dem ausgehen muss, was sicher und zweifellos ist und was von niemandem bestritten werden kann. Nun aber ist die Unfehlbarkeit der Kirche bei allen Katholiken etwas ganz entschiedenes und über allen Zweifel erhaben, was jedoch von der persönlichen Unfehlbarkeit des römischen Papstes durchaus nicht behauptet werden kann. Darum ist zuerst zu verhandeln über die Kirche und ihr unfehlbares Lehramt und erst nahher über jene Lehrgewalt, mit welcher der römische Papst in der Kirche Gottes ausgestattet ist, wie ja auch alle Theologen von besserer Sorte die Sache zu behandeln pflegten. || Endlich wäre nach dem am 6. März d. J. vorgelegten Entwurfe zugleich festzustellen, dass die Unfehlbarkeit des römischen Papstes sich auf dasselbe Object ausdehne, auf welches die Unfehlbarkeit der Kirche sich erstreckt. Aber wie kann dies in genauer Prüfung erwogen, wie kann diese Sache entschieden festgestellt werden, ohne offen gegen die logisch-richtige Reihenfolge zu verstossen, wenn nicht früher von der Kirche und dem Objecte, auf das sich die Unfehlbarkeit der Kirche erstreckt, verhandelt worden ist?

II. Diese abgesonderte Behandlung der Lehre vom Primate kann eben deshalb, weil sie die natürliche Ordnung der Dinge umkehrt, mit dem Wohle der Kirche, das wir vor allem anstreben müssen, nicht in Einklang gebracht werden. Denn Christus nachahmend, werden wir keineswegs zufrieden sein, die von ihm verkündigten, so erhabenen Wahrheiten der ganzen Welt verkündigt zu haben, sondern wir werden auch sorgen müssen, dass sie so verkündigt werden, dass die Herzen der Menschen, die eines guten Willens sind, in wunderbarer Weise angezogen, dass falsche Auffassungen, dass irrthümliche Vorurtheile dadurch gänzlich beseitigt werden. || Es wird unsere Sache sein, bei Abfassung der synodalen Decrete in Betreff der Sache die Wahrheit, in Betreff der Form jene Darstellungsart zu wählen, welche belehrt, gefällt, überredet. — Eben diese Absicht aber würde ohne Zweifel erreicht, wenn ein Decret von der Kirche veröffentlicht würde, welches, die ganze Lehre von ihrer Lehrgewalt, ihrer Weihgewalt und ihrer Regierungsgewalt umfassend, den ganzen und unversehrten Tempel Gottes, gewiss mit der höchsten göttlichen Weisheit aufgebaut, der ganzen Welt vor Augen stellte; wie dies von dem Apostel in jenem Briefe, der an die Epheser gerichtet ist, auf wunderbare Art angedeutet wurde: „dessen Schlussstein Christus, dessen Fundament zugleich mit den andern Aposteln Petrus, dessen Steine alle Gläubigen sind", welches wahrhaft geistige Gebäude aus dem ihm anvertrauten himmlischen Schatze göttliche und täglich neue Vollkommenheit schöpft und Zunahme gewinnend im Laufe der Jahrhunderte mehr und mehr zur Vollendung des heiligen Tempels Gottes heranwächst. Eine solch' entsprechende Darstellung

aller Theile, die sowohl der Wahrheit, als auch der den Brüdern schuldigen Liebe mehr entspräche, würde die Lehre von der Kirche sicherlich leichter auffassbar und auch verständlicher machen, ebensowohl für die Gläubigen, wie für die Ungläubigen — und durch ihre Erhabenheit würde gewiss der Sinn vieler erleuchtet werden. ‖ Im entgegengesetzten Falle aber ist sehr zu befürchten, dass das getrennt von der Lehre über die Kirche Christi herauszugebende Decret über die Prärogative des römischen Papstes die Gemüther mit neuen Vorurtheilen erfüllen und sie mehr entfremden als anziehen dürfte.

III. Die oft erwähnte uns neuerdings vorgeschlagene Art der Verhandlung scheint sich weder mit der Förderung der Ehre noch mit der des Wohles des heiligen apostolischen Stuhles im Einklang bringen zu lassen. Die Liebe und Verehrung für den Papst, den Nachfolger Petri, nöthigt uns dringend, dass wir aus allen Kräften Einsprache erheben gegen eine solche Art des Vorgehens. Es ist uns zwar recht gut bekannt, dass sogar dieses unser Bekenntniss der aufrichtigsten Ergebenheit gegen den apostolischen Stuhl wegen der Agitationen, welche jetzt den Sinn vieler in Rom und auf der ganzen Welt verblendet haben, vielleicht verdächtigt werden wird, und deshalb müssen wir uns begnügen mit dem Zeugnisse, das uns wenigstens unser eigenes Gewissen ausstellt, dass uns nichts anderes, als der treue Eifer für die Ehre und die Unverletztheit der römischen Cathedra antreibt, jene Art zu denken, zu reden und zu handeln einzuschlagen, welche wir verfolgen. | Darum wollen wir mit jener Freiheit des Geistes, die das Zeichen wahrer und ungeschmückter Liebe ist, die Gründe unserer Ueberzeugung weiter vortragen. Als zuerst in einem in Rom erschienenen öffentlichen Blatte die Anerkennung der Unfehlbarkeit gefordert wurde, riefen alle Feinde der Kirche — und diese ruchlose Rede hat seitdem immer mehr und mehr über den ganzen Erdkreis hin zugenommen —: Der heilige Vater habe, gleichsam das allgemeine Wohl vorschützend, in der That aber nur zur Vergrösserung seiner Macht, und deshalb von einem unedlen Motive geleitet, die Bischöfe nach Rom berufen. Nichtig seien die in der Bulle vom 29. Juni 1868 für Einberufung der ökumenischen Synode angeführten Gründe, nämlich, dass das Concil zu versammeln sei, um nach Vereinigung aller Rathschläge des Episcopates in reiflichster Prüfung zu erwägen und festzustellen, welche Heilmittel gegen die Uebel unserer Zeit anzuwenden seien und welche zur grössern Ehre Gottes, zum Heile der Seelen, zur Unterweisung der christlichen Jugend, zur Förderung des allgemeinen Friedens und der Eintracht besonders beitragen können. Wir haben gemäss unseres bischöflichem Amte im Verein mit unsern Gläubigen, die wir von der tiefsten Verehrung für den Papst, der jetzt die Kirche Gottes regieret, geleitet werden, nie abgelassen, gegen diese Verleumdungen Einsprache zu erheben. | Wenn jedoch nach alledem, was inzwischen geschehen, wenn nach so vielen Zuschriften und öffentlichen Ansprachen, durch die der heilige Vater die Feststellung der päpstlichen Unfehlbarkeit zu fördern schien, von den im Concil versammelten Bischöfen nichts anderes, als ein kurzes dogmatisches Decret,

Nr. 4923 (188). Episcopat. 8. Mai 1870.

jene vier Kapitel nämlich von dem christlichen Glauben, die in der 3. Session verkündet worden sind, und ein anderes kürzeres, das auch dem Geiste der Zeit, in der wir leben, weniger entspricht, nämlich über den Primat und die Unfehlbarkeit des Papstes, zu Stande gebracht würde, und wenn diese zwei Decrete das Resultat aller unserer 6—7 Monate hindurch abgehaltenen Berathungen sein sollten, nach dessen Erzielung wir wieder in die Heimath zurückkehren können, um abermals jenen schrecklichen Kampf gegen den Geist der Lüge aufzunehmen, an jenen Orten wohin uns Gott gesetzt hat, um seine Kirche zu leiten, noch dazu in Unsicherheit, ob das Concil weiter fortgesetzt und im nächsten Jahre die ganze „Lehre von der Kirche" abgeschlossen werden kann: so würden obgenannte Vorwürfe noch alledem, was in Rom vorgegangen, eine solche Kraft und eine solche Zunahme erlangen, dass wir nur mit der tiefsten Trauer in Erwägung ziehen könnten, wie sehr dadurch die Liebe gegen die römische Cathreda, die Verehrung für den apostolischen Stuhl und selbst der Glaube und das Seelenheil gefährdet würden. Es genügt uns, diese unsere Ueberzeugung hiermit kundgegeben zu haben, ohne dass wir irgend welche Bitten hinzufügen. Denn wir können es mit unserer bischöflichen Würde, mit der Stellung, die wir im Concil einnehmen, und mit den Rechten, die uns als Mitgliedern des Concils zustehen, nicht länger für vereinbar halten, dass wir Bitten vortragen, da wir ja durch die Erfahrung mehr als genug belehrt sind, dass solche Bitten nicht berücksichtigt, ja sogar, dass sie nicht einmal einer Antwort würdig erachtet worden sind. Es bleibt uns also nichts anderes übrig, als gegen die besagte Art des Vorganges, welchen wir für die Kirche und den apostolischen Stuhl als höchst gefährlich betrachten, Einsprache zu erheben und Protest einzulegen, damit wir auf diese Weise die Verantwortung für die unglücklichen Folgen, welche daraus ohne Zweifel in kurzer Zeit hervorgehen werden, ja schon jetzt hervorgehen sowohl vor den Menschen als vor Gottes schrecklichem Gerichte, so viel an uns liegt, von uns abwälzen, dessen diese Schrift ein bleibendes Zeugniss sein soll. || Wenn jedoch das Decret, welches über die Kirche ausgegeben werden soll, mit Weglassung aller Fragen, welche Streit hervorrufen, vorzüglich dahin zielte, die Schönheit und Erhabenheit der Braut Christi zur grössern Ehre Gottes und zum Heile der Seelen vor Aller Anblick zu enthüllen, wie leicht wäre es uns, die gesammte Lehre von der Kirche in kurzer Zeit zu beenden und vielleicht könnten wir schon das nächste Pfingstfest, an dem jährlich das Gedächtniss der Gründung der Kirche wiederkehrt, alle im Verein mit höchster Freude feiern. Dann würden sicher der vaticanischen Versammlung die feierlichsten Pfingsten anbrechen, deren Glanz über die ganze Welt strahlend alle Christen mit unermesslicher Freude erfüllen würde. Aber ach! es fehlt viel dazu, dass uns diese Freude bereitet wird, eher scheinen die kommenden Pfingsten uns Trauer als Freude zu verkündigen! Dafür sollte von jenen Rechenschaft abgelegt werden müssen, welche mit

Nr. 4923 (188). Episcopat. 8. Mai 1870.

Hilfe des Concils nicht für die dringende Nothlage des christlichen Staates Sorge tragend, nicht die Feinde der Kirche, sondern ihre Brüder besiegen, für Schulmeinungen die Siegespalme beanspruchen und dadurch der Gegenwart den empfindlichsten Schaden zufügen werden, was in der Kirche und noch weit mehr bei Erwägung der Zukunft Stoff zur beständigen Furcht und Bekümmerniss giebt. || Möchte es doch Gott, dem Höchsten, gefallen, ein so grosses Uebel von dem vaticanischen Concil abzuwenden und durch seine himmlische Güte uns alle zur wahren Eintracht und Einigkeit der Gesinnung zurückzuführen!

Rom, am Feste des heiligen Patrons Josef, den 8. Mai 1870.

Folgen die Unterschriften der Erzbischöfe und Bischöfe von: Prag, Besançon, Olmütz, München-Freysing, Bamberg, Lemberg rit. lat., Kolocza und Bacs, Köln, Trapezunt, Breslau, Veszprim, St. Gallen, Budweis, Mainz, Tarnow, Augsburg, Waizen, Csanad, Gurk, Parenzo-Pola, Osnabrück, Szathmar, Raab, Ermeland, Grosswardein lat. Rit., Rottenburg, Fünfkirchen, Munkacs gr. Rit., Halifax, Chatham (?), Pittsburg, Clifton, Agathopolis in p., Leontopolis in p., Bosnien-Syrmien, St. Louis, Paris, Alby, Autun, Lavant, Kaschau, Dijon, Grénoble, Orléans, Coutances, Surensis in p., Soissons, Châlons, Marseille, Valence, Perpignan, Constantine und Hippo, Gap, Ajaccio, Oran, S. Augustin in Florida, Cincinnati, Chatham, Plymouth, Kerry, Biella, Iglesias, Mailand, Ivrea, Siebenbürgen, Santa Maria und Marquetten, Kreuz Rit. gr.

In dieselbe Zeit fällt der von Quirinus (p. 674) mitgetheilte Protest eines französischen Prälaten, gerichtet an einen der Concilpräsidenten:

Protestation contre le projet de précipiter la discussion.

Permettez, Monseigneur, que je proteste ici contre un tel projet, s'il existe, et que je consigne entre vos mains ma protestation. Saisir ainsi, irrégulièrement et violemment, le Concile de cette question, cela est absolument impossible. || Cette discussion immédiate de l'Infaillibilité Pontificale, avant toutes les autres questions qui la doivent nécessairement précéder, ce renversement de l'ordre et de la marche régulière du Concile, cette précipitation passionnée dans l'affaire la plus délicate, et qui par sa nature et ses difficultés exige le plus de maturité et de calme, tout cela serait non seulement illogique et absurde, inconcevable, mais encore trahirait trop ouvertement aux yeux du monde entier, chez ceux qui imaginent de tels procédés, le dessein de peser sur le Concile, et pour dire le vrai mot, serait absolument contraire à la liberté des évêques. || Comment une telle question, sous-introduite tout-à-coup dans un chapitre annexé à un grand Schema, le dessein de ceux qui nous ont été soumis, passerait avant tous les schemata déjà étudiés, avant toutes les autres questions déjà discutées, et non encore résolues par le Concile. || Des questions fondamentales, essentiellement préliminaires à toutes les autres: Dieu, sa personnalité, sa providence, Jésus-Christ, sa divinité, sa rédemption, sa grâce, l'Eglise, on lesserait tout cela de côté pour se précipiter sur cette question, dont nous n'avions entendu parler avant le Concile presque qu'à des Journalistes, dont la bulle de convocation ne parlait pas, dont le Schema sur l'Eglise lui-même ne disait pas un seul mot. || Et l'examen de cette nouvelle question,

Nr. 4923 (188). Episcopat. 8. Mai 1870.

si compliquée, cette discussion, si nécessaire, cette définition si grave, tout cela se ferait à la hâte, violemment, au pied levé. On ne nous laisserait ni le temps ni la liberté d'étudier un point si important de doctrine avec gravité et à fond, comme il doit l'être. Car aucun évêque ne peut, sans blesser gravement sa conscience, déclarer de foi, sous peine de damnation éternelle, un point de doctrine de la révélation duquel il n'est pas absolument certain. Ce serait Monseigneur, dans le monde entier, une stupeur et un scandale. Ce serait de plus autoriser trop manifestement les calomnies de ceux qui disent que dans la convocation du Concile, il y a eu une arrière pensée, et que cette question qui n'était pas l'objet du Concile, au fond devait être tout le Concil. Ceux qui poussent à de tels excès oublient clairement toute prudence: il y a un bon sens et une bonne foi publique qu'on ne blesse pas impunément. || Sans doute on peut passer par dessus toutes les récrimations des ennemis de l'Eglise; mais il y a des difficultés avec lesquelles il faut nécessairement compter. Eh bien! Eminence, si les choses venaient à se passer de la sorte, je le dis avec toute la conviction de mon âme, il y aurait lieu de craindre que des doutes graves ne s'élèvent touchant la vérité même et la liberté de ce Concile du Vatican. || Que les choses se passent ainsi, on le peut, si on le veut: on peut tout, conte la raison et le droit, avec la force du nombre. || Mais c'est le lendemain, Eminence, que commenceraient pour vous et pour l'Eglise les difficultés. || Par un procédé aussi contraire à l'ordre régulier des choses, à la marche essentielle des assemblées d'évêques qui ont été de vrais Conciles, vous susciteriez incontestablement une lutte dans l'Egise et les consciences sur la question de l'issue oecuménique de notre assemblée: c'est-à-dire, tout ce qu'on peut imaginer aujourdhui de plus désastreux. Ceux qui essayent d'engager le Pape dans cette voie, en l'abusant et le trompant, sont bien coupables. Mais je ne doute pas que la sagesse du Saint-Père ne déjoue toutes ces menées.

Nr. 4924. (189.)

RÖMISCHE CURIE. Schema der ersten dogmatischen Constitution über die Kirche Christi, den ehrwürdigsten Vätern zur Prüfung vorgelegt.

Lat. Orig. Friedberg, Sammlung l. c. Urk. LXXXVIII.

Nr. 4924 (189). Röm. Curie. 10. Mai 1870.

Pius, Bischof, Knecht der Knechte Gottes, unter Billigung des heil. Concils, zum immerwährenden Gedächtniss.

Der ewige Hirt und Bischof unserer Seelen beschloss, auf dass er das heilbringende Werk seiner Erlösung dauernd mache bis zum Ende der Welt, die heilige Kirche zu bauen, in welcher, gleichwie in einem Hause des lebendigen Gottes (vrgl. I. Tim. 3, 15), alle Gläubigen durch das Band eines Glaubens und einer Liebe vereint sein sollten. Denn desswegen hat er vor seiner Verklärung, den Vater gebeten, dass die so an ihn glauben alle Eins seien wie der Sohn selbst und der Vater Eins sind. (Vrgl. Joh. 17, 1, 21. 19).

Der allerweiseste Baumeister (vrgl. I. Kor. 3, 10) hat daher, um diese Einheit des Glaubens und der Gemeinschaft in seiner Kirche dauernd zu bewahren, in dem heiligen Apostel Petrus das beständige Princip und sichtbare Fundament beider Einheiten eingesetzt, auf dessen Stärke der ewige Tempel aufgebaut werden und die zum Himmel ragende Erhabenheit der Kirche in dieses Glaubens Festigkeit sich erheben sollte (s. Leo M. serm. IV [al. III] cap. II in diem Natalis sui). Weil aber gegen dieses von Gott gesetzte Fundament die Pforten der Hölle mit täglich wachsendem Hasse von allen Seiten sich erheben, so erachten Wir für der Uns anvertrauten katholischen Heerde Schutz, Unverletztheit und Wachsthum unter Billigung des Concils für nöthig, die Lehre von der Einsetzung, Fortdauer und Natur des heil. apostolischen Primats, von welchem der ganzen Kirche Kraft und Heil abhängt, gemäss dem alten und constanten Glauben der Kirche, so wie dieselbe von allen Gläubigen zu glauben und zu halten ist, vorzulegen und die entgegengesetzten und darum der Heerde des Herrn so sehr verderblichen Irrthümer durch den gebührenden Verdammungsspruch zu ächten.

Capitel I. Von des apostolischen Primates Einsetzung im heiligen Petrus.

Daher lehren und erklären Wir: Von dem Herrn Christus ist laut der Zeugnisse des Evangeliums der Primat der Gewalt über die gesammte Kirche Gottes unmittelbar und direct dem heil. Apostel Petrus verheissen und übertragen worden. Denn einzig und allein zu Petrus hat Christus, der Sohn des lebendigen Gottes, gesagt: „Und ich sage dir, dass du bist Petrus, und auf diesen Fels (petram) werde ich meine Kirche bauen, und die Pforten der Hölle werden nichts gegen sie vermögen; und ich werde dir die Schlüssel des Himmelreichs geben, und was du bindest auf Erden, wird auch im Himmel gebunden sein, und was du lösest auf Erden, wird auch im Himmel gelöst sein (Matth. 16, 18, 19). Und einzig dem Simon Petrus hat Jesus nach seiner Auferstehung die Gewalt des höchsten Hirten und Lenkers über seinen ganzen Schafstall verliehen, indem er sprach: „Hüte meine Lämmer, hüte meine Schafe" (Johann 21, 15 — 17.) Dieser so klaren Lehre der heiligen Schrift, wie sie von der katholischen Kirche stets verstanden worden ist, stellen sich offen die verdammungswürdigen Meinungen derer entgegen, welche, die von dem Herrn Christus in seiner Kirche eingesetzte Form des Regiments verdrehend, es leugnen, dass Petrus allein vor allen Aposteln, sei es gesondert von jedem einzelnen oder von allen zusammen, mit dem wahren und eigentlichen Primat der Gewalt von Christus ausgestattet worden sei, oder welche behaupten, eben dieser Primat sei nicht unmittelbar und direct dem heil. Petrus selbst, sondern, sei der Kirche und durch diese jenem als ihrem Diener übertragen worden.

Nr. 4924 (189). Röm. Curie. 10. Mai 1870.

Capitel II. Ueber die Fortdauer des Primates Petri in den römischen Päpsten.

Was aber in dem heil. Apostel Petrus der Fürst der Hirten und der grosse Hirt der Schafe, der Herr Christus Jesus (I Petr. 5, 4. Vgl. Hebr. 13, 20), zum dauernden Heil und beständigen Wohl der Kirche eingesetzt hat, das muss unter ebendemselben Stifter in der Kirche, welche auf den Fels gegründet bis zum Ende der Zeiten feststehen wird, nothwendig auch beständig dauern. Denn niemandem ist es zweifelhaft, allen Jahrhunderten vielmehr ist es bekannt, dass der heiligste und allerheiligste Petrus, Erstling und Haupt der Apostel und Säule des Glaubens und Grundfeste der katholischen Kirche, der von Unserm Herrn Jesus Christus, dem Heiland und Erlöser des Menschengeschlechtes, die Schlüssel des Reiches empfangen hat, bis auf diese Zeit und immer in seinen Nachfolgern, den Bischöfen des von ihm gegründeten und durch sein Blut geweihten heil. römischen Stuhles, lebt und vorsitzt und Gericht übt (vgl. Labb. Coll. Conc. t. III. col. 1154. Ephes. Conc. act. III. orat. Philippi Sed. A. Legati; coll. S. Petri Chrysost. ep. ad Eutych. presb.); also dass jeder, welcher dem Petrus auf diesem Stuhle nachfolgt, auch nach Christi eigener Anordnung den Primat Petri über die gesammte Kirche besitzt. Es bleibt ihm also die Verwaltung der Wahrheit, und der heilige Petrus hat, auf der empfangenen Stärke des Felsens beharrend, das übernommene Steuer der Kirche nicht verlassen (s. Leo M. Serm. III [al. II] n. 3).

Capitel III. Ueber Bedeutung und Wesen des Primates des römischen Papstes.

Daher, Uns haltend an die Decrete sowohl Unserer Vorgänger, der römischen Päpste, als an die klaren und deutlichen Definitionen der allgemeinen Concilien, erneuern Wir das Glaubensbekenntniss des ökumenischen Florentinischen Concils, laut dessen alle Christgläubigen zu glauben haben, dass der heilige apostolische Stuhl und der römische Papst den Primat über den ganzen Erdkreis innehat, und dass der römische Papst selbst der Nachfolger des heiligen Petrus, des Apostelfürsten, und der wahre Stellvertreter Christi und das Haupt der ganzen Kirche und der Vater und Lehrer aller Christen ist; und dass ihm im heiligen Petrus von unserm Herrn Jesus Christus volle Gewalt verliehen ist, die gesammte Kirche zu weiden, zu leiten und zu lenken; wie solches auch in den Verhandlungen der ökumenischen Concilien und in den heiligen Canones enthalten ist. || Ferner lehren und erklären Wir, dass diese der päpstlichen Jurisdiction eigene Gewalt eine ordentliche und unmittelbare ist, gegen welche die Hirten und Gläubigen sämmtlicher Einzelkirchen jeglichen Ritus und Ranges, jeder einzelne sowohl für sich als auch alle zusammen, zur Pflicht der hierarchischen Subordination und zum wahren Gehorsam verbunden werden, nicht allein in Sachen des Glaubens und der Sitten,

sondern auch in dem, was zur Disciplin und Regierung der über den ganzen Erdkreis zerstreuten Kirche gehört: dass die Einheit der Gemeinschaft sowohl als des Glaubensbekenntnisses mit dem römischen Papste gewahrt und die Kirche Christi eine Heerde unter einem obersten Hirten ist. || Das ist die Lehre der katholischen Wahrheit, von welcher ohne Schädigung des Glaubens und des Heiles niemand abweichen kann. Allein diese Gewalt des obersten Papstes steht durchaus nicht entgegen jener ordentlichen und unmittelbaren Gewalt der bischöflichen Jurisdiction, durch welche die Hirten der Einzelkirchen, jeder die ihm zugewiesene Heerde, weiden und leiten; letztere wird vielmehr von dem obersten und allgemeinen Hirten geltend gemacht, bestärkt und in Anspruch genommen, indem der heilige Gregor der Grosse sagt: „Meine Ehre ist die Ehre der ganzen Kirche. Meine Ehre ist meiner Brüder volle Kraft. Dann bin ich wahrhaft geehrt, wenn jedem einzelnen die schuldige. Ehre nicht verweigert wird“. (S. Gregor. M. ad. Eulog. Alex. ep. XXX.) || Ferner folgt aus jener obersten Jurisdictionsgewalt des römischen Papstes, dass es ein diesem Papste nothwendiges Recht sei, in der Uebung dieses seines Amtes mit den Hirten und Heerden der ganzen Kirche frei zu verkehren, auf dass dieselben von ihm auf dem Wege des Heiles gelehrt und gelenkt werden können. Darum verdammen und verwerfen wir die Meinungen jener, die da sagen: dieser Verkehr des obersten Hauptes mit den Hirten und Heerden könne mit Fug verhindert werden, oder die denselben der weltlichen Gewalt unterwerfen wollen in der Weise, dass sie behaupten: was vom apostolischen Stuhle oder durch dessen Autorität zur Regierung der Kirche verordnet werde, das habe keine Kraft und Geltung, wenn es nicht durch das Placet der weltlichen Gewalt bestätigt werde. || Und dieweil kraft göttlichen Rechtes des apostolischen Primats der römische Papst der ganzen Kirche vorsteht, so lehren und erklären Wir: dass derselbe der oberste Richter der Gläubigen ist (Pii PP. VI. Breve „Super Soliditate“ d. 28. Nov. 1786) und dass in allen auf kirchliche Prüfung bezüglichen Fragen an das Urtheil desselben Berufung geschehen kann (Conc. oecum. Lugd. II), dass aber ein Urtheilsspruch des apostolischen Stuhls, über dessen Autorität keine höhere ist, von niemandem verworfen werden kann, und dass niemand befugt ist, über ein Urtheil desselben zu urtheilen (Ep. Nicol. I ad Michael Imper.). Darum irrt von dem rechten Pfade der Wahrheit ab, wer da behauptet: es sei gestattet, von den Urtheilssprüchen der römischen Päpste an ein ökumenisches Concil als eine über dem römischen Papst stehende Autorität zu appelliren.

Capitel IV. Ueber des römischen Papstes Unfehlbarkeit.

Dass aber in der obersten Gewalt der apostolischen Jurisdiction, welche der römische Papst als Nachfolger des Apostelfürsten Petrus über die ganze Kirche besitzt, auch die oberste Gewalt des Lehramts einbegriffen sei —

Nr. 4924 (189). Röm. Curie. 10. Mai 1870.

das hat dieser heilige Stuhl stets festgehalten, der fortwährende Gebrauch der Kirche bestätigt es, die ökumenischen Concilien selbst haben es überliefert. Im Anschluss daher insonders an die feierlichen Glaubensbekenntnisse der allgemeinen Concilien, auf welchen der Orient mit dem Occident in Einheit des Glaubens und der Liebe sich zusammenfand, glauben Wir mit dem vierten Concil von Konstantinopel: Erstes Heil ist, die Regel des rechten Glaubens zu wahren, und von den Feststellungen der Väter in keiner Weise abzuweichen. Und weil unseres Herrn Jesu Christi Ausspruch nicht übergangen werden kann, der da sagt: „Du bist Petrus und auf diesen Fels werde ich meine Kirche bauen“ (Matth. 16, 18), so wird dieser Ausspruch bestätigt durch den Erfolg der Thatsachen, dieweil in dem apostolischen Stuhle die katholische Religion und die heilige gefeierte Lehre stets unbefleckt erhalten worden ist, welchem apostolischen Stuhle die Christgläubigen in allem zu folgen gehalten sind, auf dass sie verdienen, in einer Gemeinschaft mit diesem Stuhle zu sein (aus der Formel des heiligen Papstes Hormisdas, wie sie von Hadrian II. den Vätern des VIII. ökumenischen, des IV. konstantinopolitanischen Concils vorgelegt und von denselben unterschrieben worden ist). — Und mit dem zweiten Lugdunensischen Concil bekennen wir: dass die heilige römische Kirche den höchsten und vollen Primat und Principat über die gesammte katholische Kirche besitze, welchen sie von dem Herrn selbst in dem heiligen Petrus, dem Fürsten oder der obersten Spitze der Apostel, dessen Nachfolger der römische Papst ist, mit der Fülle der Gewalt erhalten zu haben wahrheitsgetreu und demüthig anerkennt: und gleichwie sie vor den übrigen gehalten ist, die Wahrheit des Glaubens zu vertheidigen, so müssen auch etwa auftauchende Fragen über den Glauben durch ihren Spruch entschieden werden (aus dem Glaubensbekenntniss der Griechen auf dem II. Lugdunensischen Concil). — Und mit dem Florentinischen Concil wiederholen wir: dass der römische Papst der wahre Statthalter Christi und das Haupt der ganzen Kirche und der Vater und Lehrer aller Christen sei, und dass ihm in dem heiligen Petrus von unserem Herrn Jesu Christo volle Gewalt verliehen worden sei, die gesammte Kirche zu weiden, zu leiten und zu lenken. (Vgl. Joh. 21, 15—17.) || Daher unter Billigung des Concils lehren wir und erklären wir als Glaubensdogma: Der römische Papst, welchem in der Person des heiligen Petrus von eben diesem unserem Herrn Jesu Christo u. a. gesagt ist: „Ich habe für dich gebeten, dass dein Glaube nicht aufhöre, und dass du, dermaleinst bekehrt, deine Brüder stärkest“ (Luc. 22, 32), kann kraft des ihm verheissenen göttlichen Beistandes nicht irren, wenn er, des obersten Amtes als Lehrer aller Christen waltend, gemäss seiner apostolischen Autorität festsetzt, was in Dingen des Glaubens und der Sitten von der ganzen Kirche sowohl als Glauben festzuhalten als auch dem Glauben zuwiderlaufend zu verwerfen sei; und solche Decrete oder Aussprüche — als an und für sich unwiderruflich — sind von jeglichem Christen, sobald sie zu seiner Kunde gelangt, mit dem vollen Gehorsam des Glau-

bens aufzunehmen und zu halten. Dieweil aber die Unfehlbarkeit dieselbe ist, ob sie in dem römischen Papst als Haupt der Kirche oder in der gesammten mit dem Haupte vereinigt lehrenden Kirche betrachtet wird, so bestimmen wir des ferneren: dass diese Unfehlbarkeit auch auf ein und dasselbe Object sich ausdehne. So aber einer, was Gott verhüte, dieser Unserer Definition zu widersprechen sich unterfinge, so wisse er, dass er von der Wahrheit des katholischen Glaubens und von der Einheit der Kirche abgefallen ist.

Canon I.

So einer sagt: der heil. Apostel Petrus sei von dem Herrn Christus nicht zum ersten aller Apostel und zum sichtbaren Haupte der streitenden Kirche gesetzt worden; oder derselbe habe nur den Ehrenprimat, nicht aber den Primat der wahren und eigentlichen Jurisdiction von diesem unserem Herrn Jesus Christus direct und unmittelbar empfangen — der sei im Bann.

Canon II.

So einer sagt: es sei nicht des Herrn Christi eigene Einsetzung, dass der heil. Petrus im Primat über die ganze Kirche beständige Nachfolger habe; oder: der römische Papst sei nicht kraft göttlichen Rechtes Petri Nachfolger in diesem Primat — der sei im Bann.

Canon III.

So einer sagt: der römische Papst habe lediglich das Amt der Aufsicht oder Leitung, nicht aber die volle und oberste Gewalt der Jurisdiction über die gesammte Kirche, nicht nur in Sachen des Glaubens und der Sitten, sondern auch der Disciplin und Regierung der über den ganzen Erdkreis ausgebreiteten Kirche; oder: diese seine Gewalt sei nicht eine ordentliche und unmittelbare sowohl über alle und jede einzelne Kirche als auch über alle und jeden einzelnen Hirten und Gläubigen — der sei im Bann*).

*) Erzbischof Dechamps von Mecheln stellte in der Debatte über dies Schema den allerdings nicht zur Annahme gelangten Antrag, diesen drei Canones noch die folgenden vier anzuschliessen: 1) So einer sagt, der römische Papst habe zwar in der Kirche den Primat der Jurisdiction, nicht aber auch die oberste Gewalt, die Kirche zu lehren, zu leiten und zu lenken, als ob der Primat der Jurisdiction von jener Gewalt getrennt werden könnte — der sei im Bann. 2) So einer sagt, diese Gewalt des römischen Papstes sei nicht eine volle, sondern getheilt zwischen dem heiligen Papste und den Bischöfen, als ob die Bischöfe, von dem heiligen Geiste zur Belehrung und Leitung der Kirche unter einem höchsten Hirten eingesetzt, auch von Gott berufen worden wären, an der obersten Gewalt des Hauptes der ganzen Kirche Theil zu nehmen — der sei im Bann. 3) So einer sagt, die oberste Gewalt in der Kirche ruhe nicht in dem Haupte der ganzen Kirche, sondern in der Vielheit der Bischöfe — der sei im Bann. 4) So einer sagt, dem römischen Papste sei zwar die volle Gewalt verliehen,

Nr. 4924 (189). Röm. Curie. 10. Mai 1870.

Gemäss der am 29. April verlesenen Ankündigung (s. w. o.) wurde am 10. Mai den Vätern das oben mitgetheilte Schema vorgelegt. Dasselbe war eine völlig neue Umformung des 11. Capitels des *Schema de Ecclesia* mit Einschluss des am 6. März hiezu ausgetheilten Zusatzkapitels. — Schon am 13. Mai, nach Abbrechung der Verhandlungen über den kleinen Katechismus, erstattete Bischof Pie von Poitiers im Namen der dogmatischen Commission Bericht über das neue Schema, in welchem er unter andern Gründen für die Unfehlbarkeit des Papstes, auch den anführte: dass der heilige Petrus mit dem Kopfe nach unten gekreuzigt wurde, so dass das Haupt die ganze Last des Körpers trug, — ebenso trage der Papst, als das Haupt, die gesammte Kirche. — Am 14. Mai, in der 51. Sitzung der Generalcongregation, begann dann die Discussion, welche, in eine General- und Specialdebatte zerfallend, bis zur 86. Generalcongregation am 16. Juni dauerte und zu manchen wesentlichen, redactionellen wie sachlichen Aenderungen des Schema's führte, wie eine Vergleichung desselben mit der weiter unten mitgetheilten, definitiv angenommenen Constitution zeigt. Allerdings enthielten die meisten dieser Aenderungen nur eine Verschärfung der ursprünglichen Fassung im curialistischen Sinne. Selbst Anträge wie die Rauscher's, Dupanloup's, des Card. Guidi u. A., welche eine vermittelnde Formel für die päpstliche Unfehlbarkeit aufstellten, in der diese Eigenschaft von dem Beirath der ganzen Kirche abhängig gemacht wurde, fanden keine Annahme. (S. darüber Quirinus l. c. p. 489. ff., 525 f., und die Formel Guidi's bei Friedrich, Docum. II. 424*).

Ueber den Inhalt der in der Debatte über die Unfehlbarkeit gehaltenen Reden ist man fast ausschliesslich auf das angewiesen, was Quirinus (Römische Briefe v. Concil) u. Frommann (Gesch. d. Vat. Conc.) daraus im Auszuge mittheilen. Friedberg (Actenstücke l. c.) und ebenso Scheeben (das ökumenische Concil v. J. 1869) geben fast nur eine Aufzählung der Namen der Redner. Fessler und die Civiltà cattolica schweigen darüber gänzlich. Nur die Rede des Erzbischofs Darboy vom 20. Mai (s. w. u.) und Kernick's, Erzbischof von St. Louis, Concio habenda, at non habita — weil ihm durch Schluss der Generaldebatte das Wort entzogen wurde — sind bis jetzt in die Oeffentlichkeit gelangt. (S. letztere Friedrich Docum. I. p. 189.)

---

die ganze Kirche, Gläubige und Hirten, zu leiten und zu lenken, nicht aber auch die volle Gewalt, sie zu lehren — der sei im Bann.

*· Die beiden der Formel Guidi's angeschlossenen Canones lauten in deutscher Uebersetzung: 1) So einer sagt, dass die von Petri Nachfolger erlassenen Decrete und Constitutionen, welche irgend eine Glaubens- oder Sittenwahrheit enthalten und der gesammten Kirche von ihm [dem Papste] gemäss seiner und der apostolischen Autorität vorgelegt sind, nicht sofort und in jeder Weise zu verehren und von ganzem Herzen zu glauben seien oder dass dieselben reformirt werden können — der sei im Bann. 2) So einer sagt, der Papst, wenn er derartige Decrete erlässt, könne nach Belieben und aus sich allein heraus handeln, nicht aber nach dem Beirathe der die kirchliche Ueberlieferung darstellenden Bischöfe — der sei im Bann.

Nr. 4925. (190.)

FRANKREICH. Depesche des interim. Ministers des Auswärtigen (Ollivier) an den Botschafter (Marquis Banneville) in Rom. — Aufgeben jeglicher Action gegenüber dem Concile.

Paris, le 12 mai 1870.

Nr. 4925 (190). Frankreich. 12. Mai 1870.

Monsieur l'Ambassadeur, — Le Gouvernement de l'Empereur ne s'est pas fait représenter auprès du Concile, quoique ce droit lui appartienne en sa qualité de mandataire des laïques dans l'Eglise. || Pour empêcher que les opinions excessives ne devinssent des dogmes, il a compté sur la sagesse des Evêques et sur la prudence du Saint-Père. Pour défendre nos lois civiles et politiques contre les empiètements de la théocratie, il a compté sur la raison publique, sur le patriotisme des Catholiques français et sur les moyens ordinaires de sanction dont il dispose. Il s'est conséquemment préoccupé de ce qu'a d'auguste une réunion de prélats assemblés pour décider des grands intérêts de l'âme et de la foi, et ne s'est donné qu'une mission — assurer et protéger l'entière liberté du Concile. Averti par les bruits de l'Europe des dangers que certaines propositions imprudentes feraient courir à l'Eglise, désireux de ne pas voir augmenter les forces d'agression organisées contre les croyances religieuses, il est sorti un moment de sa réserve pour donner des conseils et présenter des observations. || Le souverain Pontife n'a pas cru devoir écouter nos conseils ni accueillir nos observations. Nous n'insistons pas et nous rentrons dans notre attitude d'abstention et d'attente. || Vous ne provoquerez et n'accepterez désormais aucune conversation soit avec le Pape, soit avec le Cardinal Antonelli sur les affaires du Concile. || Vous vous bornerez à vous renseigner, à vous tenir au courant des faits, des sentiments qui les ont préparés, ou des impressions qui les ont suivis. || Veuillez dire à nos Evêques français que notre abstention n'est pas de l'indifférence; c'est pour eux du respect, c'est surtout de la confiance. Leur défaite serait bien amère, si, par son intervention, le pouvoir civil ne l'avait pas empêchée, et leur victoire aura tout son prix, s'ils ne la doivent qu'à leurs propres efforts et à la force de la vérité. || Agréez, M. l'Ambassadeur, etc.

(Signé) Emile Ollivier.

In einer Depesche des interimistischen Ministers des Auswärtigen E. Ollivier an Banneville vom 26. Mai wird dem hinzugefügt: Les jugements que nous portons sur les vues de la cour de Rome dans des dangereuses questions soulevées par elle sont aujourd'hui connus de tous et ne sauraient être l'objet d'un seul doute pour le gouvernement pontifical. Nous n'avons nul besoin d'en reproduire la manifestation, et une nouvelle démarche serait sans dignité quand la première a été sans résultat. Je ne sais donc d'autre conduite à tenir que cette que je vous ai tracée avec l'approbation de l'Empereur. Notre responsabilité est pleinement sauve-

Nr. 4925 (190). Frankreich. 12. Mai 1870.

gardée par les avertissements que nous avons donnés; nous devons laisser le Saint-Siége vis-à-vis de la sienne, et il ne nous reste qu'à attendre l'issue des délibérations conciliaires dans le complet silence qui s'impose à nous après l'insuccès de nos déliberations.

Nr. 4926. (191.)

EPISCOPAT. Rede des Erzbischof Darboy von Paris, gehalten in der Generalcongregation vom 20. Mai, bei Berathung der Constitution de Ecclesia.

Lat. Orig. Friedrich, Docum. l. c. II. p. 415.

Nr. 4926 (191). Episcopat. 20. Mai 1870.

Ich gehe an die Besprechung der ersten dogmatischen Constitution über die Kirche, welche Euch zur Prüfung vorliegt; gewiss eine Aufgabe, die in vielfacher Hinsicht undankbar wäre, wenn sie nicht die Liebe zur Wahrheit und die Zuneigung und Ehrfurcht zu den Brüdern leicht und nicht unangenehm machte. || Ich übernehme es also, das Schema zu behandeln, indem ich, wie ich meine, frei bin von allen Parteibestrebungen, niemanden beleidigen will und sehnlich wünsche, dass ihr meine Worte mit eben derselben Gesinnungsreinheit aufnehmen möget, wie ich sie spreche. || Dies vorausgeschickt, sei mir erlaubt, über das vorliegende Schema, soweit es im Ganzen und Allgemeinen zu prüfen ist, meine Meinung auszusprechen und das zu sagen, was mein Gewissen beschwert und beunruhigt. || Da ist nun, wie mir scheint, dreierlei zu erörtern: nämlich die Entstehung desselben; seine Bedeutung und Tendenz; endlich seine praktischen Folgen. || Ueber die Entstehung des Schema's und seine gegenwärtige Vorlage im Concil, will ich nur einige Voraussetzungen, die ohne alle Discussion klar sind, erwähnen, oder einige Thatsachen einfach ins Gedächtniss zurückrufen, aus denen die verehrungswürdigen Väter beurtheilen können, ob es bei der ganzen Sache ordnungsgemäss zuging und ob für die Würde und Rechte einer so ehrwürdigen Versammlung entsprechend gesorgt worden ist. || Erstens. Es ist gewiss, dass der Punkt, um den sich unser ganzes Schema dreht, das 4. Capitel ist, in dem die Frage über die Unfehlbarkeit des Papstes vorkommt. Denn es besteht unter uns keine Uneinigkeit über die Einsetzung des apostolischen Primates in dem heiligen Petrus, noch über die Fortdauer dieses Primates in den römischen Päpsten. Wenn im 1. u. 2. Capitel über das Maass hinausgegangen zu sein scheint, oder wenn Bedeutung und Wirkungskreis des Primates, wie sie im 3. Capitel aufgestellt werden, in die Discussion kommen, so geschieht dies zumeist, weil diese auch dazu beitragen, die im Capitel 4 ausgesprochene Unfehlbarkeit aufzuheben. || Zweitens. Es ist gewiss, dass diese Frage der Unfehlbarkeit der Hauptgegenstand des vaticanischen Concils und so in den Vordergrund gedrängt worden ist, dass von

einigen indiscret die Aeusserung vorgebracht wurde, sie sei gewissermaassen die einzige. || Und dies stützt sich auf zwei Gründe: 1) weil es sich dabei um eine Meinung handelt oder um einen Lehrsatz, der zum Glaubensdogma erhoben werden soll, welche Dogmatisirung sicherlich für die hervorragendste Sache in einem ökumenischen Concil zu halten ist; 2) weil andere Fragen, wie aus der früher vorgelegten Uebersicht zu entnehmen ist, entweder von weit untergeordneterer Bedeutung oder schon längst entschieden und darum einfach nur zu revidiren sind, wie dies neulich geschah, wo wir Dasein und Eigenschaften Gottes, die Thatsache und Nothwendigkeit der Offenbarung, die Glaubenspflicht, und Uebereinstimmung von Glauben und Vernunft bestimmten und festsetzten. || Drittens. Es ist gewiss, dass diese Frage über die Unfehlbarkeit in der Einberufungsbulle nicht vorkam, noch in den die Einberufung der Synode betreffenden Acten; und mit Recht: 1) weil die katholische Welt sich keineswegs nach der Lösung dieser Frage sehnte, noch eine Ursache vorhanden war, diese Frage aufzunehmen, welche bisher unter den Theologen der freien Erörterung anheimfiel; 2) weil viele bedeutende Uebelstände damit verbunden sind, welche hier und da das Seelenheil vieler gefährden, und die der heilige Vater und Herr bei seiner Sorgfalt und Liebe zu heilen für nöthiger hielt. || Viertens. Es ist gewiss, dass diese Frage von aussenher, d. i. von clericalen und weltlichen Schriftstellern, in ungebührlicher Weise, ganz gegen die kirchliche und traditionelle Uebung des Vorgehens und gegen alle Regeln der Kirchenzucht und Würde aufgeworfen wurde und dass die Agitation mit sogenannten demagogischen Mitteln in der Absicht hingezogen wurde, auf das Gewissen der hier tagenden Bischöfe einen Druck auszuüben und ihnen die Furcht einzuflössen, sie könnten, falls sie Widerspruch erheben würden, nicht in ihre Diöcesen zurückkehren und dieselben nicht ohne zahllose Schwierigkeiten lenken. || Fünftens. Es ist gewiss, dass die Dinge dahin gekommen sind, dass es von den vaticanischen Vätern heisst, sie hätten, obwohl sie ihrem Gewissen fromm und muthig folgten, doch — diesen gewaltthätigen Kundgebungen und einer factiösen Meinung gegenüber — eine mehr als gebührliche Nachgiebigkeit bewiesen, da sie die Vorlage der Unfehlbarkeitsfrage verlangten, und es sei wegen des Tumultes, der vor den Pforten der Concilsaula erregt wurde, dem Ansehen und der Freiheit unser aller nicht wenig geschadet worden. Eine solche Aufforderung ist aber im höchsten Grade unwürdig und mit vielen Nachtheilen verbunden, ja sie kann kaum geduldet werden, ohne Kränkung und Schmach für die so ehrwürdige Versammlung, welche frei und ungehindert verhandeln soll, nicht unter Zwang von aussenher; eine Versammlung, die nicht nur frei sein, sondern auch als frei erscheinen muss. || Sechstens. Es ist gewiss, dass die heute vorliegende Frage ausser dem natürlichen und logischen Zusammenhange der Dinge eingebracht wurde und dass deshalb in ihr, zum Nachtheile der Sache selbst, ein ungünstiges Präjudiz liegt. Denn 1) hätte uns das noch übrige Schema über den Glauben vorgelegt und der Prüfung unterworfen werden sollen, da man über dasselbe schon so sehr zum

Nr. 4926 (191). Episcopat. 20. Mai 1870.

Abschlusse gekommen ist, dass die Gründe der gegenüberstehenden Meinungen dem Gedächtnisse noch gegenwärtig sind, weshalb die endgiltige Entscheidung um so leichter zu erzielen wäre. 2) Das Schema von der Kirche fängt in unrichtiger Weise mit dem Primate an, — was immer auch der gedruckte oder der mündliche Bericht oder einer aus den Vätern darüber behaupten mag, — denn so haben es weder die ersten Verfasser des Schemas, noch irgend welche über die Kirche lehrende Theologen aufgefasst. Dazu kommt, dass unsere Studien und schriftlichen Abfassungen über die 11 Capitel des genannten Schema's die Richtung nehmen, dass sie zwar mit der zuerst festgesetzten Ordnung übereinstimmen, aber zur neuen Ordnung nicht recht passen und jetzt in anderer Weise zu behandeln sind. | Siebentens. Es ist gewiss, dass die vorzeitige Einbringung unserer Frage, besonders bei der gegenwärtigen Veränderung der Ordnung des Vorganges, wenig zur Ehre des heiligen Stuhles beiträgt, ja ihr sogar schadet. Denn da nach der Constitution: Multiplices inter . . . . Anträge bei einer speciellen Congregation eingebracht werden sollen, welche darüber einen Bericht an den Papst erstatten und da es dem Papste freisteht, die Entscheidungen dieser Congregation zu bestätigen oder zu verwerfen, so folgt daraus, dass diejenigen, welche Veranlassung waren, dass die Frage eingebracht und früher als andere vorgenommen wurde, den heiligsten Vater offenbar dahin gebracht haben, dass er in seiner Sache und zu Gunsten eines persönlichen Vorrechtes eine Bestimmung und Entscheidung treffe, wodurch sie, gewiss gegen ihre eigene Absicht, sein hohes Ansehen nicht sonderlich gefördert, wenn man nicht vielleicht sogar behaupten kann, dass sie demselben Abbruch gethan haben. ‖ Wenn diese 7 Punkte wahr sind — und sie scheinen es im höchsten Grade zu sein, — so können wir die Frage über die Unfehlbarkeit, welche unter diesen Verhältnissen entstanden ist und auf die oben angegebene Weise eingeführt wurde, nicht in Angriff nehmen und zur Entscheidung bringen, ohne, wie ich meine, dadurch Veranlassung zu geben zu ebenso bedauernswerthen Lästerungen der Gottlosen, wie zu Einwürfen, welche das moralische Ansehen dieses Concils herabsetzen. Und das ist um so mehr fernzuhalten, als schon Werke und Schriften existiren und verbreitet werden, welche die Bedeutung des Concils und seinen Vorgang zu erschüttern versuchen, so dass selbes nicht geeignet scheint die Gemüther zu beruhigen und Frieden zu stiften, sondern im Gegentheile nur geeignet, neuen Samen des Widerspruchs und der Uneinigkeit unter den Christen auszustreuen. | Darum möchte ich, wenn es mir erlaubt ist, diesem Theile meiner Rede eine praktische Conclusion beifügen indem ich feststelle: 1) jene haben Recht gethan, welche meinten, die Behadlung der Frage der Unfehlbarkeit sei inopportun; 2) jene werden Recht haben, welche behaupten, es sei opportun, von ihrer Definirung abzustehen. Nun zum zweiten Theil der Rede kommend, werde ich einiges über Bedeutung und Tendenz dieses Schema's vorbringen, nicht endgiltig begründen. 1) Unser Schema hat nicht zum Gegenstande, die Lehre von der Unfehlbarkeit auf-

Nr. 4926 (191). Episcopat. 20. Mai 1870.

zubauen und festzustellen; denn alle wissen und halten es für eine katholische Glaubenslehre, dass die Kirche unfehlbar sei, und sie benimmt sich dem entsprechend ja auch schon seit fast 20 Jahrhunderten. Unser Schema hat zum Zwecke zu bestimmen und gleichsam als Glaubenssatz aufzustellen, dass der Papst aus sich selbst unfehlbar sei, und dass dieses Vorrecht der Unfehlbarkeit soweit reiche, wie jenes der Kirche. Denn hier muss bemerkt werden, dass im Schema nicht von jener Unfehlbarkeit gesprochen wird, die von allen anerkannt ist, nämlich von jener, vermöge deren die unbesiegte und unverbrüchliche Kraft der Decrete oder dogmatischen Entscheidungen, die allen, sowohl den Gläubigen als auch den Kirchenhirten zu glauben sind, einzig und allein auf die gemeinsame Uebereinstimmung der mit dem Papste vereinigten Bischöfe gegründet ist, sondern dass es sich im Schema darum handelt, obwohl dies nicht offen und geradezu ausgesprochen ist, die persönliche absolute und gesonderte Unfehlbarkeit des Papstes auszusprechen. Denn in Betreff der früher erwähnten Unfehlbarkeit sind alle einig, und es gäbe keine Meinungsverschiedenheit, wenn es sich darum handelte; da aber eine Meinungsverschiedenheit besteht, so muss sie sich auf die andere Unfehlbarkeit beziehen. Dies ist demnach der wahre Stand und Sinn der Frage, was nicht geleugnet werden kann, will man nicht die Lehre des Schema's entstellen und dessen Tendenz feig verdecken. || 2) Im Schema wird von der persönlichen Unfehlbarkeit nicht wie von einer blossen Meinung gesprochen, oder wie von einem empfehlenswerthen Lehrsatze, sondern wie von einem aufzustellenden Glaubenssatze. Bisher hat man mitunter über die Zulässigkeit und Nützlichkeit gestritten, diese Frage ins Concil einzuführen; der Streit kam aber zu Ende, seitdem der Papst entschied, dass die Sache nicht fernerhin mit Stillschweigen übergangen werden könne. || Jetzt aber kommt der andere Theil der Frage zur Erörterung, nämlich, ob es heilsam und zulässig sei oder nicht, dass man die persönliche Unfehlbarkeit des Papstes als Glaubensdogma aufstellen könne und müsse. Und das ist, kurz gesagt, Gegenstand der gegenwärtigen Debatte. || 3) Weiter ist dreierlei nöthig, soll die Sache entsprechend verhandelt und zum Abschlusse gebracht werden: nämlich, dass die Formel des Lehrsatzes und dessen Definition aufgestellt; ferner, dass selbe mit gewichtigen, allen Zweifel ausschliessenden Gründen dargethan; endlich, dass sie von allen mit moralischer Einstimmigkeit angenommen wird. || Erstes Erforderniss. — Es ist nöthig, die Formel des Lehrsatzes oder die Definition festzustellen. || Das aber ist sehr schwer, wie das Beispiel jener lehrt, welche das Schema zuerst entworfen haben oder das jener, welche selbes nachher umgestalteten; sie scheinen sich dabei viel abgemüht zu haben und zwar nutzlos. Dieses spreche ich aus, nicht, als ob ich wagte, die Personen gleichsam zu tadeln, denen ich im Gegentheile alle Ehre zu geben wünsche, sondern weil es wahr ist und zweckfördernd. Denn 1) sie gebrauchen unbestimmte Ausdrücke, welche dazu angethan sind, den Streit ins Unendliche fortzusetzen. Was soll das bedeuten: das Amt eines obersten Lehrers der Christen bekleiden? Welches sind die äusseren

Nr. 4926 (191). Episcopat. 20. Mai 1870.

Bedingungen dieses unbestimmbaren Amtes? Wann wird man wissen, ob der Papst als unfehlbar gesprochen hat? Wohl meinen die Urheber des Schema's, das sei so klar wie der Sinn des Wortes ökumenisch. Aber sie schlagen sich damit selbst; denn ein Concil wird von den über den Erdkreis zerstreuten Gläubigen nicht für ein ökumenisches gehalten, wenn es nicht von allen Bischöfen mit moralischer Freiheit als ein solches anerkannt ist. Wenn also Wesen, Bedeutung und Kraft der Decrete, welche vom Papste ausgehen, auf dieselbe Weise bestimmt und beurtheilt werden, so haben sie ja nichts neues geleistet, da doch auch so die letzte Entscheidung über die Unfehlbarkeit der gemeinsamen Uebereinstimmung der Bischöfe anheimfallen wird. — 2) Halten sie diese Uebereinstimmung der Bischöfe bei Glaubensentscheidungen für nicht nöthig oder für nöthig? Wenn ersteres, so bringen sie etwas Neues, Unerhörtes und Unerträgliches auf; wenn letzteres, so sprechen sie eine alte und von allen anerkannte Ansicht aus, Kampfesmühe aufbietend gegen einen Feind, der nicht da ist. In beiden Fällen können und dürfen sie nicht schweigen über die Nothwendigkeit oder Nutzlosigkeit der Uebereinstimmung der Bischöfe; denn ihr Schweigen in einer so wichtigen Sache und bei den gegenwärtigen Verwicklungen würde die Gläubigen zu neuen Zweifeln führen und neuen Schwierigkeiten den Weg öffnen. — 3) Die päpstliche Unfehlbarkeit bestimmen sie nicht anders, als dass sie erklären, sie sei mit der Unfehlbarkeit der Kirche eine und dieselbe. Aber eine solche Hinweisung ist ganz ungenügend, ehe die heil. Synode festgesetzt hat, worin die Unfehlbarkeit der Kirche selbst besteht; und daraus erhellt wiederum, an welchen logischen Mängeln der Vorgang leidet, das gegenwärtige Schema über den Primat früher zu verhandeln, als das Schema von der Kirche überhaupt. Ueberdies wissen wir, dass, wenn es sich um die Kirche handelt, ihre Unfehlbarkeit immer innerhalb der bestimmten Grenzen ihres Gegenstandes giltig ist, theils weil wir darüber durch die gemeinsame Uebereinsimmung der Bischöfe belehrt werden, theils weil die Kirche heilig ist und nicht fehlen kann, während im Gegentheile, wenn es sich um den Papst handelt, die Urheber des Schema's einerseits, was sie auch sagen mögen, die Uebereinstimmung der Bischöfe ausschliessen, und es andererseits noch nicht unternommen haben, zu beweisen, dass jeder einzelne Papst heilig und fehlerlos sei. — Dies über Auffindung der Formel für den Lehrsatz. || Zweites Erforderniss. — Es ist erforderlich, dass die Formel der Definition, wenn aufgefunden und abgefasst, auf gewichtigen und allen Zweifel ausschliessenden Gründen beruhe. Es müsste deshalb dargethan werden: 1) dass diese Lehre von der persönlichen Unfehlbarkeit in der heiligen Schrift enthalten sei — dass sie immer in demselben Geiste erklärt — und in der Ueberlieferung aller Jahrhunderte enthalten war; 2) dass selbe immer für zulässig erkannt wurde, übereinstimmend als zulässig erkannt von den Vätern, Doctoren, Bischöfen und Theologen, nicht bloss von einigen, sondern von allen und zwar mit moralischer Freiheit; 3) dass selbe überdies völlig übereinstimme mit allen authentischen Entscheidungen und Handlungen der ökumenischen Concilien und

Nr. 4926 (191). Episcopat. 20. Mai 1870.

auch mit den in der 4. und 5. Session erlassenen Decreten des Constanzer Concils, welche, wenn auch ihre Oekumenicität zu verwerfen wäre, was ich jedoch nicht zugebe, doch die Meinung der Theologen und Bischöfe und die allgemeine Meinung kundthun; 4) dass diese Lehre auch den historischen Thatsachen nicht gerade widerstreitet und dass ihr kein Act der Päpste irgend widerspricht; 5) endlich, dass sie zu jener Art von Wahrheiten gehört, welche die Concilien vereint mit dem Papste entscheiden und feststellen können, weil sie, worauf schon hingewiesen wurde, von Allen immer und überall, gleichsam als geoffenbart, anerkannt worden ist. | Ferner, alles dieses, was unser Schema leisten sollte, leistet es nicht; denn wenn es sich um die Aufstellung eines Dogma's handelt, dann ist es nöthig, dass allen Vätern sowohl die die Sache beweisenden Gründe genügen, als auch die Zeit genüge, selbe zu erforschen und zu erwägen. — Aber 1) weder das ursprüngliche noch das umgestaltete Schema bieten solche Gründe, welche geeignet wären, die Frage ins Licht zu setzen und alle Zweifel zu entfernen. 2) Die Zeit, diese verwickelte Frage zu entwirren, die Schwierigkeiten zu lösen und so nach wohlüberlegter Prüfung seine Ueberzeugung sich zu bilden, war uns nicht gegönnt, wie ihr gut wisset. Darum sollte man Umgang nehmen diesen Punkt der Lehre zu definiren. Bei einem solchen Gegenstande, wo es sich darum handelt, dem Gewissen der Gläubigen unwiderruflich eine Last aufzulegen, ist eine schwere Gefahr vorhanden, wenn ihr übereilt handelt und ohne absolute Gewissheit; keine Gefahr ist aber vorhanden, wenn ihr beschliesst, die Sache weiter hinauszuschieben und sie erst später, dabei mit voller Gewissensfreiheit handelnd, zur Entscheidung zu bringen. || Drittes Erforderniss. — Es ist erforderlich, dass die Lehre von der persönlichen und unabhängigen Unfehlbarkeit, wie gesagt wurde, klar dargelegt und gründlich bewiesen, von allen Vätern mit moralischer Einstimmigkeit angenommen werde; andernfalls stünde zu fürchten, dass vielen die Aufstellung dieser Lehrsätze zwar als eine päpstliche Constitution, aber nicht als ein Concildecret erscheinen würde. Denn eine Wahrheit allen Christen als Glaubenssatz aufzuerlegen, ist eine so schwere und heilige Verpflichtung, dass die Bischöfe dies nur mit grosser Vorsicht ausüben können. Deshalb haben die Tridentinischen Väter, wie ihr wohl wisst und was man immer dagegen sophistisch vorbringen mag, ihre Entscheidungen in dogmatischen Fragen nicht nach numerischer Majorität, sondern mit moralischer Einstimmigkeit gefasst. Ueber diese Frage länger zu reden, als nöthig, wäre unnütz; ausserdem beabsichtigt einer der ehrwürdigen Väter, wie ich glaube, speciell davon zu sprechen. Es genüge hier zu erwähnen, wie die Gläubigen in ihrem Gewissen beängstigt und verwirrt werden könnten, wenn da, wo es sich um die Aufstellung eines Dogma's handelt, eine nicht zu verachtende Minorität bei Seite gesetzt und wenn damit ein Angriffspunkt gegeben würde, die Giltigkeit und das Ansehen des Concils in Zweifel zu ziehen. || 3. Ueber die praktischen Consequenzen des Schema's scheint vorzüglich zweierlei erinnert werden zu müssen. Jene persönliche Unfehlbarkeit wird ja nur deshalb verlangt und als eine zu

Nr. 4926 (191). Episcopat. 20. Mai 1870.

glaubende aufgestellt, damit die Einheit in der Kirche desto straffer und die centrale Gewalt desto stärker sei und damit in Folge davon wirklich für alle Uebel ein um so wirksameres Heilmittel geboten sei. | Dazu als erste Bemerkung: In Betreff der Einheit und der centralen Autorität ist im allgemeinen zu bemerken, dass diese so bestehen und so gewahrt werden müssen, nicht, wie wir sie uns vorstellen oder wie unsere Einsicht es räth, sondern so, wie sie unser Herr Jesus Christus einsetzte, wie sie unsere Väter bisher bewahrt haben. Denn es ist nicht unsere Sache, die Kirche nach unserer Meinung einzurichten und die Grundlage des göttlichen Werkes zu ändern. Besteht doch die nothwendige und gemeinsame Einheit des Glaubens unter der väterlichen Leitung der centralen Autorität und hat bei den Katholiken seit jeher bestanden; andernfalls müsste man sagen, dass die Kirche während aller verflossenen Jahrhunderte in einer wesentlichen Sache mangelhaft gewesen sei, was gewiss alle leugnen werden. Unerschüttert bleibt also nicht nur die Einheit der Lehre und der kirchlichen Gemeinschaft, sondern auch die centrale Autorität des Papstes, welche auch ohne die dogmatische Bestimmung der Unfehlbarkeit blühen und dauern werden. | Man behaupte auch nicht, dass diese Einheit künftighin inniger sein werde, wenn die centrale Autorität stärker wird; denn diese Folgerung hat keine Geltung. Die Einheit allein genügt nicht, sondern sie muss so beschaffen und in dem Grade Einheit sein, wie sie die Natur der Sache und der Zweck, wie sie die Verhältnisse des Lebens und die Nothwendigkeit verlangen. Ja, es könnte geschehen, dass die ganze Sache selbst traurig unterginge, eben deshalb, weil sie in eine zu straffe Einheit eingezwängt wurde; denn dann können sich ihre innern Kräfte nicht äussern, und ihre Functionen nicht verrichten, von den allzu beengenden Banden der übertriebenen Einheit gehindert und gebrochen. So ist auf moralischem Gebiete die Einheit der Männer, die unter dem Gesetze frei und stark handeln, weniger streng, aber ehrenvoller, als die Einheit der Sclaven, die unter der Willkür des Tyrannen lässig wirken. | Wollen wir also jene Einheit bewahren, welche uns nach der Anordnung Christi zukommt, und auch jenes Mittel der Einheit: nämlich die centrale Autorität des Papstes, welche immer und überall unsere Vorfahren anerkannt und mit Verehrung gepflegt haben, nicht aber die Bischöfe getrennt vom Papst und nicht den Papst getrennt von den Bischöfen! Halten wir mit Treue fest an der alten Glaubensnorm und den Einrichtungen der Väter, um so mehr, da die beabsichtigte Definition viele schwere Uebelstände mit sich bringt! || Und das sei die 2. Bemerkung. — Es ist nicht zu bezweifeln, dass das vorgeschlagene Heilmittel unwirksam ist, die Uebel dieses Zeitalters zu heilen; ja es ist vielmehr zu fürchten, dass es vielen schaden kann. Denn diese Sache ist nicht nur vom theologischen Standpunkte aus zu beurtheilen, sondern auch mit Rücksicht auf die bürgerliche Gesellschaft. Wir sind hier nicht versammelt gleichsam als die Vorsteher eines Bethauses oder als Obere einer kleineren Congregation, sondern als Männer vom Papste, der die Sorge für die ganze Kirche auf sich hat, bei-

gezogen, um einen Theil dieser Arbeit auf uns zu nehmen. Lasset uns daher die Lage der Welt sorgfältig in Betracht nehmen! Wird wohl die persönliche und unabhängige Unfehlbarkeit aus dem Grabe wecken die erloschenen Kirchen der africanischen Küste, oder aus dem Schlafe wecken den Orient, ihn, wo einstens so viele Talente und Tugenden blühten? Wird es etwa unsern Brüdern, den apostolischen Vicaren, leichter sein, die Heiden, Mohammedaner und Schismatiker zum katholischen Glauben zu bringen, wenn sie lehren, dass der Papst für sich allein unfehlbar ist? Wird die vorgeschlagene Definition etwa den Protestanten und andern Häretikern den Willen und die Kraft geben, in die römische Kirche einzutreten und endlich einmal alle Vorurtheile und allen Hass aufzugeben? Das in Betreff der entlegenen Welttheile. || Aber wie ist es in Europa? — Ich spreche es mit Schmerz aus: überall ist die Kirche verbannt; ferngehalten ist sie von jenen Congressen, wo über Krieg und Frieden zwischen den Völkern verhandelt wird und bei denen einstens das Ansehen des heiligen Stuhles Geltung hatte, während heutzutage über sie selbst beschlossen wird, ohne dass sie ihre Meinung kundgeben kann. Die Kirche ist in vielen Ländern, wo sie besteht, ferngehalten von den öffentlichen Versammlungen und wenn ja einige Prälaten oder Priester hie und da jenen Versammlungen angehören, so erscheint das als etwas Auffallendes. Ferngehalten ist sie von den Schulen, wo die schwersten Irrthümer straflos herrschen; von der Gesetzgebung, welche eine weltliche und deshalb irreligiöse Tendenz in sich trägt; von der Familie, wo die Civilehe die Sitten verdirbt. So fliehen uns oder halten uns gänzlich fern fast alle jene, welche die weltliche Lage Europa's lenken. || Ferner, welches Heilmittel wird der Welt, welche an so schweren Bedrängnissen der Kirche leidet, geboten? Die Urheber des Schema's verlangen, dass allen jenen, welche von der ungelehrigen Schulter Lasten, von altersher und durch die ehrwürdige Gepflogenheit der Väter ihnen aufgelegt, abwerfen wollen, dazu noch eine neue und deshalb schwere und gehässige Last aufgebürdet werde. Sie erdrücken gleichsam alle jene, welche schwachen Glaubens sind, mit dem neuen und nicht sehr zeitgemässen Dogma, mit einer Lehre, welche, bisher noch nicht hinlänglich bestimmt, durch die gegenwärtige Discussion etwas geschädigt und verdächtigt ist und die vom Concil, dessen Freiheit, wie sehr viele meinen und auch aussprechen, weniger als recht ersichtlich ist, erst verkündet werden soll. Und doch hoffen sie, dass alles dies durch die persönliche und getrennte Unfehlbarkeit geheilt, dass bei allen der Glaube gefestigt und die Sitten zum Bessern gebracht werden können. || Doch sie hoffen auf Eitles! Die Welt bleibt krank oder geht zu Grunde, nicht weil sie die Wahrheit und auch die Lehrer der Wahrheit nicht kennt, sondern weil sie vor der Wahrheit zurückflieht und sich dieselbe nicht auferlegen lassen will. Wenn sie also die Wahrheit zurückweiset, wo sie von der Gesammtheit der lehrenden Kirche, d. i. von 800 über den ganzen Erdkreis zerstreuten Bischöfen, die im Verein mit dem Papst unfehlbar sind, gelehrt wird, um wie viel leichter wird das eintreten, wenn sie von einem einzelnen

Nr. 4926 (191). Episcopat. 20. Mai 1870.

unfehlbaren Lehrer und zwar von einem, der als solcher kaum erst erklärt wurde, verkündet werden wird! Andererseits, soll eine Autorität gelten und wirksam sein, so ist nicht nur nöthig, dass sie ausgesprochen, sondern auch, dass sie anerkannt sei. Deshalb genügt es nicht, zu erklären, dass der Papst persönlich und getrennt von den Bischöfen unfehlbar sei, sondern es ist auch nöthig, wenn er sein Amt nicht erfolglos üben soll, dass er als solcher von allen anerkannt werde. Zum Beispiel — was nützt ein Anathem, wenn man die Autorität des Excommunicirenden wenig achtet? Vernehmet einen andern Fall, ehrwürdige Väter! der Syllabus ging durch ganz Europa; aber welche Uebel konnte er heilen, selbst dort, wo er wie ein unfehlbares Orakel aufgenommen wurde? Damals gab es noch zwei Reiche, in denen die Religion blühte, nicht nur thatsächlich, sondern von rechtswegen herrschend — Oesterreich nämlich und Spanien. Und doch sinkt in diesen beiden Reichen jene katholische Ordnung, obwohl von der unfehlbaren Autorität anempfohlen, ja vielleicht, wenigstens in Oesterreich, gerade deshalb, weil sie von dieser empfohlen worden ist. || Versuchen wir es, die Dinge zu nehmen, wie sie sind. Die unabhängige Unfehlbarkeit des Papstes wird die Vorurtheile und Vorwürfe, welche so viele dem Glauben abwendig machen, nicht zerstören, nein — sie wird sie eher vermehren und steigern. Es giebt sehr viele, die in ihrem Herzen der katholischen Religion gar nicht abgeneigt sind, die aber doch daran denken, die Kirche und den Staat, wie sie sagen, zu trennen. Dass zu dieser Meinung viele von denen übertreten werden, welche die öffentlichen Angelegenheiten lenken, ist ohne Zweifel, und diese werden gerne aus der vorgeschlagenen Definition Veranlassung nehmen, jene Trennung ins Werk zu setzen. Auch wird in kurzer Zeit ganz Europa das, was in Frankreich gesehen wird, mehr oder minder nachahmen und zwar nicht ohne den grössten Nachtheil für den Clerus und die Kirche selbst. So schaffen denn die Urheber des Schema's, sie mögen wollen oder nicht, durch ihre Definition eine neue Ordnung der Dinge, voll von Gefahren, besonders wenn der Gegenstand der päpstlichen Unfehlbarkeit nicht strenger bestimmt wird und man auf die Meinung kommen kann, dass, wenn der Papst auf moralischem Gebiete Bestimmungen giebt, er damit auch zugleich über bürgerliche und politische Acte der Könige und Völker, über Gesetz und Recht Entscheidungen trifft, die heutzutage als der Staatsautorität zugehörig gelten. Jeder, der politische Einsicht besitzt, muss einsehen, wie viel Veranlassung zur Zwietracht unser Schema in sich trägt, und welchen Gefahren selbst die zeitliche Macht des Papstes ausgesetzt ist. Doch dies auseinanderzusetzen, führte zu weit, wäre vielleicht auch indiscret; wenigstens könnte ich nicht alle Belege, welche mir zu Gebote stehen, wirklich vorbringen, ohne auf manches zu stossen, das vorzubringen die Klugheit widerräth. Mein Gewissen habe ich, so viel wie möglich erleichtert; nehmet meine Worte nach eurer Einsicht auf! Ich weiss wohl, dass jede Sache ihre Schwierigkeiten hat, und dass man nicht immer deshalb vom wirklichen Handeln abstehen darf, weil manches traurige daraus folgen kann. Auch lege ich die

Sache den verehrungswürdigen Vätern nicht deshalb so dringlich vor, dass sie ohne weiteres sich meiner Meinung anschliessen, sondern damit sie dieselbe reiflich überlegen und die Gründe für beide Ansichten abwägen. Ueberdies weiss ich auch, dass man der öffentlichen Meinung nicht knabenhaft nachgeben darf; aber man soll ihr auch nicht unablässig widersprechen; es ist öfter weiser und einsichtsvoller, mit ihr sich zu vergleichen und in jedem Falle gut, auf sie Rücksicht zu nehmen. Ich weiss endlich, dass die Kirche nicht des weltlichen Arms bedarf; aber sie weiset auch des Staates Zustimmung und Hülfe nicht zurück, und sehnt sich nicht sonderlich, wie ich vermuthe, aus der Zeit Constantins des Grossen in die Zeiten Nero's zurück. Doch dies genüge in Betreff der practischen Consequenzen des Schema's. Der Schluss meiner unmaassgeblichen Rede sei nun folgender: — Mein Gutachten geht dahin: 1) das Schema werde auf eine spätere Discussion verschoben, weil es auf eine nicht hinlänglich würdige Art im Concil eingebracht wurde; — 2) dass es für diesen Fall umgearbeitet wird und dass die Wesenheit und Grenze der Infallibilität strenger definirt werden, damit in Zukunft nicht zu Anfeindungen und Streitigkeiten Anlass gegeben sei; — 3) dass es absolut besser wäre, die Frage der Infallibilität ganz fallen zu lassen, wegen der schweren Nachtheile, die daraus hervorgehen können. || Uebrigens, verehrungswürdige Väter, unterbreite ich gerne meine Ansicht mit schuldiger Achtung Eurer weisen Prüfung.

Nr. 4926 (191). Episcopat. 20. Mai 1870.

Nr. 4927 (192.)

FRANKREICH. Depesche des Ministers des Auswärtigen (Duc de Gramont) an den Botschafter (Marquis Banneville) in Rom. — Enthaltung jeglicher Einmischung in die Concilsangelegenheiten und Wahrung der vollen Freiheit gegenüber den Beschlüssen der Curie.

Paris, le 2. juin 1870.

[Extrait]. Le gouvernement de l'Empereur a cru devoir se renfermer dans l'abstention et le silence, après l'insuccès des conseils qu'il avait donnés par un sentiment de sollicitude pour les intérêts de l'Eglise. Nous laissons au Saint-Siége la responsabilité des ses actes, mais nous réservons toute la liberté de nos appréciations et de notre action en présence des décisions qui seront adoptées.

Nr. 4927 (192). Frankreich. 2. Juni 1870.

Gramont.

Nr. 4928. (193.)

EPISCOPAT. Protest gegen den Schluss der Generaldebatte, gerichtet an die Concilspräsidenten.

Lat. Orig. Friedrich, Docum. l. c. p. II. 397.

Hocherlauchte und hochwürdigste Herren!

Nr. 4928 (193). Episcopat. 4. Juni 1870.

Aus dem Wesen der Concilien folgt, dass die Erlaubniss, der Abstimmung die Motive, worauf sich dieselbe stützt, beizufügen, nicht ein Privilegium einiger Väter, sondern ein allen gemeinsames Recht ist, welches um so gewissenhafter geachtet werden muss, je wichtiger die Sache ist, um die es sich handelt: die wichtigste Sache unter allen ist aber eine Definition, welche irgend eine Lehre dem christlichen Volke als von Gott geoffenbart vorlegt. Dieses Recht wird nach der uns auferlegten Geschäftsordnung in den Generalcongregationen ausgeübt; darum kann ohne Schädigung des Rechtes der Väter, welche ihre Ansicht aussprechen wollen, durch die Majorität die Discussion nicht geschlossen werden. Da dieses gestern geschehen ist, so geben wir diese Erklärung ab, damit unsere Protestation bezüglich des Rechtes der Väter, ihrer Abstimmung Gründe beizufügen, kundgethan sei und bleibe. || Wir verbleiben übrigens mit ausgezeichneter Hochachtung

Rom, 4. Juni 1870.

Euer hocherlauchten und hochwürdigsten unterwürfigste und ergebenste wahre Knechte.

Fr. Schwarzenberg. Caesarius Matthieu. J. O. Rauscher. Georgius Darboy. J. S. Lyonnet. Ed. Hurmuz (Mechit-Vienn). Petrus Ricardus Kenrick. Gregorius Scherr. Michael Deinlein. Joan. Petrus Bravard. Joannes Vancsa. J. B. Purcell. Richardus Whelan. Augustus Verot. Franz X. Wierzchleyski. Ludovicus Haynald. Josephus Alois Pukalski. Sigm. Kovács. Eduardus Fitzgerald. Gabriel Mariassy. Antonius Josephus Peitler. Joannes Zalka. Lad. Biro. Joannes Perger. Fridericus de Fürstenberg. Franciscus Rivet. Car Colet. Joannes Ranolder. Steph. Lipovnicky. Pancr. Dinkel. Alex. Bonnaz. Valentinus Wiery. Joannes Valerianus Jírsik. Emericus Szabò. Aloysius Nazari de Calabiana. Jacobus Maximilianus Stepischnegg. Steph. Pankovics. Phil. Krementz. Joh. Petrus Losanna. Amatus Victor Guilbert. Guilelmus Clifford. Ludovicus Forwerk. Josephus Foulon. H. L. C. Maret. Flavianus Hugonin. Carolus Jos. Hefele. Leo Thomas. Franciscus Namszanowski. Carolus Philippus Place. Georgius Errington. Georgius Smiciklas. Georgius Dobrila. Henricus Förster. Joannes Henr. Beckmann. Jacobus Ginoulhiac. Augustinus David. Stephanus Emilius Ramadie. Felix de Las Cases. Car. Joannes Greith. Guilelmus Mac-Closkey. Michael Domenec. Aloysius Moreno. Petrus Alf. Grimardias. Bernardus M. Quaid. J. B. Irenaeus Callot. Bartholomäus Legat. Mich. Fogarasy. Guilelmus Emanuel v. Ketteler. Thomas Connolly.

David Moriarty. Joannes Baptista Montixi. Jos. Georgius Strossmayer. Jacobus Rogers. Felix Dupanloup. Paulus Dupont des Loges. Joannes Julius Dours. Paulus de Cuttoli. Joannes Petrus Sola. Guilelmus Meignan. Fredericus Ep. Areg. Ignatius Mrak.

Nr. 4928 (193). Episcopat. 4. Juni 1870.

Am 3. Juni stellten mehr als 100 Concilsmitglieder den Antrag auf Schluss der Generaldebatte, der gemäss der Geschäftsordnung sofort zur Abstimmung kam und von der überwiegenden Mehrheit votirt wurde. — Während der 14 Congregationen vom 14. Mai bis 3. Juni, in welchen die Generaldebatte geführt wurde, hatten 64 Väter gesprochen, davon etwa 27 gegen und 37 für die Vorlage. Mehr als 40 Rednern, darunter Männer wie Haynald und Kernick, war durch die Annahme des Schlusses das Wort entzogen worden. — Der Entwurf zu dem oben mitgetheilten Proteste rührt von Cardinal Rauscher her und enthielt unter andern die dann weggelassenen Worte: Protestamur contra violationem nostri juris. — Natürlich hatte auch dieser Schritt keinen Erfolg.

In dieselbe Zeit fällt ein von der Minderheit ausgegangenes Schriftstück „Disquisitio moralis de officio Episcoporum in emittendis suffragiis circa personalis et independentis Infallibilitatis Romani Pontificis definitionem“ (s. Civiltà Cattolica VII p. 11, 39 ff.), in welchem die Bischöfe eindringlichst aufgefordert werden, die Frage der persönlichen und von der Zustimmung des Episcopats unabhängigen Unfehlbarkeit des Papstes nach der heiligen Schrift und Tradition ernstlich zu prüfen und selbst bei einer sich etwa ergebenden Bejahung erst noch die Zweckmässigkeit solcher Glaubensentscheidung zu erwägen. Dies Schriftstück rief drei Widerlegungen hervor, von denen die Responsio ad opusculum quoddam, cui titulus: Disquisitio etc. concinnata a R. P. Fr. Maria Ambrosio Patten“ (vergl. Civiltà cattolica a. a. O.) die geschickteste ist. Es wird darin ausgeführt: falls ein Bischof aus irgend welchen Gründen nicht zur Gewissheit über die Infallibilität kommen kann, dann müsse ihm die Autorität der Kirche genügen, welche durch fünf Sechstheile der versammelten Concilsväter deutlich genug rede; vor allem aber die Autorität des Papstes, der seine maassgebende Meinung schon durch die Vorlage des Schema's, ganz abgesehen von seinen zahlreichen Aeusserungen in Breven, privaten und öffentlichen Reden, unzweifelhaft kundgegeben habe.

Nr. 4929. (194).

OESTERREICH. Depesche des Ministers des Auswärtigen (Grafen Beust) an den k. u. k. Botschafter (Grafen Trauttmansdorff) in Rom. — Rücktritt in die Stellung einfacher Beobachtung der Concilsvorgänge.

Vienne, le 5 juin 1870.

(Extrait). J'ai reçu les rapports que Votre Excellence m'a successivement adressés jusqu'à la date du 31 mai dernier pour me rendre compte de la situation à Rome et des phases, par lesquelles passent les délibérations du

Nr. 4929 (194). Oesterreich. 5. Juni 1870.

Nr. 4929 (194). Oesterreich. 5. Juni 1870.

Concile. || Ces informations ont été accueillies avec l'intérêt qu'elles méritent et nous continuons à vouer une attention sérieuse à ces importantes questions. Nous n'avons toutefois point à sortir du rôle de simple observateur que nous avons repris depuis la dernière démarche française, à laquelle nous nous étions associés. Nous ne pouvons donc, pour le moment, qu'engager Votre Excellence à nous tenir exactement au courant des évènements et à se maintenir dans l'attitude réservée qu'exigent les circonstances actuelles.

Beust.

Nr. 4930. (195.)

RÖMISCHE CURIE. — Ansprache des Cardinalcollegiums an Papst Pius IX. am vierundzwanzigsten Jahrestage seiner Wahl und Antwort des Papstes.

Deutsche Uebers. Scheeben, Das ökum. Concil l. c. II. p. 210.

Die Ansprache des Cardinals Patrizi lautete, wie folgt:

Heiliger Vater!

Nr. 4930 (195). Röm. Curie. 16. Juni 1870.

Im Namen des heil. Collegiums komme ich, dessen Glück- und Segens-Wünsche Eurer Heiligkeit an dem Jahrestage Ihrer Erhebung auf den Stuhl des heil. Petrus zu Füssen zu legen. Heiliger Vater, dieses Mal, wo der festliche Tag das fünfundzwanzigste Jahr ihres Pontificates eröffnet, erfüllen wir mit grösserer Ergiessung unseres Herzens diese Pflicht, und vertrauen zu der göttlichen Vorsehung, welche in so wunderbaren Weisen die Kirche während der Jahre Ihres Pontificates, das wahrhaft voll von schweren Heimsuchungen, aber noch voller von Ehren war, geleitet hat — ich sage, wir vertrauen, dass die Vorsehung immer mehr erglänzen und sich auch in der Dauer Ihrer Regierung auf ausserordentliche Weise kundgeben werde, so dass Eure Heiligkeit noch viele Jahre hindurch das Steuer des mystischen Schiffes führe und die Kirche Jesu Christi inmitten der Stürme und Prüfungen regiere. Dieser Gnaden, so hoffen wir, wird uns Mittlerin sein am Throne ihres Sohnes die unbefleckte Jungfrau Maria, deren Diadem durch den unfehlbaren Ausspruch Eurer Heiligkeit in der Definition ihrer Unbeflecktheit mit dem schönsten Edelstein geschmückt wurde, und die zum Entgelt für diese, wenn auch nur äusserliche Herrlichkeit, die Eure Heiligkeit ihr verschafft hat, die Definition des andern so sehr ersehnten Dogma's beschleunigen wolle, welches dem apostolischen Stuhl, dem römischen Papst als Stellvertreter Jesu Christi und unfehlbarem Lehrer der katholischen Kirche so viel Ehre und Ruhm gewährt.

Hierauf erwiederte P. Pius IX.:

Möge Gott diese Wünsche erhören und sie in Erfüllung gehen lassen,

Nr. 4930 (195). Röm. Curie. 16. Juni 1870.

wenn er es in seiner Güte und Vorsehung für gut hält! Unterdess danke ich dem heiligen Collegium für diesen neuen Beweis der Anhänglichkeit und Liebe. || Wenn Sie sagen, das gegenwärtige Pontificat sei mit vielen Trübsalen und Triumphen bezeichnet worden, so will ich es frei heraus sagen, dass der Anfang des gegenwärtigen Pontificats zusammenfiel mit einem gewaltsamen Anlauf der Feinde Gottes nach politischer Emancipation, um in der Folge dann die religiöse Emancipation einzuführen. Es war unnütz, bei jenem ersten Aufruhr dem ohne Ueberlegung handelnden Volke zuzurufen: „Popule meus, qui te beatum dicunt, ipsi te seducunt" (Mein Volk, die, so dich selig preisen, sie verführen dich). Die Emancipation wurde durchgeführt, und die Revolutionaire erreichten ihren Zweck. | Auf die politische Emancipation folgte die religiöse. Um diese zu erreichen, geschah, was der ganzen Welt bekannt ist; die Kirche und ihre Diener mussten Beraubungen und Plünderungen, Kerker und Verbannung erdulden. Nach diesen Uebeln kamen andere noch schlimmere; man setzte in unserm Lande, die Verirrungen so vieler anderen Länder nachahmend, die verkehrtesten Irrlehren in Umlauf; und wenn man auch nicht, wie früher einmal, der Göttin Vernunft Weihrauch anzündete, so wollte und will man doch, die Vernunft solle nicht dem Glauben untergeordnet sein, und die Wissenschaft solle nicht von der Hand der Relrigion geleitet werden; in Folge hiervon werden tausend andere Irrthümer verbeitet, welche, leider, Eingang und Anhänger finden. Es hängen ihnen an alle jene, welche thöricht die Schönheit dieser Welt bewundern; alle jene, welche, sich selbst wegwerfend, unter der Tyrannei gewisser Namen ruhig dahinleben; alle jene, welche handeln, denken und sprechen im Tone der Blätter, die sie lesen, und der Gesellschaften, die sie besuchen; endlich jene, welche die sogenannte öffentliche Meinung anbeten und verehren, ihren Grundsätzen folgen, wenn sie auch gegen alle Billigkeit, Gerechtigkeit und Wahrheit verstossen. Und warum alles dies? || Der erste Grund dieser Irrthümer, nicht der einzige Grund, aber der erste, ist die Unwissenheit. Erlaubet, dass ich zwei kurze Anekdoten erzähle, die mir in den letztverflossenen Jahren vorgekommen sind. Ich werde mich ganz kurz fassen; denn ich will nicht den Vorwurf, dass ich meine Zuhörer ermüde, wie es zuweilen hie und da in der Welt geschieht, wenn gewisse Redner sprechen. || Zu verschiedenen Zeiten und bei zwei verschiedenen Gelegenheiten kamen in den verflossenen Jahren zwei Personen von Rang zu mir, welche eine sehr hohe Stellung in dem Staate, dem sie angehörten, einnahmen. Der Erste erklärte mir nach kurzer Unterredung, zu meinem Troste, dass er katholisch sei, ja dass er als Katholik auch an eine Hölle glaube; die Hölle jedoch, an welche er glaube, sei nicht die Hölle, wie man sich dieselbe gewöhnlich denke, sondern ein Ort, wo Gott die Schuldigen zu einer beständigen Melancholie verurtheile, und weiter nichts. — Der Andere, welcher nicht lange nachher kam, sprach mir von gewissen Gesetzen und Grundsätzen der Kirche und der Religion; da wir uns nicht verständigen konnten, brachte er diesen klassischen Irrthum heraus: „Ich weiss schon, die Religion Roms

Nr. 4930 (195). Röm. Curie. 16. Juni 1870.

und eines Theiles von Italien ist verschieden von der Religion des übrigen Erdkreises, da in Rom die Religion des heil. Petrus und anderswo die des heil. Paulus gehalten wird". Darauf fügte er mit übel angebrachter Erudition hinzu: „Gerade deshalb", sagte er, „zeigte Gott dem heil. Paulus das Leintuch voll von unreinen Thieren, die er essen sollte". Ich freute mich zu sehen, dass er sich mit der Lectüre der Apostelgeschichte beschäftigte, aber ich setzte hinzu, nicht Paulus, sondern Petrus habe jene Vision gehabt; die beiden Apostel seien unter einander vollkommen eins gewesen, und beide hätten an der Bekehrung Roms und der Welt gearbeitet; Paulus schrieb an die Römer, er rühmte sich, römischer Bürger zu sein, und er wurde mit Petrus zu Rom gemartert, besiegelte so mit dem eigenen Blute denselben Glauben, den er in und ausserhalb Roms mit dem Fürsten der Apostel gepredigt hatte. | Ich sage also: woher alles dies? Ich wiederhole, geliebte Brüder, hauptsächlich aus der Unwissenheit. Und wem liegt es ob, diese Finsterniss der Unwissenheit zu zerstreuen? Wessen Pflicht ist es, gewisse Vorurtheile auszumerzen, welche auch in die höhern Schichten der Gesellschaft eindringen und dort mannigfache Uebel ohne Ende hervorbringen? Es ist meine Pflicht, es ist eure Pflicht, ehrwürdige Brüder; denn ihr sowohl als ich, wir sind von Gott als Schildwachen aufgestellt, um Tag und Nacht die Sicherheit Sions zu überwachen: „Super muros tuos constitui custodes; tota die, tota nocte, in perpetuum non tacebunt" („Auf deine Mauern habe ich Schildwachen gesetzt; den ganzen Tag, die ganze Nacht, immerdar sollen sie nicht schweigen"). | Uns liegt es ob, das Volk zu unterrichten über seine Pflichten, uns kommt es zu, die Irrthümer zu zerstreuen, von welchen die Erde wimmelt, und so viele Menschen zurechtzuweisen, die vielleicht gut sind, aber in der Lage, worin sie sich befinden, die Wahrheit gewisser Principien und das Dasein gewisser Thatsachen nicht kennen. | Nach Anrufung des Beistandes Gottes sage ich nun zuerst, dass unter den von Gott zum Schutze der Stadt Sion, ich meine der Kirche, bestellten Schildwachen es einige gibt, welche die Grösse ihrer Würde vergessen; andere, die sogar die ehrenvolle Devise ihrer hohen Stellung verlassen und gewisse Gewohnheiten und Manieren annehmen, um so sich besser unter die Weltmenschen mischen zu können. Es gibt Schildwachen, welche unter schönen, aber eitlen Vorwänden glauben, sich der Welt nähern und ihr Liebe beweisen zu dürfen. Aber der heil. Leo der Grosse sagt ihnen: „Pacem cum mundo nisi amatores mundi habere non possunt" („Frieden mit der Welt können nur die Liebhaber der Welt haben"). Jene, welche der Welt die Hand zur Freundschaft zu bieten wünschen, um mit derselben Verträge zu schliessen, vergessen, was der heil. Apostel Johannes uns deutlich zuruft: dass die Welt Jesum Christum nicht kennt: „Mundus eum non cognovit". Wenn die Welt Jesum Christum nicht kennt, oder sich anstellt, als ob sie ihn nicht kenne; wie ist es da möglich, dass man ihr Huldigungen darbringt und ihre Gunst sucht? Hat etwa die Welt unsere Seelen mit dem Merkmale geziert, welches, wie ich mit euch hoffe, einst im Himmel erglänzen wird, wenn uns Gott zur

Anschauung seiner Glorie berufen wird? Hat vielleicht die Welt unsere Seelen mit den heiligen Gnadengaben bereichert? Hat etwa die Welt uns abgesondert von den übrigen Menschen und uns über sie erhoben? Hat sie uns beschenkt mit den Gaben der Weisheit, des Verstandes, des Rathes, der Stärke, der Wissenschaft, der Frömmigkeit und der heiligen Furcht Gottes? Oder ist es nicht vielmehr Gott selbst, welcher diese himmlischen Schätze in unsere Seelen eingegossen hat? Ihm gehören daher auch unsere Gedanken, unsere Empfindungen, unsere Arbeit, unsere Dankbarkeit. || Doch ich will diese Worte beschliessen mit dem heiligen Segen, welchen ich den Erwähnten von ganzem Herzen gebe. Vor allem segne ich jene Ersten, von welchen ich eben gesprochen habe, und die Hände zum Himmel erhoben bitte ich Gott, er möge mit erbarmenden Augen auf sie herabschauen und den Segen begleiten mit der Gabe der Erleuchtung, damit diejenigen, welche in gewissen Dunkelheiten und Finsternissen umherirren, den Ausgang finden aus jenem Abgrunde, um fortan die Schönheit und den Glanz der Wahrheit zu schauen. Ich segne die Zweiten; es sind jene, welche, in duas partes schwankend, sich nicht entschliessen können, sich ganz der Vertheidigung der Rechte der Kirche zu weihen, und ich bitte Gott, mit dem Segen die Gabe der Stärke zu verbinden, dass sie Muth erhalten, sich endlich freizumachen von gewissen Aengstlichkeiten und Ungewissheiten. Ich segne die Dritten; diese bilden die Mehrzahl, und ich flehe zu Gott, dass er mit dem Segen, den ich Diesen gebe, die Gabe der Beharrlichkeit verbinde, welche das grösste Geschenk ist, das Gott der Kirche und seinem Volke verleihen kann. || O, wenn sie bisher die Wege der Wahrheit und Gerechtigkeit wandelten; wenn sie bisher Vorbilder des Klerus und des Volkes waren; wenn sie voll waren von Eifer für die Ehre Gottes und die Heiligung der Seelen, fürderhin ut gigantes currant in vias suas (mögen sie wie Riesen ihre Wege laufen); sie mögen voranschreiten von Tugend zu Tugend auf dem Lebenswege, den Gott ihnen noch verleiht, damit sie so nach Vollendung der sterblichen Laufbahn in der letzten Stunde die himmlische Einladung des Herrn hören können: „Euge, serve bone et fidelis, intra in gaudium domini tui“ („Sieh, du guter und getreuer Knecht, gehe ein in die Freude deines Herrn“)! Und ich bete, dass Alle, welche noch in den Ebenen von Sennaar umherirren, zu uns kommen, damit wir alle vereinigt in der grossen apostolischen Hürde zu Gott beten können, „unanimiter perseverantes in oratione“, und ihn um Hilfe bitten für uns, für unsere nächsten Brüder, für die ganze Kirche und für die Ausbreitung der Kirche. || Benedictio Dei omnipotentis etc.

Nr. 4931. (196.)

NORDDEUTSCHER BUND. — Promemoria des Norddeutschen Gesandten in Rom, von Arnim, über die Folgen der Proclamirung der Infallibilität, gerichtet an einen deutschen Bischof.

Rom, den 17. Juni 1870.

Nr. 4931 (196). Nord-deutscher Bund. 17. Juni 1870.

Von dem Tag an, wo die Infallibilität unter Zustimmung oder stillschweigender Unterwerfung des Episkopats proclamirt wird, treten die Regierungen als die Vertreter der modernen staatlichen und nationalen Interessen in ein leidenschaftliches Verhältniss zur römischen Kirche. Nicht deswegen, weil die Dogmatisirung der Infallibilität unmittelbar Zustände herbeiführen würde, die unerträglicher wären als die römische Praxis der letzten dreissig Jahre, sondern weil die Geschichte des vaticanischen Concils den Beweis geliefert haben wird, dass in Rom eine Macht existirt, welche in entschiedenem und bewusstem Gegensatz gegen die Errungenschaften der Menschheit Krieg gegen die heutige Welt — in Bezug auf ihre politische Organisation — zu führen entschlossen ist, und weil die keinem Auge zu verbergende Entwicklung der Concilsverhandlungen Zweifel darüber nicht übrig lässt, dass unser Episkopat von dem unheimlichen Machtcentrum in Rom in solchem Maass abhängt, dass er im letzten Augenblick gegen seine Ueberzeugung und gegen besseres Wissen ein System als geoffenbarte Wahrheit hinnimmt, mit dem die weltlichen Gewalten sich nun und nimmermehr versöhnen können. Man täusche sich nicht! Der Zustand, welcher eintreten wird, wenn die Bischöfe, und besonders der deutsche Episkopat, sich selbst aufgeben sollten, ist nicht die Trennung von Kirche und Staat, sondern der Krieg zwischen Kirche und Staat. Und dieser Krieg — es ist dies keine blosse Hypothese — wird gerade dort mit der grössten Energie geführt werden, wo bisher das bestgemeinte Bestreben maassgebend gewesen, im Interesse der christlichen Civilisation den Frieden zu bewahren. Man wird dort in der ferneren Behandlung kirchlicher Fragen von der Ansicht ausgehen müssen: dass der hierarchische Organismus, welchen das vaticanische Concil für alle Zeiten dogmatisch constituiren soll und durch Annahme der Infallibilität constituirt haben wird, nicht mehr identisch mit jener katholischen Kirche ist, mit welcher man Verträge abgeschlossen, und für welche man schützende Paragraphen in die Verfassung aufgenommen hat, namentlich aber nicht diejenige, für die es erlaubt und Pflicht war mit Wohlwollen zu sorgen. Ueber die Legitimität dieser Rechtsanschauung wird man streiten können. Man wird eine Menge guter Gründe anführen, um zu beweisen, dass es dem eigenen Interesse der staatlichen Gesellschaft zuwider ist, sich auf diesen Standpunkt zu stellen. Aber die Thatsachen werden stärker sein als Gründe. In den Augen der Gesetzgeber wird das römische Concil sich stets nur darstellen als behaftet mit

einer so schweren Makel der Ungesetzlichkeit und der Verblendung, dass sie in demselben nichts anderes sehen können als ein Kriegsereigniss, welches alle geordneten und gesetzlichen Zustände aufhebt. Der Kampf, zu welchem Rom auffordert, wird aufgenommen werden, und die Regierungen, namentlich die mächtigste Regierung Deutschlands, ist für diesen Kampf der treibenden Zustimmung der Nation sicherer, als sie es vielleicht selbst wünscht. Die Lage ist nach dieser Richtung für die katholische Kirche um so bedenklicher . . .*) Das Feld, auf welchem der Krieg geführt werden wird, ist nicht schwer zu bezeichnen: endlose Streitigkeiten bei den Wahlen der Bischöfe und daraus folgende lange Sedisvacanzen, Austreibung der Jesuiten, Beschränkung der individuellen Freiheit in Bezug auf Mönchsorden, Verbot Geistliche in Rom studiren zu lassen, und vor allem Beseitigung alles kirchlichen Einflusses auf die Schule. Man würde sich indessen Illusionen hingeben, wenn man glauben wollte, dass eine solche Wendung der Dinge nur in solchen Ländern eintreten wird, deren Souveräne protestantisch sind. Die Reaction der politischen Gesellschaft gegen Rom wird im Gegentheile so stark sein, dass auch sogenannte katholische Regierungen gezwungen sein werden, denselben Weg zu gehen. In welche Lage kommen nun die Bischöfe, wenn sie, in die Heimath zurückgekehrt, dieselben Regierungen, welche ihre Freunde und Beschützer waren, als Gegner wiederfinden? Es soll nicht bestritten werden, dass sie, wenn sie den wahrscheinlich zum Theil ungerechten Maassregeln, welche man ergreifen wird, entgegentreten wollen, eine weitgreifende und nicht unbedenkliche Agitation gegen ihre Regierungen wachrufen können. Aber werden sie denn nicht gezwungen sein, sich dem päpstlichen Despotismus, den sie so eben noch, wenn auch schwach, bekämpft haben, auf Gnade und Ungnade zu ergeben? Und wird schliesslich nicht dennoch der allgemeine Religionsstand bei diesem an unabsehbaren Eventualitäten reichen Kriege zu kurz kommen? Ist es ganz undenkbar, dass man in letzter Instanz, selbst in Deutschland, bei Zuständen anlangt, welche mit denjenigen in Russisch-Polen eine grosse Familienähnlichkeit haben? Und das alles nur, weil die Bischöfe der Minderheit nicht vermögen grausam genug zu sein, um Pio Nono einer persönlichen Satisfaction zu berauben, und die Illumination des von einer kirchenfeindlichen Menge bewohnten Roms zu verhindern! Wenn ein unparteiischer und von Norden erst kürzlich eingetroffener Katholik die Lage der Dinge in Rom sieht, kann er sich der Befürchtung nicht verschliessen, dass die Väter des Concils, die Minderheit mit eingeschlossen, von dem Geschick ereilt worden sind, welchem alle parlamentarischen Versammlungen nach einer gewissen Zeit verfallen: sie verlieren den Blick für die Factoren, welche ausserhalb des Sitzungssaales auf den Gang der Weltgeschichte entscheidend einwirken. Auf andere Weise wäre es nicht zu verstehen, wie so viele erleuchtete Männer sich in eine Lage haben drängen lassen, in welcher sie

*) Der weggelassene Passus berührt Persönlichkeiten, über welche es angemessen scheint zu schweigen.

Nr. 4931 (196). Norddeutscher Bund. 17. Juni 1870.

dem Vogel gleichen, der den Kreidestrich für eine Fessel hält, den man um ihn gezogen hat. Es ist hier der Ort, sich die Gegner der Minderheit, d. h. also, diejenigen anzusehen, welche den Kreidestrich gemacht haben. Unter denselben sind freilich viele, namentlich die Engländer und die wenigen infallibilistischen Deutschen, denen es mit der Sache ernst ist. Aber schon bei den Franzosen steht es anders. Die Mehrzahl derselben hat legitimistische und andere Nebengedanken, während die Spanier sich hinter den Papst stellen zu müssen meinen, weil sie in der Heimath keinen Stützpunkt finden. Aber was die Italiener betrifft, so täuscht man sich, wenn man glaubt, dass bei ihnen die Vertiefung in Glaubenssätze constatirt werden kann, welche zu einer innern sittlichen Ueberzeugung nach deutschen Begriffen führt. Nach dem richtigen und praktischen Instinct der Italiener ist der ganze Kampf ein Kampf pro domo, geführt zu dem Zwecke, die nur zum Nutzen der italienischen Prälatur erfundene heutige römische Kirche noch fernerhin zu eigenem Vortheil zu verwerthen. Die Italiener jeden Standes, jeden Glaubens und jeden Geschlechts haben vor allem den Erfolg vor Augen. Was man Jesuitismus zu nennen pflegt, ist nichts anderes als eine Systematisirung der alten italienischen Nationalpraxis. Darum sind die Bischöfe, und namentlich die deutschen, welche die italienischen Plane mit Gründen der Geschichte und der Theologie allen Ernstes bekämpft haben, von vornherein in eine schiefe Stellung gerathen. Sie verhandelten noch, als die Gegner schon Krieg führten. Die ganze Politik der Curie und ihrer Prätorianer ist von Anfang an nur auf Einschüchterung berechnet gewesen. Hätte die Opposition ihrerseits sich dieser Waffe bedient und auf thatsächliche Uebergriffe mit Thatsachen geantwortet, so würde der italienische Generalstab vielleicht zum Verdruss der französischen und der englischen Fanatiker sofort das Signal zum Einlenken gegeben haben. Der Vatican ist — eine lange Erfahrung bestätigt dies — immer zum Nachgeben bereit, wenn er eine grosse Gefahr in unmittelbarer Nähe sieht. Es hat freilich mitunter den Anschein, als ob die römische Curie jederzeit alles für das Princip einsetzen wolle; aber in Wahrheit liegt dann nur ein Rechenfehler in Bezug auf den Ernst der Nähe und den Umfang der Gefahr vor. Auch während der jetzigen Krisis ist man im Vatican mehrfach wankend gewesen. Aber diese Anwandlungen von Schwäche sind jederzeit bekämpft worden nicht durch Hinweis auf die besseren Argumente der Mehrheit, sondern auf ihre numerische Stärke und die Desorganisation und Muthlosigkeit der Minderheit. Auf diese Weise ist freilich viel Terrain verloren worden. Aber die Minderheit, ja sogar eine Minderheit, welche lediglich aus dem vereinigten österreichisch-deutschen Episcopat bestände, hat es heute noch in der Hand, der Sache eine ganz andere Wendung zu geben. Die Gelegenheit dazu wird sich entweder dann bieten, wenn bei der Discussion des vierten Capitels der Minderheit aufs neue die Redefreiheit beschränkt wird, oder wenn nach der Generalcongregation, in welcher die Minderheit mit „non placet" stimmen muss, der Papst eine öffentliche Sitzung zum Zweck der Proclamation des

Dogma's ansagt. Dann ist der Moment gekommen, gegen jeden weiteren Missbrauch des numerischen Uebergewichts zu protestiren, das „non placet" noch einmal in einem schriftlichen Protest zu wiederholen und Rom zu verlassen, ohne irgend weiteren Transactionen Raum zu geben. Einem solchen Schritt wird aus den Reihen der Minderheit selbst das Schreckwort „Schisma" entgegengehalten. Diejenigen aber, welche von diesem Worte sich schrecken lassen, erleichtern ihren Gegnern das System der Einschüchterung; sie sitzen hinter dem Kreidestrich. Es handelt sich nicht um ein Schisma, sondern um Niederlage der Camarilla. Der Vatican wird die deutschen Bischöfe nicht in eine Stellung drängen, welche einem Schisma ähnlich sein könnte. Man wird die Franzosen für alles Unheil verantwortlich machen und einen Ausweg finden. Es ist die Sache der Curie, ihn zu suchen, sollte selbst Pio IX. auf diesem Weg aus dem Vatican in das Privatleben zurücktreten. Die Deutschen und die Oesterreicher allein genügen, um diese Wendung herbeizuführen. Wenn sie daran zweifeln, verkennen sie die elektrische Wirkung, welche der Muth auf die Menschen übt. Von den italienischen Vätern des Concils aber wird eine überraschende Anzahl sich gegen den Papst wenden, wenn sie plötzlich aus dem Traum erwachen, dass ihnen auf dem bisherigen Wege die Weltherrschaft gesichert bleiben werde. Man beweise ihnen das Gegentheil, um zu erfahren, dass der Italiener vorsichtig ist. Wenn der deutsche Episkopat bei dieser Gelegenheit das welthistorische Opfer einer ganz elenden Conspiration werden sollte, so unterliegt er seiner eigenen Gewissenhaftigkeit, aber auch seiner eigenen Schüchternheit und Unbekanntschaft mit dem Wesen seiner Feinde. Es bleibt nur noch eine Bemerkung beizufügen. Man könnte der Meinung sein, dass der letzte entscheidende Schritt in der öffentlichen Sitzung unmittelbar nach der Abstimmung geschehen müsse. Hiebei lässt man aber die vielfachen localen Schwierigkeiten aus den Augen, welche der praktischen Ausführung entgegenstehen. Namentlich würde man aber dann den Papst durch einen mehr oder weniger skandalösen Auftritt in die Lage bringen, eine persönliche öffentliche Demüthigung zu erdulden, oder sich über alle Bedenken hinwegzusetzen . . . . Der Wendepunkt, an welchem das Concil angekommen ist, scheint von der grössten Bedeutung, und den Bischöfen wird die Aufgabe gestellt, von zwei Uebeln das kleinste zu wählen. Auf der einen Seite liegt ein mit mathematischer Gewissheit vorauszusehender Leidenszustand der Kirche, dem man nur dann ruhig entgegensehen könnte, wenn man sicher wäre, nach gewissenhafter Ueberzeugung gehandelt zu haben — auf der andern schlimmsten Falls ein momentanes Zerwürfniss nicht mit dem Papst, sondern mit der Person Pius' IX. — ein Zerwürfniss, welches reichlich compensirt wird durch den Zuwachs an Vertrauen, mit welchem die Katholiken Deutschlands zu ihren Bischöfen stehen werden".

Das oben mitgetheilte Promemoria war von dem nachfolgenden Schreiben begleitet:

Rom, 18. Juni 1870. Hochwürdigster Herr! Anliegend beehre ich mich

Nr. 4931 (196). Norddeutscher Bund. 17. Juni 1870.

Ihnen ein Promemoria zu übersenden, welches meine Ansichten über die Situation und meine Befürchtungen für die Zukunft resumirt. Wollen Sie die Güte haben, mir zu sagen, was Sie geändert wünschen? Ohne Ihnen einen Uebertritt zur evangelischen Kirche zumuthen zu wollen, erinnere ich Sie doch an die Antwort, welche die evangelischen Stände in Augsburg gaben, als man ihnen ansann, die Corpus-Domini-Procession aus Höflichkeit gegen Karl V. mitzumachen: „Wir sind nicht gekommen, um anzubeten, sondern um Missbräuche abzustellen". Genehmigen Sie, hochwürdigster Herr u. s. w.

Arnim.

Nr. 4932. (197.)

EPISCOPAT. Petition um Vertagung des Concils bis October wegen der in Rom herrschenden Hitze.

Lat. Orig. Quirinus l. c. p. 573 f.

Heiligster Vater!

Nr. 4932 (197). Episcopat. Ende Juni.

Die unterzeichneten Väter richten, in ihrem eigenen wie in dem Namen sehr vieler anderen Väter, an das Wohlwohlen Eurer Heiligkeit die ehrerbietige, vertrauensvolle und dringende Bitte, dass dieselbe Nachfolgendes väterlich aufzunehmen geruhen wolle. || An die Väter des 5. lateranischen Concils schrieb Papst Leo X. am 17. Juni Folgendes: „Weil bei der dermaligen Witterung . . . . so gestatten wir", und gleichzeitig vertagte der Papst das Concil auf den Herbst. — Schlimmer gewiss ist unsere gegenwärtige Lage. Die Sommerhitze ist schon jetzt, gegen Ende des Juni, übermässig und wird täglich unerträglicher; in Folge dessen ist die Gesundheit der ehrw. Väter, unter denen so viele ältere, von der Last der Jahre gedrückt und von den Anstrengungen aufgerieben, schwer gefährdet. Man fürchtet besonders die Fieber, denen die des hiesigen Klima's ungewohnten Fremden mehr ausgesetzt sind. || So viel aber auch Eurer Heiligkeit versucht und glücklich ausgeführt hat, um nicht wenigen Bischöfen gute Herberge zu schaffen, so sind doch die meisten auf allzu enge, luftlose, sehr heisse und überhaupt ungesunde Wohnungen angewiesen. Daher sahen sich schon mehrere Bischöfe wegen Krankheit zur Abreise genöthigt; viele liegen auch in Rom krank und können dem Concil nicht anwohnen, wie das die vielen leeren Sitze in der Aula zeigen. || Bevor daher die Zahl der Kranken mehr und mehr anwächst, von denen mehrere der Gefahr ausgesetzt wären, hier zu sterben, ersuchen wir aufs dringenste, heiliger Vater, Eure Heiligkeit möge geruhen, eine Vertagung des Concils zu bewilligen, welche passend nach dem St. Petersfest beginnen würde. || Denn, heiliger Vater, da 120 Bischöfe ihre Namen hergegeben haben, um in einer so wichtigen Frage gehört zu werden, so ist klar, dass die Berathung nicht im Zeit-

raum weniger Tage übereilt werden kann, ausser mit grosser Schädigung der Sache und des religiösen Friedens. Viel angemessener und nothwendiger wäre es, im Hinblick auf die bevorstehende drückende Sommerhitze, eine kurze Vertagung des Concils eintreten zu lassen. Ein neuer Zusammentritt der Synode könnte vielleicht auf den 1. October festgesetzt werden. Sollte Eure Heiligkeit, wie wir zuversichtlich hoffen, dies gewähren, so wird das bei uns und unsern Bevölkerungen die dankbarsten Gefühle erwecken, indem dadurch einer allgemeinen und dringenden Noth abgeholfen wäre.

Die Füsse Eurer Heiligkeit ehrerbietig küssend, nennen wir uns Eurer Heiligkeit demüthigste und gehorsamste Diener in Christo.

Die Zahl der Unterschriften, welche diese Petition trug, konnte ich nicht in Erfahrung bringen. — Veuillot bemerkt im Univers über das oben ausgesprochene Verlangen: Lasst euch nur braten, da doch einmal nur in dieser Feuergluth der kostbare Wein der Unfehlbarkeit gezeitigt werden kann.

Nr. 4933. (198.)

EPISCOPAT. Beschwerde über willkürliche Textesänderung und Verletzung der Geschäftsordnung.

Lat. Orig. Friedrich, Documenta l. c. II p. 400.

In der Generalcongregation vom 5. Juli erstattete die dogmatische Commission Bericht über die in der Debatte zum dritten Kapitel des Schema's gemachten 72 Verbesserungsvorschläge, welche am 30. Juni gedruckt unter die Väter vertheilt worden waren. Eine grosse Zahl derselben wurde über Antrag der Commission bei der Abstimmung angenommen; als man aber zum Schlusscanon gelangte, wurde den Vätern nicht der in gedruckter Form vorliegende Canon, sondern ein mit höchst wichtigen Einschaltungen versehener — was ganz gegen die Bestimmungen der Geschäftsordnung war — ohne weiteres zur Annahme vorgelesen. Doch der Widerspruch, den solches Vorgehen zumal von Seite Darboy's und Strossmayer's erfuhr, bestimmte die Präsidenten die Abstimmung über diesen „reformirten Canon" bis nach dessen Drucklegung zu vertagen und den ganzen Vorgang für ein Versehen zu erklären. Es scheint jedoch, dass dieser Vorgang von vielen Bischöfen weniger arglos aufgefasst wurde, denn unter dem 9. Juli richteten 62 derselben eine vom Bischof Dinkel von Augsburg verfasste Beschwerdeschrift an die Präsidenten. In dieser Eingabe wird unter Bezugnahme auf die Vorgänge in der Sitzung vom 5. Juli darauf hingewiesen: 1) dass zwischen dem Verbesserungsvorschlage Numero 72*), den der Berichterstatter der Com-

*) Der mit Nummer 72 bezeichnete Antrag lautete: So einer sagt: der Primat des römischen Papstes sei nur ein Amt der Aufsicht und Leitung, und seine [des Papstes] oberste Jurisdictionsgewalt über die gesammte Kirche sei keine volle, sondern nur

Nr. 4933 (198). Episcopat. 9. Juli 1870.

mission als im wesentlichen annehmbar bezeichnet hat*) und dem thatsächlich vorgeschlagenen Canon eine gar grosse Verschiedenheit bestehe; 2) dass die Geschäftsordnung die Abstimmung über alle gestellten Anträge nach vorausgegangener Discussion fordere. Schliesslich wird ersucht, dass bei der nächsten Abstimmung über den Verbesserungsvorschlag Num. 72 selbst abgestimmt werden möge; sollte derselbe jedoch verworfen werden, so möge der Canon drei, so wie er im Schema steht, zur Annahme vorgelegt werden. — Die Antwort auf diese Eingabe war, dass in der Generalcongregation vom 11. Juli, nach erfolgter Berichterstattung, sofort über den „reformirten Canon“ durch Aufstehen und Sitzenbleiben abgestimmt wurde, wobei die überwiegende Majorität für denselben stimmte. — In Folge der oben geschilderten Vorgänge ging aus dem Kreise der französischen Bischöfe ein kurzes Memoire hervor, welches dringend empfahl, nicht nur die sofortige Vertagung des Concils zu verlangen, sondern dieselbe auch durch die Drohung massenhafter Abreise nothwendig zu machen. Dieser Vorschlag schien der Mehrzahl der s. g. Minoritätsbischöfe aber doch zu weitgehend zu sein, und so begnügte man sich denn mit dem erwähnten Proteste. — Das französische Memoire lautet nach Quirinus p. 615 f. wie folgt:

1) L'heure de la Providence a sonné: le moment décisif de sauver l'Eglise est arrivé. 2) Par les additions faites au III. canon du 3me chap. la commission *de fide* a violé le règlement qui ne permet l'introduction d'aucun amendement sans discussion conciliaire. 3) L'addition subreptice est d'une importance incalculable; c'est le changement de la constitution de l'Eglise, la monarchie pure, absolue, indivisible du Pape, l'abolition de la judicature et de la co-souveraineté des évêques, l'affirmation et la définition anticipée de l'infaillibilité separée et personnelle. 4) Le devoir et l'honneur ne permettent pas de voter sans discussion ce canon, qui contient une immense révolution. La discussion pourrait et devrait durer six mois, parce qu'il s'agit de la question capitale, la constitution même de la souveraineté dans l'Eglise. 5) Cette discussion est impossible à cause des fatigues extrêmes de la saison et des dispositions de la majorité. 6) Une seule chose, digne et honorable, reste a faire: Demander immédiatement la prorogation du concile au mois d'octobre, et présenter une déclaration, où seraient énumérées toutes les protestations déjà faites, et où la dernière violation du règlement, le mépris de la dignité et de la liberté des évêques seraient mis en lumière. Annoncer en même temps un départ, qui ne peut plus être différé. 7) Par le départ ainsi motivé d'un nombre considérable d'évêques de toutes les nations, l'oecuménicité du Concile cesserait et tous les actes, qu'il pourrait faire ensuite seraient d'une auto-

---

eine ausserordentliche und mittelbare — der sei im Bann. (S. lat. Text bei Friedrich, Docum. II. p. 403.) Vergl. auch die im ursprünglichen Schema dieser Constitution enthaltene Fassung der Canones w. o. p. 259.

*) So einer sagt: der römische Papst habe lediglich das Amt der Aufsicht und Führung, nicht aber die volle und oberste Jurisdictionsgewalt über die ganze Kirche, nicht nur in Sachen des Glaubens und der Sitten, sondern auch in solchen, welche die Disciplin und Regierung der über den ganzen Erdkreis zerstreuten Kirche betreffen; oder: derselbe besitze nur den bedeutenderen Antheil, nicht aber die ganze Fülle dieser höchsten Gewalt; oder: diese seine Gewalt sei keine ordentliche und unmittelbare, sowohl über alle und jegliche Kirchen als auch über alle und jegliche Hirten und Gläubigen — der sei im Bann.

rité nulle. 8) Le courage et le dévouement de la minorité auraient, dans le monde, un retentissement immense. Le concile se réunirait au mois d'octobre dans des conditions infiniment meilleures. Toutes les questions, à peine ébauchées, pourraient être reprises, traitées avec dignité et liberté. L'Eglise et l'ordre moral du monde seraient sauvés.

Nr. 4933 (198). Episcopat. 9. Juli 1870

Nr. 4934. (199.)

EPISCOPAT. Verzeichniss der Concilsmitglieder, welche in der Generalcongregation vom 13. Juli (Abstimmung über die ganze Constitutio de Ecclesia) mit „Non placet" stimmten.

Nr. 4934 (199). Episcopat. 13. Juli 1870.

Cardinäle: Schwarzenberg. Rauscher. Mathieu. — Patriarchen: Jussuf, Antiochia, rit. melch. Audu, Rabitan, rit. chald. — Erzbischöfe und Bischöfe: a) Französische: Erzb. Ginoulhiac, Lyon. Erzb. Darboy, Paris. Bisch. Marguerye, Autun. Bisch. Rivet, Dijon. Bisch. Dupont des Loges, Metz. Bisch. Dupanloup, Orleans. Bisch. Sola, Nizza. Bisch. David, S. Brieuc. Bisch. Maret, Surentis i. p. i. Bisch. Bravard, Coutances. Bisch. Dours, Soissons. Bisch. Meignon, Chalons. Bisch. Guellette, Valence. Bisch. Ramadié, Perpignan. Bisch. Place, Marseille. Bisch. Grimardias, Cahors. Bisch. Hugonin, Bayeux. Bisch. Thomas, La Rochelle. Bisch. Foulon, Nancy. Bisch. de las Cases, Constantine. Bisch. Callot, Oran. Bisch. Guilbert, Gap. Bisch. Cuttoli, Ajaccio. b) Englische, irische und amerikanische: Erzbisch. Mac-Hale, Tuam. Erzb. Kernick, St. Louis. Erzb. Errington, Trapezunt i. p. i. Erzb. Connolly (aus dem Orden der Capuziner), Halifax. Bisch. Vaughan, Plymouth. Bisch. Clifford, Clifton. Bisch. Vérot, St. Augustin. Bisch. Rogers, Chatam. Bisch. Domenec, Pittsburg. Bisch. Fitzgerald, Little-Rock. Bisch. Mac-Quaid, Rochester. Bisch. Mac-Closkey, Louisville*). Bisch. Mrak, Maryville u. Marquette. c) Deutsche und österreichisch-ungarische: Erzb. Simor, Gran. Erzb. Fürstenberg, Olmütz. Erzb. Scherr, München. Erzb. Wierzchleyski, Lemberg, rit. lat. Erzb. Deinlein, Bamberg. Erzb. Haynald, Kolocza. Bisch. Ketteler, Mainz. Bisch. Legat, Triest. Bisch. Förster, Breslau. Bisch. Ranolder, Veszprim. Bisch. Forwerk, Leontopolis i. p. i., apost. Vicar in Sachsen. Bisch. Strossmayer, Diakovar. Bisch. Dinkel, Augsburg. Bisch. Jirsic, Budweis. Bisch. Eberhard, Trier. Bisch. Beckmann, Osnabrück. Bisch. Dobrilla, Parenzo-Pola. Bisch. Krementz, Ermeland. Bisch. Smiciklas, Kreutz rit. ruth. Bisch. Namszanowsky, Agathopolis i. p. i. Propst der preussischen Armee. Bisch. Wiery, Gurk. Bisch. Hefele, Rottenburg. Bisch. Peitler, Waitzen. Bisch. Bonnaz, Csánad. Bisch. Stepischnegg, Lavant. Bisch. Fogarassy, Siebenbürgen. Bisch. Mariassy, Paläopolis i. p. i. (Weihb. von Erlau).

*) Mac-Closkey stimmte am 18. Juli mit Placet.

Nr. 4924 (199.) Episcopat. 13. Juli 1870.

Bisch. Pirò-de-Kezdi-Polany, Szàthmar. Bisch. Pankovics, Munkacs, rit. ruth. Bisch. Zolka, Raab. Bisch. Perger, Kaschau. Bisch. Lipovniczky, Grosswardein. Bisch. Kovàcs, Fünfkirchen. d) Orientalische und italienische: Erzb. Ed. Hurmuz, Sirace i. p. i., rit. armen. Erzb. Bar-Tatar, Seert, rit. chald. Erzb. Nazari di Calabiana, Mailand. Erzb. Kauam, Tyrus, rit. melchit.*) Bisch. Losanna, Biella. Bisch. Moreno, Ivrea. Bisch. Montixi, Iglesias. Bisch. Pellei, Aquapendente. Bisch. Guttadauro di Reburdone, Caltanisetta. Bisch. Abdou, Mariamne oder Fazul und Zahale, rit. melch. Bisch. Mellus, Akra, rit. chald.

In der Generalcongregation vom 13. Juli erfolgte die namentliche Abstimmung über die aus den Berathungen der Generalcongregationen hervorgegangene Constitutio prima de Ecclesia Christi in ihrer Gesammtheit. Von den in Rom noch anwesenden 692 Prälaten waren nur 601 in dieser Congregation erschienen, und von diesen votirten: mit Non placet 88**), mit Placet juxta modum 62, folglich mit Placet unbedingt 451. Einundneunzig hatten sich, als abwesend, der Abstimmung enthalten. — Unter den bedingt Zustimmenden befanden sich nur wenige Deutsche, Oesterreicher und Franzosen (z. B. Erzb. Melchers, Cöln. Erzb. Tarnóczy, Salzburg. Erzb. Landriot, Rheims. Bisch. Dreux-Brézé, Moulins), dagegen viele Italiener (z. B. Card. Guidi, Bologna. Card. Trevisanato, Venedig), Orientalen und Spanier. Von diesen letzteren namentlich dürften Manche, wie auch Dreux-Brézé, nur deshalb juxta modum gestimmt haben, weil ihnen der Wortlaut des Decretes die Unfehlbarkeit des Papstes noch zu wenig bestimmt betonte, was aus den nach dieser Abstimmung noch vorgeschlagenen 163 Emendationes hervorgeht. (S. das Verzeichniss der juxta modum Stimmenden wie auch der Abwesenden bei Quirinus p. 610 ff.), und über die Emendationes Fessler l. c. p. 90).

Trotz des für die Minderheit der Bischöfe so günstigen Resultats der Abstimmung vom 13. Juli, scheint sich dieselbe doch keiner Täuschung über das endgiltige Zustandekommen dieser Constitution hingegeben zu haben. Sie glaubte einen letzten Versuch machen zu sollen um wenigstens eine Milderung der Schroffheiten des Unfehlbarkeitsdogmas vom Papste zu erbitten. Deshalb begab sich am Abende des 15. Juli eine Deputation von fünf Bischöfen (die Erzbischöfe Darboy, Ginoulhiac, Scherr, die Bischöfe Ketteler und Rivet) unter Führuug des Primas Simor zu Pius IX. mit der Erklärung, dass die Bischöfe, welche ein negatives Votum abgegeben, der Constitution dann zustimmen würden, wenn der 3. Canon im 3. Capitel gestrichen und in der Definitionsformel des 4. Capitels noch die Worte eingeschaltet würden „innixus testimonio ecclesiarum“ (gestützt auf die Ueberlieferung der Kirchen). Doch auch diese Bitte blieb unerfüllt; — ja noch mehr, die Definitionsformel wurde in der schliesslich zur Annahme gelangten Fassung (s. w. u.) sogar noch verschärft. — Vergl. über den interessanten Verlauf dieser Audienz Quirinus p. 925 ff. u. Friedrich Tagebuch p. 390 f. Nach Quirinus antwortete Pius IX.: er hätte das Schema noch nicht gelesen, wollte aber sein Möglichstes thun, doch möge die Deputation ihr Anliegen schriftlich vorlegen.

*) Kauam v. Tyrus stimmte am 18. Juli mit Placet.

**) In dem oben mitgetheilten Verzeichniss fehlen zwei Namen, welche sich nicht feststellen liessen.

Nr. 4935. (200.)

RÖMISCHE CURIE. Protest der Präsidenten des Concils gegen die über das Concil verbreiteten feindlichen Berichte.

Lat. Orig. Friedrich, Documenta, l. c. II. p. 379.

Nr. 5935. (200). Röm. Curie. 16. Juli 1870.

Von dem Augenblicke an, wo die heilige vaticanische Synode unter Gottes Beistand sich versammelt hatte, erhob sich ein äusserst erbitterter Kampf gegen sie. Um ihre ehrwürdige Autorität bei dem gläubigen Volke zu vermindern und sie, wenn es möglich wäre, gänzlich zu erschüttern, haben viele Schriftsteller nicht bloss unter den Andersgläubigen und unter den offenen Feinden des Kreuzes Christi, sondern auch unter denjenigen, welche sich Söhne der katholischen Kirche nennen, ja, was am meisten zu beklagen ist, sogar unter ihren geweihten Dienern, sie um die Wette angegriffen, mit Schmähungen herabgesetzt und mit den schmutzigsten Verleumdungen bekämpft. Was für schmähliche Lügen darüber in den öffentlichen Blättern jeder Sprache, wie in da und dort ausgegebenen und heimlich vertheilten Broschüren ohne den Namen des Verfassers aufgehäuft wurden, wissen ja Alle ohnehin, so dass wir nicht nothwendig haben, sie einzeln anzuführen. Aber unter den anonymen Broschüren dieser Art giebt es namentlich zwei französisch geschriebene mit den Titeln: „Ce qui se passe au Concile“ und „La dernière heure du Concile“ welche in der Kunst der Verleumdung und in der Frechheit der Schmähung den anderen die Palme entrissen zu haben scheinen. Denn darin werden nicht nur die Würde und die volle Freiheit dieses Concils mit den schändlichsten Lügen bekämpft und die Rechte des apostolisehen Stuhles umgestossen, sondern es wird sogar die erhabene Person unseres heiligen Vaters mit schweren Schmähungen angegriffen. Damit nun nicht etwa unser Schweigen, wenn es länger fortdauern würde, von böswilligen Menschen übel ausgelegt werden könne, sind wir, unserer Pflicht eingedenk, genöthigt, gegen so viele und grobe Schmähungen unsere Stimme zu erheben und in Eurer aller Gegenwart, hochwürdigste Väter! zu protestiren und zu erklären, dass alles, was in den vorerwähnten Zeitungen und Broschüren, sei es zur Verachtung und Schmähung unseres heiligen Vaters und des apostolischen Stuhles, oder zur Unehre dieser heiligen Synode vorgebracht wird, durchaus falsch und verleumderisch ist, insbesondere aber gegen die Behauptung des Mangels an gehöriger Freiheit in derselben zu protestiren.

Gegeben in der Aula des vaticanischen Concils am 16. Juli 1870.

Philipp Card. de Angelis. Antonius Card. de Luca. Andreas Card. Bizarri.
Aloisius Card. Bilio. Hannibal Card. Capalti.

Dieser Protest wurde in der letzten Generalcongregation vom 16. Juli verlesen und dann den Vätern zur Unterschrift mitgetheilt, war dann auch

Nr. 4935 (200). Röm. Curie. 16. Juli 1870.

zwar von den Meisten, doch keineswegs, wie behauptet wird, von Allen vollzogen worden.

Nr. 4936. (201.)

EPISCOPAT. Erklärung der s. g. Minoritäts-Bischöfe über ihre Stellung zu der ersten dogmatischen Constitution von der Kirche gerichtet an Pius IX.

Lat. Orig. Friedrich, Docum. l. c. I. p. 263.

Heiligster Vater!

Nr. 4936 (201). Episcopat. 17. Juli 1870.

In der Generalcongregation vom 13. d. M. gaben wir unsere Stimmen über das Schema der ersten dogmatischen Constitution von der Kirche Christi ab. || Eurer Heiligkeit ist bekannt, dass 88 Väter, gedrungen von ihrem Gewissen und aus Liebe zu der heiligen Kirche, ihre Stimmen mit non placet abgaben, 62 andere mit placet juxta modum stimmten, und endlich ungefähr 70 von der Congregation abwesend waren und sich der Abstimmung enthielten. Dazu kommt, dass andere theils wegen Krankheit, theils aus anderen gewichtigen Gründen in ihre Diöcesen zurückgekehrt sind. || So wurden Eurer Heiligkeit und der ganzen Welt unsere Vota offenkundig, und zwar constatirt, von wie vielen Bischöfen unsere Anschauung gebilligt wurde; auf diese Weise erfüllen wir das Amt und die Pflicht, welche uns obliegen. || Von jenem Zeitpunkte an ereignete sich aber ganz und gar Nichts, was unsere Willensmeinung (sententiam) ändern könnte; dagegen fielen viele und zwar äusserst gewichtige Dinge vor, welche uns in unserem Vorsatze bestärkt haben. Deshalb erklären wir, dass wir unsere bereits abgegebenen Vota erneuern und bestätigen. || Indem wir durch diese Eingabe unsere Vota bestätigen, beschliessen wir zugleich, uns von der öffentlichen Sitzung, welche am 18. d. M. gehalten werden soll, fernzuhalten. Die kindliche Pietät und Verehrung, welche jüngst unsere Abgeordneten zu den Füssen Eurer Heiligkeit führte, gestatten uns nicht, in einer Sache, welche die Person Eurer Heiligkeit so nahe angeht, öffentlich und im Angesicht des Vaters non placet zu sagen. || Und dennoch könnten wir in der feierlichen Sitzung nur die in der Generalcongregation abgegebenen Vota wiederholen. || Wir kehren daher ohne Aufschub zu unseren Heerden zurück, denen wir nach so langer Abwesenheit wegen der Kriegsbefürchtungen und besonders wegen ihrer höchsten geistigen (spirituales) Bedürfnisse äusserst nothwendig sind, wir empfinden mit Betrübniss, dass wir wegen der gegenwärtigen traurigen Zeitumstände unter unseren Gläubigen auch den Frieden und die Ruhe der Gewissen gestört finden werden. Unterdessen empfehlen wir die Kirche Gottes und Eure Heiligkeit, der wir unveränderte Treue und Gehorsam geloben, von ganzem Herzen der Gnade und dem Schutze unseres Herrn

Jesus Christus, und verbleiben Euerer Heiligkeit ergebenste und gehorsamste Söhne.

Nr. 4936 (201). Episcopat. 17. Juli 1870.

Rom, 17. Juli 1870.

Schwarzenberg, Matthieu, Simor, Darboy, Ginoulhiac, Haynald, Scherr, Fürstenberg, Nazari di Calabiana, Kenrick, Bonnaz, Ranolder, Dupont des Loges, Marguerye, Strossmayer, Dinkel, Peitler, Moreno, Maret, Zalka, Foulon, Lipovniczki, Verot, Meignan, Sola, Ramadié, Place, David, Clifford, Dupanloup, Rivet, Forgarassy, Kovács, Pancovics, Colet, Eberhard, Thomas, Bravard, Callot, Biró, Hugonin, Hefele, Perger, Emericus . . ., Mariassy, P. Paulus . . ., Forwerk, De las Cases, Smiciklas, Krementz, Namszanowski, Connolly, Domenec, Guilbert, Montixi.

Nr. 4937. (202.)

RÖMISCHE CURIE. Die erste dogmatische Constitution über die Kirche Christi. — Beschlossen und verkündet in der vierten öffentlichen Sitzung des vaticanischen Concils vom 18. Juli 1870.

Lat. Orig. Friedberg Sammlung l. c. p. 740. — Deutsche Uebersetzung — mit Approbation der deutschen Mitglieder des Ausschusses für Glaubenssachen im vatic. Concil. — von W. Molitor: Die Constitutionen l. c. p. 31.

Pius, Bischof, Knecht der Knechte Gottes.

Mit Zustimmung des heiligen Concils.

Zum immerwährenden Gedächtniss.

Nr. 4937 (202). Röm. Curie. 18. Juli 1870.

Der ewige Hirt und Bischof unserer Seelen beschloss, um dem heilbringenden Werke der Erlösung immerwährende Dauer zu verleihen, die Gründung der heiligen Kirche, welche, als das Haus des lebendigen Gottes, alle Gläubigen mit dem Bande des einen Glaubens und der einen Liebe umfassen sollte. Deshalb hat er vor seiner Verherrlichung den Vater gebeten, nicht nur für die Apostel allein, sondern auch für Jene, welche durch die Predigt derselben an ihn glauben würden, damit Alle Eins seien, wie der Sohn selber und der Vater Eins sind. Wie er daher die Apostel, welche er sich aus der Welt erkoren hatte, sendete, sowie er selbst gesendet war vom Vater: also wollte er auch, dass in seiner Kirche Hirten und Lehrer seien bis an das Ende der Zeiten. Damit aber der Episcopat selber Eins und ungetheilt sei, und die Gesammtheit der Gläubigen durch die unter sich verbundenen Bischöfe in der Einheit des Glaubens und der Gemeinschaft bewahrt werde, hat er den heiligen Petrus den übrigen Aposteln vorgesetzt, und so in demselben das fortdauernde Princip und sichtbare Fundament der einen und der andern Einheit gegeben,

Nr. 4937 (202). Röm. Curie. 18. Juli 1870.

auf dass über dessen Gewaltigkeit der ewige Tempel aufgerichtet werde und der erhabene Bau der Kirche, der bis in den Himmel zu ragen bestimmt ist, auf dieses Glaubens Festigkeit emporsteige. (Der heilige Leo der Grosse in seiner IV. [in and. Ausg. III.] Rede am Jahrestage seiner Erhebung, 2. Hauptst.) Und weil die Pforten der Hölle, um die Kirche, wenn es möglich wäre, zu zerstören, gegen deren von Gott gelegtes Fundament von Tag zu Tag mit grösserem Hasse allwärts sich erheben, so erkennen Wir es zum Schutze der katholischen Heerde, zur Erhaltung ihrer Unversehrtheit und zur Förderung ihres Wachsthums für nothwendig, mit Zustimmung des heiligen Concils, die Lehre von der Einsetzung, Fortdauer und Natur des heiligen apostolischen Primates, in welchem der ganzen Kirche Kraft und Festigkeit beruht, allen Gläubigen vorzustellen, wie sie dieselbe zu glauben und festzuhalten haben, nach dem alten und beständigen Glauben der Allgemeinen Kirche, und die entgegenstehenden, der Heerde des Herrn so verderblichen Irrthümer zu verwerfen und zu verdammen.

Erstes Hauptstück. Von der Einsetzung des apostolischen Primates in der Person des heiligen Petrus.

Wir lehren also und erklären, dass, gemäss den Zeugnissen des Evangeliums, der Primat der Jurisdiction über die ganze Kirche Gottes dem heiligen Apostel Petrus unmittelbar und direct von Christus dem Herrn verheissen und übertragen worden ist. Denn an Simon allein, dem er schon früher gesagt hatte: „Du wirst Kephas heissen“ (Joh. I. 42), hat der Herr, nachdem jener sein Bekenntniss abgelegt: „Du bist Christus, der Sohn des lebendigen Gottes“, die feierlichen Worte gerichtet: „Selig bist du, Simon, des Jonas Sohn, denn nicht Fleisch und Blut hat dir dies geoffenbart, sondern mein Vater, der im Himmel ist; und ich sage dir: Du bist Petrus (der Fels), und auf diesen Felsen will ich meine Kirche bauen, und die Pforten der Hölle werden sie nicht überwältigen; und dir will ich die Schlüssel des Himmelreiches geben, und was immer du binden wirst auf Erden, wird gebunden sein auch im Himmel, und was immer du lösen wirst auf Erden, wird gelöst sein auch im Himmel“ (Matth. XVI. 16—19). Und dem Simon Petrus allein übertrug Jesus nach seiner Auferstehung die Jurisdiction des höchsten Hirten und Leiters über seine ganze Heerde, indem er sprach: „Weide meine Lämmer, weide meine Schafe“ (Johann. XXI. 15—17). Dieser so klaren Lehre der heiligen Schrift, wie sie von der katholischen Kirche stets verstanden worden ist, widersprechen offenbar die schlimmen Meinungen Jener, welche, die von Christus dem Herrn in seiner Kirche angeordnete Regierungsform verkehrend, leugnen, dass Petrus allein im Vorzuge vor den übrigen Aposteln, sowohl vor jedem von ihnen einzeln genommen, als auch vor allen zusammen, mit dem wahren und eigentlichen Primat der Jurisdiction von Christus bekleidet worden ist; oder welche behaupten, dass dieser Primat nicht unmittelbar und direct dem

heiligen Petrus selbst, sondern der Kirche, und durch diese erst jenem, als dem Diener ebendieser Kirche, übertragen worden sei.

Si quis igitur dixerit, beatum Petrum Apostolum non esse a Christo Domino constitutum Apostolorum omnium principem et totius Ecclesiae militantis visibile caput; vel eundem honoris tantum, non autem verae propriaeque jurisdictionis primatum ab eodem Domino nostro Jesu Christo directe et immediate accepisse; — anathema sit.

Wer daher sagt, dass der heilige Apostel Petrus nicht von Christus dem Herrn als Fürst aller Apostel und als das sichtbare Haupt der ganzen streitenden Kirche bestellt sei; oder dass ebenderselbe lediglich einen Ehrenprimat, nicht aber den Primat wahrer und eigentlicher Jurisdiction von demselben Jesus Christus unserem Herrn direct und unmittelbar empfangen habe: der sei im Banne.

Zweites Hauptstück. Von der immerwährenden Fortdauer des Primates des heiligen Petrus in den römischen Päpsten.

Was aber der Fürst der Hirten und grosse Hirt seiner Schafe, der Herr Christus Jesus, in der Person des heiligen Apostels Petrus zum immerwährenden Heile und bleibenden Wohle der Kirche angeordnet hat, das muss nothwendig nach ebendesselben Veranstaltung in der Kirche, welche auf den Felsen gegründet feststehen wird bis an das Ende der Zeiten, ununterbrochen fortdauern. In der That — Niemandem ist es zweifelhaft, allen Jahrhunderten vielmehr ist es kund, dass der heilige und seligste Petrus, der Apostel Fürst und Haupt, des Glaubens Säule und der katholischen Kirche Grundfeste, von unserem Herrn Jesus Christus, dem Heiland und Erlöser des Menschengeschlechtes, die Schlüssel des Himmelreiches empfangen hat, und dass derselbe bis zu dieser Zeit und immer in seinen Nachfolgern, den Bischöfen des von ihm gegründeten und durch sein Blut geweihten heiligen römischen Stuhles, lebt und vorsteht und richtet. (Vergl. das Concil von Ephesus in seiner III. Verhandlung.) Wer daher auf diesem Stuhle dem Petrus nachfolgt, der besitzt gemäss Christi eigener Anordnung den Primat des Petrus über die gesammte Kirche. Immerdar bleibt also, was die Wahrheit bestimmt hat, und der heilige Petrus, in der empfangenen Felsenstärke verharrend, hat das einmal ergriffene Steuerruder der Kirche nicht verlassen. (Der heilige Leo der Grosse in seiner III. [in and. Ausg. II.] Rede, 3. Hauptstück.) Aus diesem Grunde war es stets nothwendig, dass mit der römischen Kirche wegen ihres machtvolleren Vorranges die ganze Kirche zusammengehe, das heisst, die Gläubigen von überall, damit sie in jenem Stuhle, von welchem die Rechte der ehrwürdigen Gemeinschaft auf alle ausströmen, gleichwie im Haupte verbundene Glieder, in einen wohlgefügten Leib zusammenwachsen. (Vergl. des heiligen Irenäus III. Buch gegen die Häresien, 3. Hauptst., und das Concil von Aquileja im J. 381 [unter den Briefen des heiligen Ambrosius, Brief XI].)

Nr. 4937 (202). Röm. Curie. 18. Juli 1870.

Si quis ergo dixerit, non esse ex ipsius Christi Domini institutione, seu jure divino, ut beatus Petrus in primatu super universam ecclesiam habeat perpetuos successores; aut Romanum Pontificem non esse beati Petri in eodem primatu successorem; — anathema sit.

Wer also sagt, es beruhe nicht auf Anordnung Christi des Herrn selber oder nicht auf göttlichem Rechte, dass der heilige Petrus in dem Primat über die gesammte Kirche immerwährend Nachfolger habe; oder der römische Papst sei nicht der Nachfolger des heiligen Petrus in demselben Primate: der sei im Banne.

Drittes Hauptstück. Von der Bedeutung und Beschaffenheit des Primates des römischen Papstes.

Gestützt sonach auf die offenbaren Zeugnisse der heiligen Schrift und festhaltend an den deutlichen und klaren Bestimmungen Unserer Vorgänger, der römischen Päpste, sowohl, als auch der allgemeinen Concilien, erneuern Wir den Ausspruch des ökumenischen Conciliums von Florenz, welchem gemäss von allen Christgläubigen zu glauben ist, dass der heilige apostolische Stuhl und der römische Papst den Primat über den ganzen Erdkreis inne hat, und dass ebendieser römische Papst der Nachfolger des Apostelfürsten Petrus und der wahre Statthalter Christi, das Haupt der ganzen Kirche und aller Christen Vater und Lehrer ist, und dass ihm im heiligen Petrus die volle Gewalt, die gesammte Kirche zu weiden, zu leiten und zu regieren, von unserem Herrn Jesus Christus übertragen ist, wie dies auch in den Verhandlungen der ökumenischen Concilien und in den heiligen Canones enthalten ist.

Mithin lehren und erklären Wir, dass nach der Anordnung des Herrn die römische Kirche über alle andern den Vorrang der ordentlichen Amtsgewalt inne hat, und dass diese, wahrhaft bischöfliche Jurisdictionsgewalt des römischen Papstes eine unmittelbare ist, welcher gegenüber die Hirten und Gläubigen jeglichen Ritus und Ranges, sowohl jeder einzelne für sich, wie alle insgesammt, die Pflicht hierarchischer Unterordnung und wahren Gehorsames haben, nicht allein in Sachen des Glaubens und der Sitten, sondern auch in Sachen der Disciplin und Regierung der über den ganzen Erdkreis verbreiteten Kirche, so dass, indem die Einheit sowohl der Gemeinschaft als desselben Glaubensbekenntnisses mit dem römischen Papste bewahrt bleibt, die Kirche Christi eine Heerde ist unter einem höchsten Hirten. Dies ist die Lehre der katholischen Wahrheit, von welcher Niemand ohne Gefährdung des Glaubens und des Heiles abweichen kann. || Weit entfernt aber, dass diese Gewalt des Papstes jener ordentlichen und unmittelbaren bischöflichen Jurisdictionsgewalt Eintrag thue, kraft deren die Bischöfe, welche vom heiligen Geiste gesetzt an die Stelle der Apostel nachgefolgt sind, als wahre Hirten die ihnen zugewiesenen Heerden, jeder die seinige, weiden und regieren, wird vielmehr ebendiese von dem höchsten und allgemeinen Hirten zur Geltung gebracht, gefestigt

und vertheidigt, wie der heilige Gregor der Grosse sagt: „Meine Ehre ist die Ehre der allgemeinen Kirche. Meine Ehre ist meiner Brüder gesicherte Kraft. Dann bin ich wahrhaft geehrt, wann jedem derselben die gebührende Ehre nicht versagt wird". (Der heilige Gregor der Grosse an Eulogius von Alexandrien [im 30. Briefe des VIII. Buches].) || Aus jener höchsten Gewalt des römischen Papstes, die ganze Kirche zu regieren, folgt ferner, dass ihm auch das Recht zusteht, in der Ausübung dieses seines Amtes frei mit den Hirten und Heerden der ganzen Kirche zu verkehren, damit dieselben von ihm auf dem Wege des Heiles gelehrt und gelenkt werden können. Darum verurtheilen und verwerfen Wir die Aufstellungen Jener, welche sagen, es könne dieser Verkehr des Oberhauptes mit den Hirten und Heerden erlaubter Weise verhindert werden, oder welche denselben von der weltlichen Gewalt abhängig machen, so dass sie behaupten, das, was vom apostolischen Stuhle oder in dessen Vollmacht bezüglich der Regierung der Kirche verordnet wird, habe keine Kraft und Giltigkeit, wenn es nicht durch die Gutheissung der weltlichen Gewalt bestätigt werde. || Und weil der römische Papst vermöge des göttlichen Rechtes des apostolischen Primates der gesammten Kirche vorsteht, lehren Wir auch und erklären, dass er der höchste Richter der Gläubigen ist (Breve des Papstes Pius VI. v. 28. Nov. 1786, welches beginnt mit den Worten: Super soliditate), und dass in allen Sachen, welche kirchlicher Entscheidung unterliegen, sein Richterspruch angerufen werden kann (so das II. ökumenische Concil von Lyon), dass hingegen das Urtheil des apostolischen Stuhles, über welchem es keine höhere Gewalt gibt, von Niemandem einem neuen Erkenntniss unterzogen werden darf, sowie es auch Niemandem zusteht, über dessen Urtheil zu Gericht zu sitzen (Papst Nikolaus I. in seinem Schreiben an den Kaiser Michael). Deshalb irren Jene vom rechten Pfade der Wahrheit ab, welche behaupten, es sei erlaubt, von den Urtheilssprüchen der römischen Päpste an ein ökumenisches Concil, als an eine über dem römischen Papste stehende Autorität, Berufung einzulegen.

Si quis itaque dixerit, Romanum Pontificem habere tantummodo officium inspectionis vel directionis, non autem plenam et supremam potestatem jurisdictionis in universam Ecclesiam, non solum in rebus, quae ad fidem et mores, sed etiam in iis, quae ad disciplinam et regimen Ecclesiae per totum orbem diffusae pertinent; aut eum habere tantum potiores partes, non vero tantam plenitudinem hujus supremae potestatis; aut hanc ejus potestatem non esse ordinariam et immediatam, sive in omnes et singulas

Wer daher sagt, der römische Papst habe lediglich das Amt der Aufsicht oder Führung, nicht aber die volle und höchste Jurisdictions-Gewalt über die ganze Kirche, nicht nur in Sachen des Glaubens und der Sitten, sondern auch in Sachen, welche die Disciplin und die Regierung der über die ganze Erde verbreiteten Kirche betreffen; oder derselbe besitze nur den bedeutenderen Antheil, nicht aber die ganze Fülle dieser höchsten Gewalt; oder diese seine Gewalt sei keine ordentliche und unmittel-

Nr. 4937 (202). Röm. Curie. 18. Juli 1870.

ecclesias, sive in omnes et singulos pastores et fideles; — anathema sit.

bare, sei es über alle und jegliche Kirchen, oder über alle und jegliche Hirten und Gläubigen: der sei im Banne.

Viertes Hauptstück. Von dem unfehlbaren Lehramte des römischen Papstes.

Dass aber der apostolische Primat, welchen der römische Papst als Nachfolger des Apostelfürsten Petrus über die ganze Kirche inne hat, auch die höchste Lehrgewalt in sich schliesst, hat dieser heilige Stuhl allezeit festgehalten, wird durch die stete Handlungsweise der Kirche bestätigt und haben selbst die ökumenischen Concile erklärt, jene vor allen, auf welchen das Morgenland mit dem Abendlande zur Einheit des Glaubens und der Liebe sich verband. Denn die Väter des vierten Concils von Constantinopel haben, in die Fusstapfen ihrer Vorfahren tretend, folgendes feierliche Bekenntniss abgelegt: „Die erste Heilsbedingung ist, die Regel des rechten Glaubens zu bewahren. Und wie der Ausspruch unseres Herrn Jesus Christus nicht vergehen kann, wo er sagt: Du bist Petrus, und auf diesen Felsen will ich meine Kirche bauen, so wird das, was hier gesagt worden, auch bewährt durch den thatsächlichen Erfolg, indem auf dem apostolischen Stuhle stets die katholische Religion unbefleckt bewahrt und die heilige Lehre hochgehalten worden ist. Von seinem Glauben und von seiner Lehre wollen wir daher in keiner Weise getrennt sein und hoffen so gewürdigt zu werden, in jener einen Gemeinschaft zu stehen, welche der apostolische Stuhl verkündet, worin die ganze und wahre Festigkeit der christlichen Religion beruht". (Aus der Glaubensformel des heiligen Papstes Hormisdas, wie dieselbe von Papst Hadrian II. den Vätern des VIII. ökumenischen Concils, des IV. von Constantinopel, vorgelegt und von ihnen unterzeichnet worden ist.) Und unter Zustimmung des zweiten Concils von Lyon haben die Griechen das Bekenntniss ausgesprochen: „Dass die heilige römische Kirche den höchsten und vollen Primat und Vorrang über die ganze katholische Kirche inne hat, welchen sie von dem Herrn selber in dem heiligen Petrus, dem Fürsten oder Haupt der Apostel, dessen Nachfolger der römische Papst ist, mit der Fülle der Gewalt erhalten zu haben wahrhaft und demüthig anerkennt; und wie sie vor allen anderen verpflichtet ist, die Wahrheit des Glaubens zu vertheidigen, so müssen auch Glaubensfragen, welche sich etwa erheben, durch ihr Urtheil entschieden werden." Das Concil von Florenz endlich hat als Glaubenssatz festgestellt: „dass der römische Papst der wahre Statthalter Christi, der ganzen Kirche Haupt und aller Christen Vater und Lehrer ist, und dass ihm im heiligen Petrus von unserem Herrn Jesus Christus die volle Gewalt übertragen worden ist, die gesammte Kirche zu weiden, zu leiten und zu regieren." || Um diesem Hirtenamte zu genügen, haben Unsere Vorgänger fort und fort ihr unermüdliches Streben darauf gerichtet, dass die heilbringende Lehre Christi bei allen Völkern der Erde verbreitet werde; und

Nr. 4937 (202). Röm. Curie. 18. Juli 1870.

mit gleicher Sorgfalt haben sie darüber gewacht, dass, wo diese Lehre angenommen worden, sie auch lauter und rein bewahrt werde. Deshalb haben die Bischöfe der ganzen Welt, bald einzeln, bald in Synoden versammelt, nach der langen Gewohnheit der Kirchen und nach dem Vorbild der uralten Regel handelnd, insbesondere jene gefährlichen Schwierigkeiten, welche in Glaubenssachen auftauchten, vor diesen apostolischen Stuhl gebracht, damit vor Allem da die Schäden des Glaubens beseitigt würden, wo der Glaube keinen Abbruch erfahren kann. (Vergl. den heiligen Bernhard im 190. Briefe.) Die römischen Päpste aber haben, je nach Zeiten und Umständen, bald ökumenische Concilien berufen oder sonstwie von der Ueberzeugung der über den Erdkreis verbreiteten Kirche sich Kenntniss verschafft, bald sich der Particularsynoden oder anderer Mittel bedient, welche die göttliche Vorsehung an die Hand gab, und dann das festzuhalten entschieden, was sie als übereinstimmend mit der heiligen Schrift und mit den apostolischen Ueberlieferungen unter Gottes Beistand erkannten. Denn der heilige Geist ist den Nachfolgern des Petrus nicht um deswillen verheissen, damit sie vermöge einer von ihm erhaltenen Offenbarung eine neue Lehre kundmachen, sondern damit sie unter dessen Beistande die durch die Apostel überlieferte Offenbarung oder Hinterlage des Glaubens heilig bewahren und treu auslegen. Und zwar haben ihre apostolische Lehre alle ehrwürdigen Väter angenommen, und die rechtgläubigen heiligen Lehrer haben dieselbe geehrt und sind ihr gefolgt. Denn sie hatten die vollkommenste Ueberzeugung, dass dieser Stuhl des heiligen Petrus stets von allem Irrthum unversehrt bleibt — gemäss der göttlichen Verheissung unseres Herrn und Heilandes, welche dem Oberhaupte seiner Jünger geworden ist: „Ich habe für dich gebetet, auf dass dein Glaube nicht abnehme, und du hinwieder bestärke dereinst deine Brüder.“ || Diese Gnadengabe der Wahrheit und des nie abnehmenden Glaubens ist also dem Petrus und seinen Nachfolgern auf diesem Lehrstuhle von Gott verliehen worden, damit sie ihres erhabenen Amtes zum Heile Aller walteten, damit die gesammte Heerde Christi durch sie von der vergifteten Lockspeise des Irrthums abgezogen und auf der Weide der himmlischen Lehre genährt werde, damit endlich aller Anlass zur Spaltung entfernt und so die ganze Kirche in ihrer Einheit bewahrt werde und auf ihrer Grundfeste ruhend fest dastehe gegen die Pforten der Hölle. || Da nun aber in der gegenwärtigen Zeit, wo die heilbringende Wirksamkeit des apostolischen Amtes höchst dringend vonnöthen ist, nicht Wenige sich finden, welche dessen Würde und Ansehen herabsetzen, so erachten Wir es durchaus für nothwendig, das Vorrecht, welches der eingeborene Sohn Gottes mit dem höchsten Hirtenamte zu verbinden die Gnade hatte, feierlich auszusprechen.

Itaque Nos traditioni a fidei Christianae exordio perceptae fideliter inhaerendo, ad Dei Salvatoris nostri gloriam, religionis Catholicae exalta-

Indem wir daher an der vom Anbeginn des christlichen Glaubens überkommenen Ueberlieferung treu festhalten, lehren Wir, mit Zustimmung

Nr. 4937 (202). Röm. Curie. 18. Juli 1870.

tionem et Christianorum populorum salutem, sacro approbante Concilio, docemus et divinitus revelatum dogma esse declaramus: Romanum Pontificem, cum ex Cathedra loquitur, id est, cum omnium Christianorum Pastoris et Doctoris munere fungens, pro suprema sua Apostolica auctoritate doctrinam de fide vel moribus ab universa Ecclesia tenendam definit, per assistentiam divinam, ipsi in beato Petro promissam, ea infallibilitate pollere, qua divinus Redemptor Ecclesiam suam in definienda doctrina de fide vel moribus instructam esse voluit; ideoque ejusmodi Romani Pontificis definitiones ex sese, non autem ex consensu Ecclesiae irreformabiles esse.

des hl. Concils, zur Ehre Gottes unseres Heilandes, zur Erhöhung der katholischen Religion und zum Heile der christlichen Völker, und erklären es als einen von Gott geoffenbarten Glaubenssatz: dass der römische Papst, wenn er von seinem Lehrstuhle aus (ex cathedra) spricht, das heisst, wenn er in Ausübung seines Amtes als Hirt und Lehrer aller Christen, kraft seiner höchsten apostolischen Gewalt, eine von der gesammten Kirche festzuhaltende, den Glauben oder die Sitten betreffende Lehre entscheidet, vermöge des göttlichen, im heiligen Petrus ihm verheissenen Beistandes jene Unfehlbarkeit besitzt, mit welcher der göttliche Erlöser seine Kirche in Entscheidung einer den Glauben oder die Sitten betreffenden Lehre ausgestattet wissen wollte, und dass daher solche Entscheidungen des römischen Papstes aus sich selbst, nicht aber erst durch die Zustimmung der Kirche*), unabänderlich sind.

Sic quis autem huic Nostrae definitioni contradicere, quod Deus avertat, praesumpserit; — anathema sit.

So aber Jemand dieser Unserer Entscheidung, was Gott verhüte, zu widersprechen wagen sollte: der sei im Banne.

Gegeben zu Rom in der öffentlichen feierlichen Sitzung in der Basilica des Vatican, seit der Menschwerdung des Herrn im Jahre 1870, am 18. Juli, im 25. Jahre Unseres Papstthums.

Für die Aechtheit:

Joseph, Bischof von St. Pölten,
Secretär des vaticanischen Concils.

Die oben mitgetheilte erste dogmatische Constitution von der Kirche Christi, welche mit den Worten beginnt: „Pastor aeternus", wurde in der vierten öffentlichen Sitzung des vaticanischen Concils, am 18. Juli 1870, mit 533 Stimmen angenommen. Zwei der anwesenden Väter, der Bischof Fitzgerald

*) Die Einschaltung der Worte „non autem ex consensu ecclesiae" erfolgte erst auf Grund eines von spanischen Bischöfen am 15. Juli gestellten Antrages. Trotz der grossen Bedeutung dieses Zusatzes wurde darüber keine Berathung im Concil veranlasst, sondern nur von Seite der dogmatischen Commission in der Generalcongregation vom 16. Juli deren Zustimmung zu diesem Antrage mitgetheilt.

von Little-Rock und der Bischof Riccio von Caiazzo (Sicilien), stimmten mit Non placet. Hierauf verkündete der Papst die Constitution mit den Worten: „Die Beschlüsse und Kanones, die in der soeben gelesenen Constitution enthalten sind, erhielten die Zustimmung aller Väter, zwei ausgenommen, und Wir, unter Zustimmung des Concils, definiren und bestätigen kraft apostolischer Autorität dieselben, wie sie gelesen worden sind.“ — Nachdem die solenne Verkündigung geschehen war, hielt Pius IX. folgende Ansprache an die Väter: „Die höchste Autorität des römischen Bischofs, ehrwürdige Brüder, unterdrückt nicht, sondern unterstützt, zerstört nicht, sondern erbaut, und sehr oft bestärkt sie in der Würde, einigt in der Liebe, festigt und schützt der Brüder, nämlich der Bischöfe, Rechte. Darum mögen diejenigen, die nur in der Aufregung urtheilen, wissen, dass der Herr nicht in der Aufregung ist (3. Kön. 19, 11). Sie mögen sich erinnern, dass sie vor wenig Jahren, da sie noch die entgegengesetzte Meinung hatten*), in Unserem Sinne und im Sinne des grösseren Theiles dieser höchst zahlreichen Versammlung sich gefallen haben; aber damals urtheilten sie unter dem Hauche des linden Säuselns (vgl. 3. Kön. 19, 12). Können denn beim Fällen eines und desselben Urtheiles zwei entgegengesetzte Gewissen walten? Das sei fern! Möge darum Gott die Geister und Herzen erleuchten; und weil er allein es ist, der grosse Wunder vollbringt, so erleuchte er die Geister und Herzen, damit alle herantreten können an den Busen ihres Vaters, des unwürdigen Statthalters Jesu Christi auf Erden, der sie liebt, sie schützt und eines mit ihnen zu sein wünscht, und damit wir, durch das Band der Liebe verbunden, zusammen kämpfen können die Kämpfe des Herrn, dergestalt, dass unsere Feinde, statt unser zu spotten, vielmehr uns fürchten und endlich einmal die Waffe der Bosheit vor der Wahrheit strecken, und so Alle mit dem heiligen Augustinus sagen können: Du hast mich gerufen in dein wunderbares Licht, und siehe, ich sehe.“ (S. lat. Orig. Fessler l. c. p. 93).

Nr. 4937 (202). Röm. Curie. 18. Juli 1870.

Nr. 4938. (203.)

OESTERREICH. Vortrag des Ministers für Cultus und Unterricht (v. Stremayer) an den Kaiser. — Beantragt die Aufhebung des kaiserl. Patentes vom 5. November 1855, mit welchem dem Concordate gesetzliche Kraft verliehen wurde.

Im Auszuge mitgetheilt in der kaiserl. Wiener Zeitung vom 20. Aug. 1870.

Durch die Convention vom 18. August 1855, welche Euere Majestät mit Sr. Heiligkeit dem jetzt regierenden Papste Pius IX. zu vereinbaren und in dem Patente vom 5. November desselben Jahres, R. G. B. Nr. 195, kundzumachen und zu der Geltung eines Staatsgesetzes zu erheben geruhten, haben

Nr. 4938 (203). Oesterreich. 25. Juli 1870.

*) Vergl. Nr. 4854 (119).
**) St.-A. (Actenstücke) Nr. 4804 (69).

Nr. 4938 (203). Oesterreich. 25. Juli 1870.

Euere Majestät in landesväterlicher Fürsorge und Weisheit die Beziehungen zwischen der katholischen Kirche und der österreichischen Staatsgewalt auf eine feststehende rechtliche Grundlage zurückgeführt. || Euere Majestät haben mit diesem Staatsacte ein neues und umfassendes öffentliches Recht geschaffen, innerhalb dessen eine Reihe von Verhältnissen, deren Eigenthümlichkeit bereits vielfach zur Beunruhigung und Verwirrung der politischen Zustände beigetragen hatte, ihre genaue und wohlerwogene Ordnung fand. Euere Majestät haben zugleich diesem neuen Rechte alle Garantien eines thunlichst dauerhaften Bestandes verliehen, indem Allerhöchstdieselben für diese Festsetzungen eine Form wählten, in welcher ihnen einerseits die vertragsmässige Anerkennung und Aufrechthaltung seitens des Oberhauptes der katholischen Kirche zugesichert, andererseits die Kraft und Geltung eines Staatsgesetzes verliehen war. || Die gesetzlichen Bestimmungen, welche auf diese Vereinbarung zurückführen, bestehen gegenwärtig nicht mehr sämmtlich in Kraft. Zwingende Rücksichten des öffentlichen Wohles haben Euere Majestät bestimmt, das Recht der Ehe, das Unterrichtswesen und die Beziehungen zwischen den im Staate zusammenlebenden Confessionen auf neuen und anderen Grundlagen zu constituiren, als welche hiefür in dem Patente vom 5. November 1855 angenommen waren. Auf diese Art ist eine Reihe von Artikeln des citirten Patents vollständig ausser Kraft gesetzt worden. Einige andere Bestimmungen des Patents sind — wenn auch in mehr mittelbarer und weniger vollständiger Weise — in Folge verschiedener Bestimmungen der Staatsgrundgesetze ausser Geltung gekommen; so namentlich einige Bestimmungen betreffend die staatliche Judicatur über Kleriker und die Ausübung der kirchlichen Strafrechte. An der rechtlichen Statthaftigkeit all dieser legislativen Reformen konnte kein Zweifel bestehen. Als Staatsgesetz musste das Concordat allen den Rücksichten unterliegen, welche überhaupt für die Modificirung und Beseitigung gesetzlicher Bestimmung maassgebend erscheinen, und selbst von jenem Gesichtspunkte, von welchem aus es als ein Vertrag erschien, konnte nicht übersehen werden, dass ein Vertrag zwischen souveränen Gewalten, wie es die des Staates und der Kirche sind, nach eben jenem Rechte, welches für internationale Verträge ausnahmslos und unbestritten gilt, nicht für alle kommenden Zeiten und alle immer gearteten Umstände, sondern nur unter der bekannten, allen völkerrechtlichen Transactionen stillschweigend hinzugesetzten Bedingung, der sich gleichbleibenden Verhältnisse, abgeschlossen sein konnte, und dass die grossen staatsrechtlichen und politischen Reformen, welche sich in Oesterreich seit einem Decennium vollziehen, eben als eine solche Aenderung der Umstände erscheinen mussten, welche den abgeschlossenen Vertrag in den abgeänderten Punkten recissibel machten. || In dem gegenwärtigen Augenblicke gelangt das auf das Concordat zurückgehende öffentliche Recht in eine andere Phase. Es sind neuerdings Verhältnisse eingetreten, welche auf die betreffenden gesetzlichen Bestimmungen noch viel stärker zurückwirken müssen, als jene Umwälzungen innerhalb unseres Staatswesens, deren ich oben gedacht habe.

Konnte sich in Folge der letzteren mit der Beseitigung einzelner Sätze des bestehenden Rechts begnügt werden, so bestimmen mich die diesmal maassgebenden Umstände, Euerer Majestät die allerunterthänigste Bitte um die gänzliche Beseitigung der gesetzlichen Kraft jener noch bestehenden Festsetzungen des Concordats, beziehungsweise um die allergnädigste Verfügung zu unterbreiten, die Abolirung des Patents vom 5. Nov. 1855 überhaupt Allerhöchst aussprechen zu wollen. || Befanden sich die Umstände und Umwälzungen, welche bisher für die Beseitigung jener einzelnen Bestimmungen des Concordats — insbesondere der eherechtlichen, unterrichtlichen und interconfessionellen — bestimmend waren, sämmtlich auf der Seite und innerhalb der Bereiche des Staates, so ist es diesmal die Kirche, von deren Seite und aus deren Kreisen der Anstoss zu der neuen Entwicklung hervorgeht. || Es ist allbekannt, dass innerhalb der katholischen Kirche seit mehr als drei Jahrzehnten eine Bewegung begonnen hat, welche, so löblich auch ihre Ausgangspunkte und so ehrenwerth auch die Personen und nächsten Tendenzen ihrer Leiter waren, schliesslich doch nur dahin geführt hat, extremen Parteien eine fast unbestrittene Oberhand zu verschaffen. Gestützt auf die nicht ganz ungerechtfertigte Annahme, dass dem steigenden Indifferentismus unserer Tage nur eine kräftigere Entfaltung des religiösen Lebens und eine auch nach aussen hin wirksamere Bethätigung des geistlichen Einflusses abzuhelfen vermöchte, hat diese Richtung unablässig nach einer grösseren Centralisirung des kirchlichen Regiments und zu diesem Ende wieder nach möglichster Stärkung der päpstlichen Machtvollkommenheit gestrebt. Bekanntlich standen sich, was die kirchlichen Gewalt- und insbesondere Jurisdictionsfragen anlangt, seit jeher zwei Parteien innerhalb der Kirche gegenüber, die Anhänger des sogenannten Episcopal- und die des Papal- oder Curialsystems. Während jene Partei die volle kirchliche Souveränetät nur der Gesammtheit der Bischöfe attribuirt und so die Summe der Kirchengewalt auf die breite Grundlage aller der in dem clericalen Theile der Kirche vereinigten Weisheit und Frömmigkeit zurückführt, lehrt die zweitgenannte Schule, dass dem sichtbaren Oberhaupte der katholischen Kirche die gleiche Machtvollkommenheit zukomme, wie der Gesammtheit der Bischöfe, dass also der Papst selbst und allein die ganze christliche Offenbarungslehre „in scrinio pectoris sui" einschliesse und ebenso selbst und allein über die ganze Disciplin der Kirche zu verfügen die Macht habe. || Bisher fehlte eine dogmatische Entscheidung zwischen den beiden Ansichten. Die Praxis der Kirche folgte wie immer, wo zwischen einem unzweifelhaften und einem erst noch durchzuführenden Anspruche die Wahl steht, der ersteren Auffassung. Erst in Folge jener Bewegung, deren ich oben gedacht habe, ist es den Anhängern der unbedingten schrankenlosen Primatialgewalt gelungen, ihrer Ansicht auch die dogmatische Anerkennung zu verschaffen. Es war der Gipfel und die Summe aller dieser Bestrebungen, dass von dem jetzt tagenden ökumenischen Concil und zwar in der solennen Sitzung vom 18. Juli des heurigen Jahres der Satz von der Unfehlbarkeit des Papstes

Nr. 4938 (203). Oesterreich. 25. Juli 1870.

in allen Sachen des Glaubens und der Moral als Dogma der katholischen Kirche, unter der ausdrücklichen Sanction des grossen Bannes, formulirt und feierlichst proclamirt wurde. || Mit diesem neuen — nur nach dem beharrlichsten Widerstande selbst der treuesten Söhne der Kirche angenommenen — Lehrsatze hat sich die katholische Kirche auf ihr bisher fremde Gebiete begeben. Es ist damit innerhalb dieser Kirche eine so tiefgehende Umwälzung zu Stande gekommen, dass insbesondere die Rückwirkung derselben auf alle bisher bestandenen Beziehungen zwischen der Staatsgewalt und der Kirche nicht ausbleiben kann. || So ist es denn auch der Anlass dieses neuen Dogmas, welcher mich zu dem gegenwärtigen allerunterthänigsten Antrage bestimmt. Zur Unterstützung desselben erlaube ich mir hier ehrfurchtsvollst Nachstehendes anzuführen. || Von vornherein muss jede Beziehung zu einer Gewalt, welche sich selbst als unbeschränkt und unbeschränkbar constituirt, Misstrauen und Besorgniss erregen. Allerdings soll die päpstliche Unfehlbarkeit nur in Sachen des Glaubens und der Moral gelten; allein einerseits ist offenbar, dass demjenigen, der überhaupt nicht irren kann, auch nur allein die Beurtheilung zukommen kann, was Sache des Glaubens und der Moral sei, was also in seine Competenz hineinfalle; andererseits ist bekannt, dass die katholische Kirche und speciell die Päpste von jeher die Grenzen der kirchlichen Zuständigkeit sehr weit gesteckt und thatsächlich in dieselben das ganze praktische Verhalten der Menschen zu einander hineingezogen haben. || Insbesondere hat die Kirche von jeher grosse und wichtige Theile des staatlichen Lebens für ihre ausschliessliche Competenz vindicirt. || Ich erlaube mir in dieser Hinsicht nur an die hierokratischen Staatslehren der meisten Canonisten, dann an den der päpstlichen Encyclica vom 8. September 1864 angehängten sogenannten Syllabus und an die bereits von dem gegenwärtigen Concil zum Beschlusse erhobenen Schemata zu erinnern. In dem Syllabus wird — um nur Einiges zu erwähnen — als ein error de ecclesia ejusque juribus verdammt, dass die Kirche nicht die Macht habe, Gewaltmittel anzuwenden, oder dass sie sonst keine weltliche oder indirecte Gewalt besitze (Nr. 24); als ein Irrthum über das Sittengesetz, dass die bürgerlichen Gesetze von der kirchlichen Autorität abweichen könnten (Nr. 57); als ein error de societate civili, dass die Staatsgewalt sich in Sachen der Sittenzucht einmengen dürfe (Nr. 54: se immiscere rebus, quae ad mores pertinent). Ja, es wird sogar das völkerrechtliche Princip der Nichtintervention als ein der kirchlichen Lehre widerstreitender verdammenswerther Irrthum „de ethica naturali“ bezeichnet (Nr. 62)! Es bedarf wohl keiner näheren Ausführung, dass derlei kirchliche Uebergriffe durch die neue Lehre von der Unfehlbarkeit eine besondere Gefährlichkeit erhalten und dass es insbesondere der Staat ist, welcher durch Sätze von der Art der vorangegangenen und durch die zu Gunsten derselben in Aussicht stehende Anwendung der neuen päpstlichen Machtvollkommenheit bedroht wird. || Es ergibt sich daher, dass gegenüber einer Gewalt, welche sich derartige Competenzen vindicirt und sich zugleich als unfehlbar bezeichnet, das bisherige

Nr. 4938 (203). Oesterreich. 25. Juli 1870.

Verhalten der Staatsgewalt nicht länger ausreicht. Es tritt vielmehr an diese letzte die Aufgabe heran, nach Mitteln zu suchen, mit denen sich den gefährlichen Folgen, welche aus dem neuen Dogma für den Staat selbst, sowie für das bürgerliche Leben entstehen, begegnen lässt. || Der Regierung Euerer Majestät bot sich in dieser Hinsicht zunächst der Weg der Prävention. Es hätte Euerer Majestät der Antrag auf eine Einrichtung unterbreitet werden können, vermöge welcher der Verkehr zwischen der römischen Curie, den inländischen Kirchenvorstehern und den Gläubigen einer gleichen oder ähnlichen Beschränkung und Beaufsichtigung unterzogen worden wäre, wie dies bis zu dem allerhöchsten Patente vom 18. April 1850 thatsächlich der Fall war (Placetum regium). Eine solche Maassregel würde sohin nicht nur diesem Allerhöchsten Patente, sondern auch den bisher in Kraft verbliebenen Artikeln 2 und 3 des Patentes vom 5. November 1855 derogirt haben. || Allein nach reiflicher Erwägung aller Umstände kann sich Euerer Majestät Regierung nicht bestimmt finden, Euerer Majestät einen dahin gehenden Antrag allerunterthänigst vorzulegen. Die Regierung Euerer Majestät will auch bei der dermalen geschaffenen Sachlage und auch der katholischen Kirche gegenüber nicht von jenen Grundsätzen abweichen, welche Euere Majestät allergnädigst als die Fundamente unseres Staatslebens zu sanctioniren geruht haben, insbesondere von dem Grundsatze, dass jedem Staatsbürger und jedem Vereine von Staatsbürgern, also auch den Religionsgesellschaften, alle mit der gemeinen Sicherheit und mit dem öffentlichen Wohle vereinbarliche Freiheit zukommt. Mit diesem Grundsatze würde sich eine Maassregel, wie die eben erwähnte, in keiner Weise vertragen. Das Placet ist nicht nur ein Act staatlicher Prävention, sondern überhaupt eine so specifische Maassregel der Bevormundung, wie sie wohl in dem Polizeistaate der letzten zwei Jahrhunderte, nicht aber auch in dem Rechtsstaate unserer Zeiten statthaft erscheint. || Es widerspricht aber nicht nur das Placet dem Grundsatze, dass der individuellen Freiheit, insolange sie nicht in gemeingefährlicher Weise ausschreitet, voller Spielraum gelassen und dass ihr auch unter dieser letzteren Voraussetzung regelmässig nur in repressiver, nicht in präventiver Weise begegnet werden soll, — sondern es lässt sich diese Maassregel und die mit ihr in nothwendigem Zusammenhang stehende der Ueberwachung des Verkehrs zwischen der Landeskirche und der römischen Curie mit speciellen Grundrechten der österreichischen Staatsbürger, so z. B. mit der Pressfreiheit, der Garantie des Briefgeheimnisses u. dgl., nicht vereinigen; ja, diese Maassregel würde den beabsichtigten Zweck überhaupt ganz und gar nicht erreichen, weil die das Gewissen der Gläubigen bindende Kraft eines Dogmas von keiner bestimmten Art der Publication abhängig ist („ut primum innotuerint"). || Vor Allem aber war hier die Erwägung maasgebend, dass eine derartige Maassregel der Würde und der Heiligkeit der Religion den empfindlichsten Abbruch thut. Der durch diese Maassregel betroffene Cultus wird von jener Höhe der freien Selbstbestimmung, auf welcher er allein seine erhabene Aufgabe zu erfüllen vermag, herabgezogen und — zum Nachtheile

Nr. 4938 (203). Oesterreich. 25. Juli 1870.

des Staates selbst — zu einer Staatsanstalt erniedrigt. || Ein solches Vorgehen würde der Regierung Euerer Majestät überhaupt und gegenüber jedem Cultusverbande unstatthaft erscheinen: es muss ihr aber ganz besonders unangenehm erscheinen, gerade der katholischen Kirche, zu welcher sich die grosse Mehrzahl aller Unterthanen Euerer Majestät bekennt, in einer derartigen — ein privilegium odiosum einschliessenden Weise zu begegnen, während alle übrigen Confessionen das Recht der freien Bewegung behalten würden. || Dagegen hält die Regierung Euerer Majestät dafür, dass den mit dem neuen Dogma verbundenen Gefahren für das gemeinsame Wesen durch die oben erwähnte Maassregel der vollständigen Abolirung des Patents vom 5. November 1855 in hinlänglich wirksamer Weise begegnet werden kann. || Zunächst ist diese Maassregel nicht sowohl von dem politischen als vielmehr von dem rechtlichen Gesichtspunkte in das Auge zu fassen. Es sind vor Allem Erwägungen rein juristischer Art, welche mich zu dem vorhin gestellten Antrage bestimmen. Es erscheint nämlich zweifellos, dass die Rückwirkung des neuen Dogmas in der ganzen Linie der Beziehungen zwischen Staat und Kirche auf keinem Punkte stärker hervortreten wird, als in den zwischen diesen beiden Gewalten über ihre gegenseitigen Grenzen bisher abgeschlossenen Vereinbarungen, den sogenannten Concordaten. || Wie immer man auch die rechtliche Natur der Concordate construiren mag, — ob man dieselben nun als wirkliche Verträge oder als Staats- und Kirchengesetze von zusammentreffendem Inhalte oder als eine Art internationaler Abmachungen oder wie sonst immer auffasst, stets werden dieselben als Acte angesehen werden müssen, durch welche — sei es nun in vertragsmässiger oder nur in vertragsähnlicher Weise — Recht gemacht, das gegenseitige Verhältniss der Compaciscenten auf eine objective Basis gestellt, dem freien Belieben auf der einen und anderen Seite eine rechtliche Schranke gezogen wird. Diese Wesenheit des Concordats, als eines Actes gegenseitiger Beschränkung und Verpflichtung, ist aber durch die neu proclamirte Eigenschaft des Papstes im Innersten berührt. Die Kirchengewalt hat hinfort in diesem Gebiete, dessen Umfang durch den allein maassgebenden Ausspruch des Papstes bestimmt wird, die ganze Machtvollkommenheit, den Vertrag nach eigenem Ermessen zu halten, zu interpretiren und zu brechen; es steht nicht mehr — was bei jedem Vertrage der Fall sein muss — Recht neben Recht, sondern neben einem schrankenlosen und uncontrolirbaren Arbitrium. Es ist nichts anderes, als wenn im gemeinen Rechtsverkehr ein Contrahent sich die ausschliessliche Befugniss vindicirte, den Vertrag zu interpretiren. Die Rechtswissenschaft lehrt, dass ein solcher Vertrag nichtig ist (l. 108, § 1. Dig. d. V. O.). Es ist klar, dass der Papst durch Verträge rein privatrechtlicher Natur auch fernerhin verpflichtet bleibt, und dass die Abschliessung von Vereinbarungen auf dem Gebiete der Concordate auf neuen Grundlagen nicht ausgeschlossen ist. Aber unbestreitbar bleibt es, dass das bereits abgeschlossene Concordat, wie eben dargethan, durch das neu proclamirte Dogma und dessen Consequenzen seine rechtliche Grundlage und Wirk-

samkeit eingebüsst hat. Dasselbe Resultat ergibt sich, wenn das Concordat vom Standpunkte eines internationalen Vertrages aufgefasst wird. Bei allen solchen Verträgen besteht, wie bereits oben erwähnt, nach anerkannten Rechtsprincipien die stillschweigende Bedingung der sich gleichbleibenden Verhältnisse: rebus sic stantibus. Das Verhältniss zwischen Staat und Kirche ist aber durch das neu proclamirte Dogma wesentlich geändert worden. Denn welche Veränderung der Verhältnisse könnte eingreifender sein, welche also mehr zu dem Rücktritte berechtigen, als die in Folge des neuen Dogmas hervorgerufene? Der Compaciscent ist ein anderer geworden; an Stelle der alten, historischen, limitirten Kirchengewalt ist eine neue, unbeschränkte und unbeschränkbare getreten. Die Gewalt, mit der pactirt wurde und die sich der Staat zu binden glaubte, indem er sich ihr selbst band, hat sich eben in jenen Dingen, in Rücksicht auf welche ihr gegenüber Rechte erworben werden sollten, als alleinige unfehlbare Richterin proclamirt. Wahrlich eine causa gravis, justa et rationabilis, welche schon nach der Ansicht der Canonisten und Scholastiker des Mittelalters zum Rücktritte von Concordaten berechtigte! Sehe ich endlich auf einzelne Bestimmungen des Concordates, so haben auch diese in Folge des neuen Dogmas einen neuen Inhalt, eine andere Bedeutung erlangt. Die jura et praerogativa der katholischen Kirche, die Art. 1 zu schützen verspricht, gewinnen dem infalliblen Papste gegenüber einen ganz andern Umfang; die doctrina ecclesiae ejusque vigens disciplina, deren Art. 34 erwähnt, ist in neue Bahnen getreten, und hat der österreichische Bischof nach Art. 20 dem Kaiser Treue zu schwören: sicut decet episcopum — wie es einem Bischofe geziemt — so hätte ein solcher Schwur nach dem neuen Dogma eigentlich die Bedeutung, dass er nur noch so weit gelte, als es der Papst gestatten will. Gestützt auf alle diese Gründe, kann ich nicht umhin, Euerer Majestät ehrfurchtsvoll meine rechtliche Ueberzeugung auszusprechen: dass die Vereinbarung vom 18. Aug. 1855, insoweit sie noch in Kraft steht, dermalen nicht nur mit vollem Fug und selbst nach allem Vertragsrechte vom Staate aufgehoben und als unverbindlich erklärt werden kann, sondern dass sie bereits thatsächlich und zwar vom heiligen Stuhle selbst durch Proclamirung des neuen Dogmas aufgehoben ist, und dass der Staatsgewalt nichts weiter mehr erübrigt, als diese ohnehin bereits eingetretene Folge auszusprechen, beziehungsweise jene Vereinbarung vom 18. Aug. 1855 als aufgehoben zu erklären. Es handelt sich hier nicht um einen Act aus der Initiative des Staates, sondern nur um die Anerkennung einer von kirchlicher Seite her geschaffenen Nothwendigkeit. Sonach können die bei dieser Maassregel eintretenden politischen Rücksichten auch nur erst in zweiter Linie in Betracht kommen. Diesfalls erlaube ich mir die allerunterthänigste Bemerkung, dass die in Aussicht genommene Maassregel auch aus dem Gesichtspunkte einer in Folge des neuen Dogmas nothwendig gewordenen Fürsorge zum Schutze der staatlichen Competenzen gegen Uebergriffe der Kirchengewalt zweckmässig und ausreichend zu sein scheint. Denn einmal erhält die Staats-

Nr. 4938 (203). Oesterreich. 25. Juli 1870.

gewalt durch diesen Schritt freie Hand, um allen gefährlichen Consequenzen des neuen Dogmas, die sich thatsächlich zeigen sollten, zu begegnen; andererseits wird dadurch Gelegenheit gegeben, die zur Durchführung der Artikel 14 und 15 des Staatsgrundgesetzes über die allgemeinen Rechte der Staatsbürger nothwendigen Specialvorschriften in einer den historisch gewordenen Verhältnissen der katholischen Kirche und deren speciellen Beziehungen zu der Staatsgewalt völlig entsprechenden Weise zu erlassen. Ich darf auch nicht verfehlen, Euerer Majestät ehrerbietigst zu bemerken, dass die von mir in Aussicht genommene Maassregel gewiss viel dazu beitragen wird, die durch die Proclamirung des Infallibilitätsdogmas hoch erregte öffentliche Meinung zu beruhigen. Worauf ich aber noch ein besonderes Gewicht legen muss, ist der Umstand, dass die Lösung des Concordates in dem gegenwärtigen Momente sich als eine Maassregel darstellt von hoher Wichtigkeit und Bedeutung im Interesse der katholischen Kirche selbst. Das katholische Bewusstsein bedarf in den weiten Kreisen, welche dem factiösen Treiben der ultramontanen Partei fern stehen, dabei aber nicht bar sind echt religiösen Gefühles, einer nachhaltigen Kräftigung; denn es erleidet durch das Dogma der Unfehlbarkeit einen schweren Schlag. Ich erkenne es aber als die Aufgabe Euerer Majestät, als des getreuesten Sohnes der Kirche, auch für das Interesse der katholischen Religion in dieser schweren Stunde der Gefahr einzustehen, indem Euere Majestät einen Act vollziehen, welcher es jedem guten Oesterreicher und eifrigen Katholiken ermöglicht, seinen Patriotismus mit der Glaubenstreue zu vereinen. Ich darf bei meinen allerunterthänigsten Anträgen auf die Unterstützung der Kirchenfürsten nicht zählen; denn die Schwierigkeit ihrer Stellung, welche nicht minder gross ist dem abgeschlossenen Concordate als dem neu proclamirten Dogma gegenüber, kann denselben in dem schweren Conflicte ihrer Gewissenspflichten kaum die Unbefangenheit des Blickes, aber auch dann nicht die Freiheit einer rückhaltlosen Meinungsäusserung zu Gunsten der bedrohten Staatsgewalt gestatten. Je erhabener ihre Tugenden, je grösser ihre Loyalität, desto sicherer erfüllt sie die Ueberzeugung, dass sie durch individuelles Wirken der drohenden Gefahr für den Staat zu begegnen vermöchten. Aber die Pflicht des treugehorsamsten Ministers Euerer Majestät ist es, Maassnahmen allerunterthänigst in Vorschlag zu bringen, welche die Regelung der wichtigsten Verhältnisse des Staatslebens, so weit menschliche Voraussicht reicht, unabhängig von wechselnden Personen im Interesse des Staates sich zur Aufgabe stellen.

Endlich darf ich auch die wichtige Frage nicht übergehen, ob durch die beantragte Aufhebung des Concordates nicht die Rechte Euerer Majestät in irgend welcher Weise geschädigt oder beeinträchtigt oder wenigstens neue höchst unangenehme Conflicte heraufbeschworen werden könnten. Nach meiner vollsten juristischen Ueberzeugung ist dies so wenig der Fall, als dies nach dem proclamirten Dogma der Unfehlbarkeit zu behaupten überhaupt möglich ist. Art. 19 des Concordates, welcher auch fernerhin als maassgebende Norm unverändert aufrecht erhalten bleibt, constatirt nämlich nicht erst das Recht

Eurer Majestät zur Ernennung der Bischöfe, sondern bezeichnet dasselbe als ein kraft eines Apostolischen, Höchstihren Allerdurchlauchtigsten Vorfahren ertheilten Indultes überkommenes Vorrecht. || Es ist damit nur das bestehende Recht als solches anerkannt, und da diese Anerkennung sich auf die Ueberkommung des Rechtes von den Allerdurchlauchtigsten Vorfahren, also auf einen speciellen Rechtstitel gründet, so ist dieselbe nach unbestreitbaren Rechtsgrundsätzen nicht ein rechtsconstituirender Act, sondern nur der Ausdruck einer juristischen Ueberzeugung des päpstlichen Stuhles selbst über das unabhängig davon bestehende Recht. Diese Rechtsanschauung und beziehungsweise das unbezweifelbar hingestellte Recht bleibt durch die Aufhebung des Uebereinkommens selbst ganz unberührt, und ein Abgehen davon auf Seite des päpstlichen Stuhles würde sich als offenbare Rechtsverletzung, d. i. als Negirung eines Rechtes darstellen, für dessen wirklichen, selbständigen Bestand sich die Kirchengewalt nun einmal in bestimmter Form ausgesprochen hat, ohne Unterschied, ob das bezügliche Uebereinkommen fortbesteht oder nicht. . . || Wien, den 25. Juli 1870.

Nr. 4938 (203). Oesterreich. 25. Juli 1870.

Nr. 4939. (204.)

OESTERREICH. Handschreiben des Kaisers an den Minister für Cultus und Unterricht v. Stremayer. — Anordnung der Aufhebung des Concordates.

Nr. 4939 (204). Oesterreich. 30. Juli 1870.

Nachdem das am 18. Aug. 1855 zu Wien abgeschlossene Uebereinkommen (Concordat) durch die neueste Erklärung des heil. Stuhles über die Machtvollkommenheit des Oberhauptes der katholischen Kirche hinfällig geworden ist und demzufolge mein Minister des Aeusseren die erforderlichen Schritte eingeleitet hat, um die formelle Aufhebung dieses Uebereinkommens dem päpstlichen Stuhle zu notificiren, so fordere ich Sie auf, die entsprechenden Verfügungen zu treffen und insbesondere diejenigen Gesetzesvorlagen für den Reichstag vorzubereiten, welche sich als nothwendig darstellen, um die noch geltenden Vorschriften meines Patentes vom 5. Nov. 1855 zur Regelung der Angelegenheiten der katholischen Kirche in meinem Reiche nach Maassgabe der Staatsgrundgesetze und mit Rücksicht auf die historisch gegebenen Verhältnisse abzuändern.

Wien, am 30. Juli 1870.

Franz Joseph.

Nr. 4940. (205.)

OESTERREICH. Depesche des Ministers des Auswärtigen (Grafen Beust) an den k. u. k. Geschäftsträger (v. Polombo) in Rom. — Notification der Aufhebung des Concordates.

Vienne, le 30 juillet 1870.

Nr. 4940 (205). Oesterreich. 30. Juli 1870.

Les derniers décrets du Concile, proclamant le dogme de l'Infaillibilité pontificale, n'ont pu être envisagés par le Gouvernement Impérial et Royal qu'avec un sentiment de profonde et légitime préoccupation. Ils résument, en effet, en leur donnant une consécration solennelle, des principes dont l'application doit nécessairement altérer les bases, sur lesquelles ont reposé jusqu'ici les rapports de l'Église avec l'État. Armé d'une autorité nouvelle qui le revêt d'une sorte d'omnipotence, le Souverain Pontife est institué juge suprême en matière de foi et de morale, lorsque ces matières reçoivent, en même temps, des définitions qui les étendent fort au delà du domaine réservé sans contestation à la compétence de l'Église. Un accroissement aussi considérable de la puissance dont le Chef de l'Église est dépositaire, oblige les Gouvernements à déployer plus de vigilance et d'énergie pour maintenir intacts leurs propres droits en face de ceux qui sont revendiqués sous l'égide de ce pouvoir nouveau. Dans la dépêche que j'ai adressée le 2 juillet 1869 à M. le Comte de Trauttmansdorff, je me suis efforcé de préciser aussi nettement que possible les limites qui devaient être tracées à l'action de l'État, ainsi qu'à celle de l'Église. Je faisais remarquer alors que le Gouvernement Impérial et Royal ne pourrait se départir en aucun cas des principes qu'il exposait dans ce document et qui, passés dans les institutions publiques du pays, étaient devenus le fondement même de sa constitution. La défense de ces principes et des droits qui en découlent pour l'État prenait aux yeux du Gouvernement toute l'importance d'un devoir de premier ordre. Dans son accomplissement, nous n'avions pas reculé devant la nécessité d'introduire dans la législation des dispositions en désaccord avec certaines stipulations du Concordat de 1855. Afin d'éviter un pénible conflit avec le Saint-Siége, nous lui avions demandé avec instance de consentir à l'abrogation complète d'un Acte dont des parties essentielles se trouvaient désormais si peu en harmonie avec les exigences de la situation créée dans la Monarchie austro-hongroise. Sur le refus du Saint-Père d'accéder à nos voeux, nous nous étions bornés à établir de fait les modifications que réclamait l'avénement d'un ordre de choses nouveau en Autriche. Nous avions maintenu, d'ailleurs, la validité du Concordat, malgré les attaques assez fondées dont il était l'objet et malgré la considération que cet acte, dépourvu de la sanction légale exigée par la constitution de la Hongrie, ne pouvait plus être regardé comme ayant force de

loi dans ce Royaume. Nous conjurions toutefois le Saint-Père d'avoir égard aux conditions inséparables de l'existence des sociétés modernes, aux devoirs imposés au monarque vis-à-vis de ses sujets et nous indiquions combien il était urgent de ne pas provoquer des conflits regrettables, en persistant à vouloir placer sous le contrôle de l'Église l'exercice de droits inhérents à l'État. Telle était l'attitude que nous prenions il y a un an. Nous faisions appel à la sagesse de la Cour de Rome, non sans ressentir quelques craintes en voyant approcher un moment décisif pour la manifestation des tendances de l'Église à l'égard de la société et des États modernes. La réunion du Concile oecuménique et le résultat des délibérations de cette auguste Assemblée devaient, en effet, donner au monde attentif un témoignage éclatant de l'esprit qui animait l'Église. Une grande oeuvre de conciliation et d'apaisement pouvait se produire. Il pouvait aussi se creuser un abîme infranchissable entre les doctrines promulguées par l'Église et celles que professe de nos jours l'immense majorité des sociétés civiles. Les Gouvernements, pleins de respect pour la liberté du Concile, furent unanimes à s'abstenir de toute pression et même de toute intervention, bien que les matières soumises à l'examen des Prélats dussent toucher sur plus d'un point à des intérêts n'étant pas d'un caractère exclusivement religieux. Le Gouvernement Impérial et Royal s'est prononcé hautement en faveur de cette attitude d'abstention. Il désirait sincèrement ne pas sortir du rôle de simple spectateur. Bientôt, toutefois, on ne put méconnaître que les influences prépondérantes au sein du Concile l'engageaient dans une voie contraire aux espérances de tous ceux qui souhaitaient une pacification des esprits. Malgré les efforts d'une minorité imposante, la majorité des Pères du Concile encouragée par l'attitude prononcée du Saint-Siége, penchait de plus en plus vers les décisions extrêmes. Prévoyant les conséquences inévitables des tendances qui allaient l'emporter, le Gouvernement Impérial et Royal est sorti de sa réserve. Ma dépêche du 10 février dernier chargeait l'Ambassadeur de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique d'appeler l'attention de la Cour de Rome sur les suites fâcheuses qu'entraînerait l'application des doctrines que le Concile se préparait à enregistrer comme lois de l'Église. Nous disions encore à cette occasion „que nous ne pourrions reculer devant l'accomplissement d'un devoir impérieux tel que celui d'assurer aux lois de l'État le respect qui leur est dû par chaque citoyen sans aucune exception et en toute circonstance.“ Plus d'un Gouvernement s'est ému comme nous des dispositions qui se manifestaient à Rome. Les représentations se sont accumulées et la voix de l'Autriche s'est encore fait entendre à l'appui des observations consignées dans le Memorandum français remis à Sa Sainteté par le Marquis de Banneville. Tous ces avertissements ont été aussi vains que l'opposition persistante de la minorité. Ni la Cour de Rome, ni la majorité du Concile n'ont pu être arrêtées dans la voie où elles se trouvaient engagées, et la dernière séance publique du Concile a donné une sanction solennelle au dogme qui est pour ainsi dire l'essence

Nr. 4940 (205). Oesterreich. 30. Juli 1870.

des doctrines dont le Saint-Siége veut assurer le triomphe. Le Gouvernement Impérial et Royal s'est trouvé placé ainsi devant un fait d'une immense portée qu'il a dû examiner uniquement au point de vue de ses conséquences pour les intérêts de l'État, sur lesquels il est tenu de veiller. En effet, il n'a pas pu entrer dans notre pensée de formuler un jugement sur un dogme religieux, à l'égard duquel il ne nous appartient pas de prononcer une opinion. Nous avons eu soin dans cette occasion, aussi bien que dans les précédentes, de nous tenir à l'écart de toute ingérence indue dans des questions purement dogmatiques. Je dois encore insister ici sur ce point et déclarer une fois de plus que nous n'avons pu nous préoccuper des décisions du Concile qu'en tant que leur application aux relations de l'Église avec l'État intéresse ce dernier. Le résultat d'un semblable examen ne pouvait être douteux. Ainsi que je l'ai dit au commencement de la présente dépêche, les doctrines promulguées par le Concile placent les relations de l'État avec l'Église sur une base toute nouvelle, puisque celle-ci étend le cercle de sa compétence et concentre en même temps dans la personne du Pape tous les pouvoirs qu'elle prétend exercer. Un changement aussi radical bouleverse toutes les conditions qui ont présidé jusqu'ici au réglement des rapports entre l'État et l'Église. C'est cette dernière qui prend l'initiative d'un acte d'une aussi grande portée et, en agissant ainsi, elle se place sur un terrain où il ne nous reste qu'à la suivre en déclarant que les conventions conclues sous l'empire de circonstances toutes différentes ne peuvent plus être considérées comme valables. Le Concordat de 1855 est, par conséquent, frappé de caducité et le Gouvernement Impérial et Royal le regarde comme abrogé. Une résolution dans ce sens a déjà été prise par le Conseil des Ministres et je Vous charge, M. le Chevalier, d'en donner officiellement connaissance au Gouvernement pontifical. Je crois que cette détermination se trouve suffisamment justifiée par les circonstances actuelles. On ne peut sans inquiétude entretenir des rapports avec un pouvoir qui se constitue lui-même comme un pouvoir sans limite et sans contrôle. Il est vrai que l'infaillibilité pontificale ne doit s'étendre qu'aux matières de foi et de morale; mais il est évident que celui qui ne peut faillir revendique pour lui seul le droit de juger ce qui relève de la foi et de la morale et qu'il décide par conséquent seul des limites de sa compétence. L'Encyclique pontificale du 8 septembre 1864 et le Syllabus qui en forme l'annexe démontrent assez jusqu'où cette compétence pouvait étendre son domaine, selon le Saint-Siége, même avant la proclamation de l'infaillibilité. En présence d'un pouvoir de cette nature, celui de l'État, afin de ne pas recourir à des moyens nouveaux, doit au moins recouvrer toute sa liberté d'action, pour repousser des empiètements devenus presque certains. Le Gouvernement hongrois se fondant sur un antique privilège des Rois Apostoliques se dispose à appliquer le Placetum regium. Ainsi que je l'ai déjà fait observer, la valeur légale du Concordat étant plus que contestée en Hongrie, son abolition formelle n'a pas besoin d'être prononcée dans un pays où il n'est pas admis

Nr. 4940 (205). Oesterreich. 30. Juli 1870.

comme loi de l'État. Il n'en est pas de même dans les pays cisleithans, où il est nécessaire de retirer la patente Impériale du 5 novembre 1855 qui a donnée force de loi au Concordat. Cette mesure à laquelle il va être procédé sans délai, a paru suffisante sans avoir recours au Placetum regium, qui serait d'ailleurs en contradiction avec l'esprit libéral des lois fondamentales de l'Autriche et qui apporterait des entraves à la liberté que ces lois assurent en particulier à l'exercice du culte catholique. Le Gouvernement Impérial et Royal se borne donc à rentrer dans sa pleine liberté d'action, afin d'être armé contre l'ingérence éventuelle du pouvoir de l'Église tel qu'il est constitué par les décrets du dernier Concile. Le changement qui s'est effectué dans la personne d'une des parties contractantes, ainsi que dans les conditions qui existaient de part et d'autre lors de la conclusion du Concordat, donne au Gouvernement le droit dont il use, de regarder cet Acte comme annullé. Ses stipulations sont, en effet, devenues pour la plupart inexécutables, tant leur caractère se trouve modifié. Par exemple les droits et les prérogatives de l'Église catholique que l'article 1 promet de protéger, acquièrent un sens nouveau et une portée toute différente du moment où l'infaillibilité pontificale est prononcée. Les doctrines et la discipline de l'Église dont il est question dans l'article 34 entrent à présent daus des voies toutes nouvelles. Le serment de l'Évêque autrichien qui, selon la formule admise dans l'article 20, jure fidélité à l'Empereur, perd sa signification réelle s'il ne doit plus avoir d'autre valeur que celle qui lui est reconnue par le Pape. Je pourrais multiplier ces exemples à l'appui de mon assertion que la Convention du 18 août 1855 se trouve annullée de fait et de droit par les décrets du dernier Concile. Qu'on se rende bien compte à Rome de la situation telle qu'elle se présente réellement. Nous ne faisons que constater un état de choses amené indépendamment de notre volonté. Ce n'est pas le Gouvernement Impérial et Royal qui a pris arbitrairement l'initiative d'une résiliation, il obéit simplement à une nécessité où l'ont placé les décisions de l'Église. Tel est le point de vue auquel le Gouvernement Impérial et Royal a dû envisager la situation et arrêter ses résolutions. Veuillez en informer le Gouvernement pontifical et lui transmettre les explications qui peuvent contribuer à l'éclairer sur le vrai sens de nos déterminations. Assurez-le, en même temps, que rien n'est plus loin de nos désirs que de donner le signal de nouveaux conflits entre le pouvoir ecclésiastique et le pouvoir civil. Si celui-ci reprend sa liberté, il n'en fera pas assurément un usage hostile aux intérêts de la religion. En défendant ses droits, il continuera à respecter les droits et la liberté d'autrui; il ne demande enfin qu'à vivre en paix avec l'Église qu'il respecte et dont il reconnaît la haute mission. Recevez, etc.

Beust.

Nr. 4941. (206.)

BAYERN. Erlass des Staatsministers v. Lutz an die Bischöfe. — Vollziehung der Concilsschlüsse abhängig von der königl. Sanction.

Nr. 4941 (206). Bayern. 9. Aug. 1870.

Staatsministerium des Innern für Kirchen- und Schulangelegenheiten.

Mit der vierten öffentlichen Sitzung des vaticanischen Concils am 18. Juli l. J. und der darauf folgenden Beurlaubung eines Theiles der versammelten Väter sind die Verhandlungen, welche für's Erste mit der Constitutio dogmatica prima de ecclesia Christi abschliessen, bis auf Weiteres unterbrochen worden. Die hierauf erfolgte Rückkehr der bei dem Concil anwesenden Hochwürdigsten Herren Erzbischöfe und Bischöfe des Landes bietet dem unterfertigten königl. Staatsministerium die Gelegenheit dar, sich an dieselben mit nachstehender Entschliessung zu wenden: Die bisher auf dem vaticanischen Concil gefassten Beschlüsse sind theils aus öffentlichen Blättern bekannt geworden, theils haben einzelne Pastoral- und oberhirtliche Verordnungsblätter mit dem Abdruck der neuen dogmatischen Constitutionen begonnen. Diesem letzteren Vorgang gegenüber muss zunächst an die unterm 7. Nov. v. J. an den Hochw. Herrn Bischof von Regensburg erlassene Ministerialentschliessung, mitgetheilt den sämmtlichen zum Concil abgegangenen HH. Erzbischöfen und Bischöfen, zurückerinnert werden, in welcher bereits die nach Titel IV § 9 der Verfassungsurkunde erforderliche Genehmigung Seiner Majestät des Königs zur Verkündigung und Vollziehung jener Beschlüsse vorbehalten wurde. Auch jetzt noch und neuerdings muss das unterfertigte königl. Staatsministerium betonen, dass die Beschlüsse des vaticanischen Concils allgemein der eben allegirten Verfassungsstelle und den correlativen §§ 57 und 58 der zweiten Verfassungsbeilage unterstellt werden müssen und somit dem Placetum regium unterliegen. Die Unterlassung des dort vorgeschriebenen Verfahrens und somit die einseitige Verkündigung und Vollziehung der mehrerwähnten Beschlüsse des vaticanischen Concils würde daher einen Verstoss gegen verfassungsmässige Grundbestimmungen enthalten, welchen das unterfertigte königl. Staatsministerium, eingedenk seiner Pflicht zur Beobachtung der Staatsverfassung, fern zu halten verbunden ist. Hiernach muss den Hochwürdigsten Herren Erzbischöfen neuerdings in Erinnerung gebracht werden, dass die Verkündigung und Vollziehung der bisher ergangenen Concilsbeschlüsse und auch der einfache Abdruck derselben in den oberhirtlichen Verordnungsblättern, als den officiellen Organen der geistlichen Obrigkeit, ohne vorgängige Erfüllung der von der Staatsverfassung diesfalls geforderten Voraussetzungen nicht stattfinden dürfe.

München, 9. August 1870.

Auf Sr. königl. Majestät allerhöchsten Befehl. v. Lutz.

Nr. 4942. (207.)

RÖMISCHE CURIE. Depesche des Cardinal-Staatssecretär Antonelli an den päpstlichen Nuntius in Brüssel. — Die Beschlüsse des Concils verpflichten auch ohne weitere Publication alle Katholiken.

Ital. Orig. Friedberg, Sammlung l. c. Urk. XCVI.

Rom, 11. August 1870.

Nr. 4942 (207). Röm. Curie. 11. Aug. 1870.

Es ist zur Kenntniss des heil. Stuhles gelangt, dass manche Gläubige und vielleicht selbst der eine oder andere Bischof meinen, dass die auf dem vaticanischen ökumenischen Concil in der Sitzung vom 18. Juli d. J. verkündete apostolische Constitution nicht obligatorisch sei, solange sie nicht durch einen weiteren Akt des heiligen Stuhles feierlich veröffentlicht sei. Es muss jedermann begreifen, wie sonderbar eine derartige Annahme ist. Die fragliche Constitution ist ja Gegenstand der feierlichsten Verkündigung gewesen, die es giebt, und zwar am selben Tage, wo der Papst sie in der vaticanischen Basilica in Gegenwart von mehr als 500 Bischöfen feierlichst bekräftigt und promulgirt hat. Ausserdem ist sie unter den gewöhnlichen Förmlichkeiten an den Orten, wo diese Publicationen in Rom gewöhnlich erfolgen, angeschlagen worden, obwohl diese Maassregel im vorliegenden Falle keineswegs nothwendig war. Folglich ist gemäss der bekannten Regel „Publicatio urbi facta, orbi facta“ diese Constitution für die ganze katholische Welt obligatorisch geworden, ohne dass es nöthig wäre, sie noch durch irgendwelche andere Verkündigung zu ratificiren.

Antonelli.

Thatsächlich wurden die Beschlüsse des Concils von allen Bischöfen — auch jenen, welche zur s. g. Minorität gehörten — theils direct, theils indirect publicirt. S. darüber Friedberg, Sammlung l. c. p. 154 ff.

Nr. 4943. (208.)

OESTERREICH. Erlass des Banus von Croatien an die Bischöfe. — Zur Vollziehung der Concilsschlüsse die königl. Genehmigung erforderlich.

Nr. 4943 (208). Oesterreich. 26. Aug. 1870.

In Folge einiger Beschlüsse, welche das am 8. Dec. v. J. einberufene römische Concil gefasst hat, und durch welche die Rechte Sr. Majestät, als apostolischen Königs von Ungarn und der vereinigten Königreiche, verkürzt werden, geruhte Se. k. k. apostl. Majestät mit allerhöchster Entschliessung vom 9. August l. J. allergnädigst anzuordnen, dass das Recht der königlichen

Nr. 4943 (208). Oesterreich. 26. Aug. 1870.

Sanction (jus placeti regii) in's Leben zu treten und die Regierung zu diesem Zwecke die nöthigen Anordnungen zu treffen habe. ‖ Ich beehre mich, Euere Excellenz davon in Kenntniss zu setzen mit dem Beifügen, dass keine Beschlüsse oder Anordnungen des römischen Concils und Sr. Heil. des Papstes weder proclamirt noch versendet werden dürfen, wenn sie nicht früher der Regierung vorgelegt wurden und von Sr. Maj. die Promulgirung und Versendung derselben im geeigneten Wege genehmigt worden ist.

Ich bin überzeugt, dass es Euere Excellenz für ihre patriotische Pflicht halten wird, diesem Allerh. Befehle Sr. Majestät in ihrem (Erz)bisthum bei jeder gebotenen Gelegenheit Giltigkeit zu verschaffen, und ausdrücklich dafür sorgen wird, dass solche Beschlüsse und Anordnungen des römischen Concils und Sr. Heiligkeit des Papstes, die mit der Allerhöchsten Sanction (placetum) nicht versehen sind, nicht veröffentlicht werden.

Empfangen Eure Excellenz den Ausdruck meiner besonderen Hochachtung.

Agram, am 26. August 1870.

Rauch m. p.

Ein Erlass gleichen Inhalts erging von Seite des ungarischen Ministerpräsidenten an die Bischöfe unterm 18. August 1870.

Nr. 4944. (209.)

DEUTSCHLAND. Hirtenbrief der zu Fulda versammelten Bischöfe*). — Ermahnt die Katholiken, sich den Beschlüssen des Concils gläubig zu unterwerfen.

Nr. 4944 (209). Deutschland. Ende August 1870.

Die unterzeichneten Bischöfe entbieten dem hochw. Klerus und den Gläubigen Gruss und Frieden im Herrn.

Vom heiligen allgemeinen vaticanischen Concil in unsere Bisthümer zurückgekehrt, halten wir es in Vereinigung mit anderen deutschen Bischöfen, welche der Kirchenversammlung beizuwohnen verhindert waren, für unsere oberhirtliche Pflicht, an euch, Geliebte im Herrn, einige Worte der Belehrung und Mahnung zu richten. Dass wir dies gemeinsam und feierlich thun, dazu liegt Veranlassung und Grund in den vielfach irrigen Auffassungen, welche seit Monaten über das Concil verbreitet worden sind, und die auch jetzt noch in unbefugter Weise an manchen Orten sich geltend zu machen suchen. Um die göttlichen Wahrheiten, welche Christus der Herr die Menschen gelehrt hat, in ihrer ganzen Reinheit und Unverfälschtheit zu bewahren und sie gegen jede Veränderung und Entstellung zu sichern, hat er in seiner heiligen Kirche ein

*) Vergl. St.-A. 4867 (132).

Nr. 4944 (209). Deutschland. Ende August 1870.

unfehlbares Lehramt eingesetzt und demselben seinen Schutz und den Beistand des heiligen Geistes für alle Zeiten verheissen und gegeben. Auf diesem unfehlbaren Lehramte der Kirche beruht die ganze Sicherheit und Freudigkeit unseres Glaubens. So oft im Laufe der Jahrhunderte Missverständnisse oder Anfeindungen einzelner Lehrsätze auftauchten, hat dieses unfehlbare Lehramt auf verschiedene Weise, bald in grösseren Versammlungen, bald ohne dieselben, die Irrthümer aufgedeckt und zurückgewiesen, sowie die Wahrheit erklärt und festgestellt. In der feierlichsten Form geschah dies durch die allgemeinen Concilien, d. h. durch jene grossartigen Versammlungen, auf denen das Haupt und die Glieder des einen kirchlichen Lehrkörpers zur Entscheidung der obwaltenden Zweifel und Streitfragen in Glaubenssachen zusammenwirkten. Diese Entscheidungen haben nach der einmüthigen und unzweifelhaften Ueberlieferung in der Kirche stets als solche gegolten, die ein übernatürlicher göttlicher Beistand vor Irrthum bewahrt. Deshalb haben sich die Gläubigen zu allen Zeiten diesen Entscheidungen als unfehlbaren Aussprüchen des heiligen Geistes unterworfen und sie mit zweifelloser Glaubensgewissheit für wahr gehalten. Sie haben dies gethan, nicht etwa weil die Bischöfe Männer von reifer und vielfacher Erfahrung, nicht weil manche unter ihnen in allen Wissenschaften bewandert waren, nicht weil sie aus allen Ländern der Welt zusammenkamen und so gewissermaassen die menschliche Erkenntniss aller Welttheile vereinigten, nicht weil sie das Wort Gottes in einem langen Leben erforscht und verkündet hatten und deshalb glaubhafte Zeugen seines Inhaltes waren. Alles dieses giebt gewiss ihren Aussprüchen einen hohen, vielleicht den höchstmöglichen Grad menschlicher Glaubwürdigkeit. Das alles genügt aber nicht, um einen übernatürlichen Act des Glaubens zu begründen. Dieser ruht in seinem letzten Grunde niemals auf dem Zeugnisse von Menschen, wenn sie gleich die allerglaubwürdigsten wären, und wenn auch das ganze Menschengeschlecht in seinen besten und edelsten Vertretern dieses Zeugniss ablegte; dieser ruht immer ganz und allein auf der Wahrhaftigkeit Gottes selbst. Wenn daher die Kinder der Kirche die Aussprüche der allgemeinen Concilien gläubig annehmen, so thun sie es in der Ueberzeugung, dass Gott, die ewige und allein aus sich unfehlbare Wahrheit, bei denselben in übernatürlicher Weise mitwirkt und sie vor Irrthum bewahrt. || Ein solches allgemeines Concil ist das gegenwärtige, welches unser heiliger Vater, Papst Pius IX., wie ihr wisset, nach Rom berufen hat, und zu welchem die Nachfolger der Apostel zahlreicher als je zuvor von allen Theilen der Erde herbeigeeilt sind, um mit dem Nachfolger Petri und unter seiner Leitung die grossen Interessen der Kirche in der Gegenwart wahrzunehmen. Nach vielen und ernsten Berathungen hat der heil. Vater kraft seiner apostolischen Lehrgewalt am 24. April und am 18. Juli d. J. mit Zustimmung des heil. Concils verschiedene Entscheidungen über die Lehre vom Glauben und von der Kirche und ihrem Oberhaupt feierlich verkündigt. Hierdurch hat also das unfehlbare Lehramt der Kirche entschieden, der heil. Geist hat durch den Stellvertreter Christi und

Nr. 4944 (209). Deutschland. Ende August 1870.

den mit ihm vereinigten Episcopat gesprochen, und daher müssen alle, die Bischöfe, Priester und Gläubigen, diese Entscheidungen als göttlich geoffenbarte Wahrheiten mit festem Glauben annehmen und sie mit freudigem Herzen erfassen und bekennen, wenn sie wirklich Glieder der einen heiligen katholischen und apostolischen Kirche sein und bleiben wollen. Wenn ihr, Geliebte im Herrn, dessenungeachtet Einsprache dagegen erheben und die Behauptung aussprechen hört, dass die vaticanische Kirchenversammlung kein wahres allgemeines Concil und dessen Beschlüsse nicht gültig seien, so lasset euch dadurch in eurer Hingabe an die Kirche und in der gläubigen Annahme ihrer Entscheidungen nicht beirren. Solche Einreden sind durchaus unbegründet. || Mit dem Papst in Einheit des Glaubens und der Liebe verbunden, haben die versammelten Bischöfe, gleichviel ob sie in christlichen Ländern festbegründete Diöcesen verwalten, oder unter den Heiden in apostolischer Armuth das Reich Gottes auszubreiten berufen sind, ob sie grössere oder kleinere Heerden zu hüten haben, als rechtmässige Nachfolger der Apostel alle mit gleicher Berechtigung an dem Concil Antheil genommen und haben alles in reifliche Erwägung gezogen. Solange die Berathungen dauerten, haben die Bischöfe, wie es ihre Ueberzeugung forderte und es ihrer Amtspflicht entsprach, ihre Ansichten mit unumwundener Offenheit und mit der nothwendigen Freiheit ausgesprochen, und es sind hierbei, wie dies bei einer Versammlung von nahezu 800 Vätern kaum anders zu erwarten war, auch manche Meinungsverschiedenheiten hervorgetreten; wegen dieser Meinungsverschiedenheiten kann aber die Gültigkeit der Concilsbeschlüsse in keiner Weise bestritten werden, selbst abgesehen von dem Umstande, dass fast sämmtliche Bischöfe, welche zur Zeit der öffentlichen Sitzung noch abweichender Ansicht waren, sich der Abstimmung in derselben enthalten haben. Dessenungeachtet behaupten, dass die eine oder die andere vom allgemeinen Concil entschiedene Lehre in der heiligen Schrift und in der katholischen Ueberlieferung, den beiden Quellen des katholischen Glaubens, nicht enthalten sei, oder mit denselben sogar im Widerspruch stehe, ist ein mit den Grundsätzen der katholischen Kirche unvereinbares Beginnen, welches zur Trennung von der Gemeinschaft der Kirche führt. || Diesemnach erklären wir hierdurch: dass das gegenwärtige vaticanische Concil ein rechtmässiges allgemeines Concil ist; dass ferner dieses Concil ebensowenig wie irgend eine andere allgemeine Kirchenversammlung eine neue von der alten abweichende Lehre aufgestellt oder geschaffen, sondern lediglich die alte, in der Hinterlage des Glaubens enthaltene und treu gehütete Wahrheit entwickelt, erklärt und den Irrthümern der Zeit gegenüber ausdrücklich zu glauben vorgestellt hat; dass endlich dessen Beschlüsse ihre für alle Gläubigen verbindende Kraft durch die in der öffentlichen Sitzung vom Oberhaupte der Kirche in der feierlichsten Weise vollzogene Publication erhalten haben. || Indem wir mit vollem und rückhaltlosem Glauben den Beschlüssen des Concils beistimmen, ermahnen wir, als eure von Gott gesetzten Hirten und Lehrer, und bitten wir euch in der Liebe zu euren Seelen, dass ihr allen wider-

Nr. 4941 (209). Deutschland. Ende August 1870.

strebenden Behauptungen, von welcher Seite sie auch kommen mögen, kein Gehör schenket. Haltet vielmehr unerschütterlich fest in der Vereinigung mit euren Bischöfen an der Lehre und dem Glauben der katholischen Kirche; lasset euch durch nichts trennen von dem Felsen, auf welchen Jesus Christus, der Sohn Gottes, seine Kirche gegründet hat, mit der Verheissung, dass die Pforten der Hölle sie nicht überwältigen werden. || Im Hinblick auf die grosse Aufregung, welche in Folge unkirchlicher Aeusserungen und Bestrebungen gegen die Concilsbeschlüsse an verschiedenen Orten eingetreten ist und manchen Seelen ohne Zweifel nicht geringe Prüfungen und Gefahren bereitet, sowie mit Rücksicht auf die gewaltigen Ereignisse des furchtbaren, unserem deutschen Vaterland aufgedrungenen Krieges, welcher unsere gespannteste Aufmerksamkeit und Theilnahme gleichzeitig in Anspruch nimmt und bereits unzählige Familien in Schmerz und Trauer versetzt hat, können wir nicht umhin, alle Gläubigen zum andächtigen Gebete für die gegenwärtigen grossen Anliegen in Staat und Kirche dringend einzuladen. Erhebet eure Herzen mit Glauben und Vertrauen zu dem Vater im Himmel, dessen weise und liebreiche Vorsehung alles leitet und regieret, und dessen göttlicher Sohn uns sichere Erhörung verheissen hat, wenn wir beten in seinem Namen. || Betet also mit Glauben und Vertrauen, dass der blutige Krieg bald durch einen völligen Sieg der gerechten Sache und durch einen wahren, dauerhaften Frieden zum Ende gelange. Betet für die Anliegen unserer heil. Kirche, insbesondere für alle, die da irren oder wanken im Glauben, um die Gnade eines festen, entschiedenen und lebendigen Glaubens, betet für das Oberhaupt unserer heil. Kirche, den heil. Vater, welcher eben jetzt vielleicht mehr als je zuvor sich in Bedrängniss und Noth befindet. Betet im Vertrauen auf die Verdienste und die unendliche Liebe des göttlichen Herzens Jesu Christi unter Anrufung der mächtigen Fürbitte der allerreinsten Jungfrau und Gottesmutter Maria.

Der Segen des allmächtigen Gottes komme über euch und bleibe mit euch allen im Namen des Vaters und des Sohnes und des heil. Geistes. Amen!

Ende August 1870.

† Gregor, Erbischof von München-Freising. † Paulus, Erzbischof von Köln. † Peter Joseph, Bischof von Limburg. † Christoph Florentius, Bischof von Fulda. † Wilhelm Emanuel, Bischof von Mainz. † Eduard Jakob, Bischof von Hildesheim. † Conrad, Bischof von Paderborn. † Johannes, Bischof von Culm. † Ignatius, Bischof von Regensburg. † Pancratius, Bischof von Augsburg. † Franz Leopold, Bischof von Eichstädt. † Matthias, Bischof von Trier. † Philippus, Bischof von Ermland. † Lothar, Bischof von Leuka i. p. i., Erzbisthumsverweser von Freiburg. † Adolf, Bischof von Agathopolis i. p. i., Feldbischof der Armee. † Bernhard Brinkmann, Cap. vic. und praecon. Bischof von Münster. † Conrad Reither, praecon. Bischof von Speyer.

Nr. 4945. (210.)

DEUTSCHLAND. Die Nürnberger Erklärung katholischer Gelehrter gegen die Beschlüsse des Vaticanums vom 18. Juli 1870.

Nr. 4945 (210). Deutschland. Anfang Sept. 1870.

„Wir sind der Ueberzeugung, dass ein längeres Schweigen gegenüber den in Folge der Mehrheitsbeschlüsse der vaticanischen Bischofsversammlung vom 18. Juli 1870, durch die Bulle „Pastor aeternus“ kundgemachten päpstlichen Decreten weder uns ziemt noch zum Nutzen der Kirche gereichen kann. In dem dritten Capitel dieser „Constitutio dogmatica prima de ecclesia Christi“ wird als Glaubenssatz aufgestellt: der römische Bischof habe nicht bloss das Amt der Oberaufsicht und der höchsten Leitung über die Kirche, sondern sei Inhaber der ganzen Machtfülle und besitze über alle Kirchen und jede einzelne, über alle Kirchenvorsteher und jeden einzelnen, und über jeden Christen die ordentliche und unmittelbare Gewalt. Im vierten Capitel wird gelehrt: es sei von Gott geoffenbarter Glaubenssatz, dass der römische Bischof als Lehrer für die ganze Kirche („ex Cathedra“) in Gegenständen des Glaubens und der Sitten die der Kirche von Christus verheissene Unfehlbarkeit besitze, und dass deshalb derartige Entscheidungen irreformabel seien aus sich selbst, nicht aber auf Grund der Zustimmung der Kirche. Diese Sätze vermögen wir nicht als Aussprüche eines wahrhaft ökumenischen Concils anzuerkennen; wir verwerfen sie als neue von der Kirche niemals anerkannte Lehren. Von den Gründen, deren streng wissenschaftliche Ausführung vorbehalten wird, machen wir folgende namhaft: 1. Eine Constituirung der Lehre der Kirche über diese Punkte ist auf der Synode zufolge der Verheimlichung vor ihrer Eröffnung, sowie durch Verhinderung vollständiger Zeugnissabgabe und freier Meinungsäusserung mittelst vorzeitigen Schlusses der Debatte nicht erfolgt. Damit ist die wesentliche Aufgabe eines ökumenischen Concils beiseite gesetzt worden. 2. Jene Freiheit von jeder Art moralischen Zwanges und jeder Beeinflussung durch höhere Gewalt, welche zum Wesen eines ökumenischen Concils gehört, ist auf dieser Versammlung nicht vorhanden gewesen, unter anderem: a) weil der Versammlung von dem Papst im Widerspruch mit der Praxis der früheren Concilien eine die Freiheit hemmende Geschäftsordnung auferlegt, trotz Protestes einer grossen Anzahl von Bischöfen belassen, und nachher wiederum ohne Zustimmung der Versammlung modificirt und gegen den abermaligen Protest aufrecht erhalten wurde; b) weil in einer erst zu entscheidenden und den Papst persönlich betreffenden Lehre durch die mannichfaltigsten dem Papste zu Gebot stehenden Mittel ein moralischer Druck auf die Mitglieder ausgeübt worden ist. 3. Wenn bisher stets in der Kirche als Regel gegolten, dass nur das immer, überall und von Allen Bekannte Glaubenssatz der Kirche sein könne, so ist man auf der vaticanischen Versammlung von diesem Grundsatz abgewichen. Der blosse Bruchtheil einer Bischofsversammlung hat, gegen den beharrlichen und noch

Nr. 494 (210). Deutschland. Anfang Sept. 1870.

zuletzt schriftlich erneuerten Widerspruch einer durch ihre Zahl sowohl als durch die Dignität und den Umfang ihrer Kirchen überaus gewichtigen Minderheit, eine Lehre zum Dogma erhoben, von der es notorisch und evident ist, dass ihr von den drei Bedingungen keine, weder das Immer, noch das Ueberall, noch das von Allen, zukomme. In diesem Vorgange liegt die thatsächliche Anwendung des völlig neuen Satzes: dass als göttlich geoffenbarte Lehre eine Meinung erklärt werden könne, deren Gegentheil bis dahin frei gelehrt und in vielen Diöcesen geglaubt wurde. 4. Indem das dritte Capitel gerade die ordentliche Regierungsgewalt in den einzelnen Kirchensprengeln, welche nach katholischer Lehre den Bischöfen zukommt, auf den Papst überträgt, wird die Natur und Wesenheit des Episkopats als göttlicher, in dem Apostolat gegebener Institution und als integrirenden Bestandtheiles der Kirche alterirt, beziehungsweise völlig zerstört. 5. Durch die Erklärung, dass alle an die ganze Kirche gerichteten doctrinellen Aussprüche der Päpste unfehlbar seien, werden auch jene kirchenpolitischen Sätze und Aussprüche älterer und neuerer päpstlicher Erlasse für unfehlbare Glaubensnormen erklärt, welche die Unterwerfung der Staaten, Völker und Fürsten unter die Gewalt der Päpste auch in weltlichen Dingen lehren, welche über Duldung Andersgläubiger und Standesrechte des Klerus Grundsätze aufstellen, die der heutigen Ordnung der Gesellschaft widersprechen. Hiermit wird das friedliche Einvernehmen zwischen Kirche und Staat, zwischen Klerus und Laien, zwischen Katholiken und Andersgläubigen für die Zukunft ausgeschlossen. Angesichts der Verwirrung, welche durch diese neuen Lehren in der Kirche jetzt schon eingetreten ist und sich in der Zukunft voraussichtlich noch steigern wird, setzen wir in jene Bischöfe, welche diesen Lehren entgegengetreten sind und durch ihre Haltung auf der Versammlung den Dank der katholischen Welt verdient haben, das Vertrauen und richten zugleich an sie die Bitte: dass sie in gerechter Würdigung der Noth der Kirche und der Bedrängniss der Gewissen auf das baldige Zustandekommen eines wahren, freien und daher nicht in Italien, sondern diesseit der Alpen abzuhaltenden ökumenischen Concils mit den ihnen zu Gebote stehenden Mitteln hinwirken mögen. Im September 1870."

v. Döllinger, Professor zu München; Reinkens, Professor der Kirchengeschichte zu Breslau; Dittrich, Professor der Moraltheologie zu Braunsberg; Michelis, Professor der Philosophie zu Braunsberg; Knoodt, Professor der Philosophie zu Bonn; Mayer, Professor der Theologie zu Prag; Löwe, Professor der Philosophie zu Prag; Friedrich, Professor der Theologie zu München; Weber, Privatdocent der Philosophie zu Breslau; Baltzer, Professor der Dogmatik zu Breslau; v. Schulte, Professor des kanonischen Rechts zu Prag.

Nach anderen Nachrichten waren ausser diesen noch die Professoren der Theologie Reischl zu München und Langen und Reusch zu Bonn bei den Verhandlungen in Nürnberg zugegen. Welche andere katholische Docenten der Erklärung beigetreten sind, ist nicht bekannt geworden.

Nr. 4945 (210.) Deutschland. Anfang Sept. 1870.

Schon Ende Juli erliess die Mehrzahl der Universitätsprofessoren in München den nachfolgenden Protest gegen die Beschlüsse des Vaticanums:

„In Erwägung der offenkundigen Thatsachen: dass man den zum sogenannten vaticanischen Concil von 1869—1870 einberufenen Bischöfen die Hauptgegenstände der künftigen Berathung verheimlicht und dadurch die nothwendige Vorbereitung unmöglich gemacht hat; dass — abgesehen von der erheblichen Bedenken unterworfenen Zusammensetzung der Versammlung — durch die octroyirte Geschäftsordnung jede wirkliche und völlig freie Debatte in den Sitzungen verhindert wurde; dass viele Mitglieder des Concils in unbedingter Abhängigkeit von der römischen Propaganda standen und überdies sowohl vom Papst als auch von dessen Behörden in Rom ein empfindlicher moralischer und physischer Druck auf die Bischöfe ausgeübt wurde; dass endlich — was unsere Hauptbeschwerde bildet — gerade die wichtigsten Beschlüsse nicht mit der zur Definition eines Dogma's absolut erforderlichen moralischen Einstimmigkeit gefasst wurden, halten sich die Unterzeichneten in ihrem Gewissen für verpflichtet, freimüthig zu erklären, dass sie die vaticanische Versammlung nicht als ein freies ökumenisches Concil anzuerkennen vermögen und ihren Beschlüssen keine Gültigkeit beilegen können, insbesondere dass sie den Satz von der persönlichen Unfehlbarkeit des Papstes als eine in der heiligen Schrift nicht begründete, sowohl der Tradition des kirchlichen Alterthums als der Kirchengeschichte offen widersprechende neue Lehre verwerfen. München, Ende Juli 1870. Dr. Max v. Pettenkofer, zur Zeit Rector. Dr. v. Pözl, Prof. der Rechte und der Staatsw. Dr. Spengel, Prof. der Philologie. Dr. Cornelius, Prof. der Geschichte. Dr. Prantl, ord. Prof. der Philosophie. Dr. v. Gietl, ord. Prof. der medicinischen Klinik. Dr. W. Waagen, Privatdocent. Dr. Hofer, Privatdocent. Dr. N. Christ, Prof. der Philologie. Dr. Beckers, Prof. der Philosophie. Dr. Huber, Prof. der. Philosophie. Dr. J. A. Messmer, Prof. der christlichen Archäologie. Dr. v. Löher, Prof. der Länder- und Völkerkunde und der allgem. Literaturgeschichte. Dr. Söltl, Prof. der Geschichte. Dr. v. Rothmund sen., Prof. der Chirurgie. Dr. Amann, Privatdocent. Dr. B. v. Windscheid, Prof. der Rechte. Dr. Seitz, Prof. der Medicin. Konr. Hofmann, Prof. der germanischen und romanischen Philologie. Dr. Ernst Buchner, Prof. für gerichtliche Medicin. Dr. v. Nussbaum, Prof. der Chirurgie. Dr. Jos. Berchtold, Prof. der Rechte. Dr. Herm. v. Sicherer, Prof. der Rechte. Dr. Mayr, ausserord. Prof. der Staatswissensch. Dr. Hauner, Honorarprofess. Dr. Kranz, Honorarprofess. Dr. Halm, Prof. der Philol. Dr. v. Siebold, Prof. der Zoologie. Dr. Buhl, Prof. der pathologischen Anatomie. Dr. Lindwurm, Prof. der Pathologie und Therapie. Dr. Mahir, Privatdocent. Dr. Kollmann, Prof. der Medicin. Dr. Jos. Hofmann, Prof. der gerichtlichen Medicin. Dr. Mayr, Privatdocent. Dr. L. A. Buchner, Prof. der Pharmacie. Dr. Hermann Seuffert, Prof. der Rechte. Dr. G. Koch, Honorarprofess. Dr. Oertel, Privatdocent. Dr. Ditterich, Prof. der Medicin. Dr. Bürkel,

Privatdocent. Dr. Stanger, Privatdocent. Dr. Radlkofer, Prof. der Botanik. Dr. Zenger, Prof. der Rechte. Dr. Fraas, Prof. der Landwirthschaft." — Dazu erklärten Professoren der Universitäten Freiburg und Breslau ihre Zustimmung (Augsb. Allg. Zeit. 1870. No. 250). Lehrer der Gymnasien zu Koblenz, Köln, Breslau, Konitz, Archiv. f. kath. KR. N. F. 18, CXLIV. — Die Köln. Zeit. begann mit dem 15. September die Namen der den Protesten Beigetretenen zu verzeichnen.

Nr. 4945 (210). Deutschland. Anfang Sept. 1870.

Nr. 4946. (211.)

RÖMISCHE CURIE. Die Bulle „Postquam Dei munere". — Vertagung des vaticanischen Concils. —

Lat. Orig. Vering. Archiv l. c. Bd. XXIV. p. CLXX.

Nr. 4946 (211). Röm. Curie. 20. Oct. 1870.

Pius IX., Papst, zum ewigen Gedächtniss.

Nachdem Uns durch die Gnade Gottes gewährt worden, im vorigen Jahre das vaticanische Concil zu eröffnen, sahen wir, Dank der hohen Weisheit, Tugend und Bemühung der aus allen Theilen der Welt zahlreichst hier eingetroffenen Väter, dies hochheilige und hochwichtige Werk in einer Weise fortschreiten, welche Uns die sichere Hoffnung gab, Wir würden so glücklich sein, daraus jene Früchte zu ziehen, welche Wir zum Vortheil der Religion und zum Nutzen der Kirche Gottes und der menschlichen Gesellschaft von Herzen wünschten. Und in der That konnten, nachdem bereits vier öffentliche und feierliche Sitzungen stattgefunden, heilsame und zeitgemässe Constitutionen in Glaubenssachen mit Genehmigung des heiligen Concils von Uns festgestellt und promulgirt werden; auch andere Gegenstände, theils aus dem Gebiete des Glaubens, theils aus dem der Kirchenzucht, wurden von den Vätern berathen und innerhalb kurzer Frist von der höchsten Kirchengewalt sanctionirt und verkündet. Wir gaben Uns dem Vertrauen hin, dass diese Arbeiten in Folge des allgemeinen Eifers des Concils ihren Fortgang nehmen und zu einem erwünschten Ende geführt werden würden.

Aber die kirchenräuberische Invasion dieser hehren Stadt, Unseres Sitzes, und des Restes der Provinzen Unseres weltlichen Reiches, durch welche gegen jedes Gesetz und mit unglaublicher Treulosigkeit und Verwegenheit die unbestreitbaren Rechte Unserer Civilgewalt und des apostolischen Stuhles verletzt wurden, hat Uns in eine Lage gebracht, dass Wir, nach der unerforschlichen Fügung Gottes, feindlicher Gewalt und Herrschaft vollständig anheimgegeben sind. Da Wir unter diesen beklagenswerthen Umständen vielfach im freien und ungeschmälerten Gebrauch Unserer obersten, Uns von Gott übertragenen Autorität gehindert sind, und da Wir erkennen, dass die Väter des vaticanischen Concils, solange die dermaligen Zustände fortdauern, nicht die nöthige Freiheit,

Nr. 4946 (211). Röm. Curie. 20. Oct. 1870.

Sicherheit und Ruhe in dieser hehren Stadt haben würden, um mit Uns die Angelegenheiten der Kirche in geziemender Weise zu besorgen, und da Wir ferner nicht zugeben können, dass unter den grossen und allbekannten Calamitäten Europa's so viele Oberhirten von ihren Kirchen abwesend seien: aus diesen Gründen vertagen Wir, indem Wir mit grossem Seelenschmerze die Dinge dahin gekommen sehen, dass das vaticanische Concil dermalen unmöglich länger fortgesetzt werden kann, nach reiflicher Erwägung, aus freiem Willen kraft Unserer apostolischen Gewalt dasselbe hiermit und erklären es vertagt bis zu einem geeigneteren Zeitpunkte, welcher vom apostolischen Stuhle wird bezeichnet werden, und bitten Gott, den Gründer und Hüter seiner Kirche, er möge schliesslich alle Hindernisse beseitigen und seiner vielgetreuen Braut so bald als möglich Frieden und Freiheit wiedergeben.

Und weil man, je grösser und schwerer die Gefahren und Uebel sind, von denen die Kirche heimgesucht wird, um so mehr Tag und Nacht Gott, den Vater Unseres Herrn Jesu Christi, den Vater der Barmherzigkeit und den Gott aller Tröstung, mit Bitten und Gebeten anflehen muss, so wollen und befehlen Wir, dass alles, was Wir gelegentlich des Concils in Unserem apostolischen Schreiben vom 11. April v. J. festgesetzt und bestimmt haben, durch welches Wir einen vollkommenen Ablass in der Form eines Jubiläums allen Gläubigen ertheilten, in Kraft und Bestand bleibe, wie es in jenem Schreiben verordnet ist, gerade als ob das Concil noch fortdauerte. Dieses setzen Wir fest, verkünden es, wollen es und befehlen es, was auch immer dagegen geschehen mag, und erklären alles für null und nichtig, was man dagegen wissentlich oder unwissentlich auf Grund irgend welcher Autorität auch zu thun sich unterfangen mag.

Niemandem soll es daher erlaubt sein, diese Unsere Suspensions-Verkündigung, Unseren Willen, Befehl und Erlass enthaltenden Zeilen abzureissen oder denselben zu widersprechen; und wenn es Einer dennoch wagen würde, so soll er wissen, dass ihn dafür der Zorn des Allmächtigen Gottes und der hh. Apostel Petrus und Paulus treffen wird.

Damit aber gegenwärtiges Schreiben Allen, die es angeht, bekannt werde, wollen Wir, dass es selbst oder Exemplare davon an den Thüren der lateranensischen Kirche, der Basilika der Apostel und St. Maria Maggiore in Rom angeschlagen und verkündet werde, und dass es, solcher Gestalt angeheftet und verkündet, Alle und Jeden, der es gesehen, verpflichte, als ob es Jedem von ihnen namentlich und persönlich bekannt gegeben worden wäre.

Gegeben zu Rom bei St. Peter, unter dem Fischerring, am 20. October des Jahres 1870, im 25. Jahre Unseres Pontificats.

N. Card. Paracciani-Clarelli.

Nr. 4947. (212.)

ITALIEN. Depesche des Ministers des Auswärtigen (Visconti-Venosta) an die italienischen Gesandtschaften. — Verwahrung gegen die in der Vertagungsbulle behauptete Unfreiheit des Concils.

Florenz, 22. October.

Nr. 4947 (212). Italien. 22. Oct. 1870.

Mein Herr! Sie sind im telegraphischen Wege benachrichtigt worden, dass die Sitzungen des Concils auf unbestimmte Zeit vertagt worden sind. Die päpstliche Bulle, durch welche dieser Beschluss Sr. Heiligkeit zur Kenntniss der Christenheit gebracht wurde, bezeichnet als Grund der Vertagung den Mangel an Freiheit, welchen das Concil in Folge der neuen Ordnung der Dinge in Rom zu ertragen haben würde. Bei aller Ehrfurcht vor der Entscheidung des heiligen Vaters bin ich indessen verpflichtet, zu erklären, dass nichts die Besorgnisse rechtfertigt, welche in der päpstlichen Bulle ihren Ausdruck gefunden haben. Es ist bekannt und offenkundig, dass der heilige Vater vollkommen frei ist, das Concil zu St. Peter oder in irgend einer anderen Dom- oder Pfarrkirche Roms oder Italiens zu versammeln, deren Wahl ganz dem Ermessen Sr. Heiligkeit verbleiben würde. Wir haben eine zu hohe Achtung für die Würdenträger der Kirche, aus denen das Concil zusammengesetzt ist, um zu glauben, dass politische Erwägungen irgend einen Einfluss auf ihre Beschlüsse haben könnten. Wir können daher die Annahme der Möglichkeit der Ausübung eines Einflusses auf eine so erhabene Versammlung als gerechtfertigt nicht anerkennen, und glauben, dass man wenig Gerechtigkeit dem Muth und der Würde ihrer Mitglieder zu Theil werden liesse, wollte man annehmen, dass eine politische Macht im Stande wäre, ihre Freiheit zu beeinträchtigen.

Empfangen Sie etc.

gez.: Visconti-Venosta.

Nr. 4948. (213.)

PREUSSEN. Rescript des Cultusministers an den Senat der Universität Bonn. — Erklärt das Vorgehen des Erzbischofes von Cöln gegen Bonner Professoren für ungesetzlich.

Nr. 4948 (213). Preussen. 30. Dec. 1870.

Bereits am 24. October und wiederholt am 22. v. M. habe ich dem Hrn. Erzbischof von Cöln zu erkennen gegeben, dass seine Verhandlungen mit den betheiligten Professoren das rein kirchliche Gebiet insofern überschritten

Nr. 4948 (213). Preussen. 30. Dec. 1870.

haben, als denselben unter Androhung von Maassregeln, welche ihre lehramtliche Thätigkeit berühren, das Versprechen abgefordert worden ist, bei Ausführung ihres Lehramtes den auf dem Concil zu Rom jüngst gefassten Beschlüssen treue Folge zu leisten. Dem gegenüber habe ich daran erinnert, dass durch den §. 26 der nach vorgängigem Benehmen mit der Kirche erlassenen Statuten der katholisch-theologischen Facultät der Universität Bonn, und durch die demgemäss von den Lehrern dieser Facultät geleistete professio fidei Tridentina eine Norm für die Ausübung ihres Lehramtes gegeben ist, welche ohne Zustimmung des Staates nicht verändert werden kann. Ebenso habe ich erklärt, daran festhalten zu müssen, dass nach §. 4 Nr. 3 jener Statuten eine bischöfliche Zurechtweisung von Mitgliedern der gedachten Facultät, auch in ihrer Eigenschaft als katholische Geistliche, nur mit Vorwissen des Staates eintreten darf. Der akademische Senat wird hieraus die Ueberzeugung gewinnen, dass auf Seiten der Staatsregierung ein Zweifel gegen die fortdauernde, durch die Verfassungsurkunde nicht veränderte Gültigkeit der Statuten der katholisch-theologischen Facultät nicht besteht, und dass die Staatsregierung die rechtliche Stellung der Professoren der katholischen Theologie in dem vom Staate ihnen anvertrauten Lehramte lediglich nach den vom Staate selbst sanctionirten gesetzlichen und statutarischen Bestimmungen ermisst.

30. December 1870.

v. Mühler.

Dieses Rescript erfolgte auf eine Eingabe des Senates der Universität Bonn, in welcher Beschwerde geführt wird über das Vorgehen des Erzbischofes von Cöln gegen Professoren dieser Universität. Der Sachverhalt war folgender: Der Erzbischof stellte bald nach Verkündigung des Unfehlbarkeitsdogmas an die dem geistlichen Stande angehörenden Professoren das Verlangen, einen Revers auszustellen, in dem sie die Annahme dieses Dogmas zu erklären hätten. Die, welche sich dessen weigerten, wurden a sacris suspendirt und den Studirenden der Theologie der Besuch der Vorlesungen dieser Docenten verboten. — Ein gleiches Verbot erliess auch der Bischof von Paderborn für seinen Diöcesanklerus. S. Friedberg, Sammlung l. c. p. 161.

Aehnliche Maassregeln ergriff der Fürstbischof von Bresslau gegen die Docenten der katholisch-theologischen Facultät, welche die Nürnberger Erklärung unterzeichnet hatten. Der Cultusminister entschied, dass auch diese Maassregelung keinerlei Einfluss haben solle auf die Stellung und Rechte der dadurch betroffenen Docenten. S. Friedberg l. c. p. 58. 161 f.

Nr. 4949. (214.)

BAYERN. Erlass des Staatsministers an den Erzbischof von Bamberg. — Verweigerung des Placets für die Verkündigung des Unfehlbarkeitsdogmas.

Nr. 4949 (214). Bayern. 22. März 1871.

Der hochwürdigste Herr Erzbischof von Bamberg Michael von Deinlein hat in einer unmittelbar bei dem unterfertigten königl. Staatsministerium eingereichten Vorstellung vom 25. Sept. v. J. unten bezeichneten Betreffs, unter Bezug auf die Ministerialentschliessung vom 9. August v. J., das vaticanische Concil betreffend, die Bitte gestellt: es möchte ihm zur Verkündigung und Erklärung der ersten dogmatischen Constitution de ecclesia Christi, edita in sessione quarta sacrosancti oecumenici concilii Vaticani, in seiner Diöcese die landesherrliche Erlaubniss ertheilt werden. So bereitwillig nun auch das unterzeichnete königl. Staatsministerium es anerkennt, dass der hochwürdigste Herr Erzbischof von Bamberg Michael v. Deinlein den in der allegirten Ministerialentschliessung dargelegten verfassungsmässigen Standpunkt sich zur Richtschnur genommen hat, sieht sich dasselbe doch ausser Stande, seinem Gesuche eine Folge zu geben. Hierbei ist der ohne Zweifel sehr bedeutsame Umstand, dass von vielen competenten Stimmen gegen die Gültigkeit und Rechtmässigkeit der Beschlüsse des vaticanischen Concils vom theologischen Standpunkte aus gewichtige Bedenken geltend gemacht worden sind und fortwährend aufrecht erhalten werden, als auf kirchlichem Gebiete gelegen, nicht in erster Reihe entscheidend. Von durchschlagender Bedeutung ist dagegen der Umstand, dass durch die bezeichnete dogmatische Constitution und die aus derselben sich ergebenden Consequenzen nicht etwa bloss die inneren Verhältnisse der katholischen Kirche, sondern auch die zwischen Kirche und Staat, wie sie bisher in Bayern verstanden, gehandhabt und festgehalten worden sind, eine grosse und durchgreifende Veränderung erleiden. Nach Ansicht des unterfertigten königl. Staatsministeriums steht unbestritten fest, dass, falls die in dieser Constitution definirte Machtstellung des Oberhauptes der katholischen Kirche auf gewissen Gebieten, welche übrigens bereits durch frühere päpstliche Erlasse betreten worden sind, in der That verwerthet wird, Fundamentalsätze des bayerischen Verfassungsrechtes in Frage gestellt und insbesondere die staatsbürgerlichen Rechte der Nichtkatholiken des Landes gefährdet werden. Zwar ist im Widerstreite mit der eben erwähnten Auffassung von manchen Seiten auf das entschiedenste betont worden, dass das neu definirte Dogma in strictester Weise auf das Gebiet des Glaubens und der Religionslehre eingeschränkt sei und bleibe. Diese Behauptung kann aber ebensowenig wie die übrigen, von dem hochwürdigsten Herrn Erzbischof von Bamberg Michael v. Deinlein gegebenen mildernden Erläuterungen zu der mehrerwähnten Constitution eine ausreichende Beruhigung gewähren; denn es fehlt jede Garantie dafür, dass jenen vielfachen in früheren Zeiten erschienenen päpstlichen Kund-

Nr. 4949 (214). Bayern. 22. März 1871.

gebungen, welche sich in einschneidender Weise auf das weltliche Gebiet erstrecken, fortan niemals jenes Gewicht beigemessen wird, welches den Aussprüchen des ex cathedra lehrenden Papstes zukommen soll, ebenso wie dafür, dass künftig keine Entscheidungen dieser Art mehr ergehen werden. Sodann ist auch das Gebiet des Glaubens und der Religionslehre nicht allenthalben fest genug abgegrenzt, als dass die Möglichkeit ausgeschlossen wäre, in dasselbe auch solche Fälle einzubeziehen, welche unzweifelhaft das weltliche Gebiet mitberühren. In Anbetracht dieser Erwägungen ist es dem unterzeichneten Staatsministerium unmöglich, in dem Eingangs erwähnten dogmatischen Decret einen rein geistlichen Gegenstand des Gewissens und der Religionslehre zu erblicken, welcher das weltliche Gebiet nicht berührt; vielmehr muss dasselbe die Meinung derjenigen theilen, welche darin eine wesentliche Alteration der Beziehungen zwischen Staat und Kirche und eine Gefahr für die politischen und socialen Grundlagen des Staates erkennen. Unter solchen Verhältnissen würde sich die Staatsregierung aber dem Vorwurfe leichtfertiger Handhabung ihrer Obliegenheiten aussetzen, wenn sie durch Ertheilung des Placets zu den Beschlüssen des vaticanischen Concils die Folgerung zuliesse, dass sie mit dem Inhalte und den Consequenzen der mehrgedachten Beschlüsse einverstanden sei. Das unterfertigte königl. Staatsministerium musste demzufolge zu dem oben bereits erwähnten Schlusse kommen, dass es ausser Stande sei, dem Eingangs angeführten Gesuche des hochwürdigsten Herrn Erzbischofes von Bamberg Michael v. Deinlein eine Folge zu geben. Die Berichtsbeilagen folgen hierneben zurück.

München, den 22. März 1871.

Auf Sr. königl. Majestät allerhöchsten Befehl.

v. Lutz.

Trotz dieses Erlasses verkündete der Erzbischof dann doch das Dogma und schritt gegen Widerspänstige ein. S. Friedberg l. c. p. 166 f. — Die übrigen Bischöfe Bayerns verkündeten das Unfehlbarkeitsdogma, ohne sich vorher an die Regierung wegen Ertheilung des Placets gewendet zu haben. S. Friedberg l. c. Urk. CIII v. p. 165.

Nr. 4950. (215.)

BAYERN. Schreiben des Erzbischofes von München an den König. — Bitte, der altkatholischen Bewegung Einhalt zu gebieten.

Allerdurchlauchtigster, Grossmächtigster König!

Allergnädigster König und Herr!

Nr. 4950 (215). Bayern. 14. April 1871.

Es sind nunmehr volle fünfzehn Jahre, seitdem durch die Allerhöchste Gnade Seiner Majestät des höchstseligen Königs Max II. ich ehrfurchtsvollst Unterzeichneter auf den erzbischöflichen Stuhl von München-Freising erhoben ward. So oft ich während dieser langen Zeit die Ehre hatte, meinem aller-

gnädigsten König und Herrn die von mir erlassenen Pastoralschreiben zu überreichen, war es für mich stets ein angenehmes und freudiges Ereigniss. Bei der Uebersendung meines heutigen Hirtenbriefes aber bin ich von namenlosem Schmerze ergriffen. Denn die Veranlassung hierzu ist eine unendlich betrübende. Euere Königliche Majestät kennen sie. Es ist Allerhöchstdenselben bekannt, welche Dimensionen die Opposition gegen das vaticanische Concil und seine Beschlüsse angenommen, wie sie zur offenen Empörung gegen die Kirche und zur Leugnung ihres göttlichen Lehramtes sich ausgebildet. Es handelt sich nicht mehr um einzelne Persönlichkeiten, welche ihren kirchlichen Pflichten untreu geworden, sondern ein Massenabfall von der katholischen Kirche und offene Verfolgung derselben ist es, die man provociren und mit allen möglichen Mitteln herbeiführen will. || Euere Majestät werden in Allerhöchstihrer warmen Begeisterung für den heiligen katholischen Glauben leicht ermessen, welch tiefe Betrübniss beim Anblick dieser kirchenfeindlichen Bewegung das Herz eines katholischen Bischofes erfüllen muss, und wie es seine heiligste Pflicht ist, Alles aufzubieten, um von der ihm anvertrauten Heerde das drohende Verderben abzuwehren. || In Erfüllung dieser meiner heiligsten Pflicht nahe ich mich heute dem Throne meines allergnädigsten Königs und Herrn mit der alleruntertḧänigsten Bitte: Euere Majestät wollen wie bisher so auch in den gegenwärtigen Tagen der Gefahr wirklich als oberster Schutz- und Schirmherr unserer heiligen Kirche Sich erweisen, wie Allerhöchstderen Durchlauchtigste Ahnen jeder Zeit es sich zu ihrer schönsten und erhabensten Aufgabe gemacht haben. || Die wahrhaft katholische Haltung und Gesinnung, welche Euere Majestät so oft an den Tag gelegt, und welche ich selbst so oft zu bewundern Gelegenheit hatte, kann und wird nicht zugeben, dass die Existenz der Kirche in Bayern gefährdet, ihre verfassungsmässigen Rechte beeinträchtigt werden. Es könnte ja dies nicht geschehen, ohne dass auch die ganze staatliche Ordnung in Frage gestellt würde. Die Verachtung und Zerstörung der kirchlichen Autorität zieht die der staatlichen in nothwendiger Consequenz nach sich. Dafür ist die ganze Geschichte Zeuge und liefert selbst die Gegenwart die traurigsten Belege. Ich sehe deswegen auch für mein heissgeliebtes Vaterland nur endlose Verwirrung und namenloses Unglück, wenn der gegenwärtigen Bewegung gegen die Kirche nicht Halt geboten und eine Grenze gesetzt wird. Das aber können und vermögen bei der gegenwärtigen Sachlage nur Euere Majestät. Nur Ein Wort aus Allerhöchstihrem Munde, und die so hochgehenden Wogen der Bewegung werden sich wieder legen, es wird wieder Ruhe und Friede zurückkehren, die für das Wohl eines Landes so nothwendig sind. || Dieses Wort allergnädigst aussprechen zu wollen, darum flehe ich heute am Throne Euerer Majestät im Interesse meines allergnädigsten heissgeliebten Königs, im Interesse meines theuren Vaterlandes, im Interesse der heiligen Kirche, meiner innigstgeliebten Erzdiöcese und des zeitlichen und ewigen Wohles von Millionen, darum flehe ich mit Inbrunst und Vertrauen. Dieses Wort des Friedens, welches Euere

Nr. 4950 (215). Bayern. 14.April1871.

Majestät sprechen, wird eine grosse, eine herrliche That sein. Millionen von Katholiken, ja die ganze Kirche wird dankbar Euere Majestät dafür preisen und den reichsten Segen des Himmels auf Bayerns katholischen König herabflehen.

In tiefster Ehrfurcht geharrt

Euerer Königlichen Majestät

München den 14. April 1871.

unterthänigst gehorsamster

Gregorius,

Erzbischof von München-Freising.

Der im ersten Absatz dieses Schreibens allegirte Hirtenbrief beschäftigt sich mit einer Zurückweisung der Erklärung, welche Stiftspropst und Professor v. Döllinger über Aufforderung des Erzbischofes, sich den Beschlüssen des vaticanischen Concils zu unterwerfen, unter dem 28. März veröffentlicht hatte. Die Bedeutung, welche diese Aktenstücke für die altkatholische Bewegung hatten, rechtfertigt es wohl, wenn wir dieselben hier mittheilen.

A. Erklärung des Stiftspropstes v. Döllinger vom 28. März 1871.

14.April1871 (28. März).

Euere Excellenz haben mich in zwei Schreiben aufgefordert, mich über meine Stellung zu den von Ihnen verkündeten römischen Beschlüssen vom 18. Juli 1870 zu erklären. Aus dem Kreise Ihres Domkapitels verlautet, dass Sie gesonnen seien, mit Straf- und Zwangsmitteln gegen mich vorzugehen, wie sie sonst nur gegen solche Priester, welche sich grober sittlicher Vergehen schuldig gemacht haben, und auch gegen diese nur in sehr seltenen Fällen, angewendet werden. Es soll dies geschehen, wenn ich nicht in bestimmter Frist meine Unterwerfung unter die beiden neuen Glaubensartikel von der Allgewalt und Unfehlbarkeit des Papstes erkläre. Zugleich wird versichert, dass in naher Zeit wieder eine Zusammenkunft und Berathung deutscher Bischöfe zu Fulda stattfinden werde. Als im Jahre 1848 eine Versammlung aller deutschen Bischöfe zu Würzburg gehalten wurde, erwies man mir die Ehre, mich zu derselben einzuladen, und nahm ich an den dort gepflogenen Verhandlungen theil. Vielleicht könnten nun Euere Excellenz veranlassen, dass auch auf dieser bevorstehenden Versammlung mir, nicht etwa eine Theilnahme an den Berathungen, sondern nur ein geneigtes Gehör für wenige Stunden bewilligt würde. Ich bin nämlich erbötig, vor der hohen Versammlung folgende Sätze zu erweisen, welche für die gegenwärtige Lage der deutschen Kirche und für meine persönliche Stellung von entscheidender Wichtigkeit sein dürften. Erstens: Die neuen Glaubensdecrete stützen sich zur Begründung aus der heiligen Schrift auf die Stellen Matth. 16, 18, Joh. 21, 17 und, was die Unfehlbarkeit betrifft, auf die Stelle Lukas 22, 32, mit welcher dieselbe, biblisch angesehen, steht und fällt. Wir sind nun aber durch einen feierlichen Eid, welchen ich zweimal geleistet habe, verpflichtet, die heilige Schrift „nicht anders als nach dem einstimmigen Consensus der Väter anzunehmen

und auszulegen". Die Kirchenväter haben alle, ohne Ausnahme, die fraglichen Stellen in einem von den neuen Decreten völlig verschiedenen Sinn ausgelegt, und namentlich in der Stelle Lukas 22, 32 nichts weniger als eine allen Päpsten verliehene Unfehlbarkeit gefunden. Demnach würde ich, wenn ich mit den Decreten diese Deutung, ohne welche dieselben des biblischen Fundaments entbehren, annehmen wollte, einen Eidbruch begehen. Dies vor den versammelten Bischöfen darzuthun, bin ich, wie gesagt, bereit. || Zweitens: In mehreren bischöflichen Hirtenbriefen und Kundgebungen aus der jüngsten Zeit wird die Behauptung entwickelt oder der geschichtliche Nachweis versucht, dass die neue zu Rom verkündigte Lehre von der päpstlichen Allgewalt über jeden einzelnen Christen und von der päpstlichen Unfehlbarkeit in Glaubensentscheidungen in der Kirche von Anbeginn an durch alle Jahrhunderte hindurch und immer allgemein, oder doch beinahe allgemein, geglaubt und gelehrt worden sei. Diese Behauptung beruht, wie ich nachzuweisen bereit bin, auf einer vollständigen Verkennung der kirchlichen Ueberlieferung im ersten Jahrtausend der Kirche und einer Entstellung ihrer Geschichte; sie steht im Widerspruche mit den klarsten Thatsachen und Zeugnissen. || Drittens: Ich erbiete mich, ferner den Beweis zu führen, dass die Bischöfe der romanischen Länder, Spanien, Italien, Südamerika, Frankreich, welche in Rom die immense Mehrheit gebildet haben, nebst ihrem Klerus schon durch die Lehrbücher, aus welchen sie zur Zeit ihrer Seminarbildung ihre Kenntnisse geschöpft haben, bezüglich der Materie von der päpstlichen Gewalt irre geführt worden waren, da die in diesen Büchern angeführten Beweisstellen grossentheils falsch, erdichtet oder entstellt sind. Ich will dies nachweisen: einmal an den beiden Hauptwerken und Lieblingsbüchern der heutigen theologischen Schulen und Seminarien, der Moral-Theologie der S. Alfons Liguori (speciell dem darin befindlichen Tractate vom Papste) und der Theologie des Jesuiten Perrone, dann auch an den zur Zeit des Concils in Rom ausgetheilten Schriften des Erzbischofes Cardoni und des Bischofes Ghilardi, sowie endlich an der Theologie des Wiener Theologen Schwetz. || Viertens: Ich berufe mich auf die Thatsache und erbiete mich, sie öffentlich zu beweisen, dass zwei allgemeine Concilien und mehrere Päpste bereits im 15. Jahrhundert durch feierliche, von den Concilien verkündigte, von den Päpsten wiederholt bestätigte Decrete die Frage von dem Machtumfange des Papstes und von seiner Unfehlbarkeit entschieden haben, und dass die Decrete vom 18. Juli 1870 im grellen Widerspruche mit diesen Beschlüssen stehen, also unmöglich verbindlich sein können. || Fünftens glaube ich auch dies beweisen zu können: dass die neuen Decrete schlechthin unvereinbar sind mit den Verfassungen der europäischen Staaten, insbesondere mit der bayerischen Verfassung, und dass ich schon durch den Eid auf diese Verfassung, welchen ich erst neuerlich wieder bei meinem Eintritt in die Kammer der Reichsräthe geschworen habe, mich in der Unmöglichkeit befinde, die neuen Decrete und in deren nothwendiger Folge die Bullen Unam Sanctam und Cum ex apostolatus officio, den Syllabus Pius' IX.

Nr. 4950 (215). Bayern. 14. April 1871 (28. März).

und so viele andere päpstliche Aussprüche und Gesetze, die nun als unfehlbare Entscheidungen gelten sollen und im unauflöslichen Conflict mit den Staatsgesetzen stehen, anzunehmen. Ich berufe mich in dieser Beziehung auf das Gutachten der juristischen Facultät in München und erbiete mich zugleich, es auf den Wahrspruch jeder deutschen Juristenfacultät, welche etwa Euere Excellenz mir bezeichnen würde, ankommen zu lassen. || Für die von mir vorgeschlagene oder vielmehr erbetene Conferenz stelle ich nur zwei Bedingungen, die erste: dass meine Angaben mit den etwaigen Gegenreden zu Protokoll genommen und die Veröffentlichung desselben nachher gestattet werde; die zweite: dass einem wissenschaftlich gebildeten Manne meiner Wahl bei der Conferenz zugegen zu sein erlaubt werde. || Sollte dies in Fulda und vor den deutschen Bischöfen nicht erreichbar sein, so erlaube ich mir ehrerbietigst eine andere Bitte vorzutragen. Geruhen Euere Excellenz, aus Mitgliedern Ihres Domkapitels eine Commission zu bilden, vor welcher ich meine Sache in der eben bezeichneten Weise zu führen vermöchte. Mehrere dieser hochwürdigen Herren sind Doctoren und waren früher Professoren der Theologie, zugleich auch ehedem meine Schüler. Ich darf hoffen, dass es ihnen immerhin angenehmer sein wird, in einer ruhigen Besprechung mit mir zu verkehren, mich, wenn möglich, mit Gründen und Thatsachen zu widerlegen, als vom Richterstuhl herab geistliche Criminalsentenzen gegen mich zu entwerfen und sie dann Euerer Excellenz zur Fulminirung, wie man sagt, zu unterbreiten. Wollen Euere Excellenz selbst bei der Confererenz den Vorsitz führen und sich herablassen, mich bezüglich meiner etwaigen Irrthümer in Anführung und Auslegung von Zeugnissen und Thatsachen zurechtzuweisen, so würde ich mir dies zu hoher Ehre rechnen, und könnte die Sache der Wahrheit dabei nur gewinnen. Und wenn Sie die Anwendung Ihrer oberhirtlichen Gewalt an mir in Aussicht stellen, so darf ich mich doch wohl der Hoffnung hingeben, dass es das schönste, edelste und wohlthätigste, das am meisten Christus ähnliche Attribut dieser Gewalt sei, nämlich das Lehramt, welches Sie zunächst an mir zu üben vorziehen würden. Werde ich mit Zeugnissen und Thatsachen überführt, so verpflichte ich mich hiermit, öffentlich Widerruf zu leisten, alles, was ich über diese Sache geschrieben, zurückzunehmen und mich selber zu widerlegen. Für die Kirche und den Geisterfrieden könnten die Folgen in jedem Falle nur erwünscht sein. Denn es handelt sich hierbei nicht bloss um meine Person. Tausende im Klerus, Hunderttausende in der Laienwelt denken wie ich und halten die neuen Glaubensartikel für unannehmbar. Bis heute hat noch kein einziger, selbst von denen, welche eine Unterwerfungserklärung ausgestellt haben, mir gesagt, dass er wirklich von der Wahrheit dieser Sätze überzeugt sei. Alle meine Freunde und Bekannten bestätigen mir, dass sie die gleiche Erfahrung machen. „Kein einziger glaubt daran“, höre ich Tag für Tag aus jedem Munde. Eine Conferenz wie die von mir vorgeschlagene und die Veröffentlichung des Protokolls wird daher jedenfalls eine von Unzähligen ersehnte höhere Klarheit ge-

Nr. 4950 (215). Bayern. 14. April 1871 (28. März).

währen. || Vielleicht werden Euere Excellenz mich auf den unter Ihrem Namen vor kurzem erschienenen Hirtenbrief als auf eine Quelle verweisen, aus der ich hinreichende Belehrung und Berichtigung meiner Meinung schöpfen könnte; aber ich muss bekennen, dass er gerade die entgegengesetzte Wirkung auf mich hervorgebracht hat, und ich mache mich anheischig, den Nachweis zu liefern, dass hier eine lange Reihe von missverstandenen, entstellten, verstümmelten oder erdichteten Zeugnissen vorliegt, welche zusammen mit der Verschweigung gewichtiger Thatsachen und entgegengesetzter Zeugnisse ein der wirklichen Ueberlieferung völlig unähnliches Bild entwirft. Gewiss hat derjenige, den Euere Excellenz mit dieser Aufgabe betraut haben, die Fälschungen nicht selber ersonnen, sondern sie aus gutem Glauben von Cardoni und Anderen entlehnt; sollte er jedoch gesonnen sein, seine Arbeit in der vorgeschlagenen Conferenz zu vertheidigen, so würde er mich bereit finden, binnen wenigen Stunden entweder meine Behauptung zu erhärten oder, falls mir dies nicht gelänge, ihm öffentliche Ehrenerklärung zu leisten. Nur die eine Bedingung glaube ich bei der Tragweite der Sache stellen zu sollen: dass die königl. Staatsregierung ersucht werde, einen in geschichtlichen und kirchenrechtlichen Materien bewanderten Staatsbeamten als Zeugen der Conferenz beiwohnen zu lassen. Da die Sache auch für alle Regierungen von hoher Bedeutung ist, so darf wohl angenommen werden, dass dies staatlicherseits nicht werde verweigert werden. || Es fehlt in vergangenen Zeiten der Kirche nicht an Thatsachen, welche zeigen, dass mein Vorschlag den Principien wie der Praxis der Kirche entspricht. So wurde im Jahre 411 eine Conferenz von 286 katholischen und 279 donatistischen Bischöfen in drei Sitzungen unter dem Vorsitze des kaiserlichen Staatsbeamten Marcellinus gehalten und die streitige Lehre von der Kirche durchgesprochen, worauf der letztere zu Gunsten der katholischen Bischöfe sich entschied. Im Jahre 1433 erschienen böhmische Calixtiner auf dem Concil zu Basel; ein schon 18 Jahre vorher auf der Constanzer Synode erlassenes Decret über die Communion unter einer Gestalt ward nun einer neuen Besprechung und Prüfung unterzogen, und die Folge waren die auch von dem päpstlichen Stuhl anerkannten Compactaten, welche den Böhmen ein sehr wichtiges und tiefgreifendes, dem älteren Beschlusse derogirendes Zugeständniss machen. Noch grössere Aehnlichkeit mit der von mir vorgeschlagenen Verhandlung hat die in der französischen Geschichte so berühmte Conferenz zwischen dem Bischof Du Perron von Evreux und dem protestantischen Staatsmann und Gelehrten Du Plessis-Mornay, die im Jahre 1600 zu Fontainebleau auf Veranstaltung des Königs Heinrich IV. stattfand. Es handelte sich um den Nachweis, dass Mornay in seinem Buche von der Eucharistie eine beträchtliche Anzahl von Stellen gefälscht oder unrichtig angezogen habe. Heinrich führte selber den Vorsitz; die angesehensten Männer beider Kirchen waren als Zeugen gegenwärtig. Sie ward nach einigen Tagen, und nachdem eine Anzahl von Stellen, die Mornay angeführt hatte, geprüft worden war, durch die Krankheit des letztern unterbrochen, brachte

Nr. 4950 (215). Bayern. 14. April 1871 (23. März).

jedoch auch so eine der katholischen Sache ungemein günstige Wirkung in den damals so gespannten Gemüthern hervor. || Hochwürdigster Erzbischof! Ich stelle es ganz Ihrem Ermessen anheim, welche Form Sie der von mir gewünschten und gewiss unzähligen Katholiken Deutschlands willkommenen Conferenz geben, welche Männer Sie noch zuziehen oder mir entgegenstellen wollen; an Theologen von Beruf, welche gewiss bereitwilligst Ihrer Einladung folgen werden, ist in Ihrer Diöcese kein Mangel. Dass eine Glaubensfrage ebenso sehr Angelegenheit der Laien als der Geistlichen sei und auch jene einen Antheil an der wissenschaftlichen Erforschung und Constatirung der Tradition nehmen dürfen, zeigt die Praxis der Kirche und haben die Päpste und die Theologen anerkannt. Hier, wo es sich um geschichtliche Beweisführung handelt, unterwerfe ich mich gern auch dem Urtheile der angesehensten Historiker deutscher Nation und katholischen Bekenntnisses. Männer wie Ficker, Reumont, Höfler, Arneth, Kampschulte, Cornelius, Lorenz, Wegele, Aschbach mögen ihrerseits urtheilen, ob meine Beweisführung kritisch und historisch richtig sei oder nicht. || Euere Excellenz haben ehedem mein Buch über das erste Zeitalter der Kirche, das apostolische, mit Ihrem Beifalle beehrt, und in Deutschland wurde es allgemein von katholischer Seite als eine treue Darstellung der Zeit der Grundlegung betrachtet; selbst aus dem jesuitisch-ultramontanen Kreis ist kein erheblicher Tadel bekannt geworden. Wenn nun aber die neuen Decrete Wahrheit enthalten, dann trifft mich der Vorwurf, die Geschichte der Apostel verkehrt dargestellt zu haben. Der ganze Abschnitt meines Buches über die Verfassung der ältesten Kirche, meine Darstellung des Verhältnisses, in welchem Paulus und die übrigen Apostel zu Petrus standen, das alles ist dann grundfalsch, und ich müsste mein eigenes Buch verdammen und bekennen, dass ich weder die Apostelgeschichte des Lukas noch die Briefe der Apostel verstanden habe. || Die neue vaticanische Doctrin legt dem Papste die ganze Fülle der Gewalt (totam plenitudinem potestatis) über die ganze Kirche, wie über jeden einzelnen Laien, Priester, Bischof bei — eine Gewalt, welche zugleich die wahrhaft bischöfliche und wiederum die specifisch päpstliche sein soll, welche alles, was nur immer Glaube, Sitte, Lebenspflichten, Disciplin berührt, in sich begreifen soll, welche jeden, den Monarchen wie den Taglöhner, unmittelbar ergreifen, strafen, ihm gebieten und verbieten kann. Sorgfältig sind die Worte so gestellt, dass für die Bischöfe schlechterdings keine andere Stellung und Autorität, als die, welche päpstlichen Commissären und Bevollmächtigten zukommt, übrig bleibt. Damit ist denn, wie jeder Kenner der Geschichte und der Väter zugeben wird, der altkirchliche Episkopat in seinem innersten Wesen aufgelöst, und ein apostolisches Institut, dem nach dem Urtheile der Kirchenväter die höchste Bedeutung und Autorität in der Kirche zukommt, zu einem wesenlosen Schatten verflüchtigt. Denn zwei Bischöfe in demselben Sprengel, einen, der zugleich Papst ist, und einen, der bloss Bischof ist, wird doch Niemand für denkbar halten; ein päpstlicher Vicar oder Diöcesancommissär ist eben kein Bischof,

kein Nachfolger der Apostel; er kann durch die ihm von Rom verliehenen Gewalten sehr mächtig sein, solange sein Auftraggeber ihn eben walten lässt, gleichwie auch ein von dem Papst mit einer Privilegienfülle ausgestatteter Jesuit oder Mendicantenmönch grosse Macht besitzt, und ich weiss wohl, dass in Rom den Bischöfen diese Aussicht auf Vergrösserung ihrer Macht eröffnet worden ist, dass man ihnen oft gesagt hat: je unwiderstehlicher der Papst ist, desto stärker werdet ihr sein; denn von seiner Machtfülle werden reiche Strahlen sich auf euch herabsenken. Die Bischöfe der Minorität haben das Täuschende dieser Verheissungen wohl durchschaut; sie haben, wie die officielle „Analytische Synopsis“ zeigt, wohl erkannt, dass sie, wenn der Universal-Episkopat des Papstes aufgerichtet sein werde, wohl noch kirchliche Würdenträger, aber keineswegs mehr wahre Bischöfe sein würden; Sie selber, Hochwürdigster Herr! haben an der Deputation theilgenommen, welche am 15. Juli dem Papste die dringendsten Gegenvorstellungen machte — Vorstellungen, denen Herr v. Ketteler noch durch einen Fussfall Nachdruck zu geben versuchte. Bekanntlich sind diese Vorstellungen vergeblich geblieben. Der ganze Trost, der den um den Verlust ihrer altkirchlichen Würde trauernden Prälaten gespendet wurde, beschränkte sich darauf, dass im Decrete gesagt wurde: die bischöfliche Gewalt sei eine „ordentliche“ (nämlich eine potestas ordinaria subdelegata, wie die römischen Kanonisten sich auszudrücken pflegen), und der Papst rechne es zu seiner Aufgabe, sie zu unterstützen, was mit einem verstümmelten Ausspruche Gregors des Grossen belegt wurde — einer Stelle, die, wenn man sie nebst anderen vollständig angeführt hätte, freilich der Welt gezeigt haben würde, dass dieser Papst des siebenten Jahrhunderts einen solchen Universal-Episkopat, wie man ihn jetzt aufgerichtet hat, mit dem tiefsten Abscheu als eine blasphemische Usurpation von sich wegwies. || Ueberhaupt hat es an Bitten, Vorstellungen, Warnungen vor dem Concil und noch während desselben nicht gefehlt. Sie selbst, Hochwürdigster Herr, haben sich daran durch Unterschrift betheiligt. Die Bischöfe der Minorität haben in einer am 12. Januar an den Papst gerichteten, auch von Ihnen unterzeichneten Ansprache erklärt: dass „die Aussprüche und Handlungen der Kirchenväter, die echten Urkunden der Geschichte und der katholische Lehrbegriff selbst ernste Schwierigkeiten darböten, welche der Proclamirung der Unfehlbarkeitslehre sich widersetzten“; Sie sind damals vor einer Erörterung dieser Schwierigkeiten, wie Sie sagen, erschrocken und haben den Papst gebeten, Ihnen die Nothwendigkeit einer solchen Berathung nicht aufzuerlegen, das heisst auf das Dogma seiner Unfehlbarkeit zu verzichten. Als aber der Papst darauf bestand, dass das Concil sich damit befasse, haben die deutschen Bischöfe am 11. März eingehende Conferenzen über die Unfehlbarkeitsfrage, welche durch gewählte Deputationen beider Theile geführt würden, begehrt. Sie wurden nicht gestattet; es blieb bei den Reden in der allerdings jede geordnete Discussion unmöglich machenden Aula. Wie unentbehrlich und dringendst geboten prüfende Conferenzen gewesen seien, dafür will ich hier nur ein Bei-

Nr. 4950 (215). Bayern. 14. April 1871 (28. März).

spiel anführen. Eine beträchtliche Anzahl italienischer Bischöfe verlangte in einer nun gedruckten Eingabe, dass die päpstliche Unfehlbarkeit zum Glaubenssatz erhoben werde, weil zwei Männer, welche beide Italiener und der Stolz der Nation seien, Thomas von Aquin und Alfons von Liguori, diese zwei hellstrahlenden Lichter der Kirche, so gelehrt hätten*). Nun war bekannt und von mir sowohl als von Gratry bereits erinnert worden, dass Thomas durch eine lange Reihe erdichteter Zeugnisse betrogen worden sei, wie er sich denn in der That für seine Lehre durchweg nur auf solche Fälschungen und nie auf echte Stellen der Väter oder Concilien beruft. Und was Liguori betrifft, so reichte ein Blick in seine Schrift hin, um einem kundigen Theologen zu zeigen, dass er es noch schlimmer als Thomas mit gefälschten Stellen getrieben habe. Meine Hinweisung auf den Betrug, welchem Thomas unterlegen war, hatte in Rom grosses Aufsehen erregt; der Verfasser einer in Rom damals verfassten und gegen mich gerichteten Schrift**) sagt: rings um ihn herum habe sich ein Geschrei darüber erhoben. Es wäre also unumgänglich nothwendig gewesen, die Sache doch zu prüfen. Freilich würde diese Prüfung, wenn sie umfassend und gründlich angestellt worden wäre, sehr weit geführt, sie würde das Ergebniss geliefert haben, dass die Theorie der päpstlichen Unfehlbarkeit nur durch eine lange Kette berechneter Erdichtungen und Fälschungen in die Kirche eingeführt und dann durch Gewalt, durch Unterdrückung der alten Lehre und durch die mannichfaltigen, dem Herrscher zu Gebote stehenden Mittel und Künste ausgebreitet und behauptet worden sei. So waren denn alle Bemühungen, Vorstellungen und Bitten vergeblich; nichts wurde bewilligt, und doch hatte man das Vorbild des sonst so oft angeführten Concils von Florenz vor Augen, wo die Behauptung der Griechen, dass man ihnen gefälschte Texte der Väter vorlege, zu monatelangen, mit grösster Sorgfalt angestellten Untersuchungen und Discussionen geführt hatte. Es ist Euerer Excellenz gewiss bekannt, dass man von jeher von einem wahren ökumenischen Concil, wenn es dogmatische Beschlüsse erlassen sollte, die genaueste und reifste Prüfung der Tradition als Bedingung des Geltens gefordert hat. Wie contrastirt auch das Verfahren zu Trient in diesem Punkte mit dem, was 1870 in Rom geschah! Freilich hätte die Schrift des Erzbischofes Cardoni, welche in der Vorbereitungs-Commission schon angenommen war und nun auch den versammelten Bischöfen als Beweisführung gelten sollte, nicht eine Stunde lang die Prüfung ausgehalten. || Mir ist in der ganzen Geschichte der Kirche unter den als allgemein berufenen Concilien nur eines bekannt, auf welchem die Machthabenden, gleichwie auf dem jüngsten, jede gründliche Erörterung der Tradition verhindert haben, und das ist das zweite von Ephesus vom Jahre 549; dort, auf der sogenannten Räubersynode, geschah es mit Gewalt

*) So die Sammlung officieller Actenstücke zum ökum. Concil, II. 153.

**) De Romani Pontificis suprema potestate docendi. Disputatio theologica, Napoli 1870, p. 50. In tota clamorum, quos circumcirca audimus, causa.

Nr. 4950 (215). Bayern. 14. April 1871 (28. März).

und tumultuarischer Tyrannei; auf dem vaticanischen war es die der Versammlung auferlegte Geschäftsordnung, die päpstliche Commission und der Wille der Majorität, welche es nicht zu einer ordentlichen und eindringenden Prüfung kommen liessen. Sie würde allerdings sehr bedenkliche und missliebige Dinge zu Tage gefördert haben; aber sie hätte auch die Kirche vor einer Verwirrung, welche auch Ihnen beklagenswerth erscheint, bewahrt. Wenn Sie nun gleichwohl behaupten, dass die vaticanische Versammlung völlig frei gewesen sei, so nehmen Sie wohl das Wort „frei" in einem Sinne, den man sonst in theologischen Kreisen nicht damit verbindet. Theologisch frei ist ein Concil nur dann, wenn freie Untersuchung und Erörterung aller Bedenken und Schwierigkeiten stattgefunden hat, wenn die Einwürfe zugelassen und nach den Regeln, welche die Ermittelung der Tradition erheischt, geprüft worden sind. Dass hierzu auch nicht der bescheidenste Anfang gemacht worden, dass in der That der immensen Majorität der Bischöfe aus den romanischen Ländern entweder der Wille oder die Einsicht mangelte, um Wahrheit und Lüge, Rechtes und Falsches gehörig von einander zu sondern, das beweisen die Schriften, die in Italien erschienen und in Rom vertheilt wurden, wie z. B. die des Dominikaners und Bischofes von Mondovi, Ghilardi; das beweist ferner die Thatsache, dass Hunderte dieser Bischöfe sich auf die unantastbare Autorität des Alfons Liguori stützen konnten, ohne zu erröthen. || Bekanntlich haben die Jesuiten, als sie den Plan fassten, den päpstlichen Absolutismus in Kirche und Staat, in Lehre und Verwaltung zum Glaubenssatz erheben zu lassen, das sogenannte sacrificio dell' intelletto erfunden und ihre Anhänger und Jünger versichert, viele und darunter sogar Bischöfe auch wirklich überredet: die schönste Gott dargebrachte Huldigung und der edelste christliche Heroismus bestehe darin, dass der Mensch, dem eigenen Geisteslichte der selbsterworbenen Erkenntniss und gewonnenen Einsicht entsagend, sich mit blindem Glauben dem untrüglichen päpstlichen Magisterium, als der einzigen sicheren Quelle religiöser Erkenntniss, in die Arme werfe. Es ist diesem Orden allerdings in weitem Umfange gelungen, die Geistesträgheit in den Augen Unzähliger zur Würde eines religiös verdienstlichen Opfers zu erheben und mitunter selbst Männer, welche vermöge ihrer sonstigen Bildung zur Anstellung der geschichtlichen Prüfung wohl befähigt wären, zum Verzicht auf dieselbe zu bewegen. Aber die deutschen Bischöfe sind doch, soweit sich hier nach ihren Hirtenbriefen urtheilen lässt, noch nicht bis zu dieser Stufe der Verblendung herabgestiegen. Sie lassen auch der menschlichen Wissenschaft, der menschlichen Prüfung und Forschung noch ihr Recht und ihre Wirkungssphäre. Sie berufen sich selber auf die Geschichte, wie eben auch der unter Ihrem Namen erschienene Hirtenbrief gethan. || In dem mir eben zugekommenen Pastoralschreiben des Herrn Bischofes Lothar v. Kübel in Freiburg heisst es S. 9: „Bekommt der Papst neue Offenbarungen? Kann er neue Glaubensartikel machen? Gewiss nicht. Er kann nur erklären, dass eine Lehre in der heil. Schrift und Ueberlieferung enthalten, also von Gott

Nr. 4950 (215). Bayern. 14. April 1871 (28. März).

geoffenbart sei, und deshalb von Allen geglaubt werden müsse." Ich zweifle nicht, dass Euere Excellenz und die übrigen deutschen Bischöfe mit diesen Worten einverstanden sind. Dann aber handelt es sich in der gegenwärtigen verworrenen Lage der Kirche um eine rein geschichtliche Frage, welche denn auch einzig mit den hierfür zu Gebote stehenden Mitteln und nach den Regeln, welche für jede historische Forschung, jede Ermittelung vergangener, also der Geschichte angehöriger Thatsachen gelten, behandelt und entschieden werden muss. Es giebt hier keine besonderen geheimen Quellen, aus denen die Päpste allein zu schöpfen das Recht oder die Macht hätten. Papst und Bischöfe müssen sich hier nothwendig, so zu sagen, unter die Herrschaft des gemeinen Rechts stellen, das heisst, sie müssen, wenn ihre Beschlüsse Bestand haben sollen, jenes Verfahren anwenden, jenes Zeugenverhör mit der erforderlichen Sichtung und kritischen Prüfung vornehmen, welches nach dem allgemeinen Consensus aller in geschichtlichen Dingen urtheilsfähigen Menschen aller Zeiten und Völker allein Wahrheit und Gewissheit zu liefern im Stande ist. Zwei Fragen mussten also und müssen noch jetzt nach diesem Verfahren beantwortet werden. Erstens: Ist es wahr, dass die drei Aussprüche Christi über Petrus von Anfang an in der ganzen Kirche und durch alle Jahrhunderte hindurch in dem Sinne, welcher ihnen jetzt unterlegt wird, nämlich von einer allen Päpsten damit verliehenen Unfehlbarkeit und schrankenlosen Universalherrschaft verstanden worden sind? Zweitens: Ist es wahr, dass die kirchliche Ueberlieferung aller Zeiten in den Schriften der Väter und den Thatsachen der Geschichte die allgemeine Anerkennung dieses päpstlichen Doppelrechts aufweist? [Wenn diese Fragen mit Nein beantwortet werden müssen, so darf nicht etwa, wie Herr v. Kübel und andere thun, an den Beistand des heil. Geistes, der dem Papste zugesichert sei, und an den ihm deshalb gebührenden Glaubensgehorsam appellirt werden: denn ob er wirklich dieses Beistandes sich erfreue, das soll eben erst geschichtlich nachgewiesen werden. Wo ist dies bis jetzt geschehen? Nicht auf dem Concil; denn dort hat man, wie Cardoni's Hauptschrift beweist, selbst Fälschungen nicht gescheut und eine völlig unwahre Darstellung der Tradition mit Verschweigung der schlagendsten Thatsachen und Gegenzeugnisse gegeben, und dies ist es eben, was zu beweisen ich mich erbiete. Und hier bitte ich Euere Excellenz erwägen zu wollen, dass die Lehre, zu der wir uns jetzt bekennen sollen, nach der Natur der Sache, nach der eigenen Erklärung des Papstes, nach dem Geständnisse aller Infallibilisten, einen oder vielmehr den Fundamental-Artikel des Glaubens bildet; dass es sich direct um die regula fidei, um die Norm handelt, welche über das, was zu glauben oder nicht zu glauben sei, entscheiden muss. Künftig würde jeder katholische Christ auf die Frage, warum er dies oder jenes glaube, nur antworten können und dürfen: „Ich glaube es oder verwerfe es, weil der unfehlbare Papst es zu glauben oder zu verwerfen geboten hat." Dieses oberste Glaubensprincip darf, wie es nothwendig sonnenklar in der heil. Schrift verzeichnet sein müsste, niemals in der Kirche verdunkelt ge-

Nr. 4950 (215). Bayern. 14. April 1871 (28. März).

wesen sein; es muss in jeder Zeit, bei jedem Volke, wie ein hellleuchtendes Gestirn die ganze Kirche beherrscht haben, muss an die Spitze alles Unterrichts gestellt worden sein; und wir harren alle noch des Aufschlusses: wie es denn zu erklären sei, dass erst nach 1830 Jahren die Kirche auf den Gedanken gekommmen sei, eine Lehre, welche der Papst in dem an Euere Excellenz gerichteten Schreiben vom 28. Oct. ipsum fundamentale principium catholicae fidei ac doctrinae nennt, zum Glaubensartikel zu machen. Wie ist es denn nur möglich gewesen, dass die Päpste jahrhundertelang ganzen Ländern, ganzen theologischen Schulen die Leugnung dieses fundamentalen Glaubenssatzes nachgesehen haben? Und war denn da eine Einheit der Kirche, wo man im Fundament des Glaubens selbst geschieden war? Und — darf ich es noch beifügen? — wie ist es denn gekommen, dass Euere Excellenz selber so lange und so beharrlich gegen die Verkündigung dieses Dogmas sich gesträubt haben? — Weil es nicht opportun sei, sagen Sie. Aber kann es denn jemals „inopportun“ sein, den Gläubigen den Schlüssel zum ganzen Glaubensgebäude zu geben, den Fundamental-Artikel, von welchem alle anderen abhängen, zu verkünden? Da stehen wir ja alle schwindelnd vor einem Abgrunde, der sich am 18. Juli vor uns aufgethan hat. || Wer die ungeheuere Tragweite der jüngsten Beschlüsse ermessen will, dem ist dringend zu empfehlen, dass er immer das dritte Capitel des Concils-Decrets mit dem vierten gehörig zusammennehme, und sich vergegenwärtige, welch' ein System der vollendetsten Universalherrschaft und geistlichen Dictatur uns hier entgegentritt. Es ist die ganze Gewaltfülle über die gesammte Kirche wie über jeden Einzelmenschen, wie sie die Päpste seit Gregor VII. in Anspruch genommen, wie sie in den zahlreichen Bullen seit der Bulle Unam Sanctam ausgesprochen ist, welche fortan von jedem Katholiken geglaubt und im Leben anerkannt werden soll. Diese Gewalt ist schrankenlos, unberechenbar; sie kann überall eingreifen, wo, wie Innocenz III. sagt, Sünde ist, kann jeden strafen, duldet keine Appellation und ist souveräne Willkür; denn der Papst trägt nach dem Ausdrucke Bonifacius' VIII. alle Rechte im Schrein seiner Brust. Da er nun unfehlbar geworden ist, so kann er im Momente, mit dem einen Wörtchen „orbi“ (d. h. dass er sich an die ganze Kirche wende) jede Satzung, jede Lehre, jede Forderung zum untrüglichen und unwidersprechlichen Glaubenssatze machen. Ihm gegenüber besteht kein Recht, keine persönliche oder corporative Freiheit, oder wie die Kanonisten sagen: das Tribunal Gottes und des Papstes ist ein und dasselbe. Dieses System trägt seinen romanischen Ursprung an der Stirn und wird nie in germanischen Ländern durchzudringen vermögen. Als Christ, als Theologe, als Geschichtskundiger, als Bürger kann ich diese Lehre nicht annehmen. Nicht als Christ: denn sie ist unverträglich mit dem Geiste des Evangeliums und mit den klaren Aussprüchen Christi und der Apostel; sie will gerade das Imperium dieser Welt aufrichten, welches Christus ablehnte, will die Herrschaft über die Gemeinden, welche Petrus Allen und sich selbst verbot. Nicht als Theologe: denn die gesammte echte Tradition der

Nr. 4950 (215). Bayern. 14. April 1871 (28. März).

Kirche steht ihr unversöhnlich entgegen. Nicht als Geschichtskenner kann ich sie annehmen: denn als solcher weiss ich, dass das beharrliche Streben, diese Theorie der Weltherrschaft zu verwirklichen, Europa Ströme von Blut gekostet, ganze Länder verwirrt und heruntergebracht, den schönen organischen Verfassungsbau der älteren Kirche zerrüttet und die ärgsten Missbräuche in der Kirche erzeugt, genährt und festgehalten hat. Als Bürger endlich muss ich sie von mir weisen, weil sie mit ihren Ansprüchen auf Unterwerfung der Staaten und Monarchen und der ganzen politischen Ordnung unter die päpstliche Gewalt und durch die eximirte Stellung, welche sie für den Klerus fordert, den Grund legt zu endloser verderblicher Zwietracht zwischen Staat und Kirche, zwischen Geistlichen und Laien. Denn das kann ich mir nicht verbergen, dass diese Lehre, an deren Folgen das alte deutsche Reich zu Grunde gegangen ist, falls sie bei dem katholischen Theil der deutschen Nation herrschend würde, sofort auch den Keim eines unheilbaren Siechthums in das eben erbaute neue Reich verpflanzen würde*). — Genehmigen etc.

München, 28. März 1871.

J. v. Döllinger.

Nach dem Erscheinen dieser Erklärung verbot der Erzbischof von München den Theologen den Besuch der Vorlesungen Döllinger's und Friedrich's, also der Professoren der Münchener theologischen Facultät, welche sich weigerten, die Beschlüsse des vaticanischen Concils anzuerkennen. Ueber Beide wurde dann unter dem 17. u. 18. April von Seiten des Erzbischofes die Excommunication ausgesprochen. — Die hier nicht mitgetheilten Actenstücke über diesen Conflict s. Friedberg l. c. p. 168 ff. Daselbst auch p. 187 ff. einige der an Döllinger gerichteten Zustimmungsadressen, und Urk. CVIII die höchst beachtenswerthe Erklärung Professor Friedrich's vom 27. April über dessen Stellung zu den vaticanischen Beschlüssen.

B. Hirtenbrief des Erzbischofes von München gegen Döllinger.

14. April 1871 (2. April).

Gregorius, durch Gottes Barmherzigkeit und des heiligen apostolischen Stuhles Gnade Erzbischof von München und Freising, Hausprälat und Thron-Assistent Sr. päpstlichen Heiligkeit etc., dem gesammten ehrwürdigen Klerus und allen Gläubigen des Erzbisthums Gruss und Segen in dem Herrn! Der Stiftspropst und Professor der Theologie Dr. v. Döllinger hat am 28. März d. J. eine Erklärung über seine Stellung zum allgemeinen vaticanischen Concil und zu dessen bisherigen Beschlüssen an Uns gerichtet, welche er gleichzeitig auch

*) So eben lese ich in dem officiellen Organe der römischen Curie und der Jesuiten, in der „Civiltà" vom 18. März 1871, p. 664: „Der Papst ist oberster Richter der bürgerlichen Gesetze. In ihm laufen die beiden Gewalten, die geistliche und die weltliche, wie in ihrer Spitze zusammen; denn er ist der Stellvertreter Christi, welcher nicht nur ewiger Priester, sondern auch König der Könige und Herr der Herrschenden ist" — und gleich nachher: „Der Papst ist kraft seiner hohen Würde auf dem Gipfel beider Gewalten."

Nr. 4950 (215). Bayern. 14. April 1871 (2. April).

der Augsburger „Allgemeinen Zeitung“ zur Verfügung stellte. Hier ist sie auch bereits (Ausserord. Beilage No. 90 vom 31. März d. J.) veröffentlicht worden. Diese Veröffentlichung zwingt Uns, den ehrwürdigen Klerus und die Gläubigen Unseres Erzsprengels öffentlich und nachdrücklich auf die Hauptirrthümer aufmerksam zu machen, welche in diesem höchst beklagenswerthen Actenstück enthalten sind und den Verfasser, falls er sie beharrlich festhält, von der katholischen Kirche absondern. 1) Der Verfasser verlangt, dass ihm gestattet werde, in einer Versammlung von Bischöfen oder Theologen den Beweis zu liefern, dass die Glaubensdecrete der IV. Sitzung des vaticanischen Concils weder in der heiligen Schrift, wie sie die Kirchenväter verstanden, noch in der Ueberlieferung, nach ihrer echten Geschichte, enthalten seien, dass letztere vielmehr durch erdichtete oder entstellte Urkunden gefälscht worden sei und dass die nämlichen Decrete im Widerspruch mit älteren kirchlichen Entscheidungen stehen. Nun liegt aber hier nicht etwa eine Frage vor, welche erst zu entscheiden, darum zuvor sorgfältig zu prüfen wäre. Die Sache ist bereits entschieden; ein allgemeines, rechtmässig berufenes, frei versammeltes, vom Oberhaupt der Kirche geleitetes Concil hat nach sorgfältiger Prüfung die katholische Lehre vom Primat des römischen Papstes erläutert, formulirt und definirt. Jeder katholische Christ weiss nun, was die Kirche zu glauben vorstellt. Die Kirche, welcher Jesus Christus seinen Beistand verheissen hat bis an das Ende der Zeiten, kann uns nichts anderes zu glauben gebieten, als das, was Gott selbst geoffenbart hat. Wer darum dem Ausspruche der Kirche sich widersetzt, der widersetzt sich Gott. „Wer die Kirche nicht hört, der sei dir wie ein Heide und ein öffentlicher Sünder.“ Matth. 18, 17. 2) Der Verfasser behauptet, dass es sich hier „um eine rein geschichtliche Frage handle, welche denn auch einzig mit den hiefür zu Gebote stehenden Mitteln und nach den Regeln, welche für jede historische Forschung, jede Ermittlung vergangener, also der Geschichte angehöriger Thatsachen gelten, behandelt und entschieden werden müsse.“ Dadurch ist aber die historische Forschung über die Kirche gestellt; es werden die Entscheidungen der Kirche dem letzten und entscheidenden Urtheile der Geschichtschreiber preisgegeben; es wird dadurch das göttliche verordnete Lehramt in der Kirche beseitigt und alle katholische Wahrheit in Frage gestellt. Möge die Wissenschaft immerhin an die katholischen Glaubenslehren hintreten und sie mit allen menschlichen Mitteln prüfen, sie werden in jeder Feuerprobe bestehen. Die Wissenschaft des Unglaubens aber mag sich aufbäumen gegen Gott und seine Offenbarung, gegen die Kirche und ihre Glaubensdecrete: sie wird nie und nimmer den Felsen, auf den der Herr seine Kirche gebaut hat (Matth. 16, 18), zu erschüttern vermögen. 3) Der Verfasser erklärt, dass die Decrete vom 18. Juli v. J. „schlechthin unvereinbar seien mit den Verfassungen der europäischen Staaten, insbesondere mit der bayerischen Verfassung“, ja „dass diese Lehre, an deren Folge das alte deutsche Reich zu Grunde gegangen sei, falls sie bei dem katholischen Theil der deutschen Nation herrschend würde, sofort auch den Keim eines unheilbaren Siechthums

Nr. 4950 (215). Bayern. 14. April 1871 (2. April).

in das eben erbaute neue Reich verpflanzen würde". Gegen diese gänzlich irrthümliche Unterstellung und sehr gehässige Anklage protestiren Wir hierdurch mit lautester Stimme und erklären sie als eine unbegründete Verdächtigung der katholischen Kirche, ihres Oberhauptes, ihrer Bischöfe und ihrer sämmtlichen Glieder, welche nie aufhören werden, „dem Kaiser zu geben was des Kaisers ist und Gott was Gottes ist". Matth. 22, 21. Geliebteste Diöcesanen! Die Anschauungen, Grundsätze und Urtheile, welche in diesem Actenstücke vorgebracht werden, und von denen wir euch nur die namhaftesten bezeichnet haben, sind seit der Ankündigung des vaticanischen Concils bis jetzt in vielen Büchern, Zeitschriften und Tagesblättern mit unchristlicher Leidenschaft und Bitterkeit verbreitet worden. Es wird jetzt leider durch eben dieses Actenstück die längst gehegte traurige Vermuthung zur höchsten Wahrscheinlichkeit gesteigert, dass der Verfasser dieser Erklärung das geistige Haupt der ganzen gegen das vaticanische Concil ins Werk gesetzten Bewegung gewesen ist, welche so viele Verwirrung der Geister und Beunruhigung der Gewissen erzeugt hat. Die ebenso zahlreichen Gegenschriften und Widerlegungen fanden leider in diesen kirchenfeindlichen Kreisen kein Gehör. Nunmehr aber gestaltet sich die Sache durch das offene Hervortreten eines bis dahin höchst verdienten und in der Kirche wie im Staate hochgestellten Mannes zu einem förmlichen Aufruhr gegen die katholische Kirche. Geliebteste Diöcesanen! Wir sind Uns unserer oberhirtlichen Amtspflicht wohl bewusst und haben darum nicht gesäumt, diese ernsten und warnenden Hirtenworte an euch zu richten, sowie andere augenblicklich nöthig gewordene Anordnungen zu treffen. Die weiteren Schritte, welche Wir zu thun verpflichtet sind, werden nicht minder die für die Kirche in Deutschland drohende Gefahr als die Liebe zu dem irrenden Mitbruder im Auge behalten. Wir werden „das geknickte Rohr nicht zerbrechen und den glimmenden Docht nicht auslöschen". Matth. 12, 20. Wir werden aber auch unsere theure Heerde vor Irrthum und Verführung zu schützen wissen. Unseren hochwürdigen Diöcesanpriestern rufen Wir zu mit Paulus: „O Timotheus, bewahre was dir anvertraut ist, hüte dich vor unheiligen Wortneuerungen und den Widersprechungen der fälschlich so genannten Wissenschaft, zu welcher einige sich bekannten und vom Glauben abgefallen sind." 1. Timoth. 6, 20. 21. Alle aber, geliebteste Diöcesanen, betet für das schwergefährdete Seelenheil des Verfassers jener glaubenswidrigen Erklärung, betet für die heilige Kirche in unserem theueren deutschen und bayerischen Vaterlande, betet für eueren tiefbekümmerten Oberhirten, der euch segnet im Namen des Vaters, des Sohnes und des heiligen Geistes, Amen. Gegenwärtiges Hirtenschreiben ist nach Bedürfniss den Gläubigen von der Kanzel mitzutheilen. Gegeben zu München, am Palmsonntag des Jahres 1871.

† Gregorius, Erzbischof von München-Freising.

Nr. 4951. (216.)

DEUTSCHLAND. Hirtenbrief der deutschen Bischöfe über die Beschlüsse des vaticanischen Concils.

Nr. 4951 (216). Deutschland. Mai 1871.

Die unterzeichneten Bischöfe entbieten den Gläubigen Gruss und Segen im Herrn!

In Folge der Beschlüsse des vaticanischen Concils hat namentlich in Deutschland manche Geister eine grosse Bewegung ergriffen. Während das gläubige katholische Volk überall mit freudiger Bereitwilligkeit den Entscheidungen der allgemeinen Kirchenversammlung sich unterworfen hat, finden wir in jenen Kreisen der Gesellschaft, welche auf ein höheres Maass von Bildung Anspruch machen, vielfach Abneigung und Befremdung Angesichts der verkündigten Concilsbeschlüsse, insbesondere über das unfehlbare Lehramt des Papstes. In dem der Kirche feindlichen Lager aber hat sich eine heftige und weit verbreitete Agitation erhoben, um die Kirche zu schmähen, zu verleumden, in Fesseln zu schlagen und selbst zu vernichten, wenn die Macht der Menschen vermöchte, was selbst den Pforten der Hölle nimmer gelingen wird. Woher diese Erscheinung? Die Wissenschaft in Deutschland hat vielfach auch auf dem Gebiete der Theologie in neuerer Zeit Wege betreten, welche sich mit dem Wesen des wahren katholischen Glaubens nicht vereinigen lassen. Diese wissenschaftliche Richtung, welche sich von der Auctorität der Kirche losgesagt hat und nur an ihre eigene Unfehlbarkeit glaubt, ist unverträglich mit dem katholischen Glauben. Sie ist ein Abfall von dem wahren Geiste der Kirche, indem sie dem Geiste einer falschen Freiheit huldigt, welcher dem Glauben an die göttliche in der Kirche durch den heiligen Geist wirksame Lehrauctorität persönliche Ansichten und Meinungen vorzieht. Erscheint es nicht solchen Thatsachen gegenüber jetzt als ein Werk der göttlichen Vorsehung, dass gerade in unserer Zeit, wo die sogenannte freie theologische Wissenschaft so hoch ihr Haupt erhoben hat, das Dogma von dem unfehlbaren Lehramte des obersten Hirten und Lehrers der Kirche, welches mit jener falschen Richtung in der Theologie im schroffsten Gegensatze steht, verkündigt worden ist? Was würde wohl auf die Dauer aus dieser sogenannten freien Wissenschaft auf dem Boden der katholischen Theologie geworden sein, wenn nicht das vaticanische Concil jenen Prüfstein der Geister aufgestellt hätte, an dem der vernunftstolze Dünkel der sich selbst für unfehlbar haltenden Wissenschaft sich gebrochen und an dem nicht minder jene beklagenswerthe Leichtfertigkeit unserer Zeit offenbar werden musste, welche die sogenannte öffentliche Meinung wie ein höchstes Orakel auch in Sachen der übernatürlichen Ordnung anbetet, während sie das von Gott gesetzte Lehramt der Kirche verachtet. Der ganze Episkopat, alle Nachfolger der Apostel, zu welchen der göttliche Heiland gesagt hat:

Nr. 4951 (216). Deutschland. Mai 1871.

„Siehe, ich bin bei euch alle Tage bis an das Ende der Welt"*) und „wer euch höret, der höret mich, und wer euch verachtet, der verachtet mich"**), sie sind einig, nachdem Petrus gesprochen hat. Sie alle stehen auf diesem Felsengrunde der Kirche, von welchem sich Niemand trennen kann, wer immer zu der Heerde Jesu Christi gehören will. ‖ Indem wir daher, in dem Herrn Geliebte, in innigster Gemeinschaft mit dem ganzen Episkopate der katholischen Welt unsere volle Zustimmung und Unterwerfung unter alle und jede Beschlüsse des vaticanischen Concils hierdurch einstimmig erklären, protestiren wir zugleich mit aller Entschiedenheit gegen die Behauptung, als sei dadurch eine neue, in der uralten Ueberlieferung der Kirche nicht enthaltene Lehre verkündigt worden, oder als sei durch die verkündigte Lehre von dem unfehlbaren Lehramte und der Amtsgewalt des Papstes das Verhältniss der Kirche zum Staate geändert oder gar der Staatsgewalt gefährlich geworden. Gleichzeitig warnen wir alle Glieder der uns von Gott anvertrauten Heerden vor den Gefahren der bezeichneten Irrwege, welche von der Gemeinschaft der heiligen Kirche trennen. Wir ermahnen alle Gläubigen auf das eindringlichste zum treuen und standhaften Festhalten an dem Glauben unserer Mutter, der heiligen katholischen Kirche, welche nach dem Worte des Apostels eine Säule und Grundfeste der Wahrheit ist. Wir fordern sie auf zum andächtigen und beharrlichen Gebete für Alle, die da wanken und irren im Glauben. Bei dieser Gelegenheit können wir nicht umhin, euch Alle, in Christo Geliebte, zum fortgesetzten Gebete für das theuere Oberhaupt unserer heiligen Kirche zu ermahnen, welches noch immer wie ein Gefangener im eigenen Hause der nöthigen Freiheit zur Ausübung seines apostolischen Amtes entbehrt. Noch immer sind die Provinzen des Erbtheils Petri mit der Stadt Rom selber in der Gewalt derjenigen, welche sie der Kirche und ihrem Oberhaupte durch die rechtloseste und schmählichste Gewaltthat geraubt haben und bis zur Stunde fortfahren, die heilige Kirche in Rom ihrer Güter und jener frommen Anstalten, deren viele seit Jahrhunderten zum Heile der ganzen Christenheit von den Päpsten errichtet worden sind, zu berauben. ‖ Zu Florenz sind unlängst sogenannte Garantie-Gesetze berathen und beschlossen worden, welche vorgeblich die Freiheit und Unabhängigkeit des päpstlichen Stuhles verbürgen sollen. Aber kein Vernünftiger glaubt daran, dass solche Gesetze von der italienischen Regierung, welche fortwährend die Rechte der Kirche und des heiligen Stuhles mit Füssen tritt, werden beobachtet werden. Jene Berathung und Beschliessung erscheint wie ein Trugspiel, welches den verübten Raub beschönigen soll. Sollten jene Gesetze aber auch wirklich beobachtet werden, so wird doch Niemand glauben, dass dadurch dem beraubten Papste die zur Ausübung seines apostolischen Amtes durchaus nothwendige Freiheit und Unabhängigkeit, welche er mit seiner souveränen fürstlichen Macht verloren hat, wiedergegeben oder ersetzt werden könnte. Diese Freiheit und Unabhängigkeit kann ihm nach menschlicher Einsicht nur durch

*) Matth. XXVIII. 20.
**) Luc. X. 16.

Nr. 4951 (216). Deutschland Mai 1871.

die Zurückgabe dieser ohne jeden Schein von Recht geraubten Macht zurückerstattet werden. Das zu verlangen, ist ein Recht und eine Pflicht aller Katholiken der ganzen Welt. Dass diese Wiedererstattung aber geschehen werde, das hoffen wir zunächst von Gottes Fürsorge, welche in der Geschichte von bald zweitausend Jahren sich ja so oft in wunderbarer Weise an unserer heiligen Kirche bewährt und das Schifflein Petri aus Wind und Wellen gerettet hat. || Nach wenigen Wochen, am 16. Juni dieses Jahres, wird, so Gott will, unser heiliger Vater, Pius IX., den 25. Jahrestag seiner Erwählung zur päpstlichen Würde erleben — ein Ereigniss, welches seit den Tagen des ersten Papstes, des heiligen Apostelfürsten Petrus, nicht wieder eingetroffen ist und schon deshalb mit ganz besonderer Theilnahme in der katholischen Welt gefeiert werden wird. || Zwar lässt die gegenwärtige Lage des seiner Freiheit beraubten, mit Leiden und Trübsalen überhäuften Papstes es nicht angemessen erscheinen, den bevorstehenden Jubeltag als ein Freudenfest im vollen Sinne des Wortes zu feiern; aber er wird allen wahren Kindern der Kirche eine willkommene Gelegenheit darbieten, abermals die in ihren Herzen lebendige innere Verehrung und kindliche Anhänglichkeit an den ehrwürdigen Jubelgreis kundzugeben, welcher nun schon seit mehr als 50 Jahren des Priesterthums Würde und Bürde getragen und seit 25 Jahren mit solcher apostolischen Liebe und Treue, mit solcher Glaubensfestigkeit und Unerschrockenheit, unter immerwährenden Stürmen und Widerwärtigkeiten das Amt des Statthalters Jesu Christi verwaltet und so Vieles und Grosses zur Ehre Gottes vollbracht und geduldet hat. Gebete und Opfer werden die würdige Feier dieses Tages ausmachen — Gebete des Dankes für alles, was Gott durch Pius IX. in seiner Kirche gewirkt hat; heisse Bitten zum Allmächtigen um Abkürzung der gegenwärtigen Trübsal; Opfer der Liebe endlich für das aller seitherigen Hilfsmittel beraubte Oberhaupt der Kirche. Um hierin den Wünschen der Gläubigen zu entsprechen, haben wir theils durch besondere Erlasse in allen Pfarrgemeinden der uns anvertrauten Diöcesen am Tage der päpstlichen Jubelfeier ausserordentliche Andachten sowie eine Sammlung von Liebesgaben für den heiligen Vater angeordnet, theils werden wir noch solche Anordnungen treffen und laden alle Gläubigen angelegentlichst ein, sich an diesen Andachten und an diesem Opfer der Liebe eifrig zu betheiligen und überdies für die grossen Anliegen des heiligen Vaters, welche zugleich die Anliegen der ganzen Kirche und aller Katholiken sind, eine heilige Communion mit recht würdiger Vorbereitung zu empfangen und aufzuopfern. || Wir sprechen schliesslich den Wunsch aus, dass die Gläubigen auch die ihnen etwa anderweitig dargebotene Gelegenheit, dem sein Jubelfest feiernden Vater der Christenheit ihre Theilnahme und Liebe zu beweisen, nach Möglichkeit benutzen wollen, um dem erhabenen Dulder in den Tagen seiner gegenwärtigen Bedrängniss Trost und Freude zu bereiten. || Der Segen des Allmächtigen und die Gnade des heiligen Geistes sei und bleibe mit euch Allen!

Im Monat Mai 1871.

Nr. 4951 (216). Deutschland. Mai 1871.

† Gregor, Erzbischof von München und Freising. † Michael, Erzbischof von Bamberg. † Paulus, Erzbischof von Cöln. † Heinrich, Fürstbischof von Breslau. † Heinrich, Bischof von Passau. † Peter Joseph, Bischof von Limburg. † Christoph Florentinus, Bischof von Fulda. † Wilhelm Emanuel, Bischof von Mainz. † Ludwig, Bischof von Leontopolis i. p. i., apostol. Vikar im Königreiche Sachsen. † Conrad, Bischof von Paderborn. † Johann, Bischof von Culm. † Ignatius, Bischof von Regensburg. † Pancratius, Bischof von Augsburg. † Matthias, Bischof von Trier. † Johann Heinrich, Bischof von Osnabrück und apostol. Provikar der norddeutschen und dänischen Missionen. † Franz Leopold, Bischof von Eichstätt. † Lothar, Bischof von Leuka i. p. i., Erzbisthums-Verweser der Erzdiöcese Freiburg. † Philipp, Bischof von Ermland. † Adolph, Bischof von Agathopolis i. p. i., Feldpropst der königl. preuss. Armee. † Johann Bernhard, Bischof von Münster. † Johann Valentin, präconisirter Bischof, Capitular-Vikar von Würzburg. Daniel Wilhelm Sommerwerk, genannt Jakobi, Capitular-Vikar und erwählter Bischof von Hildesheim. Johann Peter Busch, Dompropst, Capitular-Vikar von Speier.

Gleichzeitig erliessen die deutschen Bischöfe auch einen Hirtenbrief an den Klerus über denselben Gegenstand. S. Friedberg l. c. p. 716 ff.

Nr. 4952. (217.)

BAYERN. Vorstellung der Bischöfe Bayerns an den König. — Protest gegen die Anwendung des Placets auf die Beschlüsse des vaticanischen Concils.

Nr. 4952 (217). Bayern. 15. Mai 1871.

Allerdurchlauchtigster, Grossmächtigster König!
Allergnädigster König und Herr!

Wie schon vor dem Beginne des vaticanischen Concils, so hat auch nach der im Sommer vorigen Jahres eingetretenen Unterbrechung desselben Euerer Majestät königl. Staatsregierung durch Ministerialerlass vom 9. August 1870 die Erzbischöfe und Bischöfe des Reiches darauf aufmerksam gemacht, dass zur Verkündung der vaticanischen Concilsbeschlüsse die landesherrliche Genehmigung eingeholt werden müsse. So sehr nun auch die allerehrfurchtsvollst Unterzeichneten bestrebt sind und es für ihre Gewissenspflicht erachten, den Gläubigen durch das Beispiel getreuester Beobachtung der Staatsgesetze voranzuleuchten, so war und ist es ihnen doch unmöglich, die in der dritten und vierten öffentlichen Sitzung der genannten ökumenischen Synode gefassten und von Papst Pius IX. für die ganze Kirche feierlich publicirten Beschlüsse über den katholischen Glauben und über die Kirche Christi erst dann in dem öffent-

lichen Unterricht über die katholische Religion zu berücksichtigen, wenn das Placetum regium erfolgt sein würde. || Es ist Euerer königl. Majestät Staatsregierung längst bekannt, dass die bayerischen Bischöfe von jeher die Festhaltung des Placetes als in Widerspruch stehend mit dem bayerischen Concordat erklärt und deshalb gegen die Geltendmachung des §. 58 der II. Verfassungsbeilage aufs entschiedenste protestirt haben. In der Würzburger Denkschrift vom 14. November 1848 erklärten die versammelten Erzbischöfe und Bischöfe Deutschlands: „Wie die Bischöfe es als ihre höchste Ehre achten, durch den innigsten Anschluss an das Oberhaupt der Kirche und den engsten Verband des Episcopats unter sich allen Gläubigen des Erdballs, Priestern und Laien verbunden zu sein, und es im kindlichen Gehorsam gegen den Nachfolger des Apostelfürsten sich stets werden angelegen sein lassen, den ihnen anvertrauten Theil des Volkes Gottes deutscher Zunge in der Einheit und Reinheit des katholischen Glaubens zu erhalten, auf dass sich die einige katholische Wahrheit so entwickle und bewähre, wie es die ehrwürdigen Gewohnheiten seiner Väter, wie es der durch Jahrhunderte ausgeprägte Charakter des deutschen Stammes erfordert, so müssen sie jede Art eines die selbstständige und freie Verkündigung geistlicher Erlasse hemmenden Placetes als wesentliche Verletzung des unveräusserlichen Rechts der Kirche, jede misstrauische Ueberwachung des Verkehrs zwischen Hirt und Heerde als dem deutschen Charakter, dessen Treue sprüchwörtlich ist, widerstrebend und mit dem Vollgenusse wahrer Freiheit unvereinbar erkennen und erklären.“ || In der Freisinger Denkschrift vom October 1850 bezeichnet der bayerische Gesammtepiscopat unter den concordatmässigen Forderungen der Kirche auch die: „dass nach Bestimmung des Concordats Art. XII. lit. e der Verkehr der Bischöfe, des Klerus und des Volkes mit dem heiligen Stuhl in allen geistlichen Dingen und kirchlichen Angelegenheiten frei sein möge, und die auf letztere bezüglichen Anordnungen, Gesetze, richterlichen Entscheidungen und sonstigen Erlasse der obersten Kirchengewalt dem Wesen und den Verfassungsgrundsätzen der einen katholischen Kirche gemäss frei und ungehindert und ohne vorhergehende staatliche Genehmigung verkündet und zum Vollzuge gebracht werden können, weshalb auf Entfernung der hierher sich beziehenden Stelle der Verfassungsurkunde Tit. IV. §. 9, sowie der §§. 58 und 59 des Religionsedicts gedrungen werden muss.“ || Ferner erklärten die bayerischen Bischöfe unterm 15. Mai 1853: „Einer der . . . unzweifelhaftesten Widersprüche zwischen Concordat und Verfassung, nach der bisher gewöhnlichen Anwendungsweise der letzteren, sind §. 9. Tit. IV. der Verfassungsurkunde und §. 58 der II. Verfassungsbeilage im Zusammenhalte mit Art. XII e des Concordats. Denn nachdem dieser Artikel eines speciellen Gesetzes das Placet für die katholische Kirche Bayerns grundsätzlich, vertragsmässig und ohne alle Ausnahme beseitigt hatte, und nach Art. XVII ohne Zustimmung des Papstes eine Aenderung darin nicht eintreten konnte, war es unmöglich, das allgemeine nachfolgende Gesetz, wie es in den genannten Paragraphen ausgesprochen ist, auf die katho-

Nr. 4952 (217). Bayern. 15. Mai 1871.

lische Kirche auszudehnen, und es können sich die Oberhirten Bayerns deshalb weder moralisch noch rechtlich für verpflichtet halten, die ihnen durch Art. XII c des Concordats gesicherte freie Ausübung ihres heiligen Amtes auf irgend eine Weise beschränken zu lassen. Sie fühlen sich vielmehr um so unabweislicher gedrungen, sich gegen das principiell festgehaltene Placet neuerdings ehrerbietigst zu verwahren, als die Fassung dieses §. 3 (in der höchsten Ministerialentschliessung vom 8. April 1852) zu ihrem tiefen Bedauern entnehmen lässt, dass die königl. Staatsregierung die Beseitigung des fraglichen Widerspruchs dermalen nicht beabsichtige. Hierbei kann nicht unerwähnt bleiben, dass das Placet vor der Einführung der Pressfreiheit als eine Art von präventiver Censur, wie sie für alle Veröffentlichungen bestand, betrachtet werden konnte; nachdem es aber jetzt Jedermann freisteht, sich auch ohne allen Beruf hierzu durch die Presse an das Volk zu wenden, so erscheint es als eine von kränkendem Misstrauen zeugende Ausnahmestellung, in welche die Bischöfe allen andern Bewohnern Bayerns gegenüber gesetzt werden, wenn es ihnen, welchen eine göttliche Mission an ihre Heerden gegeben ist, verwehrt sein könnte, öffentlich zu den Gläubigen zu sprechen und ihnen die Lehren und Gesetze der Kirche zu verkünden. Nach Aufhören der Staatscensur kann das Placet nur den Charakter der Genehmigung kirchlicher Verordnungen haben; eine solche verrückt aber die von Gott selbst gesetzten Grenzen zwischen geistlicher und weltlicher Gewalt. || Die allerehrfurchtsvollst Unterzeichneten müssen unverrückt auf diesem Standpunkt verharren, weil, wie die bayerische Verfassungsurkunde selber sagt, „die geistliche Gewalt in ihrem eigentlichen Wirkungskreise nicht gehemmt werden darf", und weil sie verpflichtet sind, die Freiheit und Selbstständigkeit der Kirche auf ihrem eigensten Gebiete zu wahren, die kränkende Bevormundung aber, die in der Forderung des Placet, dem Ausflusse des souveränen Misstrauens, liegt, von der Kirche abzuwehren.

Selbst wenn aber gegen die Bestimmungen des §. 58 der II. Verfassungsbeilage niemals Einspruch erhoben worden wäre, so könnte und dürfte derselbe dennoch nie dahin interpretirt werden: dass auch zur Verkündung von Glaubensdecreten eine landesherrliche Genehmigung erforderlich sei. Das zu behaupten, wagten selbst die übertriebensten Vertheidiger des Placet nicht, wie z. B. van Espen oder de Marca, welch' letzterer sich kurz also äussert: Confirmatis (a principe saeculari) de fide decretis contumacia quidem refragantium legibus plectitur, ac si in leges imperatorias peccatum fuisset. Sed non indigent ea decreta imperio principis, ut Christianos adstringant, cum jure divino nitantur, quod ceteris omnibus praecellit. (De Concord. lib. II. cap. 10. §. 9.) Es liegt das auch ganz in der Natur der Sache. Denn wäre es von der Zustimmung der einzelnen Staatsregierungen abhängig, ob eine katholische Glaubenslehre verkündet und gepredigt werden dürfe oder nicht, so wäre damit der Grundbegriff der Katholicität zerstört. Es könnte nur noch National- und Landeskirchen, aber keine katholische Kirche geben. Der unsittlichste und schändlichste Grundsatz, der je aufgestellt wurde: Cujus regio, illius et religio,

würde wieder eingeführt und praktisch geltend gemacht. Eben weil die katholische Kirche katholisch ist, können ihre dogmatischen Entscheidungen nicht in den verschiedenen katholischen Ländern verschieden behandelt, hier angenommen, dort zurückgewiesen, hier verkündigt, dort unterdrückt werden. Was Wahrheit ist, ist es immer und überall. Es ist deswegen für das Gewissen der Gläubigen ganz irrelevant, ob eine formelle Verkündung der Glaubensdecrete durch den einzelnen Bischof stattfindet oder nicht. Ihre Verpflichtung wird dadurch weder gesteigert noch vermindert. Denn kein Bischof ist Herr des Glaubens, und auch der Papst selbst ist durch die Glaubensregel gebunden. Glaubensdefinitionen sind nicht Schaffungen neuer Wahrheiten, sondern nur autoritative und endgültige Erklärungen über bereits vorhandene Wahrheiten. Jede katholische Dogmatik lehrt, dass die katholische Glaubenslehre indefectibel und unabänderlich sei. Die Behauptung: es sei durch eine dogmatische Definition je eine neue, in der Schrift und Tradition nicht begründete, Lehre geschaffen worden, ist die Leugnung eines katholischen Grundprincips. Hat ferner, wie das in Bayern der Fall ist, der Staat die Selbstständigkeit und Unabhängigkeit der Kirche auf ihrem eigenen Gebiet anerkannt, so muss es dieser doch freistehen, ihre Doctrin zu erklären, zu sagen, was katholische Lehre und was es nicht ist. Wäre ihr das ohne Genehmigung der Staatsregierung nicht erlaubt, so kann doch wahrhaftig von der Anerkennung der Kirche als einer selbstständigen keine Rede mehr sein. Nicht einmal das Gebiet, welches ihr eigenstes ist, wäre ihrer entscheidenden Thätigkeit überlassen; nicht der Papst, nicht die Bischöfe, sondern die Staatsregierung, das Cabinet eines Ministers wäre die höchste und letzte Instanz in Glaubenssachen. Das wäre ein unnatürlicher und unerträglicher Zustand, welchen keine Regierung wollen kann, ein Absurdum und ein Widerspruch, dessen man einen vernünftigen Gesetzgeber nicht beschuldigen darf. Die königliche Staatsregierung hat in ihrer höchsten Entschliessung vom 27. Februar d. J., die Meringer Angelegenheit betreffend, selbst erklärt, dass der Sinn des königlichen Placetes nicht der gewesen sei oder sein könne, dass sich die Staatsgewalt das Recht der Entscheidung darüber vindiciren wolle, was der Angehörige einer Kirchengemeinschaft zu glauben verbunden sei. Wenn aber ebendaselbst weiter erklärt wird: "die Bedeutung des Placetes gehe vielmehr dahin, dass der Staat die Bekanntgabe und den Vollzug von Kirchengesetzen fern zu halten suche, wenn er die Gesetze als eine Gefahr für seine Interessen zu betrachten Anlass hat," so liegt in diesem letzteren, sofern hier dogmatische Gesetze gemeint sind, ein unheilbarer Widerspruch mit dem ersteren. Denn abgesehen davon, dass in der Zeit der Pressfreiheit die Bekanntgabe der katholischen Glaubensdecrete fern zu halten thatsächlich unmöglich ist, so würde, wenn dies dem Staate dennoch gelingen könnte, offenbar dadurch eine thatsächliche Entscheidung der Staatsgewalt gegeben sein, dass es den Angehörigen der betreffenden Kirchengemeinschaft nicht nur nicht geboten, sondern nicht einmal erlaubt sei, den fraglichen Glaubenssatz anzunehmen. Was aber den Vollzug von Glaubens-

Nr. 4952 (217). Bayern. 15. Mai 1871.

decreten anbelangt, so vollziehen sich dieselben eben einfach durch die gläubige Annahme derselben, wobei die Staatsgewalt, wenn sie daraus Gefahren für ihre Interessen fürchten zu müssen glaubt, unter allen Umständen nicht anders sich wird zu verhalten vermögen, als abzuwarten, ob wirklich diese Gefahren durch den Glaubensact der Katholiken eintreten werden oder nicht. Nach dieser Darlegung, aus welcher evident hervorgeht, dass das Placet, auch wenn es in der That zu Recht bestünde und volle Kraft und Geltung hätte, auf dogmatische Decrete der Natur der Sache nach nicht ausgedehnt werden kann, möge es uns gestattet sein, in Kürze den Ausführungen zu begegnen, welche der höchste Ministerialerlass vom 22. März d. J. in Betreff des vaticanischen Concils enthält. ‖ Mit Verwunderung und Staunen haben wir ehrfurchtsvollst Unterzeichnete aus demselben ersehen, dass der königlichen Staatsregierung nicht der Papst und die Bischöfe die competenten Richter in Glaubenssachen sind, als welche sie von dem göttlichen Stifter der Kirche bestellt wurden und auch nach der bayerischen Staatsverfassung anerkannt werden müssen, sondern dass für sie andere competente Stimmen existiren. Die königliche Staatsregierung motivirt die Nichtgewährung des Placet Eingangs der erwähnten Entschliessung mit der Hinweisung auf den „sehr bedeutsamen Umstand, dass von vielen competenten Stimmen gegen die Gültigkeit und Rechtmässigkeit des vaticanischen Concils vom theologischen Standpunkt aus gewichtige Bedenken geltend gemacht worden sind und fortwährend aufrecht erhalten werden“. Nun aber liegt es in der göttlichen Institution der Kirche begründet, dass darüber, ob ein Concil rechtmässig und gültig sei und somit seinen Beschlüssen verpflichtende Kraft zukomme, in höchster und letzter Instanz das Urtheil der Bischöfe und des Papstes entscheide. Dieses Urtheil ist, soweit es sich um das Vaticanum handelt, bereits gesprochen. Die ganze Welt kennt es. Der heil. Vater hat am 24. April und am 18. Juli v. J. die fraglichen dogmatischen Constitutionen als Beschlüsse eines allgemeinen Concils bestätigt und verkündigt. Die Bischöfe des katholischen Erdkreises haben entweder schon in den betreffenden Concilssitzungen ihre Stimmen in diesem Sinn abgegeben oder den bestätigten und feierlich verkündigten Beschlüssen, wie es ihre Pflicht ist, sich rückhaltslos und öffentlich unterworfen. Das ist eine unbestreitbare, unwiderlegliche Thatsache. Die competenten Stimmen haben damit gesprochen. Wenn nun die bayerische Staatsregierung am 22. März d. J. behauptet, dass competente Stimmen das Gegentheil behaupten, und sie sich von diesen competenten Stimmen bestimmen lässt, so setzt sie sich in Widerspruch nicht bloss mit der Verfassung der Kirche, sondern auch mit der bayerischen Staatsverfassung. Denn „wie aus den §§. 39 bis 42 der II. Verfassungsbeilage hervorgeht, hat der Staat die Bischöfe als die kirchlichen Oberen in Glaubenssachen für zuständig zu erachten.“ (Ministerialerlass vom 27. Februar d. J., den Meringer Kirchenstreit betreffend.) Es ist ferner, wie bereits oben bemerkt, ein katholischer Fundamentalsatz: dass die Definition eines Dogma's keine Veränderung des eigentlichen Lehrgehaltes sei, somit auch keinerlei Veränderung

Nr. 4952 (217). Bayern. 15. Mai 1871.

in der Kirche selbst hervorrufen könne, dass die Definition keine neue Lehre schaffe, sondern nur eine alte bereits vorhandene Wahrheit verkünde. Dieser Fundamentalsatz gilt natürlich auch für die dogmatischen Definitionen des vaticanischen Concils. Die Bischöfe haben nicht unterlassen, in ihren Hirtenbriefen nachdrucksamst darauf aufmerksam zu machen und die gegentheiligen Behauptungen als unwahr und irrig zu bezeichnen. Sie haben nicht unterlassen, auf Grund dessen weiter zu constatiren, dass durch die vaticanischen Concilsbeschlüsse die bisherigen Beziehungen zwischen Staat und Kirche nicht alterirt, die Staatsverfassungen nicht beeinträchtigt und die Rechte der Andersgläubigen nicht gefährdet werden können. Wie gross war deswegen unsere Betrübniss und unser Schmerz, der höchsten Ministerialentschliessung vom 22. März entnehmen zu müssen, dass die königliche Staatsregierung nicht das einzig competente Urtheil der Bischöfe zum Maassstab ihrer Entscheidungen genommen, sondern die Entstellungen und Verdächtigungen der Gegner und Feinde der Kirche sich angeeignet habe und von diesen sich leiten liess! Die königliche Staatsregierung behauptet nämlich: „dass durch die bezeichnete dogmatische Constitution und die aus derselben sich ergebenden Consequenzen nicht etwa bloss die inneren Verhältnisse der katholischen Kirche, sondern auch die zwischen Kirche und Staat, wie sie bisher in Bayern verstanden, gehandhabt und festgehalten worden sind, eine grosse und durchgreifende Veränderung erleiden“ . . . „dass, falls die in dieser Constitution definirte Machtstellung des Oberhauptes der katholischen Kirche auf gewissen Gebieten, welche übrigens bereits durch frühere päpstliche Erlasse betreten worden sind, in der That verwerthet wird, Fundamentalsätze des bayerischen Verfassungsrechts in Frage gestellt und insbesondere die staatsbürgerlichen Rechte der Nichtkatholiken des Landes gefährdet werden.“ Diese Behauptung ist aber ganz und gar unbegründet. Was das vaticanische Concil über die „Machtstellung des Oberhauptes der katholischen Kirche“ definirte, ist durchaus nichts Neues, durchaus nichts, was im Widerspruch stünde mit der von Christus seiner Kirche gegebenen Verfassung, sondern in den Worten, mit welchen Christus dem Petrus den Primat übertrug, vollkommen begründet. Was speciell das unfehlbare Lehramt des Papstes betrifft, so erklärt das Concil ausdrücklich: „Der heilige Geist ist den Nachfolgern des Petrus nicht um deswillen verheissen, damit sie vermöge einer von ihm erhaltenen Offenbarung eine neue Lehre kundmachen, sondern damit sie unter dessen Beistande die durch die Apostel überlieferte Offenbarung oder Hinterlage des Glaubens heilig bewahren und treu auslegen.“

Wie nun aber dennoch die Erklärung, dass der Papst in Entscheidung von Glaubens- und Sittenlehren als oberster Lehrer der Kirche unfehlbar sei in Folge des der Kirche verheissenen göttlichen Beistandes, und dass diese Unfehlbarkeit sich nur auf die reine und unverfälschte Bewahrung und Auslegung der göttlichen Offenbarung erstrecke, durchaus aber nicht, um neue Dogmen zu schaffen, verliehen sei — die inneren Verhältnisse der katholischen Kirche und die bisherigen Beziehungen zwischen Staat und Kirche eine durchgreifende

Nr. 4952 (217). Bayern. 15. Mai 1871.

Veränderung erfahren, Fundamentalsätze des bayerischen Verfassungsrechts in Frage gestellt und insbesondere die staatsbürgerlichen Rechte der Nichtkatholiken des Landes gefährdet werden sollen, und wie darin sogar „eine Gefahr für die politischen und socialen Grundlagen des Staats" erkannt werden könne — das vermögen die ehrfurchtsvollst Unterzeichneten durchaus nicht einzusehen. Weder die kirchliche Lehre an sich, noch die Haltung des heiligen Stuhles, noch jene der Bischöfe berechtigt zu solch einer Unterstellung. Im Gegentheil müssen wir gegen solche Entstellungen und Behauptungen im Angesicht Gottes und vor der ganzen Welt entschiedene und feierliche Verwahrung einlegen. | Nur die Feinde der Kirche und der Religion überhaupt sind es, welche den dogmatischen Constitutionen des Vaticanums eine solche gehässige Auslegung geben. Und wenn sich unter diesen auch manche „Gelehrte" befinden, deren Urtheil der königl. Staatsregierung als competent erschien, so hätte doch nicht vergessen werden sollen, dass die Zahl derjenigen Gelehrten, welche das Gegentheil behaupten, eine viel grössere ist, und dass deren Wissen den Kenntnissen ihrer Gegner wohl die Wage halten dürfte. Der gesammte Klerus steht mit verschwindenden und nicht nennenswerthen Ausnahmen treu zur Kirche und erblickt in den Beschlüssen des Vaticanums nichts weniger als eine Gefahr für den Staat. Sollte sein Urtheil den leidenschaftlichen Ausführungen einiger Professoren gegenüber ganz ohne Bedeutung sein? | Wohl sagt die königl. Staatsregierung: „Es fehlt jede Garantie, dass jenen vielfachen in frühern Zeiten erschienenen päpstlichen Kundgebungen, welche sich in einschneidender Weise auf das weltliche Gebiet erstrecken, fortan niemals jenes Gewicht beigemessen wird, welches den Aussprüchen des ex cathedra lehrenden Papstes zukommen soll, ebenso wie dafür, dass künftig keine Entscheidungen dieser Art mehr erfolgen." Sie hat aber dabei offenbar aus den Augen verloren, dass den Entscheidungen des ex cathedra lehrenden Papstes nur dann die Prärogative der Unfehlbarkeit zukommt, wenn es sich um die Erklärung und die reine und unverfälschte Bewahrung der geoffenbarten Glaubenslehre handelt, und dass schon dadurch „päpstliche Kundgebungen, welche sich in einschneidender Weise auf das weltliche Gebiet erstrecken", von vornherein ausgeschlossen sind. | Jene Vorgänge und Vorkommnisse im Mittelalter, auf welche die königl. Staatsregierung offenbar hinweisen will, und die sie mit Besorgniss erfüllen, hatten ihren Grund nicht in dem unfehlbaren Lehramte des apostolischen Stuhls, sondern vielmehr in der Stellung, welche der Papst im europäischen Staatensystem einnahm. Die staats- und völkerrechtlichen Verhältnisse sind aber längst in einer Weise umgestaltet worden, dass die bezeichnete Bangigkeit alles Anlasses entbehrt, wie ein einfacher Blick auf die Geschichte der jüngsten Zeitereignisse lehren dürfte. ‖ So möge es denn Euerer Majestät Staatsregierung gefallen, diese unsere Darstellung einer unbefangenen Erwägung zu unterstellen. Sie wird, sie muss zu der Ueberzeugung gelangen, dass es sich bei der das vaticanische Concil betreffenden Frage um eine rein kirchliche Angelegenheit, um eine reine Glaubenslehre handelt, welche weder die Rechte der Staats-

regierung noch der Andersgläubigen berühren und alteriren kann. Euere Majestät wird dann auch als oberster Schutzherr der katholischen Kirche, und den Traditionen Allerhöchstihres Königshauses getreu, nicht länger gedulden, dass die katholische Kirche, ihre Lehre und ihre Diener tagtäglich verleumdet und verdächtigt, die kirchliche Autorität geradezu und planmässig untergraben werde. Wir geben uns um so mehr der sichern Hoffnung hin, dass Euere Majestät den der katholischen Kirche concordat- und verfassungsmässig gebührenden Schutz gewähren wolle, als es der erleuchteten Weisheit und Einsicht Euerer Majestät unmöglich entgehen kann, wie in der Achtung der göttlichen und kirchlichen Autorität die beste und sicherste Garantie für die Achtung der staatlichen gegeben, und die Religion die festeste und im Grund einzige zuverlässige Stütze der Throne sei. Indem wir deswegen mit vollster Zuversicht auf Euerer Majestät Gerechtigkeit und erleuchtete Einsicht die Bitte um den Allerhöchsten landesherrlichen Schutz an dem erhabenen Thron Euerer Majestät niederlegen, geharren wir mit dem erneuten Ausdruck unserer unverbrüchlichen Treue und Anhänglichkeit

Nr. 4952 (217). Bayern. 15. Mai 1871.

Euerer königlichen Majestät

München, 15. Mai 1871.

allerunterthänigst treugehorsamste † Gregor, Erzbischof von München-Freising. † Michael, Erzbischof von Bamberg. † Heinrich, Bischof von Passau. † Ignatius, Bischof von Regensburg. † Pancratius, Bischof von Ausgsburg. † Franz Leopold, Bischof von Eichstätt. † Johann Valentin, präconisirter Bischof, Capitular-Vicar von Würzburg. † Johann Peter Busch, Dompropst, Capitular-Vicar von Speyer.

Nr. 4953. (218.)

PREUSSEN. Artikel der neuen Preussischen Zeitung (Kreuzzeitung). Haltung der Centrumsfraction des Reichstages.

Eine eigenthümliche Erscheinung in dem parlamentarischen Leben des deutschen Reiches ist die sogenannte „klerikale Fraction“ des Reichstages, — eine Fraction, welche sich vergeblich dadurch einen politischen Anstrich zu geben versucht, dass sie sich selbst den Namen „Fraction des Centrums“ beigelegt hat. Gebildet und geführt von den Koryphäen derjenigen Partei innerhalb der katholischen Kirche, welche als die Affiliirte und Bundesgenossin des römischen Jesuitismus bezeichnet werden muss, hat dieselbe alle Mittel kirchlicher und politischer Agitation in Bewegung gesetzt, um das Zustandekommen der Einheit Deutschlands und die Begründung des deutschen Reiches zu ver-

Nr. 4953 (218). Preussen. 19. Juni 1871.

Nr. 4953. (218.) Preussen. 19. Juni 1871.

hindern — es liegt nicht an ihrem guten Willen noch an ihren eifrigen Bemühungen, dass beides nichtsdestoweniger zu Stande gebracht ist. Natürlich war es nicht gerathen, der vollendeten Thatsache und dem lauten Jubel des deutschen Volkes gegenüber in der früheren Stellung zu beharren; doch war es auf der andern Seite eine schnell vorübergehende Illusion, auch eine sachliche Metamorphose jener Partei zu erwarten. Allerdings hatte es den Anschein, als ob selbst der römische Stuhl die Neubildung des deutschen Reiches mit Zustimmung und Hoffnung begrüsse; allerdings versicherten die Wortführer jener Partei, dass sie der vollendeten Thatsache gegenüber ihre frühere Opposition quittirten und fortan eben so gute deutsche Patrioten sein würden, als irgend Jemand sonst. Doch waren dies alles leider Worte, denen die Thatsachen wenig entsprachen. Jedenfalls ist es sehr schwer zu glauben, dass eine Partei es mit der Einheit Deutschlands ernsthaft meinen kann, wenn sie sofort bei der Begründung dieser Einheit denjenigen Gegensatz in den Vordergrund stellt, welcher Deutschland am blutigsten zerrissen und seit mehr als dreihundert Jahren das deutsche Reich gespalten hat. Dieser Gegensatz ist eben der confessionelle, der Gegensatz von katholisch und evangelisch. Es heisst nichts Anderes, als die Einheit mit der tiefsten Spaltung zu beginnen, wenn man in einem politisch-parlamentarischen Körper, welcher die deutsche Nation und deren Einheit repräsentiren soll, die politische Parteibildung auf der Basis der Confession und des kirchlichen Prinzipes inaugurirt und vollzieht. Kirchlich und confessionell aber ist das Fundament, auf welchem die katholische Fraction sich aufgebaut hat und manövrirt, — was sich am unzweideutigsten daraus ergibt, dass in ihrer Mitte alle politischen Nüancen Platz gefunden haben, vom katholischen Kammerherrn bis zum katholischen Barrikadenkämpfer, als welchen sich Herr Schröder-Lippstadt heute noch berühmt — und dass in ihr kein anderes Zwangsgesetz herrscht, als das, der kirchlichen Parole unbedingt zu gehorchen. Nur zur Verschönerung, wie es scheint, hat man sich einige der verbissensten particularistischen Elemente annectirt, die, wie Herr v. Lenthe, zugleich das evangelische Unicum in der Fraction zu sein scheinen. Welchen Vortheil die Führer dieser Fraction von ihrem Auftreten für die katholische Kirche erwarten, ist eine bis dahin noch unbeantwortete Frage. Die Fraction und ihre Führer können sich unmöglich darüber täuschen, dass die Reichsregierung wenig geneigt sein dürfte, sie als ihre Freunde zu betrachten, und dass es auch für die Folge ein vergebliches Bemühen bleiben wird, sich selbst und die absolutistisch umgeformte römische Kirche den deutschen Regierungen als Hort der conservativen Interessen Deutschlands zu empfehlen. Gewiss hat namentlich die preussische Regierung den Beweis geliefert und den Ruhm verdient, dass unter ihr die katholische Kirche am freiesten und geachtetsten dasteht, und gewiss wird diese Regierung nie davon zurücktreten, ihre katholischen Unterthanen wie bisher, so auch ferner mit Wohlwollen und Gerechtigkeit zu behandeln. Wir hoffen dies, wie wir dieses bisherige Verfahren stets laut gebilligt haben. Niemals aber soll

und wird diese selbe Regierung die Hand dazu bieten, eine Partei politisch zu etabliren und zu stärken, welche kein anderes Ziel verfolgt, als die alten, lange begrabenen Ansprüche des Papstthums neu zu beleben, und nicht allein den Streit der Confessionen, sondern auch den Kampf der geistlichen und weltlichen Gewalt wiederum wachzurufen. Noch weniger aber als die preussische Regierung kann die Reichsregierung einer solchen Uebertragung kirchlicher Tendenzen auf das politische Gebiet Vorschub leisten, da die Reichsverfassung mit kirchlichen Dingen überhaupt nichts zu schaffen hat und daher hier nicht einmal der Vorwand Platz greift, welcher in der preussischen Landesvertretung wenigstens noch einen gewissen Sinn hat: die Rechte und Institutionen der katholischen Kirche vertreten und vertheidigen zu müssen. Wie wir hören, hat deshalb auch die Reichsregierung bereits Veranlassung genommen, die Haltung der katholischen Fraction in Rom officiell zur Sprache zu bringen, und diese Reclamation hat den Erfolg gehabt, dass der Cardinal-Staatssekretär Antonelli das gesammte Auftreten der katholischen Fraction in den unzweideutigsten Ausdrücken desavouirt und missbilligt hat. Wir würden es lebhaft bedauern, wenn die deutschen Ultramontanen auch dieser Rectificirung ungeachtet auf dem bisherigen Wege beharren, oder wenn gar deren Protectoren in Rom die Stärkeren sein sollten. Die deutsche Reichsregierung, welche den Evolutionen der clericalen Fraction mit einer gewissen Zurückhaltung gegenüber gestanden hat, dürfte sich nicht in der Lage befinden, einer fortdauernden Aggression gegenüber sich auf die Defensive zu beschränken. Sie wird sich vielmehr, und zwar schon in der nächsten Zeit, entschliessen müssen, einer ferneren Aggression auch ihrerseits mit Aggression, und zwar gleichmässig nach aussen wie nach innen, zu begegnen — eine Entwicklung, in Bezug auf welche sich selbst die ultramontane Partei nicht verhehlen sollte, dass sie schwerlich zu Gunsten der römischen Kirche ausschlagen dürfte. War schon vor dreihundert Jahren in Deutschland das Deutschthum stärker als das Römerthum, um wie viel mehr heute, wo Rom nicht mehr die Hauptstadt der Welt, sondern beinahe die Hauptstadt Italiens ist, und wo die deutsche Kaiserkrone nicht auf dem Haupte eines Spaniers, sondern eines deutschen Fürsten ruht!"

Ungefähr gleichzeitig veröffentlichen die Zeitungen einen Brief des Reichskanzlers an den Reichstagsabg. Grafen Frankenberg, in welchem derselbe die Thatsache bestätigt und feststellt, dass der Cardinal Antonelli das Auftreten der kath. Fraction im Reichstage missbilligt habe:

Berlin 19. Juni 1871.

„Ew. Hochgeboren beehre ich mich auf die von Ihnen unter dem 12. d. M. an mich gerichtete gefällige Zuschrift zu erwidern, dass die von Ihnen angeführte Thatsache einer Unterredung des Grafen Tauffkirchen mit dem Cardinal-Staatssekretär und einer von Letzterem dabei ausgesprochenen Missbilligung des Vorgehens der s. g. Fraction des Centrums begründet ist. Diese Missbilligung ist mir nicht unerwartet gewesen, da die Kundgebungen,

Nr. 4953 (218). Preussen. 19. Juni 1871.

welche Sr. Maj. dem Kaiser nach Herstellung des deutschen Reiches von Sr. Heiligkeit dem Papste zugegangen waren, jederzeit den unzweideutigsten Ausdruck der Genugthuung und des Vertrauens enthalten hatten. Ich hatte deshalb gehofft, dass die Fraction, welche sich im Reichstage unter dem Namen des Centrums bildete, in gleichem Sinne zunächst die Befestigung der neuen Institution und die Pflege des inneren Friedens, auf dem sie beruht, sich zur Aufgabe stellen werde. Diese Voraussetzung traf nicht zu; der parlamentarische Einfluss der Fraction des Centrums fiel, welches auch die Ansichten der Führer der letzteren sein mögen, thatsächlich in derselben Richtung ins Gewicht, wie die parlamentarische Thätigkeit der Elemente, welche die von Sr. Heiligkeit dem Papste mit Sympathie begrüsste Herstellung des deutschen Reiches principiell anfechten und negiren. Ich habe von dieser Wahrnehmung die Gesandtschaft des deutschen Reiches in Rom unterrichtet, damit sie Gelegenheit habe, sich zu überzeugen, ob die Haltung dieser Partei, welche sich selbst als den speciellen Vertheidiger des römischen Stuhles bezeichnet, den Intentionen Sr. Heiligkeit des Papstes entspreche. Der Cardinal-Staatssekretär hat dem Grafen Tauffkirchen darüber keinen Zweifel gelassen, dass die Haltung der Partei an der höchsten geistlichen Stelle der katholischen Kirche nicht gebilligt werde. Den Wortlaut der Aeusserungen Sr. Excellenz bin ich nicht berechtigt ohne specielle Erlaubniss des Herrn Cardinals wiederzugeben; ich darf aber hinzufügen, dass Aeusserungen von Vertretern anderer Mächte in Rom mir die Bestätigung geben, dass der Cardinal Antonelli in seiner gegen den Grafen Tauffkirchen ausgesprochenen Missbilligung der Haltung der Centrumspartei auch den persönlichen Gesinnungen Sr. Heiligkeit Ausdruck gegeben habe.

v. Bismarck.“

Durch diese Veröffentlichungen, wie es scheint, nahe berührt, publicirte der Bischof Ketteler einen Brief des Cardinals Antonelli:

Rom 5. Juni 1871.

„Aus Ihrem Schreiben vom 28. Mai habe ich ersehen, dass durch die Gegner der Kirche in deutschen Zeitungen verbreitet wurde: es sei die Handlungsweise der katholischen Fraction im deutschen Reichstag von mir getadelt worden. Dass dies geschehen, hat mich nicht wenig betrübt. Damit Sie aber deutlich und klar erkennen, wie die Sache sich zugetragen hat, will ich Ihnen mittheilen, dass ich auf Grund von Zeitungsnachrichten, welche im Allgemeinen berichteten, es sei von einigen Katholiken im Reichstag der Antrag eingebracht worden, sich der Angelegenheiten des apostolischen Stuhles anzunehmen, in einer Unterredung mit dem bayerischen Gesandten und zeitweiligen Geschäftsträger des deutschen Reiches geäussert habe: ich erachte die Absicht, den Reichstag zu einer Meinungsäusserung über eine zum Schutze der weltlichen Herrschaft der Kirche zu beschliessende Intervention zu veranlassen, nur für verfrüht. Es hätten dieselben nämlich dieser Absicht Folge gegeben bei Berathung der auf die kaiserliche Thronrede zu gebenden Antwort. Hieraus lässt sich ermessen, dass ich in jener Unterredung durchaus nicht das Bestreben der katholischen Abgeordneten getadelt habe, das Wohl der Kirche zu fördern und die Rechte des heil. Stuhles zu schützen, indem es durchaus nicht zweifelhaft sein kann, dass dieselben mitten unter den Versuchen, welche man gemacht hat, sie

einzuschüchtern, jede geeignete Gelegenheit ergreifen würden, ihrer Gewissenspflicht zu genügen, wozu die Wahrung und die Vertheidigung der Religion und der Rechte ihres Oberhauptes gehört. Antonelli."

Nr. 4953 (218). Preussen. 19. Juni 1871.

Aus diesem Briefe zieht der Bischof Ketteler folgende Consequenzen: 1) dass Cardinal Antonelli nicht die Absicht hatte, in jenem Gespräch einen Tadel über die Handlungsweise der katholischen Abgeordneten überhaupt auszusprechen, und dass die Zeitungsnachrichten, welche dies behaupteten, ihn mit Schmerz erfüllten; 2) dass der Cardinal über die Absichten der katholischen Abgeordneten nur aus allgemeinen Zeitungsnachrichten Kenntniss hatte; 3) dass er lediglich auf diese Zeitungsnachrichten hin sich gesprächsweise geäussert hat: ein Antrag beim Reichstage, sich für eine Intervention zu Gunsten der weltlichen Herrschaft des Papstes auszusprechen, scheine ihm in dem fraglichen Augenblick nicht zeitgemäss; 4) dass der Cardinal sich in dem Irrthum zu befinden scheint, als ob etwas Aehnliches bei der Adressdebatte von katholischen Abgeordneten beantragt worden sei, was eben in keiner Weise geschehen ist; und 5) dass, abgesehen davon, der Cardinal so weit davon entfernt war, eine Geltendmachung der Interessen der Religion und des päpstlichen Stuhles zu tadeln, dass er sie vielmehr für eine Gewissenspflicht erklärt. — „Es bedarf hiernach keiner weiteren Ausführung, dass es völlig ungerechtfertigt ist, jene Aeusserung des Cardinals Antonelli in dem Gespräche mit dem Grafen Tauffkirchen in dem Sinn einer Missbilligung des Verhaltens der Centrumsfraction zu deuten. Was Cardinal Antonelli nicht eigentlich tadelte, sondern lediglich als verfrüht bezeichnete, hat die Centrumsfraction absolut nicht gethan. Keines ihrer Mitglieder hat den Versuch gemacht, den Reichstag zu einer Meinungsäusserung für eine Intervention zu Gunsten der weltlichen Herrschaft des Papstes zu veranlassen. Was dagegen Antonelli als selbstverständliche Gewissenspflicht aller Katholiken im Reichstage bezeichnet hat, wovon sie sich durch keine Art Einschüchterung abhalten lassen dürfen, ganz das hat die Centrumsfraction gethan. Sie befindet und befand sich also in vollkommener Uebereinstimmung mit der Anschauungsweise des Cardinals Antonelli. Wenn aber der Cardinal Antonelli sich einigermaassen über die Intentionen der Centrumsfraction im Irrthum befand, so ist er deshalb wahrlich wohl zu entschuldigen. Fürst Bismarck hat ja in seinem Schreiben vom 19. Juni an den Grafen Frankenberg, welches die schmerzlichste Sensation im katholischen Deutschland hervorrufen muss, keinen Anstand genommen, auszusprechen, dass der parlamentarische Einfluss der Fraction des Centrums thatsächlich in derselben Richtung ins Gewicht gefallen sei, wie die parlamentarische Thätigkeit der Elemente, welche die von Sr. Heiligkeit dem Papste mit Sympathie begrüsste Herstellung des deutschen Reiches principiell anfechten und negiren, und dass er sogar die Gesandtschaft des deutschen Reiches in Rom beauftragt habe, sich zu überzeugen, ob die Haltung dieser Partei, welche sich selbst als den speciellen Vertheidiger des römischen Stuhles bezeichnet, den Intentionen Sr. Heiligkeit entspreche. Da ist es freilich nicht zu verwundern, wenn es in dem Schreiben weiter heisst, dass der Cardinal-Staatssekretär dem Grafen Tauffkirchen darüber keinen Zweifel gelassen habe, dass die Haltung der Partei an der höchsten geistlichen Stelle der katholischen Kirche nicht gebilligt werde. Wenn der Gesandte des deutschen Reiches im Auftrage des Reichskanzlers Fürsten Bismarck dem Cardinal Antonelli erklären musste, es existire im Reichstage eine Partei,

Nr. 4953 (218). 19. Juni 1871. Preussen.

grösstentheils aus Katholiken gebildet, deren Thätigkeit mit dem Wirken jener Männer zusammenfalle, welche die Herstellung des deutschen Reiches principiell anfechten und negiren, so musste der Cardinal die Haltung einer solchen Partei missbilligen. Eine solche Partei würde auch ich nicht nur missbilligen, ich würde sie verabscheuen und verachten. Ich weise aber mit tiefster Entrüstung die Anschuldigung zurück, welche der deutsche Gesandte im Auftrage des Reichskanzlers Fürsten Bismarck nach Inhalt seines Schreibens an den Grafen Frankenberg vom 19. Juni dem Cardinal Antonelli in officieller Weise hat mittheilen lassen."

Nr. 4954. (219.)

PREUSSEN. Schreiben des Cultusministers (v. Mühler) an den Bischof von Ermland (Dr. Krementz). — Erklärt den Dr. Wollmann, trotz dessen Weigerung, die Beschlüsse des vaticanischen Concils anzuerkennen, für berechtigt, den katholischen Religionsunterricht am Braunsberger Gymnasium zu ertheilen.

Nr. 4954 (219). Preussen. 29. Juni 1871.

Euere bischöfliche Hochwürden haben mit dem geehrten Schreiben vom 20. Mai d. J. — Nr. 2041 — Abschrift Ihrer Mittheilung an das königliche Provinzial-Schulcollegium in Königsberg von demselben Tage vorgelegt und daran den Antrag geknüpft, meinerseits möglichst bald Remedur hinsichtlich des Religionsunterrichts an dem katholischen Gymnasium in Braunsberg eintreten zu lassen. Dieselbe Angelegenheit ist seitdem von einer grossen Zahl von Eltern, deren Kinder dieses Gymnasium besuchen, zum Gegenstand ähnlicher Anträge gemacht worden. Nach reiflicher Erwägung der Sache kann ich jedoch die von dem königl. Provinzial-Schulcollegium getroffenen Anordnungen nur aufrecht erhalten. Euerer bischöflichen Hochwürden habe ich bereits in meinem ergebensten Schreiben vom 27. März und 20. April d. J. erklärt: dass ich den Maassnahmen, welche Sie gegenüber dem Religionslehrer Dr. Wollmann wegen seiner Stellung zu den Beschlüssen des vaticanischen Concils ergriffen haben, eine rechtliche Wirkung in Beziehung auf das von ihm bekleidete Staatsamt nicht zugestehen könne, dass derselbe mithin im Genuss seines amtlichen Einkommens verbleiben müsse, und dass ich nicht gesonnen sei, ihm in Ertheilung des Religionsunterrichts Hindernisse zu bereiten. Hieran muss ich auch jetzt festhalten. Der Umstand, dass Euere bischöfliche Hochwürden dem etc. Wollmann die missio canonica entzogen haben, würde für den Staat nur dann von Bedeutung sein, wenn für diese Maassregel Gründe nachgewiesen würden, welche auch der Staat als zureichend anerkennt. Das ist nicht der Fall. Denn der etc. Wollmann ist seiner Zeit mit Zustimmung der Kirche ordnungsmässig zum Religionslehrer berufen und lehrt noch heute dasselbe,

was er vor dem 18. Juli 1870 mit Zustimmung der Kirche gelehrt hat. Ihn zu nöthigen, dass er etwas Anderes lehren soll, oder ihn, weil er sich dessen weigert, in seinem Amte zu beunruhigen, hat der Staat keine Veranlassung. Ist hiernach weder gegen die Person des etc. Wollmann, noch gegen den von ihm ertheilten Religionsunterricht etwas zu erinnern, so muss verlangt werden, dass die das Gymnasium in Braunsberg besuchenden katholischen Schüler an diesem Unterrichte theilnehmen; denn der Religionsunterricht ist auf den preussischen Gymnasien ein obligatorischer Lehrgegenstand. Einen rechtlichen Anspruch auf Befreiung von der Theilnahme an demselben haben nach §. 11 Th. II Tit. 12 A. L. R. nur solche Kinder, welche in einer andern Religion, als welche in der öffentlichen Schule gelehrt wird, nach den Gesetzen des Staates erzogen werden sollen. Wenn Euere bischöfliche Hochwürden hierin einen offenen Gewissenszwang, eine directe Verkümmerung der in Preussen den Katholiken garantirten Gewissensfreiheit finden, so scheint hierbei übersehen zu sein, dass eine gesetzliche Nöthigung zum Besuch des Gymnasiums in Braunsberg oder eines Gymnasiums überhaupt nicht bestehe. Wer sich aber der an der Schule gesetzlich bestehenden Ordnung nicht fügen will, muss auf die Benutzung derselben verzichten und hat, wenn er es nicht freiwillig thut, keinen Grund zur Beschwerde, wenn ihm diese Benutzung versagt wird. Die Bemerkung endlich, dass jene Anordnung auch eine Verleugnung des stiftungsmässig katholischen Charakters des aus speciell katholischen Fonds gestifteten Braunsberger Gymnasiums und darum eine specielle Verletzung des positiven Rechts der Katholiken sei, findet ihre Erledigung in der Erwägung, dass die Stiftung des Gymnasiums in Braunsberg und die Widmung der zu seiner Unterhaltung dienenden Fonds einer Zeit angehört, in welcher der Concilsbeschluss vom 18. Juli v. J. noch nicht bestand. Aus diesen Gründen kann ich der gegen die Anordnung des königl. Provinzial-Schulcollegiums erhobenen Beschwerde keine Folge geben.

Berlin, den 29. Juni 1871.

v. Mühler.

Der oben mitgetheilte Bescheid des Cultusministers von Mühler wurde dadurch veranlasst, dass der Bischof Kremenz von Ermland dem Religionslehrer des Gymnasiums zu Braunsberg, Dr. Wollmann, welcher sich weigerte, die Beschlüsse des vaticanischen Concils anzunehmen, die missio canonica entzog und als Folge hiervon an die Regierung das Verlangen stellte, dem Genannten den ferneren Unterricht zu untersagen und diesen durch eine dem Bischofe wie der Regierung genehme Persönlichkeit ertheilen zu lassen. — Eine vollständige Zusammenstellung aller auf diesen Conflict bezüglichen Actenstücke enthält Verings Archiv f. kath. Kirchenrecht XX. Bd. N. F. p. LXXXI ff.

Nr. 4955. (220.)

PREUSSEN. Königliche Cabinets-Ordre. — Aufhebung der gesonderten katholischen Abtheilung im Cultusministerium.

Nr. 4955 (220). Preussen. 8. Juli 1871.

Auf den Bericht des Staatsministeriums vom 30. v. M. will Ich genehmigen, dass die im Ministerium der geistlichen, Unterrichts- und Medicinal-Angelegenheiten jetzt bestehenden gesonderten Abtheilungen für die evangelischen Kirchen-Angelegenheiten und für die katholischen Kirchen-Angelegenheiten aufgehoben und deren Geschäfte Einer Abtheilung für die geistlichen Angelegenheiten übertragen werden. Diese Ordre ist durch die Gesetzsammlung zu veröffentlichen.

Berlin, den 8. Juli 1871.

gez. Wilhelm.

gez. Fürst Bismarck. Graf v. Roon. Graf v. Itzenplitz. v. Mühler. v. Selchow. Graf zu Eulenburg. Leonhardt. Camphausen.

Diese Cabinets-Ordre wird in zwei Artikeln der halbofficiellen „Provinzial-Correspondenz“ in folgender Weise motivirt:

Aus Nr. 30 der Provinzial-Correspondenz vom 26. Juli 1871:

„Der Staat und die katholische Kirche.“

„In dem Ministerium der geistlichen Angelegenheiten ist soeben eine wichtige Veränderung eingetreten: die gesonderten Abtheilungen für die evangelischen und für die katholischen Kirchen-Angelegenheiten sind aufgehoben, und an deren Stelle ist nur eine gemeinsame Abtheilung für alle geistlichen Angelegenheiten eingesetzt worden. Es ist damit die Einrichtung, wie sie bis zum Jahre 1841 bestanden hatte, wiederhergestellt worden. Erst unter Friedrich Wilhelm IV. war mit Rücksicht auf die Schwierigkeiten, welche die Beziehungen der Staatsregierung zur katholischen Kirche damals in mehrfacher Hinsicht darboten, eine besondere katholische Abtheilung im Cultusministerium unter einem katholischen Director und ausschliesslich katholischen Räthen gegründet worden, „um eine verstärkte Bürgschaft für die gründliche und vielseitige Berathung der katholischen Kirchenfragen zu gewinnen und zu geben“. Während die Aufgaben, welche dieser Abtheilung zunächst zufielen, inzwischen erledigt sind, war durch die Verfassungsurkunde vom 31. Januar 1850 eine neue Grundlage für die Beziehungen zwischen dem Staate und der Kirche geschaffen worden, der gegenüber der Fortbestand einer ausschliesslich katholischen Behörde innerhalb der Staatsregierung von vornherein nicht ohne Bedenken war. Wenn die katholische Kirche nach Art. 15 der Verfassung ihre Angelegenheiten selbstständig ordnet und verwaltet, wenn nach Art. 16 der Verkehr der Religionsgesellschaften mit ihren kirchlichen Oberen ungehindert und die Bekanntmachung kirchlicher Anordnungen keinen Beschränkungen unterworfen ist, — so ergiebt sich hieraus, dass für die Beziehungen des Staates zur Kirche lediglich staatsrechtliche, nicht confessionelle Gesichtspunkte maassgebend sein können, und dass auch die Staatsbehörde, welcher die Wahrnehmung dieser Beziehungen obliegt, nicht ausschliesslich nach confessionellen Rücksichten gebildet werden kann.

Nr. 4955 (220). Preussen. 8. Juli 1871.

Bei der Stellung, in welcher der einzelne katholische Gläubige sich in allen kirchlichen Fragen den Anforderungen seiner Kirche gegenüber befindet, und bei der Energie, mit welcher die katholische Kirche ihr Ansehen und ihren Willen dem einzelnen Mitgliede gegenüber zur Geltung zu bringen gewohnt ist, lag die Gefahr jederzeit nahe, dass eine ausschliesslich katholische Behörde sich bei allen erheblichen Streitfragen vielmehr als Vertreterin der katholischen Kirche dem Staate gegenüber, wie als berufene Rathgeberin der Staatsgewalt betrachten würde. Die Regierung hatte deshalb die Angemessenheit einer Aenderung in Bezug auf die katholische Abtheilung schon vor einer Reihe von Jahren in Betracht gezogen. Nachdem die damaligen Erwägungen zu einem entscheidenden Beschlusse noch nicht geführt hatten, war durch die gegenwärtigen Vorgänge auf dem Gebiete der katholischen Kirche diese Entscheidung zu einer Nothwendigkeit geworden. Durch die Beschlüsse des vorjährigen Concils in Rom sind einerseits die Beziehungen zwischen der katholischen Kirche und der Staatsgewalt so wesentlich berührt, andererseits so lebhafte Bewegungen und Zerwürfnisse innerhalb der katholischen Bevölkerung selbst hervorgerufen, dass die Staatsgewalt sich dringender als zuvor veranlasst finden muss, dafür zu sorgen, dass in Bezug auf die Wahrnehmung ihrer Stellung zu den katholischen Angelegenheiten ausschliesslich und unbedingt staatsrechtliche Gesichtspunkte zur Geltung gelangen. Dass das römische Concil solche Folgen haben würde, war innerhalb wie ausserhalb der katholischen Kirche klar vorhergesehen und vorhergesagt worden. Während die zum Glaubenssatz erhobene Lehre von der päpstlichen Unfehlbarkeit an und für sich die Gefahr nahe legt, dass damit auch die Forderung der Unterwerfung der Staaten unter die auch auf das Weltliche und Politische sich erstreckende Herrschaft des römischen Stuhls sich zu gelegener Zeit erneuern werde, — sind ferner in dem auf dem Concil endgültig festgestellten „Syllabus“ über die Irrthümer unserer Zeit in religiöser, politischer und socialer Beziehung Auffassungen und Lehren enthalten, deren ernste Durchführung seitens der katholischen Kirche zu einer Erschütterung aller weltlichen Staatsgewalt unbedingt führen muss. Die preussische Staatsregierung hatte nicht unterlassen, den römischen Stuhl auf die Gefahren, welche aus solchen Beschlüssen in Bezug auf das Verhältniss des Staates zur Kirche erwachsen könnten, schon während des Concils entschieden aufmerksam zu machen. Es geschah dies vor Allem im Interesse der Kirche und des päpstlichen Stuhles selbst; unsere Regierung durfte darauf hinweisen, dass sie Gefahren nicht so sehr für unsern Staat, wie für die Kirche entstehen sehe, dass ihr gegen etwaige Beeinträchtigung des Staates in seinen Interessen die Mittel der Gesetzgebung nicht fehlen würden, dass jedoch ein schroffes Verhalten seitens der Kirche die freundlichen und rücksichtsvollen Beziehungen erschweren würde, welche seither auf Grund der wohlwollenden Gesinnungen aller preussischen Fürsten obgewaltet haben. Als sodann vor den entscheidenden Beschlüssen des Concils auch die französische Regierung den päpstlichen Stuhl in dringendster Weise davor warnte, nicht Lehren und Grundsätze verkündigen zu wollen, welche nirgends im christlichen Europa anerkannt und zugelassen seien und durch welche ein verderblicher Widerstreit zwischen der bürgerlichen Gesellschaft und der Kirche geschaffen würde, schloss sich unsere Regierung diesen Vorstellungen auf das Bestimmteste an. Der Papst und das Concil haben diese Vorstellungen nicht beachtet; die bedenklichen Beschlüsse sind gefasst worden, und ihre Wirkungen sind rascher noch, als man es er-

Nr. 4955. (220). Preussen. 8. Juli 1871.

wartet hatte, hervorgetreten. Die Verkündigung des Glaubenssatzes über die päpstliche Unfehlbarkeit hat innerhalb der katholischen Bevölkerung selbst, unter den Laien und unter den Geistlichen, Bewegungen und Spaltungen hervorgerufen, deren Folgen sich bereits auch in mehrfachen praktischen Fällen hinsichtlich der Beziehungen zwischen den katholischen Bischöfen und der Staatsregierung geltend machen, namentlich in Betreff der Behandlung von Lehrern an den unter Staatsaufsicht stehenden katholischen Gymnasien, welche sich weigern, den neuen Glaubenssatz zu lehren, und welche auf den Schutz des Staates in ihren Stellen und Rechten Anspruch haben. Es ist für jetzt nicht abzusehen, inwieweit die Bewegung unter den Katholiken eine festere Gestalt gewinnen und etwa zu tieferen Spaltungen führen wird. Die Staatsregierung aber kann den schon jetzt obwaltenden Schwierigkeiten gegenüber nur dadurch eine feste Richtschnur für ihr Verhalten finden, wenn sie sich unparteiisch auf den rein staatsrechtlichen Standpunkt stellt und demgemäss die einzelnen streitigen Fälle behandelt. Um diesen Standpunkt zu sichern und auch äusserlich zu erkennen zu geben, erschien es zweckmässig und geboten, in dem Ministerium der geistlichen etc. Angelegenheiten die bisher bestehende confessionelle Sonderung der kirchlichen Abtheilungen zu beseitigen und wiederum nur e i n e Abtheilung für die geistlichen Angelegenheiten zu bilden. Die Staatsregierung bekundet dadurch, dass sie gesonnen ist, beide Kirchen unparteiisch, gerecht, dem bestehenden Staatsrechte entsprechend zu behandeln, das Interesse des Staates aber auch mit gleicher Kraft der katholischen, wie der evangelischen Kirche gegenüber zu wahren."

Aus Nr. 31 der Provinzial-Correspondenz vom 2. August 1871 „Zur katholischen Frage":

„Bei der Erörterung der neuesten Schritte unserer Regierung in Bezug auf die katholische Kirche ist daran erinnert worden, dass von Seiten der preussischen Regierung schon während des letzten Concils geltend gemacht worden sei, wie nicht bloss durch die Lehre von der Unfehlbarkeit des Papstes, sondern auch durch die endgiltige Feststellung und Durchführung gewisser in dem sogenannten „Syllabus" enthaltener Auffassungen und Lehren das Verhältniss zwischen dem weltlichen Staate und der Kirche wesentlich erschüttert werden müsse. || Dem gegenüber ist von katholischer Seite behauptet worden, dass es sich auf dem Concile von 1869 um den „Syllabus" gar nicht habe handeln können, da derselbe bereits im Jahre 1864 vom Papste endgiltig verkündet worden sei. Obige Annahme verrathe daher eine „bodenlose Unwissenheit in den einfachsten katholischen Dingen." || Es ist nun gewiss merkwürdig, dass diese „bodenlose Unwissenheit" nicht bloss von sämmtlichen, selbst katholischen Regierungen und sogar von den katholischen Facultäten getheilt wurde, welche sehr eingehende Gutachten über die voraussichtlichen Folgen der endgiltigen Feststellung des „Syllabus" auf dem Concil abgegeben haben, — sondern dass sogar die von den römischen Jesuiten herausgegebene Zeitschrift, die „Civiltà cattolica" (welcher Papst Pius IX. in einem eigenen Breve die Bedeutung eines vertraulichen Blattes der römischen Curie zugesprochen hat),

Nr. 4955 (220). Preussen. 8. Juli 1871.

kurz vor dem Concil es als eine Aufgabe desselben bezeichnet hatte, die Verdammungsurtheile des päpstlichen „Syllabus“ von 1864 in bestimmte Beschlüsse oder Concilsdecrete zu verwandeln. || Aus dieser Ankündigung gerade entnahmen die Regierungen die ernste Pflicht, die päpstliche Regierung im Voraus auf die bedenklichen Folgen derartiger Beschlüsse aufmerksam zu machen. || Was sodann über den Verlauf und die Beschlüsse des Concils bekannt geworden ist, hat jene vorgängige Erwartung und Besorgniss keineswegs beseitigt oder abgeschwächt. || Die hauptsächlichsten Lehren zumal, welche im „Syllabus“ in der Form der Verneinung und Verdammung entgegengesetzter Auffassungen enthalten waren, sind in den vom Concil beschlossenen „Schematen“ und „Canones“ über die Kirche und den katholischen Glauben in der That, wie es das päpstliche Blatt vorher verkündet hatte, in bestimmter und positiver Fassung festgestellt und verkündet worden. || Hierdurch sah sich, wie neulich erwähnt, die französische Regierung veranlasst, durch ihren Gesandten in Rom dringend zu bitten, dass von dem „Schema über die Kirche“ alles entfernt werde, was in dem veröffentlichten und nicht abgeleugneten Texte die ernstesten Folgen für die gesetzliche und gesellschaftliche Ordnung in allen Staaten Europa's befürchten lasse. Je mehr man die in jenem Schriftstück zusammengestellte Lehre untersuche, um so weniger sei zu verkennen, dass diese Lehre im Grunde der vollständigen Unterwerfung der bürgerlichen Gesellschaft unter die Kirche gleichkomme; denn die für die Kirche in Anspruch genommene Autorität kenne keine anderen Grenzen, als die, welche die Kirche selbst ihr anweise, und alle Grundsätze der bürgerlichen, politischen, wissenschaftlichen Einrichtungen fallen unmittelbar oder mittelbar unter ihren Einfluss. || „Die Canones“, hiess es weiter, „schreiben der Kirche eine vollständige zugleich gesetzgebende, richterliche und zwingende Gewalt zu, die sich auf Aeusseres wie Inneres bezieht, — eine Gewalt, deren Ausübung sogar durch materielle Strafen zu sichern der Kirche erlaubt sein soll, und welcher die christlichen Fürsten und Regierungen gehalten sein sollen ihre Mitwirkung zu leihen durch Züchtigung aller derer, welche versuchen sollten, sich ihr zu entziehen. || Das war die Auffassung einer dem päpstlichen Stuhle unzweifelhaft ergebenen katholischen Regierung in Betreff der auf dem Concil verhandelten und festgestellten Beschlüsse. || Wie sehr aber die Bedenken und Gefahren dieser Beschlüsse durch die gleichzeitige Verkündigung der päpstlichen Unfehlbarkeit gesteigert werden mussten, das sprach dieselbe Depesche in den Worten aus: „Als Vervollständigung dieses Systems soll in denselben Beschluss die persönliche Unfehlbarkeit des Papstes aufgenommen werden, d. h. nachdem man alle politischen und religiösen Gewalten in den Händen der Kirche vereinigt hat, will man alle Gewalten der Kirche in den Händen ihres Oberhauptes vereinigen.“ || Man wird es hiernach erklärlich und vollauf gerechtfertigt finden, dass die Regierungen, nachdem das Concil alle Mahnungen in Betreff der Folgen seiner Beschlüsse unbeachtet gelassen hat, wenigstens nicht die Hand dazu bieten wollen, den bedenklichen Lehren ihrerseits Eingang und Geltung

Nr. 4955 (220). Preussen. 8. Juli 1871.

zu verschaffen. Was die preussische Regierung betrifft, so hat sie, ungeachtet ihrer lebhaften Bedenken gegen die Concilsbeschlüsse, dennoch im Vertrauen auf den gesunden Sinn unseres Volkes und auf die festgegründete Kraft unseres Staatswesens die Glaubensfreiheit der Katholiken auch in diesem Punkte nicht beeinträchtigt: sie hat keinem Bischofe, keinem Geistlichen oder Lehrer an ihrem Theile ein Hinderniss bereitet, die Lehren des Concils zu verkündigen. Nur das hat sie abgelehnt, katholische Lehrer, welche sich in ihrem Gewissen gehindert finden, den Beschlüssen des Concils Geltung zuzuerkennen, durch Mitwirkung des weltlichen Arms zur Verkündigung von Lehren zu nöthigen, durch welche, nach der Ueberzeugung der Regierung selbst, nicht bloss eine weltliche Aenderung des Glaubensstandes, sondern zugleich eine tief greifende Veränderung in der Gesammtstellung der katholischen Kirche zum Staate eingetreten ist. Es handelt sich für die Regierung nicht um die Anerkennung oder Nichtanerkennung eines Glaubenssatzes als solchen, — das überlässt sie der Gewissens- und Glaubensfreiheit der einzelnen Katholiken, — sondern darum handelt es sich, ob sie im Bereiche ihrer gesetzlichen Mitwirkung eine Lehre unterstützen soll und darf, welche sie für das Verhältniss zwischen Staat und Kirche verderblich erachtet."

Nr. 4956. (221.)

PREUSSEN. Protest des Bischofs von Ermland (Dr. Krementz) gegen den Bescheid des Cultusministers (von Mühler) vom 29. Juni. (Vergl. Nr. 4954 [219].)

Nr. 4956 (221). Preussen. 9. Juli 1871.

Der Bescheid, welchen Ew. Excellenz in dem sehr geehrten Schreiben vom 29. Juni d. J. (U. 14,362) auf meine Eingabe vom 20. Mai bezüglich des katholischen Religionsunterrichtes am Gymnasium zu Braunsberg mir haben zu Theil werden lassen, ist so wesentlich gegen den in der Natur der Sache begründeten und durch gesetzliche Bestimmungen sowie durch besondere Staatsverträge garantirten Rechtsbestand der katholischen Kirche Preussens gerichtet, dass ich in meiner Stellung als Vertreter dieser Kirche in einer durch Loyalität und Treue gegen den Staat zu allen Zeiten ausgezeichneten Diöcese nicht umhin kann, gegen die von Ew. Excellenz in dem gedachten Schreiben ausgesprochenen Grundsätze und alle daraus abgeleiteten oder abzuleitenden Consequenzen feierliche Verwahrung einzulegen. Die Entscheidung Ew. Excellenz verstösst gegen die den preussischen Staatsbürgern gewährleistete Glaubens- und Gewissensfreiheit sowie gegen die Rechte derselben auf den ihnen für ihre religiösen und Unterrichtszwecke garantirten Besitzstand. — 1. Sie verletzt die Glaubensfreiheit, weil sie innere kirchliche Angelegenheiten,

welche nach der Staatsverfassung durch die Kirche zu ordnen sind, vor das Forum des Staates zieht und ohne Rücksicht auf das Urtheil der gesetzlichen und vom preussischen Staate anerkannten Vertreter der katholischen Kirche in Glaubenssachen Entscheidungen und Anordnungen trifft. Ob die Lehre eines Priesters katholisch sei oder nicht, darüber hat nach dem bestehenden Rechte nur dessen Bischof und in höchster Instanz der Papst zu entscheiden, nicht aber die staatliche Behörde. Die treue Beobachtung dieses rechtlichen Grundsatzes in Preussen rühmt das Ministerialrescript vom 16. April 1849 mit den Worten: „Niemals haben sich die Staatsbehörden die Befugniss beigelegt, eine seitens des bischöflichen Amtes kraft der demselben beiwohnenden Aufsichts- und Disciplinargewalt ergangene Entscheidung aufzuheben oder gleichsam in höherer Instanz über die Richtigkeit oder Unrichtigkeit zu erkennen.“ Wenn nun aber in dem Erlasse vom 29. Juni d. J. mein Urtheil, dass die Glaubenslehre des Dr. Wollmann am Gymnasium zu Braunsberg nicht katholisch sei, mit Uebergehung der hier einzig möglichen Instanz umgestossen, seine im Widerspruche mit den Glaubensentscheidungen des rechtmässigen Lehramts der Kirche stehenden Anschauungen für richtig und der Besuch des Religionsunterrichts eines vom Glauben seiner Kirche abirrenden Priesters für alle katholischen Schüler, welche das Gymnasium in Braunsberg besuchen wollen, obligatorisch erklärt wird, so entscheiden damit Ew. Excellenz thatsächlich in höherer Instanz über das von mir in Angelegenheiten des katholichen Glaubens gefällte Urtheil, greifen in das innere Gebiet der Kirche hinüber, bedienen sich einer Aufsichts- und Disciplinargewalt, welche nach den gesetzlichen Bestimmungen nur den Bischöfen der katholischen Kirche zukommt, und verletzen die den katholischen Unterthanen gesetzlich gewährleistete Glaubensfreiheit. Ew. Excellenz motiviren Hoch-Ihren Entscheid mit den Worten: „Wollmann lehrt noch heute dasselbe, was er vor dem 18. Juli 1870 mit Zustimmung der Kirche gelehrt hat.“ Der Einsicht Ew. Excellenz kann es aber nicht entgehen, dass es hier sich gar nicht darum handelt, was Wollmann vor dem 18. Juli 1870 factisch gelehrt hat, sondern was er beim Antritt seines Amtes und durch seinen Amtseid zu lehren sich verpflichtet hat und was er demgemäss jetzt zu lehren verbunden ist. Von Seiten des Staates ist ihm die Lehrstelle mit der ausdrücklich oder stillschweigend gestellten Bedingung übertragen worden, dass er sich gemäss dem Glauben und den Anordnungen seiner Kirche in seinem Amte zu halten habe. Ew. Excellenz können nicht in Abrede stellen, dass gegenwärtig gemäss den Entscheidungen des allgemeinen vaticanischen Concils die Lehre von dem unfehlbaren Lehramte des Oberhauptes der Kirche zu dem Glauben der katholischen Kirche gehöre. Mithin muss er auch in seiner Lehre dieses Dogma verkünden. Die Kirche aber hat ihm die Vollmacht zur Ausübung des Lehramtes erst nach einem Amtseid übertragen, in welchem er beschworen hat: Omnia a sacris canonibus et oecumenicis conciliis tradita, definita et declarata indubitanter recipio ac profiteor . . . Sacram scripturam juxta eum sensum, quem tenuit et

Nr. 4956 (221). Preussen. 9. Juli 1871.

tenet sancta mater ecclesia, cujus est judicare de vero sensu et interpretatione sacrarum scripturarum, admitto . . . sanctam catholicam et apostolicam Romanam ecclesiam omnium ecclesiarum matrem et magistram agnosco, Romanoque pontifici . . veram obedientiam spondeo et juro. || Er hat also eidlich versprochen, alles das anzunehmen und zu lehren, was von den allgemeinen Concilien festgesetzt und definirt wird, und jenen Sinn der hl. Schrift anzunehmen, welchen das kirchliche Lehramt, die Auslegerin des Sinnes der hl. Schrift, angenommen hat und annimmt. Da nun das vaticanische Concil nach dem einstimmigen Zeugnisse aller seiner berechtigten Theilnehmer, des gesammten katholischen Episcopats, ein ökumenisches ist, so hat Dr. Wollmann schon bei Ablegung seines Amtseides die Beschlüsse seines Concils implicite beschworen. Wenn er jetzt diese Beschlüsse nicht annehmen will, und die Auslegung der betreffenden Schriftstellen über den Primat, welche das auf dem allgemeinen Concil versammelte Lehramt der Kirche gibt, verwirft, so ist es klar, dass er seinen Amtseid bricht, dass er jetzt factisch durch Wort und Beispiel etwas Anderes lehrt, als was er beim Antritt seines Amtes lehren zu wollen beschworen hat, dass er jetzt das Grundprinzip des katholischen Glaubens negirt, indem er sich selbst als höchstes Tribunal in Sachen des Glaubens aufwirft, das kirchliche Lehramt und dessen Autorität aufhebt und alle dogmatische Entwicklung ignorirt. | Die Kirche ist, wie ich dieses bereits in meinem ergebensten Schreiben vom 18. März 1871 an Ew. Excellenz zu bemerken Veranlassung nahm, ein lebendiger Organismus, in welchem die Entwickelung des Dogmas und seine, nach den Bedürfnissen und dem wissenschaftlichen Fortschritte der Zeit sich richtende Festsetzung und definitive Aussprache ebensowenig mit einem gewissen Zeitpunkte abgeschlossen ist, als der Entfaltung der gesetzgeberischen und organisirenden Thätigkeit des Staates eine Grenze gesetzt werden kann, über welche hinaus die Verpflichtung des Staatsbürgers zum Gehorsam gegen die von der rechtmässigen Obrigkeit gültig erlassenen Gesetze oder festgestellte Staatsverfassung aufhören würde. Oder werden etwa Ew. Excellenz auch jenen Staatsbeamten in Schutz nehmen und in seinem Amte und Gehalte belassen, der die von den gesetzlichen Organen neu begründete Ordnung des deutschen Kaiserreiches aus dem Grunde nicht anerkennt, weil zur Zeit der Ablegung seines Amtseides die neue unserem Könige grössere Machtvollkommenheit im geeinigten deutschen Reiche beilegende Stiftung damals noch nicht gesetzlich festgestellt war? Die Entziehung der missio canonica, der geistlichen Vollmacht zur Ertheilung des Religionsunterrichts ist lediglich aus dogmatischen Gründen erfolgt, wie ich dieses bereits mehrere Wochen vorher Ew. Excellenz in meinem Schreiben vom 15. März d. J. angezeigt habe. Da das Cognitionsrecht über katholische Glaubensfragen nicht den Staatsbehörden, sondern den Bischöfen als gesetzlichen Organen und Vertretern der Kirche zusteht, so unterlag mein Urtheil in dieser Angelegenheit nicht der Mitwirkung und Genehmigung des Staates, und Wollmann durfte, nachdem sein Mandat erloschen und ihm von der recht-

mässigen kirchlichen Behörde die Vollmacht zur Ertheilung des Religionsunterrichtes entzogen war, diesen nicht fortsetzen. Ich erlaube mir, in dieser Beziehung auf mein Schreiben vom 13. April d. J. und das in demselben mitgetheilte Gutachten des Prof. Dr. Schulte zurückzukommen. Diese Fortsetzung war eine unberechtigte und unerlaubte Usurpation einer ihm von seiner geistlichen Behörde entzogenen Vollmacht, ein Bruch des seinem Bischofe bei der Priesterweihe und in seinem Amtseide gelobten Gehorsams. Wenn nun die Staatsbehörde die katholischen Schüler des katholischen Gymnasiums verpflichtet, den Religionsunterricht eines Mannes zu besuchen, welchem wegen Abirrung vom Glauben der Kirche die Vollmacht zu jener religiösen Amtshandlung von seiner rechtmässigen Obrigkeit entzogen ist, so ratificirt sie hiedurch eine Anmaassung, billigt nicht allein, sondern unterstützt die Auflehnung gegen die hier allein competente kirchliche Gewalt und untergräbt den Gehorsam, welcher nach Gottes und der Kirche Geboten in geistlichen Dingen der geistlichen Obrigkeit geschuldet wird. | Hierin wird dadurch nichts geändert, dass die Schulbehörde den Dr. Wollmann angewiesen hat, sich in seinen Vorträgen der Behandlung des betreffenden Punktes zu enthalten. Diese Enthaltung allein schon ist ein stillschweigender Protest des Lehrers vor den Schülern gegen einen Glaubenspunkt, welchen derselbe gemäss seinem Amtseide und dem Auftrage der Kirche zu lehren verpflichtet ist. Der in Opposition gegen seine Kirche stehende und wegen dieser Auflehnung censurirte Religionslehrer ist allein durch sein amtliches Erscheinen eine fortwährende Negation des kirchlichen Dogmas — Beispiel lehrt mächtiger als Worte — selbst abgesehen davon, dass er durch Verwerfung der Autorität des kirchlichen Lehramts consequenter Weise die Verbindlichkeit der ganzen Glaubenslehre leugnet und deshalb durchaus keine Garantie bietet für die reine katholische Auffassung und Wiedergabe der übrigen kirchlichen Glaubenslehren; denn wer einmal sein subjectives Ermessen über die Autorität des kirchlichen Lehramtes setzt, hat den Boden verlassen, welcher dem Gebäude des christlichen Glaubens allein Festigkeit gibt, und muss sich zum Abweichen von der kirchlichen Lehre, sobald sie seinem subjectiven Auffassen nicht entspricht, berechtigt erachten. | 2. Indem deshalb Ew. Excellenz den Standpunkt des Dr. Wollmann rechtfertigen und als katholischen erklären, verletzen Sie die Freiheit und Autonomie der katholischen Kirche in Glaubenssachen und damit die von der Verfassung verbürgte Glaubensfreiheit. Noch härter aber erscheint dieser Angriff auf unsern Glauben durch die in der Entscheidung vom 29. Juni enthaltene Bestimmung, dass sämmtliche katholische Schüler, welche das Gymnasium zu Braunsberg besuchen wollen, verpflichtet seien, den Religionsunterricht des Dr. Wollmann zu besuchen. Diese Bestimmung ist ein offener, von dem Gesetze ausdrücklich verbotener Gewissenszwang, eine directe Verkümmerung der in Preussen den Katholiken feierlich garantirten Gewissensfreiheit. || Das Gesetz bestimmt, dass solche Kinder, welche in einer andern Religion, als welche in der öffentlichen Schule gelehrt wird, nach den Gesetzen des

Nr. 4956 (221). Preussen. 9. Juli 1871.

Staates erzogen werden sollen, von der Theilnahme an dem Religionsunterrichte jener Schulanstalt befreit sein sollen (§. 11. Th. 2. Tit. 12. A. L. R.). || Die competente kirchliche Behörde erklärt, dass Dr. Wollmann und seine Lehre sich im Widerspruche mit der Kirche und ihrer Lehre befinden, dass er eine von der katholischen Religion verschiedene Anschauung über wesentliche Glaubenspunkte hat; ja, sie hat ihn wegen seiner hartnäckigen und bewussten Opposition gegen die kirchliche Lehre mit kirchlichen Strafen belegt Viele Eltern haben in ihren sowohl an Ew. Excellenz als an mich gerichteten Schreiben ihn als einen solchen bezeichnet, der einen von dem ihrigen verschiedenen Glauben bekennt. Sie haben ein gesetzliches Recht darauf, und ich als Vertreter der Kirche fordere es, dass der ganze Glaubensinhalt unserer heiligen Religion rein und unverkürzt den katholischen Schülern des stiftungsmässig katholischen Gymnasiums in Braunsberg vorgetragen werde, und zwar durch einen nach dem Zeugnisse der Kirche dem katholischen Glauben treuen und mit seinem Bischofe in religiöser Gemeinschaft lebenden Priester. Wenn nun Ew. Excellenz trotz der von den Eltern und der rechtmässigen Behörde erklärten Glaubensverschiedenheit die katholischen Schüler auf dem Gymnasium zu Braunsberg verpflichten, den Unterricht des nicht katholischen Dr. Wollmann zu besuchen, so üben Ew. Excellenz einen von dem Gesetz ausdrücklich verbotenen Gewissenszwang und treiben widerstrebende Herzen durch moralische Nöthigung in Unterrichtsstunden, welche sie gemäss den Grundsätzen ihrer Religion gewissenshalber nicht besuchen dürfen. Ich muss hiegegen um so mehr Protest erheben, als durch diese Verpflichtung das durch die Bulle de salute animarum vorgesehene, durch Königliche Cabinetsordre vom 12. März 1841 genehmigte bischöfliche Convict für Schüler des Braunsberger Gymnasiums, welche sich dem Studium der Theologie widmen wollen, thatsächlich aufgehoben wird, indem die Alumnen desselben durch die Grundsätze und Bestimmungen der katholischen Kirche verhindert werden, dem Religionsunterricht des Dr. Wollmann beizuwohnen, damit aber, gemäss dem von Ew. Excellenz getroffenen Entscheide, von dem dortigen Gymnasium ausscheiden müssen, ohne irgend etwas Anderes gethan zu haben, als dass sie gewissenshalber sich weigern, den Religionsunterricht eines nicht katholischen Lehrers, der doch zu den gesetzlichen Anordnungen eines katholischen Gymnasiums für katholische Schüler nicht gehören kann, ferner zu besuchen. | Zwar behaupten Ew. Excellenz, es bestehe keine gesetzliche Nöthigung zum Besuche des Gymnasiums in Braunsberg oder eines Gymnasiums überhaupt. Ich frage aber Ew. Excellenz: Besteht nicht ein gesetzliches Recht der katholischen Eltern auf diesen Besuch, und ist es gesetzlich erlaubt, ihnen die Ausübung dieses Rechtes zu verkümmern oder unmöglich zu machen? Ich frage ferner: Wenn keine gesetzliche Nöthigung besteht, ist nicht für Viele eine moralische Nöthigung vorhanden zu ihrer wissenschaftlichen Ausbildung, ein Gymnasium und gerade das Gymnasium zu Braunsberg zu besuchen? Soweit nun auf der Welt geistige Bildung als ein besonderes Gut des Lebens gilt, wird man es als einen be-

sondern Gewissenszwang ansehen, ihre Erlangung nur unter Bedingungen zu gestatten, welche mit der religiösen Ueberzeugung im Widerspruche sich befinden. Dieser Zwang wird jetzt an dem Gymnasium zu Braunsberg ausgeübt. Wollen daselbst katholische Schüler, den Grundsätzen der Kirche und ihrem Gewissen getreu, den Religionsunterricht eines von seinem Glauben abgefallenen Priesters nicht besuchen, so sind sie gezwungen — und bereits hat die Ausführung dieser in Wahrheit grausamen Anordnung begonnen — das Braunsberger Gymnasium zu verlassen, und nicht wenige müssen auf die durch die Gymnasialstudien zu gewinnende wissenschaftliche Bildung und die hiedurch bedingten Aussichten auf eine höhere Stellung im bürgerlichen Leben Verzicht leisten, weil ihre Verhältnisse es ihnen nicht gestatten, ein anderes Gymnasium zu besuchen. Ist eine solche Nöthigung mit den schützenden Bestimmungen des A. L. R. §. 11. Thl. II. Tit. 12 zu vereinbaren? Von dem bekannten Edicte des Kaisers Julian, welches der christlichen Jugend die alten griechischen und römischen Klassiker zu erklären verbot, sagten die Kirchenväter, es sei grausamer, als eine offene Verfolgung. Zwingt nicht der Entscheid Ew. Excellenz vom 29. Juni eine ganze Reihe talentvoller Jünglinge, auf eine classische Ausbildung und die dadurch zu gewinnende Lebensstellung Verzicht zu leisten, um nicht mit den Anforderungen ihres Glaubens und ihrem Gewissen in Conflict zu kommen? Ist das gesetzliche Schulordnung, wenn Schüler in einen Unterricht gezwängt werden, welcher mit ihrem Glauben nicht übereinstimmt, da doch das Gesetz gerade das Gegentheil vorschreibt? Ich erlaube mir, dieses der Erwägung Ew. Excellenz gehorsamst noch einmal zu unterbreiten und unter Berufung auf die gesetzlichen Bestimmungen sowie im Interesse der Wissenschaft, die ein Gemeingut aller Staatsbürger ohne Unterschied der Confession ist, gegen diesen Zwang und die durch ihn herbeigeführte Ausschliessung berechtigter Staatsbürger von der Wohlthat der Gymnasialbildung Verwahrung einzulegen. 3. Dass ferner der Charakter des stiftungsmässig katholischen Gymnasiums zu Braunsberg durch Ausführung des Entscheids vom 29. Juni d. J. alterirt und katholische Fonds zu nichtkatholischen Zwecken verwendet werden, liegt auf der Hand, da das Recht auf den Genuss katholischer Fonds nur jenen Katholiken zukommt, die nach Gesetz und Staatsverträgen, wie z. B. nach der Bulle de salute animarum, als wirkliche Katholiken zu betrachten sind, d. h. jenen, die mit dem Oberhaupte und den Bischöfen der katholischen Kirche in Communion leben. || Aber, sagen Ew Excellenz, die Stiftung des Gymnasiums in Braunsberg und die Widmung der zu seiner Unterhaltung dienenden Fonds gehören einer Zeit an, in welcher der Concilsbeschluss vom 18. Juli v. J. noch nicht bestand. Deshalb sei eine Verleugnung des katholischen Charakters jener Anstalt nicht vorhanden. || Ew. Excellenz übersehen, dass jene Stiftung und Widmung jedenfalls in eine katholische Zeit fallen und von Wohlthätern herrühren, die katholisch glaubten und lebten, der Lehrautorität der Kirche sich unterwarfen und das Recht der Kirche anerkannten, auf allgemeinen Concilien bindende Glaubensdefinitionen

Nr. 4956 (221). Preussen. 9. Juli 1871.

zu erlassen, die deshalb von vornherein alle von der rechtmässigen kirchlichen Autorität gegebenen und zu gebenden Glaubensentscheidungen annahmen, und die, treu ihrer Kirche ergeben, nichts mehr verabscheuten, als die Auflehnung gegen das kirchliche Lehramt. Die ersten Begründer und grössten Wohlthäter der Anstalt, der berühmte Cardinal Hosius und sein trefflicher Nachfolger Cromer, waren sogar wissenschaftliche Vertheidiger des Glaubens an das unfehlbare Lehramt des Papstes, nicht minder die an der Anstalt während zweier Jahrhunderte wirkenden Jesuiten, zu deren Füssen der opferwillige Sinn der gläubigen Katholiken Ermlands ihre Gaben und Vermächtnisse zur festern Begründung, Erhaltung und Erweiterung der katholischen Anstalt niederlegte. Ew. Excellenz werden nicht annehmen, dass jene katholischen Begründer und Wohlthäter derselben die Absicht gehabt hätten, durch ihre Opfer das Lehramt eines seiner Kirche untreu gewordenen Priesters zu unterhalten oder die Subsistenzmittel für Lehrer zu bieten, welche sich gegen die dogmatischen Entscheidungen einer allgemeinen Kirchenversammlung auflehnen und die Autorität des Papstes und der Bischöfe der katholischen Welt verachten, während das gesammte katholische Ermland, Klerus wie Laien, fast ohne Ausnahme sich in unwandelbarer Treue um seinen Bischof und das Oberhaupt der Kirche schaart. ‖ Nachdem ich Herrn Dr. Wollmann seit dem 8. December 1870 in verschiedenen seine Bedenken berücksichtigenden Schreiben zur Umkehr aufgefordert und ihm, da alle Bemühungen und auch ernstere Schritte fruchtlos blieben, vielmehr eine entschieden unkirchliche Gesinnung und Handlungsweise sich kundgab, nach einer letzten väterlichen Mahnung unter dem 14. Juni eine peremptorische Frist von 10 Tagen zur Unterwerfung unter das vaticanische Concil gesetzt hatte, sah ich mich nach einer am 24. Juni eingelaufenen ablehnenden Antwort in die schmerzliche Nothwendigkeit versetzt, unter dem 4. Juli durch richterliches Urtheil festzusetzen, dass er der durch das vaticanische Concil ausgesprochenen grossen Excommunication verfallen sei. Er ist mithin kein Glied der katholischen Kirche mehr, er ist durch freie und hartnäckige Leugnung ihrer Autorität und ihrer neuesten Lehrentscheidungen aus ihrem Verbande ausgeschieden, und diese Ausscheidung ist durch die allein hierin competente kirchliche Behörde constatirt. ‖ Ew. Excellenz mögen beurtheilen, welche Gefühle sich in dem Herzen katholischer Eltern regen müssen, wenn sie durch die staatlichen Behörden, von welchen sie Schutz der ihnen garantirten Glaubens- und Gewissensfreiheit mit Recht erwarten und fordern können, gezwungen werden, entweder ihre Kinder in den Unterricht eines excommunicirten Priesters zu schicken, welchen sie ihrem Glauben und Gewissen nach nicht besuchen dürfen, oder aber auf geistige höhere Bildung und die durch dieselbe zu gewinnende höhere Stellung im Staatsleben für ihre Kinder zu verzichten. ‖ Excellenz! Ihre Entscheidung vom 29. Juni hat mich und Tausende, ja Millionen treuer katholischer Unterthanen mit tiefstem Schmerze erfüllt. Sie ist ein Angriff auf unser höchstes, theuerstes Gut, unsern heiligen Glauben; sie ist eine Verleugnung der

bisherigen preussischen Grundsätze in Behandlung confessioneller Angelegenheiten; sie ist eine Verletzung der bestehenden Gesetze, der natürlichen und verbrieften Rechte der Katholiken Preussens; sie ist ein verhängnissvoller erster Schritt auf abschüssiger Bahn. Möge Gott weiterhin gnädig abwenden, dass die Gerechtigkeit und der Friede in religiösen Dingen, das Palladium der Stärke Preussens, aus seiner Mitte weiche! Meine Diöcesanen, nach dem Worte des Apostels stets bemüht, Gott zu fürchten, den König zu ehren, tragen mit mir ein dankbares Herz für alles Gute, welches uns durch unser Vaterland und sein theures Haupt zugeflossen ist und noch fortwährend zu Theil wird. Aber alle Güter des Vaterlandes bieten uns keinen Ersatz für die Verletzung unseres theuersten, von Gott gegebenen Gutes, unseres heiligen Glaubens, und können nicht den Schmerz stillen, welchen ungerechter Gewissenszwang, und wenn er auch nur eine einzige Seele zum Falle brächte, in unserem Innern hervorruft. Ich bitte von Herzen Ew. Excellenz, eine Entscheidung geneigtestens abändern zu wollen, die mit tiefem Misstrauen und Unmuth jegliches wahrhaft katholische Gemüth erfüllt, und die nicht zum Wohle unserer Provinz, nicht zum Wohle des preussischen und deutschen Vaterlandes gereichen kann.

Nr. 4956 (221). Preussen. 9. Juli 1871.

Frauenburg, den 9. Juli 1871.

Der Bischof von Ermland
† Philippus.

Nr. 4957. (222.)

RÖMISCHE CURIE. Erklärung Pius' IX. über die Ausdehnung der päpstlichen Unfehlbarkeit.

Das Münchner Pastoralblatt Nr. 31 theilt mit:

Nr. 4957 (222). Röm. Curie. 20. Juli 1871.

Am 20. Juli 1871 empfing der heilige Vater in seinem Thronsaale eine Deputation der Akademie der katholischen Religion, welche unter Führung des Cardinals Asquini erschienen war, um in einer Adresse die Gefühle tiefster Verehrung und Dankbarkeit gegen einen Papst auszudrücken, welcher soviel für die Erhöhung und Ausbreitung der katholischen Kirche gethan. In der Erwiederung darauf ermunterte der heilige Vater die Mitglieder der Akademie zur Vertheidigung der Wahrheit und zur Bekämpfung der Irrthümer, welche sich ihr gegenüber stellten. Unter den verschiedenen Aufgaben, die sich ihnen in dieser Beziehung darbieten, erscheine ihm eine von besonderer Wichtigkeit, nämlich die Behauptungen zu widerlegen, mit welchen man den Begriff der päpstlichen Unfehlbarkeit fälschen wolle. Unter den übrigen Irrthümern sei der maliciöseste (Fragli altri errori, piu di tutti essere malicioso) jener, welcher behaupte, es sei in ihr das Recht eingeschlossen, Fürsten abzusetzen und die Völker vom Eide der Treue zu entbinden. Dieses Recht sei einigemal in äusserster Noth von den Päpsten

Nr. 4957 (222). Röm. Curie. 20. Juli 1871.

ausgeübt worden, habe aber mit der päpstlichen Unfehlbarkeit durchaus nichts zu thun. Es sei eine Folge des damals geltenden öffentlichen Rechtes und des Uebereinkommens der christlichen Nationen, welche im Papste den obersten Richter der Christenheit erkannten, gewesen, dass die Päpste auch in weltlichen Dingen über Fürsten und einzelne Völker richteten. Die gegenwärtigen Verhältnisse seien aber ganz und gar verschieden von den früheren, und nur Bosheit könne so verschiedene Dinge und Zeitverhältnisse mit einander vermengen, als hätte ein unfehlbares Urtheil über eine Offenbarungswahrheit irgend welche Beziehung zu einem Rechte, welches die Päpste nach dem Willen der Völker ausüben mussten, wenn es das gemeinsame Beste verlangte. Die Absicht, warum man eine so absurde Behauptung aufstelle, an welche Niemand und am wenigsten der Papst denke, liege klar zu Tage. Man suche nach Vorwänden, selbst den frivolsten und unwahrsten, um die Fürsten gegen die Kirche aufzureizen. „Einige wünschten,“ fuhr der heilige Vater fort, „dass ich die conciliarische Definition noch weiter und bestimmter erklärte. Ich will es nicht thun. Sie ist deutlich genug und bedarf keiner weiteren Commentare und Erklärungen. Wer das Decret mit aufrichtiger Gesinnung liest, dem liegt sein wahrer Sinn leicht zu Tage. Euere Aufgabe nur ist es, mit eurer Gelehrsamkeit und eurem Scharfsinne diese Irrthümer zu bekämpfen, welche täuschen und berücken und Unwissende verführen können.“

Nr. 4958. (223.)

PREUSSEN. Erlass des Cultusministers (v. Mühler) an den Bischof von Ermland. — Zurückweisung des bischöflichen Protestes vom 9. Juli. (Vergl. Nr. 4956 [221].)

Nr. 4958 (223). Preussen. 21. Juli 1871.

Die Gesichtspunkte, von welchen aus Ew. Bischöfliche Hochwürden nach Inhalt des geehrten Schreibens vom 9. d. Mts. Verwahrung gegen die in meinem Schreiben vom 29. v. Mts. ausgesprochenen Grundsätze und deren Consequenzen einlegen, habe ich bereits vor meiner Entscheidung über die bei dem Gymnasium in Braunsberg entstandene Differenz sorgfältig erwogen. Es ist nicht meine Absicht, über die Berechtigung und die Angemessenheit jener Entscheidung in Erörterungen mit Ew. Bischöflichen Hochwürden einzutreten, welche von vornherein keine Aussicht auf gegenseitige Verständigung darbieten. Den katholischen Bischöfen Deutschlands ist es nicht unbekannt gewesen, und sie haben es vor den Beschlüssen des vaticanischen Concils wiederholt selbst bezeugt, dass diese Beschlüsse für Deutschland den Keim von Verwickelungen zwischen Staat und Kirche in sich tragen. Diese berechtigte Warnung ist an der entscheidenden Stelle unbeachtet geblieben. Nachdem die Beschlüsse gefasst und verkündet sind und auch diejenigen Bischöfe, welche deren Erfolg vorausgesehen haben, die unbedingte Durchführung derselben sich zur Aufgabe gestellt haben, ist von dergleichen Verhandlungen ein Erfolg nicht wohl ab-

zusehen. ‖ Dass die Staatsregierung bei ihren Schritten sich streng innerhalb der Grenzen des Rechtes halten wird, versteht sich von selbst. Das ist auch bei der Entscheidung in Betreff des Dr. Wollmann geschehen. In seiner Eigenschaft als Staatsbeamter steht er ausschliesslich unter der Disciplinargewalt des Staates. Sein Verhalten als Staatsbeamter ist völlig vorwurfsfrei. Die kirchlichen Strafen aber, welche Ew. Bischöfliche Hochwürden über ihn zu verhängen für angemessen gefunden haben, enthalten keinen selbstständigen Grund für ein disciplinarisches Einschreiten des Staates. Wenn Ew. Bischöfliche Hochwürden nach Empfang meines Erlasses vom 29. v. Mts. den etc. Wollmann mit der grossen Excommunication belegt haben, so muss ich ergebenst darauf aufmerksam machen, dass die von Hochdenselben an diese Mittheilung geknüpfte Bemerkung, der etc. Wollmann sei nicht mehr ein Glied der katholischen Kirche, sich im Widerspruch befindet mit §. 55. Th. II Tit. 11. A. L. R., wonach wegen blosser abweichender Glaubensmeinungen kein Mitglied einer Kirche von der kirchlichen Gemeinschaft mit rechtlicher Wirkung ausgeschlossen werden kann. Für den Staat ist mithin der Dr. Wollmann nach der Excommunication ebensowohl wie vor derselben ein Mitglied der katholischen Kirche, und enthält dieses neu hinzugetretene Moment keinen Anlass, die Entscheidung vom 29. v. Mts. abzuändern. | Ew. Bischöflichen Hochwürden Wunsch, dass die Gerechtigkeit und der Friede in religiösen Dingen, das Palladium der Stärke Preussens, nicht aus seiner Mitte weiche, theile ich aufrichtigen Herzens. Aber die Gerechtigkeit, welche ich Jedem in gleicher Weise schulde, fordert, dass ich den Dr. Wollmann nicht schutzlos lasse, und den Frieden zu halten, liegt nicht in der Hand des Staates allein.

Berlin, den 21. Juli 1871. v. Mühler.

Unter dem 22. Juli erschien über die Braunsberger Wirren ein Hirtenbrief des Bischofs von Ermland an seine Diöcesanen, in welchem diesen — unter Wiederholung der im Proteste des Bischofs vom 9. Juli (Nr. 4956. (221)) vorgebrachten Argumente — zugerufen wird: „Ihr sehet, wie tief durch den Ministerial-Erlass vom 29. Juni d. J. die gesetzliche Freiheit und Selbständigkeit der katholischen Kirche in Glaubenssachen verletzt wird. Noch härter aber erscheint dieser Angriff auf den Glauben durch die in derselben Entscheidung enthaltene Bestimmung, dass sämmtliche katholische Schüler, welche das Gymnasium zu Braunsberg besuchen wollen, verpflichtet seien, dem Religionsunterricht des Dr. Wollmann beizuwohnen. Diese Bestimmung ist ein offener, von dem Gesetze ausdrücklich verbotener Gewissenszwang, eine directe Verletzung der in Preussen den Katholiken feierlich garantirten Gewissensfreiheit. | . . . . Lasset inzwischen nichts unversucht, um auf dem gesetzlichen Wege Abhülfe der Uebelstände zu erlangen, welche Euch drücken. Beschwert Euch über die Verletzung Eures Rechtes und über die Beeinträchtigung Eurer Religions- und Gewissensfreiheit in allen Instanzen, jener Wittwe des Evangeliums gleich, die nicht ruhte, bis ihr das ihr gebührende Recht geworden. Was den Juden und Dissidenten gewährt ist, dass sie an den öffentlichen Schulen keinen mit ihrer religiösen Ueberzeugung im Widerspruche stehenden

Nr. 4958 (223.) Preussen. 21. Juli 1871.

Religionsunterricht zu besuchen gehalten sind, das kann auch Katholiken nicht verweigert werden! || .... Gott schütze auch unser geliebtes deutsches Vaterland, damit nicht nach dem glorreichen Siege über den äusseren Feind die inneren Gegner der deutschen Einheit im demselben Herr werden, die durch Verdächtigungen aller Art, durch Lug und Trug Verwirrung und Feindschaft zwischen Staat und Kirche und unter den Confessionen zu erzeugen bestrebt sind und durch Aussaat religiöser Zwietracht und Unduldsamkeit den Boden unterwühlen, auf welchem allein ein glücklicher Aufbau des deutschen Kaiserreiches möglich ist."

Nr. 4959. (224.)

BAYERN. Erlass des Cultusministers (v. Lutz) an den Erzbischof von München. — Zukünftige Haltung der Regierung gegenüber den Consequenzen der Concilsbeschlüsse.

Hochwohlgeborner, Hochwürdigster Herr Erzbischof!

Nr. 4959 (224). Bayern. 27. Aug. 1871.

Den Hirtenbrief, welcher unter dem 14. April d. J. bezüglich der Concilsbeschlüsse vom 18. Juli 1870 an den gesammten ehrwürdigen Clerus und an alle Gläubigen des Erzbisthums München-Freising ergangen ist, haben Ew. Excellenz mit Vorstellung vom 15. desselben Monats auch Sr. Maj. dem König, unserm allergnädigsten Herrn, unterbreitet. Se. Maj. haben beide Actenstücke dem Unterzeichneten mit dem Befehle zu überweisen geruht, die Vorstellung Ew. Excellenz zu beantworten. || Nachdem nunmehr unter den sämmtlichen Mitgliedern der Staatsregierung volle Uebereinstimmung bezüglich der Haltung besteht, welche gegenüber den neuesten Vorgängen in der katholischen Kirche einzunehmen ist, gibt sich im Vollzuge dieses allerhöchsten Befehls der ganz ergebenst Unterzeichnete die Ehre, in nachfolgendem die Anschauungen darzulegen, von welchen die bayerische Staatsregierung ausgehen zu müssen glaubt, so oft sie über eine Angelegenheit sich schlüssig zu machen berufen ist, welche mit den erwähnten Concilsbeschlüssen zusammenhängt. || In der an Se. Maj. den König gerichteten Vorstellung vom 15. April bezeichnen Ew. Excellenz als Ziel der Opposition, welche sich in München gegen die Beschlüsse des vaticanischen Concils vom 18. Juli 1870 erhoben hat: offene Empörung gegen die Kirche und Leugnung ihres göttlichen Lehramtes, Massenabfall von der katholischen Kirche und offene Verfolgung derselben. Ew. Exc. richten an Se. Maj. die Bitte: wie bisher, so auch in diesen Tagen der Gefahr als oberster Schutz- und Schirmherr der katholischen Kirche sich zu erweisen und nicht zuzugeben, dass die Existenz der Kirche in Bayern gefährdet, oder dass ihre verfassungmässigen Rechte beeinträchtigt werden; auch fügen dieselben bei: eine Beeinträchtigung der Rechte der Kirche könne nicht stattfinden, ohne dass zugleich

Nr. 4959 (224). Bayern. 27. Aug. 1871.

die ganze staatliche Ordnung in Frage gestellt werde. ‖ Endlich weisen Ew. Excellenz darauf hin, dass die Verachtung und Zerstörung der kirchlichen Autoriät auch die der staatlichen nach sich ziehen, und dass endlose Verwirrung und namenloses Unglück für unser Vaterland die Folge sein werde, wenn man der gegenwärtigen Bewegung wider die Kirche nicht Halt gebiete und eine Grenze setze. ‖ Die bayerische Staatsregierung ist sich dessen wohl bewusst, wie nahe, in Anbetracht der sittlichen und religiösen Grundsätze, welche mit Zustimmung und Beihülfe des Staates dem Volke von frühester Jugend an eingeprägt werden, die Gefahr liegt, dass aus der Missachtung der kirchlichen Autorität auch eine Abschwächung der weltlichen Autorität erwächst, und ist weit davon entfernt, das Gewicht der Worte zu unterschätzen, welche Ew. Excellenz über diesen Punkt an Se. Maj. den König gerichtet haben. Die bayerische Staatsregierung würde auch ihrerseits den grössten Werth auf friedliche Beziehungen zwischen Staat und Kirche legen und auch für ihren Theil eine grosse Genugthuung empfinden, wenn die Handhabung der der katholischen Kirche verfassungsmässig zugesicherten Rechte niemals zu einem Anstande führen würde. ‖ Ew. Excellenz werden aber selbst ermessen, dass die Gemeinsamkeit der Interessen des weltlichen Regiments und der Kirche von dem Augenblick an nicht mehr erkannt werden kann, in welchem die kirchliche Autorität selbst das Ansehen der weltlichen Obrigkeit und ihrer Gesetze zu missachten und sich auch in Sachen der weltlichen Herrschaft über die Staatsgewalt zu erheben beginnt. Von diesem Augenblick an vermag Niemand mehr in einer vollen Wahrung des Ansehens der Kirche zugleich eine Wahrung des Ansehens der Staatsgewalt zu finden. Von diesem Augenblick an wird die Staatsregierung sich der Pflicht nicht entschlagen können, ihre Autorität auf eigene Hand, soweit ihre Machtsphäre reicht, zu wahren, selbst auf die Gefahr hin, dass sie sich mit der kirchlichen Obrigkeit in wichtigen principiellen Fragen in Widerspruch setzen muss. ‖ Der ganz ergebenst Unterzeichnete ist zu seinem lebhaftesten und aufrichtigsten Bedauern in die Lage versetzt, Ew. Excellenz erklären zu müssen: dass ein solcher Augenblick mit dem 18. Juli 1870 und mit der Thatsache eingetreten ist, dass die Bischöfe, unter Ausserachtlassung der verfassungsmässigen Bestimmungen über das Placetum regium mit Publication der Concilsdecrete vorangegangen sind. Es wird dem Unterzeichneten in der That nicht leicht, Ew. Excellenz mit dieser Erklärung gegenüberzutreten, angesichts der grossen Entschiedenheit, mit welcher in dem Hirtenbriefe vom 14. April d. J. eine andere Meinung Ausdruck gefunden hat, und in Anbetracht des grossen Gewichts, welches mit vollem Recht den Worten Ew. Excellenz von den Gläubigen der Diöcese beigemessen wird. Die Ueberzeugung, dass sich die Staatsregierung bei den Concilsbeschlüssen vom 18. Juli 1870 nicht beruhigen kann und darf, steht jedoch bei dem ganz ergebenst Unterzeichneten zu fest, als dass er sich durch die Rücksichten, welche er Ew. Excellenz und dem hohen Amt eines Erzbischofs zu widmen gewohnt ist, zur Annahme eines andern Standpunktes für befugt erachten könnte. ‖ Wäre

Nr. 4959 (224). Bayern. 27. Aug. 1871.

freilich, um zuerst von dem Inhalt und der Bedeutung der Concilsbeschlüsse vom 18. Juli 1870 zu sprechen, die Auffassung begründet, welche von vielen Seiten vertreten wird: dass nämlich diese Concilsbeschlüsse nichts anderes zum Dogma erhoben hätten, als was in der katholischen Kirche von jeher geglaubt worden ist, so würde allerdings ein grosser Theil der Gründe, auf welche sich die Anschauung des Unterzeichneten stützt, in Wegfall kommen. Man würde alsdann gegen jede Beanstandung der mehrgedachten Concilsbeschlüsse mit Erfolg einzuwenden vermögen: dass die Kirche und ihre Lehre nach wie vor dieselbe sei, und dass, wenn die Staatsgewalt früher von der Meinung ausgegangen, es könnten die Beziehungen zwischen Kirche und Staat ohne Gefahr für den letztern, so wie geschehen, geregelt werden, jedenfalls das Dogma vom 18. Juli 1870 keinen Anlass zu Bedenken gegen den Fortbestand des bisherigen Kirchenstaatsrechts biete. | Der Unterzeichnete sagt absichtlich: „ein grosser Theil der Gründe“, und nicht: „alle Gründe“; denn immerhin bliebe die Erwägung übrig, dass vielleicht jetzt erst die Bedenken deutlicher zu Tage getreten sind, welche gegen den angeblich längst gelehrten und längst geglaubten, aber neuerdings erst festgestellten Glaubenssatz obwalten, und dass jedenfalls die Zweifel nunmehr völlig ausgeschlossen werden, welche früher noch gegen denselben zugelassen waren, und mit deren Hülfe der Katholik seine Anhänglichkeit an die unzweifelhaft festgestellte Lehre der Kirche und seine Unterwerfung unter die Gesetze des Staates in volle Harmonie zu setzen vermochte. ‖ Die Staatsregierung kann aber die Augen nicht vor der Thatsache verschliessen, dass viele äusserst beachtenswerthe Stimmen gegen die ebenerwähnte Auffassung sich ausgesprochen haben und die Behauptung aufstellen: das Dogma von der persönlichen Unfehlbarkeit des Papstes enthalte allerdings eine wesentliche Aenderung an dem Lehrbegriffe der katholischen Kirche. | Ist diese letztere Behauptung begründet, dann muss die Frage aufgeworfen und zur Entscheidung gebracht werden: wie sich auf Grund des neuen Glaubenssatzes das Verhältniss zwischen Staat und Kirche gestaltet? ‖ Hiebei ist vor allem festzustellen, wem das endgültige Urtheil darüber zukommt: ob mit den Concilsbeschlüssen vom 18. Juli 1870 eine Neuerung an dem Lehrbegriffe der katholischen Kirche begründet wurde, oder nicht, und ob in der etwa herbeigeführten Neuerung für die Staatsregierung ein Anlass zur Revision und Umgestaltung ihrer bisherigen Beziehungen zur Kirche liegt. | Ist einmal die Vorfrage: ob das Dogma vom 18. Juli 1870 nur längst Geglaubtes fixirt, oder ob es eine Neuerung an den Glaubenssätzen der katholischen Kirche enthält, in dem zuletzt erwähnten Sinn entschieden, dann steht — hierüber kann kein Zweifel aufkommen — das Urtheil über die Frage, ob die Staatsregierung ihre bisherigen Beziehungen zur Kirche aufrecht erhalten kann, oder ob sie dieselben revidiren und modificiren muss, der weltlichen Regierung zu. Mit einem solchen Urtheil steht sie auf dem Boden ihrer eigentlichen Aufgabe; sie greift damit nicht über den Bereich ihrer Zuständigkeit hinaus. | Was aber die oben bezeichnete Vorfrage angeht, so steht die Staatsregierung hier allerdings einer theologischen Contro-

verse gegenüber. Wenn und soweit es sich darum handelt, diese Controverse mit der Wirkung zur Entscheidung zu bringen, dass dadurch das Bekenntniss der katholischen Kirche festgestellt wird, kommt ihr, dessen bescheidet sich der ganz ergebenst Unterzeichnete sehr wohl, weder ein Beruf noch eine Berechtigung zur Entscheidung zu. Die Entscheidung darüber, was ein Katholik glauben muss, um mit der Lehre seiner Kirche in vollem Einklang sich zu befinden und im Jenseits zur Anschauung Gottes zu gelangen, kann sich eine weltliche Regierung nicht vindiciren. | So bereitwillig die Staatsregierung dies auch anerkennt, und soweit sie auch von dem Versuch entfernt ist, die oben bezeichnete Streitfrage in der Absicht zu lösen, dass mit ihrem Ausspruche die Gewissen der Katholiken verpflichtet werden, so kann sie doch nicht umhin, sich eine Meinung darüber zu bilden, welche Art der Entscheidung die richtige sei, um schliesslich diese Meinung zum Ausgangspunkt ihres Handelns und ihrer Maassregeln zu nehmen. || Thäte sie dies nicht, so könnte sie niemals die ihr, wie gesagt, zu eigener Competenz zufallende Aufgabe einer Prüfung der Haltbarkeit ihrer Beziehungen zum kirchlichen Regiment lösen und müsste die Aufgabe trotz der vielfachen Rückwirkungen kirchlicher Institutionen auf das bürgerliche Leben unangerührt auf sich beruhen lassen. || Wie soll aber die Staatsregierung der schwierigen Aufgabe gerecht werden, sich über einen theologischen Streit eine eigene Meinung zu bilden, an welche sie vielleicht weittragende Folgen zu knüpfen gezwungen ist? || Viele haben auf diese Frage die Antwort bereit: dass der Staat am besten thue, sich an den Ausspruch der Bischöfe zu halten, weil diese die wahren testes fidei seien und somit ihnen allein die endgültige Entscheidung des mehrberegten Streites zukomme. Die Bischöfe seien, so sagt man von dieser Seite, die einzig zuständigen Richter über die rein kirchliche Angelegenheit der Feststellung des Glaubens; ihr Urtheil habe auch die Staatsregierung zum Ausgangspunkt ihrer Entscheidung über Fortbestand oder Abänderung des Kirchenstaatsrechtes zu nehmen. Der Ausspruch der Bischöfe aber geht nunmehr dahin: dass die Infallibilität der Päpste von jeher gelehrt und geglaubt worden sei, dass man in Rom nicht die Wahrheit des Dogma selbst, sondern nur die Opportunität einer Definition desselben beanstandet habe, und dass die Infallibilität der Päpste den Staat in nichts gefährde. || In dieser Weise sich zu beruhigen, kommt der Staatsregierung nach der Ueberzeugung des ganz ergebenst Unterzeichneten nicht zu. || Ganz abgesehen von den offenkundigen Wandlungen in den Erklärungen vieler Bischöfe vor und nach dem 18. Juli 1870 und von dem Mangel eines Anhaltpunktes dafür, weshalb nicht die frühern, sondern die jüngsten Erklärungen der Bischöfe das wahre Zeugniss für den Glauben enthalten, so ist von entscheidendem Gewichte der Umstand, dass die Staatsregierung zugleich die Regierung der Katholiken und der Andersgläubigen ist und als solche kein Recht hat, lediglich den confessionellen Standpunkt kirchlicher Unterordnung einzunehmen. || Mit der Unterwerfung der Staatsgewalt unter den Ausspruch der Kirche hätte die Staatsregierung nicht bloss für die Katho-

Nr. 4959 (224). Bayern. 27. Aug. 1871

liken, sondern auch für die Andersgläubigen, die gar keinen Grund haben die Judicatur der katholischen Kirchenoberen über staatliche Angelegenheiten anzuerkennen, die Grundlage der Entscheidung über das Kirchenstaatsrecht und über die wichtigsten Interessen des Staates und damit auch die Entscheidung über die Hauptsache selbst in die Hand der kirchlichen Autorität gelegt. Da solch ein Verfahren offenbar unstatthaft ist, so erübrigt der Staatsregierung nur, sich selbst ein Urtheil auch über die Vorfrage zu bilden, indem sie aus der reichen, über den Gegenstand erschienenen Literatur die Gründe für und wider sich vergegenwärtigt und nach ihren Kräften abwägt, den historischen Verlauf der Sache in Betracht zieht und die Autorität der Stimmen würdigt, die sich ausgesprochen haben. || Ew. Excellenz werden es begreiflich und gerechtfertigt finden, wenn der Unterzeichnete es hier nicht für angezeigt erachtet, diese Aufgabe gleichsam vor den Augen Ew. Excellenz zu lösen und zu diesem Behufe hier eine Gegenüberstellung der Gründe für und wider zu bieten, und wenn er von dem Versuch einer eingehenden wissenschaftlichen Motivirung einer bestimmten Ansicht Umgang nimmt. Hier kann nur die Erklärung eine Stelle finden, dass die Literatur, welche über das Dogma von der päpstlichen Infallibilität erschienen ist, und die er gewissenhaft zu prüfen sich bemühte, dem Unterzeichneten die Ansicht aufgedrängt hat: dass diejenigen Recht haben, welche behaupten, durch Definirung des Dogma von der Infallibilität des Papstes sei eine wesentliche Neuerung an der Lehre der katholischen Kirche begründet worden. Diese Ansicht wird unterstützt durch das grosse, Menschenalter hindurch anerkannte, Ansehen verschiedener Kenner und Lehrer der einschlägigen wissenschaftlichen Disciplinen, solcher Männer der Wissenschaft, deren Liebe zur Kirche über allen Zweifel erhaben und deren Rechtgläubigkeit wenigstens bis in die neueste Zeit von Niemandem bestritten worden ist. Nichts bedarf weniger der Rechtfertigung, als dass die Staatsregierung den bisher von allen Betheiligten hochgehaltenen Autoritäten nicht lediglich deshalb den Rücken kehrt, weil eine Meinungsverschiedenheit sich erhoben hat. Von grossem Gewicht ist für den Unterzeichneten auch der geschichtliche Verlauf der Concilsverhandlungen gewesen. Mit Recht wird man fragen: ob der Ausspruch der Erzbischöfe und Bischöfe, wenn er auch nicht sofort als endgültig maassgebende Sentenz betrachtet werde, nicht wenigstens dazu geeignet sei, das Gewicht der wissenschaftlichen Sommitäten auszugleichen, die sich gegen das neue Dogma erklärten. || Nur die Erwägung, dass der Wahrheit jederzeit und ohne Rückhalt die Ehre gegeben werden muss, auch wenn es uns noch so schwer ankommt, dieselbe zu bekennen, gibt dem Unterzeichneten den Muth, im Angesicht Ew. Exc. für seinen Theil diese Frage zu verneinen. Der Unterzeichnete ist des Dafürhaltens, dass es die Erzbischöfe und Bischöfe bei ruhiger Abwägung aller Verhältnisse nicht befremden kann, wenn ihre Unterwerfung unter das Dogma von der päpstlichen Infallibilität nicht jedermann über dasselbe zu beruhigen im Stand ist, ja wenn man sich sogar, um zu beweisen, dass das Infallibilitätsdogma eine Neuerung enthält, auf ihr eigenes Verhalten

beruft. Um die Art der Erwägungen zu kennzeichnen, mit welchen er seinen Ausspruch rechtfertigen zu können glaubt, will der Unterzeichnete sich beispielsweise berufen auf die von mehreren Erzbischöfen und Bischöfen Galliens, Deutschlands, Oesterreichs und Ungarns, Englands, Irlands und Nordamerika's den Präsidenten des Concils überreichte, von Cardinal v. Rauscher verfasste und auch von bayerischen Bischöfen unterzeichnete Bitte vom 10. April 1870, in welcher, auf eine Art, die nicht mehr überboten werden kann, gegen das Dogma von der Infallibilität des Papstes Zeugniss gegeben und dessen Unvereinbarkeit mit den Einrichtungen der heutigen Staaten dargethan ist, dann auf die von vielen Bischöfen zu dem Schema eingereichten Animadversiones, in welchen bezeugt ist, dass die Lehre von der Unfehlbarkeit des Papstes in vielen Gegenden dem Volk und selbst dem Katechismus für die Pfarrer bisher unbekannt gewesen, und dass die von Lutheranern, Calvinisten etc. aufgestellte Behauptung: die Katholiken müssten auch dem Papste glauben, von jeher als Verleumdung bezeichnet worden sei. Der höchst bezeichnenden, von andern Erwägungen als der unzweifelhaften Wahrheit des Dogma ausgehenden Art und Weise, wie die Unterwerfung unter das Dogma von der päpstlichen Unfehlbarkeit von manchen Würdenträgern motivirt worden, soll hier nur vorübergehend gedacht werden. || Die Erzbischöfe und Bischöfe können es unmöglich auffallend finden, wenn diejenigen, die ausserhalb der Streittheile stehen und sich eine Meinung darüber bilden müssen, welches die richtige Entscheidung sei, aus dem Widerstreben so bedeutender und wohlunterrichteter Concilsväter gegen die Definition des Dogma einen Beleg dafür abnehmen zu dürfen glauben: dass es sich bei dem Concil um etwas anderes als um die Fixirung einer längst geglaubten, unbestrittenen und unzweifelhaften Lehre handelte. || So wohl begründet als die Meinung, dass die Lehre von der persönlichen Infallibilität des Papstes eine wesentliche Neuerung an dem Lehrbegriffe der katholischen Kirche enthält, ist nach des Unterzeichneten festgewurzelter Ueberzeugung auch der Ausspruch: dass diese Neuerung sammt ihren Consequenzen nicht bloss die inneren Verhältnisse der katholischen Kirche, sondern auch die Beziehungen zwischen Staat und Kirche alterirt und dazu geeignet ist, Fundamentalssätze des bayerischen Verfassungsrechtes in Frage zu stellen und insbesondere die staatsbürgerlichen Rechte der Nichtkatholiken des Landes zu gefährden. || Die Rechtfertigung für diese Behauptung liegt in der Erwägung: dass in das Gebiet desjenigen, worüber der Papst in der Folge für sich allein verbindliche Normen aufzustellen berechtigt sein soll, solche Dinge gezogen werden können und wirklich schon gezogen worden sind, welche, wenn nicht ausschliesslich, so doch zugleich der Rechtssphäre des Staates angehören, dass sonach die Staatsangehörigen künftig auch für das dem Staat anheimfallende Gebiet Gesetze aus der Hand des Papstes hinzunehmen hätten, die möglicherweise mit dem weltlichen Recht und mit den, alle modernen Staaten beherrschenden Principien in unlöslichem Widerstreite stehen. || Ew. Exc. könnten geneigt sein, einzuwenden, dass der Kirche das Prädicat der Infallibilität von

Nr. 4959 (224). Bayern. 27. Aug. 1871.

jeher und unbestritten und auch zu der Zeit vindicirt worden sei, in welcher die dermalen geltende Ordnung der Beziehungen zwischen Staat und Kirche festgestellt worden ist, und dass die Infallibilität des Papstes ebensowenig dem Staate Gefahr zu bringen geeignet sei, als ihm die Handhabung der kirchlichen Infallibilität durch ökumenische Concilien im Vereine mit dem Papste Gefahr gebracht habe. || Der Unterzeichnete vermag es leider nicht, einem solchen Einwande gegenüber alle Bedenken zu unterdrücken und um dieses Einwandes willen das neue Dogma als nicht staatsgefährlich anzusehen. || Wenn man sieht, was mit dem jüngsten vaticanischen Concil, trotz kräftiger Einsprache der Wissenschaft und trotz einer ziemlich tief gehenden Opposition aus seiner Mitte, dennoch zu Stande gebracht werden konnte, so könnte man sich allerdings zu dem Satze verstehen: dass auch schon die der Gesammtkirche zugeschriebene und von dem gesammten Episcopat auszuübende Infallibilität eine Gefahr für die Staaten enthielt. Doch leuchtet Jedermann ein, dass die Infallibilität, welche bisher ausschliesslich der Gesammtkirche beigemessen war, und die regelmässig in einem Ausspruche der auf einem ökumenischen Concil frei berathenden und beschliessenden Väter auf Grund einer mehr oder weniger exclusiven Stimmeneinhelligkeit ihren Ausdruck zu finden hatte, ein weit weniger bewegliches und zum Missbrauche sich eignendes Institut ist, als die Infallibilität, welche, wie oben behauptet, neu eingeführt worden ist und von dem Kirchenoberhaupt allein gehandhabt werden soll. In einer, aus Bischöfen des ganzen Erdkreises, aus Mitgliedern der verschiedensten Staaten zusammengesetzten Versammlung liegt eine grosse Garantie dagegen, dass einstimmige Beschlüsse zu Stande kommen, mit welchen in die Rechtssphäre der Staaten übergegriffen wird, und dass die das weltliche Gebiet beherrschenden Grundsätze umgestossen werden. Diese Garantie wird künftig fehlen. || Es ist nicht Frivolität, nicht Gehässigkeit gegen die Kirche, wenn man weiter geht und behauptet, dass die Befürchtungen, welche an den Mangel dieser Garantie geknüpft werden, bereits eminente geworden sind. Denn es ist nicht allein die Absicht documentirt worden, für den Fall Bedürfens in das weltliche Gebiet einzugreifen, sondern es sind in der That diese Uebergriffe bereits erfolgt. || Bezüglich dessen, was der ergebenst Unterzeichnete hier zu behaupten sich erlaubt hat, bezieht sich derselbe abermals auf die reiche Literatur über das Infallibilitätsdogma. || Auch mit eingehenden Erörterungen über das hier Gesagte würde er die Grenzen überschreiten, welche dieser Zuschrift durch die Natur der Sache gesteckt sind. || Die Auffassung, die der Unterzeichnete hier ausgesprochen hat, findet ihre Begründung und Bestätigung in den Gutachten der juristischen Facultäten des Landes, in den wissenschaftlichen Erörterungen fast aller deutschen Kirchenrechtslehrer von Bedeutung und anderer hocherleuchteten Männer der Wissenschaft, die ein langes ehrenhaftes Leben hindurch zu den treuesten Söhnen der katholischen Kirche gehört haben, und deren Aussprüche nicht erst jetzt, in der Zeit kirchenfeindlicher Opposition, wie Ew. Excellenz die entstandene Bewegung bezeichnen, sondern lange

vor dem 18. Juli 1870 als wohlmeinende Warnung erfolgt sind. Männer dieser Art kann der ganz ergebenst Unterzeichnete unmöglich nach dem Beispiele so manches dem Dogma freundlichen Blattes mit Ungläubigen und Indifferenten oder mit Abtrünnigen auf eine und dieselbe Stufe stellen. || Der Unterzeichnete will Ew. Exc. nicht mit Aufzählung der mannichfachen Erlasse früherer Päpste zur Last fallen, mit deren Inhalt die eben angeführten Autoritäten ihre Behauptungen begründet haben. Es soll hier nur, um ein einziges Beispiel anzuführen, das Rundschreiben des jetzt regierenden heil. Vaters aus dem Jahr 1864 „quanta cura" und der demselben beigegebene Syllabus errorum Erwähnung finden. || Dass die in dem Syllabus aufgestellten Sätze zum grossen Theil in einschneidendster Weise auf das weltliche Gebiet übergreifen, und dass neben denselben zahlreiche Einrichtungen der modernen Staaten nicht fortbestehen können, wird einer näheren Ausführung nicht bedürfen. || Auch das wird sich nicht mit Erfolg bestreiten lassen, dass der Syllabus alle diejenigen Merkmale an sich trägt, welche nach den Concilsbeschlüssen vom 18. Juli 1870 die Erlasse eines ex cathedra sprechenden Papstes kennzeichnen. Wäre hiefür nicht der Inhalt der erwähnten Erlasse selbst entscheidend, und wäre gleichwohl noch ein Zweifel übrig geblieben, trotz aller von der „Civiltà Cattolica" entwickelten Theorien, so würde er durch den Ausspruch des Hrn. Bischofs von Regensburg, in seinem Hirtenbriefe vom 22. Sept. 1870, beseitigt worden sei, woselbst die Encyclica vom 8. Dec. 1864 in einer Weise, die keiner Missdeutung fähig ist, unter die infalliblen päpstlichen Aussprüche gerechnet wird. || Ew. Exc. werden auch zugeben, dass die äusserst vorsichtige Art und Weise, wie sich Bischof Fessler in seiner Schrift: „Die wahre und die falsche Unfehlbarkeit der Päpste," über den Syllabus gegen Dr. Schulte ausgesprochen hat, nicht dazu dienen kann, um den Unterzeichneten in seiner Ansicht wankend zu machen. || Wenn aber auch mit Erfolg dargethan zu werden vermöchte, dass alle bis jetzt ergangenen Aussprüche der vorbezeichneten Art nicht als Aussprüche ex cathedra betrachtet werden können, so wäre damit höchstens so viel bewiesen: dass bis jetzt noch kein kirchlicher Glaubenssatz existirt, welcher mit dem Staat und seiner Verfassung im Widerspruche steht. Die Gefahr für die weltlichen Regierungen wäre darum noch nicht beseitigt; denn bei dem Mangel einer durchgreifenden Abgrenzung des kirchlichen Bereiches vom Glauben und insbesondere von den Sitten würde Niemand einen künftigen Papst zu hindern vermögen, dass er mit der Erklärung: es handle sich um das Gebiet der Sitten, die in der Beilage zum oben bezeichneten Rundschreiben besprochenen Gegenstände in einem sonst nicht mehr gangbaren Sinne zum Object von Kathedralentscheidungen macht. Mindestens dafür, dass der Hinweis auf diese Möglichkeit nicht aus der Luft gegriffen ist, bildet die auch in neuester Zeit in der Encyclica vom Jahr 1867 bekundete Absicht, an die weltlichen Staatsordnungen corrigirend die Hand zu legen, einen treffenden Beleg. || Es fragt sich, ob die von den Bischöfen schon vielfach abgegebene Erklärung: dass die Infallibilität des Papstes sich nur auf das kirchliche Ge-

Nr. 4959 (224). Bayern. 27. Aug. 1871.

biet von Glauben und Sitten, niemals aber auf das weltliche Gebiet erstrecke, Beruhigung zu gewähren im Stande ist, oder, um von einem mehrfach angekündigten, bis jetzt aber nur bezüglich der Absetzung von Fürsten verwirklichten Ereignisse zu sprechen, ob eine beschwichtigende Erklärung des römischen Stuhles von demselben Inhalt diese Kraft der Beruhigung ansprechen könnte. Der Unterzeichnete bedauert, auch diese Frage nicht bejahen zu können. Was die bereits vorhandenen päpstlichen Erlasse betrifft, so leuchtet ein, dass an dem Charakter derselben nun nach dem Abschlusse der maassgebenden Thatsachen nichts mehr geändert werden kann. Entweder sind jene Erlasse, je nach den längst abgeschlossenen thatsächlichen Verhältnissen, unter denen sie erflossen sind, infallible und allgemein verbindliche Sätze, oder sie sind es nicht. Liegen die Thatsachen so, dass jeder, welcher unbefangen die Sache prüft, zu dem Schlusse kommen muss, dass die mehrbezeichneten Erlasse vom Papst in seiner Eigenschaft als oberster Hirt und Lehrer aller Christen kraft seiner höchsten apostolischen Gewalt ausgegangen sind, um als Lehre der Kirche alle Katholiken zu verbinden, dann vermag selbstverständlich der hiedurch bedingte Schluss auf das Vorhandensein eines dogmatischen Ausspruches dadurch nicht ferngehalten zu werden, dass wenige oder viele Bischöfe die Ansicht aussprechen: es fehle den Erlassen an irgend einer Voraussetzung der Infallibilität, namentlich dann nicht, wenn weder die Erlasse noch die fehlenden Qualitäten concret bezeichnet würden. Allgemein gehaltenen beschwichtigenden Erklärungen der eben gedachten Art würde eine grosse Dehnbarkeit eigen sein, und es würde doch wieder die Entscheidung über die Bedeutung jedes einzelnen Erlasses und darüber offen bleiben, ob er unter die Erklärung der Bischöfe fällt, oder nicht. Trotz solcher Meinungsäusserungen würden künftige Bischöfe und Päpste auf die Ansicht zurückkommen können: dass dennoch in diesem und jenem Erlass ein infallibler Ausspruch vorliege. Hiebei ist, wie in die Augen springt, ganz abgesehen von der erheblich veränderten Stellung, welche nach Ansicht der bedeutendsten Kanonisten die Bischöfe in Folge des Concils erhalten haben, und von den entgegengesetzten Aeusserungen anderer Bischöfe, wie eine solche oben angezogen worden. Nicht anders würde es sich mit einer etwa von Rom ausgehenden beruhigenden Erklärung verhalten können, da selbstverständlich kein Nachfolger des jetzigen Papstes daran gehindert wäre, die allegirten Bullen als Kathedralaussprüche zu behandeln, wenn auch die jetzige päpstliche Regierung die Meinung aussprechen sollte, dass sie keine infalliblen Sätze enthalten. Ja, es fragt sich, um zu allem Ueberflusse von einem Ereignisse zu sprechen, das wohl niemals eintreten dürfte, ob selbst ein Ausspruch des Papstes ex cathedra, in dem Sinne, dass diese und jene früheren päpstlichen Erlasse keine infalliblen Aussprüche seien, Beruhigung zu gewähren vermag. Denn hat in jenen Erlassen der betreffende Papst in seiner Eigenschaft als Lehrer der Kirche gesprochen, um eine alle Gläubigen verpflichtende Lehre festzustellen, so sind die Erlasse auf Grund dieser Thatsache infallible Aussprüche, sie sind selbst zur That-

sache geworden, und der künftige, wenn auch gleichfalls infallible Papst kann nach der neuen Kirchendoctrin zwar Lehrmeinungen definiren, aber Thatsachen und deren gesetzliche Consequenzen aus der Welt zu schaffen, vermag er nicht. Wollte indessen von diesem Bedenken auch abgesehen werden, so könnte unter allen Umständen Beruhigung für die Vergangenheit, sofern es sich um Hebung von Zweifeln über die Natur eines früheren päpstlichen Ausspruches fragt, höchstens ein Ausspruch ex cathedra in dem oben bezeichneten Sinn gewähren, sofern er in erschöpfender Aufzählung der einschlägigen päpstlichen Erlasse denselben den Charakter als infallibler Entscheidungen abspräche. Was die Zukunft angeht, so liegt augenscheinlich die Gefahr in dem Bestande der jedem Papste nach dem neuen Dogma zugemessenen Gewalt selbst und kann somit durch beruhigende Erklärungen eines einzelnen eben regierenden Papstes nicht gehoben werden. Wohl ist es möglich, dass unter der Regierung des jetzigen heiligen Vaters jede Absicht fehlt, ins weltliche Gebiet überzugreifen; aber ebenso möglich ist, dass letzteres künftig geschieht. Auch in der Weise hat man zu beruhigen versucht, dass man erklärte: das Dogma von der Infallibilität und die auf Grund desselben ergangenen oder noch ergehenden Ansprüche hätten auf diejenigen Staaten niemals Anwendung zu finden, mit welchen die Kirche ihre Beziehungen durch Concordate oder ähnliche Abmachungen geordnet habe. Das heisst nichts anderes, als dass man die abgeschlossenen Verträge halten werde, auch wenn der Papst ex cathedra Sätze aufstellen sollte, welche von dem Inhalte der Concordate differiren. Es heisst aber auch, dass man eben nur die Verträge respectiren werde. Hierin liegt für Bayern eine unmittelbare Bedrohung des geltenden Staatsrechts; denn dasselbe wurzelt nicht allein im Concordate, sondern auch in der Verfassungsurkunde und in der von der Kirche ohnehin schon vielfach angestrittenen zweiten Verfassungsbeilage. Geht man aber von der Ansicht aus, dass das neue Dogma von der persönlichen Unfehlbarkeit des Papstes mit der bestehenden Staatsordnung nicht vereinbarlich sei, so erwächst der Staatsregierung die Verpflichtung, die nachtheiligen Wirkungen der kirchlichen Neuerung abzuwehren. Als das nächstliegende gesetzliche Mittel hiezu erscheint das Placetum regium. Von diesem abzusehen, ist die Staatsregierung nicht berechtigt, da es nicht in ihrer Befugniss steht über verfassungsmässige Bestimmungen hinwegzugehen, wie wenn sie nicht beständen. Die Staatsregierung verletzt mit der Handhabung des Placetum regium keines der verfassungsmässigen Rechte der Kirche, um deren Schutz Ew. Excellenz Se. Majestät den König gebeten haben. Denn alle Rechte, welche die Verfassung der Kirche zuerkennt, sind ihr nur mit und neben dem Placetum eingeräumt. Die bayerischen Erzbischöfe und Bischöfe haben trotz der Anmahnung in der Entschliessung des Staatsministeriums des Innern für Kirchen- und Schulangelegenheiten vom 9. August 1870 und trotz der ausdrücklichen Verweigerung des Placetum sich über die einschlägigen Verfassungsbestimmungen hinweggesetzt. Der ergebenst Unterzeichnete darf es nicht unterlassen, Ew. Excellenz pflichtmässig zu erklären: dass

Nr. 4959 (224). Bayern. 27. Aug. 1871.

in diesem Verfahren der bayerischen Erzbischöfe und Bischöfe eine offenbare Verletzung der Staatsverfassung liegt. ‖ Ew. Excellenz haben in der an Se. Maj. gerichteten Vorstellung darauf hingewiesen, dass die Schädigung der kirchlichen Autorität eine Schädigung des Ansehens der weltlichen Obrigkeit zur Folge haben werde. Gewiss nicht minder berechtigt ist der Satz: dass die Untergrabung des Ansehens der Gesetze vor den Augen des Volkes dieselbe Wirkung haben muss, von welcher Seite sie auch erfolgen mag. Und dennoch sind die Erzbischöfe und Bischöfe Bayerns mit dem bedenklichen Beispiel einer Missachtung des Gesetzes vorangegangen und haben noch dazu ihre Maassregeln mit einer Schärfe ausgewählt, welche kaum noch in einer andern Diöcese ausserhalb Bayerns ihres gleichen hat. Es ist jedenfalls schwer einzusehen, dass es den Bischöfen Bayerns unmöglich war, jene Milde zu üben, für welche anderwärts zahlreiche Beispiele vorhanden sind. Der ergebenst Unterzeichnete erfüllt eine herbe Pflicht, wenn er sein lebhaftestes Bedauern über dieses Vorgehen der Erzbischöfe und Bischöfe ausspricht, mit welchem die freundlichen Beziehungen zwischen Staat und Kirche getrübt worden sind — Beziehungen, auf welche die Bischöfe, so hoch sie auch die Kirche stellen mögen, grossen Werth zu legen alle Ursache haben. ‖ Zwar haben die Erzbischöfe und Bischöfe in ihrer Vorstellung vom 15. Mai 1871 den Versuch gemacht, den Vorwurf zu entkräften, dass sie sich mit Ausserachtlassung der verfassungsmässigen Bestimmungen über das Placetum regium einer Verletzung bindender Gesetze schuldig gemacht hätten. Der ganz ergebenst Unterzeichnete hat sich indess nicht überzeugen können, dass dieser Versuch auch nur annähernd gelungen sei. Abgesehen von Auslassungen darüber, dass Papst und Bischöfe die allein zuständigen Richter in Glaubenssachen seien und als solche auch vom Staat anerkannt zu werden verlangen könnten, dass deren Urtheil aber die Verbindlichkeit der vaticanischen Concilsbeschlüsse festgestellt habe, dass mit dem Dogma von der Infallibilität des Papstes keine neue Lehre, sondern nur längst Gelehrtes und Geglaubtes festgestellt worden sei, und dass das Dogma keinesfalls etwas staatsgefährliches an sich trage — Erörterungen, die in vorstehendem eine genügende Beleuchtung gefunden haben dürften — enthält die bezeichnete Vorstellung noch Ausführungen in zwei Richtungen. ‖ Die Erzbischöfe und Bischöfe erklären daselbst, es sei ihnen unmöglich, die in der dritten und vierten öffentlichen Sitzung des vaticanischen Concils gefassten und von Papst Pius IX. für die ganze Kirche feierlich publicirten Beschlüsse über den katholischen Glauben und über die Kirche Christi erst dann in dem öffentlichen Unterricht über die katholische Religion zu berücksichtigen, wenn das Placetum erfolgt sei, weil 1) die Bischöfe von jeher die Festhaltung des Placets als im Widerspruch stehend mit dem bayerischen Concordat erklärt und deshalb gegen die Geltendmachung des §. 58 der II. Verfassungsbeilage auf das entschiedenste protestirt hätten, und 2 weil, wenn auch niemals Einspruch dagegen erhoben worden wäre, der genannte Paragraph doch nie dahin interpretirt werden dürfe, dass

Nr. 4959 (224). Bayern. 27. Aug. 1871.

auch zur Verkündung von Glaubensdecreten eine landesherrliche Genehmigung erforderlich sei. Was den zuerst erwähnten Grund betrifft, so nehmen die Bischöfe Bezug auf die Würzburger Denkschrift vom 14. November 1848, dann auf die Freisinger Denkschrift vom October 1850 und auf die Vorstellung der Bischöfe vom 15. Mai 1853, in welchen überall Protest gegen das Placetum regium erhoben worden, weil dasselbe mit einem innigen Anschluss an das Oberhaupt der Kirche, mit einem engen Verband unter allen Gläubigen des Erdballs und mit Entwicklung einer einheitlichen Lehre der katholischen Wahrheit unvereinbar sei, weil es eine misstrauische Ueberwachung des Verkehrs zwischen Hirt und Heerden enthalte, weil es mit der Vorschrift des Art. XII lit. c. des Concordates, wonach der Verkehr der Bischöfe, des Clerus und des Volkes mit dem heiligen Stuhl in geistlichen Dingen und kirchlichen Angelegenheiten frei sein müsse, im Widerspruch stehe, und weil es jedenfalls nach Einführung der Pressfreiheit nicht mehr haltbar erscheine. Das alles sind Erwägungen, die ihrem wahren Wesen nach nicht gegen die thatsächliche Geltung einer Rechtsnorm, sondern gegen die principielle Richtigkeit der ihr zum Grunde liegenden Motive gerichtet sind, oder die äussersten Falls als mehr oder weniger durchschlagende Gründe dafür, dass das Verlangen nach Beseitigung einer gesetzlichen Bestimmung billig sei, in Betracht kommen können. Solche Erwägungen können offenbar nicht die Wirkung haben, dass die unzweifelhaft zu Recht bestehende gesetzliche Norm um ihretwillen von selbst hinwegfällt. Niemand wird es z. B. wagen dürfen, für irgend ein Gebiet des öffentlichen oder privaten Rechts den Satz aufzustellen: dass eine Rechtsnorm, welche dem modernen Rechtsbewusstsein nicht mehr entspricht, sofort auch keine Geltung mehr habe, und einen solchen Satz sich zur Richtschnur seines Handelns zu wählen. Wer es auf dem Gebiete des Strafrechts unternehmen wollte, so vorzugehen, könnte in der Einsamkeit des Gefängnisses ausreichende Musse zur Ergründung der Unhaltbarkeit seiner Theorien finden.

Was die Bischöfe hier vorgetragen haben, ist nichts anderes als die Erklärung, sie überträten zwar eine zu Recht bestehende Verfassungsbestimmung, aber sie glaubten dies wegen der Gründe thun zu dürfen, die sie dafür anzuführen vermöchten, dass jene Verfassungsbestimmung gar nicht hätte erlassen werden sollen. Aus den Ausführungen der Bischöfe ergibt sich zugleich, dass sie nicht allein für die Kirche, sondern auch für sich selbst als die Organe der Kirche den bayerischen Staatsgesetzen gegenüber eine Art von souveräner Stellung, die Stellung einer ebenbürtigen, auf dem Fusse des Mitcontrahenten an einem Staatsvertrage dem Staate gegenüberstehenden Macht in Anspruch nehmen, welche ihnen die bayerische Staatsregierung niemals zugestehen kann. Die bayerische Staatsregierung hält fest daran, dass die bayerischen Erzbischöfe und Bischöfe den Gesetzen des Staates unterworfen sind. Was aber den zweiten Grund angeht, so zerfällt er gegenüber dem Worte des Verfassungsrechtes in Nichts. Das Verfassungsrecht verlangt schlechthin für alle Gesetze und Verordnungen der Kirchengewalt, ohne Unterschied zwischen Glaubens-

Nr. 4959 (224). Bayern. 27. Aug. 1871.

gesetzen und Disciplinargesetzen, die königliche Genehmigung, und die constitutio prima de ecclesia Christi ist ein Gesetz. Ausserdem verordnet aber auch der §. 38 des Religionsedicts, dass jeder Kirchengesellschaft unter der obersten Staatsaufsicht nach den im III. Abschnitt enthaltenen Bestimmungen die Befugniss zukommt . . . alle inneren Kirchenangelegenheiten zu ordnen, und nennt hierunter ausdrücklich die Glaubenslehre, während zu den im Abschnitt III. enthaltenen Bestimmungen, welche demnach auch für die inneren Kirchenangelegenheiten und somit gerade auch für die Gegenstände der Glaubenslehre maassgebend sind, die Bestimmung des §. 58 gehört. Die Bedrohung der Grundsätze des bayerischen Staatsrechts, welche in dem Dogma von der persönlichen Infallibilität des Kirchenoberhauptes liegt, und überdies die in der Ausserachtlassung des Placetum regium liegende Verletzung der Staatsverfassung nöthigt die Staatsregierung zu Maassregeln, die sie selbst sehr gern vermieden haben würde. Sie wird jede Mitwirkung zur Verbreitung der neuen Lehre und zum Vollzuge von Anordnungen verweigern, welche von den kirchlichen Behörden in Rücksicht auf die neue Lehre und zu deren Durchführung getroffen werden; sie wird an dem Grundsatze festhalten: dass den Maassregeln, welche die kirchlichen Behörden gegen die das Dogma nicht anerkennenden Mitglieder der katholischen Kirche ergreifen, jede Wirkung auf die politischen und bürgerlichen Verhältnisse der davon Betroffenen versagt bleiben muss, und wird erforderlichen Falls solche Vorkehrungen treffen, welche die Unabhängigkeit des bürgerlichen Gebietes vom kirchlichen Zwange verbürgen. Der ergebenst Unterzeichnete beklagt die Verwicklungen, welche die Folge dieser Stellung sein werden, lehnt aber, in dem Bewusstsein, dass er sich im Einklange mit Gesetz und Recht befindet, jede Verantwortlichkeit hiefür ab. Der Unterzeichnete benutzt im übrigen auch diesen Anlass, um Ew. Excellenz die Versicherung seiner ausgezeichneten Hochachtung zu erneuern.

München, den 27. August 1871.

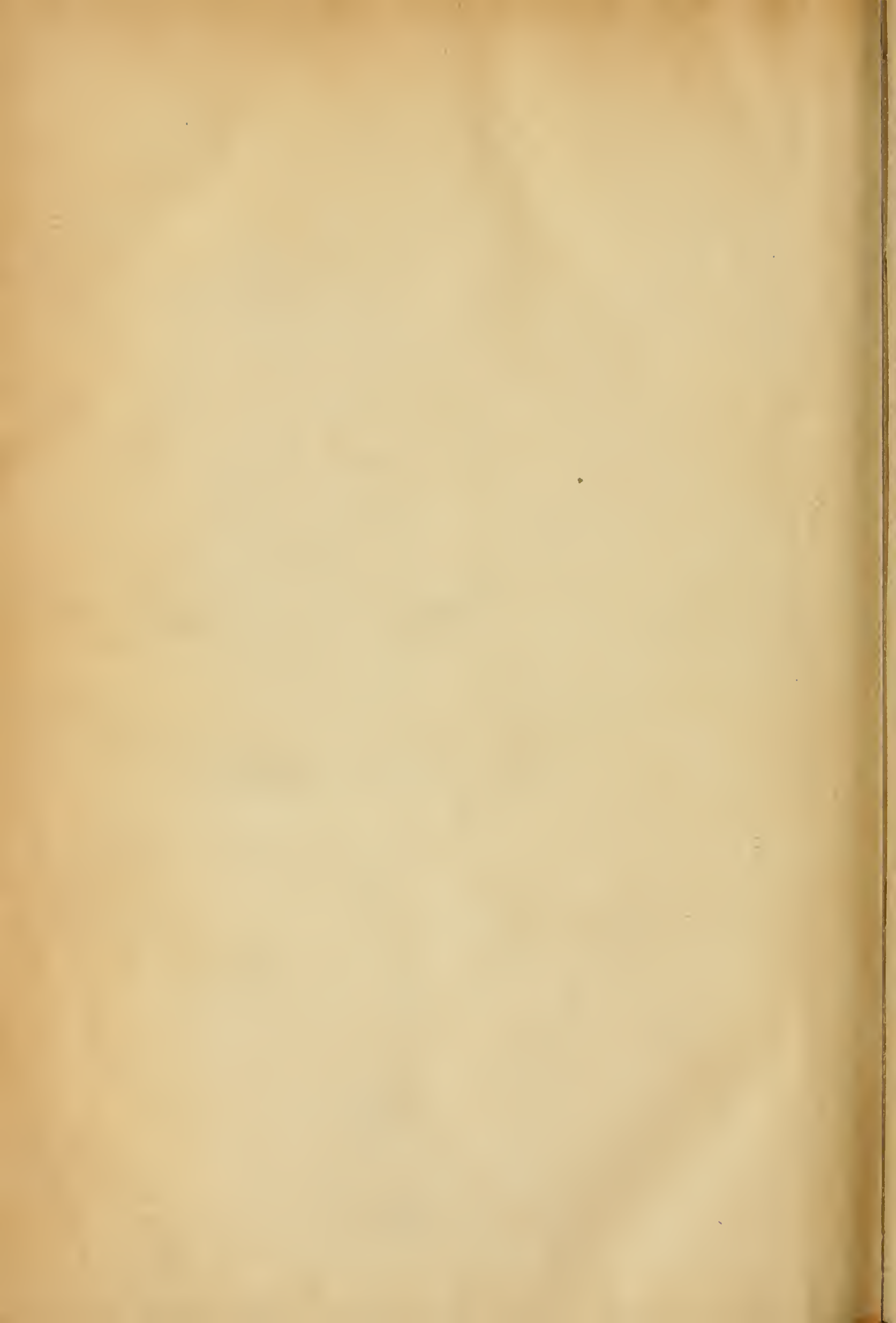
Ew. Excellenz

(gez) v. Lutz.

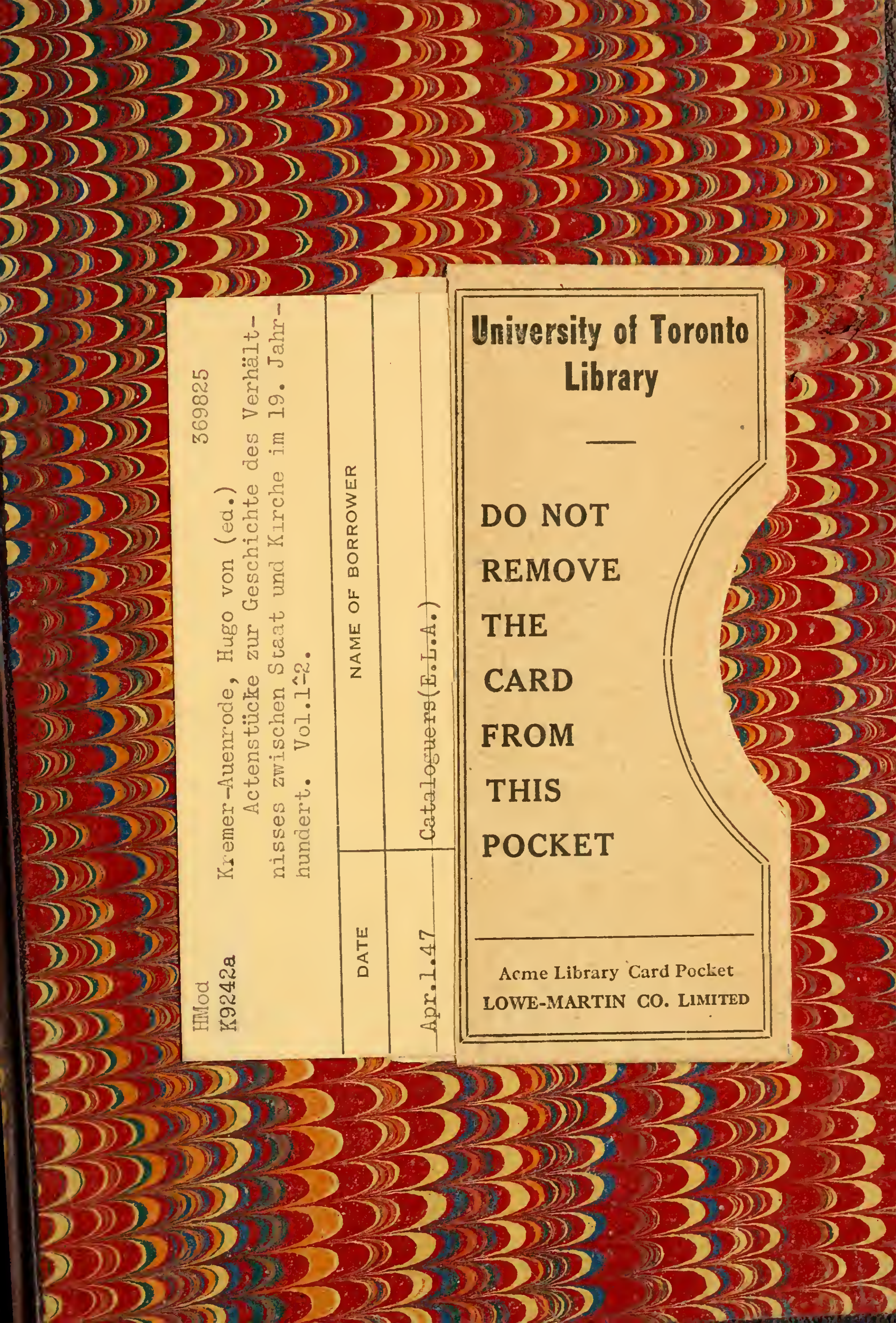
Diesen Erlass beantworteten die Bischöfe Bayerns durch Entgegnungen, in welchen im wesentlichen die in der Vorstellung vom 15. Mai 1871 gegen die Anwendbarkeit des Placetes auf die Beschlüsse des Concils vorgebrachten Argumente wiederholt werden. S. dieselben Vering Archiv N. F. Bd. XX p. CLXIX ff. u. Bd. XXI p. XXIX ff.

Druck von Bär & Hermann in Leipzig.








University of Toronto Library
DO NOT REMOVE THE CARD FROM THIS POCKET
Acme Library Card Pocket
LOWE-MARTIN CO. LIMITED
HMod
K9242a
369825
Kremer-Auenrode, Hugo von (ed.)
Actenstücke zur Geschichte des Verhältnisses zwischen Staat und Kirche im 19. Jahrhundert. Vol.1-2.
NAME OF BORROWER
DATE
Apr.1.47
Cataloguers(E.L.A.)

